Les Cahiers «Psychanodia»

Périodique d'histoire des religions

N° 3 / Mai-Juillet 2022

ΦΩΣ

Les Amis de I. P. Couliano

Pe marginea unei cărţi despre George Călinescu

Les Cahiers «Psychanodia»
N° 3 / Mai-Juin 2022

Ara Alexandre Shishmanian
&
Dana Shishmanian

Totalitarisme et littérature (I).

Écrits critiques et politiques

1980-2022

Les Amis de I. P. Couliano
PHOS Online
2022

Couverture:

Victor Brauner, [sans titre], 1943 (Musée de l'Abbaye Sainte-Croix, Sables d'Olonne, photo prise par Dana Shishmanian, juillet 2015)

ISBN: 9782952504263

INTRODUCTION

En guise de préface

Préambule

Ce livre rassemble des articles écrits tout au long de plus de quatre décennies que nous avons traversés en même temps que le monde changeait, depuis la fin des années 70 qui a marqué le commencement du déclin du communisme en Europe de l'Est jusqu'à cette année 2022 qui nous apporte de nouveau la guerre en Europe… Le monde changeait, et nous y prenions part : nous avons toujours vécu en nous impliquant, jamais pu rester sur le rivage à regarder l'eau couler… Ces articles, qu'ils soient dédiés à des livres, à des personnalités, à des événements, témoignent de cet engagement permanent. Et voilà qu'en préparant cette anthologie commune, nous nous retrouvons face à un nouveau changement majeur du monde, qui risque, peut-être, de s'avérer le dernier avant un écroulement général.

Occasion de réflexions, encore, sur le destin, individuel et collectif… pour ouvrir ce livre qui est donné à découvrir dans le cadre de la publication périodique *Les Cahiers « Psychanodia ».* Et non sans raison, car l'écrivain et historien des religions I. P. Couliano[1], à qui cette publication est dédiée, a lui aussi plongé dans ces eaux… en y laissant, hélas, sa vie. Plusieurs articles dans cette anthologie évoquent et décortiquent son destin[2], dans le cadre macro-politique qu'il a non seulement compris avant sa mort, au moment de la chute des communismes en Europe de l'Est, mais dont il a également anticipé l'évolution, de plus de trois

---

[1] Ioan Petru Culianu était né à Iassy en 1950 ; diplômé en langue et littérature italiennes à l'Université de Bucarest (1972), il s'est exilé en Occident (Italie, ensuite Pays-Bas, et enfin États-Unis), où il a fait une brillante carrière universitaire et a publié des ouvrages de référence, en français et en italien, sur la Gnose, sur le néoplatonisme à la Renaissance et sur l'ascension de l'âme dans l'histoire des religions du monde (d'où le titre de notre publication, emprunté à celui de sa thèse *Psychanodia*, dont une partie a été publiée chez Brill, Leyde, 1983). Son tout dernier livre, cette fois en anglais, intitulé *Out of this world. Otherworldly Journeys from Gilgamesh to Albert Einstein* (Boston & London, ed. Shambhala) est paru le jour même de son départ pour l'au-delà : le 21 mai 1991, dans l'enceinte même de la Divinity School de l'Université de Chicago, où il enseignait, en digne successeur de Mircea Eliade, il a été touché par derrière la tête de la balle assassine tirée par la main longue du pouvoir néo-communiste roumain, fraîchement installé après la chute de Nicolae Ceausescu, pouvoir que l'écrivain avait pris pour cible depuis plus d'un an dans une série d'articles dénonciateurs.

Au lecteur souhaitant en savoir plus sur son œuvre et sur les thèmes qu'il a abordés dans ses recherches, nous recommandons l'ouvrage collectif que nous avons dirigé et édité en 2006, *Ascension et hypostases initiatiques de l'âme. Mystique et eschatologie à travers les expériences religieuses* (570 p.), représentant les Actes du Colloque international d'histoire des religions "Psychanodia" que nous avons organisé en 1993 à l'INALCO (Paris), à la mémoire de Ioan Petru Culianu (2ème édition revue et corrigée du volume, mars 2021, accessible en ligne sur notre site : Présentation; Sommaire).

Nous rappelons également à ce sujet que le premier numéro des *Cahiers « Psychanodia »*, paru en mai 2011 (2ème édition revue et corrigée en mars 2021, accessible en ligne sur notre site) contient une ample étude sur la vie et la mort de I. P. Couliano, par Ara Alexandre Shishmanian : "Les sept transgressions de Ioan Petru Culianu. Fractals, destin et herméneutique religieuse" (121 p.)

[2] Une section du présent volume lui est dédiée, qui regroupe ces articles (*In memoriam I. P. Culianu*) ; voir aussi, en français, l'article "Le Communisme est mort, vive le communisme".

décennies, au point que nous avons presque le sentiment, aujourd'hui, de poursuivre un dialogue par-dessus le temps[3].

Il est effrayant de s'apercevoir, à l'échelle de sa propre vie, sans même interroger, au travers de souvenirs familiaux ou de révélations d'historiens et journalistes, le passé plus ou moins lointain, combien les mécanismes du désastre sont récurrents, implacables, incontournables, comme si rien dans la (bonne) volonté des humains ne pouvait jamais les détourner de leur but : mener l'humanité à sa perte. Si cela ne s'est pas complètement produit (encore), est-ce un signe d'espoir comme quoi – comme le croyait Jean-Paul II – un bien plus grand surgit (toujours), et surgira donc (à nouveau), à chaque fois, derrière un mal de plus en plus grandissant, pour le surpasser et le vaincre ? Et quand bien même il serait ainsi… cela voudrait-il dire qu'à chaque fois une guerre, de plus en plus dévastatrice, de plus en plus meurtrière, de plus en plus étendue, devrait avoir lieu, pour que le « mal-de-plus-en-plus-grand » soit vaincu par le « bien-plus-grand-encore », dans le but de « sauver » ce qui reste d'une humanité à chaque fois plus massivement massacrée que lors des fois précédentes ?… Une telle escalade cyclique, montant indéfiniment en spirale, risque d'aboutir à un point où il n'y aurait plus rien à sauver… que le néant... tout ou presque aura déjà été englouti dans la bataille.

Alors, si même l'espérance d'un Bien plus grand ne garantit pas la survie de l'humanité – on dirait même qu'elle nous assure du contraire, puisqu'à chaque fois que ledit Bien s'évertue à vaincre son ennemi désigné, au nom des meilleurs principes qu'il s'est lui-même donnés, la destruction, elle, quoi qu'on fasse, progresse, et qu'avec l'arsenal nucléaire prêt à l'emploi de part et d'autre, en de multiples configurations d'usage possibles, elle menace de nos jours de ne rien laisser derrière – à quel « saint » devrions / pourrions-nous alors, encore, nous vouer ? Ou faut-il ignorer toutes ces craintes, s'enfoncer la tête dans le sable, vivre au jour le jour, penser que cela ne nous arrivera pas, pas à nous… Pas dans ce XXIe siècle de toutes les vertus !... Et cela malgré l'avertissement de Malraux : « Le XXIe siècle sera spirituel ou ne sera pas! » Eh bien, il sera guerre !

C'est ce que la plupart d'entre nous fait, en réalité, par rapport déjà à notre propre mort ; et pourtant, elle arrive un jour, pour tout un chacun. Inévitablement... C'est pareil pour certaines catastrophes annoncées, qui ont toutes les chances, mathématiquement, de se produire : on veut les ignorer, on déteste les cassandres. Et quand une se produit, on ne pense jamais, rétroactivement, aux prédictions, on ne se dit jamais : on aurait pu l'éviter, si on avait écouté un tel ou une telle. C'est ainsi que l'humanité passe de désastre en désastre sans jamais vraiment apprendre à se protéger, à anticiper, à prévoir la parade, se laissant aller à l'optimisme factice du Bien-plus-grand, du Dieu-choisira-les-siens, ou tout simplement, du Non-cela-n'arrivera-pas-car-ils-ne-sont-pas-fous… Ben oui, il y en a bien, hélas, qui le sont, vraiment, et qui ne tiendront certainement pas compte de notre rationalisme confiant et très bien-pensant (un peu bon-marché quand-même) lorsqu'ils auront décidé justement d'en finir. Surtout que, dans notre

[3] Dans quelques-unes de ses nouvelles baroques, symboliques et fantastiques, réunies dans le volume *La collezione di smeraldi* (Milan, Jaca Book, 1989, traduction d'après l'original écrit en français *Le rouleau diaphane*), il imagine la chute du « rideau de fer » en Europe comme ayant suivi un plan secret menant en réalité à l'extension de « l'empire maculiste », alias dont il désigne la Russie ; dans son roman adoptant les codes littéraires du genre science-fiction *Hesperus* (Milan, Jaca Book, 1991), il prolonge l'utopie noire avec un scénario futuriste visant la suppression d'une majorité des humains par le biais d'une guerre atomique programmée, en faveur d'une survie mutante et calculée de l'espèce. Scénario qui, vu d'ici et maintenant, risque de s'avérer tragiquement prémonitoire.

élan juvénile plein de confiance dans notre bon droit, nous irritons leur ego en pariant sur leur patience à supporter…

La nouvelle guerre de 100 ans… et plus !

La « mémoire » de ma génération, née dans les quelques années d'après 1945 qui ont vu l'installation du communisme et de la domination soviétique en l'Europe de l'Est, recouvre celle de nos parents, intégrée, absorbée, par le biais de leurs récits et bien plus encore, peut-être, des non-dits perçus, devinés, compris intuitivement. Elle peut remonter ainsi, cette vue personnelle dans le temps, jusqu'en pleine première guerre mondiale. Et à plus d'un siècle après, voilà que je me demande aujourd'hui si nous en sommes jamais sortis.

Toutes les tensions, rivalités, rancunes et idiosyncrasies historiques dont certaines héritées depuis le Moyen-Âge, cicatrices collectives de plaies subies et/ou infligées, concoctions de revanche, projets de reconquête et/ou d'extensions territoriales, abondamment nourris par de la chair à canon envoyée « défendre », de part et d'autre, la patrie fantasmée des politiciens, des généraux et des trusts d'armement, avec en plus l'invention des armes chimiques, utopies noires de droite comme de gauche – communisme, fascisme, nazisme – communément brandies comme des affiches publicitaires qu'on porte à bout de baïonnette, révolutions fomentées en cabinet pour devenir guerres civiles et finir en dictatures idéologiques assassines et génocidaires, tortures et condamnations pour délit d'opinion, l'invention des goulags comme camps d'extermination à l'air libre, enfin, génocides ethniques, à commencer par celui perpétré par l'État turc qui a massacré, dès avant et surtout pendant la première guerre, trois quarts de la population arménienne de son territoire… en fournissant ainsi à Hitler, par anticipation, son fameux « argument » de l'oubli[4], l'encourageant, à peine un quart de siècle plus tard, à appliquer sa « solution finale » aux Juifs.

---

[4] Il s'agit d'une déclaration faite par Hitler devant les commandants en chef de l'armée à Obersalzberg, le 22 août 1939, en préalable de l'invasion de la Pologne. Les termes exacts de la déclaration sont les suivants : *Wer redet noch heute von der Vernichtung der Armenier?* («*Qui parle encore aujourd'hui de l'anéantissement des Arméniens* ?» (*apud* Vahakn DADRIAN, *Histoire du génocide arménien*, trad. de l'anglais par Marc Nichanian, 1996, 1999, Éditions Stock, p. 630). D'ailleurs en développant cette idée, prologue évident à l'Holocauste, dans le même discours Hitler exhortait: "«*Soyez durs, soyez impitoyables, agissez plus vite et plus brutalement que les autres*» (*Seien Sie hart, seien sie schonungslos, handeln Sie schneller und brutaler als die andern*). L'invasion imminente est décrite comme une première étape pour la mise en place d'un grand projet destiné à « nous procurer l'espace vital dont nous avons besoin ». Le but final est de « redistribuer le monde ». La référence explicite aux Arméniens vient dans un paragraphe où l'idée est que la création d'un nouvel ordre mondial exige le recours à l'élimination en masse. Hitler cite en exemple Genghis Khan qui „a envoyé des millions de femmes et d'enfants à la mort en connaissance de cause et le cœur léger (*fröhlichen Herzens*). L'histoire ne voit cependant en lui que le grand fondateur d'États ». Hitler conclut alors que l'extermination des Arméniens a servi un but similaire. Les Turcs les ont détruits sans merci et ont permis ainsi à Mustafa Kemal d'établir un nouveau système étatique en Turquie. Le monde a oublié définitivement l'annihilation des Arméniens et a accepté en revanche le nouvel état de choses, parce que « le monde croit seulement au succès » (*Die Welt glaubt nur an der Erfolg*). On pourra noter une remarque identique sur le succès, prononcée par Talaat, le principal auteur du génocide arménien, en relation avec l'extermination des Arméniens" (v. *ibid.* pp. 630-631).

Il est tout à fait remarquable que dans un entretien de juillet 1933 avec le représentant d'un journal turc, six ans, donc, avant le fameuse déclaration, Hitler affirmait déjà « qu'il était en admiration devant le mouvement qui s'était imposé en Turquie moderne, favorisant les vertus primitives chez les paysans d'Anatolie. Pour lui, ce mouvement constituait un modèle, une sorte d'"étoile lumineuse" » (v. *ibid.* p. 629). Visiblement, de Talaat à Poutine, en passant par Staline et Hitler, on a affaire à une même logique.

Tous ces torts et ces tares, tels qu'ils ont explosés à cette époque, à la veille, pendant et après la fatale fourche 1914-1918, ayant son pic en 1917 avec la révolution bolchévique, n'ont jamais cessé depuis. Ils se sont répétés, perpétués et aggravés :

à travers l'entre-deux-guerres de tous les délires qui a vu naître l'URSS et les goulags et, en parallèle, la grande crise du capitalisme, sans oublier l'expérience d'un des premiers affrontements mondiaux de deux systèmes par intermédiaires, la guerre d'Espagne – et après...

à travers la deuxième guerre mondiale, conséquence directe de la première (inutile de tenter encore la propitiation en l'appelant « seconde » pour éviter qu'on pense à la suivante…) mais inventrice d'horreurs nouvelles avec les camps de concentration nazis et les chambres à gaz, et porteuse *in fine* d'une énorme « innovation », la bombe atomique, pour sceller la victoire de la coalition des « bons » contre les « méchants » – et après...

à travers la « guerre froide » qui a suivi, avec son cortège de souffrances pour les peuples tombés sous la coupe de l'URSS suite au partage de Yalta et à l'installation du rideau de fer, prisons, tortures, assassinats, camps d'extermination par le travail, mais aussi toute la chaîne des très chaudes guerres « régionales » en Asie du Sud-Est où les deux systèmes s'affrontaient par intermédiaires sur d'autres terres que les leurs – et après...

à travers la « mondialisation » capitaliste qui, avec une frénésie aussi inconsciente que désastreuse pour les économies et les sociétés occidentales elles-mêmes, a profité de la « chute du mur » et du démembrement de l'URSS, tout en se livrant pieds et poings liés à la dépendance des énergies fossiles russes, pendant que les ex-pays satellites de l'empire soviétiques s'enfonçaient dans une corruption endémique, seule forme d'économie de marché que leurs anciens et nouveaux patrons ont pu concevoir comme « capitalisme d'État » (cas flagrant de la Roumanie post-communiste, où des gouvernements successifs ont ruiné le pays en se remplissant les poches pendant un bon quart de siècle[5]) – et après...

à travers les crises et recompositions identitaires usant du terrorisme, transportées du XXe au XXIe siècle par les nouveaux « pays émergeants » et provoquant de la part des Américains des guerres gagnées suivies de paix perdues (Afghanistan, Irak), ou sinon, par des communautarismes hystériques s'adonnant au génocide comme « nettoyage ethnique », tuant en masse au nom de quelque « guerre sainte », ou agitant les slogans belliqueux des *woke*-ismes et *cancel*-ismes en tout genre, révisionnistes de l'histoire, des mentalités, des mœurs, des sciences et des arts… – et après...

Une succession de victoires sur le Mal d'un soi-disant Bien s'avérant à son tour une forme de mal… Un mal différent, sinon plus grand, peut-être seulement plus petit qu'un autre qui potentiellement aurait été plus grand ?… (Serait-ce là le vrai espoir, d'un plus-petit-mal, et non d'un bien-plus-grand, qui succéderait à chaque nouvelle attaque du « mal grandissant » ?... Ô

Voir aussi la communication d'Yves TERNON : "La qualité de la preuve. À propos des documents Andonian et de la petite phrase d'Hitler", extraite du volume *L'actualité du génocide des Arméniens* (Colloque CDCA, 1998).

[5] Un exemple flagrant : l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, M. Varujan Vosganian, à qui la Roumanie doit, entre autres dégâts dont d'immenses trous budgétaires causés par la fraude et jamais remplis depuis, d'avoir « vendu » pour rien, au milieu des années 2000, le potentiel de son indépendance énergétique (voir dans ce livre les articles le concernant, dont, en français : „Un symbole de la corruption en Roumanie postcommuniste: l'ex-ministre de l'économie, M. Varujan Vosganian").

Saint-Père, j'espère que tu réfléchis encore à la question… peut-être nous enverras-tu quelques pensées inspiratrices d'actes de paix !… Car nous sommes face au danger d'une guerre ultime.)

Jusqu'à ce gouffre qui s'ouvre maintenant devant nous aux abords de la mer Noire, en Ukraine, mais qui s'y creuse en fait depuis 2014 (comme pour célébrer le centenaire du début de la première guerre mondiale !), pour s'approfondir sous nos yeux depuis 5 mois chaque jour encore plus, avide de tout engloutir : l'Europe, et le monde entier. Or de fait, il était déjà là, déjà une faille profonde sous le sol apparemment fixé par des traités, au moins depuis le démembrement de l'URSS, sinon de bien plus longtemps encore (en fait, ne plonge-t-il pas, chaque conflit du monde actuel, ses racines dans l'histoire, parfois jusqu'à des millénaires – pensons à la Palestine…). Mais nous l'avions ignoré, ou sous-estimé, d'autres trous noirs du même genre nous apparaissant sans doute comme plus dangereux. Pourtant nous avions tort… car nous sous-estimions le voisinage immédiat, frontalier, de ce gouffre-là, avec la Russie : il était, il ***est*** la Russie elle-même – la première puissance nucléaire, et l'État le plus dément dans ses velléités revanchardes et impériales – ce qui n'est pourtant pas le cas avec d'autres sources de conflit qui suppurent de par le vaste monde, à commencer par le Proche et Moyen-Orient. Cependant, le gouffre russe a, hélas, un pendant potentiellement de plus grande taille encore : le gouffre chinois… qui attend son tour, au Taiwan. Mais prenons une catastrophe à la fois ! Du moins, tant que la suivante ne nous rattrape en temps réel… car ce n'est peut-être que juste une question de mois (sinon de semaines[6]).

Unde ira ? L'Ukraine et le monde face à l'ex-URSS

Le conflit couvait avec l'Ukraine depuis son indépendance déclarée et acquise le 24 août 1991 – quatre mois presque jour pour jour avant la fin de l'URSS, co-signée par les anciennes républiques soviétiques, dont la Russie, dans les accords d'Alma-Ata le 21 décembre et confirmée par le passage de pouvoir de Gorbatchev à Eltsine le 25 décembre de la même année. En effet, la « petite Russie » – à la différence de la « Russie blanche », Belarus, sa voisine – était la seule des ex-républiques soviétiques à avoir sur son territoire un important arsenal nucléaire, ce qui a fait enrager la nouvelle « grande Russie » qui s'en ai vue soudainement privée. Après quelques années de pression économique de la part de son ancienne « grande sœur », qui l'a presque menée à la ruine – ce n'était bien entendu pas la première fois, elle en avait l'habitude, la « petite sœur », depuis les famines génocidaires de Staline, le *holodomor* de 1932-1933 – l'Ukraine a dû accepter de livrer à la Fédération de Russie, en tant qu'héritière de l'URSS, la totalité de l'arsenal nucléaire placé sur son territoire, en échange d'un engagement au respect voire à la défense de ses frontières ; engagement que la Fédération de Russie n'était disposée à assumer réellement dans la durée que sous certaines conditions implicites, visant en fait le statuquo politique de l'Ukraine comme état « non-aligné ». C'est ce mémorandum co-signé en 1994 à Budapest par les deux parties, avec les garanties, comme cosignataires, des États-Unis et de la Grande Bretagne, qu'a, entre autres, enfreint la Russie en envahissant l'Ukraine le 24 février 2022.

Oui, mais entre-temps il y a eu la « révolution orange » de 2004, contre Viktor Ianoukovytch et son clan pro-russe de Donetsk appuyé par Moscou, la volonté affichée par

[6] L'assassinat, le 8 juillet 2022, de l'ancien premier-ministre Shinzo Abe, l'homme fort de l'archipel nippon, qui a bâti la politique externe de son pays dans le but de renforcer le Japon comme puissance politique, économique et militaire face à la menace chinoise, est peut-être un signe.

l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN (très fortement encouragée, sinon incitée, par les États-Unis dès le milieu des années 90, mais que la France et l'Allemagne ont modérée en 2008), ensuite la « révolution de Maïdan » à Kiev en 2014 contre le même pro-russe Viktor Ianoukovytch, et surtout le conflit armé avec les séparatistes du Donbass, qui n'a pas cessé depuis fin 2013… C'est cette guerre civile inter-ukrainienne, justement, qui a occasionné à la Russie le motif de l'intervention, soi-disant pour les « libérer », ces russophones-russophiles, du « nazisme » ukrainien. Certes, la rhétorique est la même que celle, jadis, de Hitler, parti en guerre pour « libérer » les populations de langue allemande vivant dans d'autres pays (notamment, dans les Sudètes tchèques), et du coup, annexer ces territoires – et le pays entier dont ils faisaient partie, de surcroît – comme si tout cela était très légitime, sinon en droit international du moins dans son autojustification « morale » : c'est une logique d'empire, qui se prévale de droits et de libertés qu'il se donne lui-même, selon ses propres intérêts, pour subjuguer les nations. Cela leur semble si naturel, à eux, les revendicateurs d'empires, qu'ils s'étonnent que tout le monde ne raisonne pas ainsi ![7]

Mais sous Poutine, le KGB-iste de confiance à qui Boris Eltsine, en sa grande angoisse de se voir démasquer le régime personnel de corruption, a choisi de confier les clés de la grande boutique post-communiste, l'État russe non seulement s'est resoviétisé à marche forcée et accélérée depuis 22 ans – la réactivation des symboles, l'hymne soviétique et l'étendard rouge avec les enseignes de la faucille et du marteau, étant plus que provocatrice – mais tend même à dépasser son modèle stalinien, tout en ambitionnant avant tout de le récupérer, du moins territorialement parlant. Or sa paranoïa est sans commune mesure avec celle de l'impérialisme du IIIe Reich hitlérien. Poutine pense par exemple que, si la Russie a annexé par la guerre au XVIIIe siècle un morceau de la Suède, territoire sur lequel Pierre le Grand a bâti son Petrograd (Saint-Pétersbourg), c'était parce qu'elle « reprenait » ainsi ses propres territoires… (il l'a dit lors d'un discours tenu après la visite de l'exposition *Pierre le Grand : la naissance d'un empire*, le 9 juin 2022 à Moscou[8]). Et pourquoi pas ? La Rus kiévienne n'avait-elle pas été fondée par les Varègues, les Vikings du Nord scandinave ? Alors, la grande Russie n'a-t-elle pas toutes les bonnes raisons de revendiquer aujourd'hui ses territoires d'origine, en Ukraine d'abord, en Scandinavie, potentiellement, ensuite ? C'est ainsi, la Russie : elle pense qu'elle a ses origines partout en Europe, sinon dans le monde entier, elle peut donc aller les « reprendre » territorialement *manu militari* n'importe quand. Surtout quand elle a placé des Russes dans d'autres pays, ou qu'ils s'y trouvent historiquement en tant que minorité : quelle légitime motif de les « reprendre », non les Russes, mais les territoires sur lesquels ils vivent !

---

[7] Le brave bulldog de la « diplomatie » russe, Sergueï Lavrov, ne nous interpellait-il pas, dans une interview à TF1 fin mai, pour justifier par analogie l'invasion de l'Ukraine, dont le but était, nous avouait-il, de « *protéger la population du Donbass* » : « *Que ferait la France si la Belgique interdisait le français* ? » Dans cette logique, bien évidemment, la France devrait s'emparer de la Belgique… pour « protéger la population de Wallonie ! » (v. en ligne sur le site Lalibre-Belgique du 31 mai 2022).

[8] « *Nous venons de visiter une exposition consacrée au 350ème anniversaire de Pierre le Grand. C'est étonnant, mais presque rien n'a changé. (...) Pierre le Grand a mené la guerre du Nord pendant 21 ans. On a l'impression qu'en combattant la Suède, il s'emparait de quelque chose. Il ne s'emparait de rien, il reprenait. (...) Lorsqu'il a fondé une nouvelle capitale (Saint-Pétersbourg - ndlr), aucun des pays d'Europe ne reconnaissait ce territoire comme appartenant à la Russie. Tout le monde le considérait comme faisant partie de la Suède. Mais depuis des temps immémoriaux, des slaves vivaient là-bas aux côtés des peuples finno-ougriens. (...) Il reprenait et renforçait. Apparemment, il nous incombe aussi de reprendre et de renforcer.* » ("Poutine compare sa politique à celle de Pierre le Grand", Le Monde, 9 juin 2022, online).

C'est pourquoi il faut prendre très au sérieux les menaces brandies par Poutine et ses acolytes à l'endroit de la Moldavie, en évoquant la communauté russe de Transnistrie[9], pour ne plus parler de l'aberration de Kaliningrad, enclave qui n'a de russe que le nom, cité allemande (Königsberg) du grand Immanuel Kant, dont les alliés ont fait cadeau à L'URSS en 1945… et qui est devenue aujourd'hui la base militaire russe, y compris de balistique nucléaire, la plus avancée, en pleine Europe centrale.

Alors, il n'était donc pas juste, pour la Russie vexée, voire meurtrie dans sa chair, puisqu'elle prétendait défendre des co-nationaux (potentiels…) persécutés dans le Donbass, de passer outre quelque traité de protection des frontières, et franchir celles d'un État voisin qui se croyait et qu'on croyait souverain, afin de punir les Ukrainiens coupables de ne pas avoir accepté l'auto-détermination des deux régions séparatistes, et par cela même, accusés de « nazisme », en bombardant leurs villes à tout va, en guise d'« opération spéciale » de représailles à l'échelle de tout un pays ? Mais que n'entend-on pas ! Même l'Alaska, pourtant bel et bien vendue pour 7 M$ aux États-Unis par le tsar Alexandre II en 1867, est très légitimement à « reprendre », puisqu'elle a été russe pendant 80 ans ![10] Ce que je te vends m'appartient et m'appartiendra toujours ; ce que je te prends m'appartenait déjà, puisque je te l'ai pris !

Bon, on a donc affaire à un État non pas tellement voyou comme on le dit, mais carrément fou, qui compte d'ailleurs sur les doigts d'une seule main (et encore !) dans son histoire les dirigeants tant soit peu sensibles à des arguments de rationalité et de droit, et de très nombreux paranoïaques cliniques et grands criminels qui se sont succédés au pouvoir, depuis des siècles (mais cela est hélas, très loin d'être singulier dans l'histoire d'un certain nombre d'états dans le monde !). Poutine hérite de Staline avant tout, certes, mais en moins malin, tout en ayant des visées impériales autrement hautes, historiquement parlant, on l'a bien vu… Ne rêve-t-il pas avant tout du sceptre de « toutes les Russies » ?...

Alors, que faut-il faire face à l'État russe poutinien, qui en plus d'être fou – sans doute, selon nos critères de rationalité que lui ne comprend pas, ne comprendra jamais, ne peut comprendre, car ne peut les accepter – est également LE fou détenteur du plus grand pouvoir de nuisance au monde actuellement ? Et qui par ailleurs est allié à d'autres fous comme lui – la Corée du Nord de Kim Jong-Un, et surtout la Chine de Xi Jinping, pour ne citer que les plus proches – détenant, eux aussi, une partie non négligeable de ce pouvoir de nuisance planétaire, et agités de même par une démence sénile consistant à vouloir en découdre avec le reste du monde ? On avait décrété la mort du communisme dans les années 1989-1991 : c'était du *wishful thinking* ![11]

---

[9] Tout dernièrement, le présentateur de la TV Russia-1, Vladimir Soloviov, surnommé « la voix de Poutine » en Russie, déclarait dans un entretien avec Bruno Vespa, sur la chaîne publique Rai-1 de la télévision italienne, que l'objectif militaire en Ukraine serait de rejoindre la Transnistrie… ce qui implique l'occupation totale du pays et l'annexion de la région séparatiste de la Moldavie (voir en ligne digi24 du 10 juillet 2022) ; précédemment, il rêvait pourtant d'arriver jusqu'à Stonehenge !… (voir en ligne l'independant.fr du 1er juin).

[10] Lors d'une session parlementaire à Moscou le 6 juillet 2022, Viatcheslav Volodine, le président de la Douma, a menacé les États-Unis de récupérer l'Alaska : voir en ligne sur tf1 et l'express ; menace déjà brandie par Vladimir Poutine lui-même, dès 2014, mais magnanime, il avait ironisé alors sur la froideur du climat qui inciterait assez peu à une « reprise »… (voir en ligne lefigaro.fr).

[11] Voir dans ce volume les articles "Le communisme est mort, vive le communisme !" et "Le Communisme et le Néant. Un nécrologe pour la pérestroïka".

Et si, en plus, on voit tout un pan d'états qu'on appelait communément pendant la guerre froide « tiers-monde » et qu'on a baptisés ensuite « pays émergeants », pour finir par leur accorder le statut de « nouveaux acteurs majeurs », qui adhèrent aujourd'hui en toute confiance au bloc impérial bicéphale sino-russe, non par intérêt économique – car cet intérêt ils peuvent le trouver aussi, et mieux, auprès de l'Europe et/ou des États-Unis, et en fait, ils en profitent toujours et malgré toutes leurs options politiques contraires (voir l'Inde) – mais par rancune historique anti-occidentale, par envie d'en découdre avec les Américains et/ou avec le monde franco-britannique, à cause des anciens empires coloniaux en Asie, Afrique ou Amérique du Sud, quitte à se faire d'autre part acheter et endetter pour des siècles par la Chine ! Et que dire encore des troublions comme la Turquie, qui torpille depuis toujours l'Alliance Nord-Atlantique et joue sa propre carte revancharde d'ex-empire aux deux mers – Noire et Méditerranée – dont elle contrôle toujours une bonne partie, d'ailleurs, la plus stratégique, avec les Dardanelles, au grand dam de leurs alliés occidentaux, réduits à faire avec, au point d'être acculés à « négocier » le sort des Kurdes voire, plus tard, des Chypriotes et qui sait de quels peuples encore auxquels un régime comme celui d'Erdogan porte toujours une haine viscérale ? Quelle est la solution de cette équation multiple, dont la principale inconnue plonge aujourd'hui sa racine en Ukraine ?

Une issue par la guerre ?... Le pari insensé

Vu le comportement, les actes, les déclarations inconsidérées de part et d'autre, du côté russe (Poutine, Medvedev, Lavrov, parlementaires, chaînes TV) comme du côté des Occidentaux (SUA, Grande Bretagne, Pologne), l'option prise sans trop d'états d'âme est la guerre, alors même que, de notre côté, on verse dans la prétérition, en nous déclarant non-cobelligérants : en fait, on a déjà opté pour trancher le nœud gordien, sans le défaire, car trop compliqué, et puis cela demande trop de patience… on n'en a pas, on n'en a plus ! Nous avons marre de jouer le jeu de la politique – d'ailleurs, dicté toujours par nos propres intérêts. On peut y arriver plus vite ! On entrevoit enfin l'occasion rêvée d'une grande victoire contre la Russie, sur tous les plans, y compris militaire, qui nous laverait de toutes nos faiblesses, naïvetés, petits calculs échoués, frustrations, voire humiliations face à elle (et non pas l'inverse, comme certains le craignent à tort…).

Rappelons-nous : lorsque la fameuse « ligne rouge » du chimique est franchie par Bachar el-Assad, contre ses propres citoyens, au lieu d'intervenir aux côtés du peuple syrien, comme nous l'avions solennellement promis, nous laissons intervenir la Russie aux côtés du tyran, pour renforcer le pouvoir syrien contre son peuple, et voir ainsi le nouvel empire russe s'installer en Méditerranée – le rêve des tsars depuis Pierre le Grand, enfin atteint !!! Nous n'avons rien fait, alors, pour l'en empêcher, alors qu'elle n'avait rien à faire sur ce terrain où l'OTAN était bien présente et aurait pu – aurait dû – jouer un rôle : mais, grâce à un certain prix Nobel de la Paix, du nom de Barack Obama, qui a fait retirer la flotte américaine, la Russie s'est invitée sans soulever de contestation et a pu tranquillement et méthodiquement réduire en ruine les villes de Syrie et massacrer leurs populations par dizaines de milliers, sans que personne ne s'y oppose, en rééditant ainsi ses fameux exploits en Tchétchénie vingt ans auparavant. Certes, Vladimir Poutine doit une fière chandelle au président des États-Unis en exercice en 2013 ! Et peut-être aussi à son vice-président de l'époque !

Alors, 9 ans après que nous nous sommes couchés face à la Russie poutinienne en Méditerranée, nous rêvons de revanche… en Mer Noire ! Dans un moment et un lieu qui n'y sont absolument pas propices, car l'Ukraine n'est pas la Syrie : en Syrie on aurait pu contrer la

Russie, en Ukraine, non. Mais on n'y voit pas la différence… Qui plus est, on pense sans oser le dire qu'une victoire en Ukraine nous dédouanerait aussi des très nombreuses tentatives aussi coûteuses qu'illusoires, parsemées sur trois décennies, depuis le démantèlement de l'URSS en 1991, à vouloir amarrer et arrimer la Russie à l'Europe, par des relations économiques et commerciales – alors qu'en fait, c'est nous qui nous sommes amarrés et arrimés nous-mêmes dans ses rets énergétiques ! Alors, faire rentrer l'Ukraine en Europe et récupérer nos investissements dans cette partie du monde ne serait que justice… pensent certainement d'aucuns.

Donc, pour mettre fin à notre propre désillusion et à nos erreurs stratégiques, aussi bien politiques qu'économiques, pour nous montrer, enfin, lucides, fermes, adultes, courageux, responsables, et potentiellement vainqueurs de droit au nom des meilleurs principes de liberté des peuples, d'auto-détermination, et de démocratie à l'occidentale – cette « démocratie imparfaite » dans laquelle semble s'être spécialisés les États-Unis et la France, pour ne mentionner qu'eux[12] – on arme l'Ukraine, jusqu'à plus soif… de sang ! On fait la guerre par intermédiaires, la chair à canon étant l'armée et la population ukrainiennes. Sachant, et le disant en toute franchise, aussi cynique qu'inconsciente : ce sont les Russes qui seuls pourront éventuellement choisir à quel moment décider du franchissement de notre part d'une « ligne rouge » qu'ils auront eux-mêmes définie à leur guise, pour déclencher peut-être quelque bouton nucléaire… « tactique » sinon « stratégique » – mais rassurez-vous, braves gens, nous saurons riposter ! L'Apocalypse sera totale (autant dire, Dieu choisira les siens…).

Le pari insensé étant que les Russes ne le feront pas, le geste fatidique, et alors la victoire serait à qui n'aura pas complètement épuisé ses réserves d'armement ni ses capacités d'en fabriquer, et sera encore en mesure de continuer la guerre – ce qui dépend de bien d'autres facteurs encore (crise migratoire, énergétique et alimentaire, inflation, chute de production, sécheresse, désorganisation du commerce, famines, mouvements sociaux).

Pari insensé, car avant tout et malgré tout, ils peuvent bien le faire, ce geste fatidique, surtout s'ils ne gagnent pas du terrain assez vite ou pas de manière suffisamment rassurante pour eux pour leur garantir à 100% les positions territoriales déjà acquises ou s'ils se sentent menacés sur les régions conquises voire sur leur propre territoire – s'ils pensent donc sécuriser leur « opération » en prenant un « raccourci » en l'occurrence par une attaque nucléaire tactique (= localisée par ex. sur une des villes de l'Ouest de l'Ukraine, pas forcément la capitale…). Alors, toute cette auto-assurance que les média, les experts militaires et les politiques déploient à longueur d'émissions TV pour endormir les craintes de nos populations est purement irresponsable. Comme si des arguments du genre « oui mais ils perdraient la face » ou « ne s'en sortiront pas devant l'histoire » ou « perdront à terme » ou autre simagrée du même type, comptaient tant soit peu pour eux, et avaient quelque pouvoir de les retenir ! Ou comme si leurs grandes menaces verbales à l'adresse de l'Europe et des États-Unis proférées sans discontinuité

[12] Dans l'évaluation de l'indice de démocratie au niveau mondial depuis 2006 (par le groupe de presse britannique The Economist Group), la France, qui figure en 2022 au rang 22 sur 167 pays, ouvre le peloton des « démocraties imparfaites », suivie de près par les États-Unis au rang 26, ainsi que d'une assez large majorité des pays européens (dont seulement les pays nordiques, la Suisse, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, et l'Autriche sont reconnus comme ayant une « démocratie pleine » : voir les données sur Wikipedia).

depuis les tout premiers jours de l'invasion étaient forcément destinées à le rester… en tant que simple rhétorique.

Pari insensé aussi, parce que même sans recours à l'arme atomique (à quelque niveau que ce soit), la Russie a d'autres « armes fatales » à sa disposition. Déjà, elle nous coupe le gaz, vole ou brûle les récoltes de blé dans les champs de l'Ukraine et bloque ses exportations de graines, fait son double jeu de chantage et d'image de sauveur de l'Afrique dans la négociation du déblocage des routes maritimes. Elle a les moyens de plonger quiconque dans le monde n'est pas de son côté dans une récession sans précédent, preuve déjà l'inflation galopante qui mine toutes les économies européennes en les poussant dans un effet de ciseaux entre augmentation des taux d'intérêt et décroissance, véritable cercle vicieux économique – alors qu'elle a trouvé, de son côté, son propre marché, constitué d'autant de clients que de fournisseurs, en autarcie alternative au marché et au système de paiement occidentaux. Ainsi, elle exporte désormais son pétrole et son gaz – et même à profit, vu la hausse des prix – en Asie et au Moyen-Orient, ce qui occasionne du même coup des profits grassement augmentés également aux membres de l'OPEP, qui se permettent d'honorer les demandes de leurs clients occidentaux sans investir pour augmenter leur propre production ![13] Un « nouvel ordre mondial » se configure et se met en marche à la vitesse grande V, à la faveur des conséquences, hélas, non anticipées des sanctions occidentales contre la Russie, et il n'est point assuré que la Force soit cette fois encore avec nous.

Il devient au contraire mathématiquement évident que la Russie, avec la Chine derrière elle, tiendrait bien plus longtemps l'effort de guerre que ne le pourront les alliés de l'Ukraine – États-Unis en tête, qui doivent préserver leurs forces pour rester en mesure de contrer les menaces au Pacifique. Pourquoi ? D'abord par ses stocks d'armes encore utilisables hérités de l'URSS – même en infériorité technique face aux HIMARS, Caesar, et autres M270 occidentaux, ces bombes et ces munitions dont les thermo-bariques restent extrêmement redoutables en volume et en capacité de destruction – et par ses capacités de production, réactivées sans trop de peine un peu partout sur son énorme territoire. Ensuite, par ses appuis externes, notamment chinois – mais pas seulement : son vieux protégé au Moyen-Orient, l'Iran, devenu fournisseur de guerre, lui livre des centaines de drones de combat… (le pays de l'ayatollah en produit et en vend aux Hezbollah et autres Hamas depuis quelques décennies déjà !). Sinon, en termes de capacités et si besoin, nouvelles capacités de production mobilisables, l'allié chinois est, vu les centaines de millions de travailleurs à sa disposition, loin devant n'importe quel autre pays au monde. Enfin, et surtout, grâce à la résilience éprouvée de la population russe, aplatie par le totalitarisme issu de la révolution bolchévique (pour ne pas remonter jusqu'au tsarisme) depuis plus de 125 ans, et avec une opposition détruite systématiquement sous Poutine par des

[13] Il est révoltant de voir à quelle comble de la honte peuvent se livrer les plus grandes démocraties occidentales face aux autocraties productrices de pétrole, et notamment face à l'Arabie saoudite de Mohamed ben Salmane: Joe Biden s'humilie en allant à Ryad pour lui quémander plus de pétrole (d'ailleurs, en vain), Emmanuel Macron le reçoit en grande pompe à Paris, tapis rouge officiel et dîner privé en copains-copains… (toujours en vain). Oublié, le commanditaire d'un des crimes les plus atroces commis contre un journaliste indépendant, Jamal Khashoggi, et vive le Prince (de ce Monde)!!! Alors qu'il s'est arrangé pour acheter au Russes et revendre, en faisant bondir ses profits (voir l'analyse de la tribune.fr du 15 juillet 2022), tout en faisant profiter du coup toute la filière mondiale de la distribution, dont le géant français Total (qui n'est pas taxé pour ses supra-profits!...). Ainsi va notre monde: une alliance de fait, fort orwellienne, entre les autocraties, et les magnats du capitalisme mondial.

assassinats, emprisonnements, et un régime d'interdiction sociale à coups de lois punitives pénalisant toute liberté d'expression.

Parmi les handicaps qui grèvent la situation de l'Ukraine, en dépit des aides militaires (et financières) qu'elle reçoit de ses alliés, il y a aussi la très fâcheuse circonstance d'une double déperdition, qui risque d'affecter de manière critique les livraisons d'armes occidentales : soit du fait de l'interception et de la destruction des transports par les missiles russes, soit, bien plus grave, par la mainmise sur une partie de ces armes – même si quantitativement à la marge (du moins il est à espérer que ce soit le cas) – de la part d'organisations criminelles diverses et variées[14]. Ce qui est malheureusement possible par le biais de processus occultes de corruption dont l'Ukraine fait les frais depuis longtemps, et qui sont d'ailleurs pointés du doigt comme étant le principal obstacle à son intégration dans l'Union Européenne[15].

---

[14] Des signalements et des alertes dans ce sens, exigeant des actions de traçage détaillé des armes livrées, ont été lancés dès le troisième mois de guerre par l'Interpol (cf. TF1 Info du 1er juin 2022), et un hub de contrôle aux frontières, notamment moldaves, a récemment été décidé au niveau de la commission européenne aux Affaires intérieures, avec l'intervention des agences Europol et Frontax (v. en ligne Le Figaro du 11 juillet 2022). L'alerte est au rouge : « *L'Otan et l'UE sont préoccupées par la contrebande d'armes occidentales depuis le territoire ukrainien. Après que l'Occident a annoncé le lancement d'un programme d'aide militaire à Kiev à hauteur de 10 milliards de dollars, il s'est avéré impossible de retracer les destinataires finaux de cette aide*. (…) *Europol a qualifié le trafic d'armes depuis l'Ukraine de menace à la sécurité de l'UE et a suggéré d'introduire une procédure d'enregistrement de la distribution d'armes à la population. Kiev tentait de le faire au début de l'opération spéciale russe, mais a ensuite passé à une distribution désordonnée* » (voir en ligne sur agoravox du 21 iuillet 2022). Même le président ukrainien est obligé de se saisir de la question, pour rassurer ses fournisseurs d'armes occidentaux, en annonçant son intention de créer une commission parlementaire chargée de surveiller l'utilisation des armes occidentales dans le conflit avec la Russie, « *pour éliminer toutes les fabrications faites par les propagandistes russes et ceux qui les aident en Ukraine ou ailleurs* »… (voir en ligne sur le site de RTL-Belgique du 20 juillet 2022). Hélas, il ne s'agit pas d'une fabrication de la propagande russe.

Le problème ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Une enquête suivie pendant près de vingt ans par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979, révélait en 2016 que dès les années 1990, les immenses stocks d'armes héritées de l'URSS on fait l'objet en Ukraine d'un trafic intensif (« *de nombreuses armes ukrainiennes se sont ainsi retrouvées notamment aux mains des Taliban pakistanais, en République démocratique du Congo, et dans des pays sous embargo tels que la Sierra Leone, le Liberia et la Croatie* », au point que, « *sur la période 1992-1998, l'armée ukrainienne avait perdu la trace de matériels totalisant 32 milliards de dollars sur un total de 89 milliards, (…) plus d'un tiers de ses équipements, revendus, volés ou "disparus" sans que des documents officiels puissent expliquer cette déperdition colossale* »), trafic nourri par la corruption au niveau de l'État (« *La facilité avec laquelle d'importantes quantités d'armes ont été transférées en toute illégalité suppose que des officiels haut-placés, civils et militaires, fermaient les yeux voire participaient directement au trafic d'armes. Mais peu d'enquêtes ont été menées et aucune condamnation n'a eu lieu* »); à plus forte raison, ce trafic se retrouve, des deux côtés, au cœur de la guerre civile au Donbass à partir de 2014, fournissant tant les « bataillons de volontaires » des uns et des autres, sur le territoire, que des groupes armés au Caucase et ailleurs (« *En Ukraine, il n'y pas de supervision sur les marchés publics de défense pour les armes et on estime que 10 à 15 % des ressources [de l'armée] sont perdues à cause de la corruption* » ; voir en ligne le résumé du rapport par Denis Jacqmin, directeur du GRIP, observateur international pour les missions SMM Ukraine (2014-2015) et EUMM Georgia (2012-2013), sur le site grip.org du 26 août 2016).

[15] À ce sujet, les récentes suspensions de deux hauts fonctionnaires de l'appareil d'État et les 651 enquêtes pénales ouvertes à l'encontre de dirigeants et fonctionnaires accusés de « trahison » en faveur de l'envahisseur russe, sont-elles de nature à rassurer sur la réelle volonté du gouvernement ukrainien d'éradiquer la corruption, ou plutôt le signe d'une intention de durcir le conflit sur le plan interne, par une campagne idéologique de même nature que celle déclenchée par Poutine en Russie, notamment, en pénalisant toute opposition à la guerre et toute recherche de compromis ?

Enfin, s'il s'agit du matériel humain – le seul secteur où, en tant qu'alliés, l'on n'intervient pas directement et ouvertement – les combats qui se déroulent depuis plus de deux mois au Donbass montrent que les soldats ukrainiens ne sont hélas ni plus nombreux ni, surtout, mieux équipés et mieux préparés que leurs adversaires. Quand du côté russe, la milice mercenaire néo-nazie Wagner recrute pour le compte de Poutine dans les prisons, contre remise de peine, pour remplacer ou renforcer les troupes de conscrits sur le front, du côté ukrainien, des soldats et des réservistes non instruits et mal fournis, en manque d'armes, de munitions, d'outils de communication entre eux, d'approvisionnement et de soutien logistique, ont été envoyés combattre et mourir à plusieurs centaines par jour, avec un minimum de défense personnelle[16]. Du moins, cela semble être la situation dans cette zone de combat, dite, pourtant, prioritaire sinon stratégique, et où, indéniablement, les Russes progressent, quitte à enregistrer des pertes humaines tout aussi importantes.

On ne vaincra donc pas la Russie en la combattant en Ukraine, et les sanctions prises à son encontre, avec leurs conséquences directes ou indirectes dramatiques sur nos économies, comme sur d'autres, et sur des politiques d'austérité très impopulaires, finiront par fatiguer, mettre à genoux et faire se soulever nos propres populations, ainsi que d'autres – bien avant de faire bouger la sienne… Sa folie tiendra bon et bien longtemps, car elle s'associe à un entêtement incomparable en dureté et en durée ! Penser autrement c'est ne point la connaître, et s'avérerait une erreur tragique, comme l'Occident en a déjà fait au moins deux fois dans l'histoire relativement récente (inutile de les rappeler !) en s'avançant vers son « cœur » à travers sa « marque frontière » ukrainienne. Faire des paris aussi inconsidérés sur une victoire militaire, voire seulement sur un affaiblissement durable de l'hydre russe, redoutable précisément par sa capacité d'auto-régénération, victoire qu'on obtiendrait par la force de la guerre que l'on mène et entretient à ses frontières, équivaut à des vœux pieux en marge d'une rhétorique aussi creuse qu'irresponsable.

Alors ? Faut-il continuer à faussement se prévaloir de défendre l'Ukraine, en la laissant en fait se faire massacrer au Donbass et au-delà, avec de plus en plus de territoires détruits et occupés, dans l'espoir d'un revirement à terme, dans un avenir incertain et sans calendrier définissable – alors que par ailleurs, on est déjà proche d'avoir épuisé nos propres ressources, militaires, économiques, financières, qui ne sont pas prévues pour nourrir une guerre de cette durée et de cette intensité ? Faut-il continuer à jeter ces ressources dans un gouffre sans fin, véritable trou noir géopolitique, en répondant sans objection aux commandes d'armes passées par Kiev, au risque de plonger nos populations et d'autres avec nous dans une crise générale, sinon dans la guerre mondiale ? Car une horreur une fois produite – et à une autre échelle que les crimes de guerre perpétrés à Boutcha – elle en entraînerait d'autres, dans une réaction en chaîne potentiellement incontrôlable.

Ce n'est pas ce que l'histoire nous apprend en termes de bonnes leçons, au contraire, c'est exactement et très typiquement tout ce qui a constitué depuis toujours la sûre marche vers le désastre. C'est donc suivre les plus mauvaises leçons que l'histoire nous ait léguées : l'abandon

[16] Lors des batailles de Severodonetsk et de Lissitchansk, des reportages et témoignages authentifiés ont fait état de cette situation dramatique, prolongée et aggravée du fait de l'entêtement des dirigeants militaires ukrainiens à ne pas ordonner un retrait qui aurait permis de préserver les troupes pour la suite des opérations (v. en ligne le reportage de New York Times du 29 juin, reproduit sur digi24.ro, ainsi que ceux publiés sur francetvinfo du 3 juillet et du 4 juillet).

du devoir d'anticipation, et le manque du courage et de la volonté nécessaires pour intervenir tant qu'il est possible de stopper la descente. Aussi paradoxalement que cela puisse paraître, se laisser aller à la rhétorique guerrière de l'héroïsme et du patriotisme ukrainiens aux clameurs de victoire, sans réagir, au contraire, en s'y remettant complètement, avec l'excuse que c'est à eux d'en décider, est une lâcheté : celle de ne pas assumer la responsabilité de dire stop à un moment donné, et le moment présent est déjà le dernier possible pour arrêter l'amorce d'une descente aux enfers irréversible. Car ce n'est pas aux Ukrainiens seuls de décider du sort du monde entier. C'est aussi et surtout à nous tous, puisqu'en jeu est bien plus qu'un pays seul.

Se voiler la face, boucher ses oreilles, ne pas prendre au sérieux les avertissements, ne pas jauger ses ressources face à un adversaire qu'on veut vaincre, négliger les signaux, détester les cassandres… Jusqu'à ce que, par notre propre erreur de jugement, le cheval armé soit rentré dans la cité et ait libéré ses frappes meurtrières. Il en restera les pleurs et les lamentations et les imprécations à l'adresse du destin cruel qui nous a injustement et ô, si subitement frappés… D'une façon tellement imprédictible ! Et le tragique paradoxe sera celui de voir s'accélérer ce qu'on croyait éviter.

Les bonnes leçons de l'histoire ou comment contenir la folie

Alors qu'on peut pourtant, on y est même arrivé plusieurs fois dans l'histoire récente, à contenir ce pouvoir de nuisance du fou, en le bordant et, du coup, en le liant, par des accords, au lieu de l'affronter sur son propre terrain, entrant ainsi de plein pied dans son jeu destructeur. Non qu'un tel État ne serait pas prêt à piétiner de tels accords – on a déjà vu que c'est bien le cas – mais il peut s'y tenir pour un temps, à savoir tant qu'il y trouve un intérêt. Il faut alors, si en face on est tant soit peu raisonnable et non pas tout aussi fou que lui, veiller à ce que ce soit le cas, et se bien garder de lui donner l'occasion d'en douter, car alors il n'aura aucun scrupule à briser tout arrangement préalablement convenu, et à passer outre toute règle qu'il aurait provisoirement et sous condition acceptée.

Faire ainsi, serait-ce céder toujours à la force et donner à l'adversaire des avantages indus, pour d'une certaine manière, l'amadouer, en se soumettant à son pouvoir ? Non, pas du tout, si on a l'intelligence d'utiliser le principe exposé ici comme dans le judo, en faisant en sorte que la force de l'autre, dans la mesure où il souhaite en faire usage contre vous, se retourne en fait contre lui-même. Car ce n'est que de lui-même que peut lui venir la défaite, voire un déclin progressif qui le fasse dégonfler durablement ses délires belliqueux ; en revanche, nous pouvons, en jouant correctement, l'aider à aller véritablement mieux, à y trouver son réel intérêt, au lieu d'aller le chercher dans la guerre faite aux autres.

L'usage direct de la force contre lui n'aboutirait, au contraire, qu'à le renforcer encore plus, et à multiplier sa folie meurtrière, nourrie par des autojustifications de « grande guerre patriotique » et des gesticulations exacerbées de victime menacée par « tous contre nous » : on les a trop vus, les Russes, brandir ce type de discours, et surtout, on les a vus à l'œuvre, c'est ce qui les rend intraitables (ils le rappellent eux-mêmes en ressortant les références aux invasions d'Hitler et… de Napoléon). Ne retombons pas dans cette erreur, d'aller titiller leur « patriotisme » par des déclarations montrant une intention de les diminuer ou affaiblir, aussi provocatrices qu'inconvenantes dans un langage de politique internationale ; apprenons plutôt de quelques expériences douloureuses mais porteuses de certains épisodes qui ont pu, à la longue, mener à de réels changements. Changements qui, hélas, n'ont pas été suffisamment, voire pas du tout exploités par les états occidentaux.

Il me semble en effet, avec le recul historique nécessaire, que c'est en vertu de ce principe, compris par calcul ou par intuition, qu'a dû s'imposer déjà, par suite du partage de Yalta, le statuquo militaire qu'on a appelé « la guerre froide »… quoi que cela ait pu nous coûter, surtout nous, les peuples tombés à l'Est du « rideau de fer ». Car n'était-ce en fait, rétroactivement pensant et tout en sublimant les souffrances endurées, un moindre mal face à une poursuite effective de la guerre au-delà de 1945, cette fois, entre les alliés d'hier, avec l'URSS pour ennemie, et en plus avec l'arme atomique déjà à disposition ?

C'est ainsi surtout qu'ont pu fonctionner, dans le cadre fixé suite à la création de l'Alliance Nord-Atlantique et en dépit des moments de tension aiguë comme celui de la crise des missiles en 1962, les traités successifs de non-prolifération, réduction et désarmement nucléaire, tout au long de la deuxième période de la guerre froide (1963, 1966, 1968, 1972). Pour culminer avec l'acte final de la Conférence de Helsinki en 1975, qui, réunissant la quasi-totalité des représentants des « 3 mondes » de l'époque – le bloque de l'OTAN et ses alliés du Pacifique, le bloc de l'URSS avec ses pays satellites est-européens et ses clientèles africaine, sud-américaine, et proche- moyenne- et extrême-orientales, à titre de « tiers-monde » – a pu entériner, sous leurs signatures respectives, un engagement de collaboration économique, commerciale, scientifique et culturelle par-delà les systèmes, une garantie d'inviolabilité des frontières, le respect des droits des peuples à l'autodétermination, et enfin, les droits de l'homme en tant qu'individu libre de circuler, de s'exprimer et de se faire défendre contre toute oppression et persécution pour ses opinions. C'est cet acte qui a marqué le commencement de la fin des régimes communistes en Europe de l'Est : car ces pays, considérant avoir un intérêt (économique) à le signer, n'ont pas mis beaucoup de prix sur l'engagement en matière des droits de l'homme, et cela leur a coûté les mouvements de populations qui ont amené aux résultats connus, à commencer par la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

Nous avons vécu ces événements comme un renversement historique qu'on n'attendait, qu'on n'espérait même pas voir arriver de notre vivant. Mais ce n'était pas une victoire sans revers de médaille. Pourtant, si la suite n'a pas satisfait aux attentes, ce n'a pas été, cette fois, uniquement du fait des tares et des séquelles héritées du communisme. (On a parlé plus tôt de la corruption endémique, caractéristique de ces pays post-communistes, dont l'Ukraine avec la Russie elle-même font figure de championnes en la matière…[17]). Non, cela a aussi été du fait de la dégradation progressive et accélérée du modèle démocratique occidental, qui était en fait le vrai gagnant de la « guerre froide » – car ce fut, avant tout, une confrontation de modèles sociaux et de principes de vie : or, d'exemple et d'idéal pour les populations de l'Est, il s'est petit à petit transformé en déperdition économique et en abandon des acquis sociaux, en diminution finalement des droits et des libertés individuelles, sous la pression de la fuite en avant des spéculateurs financiers et des politiciens qu'ils ont promus, pour plus de gain avec moins d'investissement et un coût minime du travail, entraînant l'augmentation du chômage et la baisse du pouvoir d'achat, d'une part, le décrochage de la politique et des institutions de l'état,

[17] Dans le classement annuel 2021 de l'Indice de perception de la corruption (IPC) établi par l'ONG Transparency International depuis 2013 (publié le 15 janvier 2022 : voir en ligne sur son site), l'Ukraine figure au rang 122, bien derrière les derniers classés en Europe, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine (au même rang 110), et un peu avant la Russie (classée au rang 130, sur 180 pays).

par perte justifiée de confiance en leur bonne foi et en l'accomplissement de leur mission, d'autre part.[18]

C'est la gangrène qu'on a vantée comme « globalisation », avec comme conséquence la destruction des industries nationales extractives et productives, par la délocalisation de la production dans les pays émergeants – dont la Chine – et par la création d'une dépendance accrue, voire totale, par rapport aux matières premières russes, au même titre qu'au pétrole arabe. Quant à la position géopolitique, l'Occident et les États-Unis ont – comme on l'a déjà évoqué plus haut – offert gratis à l'impérialisme russe post-soviétique la maîtrise d'une partie du littoral méditerranéen, enjeu et but historique des tsars depuis Pierre le Grand (merci, Obama !). Et c'est par la guerre qu'on pense maintenant se sortir de cette impasse monumentale ?...

Dans le marasme actuel de nos démocraties, toute autre crise – économique, financière, alimentaire, migratoire, climatique, environnementale, pandémique – s'insèrera sans peine et tendra à faire exploser le système. Il ne nous manquait que la guerre ! On l'a, et on l'aura de plus en plus.

Est-il déjà trop tard pour se réveiller et réajuster le mécanisme, par des moyens raisonnables, voire, nous craignons d'utiliser le mot, tellement il est devenu malsonnant, *pacifiques* ? Tout semble indiquer que oui, car la guerre, en fait, est déjà lancée, même si non déclarée, même si elle cache pudiquement, inutilement son nom, comme Ève son sexe, tant la livraison massive d'armes à l'Ukraine prend la nature d'une réelle et effective alliance militaire contre l'envahisseur russe – alors même qu'elle ne peut, en réalité, répondre que très insuffisamment aux exigences face aux moyens déployés par l'adversaire : si ceux-ci ne sont, certes, pas supérieurs en technicité et en efficacité, il le sont par contre en volume et donc en étendue du pouvoir destructeur au niveau des infrastructures, des habitats, des corps militaires, et surtout, hélas, des populations civiles.

D'autre part, tous les correctifs possibles, notamment en termes économiques, sont en fait impossibles à appliquer en temps utile : typiquement, la dépendance au gaz russe. Ainsi, au lieu que les moult vantées sanctions prises contre la Russie prouvent leurs conséquences sur elle et non principalement sur nos propres économies (inflation, prix des énergies et à terme pénurie des produits alimentaires), c'est maintenant la Russie qui en prend, des sanctions, en retournant tortueusement le principe contre les pays qui les ont décidées. Le président ukrainien peut exulter : l'embargo européen sur le gaz russe, qu'il appelait de ses vœux, c'est fait ! On entend bien la voix du malin : Vous vous efforcez péniblement de trouver des sources de remplacement pour mon gaz afin d'arriver dans 6 mois, dans un an, tant bien que mal, à mettre l'embargo dessus ? Vous l'aurez tout de suite, votre embargo, pas de souci : je vous l'applique dès maintenant, gratis ! Je vous coupe mon gaz, dès aujourd'hui et complètement ! Jusqu'à prochain ordre, puisque c'est moi qui décide, c'est moi qui dicte, c'est moi le *dictateur* ! Oui, le parti de Poutine vient de proposer le 11 juillet qu'il ne soit plus appelé « président », cette terminologie républicaine occidentale n'étant pas familière au peuple russe, habitué à une tradition monarchique, mais… « pravitel », à savoir « dirigeant, leader, souverain », comme qui dirait « grand-chef-à-plume », « il Duce », « Fürher », « conducător » – ah Ceauşescu, comme

[18] Voir à ce sujet, dans ce volume, l'analyse faite dans l'article d'Ara Alexandre Shishmanian "Grève et utopie".

tu nous hantes tous, en inspirant un si brave émule ! – ou, pour descendre un peu plus dans l'histoire, « tsar », « knjaz », « rex », « imperator », « César »… (quoi, il n'y en a pas certain qui se dit Jupiter ?...)

Et pourtant. Peut-être y a-t-il encore temps, y a-t-il encore moyen de trouver une issue différente de celle qui nous annonce la crise mondiale, sinon la crise ***et*** la guerre mondiales. Entêtons-nous à expliquer notre idée, peut-être quelque part dans le mental collectif, supra-personnel, voire dans quelque sphère supérieure au-dessus de nos possibilités individuelles (oh Zeus, entends-moi !), quelque chose bougera dans le bon sens, et nous évitera la guerre avec une catastrophe nucléaire planétaire à la clé. En tout cas, une nouvelle « guerre froide » aujourd'hui vaudrait mieux qu'une nouvelle guerre mondiale, bien plus que chaude. Surtout avec tout ce réchauffement climatique... et « l'apocalypse météo » annoncée par les chercheurs pour dans 30 ans qui nous rattrape déjà cet été.

Une issue négociée figée dans des accords

Revenons donc à l'idée des accords. Nous y croyons, parce que le fou, étant essentiellement un maniaque, extrêmement anxieux de surcroît, est scrupuleux de l'ordre, en a même besoin, n'ayant pas de support interne : si tu lui donnes des cadres, tant que tu t'y tiens toi-même, il s'y tient également ; il s'en fera même un titre de gloire, comme pour démontrer que, justement, il n'est pas fou, et il emploiera un discours rassurant mimant tous les mécanismes de la rationalité pour les diriger, au besoin, comme arguments contre quiconque croirait le contraire. Il est même capable de sortir de sa caboche, comme tout un sain d'esprit quelconque, des arguments historiques, juridiques, réalistes, difficiles à contrer. Le fou n'est jamais un imbécile, il est même, de règle, bien plus intelligent que toi, homme raisonnable, normal, médiocre au fond, bourru de pensées préformatées et de règles inculquées par l'entourage, la société, l'éducation, le bien-pensisme ambiant… Ses atouts viennent du fait qu'il a l'habilité et la souplesse d'un manque total de scrupules : il se sert de tout, à bon escient, et dans n'importe quel sens, sans restriction, notamment dans celui qui lui convient à l'instant T. Mais malheur à toi si tu te crois plus malin et tâches de le « duper », en faisant comme si toutes ces règles qu'il dit respecter, et qu'il respecte effectivement, par jeu de rôle, comptaient en fait pour des prunes ! Il se sentira démasqué, mis à nu, déshabillé mais aussi libéré du rôle, et la faille entre paroles et actes potentiels sera ouverte en lui : alors il t'attaquera férocement, pour ainsi reprendre confiance en soi. Car il est confiant, soit en gardant sa cage, à savoir, en restant enfermé dans un rôle, tant qu'il est convaincu que cela lui sert, soit en tuant, tel un fauve.

Or, voilà que les protocoles de Minsk I et II, de septembre 2014 et février 2015, signés par la Russie et l'Ukraine et garantis, le premier par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le second, par la France et l'Allemagne, qui prévoyaient d'accorder une autonomie locale, administrative et législative, aux deux régions séparatistes Donetsk et Lougansk, auto-proclamées républiques indépendantes, n'ont pas été appliqués.[19] Ceci est un fait, assorti par

[19] En janvier 2022, Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense de l'Ukraine, affirme que « le respect des accords de Minsk signifie la destruction du pays. Lorsqu'ils ont été signés sous la menace armée des Russes — et sous le regard des Allemands et des Français — il était déjà clair pour toutes les personnes rationnelles qu'il était impossible de mettre en application ces documents » (source : Wikipedia : « Ukraine security chief: Minsk peace deal may create chaos » [archive], Associated Press, 31 janvier 2022).

ailleurs de nombre d'exactions de part et d'autre, constatées et dénoncées internationalement sans hélas porter à conséquence, ni pour les uns ni pour les autres, même le cessez-le-feu n'ayant jamais été respecté[20]. Tout cela en dit long sur les intentions réelles des uns et des autres, qui n'étaient, certainement, guère pacifiques, et très loin de viser un réel équilibre régional, et une réelle solution politique. Tout au contraire, puisque même la question linguistique a empiré, au lieu d'une solution simple comme dans tout état multiculturel[21]. Situation typique de guerre civile : citoyens, armée, police, milices, se revendiquant comme ukrainiens, d'une part, citoyens et milices se revendiquant comme russes, d'autre part ; les premiers refusant aux derniers toute autonomie, jusque dans l'usage de leur langue, les derniers rejetant toute possibilité de coexistence avec les premiers dans le même état.

Mais les pays occidentaux garants desdits accords, même si les principaux préopinants, en Ukraine, n'en voulaient en fait pas, ni les uns ni les autres, les ayant, les uns comme les autres, sciemment et abondamment boycottés, avaient néanmoins le devoir de droit, pour ne plus parler de l'obligation morale, d'œuvrer à les faire respecter, au niveau de l'État sinon par les corps paramilitaires qui faisaient leur loi de part et d'autre ; la Russie, en acteur soi-disant externe au conflit, bien qu'elle en ait profité pour annexer la Crimée, dont la population n'attendait que cela (elle l'a choisi et on n'a aucune raison de lui contester ce droit), satisfaite déjà de sa conquête, même non reconnue internationalement, les aurait respectés elle aussi. Pourtant les garants occidentaux n'ont rien fait pour. On les a laissés, l'armée ukrainienne soutenue et animée par les nationalistes (néo-nazis ou non, cela importe finalement peu) et les milices séparatistes pro-russes, s'affronter pendant 7 ans de suite, s'enfoncer dans leur haine réciproque

---

Par ailleurs, des manifestations de sympathisants d'Azov avaient eu lieu en octobre 2019 accusant la nouvelle présidence ukrainienne de faiblesse (Ukraine : les nationalistes défilent contre la "capitulation" face à Moscou, sur *LExpress.fr*, 14 octobre 2019), et le 12 mars 2020, Sergueï Sivokho, un conseiller du chef du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, chargé par Volodymyr Zelensky de créer une plateforme nationale pour la réconciliation et l'unité, a été agressé par des membres du bataillon Azov (Serhiy Sivokho attacked by far-right nationalists, sur *Rauhanpuolustajat*, 20 mars 2020).

[20] Des actes de violations des droits de l'homme, dont des détentions arbitraires et des actes de torture, viol, violences sexuelles, maltraitance, cruautés, commises par les forces armées ukrainiennes et par des groupes paramilitaires rattachées du ministère de l'intérieur, notamment le bataillon Azov, comme également des enlèvements, détentions arbitraires, restrictions de mouvement et de rassemblement, torture et mauvais traitements exercées par les groupes armées des deux côtés, prorusse et ukrainien, à l'encontre des populations civiles, ont de manière répétée été documentés et dénoncés (voir en ligne : Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2016, élaboré par le Haut-Commissariat pour les droits de l'homme de l'ONU, et le communiqué de presse en français du 2 juin 2016; L'extrême droite ukrainienne. Origines et trajectoires, rapport de l'OFPRA du 3 juin 2016 ; v. aussi "Azov, nouvel étendard de l'extrême droite ukrainienne", La Croix, 15 octobre 2018).

Par ailleurs, en mars 2015 le régiment Azov utilise des pièces d'artillerie lourde à Chirokiné dans une zone censée être sous la surveillance de l'OSCE alors que les accords de Minsk prévoient le retrait des armes lourdes de la ligne de front (Moscou affirme que Kiev use de "bluff" dans l'accord de Minsk, sur *SWI swissinfo.ch* 22 mars 2015).

[21] Le témoignage de Luis Durnwalder, ex-président de la province autonome italienne de Bolzano (de langue majoritaire allemande), invité, en tant que spécialiste de l'autonomie locale, à faire état de l'expérience de sa région, dans le cadre d'un séminaire organisé dans le Donbass en mars 2015, est très révélateur : il a rencontré la farouche opposition des représentants des séparatistes, qui ne concevaient pas que, toute autonomie locale, administrative, législative, éducationnelle, et linguistique garantie, ils continuent pourtant à faire partie du même État, l'Ukraine, alors que les représentants des autorités ukrainiennes ne se sont point exprimés ; le séminaire a fini en échec (voir en ligne : Bolzano, l'autonomie à l'italienne qui a fait rêver les séparatistes du Donbass, publié le 6 juillet 2022).

toujours plus virulente et toujours moins susceptible de s'assouvir, prendre et reprendre à coup de bombardements les villes du Donbass, qui ont plusieurs fois passé des uns aux autres (Marioupol, Slaviansk, Chyrokyne). On a ainsi, de fait, laissé le champ libre à une intervention russe, comme si, d'une certaine manière, elle avait été provoquée par le chaos d'une guerre civile sans fin, et par l'absence d'application des solutions négociées dans les accords.[22] Aller plus loin et penser que, de leur côté, les États-Unis ont sciemment entretenu le conflit, en appuyant en sous-main les Ukrainiens, de la même manière que la Russie le faisait, bien plus ouvertement sans doute, auprès des séparatistes du Donbass, me semble, hélas, s'imposer.

Nous voilà donc dans la vraie impasse d'où surgit la guerre. Elle est structurelle et tient à la configuration actuelle ***et*** historique interne de l'Ukraine elle-même, d'une part, et de la région, à la confluence externe avec la Russie, d'autre part. Car déjà, a priori, aucune des parties en conflit, Russes et Ukrainiens – pour les raisons susmentionnées, dont les racines pourtant, soit redit encore, remontent très loin, voire à leur apparition dans l'histoire vers la fin du premier millénaire de notre ère – ne souhaitaient réellement fermer ce conflit structurel, au contraire, brûlaient du désir irrépressible de le porter à son climax, dans le but avéré d'en finir avec l'autre. Une haine viscérale que tous les prétextes politiques invoqués de part et d'autre ne peuvent remplacer, évacuer, même pas maquiller. À ce point que seule la guerre pouvait, en effet, s'imposer comme évacuation « naturelle », à condition d'aller jusqu'à l'extinction des feux, que ce soit par surpassement de l'un sur l'autre ou par abandon de l'un des deux – ce qui, dans ce genre d'affrontement sans critère de raisonnabilité, revient au même. Car aucun des deux n'abandonnera avant d'être non seulement surpassé, mais complètement « écrasé » par l'autre, au prix des plus extrêmes et humainement inacceptables sacrifices, et vice-versa, aucun ne se déclarera vainqueur sans avoir le sentiment d'avoir pu « humilier » l'autre (pour reprendre un terme qui fait tant polémique), au prix des plus atroces crimes. Le discours véhiculant abondamment les mots de haine, de part et d'autre, avec les hyperboles et les extrapolations de rigueur, étant par ailleurs complètement couvert par des faits d'armes sur mesure.

Tout cela, bien entendu, comme toujours, ne s'applique pas forcément à la totalité des populations concernées, ni même – je continue pour ma part de le penser – à une majorité, mais là nous n'avons hélas pas d'outil de mesure factuel objectif, et des signaux significatifs vont dans tous les sens à la fois. Seuls les événements à venir pourront éventuellement éclairer, rétroactivement, cette question ; par exemple, si des protestations massives se font jour d'une part et/ou de l'autre en faveur de l'arrêt immédiat des hostilités et de la négociation d'un plan de paix, même en plusieurs étapes.

Une paix, oui, au prix incontournable d'un gel temporaire de la situation sur le terrain, impliquant pour l'Ukraine la perte probable d'environ 20% de son territoire, en échange d'une indépendance garantie par accord, face au risque incomparablement plus meurtrier de tout perdre, y compris son indépendance, s'il lui reste un pied à terre ; ou sinon, de n'être en mesure d'envisager une reprise ne serait-ce que partielle (cf. les grandes annonces du gouvernement

[22] Des bombardements du régiment Azov appuyé par l'armée ukrainienne à Slaviansk ont fait **300 morts en 24 heures**, suscitant une remontrance de la part de la chancelière allemande, Angela Merkel, sans plus (voir en ligne : *Ukraine : Merkel appelle Porochenko à la retenue*, Le Figaro par AFP et Reuters du 11 juillet 2014).

ukrainien depuis le 10 juillet sur une contre-offensive imminente à Kherson, en zone occupée) qu'au prix d'entraîner à terme ses alliés dans une guerre mondiale.

Pour ma part, j'espère de tout cœur que de telles clameurs pour la paix se feront jour au plus vite, car une telle impulsion, naturelle, vers la paix donnerait ses chances à des accords pouvant contenir la haine et arrêter la coulée du sang. Avec patience, les choses pourront changer à terme. Pour voir la chute du communisme en Europe de l'Est et le démembrement (en fait, partiel) de l'URSS victorieuse de 1945, il a fallu 45 ans ! La nouvelle Russie, conglomérée et revancharde, perdra, elle aussi, ses ambitions, dans peut-être seulement dix ou vingt ans, le temps que le régime change complètement (et non seulement, que Poutine disparaisse). Cela, à la seule condition d'arrêter l'escalade ***maintenant***, et de limiter ainsi les plans maximalistes de la Russie, qui ne se prive pas de répéter que son objectif vise l'intégralité de l'Ukraine. Or, ce n'est que par un accord de cession partielle immédiate des territoires déjà occupés, assorti de garanties occidentales fortes pour la partie restée libre de l'Ukraine, qu'une telle limitation des visées russes peut devenir effective, et non par la poursuite de la guerre. Car dans ce cas, non seulement la Russie aura le temps de mettre en jeu plus de moyens matériels et humains – alors que, comme nous l'avons déjà souligné, nos moyens s'épuiseront – mais le rapprochement russo-chinois consolidera définitivement le nouveau pôle anti-occidental des anciens « pays émergeants » (ex-tiers-monde ou « non-alignés »), et rendra impossible un retour en arrière.

Hélas, il y a eu plutôt, et ce au-delà même des gesticulations des politiciens, des signes qui attristent. Entre les signaux porteurs de signification, au moins un m'a marquée d'un profond chagrin, en m'indiquant clairement qu'il y avait malheureusement très peu d'espoir de paix, au niveau même des populations, pour ne plus parler de leurs dirigeants respectifs. Ce signal venait de cœurs endurcis et réfractaires à tout effort en faveur d'une paix quelconque. Il s'agit de la belle idée qu'a eu le pape François de faire porter la croix, lors du parcours pascal d'avril 2022, par deux femmes anonymes, une Ukrainienne et une Russe. Le scandale que cela a suscité en Ukraine ! Comme si un blasphème aurait été prononcé, consistant, ô infamie, dans un double refus : d'ostraciser la « russité », comme il le fallait, et d'exalter, comme il le fallait aussi, exclusivement l'« ukrainicité » ! Une terreur du « politiquement correct » qui m'évoqua alors un air de déjà vu, hélas, en sens inverse, dans le temps. Alors donc, finalement, vous aussi, vous faites comme eux ?... Alors que dire lorsque même les « normaux » se comportent et pensent comme des fous, en légitimant presque comme une espèce de normalité la folie des autres?

Et les voilà maintenant, Ukrainiens et Russes, œuvrant de concert chacun dans son sens : les uns « russifient » à Kherson et ailleurs dans les zones occupées – signalétique urbaine, monnaie, passeports, manuels scolaires, enseignement – tandis que les autres « dérussifient » à Kiev, Lvov, et Kharkiv… – en débaptisant les rues et les institutions, en déboulonnant des statues, en expurgeant les librairies et les bibliothèques, notamment pour en bannir… les livres russes. Aberration. Bannir la culture russe à cause de l'État russe ? Pouchkine à cause de Poutine ! On n'a pas eu recours à ce genre d'ostracisme spirituel contre l'Allemagne, après la chute du IIIe Reich – pourquoi on commencerait de faire ce grand amalgame maintenant, à l'intention de la Russie ?

Dans cet affrontement sans merci, l'aspiration à la démocratie occidentale et à l'entrée dans l'Union Européenne affichée par des gouvernements ukrainiens depuis 2004 fonctionne, de facto, comme un parfait discours voué à enflammer, à l'intérieur, les populaces qui y croient, et à s'attirer, à l'extérieur, les appuis politiques, financiers et militaires des pays occidentaux.

Il me semble en tout cas assez cynique de la part de certains hauts responsables politiques, dont en tout premier lieu le président ukrainien, de brandir de tels idéaux tout en poussant, en même temps, leur armée et leur population à la ruine, juste pour faire valoir la rhétorique de l'héroïsme, quand il s'agit plutôt, pour un typique enjeu de pouvoir, du sacrifice aussi inhumain qu'inutile auquel est soumis leur propre peuple. C'est ainsi que des milliers des meilleurs combattants ont péri ou ont finalement dû se rendre, à Marioupol, au lieu d'en être retirés à temps pour renforcer la résistance ailleurs, et permettre en même temps, en éloignant le champ de bataille, aux populations civiles de fuir la ville, au lieu de se faire tuer sous les bombes par dizaines de milliers. C'est ainsi que cela s'est répété à Severodonetsk et à Lissitchansk. C'est ainsi que depuis maintenant plus de deux mois, des centaines de soldats et de civiles ukrainiens meurent chaque jour sur les lieux de massacre du Donbass (même s'il y a des pertes similaires chez les Russes, ce qui n'est pas confirmé), alors que, le comble de l'absurde, les survivants des villes pilonnées attendent apparemment les Russes comme des libérateurs !

Pardon, mais on ne comprend plus. Ce Donbass, ne fallait-il pas depuis longtemps, en fait, le laisser choisir d'être russe, s'il s'avérait qu'une majorité de population le souhaite ? Les deux républiques auto-proclamées l'ont prouvé. Au lieu de s'entêter de les maintenir par la force des armes dans le giron de l'Ukraine, pourquoi ne pas les avoir laissé partir ? Pourquoi aucun référendum à l'échelle du Donbass n'a même pas effleuré les plans politiques des dirigeants ukrainiens depuis tant d'années que dure ce conflit ? Pourquoi ce refus obstiné d'un « divorce à l'amiable » ?

Encore un peu d'histoire

Il me semble opportun de rappeler brièvement les racines historiques les plus rapprochées de ce conflit. Cela nous ramène d'ailleurs, encore, à la première guerre mondiale, avec son climax fatidique, la défaite de la Russie tsariste par l'Allemagne et la révolution bolchevique en 1917, avec ses conséquences directes, la guerre civile, et la constitution de l'URSS.

Déjà la faille était profonde quand, dans les années 1917-1922, deux formations étatiques ukrainiennes ont émergé, en conflit armé ouvert.

À l'Ouest du Dniepr (« rive droite »), zone d'obédience historique successivement polonaise, polono-lituanienne, autrichienne, et pour quelques mois, allemande, suite à la brève paix de Brest-Litovsk, s'est créée en novembre 1917 la République Nationale Ukrainienne, avec la capitale à Kiev, opposée aux bolchéviks. Elle n'incluait pas la Galicie, polonaise (les actuels oblasts de Lviv et Ivano-Frankivsk), acquise plus tard par l'URSS par le pacte germano-soviétique de 1939, perdue lors de l'occupation allemande en 1941-44 – période où les nationalistes ukrainiens, sous la bannière du « héros national » Stépan Bandera, se sont donné à cœur joie aux massacres de plus de 100 000 « allogènes » en Volhynie et en Galicie de l'Est[23]

[23] Cette campagne de « purification ethnique » menée pendant des mois à travers des centaines de localités rurales, avec des atrocités d'un autre âge, visait principalement les Polonais (estimés à 80 000 victimes), mais également les Russes, les Hongrois et les Juifs. Elle a été reconnue le 22 juillet 2016 par le Parlement polonais comme étant un génocide, et le 11 juillet a été déclaré jour de commémoration des victimes, ce qui a suscité à l'époque les protestations du gouvernement ukrainien : le président Petro Porochenko a déploré la décision du Parlement polonais, en considérant que les combattants de l'UPA sont « un exemple d'héroïsme et de patriotisme pour l'Ukraine » ; d'ailleurs, la Rada suprême (parlement) de l'Ukraine avait adopté, en avril 2015, la loi « Sur le statut et la mémoire des combattants pour l'indépendance ukrainienne au 20e siècle », faisant des soldats de l'OUN et de l'UPA, acteurs des massacres de 1943, qui avaient

– et réacquise par le partage de Yalta en 1945, ni les deux régions prises par l'URSS à la Roumanie en 1940 en vertu du même pacte germano-soviétique de 1939, la Bucovine du Nord (l'actuel oblast de Tchernivtsi = Cernăuţi), incluse directement dans l'Ukraine soviétique, et la Bessarabie (devenue indépendante en 1991 en tant que République de Moldavie), dont l'Ukraine soviétique allait recevoir en dot, dès 1940, la partie Sud (arrondissements de Herța, Boudjak et Ismaïl, entre le Dniepr et le bras nordique du Danube, dans l'actuel oblast d'Odessa), ni la Transcarpathie ou Ruthénie subcarpathique, cédée à l'URSS par la Tchécoslovaquie en 1945 (l'actuel Zakarpatska Oblast), ni non plus, enfin, la Crimée. Celle-ci, annexée par la Russie de Catherine II en 1783, suite à la guerre russo-turque de 1768-1774, s'est donnée entre 1918-1920 un gouvernement indépendant soutenu par l'armée blanche ; elle est tombée finalement sous la coupe de l'URSS en tant que République Socialiste Soviétique autonome de Crimée, en 1922, vit ses habitants majoritaires, les Tatars, se faire déporter massivement par Staline en 1945, et fut donnée par Khrouchtchev à l'Ukraine soviétique en 1954, par décret.

À l'Est du Dniepr (« rive gauche ») se proclame en janvier 1919 la République populaire ukrainienne des Soviets, ou République Soviétique d'Ukraine, pro-bolchévique donc, avec la capitale à Kharkiv, sur la base d'une République des Soviets créée à Donetsk-Krivoy-Rog (le bassin du Donbass).

Après des affrontements militaires pendant plusieurs années, la fusion des deux états a finalement eu lieu, sous la coupe de l'URSS, en décembre 1922, en tant que République Socialiste Soviétique d'Ukraine – alors que la Crimée restait rattachée, comme république autonome, à la République Socialiste Soviétique Russe. L'Ukraine soviétique reçoit successivement, comme on l'a évoqué plus haut, des territoires au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, pris par l'URSS pendant ou à la fin de la deuxième guerre mondiale (respectivement à la Pologne, à la Tchécoslovaquie – Slovaquie aujourd'hui, et à la Roumanie), ainsi que, en bonus, la Crimée en 1954. Or, si les pays amis à ses frontières Nord-Ouest-Sud n'ont jamais réclamé à l'Ukraine des territoires qui leur avaient été arrachés par l'URSS, les populations présentes ayant aujourd'hui en Ukraine le statut de minorités, la Crimée, en revanche, sans doute déjà intensément russifiée sous l'URSS, a accepté, sans état d'âme, de se déprendre de l'Ukraine pour redevenir russe. Vraisemblablement, le Donbass le souhaiterait aussi : la faille historique, civilisationnelle et culturelle, au-delà de celle simplement linguistique (qui aurait pu rester un marquage minoritaire sans entraîner une rupture) est, semble-t-il, bien trop importante. Et alors revient la question : pourquoi avoir refuser le « divorce » ? Cela aurait évité qu'un éventuel partage se fasse de force, au prix de dizaines de milliers de morts, de centaines de milliers de

---

commencés dès 1941 (quand ils s'étaient constitués en tant que division SS Galizien), des « combattants pour l'indépendance », et en les « blanchissant » ainsi de leur collaboration avec les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale (pour rappel, la police de Staline avait massacré à Katyn 22 000 officiers polonais en 1940, et le massacre de Babiy Yar perpétré par les autorités nazies en banlieue de Kiev fin septembre 1941, avait fait 33 000 victimes juives). Alors, de nos jours encore, le rappel par la Pologne des massacres de 100 000 êtres humains par les nationalistes de Bandera en 1943 gêne l'Ukraine… (voir Reuters du 11 juillet 2022: « lors d'une cérémonie à Varsovie lundi, Duda a déclaré que la vérité sur les massacres de la guerre et d'autres similaires en Galice orientale de 1944 à 1945 devait être "fermement et clairement énoncée" quoi qu'il en soit et a appelé Kyiv à reconnaître le nettoyage ethnique des Polonais par les milices nationalistes ukrainiennes » ; voir aussi, pour un rappel historique documenté, British pôles du même jour).

vies détruites, de millions de déplacés, et de toute une région prospère, au sous-sol riche et au sol fertile, ruinée pour longtemps.

Certes, les envahisseurs, les destructeurs, les tueurs, sont les Russes de Poutine (à ne pas confondre avec le peuple russe dans son ensemble, au point d'en boycotter la culture, ni avec les Russes individuellement parlant, au point de leur interdire de s'échapper de leur pays-camp avec des visas de touristes). Mais, du côté ukrainien, pourquoi avoir refusé, pourquoi refuser encore et toujours, une séparation du Donbass, qui aurait préservé la vie et l'avenir de ces populations russophiles ? Pour simplement vouloir garder son pouvoir sur elles, coûte que coûte ? Voilà, cela peut coûter en fait tout, et il n'y aura peut-être plus de quoi payer encore le prix d'un fantasme politique aussi irréaliste qu'acharné dans son absurdité passéiste, car basé sur un état de choses révolu. Cela, sans évoquer, encore, les risques d'embrasement du conflit sur le plan mondial.

Mais ce n'est après tout pas le même entêtement, réfractaire à toute dislocation, dont font preuve de nos jours, non, même pas d'anciens empires, mais des états-nations, anciennes monarchies centralisées la plupart du temps par la force depuis la fin d'un autre âge, qui ne conçoivent même pas de desserrer les liens des ethnies composantes, en leur refusant tout degré d'autonomie, y compris, parfois, l'usage reconnu de leur langue ? Il s'agit certes, d'une tendance historique contraire à celle qui a mené, dans le temps, à l'agrégation d'identités ethniques et culturelles différentes dans des états centralisés et des empires.

Ainsi, des contrées historiques refont surface, qui soit ont perdu jadis leur autonomie, soit ne se sont jamais constituées en état autonome mais ont fait partie, avec une individualité plus ou moins reconnue, d'un état ou d'un autre, souvent changeant d'obédience, au gré des guerres et des traités, au cours des siècles. Elles ont commencé à bouger, en affirmant leur identité, au risque des réactions exacerbées de leurs gouvernements de tutelle, réactions souvent violentes, héritées des pratiques étatiques monolithiques et/ou des méthodes d'asservissement impériales, et invoquées au nom tantôt d'une prétendue unité nationale, tantôt d'une fantasmée mission de rassemblement régional... Alors, au risque de fâcher les uns et les autres, de vexer les sentiments nationaux des uns ou des autres, et d'irriter les potentats de tous bords, on se demandera pourquoi faudrait-il trouver légitime de blâmer – et à l'occasion, d'empêcher brutalement – les aspirations à l'auto-détermination de la Catalogne, de la Corse[24], de l'Écosse… au même titre d'ailleurs qu'on condamne les mêmes aspirations chez les séparatistes du Donbass ?...

Oui, ils sont tous présents de nos jours, les torts et les tares qui ont explosé à l'époque de la première guerre mondiale, visibles encore sous les contours des frontières qui ont, sans doute, énormément bougé depuis 1913 – l'année emblématique qui fut comme la 24e heure de la « belle époque » annonçant, par le naufrage, l'année précédente, du Titanic, la « fin d'un monde ». Elles ont bougé, ces frontières, de manière aussi continuelle que spectaculaire, mais sans jamais se stabiliser réellement après l'éclatement, l'un après l'autre, entre 1917 et 1991, des petits comme des grands empires européens et eurasiatiques, enchevêtrés les uns aux autres, tantôt comme ennemis tantôt comme alliés : austro-hongrois, ottoman, russe tsariste, allemand, français et britannique (coloniaux), russe soviétique. Et les états-nations qui soit se sont

[24] En France, il faut saluer les signes, depuis les manifestations ayant suivi la mort d'Yvan Colonna le 21 mars 2022, d'une évolution vers l'attribution du statut d'autonomie à la Corse.

maintenus en marge des empires soit en ont découlé lors de leur éclatement, continuent à être à leur tour minés par un mouvement de désagrégation, qu'on ne pourra empêcher.

La Russie post-soviétique, impérialiste et revancharde, va à l'encontre de l'histoire : ne faisons pas, à notre niveau, pareil. Ce n'est pas la voie à suivre, pour l'Ukraine post-soviétique.

La parole du sage

Il est extraordinaire de lire ce texte de Jung, le grand humaniste du XXe siècle, qui éclaire complètement les recoins cachés et les ressorts inconscients à l'œuvre dans le terrible mouvement qui entraîne les foules et les peuples devenus meutes, vers la guerre. En l'occurrence, la première guerre mondiale ! Au point qu'en le lisant, on se croirait soit revenus dans ce temps-là, soit rattrapé par ce temps-là d'il y a un siècle et plus… comme si on était toujours dans cette guerre de cent ans et plus qui n'en finit pas ! Lisons-le[25] :

« *Les contenus de **l'inconscient collectif** ne sont sujets à aucune intervention intentionnelle extérieure et ne sont pas contrôlables par la volonté. D'ailleurs, ils se comportent comme s'ils n'existaient pas en nous – on les voit chez le voisin mais pas chez soi. C'est lorsque les contenus de l'inconscient collectif s'activent qu'on réalise certaines choses chez les autres. On commence par exemple, par découvrir que les affreux Abyssiniens attaquent l'Italie !*[26].

Vous connaissez la célèbre histoire d'Anatole France. Deux paysans se disputaient constamment et quelqu'un qui voulait en connaître la raison demanda à l'un d'eux : « Mais pourquoi détestes-tu ton voisin et l'attaques-tu ainsi ? » L'homme répondit : « Mais il est de l'autre côté de la rivière ! » C'est comme la France et l'Allemagne.

Vous savez, nous, les Suisses, nous avons eu la très grande chance pendant la Grande Guerre de pouvoir lire les journaux des deux pays et étudier ce mécanisme particulier. C'était comme un gros canon qui tirait d'une façon exactement similaire d'un côté ou de l'autre du Rhin, et il était vraiment clair que les gens voyaient chez leurs voisins ce qu'ils ne reconnaissaient pas chez eux.

*En règle générale, quand l'inconscient collectif se trouve constellé au sein de groupes sociaux plus larges, il en résulte un déchaînement public, **une contagion mentale** qui peut mener à la révolution ou à la guerre, ou à quelque chose de cet ordre. Ces mouvements sont **pandémiques** – la contagion peut devenir presque écrasante, car, lorsque l'inconscient collectif est activé, on n'est plus la même personne* (n.s.). *On n'est pas seulement dans le mouvement, on est partie prenante du mouvement. Ainsi, (…) vous auriez beau vous défendre, ce serait en vain. Car c'est quelque chose qui passe sous la peau. (…) On s'aperçoit que l'atmosphère collective s'infiltre sous notre peau. On ne peut pas vivre en Afrique ou dans n'importe quel autre pays sans avoir ce pays dans la peau. Quand on vit en Asie, on devient soi-même asiatique. Il est impossible d'éviter ce phénomène car, d'une certaine façon, nous sommes identiques au Noir ou au Chinois, ou à tous ceux avec qui nous vivons, nous sommes tous de*

[25] Extrait de *Sur les fondements de la psychologie analytique. Les conférences de Tavistock (Londres, 1935)*, éditions Albin Michel, 2011, pp. 68-69.

[26] Référence à la campagne de conquête de l'Érythrée menée par l'Italie en 1887, qui a mal fini pour l'agresseur, ce qui a occasionné comme « justification » l'attaque d'Éthiopie par Mussolini à l'époque où Jung donnait ces conférences.

simples êtres humains. Dans l'inconscient collectif, on est semblable à un homme de n'importe quel peuple, on a les mêmes archétypes, de même que, comme lui, on a des yeux, un cœur, un foie, etc. Peu importe la couleur de sa peau. Cela compte, bien sûr, dans une certaine mesure, car l'autre a vraisemblablement toute une couche historique différente de la nôtre. »

Et pourtant, l'humanité sait bien – ou devrait savoir – qu'il y a de bonnes solutions pour ne PAS sombrer dans la guerre ; mais il faut, pour cela, expulser ses propres démons, et faire confiance non à la singularité agressive du Moi (personnel, ou collectif, érigé en nationalisme et en pouvoir d'État – rappelons-nous l'adage de Couliano : « il n'y a pas de pouvoir bon ! ») mais à l'universalité spirituelle du Soi, le vrai détenteur de l'Humain.

C'était l'œuvre de toute la vie de Jung ; il est plus que jamais temps de s'en imprégner, car elle porte un véritable message de salut.

À l'heure du doute, restons calmes, ne sombrons pas dans le chaos, ne faisons pas d'options viscérales, grégaires ou préformatées par les tireurs de ficelles des affaires, peut-être eux-mêmes, d'ailleurs, victimes du même phénomène « pandémique » – et de son pouvoir dévorateur.

Dana SHISHMANIAN, 24 juillet 2022

Lire en français dans ce volume

A. A. Shishmanian: „Le communisme et le néant. Un nécrologe pour la pérestroïka". Inédit, novembre 1991.

A. A. Shishmanian: „Grève et Utopie". Inédit, décembre 1995.

Dana Shishmanian: „Le communisme est mort, vive le communisme !" Inédit, juin-juillet 1991.

Dana Shishmanian: „Un symbole de la corruption en Roumanie postcommuniste: l'ex-ministre de l'économie, M. Varujan Vosganian". Calameo (online), 15 juin 2014.

Note d'édition / Notă de ediţie

Critice

A. A. Şişmanian: „Pe marginea unei cărţi despre George Călinescu". *Familia*, 33 (1997), nr. 10-11, pp. 58-64.

A. A. Şişmanian: „Marin Preda. Analiza literară". Un fragment al acestui articol a fost publicat sub titlul „Proză şi luciditate" în *Luceafărul*, anul XXIII, nr. 37 (959) / 13 septembrie 1980, p. 3. Textul publicat aici reia şi dezvoltă integralitatea articolului din 1980.

Dana Şişmanian: „Cazul Goma sau calomnia organizată". *Vatra*, nr. 8/1997, pp. 44-49; *Vatra*, nr. 9/1997, pp. 57-60; *Vatra*, nr. 10/1997, pp. 36-41.

In memoriam I. P. Culianu

Dana Şişmanian: „Cum se măsoară o crimă?" *Lupta*, nr. 163, 7 iunie 1991, p. 6.

Dana Şişmanian: „Scoptofilia sau sensul sacrificiului". *Lumea liberă românească*, iulie 1991.

Dana Şişmanian: „Mesajul cu adrese multiple sau viclenia nebunului." *Contrapunct*, nr. 45, 8 noiembrie 1991, pp. 3, 11.

A. A. Şişmanian: „Asasinarea unui istoric al religiilor : Ioan Petru Culianu". *Lumea liberă românească*, nr. 143, 29 iunie 1991, pp. 7, 24-25.

A. A. Şişmanian: „Masca şi mesajul. Bilanţul unei "morţi anunţate"". *Lumea liberă românească*, nr. 398, 18 mai 1996, pp. 21-22, 23 ; nr. 399, 25 mai 1996, pp. 21-22, 23 ; nr. 400, 1 iunie 1996, pp. 21-22, 23-24.

Politicale interne...

A. A. Şişmanian: „Crimă fără Pedeapsă". *Lumea liberă românească*, nr. 428, 14 decembrie 1996, pp. 23-24.

A. A. Şişmanian: „Qui-pro-quo". *Lumea liberă românească*, sub titlul: „O luptă pe viaţă şi pe moarte", nr. 431, 4 ianuarie 1997, pp. 16, 24-25.

A. A. Şişmanian: „Scrisoare deschisă domnului Virgil Măgureanu". Inedit, ianuarie 1997.

A. A. Şişmanian: „România şi intrarea în NATO". *Vatra*, nr. 3/1997, p. 69.

A. A. Şişmanian: „Schimbarea la faţă a d-lui Dorin Tudoran". *Vatra*, nr. 7/1997, pp. 86-88.

A. A. Şişmanian: „Mineriada 5 = Neantul instituţiilor". *Vatra*, nr. 2/1999, pp. 72-76.

A. A. Şişmanian: „Ion Iliescu, sau omul-de-nimic în andropauză politică". *Lumea liberă românească,* sept. 1999.

A. A. Şişmanian: „Statul de drept sau armata”. *Dorul,* nr. 120, noiembrie 1999 (Danemarca).

A. A. Şişmanian: „Scrisoare deschisă D-lui Varujan Vosganian – II”. Calameo, 21 mai 2014 (online; semnalat pe Asymetria, 28 mai 2014).

...şi noua ordine mondială!

A. A. Şişmanian: „Comunismul şi neantul. Un necrolog pentru perestroika”. *Contrapunct*, nr. 40, 4 octombrie 1991, pp. 3, 15.

A. A. Shishmanian: „Le communisme et le néant. Un nécrologe pour la pérestroïka”. Inédit, novembre 1991.

A. A. Shishmanian: „Grève et Utopie”. Inédit, décembre 1995.

A. A. Şişmanian: „Ce vor ei? (I)”. *Lumea liberă românească*, nr. 556-557, [15 mai] 1999; *Vatra, nr. 5/*1999, pp. 55-58.

A. A. Şişmanian: „Ce vor ei? (II) - partea 1”. *Lumea liberă românească*, martie 2000.

A. A. Şişmanian: „Ce vor ei ? (II) - partea a-2-a. “Bine aţi venit în infern !” *Dorul,* nr. 125/aprilie 2000.

A. A. Şişmanian: „Gotov je!” *Lumea liberă românească,* noiembrie 2000.

A. A. Şişmanian: „Ce vor ei ? (II) - partea a-3-a: Războiul lui Putin sau genocidul drept campanie electorală”. Inedit.

A. A. Şişmanian: „Ce vor ei ? (II) - partea a-4-a : Soljeniţîn: *Rusia sub avalanşă*”. Inedit, 2000-2022.

Alte fantapolitice

Dana Şişmanian: „Mesaj adresat golanilor de către fraţii lor din exil”. Inedit. 19 inie 1990.

Dana Shishmanian: „Le communisme est mort, vive le communisme !” Inédit, juin-juillet 1991.

Dana Şişmanian: „Ultimul reportaj din Jormania sau fiziologia unei tenebre”. Inedit, mai 1996 – mai 2022.

Dana Şişmanian: „Zoofismele puterii”. Inedit, iulie 1996.

Dana Şişmanian: Preşedinţi, şobolani şi lăcuste. Inedit, iulie 1996.

Dana Şişmanian: „Religie şi putere sau o sutană mai scurtă, un picior mai egal”. *Vatra*, nr. 1, 1997, pp. 21-22

Dana Şişmanian: „Religie şi putere (II). Dacă voi nu mă vreţi, eu vă vreu!” *Vatra*, nr. 11/1999, pp. 31-35, precum şi *Dorul,* nr. 4/2000.

Dana Şişmanian: „Religie şi putere (III). Canoniţii canonizaţi sau cum se scufundă un imperiu”. Inedit, oct. 2000.

Dana Şişmanian: „Un necrolog pentru România”. Asymetria (online), 29 noiembrie 2000.

Dana Şişmanian: „Un simbol al coruptiei în România postcomunistă: fostul ministru al economiei, Varujan Vosganian”. Calameo (online), 15 iulie 2014.

Dana Shishmanian: „Un symbole de la corruption en Roumanie postcommuniste: l’ex-ministre de l’économie, M. Varujan Vosganian”. Calameo (online), 15 juin 2014.

CRITICE

Pe marginea unei cărţi despre George Călinescu

O mică exegeză, explozivă de bizarerie, a publicat recent Ileana Vrancea[1] şi e probabil că scriind-o autoarea a voit să (r)işte un scandal.

Nu-i vorbă, orice se leagă de Călinescu stîrneşte la noi o gălăgie nebună, fie din partea "călinescienilor", fie a "anti-călinescienilor" şi să fi fost cartea mai inocentă decît imaculata concepţiune şi tot i s-ar fi descoperit o intenţie. Iată, dealtfel, un fenomen simplist cu explicaţia complicată, depăşind posibilităţile simplului articol. Strîmta ogradă ce se cheamă literatură contemporană a ajuns teatrul unor straşnice lupte pentru putere. Un anacronism de concepţie, o pudoare barbară fac însă pe literatul român, pătruns pînă în unghii de propria sa importanţă, să se ruşineze a coborî la polemică, preferînd răzbunarea surdă, contrarierea oponentului în fiece (p)referinţă în parte. Asta dă o anume acreală, o apatie, o prudenţă plină de fiere ce evită înfruntările decisive şi decimează flancurile. Fără pic de autoritate şi, în fond, fricoasă, critica, la rîndul ei, îşi trage spuza de pe turta aceasta conflictuală. Victima acestui război de poziţii e pînă la urmă George Călinescu. Careva, de o pildă, a binevoit să-i arate pînă acum o anume apreciere într-un limbaj rebarbativ şi emfatic, altcineva i-a făcut cinstea unei obscure dar inextinguibile uri[2]. A fost de ajuns pentru ca jumătate din critici să cadă în eres, sugerînd ridicări la cer şi luînd la tot pasul numele criticului în deşert, rămînînd celeilalte jumătăţi tristul argument al "luciditătii", mai puţin însă luciditatea. Dacă primul curent reprezintă oarecum mistica criticii, al doilea, al anti-călinescienilor, e dogmatica ei şi, tras între ambiţia criticilor şi ambiţiile scriitorilor, Călinescu se vede sfîşiat de şire de inimiciţii întregi.

Ileana Vrancea, s-ar zice (dar putem fi siguri?), aparţine celei de a doua categorii. E dreaptă această afirmaţie? Să vedem.

Cartea, dealtfel, debutează vijelios, într-o năvală de fanfare plăcut sunătoare urechii noastre etice. Toate lipsurile exegeticii călinesciene sînt repede şi cu ochi sigur analizate şi e lăudabil că cineva cu mintea limpede a concentrat în fluxul unui singur text atîtea observaţii adevărate. Se deplînge într-un loc, spre exemplu, paupertatea studiilor dedicate criticului. Şi într-adevăr, nu sînt acestea mai curînd disparente? Cîţi însă din scriitorii ori criticii români – să nu mai vorbim de Călinescu – au parte măcar de cîte o monografie care să-şi merite numele? Se vorbeşte de puţinătatea ediţiilor. Dar avem un clasic – unul singur! – editat integral? Cîţi din scriitorii români nu vor rămîne să mucezească în manuscrise pînă dincolo de anul 2000, termen

---

[1] E vorba, desigur, de *Între Aristarc şi bietul Ioanide*, "Cartea Românească", Bucureşti, 1978. Prezentul text reproduce, cu mici retuşuri şi cu adaosul notelor, inevitabile "vingt ans après", articolul consacrat de noi celei dintîi tentative publice de denigrare a lui George Călinescu în România. Caracteristic pentru mentalitatea şi "curajul" culturalnicilor noştri de atunci şi de acum, articolul n-a putut fi publicat la acea vreme, în ciuda sau tocmai din cauza flagrantelor calomnii pe care le denunţă şi pe care, probabil, unii nu le voiau denunţate. Că această atitudine de refuz al adevărului era în directă legătură cu atitudinea reală a autorităţilor comuniste ale epocii faţă de George Călinescu este evident pentru oricine e dotat cu un minim discernămînt intelectual şi moral. Precizăm că motivul imediat pentru care publicarea, fie şi tîrzie, a acestui vechi articol ni se pare importantă în contextul actual e abjectul atac declanşat de Bianca Balotă contra Jurnalului lui Paul Goma, atac metodologic identic cu cel adresat de I.V. lui George Călinescu. Vădit, aceleaşi cauze (de)generează aceleaşi efecte!

[2] Bineînţeles Eugen Barbu şi, respectiv, Marin Preda...

fixat de Perpessicius, la urma urmelor, doar pentru Eminescu! Osîndeşte Ileana Vrancea schimbarea la faţă a criticii în hagiografie? Ei, Doamne! Cînd a fost la noi altfel? Şi care autor mai important, mă rog frumos, s-a bucurat de alt tratament? Pentru a lăsa deoparte epoci revolute, cîte din studiile dedicate poetului naţional – Mihai Eminescu, vezi bine! – nu alunecă în cea mai curată hagiografie? Deşi la o altitudine intelectuală incomparabilă, Ion Negoiţescu nu face altceva. Mai în fond, cu ce rămînem din eseul său decît cu o dihotomie didactică, ce s-a mai făcut, ca să nu mai discutăm despărţirea curat literară, oarecum în generosul stil al uitatului Lucian Boz, a lui Eminescu în trei ipostazuri: Poetul, Călugărul, Monarhul? Cam aşa am fi putut excursa dacă criticul n-ar fi decît inventator de idei. În realitate, însă, lucrurile nu stau astfel, *Poezia lui Eminescu* rămînînd admirabilă prin ceea ce recompune, nu prin ceea ce reproduce. Critica literară nu se naşte din goluri şi a ţintui acuzator pe criticul ce împrumută întocmai ca pe un elev prins cu cartea pe genunchi e operaţie puerilă şi vană şi cine nu-şi reflectă în idee eul e în plan ideatic un pur moftolog.

Însă tocmai pentru imitaţie penalizează pe Călinescu Ileana Vrancea. A imitat Călinescu? Lucrul e foarte probabil, dar ce rezultă de aici? Judecăţile de valoare devin automat idei comune şi că Lovinescu a măsurat cel dintîi «distanţa dintre munte şi viroagă», că a afirmat valorile unei strălucite generaţii scriitoriceşti chiar (Ion Barbu şi Camil Petrescu erau mai puţin indulgenţi, dar nici asta nu interesează) – iată o chestiune într-un anume sens insignifiantă. În critică nu se citează decît ce e indimenticabil şi, dacă lui Maiorescu i se face un merit din promovarea lui Eminescu, lucrurile au o faţă istorică ce nu se poate repeta. Oricum, literatura română nu e o inovaţie pe brevetul căreia să se poată disputa – chiar dacă *forma* unei literaturi poate fi, pînă la un punct, rodul discernămîntului critic global. Cu condiţia, pe tărîmurile valahe, aproape imposibil de respectat a totalei bune-credinţe. Aci mai intervine şi un alt aspect. Orice istorie literară – orice operă mare de fapt – e un document absolut şi, pînă la un punct, anonim, ce-şi trage sevele de peste tot fără a rămîne datoare cuiva. Stilul, şi el, un autor de talent şi-l ia de unde îl găseşte fără a se simţi legat de ridicolul pripon al "mulţumirilor" ce fac rizibilă orice lucrare şi e lipsit de filosofie cine vede înţelepciuni în demarcarea prea de tot insistentă a împrumuturilor cutăruia. Cînd nimeni nu-şi aminteşte măcar de aezii de dinaintea lui Homer, cînd atîtea capodopere şi-au uitat autorul, ebuliţia aceasta a vanităţilor contemporane abia dacă mai amuză[3]. Şi apoi, ce să spui despre obiectivitatea cui crede că a amîna studierea lui Călinescu *din singurul unghi defavorabil* (te poţi întreba care ar fi acesta...) «nu este deloc înţelept». Înţelepciune femeiască ce se condamnă a priori la neseriozitate!

Cu sapienţa candidă cam în felul acelei Madame de Staël biblice care a fost regina din Saba, în planul metodologic Ileana Vrancea plutarhizează maniheistic. Căci ce face ea? Inspirată poate şi de teoria dedublării personalităţii atît de scumpă acelor goţi ai literaturii care au fost romanticii, vede în Călinescu două euri antagonice exprimînd polii absoluţi ai axei etice : Aristarc, ambiţiosul machiavelic şi tenebros şi Ioanide, constructorul. Dihotomie aparentă, menită numai a lărgi frontul ofensivei, cu oricîte sublimităţi, totul fiind contestat autorului *Istoriei Literaturii.* Şi perspectiva istorică, şi capacitatea selectivă, şi simţul critic. Bineînţeles, "obiectivitatea" – eternă acuză – este şi ea negată. «Programatic invocată», «sinteza este inexistentă în ansamblul analizelor sincopate ale *Istoriei...»,* aceasta rămînînd, e drept,

[3] Această *imitatio* de veche tradiţie culturală atît în Occident cît şi în Orient şi al cărei temei e exact inversul vanităţii auctoriale moderne nu trebuie, desigur, confundată cu *plagiatul* tip Eugen Barbu, de pildă, demontat şi demonstrat cu pregnanţă şi rigoare de d-l Virgil Ierunca.

«neîntrecută pe spaţii fragmentare». Observaţia, admisibilă, eventual, la altul, e curioasă la Ileana Vrancea, de vreme ce autoarea vede în critic mai ales romancierul, care – faptul e elementar – tocmai prin viziunea de ansamblu se caracterizează. Nu ca miniaturist îl admirăm pe Balzac, şi apoi, cine furat de emailuri metaforice nu discerne în istorie sistemul e lipsit de percepţie critică[4].

Pînă aici, simple paradoxe, fireşte. Cînd, însă, prin nu ştiu ce deplorabilă consecvenţă, neîntrecutele spaţii fragmentare devin «un tablou haotic şi diminuant», cînd se vorbeşte de «renunţare la normele criticii», ba şi de «sacrilegiu», parcă încercăm un început de jenă. Lipsa de cuviinţă e şi ea invocată. De aici şi pînă la cenzurarea, pe temeiuri morale, a cărţii ar mai fi fost doar un pas şi, dacă autoarea nu-l face, ghiceşti că speră un discredit mai eficace de la o republicare. Mai amuzante sînt la Ileana Vrancea, spirit cu intoleranţa tenace şi rigidă ca toate femeile, sforţările de obiectivitate doveditoare ale unei sîrguinţe strategice, iute convertite, printr-o versatilitate specifică dogmaticilor, la o retorică sectară, ce închide porii înţelegerii. Scapă, spre exemplu, lui Călinescu undeva ideea – mai degrabă ludică, vizînd o anume autonomizare a criticii – de «nedreptate creatoare»? Imediat autoarea, aceeaşi ce afirma, totuşi, «în critică nu există opinie nedreaptă ci doar dreptul la opinie», cuprinsă de mefienţe mitologice, examinează pe dos şi pe faţă intenţiile criticului, supunîndu-le unei cercetări menite a descoperi firul de praf din lumină şi vîntul din aer. Fisuri, fireşti în orice operă umană, sînt mărite cu lupa pînă la dimensiunile unor adevărate abise. Istoricului literar cel mai mare al acestei culturi încă tinere i se fac reproşuri absurde, totul cu multă mecanică teatrală şi cu aerul de a aduce grozave revelaţii şi lumini încît e de presupus că, atacîndu-l pe Călinescu, Ileana Vrancea va fi vînat, măcar, oareşicari satisfacţiuni literare.

Cu ideea cam contondentă, ea nu e, dealtfel, mai puţin compromiţătoare nici chiar cînd apără. Pus la stîlpul apologiei, Lovinescu e compătimit cu o lipsă de tact groaznică, asemeni unui Sfînt Sebastian cu nuditatea perforată de săgeţile maliţiei călinesciene. Nicolae Iorga, spirit centauresc, acest Chiron profetic al literelor române e prezentat în stilul grotesc în care se face la Moşi reclamă "femeii cu barbă" şi comparat cu Ana cea zidită progresiv de Manole. Un Iorga deghizat în Ana, gemînd văietareţ şi cu pieptul strîns în cărămizi – iată o imagine fantastă, enorm hilariantă care de atîta absolută ridiculozitate frizează geniul.

Asta pentru Ileana Vrancea se cheamă "anexiune". Cînd se vine, însă, la diferenţe – ciudăţenie a inimii feminine – nepriceperea de către Iorga a lui Sadoveanu, Arghezi, Blaga, pe motivul că istoricul nu aflase în aceştia nişte *illustres viri* (iară nu "ilustres" cum erudit ortografiază autoarea) este aproape magnificată, în vreme ce, tot pe pricini plutarhiene, e melodramatic certat Călinescu, amatorul de sinucideri "cu haz" şi înmormîntări cu recuzită. Din

[4] Ideea de bază, aici, defel proprie Ilenei Vrancea, apărînd sub mult mai prestigioase condeie, ca şi sub mult mai inepte, dealtfel, e aceea a contradicţiei esenţiale dintre obiectivitatea critică şi "spiritul artist", mai precis între gîndirea teoretică şi intuiţia artistică. Or, o replică ignorată, de fapt o veritabilă răsturnare de orizont a problemei furnizează în *Epistolar* (v. ediţia din 1987, p. 146) Gabriel Liiceanu. Într-adevăr, contestînd «reuşita» şi, la drept vorbind, vocaţia criticii literare ca «specie a teoreticului», Liiceanu identifică adevărul structural al demersului critic în sfera «operei de artă» (*Kunstwerk).* Referirea la George Călinescu este decisivă : «Un Kunstwerk este Gœthe-le lui Gundolf şi, la fel, Istoria lui Călinescu, unde amestecul perfect de Witz, filozofare, ironie romantică, subiectivitate şi, în general, absenţa deliberată a genurilor, trimit nemijlocit la o creaţie artistică tout court» (*ibid.*). Evident, problema e prea complexă pentru un colţ de notă. Credem, totuşi, că regîndind chestiunea astfel, şi independent de efectul devastator al acestei reformulări asupra prejudecăţilor la putere, autorul scapă, intuindu-l, fondul fenomenologic al criticii.

descrierea morţii lui Odobescu şi Anghel i se face criticului, cu mari ironii, o vină, dar şi pentru a fi trecut prea iute peste sfîrşitul lui Constantin Cantacuzino şi Antim Ivireanul e găsit vinovat. Hotărît, în materie de epitafuri e greu de mulţumit toată lumea!

Cartea aceasta stranie în atîtea privinţe, în care "apologia lui Lovinescu" e simplu pretext (nu e dreaptă observaţia cui spune că Ileana Vrancea neagă critica română, în tot ce e critică contemporană autoarea păstrînd cea mai cuminte, ca să nu spunem *servilă*, prudenţă), miră sufletul nostru prin altceva. Vechi platitudini, fetide de stupiditate sînt scoase din nou la iveală şi mintea rămîne în aiurare căzînd, într-un volum, totuşi, recent, peste lamentabila chestiune a "lascivităţii" lui Eminescu din *Viaţă...* Polemica aceasta, de tot vetustă acum, din jurul teribilei probleme a "venerismului" ar fi putut fi, desigur, citată ca o curiozitate. Însă ca cineva ce-şi zice critic să vadă în reluarea acestei faimoase inepţii o întregire a «peisajului critic al epocii» – iată o idee care, mărturisim, ne depăşeşte. Şi o descurajare te cuprinde, adîncă precum vidul buddhiştilor, constatînd că în această Provincie, unde literar toţi trăim, nimic nu se uită şi nimic nu se învaţă.

Cum procedează, dealtfel, Ileana Vrancea? Catehizează criticeşte pe Călinescu în bunul stil al lui Octav Minar şi Lecca Morariu, citînd cu religiozitate pe Pompiliu Constantinescu, cronicar onest, fără îndoială, ale cărui opinii e bine a fi consultate, dar care nu poate constitui în nici un caz un "contra-reper". Lipeşte, apoi, cu o acribie absurd veninoasă extrase din prima şi ultima ediţie a *Vieţii...,* vrînd a sugera, prin paralelismul acesta simplist, mereu gravele modificări. Însă schimbările sînt minime şi neînsemnate, nu întotdeauna formula revizuită fiind cea mai fericită. Cît despre schematismul viziunii călinesciene, ierte-ne autoarea, dar acela e vizibil doar pentru ochii domniei-sale[5].

Toate aceste recriminări şi acuzaţii, oricît desuete, rămîn, cînd nu neapărat raţionale, măcar tradiţionale. Sînt însă altele, histerice, stranii, ce încreţesc carnea şi frig epiderma de o frică rece, stîrnind lectorului cu sensibilitatea mai vulnerabilă spaime grozave şi iscînd vedenii în miezul zilei. Astfel, polemica împotriva lui Lovinescu din 1937 e pusă pe acelaşi plan, nici mai mult, nici mai puţin, decît cu arderea pe rug a cărţilor lui Sadoveanu şi arestarea lui Geo Bogza! Călinescu – fascist : iată o idee extraordinară![6]. Şi e un raţionament de tot modern acesta de a

---

[5] V. *ibid.* pp. 68-69. Cu atît mai surprinzătoare, în acest context de oripilare consecventă sînt afirmaţiile ce face autoarea la pp. 201-202: «Cine era, în fond, G. Călinescu, în 1932, cînd diverşi zelatori eminescologi îi vînturau fragmente trunchiate smulse din contextul acelui imn de slavă care era *Viaţa lui Mihai Eminescu,* pentru a-l acuza de "defăimare"? Debutantul de atunci deschidea literaturii române o cale regală şi biciuia apoi inerţia şi ignoranţa aşezate peste orice rînd eminescian, în faţa căruia "prejudecata păzeşte ca un cîine" : nu zelatorii sterili, ci ochii "pedanţi şi lipsiţi de pietate" ai lui Călinescu au descoperit astfel miezul de foc al luceafărului, "pentru ca adevărata poezie eminesciană să poată fi trasă fără drojdii în paginile istoriei literare". Pentru ca acel Călinescu *să existe* şi să-şi *continue* opera, critica literară a vremii a purtat bătălia cu ignoranţa agresivă, cu eminescologii de ocazie, *cu falsificatorii de texte* (formula echivalează cu a vorbi de funie în casa spînzuratului, mă rog, a spînzuratei, cum vom vedea mai la vale, lucru cu atît mai interesant cu cît cea care cuvîntează e "spînzurata", recte "falsificatoarea" însăşi n.m.), care încercau să-şi facă reclamă în ochii opiniei publice drept "apărători" ai literaturii române împotriva "denigratorilor". Se ştie de partea cui a fost victoria. Parafrazînd un celebru adagiu, va trebui să spunem că un Călinescu nu se naşte în fiecare epocă, dar că în fiecare epocă, critica este aceea în stare să creeze condiţiile pentru a-l avea, cel puţin în unele din componentele care au adus perenitate operei sale epopeice». Fără comentarii!

[6] Atît de extraordinară încît devine, pur şi simplu, calomnioasă. Antifascismul lui Călinescu fiind amplu documentat, pentru oricine îşi va fi dat osteneala să-l citească, atît prin publicistica de epocă a criticului cît şi prin scrisorile adresate lui Alexandru Rosetti, scrisori publicate de destinatar, ce-i drept, după apariţia volumului vrâncean.

face din polemică o crimă politică. Oricum, viziunea unui Călinescu hohotind cu reverberaţii enorme, sîngeros de reflexele a mari turme de ruguri, cu ochii incandescenţi de intoleranţă şi trăsăturile feţei furate de o monstruoasă jovialitate în mii linii nebune răspîndite ca o pilozitate ignee, chiuind din nori ca o babă satanică şi propovăduind asemeni unui tartuffesc Savonarola arderea cărţilor în uliţă, împinge la o alchimie absurdă ce transmută critica literară în curată demonologie.

Vrînd a întări impresia unei dezavuări venite chiar din epocă, Ileana Vrancea citează o "Notă "din *Viaţa Românească*, revista însăşi unde se publicase studiul lui Călinescu. «Articolele domnului Călinescu ne jenează» – s-ar spune acolo. Acum a reconstitui pasajul integral e cam obositor şi pînă la un punct inutil, cu atît mai rău, rămîne totuşi faptul. Fiindcă – cum de n-a observat autoarea? – nu de o dezicere e vorba în notă, dimpotrivă. Lovinescu – e trivial, ştim, a intra în atîtea amănunte! – tipărise în *Adevărul* un articol în care încerca să prindă pe Călinescu în delict de contrazicere. Or, tocmai pentru a îndreptăţi pe polemistul mai tînăr în faţa criticului vîrstnic răspunsese în notă redacţia. Nota aceasta e urmată de o precizare a lui Călinescu însuşi, în care se relatează soarta, paradoxală doar pentru profani, a respectivului studiu, dar Ileana Vrancea evită scrupulos s-o citeze.

În fine, cum totul e în progres pe această lume, Călinescu e acuzat pur şi simplu de fals. «Acreditarea informaţiei fanteziste asupra opiniilor preopinentului – ni se spune – devenise la G. Călinescu o practică atît de uzitată încît ajunsese chiar să citeze între ghilimele, drept afirmaţii ale lui E. Lovinescu, un fragment dintr-un articol frondeur, aparţinînd altcuiva : pe baza unui text pe care nu-l scrisese niciodată, Eugen Lovinescu era denunţat astfel pentru "atitudini canibalice" faţă de tradiţiile literaturii române! Pînă în ziua de azi, acest articol al lui G. Călinescu, publicat în 1932 în *România literară* şi construit pe un fals, este citat drept o reacţie promptă a criticului atunci cînd "are impresia că prin E. Lovinescu e denigrat trecutul"»[7].

---

[7] *Ibid.* pp. 97 şi 213, nota VI. 4. Absurdul intrinsec al propoziţiei ("Călinescu atacă pe Lovinescu pentru afirmaţiile lui X!") e frapant. "Mobilul" ei fiind tocmai acela de a crea în conştiinţa neprevenită imaginea unui Călinescu nesocotitor al normelor deontologiei critice. De ce, totuşi, optînd pentru fals şi desigur la curent cu faptul că în articolul călinescian incriminat nu era absolut deloc vorba de Eugen Lovinescu, Ileana Vrancea nu va fi ales o cale mai simplă, aplicînd fictiv formula «atitudini canibalice» direct lui Lovinescu iară nu lui Lovinescu în locul "frondeurului" menţionat – dar cine va fi fost el? Explicaţia acestei complicaţii în falsificaţie nu pare lesnicioasă şi, de altminteri, logica falsificatorilor nu e uşor de pătruns. S-ar putea, la urma urmelor, să avem a face cu un rest de pudoare (în *Trei crime de stat*, am preferat formula oarecum mai abstractă şi cu o mai largă deschidere teoretică de "compensaţie aleteică"), ce lasă adevărul să transpară fie şi deformat, după cum s-ar putea să fie vorba de o zadarnică precauţiune menită a o pune pe autoare la adăpost de întrebarea simplă : "la ce propoziţie a lui Eugen Lovinescu «reacţionează» Călinescu astfel?", întrebare la care, vădit, nu i-ar fi fost uşor Ilenei Vrancea să găsească un răspuns verosimil.

Opinia veritabilă a lui George Călinescu despre Eugen Lovinescu – nu cea inventată de Ileana Vrancea şi de Caionii asemenea! – o găsim într-un articol din *Vremea* din 20 iulie 1944 (reprodus în G. Călinescu *Ulysse,* ediţie şi cuvînt introductiv de Geo Şerban, EPL, 1967, pp. 89-91, din care citäm) : «Am avut pentru E. Lovinescu, totdeauna, o mare simpatie, aş putea spune, vorbind patetic, o mare iubire. Ştirea morţii lui, auzită la megafon într-o gară, mi-a produs o emoţie indescriptibilă. […] Este foarte posibil ca E. Lovinescu să fi primit incredul ideea simpatiei mele, de i-aş fi comunicat-o. El vedea viaţa cu totul altfel decît mine şi mă judeca atît de greşit din punctul lui de vedere, încît depărtarea mea de el se explică prin nevoia de a evita orice aburire prin contact direct a unei imagini ieşite din cărţi şi din amintire. Am exprimat acest raport simpatetic într-un articol pe care nu l-am publicat, fiindcă mi-am dat seama că scriitorul nu l-ar fi înţeles. E. Lovinescu n-a priceput că rîndurile mele despre el cuprind o mare admiraţie şi o profundă iubire, că obiecţiile sînt neînsemnate şi obligatorii, ieşite dintr-o conştiinţă de bună credinţă. O sentinţă mai dubioasă, dar fără asperităţi îl consola mai mult. [...] Literatura nu era pentru el o abstracţie, ci o formă de viaţă. O rămînere

Lucru curios, însă acest "fals" e *creat* printr-o falsificaţie. De data asta *reală.* Într-adevăr, am citit şi noi *România literară* din 1932 – deşi ne-a luat o straşnică osteneală, nicăieri nefiind indicate numărul sau data revistei – şi putem spune în cunoştinţă de cauză că nu e vorba în articol de nici un fel de E. Lovinescu. "Canibalul" e E. Ionescu! Iată o confuzie regretabilă. Oricum, a nu desluşi între Eugen Lovinescu şi Eugen Ionescu [8], inşi tot atît de opuşi spiritualiceşte ca do de si – nenorocită, nepomenită afonie critică!

Capodopera, însă, a acestui delir exegetic unde toate clapele sînt apăsate simultan pînă la pleznire în vederea obţinerii unui cît mai asurzitor acord o constituie conceperea lui Călinescu ca *spiritus rector* malefic, maestru diabolic al messelor negre oficiate de presă în anii '50. Şi o fiere febrilă ce strică cea mai elementară ţinută intelectuală tencuieşte aceste pagini în care Călinescu e văzut soi de Dinu Păturică cu autoritatea făcută de «factori extraliterari», luînd în «deriziune... aspecte grave ale lezării moştenirii literare», «apărarea libertăţii *din* gîndire» (sic!) şi minimalizînd, vezi bine, «dramele de idei». Aberaţiuni patetice sînt la tot pasul afirmate, Călinescu fiind pentru Ileana Vrancea cînd un "Adam" cu lucrarea mai mult lucrativă, cînd un Aristarc brutal de jovialitate la modul chinez, cu ataraxia impenetrabilă la «suferinţele pentru o idee». Peste tot se vestesc, cu o clamoare lătrătoare de onorabilitate vexată, mari dezvăluiri bazate pe documente, însă documentaţia e fictivă şi revelaţiunile false. O ceaţă ca un analfabetism intelectual întunecă ochii exegetei şi urmărind-o în referinţe rămîi cu bănuiala că autoarea nu ştie să citească.

Un scandal nemaipomenit se face în jurul reconsiderării lui Maiorescu, pe care Călinescu, chipurile, ar fi frînat-o. Cum? «Caricaturizînd», în *Contemporanul,* «iniţiativa profesorului

---

prea îndelungată printre cărţi produce de la o vreme un sentiment de gol, de monotonie. Cărţile laolaltă constituie o fenomenologie cu legile şi ritmica ei, ca şi domeniul naturii fizice. Asta dă un fel de plictis. Să gîndeşti că ceea ce tu socoteşti a fi spontan şi unic se va dovedi peste cîtăva vreme ca un tic de epocă inevitabil! Cu E. Lovinescu te vindecai de această nevroză, oricît ar fi teoretizat el relativitatea valorilor. Pentru el literatura era obiectul unui entuziasm placid şi convins. Araratul oricărei decepţii. [...] Un loc etern concret, un limb dantesc este absolut necesar pentru umbra lui E. Lovinescu, care nu concepea decît o viaţă circumstanţială. [...] Voinţa lui de rămînere mi-a impus totdeauna un mare respect. Cît va exista o literatură românească, într-adevăr, va dăinui, căci a fost un mare scriitor. Văzîndu-şi existenţa istorică proiectată pe eternitate, E. Lovinescu avea o amenitate de caracter pe care n-a putut-o strica nici una din normalele alterări ale sufletului uman. Indiferenţa lui pentru valorile neliterare era aşa de profundă, încît în preajma lui şedeai, ca intelectual, într-un aer purificat, respirabil. E. Lovinescu putea să-ţi fie adversar, dar că te stima şi te admira, nu mai intra îndoială. A fi scriitor era totul pentru el şi "poziţiile sociale" se retrăgeau ruşinate din acest limb în care nu trăiau decît salamandrele».

Gloria acestei "salamandre... canibale" ce apare, astfel, în opera călinesciană calomniată creator de Ileana Vrancea este drept să-i aparţină exclusiv acesteia – ca şi ruşinea!

[8] Ar fi, de altfel, eronat să se creadă, pe baza unei unice formule, arbitrar decontextuate (faimoasele «atitudini canibalice») că articolul consacrat de Călinescu autorului lui *Nu,* ce făcea, în epocă, figură de *enfant terrible,* ar fi fost «destructiv». În realitate, sub severitatea mai degrabă aparentă a limbajului, tonul e amical. Călinescu mimează ludic excedarea dînd, în acelaşi timp, mai tînărului coleg o "lecţie de deontologie" vizînd, în fond, *stilul critic* şi o anume atitudine în faţa valorilor ce i se pare indispensabilă ca exerciţiu de comprehensiune formatoare. Simpatia esenţială cu care George Călinescu se raportează la Eugen Ionescu, fără a presimţi geniul viitorului dramaturg dar intuind net valoarea, rezultă şi din paragraful pe care i-l consacră în *Istoria Literaturii,* paragraf pe care ne permitem să-l citäm:

«Eugen Ionescu, poet şi critic, a opus celei mai bune literaturi actuale, într-o carte ştrengărească, un formidabil *Nu.* Fapta a scandalizat. În realitate autorul nu se dovedea chiar aşa de negativ şi-şi permitea doar cîteva obiecţii ce prevesteau un talent de polemist cu fraza alertă, franţuzească. E de mirare că acest tînăr a dispărut din publicistică.» (*Istoria Literaturii Române de la origini până în prezent,* p. 831).

Liviu Rusu de a cere o dezbatere asupra capitolului Maiorescu». Însă dacă Liviu Rusu e ironizat (e neadevărată afirmaţia că în revistă n-ar fi numit), Maiorescu nu-i şi cineva care citeşte articolul nu va înţelege cum cine «încîntă pe cititori» prin «latura artistică» şi e pus pe un plan cu Eminescu, Caragiale, Creangă, ba şi cu Dosoftei şi Antim Ivireanul poate ieşi denigrat. Meritul criticului junimist în afirmarea lui Eminescu este şi el greu apăsat. «*Beţia de cuvinte, Răspunsurile "Revistei contimporane", Oratori, retori şi limbuţi* sînt nişte capodopere de construcţie, de gravitate tactică introductivă, de fin didacticism condescendent, de ironie, de stringenţă logică, de umor înalt, de portretistică», şi «proza incisivă, modernă, de idei... îşi are originea în scrisul lui Titu Maiorescu».

Dar chestia dispreţului de femeie! Că Maiorescu era misogin, lucrul poate fi adevărat, însă misoginismul, ca şi feminismul sînt atitudini spirituale şi, la minţile mai speculative, chiar teoretice, fără contingenţă obligatorie cu planul moralităţii. Oricum, a închipui pe mentorul Junimii, om cu mentalitate sexuală horaţiană, lamentîndu-se erotic e greu credibil după cum e absurdă insinuaţia că ar avea «o concepţie înapoiată despre femeie» insul relativ rece, cu personalitatea puţin madrigalescă. În fond, aici ca şi mai peste tot în cursul hiper-subiectivistelor ei analize din carte, Ileana Vrancea cade victimă tendinţei hagiografice a criticii pe care începuse prin a o denunţa. Evident, cu condiţia ca această frapantă inconsecvenţă să nu ascundă, de fapt, o opţiune, sau, şi mai grav, o "strategie"[9].

Problema «băii şi a water-closet-ului englezesc», care stîrneşte atîtea încruntări autoarei[10], este, iarăşi, de tot hazul, sau, după caz, de tot necazul, şi dacă condiţii istorice, pe care nu ne vom face noi penibila petrecere să le parodiem, au putut duce pe unii la eroarea de a vedea luxurioase luxuri în aceste comodităţi ale vieţii civilizate, parcă nu ne-ar veni a crede că Ileana Vrancea aparţine de această categorie. Desigur, Călinescu, personaj cu reverii edilitare, nu gîndise o clipă a învinovăţi gustul pentru confort al lui Maiorescu, după cum şi ideea pecabilităţii turistice a acestuia e în întregime inventată. Pur şi simplu Călinescu se lăsa să călătorească odată cu Maiorescu şi într-adevăr itinerariile criticului ar fi făcut să se îngălbenească şi pe Ulise. Deloc fastidioasă, enumerarea circuitelor dă o euforie onomastică, o moţăială nostalgică de vagon transcontinental. Astfel, în 1889, vara, Maiorescu parcurgea : Pesta, Viena, Nürnberg, Bayreuth, Kissingen, Constanz, Zürich, Rigikulm, Luzerna, Chamonix, Geneva, Lausanne, Belfort; în 1890 : Pesta, Dresda, Berlin, Copenhaga, Helsingborg, Göteborg,

---

[9] V. *ibid.* p. 160. Ai într-adevăr impresia citind aceste pasaje (şi altele, din carte, privind alţi autori) în care tonul călinescian este net agravat, atît prin tehnica omisiunilor şi a "punerii în pagină", în care, cum se va vedea şi mai la vale, autoarea excelează, cît şi prin aceea a "rezumării intensificate" a ideilor, pe care Ileana Vrancea se fereşte a le infirma, de altfel, în planul *valorii de adevăr* («Nu este uitată nici poziţia faţă de femeie a mentorului Junimii, care, după cum se ştie, avea în această chestiune concepţii foarte rele [...] Nimic nu era neadevărat, nici în fastidioasa descripţie a somptuosului *train de vie* întreţinut de mentorul Junimii, nici în reproşurile adresate felului său de a vedea lucrurile; el avusese într-adevăr şi water-closet englezesc şi o concepţie înapoiată despre femeie...») că exegeta cedează, în fapt, unor reflexe ale colaboratoarei la *Lupta de clasă,* proferînd acuze ce, cel puţin sub această formă, îi aparţin. Indignarea partinică îşi găseşte în citarea desfigurată a lui Călinescu un preţios alibi. Oricum, extrapolările din text îi aparţin strict Ilenei Vrancea, interogaţiile lui Călinescu nevizînd nici o clipă valoarea intrinsecă a lui Titu Maiorescu în contextul cultural românesc (vezi *supra)* ci, exclusiv, o chestiune de tipologie (de unde, comparaţia, vădit ludică, cu... Conachi!).

[10] Vezi nota precedentă unde conţinutul prezentului paragraf este, oarecum, anticipat. În ce priveşte ciudata asociere a "water-closetului englezesc" cu "concepţia înapoiată despre femeie" din pasajul citat în nota de mai sus, ea ni se pare dincolo sau dincoace de posibilitatea comentariului. Ne mulţumim, dară, a o constata perplecşi!

Trollhättan, Christiania, Trondhjem, Bödö, Henningsvär, Tromsö, Hammerfest, Cap Nord, Uppsala, Stockholm, Copenhaga, Kiel, Hamburg, Berlin, München, Reichenhall, Salzburg, Viena, Pesta. În vara lui 1891, pornind tot din Pesta : Viena, Ems, Wiesbaden, Amsterdam, Rotterdam, Anvers, Trier, Strassburg, Zürich, Bellagio, Lugano, Milano, Venezia, Semmering, Viena. Hei, cîţi dintre noi vor fi visînd măcar asemenea perdiţii turistice[11]! «Au aceste turneuri vreo semnificaţie interioară?» se întreabă mai departe, fără urma vreunei alterări umorale, criticul. «Nu prea se pare. Maiorescu cumulează date geografice. Nu se vede nicăieri că l-au îmbogăţit sufleteşte priveliştea de la Capul Nord sau viziunea canalurilor veneţiene. Maiorescu nu ştie să spună, fiindcă nu vede. Cîtă deosebire de pildă faţă de E. Lovinescu, un om mult mai fin senzorial, care stă în cursul anului aproape nemişcat pe un scaun, înălţat cu cîteva reviste, iar vara merge tot acasă la el la Fălticeni pentru ca foarte rar să se repeadă la Paris. Şi totuşi Lovinescu are sensul Parisului... G. Ibrăileanu şedea numai la Iaşi şi numai într-un cartier al Iaşului, de unde explora cu imaginaţia şi prin cărţi restul lumii.»

Pînă şi peste reproşul pe care l-au adus mulţi lui Maiorescu, al sterilităţii, criticul trece indulgent. Căci : «Învinovăţim fără dreptate pe Maiorescu de modicitatea operei lui critice, pentru că el nu înţelegea prin critică ceea ce înţelegem noi. Nu avem nici cel mai mic indiciu că preţuia pe un Sainte-Beuve, ori pe un De Sanctis, că-şi dădea seama de existenţa unei critici creatoare, mijloc de expresie analitică a personalităţii umane.»

Dar Călinescu, ne spune Ileana Vrancea, îl prezintă pe Maiorescu exclusiv ca reacţionar. Mergem la revistă şi dăm peste un articol despre electrificare, în care Maiorescu e amintit tangenţial şi mai mult metaforic, ca un simbol al lipsei de imaginaţie. Bine – vom fi întrebaţi – dar nu seamănă asta a denigrare? Ba deloc! Liniile vieţii noastre se strîng într-o singură imagine prin care sîntem reţinuţi de posteritate şi ca autor al "formelor fără fond" Maiorescu va fi memorat mai ales prin prisma unei anume inerţii hieratice, fără a se aduce prin asta vreo atingere valorii lui critice (intangibile într-adevăr!). Uneori tocmai retardatarii aceştia au împins la progres şi deşi Rousseau visa întoarcerea la natură asta n-a împiedicat ca ideile lui să aducă revoluţia. Coincidenţa istorică nefericită nu tulbură în ochii intelectualului valoarea lui Nietzsche. În ciuda scepticismului, Maiorescu a determinat şi el, în bună măsură, apariţia României moderne şi dacă am cenzura fiecare rînd al unui autor, storcînd din orice idee "intenţia", am ajunge la adevărate orgii de paradoxe. Căci atunci, cînd a scris *Magie şi alchimie,* e limpede că gîndul lui Călinescu fusese să facă vrăji, după cum evocarea cam prea nostalgică a *Întunecatului Ev-Mediu* are în dreaptă concluzie obscurantismul. Critica tipologică nu-i deloc totuna cu cea normativă şi nici demitizarea nu înseamnă denigrare. Şi cum celelalte trimiteri se fac cu aceeaşi ignorare a contextului, persistenţa erorii trezeşte în cele din urmă în insul cel mai obiectiv o iritaţie la pagina saturată de reacredinţă, o agasare în faţa acestei tenacităţi ipocrite ce mototoleşte fraza după trebuinţele proprii.

Arhetipul acestei deteriorări contextuale e inventarea "strivirii" lui Eminescu, scoasă dintr-un volum omagial dedicat lui A. Toma[12] (ale cărui merite Ileana Vrancea se sfieşte să le

[11] În ce mă priveşte, în orice caz, pînă la acea dată (1978) nu putusem să fac decît tipica excursie Kiev-Leningrad-Moscova, cu care ocazie avusesem straşnice probleme cu securistul român al grupului ca şi cu ghidul sovietic ce declarase, de altfel, public (eram în 1969) că datorită unor tineri ca mine intraseră trupele sovietice în Cehoslovacia! Desigur, alta era situaţia tovarăşilor de "luptă" şi "clasă" ai Ilenei Vrancea...

[12] *Sărbătorirea academicianului A. Toma la împlinirea vîrstei de 75 de ani,* Editura Academiei R.P.R., 1950, volum la care Călinescu contribuise cu articolul *A. Toma, poet combatant* (v. paginile 19-32 ale respectivului

conteste). Că de nici o "blamare" a lui Eminescu nu putea fi vorba se poate constata din iutea comparare a "citatului" cu textul. Scrie Călinescu: «Dumneata ai răspuns eminescianului *memento mori* prin *memento vivere»,* adăugînd, după vreo două bune pagini: «Aşa de puternică îţi era pulsaţia inimii încît şi moartea o priveai cu robusteţe şi în loc să împrumuţi aerul funinginos din *Mortua est,* corectai chiar deznădejdea Omului sacrificat pentru umanitate (căci aceasta ţi-era ideea lăuntrică)*»*? Repede Ileana Vrancea strînge totul în căuşul unei singure fraze modificate absurd, schimbă «robusteţea» în «admiraţie», zvîrle peste bordul propoziţiei un «şi», elimină cu pudoare Calvarul, transformînd o ironie într-o calamitate estetică[13].

Şi e de toată stupoarea cum această piesetă, caligrafică de maliţiozitate şi unde fiecare cuvînt e citabil, a putut fi citită cu un ochi atît de saşiu. Tras spre empiree cu atmosfera prea tare pentru plămînii debili, A. Toma e turtit de povara atîtor nume cu care e pus alături. Nimic din elogiile ce umflă orgoliile pînă la pleznire nu este omis şi Baudelaire, Edgar Poe, Horaţiu chiar se pierd de grandoarea poetului proletcultist. Certat pentru «poltronerie nautică», Petrarca e somat să

---

volum). De fapt, sub pretextul "omagiului", e vorba de un veritabil pamflet contra proletcultismului, pe atunci în plină furie a bîntuirii, şi, implicit, de primul pamflet anticomunist publicat în România "sub nasul" şi cu mijloacele comunismului babil! Că vechea colaboratoare la *Lupta de clasă* va fi fost iritată de acest text, ale cărui mize reale e probabil că le-a înţeles foarte bine, nu e în sine surprinzător. Surprinzător e doar faptul că a înţeles a-şi împinge iritarea pînă la fals! V. *infra.*

[13] Procedeul, reluat recent şi de o altă membră a "Clubului Caion" – clubul denigrării abjecte; sau trebuie să ne gîndim mai degrabă la un "complex" în sensul psihanalitic al termenului! –, Bianca Balotă (vezi *Cazul Goma* şi celelalte "drepturi la replică" cu care "B.B." infestează deocamdată presa din ţară), merită o analiză mai atentă. La pagina 22 a suscitatului articol (v. nota precedentă) Călinescu scrisese: «Dumneata ai răspuns eminescianului *memento mori* prin *memento vivere...»* făcînd vădit o aluzie glumeaţă la vîrsta relativ înaintată a sărbătoritului, fără nici o tangenţă, evident, cu *valoarea poetică* a respectivului. La pagina 24 însă, în acord cu tonalitatea generală a articolului, "gluma" devine sarcasm: «Aşa de puternică îţi era pulsaţia inimii încît şi moartea o priveai cu robusteţe şi în loc să împrumuţi aerul funinginos din *Mortua est,* corectai chiar deznădejdea Omului sacrificat pentru umanitate (căci aceasta ţi-era ideea lăuntrică)». Departe de a-l «aşeza» pe A. Toma «alături de Eminescu» şi încă «printr-o comparaţie din care poetul *Luceafărului* să «iasă strivit» (sic!!!), cum afirmă I.V., Călinescu veştejeşte vanitatea unui veleitarism, supralicitat sarcastic. Dificultatea constă, însă, în faptul că Ileana Vrancea nu-şi aplică comentariul *la acest text* ci la unul creat de chiar domnia sa, remarcabilă contribuţie vrînceană la opera lui Călinescu, ce, din păcate, răspunde la un nume extrem de simplu: *fals literar.* Într-adevăr, fraza călinesciană în rescrierea "co-autoarei" ar suna astfel (citäm): «Dumneata, – se adresa G. Călinescu confratelui elogiat – ai răspuns eminescianului *memento mori* prin *memento vivere;* şi moartea o priveai cu admiraţie [...] în loc să împrumuţi aerul funinginos din *Mortua est...»* (v. *ibid.* p. 164). Primă observaţie: eliminarea «Omului sacrificat pentru umanitate»; într-adevăr, nu se putea afirma, cu minimă seriozitate, că G. Călinescu l-ar fi aşezat pe A. Toma lîngă Eminescu şi... Isus Cristos printr-o comparaţie din care *ambii* "să iasă striviţi"! A doua observaţie : absenţa oricărui indiciu privind saltul de două pagini operat. Cele două pasaje sînt "separate" prin...";"! Ceea ce, bineînţeles, înseamnă că nu sînt separate deloc. În schimb, semnul [...] apare pentru a marca suprimarea unei conjuncţii! Trimiterile din notă (n. 20 a paginii 164 a volumului vrîncean) nu vizează, nici ele, existenţa a *două pasaje,* "unificate" de autoare, după cum pagina frazei recreate de I.V. nu putea fi dată pentru simplul motiv că nu se poate indica pagina unei propoziţii inexistente. Găsim, în schimb, trimiterea bibliografică generală a articolului, operaţie, evident, improprie cînd e vorba de indicarea sursei unei citări precise. Mai curioasă poate părea substituirea «robusteţei» prin «admiraţie». Explicaţia, destul de simplă, e că prin termenul dintîi aluzia ludică la vîrsta înaintată a omagiatului – reluată şi prin referirea la *Faust* (v. *infra*); oare şi Gœthe, trebuie să înţelegem, "ieşea strivit" din "comparaţie"?! – rămînea prea transparentă. Detestabilă în toată această istorie nu e numai falsificaţia materială ci, mai cu seamă, voinţa (putem s-o numim altfel decît abjectă ?) construirii unui "caz Călinescu" după tipicul procedural al şedinţelor de demascare comuniste şi cu acelaşi dispreţ partinic pentru adevăr, perpetuînd, astfel, sub alt chip, tehnica arhaicelor "dosare" şi "excluderi". În fond, e vorba de generalizarea şi perenizarea metodologiei comuniste în societate şi cultură, de o formă de "piteştenizare" a conştiinţelor!

urmeze exemplul poetului «dispus să se hazardeze fără pînze» (i.e. fără talent!). Acesta e un «profet al astrului zilei», «propovăduitorul marii noastre cauze pămîntene». Ţipătul lui «jovial la soare» rămîne neînţeles de contemporani. «Maestru al poeziei ilegale» din «faza ilegalităţii totale», el năimeşte «răsăditori», adică recrutează, «sub ochii cenzurii burghezo-moşiereşti», «soldaţi pentru socialism». Cum? «Mistificînd odioasa dictatură hitleristă aşa de iubitoare de stil mistic» prin inventarea unui «Sfîntu-Aşteaptă care s-a dovedit a nu fi de fapt decît ziua de 23 August 1944». Cutare nevinovate ostroave ajung în nemiloasa coregrafie interpretativă a criticului să simbolizeze – «nu mai este nici un secret – lumea noastră socialistă», în vreme ce copacul cel «legat fedeleş de pămînt» şi «căinat» de A. Toma «sugerează de fapt şerbul». După modelul lui Gœthe însă pătruns de o mult mai grandioasă viziune, poetul nu-şi doreşte «un mizerabil homunculus, ci un om titanic, un conducător de gloate». «Neiniţiaţii în lupta subterană, pe calea poeziei agitatorice, puteau să creadă că ai căzut la superstiţie cultivînd ca Gœthe în *Faust* ocultismul, făcînd o vrăjitorie». «Aşa conspirai, iubite sărbătorit, în poezie» – exclamă undeva, implacabil, criticul. Şi după asemenea tratament cu sublimităţi parcă te încearcă ceva ca o compătimire pentru victima atît de crud omagiată. «Fraza» sa «scurtă ca o lozincă» e dată de model «tinerilor care mai păstrează în vers tărăgăneala liricei burghezo-simboliste»; în altă parte i se declară cu falsă umilitate poetului a proceda, «chiar dacă ai protesta», «ca Goya şi Paciurea». Şi pentru ca nimicirea să fie deplină, «oratorul de mase în poezie» e invitat ca «după săvîrşirea operei propagandistice» să meargă a colecta «noi lozinci pe stînca sublimă». Macro-biotica nu e nici ea uitată. «Sainte-Beuve, după Gœthe, cerea şi criticului să trăiască mult ca să aibă experienţă şi să priceapă. Şi poetul care luptă pentru ideal are nevoie să-şi lungească viaţa». Şi se dau drept fenomene de longevitate «trei din luptătorii noştri pentru cauza progresistă : N.D. Cocea care a scris *Vinul de viaţă lungă,* veneratul nostru coleg Parhon care prepară ştiinţific un vin de viaţă lungă şi... dumneata care n-ai avut nevoie de acest elixir». Şi criticul cere «profesorului de energie» cu «căruntеţea combatantă» şi sensibil la «frumuseţea eternului feminin», elixirul.

Finalul admonestează, încă o dată, sub haina elogiului, pe autorul care «fără să consulte critica», chestionează «de-a dreptul clasa muncitoare» de valoarea operei[14]. (Nu sîntem de părere că va fi făcut criticul cu acest prilej caz de vreo *commedia dell'arte*, cele mai infime graţiozităţi de ton sau de mimică ducînd nesmintit la stricarea efectului şi, dimpotrivă, Călinescu trebuie să fi cuvîntat rar şi adînc, cu clara apăsare a elementului vocalic şi cu o mare dignitate în voce şi în ţinută)[15].

---

[14] Ieşim cu aceasta din "zona codificată", de altfel în mod extrem de transparent, a textului, ce-şi dezvăluie, în concluzie, sensul veritabil : acela de demontare a inepţiei proletcultismului şi a criticii apologetice aferente (de care colaboratoarea *Luptei de clasă* nu credem să fi fost străină).

[15] V. Ileana Vrancea *ibid.* p. 171, ce se referă, cu cinismul caracteristic, la textul memorialistic al Veronicăi Porumbacu, prezentă la expunerea orală a "articolului omagial" analizat mai sus. Citäm: «Asta nu înseamnă că G. Călinescu, criticul care elogiind optimismul unui poet al vremii (sic!) – A. Toma – *ale cărui merite nu le contestăm* (s. n.: care "merite"? faţă de cine? prudentă, Ileana Vrancea nu ne-o spune şi, prea atentă să-şi asigure bunăvoinţa celor pe care "contestarea meritelor lui A. Toma" ar fi putut să-i irite, nu remarcă că se poziţionează astfel în apărătoare a unui proletcultism de "elogierea" căruia îl învinovăţise, tocmai, pe Călinescu!) – a simţit necesitatea *(necesitatea înţeleasă,* adică?! n.n.) de a blama prin opoziţie pe Eminescu, ar putea fi considerat un exemplu, opus valului de confuzie a valorilor, aşa cum încearcă să-l prezinte diverşi zelatori. Că faimoasa comparaţie ar fi fost, la expunerea orală, punctată cu ironie de gesturile criticului specialist în commedia dell'arte, aşa cum mărturiseşte Veronica Porumbacu (în *Voce şi val,* "Cartea Românească", Bucureşti, 1976, pp. 166-167, *apud* I.V., p. 219, nota X. 7) – întîmplarea poate constitui un

Să admonestăm şi noi pe Ileana Vrancea? Dar pentru ce mai întîi? Pentru trunchierea (rebarbativ dar necesar termen), mai neted spus *falsificarea tuturor citărilor*[16]? Sau pentru chipul cum "demască" pe Călinescu? Vehemenţele de imaginaţie sînt – firește – mai scuzabile la femei, prin definiţie prepuielnice şi suspicioase în felul acela inefabil ce dă farmec mentalităţii infantile. Critica are, însă, vai, asprimile ei şi pagina tipărită e oglindă de tot crudă. Ambiţia excesivă este şi ea nocivă. Nu fixează Ileana Vrancea, cu o "discreţie" ce numai modestă nu-i, partea de valoare ce revine fiecăruia, dezvăluindu-ne că : «studiul împotriva interpretării negatoare a lui E. Lovinescu a fost scris din iniţiativa unuia din foştii studenţi ai lui G. Călinescu – subsemnata şi acceptat în paginile revistei *Lupta de clasă* în noiembrie 1962»[17]? Ileana Vrancea corectînd viziunea negatoare a lui G. Călinescu – iată o idee![18] Aceeaşi Ileana Vrancea ce face dreptate lui Nicolae Iorga, ne cutremură de profanarea lui Eminescu, exorcizînd literatura română în genere. Într-adevăr, Ileana Vrancea este o mare apărătoare a culturii române[19]!

Lăsînd, însă, gluma, cum se explică totuşi – hai să nu zicem publicarea – dar conceperea unui studiu straniu ca acesta? Dornic de a se asigura asemeni faraonilor de perenitatea sepulturii şi neîncrezător în bunăvoinţa prea adesea maliţioasă a altora, e nu se poate mai firesc ca literatul nostru să vrea a-şi compune pentru uzul posterităţii, în chip de "program ideologic", epitaful,

---

savuros amănunt în memorialistica regretatei poete, dar nu o anexă bibliografică la opera lui Călinescu. Astfel de judecăţi n-au produs nici o veselie în anii în care Călinescu le-a publicat, ci dimpotrivă, s-au numărat printre piesele de rezistenţă ale climatului cultural al vremii, au contribuit din plin la demisia profesională a criticii literare» (*ibid.* p. 171). Există un totalitarism al cinismului, "dublu" indispensabil al cinismului totalitar. Căci iată că după ce fabrică prin distorsiune, omisiune şi colaj o aşa zisă "blamare" a lui Eminescu de către G. Călinescu – *blamare ce, de fapt, îi aparţine autoarei falsului* – Ileana Vrancea îşi transformă propria falsificaţie în "argument al autorităţii" la care se referă nonşalant, ca şi cum *ar fi dovedit,* dar pe ce alt temei decît al falsului însuşi, că G. Călinescu l-a "blamat" pe Eminescu, comparîndu-l cu A. Toma. Despre ce fel de "blamare" fusese vorba am văzut mai sus (v. nn. 34-35). Stupefiant, dar şi cam comic, e faptul că, din exces de zel, autoarea ajunge a-şi prezenta falsul (bineînţeles sub numele lui George Călinescu) ca una din «piesele de rezistenţă ale climatului cultural al vremii» ce «au contribuit din plin la demisia profesională a criticii literare». Gura păcătosului adevăr grăieşte!

[16] Cel puţin cele la care se referă prezentul articol! Nu ne îndoim, însă, că lectorul răbdător şi dispus să meargă la surse şi-ar putea face, analizînd cu atenţie cartea Ilenei Vrancea, propria lui colecţie de asemenea afirmaţii distorsionate, decontextuate, trunchiate răuvoitor sau, pur şi simplu, de falsuri. Întrebarea este dacă întreprinderea merită osteneala. În ce ne priveşte, ne-am străduit a oferi cititorului interesat de adevăr rezultatele cele mai frapante ale "tehnicilor" acestei aventuriere literare!

[17] V. *ibid.* p. 174.

[18] Semnificativ e faptul că Ileana Vrancea nu înţelege să "corecteze" singură «interpretările negatoare» ale lui George Călinescu, asociindu-şi cu abilitate diverşi tovarăşi de "clasă" şi "luptă": în primul rînd, Mihai Gafiţa, odiosul denunţător al lui Paul Goma, cel mai ticălos editor din România şi politruc notoriu (ce a blocat pe lîngă romanele lui Goma însuşi şi volumul de debut al unui mare poet român, devenit între timp poet de limbă franceză : Dan Constantinescu), Paul Georgescu, oportunistul inteligent dar absent moral, sau un detestabil stalinist ca N. Tertulian (v. *ibid.* pp. 162-163, 169)! Se ajunge, astfel, la această situaţie paradoxală ca «interpretărilor negatoare» ale lui Călinescu să le fie opuse producţiile unora din cei mai sinistri corifei ai "criticii" proletcultiste!

[19] Vezi nota precedentă. De altfel, nemulţumită cu recuperarea directă a unor politruci amorali ca Mihai Gafiţa şi Paul Georgescu, puşi în situaţia de "apărători" ai unei culturi pe care, tocmai, o demolau, I.V. întreprinde şi o discretă operaţie de discreditare a unor critici veritabili ca Ion Negoiţescu, pus alături de precedenţii, sau mai precis *între* ei, ca şi cum o asemenea "punere-alături" sau "punere-între" a singurului scriitor ce îndrăznise să semneze Apelul lui Paul Goma în 1977 cu delatorii de serviciu ai literaturii române ar fi fost inocent posibilă!

mînat de vanitatea lesne de înţeles şi umană de a-şi proiecta în cuvinte puţine dar tiraje voluminoase imaginea mărită tipografic pînă la dimensiuni plutarhiene. Cînd nu e la mijloc numai această cochetă socoteală, mai intră în joc şi altceva. Cine a păcătuit, cîndva, printr-o anume instabilitate a atitudinii încearcă mai tîrziu a-şi descoperi caracter[20]. Inşii ideologiceşte frivoli cad cu regularitate la ipohondrie axiologică ajungînd, în planul valorilor morale, cel puţin, nişte puri bigoţi. Într-atît le vine unora principialitatea ca o excitaţie sau poate ca o slăbiciune a vîrstei.

Şi-apoi! Tangibil sau nu, Călinescu a fost un păun gigantic cu pene îngereşti şi carne înmiresmată, ferită de putridităţi, o pasăre fabuloasă din specia oculară a lui Argus cu o sută de aripi, o sută de ochi şi o sută de voci vestitoare.

Critica actuală se pierde însă în mărunţişuri. În umbră se ascut, totuşi, straşnice ambiţii. Şi cum fiecare vrea a se departaja, din toate aceste manevre de diverse mărimi păgubit iese tocmai Călinescu. Şi mă rog, ce mai înseamnă şi asta : "a te sustrage fascinaţiei călinesciene"? Valoarea nu se argumentează şi atît explici cît exişti (Descartes înţelesese bine ideea, el care făcuse din cugetare argumentul antropologic al fiinţei şi, deci, din fiinţă, temeiul gîndului). Cu toate acestea a încerca detaşarea de maestru este firesc. Grav e doar cînd din aceste conflicte pentru priorităţi şi alte tentative de "asasinat" şi auto-ilustrare Călinescu iese schimbat în odios scamator iar critica literară în proces de vrăjitoare[21].

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, 1979; 1997; 2021.

---

[20] Recent, d-l Liiceanu ce, de cînd a dat la topit *Culorile curcubeului* de Paul Goma, aberează consecvent (formă insolită de remuşcare?) ne-a furnizat un asemenea exemplu, e drept, nu în legătură cu sine, domnia-sa nemaiavînd nevoie de recomandări, fie şi de ale sale proprii, ci cu un alt membru al Clubului Caion, G. Pruteanu, despre care autorul *Jurnalului de la Păltiniş* afirma (v. *22,* nr. 10/1996) că «întruchipează *arheul* poporului român, prototipul, adică, al celor mai mulţi dintre noi, icoana vie a vieţilor noastre» (*apud* Laszlo Alexandru, *Un analfabet moral,* articol apărut în *Timpul* nr. 5/mai şi 6/iunie 1997 şi în *Jurnalul literar,* nr. 13-22/mai-iunie 1997 şi comunicat nouă de autor, căruia îi mulţumim pe această cale).

[21] Evident, nu vrem defel să înţelegem prin asta că ar exista "subiecte tabu", sustrase discuţiei; şi, de altfel, în ultimii ani s-a făcut un asemenea abuz, absolut iresponsabil, de formula aceasta, "proces de vrăjitoare" – lucru pe care, desigur, nu-l puteam prevedea la data redactării prezentului articol (1979) – pentru a evita punerea sub acuzaţie a unor criminali notorii din securitate, armată şi aparatul de partid, încît e bine să fim atenţi la domeniul de aplicare al unor asemenea sintagme şi la *corectitudinea* modului în care se aplică. Căci limbajul, prin puterea lui stilistică, poate crea asemenea "argumente magice", nu în sine false, ci, cel mai adesea, falsificate prin decontextuare sau extensie abuzivă a sferei interpretative, adică, în fond, prin *mimetism.* Ceea ce ni se pare mereu valabil, indiferent de subiectul în discuţie, e că nu ne putem depărta de o onestitate fundamentală a dialogului şi analizei şi că, oricare ar fi implicarea noastră subiectivă, nu putem falsifica termenii discuţiei pentru a-i forţa concluziile. După cum este absurd şi complet inacceptabil să abordăm o temă exclusiv prin "flancul dezavantajos", trunchiind, amputînd şi deformînd datele problemei. Toate aceste *rezerve deontologice* şi chiar *simplu etice,* indispensabile în genere, devin de-a dreptul constrîngătoare cînd în joc nu mai este o temă abstractă ci prestigiul şi reputaţia unui om, cînd riscul indiferenţei sau necinstei este o *desfigurare a umanului.* Cu atît mai grav, însă, cînd se ţinteşte deliberat, fie din vindictă personală, fie pentru a deturna atenţia de la veritabilii vinovaţi ai "erei ticăloşilor" prea de curînd revolute (?), compromiterea unei personalităţi destinale pentru cultura română, ca George Călinescu, transformat în chip abject într-un vector al unui rău de care cei ce l-au comis sînt direct inocentaţi! În fine, independent de necesitatea acelei dezbateri naţionale la care nu ne putem referi decît prin sintagma "procesul comunismului în România", trebuie depăşit acest soi de infantilism moral ce determină deresponsabilizarea unora pe socoteala complicităţii presupuse sau chiar dovedite – dar în nici un caz create prin fals! – a marilor personalităţi culturale, acuzate cam rapid şi cam pe negîndite de "colaboraţionism". Căci în această lume sau în cealaltă, fiecare răspunde strict pentru sine fără să se poată adăposti după vreun "ţap ispăşitor" şi nici după zidul protector al noilor dosare.

Marin Preda. Analiza literară[1]

Mai bine haimana decît trădător
Mai bine huligan decît dictator
Mai bine golan decît activist
Mai bine mort decît comunist!

Marin Preda este al doilea scriitor român după Iorga, precedîndu-l în aceasta pe Ioan Petru Culianu, căruia moartea violentă, rezultat al unei crime abjecte, i-a rescris oarecum destinul cultural (la drept vorbind, Eminescu şi Labiş ar putea fi şi ei incluşi în macabra listă[2]) şi este cumplit de greu să adaugi ceva peste liniile acestei exegeze funebre. O durere prea imediată ne împiedică să-l vedem în întregime pe scriitor iar cărţile sale, să le interpretăm doar din unghiul unor simple creaţii literare. Analiza ne explodează în mîini, umplîndu-ne ochii cu un fum incomprehensiv şi înţepător de cerneală. Articolul se transformă în necrolog.

Intervine aici şi o dificultate pur critică. Percepţia noastră e, literaturiceşte vorbind, indirectă şi funcţionează pe bază de analogii care, atunci cînd nu ies doar din mecanismul steril al ingeniului, fac jocul grav al invocaţiilor, metamorfozînd pagina exegetică în arheologie mediumnică. Premiza oricărei arheologii e însă timpul, iar această dispariţie este prea de tot timpurie. N-are a face! Orice carte e în fond o carte despre alte cărţi, o autobiografie duplicitară exprimînd obsesii proprii cu măşti străine şi opera literară este un cosmos căruia trebuie să ştii să-i desfaci foile înainte de a-l putea răsfoi.

Dificilă sarcină! Desigur, cosmosul acesta ca un scrînciob de hîrtie e, cum se spune cu o expresie debordantă de candoare, unitar, manevrînd deci cam aceleaşi idei prin intermediul cam aceloraşi personaje, ceea ce ar trebui să uşureze în principiu analiza. În primul rînd însă nici complementaritatea aceasta nu este, în ciuda unor consecvenţe factuale în genul romanelor fluviu, din ordinul succesiunii, ci din acela mai degrabă al simultaneităţii monadice. Într-adevăr, romanele lui Marin Preda se continuă numai pentru ochiul superficial, ele recompunîndu-se de fapt, cu schimbarea radicală a înţelesului, asemeni cercurilor infernale danteşti cu arhitectura axiologic inversată, a căror oroare se intensifică, lărgindu-se spre miezul de suferinţă, spre centrul de anxietate. Şi nici discontinuitatea nu este atît de repede ca în romanele lui Dostoievski unde contrapunctul plezneşte, rotindu-se ca o morişcă în infinitul perpetuu al aceluiaşi roman chiar de la un verset abisal – avisal – la un altul, deşi o anume "diablerie" dostoievskiană e prezentă şi aici. Ci mai degrabă acest contrapunct este cumulativ, realizîndu-se pe secvenţe epice mai lente. Rezultînd, ca şi la Faulkner – de care îl apropie şi utopismul negru şi, pe alocuri, în culori sensibil mai palide, un anume balzacianism psihanalitic, deşi cu o mult mai puţin retorică metodă şi fără plonjoanele în inconştientul stilului proprii aceluia – dintr-o urmărire strictă, detectivistică, a intonaţiei ideii. Căci dacă e adevărat că scriem uneori o întreagă operă cu zbîrnîitul unui vers sau cel mult al unei strofe în cap, leitmotivul implicit al lui Marin Preda

---

[1] Un fragment al acestui articol a fost publicat sub titlul "Proză şi luciditate" în *Luceafărul*, anul XXIII, nr. 37 (959) / 13 septembrie 1980, p. 3, sub semnătura Alex. Şişmanian. Precizez că era pentru prima dată că publicam sub semnătură proprie, fie şi cu numele oarecum amputat – ca şi articolul. Regăsindu-l din întîmplare în 2017, la prima mea călătorie în România după 33 de ani de exil, ocazionată de decesul tatălui meu, l-am adus cu mine la reîntoacerea în Franţa şi, în cursul anului 2021, l-am revăzut şi completat.

[2] Am dezvoltat această temă a asasinării scriitorilor români într-o carte, *Trei crime de stat : Mihai Eminescu, Nicolae Labiş, Marin Preda*, publicată online în *Les Cahiers „Psychanodia"* 2, 2021: http://ftp.adshishma.net/Publications-Accueil.html; pe acelaşi sit se află şi al patrulea caz, anterior abordat în *Les Cahiers „Psychanodia"* 1, 2011 : "Les sept transgressions de Ioan Petru Culianu. Fractals, destin et herméneutique religieuse".

este, neîndoios, „De!”-ul rebreanian[3]. Marin Preda întoarce contrapunctului mimic şi dialogic dostoievskian un verbalism intonaţional dual, practic nesemantic, sprijinit în punctul unei monosilabe. De unde hieratismul!

Care e totuşi ideea acestor romane simple ca nişte utopii reci? Ca nişte utopii menite doar să sublinieze, să facă ireversibilă absenţa structurală a soluţiei... Altfel spunînd, ca nişte utopii inversate!... Pur şi simplu eşecul raţiunii. Iată un subiect ce nu se găseşte în acel tabel al elementelor romanului schiţat într-un articol de Călinescu[4]. Pentru că sînt eroii lui Marin Preda nişte ambiţioşi, este Petrini, pentru a ne referi la ultimul roman, din specia lui Rastignac? Într-un sens da, însă nişte ambiţioşi nu atît lucizi cît detaşaţi, exercitînd o ambiţie fără scop, în pură gratuitate, pe scurt, nişte ambiţioşi experimentali. Dealtfel, în deosebire de atîţi scriitori români, insuccesele personajelor sale nici nu sînt atît sistematice pe cît sînt izbînzile de inutile (Preda fiind oarecum inventatorul „învingătorului de prisos” la noi), dezamăgirea constituind conturul tuturor biruinţelor posibile, faţă de care catastrofa finală joacă rolul unui *ergo*, al unui *deus ex machina* explicativ şi negativ. Deci, în plan etic, Preda se întîlneşte cu Gracián! Şi totuşi nu-i absentă, în forme aproape mesianice, speranţa – fără mecanismul speranţei eşecul raţional nici nefiind de gândit. Ambiţia lui Marin Preda tocmai aici stă, în a construi – în ciuda recelui realism – alegoric, în a replia în romane tablele unei Biblii profane, şi în finalul *Intrusului* Surupăceanu, acest Tom Jones deliberat spontan şi sfidător analitic, încearcă a întemeia, pornind de la nivelul zero, o lume.

E limpede acum: Herodotul istoriei Moromeţilor nu e romancier decît prin constrîngerea convenţiei critice; romanele lui sînt alegorii, sprijinite deci nu pe epica Iliadă ci pe mai făţiş simbolica Odisee, în planul abstracţiei compoziţionale personajele sale fiind idei. Chiar numele lui Ilie Moromete, vădit tras din bîlinele ruseşti, o dovedeşte (cf. lui Ilya Muromeţ, figura esenţială a tetralogiei visate), ca şi profetismul şi chiar titanismul abia ocult al eposului predian. Însă idei în succesiune, idei, adică, narative. Nişte personaje-subiect, nucleele unei semantici tematice ce dialoghează. Dialogul însă relevînd forma ideilor, limita plinului şi golului lor ridiculos patetic duce la comic. (Şi precizăm, fie şi în treacăt, că orice tragedie veritabilă e articulată din monologuri, dialogul, specialitate a comediei, introducînd chiar şi în tragic o nuanţă comică...) Fenomenologic, dialectica ce funcţionalizează şi răstoarnă perspectivele e de fapt comedie, comicul e ideea schimbată în funcţie – Socrate fiind, evident, cel mai mare afabulator de comedii filosofice. Paradoxal în aparenţă, poate, *utile dulci*-ul horaţian fiind capodopera succintă a definirii comicului, morala lui, întrucîtva. Marin Preda e deci, iată, asemeni lui Călinescu – pe care-l detesta, poate – un comediograf de idei. Şi nici un scriitor român nu a dat o mai puternică replică spiritului acelui colosal Gogol critic, acelui Licurg anxios şi jovial, Ianus faunesc cu eul dublu de Silen şi Ariel.

Cu ce scriitor se înrudeşte însă cel mai mult Preda? Evident cu Creangă. *Amintirile* sînt arhetipul memorialisticii sale fictive (deşi, psihologic, *Baltagul* – evident, debarasat de anchetă şi crimă, dar nu şi de întortocherea deambulaţiilor, nu e de neglijat). Afinitate profundă, trecînd dincolo de operă. Ca şi acolo, mama e o Penelopă cu sexualitatea ursuză şi plină de resentiment religios, intrînd în conflict ludic cu humorul dictatorial, naiv profan, al tatălui. Acesta e un don quijotesc Odiseu verbal, socratizînd maieutic. Ca şi Don Quijote are cult pentru vocabulul scris

[3] “*Se lăsă o tăcere. După cîţiva paşi, Ion Micu exclamă: de! Ca şi cînd poziţia mea ar fi semănat cu a acelui moşier al lui Rebreanu care îşi creează în faţa ţăranilor în revoltă o imagine despre sine idilică, provocînd acel răspuns dubitativ*” (p. 286). Precizez că citatele sînt date după ediţia princeps Cel mai iubit dintre pământeni, Cartea Românească 1980.

[4] Vezi “Cîteva cuvinte despre roman”, în *Adev. lit. şi art.* XIX, seria a III-a, 918, 10 iulie 1938, p. 1; reprodus în G. Călinescu, *Ulysse*, 1967, EPL, pp. 440-443, v. în special pp. 442-443.

pe care însă nu-l citează, ci-l comentează (trebuie oare să ne gîndim şi la Caragiale?), fiind cu alte cuvinte un formalist ironic. Şi totuşi, tatăl reprezintă spiritul liber iar mama, convenţia. Iată acum un paradox periculos: duelul lor e inofensiv, cu toate astea e aici o capcană. Un moment, o secundă cînd tandreţea se întăreşte, se transformă în temniţă. Marin Preda regresiv o fotografiază, cu încetinitorul o filmează. Care e secretul slăbiciunii care ucide?

Tehnica acestor livreşti fotografii ca nişte disecţii melancolice e fireşte a lui Montaigne, după cum din unghiul stilului etic un Montaigne este şi autorul. Vocea narativă a lui Marin Preda e quijotescă şi montaigneană. Mentalitatea sa e a unui stoic, stenică şi sceptică. Inocenţa, ce la un spirit în progres devine luciditate discriminativă îl face, ca şi pe Spinoza, suspicios de orice metodă. Simte nevoia, ca şi Descartes, de a repune în discuţie, din latura cea mai simplă, elementele. Două idei, una lebniziană, alta, la origine, hegeliană, îl nedumeresc, iar nedumerirea o resimte ca pe o indignare. E un empiric, adică un epicureu. Însă un epicureu eroic, ce vrea direct fericirea, fie şi cu preţul unui pariu absurd, un Montaigne ce ar fi avut sufletul lui Pascal. Şi, straniu, tocmai acest simţ al fericirii îl pierde. Nu-i mai rămîne decît euthanasia. Pe aceasta din urmă o va avea...[5]

Dar fiul? Ce este el, pe ce se bazează acest observator iresponsabil şi ferm, ce-şi închipuie că special pentru el lumea se dă în spectacol, acest spectator pe care, înaintea lui Ronconi, parcă exemplar, Preda îl implică în spectacol? Fireşte, modelul acestui întîrziat *puer senex* e Lucius din *Măgarul...* lui Apuleius sau, mutînd discuţia în ante-roman, Telemah (Ham(e)let după Nabokov). Asta îl apropie de Kafka, ai cărui amnezici arpentori iniţiatici par ieşiţi din spaţiul greco-latin. Însă şi de Voltaire, cu care şi polemizează. Ideologic, antichitatea lui Marin Preda e iluminismul şi metempsihozele sociale sînt din specia avatarurilor lui Candide.

În realitate, cum se va vedea, avem de-a face cu trei candizi diferiţi, deşi experienţa lor se proiectează într-o conştiinţă aşa-zicînd unică. Sau mai exact trei sînt iluziile lui Petrini: mai întîi cea sentimentală a continuităţii normale a lumii, unde, ca în reacţiile chimice, unei anume investiţii de efort şi încredere trebuie să-i corespundă o cantitate de afecţiune şi succes proporţională; apoi cea orgolioasă a absurdului; în sfîrşit ultima, ieşită dintr-o bizară vulnerabilitate a experienţei: cea a dreptului la renunţare. Fiecare e contrariată sistematic şi simetric de un cerc al infernului complementar. Axiomei de o schilleriană naivitate a lui Dostoievski „Totul e permis" – trasă în spaţiul karamazovian din Epistolele Apostolului[6] – Marin Preda, cel puţin, pare a-i replica negativ şi deşi formula „Nimic nu e permis" nu e nicăieri efectiv formulată, o simţim în grosimea rîndurilor. Şi cu toate acestea, romanul e creat dintr-o mie de ilustraţii ca un magazin, folosind deci tehnică frivolă în scopuri grave, sau mai exact, are chiar structura celor *O mie şi una de nopţi*, unde fiece basm e construit dintr-o mie de povestiri adiacente.

De ce nu reuşeşte însă Petrini? Nu atît din naivitate. El e un ambiţios normal, nimerit printre ambiţioşi demenţi, animaţi parcă de o disperare animalică, pe care nu-i poate prevedea sau chiar prevăzîndu-i în orice caz nu-i poate imita – or succesul social e condiţionat de imitaţie – şi

[5] Aici se oprea publicarea fragmentară din 1980 menţionată la nota 1.

[6] 1 Co 6.12. La asta ar trebui adăugat un pasaj teribil de analog din David Rousset (*L'Univers concentrationnaire*, 1946, p. 181): "*Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible"* ["Oamenii normali nu ştiu că totul este posibil"], inserat de Hannah Arendt ca *motto* al celei de-a treia părţi, "Totalitarismul", a faimoasei ei lucrări *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, édition établie sous la direction de Pierre Bouretz, Gallimard, 2002. Să-l mai adăugăm la această micro-listă şi pe William Burroughs?...

înafara acestui anacronism al eului istoric, ce se întîmplă să fie şi al raţiunii înseşi, nu trebuie căutată nici o explicaţie[7].

Nimic nu te face mai lacom ca un bine ce nu îţi e hărăzit. Nu există sete mai devorantă decît impostura. Aceasta să fie oare şi concluzia cărţii lui Marin Preda? Personajele sale, păcatul lor originar e interferenţa. Fiecare iese din destinul său ca dintr-o piele străină. Petrini în primul rînd, bovarismul său fiind seducţia. Eroul se visează Don Juan Tenorio. Dar şi, ceea ce-i mai puţin discordant decît s-ar crede, o variantă de Ignaţiu de Loyola. Vrea să întemeieze precum Moise o nouă religie. Aceasta e ambiţia soteriologică dar mai sînt şi altele. Are voinţa erosului şi observăm acest lucru bizar că toate femeile din carte, inclusiv mama, sînt virtual sau actual posedate. E dar eroul un freudian, un individ atins de complexul œdipic? Nicidecum, ci doar un timid deplasîndu-se într-un univers mental, adică elastic. Un debil în planul caracterului, însă un debil convins, a cărui incapacitate de a deborda marginile eu-lui propriu pare certitudine. „Clinic", Petrini e un Don Quijote al omnipotenţei, incapabil să conceapă efectiv imposibilul, oarecum ca şi Călin Surupăceanu. Apropierea de eroul lui Cervantes se face şi pe alte căi. Acela înnebuneşte citind (într-o lume, la drept vorbind, deja dementă). Petrini nu comite nimica extravagant, însă determină a elabora o nouă gnoză[8].

Lecturile au deci asupra lui efect nociv, împingîndu-l în afara realului, nu spre o utopie cavalerească ci spre una cognitivă, nu prea diferită de cea ce a stat la temeiul creştinismului. Aici se întîlneşte cu tatăl. Pentru că tatăl lui Petrini nu e insignifiantul ins din roman ci direct Moromete, amîndoi fiind nişte huroni livreşti. Au, cum s-ar spune, cultul literei tipărite în care cred tare ca într-o inscripţie. Comportamental, totuşi, reacţiile lor sînt diferite, divergenţa aceasta fiind mai ales socială. Ruralul, care e un antic ezoteric, stă acasă puţin, locuinţa considerînd-o funcţional, mai ales ca lăcaş pentru hrană şi somn. Altfel, bărbatul (regimul femeii – ca în toate comunităţile patriarhale – fiind diferit), cînd nu e la cîmp – şi ogorul se schimbă lesne într-un soiu de for –, petrece în adunările publice. E un clasic. Orăşeanul însă, lipsit de spirit cetăţenesc şi romantic, trece vremea în solilocvii sau se baricadează domestic în casă, egalizarea sexelor nefiind străină de această schimbare, şi oraşul însuşi nu e decît un fel

---

[7] Ar fi totuşi util de remarcat că inadaptarea nu derivă neapărat dintr-o incapacitate a individului, ba chiar dimpotrivă, dintr-o carenţă axiologică a *locului*, a "mediului", pentru cei ce preferă termenul – Petru Creţia adoptase sintagma de "mediu ambiental", pe cît îmi amintesc – mai exact din decalajul dintre competenţa, uneori hiper-competenţa individuală, şi hipo-competenţa locală (cazul curent al aşa-zisului "om de prisos" cehovian); căci, în fond, nu te poţi adapta la un *simulacru* de societate dacă refuzi ca *adaptarea* să fie sinonimă cu *alienarea*. Şi nu poţi aplica regula simplă a meritocraţiei într-un context de impostură generalizată prezentată ca "necesitate", unde "principiul" de selecţie ce se cere mecanic acceptat, adică "înţeles", sub ameninţarea temniţei şi excomunicării sociale dacă nu religioase, e, fără excepţie, de tip clientelar şi ancilar!

[8] "*Într-un sertar din dreapta îmi ţineam cele trei caiete groase. Într-unul îmi conspectam lecturile, în celălalt scriam la o lucrare despre gnostici, o istorie a filozofiei acestora care trebuia să preceadă lucrarea mea originală despre o nouă gnoză, iar în al treilea scriam chiar la această lucrare, rar şi fără grabă, din pricina obstacolelor: aveam lacune mari în istoria descoperirilor ştiinţifice din ultima vreme, din fizică, biologie, medicină şi astronomie, îmi lipseau cărţile noi care apăruseră după război în Occident, nu mă puteam mulţumi doar cu referiri despre ele... (La facultate tocmai despre gnostici predam, fără să-mi desvălui în vreun fel gîndirea mea proprie, care totuşi începea să prindă contur în caietul meu...*)" (pp. 323-324).

E inutil, desigur, a mai sublinia improbabilitatea, ca să nu spunem imposibilitatea unui curs despre istoria gnozei în plin regim comunist, fie şi în perioada abia babilă a scutecelor. Interesant, în sine, este proiectul. Prin "nouă gnoză" trebuind, plauzibil, să înţelegem nu atît o reconstituire mai mult sau mai puţin modernizată a misticii şi metafizicii gnostice – de altfel, un istoric al gnozei n-ar putea să ignore dificultatea elaborării unui numitor comun al hăţişului de curente eidetice ce se pot prezenta, mai mult sau mai puţin, ca "gnoză" – cît un fel de *mathesis universalis*, cu alte cuvinte, o suprasinteză a modelelor ştiinţifice şi filosofice, chiar dacă principiul selectiv şi operaţional al respectivei suprasinteze nu-i nici definit, nici formulat măcar.

de junglă de sticlă cu munţi de beton, o catacombă deschisă, o subterană spaţioasă şi confortabilă (cînd e cazul...). Dar şi o junglă de microfoane suptă informatic de vampiri satelitari!

Din păcate, problema acestor catacombe citadine, a acestor penitenciare în aer liber cum se exprima un poet, e, desigur, supravegherea, asociată strîns de pedeapsă. *Surveiller et punir* îşi intitulase Michel Foucault binecunoscuta carte. Şi într-adevăr, labirinturi întregi de "probe de microfon" şi de indiscrete timpane străine articulează infernul politic al "cetăţii". Nicăieri interferenţa nu ia proporţii mai monstruoase, iar formula sartriană "*l'enfer c'est les autres*" nu se dovedeşte mai feroce exactă. Cu diferenţa că în cazul de faţă "les autres" nu sînt nişte simpli "ceilalţi" ci neted vorbind securiştii. "Nu-mi vorbiţi de destin – exclama undeva Napoleon – politica este destinul". În regimurile totalitare destinul se cheamă poliţie politică.

Fiul, Tatăl. Aceşti dubli caracterologici separaţi mai mult de circumstanţe au şi altă latură comună. Amîndoi ţin în oroare natura. E drept, la tată e vorba doar de indiferenţă. Însă fiul dezvoltă un adevărat sarcasm mioritic şi Petrini poate fi văzut moralizînd, în numele lui Socrate, gorunul lui Lucian Blaga. Această referinţă la Blaga nu e şi ultima...[9]

Nu e singurul caz de polemică livrescă. Întreg întîiul volum, care e un soi de prolog, e alcătuit din astfel de grefe compacte de subiect. Nu toate riguros delimitabile şi episodul Căprioarei, trimiţînd prin aerul vag melodramatic la *Dama cu camelii* de Dumas-fiul, rămîne, din păcate, neidentificat. De altfel, dincolo de coregrafia analogiilor subzistă în acest în aparenţă foarte banal episod – Căprioara moare nu de ftizie, ca Marguerite Gautier, ci cu ocazia unui avort ratat – un soiu de mister unde perplexitate, minciună, iubire şi moarte se întreţes în chip ciudat. Chiar un pasaj savuros dar secundar, ca cel despre ascensiunea unui Calcan (onomastica nu e gratuită) la conducerea unei comisii de epurare edilitară, e rescriere din cea mai ilustră literatură. Calcan e Père Goriot. Ambiţia lui se deduce din afecţiunea paternă. Detaliile cele mai surprinzătoare concordă. Goriot e un îmbogăţit al pastelor făinoase. Calcan, pînă la insurecţie, străluceşte în simigerie.

Victima însă a acestei polemici cu literatura e Dostoievski şi aventura iniţierii virile e trasă toată din *Omul din subterană*, Petrini propovăduind cu vervă didactică Ninetei – iniţiatoarea lui erotică – matrimoniul, cum acela Lizei. Fireşte, semnificaţia e întoarsă. După cum, din

---

[9] E bizar semnificativă – şi poate trebuie să ne închipuim a avea de-a face aici cu un soi de indiciu criptic – compararea brutalei excluderi din Universitate a "marelui poet şi filozof" cu faimosul episod al morţii lui Socrate: "*Era adevărat, nu i se dăduse marelui poet şi filozof să bea dintr-odată o cupă de cucută, ca lui Socrate, dar i se dăduse s-o bea cu încetul, să moară adică în fiecare zi, un supliciu existenţial care şi începuse să-i atingă (acestui iubitor al luminii şi al corolelor de minuni ale lumii), fibra lui cea mai ascunsă*" (p. 270).

Ideea, agravată cu o implicaţie cvasi-cristică, e reluată abia două pagini mai tîrziu, de data aceasta ca discurs al interesatului însuşi: "*O singură îndoială mă nelinişteşte. Voi suporta izolarea, singurătatea? (...) Nu-i acuz pe discipolii mei că m-au părăsit, sînt, pesemne, desorientaţi. Or să-şi revină poate, dar eu aveam* acum *nevoie de ei. David ne arată în divinul său* Socrate bînd cucuta *un bărbat înconjurat de prietenii săi, în timp ce eu sînt singur ("ce curios, am gîndit, iată, şi el s-a gîndit la Socrate"), semnele pentru mine sînt rele. Nu încă foarte rele, dar omul, ca un animal cu instincte încă puternice, un animal social cum bine s-a zis, simte că firul gros şi esenţial care îl lega de societate, de cei tineri, fiind tăiat, viaţa i se va scurge în singurătate, nu mai poate, nu mai are cum să înnoade altul*" (pp. 271-272).

Trebuie să citim în aceste rînduri o aluzie şi la altceva decît la ostracizarea universitară a lui Lucian Blaga? O referinţă la ceva mult mai grav decît o simplă – ei da, o *simplă* – execuţie socio-profesională? Imposibil de dat un răspuns! Deşi e totuşi extrem de curios faptul că în relativ recenta sa *Istorie critică a literaturii române*, apărută în 2008 la Editura Paralela 45, Nicolae Manolescu nu furnizează, practic, nici un element biografic privindu-l pe "marele poet şi filozof". Mai neted spus, a fost asasinat *şi* Lucian Blaga?

perspectiva morală a prostituatei dostoievskiene, în special a Soniei Marmeladova, o figură inversată e şi Nineta, personaj rar şi poate insuficient aprofundat, ce-şi defineşte traiectoria destinală prin sinucidere şi libertatea, inclusiv libertatea biologică, prin tubul cu somnifere, ultimul culoar din inevitabilul labirint al eşecului. Întîlnirea cu Matilda care constituie un roman în sine, e comprimată din *Idiotul*. Petrică Nicolau e un Mîşkin nu caricat ci polemic, tăiat în trăsături balzaciene. Ca şi Nastasia Filipovna, Matilda e posesoarea unei case splendide ce devine miza unor pertractări stranii. Sfătuit şi de tată, care e avocat, Petrică părăseşte domiciliul sperînd să obţină astfel petrecerea legală a imobilului. Şantaj balzacian realizat prin intrigă psihologică dostoievskiană! În fond, nici tatăl însă nu e atît de interesat, el fiind, precum Lear, un obsedat al sentimentului patern de nu cumva, totuşi, un Harpagon ce-şi disimulează prin raţiuni sublime viţiul. Dezinteresul acesta din viciu iar nu din virtute – curios joc, ce aminteşte indirect „les malheurs de la vertu" şi „les prospérités du vice" ale divinului marchiz... – ce pare a ieşi dintr-o observaţie adîncă, e mai degrabă, totuşi, rodul unei construcţii şi, ca orice polemist, Preda simplifică pe Dostoievski, însă nu prin teşirea grotescă a liniilor fireşti ci, paradoxal, prin discreţie. Contraanaliza se face oarecum de pe poziţiile lui Des Grieux din *Jucătorul* – el însuşi personaj polemic, inversîndu-l pe Des Grieux al Abatelui Prevost – Matilda vădindu-se o Polina cu inversarea succesiunii sentimentale. Introspecţiei slave, pe care o consideră excesivă, Des Grieux-ul român îi opune un bun-simţ critic, uşor zeflemitor, de-a dreptul caragialesc pe alocuri, nu lipsit de cinism. „Bunul simţ e o forţă" are aerul de a spune acesta, parafrazînd prin inversiune un erou dostoievskian. Şi totuşi Des Grieux e acela care pînă la urmă se contaminează de viziunea jucătorului. Aceasta e o înfrîngere adîncă, depăşind contururile literaturii.

Căsnicia se consumă în linia lui Strindberg. Ca Laura din *Tatăl*, Matilda violentează eroului biroul, îi dispreţuieşte munca, îi cenzurează caietele. Cu o tehnică diabolică a delaţiunii literale, îl calomniază. Vrea carevasăzică să-şi distrugă, precum o marchiză d'Espard, soţul şi de n-ar fi arestat, l-ar pune desigur sub interdicţie. Preventiv îl înşală. Faţă de această situaţie oarecum eternă, Petrini încearcă să opună răceala unui sistem. Dar e frînt.

Şi totuşi, toată această vervă antinomică nu e cea mai captivantă din carte şi Marin Preda e mult mai interesant cînd polemizează tot cu Marin Preda, iar nu cu Dostoievski. Sensul ei e de a crea fundalul unei axiologii a trădării, pregătind schimbarea la faţă a pateticului în comic – ce nu poate fi decît o perseverenţă a tragicului.

Ideologul acestei etici a aleatoriului e Vergiliul de la deratizare, Vintilă, şi personajul are geniul păpuşăresc al lui Panurge. Scena se modifică dealtfel subit ca într-un teatru de marionete. Şi plasată după abjecţia ocnei, abjecţia aceasta cotidiană măsoară toată distanţa dintre *Amintiri din Casa morţilor* şi *Azilul de noapte*. O galerie de declasaţi subumani şi demonici, într-o vreme cînd demonia e stîngăcie socială, foiesc nu atît pe scîndurile scenei cît în viscerele ei şi în culise, însă demonii aceştia stîngaci se dovedesc mult mai liniştitori decît oamenii. Vintilă, Pirgul nastratinesc al cetei, din speţa lui Panza, Bacaloglu, cu un nu ştiu ce crud de funcţionar gogolian, grasul Calistrat, ce bîlbîie întocmai ca baronul de Nucingen... Fireşte, "demonii" vor promova mai repede şi mai spectaculos decît Petrini. Însă altul, nu social, este sensul, şi el trebuie căutat în parabola posedatului din Biblie: numai că aici demonii nu se mai pot întrupa în porci ci numai în şobolani. *Cel mai iubit dintre pămînteni* e replica românească a *Demonilor*.

Alter-egoul straniu şi feminin al lui Vintilă, pe care e posibil, intim, să-l şi cunoască, e Suzy, soiu de Manon ca şi Nataşa Rostova, o Franciscă voluptuoasă şi moale, Petrini însuşi semănînd cu Bezuhov şi Chilian – şi în acest întreg volum final e o morbideţă sfîşietoare, nu ştiu ce dulceaţă fatală ieşind parcă din *Păianjenul* lui Ewers.

Însă Mefistofelul cărţii – carte cu cheie, cum s-a mai spus, deşi, în fond, e indiferent dacă, da sau nu, prin personaj ar fi vizat Paul Georgescu – e Ion Micu. Devoratorul "geniilor

creştinismului" e un geniu al supravieţuirii, e, adică, un virtuoz. E prietenul eroilor. E un fost erou tot aşa cum în timpul Teroarei – şi e interesant că prăbuşirea comunismului a coincis cu bicentenarul Revoluţiei franceze, ca şi cum între aceasta şi liberticida Revoluţie rusă ar fi existat o radicală incompatibilitate – cineva putea fi un fost aristocrat. Cu alte cuvinte, e un ideolog al laşităţii. Asta îi evită dilema lui Danton de a pune verbul "a muri" la trecut. Fostul ilegalist e un înnăscut *cortegiano*. Are deci talentul de a face, cu resentiment, toate compromisurile. E prea delicat ca să aibă o conştiinţă, însă cum cu o conştiinţă sîntem totuşi datori cu toţii, e suficient de inteligent ca să o simuleze, substituind-o printr-o "politică", de nu strict literară, a vieţii. Este un om superior. Mai mult, e deja un "rezistent" prin cultură.

Şi e mai mult decît semnificativ că pragul ce duce spre versantul politic, spre abisul cu adevărat infernal şi letal al romanului – de vreme ce-l va atrage în el nu doar pe personaj ci de-a dreptul pe autor, ba chiar şi pe modelul autorului – e vegheat tocmai de el, surîzătorul demon psihopomp dintre fictiv şi real, dintre idioţie turbată şi ironie. Dintre totalitarism şi literatură.

Primul cerc al acestui infern politic – şi abordîndu-l, înţelegem că tot ce preceda, cu tot sordidul uman şi pateticul literar (o excepţie, poate, episodul arestării brutale a lui Cubleş ce anticipă straniu conflictele interertnice de după 1989), nu constituie decît un fel de limb, un fel de prolegomene la o filosofie a ireversibilului – întoarce, printr-un soi de buclă a lui Möbius, romanul spre real, prin referinţa la persecuţiile orchestrate de comunişti la adresa marilor figuri culturale ale epocii, în speţă Lucian Blaga şi, ce-i drept, în chip cu totul implicit, George Călinescu (dentistul Vaintrub, bombardat peste noapte "decan", trimiţînd vădit la un anume Ion Vitner!)[10]. La care s-ar putea adăuga, vai! atîţia, atîţţia alţii...

Desigur, acest exerciţiu de peratologie socială nu e doar o anticameră la o nouă *Nekyia* ci deschide problematica mai vastă a raportului dintre limită şi idee, dintre cunoaştere şi supravieţuire. Cenzura transcendentă e substituită brutal printr-o cenzură poliţist-politică (ulterior, Ioan Petru Culianu, victimă tîrzie a unui regim deja defunct, avea să evoce Statul poliţist, expresie a regimurilor totalitare[11]), ce se revelă la analiză ca *cenzură a idioţiei turbate*, "spiritul" unei epoci care, rezidual, e drept, în forme ceva mai stinse, din păcate, persistă. Gîndirea încetează de a mai fi un exerciţiu liber pentru a se preschimba, coercitiv, într-o formă de adeziune. La marxism? Nici măcar, ci la un dogmatism subiacent bazat pe aservire.

Exemplul imediat e furnizat de abjecta excludere de la catedră a lui Lucian Blaga. Sinistrul ia tonuri caragialeşti sau, dacă ţinem sema şi de includerea lui Mefisto în discuţie ca şi de vădita analogie dintre poetul-filosof şi maestru, de-a dreptul bulgakoviene. *"Dom' profesor, spusei îndată fără să mai reflectez în detaliu asupra uneia sau alteia dintre opiniile emise de el... Sînteţi tînăr, abia aţi trecut de cincizeci de ani. Trebuie să vă întoarceţi la facultate! Nu vă costa nimic dacă stăruiaţi în prelegerea dumneavoastră şi asupra marxismului". "Nu era suficient, puteam s-o fac, dar mi s-a cerut şi altceva şi anume să stărui şi asupra leninismului."*

---

[10] Evident, referinţa ar fi putut fi lărgită la multe, multe alte victime, cu destin incomparabil mai sinistru – intelectuali, oameni politici, simpli oameni, mai ales –, însă dincolo de orice limite impuse de epocă sîntem confruntaţi aici cu o gradaţie a demascării ce evită să debuteze cu formele cele mai brutale ale terorii. Tehnică ce, am putea spune, trimite la strategiile literare ale marchizului de Sade – deşi, la drept vorbind, metoda romanului se mulţumeşte să reflecte metoda regimului. Într-atît viaţa socială, în totalitarism, nu e decît o primă etapă a detenţiei!

[11] Pentru opoziţia ori, mai degrabă, dialectica Statului-poliţist şi a Statului-magician, aproape o alegorie analitică contrastivă a democraţiilor occidentale *vs* regimurile totalitare, v. Ioan Petru CULIANU, *Eros şi magie în Renaştere. 1484*, Nemira, 1999, întreg capitolul "Despre magie ca psihosociologie generală", în special pp. 149-151. Pentru interesaţi, originalul francez al cărţii a apărut la Flammarion în 1984 (data, complet neîntîmplătoare – ca şi referinţa la 1484, anul cînd nu s-a întîmplat nimic – e vădit şi mărturisit orwelliană).

"Ei bine, puteaţi să faceţi şi acest lucru!" exclamai eu. "Tot nu era suficient, trebuia să afirm că şi Stalin şi-a adus contribuţia în filozofie, ca un demn discipol al lui Lenin!" "Bun, Stalin e un tip uriaş, se putea vorbi şi despre el. (...) Nu e prima oară cînd o mare figură politică e pomenită în biserici şi în şcoli. Nimeni nu v-ar fi înţeles greşit dacă o făceaţi." "N-ar fi fost de-ajuns", răspunse, uimindu-mă, marele poet şi filozof. "Nu înţeleg, dom' profesor! Ce-ar mai fi trebuit să faceţi?" "Ar fi trebuit pur şi simplu să nu vorbesc nimic despre istoria filozofiei, ci să prelucrez discursurile lui Jdanov referitoare la împărţirea lumii în două lagăre, cel al socialismului, pe de o parte, şi cel al imperialismului, pe de altă parte, şi discursul aceluiaşi referitor la revistele Zvezda *şi* Leningrad*, şi să combat un manual de istoria filozofiei al unui oarecare Alexandrov, al cărui conţinut nu-l cunoaşte nimeni."* (vol. I, pp. 275-276).

Mereu lagăre... Lagăre ale gândirii, ale vieţii sociale, ale politicii... Lagăre de muncă, uneori abia distincte de activitatea profesională "normală", şi lagăre de exterminare... Introspecţia însăşi e o catabază, în anumite condiţii analiza, literară sau nu, coincide cu coborîrea într-un *infern al ideii* ce se poate lesne transforma şi-ntr-un *infern al experienţei*. Problema chiar a libertăţii individuale se dovedeşte indisociabilă de o interogaţie mai generală privind *normalitatea realului*. Începînd de la ce punct trebuie să considerăm că lumea în care trăim e indiscernabilă de coşmar. Care sînt limitele coşmarului şi care ale lumii. Există o soluţie de continuitate între cele două ori trebuie să considerăm coşmardizarea realului ca o consecinţă existenţială inevitabilă. Fără îndoială, Cioran ar răspunde afirmativ. Ca şi Hannah Arendt cu a sa faimoasă "banalitate a răului". În acest caz, liberul arbitru vădindu-se simplă camuflare cosmetică a liberului arbitrar. Altfel spus, e arbitrarul politic anomalie sau normă?...[12]

Articulaţiile narativ eidetice ale romanului corespund cu nişte segmente iniţiatice dominate de cîte o figură ficţională cu sau fără pandant în planul real; astfel că totul se petrece de parcă, parcurgîndu-şi traiectoria existenţială, Petrini ar străbate culoarele unui labirint poly-theriomorf al cărui ţel ar fi ca îndepărtîndu-l de diversele eşecuri şi erori – eventual orori – ale umanului, să-l conducă spre propria lui veritabilă umanitate, spre propria lui autentică libertate (să îndrăznim termenul) spirituală – paradoxal, şi aici intervine nota definitivă şi tragică a acestui roman ce încetează de a mai fi unul, cu preţul chiar al vieţii autorului.

Trebuie să depistăm aici un eveniment soteriologic exclusiv pentru personaj sau pentru scriitorul însuşi – un parcurs iniţiatic pentru om sau doar pentru proiecţia lui literară?

Tehnic, segmentarea comportă o dedublare a participanţilor, dialogul aparent prezentîndu-se mai degrabă ca un monolog dialogic, ca o binaritate complementară a unui discurs, în fond, unic. Într-adevăr, mai mult decît oriunde altundeva în roman, unde proiecţiile distorsionate, variantele absurde, groteşti sau doar schematizate ale personajului abundă, avem de-a face cu tema oarecum clasică a "dublului" – chiar şi figura romanescă a lui Lucian Blaga îndeplineşte, cumva, această funcţie, de unde şi evocarea insistentă a lui Mefisto ca dublu al lui Faust – cu diferenţa că în cazul de faţă elementul confruntaţional se va dovedi decisiv în afirmarea independenţei psihologice şi narative a eroului, a libertăţii lui destinale[13].

---

[12] "*N-aşi putea să spun pe ce se baza instinctul meu, care mă îndemna să nu accept anomalia, căci aşa îmi părea situaţia care se crease în facultate în urma îndepărtării marelui poet şi filozof. Anomalia, anormalul, nu e o fatalitate şi n-are durată, condiţia să-l facem să dispară e să nu-l acceptăm şi mai ales să nu cedăm tentaţiei de a-l justifica prin recurgerea la principii înalte*" (ibid. p. 278). Şi totuşi, exercitarea arbitrarului propriu asupra celorlalţi, abuzul, cu alte cuvinte, se poate dovedi, vai! singura formă a libertăţii individuale în totalitarism.

[13] "*Nu ştiam de ce, dar avea asupra mea un ascendent... nu-mi dădeam seama în ce consta, dar nu numai că nu mă supăra, ci în mod bizar parcă dintre toţi universitarii era singurul care îmi sugera certitudinea că putea răspunde la orice întrebare i-aşi fi pus-o, în acei ani cînd de pretutindeni răsăreau semne de întrebare.*

Evident, "dublul" e Ion Micu, "Mefistofelul" romanului, cum am mai spus, ceea ce liberează în distribuţie pentru Petrini însuşi, rolul unui Faust, superioritatea lui, ca a oricărui "dublu", de altfel, fiind de ordin cognitiv (punct interesant, dacă ţinem cont de originile rurale ale autorului, ea se exercită parcă mai ales asupra "bătrînilor", deţinătorii tradiţionali ai "înţelepciunii"). Dar şi inferioritatea. Într-adevăr, "dublul" *există* printr-o insuficienţă cognitivă temporară a eroului, controlează o zonă a cunoaşterii inaccesibilă celui din urmă ca şi tuturor celorlalte figuri ale sistemului narativ dat, are, carevasăzică, o valoare compensativă, însă este, în acelaşi timp, închis în ea, claustrat voluntar al acceptării, al "necesităţii înţelese". Libertatea lui e, prin urmare, una exclusiv imanentă, relativă la posibilităţile structurii de referinţă, încît ar putea fi aproape definit ca o personificare a acestei structuri. Cunoaşterea constitutivă a "dublului", căruia orice acces la vreo formă de transcendenţă îi este strict interzisă (situaţia e diferită în textele istoric-religioase sau, eventual, în poezie) se dezvăluie, simultan deşi totuşi non-concomitent, ca o *deschidere* şi ca o *limită*. Într-un sens, şi cu asta regăsim figura camuflată şi actualizată prin "oportunist" a "diavolului", e vorba de o "ispitire". Iată de ce confruntarea cu "dublul", confruntare cu sine în ultimă instanţă, trebuie decodată ca testul decisiv al eroizării eroului, singurul prin care individul, literar sau real, îşi descoperă libertatea – ca necesitate sfărîmată sau cel puţin, respinsă – şi, transgresînd orice cenzură, transcendenţa.

Problema centrală a acestei coborîri în infernul ideii, ce precede dar şi determină coborîrea în infernul carceral, e simplă: există un absolut intransijabil al principiilor sau totul se rezumă la simple strategii circumstanţiale şi comportamentale?

În primul caz, apărarea cu orice risc, ori, mai degrabă, în afara oricărei evaluări a riscurilor, a "marelui poet şi filozof", de pildă, se impune de la sine; în caz contrar – punctul de vedere al lui Ion Micu, adică al "diavolului", cum singur se defineşte[14] –, unica atitudine raţională constînd în prezervarea obsesivă a propriei supravieţuiri fizice, sociale şi profesionale, într-o tehnică de adaptare *structurală*, mergînd mult dincolo de triviala "politică literară", tehnică ce preschimbă omul în lichea şi licheaua într-un lichen cu aparenţă antropomorfă. Intens semnificativ, întreg acest monolog dialogic prin care s-ar zice, conştiinţa luptă să-şi cucerească univocitatea – căci univocitatea conştiinţei nu-i niciodată un *dat* cum îşi închipuie Petrini (v. I. p. 315) – tot acest straniu conflict structural "monoschizofren" al opţiunilor, e plasat sub semnul lui "Faust", de parcă poemul gœthean ar conţine, sub o formă incorect decodată (punctul de

---

El era singurul liniştit, destins, ironic, adesea sarcastic chiar şi cu cei bătrîni, care, foarte nervoşi, preferau să nu-i dea replica, sau poate că nici n-o aveau atunci pe loc..." (p. 280).

[14] Tema "demonologică", oarecum în tonul literaturii bulgakoviene, deşi în forme sensibil mai convenţionale – nu foarte mult ar lipsi, totuşi, romanului lui Marin Preda pentru a face saltul de la realismul sarcastic la fantasticul onirico-satiric – este atinsă şi într-un mic pasaj cu "cheie" (ca multe în carte), unde "la ţintă" e luată o veche figură politică, mai mult sau mai puţin, din sfera de influenţă a Anei Pauker (ce a inspirat, la rîndu-i, cum se ştie, şi un personaj eliadian): "*Într-o zi venise de la Bucureşti în vizită în oraşul nostru un membru al Biroului politic, însărcinat cu învăţămîntul şi cultura* (pentru mai multă claritate, e vorba de Iosif Chişinevschi n.m.). *Că de ce nu ştim încă ruseşte? ne întrebase el sever după ce ne adunase pe toţi în aula universităţii. Ne citase la un moment dat în timpul conversaţiei libere pe care o avusese cu noi un proverb rusesc în ruseşte, apoi văzînd că nimeni nu l-a înţeles, ni-l tradusese în românească lui nu atît stricată, cît marcată dezagreabil de un dublu accent, evreiesc şi în acelaşi timp rusesc. "Dar dumneavoastră, cînd aveţi de gînd să învăţaţi româneşte?" răspunsese atunci Ion Micu, creînd cu seninătate un moment penibil de tăcere, căci liderul nu avusese în primele clipe replică: apoi se înfuriase. "Cunosc eu acest gen de intelectuali foarte mîndri de drăcuşorul mic-burghez care zace în ei şi care îşi scoate corniţele ori de cîte ori e vorba de lucruri serioase." Ion Micu îi replicase: "În orice caz văd că şi dumneavoastră gîndiţi prin sistemul de imagini care face parte din opiumul popoarelor: drăcuşor, corniţe... Or, noi, marxiştii, ştim că nu există draci şi nici fii de-ai lor, drăcuşori..." "Dumneata eşti marxist ?" îl întrerupsese liderul, ca şi cînd ar fi fost convins că are în faţă un impostor. Micu surîsese candid : "Da, ca şi dumneavoastră!"* (pp. 280-281).

vedere al lui Ion Micu-"Mefisto") pactul fundamental al totalitarismului – ori, la polul opus (punctul de vedere al lui Petrini-"Faust"), sub o formă insuficient asumată, din păcate, pactul absolut cu spiritul[15].

În practică, această "doctrină" a *oportunismului necesar* – proiecţie degradată a faimoasei "libertăţi ca necesitate înţeleasă"? – în acest caz, însă, "necesitatea" fiind exclusiv una politică! – se prezintă în chip sensibil mai nuanţat. Ca un fel de "rezistenţă prin cultură" *avant la lettre*. Cam de prin anii ʾ60-ʾ70 şi, bineînţeles, mai ales după ʾ89, cînd anumite justificări şi legitimări, la drept vorbind, cam tardive, deveneau necesare, unii critici şi scriitori au crezut util a utiliza această sintagmă pentru a acoperi lipsa lor de reacţie din timpul dictaturii, în special începînd cu 1975, cînd condiţiile unei opoziţii de tip politic – prudent definită ca "dizidenţă" – erau pe cale să se împlinească.

Nu e locul să mă opresc aici nici asupra acestor condiţii, nici asupra acestor justificări. Ajunge să menţionez faptul, pentru caracterizarea căruia simplul termen de "paradoxal" pare extrem de insuficient, că nu doar banalul oportunism camuflat, cum am văzut în *rezistenţă prin cultură*, dar chiar şi acte de colaboraţionism activ, mergînd pînă la infamantul "rang" de *informator al securităţii* (sila globală îmi pare suficientă, fără a mă simţi constrîns a mai detalia) au putut fi prezentate ca forme de "curaj", comandînd respectul! Evident, alternativa auto-denunţării edulcorate fiind demascarea fără menajamente!

Desigur, în acele vremuri deontologic şi metodologic mult mai naive ale comunismului babil, cînd "transparenţa" era efectul unei ingenuităţi primitive, nu al unor concesii crepusculare, iar preţul *necesităţii neînţelese* nu era "teoretic" ci consta în chipul cel mai brutal în pierderea libertăţii sau pur şi simplu în moarte – îmi amintesc că în urmă cu circa cinci decenii, cînd comunismul începea să arate semne precoce de demenţă senilă, oricum nu mult înainte de a fi ameninţat de securitate cu 10 ani de închisoare plus, bineînţeles, cu excluderea din toate liceele din ţară, îl întrebasem pe un oficial comunist, rătăcit la un cenaclu şi care tocmai invocase, imprudent, respectiva "necesitate": "necesitate înţeleasă *de cine*?", provocînd o hărmălaie indescriptibilă pentru care nu cred că mi-a fost prea recunoscător –, terminologia "rezistenţilor" se arăta încă carentă, sintagma chiar de "rezistenţă prin cultură" vădindu-se prea de tot temerară, ba poate şi prea subversivă pentru *oportunismul liber înţeles* al epocii.

Mai stranii, deşi deloc neobişnuite, la urma urmelor, sînt pretenţiile "sapienţiale" ale acestui tip de oportunism, combinînd avertismentele directe[16] şi "premoniţiile" în fond rizibile, expresii

[15] "*Discutam data trecută despre lipsa de substanţă a dorinţei lui Faust de a redeveni tînăr. Dacă ar fi fost mai evoluat, dacă ar fi intuit ceea ce e esenţial pe această lume, adică puterea, puterea deplină şi totală, Faust nu i-ar fi cerut lui Mefisto să-l ajute să cucerească pe o oarecare stupidă Margaretă, care se sperie că a rămas însărcinată şi îşi îneacă progenitura într-un rîu. Iubire lamentabilă! Gœthe îi spune tragedie, dar nu e tragedie nicidecum. Să-ţi vinzi sufletul pentru atîta lucru denotă neînţelegerea totală a germenului care a intrat încă din perioada monocelulară a apariţiei vieţii pe pămînt în faimosul lanţ de amino-acizi care trebuia să ducă la apariţia bipedului numit om: asigurarea pentru el a celor mai bune condiţii de existenţă, apoi pentru a fi sigur că nu va mai fi ameninţat, libertatea absolută faţă de ceilalţi, adică puterea deplină şi discreţionară asupra lor. Cum vei obţine aceasta? Cu ajutorul tot al lor, propunîndu-le un ţel măreţ, apoi biciuindu-i să-l cucerească*" (I. pp. 290-291).

[16] "*Să nu dea Marx să înţelegi prea tîrziu cuvintele mele*." (I. p. 296).

ale unui soi de isterii a istoriei[17], cu evaluări cinice ale tehnicilor deletere de disimulare ale dictaturii[18].

Dacă însă "rezistenţa prin cultură", chiar de nu poartă încă acest nume, se dovedeşte identică cu o "politică", eventual, literară şi, în genere, socio-profesională a individului, altfel spus, cu o demisie intelectuală machiată, adică, în ultimă instanţă, cu *oportunismul bine înţeles* (îmi vine aproape să spun cu "oportunismul bine temperat", într-atît acest narcisism al abjurării prezintă conotaţii "muzicale"), singura premiză, desigur, nu a libertăţii ci a rămînerii în libertate – ce *sens* mai are o asemenea "rezistenţă" bazată pe subterfugiul insidios, ca şi pe-o tehnică a gîndirii prin ricoşeu[19], în contextul unui regim ce refulează în subumanul terorii orice posibilitate de gîndire liberă? Care mai e sensul adevărului într-o societate sicofantică? Şi care mai e chiar sensul supravieţuirii într-o lume unde conştiinţa însăşi e imposibilă?

Căci miza acestui oportunism ce elimină valoarea morală a riscului – să nu spunem a eroismului! – fagocitînd orice abjecţie şi nutrindu-se din orice ignominie, aceasta este de fapt[20].

E vorba aici mai mult decît de o profesie de credinţă a necesităţii compromisului sau a *compromisului teleologic indispensabil*, de un *transfer* al represiunii înseşi a sistemului la nivelul mentalităţii ba chiar, lucru incomparabil mai odios, de o *legitimare*, aici implicită, aiurea, cum vom vedea, explicită, a dictaturii. Însă, curios, şi de un fel de anticipare a concluziei teleologice a romanului, aceea a intrării în *era ticăloşilor*[21].

Formula "profesiune de credinţă a necesităţii compromisului" – credo-ul oportunistului – nu-i excesivă şi nici măcar paradoxală. La drept vorbind, e mai degrabă insuficientă. Într-adevăr, contrar impresiei generale, nutrite, indiscutabil, de aparenţa sa de raţionalitate şi moderaţie, în ciuda chiar, în anumite cazuri, nu foarte frecvente totuşi, a unei autentice subtilităţi, straniu completate de o formă de cinism, menită a-i consolida, parcă, funcţia de *voce socială creditabilă*, scrutat mai îndeaproape, discursul oportunist se vădeşte expresia unui fanatism cu atît mai rigid, cu cît mai disimulat. Aderentul sincer la o ideologie, religioasă sau laică, poate fi eventual – nu uşor, evident – clintit sau convins, tocmai pentru că soclul opţiunii lui fundamentale e buna-credinţă. Oportunistul (altădată ipocritul de tip Tartuffe), ce include reaua-credinţă în opţiunea lui relativizatoare, nu poate fi nici clintit, nici convins, pentru simplul motiv că argumentele ce i se pot opune fac deja parte din arsenalul propriului său sistem.

---

[17] "*Acum comuniştii nu par necesari... Dar va veni timpul cînd viaţa fără ei va deveni imposibilă. Atunci vor fi căutaţi, se vor forma cozi interminabile la uşile birourilor lor, vor fi iubiţi şi respectaţi...*" (I. p. 295, v. infra n. 22).

[18] *"Pentru că, zise el, ne aflăm într-o fază încă idilică. Masele n-au venit încă pe deplin în contact cu ideile care guvernează regimul nostru popular, în care ele, după cum zici tu, se simt atît de bine*" (I. p. 288).

[19] "*Le voi preda studenţilor pe Neculuţă, dar prin gîndire îi voi determina să se ducă la Eminescu*" (I. p. 28).

[20] "*N-ai reţinut (...), ţi-a scăpat o idee pe care eu n-o pot demonstra, dar în care cred şi anume că totul e să supravieţuieşti* (sublinierea mea). *De fapt nu e o idee, e un sentiment pe care ori îl ai, ori nu-l ai. Asta implică totuşi, ca o consecinţă, o idee şi anume aceea a compromisului* (s.m.). *Eu aşi zice că după le temps du mépris* al *lui Malraux vine acum le temps du compromis*" (I. p. 314).

[21] "*Nu eram convingător. Ba eu cred că eram, în orice caz simţeam că, în forul meu interior, se cocea o idee în legătură cu această frenetică activitate a maselor în secolul nostru, despre care scrisese Ortega y Gasset, şi a apariţiei stranii a tiranilor totalitari care infirmau orice evoluţie în conştiinţe după două mii de ani de creştinism, două milenii în care martirii umanităţii suferiseră parcă zadarnic. Aveam sentimentul, presimţirea că intrasem într-o nouă eră, dar abia mai tîrziu, cînd o apăsătoare experienţă avea să se adune în urma mea, şi după grele ameninţări, avea să ţîşnească gîndul:* ***Era ticăloşilor***" (p. 293; v. şi supra n. 58). De fapt, era tuturor totalitarismelor dar şi a cripto-totalitarismelor ce, mai recent, se extind în reţea formînd un "năvod" politico-tehnologic fără precedent în istoria cunoscută a umanităţii.

Aici se detaşează cu claritate zona în care monologul dialogic elaborat de roman şi care-l structurează dincolo de conturul imediat al discuţiei, apoi al polemicii explozive dintre Petrini şi Ion Micu, prin subtile ecouri (depistabile în personaje ca Vintilă ori chiar Matilda sau Suzy), atinge, simultan deşi, cumva, non-concomitent, zona sa de adîncime maximă ce este şi zona sa de ruptură, cu alte cuvinte, punctul în care Petrini se vede constrîns de chiar logica psihologică ce-l constituie să secţioneze brutal bizarul "cordon ombilical" care îl leagă de "dublul" său, pentru a-şi putea continua *prin acţiune*, iar nu doar prin simplul discurs, iniţierea romanescă. O acţiune ce depăşeşte cu mult poziţia iniţială, oarecum defensivă, a personajului ("protestul" contra tratamentului la care e supus "marele poet şi filosof", ori retragerea din universitate "pentru a preda copiilor abecedarul"), obligîndu-l să spargă cochilia propriei lui naivităţi protectoare. În imediat, replica, ce aparţine, bineînţeles "diavolului" – chiar dacă blocul monologului dialogic, formal, nu-i încă spart – vizează teoria democraţiei prin restituirea puterii, proprie "supraomului" pneumatic petrinian[22].

E extrem de interesant faptul că momentul rupturii, momentul cînd substratul monologal al dialogului "explodează" odată cu prietenia personajelor, momentul, deci, cînd "hiper-dublul" se scindează definitiv, permiţînd eroului eliberat să-şi urmeze prin acţiune, adică prin suferinţă, traiectoria iniţiatică, corespunde cu momentul afirmării maxime a monolitismului acestui substrat. Avem însă de-a face cu un monolitism inversat, ce în loc să unească, separă, pecetluind, prin masivitatea lui negativă, ruptura pe care pînă atunci o ţinea-n suspensie. Or, această conversiune negativă a monolitismului de substrat – deja structural latentă – altfel spus, inversarea coeziunii în obstacol, corespunde cu o clarificare, cu o cristalizare dar, în acelaşi timp, şi cu o rigidizare, o "chitinizare" a poziţiilor. Fluiditatea dialectică, la drept vorbind, în mare parte cosmetică, se pierde în favoarea unei coagulări bruşte, a unei fixităţi mortale ce blochează fluxul eidetic.

Paradoxal, vectorul acestei *rigor mortis* a dialecticii dialogice e tocmai cel ce-i asigura pînă atunci dinamismul şi funcţionarea, Ion Micu, Mefistofelul romanului. Într-adevăr, confruntată cu rezistenţa moral-intelectuală a lui Petrini, "toleranţa" subtilului dializator de idei se converteşte în brutalitate şi cinism. E, de altfel, momentul cînd simpaticul diablotin –

---

[22] "*Asta arată că puterea trebuie organizată, chiar dacă o restitui maselor care ţi-au dat-o, fiindcă scînteia divină nu rezistă fără organizare, fără un partid care să reamintească tot timpul maselor că sînt libere şi să le ţină sub stare de vigilenţă. Acest lucru îl facem noi, comuniştii, pentru prima oară în istorie. Oamenii sînt agitaţi de principiile binelui şi răului, care nu apar decît foarte rar în stare pură, nu ştii dacă prietenul de azi (Brutus) nu va ridica mîine sabia şi nu te va lovi şi, desigur, invers, duşmanul tău înverşunat te va salva cînd te aştepţi mai puţin. Asta nu înseamnă că omul nu aspiră la o stare de spirit de echilibru şi că odată obţinut nu doreşte această permanenţă...*"

"*Asta în primul rînd, continuai eu, în paranteză fie spus, cineva tot trebuie să plătească un tribut libertăţii, pentru a salva ideea, şi nu invers, să organizezi şi în toiul acestei organizări, ideea să se stingă: şi ce dacă moare cutare şef, lovit, să zicem, de duşmanii revoluţiei? trebuie să institui teroarea asupra întregii ţări? se prăbuşeşte ideea! În al doilea rînd, nu sînt de acord că masele s-au săturat de liberalismul burghez şi chiar de libertate în general, neavînd ce face cu ea, ele fiind în realitate, în acest secol, stăpînite de porniri obscure de autoritate şi dominaţie. Aşa te-ai exprimat...*"

"*Da, ripostă el deodată cu o undă stranie în glas, ceva dur, net şi cinic, ştiu ce spun, şi eu fac parte din mase şi am cunoscut pe pielea mea aceste porniri obscure de autoritate şi dominaţie."*

Aici discuţia se opri brusc şi urmă o tăcere grea ca un bolovan. Te uitai la el, vedeai că e mare, că ţi-a închis drumul, că nu mai puteai merge înainte şi te întrebai ce mai puteai să faci! Cum să-l urneşti, să-l dai la o parte? El rosti totuşi, dar nu ca să-l înlăture, ci să mai pună încă unul deasupra: "*Acum comuniştii nu par necesari, zise el. Dar va veni timpul cînd viaţa fără ei va deveni imposibilă. Atunci vor fi căutaţi, se vor forma cozi interminabile la uşile birourilor lor, vor fi iubiţi şi respectaţi... Cine are urechi de auzit, să audă...*" (I. 294-295).

"drăcuşorul mic-burghez" al membrului Biroului politic însărcinat cu învăţământul şi cultura (model probabil: Iosif Chişinevschi) – îşi manifestă cel mai net similitudinea cu O'Brien din *1984* de Orwell sau, poate şi mai mult, cu Ivanov din *Zero şi Infinit* (titlul englez: *Darkness at noon*) de Arthur Koestler.

Ne găsim aici într-o zonă a discursului incomparabil mai intensă şi mai densă decît simpla "profesiune de credinţă a compromisului" sau decît acea relativizare etică proprie oportunistului, ce pare – în anumite cazuri extreme ce debordează limitele romanului (există însă aici o veritabilă delimitare între romanesc şi real?!) – a considera corupţia chiar ca esenţă a umanului. La drept vorbind, s-ar zice că avem mult mai degrabă de-a face – şi în contextul moral destul de fluid al personajului acest element de sinceritate, aproape de intransigenţă, a angajării se vădeşte destul de surprinzător – cu o profesiune de credinţă totalitară, frolînd fanatismul, cu o "apologie a dictaturii" mai adecvată cu ideologia unui "supra-anchetator" al vreunei poliţii politice de tipul lui O'Brien ori Ivanov – un strămoş posibil: Vautrin alias Vidocq – decît cu etica versatilă a unui brav "rezistent prin cultură"!

Elasticitatea intelectuală a oportunistului, ce prezintă, în realitate, rigiditatea recurentă a apei, "moderaţia", "toleranţa" pe care le exhibă, reprezintă formele vizibile ale unei demisii morale profunde. Mai mult, ale unei fracturi psihologice, căci în condiţiile totalitarismului, oportunistul nu e doar un ins disimulat cu *persona* traficată ci un *ens rupt*, învăluindu-şi dar şi exprimîndu-şi ilotismul printr-o nevoie compulsivă de reducere la numitor comun unic a tuturor variantelor umanului cu care e confruntat şi bineînţeles, mai cu seamă, a celor în care discerne o opţiune morală opusă. În termeni simpli, deci, oportunistul în genere şi, cu precădere, oportunistul totalitarizat, radicalizat prin obnubilare şi traumă, capătă *persona* unui corupător, funcţional a unui *nivelator psiho-social*, iar structural a unui narcisic anxios ce-şi desfăşoară strategiile manipulatoare şi-şi manifestă aptitudinile de seducţie intelectuală exclusiv pentru a smulge, prin totalitarizarea insidioasă a preopinentului, o legitimare, o confirmare a propriei opţiuni şi, prin asta, a inevitabilităţii propriei lui demisii morale, în termeni brutali, a propriei lui laşităţi – căci curajul nu e doar o formă de comportament, cum adesea se crede, ci un mod al fiinţei sau al *nefiinţei* insului liber; o variantă a nimicniciei opuse unui mod specific uman de infinit. În ultimă instanţă, o echivocă confirmare a propriei lui superiorităţi, nu doar intelectuale ci, paradoxal, şi morale, de vreme ce etica lui include indispensabila valoare de adaptare, altfel spus, faimoasa *libertate ca necesitate înţeleasă* – "libertate" ce, în condiţiile unui regim totalitar, sau chiar cripto-totalitar, este, cum am mai spus, sinonimă cu *rămînerea în libertate* ori chiar cu *rămînerea în viaţă.* Devine flagrant că pentru oportunistul totalitarizat celebra formulă sartriană "*l'enfer c'est les autres*" se inversează, într-atît el însuşi se revelă ca *infern al celorlalţi*[23].

Dacă dostoievskismul lui Preda e cervantesc, balzacianismul lui e rabelaisian. Rabelais fusese poetul imbecilităţii fiziologice. Romanul lui Preda fojgăie de fiziologie. Într-un sens

[23] Cu această formulă – ce face din oportunist *infernul disimulat al celorlalţi*, chiar şi al altor oportunişti, definindu-l ca piesa decisivă, într-un sens, iar implicînd diversele variante ale acestui cameleon post-uman, ca *piesa unică* a puzzle-ului totalitar – depăşim structura-cadru furnizată de *Cel mai iubit dintre pămînteni*, deşi nu şi imensa problematică pe care o deschide. Căci pentru a înţelege mai bine sensul interogaţiei extrem de grave puse de romanul lui Marin Preda – *cum poţi rămîne uman în condiţiile unei lumi din ce în ce mai inumane*? – e necesar să abordăm două alte structuri-cadru romaneşti *Le zéro et l'infini* de Arthur Koestler (în traducerea franceză a lui Jérôme Jenatton, publicată la Calmann Lévy, 1953/2007, Le Livre de Poche) şi *1984* de George Orwell (în traducerea lui Aurélie Audiberti, Gallimard, 1950/1983, Folio). Operaţie pe care o vom întreprinde într-un alt studiu, ce ne va permite să definim mai exact şi poate în chip mai profund *sensul analizei literare*, importanţa şi valoarea ei euristică, atunci cînd se extinde la această zonă de prag – poate cea mai sensibilă – dintre ficţional şi real: romanul politic.

sîntem în Halima, însă o Halima bestială. Infamia poate fi uneori o idee sau uneori o fesă. Gîtul, gura, pielea, o dilatare a pieptului, o albire a ochilor pot caracteriza mai eficient decît vorbele. Membrele sînt gesturi închistate, coagulate. Tot aşa cum indivizii nu par altceva decît cicatricile unei realităţi mai profunde. Banii, care pot deveni orice, pînă şi oameni, pentru că sînt lumea în stare abstractă, formează şi ei o fiziologie financiară şi de la costul fripturii la cel al icrelor negre ni se dau în carte lungi liste de preţuri ce se substituie lucrurilor, cînd nu de-a dreptul valorilor şi fiinţelor. Vrînd să ia fiziologic pulsul vieţii sociale, Dostoievski şi mai ales Balzac nu procedează altfel. Dacă însă capetele ne diferenţiază, călcîiul vulnerabil al unui Ahile intelectual fiind deci în cap, sexele ne unifică şi imaginile de un sexualism gros nu lipsesc. Marin Preda are etica sexuală – literar vorbind – millериană şi célinescă, şi însuşi Petrini nu-i în fond decît un mascul nubil obsedat de împreunare, legiuită sau nu. Bizar, ideea lui fixă pare să fie violul legalizat prin căsătorie, cînd nu căsătoria concretizată prin viol şi Matilda care, deşi fascinată, se simte dezgustată de Petrini, intuieşte probabil acest fond obscur. Grasul Calistrat, cel ce violează o prostituată, e la polul opus. Matilda, ce posedă chip dublu, de mascul şi femelă, deşi, paradoxal, fără nimic androginic, fiind de fapt o cotoroanţă bărbătoasă, o Celimenă teribilă, are un mod original de a-şi exprima indignarea. Ea e dealtfel o "feministă" animată de un soiu de senzualitate a ambiţiei, vizînd în egalitate impunitatea şi un fel de imunitate, de nu juridică în orice caz morală, aidoma vreunui senator român contemporan care se credea pelican politic şi se compara cu... Nelson Mandela!

Scriitorul pare să fi fost îngrozit de această revoltă continuă, abia mocnită, a femeilor şi, straniu, Marin Preda descrie feminismul întins ca o epidemie şi la sate! Pentru bunică egalitatea în drepturi înseamnă să bea...

Cu gura arsă de premoniţii, Marin Preda anunţă o apocalipsă a anatomicului şi parabolicul Georgică, cel cu gura astupată de p..., pare să ştie în această privinţă cîte ceva. Concepţia femeii fiind conceptivă şi procreatoare, matriarhatul e, indiscutabil, o societate fiziologică[24]. Eşecul raţiunii, ni se sugerează, se numeşte etern feminin.

Luciditate fără menajamente în faţa vieţii, curiozitate în faţa morţii şi, mai ales, perplexitate în faţa absurdului naturii umane: iată, da, toată filosofia lui Marin Preda.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, 1980; 2021.

[24] "*Vreţi toate să vă credeţi atotputernicele acestei lumi, fiindcă aduceţi pe lume copii. Şi în ultima vreme se constată că aduceţi mulţi. Dar multă lume nu înseamnă multă conştiinţă. Tiparul se strică, specia nu e mai puternică, indivizii născuţi sînt mai slabi... Salut pe viitorul nostru copil, cu scutecele lui, dar eu pe tine te vreau, şi nu să devenim servitorii unui nou-născut... Naşte-l, să existe în sine, ca esenţă, creşte-l, dar pentru tine nu trebuie să existe nimeni în afară de mine. Altfel ţi-l iau, ca Rousseau, şi îl dau la un leagăn... Nu spun că aşi face ca tatăl lui Œdip, care a intuit că venirea pe lume a copilului însemna înlăturarea lui, iubita devenită mamă nu l-ar mai fi iubit pe el ci pe copil. Drept care l-a luat şi l-a dat pe mîna unor slujitori să-l arunce într-o prăpastie. Cunoşti urmarea, slujitorii nu l-au aruncat, Œdip a fost crescut de nişte păstori, l-a detronat pe tat-său şi a început să trăiască cu maică-sa*" (I. 328-329). Dincolo de inexactităţile vizibile în restituirea mitului lui Œdip, e amuzant de remarcat că feminismul actual, parcă urmîndu-l pe autor, şi-a inversat de multă vreme criteriile, de nu exigenţele, natalitatea nemaireprezentînd deloc o mizâ a femeii moderne.

Cazul Goma sau calomnia organizată

Scrisoare deschisă revistei 22 şi unei noi detractoare de profesie, Bianca Balotă

«Zice generalul Pleşiţă (Pleoşniţă-Ploşniţă îi spune Ana): – Nouă ne-ai stat în gît ca un os de peşte, dar tot nu scapi: te dăm noi pe mîna exilului! O să te halească exilul, de n-o să rămînă din tine nici fărîmă – avem noi grijă...» (*Soldatul cîinelui*, Humanitas, 1991, p. 122).

Sub rubrica paradoxal intitulată *Puncte de vedere*, pe 3 pagini întregi din două numere consecutive (19 şi 20 din 13-19 mai, pp. 10-11, şi 20-27 mai [1997], p. 13), cititorilor revistei Dumneavoastră li se oferă, s-ar zice, o exemplară demonstraţie de "albire". E vorba nu de niscaiva arginţi mafioţi, ci – cel puţin după spusele autoarei, doamna Bianca Balotă – de veşmintele "maculate" ale domniei-sale. Într-adevăr – se plînge reclamanta – *«mă simt acum, la sfîrşitul lecturii, cam cum s-ar simţi cineva care trecea liniştit pe stradă, îmbrăcat cuviincios, şi o bandă de derbedei i-ar fi răsturnat în cap o găleata cu noroi»*.

«O găleată cu noroi»?...

Sîntem oripilaţi: cum e cu putinţă? Cine-s *«derbedeii»* şi care-i *«găleata cu noroi»* pe care au îndrăznit a i-o *«răsturna în cap»* doamnei Bianca Balotă, murdărindu-i *«îmbrăcămintea cuviincioasă»*? Din fericire, victima şi-a putut identifica agresorii: *«derbedeii»* sînt... Paul Goma, şi *«găleata cu noroi»*... e *Jurnalul* său!

Dar de ce e Paul Goma astfel ocărît, ne speriem noi brusc de limbajul cam neaşteptat de crud al cuviincioasei doamne? Şi cu ce la urma urmelor a putut-o "murdări" *Jurnalul* incriminat, al cărui indice, scrupulos şi precis alcătuit, nu păstrează – vai, oricît l-am cerceta – nici urmă de numele domniei-sale? Se simte poate doamna Bianca Balotă agresată tocmai prin... anonimizare? Ceea ce pare cert e că, printr-un simptomatic sindrom de persecuţie agravat de messianism sinecdocal, dînsa, ne-numita, se autoinvesteşte purtător de cuvînt al numelor – al numelor *«maculate»*, precum *«îmbrăcămintea cuviincioasă»* de *«găleata cu noroi»*, de... *«limbajul insanităţii degradante»* atribuit Jurnalului lui Paul Goma! Citäm din actul de reclamaţie: *«Sînt puţine numele aparţinînd culturii române – din ţară şi din diaspora – care să fi rămas nemaculate de limbajul insanităţii degradante, necalomniate, unele uşor, în trecere, altele adînc, sfruntat»*.

Ca orice cititor cu simţ critic, ne propunem deja să trecem prin ciur şi prin dîrmon *Jurnalul* lui Paul Goma – care ne-a răscolit, ne-a fermecat şi cutremurat ca un meta-purgatoriu al tuturor cărţilor sale – spre a da de urma *«limbajului insanităţii degradante»* pe care scriitorul l-ar fi folosit, zice doamna Bianca Balotă, la adresa mai tuturor numelor culturii române de pretutindeni. Cruditäţi, ba chiar violenţe de limbaj am remarcat, e drept, în *Jurnal*, dar... la adresa *«securoşilor»*, faţă de care scriitorul, într-adevăr, nu are reţineri verbale (v. de pildă vol. III p. 87); or aceia sînt rareori numiţi – şi oricum, chiar numiţi (Bistran, Vasile-Grenadă, Pleşiţă & Co), limbajul lui Paul Goma nu-i *«degradează»* mai mult decît sînt ei deja. Să aibă doamna Bianca Balotă un fel de daltonism politic, percepînd ca *«insanitate»* atacurile anti-securiste, şi "confundîndu-le" ţinta precum... culorile curcubeului?

Dar, înainte de orice analiză a cărţii, să vedem ce zice "cronica": poate autoarea ne produce chiar dînsa dovada, aşa cum s-ar şi bine-cuveni într-o cinstită, bine-întemeiată acuzaţie. Parcurgem însă în van, pînă la ultimul rînduleţ, cele 3 largi pagini: nici urmă de citat de *«insanitate»*, *«maculare»*, *«calomniere»* vizînd *«numele aparţinînd culturii române – din ţară sau din diaspora»*! Nici măcar vreunul vizînd pe Nicolae Balotă, ca să înţelegem intervenţia doamnei Bianca Balotă ca pe un gest de, să zicem, solidaritate conjugală...

În schimb, amintindu-ne, cu tot regretul, o anume tristă tradiţie a capetelor de acuzaţie ce se dovedeau singure, prin simplă enunţare – cu cît mai enormă acuzaţia, cu atît mai solidă dovada! –, "procesul" se termină cu o concluzie-sentinţă constînd dintr-o serie sporită de insulte. Spre a ne convinge definitiv de *«insanitatea»* lui Paul Goma, doamna Bianca Balotă nu doar îşi mai acuză *«agresorul»* imaginar şi că ar fi *«înzestrat de la natură cu o mare, incorigibilă mojicie»* – ceea ce n-o împiedecă să-l trateze paralel de *«simple d'esprit»* – dar ne explică la sfîrşit, aproape cu compasiune, "cazul", cam ca pe un fenomen de delincvenţă-de-la-periferia-marilor-oraşe, pe care nişte presupuse autorităţi n-ar fi reuşit s-o conţină, încît scăpat de sub control *«derbedeul»* a devenit periculos, s-a transformat în... monstrul lui Frankenstein!

Dar, să citäm – şi, cu îngăduinţa cititorilor, să comentăm: *«Nesupravegheat, neghidat, necorijat* [îndestul, simţim noi în subtext nevoia de zicere, de vreme ce, totuşi, tentative de "corijare" i s-au aplicat, şi încă cum! – vezi tratamentele evocate în *Ostinato*, în *Gherla*, în *Culoarea curcubeului* ediţia nouă, prima nezăbovind prin librării din pricină de topit prealabil, probabil de tare ce-o citeau securiştii ca să n-o citească cititorii – i s-au aplicat, deci, "corecţiile", dar... fără succes!]*, nesubvenţionat* [de Americani, mai e vorbă! – dar şi de KGB, pe sub mînă... nu le ştiam, acestea, încă din martie-aprilie 1977, cînd ploaia de calomnii securistice pe seama ne-românului-vîndut-străinilor "Efremovici-Goma" inunda toate birourile?]*, cu alte cuvinte abandonat, n-a făcut decît ceea ce era de aşteptat: şi-a dat arama pe faţă* [pînă acum deci se cam ascunsese, se cam deghizase, nu-şi arătase adevărata faţă de... bandit! sau de golan?...] *şi procedează ca acei marginalizaţi dezaxaţi, alungaţi pe la periferiile marilor oraşe, frustraţi şi ei, fără îndoială, cîndva, în existenţa lor* [pe cît de multă fermitate pe atîta umanitate: o adevărată lecţie de "corijare" a *«marginalizaţilor»*, a *«dezaxaţilor»*, a *«derbedeilor»*...] : *îşi agresează semenii cum poate, murdărindu-i* [aici, nimica nou: cunoaştem deja plîngerea, *«găleata cu noroi»*, etc.]. *Dar cei în care loveşte cu mai multă sete* [de sînge, de sînge! se va vedea dealtfel imediat că-i vorba de un monstru sanguinar; observăm de asemenea că infracţiunea s-a complicat, *«murdărirea»* se schimbă în *«lovituri»*] *rămîn înşişi "creatorii" lui* [cum actul de acuzaţie nu-i numeşte, nu putem comenta: n-avem cunoştinţele...]. *Am putea observa că a funcţionat aici fără greş fenomenul Frankenstein»* [un hodoronc-tronc cu tîlc, la care va trebui să revenim, destul deocamdată că, dacă nu ştim cine e *«Frankenstein»*, e măcar demascat cum se cuvine... monstrul-lui-Frankenstein-de-Paul-Goma!] (*Cazul Goma*, partea a 2-a, col. 3).

Ajuns aici, cititorul se opreşte cam buimăcit. Dacă era vizat răposatul Eugen Barbu sau vreunul din ciracii săi precum Artur Tîrnăcop ori Corneliu Vadim Tudor, da, poate mai înţelegeam – cu toate că psihologia socială a doamnei Bianca Balotă e în sine de un cinism imposibil. Dar ţinta este nu vreun *«dezaxat»* de centrul demnităţii umane, vreun *«agresor»* verbal şi *«sfruntat»* lătrător de profesie, din aceia asmuţiţi pe rînd de un preşedinte sau altul, de o securitate sau alta, împotriva personalităţilor incomode puterii; ţinta este scriitorul Paul Goma – principala victimă, tocmai, a unor *«sfruntaţi»* ca aceia! De unde se răstoarnă atunci *«găleata cu noroi»*? Şi *«în capul»* cui? Şi, mai ales, unde se situează *«banda de derbedei»*? Nu ne mai revenim.

Un denunţ de tip nou

Apoi, cu ce avem de-a face la urma urmelor? Nicidecum cu un articol critic, cu o "cronică" la *Jurnalul* în trei volume al lui Paul Goma (editura Nemira, Bucureşti 1997); strictamente nici o propoziţie critică nu e formulată privind cartea incriminată. De altfel – cum vom arăta mai departe folosind clasica metodă filologică a punerii pe două coloane – cartea e citită strîmb, deformată, cu citate, cîte există, extrase din context şi lipite arbitrar, cu omisiuni sau, pur şi simplu, falsificări. Nu-i nici măcar vorba de o polemică, de vreme ce fapta aşternută pe hârtie de doamna Bianca Balotă se cheamă *Cazul Goma*, şi-şi propune, explicit, programatic, nu să se

exprime în raport cu o carte ci să demoleze scriitorul, personalitatea, omul. Citǎm din preambul: *«Iată de ce, în căutarea unei explicaţii, îmi pun întrebarea: cine este de fapt Paul Goma, dincolo de prejudecăţile şi de ideile primite de-a gata cu care am cam fost manipulaţi în ultimele două decenii?»* Un singur "gen", extra-literar şi de tristă amintire, e capabil să circumscrie acest demers: *denunţul*.

Bianca Balotă denunţă pe Paul Goma, scriitorul, pe Paul Goma, omul, pe Paul Goma, personalitatea politică. Îl neagă *de plano*, punîndu-l sub semnul *«prejudecăţilor»*, *«ideilor primite de-a gata»*, *«manipulării»*. Îl "demască", tratîndu-l de *«veleitar»*, de *«impostor»*, de... *«oportunist oarecare»*. Îl acuză de *«douăzeci de ani de figuraţie»*, numindu-l *«marionetă»*, *«personaj de mucava».* Considerîndu-l *«nimic în stima breslei»*, şi gratificîndu-l în fine cu calificativul de *«simple d'esprit»*... pentru a reveni astfel la registrul iniţial, care e, pur şi simplu, cel al insultei brute (*mojic, dezaxat, derbedeu*), cu cît mai josnică cu cît proferată de o... cuviincioasă doamnă!

Ecce homo! pare a triumfa, la sfîrşitul acestei ploi de ocări, fără decenţă, denunţătoarea. Rămîne de văzut în faţa cui.

«nimic în stima breslei»...

Bianca Balotă atacă pe scriitorul Paul Goma, reînviind fără scrupule argumentul inept al "lipsei de talent", utilizat deja de anumiţi confraţi cu funcţii fie spre a-i respinge, în anii '69-'72, manuscrisele incomode politic, fie spre a-şi justifica, prin descalificarea scriitorului, nesolidarizarea cu autorul Apelului pentru drepturile omului, în 1977. Fals argument "axiologic" mascînd cu furie laşitatea, ostilitatea joasă faţă de orice formă de libertate asumată.

În numele scriitorilor români, ba chiar al întregii intelectualităţi, Bianca Balotă declară în legătură cu Charta 77, cu o deosebită grijă pentru generaţiile tinere (amintind, parcă, alte vremuri...): *«Or, să spunem lucrurilor pe nume (mai ales pentru cei care pe atunci erau nişte copii între zece şi douăzeci de ani şi n-au cum să o ştie): dacă intelectualitatea română nu a semnat acest document – cum a semnat atîtea altele* [păcat că grija de informare a generaţiilor tinere nu merge pînă la a enumera măcar unele din aceste „atîtea alte" documente probînd eroismul intelectualităţii române... precizîndu-ne eventual pe care anume dintre ele le-a semnat purtătoarea-de-cuvînt-a-breslei, Bianca Balotă] – *este tocmai pentru că cel care o semnase fusese Paul Goma. Nici un scriitor român care se respecta nu-şi putea permite la acea dată* [bănuim că la altă dată, mai... tîrziu, sub Iliescu de-o pildă, sau mai... devreme, sub Dej, da, şi-ar fi putut permite, dar nu la **acea** dată, cînd adică respectul de sine era cel mai în toi!] *să-şi pună semnătura după cea a unuia care nu reprezenta nimic în stima breslei* [cunoaştem din experienţă cum cade din "stima breslei", oricare ar fi aceea, intelectualul român devenit *non gratus* în faţa puterii – ori, la **acea** dată, coincidenţă! tocmai cînd scriitorii erau mai în toiul respectului de sine, Goma era interzis de publicare...], *care nu-şi făcuse probleme ca meseriaş* [nu urmărim argumentul, şi nici semantica frazeologică; să fie un dublu calc din franceză – *ne pas se faire de soucis* / *ne pas avoir des soucis*?... şi unde-ar fi păcatul?...], *care reuşise să-şi publice o lucrare lipsită de calităţi literare printr-o abilă manevră în care erau implicate alte considerente decît acelea ale valorii* [ne îndoim profund că Bianca Balotă a putut aprecia calităţile literare, absente sau prezente, ale prozelor reunite în volumul de debut al lui Paul Goma *Camera de alături* – dacă la acesta se referă: "o lucrare" e ticul verbal tipic al şcolarului leneş care, necitind, nu are habar nu doar de titlu ci nici măcar de genul sau conţinutul cărţii ce i se dă ca subiect al tezei de sfîrşit de trimestru...], *care devenise membru de partid din oportunism»* [asupra "manevrei" acesteia vom reveni!] (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 2).

Perversitatea procedeului se adînceşte în timp dincolo de momentul nesolidarizării din 1977. Deceniul şi mai bine ce a urmat, în viaţa scriitorului, eliberării sale din închisoare şi din

domiciliu obligatoriu în 1963, Bianca Balotă îl vede, în cariera autorului lui *Ostinato* şi al *Uşii*, ca un fel de vegetare epigonică şi veleitară la umbra lui Ivasiuc, ale cărui teorii oportuniste despre Putere Paul Goma le-ar fi... *«secundat»* (*Cazul Goma*, partea I, col. 4). O astfel de relaţie "ideologică", în care Paul Goma ar fi împărtăşit, ba chiar *«secundat»* (verbul va face carieră sub pana Biancăi Balotă, se va vedea), opiniile politice ale lui Ivasiuc, e împotriva adevărului. Iar procedeul "eclabusării" lui Paul Goma, simultan, şi cu o sinopsă a denigrării scriitorului, "de la origini pînă în prezent", şi cu *«teoriile filosofice»* ale primului său denigrator (l-am numit pe Alexandru Ivasiuc), e aiuritor de abjecţie. Evident, oricine e cît de cît familiarizat cu opera lui Paul Goma nu poate ignora profunda repulsie a autorului *Culorii curcubeului* pentru aceste "teorii". Mai interesant e că Bianca Balotă pare mult mai puţin scandalizată de *«teoria filosofică»* a *«oportunităţii»* accesului la Putere ca atare, cît de diferenţa de statut social dintre Ivasiuc, *«scriitor cunoscut şi personaj remarcabil al societăţii literare române»* – şi, pe de altă parte, *«neobservatul»* Paul Goma, *«un oportunist oarecare, un oportunist anonim»* – căci *«scriitor debutant sau nici atît, respins prin toate redacţiile ca un veleitar»*! Adică, scriitorul cunoscut Ivasiuc promovînd şi teoretizînd oportunismul politic avea toată legitimitatea, bucurîndu-se chiar de stima "breslei", reprezentate prin Bianca Balotă, dar debutantul Goma, plimbînd fără succes prin redacţiile editurilor manuscrisul romanului *Ostinato*, şi împiedicat să publice, între altele, *şi* de intrigile "ilustrului" său "prieten", era, în schimb,... "veleitar" şi... "oportunist"!

Substituirea tendenţioasă a unei pretinse judecăţi de invalidare estetică, adevăratului motiv al respingerii romanelor lui Goma, care era, cert, unul de ordin politic, este de un amnezic cinism. La urma urmelor, crede oare Bianca Balotă, erijată subit în critic-literar-de-serviciu, că am uitat cu toţii ticurile cenzurii, sau că va putea să ne convingă *acum,* cu "argumente" securistice de mult fumate, ambalate într-un snobism sofistic de circumstanţă, de ceea ce securitatea însăşi, în era abjecţiei ei de aur, n-a putut?!...

«Un oportunist oarecare»...

Bianca Balotă batjocoreşte pe omul Paul Goma, acuzîndu-l de minciună, turnătorie, laşitate, furt. Să vedem cu ce "argumente".

«o amnezie cu tîlc»!...

"Depănînd-amintiri-din-tinereţe", doamna ne informează cu modestă mîndrie că, printre studenţii Institutului de literatură, dînsa *«nu a fost complice»* la exmatricularea lui Gheorghe Grigurcu în urma vizitei făcute de acesta soţiei lui Eugen Lovinescu şi a scrisorii adresate Monicăi Lovinescu, în 1954: ca nemembră UTM, *«nu a votat»*. Da, dar Paul Goma, ne atrage Bianca Balotă atenţia, fiind membru UTM şi excluderea votîndu-se în unanimitate, *«a ridicat deci mîna şi a votat»*: *ergo*, a fost complice!

Această inferenţă bazată pe asimilarea vot = complicitate nu-i însă destul de ponegritoare; Bianca Balotă îşi "ascute" aşadar acuzaţia printr-o serie de inferenţe suplimentare, vizînd calomnia şi bazate pe pura minciună... Ea afirmă astfel că Paul Goma *«nu găsise de cuviinţă să le povestească* [Monicăi Lovinescu şi lui Virgil Ierunca] *întîmplarea»* (şi pretinde a le-o fi făcut cunoscută însăşi domnia-sa, ca, nu-i aşa, necomplice, în 1985). Apoi deduce: *«Mai exact spus, o tăinuise...»*. Şi mai deduce: *«de îndată ce nu i-a mai fost cu putinţă să tăinuiască întîmplarea, a falsificat-o, scoţîndu-se tot pe sine erou»*. Şi atinge cheia de boltă: *«Ba a aruncat o umbră de suspiciune asupra victimei pentru a ascunde ceea ce avea de ascuns»*. *Ergo*, el l-a denunţat şi acuzat pe Grigurcu!

Procedeul, detestabil, ce face dintr-o pretinsă tăinuire o falsă culpă ascunsă, o... *«amnezie cu tîlc»*, sare în aer la lectura *Jurnalului*, unde Paul Goma afirmă, cam excedat, nu doar a fi relatat Monicăi Lovinescu întîmplarea, dar a fi făcut-o de nenumărate ori: *«exact povestea cu Grigurcu*

şi cu scrisoarea lui către ea [Monica Lovinescu]*, în 1954 (urmată de demascare şi de exmatriculare): am povestit-o, pentru întîia oară în 1972; într-un an de zile am mai povestit-o de cel puţin cinci ori – fiindcă uitase. Apoi, din 1977... Doamne, de cîte ori...»* (III, p. 49). Să fi scris Paul Goma această pagină de jurnal – datată *«marţi, 5 octombrie 1993»* – ca o replică vizionară la "cronica" ce avea să apară în revista *22*, *«falsificînd»* cu anticipaţie povestea ce trebuia să fie revelată pe 13-19 mai 1997 fix de D-na Bianca Balotă?... Sau poate – asumîndu-şi riscul de dublu flagrant delict – D-na Bianca Balotă contrează aici, deşi ocultîndu-le, alte "surse bibliografice" ale "vinilor ascunse" de care îl acuză pe scriitor, precum romanul, publicat înaintea *Jurnalului,* în care Paul Goma relatează foarte circumstanţiat, şi deloc *«scoţîndu-se tot pe sine erou»*, mult *«tăinuita»* întîmplare... (*Justa*, Nemira 1995, pp. 51-68).

Crezîndu-se la adăpost de alte lecturi, mai atente, ale paginilor pe care, s-ar zice, le prestidigitează, Bianca Balotă merge fără a se sfii pînă la capătul "raţionamentului", trecînd de data aceasta de la pura ignorare a textului la falsificarea acestuia, după bine-cunoscutul procedeu, folosit cîndva şi de Ileana Vrancea în denigrarea lui Călinescu[1] (probă suplimentară de moştenire realist-socialistă), al tăieturii-şi-colajului. Să vedem mai întîi cum funcţionează... foarfeca.

Reproduce Goma relatarea Monicăi Lovinescu asupra dezvăluirii publice, la întîlnirea de la Muzeul Literaturii în 1993, de către Grigurcu însuşi, a celor doi denunţători ai săi din 1954? Bianca Balotă o va ignora! Exclamă Goma, aflînd că Grigurcu a numit numai pe Aurel Covaci (*«eu, fulgerător: "Pentru că-i mort!"»*) şi nu şi pe al doilea (*«eu, prompt: "George Muntean cel din Suceava..., pentru că-i viu..."»*): *«Căcăciosul de Grişa! A aşteptat patruzeci de ani... pînă să spună adevărul – dar numai jumătate, ca să spun aşa: jumătatea cea moartă...»* (*Jurnal* III, p. 48)? Bianca Balotă va extrage de aici doar pe *«căcăciosul de Grişa»*, dar pentru a telescopa sintagma, decontextuată, cu reproducerea, în altă parte (*Jurnal* III, p. 44), a scenei de la restaurantul Casei scriitorilor relatate de Virgil Mazilescu cînd, în 1971-72 – coincidenţă! autorul lui *Ostinato* fiind interzis – Grigurcu afirmase, vădit *«încrucişînd elementele»*: *«"Goma a fost principalul acuzator al meu la Institutul de literatură!"»*!

Relatează Goma – *apud* Virgil Mazilescu – cum acesta din urmă a contrat imediat ofensa, şi, *«ştiind adevărul, nu numai de la mine, ci şi de la Covaci* [veritabilul denunţător!] *(măcar în sensul că eu nu mă manifestasem în nici un fel – ar fi putut să mă acuze că nu l-am apărat), a sărit să-l bată»*? Bianca Balotă va prezenta acuzaţia lui Grigurcu drept... *«mărturie publică»* a lui Virgil Mazilescu, transformîndu-l pe acesta, din apărător al lui Goma, în martor al acuzării! De scrupule nu-i cazul: Virgil Mazilescu, dispărut, nu se va putea apăra de rolul *post mortem* pe care i-l dictează în piesă Bianca Balotă...

Şi acum, recolorarea şi colajul! Bianca Balotă transformă relatarea de către Goma a relatării indignate a lui Mazilescu în... *«recunoaştere a unei vini»*; reluînd abil tema *«tăinuirii»*, prezintă acuzaţia vădit falsă a lui Grigurcu drept... *«ceea ce avea de ascuns»* Paul Goma; firește, ignoră integral mărturia lui Grigurcu însuşi de la Muzeul literaturii vizîndu-l pe Covaci. În sfîrşit, scoţînd din context reacţia lui Goma în faţa reticenţei lui Grigurcu din 1993 de a numi pe al doilea denunţător, o lipeşte drept... *«concluzie abjectă»* a lui Goma la acuzaţia lui Grigurcu din 1971!

Citățm: *«M-am întrebat pentru ce voia cu tot dinadinsul Paul Goma să tăinuiască întîmplarea aceasta? Răspunsul îl găsim într-o mărturie a lui Virgil Mazilescu făcută în gura mare la Casa scriitorilor şi redată în versiunea denigratoare a lui Paul Goma, care şi atunci*

[1] Vezi în prezentul volum articolul lui Ara Alexandru Şişmanian, „Pe marginea unei cărţi despre George Călinescu".

cînd e obligat să-şi recunoască o vină o face tot à sa manière: "Aseară la madam' Candrea, Grigurcu – beat pulbere ca de obicei – a zis: – Goma a fost principalul acuzator al meu la Institutul de literatură"» (vol. III p. 44). Şi concluzia lui Goma, surprinzătoare în abjecţia ei: "Căcăciosul de Grişa" (vol. III, p. 48)» (*Cazul Goma*, partea I, col. 2).

Textele sînt manipulate ca piesele dominoului – şi iată gata confecţionată imaginea lui Paul Goma – "acuzator-în-şedinţe-de-demascare"! E doar primul act al unei – într-adevăr şi în sens propriu – *abjecte înscenări.*

Dar, înainte de a trece la actul următor, să ridicăm cortina asupra adevăratei piese.

«Într-o zi, poetul Mazilescu, unul dintre puţinii (deşi sunt tentat să spun: singurul) care mă mai frecventa, ba chiar se "arăta" cu mine în lume, îmi spune, furios, încă din uşă: – Aseară s-a nimerit să stau la aceeaşi masă, la Casa Scriitorilor, cu Grigorian [= Grigurcu]. *Vine vorba despre tine... Ştii ce spune măgarul, porcul? Că, prin '54, cînd a fost el dat afară din Fabrica de Scriitori, în şedinţa de demascare, tu ai fost cel mai feroce acuzator! Zic: Bine, mă îngălatule, dar acum cîtva timp, chiar la masa asta, ai spus contrariul, anume că a fost singurul care te-a apărat! De ce spui tu una ca asta, chiar acum: fiindcă, de cînd a fost pus la zid, a devenit o modă să i se conteste talentul? Şi-acum vii tu, cu o asemenea acuzaţie, că adică a fost demascator, turnător? Pe cînd acuzaţia că şi-a violat sora, şi-a omorît mama? – Şi Grigorian ce-a răspuns? întreb, cu gura uscată. – N-a răspuns, a aplicat metoda Nichita; brusc, a devenit beat mort! Şi, nu-i aşa, nu i se poate cere unui beat-mort să ştie ce spune, iar cînd se trezeşte, nu i se poate cere să-şi aducă aminte ce anume a spus. (...) Geme, că-i e rău, că se duce la toaletă, îmi cere să-l ajut, ca să nu cadă şi să se facă de rîs... Îl iau de-o aripă şi pornim spre uşă. Dar nu apucăm să ieşim, Moromete se ridică de la masa lui, ne iese înainte, pur şi simplu mi-l ia pe Grigorian, îl aşează pe un scaun: "Ia spune, monşer, ia povesteşte, cum a fost cu şedinţa aia de demascare? Povesteşte-mi şi mie, monşer, cum a fost cu principalul acuzator care, acum, face pe victima...?" Zic: "Domnu' Preda, ceea ce faceţi acuma... Nu se face!" "De ce să nu se facă, monşer? Mă documentez şi eu, ca orice scriitor. Prietenul dumitale, marele persecutat, a fost şi el persecutor, doar am auzit de aici ce spunea domnul Grigorian, adineaori – la masa dumitale..." (...) Zic: "Căutaţi, acum, motive pentru respingerea cărţii lui, cea despre colectivizare?" Jebeleanu iar sare, iar îmi aminteşte că am de-a face cu însuşi Marin Preda – însă Preda... Şi el face parte din categoria ăstora care s-au apucat să bea de ieri – brusc, i se încleioşează limba, i se tulbură ochii şi zice: "Ce motive să mai caut, monşer? Motivul principal e că n-are pic de talent!" "Şi... motivul ăsta nu vă ajunge?", zic.»* (*Justa*, pp. 37-40).

De ce oare, dacă Paul Goma *«falsifică»*, Bianca Balotă nu-l va fi "demascat" încă din 1995, data apariţiei romanului *Justa* ?...

«o decoraţie furată»?...

Dar Paul Goma nu-i numai "acuzator" în şedinţe de demascare, denunţă Bianca Balotă; mai e şi "hoţ". În subsidiar (deja!) "impostor". Şi-a însuşit fără scrupule decoraţia acordată de statul maghiar cu ocazia aniversării a 40 de ani de la revoluţia din 1956. Căci – acuză Bianca Balotă – *«acceptînd decoraţia care nu i se cuvenea comitea un act de impostură, fura colegilor săi, mult mai greu încercaţi decît el, această tîrzie şi zadarnică recompensă»*.

Cum procedeul ne este de acum cunoscut, interceptăm, în desfăşurarea inferenţei "de vreme ce necuvenită, furată", o "premiză" strecurată ca un fapt bine stabilit: «*decoraţia (...) nu i se cuvenea».* Dar această "premiză", ne va fi demonstrat-o Bianca Balotă în prealabil? Nu tocmai; ea va fi negat doar, cu aplombul deja caracteristic, că arestarea şi condamnarea lui Paul Goma în 1956 ar fi avut vreo legătură cu revoluţia maghiară.

Uşor de zis, greu de... convins. Există aici mai multe dificultăţi. Mai întîi, noi ştim acum – chiar dacă n-o ştiam la data apariţiei "mărturiei" Biancăi Balotă – că aceasta nu mai frecventa

Institutul de literatură la data revoluţiei maghiare şi a arestării lui Paul Goma, în noiembrie 1956. *«În toamna anului 1954, cînd am intrat la Institutul Eminescu din Bucureşti, am devenit coleg şi cu Bianca Marcu din Braşov. Dacă am schimbat douăzeci de cuvinte în total. Dealtfel, după cîteva luni, a părăsit Institutul, căsătorindu-se cu Adrian Dumitraşcu, jurnalist la Steagul roşu.»* (Paul Goma, *Dar cine-i Bianca Balotă?*, în *Lumea liberă românească,* nr. 452, 31 mai 1997, pp. 22-23). De unde va fi avut deci dînsa cunoştinţă de împrejurările arestării studentului Paul Goma?...

Dar Bianca Balotă "dă mărturie" – citäm: *«În anul al treilea de universitate, Paul Goma a citit într-o şedinţă a seminarului de creaţie o proză în care unul din personaje, membru de partid, se sinucide»*... (*Cazul Goma*, partea I, col. 2). De unde "cunoaşte" conţinutul acestei proze – pe care scriitorul însuşi o relatează, parcă, cu totul altfel?... De unde deţine mai ales "informaţia" după care detenţia lui Paul Goma în urma acestei lecturi *«nu avusese nici o legătură cu evenimentele din Ungaria» – «datorîndu-se unui alt "delict"»*?... (*Cazul Goma*, partea I, col. 3, completat prin *Drept la replică*, răspuns la apărarea lui Paul Goma, *22*, nr. 24, 17-23 iunie 1997, p. 14, col. 1). Iar, dacă e aşa de bine "informată", de ce nu ne comunică şi nouă acest *«alt "delict"»*?... "Demolarea" lui Paul Goma n-ar fi avut decît de cîştigat dacă ni se arăta, de-o pildă, că proza cu pricina, departe de a reprezenta vreo atitudine de solidaritate cu revoluţia maghiară, era de fapt... pornografică, sau că Goma ar fi participat la niscaiva reuniuni împotriva naturii, dîndu-le apoi drept activităţi politice! Sîntem foarte dezamăgiţi de a nu afla de la fosta-studentă-martoră-absentă în ce consta "delictul" nenumit ce ar fi dus la condamnarea lui Paul Goma în 1956!...

Bianca Balotă mimează pînă într-atît cunoaşterea istoriei, încît deplasează faptele în timp, prezentînd arestarea lui Paul Goma ca fiind anterioară sau cel puţin paralelă cu izbucnirea revoluţiei maghiare – spre a-i nega astfel orice legătură de cauzalitate. Efectul pervers de *trompe l'œil* cronologic vizat prin stabilirea unei succesiuni narative între următoarele propoziţii: *«În consecinţă, P.G. a fost arestat şi condamnat la doi ani de închisoare, în toamna lui 1956.* ***În aceeaşi perioadă izbucnea*** [s.n.] *revoluţia din Ungaria...»* (*Cazul Goma*, partea 1, col. 3), se transformă mai apoi în făţişă falsificare a cronologiei faptelor, în a doua intervenţie, unde Bianca Balotă, "răspunzîndu-i" lui Ionel Vianu, declară pur şi simplu: *«Nu este vorba de "atitudinea lui în timpul revoluţiei maghiare", perioadă cînd de fapt se afla în închisoare...»* (*Drept la replică*, col. 3).

În fine, Bianca Balotă pare a-şi propune să prevină – la o adică – obiecţiile, indicîndu-ne... "sursele". Referinţele cele mai fireşti sînt desigur scrierile lui Paul Goma însuşi. Or, departe de a trimite la ele, dar şi de a trimite la altele, departe de a cita pe de altă parte vreo mărturie (deşi invocă participarea la "discuţii", după lectura lui Paul Goma în seminar, a unui Victor Zednic, despre care aflăm că era *«vechi membru de partid şi fost muncitor»*), Bianca Balotă afirmă ceva mult mai radical: anume, că Goma însuşi ar fi "recunoscut" – dar nu ne indică nici unde, nici cînd, nici împrejurările: e vorba de vreo carte – dar atunci, ce titlu, la ce pagină? Sau de vreo declaraţie orală – pe baza căror surse, cu ce probe, ce mărturii? Bianca Balotă nu are nevoie de astfel de probe! Ea afirmă pe baza mărturiei proprii – după principiul: dacă eu spun că el a spus, aşa este! Citäm: *«Doar detenţia lui (o recunoaşte singur!) nu avusese nici o legătură cu evenimentele din Ungaria»* (*Cazul Goma*, partea I, col. 3). Dacă în cazul Grigurcu referinţa falsificată era transformată în "recunoaştere", aici, e transformată în "recunoaştere" referinţa absentă! Bianca Balotă ştie că în practica proceselor de opinie, de la inchiziţie la comunism şi neo-, tot "mărturisirea" – fie şi falsă, şi mai ales falsă, îndeosebi cînd e "reprodusă"... de alţii – e "dovada" de produs, în lipsa dovezilor!...

Dar noi, absolvenţi de filologie, avem alte reflexe. Noi vrem citatul. Şi-l aflăm. O "mărturisire" din care se vede, împotriva tuturor afirmaţiilor Biancăi Balotă, că proza cu pricina

e expresia nemijlocită a agitaţiei studentului Goma în sprijinul revoluţiei maghiare – subiectul ei fiind *nu membrul de partid care se sinucide (?) ci membrul UTM care-şi predă carnetul în semn de protest împotriva represiunii de la Budapesta!* Acuzaţiile pe baza cărora este arestat şi condamnat autorul numesc *acest* "delict", şi nu vreun altul! În fine, scrierea şi lectura prozei cu pricina sînt *posterioare,* şi nu anterioare, izbucnirii revoluţiei maghiare...

Citǎm:

«22-23 octombrie: izbucneşte Revoluţia Maghiară.

5 noiembrie: proiectata manifestaţie a studenţilor nu mai are loc: Securitatea îi culesese pe organizatori cu două-trei zile înainte, iar în acea zi ocupase Piaţa Universităţii cu camioane, cu securişti în civil, cu armată – şi mai ales cu "Brigăzi muncitoreşti" – clasă muncitoare îmbrăcată în pufăici noi-nouţe, înarmată cu lanţuri de bicicletă, tuburi de plumb şi ciomege scurte – aceştia fiind, ca să zicem aşa, părinţii (sau chiar bunicii, de ce nu!) Minerilor Români din 1990 şi din 1991.

13 noiembrie: După cîteva tentative (nereuşite, desigur) de a... "face ceva" împreună cu colegii de cămin ("Matei Voievod"), apoi de Universitate, se hotărăşte ca, la prima şedinţă de UTM să predea carnetul, în semn de protest... Cum o asemenea ocazie nu s-a oferit, a pus... în roman povestea cu carnetul. Şi a citit fragmentul cu pricina la "seminarul de creaţie" condus de Gafiţa.

22 noiembrie, orele 13,30: P. G. este arestat de la Universitate, dus la Ministerul de Interne şi... anchetat (ca la Interne), acuzat fiind de... tentativă de a organiza o manifestaţie ostilă – prin "fiţuici" (aşa erau catalogate, la MAI, orice scrieri, fie scrise de mîna arestatului, fie tipărite – dar cu toate "duşmănoase şi interzise") – aici Securitatea Poporului desemna prin "fiţuică" cele vreo 15 pagini citite la seminar, fragmentul de roman...

1957 – februarie şi martie: cele două "înfăţişări" ale procesului;

aprilie; de la arestul Malmaison, P.G. este "vărsat" la penitenciarul Jilava (Fortul nr. 13).

iunie: i se aduce la cunoştinţă sentinţa: doi ani închisoare corecţională pentru delictul de agitaţie publică.» (*Culoarea curcubeului 77,* Biblioteca Revistei Familia, Oradea, 1993, pp. 11-12).

Să nu fi cunoscut Bianca Balotă acest text?... Şi cînd în *Drept la replică* susţine că detenţia lui Goma s-ar datora *«altui "delict"»*, să nu facă ea aluzie tocmai la... "delictul de agitaţie publică", făcîndu-se a nu şti că acesta era numele-de-cod al condamnării politice?! Ignoranţa sau hazardul nu pot fi invocate, de vreme ce Bianca Balotă ne declară fără înconjur, despre pretinsa "mărturisire", că Paul Goma ar fi făcut-o în *Jurnal* şi în... *Scurtă biografie* – adică, ne lasă dînsa a presupune, în chiar textul mai sus citat! (exactitatea ne dictează totuşi a preciza că acesta nu se intitulează *Scurtă biografie*, ci... *Paul Goma – Cronologie*). Ba autoarea pretinde chiar – în mod fals – a ne fi indicat deja aceste "surse bibliografice" în precedenta-i intervenţie: *«Faptul este deja precizat, dovedit* [sic!]*: îl povesteşte însuşi Goma în Jurnal şi Scurtă biografie (după cum menţionam ca sursă bibliografică în articolul meu)»* (*Drept la replică*, col. 3). Nu, n-o menţiona!

O lumină dublă asupra "surselor bibliografice" ale Biancăi Balotă aruncă însă în acest punct replica lui Paul Goma (*Dar cine-i Bianca Balotă?*), citată la sfîrşitul acestei analize (v. *Generaţia culpabilizată, in fine)*, replică din care aflăm că un text intitulat *Scurtă biografie*, conţinînd acuzaţii calomnioase de – coincidenţă! – exact natura celor reformulate acum de Bianca Balotă, a fost editat de... Securitate, în anul de graţie 1979, sub semnătura lui I. C. Drăgan!

Cronologia autobiografică, autentică, a lui Paul Goma e deci nu doar ocultată cu intenţie – şi tot cu intenţie, *minţită* –, dar şi pur şi simplu... "înlocuită", pe sub mînă, cu o biografie apocrifă redactată de Securitate, dată retroactiv drept... "autobiografie"!... Consecinţa fiind substituirea motivului arestării prin cel al condamnării, adică a motivului real prin cel fabricat "pentru uzul procesului" în "laboratoarele" securităţii.

A pune în gura cuiva *«recunoaşteri»* pe care nu le-a făcut niciodată, inversîndu-i faptele, cărţile, destinul, falsificînd istoria însăşi, e de un cinism ce aminteşte, în esenţa dacă nu în practica lor, tehnicile apuse ale şedinţelor de "demascare". Dar a o face cu buna-ştiinţă a minciunii faţă de textul scris, publicat, şi cu apelul subreptice la "sursele bibliografice" emanate de la Securitate – cum Bianca Balotă o va face şi mai departe, invocînd... *Cartea albă* (a se vedea *infra*, *«Efectul radical»*) –, e de un cinism cu mult mai reprobabil, căci presupunînd fie imbecilitatea cititorului, fie complicitatea lui *a priori* cu "verdictul" Securităţii în procesul lui Paul Goma din 1956, fie pur şi simplu imposibilitatea lui de a ajunge la text. Iată de ce *Culoarea curcubeului* nu trebuia să se găsească în librăriile româneşti, ci la topit!... Pentru ca denigratorii de profesie, de tipul Biancăi Balotă, să poată scoate de sub mînecile lor de prestidigitatori alimentaţi de Securitate *"*dovezi" fabricate, cu contribuţia directă a diverşilor *"*colaboratori", împotriva scriitorior protestatari.[2]

«reduitul Jilava»

Actul următor al "demascării" porneşte şi el de la o "mărturisire", confirmînd tehnica prin care, stors, răsucit, întors, amputat, aluzionat, "orientat", "completat", *substituit*, orice text ajunge a spune orice, după voia "acuzatorului"...

Aici – paradoxul e doar pentru naivi – pasajul luat în colimator e chiar acela în care Paul Goma, retroactiv automustrător şi crud autoironic, face elogiul lui Nicolae Balotă... Citäm, *in extenso*, textul cu contextul lui – care e unul de imensă simpatie pentru fostul coleg de celulă, ce se arăta dornic de a-şi face *mea culpa* pentru cedările ulterioare, Goma corectîndu-i chiar spovedania autocritică: *«...întîlnindu-ne la Roma* [conferinţa scriitorilor români din ţară şi din exil, mai 1991], *am avut un moment mai "cald" – după ce, în prezenţa lui (a lui Balotă) îl întrebasem pe Papahagi (pe care chiar atunci îl cunoscusem) dacă el, ca ministru al învăţămîntului, se gîndise să-i invite în România pe profesori ca Negoiţescu, Matei Călinescu, Nemoianu, Sorin Alexandrescu – şi Balotă, aici de faţă... N-are importanţă răspunsul lui Papahagi (nu, nu se gîndise), însă Balotă, presupun eu, fusese plăcut impresionat de "intervenţia" mea. Atît de... tulburat, încît a început să vorbească prin aluzii (ne plimbam pe strada Universităţii, numai noi doi) despre concesiile pe care le făcuse. Eu îl ascultam şi încuviinţam din cap: da, fusese vertical în închisoare, fusesem colegi de celulă, în Jilava, apoi venise la Lăteşti, în d.o., cînd eu plecam... da, după aceea, în goana lui după "recuperări" şi după bani, cît mai mulţi bani, Balotă a scris despre orice; despre Partid, despre Ceauşescu, despre Tezele din iulie (în gîndul meu: "Nu chiar despre orice: iată, despre Trădătorul Negoiţescu n-ai scris, în '77..."), despre calitatea şi culturală şi literară a culturalnicilor de meserie şi de vocaţie... În concluzia plimbării, el singur a spus că aşa nu se mai poate, iată*

[2] Cu reculul deceniilor multe astfel de „colaborări" au fost date la iveală, pe care nici nu le bănuiam la data scrierii acestui articol, începînd cu... eseistul Nicolae Balotă, cu nume de cod la Securitate „Someşan" – autor deci nu doar de articole ci şi de rapoarte informative; că a existat un pact încheiat cu puterea la amnistia din 1964 pare neîndoielnic. Astfel criticul ne apare, retroactiv, ca izvor de *"*informaţie" – discret ascuns după cortina discursului Biancăi Balotă, ca să nu spunem după... fustele domniei-sale ca şi consoartă – al atacului calomniator împortriva lui Paul Goma desfăşurat aici, şi în acelaşi timp, ca beneficiar indirect, ce-şi *"*spală" ca să zicem aşa imaginea proprie, maculînd-o pe cea a fostului coleg de detenţie (cum se va vedea mai departe).

prilejul de a se mărturisi pentru grelele păcate împotriva adevărului, ale binelui... Mîine, de cum va interveni, va începe cu asta, cu spovedania... M-a tulburat adînc Balotă. Cred că m-am trezit făcînd elogiul acelui Balotă minunat, cunoscut de mine la camera 36 de pe Reduitul Jilavei, în vara lui 1957; cum ne povestea el, în celulă, Joyce – şi eu dormeam; cum ne-a povestit el, cîteva săptămîni în şir, Iosif şi fraţii săi de Thomas Mann (pe cînd eu dormeam)...» (*Jurnal* III, p. 131).

Da, dar Bianca Balotă ştie să extragă... Mai întîi, va ignora contextul – pentru ca nici o judecată morală privindu-l pe Nicolae Balotă de după închisoare (fie şi autoefectuată, cum se vede din spovedania autocritică făcută lui Paul Goma la Roma) să nu se formeze în mintea cititorului. Apoi, nu va reproduce elogiul lui Nicolae Balotă de la Jilava de către Paul Goma – pentru astfel de exerciţiu preferă alte surse, cum se va vedea – ci exclusiv... automustrarea lui Paul Goma pentru că dormea la prelegerile colegului de celulă! Pentru a o transforma – aţi ghicit! – în dovada... "conformismului" politic, a "ostilităţii" lui Paul Goma faţă de intelectualitate, faţă de spiritualitate, a... "ricanării" lui... anti-creştine!... De aici pînă la a-l transforma pe Paul Goma în denunţător al grupului de rugăciune din jurul lui Nicolae Balotă nu mai sînt decît doi mici paşi – şi, cu binecunoscuta de-acum tehnică a "inferenţei", Bianca Balotă îi face: 1) din existenţa în celulă a unui alt deţinut care adormea la prelegeri, o "prietenie" este inventată între acesta şi Paul Goma; 2) bătînd acela în uşă spre a denunţa gardianului pe cei ce se rugau, o participare, ca "secund", la acest gest este atribuită lui Paul Goma... Şi iată-l, prin translaţie, "turnător"! (vezi *Cazul Goma*, partea I, col. 4).

Necazul este, cu aceaste "inferenţe", că... lipsesc cu totul probele. Ce-i drept, Bianca Balotă citează copios mărturia înflăcărată a lui Mihai Rădulescu, inclusiv privind momentul separării grupului – dar strictamente nici o silabă în toată această mărturie nu-l pomeneşte pe Paul Goma, nici "antireligiozitatea" lui presupusă, şi nici pretinsul lui "denunţ"! S-ar fi lipsit Bianca Balotă să ne servească pasajul, dacă ar fi existat?... Dar ea, citînd din, desigur, emoţionantul text al lui Mihai Rădulescu: *«Mutarea deţinuţilor este clipa cea mai dureroasă din punct de vedere afectiv. Ea te rupea, poate, pe vecie, de oameni de care te legase prieteşugul cel mai cald, care îţi cîştigase încrederea neclătinată, respectul pe de-a întregul»*, "conchide" la existenţa unor *«martori ai întîmplării»*, adică... ai turnătoriei lui Paul Goma: *«Martorii întîmplării – şi e vorba de oameni care lăsaseră în urmă foarte mulţi ani de detenţie – consideră azi, după trecerea timpului, că au asistat atunci, în celebra cameră 36, la una din cele mai dezgustătoare scene trăite în închisoare. Protagonistul ei (cu condamnarea lui de doi ani) nu s-a jenat să "devină celebru" povestindu-şi suferinţele îndurate în temniţă»* (*ibidem*). Aceasta reprezintă, juridic vorbind, măsluire de probe.

Însă Bianca Balotă putea dispune, dacă nu de texte, de memorie... Memoria e o sursă, n-o negăm nicidecum; da, dar... a cui? Cu alte cuvinte, cui aparţine "amintirea" potrivit căreia Paul Goma ar fi *«secundat»* pe denunţător – şi în ce constă exact, concret, aaceastă *«secundare»*? *«S-a repezit»* Paul Goma *«cu pumnii şi picioarele în uşă»*, a *«reclamat»* Paul Goma *«în urlete gardianului: "Ăştia se roagă!"»*?... Bianca Balotă nu mai are vreun pretext autobiografic pentru a ni se prezenta însăşi ca... martoră.

Atît timp cît nu există o confruntare directă între martori reali, şi avînd în vedere procedeele de manipulare a textelor, deja constatate, nu putem decît să presupunem: Bianca Balotă inventă cu bună ştiinţă, fără urma vreunei probe, întîmplări inexistente, cu scopul compromiterii lui Paul Goma. Aceasta se cheamă, la propriu, calomnie agravată de abuz şi falsă "mărturie".

Virgil Mazilescu, "martor-în-gura-mare" al "demascării" lui Paul Goma ca "acuzator" al lui Grigurcu, Mihai Rădulescu, "martor-al-întîmplării" pentru "denunţul" furios al lui... Paul Goma împotriva lui Nicolae Balotă, Paul Goma însuşi – "mărturisitor" al "delictelor" nepolitice prin care a "uzurpat" decoraţii, mai departe, tot Paul Goma ca "martor", de astă dată, al activităţii

lui Dumitru Ţepeneag ca... "agent al Securităţii" – toată această arie a calomniei, cu multiple variaţiuni, pune pe Bianca Balotă în situaţia de a trebui să-şi ceară public scuze nu doar faţă de Dumitru Ţepeneag – cum o şi cere scriitorul în al său *Drept la replică* (*22*, nr. 24, p. 14), negînd că Paul Goma l-ar fi calomniat astfel vreodată –, ci şi faţă de Mihai Rădulescu al cărui text este atît de josnic folosit, faţă de memoria lui Virgil Mazilescu al cărui gest de solidaritate cu Goma este întors împotriva acestuia, apoi, evident, de zeci de ori, faţă de calomniatul Paul Goma, şi – *last but not least* – faţă de Nicolae Balotă însuşi, a cărui reputaţie, *apărată* de Paul Goma, este grav întinată de "mărturia" zeloasă a consoartei sale...

«o grosolană minciună»?...

Fără a-şi face scrupule (crezînd ea că *orice* vorbă zboară, şi că tot ce zboară se... crede), Bianca Balotă ne cere nici mai mult nici mai puţin decît să "roşim", nu atît de faptul intrării în partid a lui Paul Goma imediat după invazia sovietică în Cehoslovacia în august 1968, cît de motivaţia dată de scriitor acestui gest (*«Pentru că partidul împărţea atunci nişte puşti, iar eu aveam nevoie de una pentru a rezista măcar două ore în faţa tancurilor sovietice»* – conferinţă de presă la sosirea la Paris în noiembrie 1977, *apud* Bianca Balotă, *Cazul Goma*, partea 1, col. 4). Or, sare şocată comentatoarea: *«Roşeşti în faţa lipsei de bun simţ a acestui răspuns oscilînd între mişţoul autohton şi grandilocvenţa învăţată la şcoala comunistă»* (*ibidem*). De ce? Ce anume e atît de... "lipsit-de-bun-simţ" în acest răspuns, că trebuie să "roşim" cu Bianca Balotă?...

Pentru faptul însuşi, Paul Goma şi-a făcut, în *Soldatul cîinelui* (= *Chassé croisé*; Humanitas, 1991), o acerbă *mea culpa*. Motivaţia însă, pe care o detaliază acolo pe larg, nu a considerat-o blamabilă şi, cu toată monumentala autoironie cu care se înfăţişează pe sine între "monştrii sacri" ai momentului literar, Mitici retorici, sceptici şi limbuţi, nu s-a dezis niciodată – dovadă conferinţa de presă de la Paris citată de Bianca Balotă – de elanul ce l-a împins, ca basarabean şi fost deţinut politic, încă ne-membru al Uniunii dar şi încă neinterzis, să ceară înscrierea în "brigăzile patriotice" pentru a apăra ţara de o aparent iminentă, atunci, invazie sovietică. Scenele sînt antologice, dar ne abţinem; citäm doar momentul "cererii", ce-i este condiţionată de intrarea în partid: *«Szàsz [Janos] (...) m-a oprit: – Ascultă, mă, cap-pătrat! Vrei să intri în brigăzi? – Bine-nţeles... Dacă-i bine-nţeles, atunci, bine-nţeles, mai întîi trebuie să intri în partid – clar? (...) A scos, din buzunarul de la piept al cămăşii, nişte foi de hîrtie albe. Le-a despăturit, m-a dus la prichiciul unei ferestre, mi-a pus în mînă stiloul lui... – Scrie ce-ţi dictez eu... Am scris. Chicotind. Am scris – după dictare – că eu, cutare, deşi am făcut închisoare pentru delicte politice, în momentul de faţă, cînd Patria se află în pericol, cer să fiu primit în Partidul Comunist Român – ca singura forţă organizatoare a rezistenţei patriotice, întru apărarea pămîntului românesc contra "agresiunilor din afară, oricare ar fi acelea"...»* (*Soldatul cîinelui*, p. 62).

Dar Bianca Balotă zice că trebuie să "roşim". Nu înţelegem... *de ce* decît cînd, întorcîndu-ne puţin înapoi, citim, în "reconstituirea" Biancăi Balotă – evident, fără "surse" bibliografice, căci acestea ar fi nu doar contrazis-o ci ridiculizat-o! – că Paul Goma îl *«secunda»* pe Ivasiuc şi ale sale teorii despre *«oportunitatea»* promovării politice şi despre literatura ca *«mijloc pentru Putere»*... (*Cazul Goma*, partea I, col. 4). Adică, Paul Goma a intrat în partid din... oportunism, calcul şi profitorism politic! Lucrul e afirmat fără umbra vreunui scrupul, şi fără urma vreunei probe: orice "recunoaştere" ori "mărturie", fie şi răstălmăcită, fie şi indirectă, fie şi falsificată, fie şi proclamată dar de fapt inexistentă, lipseşte pînă şi din discurs, în măsura în care un discurs presupune măcar o aparenţă de argumentaţie. Nu avem de astă dată decît aserţiunea nudă a Biancăi Balotă, ce se pune pe sine, implicit şi simultan, ca acuzator, ca martor, şi ca... dovadă: *«Mulţi români au vibrat atunci* [în momentul cuvîntării lui Ceauşescu din Piaţa Palatului, în dimineaţa invaziei], *o clipă, la nota de patriotism pe care au simţit-o în tonul celui ce avea să devină dictatorul paranoic. Alţii au folosit în beneficiul lor momentul. Printre ei,*

Alexandru Ivasiuc şi prietenul lui, Paul Goma. (...) Căsătoria cu fiica unui nomenclaturist, dobîndirea unui carnet de partid în anii aceia, cînd mulţi români preferau să-şi asume riscurile neîncadrării [se numără oare cumva, autoarea, pe sine, printre aceia?!...], *făceau din el un oportunist oarecare, un oportunist anonim.» (col. 4).*

Şi atunci, tot ce povesteşte Goma în *Soldatul cîinelui* – se întreabă cititorul care are acces la carte?... *«O grosolană minciună»*! proclamă Bianca Balotă, la care Paul Goma *«recurge pentru a-şi motiva gestul, (...) după cum vom vedea»* (*ibidem*); dar... nu mai vedem, căci nu argumentul acuzaţiei de minciună urmează, ci urmează... citarea conferinţei de presă! Paul Goma minte, căci spune că vroia puşcă împotriva ruşilor; ori asta e o minciună grosolană...

Tautologia acuzaţiei goale atinge culmea absurdului. Şi a cinismului faţă de adevăr, faţă de textul scris şi, în ultimă instanţă, faţă de cititorul devenit miza presupus imbecilă a *falsului totalitar!*

«zugrav (tot impostură)»...

Are n-are probe – n-o să se mai încurce acum cu formalităţi, orele sînt înaintate, sentinţa aşteaptă!... – Bianca Balotă îşi eşafodează "demonstraţia" făcîndu-l pe Paul Goma să debuteze *după* intrarea în partid, ca o "urmare" a gestului de "oportunism": *«Urmările intrării în partid – şi, de ce nu?, şi ale căsătoriei care-l introducea în cercul bine închis al puterii – nu întîrzie să se arate: îi apare în sfîrşit un volum de proză la ESPLA; este angajat la România literară, deşi autor al unui singur volum devine membru al Uniunii scriitorilor»* (*Cazul Goma*, partea I, col. 4).

Dintr-un foc, o triplă inversare a cronologiei: *Camera de alături* (pe care judecătoarea o va fi strivit sub anonimat: *«o lucrare lipsită de calităţi literare»*...) e deja lansată în librării, pe chiar 22 august 1968, ziua invaziei sovietice în Cehoslovacia – deci, **înainte** de a apare pînă şi umbra ideii intrării autorului în partid (vezi autobiografia din *Culoarea curcubeului*, p. 15); la aceeaşi dată de 22 august, angajarea sa la România literară e deja decisă de o lună de către Geo Dumitrescu (*Soldatul cîinelui*, p. 51); în fine, dosarul de intrare la Uniune e deja depus şi avizat favorabil, după cum îl asigură Ioanichie Olteanu şi Pop Simion cînd Paul Goma se prezintă ca să ceară intrarea în "brigăzi" (*ibidem*, p. 55). Ei, şi?... Bianca Balotă nu va avea decît să proclame *post festum*: *«Minciuni grosolane!»* – şi toate autobiografiile şi tabelele cronologice se vor spulbera ca vîntul... pentru nevoile "cauzei"!

Dar nu urmează, în biografia lui Paul Goma, tot atîtea alte... *«urmări ale intrării în partid – şi, de ce nu?, şi ale căsătoriei care-l introducea în cercul bine închis al puterii»*?... Astfel, trebuie neapărat să fie o "urmare" a "oportunistei" intrări în partid, "judecarea" lui Paul Goma la Uniunea scriitorilor ca "vînzător de ţară" la anunţul şi mai ales după publicarea în străinătate a romanului *Ostinato* respins de editurile patriei, trimiterea manuscrisului în Occident fiind în sine – se putea altfel? – tot o probă de... "oportunism"! După cum tot o astfel de "urmare" trebuie să fie şi presiunile exercitate asupra lui de "confraţi", în urma scandalului apariţiei lui *Ostinato* la tîrgul de carte de la Frankfurt în 1971, pentru a-l obliga să... depună carnetul de partid, ca şi finalmente excluderea lui *de facto* în 1972, mascată printr-o anulare *de jure* a includerii din 1968 (vezi *Culoarea curcubeului*, pp. 18-20); dar poate că partidul înţelegea astfel să "demaşte" pe «*oportunist»*, împiedicîndu-l de a profita de "urmările" ce-l *«introducea(u) în cercul bine închis al puterii»*!... Cam contradictoriu – dar ce contează?...

Şi aşa, din "urmare" în "urmare", trecem prin toate "avantajele-în-natură" pe care i le-a procurat lui Paul Goma, de-a lungul unei lungi "cariere" de "oportunist", intrarea în partid şi, *«prin căsătorie, în cercul bine închis al puterii»*: interzicerea de publicare, ostracizarea,

calomniile organizate de Securitate şi difuzate de "confraţi", arestarea, bătaia, drogarea[3], exilarea, atentatele, sărăcia, şi acum, mai nou, alternativ, uitarea sau boicotul şi calomnia organizată!...

Dar, vom pricepe mai bine cum stau lucrurile cu "urmările" cînd Bianca Balotă ne va explica pe-ndelete că, de fapt, opoziţia scriitorului Paul Goma – mai ales după intrarea lui în partid în 1968! – era... *«o impostură»*, şi că avem de-a face cu... *«marioneta»*, *«personajul de mucava»*, *«de figuraţie»*, al unor forţe oculte ce *«au conlucrat»* cu Securitatea română!... Plănuise el, Goma, să "parvină", "oportunist oarecare" ce se afla, dar şi "cercurile închise ale puterii", acceptîndu-l, plănuiseră să-l "confecţioneze" opozant!...

Dar înainte de a ajunge la aceste revelaţii, să observăm mai cu seamă că "urmările" nu-l ajută pe scriitor, nici în ţară nici în exil, să iasă dintr-o constantă precaritate: în ciuda "subvenţionărilor" şi "sinecurilor" denunţate de Bianca Balotă, el *«trebuie să se improvizeze în zugrav (tot impostură), pentru a cîştiga un ban la negru»* – cum de asemenea denunţă domnia-sa! (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 2).

Culme a inumanităţii şi cinismului, Bianca Balotă îl striveşte pe Paul Goma sub dispreţul domniei-sale. Trîndavul, zugrav-impostorul scriitor (cam contradictoriu, dar nu ne temem de contradicţii!) a *«trăit din cutia milei»*, adică *«dintr-o modestă alocaţie socială pe care statul francez o acordă celor mai săraci (şi inapţi de muncă, ceea ce nu este cazul compatriotului nostru), pentru a nu-i lăsa să moară de foame»* (*ibidem,* col 2)... El *«ar fi putut să-şi cîştige viaţa prin munca şi puterile sale»*, dar... *«n-a făcut-o»* (col. 6). A cîştigat, puţinul pe care l-a cîştigat, din propriile cărţi – şi acestea, nu-i aşa, fiind ele *«lipsite de calităţi literare»*, nu intră la mijloacele de a-şi cîştiga viaţa prin *«munca şi puterile sale»*... Dar trimiţîndu-l la "munca-de-jos", Bianca Balotă nu-l îngăduie nici ca zugrav: *«tot impostură»*! Ce ar mai zice atunci de alte meserii manuale exercitate de tînărul eliberat din închisoare între 1963 şi 1965, cînd reuşeşte a se reînscrie la Universitate... Nu cumva îl vedea Bianca Balotă bun doar de a fi trimis la... deratizare? Ca un... *«dezaxat de la periferia marilor oraşe»* ce este...

«Un Soljeniţîn de substituţie»...

Dar Bianca Balotă acuză pe scriitorul şi opozantul politic Paul Goma de impostură şi într-un alt plan. Să-i urmărim "demascările"...

«două forţe contradictorii, acţionînd convergent»...

Într-adevăr, domnia-sa afirmă că opozantul Paul Goma ar fi fost *«inventat, confecţionat (...), compus de toutes pièces»*, de către *«forţe puternice»*, *«oculte»*, despre care autoarea chiar ne precizează: *«două forţe contradictorii»* (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 3).

«Pe de-o parte "creatorii"» – pe care, nu ştim de ce, nu vrea să-i numească, lăsîndu-ne astfel pradă celor mai cumplite îndoieli asupra identităţii înghilimelate a Frankensteinilor nesăbuiţi care ne-au procopsit cu *«dezaxatul»* lor monstru; pare a fi vorba de luptători împotriva comunismului, căci, rigoristă în privinţa eticii politice, autoarea îi ceartă astfel: *«Vor găsi, fără doar şi poate, justificări de genul: "cauza dreaptă pentru care luptam...", deşi nici măcar lupta împotriva comunismului nu justifică orice mijloace»* (aviz amatorilor! – *ibidem*, col. 1). Bianca

[3] Un an şi jumătate după eliberarea din arestul de la Rahova, Paul Goma nota, la New York, pe 6 noiembrie 1978: «Dorm suficient, dar ne-odihnitor. Dimineaţa sînt ameţit şi rău dispus. Nu, nu mi-am venit în fire după dopajul de la Rahova. Dealtfel, doctorul sportiv (deci specialist în... otrăvuri din astea) mi-a zis că nu le elimin înainte de doi ani...» ("Jurnal american (Caietul violet)", în *Lumea liberă românească*, nr. 454/14 iunie 1997, p. 16).

Balotă le acordă un fel de circumstanţă atenuantă (sau dimpotrivă?...) considerîndu-i de fapt executanţi ai unui plan ce-i depăşea: *«"creatorii" – sau să le spunem "executorii", căci de resursele nelimitate în stare să confecţioneze din nimic o mare reputaţie internaţională nu dispuneau nici modestul ins, nici artizanii săi»* (*ibidem* col. 3).

Ghicim deci unde bate Bianca Balotă: ea ne face să înţelegem că în spatele acestora (şi ca să nu ne mai facem că nu înţelegem pe cine arată cu degetul ei mustrător Bianca Balotă, să-i numim pe binecunoscuţii *"creatori" / "executori"*: Virgil Ierunca şi Monica Lovinescu) stătea o mare putere internaţională, ce ar fi conceput şi, dispunînd de mijloace *«nelimitate»*, subvenţionat "programul" Goma, pînă la încetarea acestuia (am văzut deja cum Bianca Balotă îl umileşte pe scriitor cînd i se pare că acesta a ajuns să fie... *«nesubvenţionat», «abandonat»*).

Pe de altă parte însă – ei bine: *«Pe de alta... Securitatea română»*! (precizarea, altminteri superfluă, a apartenenţei etnice a "organului" ne confortează în funcţia de contrapondere naţională ce i se acordă faţă cu ocultele forţe *extra*-naţionale, *ne*-române...).

N-avem dreptate să fim sideraţi. Bianca Balotă ne explică subtil cum că, pe de o parte – citäm – *«"cineva" a hotărît că românilor le lipseşte un Soljeniţîn»*, pe de alta – citäm din nou – *«Securitatea română (...) tot asta dorea: să creeze un Soljeniţîn de substituţie»* (*ibidem*)... Deci, convergenţă de scopuri! Aşa se face că, *«acţionînd convergent»*, aceste *«două forţe contradictorii»*, susţine Bianca Balotă, *«au conlucrat»* – dar, ce-i drept, nu ne precizează dacă în mod voit sau fortuit, ne comunică doar *«faptul»*, pe care îl consideră *«ciudat în această tristă istorie»* – la... crearea "cazului Goma"! (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 3).

Debusolat, cititorului nu-i rămîne decît să-şi zică: trădare să fie, dar s-o ştim şi noi! Adică, să ştim de unde-o ştie doamna Bianca Balotă...

«Un secret al lui Polichinelle»!...

Mai întîi, cum a avut domnia-sa cunoştinţă de *«hotărîrea»* privind carenţa de Soljeniţîn la români pe care ar fi luat-o «*"cineva"»* – nu spui cine, *«forţe puternice», «zaruri oculte»*... Apoi, pe ce se bazează afirmaţia după care «"*creatorii" – sau să le spunem "executorii"»* planului dotării românilor cu un Soljeniţîn, *«au conlucrat»* cu Securitatea, *«acţionînd convergent»*?! (să nu ne audă Ieruncii, că s-ar răsuci, bieţii, în groapă!) În fine, de unde ştie dezvăluitoarea *«conlucrării»*, că Securitatea ar fi proiectat şi ea *«să creeze un Soljeniţîn de substituţie»*?... (era poate bine informată de vreun... "conlucrător" din anturajul imediat!)

Cititorul bănuitor va fi pur şi simplu năucit aflînd că doamna Bianca Balotă, departe de a avea vreun acces privilegiat şi ocult la secretele unor oculte forţe internaţionale ca şi, în mod convergent, la cele ale nu mai puţin ocultei Securităţi, deţine aceste veritabile bombe informative... *«de bouche à l'oreille»*. Căci ele sînt – zice domnia-sa în esenţă – de notorietate publică!

Bianca Balotă afirmă, într-adevăr, că toată această *«conlucrare»* de *«forţe puternice», «oculte», «contradictorii», «acţionînd convergent»* întru *«alcătuirea falsei lui reputaţii»* (a lui Paul Goma), e... *«un secret al lui Polichinelle»*, pe care domnia-sa nu face, desigur, decît să-l scoată la lumina tiparului. Chiar aşa se intitulează subcapitolul cu pricina: *«Un secret al lui Polichinelle sau cum se inventează un personaj»*. Nu-i rămîne deci, spre a-şi vedea încununată demascarea, decît să reclame mărturisiri publice complete din partea presupuşilor *«creatori»*: *«Despre toate acestea* [*«inventarea»* ? «*confecţionarea»*? *«conlucrarea»*?] *ne vor vorbi, poate, cîndva "creatorii" lui, în măsura în care propria conştiinţă le-o va cere»* (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 1). Grea spovedanie vor fi avînd a-şi face, după Bianca Balotă, împricinaţii *"creatorii",* spre a-şi uşura împovăratele lor conştiinţe!

În ce ne priveşte, luaţi martori cu zălog la secrete publice de care nu aveam, vai, cunoştinţă – nu eram în intimitatea lui... Polichinelle –, sîntem de-a dreptul umiliţi... "Cineva" a decis, "forţe oculte", "Securitatea română", "au conlucrat", "secretul lui Polichinelle"... Şi noi care, ca lectori naivi ai *Jurnalului*, credeam, prosteşte, că Miron Radu Paraschivescu fusese acela care descoperise, picînd întîmplător peste manuscrisul lui *Ostinato* în redacţia lui *Neue Literatur* şi citind pe nerăsuflate: *«Dar băiatul ăsta e un Soljeniţîn român!»* (*Jurnal* III, p. 230; episodul e narat deja în autobiografia din preambulul la *Culoarea curcubeului*, Biblioteca revistei Familia, p. 14). Era de fapt Miron Radu Paraschivescu un... agent CIA?... sau poate, printr-o ramură ocultă a Securităţii române, al... KGB-ului? Şi în acest caz, cum anume l-a "creat" el – dacă se numără poate şi el, cumva, printre *"creatorii"* incriminaţi de Bianca Balotă – pe Soljeniţîn-ul român, autorul lui *Ostinato* ?

«s-a abuzat de credulitatea poporului român»!

Securitatea deci – şi de ce nu Ceauşescu în persoană! – în conlucrare cu agenţii unor oculte forţe internaţionale anti-comuniste, sau invers, aceştia în conlucrare cu Securitatea, oricît ar părea de *«ciudat în această tristă istorie»* – ne-au manipulat convergent cu marioneta Paul Goma amar de ani, şi noi, în ciuda secretului lui Polichinelle sau poate tocmai de aceea, ne-am lăsat manipulaţi! minţiţi! înşelaţi!

Mai grav, nu doar noi, bieţi intelectuali oarecare – dar Bianca Balotă ne va răzbuna! – ci Poporul însuşi a fost înşelat: *«Mai grav este că s-a abuzat de credulitatea poporului român»*! (*ibidem*). Cît despre *«ştersul, mediocrul şi neînsemnatul Paul Goma»*, rechizitoriul Biancăi Balotă îl reduce pînă la urmă la un biet iresponsabil, agravînd astfel cu atît mai mult "vina" reţinută în sarcina "creatorilor": *«în montarea personajului de mucava, în manipularea marionetei»* – decide dînsa aproape absolvindu-l – *«li se poate reproşa "creatorilor" lui (...) că au abuzat de un simple d'esprit»*... (*ibidem*).

Dacă atacurile la adresa scriitorului Paul Goma sînt pe cît de întristătoare pe atît de ridicole, dacă batjocorirea omului Paul Goma e de un cinism egalat doar de vulgaritate şi minciună, "tezele" proferate asupra personalităţii politice a lui Paul Goma, şi în subsidiar, dar nu mai puţin iresponsabil, asupra nenumiţilor luptători împotriva comunismului, sînt de o enormitate ce depăşeşte şi ridicolul, şi calomnia.

Confuzia de valori pe care o stîrneşte în cititorul onest găzduirea, din partea unei reviste ca *22*, a unor astfel de incalificabile atacuri la adresa lui Paul Goma e cu atît mai de neiertat cu cît ea se camuflează sub implicitul şi ipocritul argument al... "punctelor de vedere". Celor de tristă amintire de la *Săptămîna*, de-o pildă, nu le trecuse prin cap că-şi puteau trece lătrăturile şi lăturile sub vreo rubrică aşa de democratică...

Dar escalada nu se opreşte aici.

«Efectul radical»...

Bianca Balotă lansează – era şi timpul! – un îmbărbătător şi curajos îndemn: Să scuturăm, tovarăşi (intelectuali), lanţurile! Denunţul se transformă în luptă deschisă. Citäm: *«Cît despre intelectualitatea română, dacă după douăzeci de ani de culpabilizare asumată ar scutura astăzi lanţurile şi ar cere dreptul la replică, ar putea relua o ilustră declaraţie recentă: "Am dori ca Monica Lovinescu să nu-l fi cunoscut niciodată pe Paul Goma".»* (*Cazul Goma*, partea a II-a, col. 3, *in fine*).

Nu ne aflăm în "secretele zeilor" ca să ştim cui aparţine *«ilustra declaraţie recentă»* citată cu atîta respect de Bianca Balotă (trebuie să fie tot vreun *«secret al lui Polichinelle»*...).

Pricepem totuşi, cu toată neştiinţa noastră, că intelectualităţii române terorizate şi încătuşate de douăzeci de ani – nu, nu de stalinism, nu de ceauşism, nu de post-comunism, securism şi alte racile fără îndoială inventate de *«calomniatorul»* Goma, ci de Goma în persoană sau/şi de "creatorii" lui – i se propune în ceasul al treisprezecelea, spre a-şi recîştiga demnitatea şi *«dreptul la replică»* – căci, evident, sub stalinism-ceauşism-neo-comunism n-a putut ea să şi-l ceară, înlănţuită fiind, tocmai, de *«culpabilizare(a)»* la care a supus-o tiranul Goma sau/şi marioneta Goma şi "creatorii" ei! – i se propune, deci, în finalul intervenţiei salutare a doamnei Bianca Balotă, să-şi spele pur şi simplu creierii, zicîndu-şi în esenţă: "Am dori ca Paul Goma să nu fi existat niciodată"...

Implicaţia potrivit căreia Paul Goma există pentru că a fost *«cunoscut»* de Monica Lovinescu – implicaţie la care Bianca Balotă pare a adera cu entuziasm –, pe lîngă discreditarea personalităţii lui Paul Goma, e de natură, avînd în vedere tezele deja dezvoltate de autoare cu privire la *«creatorii»* săi care... *«au conlucrat»* cu... Securitatea română (!), să arunce o crudă lumină asupra acestei cam brutale "ghici ciupercă ce-i" din finalul denunţului, ce nu vizează, pare-se, exclusiv pe acuzatul din boxă ci şi pe "oculţii" săi... "manipulatori"! Redutabilă "demascare"!

«n-ar mai fi fost nevoie de pachetele cu bombe»...

Într-adevăr, ar fi atîîît de biiine ca Paul Goma să nu fi existat niciodată... pardon, să nu fi fost *«cunoscut»*! *«inventat»*! *«confecţionat»*! *«conlucrat»*! (de Securitate şi de... mult certaţii *«creatori»*...). Dar există – şi atunci? Atunci, să-l omorîm cu vorbe! Sînt întotdeauna eficace, mai eficace decît *«tentativele ratate de a-l suprima (...) fizic»*!

De-o pildă, opinează Bianca Balotă retroactiv, Securitatea l-ar fi putut lichida *«radical»* pe Paul Goma dacă, *«în locul nereuşitelor tentative de a-l suprima fizic, ar fi dat publicităţii prin anii '80 scrisoarea aceea de implorare a graţierii, adresată de Goma lui Ceauşescu şi făcută publică în 1996»* (în ucigătoarea *Carte albă...*). Citäm: *«Efectul ar fi fost, desigur, radical, n-ar mai fi fost nevoie de pachetele cu bombe trimise prin poştă şi nici de otrăvurile turnate în paharele cu citronadă, despre care s-a scris şi s-a vorbit atît»* (sic!) (*ibidem*, col. 3).

După obsesia maculării, obsesia suprimării... După îndemnul la *«scuturarea lanţurilor»*, sugestiile de *«efect radical»*! Păcat că pe asasinii Securităţii n-a avut cine-i sfătui din timp... *«prin anii '80»* (trebuiau, vezi bine, s-o consulte pe Bianca Balotă)! Căci – deducem noi – în 1996, cînd se hotărăşte în fine Securitatea (rebotezată şi aproape reconvertită la viitoarele-alegeri-nefraudate-pe-ordinator) să *«dea publicităţii scrisoarea aceea»*, era desigur prea tîrziu...

Sînt aici cel puţin două aspecte cam suspecte. Mai întîi, dacă Securitatea l-a *«inventat»* pe Paul Goma – asta, ca să avem şi noi Soljeniţînul nostru, opinează savant doamna Bianca Balotă – atunci de ce, încă din anii '70-'80, cînd *«impostorul»* era în plină activitate, ar fi vrut tot ea să-l... suprime fizic? Mai ales că era, nu-i aşa, vorba de-un biet... *«simple d'esprit»*! Doar dacă această dublă contradicţie în tezele faraminoase ale autoarei nu se datorează cumva vreunui lapsus freudian, ce ne indică subconştienta imagine a unui Frankenstein, el însuşi monstruos, obsedat de distrugerea propriei "creaturi"...

Pe de altă parte, de ce adică publicarea pretinsei *«scrisori»* din arestul din aprilie 1977, aşa de compromiţător-ucigătoare gîndeşte doamna Bianca Balotă, nu a avut *«efectul radical»* prezis? De ce l-ar fi avut *«prin anii '80»*, şi nu l-a mai avut în... 1996? Sau, altfel: dacă un astfel de document compromiţător exista, şi era de natură a avea un *«efect radical»* mult rîvnit de Securitate (şi nu numai, s-ar zice...), atunci de ce Securitatea nu l-a pur şi simplu *«dat publicităţii»* încă de *«prin anii '80»*, aplicînd astfel soluţia eficace pe care pînă şi o neprofesionistă ca doamna Bianca Balotă a putut-o preconiza atît de (im)pertinent?...

Nedumerirea vine mai ales din context, şi din cinismul cu care este în acelaşi timp evocat şi ignorat. Căci, nu se poate numi *«scrisoare de graţiere»* fiţuica împinsă spre semnare unui deţinut bătut şi torturat timp de 5 săptămîni, supus, în subsolurile de la Rahova, nu doar la *«tentative»* ci la un regim sistematic de distrugere, de zdrobire a voinţei prin drogare cu substanţe toxice, pînă la a-l aduce într-o stare ce face disperarea anchetatorilor înşişi (a se reciti *Culoarea curcubeului* ed. a 2-a, pp. 348, 365, 366, 375, 376, 379; acestea să fie oare – între alte "corecţii" ce s-au aplicat în aprilie 1977 *«necorijatului»* autor al Apelului pentru drepturile omului – revelaţiile de care trebuia ferit publicul cititor în 1992, prin topirea tirajului nedistribuit al *Culorii curcubeului* la editura... *Humanitas*?).

Pe de altă parte, e inadmisibil a acorda fie şi o prezumţie de autenticitate: 1) existenţei ca atare a "documentului", 2) faptului de a fi fost "extras" – şi nu "introdus" *ad hoc* – din/în "arhivele" Securităţii, 3) conţinutului (necitat) incriminat.

«Scrisoarea ascunsă» provine dintr-o sursă binecunoscută pentru fabricarea de apocrife. De onestitatea "editorială" – ca şi de onestitatea în genere – a Securităţii vrea Bianca Balotă să ne convingă? Nu doar scandalos în sine, ci şi ineficient. Nu ne-a putut convinge Securitatea însăşi, cînd cu publicarea – *«prin anii '80»* tocmai, deci la timp! dar tot... fără *«efect radical»*... – a atîtor documente compromiţător-ucigătoare pentru diverşi *«dezaxaţi»*, precum falsul jurnal al lui Ion Caraion!

Şi apoi, dacă Securitatea l-a *«inventat»* pe Paul Goma însuşi – n-ar fi fost ea în stare să invente şi o biată *«scrisoarea ascunsă»* spre a-l... dezinventa? Cînd ea inventa "piese-la-dosar" – procese verbale, declaraţii, "dovezi" – pînă şi sub ochii şi sub mîna deţinutului, falsificîndu-i semnătura, în chiar timpul anchetei, "la cald", adică încă din... aprilie 1977! (a se vedea, din nou, *Culoarea curcubeului* ed. a 2-a, pp. 363-382).

Dar dacă aşa au devenit românii de indiferenţi că nu mai are *«efect radical»* asupra unui om (ce-i drept, *«derbedeu»*, ce-i drept, *«dezaxat»*) şi a unei opinii publice (ce-i drept, *«culpabilizate»*, ce-i drept, *«înlănţuite»*) o "demascare" provenită dintr-o aşa de autorizată şi fiabilă sursă precum Ex-Securitatea, atunci, ne întrebăm noi tot cu speranţa citatului (unde duce deformarea filologică profesională!), de ce doamna Bianca Balotă nu ne face fericiţi, reproducînd, ea, scurt pe doi, documentul cu pricina – a cărui lectură, decide domnia-sa, *«ne revoltă şi ne scîrbeşte»*? Ar avea ocazia să declanşeze – mai bine mai tîrziu decît niciodată! – *«efectul radical»* scontat...

«Scrisoarea aceea de implorare a graţierii»...

Spre deosebire însă de autoarea *Cazului Goma*, care nu cunoaşte citatul ci doar acuzaţia goală, calomnioasă, noi vom prefera să supunem cititorului un text concret privind presupusa *«scrisoare de implorare a graţierii»*. Ce-i drept, sursa noastră nu este *Cartea albă* a Securităţii pe care o invocă Bianca Balotă (*à propos*, de ce *«albă»*?... cine sau ce se "albeşte" acolo?...).

Citäm: *«Bine, am zis, îmi cer scuze că l-am înjurat pe Ceauşesccu, puteam să-l fac de rîs în termeni politicoşi – daţi-mi să scriu. Am scris exact ce spusesem. "Grenadă" nu s-a supărat pe faţă. A zis: Bună şi asta, o punem de-o parte, să încercăm alta, mai <u>adecvată</u>. (...) Cred că mi-a fost rău, dar nimic alarmant, probabil mă sufocam, pentru că a doua zi, dimineaţa, colegul de celulă mi-a spus că horcăisem. Imediat după deşteptare, inima mi-a dat iar de furcă. Bătăi neregulate, dublate, întîrziate, zvîrcolituri dureroase şi o senzaţie stranie de cap-mare. Aveam un cap prea mare, prea greu, dificil de păstrat pe umeri şi mai ales de dirijat, în echilibru, la, cică, locul lui, prin lumea asta mare, cu drumuri numai serpentine. Iar a venit doctorul – sau am fost dus la el – iar injecţie, iar pastile. Apoi sus, la "Grenadă". Sus, la "Grenadă". Cu "Grenadă". A venit ministrul. Şi m-a trezit cu zbieretele: urla la "Grenadă" şi "Grenadă" a zis ceva de medic şi a venit medicul şi ministrul a răcnit la el că ce mi-a făcut, că-l împuşcă, că*

*şi-aşa duşmanii zbiară, ce dracu mi-a dat, de m-a adus în **halu-ăsta**, că nu-mi pot da drumul **aşa** (...) Şi după aceea ministrul a plecat şi "Grenadă" m-a dus în alt birou, şi acolo iar mi-a venit să plîng – şi era parcă şi Goran de faţă şi "Grenadă" mă tot futea la cap cu televizorul, că să mă uit, şi eu ziceam Nu şi după aceea cu ziarul, că să-l citesc, şi eu ziceam Nu şi apoi a venit povestea cu hîrtiuţa scoasă de "Grenadă" din buzunar, că adică să mai scriu o dată chestia cu scuzele şi să introduc şi **frăzulica** aia care suna exact aşa – o ţin minte: "Totodată regret din suflet că m-am lăsat antrenat în acţiuni potrivnice statului socialist şi poporului român şi promit solemn că nu voi mai cădea niciodată în această capcană". O ţin minte, fiindcă asta era **aceea**. Cum or să-mi dea ei drumul, fără să obţină ceva la mînă? De **aceea** îmi fusese mie frică, atunci cînd plînsesem pentru prima oară. Îl simţeam, ascuţit, pe Vasile hotărît să-mi smulgă "frăzulica" – aşa îi zicea el. Hotărît şi cu o răbdare de înger: în faţa mea se adunaseră vreo cincisprezece foi de hîrtie pe care eu scrisesem că regret că-l înjurasem pe Ceauşescu, trebuia să-l fac de rîs în termeni politicoşi – toate "deocamdată nefolosibile" – fiindcă nu conţineau frăzulica. El zicea: Nu-i bună nici asta, deocamdată nu-i folosibilă, o punem de-o parte, să încercăm alta, mai bună, care să conţină şi frăzulica – şi mi-o citea de două-trei-patru ori şi eu ziceam "Bine" şi scriam exact ce mai scrisesem şi "Grenadă" o lua de la cap şi la un moment dat m-a oprit din scris şi a zis: "Acum introdu frăzulica" şi mi-a pus petecul de hîrtie în faţă şi eu am scris: "Şi acum introdu frăzulica pe care domnul colo...", dar Vasile m-a înjurat de mamă. Şi iar am luat-o de la cap.»* (*Culoarea curcubeului* ed. a 2-a, pp. 378-380).

Iată cum "adresa" Paul Goma, din subsolurile Rahovei, *«acea scrisoare implorînd graţiere»* lui Ceauşescu! Iată cum – potrivit *«lecturii»* pe dos, batjocoritoare de adevăr şi de demnitate, a Biancăi Balotă – *«un om chinuit şi înfricoşat se îndoaie cu umilinţă în faţa celui ce-i ţine în mînă destinul»*! Iată în fine cum "producea" Securitatea, încă din 1977, "scrisori ascunse" pentru "arhivele" sale ce aveau să fie "date publicităţii" peste aproape 20 de ani, în *Cartea albă* a transparenţei minciunii!

Nu cumva "documentul" pe care doamna Bianca Balotă se fereşte ca de foc să-l citeze, aşa-zis "dat publicităţii" de Ex-Securitate – de ce tocmai în 1996, cînd Paul Goma candida la alegerile prezidenţiale, e o pură întrebare retorică: desigur, spre a tenta compromiterea lui! –, nu cumva deci "scrisoarea de graţiere" scoasă chipurile din arhivele Rahovei cuprindea, în fine, şi spre satisfacţia post-festum a Ex-Pleşiţei-Sale, tocmai "hîrtiuţa" cu "frăzulica" lui Vasile "Grenadă", pe care, drogat chiar, Goma refuzase să o transcrie? "Editorii" aveau pe deasupra libertatea s-o mai înflorească pe ici pe colo, să mai adauge retroactiv "frăzulici" de un *«patetism autentic»*, *«strigăte de disperare, de căinţă», «rugăminţi de iertare»*... Nu doamna Bianca Balotă, uşor impresionabilă, îi va fi împiedecat! Şi cine le va fi cerut facsimilul manuscrisului autograf?...

«o scrisoare deschisă, una ascunsă»!...

Aşa *«ne manipula»* deci Securitatea – ajutată paradoxal de anonimii *«creatori»* (*«zbiară duşmanii»*, recunoştea chiar şi "ministrul" Pleşiţă, în urma protestelor internaţionale şi a publicării în Occident a *Testamentului*) – *«inventînd»* în 1977, prin arest şi tortură, pe *«impostorul»* scriitor şi opozant Paul Goma! *«Şi noi dormeam, soro!»* vom zice, precum acid, caragialian scriitorul însuşi – marele, imensul scriitor care este, *şi* în *Jurnal*, Paul Goma. Dormeam – însă astăzi, nu, nu ne mai manipulează! ne-am trezit... Nu ne rămîne decît să... *«scuturăm lanţurile»*! Nu ale Securităţii de vreme ce ea nu ne mai manipulează – ci ale *«culpabilizării»* noastre de către *«impostorul»*, de către *«marioneta»*, de către *«oportunistul»* Paul Goma...

A caracteriza acţiunea lui Paul Goma din 1977 ca un fel de joc cu două feţe, cum cu perversitate îşi titrează Bianca Balotă capitolul: *«1977. O scrisoare deschisă, una ascunsă»*,

este o infamie. Adică, în timp ce publica în Occident *Testamentul* ce acuza Securitatea, Paul Goma ascundea în mînecă pretinsa *«scrisoare de implorare a graţierii»* adresată lui Ceauşescu! Pe de o parte Apelul pentru drepturile omului, pe de alta – *«sinceritatea strigătului de disperare, de căinţă, (...) fervoarea rugăminţii de iertare»*, ce nu se pot citi, vai, decît în *«lectura»* doamnei Bianca Balotă la apocrifele Securităţii! A gîndi doar un asemenea "scenariu", în afara oricărui bun simţ şi oricărei verosimilităţi, e mizerabil. A-l susţine public, împotriva oricărei mărturii şi uzînd, creditîndu-le, de post-argumentele "editoriale" ale Securităţii, e descalificant. E timpul să ne revoltăm, noi, de *«revolta şi scîrba»* pe care ne declară a le încerca Bianca Balotă. Şi ne revoltăm.

Apelul pentru drepturile omului: semnatari şi denigratori

După cum ne revoltăm, în genere, de "competenţa" pe care o afişează fără scrupule domnia-sa nu doar în domeniul "larg", ca să zicem aşa, al criticii literare – care, la români, poate fi trasă ca plapuma peste orice manifestare verbală, cu minima condiţie de a lua ca pretext o carte pentru a calomnia şi injuria autorul –, dar şi în domeniul infinit mai restrîns al opoziţiei române, în care cu atîta subită pasiune pare a se "specializa" acum Bianca Balotă, denigrînd pe Paul Goma şi mişcarea Goma din 1977.

E drept, şi aici "competenţa" a început a se extinde. Cazul Biancăi Balotă examinînd "cazul Goma" nu e cu totul singular – ci doar particular. Căci alţi maeştri-de-conştiinţă-după-război rozînd sau întinînd reputaţia adevăraţilor opozanţi n-au mers – deşi cu mult mai iluştri decît domnia sa, sîntem nevoiţi a o recunoaşte – pînă la a se exhiba în reprezentanţi şi veghetori ai *«stimei breslei»* scriitoriceşti, căreia *par ailleurs* regretăm a nu fi bănuit măcar că doamna Bianca Balotă are veleitatea de a-i aparţine.

(Ar exista un precedent – dar o, vai, cît de timid! – în persoana "folcloristului" Ilie Brie, *par ailleurs* şi fără nici o analogie, securistul-de-serviciu al exilului, tînăr parizian din anii '80 pe care am avut surpriza să-l descoperim în toamna lui 1989 în postura de "scriitor-militant" pentru constituirea unei filiale de export a Uniunii scriitorilor de la Bucureşti, o filială a diasporei dar "apolitică", adică excluzînd pe refugiaţii politici precum Paul Goma; şi acela manifesta ardoarea purtătorului-de-cuvînt al "breslei", deşi era purtător-de-geantă al lui Virgil Tănase şi locţiitor-de-cuvînt al lui Breban, relaţia fiind, în ambele cazuri, extra-literară).

Se întîmplă, însă, ca, în afară de *«copiii între zece şi douăzeci de ani»* la a căror maturitate de astăzi veghează cu atîta grijă de "adevăr" Bianca Balotă, să mai fi trăit în România anului 1977 şi oameni de alte vîrste... Au existat chiar cîteva sute care au fost onoraţi să-şi pună semnătura *după* aceea a lui Paul Goma – trebuie oare să înţelegem că cei care, dimpotrivă, *«la acea dată, nu-şi puteau permite să-şi pună semnătura după aceea»* a lui Paul Goma, dacă s-ar fi grăbit ei totuşi să i-o ia *înainte*, cu Bianca Balotă în frunte, atunci ar fi semnat ei, ca demni reprezentanţi ai breslei, documentul cu pricina?...

În ce ne priveşte, sîntem în măsură de a preciza, pentru prea-tinerii de atunci: e vorba de două documente. Charta '77 mai întîi, cu care Paul Goma îşi declarase public solidaritatea în ianuarie 1977, printr-o scrisoare deschisă adresată lui Pavel Kohout (al cărei text se poate citi în *Culoarea curcubeului*, pp. 52-53). Dar o făcuse nu *înainte*, ci *după* ce mulţi alţi scriitori "frămîntaseră" îndelung ideea adeziunii, ba chiar a compunerii unui text paralel, "autohton", mult mai "tare" – şi... renunţaseră; nu din "respectul-de-sine" ce-i împiedeca a-şi *«pune semnătura după aceea a lui Paul Goma»*, cum "spune-lucrurilor-pe-nume" Bianca Balotă, inversînd, încă o dată, cronologii – căci domnia-sa şi-ar fi neîndoielnic *«pus semnătura»* pe... Charta cehilor (!) dacă nu s-ar fi... grăbit aşa de tare s-o facă *«nimic»*-ul de Paul Goma! –, ci probabil, dimpotrivă, tocmai pentru că... nu le venise să i-o ia înainte lui Paul Goma, semnînd

"singuri" o scrisoare colectivă de adeziune, sau măcar, "dînd-o anonimă": ar fi fost necolegial, nu?... (pentru discuţiile dintre scriitori, în epocă, vezi *Culoarea curcubeului*, pp. 40-51).

Pe de altă parte, documentul semnat ulterior de cei care, mulţi-puţini, scriitori-nescriitori, nu găsiseră "compromiţător" a-şi pune semnătura *după* aceea a lui Paul Goma, nu era – şi nici nu putea fi – în mod nemijlocit *«Charta '77»*, ci Apelul pentru respectarea drepturilor omului în România **iniţiat şi lansat de Paul Goma însuşi**, Apel inspirat dar independent de Charta '77 a intelectualilor cehi (textul se poate citi în *Culoarea curcubeului*, pp. 70-72). Adresat sub formă de Scrisoare deschisă Conferinţei internaţionale post-Helsinki de la Belgrad, Apelul demasca statul român pentru încălcarea sistematică a drepturilor omului şi pentru nerespectarea prevederilor Constituţiei. Pe acesta, într-adevăr, Bianca Balotă nu l-ar fi semnat: ar fi... "compromis-o" nu doar semnătura lui Paul Goma, ci textul însuşi!!

Despre semnatari, Bianca Balotă declară, pentru Ion Negoiţescu, că a făcut-o *«sur un coup de tête»* – şi nu dispărutul Nego o va putea contrazice (cît despre textele lui politice, ca de pildă cele reunite în volumul *În cunoştinţă de cauză,* Dacia, Cluj 1990, are Bianca Balotă grijă să le ignore). Despre Vasile Paraschiv, pierdut fără urmă pînă după decembrie 1989 în bolgiile închisorilor psihiatrice ceauşiste, sau despre arestaţii Ladea şi Drăgoescu, foşti deţinuţi politici ca şi Goma, nici o vorbă; menţionează totuşi "cazul" lui Ionel Vianu, dar numai pentru a ne declara că... nu-l cunoaşte.

În schimb, pare a cunoaşte – după reţeta calomniei deja aplicate, din gros, iniţiatorului mişcării – "cazurile" altora, *«numai cîţiva celebri necunoscuţi»* cum cu dispreţ îi expediază, bagatelizînd şi numărul şi oamenii, *«care aveau nevoie de un paşaport pentru a emigra. Şi se pare că l-au obţinut.»* (*Cazul Goma*, partea a II-a col. 3). Şi Bianca Balotă a avut nevoie – dar ea n-a semnat Apelul lui Paul Goma pentru a-l obţine... paşaportul, adică! N-a avut nevoie! L-a obţinut – semnînd însă, poate, altceva, mult mai "confidenţial", decît vreun text public de protest împotriva Statului român! – chiar cu mult mai curînd decît acei semnatari ai Apelului lui Paul Goma, cărora, dimpotrivă, refuzînd să emigreze, li s-a impus, după ani de persecuţii şi procese, solicitarea paşaportului de plecare definitivă din ţară, ca unică alternativă posibilă faţă de trimiterea la muncă forţată la Canal, sau internarea în vederea "îngrijirii" gratuite pentru "boală mentală periculoasă" la Spitalul 9... Dar împricinaţii, chiar dacă "cazul" lor ar fi putut fi – sau a devenit ulterior – foarte bine cunoscut doamnei Bianca Balotă, trebuie să fi fost şi ei de mult căzuţi, în ochii domniei-sale, din "stima" vreunei "bresle"! De vreme ce şi-au pus semnătura – o, ruşine! – *«după aceea a lui Paul Goma»*...[4]

«Generaţia culpabilizată»...

Bianca Balotă propune soluţii de descătuşare în numele unei întregi *«generaţii culpabilizate»* de Paul Goma... Mai mult, ea sună deşteptarea *«poporului român»* însuşi din *«abuzul»* care s-a făcut de *«credulitatea»* lui!

Ca semnatari ai Apelului lui Paul Goma din 1977, nu putem fi decît... nesolidari cu veleitara purtătoare-de-cuvînt a breslei, a generaţiei şi a Poporului român! Poziţia pe care Bianca Balotă o asumă în numele *«culpabilizaţilor»* nu e, de altfel, de natură a ne inspira indignarea pentru vreo "insanitate" comisă împotriva unor oameni bravi, copleşiţi de acuzaţii nemeritate şi puşi la stîlpul infamiei. Căci ea nu e defensivă, ci agresivă; nu e vorba de o "deculpabilizare", ci de o acţiune sistematică de falsificare a adevărului, de acuzare neîntemeiată, de atac fundamental la persoana pretinsului "culpabilizator". O ofensivă a minciunii furioase.

[4] Este vorba de autorii prezentului volum, semnatari ai Apelului lui Paul Goma (pe 4 martie 1977), plecaţi definitiv din ţară ca apatrizi în ianuarie 1983, refugiaţi politici în Franţa (vezi Introducerea).

Nimeni nu poate culpabiliza pe cel ce nu se culpabilizează singur, prin faptele sale. Nu Paul Goma îl "culpabilizează" pe Nicolae Balotă, descriind cum, în plină şedinţă a cenaclului Uniunii scritorilor din vara lui 1969 unde Goma citeşte, sub prezidarea lui Miron Radu Paraschivescu şi la cererea acestuia, fragmentele *«cele mai tari»* din *Ostinato*, în prezenţa televiziunii austriece, fostul coleg de Jilava, criticul subţire şi... prudent ce avea să salute Tezele din iulie '71, *«s-a ridicat de pe scaun şi a început a vîsli spre ieşire – fără a uita să distribuie în dreapta şi în stînga saluturi din cap, cum se face între oameni bine crescuţi»* (*Jurnal* III, p. 232). Nu Paul Goma, cel ce înţelege a da cuvînt victimelor regimului comunist, îi culpabilizează pe acei foşti deţinuţi ca şi el ce înţeleg a "uita", a ascunde ca pe o ruşine trecerea-pe-acolo, a o "acoperi" cu... articole de tămîiere a tiranului zilei, chiar şi atunci cînd nimic nu-i sileşte a o face. Dealtfel, "cazul" lui Nicolae Balotă, de-o pildă, e mult mai crud tratat de Virgil Ierunca, în cronicile radiofonice reunite în volumul *Dimpotrivă*, decît de Paul Goma în *Jurnal*, care narează cu o adîncă simpatie tentativa avortată din motive de context nedemn de el, a fostului coleg de celulă, de a-şi face o *mea culpa* publică pentru multiplele sale cedări, la conferinţa de la Roma (*«foarte-foarte emoţionat, cu glas sugrumat, a început să spună..., dar n-a mai spus. Îşi va fi dat seama că nu are în faţa* ***cui*** *să-şi facă el mea culpa – chiar aşa: dinaintea lui Uricariu?»*, *Jurnal* III, pp. 131, 135). Nu Paul Goma îl culpabilizează pe Alexandru Paleologu cînd acesta declară despre Gelu Voican că o fi el criminal, *«dar după mamă, e un Sturdza»* – ba Paul Goma îl *«cinsteşte»* pe Paleologu pentru că, avînd *«obligaţii»* de a da raportul Securităţii, le spunea fără ocol prietenilor din exil motivul nevenirii, şi îl apără de atacul violent al lui Ţepeneag – reproşîndu-i acestuia şi limbajul pe care, decent, nu-l reproduce –, necondamnînd, dimpotrivă, salutînd cu respect la Paleologu mărturisirea publică a colaborării cu Securitatea (*Jurnal* III, pp. 106-107, 245-246). Nu Paul Goma culpabilizează pe Nicolae Manolescu sau pe Virgil Tănase, pentru articolele sau cărţile mai mult sau mai puţin imnice consacrate lui Ion Iliescu, iar, în cazul mentorului criticii contemporane, şi "scriitorilor-de-serviciu" precum Popescu-Dumnezeu. Nu Paul Goma culpabilizează pe Gabriel Liiceanu pentru că i-a trimis la topit, fără a o distribui nici pe sfert şi, cît distribuită, retrasă din librării, cartea *Culoarea curcubeului* în 1992...

Dar lista e lungă şi nu vom putea reproduce aici galeria tuturor personajelor ce defilează, revelîndu-şi ticurile, firea secretă, marile laşităţi şi micile grandori, în oglinda inversată a *Jurnalului* – în care, primul, se scrutează cu necruţătoare privire scriitorul însuşi. Şi dacă este un "culpabilizat" în *Jurnal*, e... însuşi Goma, atent, mereu, la răul pe care l-ar putea face, regretîndu-şi reacţiile cele mai inocente şi mai îndreptăţite (*«"Tu eşti cretin? m-a cenzurat Ţepeneag. (...) "Ţepeneag, eşti un porc!" am zis şi am închis telefonul. Imediat mi-a părut rău, mi s-a făcut ruşine. Am sunat din nou la el – era ocupat»*, *Jurnal* III, p. 240), călcîndu-şi pe inimă, cedînd, cerîndu-şi iertare pentru închipuite vini, acuzîndu-se neretoric şi dur, suportînd fără revoltă şi fără bănuială abuzul de bună-credinţă şi de prietenie pe care l-au practicat asupra lui toţi, de la colegii de "breaslă" la colegii de... "activism politic", cum autoironic îşi numeşte acţiunea acest mare, incorigibil utopist, iremediabil optimist, martir al credinţei în Cuvînt, în Cuvîntul-Scris şi în Cuvîntul-Dat, Paul Goma. Căci secretul, marele lui secret batjocorit de prieteni şi ignorat de duşmani, e IUBIREA. Pentru Ivasiuc, pentru Ţepeneag, pentru "Monici", pentru Gabriela, pentru Balotă... Cei mai "puri" – precum Negoiţescu, faţă de care Goma arată un tot mai profund ataşament, precum Grigurcu, *«Singurul din generaţia mea care se ţine pe două picioare»* (şi Bianca Balotă care-l acuză pe Goma de *«infamie»* la adresa fostului coleg de studenţie!) – nu sînt neapărat mai mult iubiţi decît cei mustraţi pentru compromisuri, cedări, autoritarisme, jigniri, invidii, umilinţe, batjocuri.

Pentru nici unul din "culpabilizaţi", Paul Goma nu are cuvinte de ocară – şi cînd le află la alţii, le sancţionează cu repulsie. Are în schimb violenţe de limbaj la adresa galeriei *«securoşilor»* şi asimilaţi, ca şi a unor notorii colaboraţionişti culturali; însă pot aceştia fi

integraţi *«generaţiei culpabilizate»* pe care o "descătuşază" Bianca Balotă? Ei sînt dealtfel veştejiţi nu doar de "culpabilizator" (*«"Aaaa, publici la porcul de Sorescu?", mă ia Monica la trei păzeşte...», Jurnal* III, p. 304). E cazul să invocăm în acelaşi context "antologia ruşinii" comentată cu aciditate, ani de-a rîndul, de Virgil Ierunca la *Europa liberă* (a se citi de-acum volumul *Dimpotrivă* ce reuneşte aceste cronici).

Dar Bianca Balotă e... împotrivă şi, din cine ştie ce reflex de "apartenenţă lărgită" ale cărui temeiuri ne scapă, persistă şi semnează: Paul Goma *«şi-a insultat confraţii din ţară şi străinătate, i-a calomniat pe fiecare în parte şi cultura română în totalitatea ei»* (*Drept la replică*, col. 2). Or lista celor "ultragiaţi" de Paul Goma – o, crimă de lèse-generaţie-breaslă-cultură-Popor! – e foarte, foarte... surprinzătoare: *«Tot asta face şi în "Dreptul la replică"* [textul de apărare al lui Paul Goma *Dar cine-i Bianca Balotă?*]: *îşi reînnoieşte cuvintele de ocară, pe care le aruncă, de data aceasta, la adresa următorilor: Al. George, Ivasiuc, Breban, Ivaşcu, V. Teodorescu, Băran, Piru, Dragoş, Dobrescu, M. C. Titus, V. Carianopol, Al. Covaci, Ionescu-Quintus»* (*ibidem*).

Dacă am văzut *cui «aruncă»* Paul Goma *«cuvinte de ocară»*, să vedem *cum* anume o face. Citäm pasajul incriminat: *«Textul* Cazul Goma [al Biancăi Balotă] *se înscrie perfect în campaniile pe care Securitatea le-a dus (şi) împotriva mea din 1976, cînd mi-a apărut, la Gallimard,* Gherla*. Eram demascat, pe faţă – cu precădere în* Săptămîna *lui Barbu, dar şi prin mesageri ca Ivasiuc sau Breban: nu aveam strop de talent, eram agent NKVD, fusesem turnător; în primăvara anului 1977 mi s-a mai atîrnat de coadă o tinichea: îmi trădam patria (vezi textele publicate de Ivaşcu, Virgil Teodorescu, Băran, Piru, Dragoş, Dobrescu). (...) Atunci a apărut o voce nouă: a lui I.C. Drăgan. Prin el Securitatea mi-a scris "scurta biografie", m-a rebotezat ("Efremovici"), etc. iar în broşura* România sub presiune *(semnată: M. C. Titus), prin "mărturiile" lui V. Carianopol, Aurel Covaci, Quintus (epigramistul cataramist), precum şi cîţiva popi din Ploieşti a afirmat: Gherla este o carte mincinoasă, calomniatoare la adresa... deţinuţilor politici; Goma este evreu-rus, agent sovietic; Goma a fost, a rămas turnător (la facultate, în puşcărie, după...)»* (*Dar cine-i Bianca Balotă?*, col. 2).

Cine, în cine, *«aruncă cu vorbe de ocară»*? Şi pe cine *apără* atunci, Bianca Balotă? *Ce* acuzaţii preia domnia-sa, şi *ale cui*? Şi, la urma urmelor, *pe cine reprezintă?...* Nu credem că se pot *«confraţii din ţară şi străinătate»* lăsa indistinct asimilaţi listei acuzatorilor politici ai lui Paul Goma, a calomniatorilor săi de inspiraţie securistică şi, la propriu, a aruncătorilor de vorbe de ocară. "Confuzia", voită, e mai mult decît gravă, şi Bianca Balotă are a da seamă de o astfel de... "solidaritate".

Aspru, dar niciodată nedrept, nici vulgar, limbajul *Jurnalului* e la antipozii *«insanităţii degradante»* de care îl acuză indecent Bianca Balotă. Iubirea, dreaptă deci mustrătoare, nu intransigentă ci înrădăcinată în adevăr, e mobilul întregii spovedanii a lui Paul Goma, a cărei imensă forţă literară e dostoievskian purificatoare, izbăvitoare. Pentru cei ce pot să-şi călească sufletul la flacăra ei, aceea care-l călеşte şi pe scriitor. Căci pentru Paul Goma, Verbul e Adevăr, şi doar Adevărul e Iubire.

Unde ira?

E timpul să ne întrebăm, în fine, pentru ce toată montarea de răstălmăciri, ocări şi acuzaţii la adresa lui Paul Goma, de unde scenariile de un comic colosal dacă nu ar fi pervers sinistre, de la cine – furia atacului? Şi mai ales, *cui prodest* ?

O singură sursă – hidoasă, prolifică, cu capete şi cozi multiple ce răsar de unde nu te-aştepţi – ar fi (fost?) capabilă de a produce, revărsa şi răsturna o astfel de, pe drept, de astă dată, numită "găleată cu noroi": (ex-)Securitatea. Dar ea... mai există doar prin îndreptare-de-bună purtare precum *Cartea albă*, nu-i aşa?! Adică, s-a "albit" pînă la a se confunda cu capra, precum lupul

din poveste ce-şi dă laba prin făină; cum să împroaşte ea, Doamne fereşte! cu... noroi la adresa unui fost "bandit"? Nu mai are interesul... Şi apoi, chiar de-ar fi foarte jenată de dezvăluirile lui Paul Goma asupra unui trecut încă prezent şi prin oameni şi prin obiceiuri – dovadă refuzurile furioase de difuzare din partea "tovarăşilor" încă în post, sau "stingerea" tirajului din librării de către alţi asemenea "tovarăşi" – ea este atît de bine servită, de la un timp, de alţi, mult mai eficaci, zeloşi albitori de reputaţii!

Paul Goma are destui colegi de "breaslă" ce-i poartă de grijă cu sîrg şi discreţie, dar, la o adică, cu... topitul cărţilor, astfel încît să nu-i apară scrierile "culpabilizatoare-de-generaţie" în România... Destui deasemenea care să spună-lucrurilor-pe-nume demolîndu-l în faţa altei generaţii, cea care avea în 1977 între zece şi douăzeci de ani, cum bine remarcă Bianca Balotă... Căci altfel, Paul Goma riscă s-o "manipuleze", nu?... Şi generaţia tînără, riscă s-o judece pe cea... "culpabilizată"! Pericolul e cu promptitudine sezisat; iată de ce fenomenul audienţei la tineri – remarcat de Goma însuşi – trebuie jugulat cît nu e prea tîrziu! (*«Am fost şi am rămas impresionat de căldura, de înţelegerea – şi de riscurile! – cu care m-au primit, dintre scriitori colegi din România,* ***doar tinerii****...»*, *Jurnal*, III, p. 299).

Jurnalul devine astfel o binevenită ocazie de campanie pentru unii "culpabilizaţi" (fie numiţi fie... investiţi purtători-de-cuvînt), pe tema: Goma nu-i mai bun ca noi, e un impostor, un calomniator, un falsificator, un... mediocru! Ba chiar, făcînd un pas mai departe – căci se cuvine să fie făcut: NOI sîntem adevăraţii rezistenţi! Adevăraţii opozanţi! Adevăraţii eroi! Adevăraţii scriitori! Noi, care am rezistat în posturi şi funcţii! Noi, care ne-am păstrat de-a lungul dictaturii, ca să ne păstrăm tot atît de bine şi după...

Căci "demască" Bianca Balotă: *«Nu era, oare, incomparabil mai "rezistent" gestul celui din urmă dintre români care-şi asuma riscul de a asculta noaptea, în taină, Europa liberă, decît conferinţele de presă occidentale ale lui Paul Goma?»* (partea a II-a, col. 1). E pe cît de caragialesc comic pe atît de sinistru cinismul cu care Bianca Balotă revendică, pe de o parte, "rezistenţa" de a asculta *«noaptea, în taină»,* pe ascuns adică („o dăm anonimă!"), *Europa liberă* (post la care dealtfel se puteau asculta tot noaptea, cu acelaşi curaj, tocmai *«conferinţele occidentale»* ale unor "nerezistenţi" ca Paul Goma!... şi ca înşişi... "creatorii" lui), şi ocultează, pe de altă parte, faptul că Paul Goma nu pur şi simplu "rezistase", ci se opusese regimului comunist, în ţară fiind, public şi la lumina zilei, timp de aproape un sfert de secol, asumîndu-şi cu totul alte riscuri decît acela *«de a asculta noaptea, în taină, Europa liberă»!...* Nici Paul Goma, nici cei ce au dus în exil "lupta împotriva comunismului", ca să reluăm expresia Biancăi Balotă, cu riscul şi uneori cu preţul vieţii lor, n-au reproşat totuşi vreodată ascultătorilor *Europei libere* că n-au făcut mai mult decît să *«reziste... ascultînd în taină»*; dimpotrivă, pentru ei, pentru aceşti ascultători-în-taină, pentru sufletul şi conştiinţa lor au lucrat – şi nu fără roadă. Dar să vină Bianca Balotă să ne spună că ascultătorii-în-taină sînt adevăraţii "rezistenţi", şi nicidecum închisul, bătutul, batjocoritul, calomniatul, interzisul şi, în fine, exclusul şi atacatul-cu-bomba Paul Goma, să-i nege toată activitatea politică din 1954 încoace ca... "impostură" şi să-l "dezaxeze" nu doar ca "nimic în stima breslei", dar ca nedemn de "cel din urmă dintre români", relevă de atacul cel mai abject şi de o incalificabilă inversare de valori.

Bianca Balotă ne evocă fără să vrem poziţia *«aromitorilor sub biciul lui Ceauşescu»* – ca să reluăm expresia unui alt exilat ce nu-şi asumase nici el, nu-i aşa, "riscul" acelei curajoase, eroice, veritabile "rezistenţe-prin-ascultarea-în-taină", ci doar pe acela, nu-i aşa, de faţadă dacă nu de "impostură" al... *«conferinţelor occidentale»*: Ioan Petru Culianu... Dar cum se face atunci că astfel de "impostori" sînt persecutaţi pînă la crimă, iar "rezistenţii-prin-ascultarea-în-taină", nu? Amintim că profesorul Culianu a fost ucis la Chicago pentru "delictul", desigur "fără legătură"!, de a fi *«denigrat ţara în afară»* – cum se exprima comanditarul crimei, pe atunci preşedintele

Ion Iliescu, în conferinţa de presă radiodifuzată din 7 iunie 1991. Nici profesorul de la Chicago nu "rezistase-în-taină" ca "cel din urmă dintre români"... ci se exprimase public.

Radicalizîndu-şi tacticile de compromitere prin calomniere, desolidarizarea fricoasă şi furioasă a unei părţi a intelectualităţii române din anii '70 se transformă, 20 de ani mai tîrziu, în agresiune făţişă împotriva martorului, a opozantului veridic, a luptătorului prin faptă şi prin cuvîntul public asumat. Miza fiind capitalul moral în faţa noilor generaţii, legitimitatea reprezentativităţii, şi – *last but not least* – recunoaşterea operei.

Cît timp în România insulta poate trece drept opinie, minciuna – drept "punct de vedere", şi calomnia drept libertate de expresie, nu va exista nici opinie, nici "punct de vedere", nici libertate de expresie – şi nici libertate pur şi simplu.

Dana ŞIŞMANIAN, iunie 1997

PS Un "drept la replică" privilegiat i s-a acordat Biancăi Balotă, tot de către/în revista dumneavosatră, de a se "apăra" nu doar de apărarea legitimă a lui Paul Goma anterior publicată, dar şi de alte reacţii îndreptăţite la calomniile domniei-sale din *Cazul Goma*. Or aceste reacţii, sub semnătura lui Ionel Vianu, Gabriel Andreescu, Dumitru Ţepeneag, APAR ÎN ACELAŞI NUMĂR CU "REPLICA"! Democraţia redacţiei funcţionează, după un model moştenit sau învăţat, în mod unilateral : Bianca Balotă nu dă replica la materiale anterior publicate, ci la manuscrise ale materialelor ce urmează să apară simultan, în acelaşi număr, manuscrise fără îndoială comunicate de redacţie (căci nu ne putem imagina că autorii în cauză şi le vor fi supus mai întîi spre aprobare de publicare... Biancăi Balotă...)! Asemenea practici, scandaloase în sine, aruncă o lumină crudă asupra *Cazului Goma*, ce apare tot mai mult ca fiind o campanie organizată, dotată cu o logistică proprie. Dar cînd o astfel de întreprindere "reuşeşte" prea bine, riscul e... că se vede!

I. P. CULIANU – In memoriam

Cum se măsoară o crimă?[1]

În noi moartea a fost deschis o poartă.
Cine intră şi iese
Nu are moarte.

Se măsoară cu unitatea numită abjecţie. Abjecţia e distanţa dintre sub-uman şi spirit; nu o distanţă inertă, ci una vorace, care spurcă cu atât mai mult cu cât îi e imposibil de a se auto-suprima. Căci patima asasinului, ordalia lui, aceasta este: de a nu se putea niciodată ridica până la victima sa; şi ucigînd, ucigaşul se schimonoseşte zadarnic, incapabil de a-şi captura „prada" în propria lui moarte. Spiritul e o pasăre de neprins, distanţa numită abjecţie încetează acolo unde începe acest zbor, fără a se putea suprima şi fără a-l putea atinge.

Ioan Petru Culianu a fost ucis cu pistolul, cu un glonţ tras în cap, pe la spate, într-un WC din campusul Universităţii din Chicago, Universitate unde fusese chemat, cu câţiva ani în urmă, să preia catedra de Istoria religiilor a lui Mircea Eliade. A fost ucis, deci, şi Mircea Eliade, murind astfel a doua oară. A fost ucisă – a câta oară? – o generaţie întreagă, aceea căreia Ion Petru Culianu i-a fost, în anii 1967-1972, într-un Bucureşti de cumpănă între vremi aspre şi vremi şi mai aspre, emblemă şi far.

Ne trezeam atunci, adolescenţi într-o Românie ce schimba domnii, ca dintr-un vis. Un vis-coşmar căci puţini erau printre noi (exclud fireşte progenitura nomenklaturii PCR sau carieriştii politruci ai momentului) cei ce nu aveau a-şi aminti cât de vag de un tată ucis, închis sau torturat, de un unchi deportat, de un bunic dispărut. Poate dintr-o sete avidă de compensaţie spirituală faţă de comunismul dejisto-ceauşist, ne-am aruncat cu patimă exclusivă în aventuri intelectuale rar sau deloc încercate până atunci în România postbelică: hermeneutică, istoria religiilor, teorie literară, gramatică transformaţională, semiotică, antropologie şi etnografie structurală, psihanaliza mitului, analitica simbolului, gnosticism, orientalism. Aproape un joc cu mărgele de sticlă, înşirate în şi între cercurile şi sesiunile ştiinţifice studenţeşti (inexistente cu un an-doi în urmă), unde ne regăseam periodic pentru a schimba comunicări, adică întrebări aruncate abisului.

O mână de profesori mai în vîrstă şi de conferenţiari şi asistenţi mai tineri, ce se luptau să revoluţioneze sistemul universitar moştenit, ne dădeau imboldul: prof. Mihai Pop, prof. Cicerone Poghirc, regretata Nina Façon, apoi Sorin Alexandrescu, Matei Călinescu, Eugen Cisek, N. Raţă, Al. Sincu, Nicolae Constantinescu, Sanda Golopenţia, Cornel Mihai Ionescu, Petru Creţia, Mihai Nasta. Se pregătea chiar înfiinţarea unei secţii de hindi şi câţiva dintre noi – alături de colegi doar cu un an mai tineri, ce aveau să devină şi prima şi ultima promoţie de indianişti din România – au avut şansa să audieze timp de doi ani, în cadrul unui curs şi seminar

[1] Text restituit după manuscrisul originar al articolului (ce, din raţiuni de spaţiu tipografic, a fost prescurtat de redacţie în versiunea apărută în revista *Lupta,* Paris, 7 iunie 1991, reprodusă în volumul *Ioan Petru Culianu. Păcatul împotriva spiritului*, ed. Nemira, 1999, pp. 235-238).

facultativ, pe cel ce a fost poate unul dintre cei mai mari indianişti ai acestui secol: doctorul Sergiu Al-George.

Cine însă dintre studenţii de atunci ar putea spune acum că fără Ioan Petru Culianu am fi fost aceiaşi – sau că tot ce a fost ar fi fost, fără el, cum a fost? Ne era coleg, dar erudiţia lui – la leghe distanţă faţă de eforturile noastre cele mai zeloase – cât şi aura de spiritualitate ascetică pe care o degaja apariţia sa, totuşi prin nimic spectaculară, pe culoarele facultăţii, îl singularizau în mod absolut. Puţini, în ciuda profundei sale amenităţi şi a unei modestii îndelung educate (aş zice a unui exerciţiu spiritual al umilinţei în sensul monastic), îi erau prieteni; mulţi însă, direct sau indirect, gravitau, în aparenta mişcare browniană a destinelor şi preocupărilor individuale, în jurul siluetei sale intelectuale ce părea, cu discreţie şi insistenţă, să indice o „cale".

Îmi amintesc, îndeosebi, de trei dintre comunicările sale. O analiză structuralistă bazată pe modelul grafelor a poemului lui Nerval *El Desdichado*, la cercul de teorie literară; apoi *„Coincidentia oppositorum" la Giordano Bruno* (unul din punctele de plecare ale lucrării *Eros et magie à la Renaissance*, publicată la Paris în 1984), în cadrul catedrei de italiană; şi, în fine, *Soarele şi Luna* (punct de plecare, la rându-i, al unui studiu ce avea să apară în *International Review of Romanian Studies*, editată la Amsterdam de Sorin Alexandrescu), la cercul de folclor. Erau jaloanele unei iniţieri. Îi cunoştea el însuşi preţul şi ţelul? N-o vom mai şti niciodată. Dar atunci, în tensiunea înaltă care scurtcircuita, de-o parte şi de alta, spiritele, antrenînd, mult dincolo de faptele comunicate şi de întrebările puse, mari deplasări tectonice, avea loc un mister. Căci numai în mistere se comunică fapte în chip de semne, şi numai faptele ca obiect al unei comunicări misterice sînt, nemijlocit, sensuri.

Perplexitatea – un cuvânt pe care-l evoca des, ca pentru a-şi garanta sieşi, şi implicit convorbitorilor, rămânerea în rodnicia infinită a stării filosofice – venea chiar din nefinalizarea de principiu a cercetărilor sale. Nu trăgea concluzii, nu avansa ipoteze, nu oferea interpretări, nu punea premise aperceptive: structura doar, în configuraţii izbitoare de inedit şi firesc totodată, fapte de conştiinţă din epoci şi culturi diferite, ce-şi revelau singure, în chiar gestul acestei sincronii, cuiburile de comună origine, profundă, insondabilă.

Exista, firește, oricât de neevocată de conferenţiar, o structură de texte şi contexte de referinţă: Eliade, Jung. Se cunoaşte filiaţia pe care Culianu avea s-o asume faţă de Eliade; cât despre Jung, îl declara cel mai mare umanist modern. Totuşi părea a-şi refuza, poate, ca prea comod, orizontul explicativ pe care aceste hermeneutici l-ar fi putut oferi pentru paralelismele mitice şi simbolice revelate de el. Într-un fel, îşi supunea sieşi, propunîndu-le, enigmele mute ale dialogului maestru-discipol şi viceversa: a le „rezolva" nu cădea în sarcina nici unuia.

Va fi ajuns, în cursul vastei cariere ştiinţifice şi universitare pe care avea s-o întreprindă după plecarea din ţară (1972), la un orizont explicativ propriu, sub zodia căruia să fi adîncit, explicitat, sau rezolvat misterul circumscris, fenomenologic, atunci? Şi care avea să fie sensul şi valoarea aceleia dintre opţiuni pe care o va fi făcut? Un răspuns – unul între altele – la aceste întrebări nu mai poate veni acum decât de la un dialog susţinut cu cărţile lui; şi nu e nici ocazia nici momentul de a-l întreprinde aici.

Stăruie însă, suspendată în intervalul timpului parcurs, o altă întrebare fără răspuns, ce atinge din nou, şi pentru fiecare din noi, acele rădăcini a căror clintire ne-a tulburat atunci, readucîndu-ne astfel, odată cu dispariţia lui Ioan Petru Culianu, *in illo tempore* al mitului trăit de generaţia pe care o evoc: este vorba de confruntarea cu chiar acest mit, ca mit propriu. Am rămas închişi în el, l-am depăşit, ne-a depăşit? Unde ne situăm, după douăzeci de ani?

***

Aceste, în fond, autoîntrebări cedează locul acum unui singur răspuns, ferm şi fără putinţă de greşeală: persoana, ca şi cărţile lui Ioan Petru Culianu nu au, în nici un orizont explicativ posibil sub zodia umanului, vreo legătură cu crima monstruoasă ce s-a comis împotriva lui.

Corriere della Sera nu ezită a o presupune a avea un fond politic. Şi aflând că Ioan Petru Culianu primea de câtva timp, la Chicago, scrisori de ameninţare cu moartea, redactate într-o limbă pe care nu e de crezut că o vorbeau niscai gangsteri locali, anume în limba română, îmi vine greu să pun la îndoială această presupunere. Îmi vine cu atât mai greu cu cât îmi sună în minte sloganele barbare, ce s-au strigat succesiv pe străzile Bucureştiului, de către alegătorii şi mai apoi de către minero-securiştii lui Ion Iliescu: „Jos intelectualii!", apoi „Noi muncim, nu gândim!" şi în fine mai cu seamă acesta, obsedant între toate: „Moarte intelectualilor!" Ciudat silogism democratic, a cărui concluzie „logică" e imediat evidentă.

Istoricul religiilor de la Chicago publica în ultima vreme, între altele, şi articole critice la adresa puterii actuale de la Bucureşti, în presa română din SUA (*Lumea liberă românească*, săptămînal newyorkez) şi în cea americană, şi dăduse un recent interviu revistei *22*. Să fie el victima exemplară a climatului de ură sălbatică instaurat de **cei ce ucid, nu gândesc**? Exemplară pentru că el era un exponent de excepţie al unei generaţii şi al unei profesii, profesia gândirii? Oricine ar fi asasinul lui Ioan Petru Culianu, asasinarea lui ne vizează. Căci crima tinde a impune universurilor paralele în care se desfăşoară viaţa intelectuală modul terorii ca suprimare în derizoriu şi în vanitatea clipei, ca eliminare a valorii din timp, ca punere sub interdicţie a spiritului. Şi asta nu poate fi admis.

Dar cum se pedepseşte o crimă? Cu exact arma pe care ea a vrut s-o suprime: cu Verbul.

Dana ŞIŞMANIAN, 1 iunie 1991

Dana Şişmanian

Scoptophilia sau sensul sacrificiului

Ioan Petru Culianu *in memoriam*.

Tăcerea ce tinde să se instituie în jurul asasinării lui Ioan Petru Culianu mă umple de nelinişte şi-mi umbreşte bucuria cu care în mod legitim am primit vestea înfiinţării Partidului Alianţei Civice. Căci m-am aşteptat ca întreaga opoziţie românească, din exil dar şi din ţară, să-şi fi manifestat protestul împotriva abominabilului act, prin care hingherii rînjitori ce spoiesc cu sînge, de 45 de ani, cugetul acestui popor, au încercat încă o dată să elimine din istorie gîndirea.

Or în afara curajoaselor, constantelor luări de poziţie individuale din paginile *Lumii libere româneşti* (New York), şi, în ţară, *României libere*, revistei *22* şi altor cîtorva publicaţii, n-am citit, la nivel de asociaţii sau organizaţii politice, decât protestul comun, la care ader din toata inima, al Uniunii Românilor pentru Credinţă şi Libertate, Congresului Mondial al Românilor, şi Alianţei Civice din S.U.A. şi Canada (reprodus în paginile *Lumii libere*, nr. 143 din 29 iunie) – adică, al unor organizaţii româneşti din exil.

Am auzit în schimb, pe lîngă o ploaie de zvonuri şi presupuneri calomnioase cu privire la caracterul şi motivaţiile crimei, diverse justificări pentru sustragerea de la luarea vreunei atitudini de protest, de la „nu sînt dovezi materiale" la aceasta, mai incredibilă decît toate, după care omul fiind deja mort, cu ce-l mai poate ajuta, de-o pildă, protestul Ligii pentru Drepturile Omului... Pesemne, morţii nu mai au drepturi! S-ar zice chiar că asasinatul iese cu deosebire de sub incidenţa încălcării drepturilor omului, de vreme ce victima, oricum, nu se mai poate bucura de efectul eventual al condamnării unei astfel de încălcări supreme a drepturilor sale fundamentale, începînd şi sfîrşind cu acela la propria viaţă! Morţii cu morţii, viii cu viii! Nu le rămîne asasinilor decît să triumfe, încurajaţi de succesul nesperat al dublei tactici post-criminale aplicate: conspiraţia tăcerii, şi zvonistica. Zvastica securistă a zvonisticii – căci există o diferenţă reală între SS şi Securitate?

Constat dealtfel – şi un istoric al religilor n-ar trece neatent peste acest simptom, ca să zic aşa, „milenarist" – că proliferează la toate nivelele un discurs soteriologic ce, punînd cuvântul „salvare" alături de acela de „naţiune", îşi atrage, involuntar sau, poate, dintr-o prost înţeleasă nevoie de replică, riscul inutil al idiosincraziilor.

Mă grăbesc să mă explic, ca să înlătur, pe cît e omeneşte cu putinţă, eventualitatea unor răstălmăciri.

Nu mă îndoiesc nici o clipă de faptul că Partidul Alianţei Civice reprezintă, în condiţiile crizei grave în care a ajuns societatea românească de astăzi, „ultima speranţă", şi nici că el are drept ţel „salvarea fiinţei naţionale". Dar personal aş fi preferat să se evite recurgerea la acest vocabular patetic, pe care l-au compromis deja – şi nu încetează de a o face – cu totul alte guri.

Fireşte, nu există nici un risc de confuzie posibilă, pentru nimeni, cu „salvarea naţională" trîmbiţată de Front. Prin această formulă de inspiraţie K.G.B.-istă, o parte a nomenclaturii politice româneşti, autoare anonimă a manifestelor trimise în Occident încă de prin vara lui 1989, sub pudica siglă de „Frontul Salvării Naţionale", dovedea că începuse să miroasă furtuna ce trebuia să spulbere o parte a comunismului mondial şi decisese să-şi ia măsurile de auto-sovgardă, ce au dus la actuala întreţinere, cu balsamuri şi otrăvuri, a fosilei comuniste, ucigătoare pînă şi prin miasmele ei.

Dar dacă „naţiunea” poate să însemne şi altceva decît o simplă parolă de camuflaj pentru Ilieşti, Brucani şi Romani, şi dacă e să fie vorba cu adevărat de salvarea ei ca atare, ca fiinţă, atunci să ni se permită a crede că fiinţa unei naţiuni rezidă în conştiinţa ei, şi că tocmai această conştiinţă e salvatoare pentru naţiune, fiind agentul şi sursa oricărei acţiuni salvifice, şi nu obiectul vreuneia. Or conştiinţa naţiunii poate fi, într-un moment istoric dat sau în eternitate, o colectivitate, cum poate fi un singur individ.

Iată de ce m-aş fi bucurat ca Partidul Alianţei Civice să facă al său, într-un gest de adopţiune şi de recunoaştere intelectuală şi politică, glasul inimitabil al profesorului Ioan Petru Culianu, pentru a opune ţopăitorilor pe cadavre adevărul unei continuităţi de fiinţă şi conştiinţă ce, singur, ne salvează; şi ne salvează cu preţul luptei şi al sacrificiului pe care descoperirea lui îl cere.

Voi considera – sau, cel puţin, sper – că Partidul Alianţei Civice a făcut-o tacit, asumînd dealtfel, pentru acum şi pentru întreaga lui acţiune politică viitoare, glasurile tuturor celor ce, asemeni lui Ioan Petru Culianu, au scrutat cu lumina adevărului tenebra, şi pe care tenebra, iritată, s-a încercat în van, ucigîndu-i, a-i cuprinde.

Căci doar aşa, prin această asumare, uciderea lui este răzbunată, şi sacrificiul său – pentru că de un sacrificiu este vorba – îşi capătă sensul şi garanţia unei împliniri viitoare.

Fie-mi îngăduit să declar, sub titlul care a fost al rubricii sale în paginile acestei publicaţii, că Fiinţa e a priori salvată de Cuvînt, şi că tenebra e a priori nimicită de lumină.

Dana ŞIŞMANIAN, iulie 1991

Mesajul cu adrese multiple sau viclenia nebunului

Inventatorii matracocraţiei – această originală formă de democraţie post-comunistă românească, în care puterea poporului este atît de intensă încît se transferă uneltelor sale de „muncă": bîte, vine de bou, tîrnăcoape, săpăligi, răngi şi alte „organe" – au talentul de a fi inovat nu doar în materie de acţiune politică ci şi în ceea ce priveşte discursul. Conferinţa de presă a devenit îndeosebi un gen literar polisemic, în care virtuţile încercate ale limbii de lemn – din care în cazuri extreme se ciopleşte direct bîta atît de necesară – se nuanţează simultan la mai multe nivele.

Pentru a putea analiza această tactică a „glaznostului" cu adrese multiple – atît de transparentă dealtfel încît produce, în chip neaşteptat pentru promotorii ei, efectul unui bumerang logic – e necesar a sublinia un alt merit al originalilor democraţi: acela de a fi înlocuit pateticul „cine nu e cu noi e împotriva noastră" cu mai tehnicul silogism „Moarte iutelectualilor!"; termen mediu: „Noi muncim, nu gîndim!", *ergo* inconturnabil: **Ei gîndesc, noi ucidem**.

Se explicitează astfel, în fine, fără multă ipocrizie, opoziţia fondatoare a 45 de ani de dictatură comunistă la gurile Dunării: opoziţia dintre gînditori şi ucigaşi. Că cei ce gîndesc trebuie ucişi e imediat evident: dacă toţi cei dispuşi a suporta şi a face jocul ucigaşilor ar fi convertiţi la gîndire prin exemplul periculos al acestor microbi de intelectuali cărora li s-a declarat dealtfel un mortal război, pe seama şi cu sprijinul cui şi-ar mai clădi ei, corifeii noii puteri, democraţia bîtei? Noi însă, mai puţin anxioşi şi în fond mai sceptici, nu ne facem griji în privinţa unei astfel de convertiri: ea nu e posibilă. Nu aderăm, cu alte cuvinte, la optimismul unui Andrei Pleşu, care consideră că bunătatea constă – creştineşte, îşi închipuie ministrul culturii, ce se recomandă *par ailleurs* şi istoric al religiilor (!) – în convertirea răului în bine...[1] Cine porunceşte crima nu are altă convertire posibilă decît cea care constă din pedeapsă, şi singurul bine ce li se poate face ucigaşilor este procesul justiţiar şi sentinţa legii; căci nu există convertire fără pocăinţă şi mărturisire – ori nu ştim să figureze şi aceste virtuţi creştineşti în tablele guvernului lui Petre Roman.

Cît despre cei ce ridică bîta sau mînuiesc pistolul, la porunca creştinescului guvern şi a preşedintelui democratic ales, aceştia o vor face întotdeauna, la porunca oricui se va nimeri şi împotriva oricui – inclusiv a stăpînilor de mai ieri, cum au mai dovedit-o – cu condiţia să se facă apel la resorturile de violenţă, animalitate şi prostie care opun fiinţa gregară, fiinţei civilizate, sau altor fiinţe gregare... Căci din fericire fiarele se mistuie, pînă la urmă, între ele.

Mai există însă, pe lîngă complici, cărora li se adresează porunci sau li se face cu ochiul, şi o altă categorie de adresanţi. Sînt, tocmai, binevoitorii, reconciliatorii, „laodiceenii", oameni paşnici pe care discernerile în alb-negru îi alergizează: ei nu sînt nici gînditori nici ucigaşi (sau complici, conştienţi ori inconştienţi, ai acestora...). Nu ne interesează, aici, motivaţiile, aparente sau reale, ale „înţelepciunii" profesate de apărătorii degradeurilor de tot felul. Dar trebuie să semnalăm că, voit sau nu, Limbul „căldiceilor" – prevenit dealtfel, cu o încruntare diferenţiată

[1] A se vedea replica dată de Andrei Pleşu mesajului lui Eugène Ionesco la inaugurarea Fundaţiei Humanitas (texte reproduse în *Lupta*, nr. 165, 7 iulie 1991, p. 7).

a sprîncenei, asupra riscurilor eventualei treceri în categoria exersatorilor intransigenţi ai facultăţii critice – serveşte de ecou şi de bancă de credit justificării sau disculpării ucigaşilor.

***

E greu de spus pe cine mai întîi, pe binevoitori sau pe complici, a mizat primul-ministru Petre Roman cînd, venit în „vizită de lucru" la Paris, a declarat la conferinţa de presă dată la ambasada României pe 19 iulie 1991 că „evenimentele" din 15-16 iunie 1990 „aparţin trecutului", fiind „date uitării în România". E mai sigur că a mizat pur şi simplu pe impunitatea pe care crede a şi-o fi asigurat un guvern şi un preşedinte ce mai sînt încă în funcţie, la mai mult de un an de la comanditarea uneia din cele mai sălbatice represiuni cunoscute vreodată sub un regim comunist. Şi declarînd cu aceeaşi ocazie că tot ce e de regretat în amnezica România a „progreselor" fesenite e... „absenţa unei opoziţii structurate", Petre Roman îşi închipuia fără îndoială a institui, sub masca ipocrită a puterii „democrate", nu doar legea prescripţiei crimelor politice ci şi pe cea a eludării anticipate a oricărei acuzaţii pentru crime viitoare. Căci deplîngînd, la nici două săptămîni de la crearea Partidului Alianţei Civice, lipsa unei opoziţii care nu doar exista deja, foarte bine structurată, dar se şi constituia în forţă politică, rarul şi zîmbitorul exemplar al trilingvismului limbo-de-lemn-româno-francez trăda o voinţă de ignorare a celor mai serioşi adversari politici, care e una cu voinţa de suprimare.

Campania de ameninţări şi agresiuni sălbatice cărora le-au fost ţintă, de la „mineriadă" încoace, opozanţii politici independenţi, la Bucureşti şi aiurea – profesorul Petru Creţia, redactorul-şef al României libere Petre Mihai Băcanu, ziaristul Banu Rădulescu, apoi, la Geneva sau Bruxelles, Dumitru Mazilu sau Traian Ştefănescu, ca şi atîţia alţii – dovedeşte cu anticipaţie că matracocraţia nu-şi face scrupule în a contribui, după mijloace şi puteri, la „structurarea" opoziţiei...

De o virtuozitate net superioară, direct proporţională, dealtfel, cu rangul suprem de „despot luminat" pe care, în urma „emanării" sale revoluţionare, şi l-a revendicat campionul campaniei prezidenţiale a „untului şi slăninei", e însă conferinţa de presă dată de Ion Iliescu la Bucureşti, pe 7 iunie. Un adevărat model al genului. Şi în plus, pe înţelesul tuturor de vreme ce, spre deosebire de primul său emisar, cu care nu are în comun decît zîmbetul cu colţi, pe Preşedinte îl ocolesc nu doar frumoasa limbă a lui François Mitterrand ci şi limba română însăşi, nerămînîndu-i decît cea de lemn, strămoşească: nu degeaba iubeşte el bîtele...

Într-adevăr, stilul este cu totul demn de agramatele deliruri ale Caţavencilor şi Agamiţilor lui Caragiale, şi asta, la drept vorbind, ne-a mai descreţit puţin frunţile a rîdere... Am fi rîs de-a binelea dacă n-ar fi fost vorba, în numita conferinţă, în mod camuflat, de isprava cu minerii, şi în mod direct, de ultima şi poate cea mai abominabilă crimă comisă împotriva gîndirii de 45 de ani încoace: asasinarea profesorului Ioan Petru Culianu.

***

Intervenţia preşedintelui în persoană în lămurirea „cazului Culianu" este salutară. Tocmai începusem să dezesperăm de tăcerea domniei-sale şi a mass-mediei oficiale româneşti asupra asasinării abjecte a urmaşului lui Mircea Eliade la catedra de istoria religiilor de la Universitatea din Chicago, şi să exasperăm pe de altă parte de logoreea zvonistică a „organelor", ce se străduiau pe toate căile să dezmintă că această crimă ar avea vreun oarecare caracter politic, eventual vreo legătură cu Securitatea şi în general, cu puterea de la Bucureşti.

Ba chiar, cu ajutorul (involuntar desigur) al cutiei de rezonanţă pe care o reprezintă, pretutindeni, Limbul „binevoitorilor", eram asiguraţi că profesorul Culianu „nu făcea nimic politic" (despre articolele din *Lumea Liberă* s-ar zice că nu ştia nimeni...), şi eram aruncaţi, convorbind cu cîte un „căldicel" sau altul, de pe o pistă pe alta, una mai năstruşnică decît precedenta: droguri, homosexualitate, oculte magii negre şi farmece muiereşti, dacă nu vreun rit de sectă secretă, răzbunări neaoşeşti şi ortodoxice – eternii legionari fireşte – sau, dimpotrivă, represalii sioniste, de nu cumva de medelinică obedienţă, dar şi banale calcule pe seama unei poliţe de asigurare, şi în ultimă instanţă – ca să luăm, desigur, seama, ca români naivi şi lesne crezători străinătăţurilor, la riscurile mortale ale Occidentului – „criminalitatea din Chicago"... Acolo se omoară, frate, şi pentru o pereche de Adidaşi – şi asta, inclusiv şi mai ales în toaletele de la etajul 3 ale somptuoasei Divinity School, clădire ce tocmai fusese filmată în toate ungherele ei de un operator de la Bucureşti, al cărui film n-a fost destinat publicului Televiziunii române!... Ci altuia, purtător de epoleţi!...

Că nici un jaf nu a fost comis asupra victimei cu excepţia vieţii – şi, extrem de curios, a manuscriselor, dischetelor şi documentelor sustrase de la domiciliu în ziua crimei – nu avea desigur nici o relevanţă. De ce n-ar fi adică gangsterii din „capitala mondială a crimei" dornici să-şi însuşească, spre erudită lectură, manuscrisele profesorului de istoria religiilor, şi spre învăţarea frumoasei limbi materne a aceluiaşi, scrisorile de ameninţare, în româneşte, pe care profesorul Culianu le primea de aproape un an de zile – adică, incidental, de cînd începuse să colaboreze la Lumea liberă?... Puteau avea şi ei curiozitatea, criminalii din Chicago, să vadă de ce-l ameninţau cu moartea, ex-concetăţenii săi anonimi – ce semnau, incidental şi ca să-i aducă aminte de patrie, „Vatra românească" – pe autorul virulentelor atacuri din susnumitul ziar la adresa „noii" puteri de la Bucureşti şi a „vechii" ei Securităţi...

Ba am mai auzit şi o alta, cea mai incredibilă dintre toate. Anume că oricum ar sta lucrurile cu motivaţia şi autorii crimei, bietul om fiind deja mort, cu ce-l mai poate ajuta, de-o pildă, vreun protest din partea Ligii pentru Drepturile Omului... Asta da, atitudine creştinească! Grijulie de cei vii, şi compătimitoare de morţii neputincioşi a mai beneficia de efectele gesturilor noastre eventuale! Morţii nu mai au drepturi ale omului, fiind ei luaţi fără îndoială în custodie divină. Cît despre asasinat, s-ar zice că acesta iese cu osebire de sub incidenţa încălcării drepturilor omului, de vreme ce condamnarea lui se dovedeşte de nici un folos victimei!... Morţii cu morţii, viii cu viii! Nu le rămîne deci asasinilor decît să triumfe, în impunitate, în faţa rezultatului nesperat al conjugării celor două binecunoscute tactici post-criminale, complotul tăcerii şi zvonistica.

Din fericire, pe unii îi mănîncă limba...

Pentru a pune deci capăt prea multelor vorbe de clacă, şi a-şi aduce, fără îndoială, contribuţia la bunul mers al anchetei – pe care tocmai ameninţau a-l compromite presiunile exercitate de Securitatea rebotezată SRI, în persoana noului ei şef suprem Virgil Măgureanu, ce pretindea a avea acces la cercetările FBI-ului – preşedintele Ion Iliescu vine să ne pună, prin declaraţiile domniei-sale, pe pista cea justă, indicîndu-ne mai mult sau mai puţin direct, în funcţie de categoriile de adresanţi simultan vizate, şi mobilul, şi pe autorii crimei.

Într-adevăr, aflăm din conferinţa de presă de la 7 iunie a preşedintelui României că profesorul Culianu, contrar părerii unora, **făcea** politică, şi încă o politică ce supăra foarte tare puterea de la Bucureşti. Mai aflăm şi că, pe de altă parte, cine acuză sau doar bănuie Securitatea însăşi de a-l fi ucis pentru acest motiv supără la fel de tare aceeaşi putere. În numele Ţării astfel dublu „denigrate", Preşedintele lansează un abia voalat, şi dublu, aviz amatorilor!

Să mai îndrăznească „căldiceii" să spună că nu-i vorba de un asasinat politic...

***

Dar să dăm cuvîntul lui Ion Iliescu însuşi (text reprodus după Radio Bucureşti):

„Se fac multe speculaţii în legătură cu rezervele Statelor Unite sau ale altor state occidentale faţă de noi... Indiferent de greutăţile prin care trecem în anumite momente ale istoriei, noi mergem ireversibil spre democraţie, pentru că aşa vrea poporul român, pentru că aceasta este opţiunea sa şi nu pentru a fi pe placul altora. Dar în legătură cu aceasta sînt semnificative reflecţiile unui înalt demnitar american, care a fost întrebat în legătură cu aceste lucruri, care referindu-se la aşa numitele „servicii" pe care le fac României unii dintre cetăţenii săi care denigrează ţara în afară, spunea că dintre toate cazurile de paranoia pe care le cunoaşte, varianta românească i se pare cea mai gravă. Şi, printre altele, se referea şi la cazul Culianu, profesorul ucis la Chicago, fost colaborator al lui Mircea Eliade, despre care a zis că este un exemplu despre un astfel de comportament al unor cercuri româneşti din străinătate, inclusiv declaraţiile fostului general Pacepa, că vede el mîna Securităţii în uciderea lui."

Dacă sensul imediat e dificil de urmărit prin hăţişul sintaxei descusute şi raţionamentelor împîclite ale Preşedintelui, în schimb intenţiile sînt clare, iar punerea în scenă atît de transparentă încît face şi ea parte din intenţii. Jocul însă e prea grosolan pentru a avea efectul scontat şi actorul improvizat, vizînd mai multe mesaje şi asumînd mai multe roluri, face mai degrabă figură de manipulator manipulat de propria sa viclenie.

Dar de ce anume vrea el să ne convingă în polifonicu-i discurs?

1) Mai întîi, Ion Iliescu vrea să ne facă să credem că profesorul I. P. Culianu suferea de paranoia; mai mult, el era chiar „un exemplu despre un astfel de comportament", numita maladie constînd – trebuia să ne aşteptăm! – în... „denigrarea ţării în afară". **Era deci o boală politică**.

Din acest moment uciderea profesorului Culianu nu mai este un fapt divers, pe care ţara de origine, în persoana preşedintelui ei, să-l fi, măcar, deplîns – ci o pedeapsă exemplară. Definită drept „comportament" politic, drept „denigrare", „paranoia" de care dădea dovadă „fostul colaborator al lui Mircea Eliade" se transformă, implicit dar inevitabil, în motivaţie a crimei.

„Cazul Culianu" ia astfel, în gura preşedintelui României „denigrate", dubla valoare de mărturisire publică a comanditării crimei, şi de ameninţare cu reutilizarea „tratamentului", în cazul cînd acest asasinat exemplar nu se dovedeşte suficient pentru a stîrpi „boala" în exersarea căreia „profesorul ucis la Cicago" dădea, în „cercurile româneşti din străinatate', un aşa de rău „exemplu"...

În treacăt fie zis, insistenţa asupra exemplarităţii acţiunii politice a profesorului Culianu în diaspora românească dă, ni se pare, cu asupra de măsură, răspuns celor ce s-au întrebat, increduli sau poate doar vanitos dezamăgiţi: „Bine, dar de ce ar fi fost ales tocmai el?..."[2].

Acum, firește, echivalenţa dintre delict politic şi maladie psihică ne este binecunoscută, şi Ion Iliescu nu ne produce în acest punct decît surpriza unei regăsiri. Nu codificase „odiosul" său predecesor – desigur, preluînd creator tehnicile de represiune ale KGB-ului – asimilarea

[2] Trimitem, pentru analiza acestor „nedumeriri", la excelentul articol „Câteva speculaţii în jurul morţii profesorului Culianu" de Liviu Cangeopol, în *Lumea liberă*, nr. 139, 1 iunie 1991, pp. 4-5.

criticii politice cu „mania obsesivă”, şi alte patologice „denigrări” şi „trădări de patrie”? Cei ce au trăit internările forţate ale epocii Ceauşescu ştiu ce înseamnă să „cazi sub incidenţa decretului 12” (*à propos*, nu ne amintim a fi citit undeva că faimosul ucaz din 1965 ar fi fost abolit), decret în virtutea căruia atîţia „bolnavi mintali periculoşi” – „trădători”, „denigratori”, „paranoici” – au fost trataţi de bolile lor politice în secţiile pentru irecuperabili ale spitalelor psihiatrice (faimosul Spital numărul 9 de pildă), locuri geometrice între carceră, lagăr de exterminare şi laborator de experimentare a celor mai incredibile torturi.

Ceea ce e nou şi original aici e altceva. Anume că neo-comunistul Ion Iliescu ne vinde moştenirea politică a predecesorilor şi patronilor săi, sub eticheta de... „reflecţii ale unui înalt demnitar american”. Orice demnitar american trebuie, dacă nu se află în solda lui Ion Iliescu – ceea ce ar fi, fără îndoială, mai mult decît scandalos – să se simtă oripilat de a vedea că-i sînt atribuite afirmaţii potrivit cărora profesorul de istoria religiilor de la Universitatea din Chicago, ca şi alte personalităţi de origine română „din străinătate”, suferă de paranoia, înţelegînd prin aceasta că... „denigrează ţara în afară”! Mai că ne vine mai degrabă să credem că „înaltul demnitar american”, specialist în paranoia politică românească, „a fost întrebat despre aceste lucruri” undeva în România, adică „înăuntru” – dacă nu e de fapt vorba de un „demnitar”... intern! – şi că-şi livrează „reflecţiile” asumînd, dintr-un fel de exces de curtoazie diplomatică, şi punctul de vedere şi habitudinile verbale ale anonimului său interlocutor – acesta, fără îndoială, român, adică „dinăuntru”... Altminteri am fi obligaţi să înţelegem că anonimul, la rîndu-i, „demnitar” – fiind el american, cum ne asigură preşedintele României – acuza pe profesorul Culianu, ca rezident în Statele Unite, de a-şi fi denigrat noua ţară „în afară”... (unde anume? undeva în lume... poate în România!...)

Nou de asemenea – dar deloc original – e faptul că actuala putere de la Bucureşti, grijulie, mai mult decît precedenta, de sănătatea mintală a românilor de pretutindeni, pare a fi economisit etapa tratamentului psihiatric, în favoarea “tratamentului criminal”, mai rapid şi mai eficace. „Bolnavul” nu era, oricum, la îndemînă, spre a fi îngrijit cum se cuvine în ţara sa de baştină: trebuia deci să se acţioneze cu mijloacele disponibile pe loc, în ţara de adopţiune. Or, la Chicago nu există spitale psihiatrice pentru opozanţii de origine română... există în schimb suficiente revolvere. Iar la un caz de urgenţă chiar unul de-acasă, nesofisticat, fără amortizor, e bun!

2) Preşedintele Ion Iliescu vrea, în al doilea rînd, să ne amintească o lecţie chiar şi mai veche decît prima, de vreme ce datează din primele ore ale comunismului mondial: „mâna lungă a revoluţiei”. Într-adevăr, degeaba era profesorul Culianu cetăţean olandez de 15 ani, şi rezident american: patria-mumă îl revendică mereu, neconsimţind a-i revoca nici cetăţenia română nici calitatea de supus corecţiunii materne, ca urmare a „comportamentului” său... „denigrator”! Considerîndu-i drept „cetăţenii săi” pe refugiaţii politici sau naturalizaţii occidentali de origine română, şi trăgîndu-i la răspundere pentru „denigrarea” constînd din critica pe care aceştia i-o aplică, statul român post-comunist dovedeşte o voinţă democratică absolut totalitară, înţelegînd să împartă viaţa şi moartea oriunde i s-ar afla „supuşii”!

Asasinarea profesorului Culianu nu este decît ultima – nu singura – dovadă a acestui terorism de stat, şi e suficient să ne amintim, fără a mai da nume pe care toată lumea le cunoaşte, de numeroasele atentate ucigaşe, reuşite sau nu, care s-au săvîrşit în Occident împotriva unor personalităţi de origine română ostile sistemului de la Bucureşti, cu „mâna lungă” a Securităţii şi la ordinul personal al şefului de stat român în funcţiune. Preşedintele Ion Iliescu se putea, şi în acest punct, bizui pe o lungă şi încercată tradiţie.

3) În al treilea rînd, Ion Iliescu vrea să ne asigure – de data aceasta, în numele unui redutabil „noi" care se legitimează prin el însuşi şi, *a posteriori*, prin apelul la „voinţa poporului", revendicată ca o uniformă de serviciu – că actualmente, şi în ciuda unor „speculaţii", „rezerve" şi... „greutăţi", el dispune de sprijinul unor prieteni siguri în Occident. Şi asta nu doar în Franţa – pe care fan-ul-fante al lui François Mitterrand a cucerit-o deja, în persoana lui Petre Roman, primul emisar al neo-comunistului preşedinte român[3] – ci chiar şi în Statele Unite, pe care acelaşi n-a reuşit, personal, să le încînte... În aprilie (coincidenţă!), în aceeaşi perioadă în care se desfăşura, la Washington, New-York, şi Chicago (unde era primită de un anume Ioan Petru Culianu), vizita Regelui Mihai şi a familiei regale în S.U.A., primul ministru român "pelerinase" într-adevăr, şi el, dar fără succes, în State, cerînd de la americani nici mai mult nici mai puţin decît clauza naţiunii celei mai favorizate. Performanţa americană a preşedintelui Iliescu, cât se poate ea deduce din mijlocirea prea puţin inspirată a primului său emisar, e deci foarte modestă, dacă ne gîndim, comparativ, la protectorul său de la Răsărit, preşedintele-de-imperiu Mihail Gorbaciov, care se afişează ca marele prieten al preşedintelui George Bush în persoană!...

Dar chiar şi aşa, fără a fi izbutit să ajungă la relaţii la vîrf, emulul de la Bucureşti al maestrului „perestroikăi" are ce flutura: scrisorile de acreditare – nescrise – ale unui „înalt demnitar american" – neidentificat (inventat?). E, va fi gîndind domnia-sa, suficient – şi oricum mai mult decît nimic! Căci dacă există măcar un „înalt demnitar" occidental care să se facă cu atîta fidelitate purtătorul de cuvînt indirect al lui „Noi", livrîndu-ne propriile idiosincrazii comuniste ale lui Ion Iliescu în chip de „reflecţii" americane, noi ceilalţi, "paranoici" şi "denigratori", ar trebui să înţelegem odată pentru totdeauna, avînd în vedere exemplul sorţii lui Ioan Petru Culianu, că nu putem publica nepedepsiţi – poate chiar că nu mai putem publica deloc – în ziarele din Occident, „denigrări" la adresa patriei mume, adică articole defavorabile la adresa puterii de la Bucureşti şi a modului în care se îndreaptă ea spre „democraţie"... Dat fiind că acest „mers" e, „indiferent de greutăţi", atît de „ireversibil", încît striveşte – cum a făcut în „anumite momente ale istoriei" la care cu mîndrie se referă preşedintele minero-securiştilor din iunie 1990 – orice contestaţie, şi face dinainte pasibilă de judecată psihiatrică orice critică. Există „democraţii" intuşabile, sub pedeapsa morţii...

Subzistă totuşi un dubiu pe care, la drept vorbind, l-am mai sugerat pe parcursul acestor pagini, cu privire la existenţa şi identitatea reală a „înaltului demnitar american".

Printr-un zel de data aceasta, curat excesiv, apărătorul american al României lui Ion Iliescu contra paranoicilor denigratori... „din afara ţării" – aflîndu-se deci, el, străinul, presupus „în afară", totuşi cumva „înăuntru", de vreme ce demască pe cei... „din afară" – se grăbeşte nu doar să blameze pe „profesorul ucis la Chicago", dar şi să spele de orice acuzaţie pe asasinii lui prezumtivi. Scop în care subsumează (mereu în sintaxa incertă a preşedintelui-interpret) aceluiaşi „exemplu despre un astfel de comportament", caracterizat în prealabil drept delict

[3] Mărturisind a fi un „adevărat fan" al preşedintelui Franţei, Petre Roman îşi justifică „admiraţia" pentru acest „vizionar unic" prin aceea că, zice domnia-sa, „printre liderii marilor puteri, François Mitterrand este primul care să fi înţeles că a avut loc o adevărată revoluţie în România, şi că puterea politică ieşită din alegeri e democratică"; primul şi ultimul!... Liderul FSN-ului îi datorează într-adevăr recunoştinţă singurului şef de stat occidental care a vizitat România „revoluţiei" neo-comuniste şi a „democraţiei" ciomegelor. (Pentru confesiunile primului-ministru român, pe care în Franţa doar unii ziarişti îl mai împung, altminteri fiind adoptat de TV şi de mediile oficiale, trimitem la interviul din *Express*, 25-31 iulie 1991, p. 19.)

pihiatrico-politic, „inclusiv declaraţiile fostului general Pacepa, că vede el mâna Securităţii în uciderea lui" (sic). Într-adevăr, autorul *Orizonturilor roşii* declarase, într-o convorbire cu directorul ziarului *Lumea liberă românească* din New York: „În nici un caz ipoteza uciderii de către Securitate nu trebuie ignorată, avîndu-se în vedere calibrul intelectual al atacurilor proferate de profesorul Culianu la adresa regimului neo-comunist de la Bucureşti"[4].

Acum, dacă nu e o simplă proiecţie mentală a psihiatrului Ion Iliescu (singurul caz dealtfel în care s-ar explica faptul că gîndeşte şi vorbeşte cum numai şeful de stat neo-comunist român o poate face), „înaltul demnitar american" e, neîndoielnic, un rumanofon. Mai mult, el e un lector exhaustiv (şi critic!) al presei româneşti de exil, şi în mod cu totul particular, al ziarului *Lumea liberă românească* de la New York. S-ar zice chiar că-şi petrece timpul pigulind coloanele acestei publicaţii, osteneală pe care o înţelegem la un abonat pasionat, fie el şi american... rumanofon, n-o pricepem însă la un admirator atît de fidel al „democraţiei" de la Bucureşti: căci trebuie să fie masochist cititorul ce ar suporta să-i fie atacaţi idolii în fiecare rînd al săptămînalului pe care-l frecventează! Doar dacă asiduul nostru cititor nu-i deloc vreun congresist american, ci „cineva" care are tocmai această misiune – plăcută, neplăcută, unde-i slujbă nu-i tocmeală – de a despuia ziarul new-yorkez, spre a da seama stăpînilor de la Bucureşti de ce anume se scrie, şi de către cine, în această tribună anticomunistă a diasporei româneşti.

Preşedintele Iliescu se dovedeşte în orice caz bine informat – prin lectură directă sau mai degrabă, din rapoartele săptămânale ale „ex-tovarăşilor" daţi drept „înalţi demnitari americani"... – asupra „denigrărilor" comise de profesorul Culianu, apărute tocmai în *Lumea liberă*, la care se vor adăuga, firește, „inclusiv declaraţiile fostului gerieral Pacepa"... ca supreme „denigrări" la adresa pedepsitorilor, cu moartea, ai recalcitrantului „fost colaborator al lui Mircea Eliade"...

(La rigoare, se mai poate admite şi că, existînd totuşi vreun „înalt demnitar american", acestuia i s-au comunicat, de către vreun „cineva" bazat, să zicem, la ambasada română din S.U.A., odată cu diagnosticul de aplicat, şi traducerile textelor incriminate: dar aceasta ar însemna că personajul cu pricina e în solda puterii de la Bucureşti, ceea ce ar fi mai mult decît scandalos; ar fi compromiterea Statelor Unite...)

4) Oricum ar sta lucrurile cu statutul existenţial al autorului „reflecţiilor" pe care ni le comunică, în numele preopinentului, preşedintele Ion Iliescu în conferinţa sa de presă, un lucru e cert: codicilul privind „inclusiv declaraţiile fostului general Pacepa" e menit să ne înveţe o a patra lecţie. Anume aceasta: este un „exemplu" de „paranoia" atât profesorul Culianu, care a atacat Securitatea, cât şi cine acuză Securitatea de asasinarea lui.

Preşedintele Ion Iliescu ne dă aici proba unei solidarităţi indefectibile cu binecunoscuta instituţie, pe care se năpusteşte s-o apere cu aceeaşi patimă cu care-i acuză acuzatorii. Şi nu mai înţelegem, la urma urmelor, despre care „Securitate" este vorba: parcă se spunea că s-a desfiinţat... Unde a dispărut, în fine – sîntem îndreptăţiţi a ne întreba, la mai bine de un an şi jumătate de la abolirea oficială a comunismului şi a poliţiei sale politice în România – discursul de pînă mai ieri despre fărădelegile „vechii Securităţi"? Dacă nu e aici vorba de cea „veche" – ce n-ar trebui, nu-i aşa, apărată în faţa unor legitime „denigrări", fiind ea deja recunoscută ca abolită, şi ca de condamnat sus şi tare – ci cumva de una nouă, sau chiar şi veche fiind, dar

[4] Citat în articolul „Non-sensul unui asasinat odios", de Cornel Dumitrescu, Lumea liberă, nr. 139, 1 iunie 1991, p. 4, sfîrşit de coloană.

renovată de Ion Iliescu? Am înţelege în acest caz de ce sare preşedintele să-i apere noile fărădelegi în faţa „fostului general Pacepa", care-o acuză de crimă.... Iar dacă-i vorba tot de cea „veche", dar care "fărădelegizează" acum pentru noii stăpîni, o înţelegem de asemenea!

5) După toate câte ne-a debitat, cu o uluitoare densitate de mesaj pe centimetrul pătrat de agramatică, preşedintele Iliescu vrea fără îndoială să ne convingă în fine – *quod erat demonstrandum*! – de inocenţa Securităţii, fie ea veche sau nouă, în asasinarea profesorului Culianu, disuadîndu-ne, în acelaşi timp, de a gîndi altfel, sub pedeapsă de represalii psihiatrice, sau eventual, criminale, la fel de radicale. Imposibil – pentru că prea tîrziu!

Pînă să ajungă a ne convinge prin intimidare, campionul încifrărilor fără cifru a reuşit deja să ne persuadeze – dacă nu eram cumva deja convinşi – de ceva mai mult decît de culpabilitatea directă a Securităţii în uciderea lui Ioan Petru Culianu. Anume, nu doar că această agenţie de mercenari ai crimei care a fost şi a rămas poliţia secretă română a lovit încă o dată, dar şi că ea a făcut-o **la ordinul personal şi expres al Preşedenţiei Sale Noi-Iliescu în persoană**.

***

Ioan Petru Culianu a scrutat tenebra în rubrica sa *Scoptophilia*. Şi a făcut-o de la înălţimea unei batjocuri cosmice, despuind, cu un verb nemilos, puterea totalitară de enorma, ridicola ei haină de prostie. Pentru a se vedea că, gol, împăratul nu există de loc!

Dictatorii, tiranii şi despoţii de tot felul împărtăşesc într-adevăr iluzia de a se crede puternici şi întotdeauna mai „deştepţi" decît ceilalţi, pentru că, tocmai, aceşti ceilalţi nu au puterea. Iluzie tenace, pe care se străduie în van s-o risipească Istoria cînd „se desparte rîzînd" – e singura lecţie adevărată pe care ne-a lăsat-o papa Marx – de marionetele ei... Căci, din păcate pentru ei, ucigaşii nu gîndesc. Ei doar ucid şi pier... Puterea duratei o au, însă, ceilalţi. Aceştia, reputaţi lipsiţi de putere, o au pe aceea de care, în bănuielile instinctive ale capetelor lor împîclite şi strîmbe, viclenii ucigaşi şi nebuni se tem mai mult decît de orice pe această lume: puterea gîndirii.

Pentru a fi voit moartea intelectualilor, pentru a fi ucis, poate, pe unul din cei mai strălucitţi pe care i-a produs România în a doua jumătate a acestui secol, regimului de la Bucureşti trebuie să-i fi fost teribil de frică. Mărturie ce ne supravieţuieşte, cuvîntul adevărului este pentru totdeauna de temut pentru tenebră şi monstruoasele ei întruchipări. Şi dacă se omoară pentru cuvînt, înseamnă că el şi-a atins deja ţinta!

Dana ŞIŞMANIAN, octombrie 1991

Asasinarea unui istoric al religiilor: Ioan Petru Culianu[1]

Marţi 21 mai, în aceeaşi zi în care, dacă excludem decalajul fusului orar, India era zguduită de asasinarea lui Rajiv Gandhi, la Chicago crima îşi oferea o satisfacţie, în aparenţă, considerabil mai modestă: nu un om politic ci un intelectual, istoricul religiilor Ioan Petru Culianu. Curios sau semnificativ – dar pentru cine în primul rînd? – asasinul a ales ca scenă a crimei şi loc de desfăşurare predilectă a activităţii sale nu vreun colţ obscur şi nocturn, nici vreun peisaj straniu şi satanic, ci, banal, un closet[2]. Se poate descifra, desigur, în această bizară alegere, în primul rînd, un considerent practic, deşi, la urma urmelor, nu lipsit de unele certe riscuri, căci posibilitatea de a lovi prin surprindere era egalată, de nu covîrşită, de posibilitatea paralelă de a fi surprins.

Există însă calcule ale urii ce nu ţin seama de considerentele practice ba chiar le sfidează, socoteli ale clocotului de umoare clocită ce nu se mulţumesc cu *doborîrea* simplă şi, ca să spunem aşa, decentă, *curată* a victimei sacrificate pe altarul straniului dezechilibru psihic ce le zămisleşte, ci care caută, cu o îndîrjire adîncită de josnicie şi parcă şi de o comică disperare, *coborîrea*; or, ce poate fi mai degradant, pentru mintea pecetluită de degenerare precoce a asasinilor, decît nevoia fiziologică normală, decît normalul? Prin ce putea, însă, un simplu istoric al religiilor, un ins a cărui meserie aridă era scrutarea structurilor arhaice şi a întrupărilor de umbră şi lumină ale spiritului, să polarizeze atîta ură şi această patologică nevoie de răzbunare ce declanşează, cel mai frecvent, desigur, în naturile slabe, scurtcircuitul crimei? De ce a fost ucis I. P. Culianu? Nici un motiv nu pare să se impună în chip net şi cu claritate. Neîndoielnic, profesorul Culianu, cel în care Mircea Eliade îşi văzuse heredul logic, era un om de atitudine şi de convingeri răspicate; dar este oare firesc să căutăm şi, eventual, să credem a găsi, în cîteva articole sau în vreun interviu[3], motivaţia suficientă a acestui act grav între toate? Iar altminteri, ce alte pricini de ură poate stîrni cărturarul în afara celor legate de viaţa însăşi a

---

[1] Articolul de mai jos a apărut în *Lumea liberă românească*, nr. 143 din 29 iunie 1991, la ceva mai mult de o lună după asasinarea lui Ioan Petru Culianu. Precizez că versiunea de aici cuprinde, pe lîngă unele pasaje sau note a căror publicare a părut oarecum inoportună în epocă, şi unele dezvoltări recente ce nu-i aparţin decît ei.

[2] Nu denunţase însă, în incomprehensiunea generală a epocii, Hannah Arendt în *Eichmann la Ierusalim* banalitatea răului? Banalitate a răului atît de sinistru exemplificată de asasinatul de care ne ocupăm ca şi, de ce n-am sublinia, de totalitarismul român ca atare, cea mai banală formă de rău, dar şi cea mai abjectă pe care ne-a fost dat s-o cunoaştem.

[3] Pentru articolele politice publicate de profesorul Culianu după Revoluţie, sub titlul generic de *Scoptophilia* vezi *Lumea liberă românească*, săptămînal new-yorkez unde articolele au fost iniţial tipărite între 6 ianuarie şi 22 decembrie 1990, la care se adaugă articole şi interviuri, pe care nu le vom mai detalia, apărute înainte şi după această perioadă, sau chiar în cursul ei în reviste ca *Il Popolo*, *Il Sole*, *Agora*, *Limite*, *Panorama*, *Mondoperaio*, *Meridian*. Toate acestea şi altele, dintre care unele cu caracter, să-i zicem politico-literar (un fel de fabule negre) au fost reluate şi, la nevoie, traduse în volumul *Păcatul împotriva spiritului*, editat la Nemira în 1999. O menţiune specială prin posibilul rol, fie şi indirect, jucat în precipitarea asasinării lui Culianu (nu trebuie uitat că securitatea, nu doar cea mai imbecilă "inteligenţă" de pe planetă, nu doar o organizaţie asasină din cele mai abjecte, din astea s-au mai văzut, dar şi un fel de ospiciu paralel cu cel "oficial", colecţiona cu precădere criminali psihopaţi), dar şi prin interesul intrinsec al textului merită interviul realizat de d-na Gabriela Adameşteanu "Lumea est-europeană – o tragică pierdere de timp, de oameni, de energii", publicat iniţial în revista *22* din 5 aprilie 1991 şi reluat, odată cu celelalte texte politice în *Păcatul împotriva spiritului*, pp. 38-55.

Verbului său viu. Or, numai în oglinzile de putregai şi de strîmb ale logicii totalitare cerneala se plăteşte cu sînge.

***

Nu ştiu de ce, ajuns în acest punct unde macabrul se cunună cu sine, îmi vine să fac o paranteză evocativă. Şi asta nu pentru a mă strădălnici să cîntăresc valoarea ştiinţifică obiectivă a lui I. P. Culianu. Ea este, fără îndoială, considerabilă şi va fi măsurată, după cum merită, în ceasurile mai senine ale limpezirilor. Ajunge să spunem că în condiţiile unei durate normale de viaţă şi ale unui *timp întreg* I. P. Culianu ar fi ajuns, fără doar şi poate, unul din marii eruditi ai culturii române, după cum se străvedea deja în el unul din spiritele ei cele mai rodnice.

Acum, însă, nu este ora evaluărilor ci, mai degrabă, a tensiunii dureroase a cîtorva amintiri. A unor scene fragmentare, reziduurile unei posibile continuităţi evacuate de timp, căci în ciuda diferenţei de vîrstă minime, de numai un an, ne despărţeau, prin jocul reformelor şcolare, 3 ani de studii, suficient pentru a introduce o „barieră de generaţie" dificil de depăşit.

În 1972, puţin înainte ca I. P. Culianu să plece definitiv din ţară, 1-am întîlnit la cursul de Filosofie indiană ţinut, printr-un miracol chibzuit, de profesorul Cicerone Poghirc, pe atunci director general în Ministerul Învăţămîntului, de regretatul Sergiu Al-George (cursul avea loc în cadrul Facultăţii de hindi, o înjghebare dificilă odrăslită de asemeni de profesorul Poghirc). Acolo 1-am întîlnit întîi, de fapt nu chiar pe el cît figura ascetică, tensionată de concentrare şi rigoare, şi impregnată de un ciudat orgoliu, ca o piatră pergamentoasă. Nocturn şi taciturn, lua notiţe scheletice, cîte o propoziţie scurtă conturată din litere dense mărunte, spre deosebire de noi, grupa de hindi, ce, entuziaşti şi zeloşi ucenici, notam pletoric toate cuvintele maestrului. În pauze, se preumbla cu o gravitate de iniţiat împreuna cu Sergiu A1-George, pierduţi amîndoi în conciliabule al căror sens noi, simpli novici pe atunci, nu-1 puteam pătrunde. De fapt, acest aer de gravitate, de permanentă scrutare solemnă a unor eternităţi subiacente, precum şi de celebrare a unor mistere gnoseologice, îi era cel mai caracteristic – căci în fibra sa cea mai profundă I. P. Culianu era o natură sacerdotală arhaică, oficiind cu un entuziasm de gheaţă limitele invizibile ale unor abisuri ascunse.

Intrigat, mai mult pentru a-1 cunoaşte decît dintr-o strictă necesitate, m-am adresat lui pentru elucidarea unor puncte de bibliografie vedică. M-am izbit de o severitate binevoitoare, latent profesorală, şi de un tip de exigenţe cu care nu eram, pe atunci, obişnuit. Rezultatul a constat din cîteva titluri şi o invitaţie acasă în vederea împrumutării unei lucrări pe care o avea.

Era în tîrziu de seară, după cursuri, cînd am ajuns la casa cu numărul, parcă, 200 de pe o stradă al cărei nume îmi scapă (parcă strada Turdei, însă pot să mă înşel, oricum, la o staţie mai departe doar de locuinţa mea de-atunci din Banu Manta); constat, de altfel, retroactiv, că într-un sens constanta sumarelor noastre „relaţii bucureştene" a fost *surpriza*. Într-adevar, numai surpriza de a pătrunde într-o altă calitate a imaginarului, sentimentul de inerţie sfioasă cu care, după nişte scări, *presupun* interminabile, căci uitarea se combină aici cu mirajul distanţei temporale, trepte al căror interval nu-mi lasă, totuşi, nici o amintire, 1-am descoperit în ceea ce cred că era o mansardă mizeră de nu 1-ar fi sugerat pe *Sărmanul Dionis* – numai această surpriză îmi mai lasă în memorie o traiectorie precisă, un contur definit. Nu-mi amintesc nici o mobilă. Pe jos, şi pe un fel de "grabat" pentru a relua termenul francez, singurul care convine, ce funcţiona probabil şi ca pat (nimic nu e mai nesigur), cărţi vechi, o atmosferă generală nu de teatru ci de decor al altui timp.

Prezenţa intens hieratică, laic monastică a gazdei în centrul acestei ieşiri nu făcea decît să accentueze impresia de pierdere-regăsire pe care o veghea. Îmbrăcat într-un fel de halat ce sugera un caftan de epocă şi cu o tichie neagră, rabbinică pe cap, ca o însumare de arhivar hoffmannian, alchimist, kabbalist şi emiţînd o senzaţie de pericol sterilizat de asceză, îşi abandonase vizibil personajul realului aparenţei pentru realitatea aparenţei de personaj. Deşi mă invitase, evident, îl deranjam. Cuvintele şi gesturile ce aveau să urmeze îi întrerupeau gesturile şi cuvintele mute ale timpului pe care îl celebra. Un fel de nevoie de comunicare, nu ştiu cum, îngheţată şi implozivă stăruia, totuşi, parcă. Asemeni captivităţii unei prea îndelungi însineri însingurate de prag. Multa lemnărie crăpată şi înnegrită, cărţile scuturate dintr-o vechime inverosimilă întăreau intuiţia de arcă scufundată în abis, pusă la adăpost prin înec.

Oarecum ca să înjgheb o minimă conversaţie dar şi pentru a mă pune în acord oniric cu fantasticul fantasmatic al discursului spaţial în care nimerisem, căci cuvintele îi ieşeau spectrale, parcă smulse, ca în nu ştiu ce proză eliadiană, pentru a mă sustrage, poate, i-am remarcat o carte bizară, deschisă pe podea şi acoperită de semne de o densitate neagră, cum nu mai văzusem decît poate o singură dată, în ediţia, pe atunci mie inaccesibilă filologic, a Rig-Vedei de Max Müller.

„– E Biblia în ebraică", preciză cu neutralitatea informativă a unei emoţii obnubilate.

„– Ştii ebraica?", îl întrebai respectuos şi neîncrezător.

„– Ştiu alfabetul."

Am plecat relativ repede, ducînd o carte şi o impresie de nerestituit.

...L-am reîntilnit la Paris prin primăvara lui '83 (cîteva luni doar după venirea mea în Franţa), în condiţii schimbate. Sceptic faţă de „mitologia reuşitei" ce începuse să-i facă halou, tare pe capătul meu de drum şi pe un text relativ recent[4] – ce-mi circumscria hermeneutica tatonantă, codificîndu-mi nu numai „experieţele gnoseologice" dar cumva şi pe cele politice –, eram foarte dispus să mă confrunt critic cu amintirea acelei străfulgerări abstracte a *imaginii cuvîntului*, cu atît mai mult cu cît, silit să vorbească din pragul unei duble margini a timpului şi dinspre o tăcere în care acel dialog nu avusese loc niciodată, personajul acelei prezenţe spectrale şi vegetative oarecum nu mi se impusese prin conţinutul a nimic determinat.

Nu l-am mai regăsit. Întreagă acea tensiune a coincidenţei dintre evanescenţă şi fixitate, toată acea acumulare de vitalitate saturniană şi concentrare nocturnă dispăruseră cu desăvîrşire. În locul acestor antinomii imperative, a prezentului de voinţă şi intelect, emersese un tînăr savant precis, afabil şi extrem de bine „rodat", vag suficient şi parcă impregnat de onctuozitatea subţire a unui cenuşiu diluat. Trebuia să ţină o conferinţă despre Eminescu, ce avea să fie urmată de prezentarea, de către o profesoară de la Hautes Etudes, doamna Palès-Gobilliard, a unei pelicule despre catharism şi, amabil, se oferise să transporte cu maşina la Casa Românească, cadrul acestei succesiuni, cele vreo şase role ca şi ancombrantul aparat de proiecţie. Pe drum mă tatonă asupra preocupărilor mele ştiinţifice, sugerîndu-mi cu competenţă un studiu al lui Edward Conze pe care, din întimplare, îl citisem. Cu severitatea ludică a unei adolescenţe întîrziate, însă vrînd, în fond, să văd dacă se lăsa definit, l-am întrebat de încercase cumva să ajunga în India, mărturisindu-i, dar de fapt improvizînd şi glosînd în funcţie de circumstanţe

[4] "Simboluri catoptrice şi alchimice în cosmogonia vedică" (nepublicat).

indicibilul impresiei, că întrevăzusem în el un posibil Tucci. Zîmbi scurt nostalgiei, negînd că ar fi avut vreodată intenţia de a părăsi Occidentul.

Lucru curios, în ciuda suportului unei reale erudiţii, sensibile mai ales prin felul în care era ţinută în rezervă, conferinţa, o reluare, de altfel, în mai puţin inspirat şi chiar oarecum mai inexact a unui studiu despre Eminescu şi Gnoză deja publicat în *Iter in silvis*, m-a dezamăgit destul de mult.

E drept că textul fundamental fiindu-mi cunoscut, efectul general era mai degrabă de test psihologic involuntar, trama unei ideaţii banalizate de neinspirata orchestraţie a discursului precum şi de un fel de plictis al complexului de superioritate lăsînd să transpară, printre arabescurile obosite ale unei însăilări de idiosincrazii hermeneutice („fantezia poeţilor", „terorismul gnostic" etc.) ce ţineau, în fond, de locul comun, mici amnezii curioase – ca aceea de a-şi atribui, de pildă, destul de apăsat, meritul exclusiv al interpretării sub orizont gnostic a lui Eminescu (fapt amuzant, în textul publicat amintea singur doi „predecesori", Nicolae Balotă şi Rosa del Conte!) sau surprinzătoare incursiuni polemice împotriva lui G. Călinescu[5]. Obişnuit, de la profesorii ce începusem de curînd a-i frecventa la Hautes Etudes, cu studierea strînsă, uneori obsesivă a surselor, găseam,pe de altă parte, cam diletantistic stilul descusut în analogii posibile, dar precare (Hugo, Byron), ce reduceau întreaga construcţie la o divagaţie prin ornament.

Şi, totuşi, impresia de nonşalanţă metodologică a comunicării era înşelătoare. O rigoare subterană a diversiunii ca auto-propulsia unui labirint plastic subîntindea dispersia aparentă; atacînd, cu destulă raţiune, un element configuraţional sau altul – cum m-am putut rapid convinge lansîndu-te eventua1 într-o polemică imprudentă – te pomeneai asaltat de o solidaritate de principiu a faptelor culturale şi invadat de un ocean de bibliografie, fără legătură vizibilă cu chestia însă constrîngătoare printr-un dublu sistem al aluziei oculte şi suspense-ului ezoteric, ce te lăsa, de-i acceptai criteriile, undeva între intuiţie şi imbecilitate. Discutabilul devenea indiscutabil prin faptul că nu putea fi discutat! Finalmente, totul părea să se rezume la un argument al autorităţii propriului personaj cultural. (Nu ştiu de ce îmi vine să reproduc aici, din evocarea aparută în *Corriere della Sera* sub semnătura lui Elemire Zolla, admirabilul pasaj ce descrie această paradoxală vocaţie a polemicii: „...şi în fine el, miop, vesel, gătit à l'américaine, liniştit de parcă ar fi avut nervii tăiaţi, capabil să ia caimacul oricărui argument cu vocea mieroasă, capul înclinat respectuos, în chipul amabil şi terifiant al unui funcţionar chinez antic".)

A fost practic ultima dată cînd 1-am mai văzut pe I. P. Culianu (cu o singură excepţie, de altfel, hermeneutic ratată). Cîţiva ani mai tîrziu, cînd am încercat, urmînd în parte o incitaţie mai veche a lui Mircea Eliade, să-i scriu, cu dorinţa de a reechilibra ceea ce fusese, poate, descumpănit la ultima noastră întîlnire (îi trimeteam cu aceeaşi ocazie extrasul unui studiu publicat recent[6]), mi-a răspuns printr-o scrisoare (la care adăugase, la rîndu-i, trei extrase, două

[5] Surprinzătoare, în orice caz, din punctul meu de vedere, adică ale unui ins ce tinde, în general, a nu privi decît opera, fără a se lansa şi chiar fără a se interesa de posibilele excursuri biografice, e drept, în anumite cazuri, inevitabile, dar prea frecvent imprudente şi neatente, ajungînd aproape să ţină de prejudecată sau de un loc devenit comun.

[6] "Le Nombre et son Ombre. Cosmodicée et cosmogénie dans le Veda et dans la Gnose", studiu publicat în limba franceză, cum rezultă deja din titlu, în anuarul Universităţii Catolice din Louvain, *Orientalia Lovaninsia Periodica*, nr-ele 16-17, 1985-1986.

recenzii şi un studiu) ce reprezenta, într-un fel, media aritmetică a diverselor variante de contact, sincopate şi fragmentare, prin care încercasem să atingem clipa fără timp ce în timpul din noi este la nevedere: politicoasă şi binevoitoare, crispată, orgolioasă şi vag absurdă – însă, ciudat, era vorba acolo de „sacrificiu" şi „sînge", într-un chip ce pe atunci îmi păruse divagant iar acum, n-am de ales, îmi apare ca premonitor. Răspunsul la acest răspuns, început cu febrilitate, însă vizînd mai degrabă studiul ce mi-1 trimisese (*Soarele şi Luna*) decît scrisoarea, 1-am abandonat după vreo douăzeci de pagini cînd mi-am dat seama că mă îndreptam spre un eseu de circa o sută.

***

...Stau acum cu cîteva mirări, o senzaţie de anestezie vag vomitivă, şi o fotografie de pe fotocopia unei bucăţi de ziar (o figura frumoasă, perfect străînă, ceva între attorney, scriitor de romane la modă şi actor de cinema), şi mă întreb, fără nici un fel de patetism ci cu o sinceră curiozitate: cine a fost, la urma urmelor, Ioan Petru Culianu?

Un "portret ştiinţific" ar fi, *acum*, indiferent. Ca, de altfel, orice fel de „portret". Structural părea că se trage dintr-un spaţiu spiritual al răbdării, din China, Egipt sau din India. Însă e probabil să fi suferit, tocmai din această pricină, de o traumă ascunsă a dedublării. Succesul pe care-1 obţinuse printr-o uimitoare putere de muncă şi, mai cu seamă, putere de adaptare la condiţiile adesea deşertice ale vieţii ştiinţifice occidentale nu era, poate, decît *o evadare în prezent*. Realizată prin traversarea bifurcărilor de simboluri ale trecutului, această cîştigare a prezentului instituia în încercuire paradoxul unui labirint. Ieşirea la suprafaţă lua forma scufundării.

Evadarea, dacă evadare va fi fost, lua forma unei împliniri sub semnul exilului: căci prezentul e o zonă de cădere pentru mit.

Străbaterea, evident izbînditoare, a „încercărilor labirintului" se dublase, poate, undeva pe parcurs cu un sunet psihologic străin; căci există un risc ascuns al trecerii probelor iniţiatice, acela de a face din noi înşine nişte „campioni ai depăşirii". Intrăm astfel într-o îndepărtare de sine ce se acumulează înăuntrul apropierii de sine ce se exprimă. Reuşita se tranformă în mască.

În jocul dintre aparenţă şi esenţă ce ne ţine în cumpănă, s-ar fi zis că se operase o deturnare în favoarea celei dintîi. Puterea de renunţare din care sinele ne cheamă conţine o posibilitate de obnubilare a sinelui, în care putem fi prinşi. Tensiunea acestui hiatus de personaje şi a acestei scindări de destin fusese, desigur, şi a lui Mircea Eliade. „Indiei pierdute" a Maestrului, adîncind în abisuri de nostalgie structura unui drum jalonat de operă, îi răspundea însă, la nivelul Discipolului, o Indie latentă, programatic refuzată sau ocultată, o absenţă de peisaj din destin şi din mit.

Din infuzia de vîrste ce constituie jocul în straturi al apelor personalităţii noastre, suprarealismul ludic al fluidului psihic, Ioan Petru Culianu, spre deosebire de Mircea Eliade, ce-şi extrăsese de aici miracolul în jerbe al adolescenţelor şi panmorfismul copilăriei lui originare – căci, tipologic, Eliade a fost un *puer senex* –, uriaşa lui deschidere de imediateţe naivă întru simbol şi mit, optase dimpotrivă pentru o maturitate univocă şi gravă, pentru fermitatea suprafeţei ce păşeşte hermeneutic deasupra abisului sau îl circumscrie.

Dacă în cazul lui Mircea Eliade febrilitatea apollinismului lui dispensator trăda, mai degrabă, un dionysiac al structurii de profunzime, Ioan Petru Culianu simboliza situaţia, oarecum aparte,

a unui apollinism benevol, a unei naturi contemplativ nocturne ce-şi impusese constrîngerile victorioase ale diurnului.

Maturitatea înseamnă, în primul rînd, formă. Limita, precizia, circumscrierea exactă sînt vectorii ei fundamentali, tendinţa permanentă şi vigilentă de evacuare critică a haoticului, modul ritmic al structurii ei restrictive. Pe scurt, maturitatea este o abnegaţie depusă în slujba unei negaţii. (Din acest punct de vedere Maiorescu este marele nostru matur, Eminescu, fabulosul nostru adolescent.)

Într-adevar, oricare ţi-ar fi fost, gnoseologic, atitudinea, în prezenţa lui I. P. Culianu te simţeai ca un eretic în faţa putinţei de rug a unei implacabile ortodoxii[7].

Maturitatea înseamnă, însă, şi altceva: o vocaţie a slujirii, o necesitate structurală şi structurantă de a sluji. Dacă adolescenţa este prin definiţie autarhică, şi, eventual, an-arhică, în reticenţa ce-i asigură coerenţa şi forma maturitatea este constrînsă, de chiar legitatea internă a închiderii ei în impermeabil, la o egalizare în radios, la o deschidere constantă sub orizontul egalului spre variabilele celuilalt.

Din acest punct de vedere, Ioan Petru Culianu prezenta o profundă analogie cu Josef Knecht, personajul hieratic de transparenţe ludice al lui Hermann Hesse.

Ca şi Knecht, ca noi toţi de altfel, însă într-un chip incomparabil mai determinat, Ioan Petru Culianu era în căutarea nu doar a unui drum şi a unui ţel abstract – fie el şi spiritual – ci, printr-o profundă implozie noetologică a voinţei, în căutarea *celei mai înalte instanţe*, sub limita de deschideri (orizontul) căreia să se poată pune, a unui duh călăuzitor capabil să-l poarte dincolo de peregrinările veşniciei infernurilor subterane, sublunare sau celeste, spre o plenitudine de nespaţiu-netimp în pragul căreia spiritul dezbracă sufletul pe care îl veghează. Studiile dedicate lui Mircea Eliade şi Hans Jonas, ca şi, foarte probabil, întreaga sa operă ştiinţifică şi literară nu exprimau decît în parte, deşi în chip autentic, acest tip de aspiraţie[8].

Psychanodia. *Un examen al mărturiilor privind ascensiunea sufletului şi al relevanţei lor, Experienţe ale extazului, Eros şi Magie în Renaştere. 1484, Gnozele dualiste din Occident*, ca şi mai recentul volum *Dincolo de această lume. O istorie a călătoriilor şi viziunilor altermundane* – pentru a nu cita decît lucrările cele mai importante – derivă din acelaşi punct de scufundare al gnoseologicului, din aceeaşi regresiune de orizonturi mişcătoare a reprezentărilor eschatologicului în calea lor de dimensiuni cognitive spre transcendent.

***

Schimbînd ceea ce este de schimbat, asasinarea lui I. P. Culianu constituie echivalentul cel mai exact al celei de acum peste cinci decenii, a lui Nicolae Iorga[9]. În primul rînd, atît Nicolae

---

[7] O ortodoxie a cărei credinţe? Iată ce poate părea mai nelămurit. În orice caz, nu o ortodoxie de tip religios. O ortodoxie a culturii, eventual. Sau, şi mai probabil, un soi de ortodoxie vidă, nu a ceva determinat ci a atitudinii pure, într-un sens a persoanei, a demnităţii ei laice şi totuşi, paradoxal, hieratice. Discuţia s-ar putea continua...

[8] *Mutatis mutandis*, am putea spune că Ioan Petru Culianu trăia sub semnul căutării unui Graal, avisîndu-se cumva, căci simplul vis e insuficient în atari circumstanţe, cavaler mistic, membru al unei fraternităţi fără nume şi fără destin, rătăcind în spaţiul unei identităţi misterioase ce nu poate fi cunoscută şi mai cu seamă recunoscută decît prin fulguranţa subită a unei dispariţii în miezul numenal al incognoscibilului.

[9] Dar, acum sîntem în măsură de a o spune, şi a lui Marin Preda, Nicolae Labiş şi Mihai Eminescu, a tuturor celor ce au pătruns în cultura română, cel puţin – dar oare numai în ea? –, pe dubla poartă a operei şi a

Iorga cît şi Ioan Petru Culianu au fost ucişi în contextul unei crize fundamentale a României. Moartea lor exprimă o convulsie, o imposibilitate de a reechilibra, la nivelul structurii de profunzime, temeiurile spirituale ale ţării.

Desigur, jocul cauzal nu este în ambele cazuri identic, şi nici o suprapunere facilă a cadrului situaţional şi a încleştărilor imediate nu este posibilă. Dacă, după toate aparenţele, cauza vizibilă a asasinatului căruia i-a căzut victimă Nicolae Iorga a fost, în primul rînd, "răzbunarea", structura motivaţională şi contextul situaţional al uciderii lui Ioan Petru Culianu sînt considerabil mai complexe.

În primul rînd, nu există un motiv propriu-zis raţionalizabil. De unde ideea de mister, de crimă misterioasă, ce nu exprimă decît toată această nehotărîre de ură tulbure, toata această bîntuire de impulsuri mocnite prin teşituri de conştiinţe joase – toată această enormă tîrîre trîndavă a lipsei de ţel. *Pentru că, de fapt, lipsa de tel i-a asasinat pe Nicolae Iorga şi pe Ioan Petru Culianu, lipsa de ţel şi o idioţie turbată ce se sufocă de ură*.

Într-un plan oarecum mai depatetizat, e vorba însă mai degrabă, cum rezultă imediat la o analiză mai atentă, de o dublă tehnică, de o ştergere a urmelor, menită să funcţioneze simultan ca foc de avertisment. Căci un curios amestec de aleatoriu şi absurd intenţionat pare să planeze în jurul acestei crime paradoxale: este şi motivul pentru care numai luînd ca ipoteză de lucru o crimă politică putem avansa în construirea unei explicaţii verosimile.

Faptic, s-ar părea că ne găsim în faţa unei crime perfecte. Absenţa oricărei urme vizibile, imposibilitatea stabilirii unor mobiluri definite, temeritatea şi sîngele rece al ucigaşului ce nu s-a ostenit nici măcar să folosească un amortizor („crima s-a produs la orele 13, cadavrul a fost descoperit la 5 minute dupa auzirea împuşcaturii", cf. *România liberă* din 24 mai 1991), selectarea chiar a locului crimei – Universitatea însăşi unde preda victima – anume „toaleta de la etajul 3 a Universităţii din Chicago" (*ibidem*), toate indică un asasinat profesionist vizînd nu numai realizarea acţiunii criminale înseşi ci şi *transmiterea unui mesaj*.

Un element suplimentar e furnizat de felul însuşi în care a fost doborîtă victima: cu un glonţ în tîmplă[10], astfel încît posibilitatea sinuciderii să planeze şi să fie, în acelaşi timp, complet exclusă prin însăşi absenţa armei cu care s-a comis crima. Se desprinde astfel o reţea de false indicii reciproc contradictorii, de evidenţe înşelătoare şi obscurităţi revelatoare ce permit

---

destinului tragic (vezi cartea noastră *Trei crime de stat : Mihai Eminescu, Nicolae Labiş, Marin Preda*, publicată online în *Les Cahiers „Psychanodia"* 2, 2021: http://ftp.adshishma.net/Publications-Accueil.html).

[10] Exact punctul ales şi de gardianul din *Cel mai iubit dintre pămînteni* de Marin Preda (vol. II, pp: 68-73) pentru a marca diferenţa dintre intelectual şi cei ce îl păzesc; spre deosebire, însă, de acela, semn distinctiv al vremurilor noi, ucigaşul a folosit, în locul vătraiului, pistolul.

De fapt, cînd scriam aceste rînduri, încă insuficient informat, mă înşelam oarecum. În realitate, glonţul pătrunsese prin spatele craniului pentru a ieşi printr-o nară. Deci de posibilitatea vreunei sinucideri nu putea fi, în nici un caz, vorba, cu atît mai mult cu cît pistolul lipsea... Dimpotrivă, descrierea tehnicii duble de dezvăluire şi ocultare, cu toate implicaţiile ei rămîne exactă. Pentru o analiză mai aprofundată a metodei vezi *Les cahiers «Psychanodia»*, N° 1 / Mai 2011, în special pp. 13-21 (ediţia a doua, 2021, accesibilă online: http://ftp.adshishma.net/Publications-Accueil.html). Dar, evident, ne găsim în faţa unei proceduri ce în forme mai puţin elaborate, dar persistente, fusese utilizată şi în cazul asasinatelor lui Marin Preda şi Nicolae Labiş, ca să nu mai vorbim de omorîrea brutală şi cinică a lui Mihai Eminescu (cf. nota precedentă).

instalarea oricărui dubiu şi lasă să se ghicească adevărul, asemeni unui chip cu rînjet sinistru ce-ar voala o mască zîmbitoare.

Din structura formală a asasinatului, mai cu seama din juxtapunerea componentelor de sfidare psihologică cu cele de vulgaritate circumstanţială, se poate deduce cu siguranţă, ba chiar în deplină securitate, pe de o parte o anume intenţie de compromitere a victimei, profesorul I. P. Culianu; pe de altă parte însă, voinţa de a injecta cu teroare pe toţi cei ce s-ar fi putut găsi într-o situaţie analogă, sau mai „gravă".

Scopul ucigaşilor – sau cel puţin unul din scopuri – pare deci să fi fost, nici mai mult nici mai puţin, acela de suprimare a voinţei politice a Exilului românesc, de pedepsire a acestei voinţe prin lichidarea unuia din cei mai străluciţi cărturari ai poporului român. Ne găsim, cu aceasta, în faţa unui vechi vis al Securităţii pretins române, în faţa idealului ei de luptă necro-totalitar. Element instructiv, dar, la urma urmelor, deloc surprinzător, tot acest amalgam de subtilităţi de culise şi de sinistru în trivial, purtînd pe toate feţele o semnătură extrem de descifrabilă, n-a reuşit să înşele sau să intimideze pe nimeni, în afară de aceia, între care trebuie pomeniţi asasinii înşişi, ce voiau sa se lase înşelaţi, sau poate, mai ştii, *intimidaţi*. Căci nimănui nu-i e mai frică de securitate decît securiştilor înşişi.

Suspiciuni exact orientate au apărut încă de la început. A se vedea de pildă articolul din *Chicago Tribune* din 22 mai, rezumat în *România liberă* din 24 mai, 1991, număr din care am extras primele informaţii privind crima, din care citäm (numărul respectiv al ziarului chicagoan neparvenindu-ne încă în momentul redactării acestui text): „Articolul înclină să lege această crimă de viaţa întunecată, mai precis de politica întunecată care se duce acum în ţara de origine a defunctului..."; *Corriere della Sera* din 23 mai releva la rîndu-i „fondul politic" al delictului.

Primul text, pînă acum, ce analizează cu claritate şi în toţi termenii structura exclusiv politică a asasinării profesorului Culianu aparţine însă – faptul e important – unuia din cei mai cunoscuţi jurnalişti ai Exilului, d-l Radu Portocală. De fapt, *Speranţa a murit. Scrisoare deschisă d-lui Ion Iliescu, preşedintele României* (text apărut în numărul mai sus menţionat al aceleiaşi publicaţii bucureştene) nu este numai o evaluare precisă, deşi succintă, a întregii *involuţii politice premeditate* ce culminează acum cu această crimă, ci este de asemeni, în primul rînd, primul caz în care analiza, în sine dureroasă pentru un român, a *logicii crimei* instalate la putere în România după Revoluţie, demnă urmaşă a *logicii despotismului* ce o precedase, este asociată cu un act de demnitate intelectuală, cu o atitudine: renunţarea, după 14 ani de speranţă în exil, la cetăţenia română.

Faptul asocierii, abia indirecte, a lui Ion Iliescu nu doar la constituirea deliberată a climatului de isterie şi ură ce reprezintă premiza fundamentală a acestei crime, ca şi a altora, ci şi la comiterea efectivă a omorului, ca „autor moral", nu este întîmplător. Într-adevăr, ştim încă din *Orizonturi roşii* a fostului general de securitate Ion Mihai Pacepa că toate atentatele vizînd intelectualii români din exil sau din ţară erau consecinţa ordinelor directe ale dictatorului de atunci, Nicolae Ceauşescu, ca şi a veleităţilor sanguinare ale soţiei acestuia, Elena Ceauşescu, ambii executaţi între timp.

Legătura de fond dintre asasinarea lui Nicolae Iorga şi cea a lui Ioan Petru Culianu transpare abia acum cu un început de claritate. Căci nu e, în nici un caz, vorba de simpla analogie (deşi, fără îndoială, moartea lui Iorga comportă o semnificaţie mito-politică incomparabil mai profundă) ce se poate stabili, în structura de suprafaţă, între suprimările brutale ale acestor două momente de excepţie ale spiritualităţii române de către forţele obscure ale ignoranţei şi ale

morţii: pe de o parte Titanul cultural fabulos, scorburos de adîncuri de memorie arhaică, pe de alta, răsărind în spărturi de lumină din dunga orizontului, un posibil tînăr zeu; ci este vorba, şi asta în ambele cazuri, de o voinţă de teroare, de asasinarea în efigie a unei lumi posibile sau reale de către timpul negru al violenţei, orbirii şi omorului.

În ambele cazuri, deci, ţinta crimei nu era un intelectual sau altul, *ci intelectualitatea ca garanţie a integrităţii democratice, ca garanţie obiectivă a democraţiei*.

***

Desigur, există, în această tenebroasă afacere, o sumă de factori specifici reali – dincolo de construcţia celor deliberat imaginari şi a mult încercatului utilaj zvonistic care s-a declanşat cu o suspectă promptitudine şi intensitate –, ce tind s-o individualizeze, s-o izoleze. De pildă, este ştiut că de vreo cîteva luni profesorul Culianu primea scrisori de ameninţare, în română. Metoda nu este nouă. Marin Preda le primise, de asemenea, la vremea lui. Nu numai un intelectual din exil le-a primit. Unii s-au pomenit, chiar, cu casete (abilitate poliţistă menită probabil a evita eventualele expertize grafologice), pe care le-au folosit cu seninătate pentru înregistrări muzicale. Este imposibil să nu ne amintim de volumul-bombă sau volumul-mină, ne lipsesc în acest sens cunoştinţele de specialitate, pe care 1-a primit Paul Goma, etc.

Nu este mai puţin adevărat că aproximativ de la revoluţie încoace profesorul Culianu începuse să se ocupe cu o anume consecvenţă, în presă, de relativ recentul regim pre-democratic post-comunist ale cărui tehnici reamintesc, cu o nuanţă nazi în plus, procedeele oarecum bucolic-artizanale ale "odiosului". Însă revenim la întrebarea noastra iniţială, formulată pe la începutul prezentului text: puteau un interviu sau cîteva articole, oricare le-ar fi fost virulenţa, să declanşeze un atentat, în speţă, o crimă? Desigur! Cazul răpirii eşuate a scriitorului Virgil Tănase în 1982 de către aceeaşi Securitate, răpire ce 1-a costat, în ultimă instanţă, pe Nicolae Ceauşescu tronul şi viaţa (într-adevăr, în special această tentativă şi indignarea stîrnită de ea în Franţa au reprezentat începutul sfîrşitului unei nebunii ce n-ar fi trebuit să aibă început), constituie un edificator precedent.

În fine, eforturile depuse în Statele Unite de către profesorul Culianu în favoarea Regelui Mihai erau de natură să alarmeze de moarte un regim deja cadaveric, cu temeliile compromise de sînge, corupţie, violenţă şi ură. Rămîne, în aceasta privinţă, de subliniat un fapt ce pe un neavizat 1-ar putea surprinde: Singura soluţie politică de care neo-comunismul român se teme este reîntoarcerea Regelui.

Şi totuşi, toţi aceşti factori, precum şi, probabil, alţii, pe care pentru moment îi ignorăm, nu constituie decît modalizatorii circumstanţiali ai crimei, nu cauza ei. Departe de a fi un act izolat, asasinarea profesorului Culianu făcea parte dintr-un plan[11].

[11] Un eveniment foarte recent pare să confirme această idee. După agresiunile mai vechi îndreptate împotriva profesorului şi omului de cultură Petru Creţia, a scriitorului şi jurnalistului Banu Rădulescu, a redactorului şef al *României libere*, Petre Mihai Băcanu, ca şi a atîtor altora, în ţară sau în exil, precum şi după asasinarea profesorului Culianu la Chicago, iată că şi profesorul Mihai Nasta (Bruxelles) ne anunţa a fi fost ţinta unor ameninţări telefonice furioase, din partea unor nu mai putin furibunzi „preoţi ortodocşi". (După naţionalism, ortodoxia pare să constituie una din deghizările predilecte ale fascio-comunismului.) Planul unei „nopţi a Sfîntului Bartholomeu" a intelectualilor, aceşti „eretici" dintotdeauna ai regimurilor totalitare, pare să prindă contur.

Un plan al disperării demente ce încearcă să ţină istoria în loc cu teroare şi gloanţe. Căci e bine să clarificăm un punct: actul acesta abject prin care se încearcă astuparea gurii intelectualilor cu un căluş de plumbi nu este defel expresia vreunei „forţe", ci hîda mărturisire a groazei ce îi bîntuie pe asasinii înşişi.

În termeni foarte simpli, privată de Nürnberg-ul ce i se cuvine, Securitatea se găseşte în situaţia paradoxală a unui multiplu Himmler policefal, ce-şi caută cu disperare o soluţie de supravieţuire în suspendarea prin crimă a oricărei posibilităţi de viaţă politică normală, în blocarea pe o cît mai lungă durată a oricărei normalizări.

Glonţul ia locul cuvîntului; asasinatul fiind modul în care logica terorii înţelege să „contribuie" la dialogul social.

Căci nu de o simpla tentativă de înăbuşire a oricărei opoziţii prin şantajul cu moartea este vorba, ci de ceva infinit mai grav, de o încercare de deturnare a tuturor eforturilor de democraţie şi de normalizare politică în direcţia unei „pedagogii" a groazei şi crimei, a unei infectări prin spectacol a surselor umanului profunde încă în poporul român. Astfel, sîngele ce raspunde cernelii ce-aşterne cuvîntul devine complementul de joc al pâinii şi, deja, substitutul ei. Politica devine pretextul unui canibalism moral.

Într-adevăr, cînd instigatorii jumătăţii de veac de rău în România provocau muncitorii să strige şi să poarte-n inscripţie: „Moarte intelectualilor!", canibalismul moral intrase pe bun făgaş. Cînd populaţia isterizată şi îmbătată de cruzime complice aplauda minerii ce-i stîlceau pe studenţi, cînd minerii înşişi transformau Capitala într-o arenă a samavolniciei şi Universitatea în latrină – toate acestea la instigarea directă a preşedintelui ales al ţării, Ion Iliescu, şi a primului său ministru, Petre Roman calibanizarea democraţiei se identifica cu raţiunea de stat.

Întrebarea gravă care se pune acum e dacă forţele politice responsabile ce mai există în ţară şi mai subzistă în afara ei văd cu claritate pericolul şi, discernîndu-l, sînt dispuse să se unească, indiferent de tribordul politic, pentru a sminti smintita maşinărie înainte ca aceasta să smintească poporul şi să-şi implanteze, fără leac, sminteala în ţara smintită.

Întrebarea este dacă mai poate cineva să voiască, dacă mai există prin bîntuita de furtuni şi fantome geografie a României destulă voinţă de a voi pentru a se împiedeca transformarea întregii societăţi în rebutul terorizat al „teroriştilor", în reziduul, el însuşi degenerat, al Securităţii, constituite ca mod unic de viaţă socială. Căci logica crimei, logica terorii, politica de război civil, aplicate sistematic de un neo-comunism ce-şi transformă coma în criteriu, nu sînt decît simple etape pe drumul ce duce, ineluctabil, spre o deplină tribalizare a societăţii româneşti.

Privind înapoi spre cele vreo 18 luni ce ne despart de Revoluţie sîntem nevoiţi să constatăm acest lucru bizar: că ea a avut consecinţe exact inverse faţă de cele aşteptate. Deturnarea Revoluţiei a început cu o confuzie ce s-a produs în minţile multora, şi ce nu e decît în parte dezinformare şi ignoranţă; căci adevăratul nume al acestei confuzii acceptate e complicitate. Cei ce strigau, nu de mult, „Moarte intelectualilor!" şi „Noi muncim, nu gîndim!", nu-şi auzeau, se poate presupune, cuvintele cu sensul lor real, adică: „Moarte adevărului!", „Moarte libertăţii!", „Noi ne supunem, nu ne opunem!", „Noi stîlcim, nu crîcnim!" etc. Căci într-adevăr, paradoxul acestei revoluţii consta, s-ar zice, în faptul că prin (ne)izbînda ei toate „principiile" ce susţineau dictatura au devenit convingerile celor ce-au răsturnat-o. Tirania reuşea să

realizeze, murind, tot ceea ce nu izbutise să impună în 45 de ani de represiune comunistă[12]. Confruntat cu responsabilitatea democraţiei, un popor ce ar fi trebuit să vrea să fie liber a ales singura cale ce-l putea conduce la dezastru naţional: naţional-socialismul.

Căci să nu ne înşelăm: prăbuşirea comunismului în România a dus, evident, nu la democraţie, şi cu atît mai puţin la o situaţie tranzitorie ce-ar mai putea reţine speranţe, ci la fascizarea radicală a întregii ţări. Acestei fascizări ce nu e decît o radicalizare a metodelor represive ale comunismului, i-au căzut victime, de-o parte şi de alta a jumătăţii de veac, Nicolae Iorga şi Ioan Petru Culianu.

***

Un popor ce-şi omoară intelectualii sau asistă pasiv – ori, eventual, aplaudînd – la asasinarea lor e un popor ce îşi omoară memoria, omorîndu-se, astfel, pe sine. Un popor ce doreşte moartea intelectualilor săi, doreşte, de fapt, în chip obscur, propria sa moarte, propria sa dispariţie spirituală de pe hărţile adevărului.

Căci intelectualii sînt purtătorii unei duble memorii, înscrise în adîncul de existenţă şi viaţă al oricărei naţiuni. Cea dîntii este „memoria neamului", tradiţia, drumul istoric al venirii în lume şi-al apropierii de ţel a oricărui popor, specificul naţional, vocea lui inconfundabilă. Pierzînd-o pe aceasta, un popor îşi pierde identitatea şi rostul, solul ţării lui îi devine scena unei rătăciri în amnezie. Cea de-a doua este mai adîncă şi mai înaltă, şi-n toate sensurile e depăşire – este memoria despre Om, nu memoria omului ci memoria despre Om, memoria care articulează-n noi umanul. Absenţa ei ne izolează de noi înşine, scufundă-n nefiinţă toate putinţele noastre de omenesc.

Iată sensul exact al omorîrii intelectualilor, iată de ce instigatorii la crimă şi i-au ales drept ţintă; căci a-i ucide înseamnă a ucide această dublă memorie ce întemeiază identitatea unui popor şi adevărul lui uman, înseamnă a suprima identitatea şi umanitatea fiecăruia dintre noi, a pune sînge peste putinţele gîndirii şi binelui. Înseamnă, pentru un popor, a se cufunda într-o dublă nefiinţă. Iar cei ce-l instigă să-i omoare vor să-l aducă acolo – în această dublă încetare de a fi.

Însă, plăpînde şi subţiri, firele de aur se spală totuşi de noroiul ce dispare, şi sînt restituite Locului lor.

În acest punct se ridică din moartea în care au voit să-l scoboare ucigaşii fără chip de nume Ioan Petru Culianu, nu ca martir, căci altfel mîna celor nedemni l-ar atinge, ci ca spirit deschis întru spirit.

Nu ca autorul unei opere deja uimitoare, ce ne pregătea noi uimiri de dincolo de timp, ci ca autorul unui drum pe care Înaltul lui ne invită să păşim. Nu ca un exemplu, deci, pentru noi înşine ci ca noi înşine pentru noi înşine.

---

[12] Tendinţa aceasta de a recupera ideologia totalitară, odată răsturnat regimul ce-o impusese, e mai răspîndită decît s-ar putea crede şi pare a ţine de un curios instinct de conservare pseudo-colectiv; vezi în această privinţă mai jos articolul "Rusia sub avalanşă" ce analizează exact acest tip de fenomen, în forme mult dezvoltate, ca expresie extrem de paradoxală a unei disperări propagandistice, paradoxală mai cu seamă cînd ne gîndim că autorul cărţii sub analiză în articol nu-i altul decît Soljeniţîn!

O emblemă şi un far prin care, peste sacrificiu şi sînge, ne vom ilumina şi ne vom descifra de-acum pe noi, mai singuri de prezenţa lui în el şi mai bogaţi de ea într-a noastră.

Iar pentru mine, altfel decît pentru cei ce 1-au cunoscut sau pentru cei ce de-abia de-acum îl vor cunoaşte, el va mai fi mereu ceva sau poate nimeni, sau poate numai cel care va continua să locuiască în casa cu numărul 200 al unei străzi necunoscute ce nu există în nici un oraş şi e, totuşi, în toate[13].

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, iunie 1991

[13] „Cînd lumina străluceşte deasupra terorii pe care insul acela a experimentat-o, el ştie că nu e nimic". „...căci nu erau nimic, angoasa şi uitarea şi această operă de minciună; pentru că Adevărul e stabil, inalterabil, nezdruncinat, întru totul desăvîrşit". (*Evanghelia Adevărului*, NHC 1.3, 28.28-31 şi 17.23-27).

Masca şi mesajul. Bilanţul unei "morţi anunţate"

Se împlinesc cinci ani de la asasinarea Profesorului Ioan Petru Culianu – cinci ani în cursul cărora puţinii ce-şi putuseră păstra intactă luciditatea indignării au asistat, cu stupoare, la convergenţa unică pe temă dată a "limbii-de-lemn" a ucigaşilor cu "limba înlemnită" a celor ce prin poziţia asumată în spectrul politic şi intelectual ar fi trebuit să denunţe o "metodă" şi să condamne o *crimă* ce îi viza direct.

Nu dorim şi nici nu ne amuză să facem aici un "inventar al zvonurilor" declanşate de împuşcătura din WC-ul de la etajul 3 al lui *Divinity School* din Chicago (lucrul a fost, oricum, făcut de mulţi alţii înaintea noastră : v. de exemplu "microsinteza" din prefaţa traducerii româneşti a "operei postume" a lui Culianu – *Out of this World. Otherwordly Journeys from Gilgamesh to Albert Einstein* – datorată d-lui Andrei Oişteanu). Am remarca, doar, combinaţia de fantastic, rizibil şi penibil, jignitoare fie şi pentru intelectul cel mai pueril, imaturitatea spoită-n sinistru a acestei logorei, la urma urmelor, calomnioase prin care, s-ar zice, cei ce-o practicau *linguşeau asasinii de care se voiau cruţaţi.* Semnul sigur al mişcării zvonului gol e caracterul auto-contradictoriu al sumei afirmaţiilor şi, luat în serios, dezmăţul acesta înverşunat al palavrei seci ar fi făcut din Profesorul Culianu victima vreunei bune duzini de crime diferite, diferit motivate şi comise de asasini diferiţi (fenomen ce s-a putut constata şi în legătură cu asasinarea anterioară cu un deceniu – luna mai pare să exercite o fascinaţie deosebită pentru ucigaşii salarizaţi ai statului român – a lui Marin Preda[1]), toate având ca punct comun scoaterea din cauză a oropsitei securităţi. Curioasă, ba de-a dreptul fascinantă era uşurinţa cu care se lansau cele mai funambulice supoziţii, identitatea asasinilor prezumtivi fluctuînd în chipul cel mai nonşalant de la legionari la Mossad, şi de la "ortodocşii greci" (sic!) la niscai neprecizaţi magicieni ce tocmai lansaseră o farmazonie de tip nou, pe bază de gloanţe calibru 25.

Vis-à-vis se înălţa turnul rigorii celei mai nestrămutate, "dreptul roman" – invocat de actualmente decedatul Alexandru Paleologu – devenind, pe căi numai de el ştiute, "scutul" unei organizaţii care pe lungul parcurs al unei activităţi criminale rodnice nu se ostenise prea des a-i ieşi în întîmpinare. Aşa se făcu că, ca să zic aşa, din iniţiativa sus-menţionatului, pe atunci efemer preşedinte, neîndoios pe temeiul carierei domniei sale de informator al securităţii, cu care se împăuna nemaipomenit, Liga pentru Drepturile Omului, secţia română, refuză să ia în considerare rolul abject al securităţii în asasinarea lui Ioan Petru Culianu.

Evident, tot acest *haos al opiniei* – delicat regizat prin intermediul unor "cutii de rezonanţă" încercate (v. *supra*) dar şi prin altele *noi* – era departe de a fi întîmplător. Mai mult, el reprezenta *mobilul principal* al crimei, a compromite şi mai ales *a infantiliza* opinia revenind la a compromite şi infantiliza democraţia, bazată, în principiu, pe funcţionarea liberă şi responsabilă a opiniei. Această tactică a "asasinatului-cu-mască-şi-mesaj" vizînd mai mult influenţarea, sau mai neted spus *terorizarea opiniei* – în special a opiniei intelectuale – decît doar suprimarea propriu-zisă a victimei, e, deci, destul de simplă şi dacă a putut deruta şi părea obscură unora, motivul, credem, constă pe de o parte, în excitaţia de tip aproape exclusiv "criminalistic" din

[1] Vezi studiul nostru "Trei crime de stat : asasinatele lui Mihai Eminescu, Nicolae Labiş, şi Marin Preda", în *Les Cahiers « Psychanodia »* (*Caietele* "*Psychanodia*") nr. 2, aprilie-mai 2021, online: http://ftp.adshishma.net/Publications-Accueil.html).

jurul asasinatului (provocată şi de extraordinara abjecţie a omorului), pe de alta, însă, într-o frecvent insuficientă analiză politică a contextului crimei.

"Singura soluţie e o nouă Revoluţie" suna un cîntecel al anului '90. De fapt, "o nouă revoluţie" era singura soluţie tocmai pentru neocomunism. Într-adevăr, Revoluţiei inevitabil victorioase din Decembrie trebuia, cu orice preţ, să-i urmeze o "revoluţie înfrîntă", o revoluţie care să compromită, să şteargă, să anuleze definitiv ideea oricărei Revoluţii viitoare. Pe scurt, era nevoie de o revoluţie pe care o *contrarevoluţie victorioasă* s-o poată înăbuşi – o contrarevoluţie şi nu o simplă represiune poliţienească, astfel încît reprimarea poporului să pară a veni *tot* de la "popor". *Această contrarevoluţie a reprezentat-o "mineriada" din 13-15 Iunie 1990.* Or, o asemenea "reconstituire" precum şi o asemenea *represiune denigratoare* erau cu atît mai necesare cu cît Revoluţia din Decembrie continua să fie prezentă în Piaţa Universităţii – *unde fiinţa revoluţiei abolea neantul comunismului.* Şi "represiunea denigratoare" avu loc. Laşitatea aplaudă Crima iar Preşedintele liber ales de "securitatea muncitoare" o felicită şi o trimise cu trenul spre găurile ei obscure. Adversarul politic colectiv – poporul român – fusese învins, sau mai degrabă, profitîndu-se cu abilitate de propria lui nebăgare de seamă, *se învinsese singur.* Era, însă, de ajuns?

Nu era oare cazul de a se da o "lecţie" şi "fabricanţilor de opinii", adică intelectualilor? Şi atunci, cui? Pentru că, să ne înţelegem, problema nu era să fie lovită vreo mare personalitate a dizidenţei sau opoziţiei româneşti, cu ponos mare şi folos nul. Ci problema era, mai degrabă, de a se stabili o *zonă de prag* pe care intelectualii, adică din nou opoziţia, să nu îndrăznească a o depăşi: *un orizont al cenzurii întemeiat pe crimă.* Insuficient : *pe complicitatea la crimă,* pe o *întinare acceptată,* singura ce murdăreşte şi astfel impune, nu, nu tăcerea – tăcerea sfidează –, ci *supunerea;* o "supunere", totuşi, nu stupidă ci, dimpotrivă, inteligentă, adică optim exploatabilă. Nimic nou sub soare dacă ne amintim de tehnica carceralã de la Piteşti, descrisă, între alţii, de Paul Goma şi Virgil Ierunca.

Pe scurt, represiunii denigratoare trebuia să i se adauge crima calomniatoare.

Putem înţelege acum de ce întrebări de genul "de ce să-l fi asasinat securitatea pe Culianu cînd un milion alţii erau mai implicaţi în opoziţie decît el" trebuie considerate ca întrebări *eronate pentru că greşit puse.* Spunînd aceasta, trecem peste "milionul" din care am fi nespus de curioşi să vedem defilînd măcar o mie – căci este evident că dacă "milionul" acesta ar fi existat Iliescu n-ar fi ajuns la putere iar Culianu n-ar fi mort. Şi trecem şi peste ceea ce acum, cînd umbrele au căzut, apare clar, anume că *prin activitatea lui politică şi jurnalistică Ioan Petru Culianu a fost cel mai important şi cel mai activ opozant român de după Revoluţie,* atît prin serialul politic *Scoptophilia,* publicat în ziarul new-yorkez de limbă română *Lumea liberă românească,* şi prin interviul acordat Gabrielei Adameşteanu în decembrie 1990, publicat în aprilie 1991 în revista "22" (la care s-ar putea adăuga şi nuvelele politice asupra cărora nu voim a stărui aici) – ce reprezintă, dincolo de valoarea excepţională a textelor înseşi, cea mai lucidă şi intransigentă disecţie a fenomenelor para-revoluţionare din decembrie '89 şi, în general, a întregului sistem neocomunist (românesc şi meta...) –, cît şi prin tentativa sa de restaurare a democraţiei, în ultimă instanţă pe calea restauraţiei monarhice, într-o Românie în care ranga asasină ieşise din lagărele comuniste în străzile, nou tip de lagăr, constrînse să devină din anticomuniste, neocomuniste.

Şi asta, deoarece chestiunea corectă nu e chestiunea criminalistică "de ce l-ar fi ucis securitatea pe Culianu", ci *chestiunea politică* pe cine ar fi putut alege ca "ţintă" o organizaţie criminală de tipul securităţii pentru a-şi atinge în chipul cel mai eficace scopurile politice! Căci

încă o dată, întrebarea nu e "de ce tocmai Culianu dintre atîţi" ci *pe cine*, o dată programată pentru a ucide, ar fi putut alege ca ţintă securitatea atît pentru a-şi satisface "programatorii", cît şi pentru a intimida cît mai eficace nu pur şi simplu opoziţia ci cvasi-totalitatea intelectualilor, *mizînd pe trezirea vechiului instinct de supunere inculcat de cincizeci de ani de teroare.*

Plecînd de la această întrebare şi procedînd la o analiză atentă "prin eliminare" se va constata (v. şi *supra)* că Profesorul Culianu corespundea într-un chip aproape nesperat de asasini "portretului robot" al "victimei ideale". E chiar de presupus că tocmai "avantajele", din punct de vedere *politic* şi *criminal,* pe care le prezenta atît în planul "tranzitivităţii mesajului" cît şi în cel al "intranzitivităţii cercetărilor" vor fi determinat securitatea să se mulţumească cu uciderea unui singur individ, *elemente precise indicînd că proiectul iniţial trebuie să fi avut în vedere efectuarea unor crime multiple, orchestrate după aceeaşi logică a selecţiei ca şi asasinarea Profesorului Culianu. Rămîn altfel inexplicabile ameninţările cu moartea,* adresate, exact ca în cazul Profesorului Culianu însuşi şi cam pe la aceeaşi dată, d-lor Vladimir Tismăneanu şi Dorin Tudoran (ameninţările adresate celui din urmă reprezintă în acelaşi timp o *verigă* şi o *probă* : "O să te trimitem după prietenul tău Culianu. Avem un glonte cu numele tău pe el") precum şi, mai ales, *zvonurile false* simultane cu ştirea veritabilă a morţii Profesorului, privind sinuciderea scriitorului şi publicistului Andrei Codrescu şi a morţii accidentale ("postdatate" de astă dată) a fetiţei jurnalistului politic Liviu Cangeopol (e semnificativ că *toate* persoanele vizate aparţineau exilului românesc din Statele Unite!).

Dacă posibilitatea de a prezenta asasinarea Profesorului Culianu ca un fel de *crimă pasională a legionarilor* – pe baza zvonurilor persistente şi, de altfel, de nimic dovedite privind trecerea Profesorului Culianu la iudaism ca şi intenţia reală a acestuia de a se căsători cu o fostă studentă evreică, devenită, din 1987 colaboratoarea ştiinţifică a Profesorului, d-ra Hillary Suzanne Wiesner – va fi limitat intenţiile criminale probabil mai "vaste" ale securităţii, determinînd în mare parte şi *retorica de extremă dreaptă a asasinatului,* este evident că, în aceste condiţii, una din problemele cele mai dificile devenea *transparenţa codului,* ocultarea identităţii reale a asasinului riscînd să perturbe receptarea mesajului real intenţionat. "Criminalisticul" obnubila "politicul". Bineînţeles, "soluţia" revendicării crimei, imaginată cu multă naivitate de unii, ieşea, din capul locului, din discuţie, "revendicarea crimelor" neintrînd în obiceiurile poliţiilor secrete, cu atît mai puţin a *poliţiilor secrete comuniste* (sau neo-). Prin urmare, comparaţia cu tehnicile "organizaţiilor teroriste de opoziţie", opuse prin definiţie metodelor aparatului de stat, cade, fiind normal ca cele din urmă să caute secretul, acolo unde cele dintîi aspiră la publicitate.

Şi totuşi... Tocmai această dificultate a constrîns, în cele din urmă, securitatea asasină la trei erori extrem de grave ce, atrăgînd atenţia FBI-ului, ca şi a tuturor analiştilor atenţi, au sfîrşit prin a reprezenta o *revendicare explicită a crimei.*

1) De fapt, prima "eroare" era o "replică" şi nu a securităţii înseşi ci a "prezidentului" ei ales, d-l Ion Iliescu. Într-adevăr, răspunzînd unui "diagnostic" formulat de generalul Ion Pacepa – ce, în loc a admira recentul "stil legionar" al SRI-ului, afirma "e o execuţie în stil tipic KGB-ist", precizînd: "În nici un caz ipoteza uciderii de către Securitate nu trebuie ignorată, avîndu-se în vedere calibrul intelectual al atacurilor proferate de profesorul Culianu la adresa regimului neo-comunist de la Bucureşti" (cf. *LLR* nr. 139, 1 iunie, 1991, p. 24) –, preşedintele Iliescu dădea liber curs indignării sale în nu mai puţin decît o Conferinţă de Presă televizată şi radiodifuzată pe 7 iunie 1991 (a se admira promptitudinea acestei inocenţe rănite, ce nu se poate lăsa nici măcar o săptămînă pusă la îndoială!) cuvîntînd astfel:

«Se fac multe speculaţii în legătură cu rezervele Statelor Unite sau ale altor state occidentale faţă de noi... Indiferent de greutăţile prin care trecem în anumite momente ale istoriei, noi mergem ireversibil spre democraţie (spre "democraţia originală" a "mineriadelor" n.n.), pentru că aşa vrea poporul român, pentru că aceasta este opţiunea sa şi nu pentru a fi pe placul altora. Dar în legătură cu acestea (sic?!) sînt semnificative reflecţiile unui înalt demnitar american care a fost întrebat (cine? unde? cînd? *secret de stat!)* în legătură cu aceste lucruri, care referindu-se la aşa numitele "servicii" pe care le fac României unii dintre cetăţenii săi care denigrează ţara în afară, spunea că dintre toate cazurile de paranoia pe care le cunoaşte varianta românească i se pare cea mai gravă. Şi, printre altele (ia, aşa!) se referea şi la cazul Culianu, profesorul ucis la Chicago, fost colaborator al lui Mircea Eliade, despre care a zis că este un exemplu despre un astfel de comportament (*despre?* noi ştiam *de!* dar, bineînţeles, româna înalţilor demnitari americani...) al unor cercuri româneşti din străinătate, inclusiv declaraţiile fostului general Pacepa, că vede el mîna Securităţii în uciderea lui".

Nu ştim – nu ştim ce să admirăm mai întîi! Stilul? Stilul "ireversibil"? Sau "coincidenţele"? Desigur, întîi şi întîi, *agramatismele!* Primul punct pe care am îndrăzni să-l supunem analizei e utilizarea pronumelui relativ: "care" zice cu candoare preşedintele Iliescu – sau poate numai "înaltul demnitar american" mai sus citat – : care "care"? Dacă e să ne ţinem de litera textului – şi cum am putea să ne îndepărtăm cu o iotă de la "linie"! – s-ar zice că "care" îl reia pe "aceste lucruri". Ne permitem să reconstituim, astfel limpezită, "linia" gîndirii prezidenţiale: "aceste lucruri care referindu-se la aşa numitele "servicii" pe care le fac României" etc. Aşa e foarte clar! Ideea e profundă, "reflecţiile"... "semnificative". Singura întrebare e ce facem cu "înaltul demnitar american", redus de "întorsătura stilistică" a "docetismului prezidenţial", vrem să spunem a înaltei sale "doctoralităţi" – ptiu drace! – adică a colosalei doctissime "docenţe" a "geniei de la Cotroceni"... Mda! Dar să reluăm : "aceste lucruri" mai spune Preşedintele – "care" lucruri am voi să întrebăm dacă exemplul precedent nu ne-ar intimida. Cum care? Acelea! ...? "Serviciile", frate! "SRI carevasăzică, aşa da, aşa am înţeles!" Deci, un "înalt demnitar american" întrebat fiind în legătură cu activităţile SRI-ului a spus că rău face că denigrează ţara – n-o să mă învăţaţi acuma cine ne sînt "cetăţenii"! – dintre toate cazurile de paranoia pe care le cunoaşte aceea a SRI-ului fiind cea mai gravă! Aşa, da, e clar! Aferim, domnule "înalt demnitar" fie şi "american".

Din păcate, cu ce sfială ne apropiem de acest crud adevăr, "înaltul demnitar american" – *nu există* (cf. Ted Anton *The Killing of Professor Culianu,* "Lingua franca", Chicago, sept.-oct. 1992, p. 33); sau dacă da atunci trebuie căutat în altă parte (ceva ne spune că s-ar putea să fie vorba de astuţiosul domn Măgureanu ce, cam prin aceeaşi epocă, oferea FBI-ului "serviciile" sale întru rezolvarea "cazului Culianu"). După cum se vede nu "revendicarea crimei" lipseşte, ba chiar, departe de a fi transmisă de vreun membru anonim al "organizaţiei teroriste" implicate şi încă în cine ştie ce condiţii obscure, avem aici de-a face cu o declaraţie nu se poate mai publică (conferinţă de presă televizată şi radiodifuzată) a însuşi preşedintelui ei. Singura diferenţă priveşte "scenariul" : pretenţia de a inventa "declaraţiile unui înalt demnitar american" – de ce nu Preşedintele Statelor Unite! – în spatele şi pe contul căruia securitatea să-şi poată spune oful!

2) Era însă suficient? Se pare că nu, de vreme ce pe 13 Iunie al aceluiaşi an, la nici o săptămînă după declaraţia prezidenţială, Radio Bucureşti transmitea corespondenţa lui Mircea Podina intitulată *Noi revelaţii în cazul Culianu,* ce se încheia cu următoarele: "În sfîrşit, concluzia care se impune (???) în acest stadiu al cercetărilor, concluzie ce a fost confirmată în

mod categoric de departamentul Poliţiei din Chicago, este aceea că nu poate fi vorba de nici un fel de implicaţie a serviciilor secrete române în acest nefericit caz."

Nu c-am vrea să fim insistenţi dar concluzia aceasta e impusă... de cine? Bineînţeles, tot de securitate în frunte cu preşedintele ei preaiubit ce, nemulţumindu-se a-şi oferi "serviciile" (e drept, nu Poliţiei din Chicago ci FBI-ului!), îi redacta pînă şi rapoartele (nu ale FBI-ului, ale "Poliţiei din Chicago"!!), ba mai şi publicîndu-le în foaia ei (nu a "Poliţiei din Chicago", a Securităţii!!!) apt intitulată *Libertatea* – după care probabil se "impunea" şi concluzia din "corespondenţa" de mai sus!

Dacă însă cine se prea disculpă se inculpă, o auto-inculpare absolut directă rezulta din primul punct al corespondenţei cu pricina de vreme ce se spunea (citäm): "Din surse ale emigraţiei române – din nou "obiectivitatea" cea mai strictă : *care surse?* – am aflat recent că, în ultima perioadă a vieţii sale, Culianu s-a interesat în mod deosebit de o serie de organizaţii secrete ale legionarilor din Statele Unite, printre care cei ce se intitulează "Fiii lui Avram Iancu". De remarcat faptul că din casa profesorului, imediat după moartea acestuia, se pare, au dispărut dischetele de computer pe care erau înregistrate însemnările legate de cercetările întreprinse în acest domeniu." Punctul este de tot interesul, nu atît din cauza chestiunii cu "dispariţia dischetelor", ce conţineau desigur *altceva* decît "cercetări" privind "organizaţii legionare secrete", ci pur şi simplu, pentru că – *s-o fi uitat securitatea?* de cînd îşi zice SRI totul e posibil! – "Fiii lui Avram Iancu" ("bastarzii", îndräznim să zicem noi, într-atît ne pare *profanatoare* această apropiere!!!) era, înainte de Revoluţie, *numele de cod al securităţii înseşi,* şi anume în exerciţiul tentativelor de intimidare a, să zicem, "exilaţilor-mai-jenanţi", ce primeau fie "scrisorele" de un anumit stil şi purtînd această graţioasă semnătură, fie de-a dreptul casete cu un conţinut analog (este cazul poetului Dan Constantinescu ce primind o asemenea casetă a folosit-o pentru a înregistra, neintimidat, muzică clasică!).

Tot astfel, dacă, *în ultima perioadă a vieţii,* Profesorul Culianu ajunsese să se intereseze de identitatea reală a blänii verzi a lupului roşu, pricina nu era defel vreo "vinovată curiozitate" – cum pare să sugereze cu extremă gingăşie "corespondentul" de la Radio Bucureşti – ci faptul că, *tocmai în această perioadă, ca urmare a activităţii lui politice, jurnalistice şi literare dirijate împotriva regimului neocomunist din România* (v. *supra),* începuse să primească scrisori de ameninţare redactate în limba română şi semnate cînd "Fiii lui Avram Iancu", cînd "Vatra Românească", în funcţie de dispoziţia şi *dispoziţiile* expeditorilor. Iată explicaţia *esplicaţiilor!*

3) Dacă, pînă acum am avut a face cu "revendicări criminale" oarecum indirecte, adăpostindu-se pudic după surse fictive scrupulos citate, în cele ce urmează vom întîlni o formă specială de "revendicare", de o josnicie nemaiîntîlnită, de fapt, cea mai abjectă apologie a crimei ce s-a putut mîzgîli vreodată. Mîrşăvia aceasta, căci exact despre aşa ceva e vorba, a apărut la începutul lui 1992 în "oficiosul" securităţii, "România mare".

Chestiunea merită cîteva clarificări. Căci există, dacă se poate spune astfel, în bolgiile cele mai de jos ale infernului cosmic o specie mai indefinită ontico-ontologic decît celelalte, bizar amestec de bală şi scîrnă, de care nu te poţi apropia fără precauţia măştii de gaze şi nu te poţi îndepărta fără a lua, fără să vrei, cu tine ceva din straniul ei noroi: *execrătura.* Vrem să fie clar: execrătura nu-i doar o *execrabilă secătură* oarecare, căci în acest caz am avea a face cu un "ce" definibil. Execrătura n-are nume cum n-are substanţă; în ea incomplet digeratul se amestecă cu indigerabilul prin excreţie. Voma incertă se răsfaţă în paradisul ei merdifer. În vastul domeniu al execrăturii există însă "ceva" – ni-i silă să-i zicem "ipochimen" sau "maţe-fripte" – de o

orduriferenţă de tot inconceptibilă (nu! nu l-am numit pe Ion Iliescu şi nici măcar pe I.C. Drăgan, deşi veceurile ambilor, televizate sau nu, sînt, precum imbecilitatea-le, profunde, căci nu voim să privăm monştrii de privata ce li se cuvine): *Execrătura tevecistă!*

Ce e de făcut cu nimicul ce scrie fără gînd şi semnează fără nume? Altminteri spus: *cine e, la urma urmelor, execrătura tevecistă?* Răspunsul la această gingaşă întrebare credem că echivalează cu cel cerut de o alta, firească atunci cînd se comite o crimă : cine a ucis? Căci ar fi, desigur, prea simplu să ne închipuim c-ar fi vorba doar de Water-Cornelius în persoană! Acum, problema autorului exact al scatologicei inepţii e oarecum curioasă. Nu pentru că articolul ar fi fost "dat anonim" – căci îşi are şi anonimatul, la urma urmelor, demnitatea lui – dimpotrivă, ultimul cuvînt ce-ncheie textul, "Sictir!", desigur o auto-adresare, e urmat de o semnătură destul de desluşită : Leonard Gavriliu, traducător, cîndva, al lui Freud, ceea ce complică, de nu cumva simplifică radical datele problemei. Cum, însă, abjecţia nu umblă niciodată singură, se pare că avem a face, în persoana lui "Leonard Gavriliu", cu un simplu "colaborator" secundar sau terţiar al acestei murdării pe straturi, de nu cumva cu un simplu "prête-nom". E, cel puţin, concluzia, la care aderăm deplin, a d-lui Ted Anton ce, întreprinzînd o anchetă în jurul acestei "afaceri", şi încercînd, fără succes, să-l întîlnească pe autorul teoretic al infamului articol – se pare că asta nu convenea unora – a conchis că autorul real nu putea fi decît "Cornel Vadim Tudor" (anumite detalii "stilistice" şi "istorico-literare" certifică această idee). Dacă însă, "Leonard Gavriliu" nu e decît pseudonimul lui TVC, "TVC", faptul e banal, nu e decît pseudonimul securităţii. Scrutînd, prin urmare, mai atent talajul de măşti şi recunoscînd cutra după mutră, concluzia se impune neted: *execrătura tevecistă e chiar securitatea!*

Ce putea determina securitatea să scrie articole? Pentru a înţelege mai bine problema, acum, că am elucidat "numele" autorului, mai rămîne să vedem şi titlul. *Crima de lez-Eminescu.*

Formula ca atare e un calc grosolan după *crimen laesae majestatis,* reprezentînd, ca atare, *un incalificabil act de sicofantism anti-cultural*. În fapt, e vorba de un atac de o trivialitate extremă şi de o incoerenţă tot astfel – cu nerozii de tipul "minciunel gogonel" etc. – dirijat în chip destul de confuz împotriva d-lui Dorin Tudoran ca şi a lui Ioan Petru Culianu, numit în "articol": "acel excrement peste care nu s-a tras destulă apă în Water Closetul letal pe care i l-a pregătit parcă destinul". *Apologie a crimei?* Mai degrabă extaz scatologic profanator al execrăturii disperate! Căci ce frapează în ăst pestilenţial "text" nu sînt în primul rînd "injuriile" – ele trezesc cel mult dezgustul şi dispreţul – ci *mania de a profana* (se pare, de altfel, că mania de a profana morminte e proprie extremelor drepte de pe toate meridianele ce-şi plăsmuiesc, în ăst chip laş, *autoportretul de fecale!) – manie a profanării ce, departe de a se opri la I.P. Culianu şi Dorin Tudoran se extinde, direct sau indirect, la Eminescu şi la Iorga* (citat, de asemeni, în "text").

Într-adevăr, intitulîndu-şi mîrşăvia *Crima de lez-Eminescu* – indiferent la cîte mîini şi la cîte pubele a fost compusă – securitatea urmărea, devine evident, un set de scopuri precise pe care vom încerca să le enumerăm rapid fără a pretinde a le ierarhiza:

a) O formă de *captatio benevolentiae* pentru crima însăşi. Este absolut evident că atacîndu-l postum pe I.P. Culianu într-un articol combinînd ideea de *crimă* cu cea de "lezare a lui Eminescu", *execrătura securistă nu făcea altceva decît să se împăuneze cu propria crimă exploatînd sugestia imbecilă a unei acţiuni justiţiare!* Cinism sau simplă stupiditate? Poate părea curios deşi, în fond, nu improbabil, ţinînd seama de considerabila reducţie mintală din "sferele înalte" ale securităţii ca, comiţînd crima, securiştii să se fi aşteptat – *aproape cu toată*

naivitatea – a fi trataţi de opinie, nu ca vulgari criminali, ci ca un soi inedit de "haiduci". Oricum, ideea unui asasinat ca "retribuţie" a unei aşa-zise "crime lez-Eminescu" îngheaţă sîngele nu de frica morţii ci de groaza de a fi contemporani cu aceşti degeneraţi!

Eminescu, el însuşi asasinat în condiţiile în care le-am arătat într-un număr precedent[2] – transformat în pretext de crimă : există *crimă lez-Eminescu* mai gravă ?

b) Degenerarea mentală a securităţii rătăcite prin crimă în propriul ei abis de cretinism rezultă şi dintr-un alt punct. Căci execrătura securistă, nemulţumită să ne explice *de ce a ucis,* comunicîndu-ne astfel faptul decisiv *că a ucis,* confirmă, în plus, *intenţia de profanare,* aceea a unei "crime rituale" de tip *satanistic,* vizînd, nu pur şi simplu eliminarea ci *pîngărirea simbolică a victimei considerate ca exponent al unei clase sau categorii socio-profesionale şi politice: intelectualitatea.*

c) Pentru ce, totuşi, a-i pîngări laolaltă pe Culianu *şi* Eminescu în contextul acestei crime odioase? Pentru a proiecta *impuritatea crimei* asupra lui Eminescu însuşi, "motivînd" şi "scuzînd" implicit – dar şi *anunţînd! – actul criminalilor efectivi. Revendicarea crimei, cu toate "mesajele" ei, se face în numele lui Eminescu,* al unui Eminescu preschimbat într-un fel de "idol" calp al naţional-securismului, în "efigia" pe care crimainalii şi-o oferă în locul "chipului" lor! În fond se operează o substituţie: securitatea punîndu-se pe sine în locul lui Eminescu şi celebrîndu-şi, ca atare, un satanic cult.

d) Bizara sintagmă inventată de autorul (autorii) articolului din "România mare" – "crima de lez-Eminescu" – are, cum am văzut, ca model evident formula *crimen laesae majestatis,* exprimînd atentatul la majestatea suverană. Or, aplicarea unei formule, de altfel abuzive, din vechiul drept imperial roman la un poet, om politic etc. – cu atît mai mult *în contextul unei crime* – reprezintă în sine o metaforă primejdioasă. Cînd însă "sintagma" apare în "oficiosul" unei organizaţii criminale de tipul securităţii, mai mult, cînd e utilizată în chip evident pentru a *justifica şi revendica* o crimă recentă a aceleiaşi securităţi, nu mai putem vorbi de o simplă metaforă. Sensul real, în acest caz, e altul, cu mult mai grav: acela de a introduce un *para-cod juridic* şi, prin aceasta, un sistem de restricţii, un orizont de tabuuri bazate pe *dreptul la crimă* al organizaţiei represive. Subliniem: *pe dreptul nelimitat la crimă.*

Este, prin urmare, absolut limpede că aşa-zisa "crimă lez-Eminescu" cu Eminescu însuşi n-are nimic a face, constituind, de fapt, piesa principală dintr-un sistem de "substituţii axiologice", cu caracter mult mai vast, prin care valorile culturale, religioase şi istorice ale naţiunii române devin *garantele dreptului securităţii de a ucide* – chipurile pentru a le apăra, în realitate pentru a-şi proteja *ea* interesele! – *garantele unui neo-necro-totalitarism!*

Arhaicii "fii ai lui Avram Iancu" – ce-şi făcuseră apariţia şi în preajma omorîrii lui Ioan Petru Culianu – trimiteau la o idee de acelaşi soi, mai periculoasă, poate. Revoluţia lui Avram Iancu fiind esenţial una de eliberare naţională, dizidenţii, practic toţi opozanţii politici contra comunismului ceauşist, *contra comunismului pur şi simplu,* erau explicit definiţi ca *străini,* mai exact, conform unei formule de aceeaşi inspiraţie, ca *trădători,* respectivilor "bastarzi" nemairămînîndu-le altceva de făcut decît să-şi exercite în linişte activitatea teroristă. În fond, avem a face cu un "fundamentalism" al precarităţii morale, cu un "integrism" al idioţiei.

[2] Pentru referinţă vezi nota anterioară.

La aceasta se mai adaugă nu un punct ci un punctuleţ. S-o spunem pe şleau dar cu delicateţă : bovarismul securităţii, veleitatea ei *visată* e inteligenţa. Iată o situaţie tragică! A fi constrîns să combaţi acel straniu "ce" la care aspiri cel mai abitir, să iubeşti facultatea dar să-i deteşti pe deţinătorii ei – nu înseamnă asta a fi victima dilematică a unui destin absurd?! Comunismul de modă veche adora doctoratele şi decoraţiile. Mai rafinat, neocomunismul sau comunismul de modă nouă aspiră la erudiţie. Ca un poliglot ce se află, d-l Iliescu, posesor impenitent, pe lîngă oareşicari aproximaţii lingvistice de origine română, şi a trei pînă la patru vocabule franţuzeşti de pronunţie incertă şi sens indeterminat, trebuie că-l dispreţuia profund pe Nicolae Ceauşescu, acel sec colecţionar de doctorate cumpărate ce nu ştia nimic în afară de peltico-română! Presupunem că slugile noului "jupîn" nu vor să se lase mai prejos. Vă rugăm insistent să nu rîdeţi. Acestea sînt chestiuni grave ce trebuie tratate cu toată seriozitatea. Într-adevăr, dacă un Stat poate fi condus de un nebun – asta inspiră respect şi e, în plus, flatant – el nu poate fi, cu nici un chip, condus de un imbecil, de un *imbecil oficial,* să ne înţelegem! Monştrii, da, dac'aşa o cer interesele poporului, dar proşti cu nici un preţ!

Dacă Profesorul Culianu ar fi recunoscut competenţe excepţionale securităţii – cum mai fac unii! – şi niţicuş geniu prezidentului ei, ar fi trăit şi ne-am fi bucurat să-l vedem şi ministru! Vezi, însă că Profesorul nu-l putea chema pe imbecil decît pre dulcele lui nume; şi a murit.

Desigur, înţelegem, înţelegem cum nu se poate mai bine, protejîndu-şi atît de intransigent "inteligenţa", securitatea nu cădea, pur şi simplu, pradă unei banale "crize de vanitate" ci-şi apăra dacă nu fesul în orice caz interesul. Căci, nu-i aşa, *dacă securitatea e cu adevărat imbecilă pe ce temei mai poate ea pretinde la o remuneraţie aşa de mare după buget?* Prostia nu se plăteşte sau se plăteşte prost! Drept care... Şi totuşi, noi persistăm a ne întreba : şi dacă la mijloc e o neînţelegere? Căci, în fine, cînd în *Cea mai proastă inteligenţă* – înţelegeţi "uneltele", asta, "serviciile"... "organele" frate! – Profesorul Culianu scria : "Unul din nenumăratele – dar nu dintre cele mai puţin importante – motive pentru care azi România aspiră la un loc unic în întreaga lume este serviciul ei de Inteligenţă. Se poate afirma fără ezitare : România se află pe locul întîi în ce priveşte prostia Inteligenţei sale", trebuie să luăm aserţiunea de mai sus ca o "denigrare" sau, nu-i aşa, ca pe o respectuoasă recunoaştere a *supremaţiei intelectuale pe plan mondial a securităţii* – ce te joci?!

Sau, cînd, în mult ponegritul şi, vădit, neînţelesul interviu luat de d-na Adameşteanu Profesorului Culianu (şi publicat ulterior în revista "22") acesta spunea: "Prostia Securităţii române este epocală, de o profunzime nemaivăzută", nu voia oare să sugereze dimensiunea abisală a intelectului ei fenomenal!

Desigur, nu trebuie să ne închipuim că, acuzată de prostie, inteligenta securitate va fi răspuns, în chip de "cine zice ăla e!", cu un glonţ. Nu, o asemenea supoziţie e nedemnă de înalta ei intelectualitate ca şi de cea a preşedintelui ei care, cum am văzut, uneori, vorbeşte – dar putem să fim absolut siguri?! – *aproape* româneşte!

E, însă, timpul să vedem – acum, că în privinţa inteligenţei securităţii *ne-am lămurit* – ce concluzii se pot trage din "analiza comparativă" *a celor trei revendicări.* Sau va fi fiind vorba de un *silogism,* cu premiză majoră, premiză minoră şi concluzie? Într-adevăr, "corespondenţa" de la Radio Bucureşti, text mai degrabă defensiv decît revendicativ, pare să joace rolul de "termen mediu". Rămîn celelalte două. Ce reprezintă, ambele, nu doar nişte simple "revendicări" ci de-a dreptul nişte apologii ale crimei. Cu *unele* diferenţe. Căci dacă "articolul" din "România mare", dincolo de delirul scatologic şi frisoanele pubelei, rămîne un banal "text de extremă dreaptă", o mîrşăvie de executant, comunicatul prezidenţial, dimpotrivă, e o comédie cum n-

am mai pomenit, ce, pretinzînd să joace pe două tablouri, debutează cu "rezervele" Statelor Unite faţă de regimul neo-comunist şi încheie invocînd un aşa zis "înalt demnitar american" – negreşit e vorba de traducerea din engleză a lui "Virgil Măgureanu"! – "demnitar" care *după crimă* (las' că nici înainte n-ar fi fost de crezut!) l-ar fi tratat pe Profesorul Culianu, *primul universitar asasinat pe solul Statelor Unite,* de "paranoic", "paranoia" în chestie, constînd, bunînţeles, în "denigrarea realizărilor"! Nu e pur şi simplu neverosimil, e inept!

Sigur, sigur, înţelegem, dacă pînă şi duşmanii noştri zic (vezi "rezervele"), *noi cum să nu omorîm!* Cam ăsta-i "sensul" carevasăzică. Cu atît mai mult cu cît respectivul "înalt demnitar", *ca american, de!,* nu putea şti că-n "ţara noastră" paranoia, ca şi alte "boli mintale periculoase", *e o crimă politică,* şi asta nu de azi de ieri, ci încă de pe vremea "odiosului", pentru pedepsirea căreia a fost emis chiar şi un decret, *decretul 12/1965.* "Internările psihiatrice" pe motive politice nu mai reprezintă *acum* un secret şi cele de mai sus nu vor constitui, credem, o surpriză pentru nimeni. Ceea ce se ştie mai puţin e că, *în anumite cazuri,* internarea "psihiatrico-politică", departe de a forma *faza finală a represiunii politice,* avea o valoare *de avertisment – faza finală fiind suprimarea fizică.*

Nu vom da aici exemple, pentru exemple ar fi necesară o carte, nu un articol. Sperăm, totuşi, a fi limpezit *sensul* intervenţiei "înaltului demnitar american" atît de oportun interesat de sănătatea mintală a cetăţenilor români din ţară şi din străinătate, în general, şi de cea a Profesorului Culianu şi a generalului Pacepa, *în special.* Căci spitalele psihiatrice din Statele Unite, în genere instituţiile psihiatrice occidentale, nefiind la ordinele securităţii, după modelul Spitalului 9, este evident că "bolnavii din exil" nu puteau beneficia de "îngrijirea" necesitată de gravele lor manifestări de paranoie politică (te joci cu "denigrarea realizărilor" şi a "democraţiei" ireversibil "originale"...). Chestiunea se dovedea cu deosebire penibilă în cazul Profesorului Culianu ce, fiind deja executat, scăpa oricărei posibilităţi de diagnosticare locală, "reflecţiile înaltului demnitar american" venind la ţanc *ca diagnostic a posteriori al autorităţii securisto-medicale delegate în lipsă.*

A posteriori, bineînţeles, numai în raport cu "nefericitul caz" al lui Ioan Petru Culianu, dar absolut *a priori* cînd vine vorba de "cetăţenii-dinăuntru-ce-denigrează-înafară" sau de unele "cercuri româneşti din străinătate" (a se traduce: "cetăţenii-din-afară-ce-denigrează-tot-afară"), "inclusiv declaraţiile fostului general Pacepa, că vede el mîna Securităţii în uciderea lui" (sic!) *– faţă cu toate acestea* "cazul Culianu, profesorul ucis la Chicago, fost colaborator al lui Mircea Eliade" (cîtă scrupulozitate!) constituind, nu-i aşa, "un exemplu despre un astfel de comportament".

"Un exemplu" – să mai fie chiar aşa de neclar *"cine, de ce* şi *pe cine* avertizează", cum se plîngea d-l Oişteanu în prefaţa sus menţionată?

Dacă însă crima fusese, de fapt, revendicată în termenii cei mai limpezi încă de pe 7 iunie 1991, de ce va mai fi simţit nevoia securitatea să "inspire" un articol ca cel din "România mare", redactat în termeni pe cît de abjecţi, pe atît de imprudenţi, şi asta tocmai în ianuarie 1992? Simplu : pentru că simţea că *monopolul interpretării crimei* îi scapă din mînă. Din acest punct de vedere, "Crima de lez-Eminescu" nu reprezintă doar o eroare ci şi o dovadă de slăbiciune, expresia unei anxietăţi – ca şi crima însăşi, de altfel. Nevoia chiar de a se "piti" după numele lui Eminescu, "denigrarea" nemaifiind convingătoare, trebuie interpretată astfel. Blasfemie, fireşte, însă *blasfemie ridiculă* ca toate manipulările şi manevrele acestei "inteligenţe" inepte.

***

Cum se asasinează un istoric al religiilor? Ei bine, exact ca toată lumea, cu un obiect contondent oarecare, de foc sau cu tăiş. Ce diferă, ce *poate* diferi nu e tehnica asasinilor ci motivul. Să precizăm : nu ne referim aici la faptul că o persoană de sex masculin sau feminin, ocupîndu-se, între altele, cu istoria religiilor, sau, de ce nu, cu filosofia, se pomeneşte ucisă independent de aceste preocupări, pentru că a luat greşit tramvaiul – precum, cîndva, poetul Nicolae Labiş asasinat de securitate[3] – sau, pur şi simplu, pentru că vreunei iubite dintr-o altă viaţă i s-a năzărit să frecventeze un curs de metensomatoză aplicată. Ci ne referim la cineva ce *tocmai în calitatea sa de istoric al religiilor* sau, în orice caz, *pentru scrisul şi cuvîntul său* este omorît.

Desigur, am putea presupune, chiar şi într-o asemenea situaţie o intenţie fundamental inocentă, o manieră inedită de alfabetizare, sau, de ce nu, o participare mistică la informaţie şi stil. A ucide un Om al Scrisului nu înseamnă a voi să atingi, prin glonţ interpus, asemeni Apostolului Necredincios, sîngele Cuvîntului? Iată, între altele, de ce intelectualul veritabil devine inevitabil sfînt şi martir odată asasinat.

Ajunşi în acest punct e bine, credem, să subliniem : în exclusiva sa calitate de Om al Cuvîntului a fost ucis Ioan Petru Culianu, sîngele ce i-a fost vărsat înlocuia, într-un fel, cerneala pe care *ceilalţi* nu erau în stare să i-o verse împotrivă, semnificînd, astfel, neputinţa asasinilor, nu puterea lor. Căci crima ce se atinge de cel drept îl glorifică prevestindu-l în mit.

În cele ce urmează vom utiliza, fără a mai preciza pe parcurs sursa decît dacă strict necesar, articolele d-lui Ted Anton – eforturilor căruia i se datorează esenţialul cunoştinţelor despre crimă : *The killing of Professor Culianu* publicat în "Lingua franca" şi *The murder of Professor Culianu ;* ultimul, încă inedit, reprezintă contribuţia d-lui Ted Anton la *Actele* Colocviului *«Psychanodia»,* organizat în memoria lui Ioan Petru Culianu sub auspiciile INALCO (Institut National de Langues et Civilisations Orientales) între 7-10 septembrie 1993, la Paris –, precum şi articolul d-lui Cornel Nistorescu *Reportaj periculos. O crimă în dispută politică* ("Expres", nr. 27, 9-15 iulie, 1991); la acestea se adaugă o formă condensată a cărţii pe care d-l Ted Anton a dedicat-o Profesorului Culianu: *Games of Mind. The Life and Murder of Ioan Culianu,* comunicată nouă de autor şi conţinînd, între altele, transcrieri după dosarele anchetei (cf. p. 96 a documentului).

Nu vrem să evocăm încă o dată detaliile acelei zile însorite de 21 mai 1991, cînd, la cîteva mii de kilometri distanţă, practic în acelaşi timp cu Ioan Petru Culianu, era asasinat Rajiv Gandhi (în India, cu siguranţă, trebuie să fi fost, de asemenea, o zi călduroasă). Soarele e un dragon înşelător. Şi nu vrem să evocăm nici acel al treilea etaj al lui *Divinity School* –, pustiu în jurul orei 13, ora crimei – sau vînzarea anuală de carte ce atrăsese toată lumea la parter. Toate acestea au fost deja descrise şi foarte bine descrise. Nu vrem, deci, decît să ne concentrăm asupra elementelor faptice ce pot lămuri direct sau indirect crima.

Una din primele întrebări pe care şi le-au pus anchetatorii era dacă aveau de a face cu un profesionist sau cu un amator. "E sau un mare profesionist sau un naiv", i-au declarat d-lui C. Nistorescu detectivii Ellyn Weiss şi Robert McGuire. "Un profesionist ar fi tras mai multe focuri. Era un amator" – afirmase deja comandantul de poliţie Fredrick Miller, teză respinsă de medicul legist ce efectuase autopsia : "Indivizii care au făcut asta ştiau ce fac. Căci, dacă ar fi

[3] Pentru detalii, vezi studiul deja menţionat *Trei crime de stat : Mihai Eminescu, Nicolae Labiş, Marin Preda*, publicat online în *Les Cahiers „Psychanodia"* 2, 2021: http://ftp.adshishma.net/Publications-Accueil.html.

fost trase mai multe focuri cineva ar fi auzit şi ar fi venit în fugă. Să omori dintr-un singur foc cu un pistol de calibru atît de mic ca un 25 – nu-i uşor." Deci, un singur foc; mai mult, fără amortizor.

Zgomotul împuşcăturii a fost auzit – totuşi n-a alergat nimeni. A fost auzit la secretariatul facultăţii de la etajul unde s-a comis crima; secretarele, surprinse totuşi, au crezut că era vorba de un zgomot de eşapament, de vază grea spartă sau de pocnitoare, practic orice numai nu o împuşcătură; totuşi, semnificativ, din secretariat n-a ieşit nimeni circa 2 minute. A fost auzit şi de Profesorul Emerit Jerry Brauer ce determinase angajarea lui Culianu iar, mai demult, luptase pentru aducerea la Universitate a lui Mircea Eliade şi care, în momentul crimei, îşi pregătea liniştit seminarul: "Zgomot de eşapament? – se întrebă, încercînd să elucideze, fără a-şi întrerupe lucrul, cauza ineditului sunet – Nu se poate, şoseaua e prea departe. Împuşcătură ? Nu. Nu se poate – Swift Hall – ora unu." Se putuse, totuşi. În fond, ce şocase nu fusese poate atît crima însăşi cît absurdul şi abjecţia ei. "E o crimă rituală" declară Profesorul Anthony Yu remarcînd voinţa ucigaşilor de a umili, de a pîngări victima. Şi mai semnificativ, decanul Profesorul Clark Gilpin nu recunoscu în victimă pe Profesorul Culianu. Prea absurd.

"După părerea mea nu există nici 25% posibilitatea ca prin logica sa sistemul securităţii să pună la cale această crimă", declară d-lui Cornel Nistorescu "fostul important ofiţer de securitate Liviu Turcu, fugit în prima parte a anului 1989 în SUA". Să încercăm a trece peste tot ce are "naiv" această respectuoasă afirmaţie, contrazisă, de altfel, flagrant de declaraţiile generalului Pacepa (v. *supra)* şi să ne permitem, la rîndu-ne, să-l întrebăm pe "fostul important ofiţer" : *dar prin absurdul său, putea pune la cale sistemul securităţii această crimă?* Căci, la urma urmelor, organizaţiile criminale n-au numai "logică", mai au şi "absurd" – *de nu cumva tocmai absurdul e specialitatea organizaţiilor criminale!*

E drept, am văzut deja, "aporiile criminalistice" au contribuit, în parte, la disimularea crimei, la *ocultarea* dar şi la *revelarea* sensului ei real, servind de *mască şi mesaj.* Într-adevăr, un amortizor, de pildă, ar fi trădat net o crimă profesionistă – şi cine alta decît securitatea ar fi putut comite *o crimă profesionistă* la *Divinity School, victima fiind un profesor de origine română ce atacase furibund regimul neo/post-comunist* (cum vă place!) de la Bucureşti; iar dacă asasinarea s-ar fi petrecut "în aer liber" ar fi semănat prea mult cu o crimă întîmplătoarea (Universitatea se găseşte într-unul din cele mai rău famate cartiere din Chicago). În primul caz ar fi suferit "masca", în cel de al doilea "mesajul". În fine, "în aer liber", *profanarea* care se voia (în special la Cotroceni, credem noi) ar fi dispărut complet. De altfel, zgomotul împuşcăturii ce reprezenta, în principiu, un "culoar de risc", furnizase mai degrabă asasinului un "culoar de timp" ce-i permisese o volatilizare rapidă; oricum, nu avea nevoie decît de circa 20 de secunde pentru a coborî pe scara de serviciu în alee, unde se pierduse în fluxul trecătorilor.

"Nu poate fi vorba nici de un om din comunitatea românească, să-i zicem colaborator al securităţii", afirma "fostul important ofiţer" citat mai sus, în apărarea inocenţei instituţiei la care lucrase. "În primul rînd că şi serviciile străine şi alţii folosesc pentru asemenea operaţiune un om din afară şi pun la cale părăsirea locului şi a ţării în cea mai mare viteză". "Şi serviciile străine *şi alţii"...*

"Omorîţi-l oricum, numai omorîţi-l!" le spusese în esenţă asasinilor Constantin Nicolae, un ins de 40-50 de ani cu început de chelie şi ochelari cu ramă de argint, lucrînd la o întreprindere de transport şi expediere de marfă "Delta Shipping and Forwarding" (cf. *GM* p. 95). Cine erau *ei?* Se numeau Tony Andron şi "Adrian Szabo" (în privinţa celui din urmă d-l Ted Anton avertizează că e vorba de un pseudonim cf. *GM* p.78, notă, de unde ghilimelele), ambii transfugi

români, şi se întîlniseră la Chicago în 1985. Amîndoi, mici delincvenţi, trăind papiţoieşte din furtişaguri şi escrocherii mărunte. Din vara lui 1990 sînt contactaţi de Nicolae ce le oferă 10 000 de dolari de fiecare pentru a-l ucide pe Ioan Petru Culianu. "De ce să-l omoare?" îl întreabă "Szabo", ce pare să aibă unele scrupule, pe Andron care tocmai adusese într-un sac de atletism banii, o fotografie, vizibil decupată, a lui Culianu, şi două pistoale calibrul 25. "Probabil, nu ştie să-şi ţină gura" (*GM* pp. 100-101).

Cum a fost posibil ca o crimă atît de aberant organizată şi-n care, practic, toată răspunderea a fost lăsată unor diletanţi fără nici o experienţă să izbutească totuşi? Adevărata întrebare aceasta este. Explicaţia succesului nu poate fi decît surpriza, hazardul şi, probabil, oareşicari factori psihologici, astfel încît, deşi asasinatul a fost organizat de o poliţie secretă în principiu profesionistă, s-ar zice că cei ce îl credeau opera unui naiv aveau mai degrabă dreptate. Asta confirmă o impresie a noastră mai veche, independentă de cazul de faţă, privind *totalul diletantism al securităţii.* Într-un singur punct "organizatorii crimei" şi-au luat unele măsuri de prevedere. Astfel, un operator trimis de televiziunea română, Gherghinescu, a filmat întreaga vizită a Regelui la Chicago, inclusiv vizita la *Divinity School,* datorată Profesorului Culianu ce a jucat rolul de gazdă (cf. Cornel Dumitrescu *Elemente noi în cazul Culianu, LLR* nr.140/8 iunie 1991; v. şi Dana Şişmanian *Mesajul cu adrese multiple sau viclenia nebunului, Contrapunct* nr.45/8 noiembrie 1991). Evident, filmarea minuţioasă a vizitei regale, în special a clădirii Universităţii n-a fost transmisă la Televiziune; era menită altui scop.

Credem util a menţiona aici un detaliu suplimentar. Căci ameninţările *scrise* (v. *supra)* sau, eventual, *telefonice* (cf. Prof. G. Casadio *Ioan Petru Culianu ou la contradiction,* în *Actele Colocviului "Psychanodia"*[4]) n-au precedat *direct* "trecerea la acţiune". Între acestea se mai inserează un episod. Într-adevăr, *cu ocazia recepţiei în onoarea Regelui* de la "Drake Hotel" Ioan Petru Culianu a fost abordat de un *individ înarmat,* ce a proferat *în română* ameninţări de o violenţă verbală "de nereprodus" (o versiune a acestui incident ne-a fost relatată şi nouă de către Profesorul Moshe Idel; v. Ara Alexandru şi Dana Şişmanian *Ioan Petru Culianu in memoriam. Paris: colocviul "Psychanodia"* în *Cotidianul. Supliment cultural,* nr. 46 (131)/29 noiembrie, 1993).

În septembrie 1991 "Szabo" îl însoţi pe Andron într-o "operaţie mafiotă" de ameninţare a unui ins ce-i datora lui Andron nişte bani. În ianuarie următor ambii erau arestaţi pentru atac cu mîna armată iar la interogatoriu, înainte chiar ca poliţiştii să fi pus vreo întrebare, Andron îl acuză pe "Adrian Szabo" de a-l fi ucis pe Culianu (cf. *GM* p. 105). Nervii cedaseră. Acesta a fost "sfîrşitul criminalistic" al unei crime lamentabile, organizate din motive lamentabile de cea mai lamentabilă "inteligenţă".

De fapt, lucrurile "scîrţîiseră" încă de pe 21 mai '91, ziua crimei.

Una din secretare îşi aminteşte a fi văzut în lift, chiar înaintea omorului, un individ cu un sac de atletism (amintim că Andron transportase pistoalele într-un astfel de sac) a cărui expresie o înspăimîntase (cf. *GM* p. 102); dacă secretara ar fi avut nervii mai tari, acesta ar fi putut reprezenta sfîrşitul "operaţiei". Conform unui raport neconfirmat, după crimă, ucigaşul ar fi fost

[4] Vezi sur notre site, dans *Ascension et hypostases initiatiques de l'âme. Mystique et eschatologie à travers les expériences religieuses* (Actes du Colloque international d'histoire des religions "Psychanodia", Paris, INALCO, 1993), édition online, pp. 31-37.

oprit de un ofiţer de securitate al campusului Universităţii pentru un motiv oarecare; din păcate, n-a fost reţinut (cf. *The Murder...)*.

Lucru curios, deşi asasinii au fost arestaţi, întrebarea "cine a ucis" nu pare a-şi fi pierdut complet actualitatea. Căci dacă ucigaşul nu poate fi decît unul din cei doi, Andron şi "Szabo", nu e cu totul clar *cine a tras.* Cei doi se acuză reciproc. Majoritatea indiciilor par, totuşi, să-l desemneze pe Andron. Nu doar corespunde cu descrierea secretarei (v. *supra),* dar, în plus, e stîngaci. Or, analiza balistică stabilise că crima fusese comisă de un stîngaci. Arma propriu-zisă a crimei n-a fost încă găsită, între alte detalii pe care "Szabo" le ascunde fiind şi locul unde a fost depozitată aceasta. După crimă, Andron i-ar fi spus: "I-am dat Profesorului *un cartuş după ureche".* Reticenţele lui "Szabo" par să ţină de o tehnică stîngace de apărare; complice probabil – el trebuie să-l fi aşteptat pe Andron cu o maşină în afara campusului – încearcă să treacă drept simplu martor. Faptul că testul "detectorului de minciuni" a fost trecut cu succes de Andron dar nu şi de "Szabo" pare să complice, la nivelul detaliilor, datele problemei – asta, în măsura în care testul însuşi e considerat fiabil. Dimpotrivă, la nivelul "organizatorilor" lucrurile sînt clare, agenţii FBI-ului descoperind un ins corespunzînd descrierii lui Nicolae precum şi urme de activitate criminală, implicînd transporturile cu camioane, desfăşurată în Statele Unite de "foşti" agenţi ai securităţii (*GM,* p. 106).

Dacă, totuşi, soluţionarea criminalistică n-a căpătat încă, după atîta timp, formă juridică – deşi e mai mult decît probabil că dosarele FBI-ului conţin incomparabil mai multe elemente decît public cunoscute – pricina nu poate fi decît de ordin politic. Altfel spus, pentru ca o *crimă politică,* un *asasinat,* deci, să poată fi soluţionată juridic e necesar ca suma presiunilor politice să depăşească suma rezistenţelor. Din acest punct de vedere, *tăcerea opoziţiei politice din România e vinovată.* Mai mult, ea face, implicit, jocul obscurelor forţe criminale ce pretind, *şi după Revoluţie,* să conducă ţara – spre noi dezastre, previzibile sau nu. Ea permite, mai ales, instituirea unei "legi a tăcerii", "liniştea", bizuită pe o nouă ideologie totalitară, de tip fundamentalist.

În fine, dacă consolidarea post-revoluţionară a "democraţiei" necro-totalitare neocomuniste s-a putut realiza prin articularea la "mineriade" a unei asasinări emblematice a intelectualităţii – factorul motor al opoziţiei politice – preluarea, de către veritabilele forţe democratice, a puterii în România nu poate trece decît prin demascarea publică şi juridică a acestei crime – ca şi a altora –, prin condamnarea reală a criminalilor. *Iată ce e de făcut!*

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, mai 1996

POLITICALE INTERNE...

Crimă fără Pedeapsă

Pe 17 Noiembrie al acestui an a avut loc un eveniment grav, cel mai important, pentru România, de la Revoluţie : Opoziţia a cîştigat, în fine, alegerile prezidenţiale. Moment critic, suscitînd în minţile lucide exact inversul vreunei euforii. E drept, de pe toate fotografiile electorale, cîştigătorul acestor alegeri, d-l Emil Constantinescu, ce cultivă, s-ar zice, o anume asemănare cu Alexandru Ioan Cuza, pare să emită un zîmbet radios la extrem, însă, s-o mărturisim? tocmai asta ne îngrijorează! Zîmbete am mai văzut, ba am putea spune că, de o bună bucată de vreme, România a devenit o mare specialistă în zîmbete – pardon, în rînjete – mai ceva ca Statele Unite ale Americii. Admitem că d-l Emil Constantinescu poate fi prin temperament un optimist deşi o doză de pesimism bine temperat sau de "pesoptimism", ca să preluăm termenul lui Edward Said, ni s-ar fi părut cumva mai încurajator. Căci nu stăm pe roze, vorba lui Cuauhtemoc.

Totuşi, deşi previzibil dificile, nu problemele economice cu care va fi confruntată "noua Putere" ne neliniştesc cel mai mult; oricît s-ar anunţa de aspră, calea reformelor rămîne, la ora actuală, singura posibilă şi, optînd pentru opoziţie, electoratul n-a recurs, probabil, la o simplă soluţie a exasperării ci a evaluat matur raportul dintre boală şi leac. Dacă prin urmare Emil Constantinescu (şi, odată cu el, opoziţia parlamentară) va fi fost adus la putere de "votul protestatar", cauza "protestului" trebuie căutată, în primul rînd, în direcţia corupţiei sufocante şi a tăvălugului de abuzuri ca şi, într-o măsură mai mare, poate, în nevoia de certitudine intelectuală şi morală, de libertate în stabilitate şi de stabilitate în libertate; acesta e, desigur, motivul pentru care "Contractul cu România" a avut ca ecou victoria în alegeri a celui ce-l propusese.

Or, nici nu s-a "răcorit" bine atmosfera electorală, victoria d-lui Constantinescu nici n-a apucat să se fixeze bine în instituţii şi conştiinţe că iată arta confuziei, binecunoscută de pe vremea lui Ceauşescu şi Iliescu, din nou la lucru. De data aceasta dintr-o direcţie neaşteptată.

Într-adevăr, nici n-au trecut bine alegerile şi iată că a şi răsărit o idee din cele mai ciudate, venind, desigur, *şi* dinspre pedeserişti *dar şi* – aici lucrul devine mai curios – dinspre fosta Opoziţie, ce se vrea avertisment contra nu ştiu cărei "răzbunări". Cum pînă acum nu fusese vorba de nici un fel de răzbunare ci numai de *dreptate* şi *justiţie* – sistematic batjocorite de Iliescu & Clica – sîntem nevoiţi a conchide că prin "răzbunare" sînt înţelese tocmai acestea, *justiţia* şi *dreptatea,* însă astfel machiate şi, ca s-o spunem mai neted, "pejorativizate" încît să nu le recunoaştem şi să ne intimidăm. "Nu, bineînţeles, nu vrem asta", să spunem noi spăşiţi criminalilor de pînă mai ieri şi de mîine, primind docili *forma noilor cătuşe.* Căci ce ni se cere prin această grosolană manipulare de limbaj e exact asta : să renunţăm, încă o dată, la *dreptul nostru la dreptate,* să consfinţim chiar noi, "liberi şi nesiliţi de nimeni" – că doar "am cîştigat" alegerile! – *dreptul securiştilor la impunitate,* făcîndu-le plocon libertatea ca pe-o nouă formă de *necesitate înţeleasă.*

Şi pentru că o singură vorbă strîmbă nu era de ajuns s-a recurs şi la sintagma de serviciu, foarte la modă de vreo 6-7 ani, anume "vînătoarea de vrăjitoare". Acum, prin natura profesiei noastre (istoric al religiilor) se întîmplă să fim oarecum la curent cu fenomenul în chestie şi astfel stînd lucrurile nu putem decît să ne minunăm de aplicaţia ce i se face în politica

contemporană. În chipul cel mai strict, utilizarea, fie şi metaforică, a "vînătorii de vrăjitoare" împotriva urmăririi în justiţie a unor oareşicari personalităţi politice extrem compromise, în special a "oamenilor de aparat" ai sistemelor (neo)comuniste recent eliminate din istorie şi a "poliţiilor secrete" respective, ţine nu numai de o retorică politică dintre cele mai primejdioase ci constituie, în plus, un pur act de semidoctism cultural. Istoric vorbind, "vînătoarea de vrăjitoare" reprezintă tentativa Inchiziţiei, pe de o parte, a Bisericilor reformate, pe de alta, de a impune societăţii civile un punct de vedere totalitar, practic de a culpabiliza ("sataniza") societatea civilă, reducînd-o, astfel, la cea mai strictă obedienţă. Erau, astfel, vizate toate formele de libertate, de la libertatea sexuală la cea tradiţional-cultuală (una din ţintele predilecte ale Inchiziţiei fiind religiozitatea populară bazată pe scenarii iniţiatice şi "rituri ale fertilităţii", cf. Eliade *Istoria credinţelor şi ideilor religioase* 3, § 306); în chip mai general, cum am mai spus, e vorba de o "satanizare" a libertăţii individuale şi a societăţii civile, de o "infernalizare" a libertăţilor – a Libertăţii – precum şi a legăturilor tradiţionale – a Fraternităţii – şi sociale dintre indivizi – a Egalităţii, deci.

Termenul de comparaţie corect al faimoasei "vînătoare de vrăjitoare" îl constituie, în chip evident, tocmai marile întreprinderi totalitare ale secolului XX, Comunismul şi Fascismul, iar nicidecum *condamnarea acestora,* cum se încearcă a ni se inculca. Fenomenele post-comuniste, începînd cu perestroika, printre care şi neocomunismul român cu tendinţele lui fascizante, se integrează aceleiaşi voinţe de culpabilizare şi combatere a societăţii civile şi libertăţilor individuale, reprezentînd, pentru moment, ultimul "avatar" al "vînătoarei de vrăjitoare".

Şi mai curioasă, însă, este atitudinea actuală, sensibilă şi imediat după revoluţie cînd groaza securiştilor era pe culmi, prin care sînt culpabilizaţi cei îndreptăţiţi să acuze, fiind trecute în rîndul "vînătorilor" tocmai "vrăjitoarele" de mai ieri! Invers, "vînătorii de vrăjitoare" de nu de mult, organizatorii "mineriadelor", ai violenţelor interetnice, ai întregii atmosfere de minciună, corupţie şi crimă în care e scufundată de 7 ani România – ca şi ai barbariei din cei 50 de ani anteriori acestora – se văd "promovaţi", şi asta chiar de aleşii societăţii civile batjocorite – căci *asta* ar fi trebuit, *asta trebuie să reprezinte* fosta Opoziţie – la rangul de inocente "vrăjitoare" în favoarea cărora se încearcă a se extorca bunăvoinţa noastră. *Dacă, într-adevăr, despre asta e vorba, avem de-a face cu cea mai radicală pervertire a celor mai elementare principii de justiţie din acest secol, cu o falsificare a principiilor democraţiei cu atît mai inacceptabilă cu cît venind, de această dată, tocmai din partea celor meniţi să o reprezinte şi, în fond, să o apere.* Avertizăm că această tentativă nu va reuşi!

De altfel, concret, validînd impunitatea criminalului Iliescu şi a acoliţilor, ce speră să obţină d-l Constantinescu, în afara, bineînţeles, a unui dispreţ meritat. Accelerarea "reformelor"? Este, mai degrabă, chipul sigur de a le va bloca definitiv. Căci îşi închipuie cumva d-l Constantinescu că, odată siguri de impunitate pentru trecut *şi pentru viitor*, Iliescu & Clica – sau mai bine zis Securitatea & Co. – se vor sfii să comită alte crime asemeni acelora de care tocmai au fost absolviţi? Păi nu sînt "imuni"? Şi anume, "imuni" în condiţiile în care crimele lor fiind perfect cunoscute şi clamoros denunţate de presă, justiţia, ce ar fi trebuit să li se aplice, se vede asimilată cu o vulgară "răzbunare", de care, nu-i aşa, tot "omul de bine" – acelaşi care mai înainte vreme, ca să preluăm o expresie a lui Ioan Petru Culianu, "aromea sub biciul lui Ceauşescu" – trebuie să se ţină la distanţă?! Sau va înceta afacerismul, vor dispare corupţia şi minciuna pe care s-a bizuit vechea "politică economică" neocomunistă? A suspenda justiţia pejorativizînd pedeapsa nu înseamnă a legitima crima şi a-i justifica pe criminali? A-i acorda o "imunitate parlamentară", la care legal nici nu avea dreptul, unui criminal dovedit ca Ion Iliescu, nu înseamnă a-l plasa

deasupra Legii? Şi odată cu el a pune deasupra Legii întreaga securitate criminală, toată gaşca infectă a nomenclaturiştilor şi aparacicilor de toată mîna a căror unică patrie e propriul lor buzunar!? Ţine d-l Constantinescu să devină promotorul unei democraţii de butaforie, soră buna cu cea "originală"? Şi, ca s-o luăm din celălalt capăt, cum speră să poată atrage investitorii într-o ţară *infestată pe veci* de banditismul securist şi de fostul satanism de stat – crede oare că investitorii occidentali sînt imbecili? A, nu ne îndoim, va "atrage", cum au mai fost ei "atraşi" şi pînă acum, diverse scursuri şi escroci, buni tovarăşi de hoţie cu tîlharii localnici – însă nu putem să nu ne întrebăm : cu cei de teapa acestora speră d-l Constantinescu să "dreagă" economia? Mai degrabă o va damblagi de tot! Desigur, parcă-l auzim : o economie nu se reface peste noapte etc. Posibil, însă *direcţia* acestei refaceri se simte imediat. După cum tot atît de rapid se simte direcţia proastă, tendinţa eronată ce va duce la dezastru. Politica nu-i magie şi cît pui, atît obţii. Impunitatea acordată unei clase politice compromise de corupţie şi crime compromite şi pe cei ce o acordă. Vrea d-l Constantinescu să devină paznicul imunităţii lui Iliescu, aspiră să fie perceput ca complice la crimele acestuia? Sau îşi închipuie că *poporul,* odată farsa jucată, *o să i-o ierte? Sau aspiră la noi "mineriade" pe cont propriu de astă dată?* La drept vorbind, nu vedem cum o politică falsă ce acoperă violenţele deja comise va putea să se ferească a comite *violenţe noi.* Şi chiar de nu le va comite el însuşi va trebui să le tolereze pe cele comise de alţii, de vreme ce *pe cele deja comise* le muşamalizează.

Or, este oare de crezut că o ţară în care principiile dreptului sînt suspendate şi putinţa pedepsei asimilată cu crima – căci ce altceva înseamnă "răzbunarea" – va deveni altceva decît un haos politic? Sau, în cel mai bun caz, tărîmul predilect al rebuturilor şi zombiilor... Şi în aceste condiţii, este oare admisibil ca Occidentul să ia *vreodată* în seamă România ca parteneră posibilă sau, cu atît mai puţin, ca *aliată?* Intrarea în NATO, d-l Constantinescu o ştie foarte bine, depinde de *garanţiile* în plan politic şi economic pe care le va oferi România, în special de garanţiile în planul democraţiei şi ale drepturilor omului. În absenţa acestor garanţii – ce implică o ruptură radicală nu numai cu metodele neocomuniste ci cu (neo)comuniştii ca clasă politică concretă *şi ca indivizi* – Occidentul nu va ieşi din generalităţile politicoase şi, eventual, în cel mai bun caz, din sfera micilor ajutoare fără consecinţă. Democraţia, pentru fostele ţări comuniste – e bine ca d-l Constantinescu să priceapă corect ideea –, *e competiţie, tocmai pentru că comunismul a pierdut războiul rece,* şi oamenii politici români ce nu vor lua măsurile necesare – şi acestea *trebuie să fie luate peste noapte,* pentru ca România să se poată afla printre cîştigătorii acestei competiţii – îşi asumă o grea răspundere şi un risc : riscul de a trece de pe scaunul de judecător pe banca acuzaţilor, a acuzaţilor de complicitate la crimele pe care le-au acoperit şi de trădare a democraţiei pe care au compromis-o. Sperăm din tot sufletul ca d-l Constantinescu să nu ajungă în această situaţie, însă vom fi printre cei dintîi ce-l vor sili să ajungă acolo dacă vom constata că persistă să-i protejeze pe criminali şi crimele lor, acordîndu-le impunitate, pardon, imunitate parlamentară, împingînd implicit România pe calea degenerării morale şi transformînd starea de drept în stare de haos. Căci politica nu e messianism facil iar exercitarea punitivă a dreptăţii, acolo unde e cazul, nu poate fi asimilată cu vulgara răzbunare, tot aşa cum "vînătoarea de inchizitori", adică denunţarea în faţa Legii a structurilor şi practicilor totalitare *ca şi a practicanţilor,* nu poate fi identificată cu vreo "vînătoare de vrăjitoare". Între victime şi călăi Justiţia trebuie să opteze pentru apărarea victimelor şi pedepsirea călăilor, iar nu invers, dacă nu vrea să devină justiţie totalitară. Iar factorii politici trebuie să lase Justiţia să-şi realizeze menirea dacă nu vor să instaleze o democraţie impotentă, o democraţie de carnaval ce nu e, de fapt, decît *totalitarismul deghizat.* Unde e crimă – şi cu atît mai mult unde e crimă politică – trebuie să existe şi pedeapsă, e o ecuaţie inevitabilă. În cazul contrar, al crimei fără

pedeapsă, rezultatul fiind, nu, nu un pupat general în Piaţa Endependenţii, ci o altă crimă, un alt lanţ de crime, un imens carnaval al crimei într-o lume (sau ţară) a morţii demonetizate, a vieţii devalorizate.

Crima fără pedeapsă e sinonimă cu pedeapsa fără crimă, nu cu un minus ci cu un plus de violenţă, *însă abuzivă.* În practică, cu demisia oricărei autorităţi responsabile.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN

P.S. S-a făcut în ultima vreme un caz extraordinar în legătură cu o aşa numită "convertire la democraţie" a lui Virgil Măgureanu. A fost invocat, chiar, cu o imprudenţă extremă, numele lui Corneliu Coposu pe care Măgureanu l-ar fi vizitat la spital şi de decesul căruia ar fi fost "afectat". În realitate, nimic mai previzibil decît "schimbarea la faţă" a acestui oportunist banal, gata să-şi schimbe stăpînii precum cravata (fie spus în treacăt, în ce ne priveşte, am anticipat eventualitatea unui "scenariu de reconversiune" a lui Măgureanu într-un articol – *Ion Iliescu sau omul-de-nimic în andropauză politică* – redactat cam cu vreo 5 luni înainte de alegeri).

Luînd lucrurile mai de sus, e, de altfel, cum nu se poate mai natural pentru o organizaţie de tipul securităţii să pretindă că ne eliberează de tiranii pe care-i debarcă după ce aceştia s-au compromis, ieri prin lovitura de stat botezată "revoluţie", azi prin "dejucarea marii fraude pe ordinator". A crede în realitatea acestor scenarii înseamnă a face probă de infantilism politic. *Securiştii sînt alergici la orice formă de conştiinţă* şi dacă uneori încearcă să ne convingă că au una e vorba exclusiv de o specie de cameleonism sarcastic. Ieri internaţionalişti şi atei, azi naţionalişti şi ortodocşi, mîine islamişti şi poimîine buddhişti, ei n-au altă realitate decît a propriei lor nefiinţe şi altă convingere decît aceea a propriei lor nimicnicii. "Patriotismul" lor e un banc macabru, sloganurile lor, expresia unei devalorizări a umanului purtătoare şi a unei seminţe de zîzanie. Într-adevăr, dacă "noi muncim, nu gîndim" proiectează fantasma unei clase muncitoare de utopie, tîmpindu-se voluntar pentru a asigura "victoria comunismului", şi "moarte intelectualilor" exprimă singurul loc rezervat de securitate gîndirii în cadrul infernalului ei "paradis", alăturarea celor două pare să conţină *in nuce* principiul "mineriadelor" ca delir dirijat al "luptei de clasă" şi tentativă de divizare a corpului social (marotă specific marxistă trădînd fondul totalitar al sistemului). Cît despre "noi nu ne vindem ţara" putem, fără îndoială, să-i credem pe securişti cînd o afirmă – patriotismul lor bancar e binecunoscut! –; *căci ei n-o vînd ci o cumpără vînzîndu-se apoi pe ei înşişi cu ţară cu tot.*

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, noiembrie 1996

Qui-pro-quo

Alegerile s-au încheiat, atmosfera post-electorală e frigorifică, bătaia de joc completă – ne regăsim în fine reperele. România a intrat, deci, în cea de-a doua eră neocomunistă : sunaţi trîmbiţe! Bineînţeles, cu unele mici modificări. Locul "democraţiei originale" l-a luat pseudo-democraţia de carnaval, cu un Dumnezeu, bun înţeles ortodox, de butaforie, reprezentat prin persoana Patriarhului său : l-am numit pe Preafericitul Teoctist (astfel tradiţia ceauşistă nu-i cu totul pierdută) şi cu un Preşedinte pios şi titrat (nu de mult ne întrebam pînă cînd va mai avea România, ca "preşedinţi", nişte criminali cu patru clase plus şcoala de partid – iată răspunsul); şi cu un Premier ce, sîntem asiguraţi, îl întrece pe Saint-Just – dar parcă e suficient?

Într-adevăr, pentru a fi "credibil", neocomunismul 2, aşa de elegant "coafat" de d-l Constantinescu, nu trebuia oare să dea neocomunismului 1, bărbierit gratis de Ion Iliescu, oareşicari garanţii? Şi le dă! În primul rînd, acordînd susnumitului Iliescu de la firma Exekrătura & Klika o binemeritată imunitate parlamentară ceea ce, celor ce n-au decis încă să adere la Partidul Amneziei Definitive, trebuie să li se pară cel puţin ciudat. Cum? Nu ceruse acelaşi d-n Constantinescu *înainte de alegeri* suspendarea din funcţie a preşedintelui Iliescu exact pentru crimele pentru care-l "imunizează" pe senator? Oare calificarea actelor variază cu funcţia celui ce le comite şi crimele pentru care era acuzat preşedintele nu-l mai privesc pe senatorul liber de acum să se răsfeţe-n bancă?! Ne crede d-l Constantinescu tîmpiţi sau se găseşte domnia sa într-o stare de şoc provocată de violenţa undei electorale? S-au mai văzut cazuri. Ori poate, n-o ştiam noi şi ştie d-l Constantinescu, Parlamentul, asemeni Templelor de altădată şi a Marii Adunări Naţionale de nu prea demult, a ajuns lăcaş de azil pentru asasinii (neo)comunişti şi alţi păcătoşi de care şi amnistiilor trucate li-e silă! Sau trebuie să considerăm atît Camera Deputaţilor cît şi Senatul ca un fel de "Palat al Pensionarilor" unde, după şapte ani de terorism consecvent, vreo patru "mineriade" şi alte cîteva flecuşteţe pentru care ar fi condamnaţi la vreo cîteva secole de temniţă de orice tribunal internaţional, criminalii de stat ai României să se poată retrage în vederea unei binemeritate odihne premergătoare celei de veci! Ne conforteză în această îmbucurătoare opinie faptul că asasinul nr-ul 2 al României post-ceauşiste – l-am numit pe d-l Petre Roman – e aliatul şi co-artizanul victoriei d-lui Constantinescu precum şi, se putea altfel, Preşedintele însuşi al Senatului, în vreme ce asasinul nr-ul 1 al aceleiaşi ţări şi, probabil, pentru aceeaşi perioadă se mulţumeşte cu rolul modest de "Corneliu Coposu al PDSR-ului".

Totuşi ce ne nedumereşte cel mai mult în această afacere din ce în ce mai murdară unde "democraţia democratică" se dovedeşte indiscernabilă de cealaltă, zisă "originală" – echivoc instituţional şi politic ce defineşte pentru moment "neocomunismul 2" – este felul în care d-l Constantinescu, iară nu Ion Iliescu ce la ora actuală nu mai are în principiu nici o putere, înţelege a respecta principiul imunităţii parlamentare care, trebuie să i-o reamintim, încetează de a mai funcţiona *în caz de flagrant delict.* Cu alte cuvinte imunitatea parlamentară nu acoperă retroactiv criminalii dovediţi şi nu reprezintă în nici un caz un refugiu pentru asasinii politici în retragere şi teroriştii la pensie, cum vrea cu tot dinadinsul s-o creadă d-l Constantinescu; manipularea e prea de tot vulgară, nedemnă în orice caz de Preşedintele democratic al unei Românii pretins democratice : sîntem încă foarte departe de "acasă", d-le Constantinescu.

De fapt, în lumina celor de mai sus şi, încă şi mai abitir, a celor de mai jos, situaţia d-lui Constantinescu pare dintre cele mai încurcate şi poziţia sa, din cele mai neclare. Într-adevăr, cu autorul catastrofei economice pedeseriste, Văcăroiu, la comisia de privatizare, cu Meleşcanu la

cea de externe, cu Petre Roman în chip, deocamdată, de Preşedinte al Senatului, şi doi usedişti bine plasaţi, unul (Adrian Severin) Ministru de Externe, celălalt (Victor Babiuc) Ministru al Apărării, în fine – dar aici lucrurile sînt mai complicate! – cu Virgil Măgureanu impenitent director al SRI, ne putem întreba dacă actualul Preşedinte al României e complicele sau ostatecul criminalilor pe care neputînd sau refuzînd să-i pedepsească pretinde a-i deposeda de putere.

Răspunsul la această întrebare s-ar putea să fie furnizat de recenta afacere a "marii fraude pe ordinator" ce trebuie, probabil, pusă în paralel cu mai vechea afacere a "casetelor" pe care s-ar zice că o completează. Altminteri, misterul ei nu există deşi persistă, în chip extrem de penibil, scandalul atitudinii d-lui Constantinescu. Cum, nemulţumit să acorde imunitatea parlamentară canaliei pedeseriste, asigurînd impunitatea unui ucigaş şi aliindu-se cu celălalt, d-l Constantinescu înţelege, *în plus,* să joace rolul de trepăduş politic al ucigaşului nr-ul 3? Virgil Măgureanu, ca să rămînem la pseudonim... Cum, Preşedintele în fine democratic al unei Românii în fine democratice nu găseşte nimic mai bun de făcut pentru a-şi începe mandatul decît să dezinformeze deliberat un jurnalist pentru a scăpa scaunul celui mai detestat director al celei mai detestate organizaţii din istoria ţării? Căci dacă faptul e real, n-ar fi fost de datoria celui pe care electoratul, sătul de "afacerile" necurate ale fostei puteri, l-a investit cu funcţia supremă în Stat tocmai pentru ca acesta să pună capăt marasmului provocat de crimă, corupţie şi cinism, de datoria Preşedintelui, carevasăzică, să-l demaşte public pe Ion Iliescu, trimiţîndu-l, şi pentru acest motiv, nu, nu pe banca senatorială ci pe cealaltă, a acuzaţilor? Şi dacă ar fi crezut că spune adevărul directorului ziarului "Ziua" Sorin Roşca Stănescu, ar mai fi pretins d-l Constantinescu "secretul" *într-un asemenea caz?* Mai cu seamă, e oare de conceput ca Emil Constantinescu să nu fi realizat că procedînd astfel nu comitea pur şi simplu un act profund incorect şi injust, *ci transmitea şi un mesaj, mesajul complicităţii de fond a noii puteri cu cea veche, al desfacerii, înainte de start, a "Contractului cu România", redus la rangul de simplă manevră electorală cu atît mai iresponsabil cinică cu cît adresîndu-se speranţei ultime a unui electorat dezabuzat de 50 de ani de comunism şi neo-!*

Şi Măgureanu? Evident, din partea unui nemernic notoriu o nemernicie în plus n-are de ce surprinde! Miră cel mult deruta taberei democrate în faţa unei manevre, la urma urmelor, destul de fruste. În ce ne priveşte anticipasem net partea întîi (v. articolul nostru *Crimă fără Pedeapsă)* cît şi, pînă la un punct, partea a doua a faimosului caraghioslîc în *Ion Iliescu, sau omul de nimic în andropauză politică,* unde, între altele, afirmam : "Foştii complici îl părăsesc (pe Ion Iliescu n.n.) sau visează să o poată face. "Garda pretoriană", SRI-ul, ezită numai în măsura în care nu are alternativă. Va sfîrşi prin a se resemna să piardă alegerile pentru a specula eventualele efecte perverse (în cazul de faţă *pervertite* n.n.) ale unei înfrîngeri, în fond, mai promiţătoare decît o victorie pe putregai". Exact despre asta e acum vorba! Căci, obiectiv, Măgureanu avea nevoie de o schemă care să-l scoată din rolul de valet personal al lui Ion Iliescu (cînd, la urma urmei, el era dispus să slujească mulţi alţi stăpîni), iar SRI avea nevoie de o breşă în sistemul noii puteri democratice ce să-i permită demarcarea de cea veche şi, în plus, un fel de redefinire a statutului.

Impresia noastră este că factual lucrurile sînt cum nu se poate mai simple. Existase proiectul "marii fraude pe ordinator"? Fără îndoială, după cum ni se pare tot atît de certă achiziţionarea soft-ului respectiv menit să realizeze falsificarea electorală scontată. De altfel, chestiunea se poate lămuri probabil destul de uşor dacă necesara anchetă pe care Preşedintele Constantinescu ar trebui s-o declanşeze în loc să propage zvonuri "sub pecetea tainei" ar avea efectiv loc. Mai

mult, ni se pare sigur că Virgil Măgureanu trebuie să fi făcut de la început parte dintre organizatorii, de nu iniţiatorii, întregii operaţiuni (fără el şi fără SRI afacerea nici n-ar fi putut depăşi, pare evident, stadiul de proiect). Ce s-a întîmplat atunci? Pe parcurs tot planul, aşa de frumos migălit, s-a dovedit pur şi simplu irealizabil. Pe de o parte, e probabil că "tinerii turci", "lupi", "şacali" sau oricum se vor fi numind boii şi blöii în intimitate vor fi început să mîrîie nemulţumiţi de încetineala avansărilor, văzînd un obstacol în Iliescu, ba şi în Măgureanu, în calea aspiraţiilor lor de propăşire nord-atlantică (de unde, "afacerea casetelor" rapid şi discret muşamalizată de Măgureanu ce *trebuie* să fi făcut unele promisiuni). Pe de altă parte, nu-i deloc exclus ca mai din instinct, mai din precauţiune zadarnică acelaşi Măgureanu să nu se fi putut stăpîni a-şi "dribla" stăpînii, făcînd, dacă nu joc dublu, baremi unul triplu! Cum să interpretăm altfel propoziţia-far atribuită lui Emil Constantinescu, după care "în ultimele luni d-l Măgureanu ar fi ajutat foarte mult opoziţia democrată"? Ce trebuie totuşi să fi tranşat, determinîndu-l pe Măgureanu să-l abandoneze pe Iliescu şi pe Iliescu să se abandoneze, după scurte convulsii, pe sine însuşi în schimbul "imunităţii parlamentare" a fost, desigur, eşecul primului scrutin. Cu Parlamentul pierdut şi prezidenţialele în balotaj defavorabil, cadavrul politic iliescian nu mai era galvanizabil; jocurile trebuiau refăcute. Departe de a reprezenta decizia personală a lui Virgil Măgureanu, abandonarea, de altfel tardivă, a "marii fraude pe ordinator" trebuie să fi constituit hotărîrea comună a întregii clici.

Ceva trebuie, totuşi, să-i fi diferenţiat pe complici cu ocazia acestei imaginabile ceremonii funerare a propriei lor puteri : miza personală a fiecăruia. Dacă pentru Iliescu era vorba de o retragere, pare limpede că Măgureanu conta mai degrabă pe o relansare (cît despre nemernicii mai mărunţi putem vedea cu ochiul liber felul în care au fost, ierarhic, "răsplătiţi"). Or, lucru curios şi, credem, nu lipsit de interes, *România liberă* din 24 mai a.c. (în plină perioadă a "afacerii casetelor", deci) conţine un interviu cu generalul SRI Dumitru Cristea din care citäm : "*– Ce carieră credeţi că va urma domnul Măgureanu dacă va înceta să mai fie directorul SRI? – Mi se tot pune această întrebare.* Eu îl cunosc bine, îi cunosc capacităţile intelectuale *(sic!!!).* Sigur că va continua cariera universitară în primul rînd şi, fără îndoială, vocaţia lui majoră este în domeniul politic. Indiferent ce ar spune dînsul, *vocaţia adevărată şi ultimă este în zona politicului* (s.n.)." Este deci evident că *cel puţin ideea reconvertirii lui Virgil Măgureanu din "sfera poliţistă" în "sfera politicului" exista încă din timpul "afacerii casetelor" şi, foarte probabil, în legătură cu această "afacere", ca expresie a unui tîrg extrem verosimil între Măgureanu şi rivalii lui din SRI.* Întrebarea care se impune acum e : *în acest caz, fusese elaborat deja şi scenariul care să facă posibilă respectiva reconvertire?*

Putem acum să dăm o interpretare destul de precisă a afacerii "marii fraude pe ordinator", actul I şi II. Avem, pur şi simplu, a face cu scenariul destul de stîngaci al "lansării" lui Virgil Măgureanu din cariera de director al secretelor murdare, în cea, mult mai tihnită, de "politician", nu cu o retragere cu torţe spre plaje occidentale însorite în compania progeniturii, amantei şi a valizei cu bani (pentru asta pitreria a mers într-adevăr prea departe, deşi atenţie la actul III, acela al demisiei d-lui director!), ci cu o tentativă de rescriere a istoriei proprii şi colective combinată cu o intrare glorioasă a protipendadei represiunii în panteonul democraţiei şi cu o mică revanşă (totuşi!) post-electorală.

S-o luăm acum pe şart. De ce a lansat Măgureanu – căci în imediat de la el porneşte operaţia de dezinformare prin informare – dezvăluirea fraudei a cărei organizare şi efectuare i se încredinţase (nu ne putem îndoi asupra acestui punct)? Din cauza "calului troian" (ce i-a reuşit deja aşa de bine d-lui Roman) adică : 1) ca să transforme un eşec electoral şi profesional patent

(nu intenţionat ci *prevăzut,* nu e acelaşi lucru) într-o "reuşită ocultă" pe baza *pattern*-ului "prietenului din umbră" (el se ascunde, dar de fapt iubeşte democraţia etc.); 2) ca să devieze atenţia de la propria participare la respectiva fraudă printr-o fraudă nouă, mai "subtilă"; 3) ca să provoace, să surprindă şi să observe rezultatele iar 4) în caz de reuşită, să pregătească terenul pentru infiltrarea taberei adverse. Cu ce şanse? Cu niciuna, dar tocmai de aceea.

Cum nu era de crezut ca tocmai Măgureanu, mîna dreaptă a tuturor mîrşăviilor lui Iliescu, să împiedice vreo fraudă, indiferent de dimensiune şi suport, aberaţia nici n-a fost crezută dar astfel s-a putut pune indirect la îndoială frauda, de care, chiar fără probe, era sigură toată lumea. Pozînd în salvator posibil (actul I al farsei), Măgureanu spera să mascheze frauda reală. Dar ar fi fost fie şi o clipă imaginabil un asemenea "efect" dacă Măgureanu s-ar fi folosit pe sine ca sursă, sau eventual pe cineva din subordine? Să ne închipuim pentru o secundă scenariul : Virgil Măgureanu afirmînd lui Sorin Roşca Stănescu sau oricui altcuiva că a salvat alegerile şi deci democraţia, împiedicînd "marea fraudă pe ordinator". Rezultatul inevitabil al unui asemenea gest ar fi fost unul singur : un hohot homeric de rîs! Deci pentru ca pitreria să devină cît de cît credibilă era nevoie de un mesager nesuspectabil. Şi cine putea fi mai indicat decît beneficiarul acestor alegeri "mîntuite", într-un chip şi mai ales de către un personaj la care nu se aştepta nimeni, de o fraudă la care se aşteptau toţi : d-l Constantinescu în persoană.

Cu asta trecem la actul II al acestei abjecte farse, adică la "scrisoarea deschisă" adresată de directorul SRI directorului ziarului "Ziua". În acest text ipocrit şi contradictoriu Virgil Măgureanu, s-ar zice, neagă existenţa unei tentative de fraudă precum şi rolul pe care prin persoană interpusă şi-l atribuise singur : "Ca atare, Virgil Măgureanu, salvatorul democraţiei româneşti prin intervenţii oculte, nu există : doar Serviciul Român de Informaţii care-şi face datoria". De ce? Bineînţeles, în primul rînd pentru a stîrni derută. Măgureanu care neagă un merit pe care, "sub pecetea tainei", i-l atribuie însuşi Emil Constantinescu nu se revelă oare nu numai ca un democrat absolut sincer ci, în plus, modest şi virtuos? Iată, el nu-şi atribuie nici un merit. Cui îl atribuie? SRI-ului. Dar oare directorul acestui Serviciu atît de meritoriu – de care mulţi, printre care şi subsemnatul s-ar debarasa bucuros pentru totdeauna – să n-aibă oare nici un merit? Peste poate! Şi iată-ne constrînşi să-l suspectăm pe V.M. de sentimente democrate cînd el încearcă să ne convingă atît de sincer de contrariu. Dar încearcă? Şi această negaţie atît de virtuoasă a existenţei faimoasei tentative de fraudă – pe care de la cine putea s-o afle d-l Constantinescu ne întrebăm! – şi deci a rolului soteriologic al modestului director, e ea reală? Nu ne îndoim, d-l Măgureanu ne va scuza că sîntem atît de suspicioşi, cu atît mai mult cu cît noi nu facem altceva decît să-l citäm, încercînd, cu toată umilitatea, să pătrundem semnificaţia unor rînduri nu chiar atît de limpezi pe cît pare a le dori autorul lor.

Căci dacă, aşa cum afirmă peremptoriu V.M. în primul paragraf al atît de remarcabilului document, "nici eu, personal, nici Serviciul Român de Informaţii nu deţinem date care să confirme presupusa intenţie de deturnare a votului" – nici nu ne îndoim, reputaţia de onestitate electorală a d-lor Iliescu, Năstase, Hrebenciuc şi... Măgureanu fiind demult stabilită! –, nu prea ştim cum să luăm, totuşi, ceea ce spune domnia sa numai cîteva rînduri mai jos: "... oricît de mult am fi tentaţi să ne erijăm în campioni ai democraţiei – tentaţia-i de la diavol! n.n. – trebuie să recunoaştem că, alături de toate instituţiile abilitate, Serviciul Român de Informaţii n-a făcut altceva decît să contribuie, prin informaţii utile, la prevenirea unor nereguli care ar fi putut amenda voinţa populară". Deci, n-a existat *numai* "marea fraudă pe ordinator" ci o întreagă nebuloasă de "nereguli", suficient de importante pentru "a fi putut amenda voinţa populară" – d-l Măgureanu *e* totuşi sincer! – iar ele nu au fost "prevenite" exclusiv de directorul SRI ci de

întreg Serviciul din subordinea dumisale : bun, dar unde e aici *negaţia* (e vădit că trebuie să înţelegem chestiunea dialectic!). Lucrurile se clarifică decisiv în paragraful imediat următor : "Tocmai pentru că am urmărit, conform competenţelor, desfăşurarea alegerilor, putem declara – oficial – că nu a existat nici o tentativă de fraudă, că societatea românească e suficient de democratică pentru a face imposibilă frauda şi că, deci, nimeni nu-şi poate aroga meritul de a fi dejucat imaginara tentativă de măsluire a alegerilor". Perfect, frauda n-a existat ci numai a fost dejucată, "tentativa de măsluire a alegerilor" n-a existat ci au fost "prevenite" doar "unele nereguli care ar fi putut amenda voinţa populară". Nici mai mult nici mai puţin! Logica e impecabilă, afirmaţia negaţiei perfect credibilă!

Acum, nu e mai puţin adevărat, d-l director al SRI proclamă acest neant al tentativei de fraudă, precum şi credinţa dumisale în imunitatea democraţiei faţă de morbul măsluirii electorale, *"oficial"*. Or, o destul de lungă experienţă a practicilor puterii (neo)comuniste ne-a învăţat – d-l Măgureanu va înţelege tristeţea noastră – că "oficial" e *întotdeauna* sinonim cu "fals". Confruntaţi, prin urmare, cu o *declaraţie oficială* într-un document, fie spus în treacăt, cu totul neoficial cum e o scrisoare deschisă adresată directorului unui ziar independent – mustrat de altfel pentru a nu întreţine relaţii mai "fluente" (*sic!)* cu instituţia condusă de expeditor –, ne era, o afirmăm cu regret, absolut imposibil să nu înţelegem exact inversul a ceea ce *textul,* dar nu şi ambiguităţile *subtextului,* părea să vrea să spună. Întrebarea se pune dacă d-l Măgureanu anticipase această reacţie a măcar unora din lectorii săi posibili – cum credem noi – incluzînd-o în calculele sale, au ba!

E timpul să conchidem. Semnificaţia afacerii "marii fraude pe ordinator" e netă şi constă în tentativa exploatării politice a "imposibilităţii" în plan electoral a acestei fraude, de către chiar principalul ei organizator, Virgil Măgureanu. Normal, această afacere trebuie să antreneze imediat deschiderea unei anchete. Această anchetă nu trebuie să vizeze numai frauda pe ordinator ca atare ci, în special, tentativa de manipulare a opiniei publice şi a Preşedintelui nou ales, d-l Emil Constantinescu ce, fie spus în treacăt, a dovedit cu această ocazie o atitudine perfect iresponsabilă.

Întrebarea care se pune şi pe care şi-o pune deja orice democrat cinstit şi autentic e dacă această atitudine exprimă doar inexperienţa politică a d-lui Constantinescu, prea dispus a face cadouri unor adversari ca Iliescu sau Măgureanu ca şi cum ar avea a face cu adversari politici obişnuiţi – fără să înţeleagă, credem noi, că lupta dintre democraţie şi totalitarism, dintre societatea liberală şi comunism *e o luptă pe viaţă şi pe moarte ce are deja mulţii, prea mulţii ei martiri!* Sau dacă, dimpotrivă, trebuie să înţelegem că, vulgar vorbind, Măgureanu îl "are la mînă pe Constantinescu", putînd, prin urmare, "să-l facă să joace cum îi cîntă". În orice caz, una din sugestiile, cu siguranţă intenţionate de Virgil Măgureanu, aceasta este, e bine ca d-l Constantinescu să-şi dea seama de acest fapt. *Căci jucînd în două acte afacerea "marii fraude pe ordinator" în termenii în care a făcut-o este limpede că una din intenţiile lui Virgil Măgureanu a fost să trezească o suspiciune fundamentală privind onestitatea politică a d-lui Emil Constantinescu*[1]*, sugerînd că acesta ar fi fie corupt, fie coruptibil : e timpul ca actualul Preşedinte al României să înţeleagă a da un răspuns ferm acestei josnice manevre.*

[1] Exista oare şi o alta? Nu ne îndoim de complexitatea calculelor d-lui Măgureanu, vădită şi prin atitudinea domniei-sale cu ocazia, dacă putem spune astfel, asasinării lui Ioan Petru Culianu, crimă ce numai comparată cu asasinatele lui Mihai Eminescu, Nicolae Labiş şi Marin Preda îşi poate găsi echivalentul în planul abjecţiei.

În fond, planul lui Măgureanu, ce nu e decît un jalnic "complot catilinar", consta pur şi simplu în a se afirma ca stăpînul veritabil al situaţiei, făcînd din foarte inexperimentatul Preşedinte nou ales, deja reputat ca manevrabil, un simplu substitut politic, pe preaexperimentatul fost preşedinte urmînd a-l ţine în şah, dacă necesar, prin permanenta posibilitate a unor noi revelaţii privind "marea fraudă pe ordinator", excelent prilej de şantaj politic, cel puţin în direcţia lui Ion Iliescu. În fine, era de presupus că SRI-ul, recunoscător pentru proaspetele virtuţi democratice pe care atît de generos i le dispensează propriul său director, nu avea să-şi părăsească susţinătorul nici în eventualitatea unei demisii, la drept vorbind inevitabile, a acestuia. Virgil Măgureanu trebuie arestat, anchetat pentru multiplele lui "afaceri", inclusiv "marea fraudă pe ordinator", judecat şi condamnat – refuzăm să mai irosim o silabă în plus pe acest ipochimen.

Soarta lui Ion Iliescu nu poate fi cu nimic diferită. Alegerea lui senatorială, complet ilegală de vreme ce un independent nu poate candida pe listele unui partid în care, în momentul alegerii, nu era nici măcar înscris, trebuie invalidată. Dacă această soluţie, cea mai firească, s-ar dovedi din diverse motive dificilă, există o altă posibilitate şi mai drastică, anume retragerea imunităţii parlamentare ce nu există, la urma urmelor, ca să protejeze de rigorile legii criminali politici şi penali dovediţi – iar dacă PDSR-ul s-ar opune dezimunizării "mentorului" său, Preşedintele Emil Constantinescu poate recurge la alegeri parlamentare extrem anticipate sau la *ameninţarea* cu aceste alegeri (Ronald Reagan a folosit cîndva cu succes procedeul), ceea nu poate să nu aibă efect în rîndurile parlamentarilor pedeserişti, terorizaţi de procesele ce-i aşteaptă *pe ei înşişi* în cazul în care imunitatea *lor* parlamentară ar cădea. Într-adevăr, putem fi siguri că în situaţia unor alegeri parlamentare fixate peste numai, să zicem, trei luni PDSR-ul va ieşi nu numai zdrobit electoral dar va dispare, pur şi simplu, din arena politică. Ceea ce ar permite CDR-ului nu numai obţinerea unei majorităţi absolute dar poate şi debarasarea de un aliat incomod ca USD al cărui şef ar putea, eventual, să-şi ia locul binemeritat alături de Iliescu & Klika.

În fine, SRI-ul trebuie pus în faţa unei alternative dure, urmînd să aleagă între dispariţia definitivă şi transformarea radicală dintr-un fel de Stat în Stat – această situaţie, în special, este absolut intolerabilă – într-o structură total subordonată guvernului şi parlamentului democratic.

Aceasta este calea clară, d-le Emil Constantinescu, a unei preşedinţii autoritare şi responsabile, precum şi a unei democraţii dinamice şi energice, singura ce poate deschide României posibilitatea şi realitatea succesului – a unui succes indisociabil de adevăr şi dreptate. Vă invităm s-o urmaţi!

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, decembrie 1996

Cît despre masacrarea de către legionari a lui Nicolae Iorga – termenii ne lipsesc! Ei bine, care putea fi, pentru a reveni la imediatul subiectului, baremi una din aceste intenţii. Pur şi simplu aceea de a instila în mentalul electoratului ideea preexistenţei unei democraţii nu "originale", de data asta, ci, cumva, suficient de "mature" pentru a preîntîmpina de la sine orice idee de fraudă. Erau gomate, astfel, 4 mineriade, ce aveau să fie urmate de alte două, ca şi un întreg lanţ de crime la care ne-am referit deja în cursul acestor articole. Era gomat, mai ales, un neo-comunism asasin ce se străduia să asigure supravieţuirea ocultă a practicii, de nu a teoriei, regimului antecedent.

Scrisoare deschisă domnului Virgil Măgureanu

Ştiu, veţi protesta: nu sînteţi "domn", cum nu sînteţi – aţi declarat-o recent şi categoric – "salvatorul democraţiei româneşti prin intervenţii oculte". A recunoaşte un astfel de titlu aparent de glorie ar fi fost, nu-i aşa?, nedemn de patronul unui Serviciu ce îşi revendică cu un cinic aplomb "vocaţia democratică", protestînd că şi-ar fi "cîştigat-o" (dar cine a pretins aceasta?...) "abia în ultimele luni"; căci dacă SRI şi directorul său sînt democraţi din naştere, adică "de la întemeiere" cum o ziceţi, şi dacă democraţie era deja în România cum jignit o pretindeţi, ba încă una "sigură", "solidă", nedreptăţită tocmai de "neîncrederea" ziariştilor de la *Ziua*, atunci a admite că Virgil Măgureanu ar fi salvat-o in extremis de o fraudă electorală de proporţii organizată de Ion Iliescu, e curată blasfemie la adresa sus-zisei democraţii, nu? şi nu mai puţin o calomnie la adresa fraudulosului fost "preşedinte în exerciţiu"! E normal deci să săriţi în apărarea dumnealui cu tot atîta zel cît cel cu care vă lepădaţi de "cununa de lauri".

Dar, ia să vedem: v-a dat-o cineva? A pretins cineva a vă unge "salvatorul democraţiei româneşti"? A admis cineva că aţi fi "cîştigat" – în ultimele luni sau nu – dv. şi al dv. Serviciu, "vocaţia democratică"? S-a spus doar că aţi fi contramandat efectuarea fraudei; atît. Nici vorbă de motivaţii "democratice", cum în mod pervers pretindeţi a vi se fi atribuit, atribuindu-vi-le astfel indirect şi în mod la fel de fraudulos ca frauda pe care o negaţi. Asupra motivaţiilor, tocmai, s-au emis cele mai mefiente ipoteze, şi aţi fost, dacă nu ne înşelăm, invitat, aproape somat de d-l Sorin Roşca Stănescu, directorul ziarului *Ziua,* autorul revelaţiilor a căror veridicitate o contestaţi, să vă explicaţi asupra gestului făcut. De unde scoateţi că ar fi fost numit un "gest salvator", şi că vi s-ar fi atribuit nu ştiu ce rol soteriologic? Din amintirea încă vie a "Frontului Salvării Naţionale" al cărui nume, după ieşirea-la-scenă, l-aţi schimbat "oficial" în PDSR, şi din reflexul neşters al "Securităţii apărătoare a intereselor poporului", cum se putea citi prin iunie '89 sub semnătura anonimă a... "Acţiunii Democratice Române", alias mai-sus-zisul Front şi soră geamănă cu "scrisoarea celor 6" corifei ai pre- şi deja post-ceauşismului? Aceste nume de cod, ca şi altele pre- şi post-"revoluţionare" cu o tentă vizibil mai accentuat "naţională", precum "Fiii lui Avram Iancu", "Vatra R(rr)omânească" sau "Frăţia Ortodoxă Română", toate la fel de "democratice" şi de "salvatoare" ca actualul Serviciu – în definiţia dv. –, ne sînt binecunoscute şi nimeni alta decît poliţia politică pe care aţi moştenit-o şi pe care o conduceţi ca actual director nu le-a născocit : sînt "pseudonimele" dv. literare! Vă scuturaţi cu o retorică prea odgonoasă de decoraţiile pe care vi le atribuiţi singur. Speraţi astfel a le acredita mai uşor...

Din fericire pentru dv., vă trădaţi. Din fericire, căci altfel, dacă nu v-aţi trăda, aţi cădea, ptiu drace! în plasa proprie, devenind ostatecul propriei ungeri – negate – în calitate de "salvator al democraţiei"... Pe vremuri, un candidat la episcopie se cuvenea a refuza oncţiunea sacerdotală, declarîndu-se nevrednic; evident însă că, odată datoria faţă de comunitate asumată, el îşi asuma efectiv calitatea şi refuzul devenea o formă tacită a acceptării. Or, ce v-aţi face dacă, pretins "democrat" şi "salvator" autointitulat, v-aţi găsi, odată recunoscut şi uns ca atare de noua putere, în situaţia de a trebui s-o şi deveniţi! Refuzul dv. e sincer... Vorba ceea : bea, Grigore, aghiazmă; cum să nu fugiţi ca dracul de tămîie?

Iată-vă deci mărturisind că, oricît v-ar tenta misiunea de "campioni ai democraţiei", totuşi dv. personal, SRI-ul în fine, nu aţi făcut nimic pentru a o asuma! Şi asta, în ciuda "vocaţiei democratice" a cărei "cîştigare" tocmai o revendicaţi... Într-adevăr, nu minţiţi – deşi vreţi să ne trageţi pe sfoară : "campioni ai democraţiei" nu sînteţi! Dar să vă ascultăm spovedania : "...

putem asigura opinia publică de faptul indubitabil că voinţa electoratului s-a materializat în rezultate conforme cu sine. Şi că, oricît de mult am fi tentaţi să ne erijăm în campioni ai democraţiei, trebuie să recunoaştem că, alături de toate instituţiile abilitate, Serviciul Român de Informaţii n-a făcut altceva decît să contribuie, prin informaţii utile, la prevenirea unor nereguli care ar fi putut amenda voinţa populară". Cu alte cuvinte, am fi vrut noi să facem mai mult, dar nu s-a putut! Şi deci n-am mai făcut nimic, o recunoaştem cu tot regretul... Drept care nu sîntem nicidecum campioni, ci informatori!

Candoarea dv. e mare cînd mizaţi pe candoarea cititorului; să o luăm pe şart, căci mărturisirile dv. sînt revelatoare.

1. Opinia publică românească trebuie, presupunem, să vă fie recunoscătoare că o "asiguraţi" cu atîta devoţiune de materializarea voinţei electoratului în rezultatele recentelor alegeri – dar, stînd să judecăm, de ce adică ar fi avut ea nevoie de asigurarea dv.? Electoratul ştie foarte bine şi singur că victoria CDR şi a lui Emil Constantinescu răspunde opţiunii sale. Atunci? Unde rezidă dubiul pe care ţineţi cu tot dinadinsul a-l ridica? În procentaj, bineînţeles!

Opinia publică n-are de ce se îndoi asupra victoriei ca atare, dar are motive să bănuie că *proporţiile* ei reale nu sînt cele comunicate : o aritmetică simplă îi şopteşte că, socotind chiar fără corecţie rezultatele oficiale ale primului tur, 31 de procente n-au cum se transforma în 46, dat fiind că nici o formaţiune din primul tur nu era şi n-a devenit aliata lui I. Iliescu în al doilea, dimpotrivă, el a pierdut şi din aliaţii primului tur! Atunci? Nu-i cu cale să săriţi cît mai degrabă cu "asigurarea" opiniei publice că 46% şi 54% sînt rezultatele şi nu cele la care se aştepta ea, adică 26% şi 74%? Zelul dv. "democratic" nu are drept scop decît ca, negînd aparent frauda cea mare de vreo 30% proiectată, care ar fi inversat, ca în '46, rezultatele şi la care s-a renunţat – dar nu din motive democratice de vreme ce, cum bine o spuneţi, nu sînteţi "campioni ai democraţiei"! –, s-o acopere şi acrediteze pe cea mică, de numai vreo 20%...

Trebuie, în fine, că aveţi o foarte greşită percepţie de sine de vreme ce vă puteţi închipui că SRI-ul şi dv. personal aveţi vreun credit în faţa opiniei publice româneşti, încît s-o "asiguraţi" de ceva; sau, dacă nu-i vorba de prezumţiozitate stupidă, atunci "asiguraţi" pur şi simplu cu cinismul sfruntat al minciunii de totdeauna : "aşa e cum zic eu, că de nu, vezi tu ce păţeşti!"

2. Odată "asigurată" şi astfel, considerată ca şi anexată, opinia publică e solicitată să compătimească – nu, nu cu "campionii democraţiei", ne-o spuneţi clar, ci, dacă de campioni e vorba, cu foştii campioni ai fraudei răsturnătoare de alegeri! Ei bine, sînteţi atît de sincer, încît nu putem să nu simţim în "oricît de mult am fi tentaţi" şi în "trebuie să recunoaştem că", regretul amarnic al înfrîngerii. Puţin lipseşte să nu ne şi înduioşăm! *Tonul e mai revelator decît vorbele*... Într-adevăr, ce poate fi mai frustrant pentru nişte "campioni", sau foşti, sau "tentaţi a se erija în", decît... să nu facă nimic? Căci înfrîngerea e cînd renunţi să mai faci, şi cînd în loc, de-o pildă, de a comite "nereguli" electorale, te mulţumeşti să furnizezi "informaţii utile"! *Cui* şi în legătură cu ce?

În legătură – contextul e evident – cu zisele "nereguli", adică, mai precis, cu gradul în care ele "ar fi putut amenda voinţa populară", riscînd să declanşeze mişcări de mase incontrolabile : aţi luat, adică, pulsul real al electoratului, aţi măsurat proporţiile enorme ale fraudei necesare spre a răsturna rezultatul şi deci riscul enorm al proiectatei răsturnări... Mai interesant e : *cui* aţi comunicat aceste preţioase şi, într-adevăr, "utile" informaţii, ce au dus la răzgîndirea de a aplica formula "furtul-la-cîntar-pe-ordinator"? Păi cui altuia decît – "conform competenţelor",

"conform atribuţiilor" SRI-ului de care faceţi mult caz legal – "preşedintelui în exerciţiu" Ion Iliescu, faţă de care vă şi afirmaţi deplinul devotament!

Că aţi putut, pe de altă parte, să îmbrobodiţi în acelaşi timp un reprezentant de frunte al opoziţiei democrate făcîndu-l să creadă că aveaţi a-i aduce *de asemenea* servicii (în cadrul, desigur, al "competenţelor" şi "atribuţiilor" anticipate pe care vi le simţeaţi vizavi de viitorul "preşedinte în exerciţiu"), nu-i foarte de mirare şi ţine mai mult de slăbiciunea de înger a aceluia decît de abilitatea dv. personală, a SRI-ului şi a altor "instituţii abilitate", în a schimba feţele şi a trage sforile. E chiar destul de primitiv să mizezi pe seducerea unui candidat la preşedinţie sau proaspăt preşedinte, prin sugerarea susţinerilor electorale pînă şi din partea adversarului politic nr. 2, în plus de cele – deja achiziţionate – din partea adversarului politic nr. 3! Mai lipsea ca şi Ion Iliescu în persoană, în ultimele zile, nu doar Petre Roman în ultimii ani şi Virgil Măgureanu "în ultimele luni" – cum aluzionaţi că s-a spus, protestînd doar asupra termenului, pe care îl vreţi socotit "de la întemeiere" –, să fi "adus mari servicii democraţiei"!

Este dealtfel ceea ce şi sugeraţi, cînd vă luaţi avînt a "declara – *oficial* (s.n.) – că nu a existat nici o tentativă de fraudă", şi-l beşteliţi pe directorul *Zilei* pentru "neîncredere în soliditatea mecanismelor democraţiei româneşti", şi pentru "grave acuze aduse – fără nici un fel de dovadă – d-lui Iliescu, preşedintele în exerciţiu..."

3. Biata opinie publică, aproape luată de guler pentru "neîncrederea" ei în virtuţile "de la întemeiere" ale "democraţiei" iliescian-măguristo-sri-exsecurist-transkaghebiste – al cărei "campion" şi "salvator", al ei, nu al cesteilalte, CDR-iste, v-aţi recunoaşte cu bucurie dacă n-ar trebui să mărturisiţi că *n-aţi mai putut* (nu vă culpabilizaţi, se întîmplă şi la case mai mari, de pildă la exprotectorii dv. de la răsărit!) – nu mai înţelege nimic. Căci, dacă dv. puteţi "declara – oficial – că nu a existat nici o tentativă de fraudă", cum puteţi, în acelaşi timp, declara (poate ne-oficial?) că aţi "contribuit" la "prevenirea unor nereguli care ar fi putut amenda voinţa populară"! Existenţa unor "nereguli" de asemenea gravă natură încît ele "ar fi putut amenda voinţa populară" – adică, răsturna rezultatele votului – nu este oare o tipică şi caracterizată "tentativă de fraudă"?

Contradicţiile nu au speriat niciodată Serviciile şi alte organe de informaţii-cu-sila, cu-bîta şi cu-pistolul în care sînteţi specializaţi "conform competenţelor", "conform atribuţiilor" însuşite sau conferite de 50 de ani de comunism, clasic, modern şi reformat. Dar să veniţi a mai "considera" în faţa noastră "că lucrurile au fost aşezate în lumina lor reală", după ce ne-aţi vîndut astfel de gogoşi otrăvite, depăşeşte capacitatea de îndurare la fals a creierului normal constituit.

Înţelegem, din efortul însuşi de a vă exprima public printr-o scrisoare deschisă, ca şi din semnătură, că ţineţi la acreditarea unei imagini de... transparenţă intelectuală despre SRI, şi în plus, de... ţinută universitară despre dv. personal, refuzînd formal şi cu aere jignite definiţia de "poliţie politică". Sîntem nevoiţi a vă dezamăgi : eforturile dv. în acest sens, ca să zicem aşa, "cosmetic" nu doar nu conving, dar indignează. Profund şi iremediabil.

Quousque tandem abutere, Catilina, patientia nostra?

Nu de alta, dar ca opinie publică, nu sîntem la curent cu alte "lucrări" decît cu tezele teroriste din decembrie 1989, cu cele concret-bîtoase constînd din atacurile de la Târgu-Mureş, cu cele tactic-logistic-poliţieneşti constînd din transportul, organizarea şi conducerea banditismului "mineresc" din iunie 1990, recompensat de la balcon de "preşedintele în exerciţiu", şi din arestarea, detenţia şi maltratarea a sute de tineri, cu cele fizic-pumnoase constînd din atentatele

perpetrate împotriva unor ziarişti, cu una pistolară mai abjectă ca toate (precedată de epistolare înjurături şi ameninţări cu moartea semnate... "Vatra Românească"), constînd din asasinarea, la ordinul aceluiaşi "preşedinte în exerciţiu", a unui adevărat universitar, Ioan Petru Culianu, discipolul lui Mircea Eliade şi profesor de istoria religiilor la Universitatea din Chicago, de către killerii dv. plătiţi, pentru informarea cititorului, 10.000 de dolari de căciulă (la cursul incipient al inflaţiei din mai 1991 nici nu era prea mult! – costă ieftin, la dv., viaţa unui triplu doctor...) Pentru un universitar, doctor cum vă prezentaţi, e oarecum surprinzător, nu? să lase a i se citi în bibliografie subiecte ca "Noi muncim, nu gîndim!" şi "Moarte intelectualilor!", mai ales cînd ele se şi materializează în astfel de *doctorate ale morţii.* Ca să nu vă mai amintim strămoşii şi alte avataruri ale "instituţiilor abilitate" la crimă de la care aţi moştenit sau învăţat a vă "face datoria"...

Într-adevăr, dacă "noi muncim, nu gîndim" proiectează fantasma unei clase muncitoare de utopie, tîmpindu-se voluntar pentru a asigura "victoria comunismului", şi "moarte intelectualilor" exprimă singurul loc rezervat de poliţia dv. politică gîndirii în cadrul infernalului ei "paradis", alăturarea celor două pare să conţină *in nuce* principiul "mineriadelor" ca delir dirijat al "luptei de clasă" şi tentativă de divizare a corpului social (marotă specific marxistă trădînd fondul imperialist al sistemului pe care îl slujiţi). Cît despre "noi nu ne vindem ţara" putem, fără îndoială, să-i credem pe securişti – *şi să vă credem!* – cînd o afirmă – patriotismul lor bancar e binecunoscut! –; *căci ei n-o vînd ci o cumpără vînzîndu-se apoi pe ei înşişi cu ţară cu tot.*

Toate aceste "teze", în care v-aţi ilustrat personal ca director al Serviciului, au "depus" deja "mărturie", nu-i aşa – n-avem voie să ne îndoim, de vreme ce ne "asiguraţi" că "vocaţia (dv.) democratică" nu datează "abia din ultimele luni", ci "încă de la întemeiere"! – "despre faptul că SRI este o instituţie adecvată statului de drept"... *Quod erat demonstrandum?...*

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, decembrie 1996

România şi intrarea în NATO

O fantomă bîntuie acum în România: intrarea în NATO! Fantomă sau, mai bine zis, fantasmă, căci avem de-a face, pentru moment, cu trecutul visat al unui viitor abia posibil, însă suficient de reală pentru a deveni lucrul cel mai penibil pentru spiritul oricum indecis : *o fantomă dilematică.* Mai exact : *fantoma unei dileme.*

Într-adevăr, chestiunea aceasta a intrării sau neintrării României în NATO a ajuns un adevărat "măr al discordiei" pentru democraţi mergînd, după caz, deşi în ambalaj civilizat, pînă la acuzaţii de "trădare" sau, respectiv, de "cripto-comunism", furnizînd, astfel, bineînţeles, SRI-ului, recte Securităţii, prilejul de a tulbura din nou ape, altminteri, limpezi. Dar de ce? De ce această turbare printre patrioţi? Pentru că, intrînd în NATO, România trebuie să renunţe la nişte teritorii. La nişte teritorii pe care le are? Niet! La nişte teritorii pe care le-ar putea avea? Nici atît! Ci, şi tocmai aici e buba, la nişte teritorii la care – fără să le aibă şi fără să le poată avea într-un viitor cît de cît predictibil, adică atîta timp cît Rusia este imperiul care este – *poate totuşi spera nestingherită.*

Desigur, înţelegem *revolta de principiu* (la urma urmelor, autorul acestor rînduri este, după mamă, şi el basarabean!) credem, însă, că aceasta se bizuie pe o confuzie şi, în orice caz, pe o greşită evaluare a rolului poporului român *din teritoriile cu care se vrea unirea.* Căci cheia reunificării naţionale nu e, cum par să-şi închipuie unii, la Bucureşti şi nici măcar la Kiev sau la Moscova *ci la Chişinău* şi, eventual, *la Cernăuţi!* Altminteri spus, sensul reunificării, dacă reunificare vreodată va fi, nu este dinspre România spre Basarabia şi Bucovina ci dinspre Basarabia şi Bucovina spre România, de vreme ce Basarabia şi Bucovina trebuie să vrea să se reunească iar nu România să vrea să le "anexeze", cum s-a mai întîmplat şi cum poate mai visează unii. Şi mai clar : esenţial pentru o eventuală reunificare nu este Statul român şi tratatele pe care acesta le semnează ci esenţial este dacă românii din Basarabia şi românii din Bucovina *de capul lor* vor sau nu să devină români din România. Pentru moment *nu vor* şi, din păcate, au, încă, perfectă dreptate – iată punctul dureros[1]! Problema renunţării sau nerenunţării de către România la nişte teritorii pe care nu le are şi cu care nu se poate "reunifica" cît timp ele nu vor să se reunifice nu se pune sau, mai bine zis, constituie o falsă problemă.

Cum, dar să nu poată face atunci România chiar nimic pentru a-şi vedea cu ochii visul reîntregirii? Cum să nu! Poate şi chiar trebuie! În primul rînd, să intre în NATO, iar pentru aceasta să semneze, oricare i-ar fi sfîşierile, Tratatul cu Ucraina. Şi tot în primul rînd, să întoarcă definitiv spatele trecutului ei comunist. Adică să încerce să devină, şi pentru românii dinăuntru, deocamdată încă auto-exilaţi de vreo 50 de ani în ciuda recentului optimism prezidenţial, şi pentru cei ce poartă vreun alt ham, ceea ce a încetat a fi cam de mult : o "patrie-mumă" atrăgătoare.

Acum, aş vrea să ne înţelegem. Cînd spunem "patrie-mumă" atrăgătoare nu ne referim nici la securişti, nici la corupţi şi nici la aristocrata de nomenclatură a cărei reţea de vile luate cu japca de partid a ajuns să reprezinte un fel de muzeu intim al monştrilor de ceară. Nu, şi nici măcar la din ce în ce mai afaceristele noastre "elite", priponite parcă de bişniţă. Nu la jefuitori

[1] Zombificarea progresivă a "elitelor" ţării şi jerpelirea pauperizantă a unei Românii unde pînă şi natura are, nu ştiu cum, un aer dărăpănat, asta ca să nu mai vorbim de oameni, nu par a încuraja eventuala reunificare, dacă de o reunificare liberă e vorba. Deie Providenţa să mă înşel!

ci la jefuiţi. Şi pentru că tot am ajuns aici, la drept vorbind, de ce să vrea românii din Basarabia şi Bucovina "să se unească cu ţara"? Ca să sară şi leul moldovenesc tot atît de sus ca celălalt, ca să dea şi basarabenii 19.000 de lei pe chilul de carne sau pentru ce alt chilipir? Ori, poate, pentru ca d-l Petre Roman să le dea şi lor un curs de drept constituţional sau pur şi simplu pentru ca securiştii şi nomenclaturiştii să-şi poată extinde achiziţiile? Cît timp ciocoimea comunistă (post- + neo-) îşi va putea menţine şi consolida privilegiile sub deghizare capitalistă nici "românii dinafară", exilaţi sau ocupaţi, şi nici măcar cei dinăntru (ca să nu mai vorbim de occidentali) nu vor avea încredere în România, problema "reunificării" rămînînd în aceste condiţii simplă petiţie de principiu. Dimpotrivă, intrarea în NATO, fără să însemne defel transformarea ţării într-un soi de "pays de cocagne", ar aduce garanţia unei democratizări economice şi politice stabile deschizînd şi posibilitatea unei voinţe de reunificare din partea celor interesaţi : românii din Basarabia şi Bucovina.

Numai certitudinea că reunificarea cu România înseamnă şi o reunificare cu Occidentul – şi deci o eliberare definitivă de ruşi –, cu tot ce aceasta comportă în planul libertăţilor şi oportunităţilor ca şi în acela al garantării drepturilor îi va determina pe "românii de capul lor" (exilaţi sau "scindaţi", problema, în esenţă, e aceeaşi) să vrea să se "reunifice". Or, toate acestea vor continua să rămînă imposibile cît timp societatea românească *din România* va continua să fie infestată de falşi actori economici şi sociali, adică de acei derivaţi ai comunismului ce sperînd într-o întoarecere de 180° a manetei politice n-au nici interes nici înţelegere pentru o viaţă socială şi o economie libere, singurul lor scop fiind, tocmai dimpotrivă, compromiterea şi debilitarea democraţiei pe care o urăsc şi de care se tem; adică atîta timp cît libertatea nu va fi întemeiată pe dreptate iar amalgamul dintre răzbunare şi justiţie va continua să funcţioneze *ca frînă a celei din urmă.*

Căci, în ultimă instanţă, pe recuperarea justiţiei se întemeiază şi reunificarea teritorială şi intrarea în NATO, şi chiar, eventual, restauraţia monarhică. După cum, pe justa funcţionare a justiţiei se bazează şi realitatea unei societăţi civile echitabile şi deschise ca şi aceea a unei economii eficiente şi competitive.

În absenţa acestora putem semna liniştiţi Tratatul cu Ucraina.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, ianuarie-februarie 1997

Schimbarea la faţă a d-lui Dorin Tudoran

E clar, cu fiecare "victorie" a travestiurilor ei temporare (Iliescu din primele 3-4 zile, Constantinescu din – cu excesivă bunăvoinţă – primele 3-4 luni), securitatea pantomimă îşi testează reuşita deghizării prin captarea a diverşi ex-opozanţi ce-şi schimbă obrazul pe căptuşeala vestei. Desigur, manevra nu izbuteşte totdeauna; cînd eşuează, SRI-ul schimbă macazul. "Pierde" alegerile, ca în noiembrie trecut cînd a votat cu soft-ul democratic, lăsîndu-şi masca în pom. Sau, chiar, îşi "demisionează" directorul ca foarte recent Virgil Măgureanu. Nu înainte, totuşi, de a se mai dezmorţi niţel, mai terorizînd populaţia, precum cînd cu "mineriadele", mai omorînd o ţîră vreun opozant mai coriace ca în cazul profesorului Culianu, asasinat de securişti pentru a-şi răzbuna reperarea propriului lor tembelism, astfel "reparat". Căci există, vai, uniforme cu condicuţă constrînse de propriul lor vid să-şi dea periodic epoleţii la remaiat!

Aşteptam, prin urmare, cu oarecare curiozitate, să văd metoda precisă pe care securitatea avea s-o folosească *şi* de data aceasta, cu atît mai mult cu cît are obiceiul să completeze caşcavalul din capcană cu variante naţionaliste renovate ale vechiului tabu de partid şi de stat, ceea ce, ca spectacol, e, în general, destul de amuzant. N-am aşteptat prea mult. Au urmat în succesiune destul de rapidă mai multe operaţii de influenţă: afacerea "marii fraude electorale pe ordinator" – ce, departe de a proba puritatea democratică a SRI-ului şi a directorului său, a dovedit numai cît poate fi de periculoasă pentru democraţie astă "mafie pretoriană" –, "campania anti-corupţie", ce a sacrificat pionii pentru a ascunde jocul, şi, foarte recent, interviul prezidenţial dat postului de televiziune *"Romanian Voice"* de poly-trucul de serviciu (implicat şi-n clipul publicitar al lui Virgil Măgureanu), tovarăşul Emil, ei, nu, nu chiar Bobu, ci numai Constantinescu!

Căci – trebuie s-o mai spunem? – problema intrării României în NATO nu e decît pretextul "mesajului" ăstui troglodit impertinent şi al securităţii care îl manipulează şi-l susţine. În realitate, nici "preşedintele Constantinescu", de fapt surogatul lui Iliescu, nici securitatea n-au chef ca România să intre cu adevărat în NATO-ul pe care îl curtează – deşi o clamează pe toate drumurile –, ci vor numai ca, la adăpostul acestei campanii fictive şi vădit inutile, să transforme alţi naivi în complici sau agenţi ai "coloanei a cincea" cripto-comuniste, să *recruteze,* deci, sub pretext de "lobby românesc", o cît mai mare parte a exilului, în special a comunităţii româno-americane, *neutralizînd opoziţia printr-o invitaţie la colaborare.*

Cu ce şanse? Iată problema! Pînă acum – remarcînd reacţia foarte fermă a presei democratice la ceea ce nu poate fi interpretat decît ca programul politic al securităţii pe următorii cel puţin patru ani, comparabil prin grosolănia "ameninţărilor" ("dacă nu mă băgaţi în NATO nu sînteţi prietenii mei" – evident, *acum v-am devenit adversari),* prin fobia anticulturală (cum infamule, vrei să goleşti ţara de filosofi şi poeţi, să preschimbi tot ce este om de cultură în "manageri" de-ai tăi gata să "muncească" ca să nu gîndească – "moarte intelectualilor", da!?) şi cizmele de sub limbă, numai cu "conferinţa de presă" din 7 iunie 1991 a "predecesorului" – răspunsul părea clar : cu niciuna.

Ne înşelam, însă, se vede treaba, de vreme ce, în loc de a lua interviul prezidenţial drept ce e în realitate, adică o tentativă, încă una, de a arunca în exil cu noroi "patriotic" de fabricaţie securistă, una din personalităţile cele mai marcante ale opoziţiei democratice iară nu vreun naiv oarecare, d-l Dorin Tudoran, se decide să-şi facă "autocritica" prin interviul publicat în

“Adevărul” din 22 aprilie, asta pentru a-şi răscumpăra, pasămite, “scrisoarea deschisă” din acelaşi (ambele au fost reproduse de *Lumea liberă* din 12, respectiv 26 aprilie).

Ne e oarecum penibil s-o spunem, însă prin interviul său din “Adevărul” (*Pravda* obligă!), d-l Dorin Tudoran a făcut ceva mai mult decît doar să ne dezamăgească, trecînd, cu o lamentabilă labilitate, de la o demnitate ce-şi sună acuma cartonul la ebrietatea verbală a dării supuse din coadă; *s-a demis pe sine,* punîndu-şi capul pe platou şi oferindu-l securităţii să-l adauge la colecţie. Căci flagrant în acest “interviu” nu e atît demontajul sofistic al propriilor afirmaţii din “scrisoare” cît *zelul,* entuziasmul canin cu care-şi schimbă vorba umană pe lătrătură.

Să ne creadă d-l Dorin Tudoran analfabeţi? Pentru că, în cazul contrar, cum poate trece de la demascarea unui şantaj politic ce combină ameninţarea cu biţi şi linguşirea cu băţ (citim în precedenta “scrisoare deschisă” : “Înţeleg că, în computerele de la Cotroceni, vor fi create două fişiere. Unul cu prieteni – românii-americani ce i-au scris preşedintelui Clinton. Altul cu neprieteni – cei ce nu i-au scris. Excelenţă, şantajul este descalificant, chiar şi practicat de un şef de stat. E şi contraproductiv”), la palavre despre “disperarea prezidenţială”, şi de la tranşantul “a se slăbi, Excelenţă” din “scrisoare” – la plecăciunea procentuală din “interviu” (“În principiu, d-l Constantinescu are dreptate sută la sută”)! În fine, trebuie că se va fi întîmplat ceva grav de tot cu comunitatea româno-americană între 8 şi 22 aprilie pentru ca d-l Dorin Tudoran, el însuşi român-american, să se simtă îndreptăţit să scrie (în interviu): “În principiu, d-l Constantinescu are dreptate sută la sută. Şi anume: românii americani sau americanii de origine română, nu au făcut mai niciodată şi nu fac nici acum cît ar trebui ca să ajute din afară România” – asta după ce în precedentul text avertiza : “Trăind atîţia ani în SUA, m-am lovit mai des decît Excelenţa voastră de realitatea că românii-americani nu constituie o comunitate unitară; cîteodată, nici măcar în momente cruciale. Dar ei nu vor deveni comunitatea dorită de mine ori de Excelenţa voastră sub presiunea unor şantaje mai grosolane ori mai discrete”.

Fireşte, că d-l Dorin Tudoran vrea să-şi pună cenuşă în cap sau, mai degrabă, pe absenţa acestuia (v. *supra),* e o chestiune ce-l priveşte exclusiv. La urma urmelor, e dreptul suveran al cui pofteşte să se facă ridicul cu afirmaţii de genul : “cred că nota dv. a fost foarte dreaptă, în subsolul acelei scrisori, cînd spuneaţi că, pe de o parte, eu nu am înţeles disperarea în care se află (sic!) d-l preşedinte Constantinescu ca să rezolve (sic!!) această intrare în NATO, iar, pe de altă parte, domnia sa nu s-a gîndit la sensibilităţi ca ale mele” – chit că jenează agramatismul, propriu, s-ar zice, politrucilor deveniţi sau în devenire (cu adevărul, ca şi cu gramatica, nu se trişează).

Insuportabil este altceva. Cum adică, nemulţumit să-şi toarne cenuşa pe acefalie compromiţîndu-se pe sine dar calomniind şi comunitatea româno-americană şi întregul exil cu fiţe de curtean de ogradă, d-l Dorin Tudoran îşi permite să facă elogiul unor bolşevicioşi notorii ca Babiuc (“Chiar vreau să spun că d-l Babiuc încearcă să facă un lucru extraordinar” sic!!!), omul asasinului Roman şi Ex-excelenţă a Injustiţiei sub Iliescu, sau unor securişti cu epoleţi pe limbă gen Tinca, lăsîndu-se tras de lesă de “reporter” (“Chiar vreau să spun...”, “Exact” să trăiţi!) cu o obedienţă de potaie aşteptînd acadele “dacă face frumos la domnu’”! Dacă Babiuc “face un lucru extraordinar” – ne întrebăm care ar fi acesta! – şi Tinca “are nişte merite”, atunci, fără îndoială, şi Roman, şi Iliescu au făcut şi au, încît ne putem mira pe drept cum de ne-am putut înşela pînă acum (dar parcă şi d-l Dorin Tudoran odată cu noi) în privinţa unor inşi atît de “merituoşi” şi a “mineriadelor” lor minunate...

Plecat cu tot elanul pe o cale atît de promiţătoare, este evident că d-l Dorin Tudoran nu se putea opri după un nume, două; după Tinca şi Babiuc venea, firesc, la rînd Măgureanu, după armată, securitatea – ce trebuia să profite, totuşi, şi ea, de bunele oficii ale proaspătului "convertit". Şi într-adevăr, d-l Dorin Tudoran nu se sfieşte să ne comunice opinia mai degrabă favorabilă a domniei-sale în privinţa menţinerii la putere a directorului SRI, pe un ton de badinaj, fie spus în paranteză, cam gros, de parcă ar fi fost vorba cel mult de schimbarea antrenorului echipei "Dinamo".

Chestiunea merită să zăbovim un pic. Interogat părinteşte de "cetăţeanul anchetator" de la "Adevărul" ("Există o idee care se vehiculează acum pe la noi" – ia aşa, o idee care se vehiculează! – "cum că, atîta vreme cît Virgil Măgureanu va mai fi şeful Serviciului de Informaţii din România, ţara noastră nu va fi acceptată de cercurile politice americane, d-l Măgureanu fiind văzut ca un reprezentant al, mă rog" (hi, hi, hi!) "KGB-ului. Şi, la fel de intens, *anumite* mass-media" – s. n.: admiraţi vă rog ironia fină – *"vehiculează"* – din nou s.n.: *ei* vehiculează, *noi* nu vehiculăm – "numirea d-lui Pacepa ca şef al Serviciului Român de Informaţii. Cum comentaţi?" – adică, în traducere : ce zici de năzbîtia asta, aţi înebunit de tot pe-acolo, prin cele Americi?), d-l Dorin Tudoran se grăbeşte să-l liniştească. "Am văzut doar un titlu" (nu mai mult! fiţi liniştiţi, chestia nu e cine ştie ce dezbătută – ce ne facem, însă, atunci cu acel micuţ "intens" aplicat de "tovarăşul cetăţean anchetator" de la "Pravda" acelor *nenumite* "mass-media" care, nu-i aşa, "vehiculează"...), doar un titlu, deci, "în care se spunea că se fac presiuni să fie numit şeful Serviciului Român de Informaţii fostul general Ion Pacepa. Nu am citit articolul" – vizibil, chestiunea nu-l interesează! – "nu ştiu sursa din care venea" (interesant: sursa articolului n-o cunoaşte d-l Tudoran, sursa informaţiilor dînsului privind "afectarea prezidenţială" n-o cunoaştem noi). "Umila mea părere este că e o gogoaşă".

Asta chiar că e prea de tot gogonată. Adică d-l Tudoran admite că n-a citit articolul (fi, donc!), că nu-i cunoaşte sursa, că pe scurt, n-a văzut altceva decît un titlu, acolo, din *zeci* – privind demiterea... fostului director al SRI, ce între timp, a şi fost "demisionat" – şi totuşi, pe această "bază", cam fragilă, cam precară, îşi permite să expedieze chestiunea à la Lache (mai lipsea numai clasicul "monşer") – deşi mai la vale admite, adică, mă'nţelegi, nu poate "exclude ideea că Ion Mihai Pacepa, personal, a decis în acest moment al vieţii sale să se întoarcă în România şi că i-ar plăcea să conducă acest Serviciu Român de Informaţii". Atunci? "Dacă nu poate exclude ideea" şi dacă, pe de altă parte, nici nu-l interesează chestiunea, de vreme ce n-a zărit decît, o dată, în treacăt, un titlu, ferindu-se ca de foc să citească fie şi acest unic articol ce i-a traversat cîmpul vizual, pe ce temei neagă şi exclude atît de categoric d-l Dorin Tudoran?

În context, două "frăzulici" sînt cu osebire semnificative. Prima se trage direct din "gogoaşă": "Eu nu cred" – cuvîntează cu un securizant aplomb d-l Dorin Tudoran – "în primul rînd, în interesul d-lui Pacepa ca să se întoarcă în ţară şi să devină şeful acestui serviciu". Asta cam are iz de "avertisment" de pe alte timpuri. Adică, pardon, *de ce* n-ar fi în interesul generalului Pacepa să revină şi să devină şi, mai ales, *pe ce surse* îşi întemeiază d-l Dorin Tudoran afirmaţia? După cum *pe ce surse* îşi bizuie d-l Tudoran cealaltă "frăzulică": "Eu nu cred că este fezabil din nici un punct de vedere. Chiar dac-ar vrea". Hotărît, tonul este prea tranşant pentru o simplă opinie. Impresia netă e, mai degrabă, că d-l Dorin Tudoran *transmite un avertisment. Al cui?* Singurul răspuns posibil este : al interesatei înseşi, recte al securităţii.

Concluzia e simplă: dacă securiştii au ajuns să transmită "mesaje de ameninţare" pînă şi prin intermediul unui lătrător de modă nouă ca d-l Dorin Tudoran, "comunicatele" SRI nemaifiind suficiente, înseamnă că văd în generalul Pacepa un pericol major atît pentru propriul lor biftec

(devenit directorul SRI-ului, e mai mult decît probabil că generalul ar tăia zdravăn în efective), cît şi pentru funciara lor înrădăcinare kaghebistă, "în absenţa stăpînilor" de la Moscova securitatea încetîndu-şi, practic, existenţa. Există, deci, un punct precis asupra căruia sîntem în perfect acord cu d-l Dorin Tudoran. Anume, nici noi nu credem că este în interesul generalului Pacepa să devină "şeful *acestui* serviciu" (s.n.), adică al securităţii criminale modelate de Kremlin, *aşa cum este ea acum,* dar sîntem convinşi că este în interesul democraţiei şi al integrării României în NATO ca generalul să-şi poată utiliza competenţa în vederea transformării radicale a actualelor "servicii secrete" româneşti, la ora de faţă simple organizaţii criminale de fabricaţie sovietică, în structuri veritabil democratice, perfect compatibile cu omoloagele lor din Occident. *Căci atîta timp cît Securitatea va continua să fie Stat în Stat, România nu va fi România.*

Dacă nu Ion Pacepa, atunci Virgil Măgureanu? Incontestabil, cînd vine vorba de fostul director al SRI-ului, în momentul interviului, încă, pre-demisionar, d-l Dorin Tudoran se arată net mai indulgent. Virgil Măgureanu, "reprezentant camuflat al, mă rog, KGB-ului"? D-l Tudoran nu e la curent : "În legătură cu d-l Măgureanu, viaţa mea şi genul de activitate pe care l-am avut şi îl am de cînd a trebuit să mă stabilesc în Statele Unite n-au avut nici un fel de tangenţă cu structuri de felul celor care m-ar pune în posesia unor informaţii cît de cît serioase în legătură cu astfel de lucruri". Dar : "Mi-e teamă însă că este, şi în cazul d-lui Măgureanu, un rezultat al aplecării noastre spre a crea mitologii". Fel "diplomatic" de a insinua că informaţiile în circulaţie privind apartenenţa la KGB a lui Măgureanu, ca şi a lui Iliescu, de altfel, ar fi "neserioase", ia aşa, un efect al "aplecării (românilor) spre a crea mitologii"!

Virgil Măgureanu, obstacol în calea intrării în NATO a României? D-l Tudoran e ferm : "Părerea mea este că nu văd cine" – sic; din nou româna delicioasă a d-lui Dorin Tudoran! Atît de asemănătoare, pe alocuri, ce cea mai sus analizată a lui Ion Iliescu[1] – "la Washington, ar putea pune un accent atît de mare pe şefia d-lui Măgureanu. Nu cred că în lumea diplomatică lucrurile se discută la nivelul ăsta. Cît este Gicu acolo, nu vă dăm găina asta. Dacă-l puneţi pe Nicu, vă dăm chiar două găini". Nu ştiu cît de flatat se va fi simţit preşedintele Clinton de compararea cu un "elefant" a Statelor Unite, dar mi se pare cert că s-ar simţi de-a dreptul jignit de compararea aceloraşi cu o crescătorie de găini. Dacă preşedintele Constantinescu "a gafat", "metafora galinacee" a d-lui Tudoran este complet iresponsabilă (e drept că domnia-sa pretinde a se pricepe la metafore, competenţă pe care afirmă a o împărtăşi cu... Adrian Păunescu!). După cum e complet iresponsabil să identifici intrarea în NATO, la care, cu şanse sau nu, aspiră întreaga ţară, cu o "găină" în plus sau în minus. De cine îşi bate joc d-l Dorin Tudoran, de noi sau de sine? Adică izgonirea din funcţie a criminalului Măgureanu, a intrigantului sîngeros – autor *de facto* al "mineriadelor" şi organizatorul josnicei asasinări a lui Ioan Petru Culianu – nu este un lucru serios! Şi înlocuirea ăstui ticălos de şoricioaică cu singurul om, la ora actuală, capabil să scape România de securitate, generalul Pacepa, ar fi un lucru complet insignifiant!

Cum, vrea d-l Dorin Tudoran să sugereze cumva că Statelor Unite chiar nu le pasă dacă-n fruntea serviciilor secrete române se găseşte un om al Moscovei sau un om al Washington-ului? Iar, pe de altă parte, poate România pretinde să devină aliata SUA, precum şi a celorlalte state membre ale NATO, cît timp în fruntea serviciilor ei secrete se găsesc nişte marionete dirijate de la Kremlin? Democraţia în lumea contemporană, poate a uitat-o d-l Dorin Tudoran, nu este

[1] Vezi *supra* "Masca şi mesajul. Bilanţul unei morţi anunţate".

o abstracţie politică ci e determinată de integrarea completă şi sinceră în structurile politice ale Occidentului, structuri ce includ, bineînţeles, *şi* serviciile secrete.

Prin 1991, nu mult după asasinarea Profesorului Culianu, d-l Dorin Tudoran începuse să primească mesaje telefonice de tipul : "O să te trimitem după prietenul tău, Culianu. Avem un glonţ cu numele tău pe el". Interviul publicat pe 22 aprilie în "Adevărul" probează că şi-a trecut, între timp, numele pe alte liste.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, iunie 1997

Mineriada 5 = Neantul instituţiilor

Într-adevăr, exact aceasta este acum situaţia pe acest pămînt, încă, numit – dar pentru cît timp oare? – România. Şi mineriada 5 are măcar acest "merit" funest de a ne revela neantul instituţional al statului român. Cu excepţia presei – ce nu e, însă, o putere statală ci tribuna societăţii civile cu care, de peste şase decenii statul român s-a obişnuit să nu mai aibă nimic de-a face – nici preşedinţia, nici guvernul, nici armata, nici parlamentul, nici justiţia, nici măcar poliţia, expusă parcă în batjocură, şi, bineînţeles, cu atît mai puţin, securitatea, cu multele ei vicii şi servicii, n-au demonstrat că pot funcţiona şi altfel decît ca nişte "mafii acoperite", în repaos sau în aşteptare – a ce, ştiu ele prea bine! Din acest punct de vedere, vechea dilemă ce frămîntă condeiele – "monarhie" sau "republică" ? – pare complet depăşită. Căci, în ocurenţă, instituţiile unui Stat republican, în principiu, democratic nu pot pretinde la legitimitate şi, în acelaşi timp, refuza, pur şi simplu, să funcţioneze în condiţii în care propriul lor conţinut democratic este direct atacat. Neantul instituţional al statului republican antrenează, *de facto,* neantul Republicii.

Cel puţin al formulei republicane actuale. Dacă înainte de 22 decembrie 1989 nici nu se putea vorbi de republică ci doar de inepte variaţiuni pe teme dictatoriale, "republica" instaurată ulterior, cu "constituţia" ei paralitică, calculată de iniţiatorii ei, şi, bineînţeles, în principal de Ion Iliescu şi Petre Roman, ca o sumă a disfuncţiilor mai mult decît a funcţiilor unui stat, şi cu monstruoasa ei "originalitate", nu putea servi decît ca un cadru de regrupare şi reorganizare al unui comunism, structural învins, însă aspirînd la revanşă ("revanşard", carevasăzică).

De la bun început, deci, structura statală iliesciană ca *formulă de urgenţă în continuarea unei celule de criză* (rocambolesca ADR, substituită destul de rapid, cu cîteva luni înainte de revoluţie, deja, de FSN) nu viza constituirea unei formaţiuni politice stabile, a unui Stat autentic, cît punerea la punct a unor scheme de tranziţie şi declanşarea unui "nomadism" politic menit să conducă fie (în ipoteză maximalistă) la restaurarea comunismului, fie (ipoteza minimalistă) la un cripto-comunism de aşteptare. Rezistenţa populară, însă, a "golanilor", vezi bine, şi, în primul rînd, fenomenul anti-comunist "Piaţa Universităţii" au provocat rapid dublarea acestei politici de subtilizare lentă a revoluţiei şi reformelor printr-o politică de război civil, schiţată, la drept vorbind, încă de la început prin crearea, de către vîrfurile feseniste, a "teroriştilor din decembrie".

Există, prin urmare, o diferenţă decisivă între mineriadele 1-4 – extensii "logice" ale unei puteri ce se voia, de la bun început, abuzivă, ale unui stat incluzînd, fără scrupul, asasinatul şi teroarea, iar, în plan economic, falimentul fraudulos în practicile lui, şi, în ultimă instanţă, expresii şi vectorializări ale "triumfului" statal asupra propriilor lui instituţii şi structuri (ţinta imediată fiind nu aservirea ci anihilarea prin violenţă a societăţii civile, veche fixaţie comunistă) – şi mineriada 5, revelator al unei vacuităţi absolute a formei statale prinse în capcana instituţională a unei strategii străine, pe care n-o putea adopta fără să se auto-anuleze şi n-o putea respinge cît timp se dovedea incapabilă să-şi dea un conţinut politic propriu. Şi, totuşi, calea de urmat ar fi fost, neîndoielnic, aceasta din urmă. Premizele existau : punctul 8 al Proclamaţiei de la Timişoara, fenomenul "Piaţa Universităţii", fără a mai vorbi de vechea tradiţie democratică a României de dinaintea dictaturii carliste constituiau suficiente repere în vederea elaborării indispensabilei Constituţii a celei de a-II-a Republici.

Într-adevăr, ce se aştepta de la CDR şi de la preşedintele Emil Constantinescu nu era, în primul rînd, un miracol economic ci un reviriment moral şi politic. Şi de fapt, cezura marcată de alegerile din noiembrie ’96 ar fi trebuit să se dovedească politic mult mai importantă chiar decît cea din decembrie ’89, în măsura în care rămînea, în fond, insignifiant pasajul de la veleitarismul monarhic ceauşist (“sceptrul prezidenţial”, voievodalismul vodevilesc, cultul dinastic copro- şi urinolatru etc.) la fantasmele despotice iliesciene. Din păcate, semnele debilităţii constantinesciene nu s-au lăsat deloc aşteptate (vezi penibilul “clonaj” al lui Al.I. Cuza, ridicolul scenariu cu “călugărul Vasile” precum şi, grotescă surpriză, prezentarea sinistrului Măgureanu, de proaspătul ales în persoană, în postura de “salvator al democraţiei” cf. afacerii “marii fraude pe ordinator”). Ulterior, preşedintele Constantinescu a continuat în aceeaşi notă a unei politici accelerat iresponsabile. Respingîndu-şi aliaţii fireşti, alienîndu-şi-i tocmai pe cei ce-l aleseseră, agresivizînd presa, recurgînd insaţiabil la resursa demagogică, oricînd înjositoare, consumînd, în termeni în primul rînd compromiţători pentru sine, ruptura cu Alianţa Civică şi trecînd punctul 8 al Proclamaţiei de la Timişoara şi “Contractul cu România” sub semnul fantapoliticii, ricanînd inoportun şi şantajînd insolent, folosind “intrarea în NATO” ca pretext pentru încheierea unor tratate rău negociate şi nul aplicate, mimînd o clipă combaterea corupţiei pentru a se scufunda, imediat apoi, împreună cu progenitura-i fraudolatră, în pestilenţele unei corupţii încă şi mai dezgustătoare, tergiversînd pînă la ruină aplicarea Reformei, fără de care propria sa alegere n-avea nici un sens, şi părăsind în maidan restituirea proprietăţilor, dificultînd pînă la imposibil şi desfigurînd pînă la irecognoscibil legea deconspirării securităţii – iniţiată de senatorul Constantin Ticu Dumitrescu – cu complicitatea gerontocraţilor ce o temeau, ţinînd la distanţă exilul democratic şi, în genere, pe oricine l-ar fi putut scoate din fixaţii, persecutîndu-i pe cei capabili şi oneşti şi susţinînd, direct sau indirect, imbecili groteşti, gata să preschimbe România într-un paradis al fraudei perpetue, o nebuloasă de impozite arbitrare şi falimente staţionare, în fine, pentru a încheia cumva, fie şi convenţional, această succintă “listă de merite”, acordînd azilul imunităţii parlamentare unor asasini notorii ca Iliescu sau unor execrături, în cel mai bun caz, clovneşti de soiul lui W.C. Tudor, aliindu-se cu criminali de teapa lui Roman, scoţînd, practic, basma curată sediţioşi impenitenţi cu apucături banditeşti de soiul lui Miron Cozma, preşedintele Constantinescu, veritabil Pantalone de comedie, şi-a anihilat conţinutul democratic concret al funcţiei sale, substituindu-l concupiscent prin ambiţia goală de a o avea.

O atare slăbiciune fardată cu vanitate, amestec de insolenţă laşă şi incapacitate peremptorie, nu putea decît să deschidă calea unor apetituri pentru putere mult mai determinate şi motivate, consolidînd dar şi “excitînd” forţele cele mai sinistre ale anti-societăţii româneşti, în primul rînd, bineînţeles, securitatea. Într-adevăr, în acest context al unei Puteri debile, ce nu-i mai permitea un control eficace asupra opiniei şi rata radical toate tentativele de jugulare ale presei independente – încercările de intimidare “juridică” a presei constituind nişte strălucite eşecuri! – şi care, pe deasupra, atît sub presiunea internaţională, în special a FMI, cît şi sub aceea a propriei ruine interne începea să *schiţeze,* spun bine, *să schiţeze numai,* paşi, în fine, cu un problematic început de realitate, în vederea înfăptuirii Reformei, securitatea trebuie să fi început să-şi regrete amar accesul de “generozitate” calculată ce-o făcuse să consimtă la pierderea alegerilor din noiembrie 1996. Oricît fideli, aspiraţia d-lui Emil Constantinescu la reelecţie, nevoia disperată a d-lui Radu Vasile de a-şi menţine sub fese un scaun tot mai fluid făceau din ei, în miezul catastrofei generale, nişte “aliaţi” nesiguri şi turbulenţi. O primă soluţie, s-ar zice, a fost punerea în mult buclucaşa funcţie de vistiernic, în locul lui Daniel Dăianu, securist cu bune studii economice, temporar rebel împotriva imbecilităţii de stat ca formulă de propăşire a

organizaţiilor criminale afiliate, a apt numitului Traian Decebal Remeş, a cărui origine daco-romană flagrantă era, pasămite, menită a compensa anumite carenţe din planul competenţei, totdeauna scuzabile, ca şi excesele servilismului de partid. Acesta, cel puţin, n-a dezamăgit. Recurgînd la impozite din arsenalul epocii fanariote ca faimosul "scăunit" (datorăm termenul imaginaţiei lingvistice a d-lui Paul Goma), semn al unui frumos zel, de altfel continuu, de a introduce, pentru cei ce-şi amintesc *Scaunele* academicianului francez de origine română Eugène Ionesco, pe terenul accidentat al politicii româneşti criteriile fertilizante ale teatrului absurd, noul ministru de finanţe încerca, în chipul cel mai firesc, să substituie sumele ce-ar fi trebuit să revină statului de pe urma unor privatizări nedorite printr-o contribuţie, mai mult sau mai puţin patriotică, mai mult sau mai puţin benevolă, a contribuabililor. Se spera, astfel, evitarea intrării României în încetare de plăţi chiar în cursul acestui an, fără a se aduce prejudicii eforturilor susţinute ale securităţii de a transfera pe conturi personale întreaga avuţie naţională. Ideea, strălucită, avea, din păcate, un prag fatal : portofelele deja vide ale cetăţenilor. Mai rămînea o singură soluţie, de altfel, deja testată : mineriada.

Un semn, un semn precis deşi trecut aproape neobservat indica, chiar înaintea înfiinţării noilor impozite remeşiene, intenţia securităţii de a se lansa din nou în activităţi criminale serioase : asasinarea, pe 13 octombrie 1998, a preşedintelui în vîrstă de 24 de ani al filialei Constanţa a Ligii pentru Apărarea Drepturilor Omului, Ştefan Itoafă. Să ne amintim : Acum circa 8 ani, pe 21 mai 1991, mai precis, era asasinat la Chicago profesorul Ioan Petru Culianu. Or, sensul acestei crime nemernice nu trebuie căutat în chip strict, am mai spus-o şi cu altă ocazie, în direcţia unei simple răfuieli a securităţii cu victima, cu toate acele cam puerile evaluări şi îndoieli privind gradul de motivaţie precum şi alte ipoteze fantapolitice, ci într-o schemă de tip nazist, combinînd asasinatele individuale cu represiunea în masă, "moartea intelectualilor", prin urmare, cu mineriadele. Mai e de mirare, în atari condiţii, că ambele locuri ale crimei fuseseră "semnate" (în ciuda distanţei în timp şi spaţiu) cu cîte o zvastică, decodare securistă mai mult decît probabilă a secerei şi a ciocanului ei[1]?!

Mineriada 5 reprezintă, deci, mult mai mult decît o banală "chemare la ordine" din partea securităţii a actualei echipe guvernamentale şi a preşedintelui Constantinescu. Tehnic, faptul e indiscutabil, avem a face cu o tentativă de lovitură de stat. Insuficient : cu o încercare extrem de decisă de răsturnare a unui regim democratic, ce-i drept, impotent şi corupt, printr-o dictatură directă, aptă a da corupţiei forţă de decret! Toate elementele converg în acest sens : şi organizarea cvasi-militară a minerilor, şi complicitatea localnicilor de pe traseu, pasămite pregătiţi în prealabil de coloana a-5-a peremistă, ba chiar şi a autorităţilor, ca primarul PDSR al comunei Costeşti ce şi-ar fi însoţit administraţii cu prilejul atacului declanşat de aceştia din urmă asupra forţelor de ordine, lăsate, de altfel, de izbelişte de proprii comandanţi, şi, mai ales, "trădarea generalilor", începînd cu ex-secretarul de stat gen. Theodor Zaharia, ale cărui isprăvi l-ar fi trimis, în vremurile de negură ale "odiosului", drept în faţa Curţii Marţiale (în cel mai bun caz) şi sfîrşind cu generalii Nicolae Berechet şi Gheorghe Lupu, îndreptăţiţi să spere la o poziţie definitivă în tovărăşia superiorului lor.

Rolul PRM e, dacă se poate, şi mai semnificativ. Şi nu ne referim, în primul rînd, nici la organizaţiile locale ale ăstui "partid", actualmente, principal "braţ politic" al caracatiţei

[1] Vrem desigur să ne abţinem de la o decodare falico-vaginală – interesantă din punct de vedere psihanalitic dar şi politic, în sensul unui foarte complex complex al lui Œdip, prin miturile pe care le conotează dar şi plin implicaţiile politico sociale pe care le decodează – al faimosului binom iconic comunist.

securiste, ce au asigurat logistica zaverei minereşti, nici la multiplele provocări organizate de acelaşi sau la lozincile de bună amintire strigate de mineri, cît la declaraţiile liderului său mult-iubit, "fenomen", ce-i drept, dar de bîlci, execrătura naţională cu nume incert şi identitatea asemenea : Vorneliu Cadim Tudor.

Într-adevăr, după "victoria" sau "înfrîngerea de la Costeşti" – conform unghiului vizual al beligeranţilor – şeful zavergiilor declarase deschisă "revoluţia de eliberare naţională" (sic!), îndemnînd la crearea unui "consiliu revoluţionar" al emanaţilor, taman ca-n '89! Cu mutaţiile de rigoare : în locul lui Ion Iliescu, karagöz în prag de pensie, V.C. Tudor, în locul feseneului, peremeul, rolul Ceauşescului urmînd a fi interpretat de preşedintele Constantinescu în persoană – cel al con-soartei dictatorului revenind pe drept – oare putem ezita? – in-estimabilei consiliere prezidenţiale, am numit-o pe d-na Zoe Petre, desigur, ceea ce nu înseamnă c-am vrea să-l privăm cumva pe d-l Radu Vasile de partitura ce i se cuvine.

De fapt, analizată cu un pic de atenţie, zavera minerească se lasă defalcată în două părţi net distincte.

Pe de o parte, temeiul social, din păcate, indiscutabil, de-generat, de altfel, în mare parte de indiferenţa şi incompetenţa structurilor tehnocratice precum şi de absenţa absolut strălucitoare a unor programe de reinserţie profesională valabile – chestiunea debordează cu mult stricta problemă a minerilor – dar şi de ideea cu adevărat admirabilă de a abandona huila petroşăneană, plătită cu biet degringolantul leu, în favoarea celei sud-africane pe care guvernanţii noştri contau, probabil, s-o cumpere pe dolarii din comisionul patriotic obţinut de la Bell Helicopters (de alţii, oricum, neputînd fi vorba, bun înţeles, dacă excludem cele 2,8 miliarde scadente în acest an).

Pe de altă parte, exploatarea sediţioasă şi organizarea nemulţumirilor populaţiei – legitime, fără îndoială, însă orchestrate, oare, de cine?! –, minerii reprezentînd, numai, cazul cel mai acut, a căror răspundere revine exclusiv securităţii.

Acest al doilea punct creează o pasarelă deloc neglijabilă între mineriada 5 şi celelalte 4, întregul sistem al mineriadelor constituind expresia cea mai pregnantă (nu unică, totuşi) a politicii de război civil, puse la cale de securitate, de pulverizare a societăţii civile prin învrăjbirea componentelor ei socio-profesionale *şi* etnice şi de nulificare a statului de drept prin paralizarea şi compromiterea instituţiilor sale.

Şi totuşi, cazul minerilor prezintă caracteristici ce impun o analiză specială. Căci minerii nu reprezintă, oricum, nu *mai* reprezintă o categorie socio-profesională "normală", admiţînd că acest criteriu al "normalităţii" ar mai funcţiona undeva în România. Şi asta încă din 1977 cînd, în urma binecunoscutei revolte anti-ceauşiste a Văii Jiului *de atunci,* minerii au fost trecuţi prin "filtrul" arestării – torturării – chimizării (i.e. drogării) – reeducării prin muncă (cf. articolului d-lui Paul Goma *Vin minerii!,* LLR nr. 540/6 febr. 1999) iar, finalmente, *substituiţi* prin *alţi* şi, mai cu seamă, prin *alt fel de mineri,* de cele mai multe ori delincvenţi de drept comun controlaţi şi modelaţi de securitate, de fapt, prima expresie de masă a "piteştenizării populare". Astfel, se dezvăluie sensul veritabil al mineriadelor : acela al transformării – prin politica de război civil, prin ostracizarea internă şi "ostatecizarea" treptată a populaţiei realizate graţie acestor "mineri-de-substituţie", cînd nu pur şi simplu securişti deghizaţi! – mai întîi a Văii Jiului, apoi a întregii Românii într-un fel de Salon 4 Spital, cu Miron Cozma distribuit în rolul lui Eugen Ţurcanu şi Vorneliu Cadim în postura unui Nicolski, oarecum mai dement!

Proba, oribilă, a fost furnizată chiar cu ocazia mineriadei 5 cînd s-a dovedit că minerii, în plus de drogul violenţei, urii şi al demagogiei populiste, fuseseră drogaţi *şi* cu un preparat halucinogen (tablete marcate L-452, probabil de provenienţă străină, aflate, de altfel, încă în stadiu de cercetare, cf. *Din dedesubturile bătăliei de la Costeşti,* LLR nr. 539/30 ian. 1999) menit, tocmai, să le stimuleze agresivitatea. Într-adevăr, 18 mineri internaţi pe 21 ianuarie la Horezu prezentau simptomele caracteristice ale absorbţiei de droguri (pupilele dilatate, stare de exaltare); se afirmă, de altfel, că sub influenţa halucinogenelor minerii ar fi atacat barajul de la Costeşti lovind numai la cap, veche obsesie, la drept vorbind, a securităţii necrofilo-totalitare ce a identificat de la bun început *capul* ca principalul adversar al *cizmelor* ei.

Nu e greu, pornind de aici, să înţelegem natura reală a aspiraţiilor naţional-securismului, amestec de demenţă sumbră şi corupţie bestială : o ţară transformată în tîrfă bună de exploatat şi de muls în vederea alimentării singurii patrii veritabile a securiştilor-proxeneţi, *patria conturilor lor bancare,* un popor de cobai drogaţi sfîşiindu-se, periodic, la ordin, tîmpit de supunere şi mizerie, al cărui unic "lux" ar fi o violenţă bine reglementată, un stat de drept redus la statutul de cetate a ambalajelor instituţionale vide şi a deşeurilor, o societate civilă, în fine, epileptoidă, zbătîndu-se în convulsiile conflictelor sociale şi interetnice, simplu pretext, în fond, al eventualelor ajutoare şi împrumuturi occidentale deturnate în direcţia aceleiaşi "patrii a conturilor", de nu cumva e vorba de un sentiment religios bancar, singura căreia un securist fascio-comunist îi poate rămîne fidel!

Subzistă o întrebare. Ce a determinat, *de vreme ce lovitura de stat numită mineriada 5 reuşise* – tot atît, cel puţin, cît lovitura de palat botezată "mineriada 4" sau contrarevoluţia neo-comunistă intitulată "mineriada 3" – catastrofala "pace de la Cozia" prin care minerii pierdeau practic tot, după ce învinseseră pe toată linia?! S-ar putea, desigur, specula, cum s-a şi făcut, că pricina ar fi fost invincibila armată română, gata a se interpune pentru a salva cuceririle democratice. În ce ne priveşte, nu subscriem o clipă la o atare ipoteză. Generălimea şi colonelimea actuală, "castă" de brute corupte şi impostoare, detestînd din tot deşeul psihic democraţia şi nevisînd decît la dictatură militară, aflată, pe deasupra, în colimatorul justiţiei pentru isprăvile-i "eroice" din decembrie '89, era prima interesată în reuşita unei lovituri de stat ce ar fi pus-o la adăpost de urmăriri penale şi alte dezagremente previzibile. Ofiţerimea militară, faptul e mai mult decît evident, ar fi dezertat de pe "cîmpul de luptă" exact ca cea poliţistă, cu care n-avem nici un motiv să n-o credem complice, lăsîndu-şi trupele dezorientate în bătaia minerimii drogate şi a securimii ce nu mai avea nevoie de vreun stimulent. Cauza cedării subite a lui Miron Cozma şi a "ortacilor" săi precum şi a "triumfului de la Cozia" al d-lui Radu Vasile, ce nu se distinsese, de altminteri, prin nimic în cursul evenimentelor, trebuie căutate în altă parte şi anume *în baza prea îngustă* a intereselor ce au prezidat la declanşarea celei de a-5-a mineriade.

Într-adevăr, se poate înţelege lesne că oricare ar fi simpatia şi bunăvoinţa ex-KGB-ului pentru angajaţii filialei sale din România, întreagă această istorie a mineriadei 5 reprezenta pentru Kremlin, politic vorbind, o imensă plictiseală, futilă şi, în plus, deloc lipsită de pericol. Cine seamănă furtună culege taifun iar cine se joacă de-a războiul civil, la urmă, chiar îl are. Nimeni, mai ales la Est, de unde vin sovietele şi lumina (mă rog, electrică, complement indispensabil al sovietelor, cum se ştie!) n-avea mare lucru de cîştigat dintr-o "kosovizare", "originală", vezi bine, a situaţiei din România. Securitatea, ce împiedicase, cu atîta risipă de talent, intrarea României în NATO, putea, finalmente, izbuti cu un succes nu mai puţin briliant şi operaţia exact inversă, aceea a intrării NATO în România! Căci se uită prea adesea că dacă

intrarea României în NATO pare durabil compromisă, intrarea NATO în România se poate efectua incomparabil mai repede. Ironic, s-ar putea ca aceasta să fie, de altfel, singura cale prin care mult rîvnita intrare a României în NATO să devină, în fine, o realitate.

Riscuri de derapaj veneau, desigur, nu de la becisnica poliţie, ce-şi încasase destul de docil tocul de bătaie, şi, opinăm noi, nici de la vajnica armată, prea disciplinată pentru a nu dezerta la ordin, cît din partea unor categorii mai puţin conştiente ale populaţiei, care, prizoniere, din păcate, ale unor mentalităţi vechi şi ale unor amintiri încă proaspete de la alte mineriade, i-ar fi putut primi pe mineri şi altfel decît cu cuvioasele portrete (ale lui V.C. Tudor şi Miron Cozma, desigur) şi nu mai puţin cuviincioasele urale. Negreşit, în faţa rezistenţei populaţiei nerecunoscătoare poliţia şi-ar fi regăsit pe loc curajul, ofiţerii şi matracele oferind, nu ne putem îndoi, minerilor precum şi colegilor deghizaţi din securitate ajutorul său neprecupeţit. Cu toate acestea, rămîneau destul de dificil de apreciat excesele la care s-ar fi dedat *unii cetăţeni* (grupuri izolate, nimic comun cu masele muncitoare largi, conştiente) împotriva paşnicului marş mineresc cît şi ecoul politic internaţional al represiunii, altfel spus, *al complicităţii făţişe dintre forţele dezordinii şi forţele de ordine.*

Privind înapoi cu ironie la ce ne mai putem aştepta acum? Cel mai probabil *la nimic,* la *mai nimic.* Condamnarea şi arestarea lui Miron Cozma – după obicei, şi-n această privinţă totul se petrece de-a-ndoaselea – nu are, ca atare, nici o semnificaţie. Într-adevăr, nimic nu garantează că tartorul Văii Jiului nu va fi amnistiat, conform reţetei româneşti, în vreo cîteva luni, sau eliberat "pe motive de sănătate". Situaţia execrăturii extatice peremiste pare şi mai promiţătoare. La ora la care scriem rîndurile de faţă, cu excepţia simplificării procedurii de ridicare a imunităţii parlamentare – de care ar trebui să se simtă vizaţi şi Ion Iliescu sau Petre Roman, pentru a ne opri numai la aceştia – nici o ameninţare serioasă nu s-ar zice că tulbură siesta cadimiotă. Nici interzicerea PRM, deocamdată, nu tinde a avea o soartă mai bună. Deşi prin nelegiuirile liderului său, ca şi prin ideile pe care le dezbină, acest partid se află *din principiu* în afara legii.

Desigur, confruntat cu nulitatea propriei sale funcţii ca şi a Statului pe care îl conduce, preşedintele Constantinescu are, într-un fel, o mare şansă. Şansa de a putea contempla în oglinda crizei şi a dezastrului adevărul despre sine, despre propria funcţie şi, dacă-l mai interesează, despre România. Dacă va profita de ea, şi odată cu el întreaga clasă politică românească ce-şi zice încă democrată, preşedintele Constantinescu va avea ocazia să înţeleagă că optimismul orb al complicităţii şi corupţiei nu constituie o garanţie, nici măcar de supravieţuire, şi că cei ce cauţionează organizaţiile criminale sfîrşesc adesea prin a fi lichidaţi de ele la momentul oportun (cazul Ceauşeştilor, cu care preşedintele Constantinescu prezintă din ce în ce mai multe afinităţi, ar trebui să constituie un avertisment). Va înţelege, de asemenea, că dacă execrături de soiul lui V.C. Tudor şi Miron Cozma se pot dovedi primejdioase şi trebuie, negreşit, să fie trimise în faţa justiţiei, nu pentru un proces de operetă ci în vederea condamnării exemplare pe care o merită – şi, odată cu ei, şi organizatorii celorlalte 4 mineriade (în special a celei de a-3-a) : Ion Iliescu, Petre Roman, Virgil Măgureanu şi Gelu Voican-Voiculescu –, principalul pericol pentru România nu-l constituie aceştia ca atare ci securitatea, himera himmlerică ce, de nu va fi oprită, cum e necesar, va sfîrşi prin a devora şi putrefia întreaga ţară. Căci securitatea nu este, de fapt, o simplă organizaţie criminală, ca atîtea altele, ci, asemeni nazismului, asemeni comunismului pe care l-a slujit atîta vreme, una din filialele răului absolut, deci ale răului devenit absolut banal, ce nemulţumită de a-şi continua abjectul joc cu măşti şi partide, *sătulă de intermediari,* nu aspiră decît la puterea directă, discreţionară, nelimitat

monstruoasă pe care a avut-o odată; tot aşa cum securistul, prin simpla sa apartenenţă la securitate, încetează de a mai fi o fiinţă umană, devenind un hibrid monstruos, un ciborg, o marionetă asasină nevăzînd în oameni decît tot nişte marionete sau nişte victime posibile.

Va înţelege, prin urmare, că dacă vrea cu adevărat să-şi exercite funcţia prezidenţială astfel încît România să devină o ţară guvernată şi guvernabilă iară nu o pivniţă a haosului, va trebui să înceapă prin a retrage securităţii totalitatea mijloacelor politice, economice şi militare de acţiune ca şi, desigur, în primul rînd, controlul faimoaselor dosare, tot aşa cum, dacă vrea să destrame complotul ciborgilor, va fi nevoit să ţină seama de faptul că veritabila sursă de putere a acestora nu stă în ei înşişi ci în frica stupidă pe care o inspiră, în disperarea şi corupţia pe care le propagă şi, mai ales, în mizeria ce dizolvă caracterele şi justifică ura, mizeria, cel mai puternic drog, prin acţiunea căruia un popor, în principiu structură individuată, capătă treptat fizionomia fără formă a mulţimii – pentru care orice devine posibil pentru că totul îi e demult imposibil.

În fine, preşedintele Constantinescu şi, odată cu el, ansamblul politicienilor români cu veleităţi democrate vor trebui să înţeleagă că regenerarea României, dacă ăst termen mai are vreun sens, trece, înainte de toate, nu prin reducerea la starea de mendicitate valutară a economiei ci prin convergenţa a trei factori, la drept vorbind, foarte simpli, pe care, de nu-i pot furniza, ar fi preferabil şi oarecum mai precaut să-şi semneze pe loc demisiile respective, anume : voinţa morală (adică, *incoruptibilitatea*), voinţa politică (i.e. *intransigenţa*) şi, nu mai puţin, voinţa profesională (sau, banal, *competenţa*). Căci lucrul de care are cel mai mult nevoie falimentara Românie nu sînt simplele "ajutoare" şi "împrumuturi" irosite prosteşte sau rătăcite de urgenţă prin conturile personale ale responsabililor politici, ci programele de reformă conjugate cu programe sociale inteligente pe baza cărora, numai, "ajutoarele" şi "împrumuturile" pot fi obţinute şi utilizate corect, sau, mai degrabă, utilizate pur şi simplu, devenind, astfel, totuşi, şi rentabile iar nu nişte "poveri de protecţie" ce să le garanteze şi să le sporească pe cele deja existente. Iar, înainte chiar de acestea, de o reformă a instituţiilor republicane, încă persistent inexistente, adică, în fond, de o *întemeiere* pe care numai formal am mai putea-o denumi "Constituţia celei de a-2-a Republici" precum şi de o refontă a legislaţiei şi a aplicării acesteia capabilă să elimine frauda din textele de lege şi abuzul din practica juridică, contribuind eficace la extirparea corupţiei, cancerul economiei româneşti, respectarea şi încurajarea proprietăţii private autentice – iară nu a celei smulse cu japca de securişti şi nomenclaturişti –, în sfîrşit, la o politică a investiţiilor ce, deschizînd real România economiei de piaţă, să scurtcircuiteze definitiv reţeaua întreprinderilor-căpuşă prin care ex-nomenclaturiştii şi cartoanele securiste de toată mîna îşi exercită talentele manageriale, parazitînd paralizia privatizărilor şi pompînd resturile de vitalitate ale mult-falimentatei economii româneşti.

Dacă însă domnii Constantinescu, Radu Vasile şi compania, toţi cei însoţiţi în ceea ce seamănă tot mai bine cu o "parabolă a orbilor", nu vor voi sau, eventual, putea să se decidă a înţelege că staza, extazul incompetenţei, şi politica comisionului netezesc, doar, poteca ce-i va conduce, mînă-n mînă, la groapă, şi dacă nu vor izbuti să priceapă că pentru a realiza reforma economiei şi societăţii româneşti sînt nevoiţi, vai, a începe prin a se reforma pe ei înşişi – cu ambiţiile lor meschine şi cupidităţile lor senile – ar putea să constate, cam brutal, că în jocul cu urne şi voturi al duplicităţii, complicităţii şi neantului (mineriada 5 are meritul de a fi vădit acest avantaj) îţi poţi pierde odată cu postul şi capul, la propriu, şi asta, culmea, chiar păstrîndu-ţi imunitatea parlamentară. Desigur, în acest din urmă caz, incomprehensiunea fiindu-ţi perfect motivată.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, ianuarie 1999

Ion Iliescu, sau omul-de-nimic în andropauză politică

Preambul

Articolele şi, mai cu seamă, articolele politice au şi ele, precum cărţile, soarta lor. Scris în urmă cu mai bine de 3 ani, în plină campanie electorală pentru alegerile prezidenţiale din noiembrie 1996, textul de faţă reflectă momentul istoric în care «opoziţia» era Emil Constantinescu, iar «Cotrocenii» erau încarnaţi de preşedintele democraţiei orginale cu bîta şi tîrnăcopul Ion Iliescu. «Opoziţia», în plin elan pre-electoral, reclama demiterea acestuia şi tragerea lui la răspundere penală pentru sîngeroasele evenimente ale preşedinţiei sale, începînd cu «teroriştii» din decembrie 1989. Articolul de faţă, mai radical, punea problema în contextul post-comunist balcanic şi cerea deferirea lui Ion Iliescu unui tribunal internaţional pentru crime împotriva umanităţii. Trimis la mai multe publicaţii din ţară şi din exil, în iulie 1996, articolul n-a fost publicat. Paradoxul politicii româneşti face ca, nepublicat atunci, el să poată fi resupus publicării acum. *Mutatis mutandis*, adică schimbînd locurile între «opoziţie» şi «Cotroceni», restul este de perfectă actualitate. Ion Iliescu tot candidat la preşedinţie se vrea, în ciuda Constituţiei a cărei prevedere interzicînd mandatele multiple nu l-a împiedicat să candideze nici în 1996 ; iar crimele domniei-sale tot acolo sînt, şi tot nepedepsite... Ba mai rău, mult mai rău : nu mai e nici o «opoziţie» care să reclame demiterea lui din funcţii publice şi tragerea la răspundere penală. Cum să mai fie, cînd, abia transferată din «opoziţie» la... «Cotroceni», ex-opoziţia prezidenţiată s-a grăbit nu să-l demită, ci să-l primească cu onoruri în parlament ! Iată deci că acum, după o încercare minerească ratată, ce-i drept, în ianuarie ’99, prinzînd un curaj sporit de aura poziţiei sale politice ca... «opozant» totalitar al unui regim, în cel mai pozitiv caz, neputincios democratic, Ion Iliescu ridică glasul împotriva primului act de justiţie înfăptuit de acest regim, ce, s-ar zice, îşi ia avînt pe ultima sută de metri : condamnarea – după 10 ani ! – la 15 ani închisoare a doi din promotorii represiunii ceauşiste din decembrie 1989, generalii Stănculescu şi Chiţac, aceiaşi ce, fără îndoială, pentru aceleaşi merite, aveau să fie în acelaşi decembrie ca şi după, acoliţii represiunii romano-iliescene. Or, Ion Iliescu ar avea, zic sondajele – oracole politice serioase într-o ţară unde suma procentelor intenţiilor de vot comunicate publicului depăşeşte de cîteva ori 100%, şi asta, fără a mai include pe abstenţionişti ! –, ar avea deci, zic oracolele, 38% de partizani votanţi. Cumulînd la acestea procentele cu care se laudă alţi foşti pedeserişti ori afiliaţi, începînd desigur cu Petre Roman, ce protestează şi el ba chiar mai dihai împotriva demascării justiţiare a foştilor săi miniştri Stănculescu şi Chiţac, ajungem la concluzia îngrijorătoare că marea majoritate a electoratului românesc ar dori reîntoarcerea la democraţia bîtei. Credem că n-ar fi drept faţă de poporul român... De aceea articolul de faţă trebuie să poată fi citit, acum.

Dacă profeţiile lui privind resemnarea SRI-ului în a pierde alegerile din 1996 «pentru a specula eventualele efecte perverse ale unei înfrîngeri, în fond, mai promiţătoare decît o victorie pe putregai», s-au adeverit – să ne amintim doar faimoasa «fraudă pe ordinator» în favoarea Iliescului ce ar fi fost «împiedecată» de Virgil Măgureanu în chip de... «salvator al democraţiei» –, ar fi trist ca noi alegeri să prilejuiască aceloraşi manipulatori exploatarea în favoarea vechiului regim a dezamăgirilor pricinuite de o democraţie pe care au subminat-o, tocmai, spre a specula efectele perverse ale compromiterii ei. Ar fi trist de asemeni ca o altă profeţie a textului de faţă, şi anume aceea a tentativei de revenire în forţă la putere prin «mineriade» – vezi recenta, încă, mineriadă 5 din ianuarie 1999 – să continue a fi valabilă, eventual în mult

mai catastrofice scenarii. Ar fi trist, în fine, ca acest articol, tot nepublicat, să-şi păstreze actualitatea... şi după alegerile din anul 2000 !

Iată de ce «omul-de-nimic» trebuie definitiv eliminat de pe scena politică românească. Acum şi pentru totdeauna.

Dana ŞIŞMANIAN

Omul-de-nimic

În sanscrită i se spune ***anaddha-puruşa*****,** "omul contrafăcut" sau, poate, mai bine, "omul plăsmuit" şi desemnează, probabil, o "făcătură", un manechin fabricat din materiale neprecizate. După cum n-ar fi tocmai exclus să avem de-a face cu o specie necunoscută de maimuţă. E, cel puţin, ceea ce pare să rezulte dintr-un pasaj al literaturii brahmanice unde ***anaddha-puruşa*** e identificat cu un alt exemplar al stupefacţiei antropologice, ***kim-puruşa*****,** în traducere literală "om – de ce?" sau "ce mai om!", în care specialiştii se acordă a vedea o specie simiescă neobişnuită, deşi termenul pare să indice, mai degrabă, vreo corcitură spectaculoasă de om şi animal – un monstru!

În română l-am putea numi după plac "Ion Iliescu", "Virgil Măgureanu", "Miron Cozma" sau, de pildă, "Corneliu Vadim Tudor" ori "Gheorghe Funar" – dar parcă trebuie să ne oprim aici?

Totuşi, semnul distinctiv al "omului contrafăcut" nu e, în primul rînd, extravaganţa morfologică, *monstruozitatea,* ci absoluta vanitate în planul umanului; *falsitatea* devine expresia unei profunde *inutilităţi.* Conform unei formule celebre, ***anaddha-puruşa*** e cel ce nu-i mulţumeşte nici pe zei, nici pe oameni, nici pe strămoşi. Existenţa lui e strict una negativă, o formă a vacuităţii. "Omul contrafăcut" e "omul de prisos" şi doar ca atare un *om-de-nimic.*

Evident, dacă ar fi să dăm consistenţă diferenţei dintre ***anaddha-puruşa*** şi ***kim-puruşa*** (sau, cu un termen aproape sinonim, ***kim-nara***), dintre "omul contrafăcut" şi "omul – la ce bun?", am putea spune că, în primul caz, carenţa de uman afectează mai ales conţinutul, substanţa, în vreme ce în cel de-al doilea deficienţa cade mai cu seamă pe formă. Manechinul e completat de monstru.

Aici se opreşte, însă, "paralelismul" dintre "omul-de-nimic" al literaturii brahmanice şi cel al realităţilor româneşti, dintre "omul-de-nimic" ritual şi cel politic. Căci, dacă ***anaddha-puruşa*****, *kim-puruşa*** sau ***kim-nara*** conservă, tocmai prin negativitatea lor structurală, o puternică pozitivitate sacrificială, mitologică şi simbolică, nici "Iliescu", nici "Măgureanu", nici celelalte ipostaze ale "omului-de-nimic" politic nu se pot lăuda cu aşa ceva. Iar, pe de altă parte, dacă atît ***kim-puruşa*** cît şi ***anaddha-puruşa*** sînt figuri ale răului – ale făpturii hibride maligne, respectiv ale duşmanului redus la simpla prezenţă a manechinului impotent –, nici unul, nici celălalt n-au ordonat mineriade, n-au inspirat şi organizat asasinate precum şi acte de terorism şi vandalism, instituind un regim oscilînd liber între Miloşevici, Karadzici, Grock şi Pol Pot.

Sîntem, prin urmare, obligaţi să constatăm că "omul-de-nimic" politic reprezintă, parcă în ciuda orientării comune, o variantă net agravată a "omului-de-nimic" ritual atît în planul totalei vacuităţi funcţionale, al lipsei de rost, cît şi în cel al nocivităţii presupuse sau reale. Căci, dacă în ritualul brahmanic ***anaddha-puruşa*** funcţionează ca un fel de "martor negativ", un reper al

neantului constrîns să dea seamă de o activitate a fiinţei la care nu poate, structural, participa (chestiunea are un profund sens ontologic), nici "Iliescu", nici "Măgureanu", "Cozma" sau "CVT" nu prezintă vreo utilitate imaginabilă, fie ea şi "negativă", în desfăşurarea actuală a procesului social.

Într-adevăr, să aibă "Ion Iliescu" vreo valoare ca "martor", sau, în sens invers, contemplarea ăstui ins inutil şi inept prin definiţie (detestat de zei, de strămoşi şi de oameni) să aibă măcar preţul zăbavei, al timpului irosit pentru a-l vedea? Desigur, nu ignorăm, nici n-am putea, deosebitul apetit al "omului-de-nimic" pentru "mărturiile" înregistrate, în condiţiile de absolută ilegalitate ce-i stau aşa de bine, mai ieri de securitatea "odiosului" şi azi de SRI-ul "caraghiosului" – căci orice ar face, oricîte crime ar comite şi-oricît de abjecte, "omul-de-nimic" nu poate scăpa de *blestemul insignifianţei :* "omul-de-nimic" e "omul-ridicol".

Cu atît mai mult "omul-de-nimic" în andropauză politică! Căci acum activităţile ilegale ale SRI-ului ("afacerea casetelor" şi alte puncte de suspensie...) vizează, în primul rînd, SRI-ul, şi doar în subsidiar şi mai mult din obişnuinţă *şi* Opoziţia! "Omul-de-nimic" însetează să-l sfîşie pe "omul-de-nimic"! Monstrul încercuit din afară se distruge pe dinăuntru. Încolţiţi, hibrizii, făpturi incoerente, îşi sfărîmă întregul, încercînd să supravieţuiască în părţi.

Ameninţată cu vreun veac de singurătate prin temniţe pentru scatologicele calomnii cu care şi-a mînjit stiloul şi gura, *execrătura tevecistă,* plăsmuirea cea mai abjectă a "omului-de-nimic", jalnică corcitură de cameleon şi ocară, speră să se salveze, spunîndu-şi pentru prima oară, oarecum, "adevărul", pe socoteala celeilalte execrături de nedescris – cu sediul la Cotroceni.

Cît priveşte pe "Măgureanu" – cel mai primejdios, mai inutil şi mai servil "organ" al "omului-de-nimic", soi de Himmler de paie asasin şi laş – situaţia lui e dintre cele mai încurcate şi pare probabil că-şi va fi clocind, în momentele de extaz, vreo "mineriadă" care să-l arunce, cum nu demult pe "Petre Roman", în chip de fecioară eplorată în braţele Opoziţiei.

Indiferent dacă e vorba de o "făcătură", cum foarte imprudent s-a exprimat un eminent membru al Opoziţiei, sau nu, "afacerea casetelor" trădează, deci, ceva mai mult decît nişte oareşicari "grave disensiuni în sînul SRI-ului". Asemeni boilor cu două capete, SRI (ca, mai demult, "răposata" securitate) cumulează la funcţia sa "naturală" de gardă pretoriană a regimului neocomunist falit – ceea ce nu trebuie confundat cu vreun "faliment" al neocomuniştilor înşişi, dimpotrivă! – pe aceea de "concern internaţional" de tip mafiot, controlarea monstruoasei maşinării aducînd deţinătorilor, pe lîngă imense avantaje financiare, o putere politică cu atît mai mare cu cît din ce în ce mai neclar *de cine* controlată. Nu ne-ar mira, de altfel, deloc, ca pe viitor SRI-ul să se împartă, după modelul Mafiei siciliene, în "clanuri", disputîndu-şi acerb "zonele de influenţă" – ex-KGB-ul a luat-o deja pe această recomandabilă cale! – ; şi pentru ca nu cumva, Doamne fereşte, ceva din "patrimoniu" să se rătăcească, aşa, *între mîini,* ne permitem a aminti amatorilor o importantă firmă de transporturi (cu patru adrese: la Paris, Viena, New York şi... Chicago – numai la Bucureşti nu! – şi cu o emblemă în formă de piramidă cu un ochi înconjurat de raze), "Delta Shipping and Forwarding", aceeaşi care a finanţat, între altele, asasinarea lui Ioan Petru Culianu. Nu de alta, dar ne-ar părea rău să se piardă *cel puţin cît timp vinovaţii nu şi-au primit pedeapsa!*

De n-ar fi decît atît! Vezi însă că din pricini de înaltă conservă – vrînd, cum s-ar spune, să fure vedeta Opoziţiei – neocomunismul aspiră de-o bucată de vreme să intre în NATO... Asta antrenează pentru SRI, educat pînă nu de mult la pensioane moscovite, o delicată problemă de reorganizare. Cum să te *occidentalizezi* menţinînd la conducere directori formaţi sub vechiul

regim? Cum să faci saltul de pe malurile Dîmboviţei, sau, cu atît mai abitir, ale rîuşorului Moskova, pînă pe ţărmurile Atlanticului *în aceeaşi formaţie?* Înlăturarea "vechilor cadre" de către *tinerii profesionişti* n-ar fi, în aceste condiţii, inevitabilă? Iată substratul probabil al "afacerii casetelor" ce nu e decît hărţuiala vizibilă a unei sumbre "gherile de palat", o "gherilă" de şi între gorile mai degrabă. "Măgureanu" nu mai e o persoană ci, cel mult, un obstacol – un obstacol foarte compromis.

Şi "Iliescu"? Ca pentru orice asasin politic dovedit, Miloşevici şi Karadzici, de pildă, sau, ca să revenim la "clasici", Ceauşescu, şi pentru "Iliescu" puterea e ultimul recurs ce-l mai protejează de inevitabila condamnare – la ce, rămîne de văzut (recentul exemplu al lui Najibullah e, în acest sens, încurajator). Cu ce şanse? Jur împrejur orizonturile sînt negre. Căci pe ce se mai poate bizui "omul-de-nimic"? Fără îndoială, nu pe sine, neposedînd sortimentul. Foştii complici îl părăsesc sau visează să o poată face. "Garda pretoriană", SRI-ul, ezită numai în măsura în care nu are alternativă. Va sfîrşi prin a se resemna să piardă alegerile pentru a specula eventualele efecte perverse ale unei înfrîngeri, în fond, mai promiţătoare decît o victorie pe putregai. Pe plan internaţional "omul-de-nimic" e exact nimic iar pe plan naţional, în afară de cîţiva vînduţi, puţini sînt aceia care nu-l urăsc pur şi simplu. Politica de război civil dublată de prostituţia economică generalizată, aerul de abuzuri pe care cetăţeanul îl respiră şi noaptea, indecenţa, cinismul ca raţiune de stat fac din "Ion Iliescu" cel mai detestabil monstropreşedinte român, mai odios decît Nicolae Ceauşescu şi chiar decît con-soarta acestuia, ceea ce, orice s-ar zice, e destul de greu!

Este perfect explicabil, în aceste condiţii, că Opoziţia cere suspendarea din funcţie a criminalului, a ăstui "preşedinte al cimitirelor" (de unde pasiunea lui pentru "linişte") votat exclusiv de buletinele de vot pe care le falsifică. Eşecul în ultimele alegeri municipale, în special cel înregistrat la Bucureşti, oraşul "mineriadelor", probează însă că bîlciul falsificărilor nu mai dă randament electoral.

Contextul politic internaţional, şi el, e departe de a-i fi "omului-de-nimic" favorabil. La drept vorbind, pentru "Ion Iliescu" e puţin probabil ca "Iugoslavia şi Marea Neagră" să mai constituie nişte vecini siguri. De la Insula Şerpilor pînă la Moscova e doar o aruncătură de băţ – care, cum se ştie, are două capete! Atmosfera, în fosta capitală a comunismului, e teribil de nesănătoasă de la o vreme şi ofiţerul ex-KGB-ului are tot dreptul să se teamă de a se pomeni "restructurat" laolaltă cu superiorii săi. Desigur, vorbind cu naivitate, ne-am putea întreba pînă cînd, totuşi, va mai avea România, ca "preşedinţi", nişte criminali cu patru clase plus şcoala de partid. Căci (neo)comunismul e, în fond, şi o chestie de lipsă de educaţie, nu doar de teroare de stat. Cît despre Iugoslavia, "buna vecinătate" nu izbuteşte să contrabalanseze un exemplu din cele mai periculoase. Judecarea inevitabilă a criminalilor Miloşevici, Karadzici şi Mladici riscă să dea idei şi dincoace de Dunăre.

Dacă e să judecăm drept, "suspendarea" solicitată de Opoziţie – ca să nu mai vorbim de faptul că, după Constituţie (dar cînd au ţinut seama (neo)comuniştii de Constituţie!) "Iliescu" nici nu mai are dreptul să candideze la alegerile prezidenţiale – reprezintă o "soluţie" clementă în exces. Autorul politicii de război civil botezată "democraţie originală", al terorismului de stat poreclit "revoluţie", al politicii de genocid concretizată prin "mineriade", neofascistul, provocator al violenţelor interetnice şi "patron ocult" al unei organizaţii neolegionare de tipul "Vetrei Româneşti", neocomunistul satanic ce a scăldat în sînge Piaţa Universităţii şi în căcat Universitatea însăşi, asasinul cu apetituri de profanator ritual – atingem aici punctul comun precis dintre "omul-de-nimic" politic şi cel ritual – ce a ordonat omorîrea lui Ioan Petru Culianu

şi a scris cu sînge pe pancarte moartea intelectualilor pe care visa să-i masacreze, îşi merită din plin deferirea la Tribunalul de la Haga pentru crime contra umanităţii – nu singur, o, nu, ci împreună cu sîngeroşii lui complici Virgil Măgureanu, Voican-Voiculescu şi Miron Cozma, precum şi, *last but not least*, Petre Roman, cu care găsim scandalos că Opoziţia a putut să se "alieze"! Căci "omul-de-nimic" "Petre Roman", ca şi, de altfel, cretinonazistul de la Cluj, "omul-de-nimic" "Gheorghe Funar", îşi au locul lor precis în sinistra hebdomadă.

Adăugăm aici un extras din Statutul Tribunalului de la Nürenberg enumerînd crimele împotriva umanităţii:

"*Crimele contra umanităţii,* adică asasinatul, exterminarea, reducerea la sclavie, deportarea ca şi orice alt act inuman comis contra oricăror populaţii civile, înainte sau în timpul războiului, ori persecuţiile pentru motive politice, rasiale sau religioase, cînd aceste acte sau persecuţii, fie că ele constituie sau nu o violare a dreptului intern al ţării unde au fost înfăptuite, au fost comise în urma vreunei crime intrînd în competenţa Tribunalului sau în legătură cu această crimă. Conducătorii, organizatorii, provocatorii sau complicii care au luat parte la elaborarea sau la executarea unui plan de comun acord sau a unui complot vizînd comiterea uneia din crimele definite mai sus sînt responsabili pentru toate actele îndeplinite de orice persoane în executarea acestui plan."

Sîntem convinşi că orice cetăţean al României, orice om, pur şi simplu, poate recunoaşte, în această enumerare, locul crimelor "omului-de-nimic".

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, septembrie 1999

Statul de drept sau armata

În orice altă ţară verosimil democratică soiul acesta de alternativă, "armata *sau* statul de drept", "armata *sau* societatea civilă" – nu mai puţin, dar nici mai mult decît spre-o pildă "statul de drept *sau* securitatea statului" – ar fi părut, pe drept cuvînt, absurdă, nici măcar "subversivă" ci pur şi simplu de neconceput. Într-adevăr, cum să opui structurii înseşi a statului instituţiile menite să o garanteze, cum să strepezeşti splendoarea întrevăzută a conţinutului prin pandaliile formei. Lucrul devine posibil numai într-o ţară unde gradul de verosimilitate al structurii democratice fiind cvasi-nul, "statul de drept" şi "societatea civilă" funcţionează exclusiv ca alibiuri ale unui regim cripto-totalitar căruia nu-i convine, deocamdată, să-şi spună numele. Sau poate că da!

De fapt, problema acestei politici a travestiului democratic al dictaturii, o constantă a prestidigitaţiei ideologice comuniste – politică leninistă, reflectată, pînă la un punct, şi de hruşciovism, şi de ceauşismul incipient iar, în chip sistematic, de perestroikismul gorbaciovist –, rezidă în menţinerea sub semnul ficţiunii a decalajului dintre forma pompierist democratică şi conţinutul dictatorial de sumbru cretinism ţinut în rezervă. Bun înţeles, cît timp forţele represive au reţinut esenţialul puterii politice interne iar echilibrul Puterilor, simbolizat prin "cortina de fier" şi reprezentat prin "zidul de la Berlin", a rămas intact, excluzînd eventualitatea unei intervenţii militare occidentale, caracterul ficţional al "decalajului" a fost acceptat de populaţiile respective cu o supunere nu mai puţin imbecilă, deşi "derapajele", unele de o extremă gravitate, local, n-au lipsit.

Dimpotrivă, situaţia s-a schimbat radical odată, deja, cu Conferinţa de la Helsinki, cînd, pentru prima oară, fluxul funebru al frustrărilor ce traversa dictatura comunistă îşi putea găsi o zonă de sprijin şi un cîmp de justificare în structura unei super-puteri ce începuse să-şi descopere reperele : bineînţeles, în primul rînd S.U.A., constituent decisiv al Alianţei Nord-Atlantice, dar, în fond, ansamblul democraţiilor occidentale, debarasate, în fine, de inerţia complexelor de inferioritate în faţa comunismului şi de strania lor paralizie intelectuală faţă de coloana a-5-a procomunistă.

Schematic, se pot izola două faze simple. Prima, a recursului la propriul substrat axiologic şi a evacuării unui fals pragmatism, lesne degradabil în defetism, operaţie la care influenţa opoziţiei anti-comuniste din Est asupra factorilor decizionali occidentali a fost determinantă (numele-far ale unor Aleksandr Soljeniţîn, Paul Goma, Vaclav Havel, Lech Walesa ori Andrei Saharov, printre mulţi alţii, sau prezenţa spiritual-politică a Papei Ioan-Paul al-II-lea sînt, în context, inconturnabile). A doua, a transformării acestui substrat în substanţa relaţiilor internaţionale prin emergenţa criterială tot mai intensă a "drepturilor omului", concept negativ regulator, cu spulberarea alibiului suveranist – şi a complexului de confuzii deliberate, extrapolări şi omisiuni pe care se întemeiază –, a permis intensificarea şi organizarea "dizidenţei" pînă la nivelul unei veritabile conştiinţe anti-comuniste, analogă celei anti-naziste, a naţiunilor, precum şi exercitarea unei presiuni constante şi din ce în ce mai eficace asupra regimurilor politice represive din Estul european, în ultimă instanţă, constituirea unui complex de breşe intelectuale şi politice ce, în contextul accelerării duelului economico-militar Vest-Est (i.e. a "războiului rece"), nu putea duce decît la sfărîmarea blocului din urmă în favoarea celui dintîi.

Deplasarea radicală, începînd cu 1989, *anul bicentenarului Revoluţiei Franceze*, a centrilor de putere la Vest, dezagregarea comunismului european şi a Uniunii Sovietice (fie spus în

treacăt, fenomene prevăzute încă din 1967 de subsemnatul), ca şi, mai ales, colapsul economic şi militar al fostelor "democraţii populare" – prăbuşirea Armatei Roşii în Afghanistan avînd în această privinţă un rol esenţial – au antrenat şi resorbţia/ocultarea unei proporţii non-neglijabile a mecanismelor represive interne, deci, implicit, transformarea decalajului mort dintre ambalajul democratic şi dictatură într-o tensiune extremă. E epoca politicii de război civil şi a dirijării conflictelor interetnice, a "revoluţiei furate", a manifestaţiilor anti-comuniste şi a contra-manifestaţiilor "minereşti", a demagogiei violenţei (sau a "non-violenţei", după caz şi ţintă), a unei întregi plăsmuiri a dezumanizării în profunzime a poporului român.

Din păcate, ce nu realizase încă politica genocidară iliesciană a izbutit pantalonada constantinesciană. Şi asta nu atît în sensul unei exploatări represive a decalajului, acerb afirmat în "era comunistă", dintre "glazura" democratică şi "crema" dictatorială, cît prin transformarea lui într-o constantă psihologică depresiv-carnavalescă a unui histrionism inept, lipsit de orice veselie. Este explicaţia explozivei, în aparenţă, opţiuni electorale pedeseriste – 40% pentru partid şi 38% pentru liderul acestuia, Ion Iliescu, cf. unui sondaj CSOP – ce n-ar constitui, de s-ar verifica la urne, decît un masiv vot negativ provocat de incoerenţele interesate ale "coaliţiei" la putere, fapt confirmat şi de proporţia uriaşă a absenteiştilor (43-45%). Mai mult, incluzînd şi absenteiştii în calculul electoral global – tehnică de calcul, utilizată, de exemplu, şi la ultimele alegeri europene din Franţa, ce evită propaganda electoralistă implicită şi prăbuşirile psihologice precoce, de dinainte de urnă – constatăm că cifrele hidropice atribuite PDSR-ului, respectiv lui Ion Iliescu suferă o drastică reducţie, antrenînd o modificare interpretativă radicală a fenomenului. Cifric, înainte de toate, obţinem, deci, în loc de 40% pentru PDSR, 23% CDR, 8%, respectiv, pentru ApR şi PRM, 7% PD, 6% UDMR şi 8% alte formaţiuni, pentru PDSR 22% iar pentru celelalte partide, în ordine, 12,65%, 4,4%, 4,4%, 3,85%, 3,3% şi 4,4%. De asemeni, recalculînd, după aceeaşi metodă, ponderea electorală a candidaţilor la Preşedinţie, în loc de 38%, 19%, 16%, 8% şi 6%, Ion Iliescu, Emil Constantinescu, Teodor Meleşcanu, C.V. Tudor şi Petre Roman dezvăluie, respectiv, 21,66%, 10,83%, 9,12%, 4,56% şi 3,42%, procentul totalizat de ceilalţi candidaţi trecînd de la 13% la numai 7,41%.

Finalmente, ne putem, deci, întreba dacă ce ne apăruse, la prima vedere, ca efectul unui "vot negativ", penalizant pentru actuala Putere, nu constituie, mai degrabă, rezultatul unui absenteism extrem asimetric, afectînd în primul rînd CDR. Altfel spus, absenteismului politic al Coaliţiei ce s-a plasat, aproape constant, pe o poziţie de obstrucţionare a propriilor obiective, variabila de scenariu pedistă constituind mai mult un alibi decît un obstacol determinant, îi răspunde, logic, absenteismul electoratului. În planul structurilor politice, asta înseamnă că decalajul dintre "formă" şi "conţinut", dintre sintaxa democratică şi semantica cvasi-totalitară este locuit, esenţial, de dezamăgiţii acesteia, actuala Opoziţie înregistrînd, la urma urmelor, nu atît un scor mai bun – PDSR pare chiar în uşor regres în raport cu mai vechile rezultate – cît unul oarecum constant, profitînd, însă, de contrastul cu catastrofa cederistă[1].

[1] Fragilitatea PDSR-ului şi, prin urmare, exactitatea analizei de mai sus, rezultă şi din mai recent publicatul sondaj al institutului "Metro Media Transilvania", cu modificări spectaculoase în ierarhia procentelor, atît în privinţa partidelor din cursa parlamentară cît şi a candidaţilor din cea prezidenţială. Astfel, procentul absenteiştilor rămînînd constant (45%), PDSR se prăbuşeşte de la 40% la 28%, CDR progresează de la 23% la 26%, ApR dublînd scorul (16% în loc de 8%) – sau, în cifre absolute, respectiv 15,4%, 14,3% şi 8,8%; de asemeni în cădere liberă, Ion Iliescu se pomeneşte buşit de la 38% la numai 24%, pe un umilitor loc trei, drept în dosul "trădătorului" Meleşcanu, Emil Constantinescu, cu o sprinteneală neaşteptată pentru uzura a trei ani de preşedinţie nu tocmai străluciţi, sare de la 19% la 27%, Teodor Meleşcanu văzîndu-se propulsat

Ameninţarea, căci există, fără îndoială, una şi încă extrem de gravă, vine, deci, mai puţin din partea expansiunii electorale a PDSR-ului, în fond iluzorie (v. *supra*), cît din direcţia debilităţii instituţionale şi a incoerenţelor politice ale formaţiunilor democratice, a boicotării reciproce a mai tuturor iniţiativelor valabile, de la deconspirarea securităţii la restituirea integrală a proprietăţilor imobiliare şi funciare dilapidate de comunişti, pe scurt, din delicvescenţa democraţiei înseşi ce nu poate exista decît întemeindu-se pe o realitate conceptuală şi morală perfect familiară "părinţilor fondatori" ai democraţiei (George Washington, Thomas Jefferson, Robespierre, Saint-Just, Marat, Danton), anume **virtutea**, însă absolut incomprehensibilă politicienilor români actuali (şi nu numai…).

Nulitatea umană antrenează inevitabil nulitatea politică. Iar cultivarea "formelor goale", virtuozitatea crapuloasă desfăşurată în vidul virtuţii, absenţa oricărui principiu de onoare din relaţiile umane şi politice tind să constituie o deficienţă substanţială, o forţă activă de disoluţie ţintind esenţa însăşi a ţării.

Un exemplu precis în acest sens, printre atîtea altele, îl constituie tocmai reacţia "castei militare" pretins române şi a politicienilor afiliaţi, la condamnarea de către Curtea Supremă de Justiţie, în procesul revoluţiei de la Timişoara, a generalilor Stănculescu şi Chiţac la cîte 15 binemeritaţi ani de închisoare. Am putea găsi, desigur, sentinţa CSJ oarecum prea clementă, dacă ne gîndim la ce se impută, în fond, asasinilor cu epoleţi : uciderea a 72 de persoane şi rănirea altor 253. Pentru considerabil mai puţin, unii au fost condamnaţi la moarte ori, de cînd legislaţia n-o mai permite, la închisoare pe viaţă asortată cu dublul sorocului de temniţă hărăzit ghinărarilor rrromâni. Oricum ar sta, însă, lucrurile, nu e mai puţin adevărat că această "noapte a generalilor" reprezintă prima punere în discuţie consecventă a faimosului decalaj formă/fond dintre democraţie şi dictatură, prima tentativă a statului de drept român de a se lua, în fine, în serios, afirmînd valorile democraţiei contra abuzurilor sălbatice ale forţelor represive şi contestînd preponderenţa totalitarismului asupra societăţii civile. Or, reflectînd la (prea) îndelunga servitute a Justiţiei române faţă de regimurile comuniste şi neo-, la poziţia ei persistent ancilară în raport cu diktatele securităţii incorigibil staliniste, hotărîrea CSJ ne va apare ca ce este de fapt : pur şi simplu începutul revoluţiei instituţionale a Statului de drept român împotriva terorii totalitare ce aspiră să-l controleze şi să-l videze de orice substanţă politică veritabilă.

Într-adevăr, faptul nud al condamnării a doi reprezentanţi importanţi ai ierarhiei totalitare din România (ce nu trebuie confundată cu autentica structură militară a unei ţări democratice, cu atît mai mult cu cît e departe de a se limita la purtătorii oficiali de epoleţi), generalii Chiţac şi Stănculescu, suprimă sau, măcar, tinde să suprime decalajul dintre democraţie, voită de unii

---

de la 16% la 25% (sau, în cifre absolute şi ţinînd seama de rata identică a absenteiştilor – 43% – respectiv : 13,68%, 15,39% şi 14,25%). Problema ce se pune, în cazul din ce în ce mai probabil, al unui scrutin 2 Constantinescu-Meleşcanu (inversînd termenii, aceeaşi care ar apare în nefericita situaţie a unui duel final Constantinescu-Iliescu) este, carevasăzică, de se vor putea meleşcaniza iliescienii au ba. Un răspuns afirmativ, în condiţiile cvasi-identităţii platformei celor două formaţiuni neo-comuniste, ar însemna sfîrşitul carierei lui Ion Iliescu şi dizolvarea PDSR-ului în ApR. Dimpotrivă, votînd constantinescian în turul 2, oricît de paradoxal ar fi aceasta, pedeseriştii ar ruina definitiv pretenţiile firmei rivale, constrînse de a reveni la "matcă", Ion Iliescu continuînd, în acest caz, să reprezinte şi pe mai departe, hélas!, un pericol pentru democraţie. În fine, reconstituirea FSN-ului prin fuziunea tuturor (sau aproape) formaţiunilor de stînga pare, mai degrabă, un miraj neo-comunist decît o ipoteză politică valabilă.

simplă tejghea de cosmeticale politice, şi cripto-dictatură, nu în sensul includerii celei dintîi în haosul celei din urmă, ci prin eliminarea celei din urmă ca premiză a funcţionării libere a celei dintîi. Însă cum în cazul României (cripto-)dictatura se defineşte esenţial ca (neo-)comunism, condamnarea generalilor asasini face din procesul revoluţiei de la Timişoara primul act al mult aşteptatului proces al comunismului, baremi în variantă valahă, iar din Timişoara însăşi un posibil Nürnberg românesc.

Din acest punct de vedere, reacţiile scabros iresponsabile şi violent stupide venite din partea unor miniştri şi generali – i-am numit pe d-nii Babiuc, Dudu Ionescu şi Degeratu –, a căror demitere intră printre urgenţele politice ale Statului de drept român, se vădesc extrem de semnificative. În special imprecaţiile isterice ale celui dintîi sînt de tot interesul ca simptom al psihozei totalitare ce pare să domnească printre cadrele militare superioare, de tip sovietic, ce din nefericire persistă încă la conducerea actualei Armate a României, transformate, după modelul securităţii kaghebiste, în demnă vasală a falimentarei Armate Roşii. Într-adevăr, cercetat mai cu atenţie, sensul delirului babiucean pare să se bizuie pe un soi de mistică militaristă văzînd în armată nu o instituţie, printre altele, integrată structurilor şi intereselor Statului de drept şi supusă valorilor democraţiei, ci o entitate transcendentală, plutind peste morală şi legi şi făcînd din impunitatea membrilor ei temeiul unei autorităţi suprastatale, ba chiar supranaţionale, oricum anti-democratice. Cum altfel să înţelegem divagaţii frenetice ca acestea : "*În spatele acestei hotărâri judecătoreşti stă ideea de răzbunare oarbă, care este de natură să stârnească în societatea românească o nouă dezbinare şi să determine Armata să nu mai aibă reacţiile pe care naţiunea le aşteaptă de la ea în caz de nevoie"* sau *"Dacă cei doi generali sunt consideraţi vinovaţi, atunci este considerată vinovată întreaga Armată Română"* (sic!!!).

Deci, d-l ministru al Apărării Naţionale ameninţă naţiunea că, de va fi prea curioasă, riscă să fie lăsată, la o adică, fără apărare în faţa inamicului şi asta tocmai de armata menită s-o apere! Iar Statul de drept şi Societatea civilă sînt şantajate străveziu cu o nouă "mineriadă", a şaptea şi ultima, prin care militarii, fuzionînd, în fine, cu confraţii lor de la securitate, să pună capăt, definitiv, răsuflatei glume democratice, atît de "originale", de altminteri!

Cum, şi d-l Constantinescu suportă acest neobrăzat şantaj cu trădarea, menţinîndu-l în post pe ăst ministru al Dezbinării naţionale, cum singur se descalifică, în loc să-l destituie, trimiţîndu-l plocon în faţa Justiţiei pe care o sfidează cu neruşinare?! Cum, şi Armata pretins română acceptă să fie *astfel* apărată de un ministru trădător şi sediţios, reprezentant abject al neo-utecismului kremlinard în derivă, ba mai şi toarnă gaz peste incendiu prin ineptele declaraţii ale şefului Statului Major, apt numitul general Degeratu?! Citäm: *"Este vorba de o sentinţă bizară, netemeinică şi nelegală"*. Ce fel de Armată română e aceasta ce dispreţuieşte sentinţele Justiţiei române ?! Este armata mai presus de justiţie, sînt generalii ei mai presus de legi ?!

Cam aşa s-ar zice, de-ar fi să ne luăm după declaraţiile mai recente ale aceluiaşi d. Babiuc, ministru al Justiţiei, carevasăzică, fie şi sub Iliescu, ce refuză tribunalelor competenţa de a-i judeca pe criminalii "revoluţiei", ca, de altfel, şi pe cei ai altor "fenomene istorice" – ca hitlerismul sau stalinismul, mai mult decît probabil – "de natură ne-exclusiv penală", vizionînd, chiar, în judecarea şi condamnarea asasinilor decembrişti, nici mai mult nici mai puţin decît... "*tîrîrea în deriziune a Revoluţiei Române şi, implicit, a Istoriei*" : ca să vezi! Cu alte cuvinte, masacrele perpetrate de un Miloşevici – pentru a nu lua decît acest unic exemplu – n-ar fi trebuit să ducă la inculparea Ciborgului de la Belgrad de către TPI, aceasta constituind, vezi bine, o "tîrîre în deriziune a Istoriei" (victimele din gropile comune presărate prin Bosnia şi Kosovo

sînt, poate, de altă părere!), ci la ignorarea senină sau, mai ştii, la felicitarea şi decorarea asasinilor vecini şi prieteni.

Desigur, e greu de spus dacă o asemenea mentalitate latent genocidară se explică doar prin cretinismul sumbru cu implicaţii retorice sanguinare al d-lui Babiuc sau reprezintă, cumva, o apologie deliberată a masacrului, ce numai nu-şi spune numele, dospită de creierul unui monstru – deşi, la drept vorbind, cretinismul şi monstruozitatea sînt departe de a se exclude. Faptul, însă, că actualul ministru al Apărării Naţionale, fost ministru al Justiţiei iliescane, îşi permite, în deplină impunitate, să profereze, din interiorul unui guvern democratic sau definindu-se ca atare, inepţii militarist-extremiste ce contestă funcţionarea independentă şi eficace a instituţiilor, în speţă a Justiţiei, periclitînd existenţa însăşi a societăţii civile şi a statului de drept (indiferent de pospaiul abia sofistic), probează, de mai era nevoie, că-n materie de democraţie fugim încă după Fata Morgana, opoziţia dintre nucleul dur represiv-totalitar şi fenomenul democraţiei – precum şi includerea, inevitabilă deocamdată, a acestuia din urmă în categoria mirajelor politice – reprezentînd, probabil, compensaţia psiho-politică a unei deficienţe ontologice profunde.

Nu-i vorbă, chiar în planul morfologiei instituţionale, şi fără a mai lua în discuţie totalitarismul mafiot ce-o subminează, România se vădeşte o democraţie hibridă, o structură politică bicefală, de vreme ce, dincolo de elasticitatea extremă a puterilor prezidenţiale – mereu prea mici pentru a institui elementele unei democraţii ferme dar totdeauna prea mari cînd vine vorba de a reprima –, găsim, alături sau mai degrabă deasupra Parlamentului, instituţie ineficientă şi formală iară nu centru adevărat de putere, un organism ca CSAŢ, "emanaţie" directă, în ciuda denumirii suprematist naţionaliste, a Biroului Politic Executiv de altădată, sau, eventual, a Politburo-ului sovietic. Există, deci, premiza instituţională a *simplificării în dictatură* a originalei democraţii româneşti, "capul totalitar" neavînd altceva de făcut decît să devore comod "capul democratic" al republicii bicefale. Este, de altfel, exact ceea ce au făcut sau, în orice caz, au încercat să facă, la adăpostul rînjetului iliescan complezent, prin intermediul politicii de conflict civil a "mineriadelor", intrepizii ciborgi din securitate şi armată, preschimbînd "statul de drept" cam în ce era pe vremea lui Ceauşescu "Marea Adunare Naţională", o ştampilă a decretelor, iar "societatea civilă" în prostituata tembelizată de suferinţă a "organelor" – care, se preaştie!

Extrem probabilul "pact cu diavolul" încheiat de elemente centrale ale actualei Puteri, în special mult-suspectatul preşedinte Constantinescu, a maximalizat paradoxurile deja operante în structura politică românească, adăugîndu-le altele noi. Neîndoielnic, la baza "revoluţiei electorale" din noiembrie 1996 trebuie să se fi găsit un pariu analog celui implicat de arhaica "operaţie orizont" a erei ceauşiste, sau, *mutatis mutandis,* de perestroika gorbacioviană ori, în anumite limite, de ielţinismul incipient, avînd ca miză imposibilitatea redefinirii, în favoarea democraţiei, a "puterii reale", şi asta chiar în condiţiile unor concesii decisive privind morfologia controlului instituţiilor. Evident, premiza absolută a unui asemenea pariu consta dintr-o mafiotizare cvasi-nelimitată a "puterii reale" represiv-totalitare cît şi, complementar, dintr-o vacuizare politică aproape completă a instituţiilor – adică, în termeni ceva mai brutali, din clientelizarea, de către securitate, a ansamblului clasei politice româneşti, integral dependente de fascinaţia corupţiei şi groaza de dosar, substituind, în fond, masa de competenţe indispensabile bunei funcţionări a aparatului statal, printr-o masă de complicităţi, încă şi mai trebuitoare tehnicilor de dereglare a statului.

Eroarea la pîndă, căci există una, în aceste splendide socoteli şi concepţii priveşte statutul "puterii reale" înseşi dintr-o asemenea nebuloasă. "*O dictatură* – observa Mircea Eliade în

Secerişurile solstiţiului – nu se poate menţine mult timp dacă păstrează o anume umanitate". Fără a exagera, orice presupoziţie de umanitate privind securitatea necrocrată neputînd fi decît o monstruoasă exageraţiune, este nu mai puţin adevărat faptul că palida tentativă, ieşită din şiretenie sau chiar calcul, de a atenua, fie şi la nivelul simplelor aparenţe, fondul de bestialitate eternă în care stă înrădăcinată "puterea reală" a unei dictaturi se dovedeşte, în final, fatală acesteia din urmă în măsura tocmai în care o pune în contradicţie cu tenebrosul ei scop intern, ce e metafizic, nu politic. *Căci o dictatură nu apare, teleologic vorbind, pentru a izbîndi ci pentru a etala în faţa conştiinţei posibilităţile şi tentaţiile inconştientului.*

Oricum s-ar întoarce şi-oricum s-ar reîmblăni, (cripto-)comunismul din România sau de aiurea rămîne o dictatură. O dictatură presupune, însă, indiferent de optimismul unora, respectarea strictă a unor anume exigenţe, indisociabile de serioasele ei fragilităţi structurale. Respectiv : a) unitatea deplină de interese, "monolitică", a tuturor factorilor implicaţi în aparatul decizional (condiţia pragmatică minimală), b) o extraordinară disciplină a puterii (condiţia funcţională indispensabilă) şi, în fine, c) articularea întregii organigrame politice la un element meta-structural, "personalitatea dictatorială" – ale cărei ingrediente psiho-intelectuale nimeni, încă, n-a reuşit să le definească convenabil, un "geniu al răului", pentru a prelua formula aplicată cîndva de William Shirer lui Hitler – din care derivă legitimitatea fundamentală a aparatului (condiţia estetică maximală sau "mistic-transcendentală" a oricărei dictaturi, "ezoterice" sau "exoterice", ce, deşi formal înrudite cu principiul monarhic, îi este strict opusă exact în aceeaşi măsură în care tiranul e opus regelui veritabil).

Dacă pînă în 1989 şi, cu oarecare indulgenţă, pînă în 1996, lucrurile au mers destul de bine în privinţa primelor două "condiţii" – pe principiul că "epoletul poartă fesul" –, în schimb, în materie de "estetică" dictaturile comuniste româneşti s-au prezentat regulat lamentabil, fie că dictatorul în chestie se numea Gheorghiu, Ceauşescu sau Iliescu. Ba chiar pretenţiile recurente ale Iliescului de a deveni, pentru a-3-a oară deocamdată, fidel ca-ntotdeauna prevederilor constituţionale, primul "dictator democratic ales" al României – nu e clar dacă în virtutea mai vechilor sale ascendenţe kaghebiste sau a mediocrului său ascendent din sondaje mai mult sau mai puţin recente (v. *supra*) – probează, de mai era nevoie, mizerabila gestiune securistă pînă şi a totalitarismului, o formă de disperare, ca să zicem aşa, de-a dreptul pirandelliană, a personajelor represiunii autohtone "în căutarea unui dictator".

Din nefericire, 1996 cu virajul la dreapta pe "pact" al directorului sereist de atunci, Virgil Măgureanu, ce-şi pregătea, tocmai, lansarea în cariera politică, a marcat sfîrşitul iluziilor unei organizaţii pragmatice numai prin crimă, subminînd decisiv, deşi iniţial în chip neaparent, valoarea politică a "puterii reale" şi deschizînd calea unei "renegocieri" a decalajului de eficacitate instituţională dintre forma democratică şi fondul totalitar, de data aceasta în favoarea celei dintîi. Şi asta nu atît din pricina vreunui "robespierrism" al noii Puteri – concilianţa din primii doi ani de exerciţiu a neo-cotrocenilor şi a proaspeţilor victorioţi faţă de procedeele şi persoanele predecesorilor lor nemaivînd nevoie de exemplificare – cît din alte două motive, derivate nu din intenţiile actorilor ci din structura situaţiei.

Primul, consfinţind ruina "condiţiei pragmatice minimale" a oricărei cripto-dictaturi ce se respectă, constă, pur şi simplu, din directa proporţionalitate dintre fragmentarea intereselor şi fragmentarea puterii, recte din multiplicarea centrilor de forţă ca o consecinţă inevitabilă a opoziţiei dintre "creşterea demografică" a voinţelor de putere la putere şi teritoriul constant, deci, proporţional mereu mai restrîns, al scopurilor puterii. Se fărîmă, astfel, ca să "marxizăm" un pic, substratul economic al pactului politic.

Celălalt motiv, s-ar zice ca şi incomprehensibil pentru cea mai imbecilă "inteligenţă" a planetei, rezidă în caracterul fluctuant şi fluid al "puterii reale" interne, funcţie de modificarea coordonatelor axiologice (de pildă, imersiunea "drepturilor omului" în dreptul politic internaţional, cu crearea corelativă a TPI) şi, bineînţeles, a raporturilor zonale dintre macro-puterile externe, în speţă, reducerea statutului de super-putere la o singură ţară, S.U.A., lider al Coaliţiei Nord-Atlantice, cu consecinţe sensibile în sensul entropiei politice ruseşti şi statutului mai mult decît problematic al Chinei[2].

E curios cum matrapazlîcurile şi crimele crapuloase ale unei organizaţii mafiote, la urma urmei, extrem de vulgare, în ciuda înaltelor cuiere ideologice, depind de marea politică; şi totuşi, e cum nu se poate mai clar că, pe de o parte, degringolada rusească – vădită în extinderea cancerului imperial cecen (probabil) în întreg Caucazul (recent în Daghestan), ca şi, mai ales, reactivarea conflictului cu Cecenia însăşi – corelată cu rolul din ce în ce mai servil jucat de Rusia în ex-Iugoslavia, iar, pe de altă parte, încă straniul dar foarte eficacele binom ONU-NATO, ce reglementează autoritar relaţiile internaţionale, formulînd premizele unei veritabile uniuni mondiale şi, prin intermediul TPI, restituindu-le dictatorilor de toată mîna statura lor proprie de simpli delincvenţi, ce-i drept, planetari, tot acest proces de *lustraţie,* inevitabil la capătul ăstui secol al crimei politice, modifică profund echilibrul forţelor pe care se bizuie jocul politic, răsturnînd net raportul dintre puterea instituţională democratică, redusă, altminteri, la statutul de simplu fard al dictaturii, şi "puterea reală" (cripto-)comunistă, degradată, prin presiunea contextului geo-politic, la statutul de "putere reală" factice, smulsă din suportul ei extern, Rusia post-sovietică.

Căci e banal : "puterea reală" (cripto-)comunistă din România e putere de export. Prezenţa militară concretă a S.U.A., lider al NATO, în Bosnia şi Kosovo (ei, da! americanii au venit!!!), ca şi severele lecţii date Ciborgilor din Bagdad şi Belgrad – sau, într-un plan extrem analog, extinderea la Est a Alianţei Atlantice, ce are, astfel, frontieră comună cu România – interzice folosirea tehnicilor represive "normale" ale "erei iliesciene", în ciuda unor tentaţii evidente în această direcţie. Lucrul s-a văzut cu o maximă claritate cu ocazia "mineriadei" 5, unul din cele mai instructive fenomene necrocratice ale perioadei post-comuniste româneşti, cînd, pentru prima dată, centrul de organizare al politicii de război civil nemaigăsindu-se la Cotroceni, disjuncţia dintre puterea instituţională şi mafia "puterii reale" a putut fi analizată precis. După cum, tot atît de limpede s-a putut constata deplasarea centrului puterii dinspre vechiul nucleu represiv, reprezentat de securitate, poliţie şi armată, în special la nivelul gradelor superioare, beneficiare principale ale controlului politico-economic (cripto-)comunist – ce s-a ilustrat în manevrarea masei minereşti printr-un frumos compact de şantaj, sediţiune, dezerţiune şi trădare – spre structurile instituţionale, iniţial paralizate, ce-au preluat treptat iniţiativa, mai mult decît probabil, ca urmare a noii done din raporturile de putere *externe* Est-Vest şi a influenţei organismelor politice şi economice, iminenţa conflictului din Kosovo, cu implicaţiile militar-politice pentru întreaga zonă, avînd, desigur, funcţia determinantă.

---

[2] Din păcate, lucrurile au luat mai recent, în special cam din 2013, an al abandonării definitive de către Occident a Siriei şi al începutului unei prezenţe din ce în ce mai pronunţate pe scena internaţională a militarismelor nu doar macro-totalitare (Rusia şi China) dar şi a unora sensibil mai precare ca cele reprezentate de Iran şi Turcia, cu atît mai periculoase cu cît gradul de iresponsabilitate al ambiţiilor lor e mai delirant, o cu totul altă faţă!

De altfel, participarea directă, ca vector sediţios principal, a securităţii la "mineriada" a 5-a (ca să nu mai vorbim de a 3-a – în fond, *la toate mineriadele* cu excepţia, poate a celei de pe urmă, a 6-a), dublată de colaborarea cu "minerii" a unor autorităţi pedeseriste, triplată de "trădarea generalilor" din poliţie, cvadruplată de trădarea *posibilă* atunci, *certă* acum – după declaraţiile ministrului ApN şi ale celui de Interne, ca şi ale şefului Statului Major – a omologilor din armată, indică structura de *lovitură de stat* a acestei mineriade. Într-adevăr, forma democratică ajungînd, dacă nu să-şi secreteze propriul conţinut, în orice caz să-şi creeze scenariul propriului centru de putere, nucleul dur al structurii subiacente totalitare pare a fi decis să "pedepsească" această "democraţie", cosmetic infidelă căci fardîndu-şi propriile interese, eliminînd-o în favoarea fondului nud al dictaturii militare.

Din acest punct de vedere, poziţia reprezentanţilor instituţionali (menţionaţi mai sus) ai nucleului represiv al cripto-totalitarismului autohton – în special declaraţiile, echivalente cu o incitaţie la trădare în faţa inamicului, ale d-lui Victor Babiuc, ce ar trebui să-l trimită pe ăst sinistru ipochimen direct în faţa Curţii Marţiale – denotă criza "puterii reale", pe cale de a deveni "putere fictivă", altfel spus, necesitatea în care se găseşte această "putere" de a recurge, ca un rapel la originile sale sovieto-ruse, asemeni, *mutatis mutandis,* lui Miloşevici, la un nou import de putere externă (sau, măcar, la ameninţarea cu un astfel de "import", concretizat, în clar, prin favorizarea unei invazii ruseşti, singurul chip în care aste iresponsabile baliverne pot aspira la vreun sens), cu speranţa deşănţată a obţinerii unui efect politic ieftin, prin simpla reactivare a vechilor angoase ale erei comuniste.

Precaritatea manevrei, în fond un bluff disperat, indică, desigur, debilitatea intelectuală şi politică a celor ce-au conceput-o, "arătarea" jigăritei pisici moscovite – mîncate pînă la schelet de cleptocraţie – neputînd defel contrabalansa realitatea prezenţei NATO la graniţele totalitarismului valah. Generalii Stănculescu şi Chiţac, ce-ar trebui, în fond, să se arate ceva mai recunoscători faţă de clemenţa CSJ, nu au, prin urmare, cum să evite cei 15 ani de singurătate penitenciară ce le-au fost hărăziţi şi la care crimele lor îi condamnă, decît, eventual, prin calea mereu la îndemîna unui soldat de a-şi spăla kakiul uniformei : sinuciderea. Este, însă, din păcate, mult mai probabil ca ăşti laşi asasini cu ţestele nedemne de glonţ să prefere a încărunţi liniştit la adăpostul gratiilor, sperînd, în dîra d-lui Dudu Ionescu, în absurdul vreunei amnistii.

Pericolul, căci există unul, nu riscă, deci, să vină nemijlocit din partea bietei generălimi claustrofobe ci, mult mai serios, din aceea a tendinţei de repliere pe inerţiile de stînga a unei părţi a electoratului, sau, şi mai grav, de repliere pe un absenteism potenţial exploziv a unei populaţii traumatizate, ce a făcut, de altfel, din traumă, şi nu de azi de ieri, un element constitutiv al identităţii sale istorice. Exploatarea acestei situaţii în sensul unei manevrări la stînga a voturilor, agravată de tentaţia vreunor noi "fraude pe ordinator", s-ar dovedi, prin urmare, direct catastrofală tocmai pentru cei ce speră într-o astfel de modificare a peisajului puterii.

Într-adevăr, dacă în 1996 cîştigarea alegerilor ar fi echivalat pentru securitatea ciborgiacă cu o victorie pe putregai, căreia, explicabil, i-a preferat "înfrîngerea", în anul 2000 ar însemna o victorie pe vulcan! Niciunul din cei ce cred că, prin jocul amneziilor electorale temporare, ar putea cîştiga acum alegerile, nici nulul Iliescu, nici debilul Meleşcanu, căruia i se acordă o ridiculă importanţă şi care s-a lansat, de altminteri, într-o politică suicidară pentru identitatea propriei lui formaţiuni politice, nici, cu atît mai puţin, veleitarul Roman, nu pot furniza o formulă valabilă de guvernare şi nici n-ar putea evita catastrofa la crearea căreia, după puteri, au contribuit. Maximum şase luni de pseudo-guvernare pede-pedeseristă ar trezi toate

memoriile, confruntîndu-l pe oricare din aceştia cu un vîrtej social contra căruia n-ar mai putea utiliza politica de conflict civil a "mineriadelor".

Să precizăm : politica totalitarismului fiind represiunea, reabsorbţia puterii instituţionale de către partidul cel mai represiv din experienţa istorică post-comunistă a României, PDSR, nu poate avea altă consecinţă decît transformarea unei degradări economico-sociale relative, rezultate din voinţă politică slabă, în politica decreţionară şi discreţionară a unei dictaturi. Astfel, exact obstacolele puse în calea dezvoltării fireşti a economiei în condiţiile unei pieţe libere – adică, în esenţă, descurajarea investiţiilor, în special a celor străine, oxigenul indispensabil al economiei româneşti, blocarea legilor proprietăţii imobiliare şi funciare precum şi a privatizării "mastodonţilor", cu corolarul ei, acum, primordial, anume, lichidarea economiei parazite prin care deşeurile comunismului încearcă menţinerea sub control a întregii ţări – vor redeveni un simplu efect de regim, rezultat, între multe altele, al unor intervenţii oculte şi al unor alianţe politice eronate.

Actualmente, principala preocupare a d-lui Iliescu şi consorţiului, cu alte cuvinte a măştilor de stînga ale totalitarismului – căci există, din păcate, şi destule măşti de dreapta ale aceluiaşi, reacţia "comunistului" Vosganian faţă de legea retrocedării imobilelor confiscate de bolşevicioşi furnizînd un trist exemplu în acest sens – constă, pe lîngă îmbrobodirea electoratului, în blocarea acordului cu FMI, altfel spus, în contracararea finanţării externe, singura practic posibilă, a Reformei, cu consecinţa inevitabilă a înglodării României în eşec. Căci scopul (neo)-comuniştilor de toată mîna, pede-pedeserişti, aperişti sau alţii, este exact acesta : să împiedice funcţionarea normală a ţării, ieşirea ei din absurd, angoasă şi traumă ca şi deşteptarea definitivă a electoratului ce ar putea, în fine, pricepe că interesele sale şi cele ale "camarilei" iliescane sînt ireconciliabile.

O Românie ce şi-ar regăsi reperele, depăşindu-şi frustrările istorice şi angoasele prin capacitatea de a-şi genera repere noi, ar ejecta de la sine toţi ilieştii, romanii, babiucii, degeraţii şi dudu ioneştii, toată securimea şi generălimea ciborgiacă rămasă plocon de la comunism, scăpînd definitiv din năvodul Mega-ciborgilor de la Moscova – ce rîvnesc probabil s-o absoarbă, cu concursul ciborgimii interne, în CSI[3], ori, şi mai rău, asemeni "Iugoslaviei" miloşeviciene, în Uniunea Rusia-Belarus –, ar fi ea însăşi nu în golul unui izolaţionism morbid, nu baricadîndu-se în dosul unei vanităţi de comandă, repliate pe propriile eşecuri, fantasme şi mizerii ci deschizîndu-se fără resentimente şi fără iluzii spre o lume nu prea dispusă să facă sentimente, cu care, însă, deocamdată, se mai poate comunica.

Desigur, responsabilizarea electoratului fără responsabilizarea încă-majorităţii democrate ar fi perfect futilă. Parlamentul trebuie, prin urmare, să înceteze a mai fi un fel de grădiniţă de bătrîni arieraţi şi cupizi, buni, cel mult, să ne facă să rîdem de dejecţiile senilităţii lor, ca, acum cîtva timp, d-l Diaconescu cu "eclipsa rotundă" a domniei-sale, devenind, în fine, ce-ar fi trebuit să fie dintru început, instrumentul creerii cadrului legal al funcţionării democratice, banale şi corecte iară nu "originale" şi abjecte, a României, ei da! eliberate de comunism. Departe de a se lăsa intimidată de găunoşeniile delirante ale miniştrilor represiunii publice, Justiţia are, la rîndul ei, datoria de a continua munca începută cam cu întîrziere – a avut nevoie de două "mineriade" în plus pentru a se decide – debarasînd, desigur, economia de corupţii care o sufocă, dar concentrîndu-se, mai cu seamă, asupra criminalilor din decembrie '89 şi iunie '90, adică, în

[3] Comunitatea Statelor Independente:

principal, cine nu-i ştie, Iliescu, Roman, Măgureanu, precum şi, oarecum uitatul, dar pe nedrept, tantrika de paprika Voican-Voiculescu. Credem, de altfel, că în special în cazul celui dintîi, genocidar impenitent şi asasin arogant, permanent pericol pentru democraţie, de fapt, duşmanul public nr-ul 1, o anume colaborare cu TPI s-ar putea dovedi extrem de utilă. Chestiunea retragerii "imunităţii parlamentare" a unui atare ipochimen n-ar trebui să constituie un obstacol, ar fi indecent[4]. Şocant e, mai degrabă, faptul că după "victoria democraţiei" din '96, un astfel de criminal cu patru clase mai poate face parte din instituţia parlamentară. Pricina se ştie : baletul pe pact al d-lui Constantinescu. Soluţia, dacă, prin scandal, votul parlamentarilor s-ar vădi reticent, e, de asemeni, extrem de simplă. Am sugerat-o încă din primele săptămîni ale cotrocenizării d-lui Constantinescu : e disoluţia Parlamentului actual, recursul la alegerile anticipate atît de dorite de pede-sereişti, anticipate de arestarea criminalilor "dezimunizaţi".

În caz contrar, consecinţa riscă să fie şi mai simplă. Tot aşa cum ezitările prezidenţiale şi prim-ministeriale, cu ocazia "mineriadei" 5, au fost la un pas de a răsplăti pe d-nii Constantinescu şi Radu Vasile cu cîte un balans sub lampadare, ezitările în materie de Justiţie i-ar putea recompensa pe aceiaşi cu cîte un loc la răcoare, prielnic meditaţiei. Pede-sereiştii au anunţat-o clar, moale moderaţi de Ion Iliescu, şi nu există pricini obiective pentru a nu fi luaţi în serios. Dar reelecţiunea lui Iliescu, pentru care Miloşevici reprezintă cam ce reprezenta Mao pentru Ceauşescu, veritabilă provocare, în context, la adresa NATO, poate antrena o "serbizare" a României care să coste încă şi mai scump! Catastrofarea decreţionară a economiei, combinată cu relansarea politicii de conflict inter-social şi inter-etnic, de mineriade şi atentate politice, ca acela căruia i-a căzut victimă I.P. Culianu, va determina, nu trebuie să fi "profet" pentru a pricepe, nu simpla "kosovizare" a Transilvaniei, ar fi prea idilic, ci, simultan, "serbizarea" şi "kosovizarea" întregii ţări, principala ocupaţie a rromânilor din securitate, a spus-o acum mai bine de 22 de ani Paul Goma, fiind ocuparea românilor din afara acestei instituţii. Reamintim formula, "România ocupată de români".

Să ne mai minunăm, în aceste condiţii cu adevărat deplorabile, de atitudinea sediţioasă a militărimii şi securimii ciborgiace sau a miniştrilor thanatocraţi? Ba de loc! Cît timp securitatea şi armata vor continua să dea forţă nucleului dur totalitar, cît timp România va persista să rămînă o republică bicefală, totalitar-democratică (sensul "democraţiei originale" a d-lui Roman) iar C.S.A.Ţ. pe de o parte, SRI pe de alta nu vor fi desfiinţate, cît timp, am mai spus-o, statul constantinescian nu va elabora Constituţia celei de a-II-a Republici, în fine, simplu democratice, cetăţenii lui vor fi condamnaţi să rămînă, la rîndu-le, locuitorii unei "normalităţi" politice, dar şi umane, paralele pe care doar o *intervenţie străină pro-democratică* o va mai putea spulbera.

Însă ideea "intervenţiei străine" şi "normalitatea" totalitară paralelă ne confruntă fulgurant cu esenţa alibiului suveranist şi a faimoasei probleme a non-ingerinţei, ce a făcut să curgă un exces de cerneală şi sînge. Într-adevăr, cercetate mai îndeaproape, argumentele ministeriale babiuco-dudu ionesciene şi delirul de-generatului degerat (general totuşi) se rezumă exact la aceasta: la suveranitatea armatei asupra naţiunii şi statului, la un drept de non-ingerinţă al statului-în-stat militaro-chezaro-securesc faţă de "intervenţionismul" Justiţiei şi al Statului de drept. Ni se dezvăluie, astfel, nucleul confuziei întreţinute în statele (cripto-)totalitare între

[4] Cum am putut constata mai tîrziu în legătură cu Varujan Vosganian dar şi cu mulţi alţii, retragerea "imunităţii" tuturor parlamentarilor, ba chiar a tuturor oamenilor politici români ar fi o operaţie extrem de benefică, ce ar permite în fine unei Justiţii cu mîinile dezlegate şi, să sperăm, curate să-şi facă implacabil meseria.

suveranitatea naţională şi "suveranitatea" aparaturii represive, între ingerinţa unei puteri veritabil imperialiste, anti-democratice şi anti-naţionale, bazate pe o retorică şi o practică de lagăr de exterminare şi "ingerinţa", fie ea externă (tip NATO sau TPI) sau internă ca, de pildă, Justiţia unui stat, ce exprimă, pur şi simplu, funcţionarea normală a puterii instituţionale democratic-libere, menite tocmai a contracara dictatura de mahala şi "patriotismul" de balamuc al crimei, corupţiei şi abuzurilor, ancilarizarea societăţii civile şi preschimbarea fiecărui ins încă "nerecrutat" într-un rebut al securităţii thanato-totalitare.

De altfel, asocierea sofistică, vădit interesată, a onoarei militare cu o aşa-zisă intangibilitate a corpului militar, căruia ar trebui să i se treacă, în viziunea necrocraţilor asociaţi, toate crimele, probează, prin ea însăşi, profunda viciere a conştiinţelor izbutită de (neo-)comunism, faptul că, pentru necrocraţi, ***ei sînt "suveranitatea".*** Căci spălarea onoarei militare, în cazul devierilor grave ale unor ierarhnici, s-a realizat întotdeauna, în toate ţările ce şi-au întemeiat puterea pe moralitate, dreptate şi autentic spirit religios, prin excluderea din corpul ofiţeresc a vinovaţilor şi pedepsirea acestora, eventual, chiar cu moartea, iar nu prin identificarea demascării şi condamnării drepte a dezonoarei unor asasini nemernici cu un prejudiciu adus – de cine? de Justiţie! – întregii armate, principala beneficiară, în fapt, a unei atari binevenite lustraţii.

Căci armata nu este suma feroce a opresorilor gata să-i terorizeze pe cei pe care destinul şi vocaţia ar constrînge-o să-i apere, nici suma complice a privilegiaţilor cu arma în cumpănire, forţa de ocupaţie internă, luînd locul, prin rotaţie, forţelor de ocupaţie externă agreate, pe care se fereşte, cu un extrem eroism, să le combată, fie şi bombardîndu-le cu nasturi –, ci energia conştiinţei unei naţiuni libere, trăgîndu-şi temeiul substanţial din drept şi temeiul formal din stat, trăgîndu-şi, cu alte cuvinte, temeiul existenţial din statul-de-drept.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, octombrie 1999

Scrisoare deschisă d-lui Varujan Vosganian – II

Subvenţionarea, de către d-l Varujan Vosganian, în calitate de preşedinte al Uniunii Armenilor din România, a publicării unei cărţi în cuprinsul căreia sînt ponegrit şi calomniat pe parcursul unui întreg capitol de peste 40 de pagini ce-mi este „dedicat" (capitolul 19, în *Memorialistică II*, de Gabriel Diradurian, ed. Ararat, 2011) – afacere, în aparenţă de natură exclusiv privată, deşi personal n-aveam nimic de împărţit cu d-l Vosganian (şi cu atît mai puţin cu d-l Diradurian), nici dînsul cu mine – m-a obligat să mă aplec asupra personalităţii şi activităţii domniei-sale ca persoană publică.

Mărturisesc că am fost orifiat şi fascinat de felul în care actele unui singur individ pot ajunge să reprezinte o veritabilă „vitrină" a corupţiei şi destructurării economice, politice şi, îndrăznesc să spun, morale a unei întregi ţări. E într-adevăr uimitor să observi cum un ins, în fond banal, se poate transforma în exponentul, dar şi actantul, unui întreg „text" social şi politic! Desigur, „afacerile" d-lui Vosganian erau binecunoscute presei româneşti, ce le-a tratat la vremea lor, cu un simţ al responsabilităţii egalat doar de inacţiunea factorilor politici; dar mi se pare că o viziune de ansamblu lipsea, precum şi o punere în perspectivă completă a personajului în contextul României postcomuniste. Este, poate, ceea ce pun în evidenţă reflecţiile şi analizele incluse în textul de faţă (din care am lasat de o parte, penru prezenta publicaţie, pasajele privind exclusiv cartea d-lui Diradurian).

Ca scriitor, sînt revoltat; ca opozant al fostului regim comunist (şi neocomunist) din România, nu doar indignat ci şi îngrijorat. Textul alăturat se prezintă ca o scrisoare deschisă adresată d-lui Varujan Vosganian ; documentul poate fi consultat de publicul larg pe situl Calameo : https://fr.calameo.com/books/003510201fe4f1a976006. Tot acolo se poate citi prima mea scrisoare deschisă, referitoare excusiv la cartea incriminată : https://fr.calameo.com/books/0035102014dd732e82fe3 (precum şi pe situl revistei Asymetria : http://www.asymetria.org/modules.php?name=News&file=categories&op=newindex&catid=6).

I. Preambul: Unde ira?

(...) Pentru a deveni ţinta atacurilor dvs., fie şi indirecte – prin intermediul adică al „memorialisticii" mincinoase şi calomnioase a d-lui Diradurian, întreprindere editorială pe care v-aţi grăbit s-o sponzorizaţi, punînd-o sub egida Uniunii Armenilor din România al cărei preşedinte vă mîndriţi a fi – ceva trebuia, în acelaşi timp, să mă singularizeze şi să mă expună. Căci deşi stupid, indiscutabil, rămîneţi totuşi un ins prudent, ce încearcă să nu lase amprente. Ori, singularizat şi expus eram prin împrejurarea la care m-am referit deja în *Scrisoarea deschisă I*, din care citez aici pasajul esenţial:

"*În fine, mai rămînea posibilitatea unei forme extrem de perfide de răzbunare oblică. Să reluăm pe scurt datele problemei aşa cum se prezintă ele. Prin 1999, dacă memoria mea e bună, în mult dezbătuta, pe atunci, chestiune a retrocedării bunurilor spoliate de comunişti proprietarilor lor legitimi, dvs., d-le Vosganian, aţi adoptat o atitudine negativă, favorabilă statu-quo-ului neo-comunist. Nu v-am înţeles opţiunea. Oricum, poziţia dvs., absolut intenabilă din punct de vedere moral şi complet neaşteptată din punct de vedere politic, a fost atacată în presă, destul de violent. Pe merit. Nu sunt deloc naţionalist, însă mărturisesc, faptul că un armean, în principiu, baremi prin eticheta politică, anticomunist, se putuse coborî la o asemenea luare de poziţie, demnă de un pedeserist fidel, m-a deranjat profund.*

Oricît m-ar fi deranjat însă toată afacerea, sau, mai degrabă, tocmai pentru că mă deranja atît, am decis că era imposibil să tac. Şi pentru că nu voiam să vă consacru un articol special,

am profitat de ocazia furnizată de un articol la care lucram, ce mi s-a părut destul de adecvat tematic, Statul de drept şi armata (ţintele principale fiind d-nii Babiuc şi Degeratu, acum, cred, uitaţi), pentru a mă referi şi la dvs. Citez pasajul în chestie: «Actualmente, principala preocupare a d-lui Iliescu şi consorţiului, cu alte cuvinte a măştilor de stînga ale totalitarismului – ***căci există, din păcate, şi destule măşti de dreapta ale aceluiaşi, reacţia "comunistului" Vosganian faţă de legea retrocedării imobilelor confiscate de bolşevicioşi furnizînd un trist exemplu în acest sens*** *– constă, pe lîngă îmbrobodirea electoratului, în blocarea acordului cu FMI, altfel spus, în contracararea finanţării externe, singura practic posibilă, a Reformei, cu consecinţa inevitabilă a înglodării României în eşec. Căci scopul (neo)comuniştilor de toată mîna, pede-pedeserişti, aperişti sau alţii, este exact acesta: să împiedice funcţionarea normală a ţării, ieşirea ei din absurd, angoasă şi traumă ca şi deşteptarea definitivă a electoratului ce ar putea, în fine, pricepe că interesele sale şi cele ale "camarilei" iliescane sînt ireconciliabile»* (articolul a apărut în nr. 120 din noiembrie 1999 al revistei *Dorul* din Danemarca)".

Evident, pe dvs. personal nu vă privea decît destul de modesta incidentă dintre cratime, dată aici în aldine, însă şi asta a fost, pasămite, prea mult. Încă o dată, deci, eram confruntat cu o formă extrem de josnică de vindictă… Nu ştiu ce v-a motivat atunci să luaţi apărarea spoliatorilor, afirmînd că bunurile expropriate de comunişti nu trebuiau să fie restituite proprietarilor legitimi, poziţie ce am impresia, intră în contradicţie cu atitudinea pe care o adoptaţi în *Cartea şoaptelor*, în măsura în care nu considerăm aceasta doar ca pe o operă de ficţiune ci, mai ales, ca pe un roman politic cu mize reale. Oricum, cînd scriam rîndurile prea naive de mai sus, nu eram încă la curent cu activităţile dvs. financiar-economice, nici cu participarea dvs., mizerabile, la multe şi foarte tenebroase afaceri, nici, în fine, cu faptul că aţi fost acuzat de Justiţie de "complot" şi "subminarea economiei naţionale", salvat fiind de pîrnaie exclusiv de jalnica dvs. imunitate parlamentară! Jalnică de vreme ce salvează un inculpat de cursul normal al Justiţiei, blocînd-o impudent.

Pe de altă parte, mă tem că m-am expus bunăvoinţei dvs. prin chiar volumele mele de poezie ce trebuie să vă fi interpelat cumva, nu îndrăznesc să precizez cum! Pe dvs. dar, probabil, şi pe d-l Diradurian… *En effet*, există naturi bizare, lucrul a fost observat deja de spirite foarte înalte, ce preferă să sufere în speranţa nefericirii sau nenorocirii celorlalţi. În astfel de cazuri, invidia ia forma stranie a aşteptării, invidiosul adeveridu-se un "om suspendat", un ins în bălăngănire perpetuă, *a dangling man*, chiar dacă Saul Bellow nu-şi aplică în chiar acest sens formula. Invidiosul e prin urmare un mimetic, trăind într-o proiecţie suspendată, un ins ce aspiră la o autenticitate existenţială pe care totuşi o detestă în ceilalţi şi în sine, la drept vorbind, o specie de individ ce-şi dizolvă sinele însuşi în acidul toxic al relei credinţe. De aici, o tendinţă ciudată, o *aviditate acută* de-a dizolva, în acelaşi fel, sinele celorlalţi, un soi de sinucidere psihică recurentă realizată printr-un asasinat moral cu repetiţie. Sinele mimeticului lipsind, celălalt îi devine concomitent infernul (conform formulei sartriene) şi "sinele", un sine de substituţie pe care mimeticul îl imită pentru a-l nimici, confirmîndu-şi în acest chip nimicnicia categorică.

În anumite cazuri, însă, acţiunea anihilantă a unui singur mimetic se vădeşte insuficientă, ferocitatea izolată a sinelui suprimat subzistînd ca o fantomă interioară propriei sale aboliri, nu descoperă, în sinistra ei impotenţă, un combustibil îndestulător pentru a-şi concretiza agresivitatea abjectă. Genul acesta de ură clocită în vid se vede atunci constrînsă să zăbovească pînă întîlneşte o ură de aceeaşi natură dar de polaritate opusă ce permite convergenţa. Ţinta

atacului e selecţionată nu de ostilitatea singulară ci de interacţiunea a două sau mai multe joase invidii, a două sau mai multe crase mediocrităţi[1]. (...)

De fapt, ura aceasta delirantă reprezintă singura formă existenţial autentică a mimeticului.

Ură, dar în acelaşi timp, anxietate. Poate chiar anxietate mai mult decît ură. Căci sistemul de simulacre prin care se construieşte personajul mimeticului riscă să explodeze prin simplu contact cu cel concentrat doar asupra drumului său concret întru sine. Coprezenţa dezvăluie şi demască, chiar în afara oricărei intenţii, mai cu seamă atunci cînd *coprezentul* "insultă" cu bunăvoinţa lui imprudentă, cu generozitatea-i un pic nonşalantă susceptibilitatea inevitabilă a mimeticului. Căci pentru cel din urmă e un fel de crimă această exclusivitate a privirii întoarse numai spre domeniul unde formele pure ale Logosului devin etern poezie sau filosofie, muzică sau divină imagine (picturală, sculpturală, arhitecturală sau cinematografică) ori altceva, ce gândul omului neeliberat nu a învăţat să priceapă încă, deşi unii persistă să-l numească generic "mistică". (...)

Desigur, de pe Everestul dvs. de onoruri fictive şi de tinichea daurită, căci necorespunzînd nici unor merite autentice, cum trebuie să vă fi zădărît o luare de poziţie bizuită exclusiv pe adevărul intrinsec al conştiinţei, o tentativă, fie şi vană, de restabilire a unei situaţii legitime prin restituirea cui de drept a bunurilor jefuite de banditismul comunist. M-am referit cu o altă ocazie la drumul meu concret politic şi nu am de gînd să revin acum la el (v. interviul publicat în nr. 23-24 din decembrie 2007, pp. 13-14 al revistei "Ararat", sub titlul: ***Un conglomerat al durerii şi dezgustului…***). Însă cunoscîndu-vă de-acum irascibilitatea precaută de potaie veleitară veninoasă, presupun că nici drumul meu concret literar nu trebuie să vă fi fost pe plac! (...)

Pe de altă parte, există o stranie coincidenţă ce face ca *în acelaşi an*, aducerea la zi a evaluării rolului funest al securităţii (oricum s-ar porecli singur lupul mai recent) în asasinarea lui Ioan Petru Culianu, să coincidă cu atacul abject la persoană dirijat împotriva subsemnatului, autorul, tocmai, al acestei evaluări[2] – altfel spus, cu o tentativă de compromitere, extrem de stîngace,

---

[1] Mediocritatea cea mai indiscutabilă nu exclude, sub forma pastişei multiple (a dvs. *Cartea şoaptelor*) sau simple (*Sceleratul* d-lui Diradurian) unele semi-reuşite tehnice, lipsite, în fapt, de originalitate. Vă amintiţi, probabil, faimoasa metaforă probabilistică (v-o redau într-o formă corijată, forma iniţială apărîndu-mi ca mult prea optimistă): fie o maimuţă eternă bătînd la un ordinator presupus etern (ce nu va cunoaşte defecţiunea nici vreun *bug* oarecare). La capătul unui aionion de ani (număr transfinit inventat de mine în cadrul a ceea ce îndrăznesc să numesc o "numărătoare completă", transfigurată în contemplaţie mistică) aceasta va izbuti să realizeze una din marile capodopere ale literaturii (mi se pare că exemplul ales era *Hamlet*). Însă, desigur, nu va avea în nici un fel conştiinţa isprăvii pentru simplul motiv că maimuţele, chiar şi maimuţele eterne, habar n-au ce-i aia literatură. Mai mult, textul capodoperei, izbutite mecanic, se va pierde între inepţiile precedente şi subsecvente astfel că nu numai maimuţa dar absolut nimeni n-ar putea distinge piesa din galimatias. Tot aşa dvs., o inenarabile, deşi nu aveţi nevoie de un aionion de ani, nefiind etern şi nefiind chiar întru totul maimuţă (cazul d-lui Diradurian e absolut identic), puteţi nimeri segmente de literatură autentică deşi nu prea ştiţi ce-i aia literatura şi, indiscutabil, sînteţi incapabil de a concepe în vreun fel oarecare *autenticul.*

[2] Mă refer, bineînţeles, la faptul că *Memorialistica II* a d-lui Diradurian, caritabil sponsorizată de dvs., a apărut în acelaşi an, 2011, în care apărea, editată de subsemnatul, revista *Les cahiers «Psychanodia»*, al cărei prim număr conţine, între altele, sub titlul "Les sept transgressions de Ioan Petru Culianu. Fractals, destin et herméneutique religieuse", cea mai completă evaluare factuală şi semiotică a asasinării profesorului chicagoan. Pentru cineva acuzat, cum vom vedea mai departe, de a fi practicat arhaica meserie de sicofant – alături de prostituţie, una din cele mai vechi meserii ale civilizaţiei – presupun că aţi fi fost mai bine inspirat, în măsura în care v-ar fi fost posibil, de-a evita atari coincidenţe...

de nu a analizei, lucru imposibil, baremi a analistului. Această coincidenţă poate fi, de altminteri, aprofundată, în lumina dezvăluirilor de mai jos. (...)

II. O carieră europeană compromisă ca fost informator al securităţii...

Cariera Dvs., inenarabile d-le Vosganian, începe *pile* în 1990. Pe pile?! Şi, dacă da, *de ce fel*? Un veritabil "fiu al Revoluţiei" (al "revuluţiei" ar spune unii mai răuvoitori). Într-adevăr, oricît am scormoni prin datele furnizate, mai toate, cu excepţia referinţelor la studiile liceale focşănene şi la cele universitare (Academia de Studii Economice, Bucureşti, Facultatea de Comerţ, absolvită abia prin 1982, la 24 de anişori), sînt posterioare datei sacre de 22 Decembrie 1989. Pornind însă de la această dată lucrurile se precipită. Chestie amuzantă, în 1990 deveniţi deputat, preşedinte al Uniunii Armenilor din România, precum şi membru în Consiliul Provizoriu de Uniune Naţională (nu ştiu dacă exact în această ordine), însă Facultatea de Matematică bucureşteană n-o absolviţi decît în 1991 (la 33 de ani, carevasăzică, după o primă imersiune universitară la ASE) – ceea ce mă face să mă întreb cît timp vă mai lăsau toate aceste înalte funcţii pentru studiile matematice propriu-zise. Nu prea mult, îmi închipui!

Totuşi chestiunea rămîne deschisă: cum a putut merceologul ce eraţi pe baza susmenţionatelor studii economico-matematice să devină peste noapte deputat, membru în…, preşedinte al… şi toate celelalte? Mister! Mister cu atît mai profund cu cît propriul dvs. CV nu face nici cea mai vagă aluzie la vreo activitate politică prealabilă, vreun act de eroism acolo, ori baremi vreun cît de palid, cît de ofilit dezacord cu sistemul, vreun act de curaj, de sfidare, în fine. Oricît am căuta, fie că sînteţi dvs., inenarabile, de o modestie incredibilă, fie că n-aveaţi, pur şi simplu, ce mărturisi. Neant carevasăzică. Astfel încît ne găsim în faţa unui penibil paradox (nu ştiu cum să-l numesc altfel): "fiu" al Revoluţiei veţi fi fiind de vreme ce înainte de Dînsa V.V. nu era absolut nimic, cel mult un prăpădit de merceolog, căci nici măcar Maica dvs. însăşi nu pare să vă cunoască pentru vreo faptă anume. Aşa că, bine chibzuind, mă văd nevoit să-mi corectez formularea: nu "fiu" al Revoluţiei sînteţi dvs. ci pur şi simplu una din multele creaturi ale circumstanţelor, un soi de profitor de modă nouă, ciocoi nou după ciocoii mai vechi, poluînd România cu inutila dvs. demagogie.

Evident, în 1977, cînd aveaţi totuşi 19 ani, vîrstă generoasă ce nu fuge de riscuri, nu s-a auzit de dvs. Nici cu ocazia semnării apelului pentru respectarea drepturilor omului lansat de Paul Goma, nici cu vreo altă ocazie. Ce e drept, această prudenţă nu vă singularizează într-o ţară unde, pe cîte îmi amintesc, numai doi scriitori *lato sensu* (din cei deja recunoscuţi ca atare la acea dată) se învredniciseră să cosemneze apelul, Ion Negoiţescu şi Ion Vianu, cel dintîi retrăgîndu-şi, de altfel, semnătura în urma unui odios şantaj securist. În ce-i priveşte pe eroicii membri ai comunităţii armene din România, cu excepţia subsemnatului, nu cunosc vreun alt semnatar. Şi nici vreun alt opozant declarat al regimului naţional-comunist ceauşist. Dimpotrivă, nu puţini fiind cei ce au profitat vîrtos de avantajele dulci ale sistemului amar (nu vreau să-i mai numesc, sînt de altfel cunoscuţi) fără a se împovăra cu inutile scrupule. Ciocoi nou, dar, în fond, ciocoi totuşi, presupun că trebuie să-i înţelegeţi.

Nu vreau deloc să mă laud, amintirile mele din epocă sînt suficient de penibile pentru ca evocarea lor să nu-mi facă nici o plăcere, însă doar ca să nu vă închipuiţi că 19 primăveri ar reprezenta o vîrstă prea fragedă pentru angajamentul politic, iată-mă constrîns să vă spun că în ce mă priveşte, am devenit anti-comunist la 15 ani (ai zice un ecou al romanului lui Jules Verne). În anti-comunismul meu influenţa lui Kafka juca un rol deloc neglijabil, cu atît mai mult cu cît l-am exprimat prin literatură: o mică proză unde "formele de fier", simbol al menghinei

ideologice şi jurămîntul pe o "carte sfântă", *Capitalul*, numit ca atare în text, ţineau locul examenelor, şi o alta în care, nu ştiu nici eu cum, avusesem intuiţia internării psihiatrice a opozanţilor, internare de care aveam să fiu ameninţat mai tîrziu eu însumi. Am citit ambele aceste proze premonitoare la cenaclul liceului "Lazăr" şi ambele au constituit capete de acuzare, doi ani mai tîrziu – aveam 17 ani, prin urmare – cînd, cu vreo două-trei săptămîni înaintea invaziei sovietice în Cehoslovacia, m-am pomenit chemat la liceu de un tovarăş Stănescu de la securitate; mai erau prezenţi cei trei directori ai liceului, evident dirigintele şi, tot evident, mama, Ecaterina Şişmanian, ca tutoare legală (precizez că E.Ş. a devenit ulterior membră a Uniunii Scriitorilor pe care o dezonoraţi cu prim-vice-preşedinţia dvs. – alt viciu nu v-aţi găsit?). Eram "acuzat", între altele, de scrierea şi lecturarea periculoaselor proze în chestie, ca şi a unui alt mic text, chiar că mă scutură râsu'-plânsu', produs în ora de dirigenţie, pe care îndrăznisem să-l termin cu imperativul: "Gîndiţi!", şi, *mai ales*, de o declaraţie imprudentă ce-o făcusem unor colegi într-o seară de discuţii cu izuri politice, cu un bun an în urmă, deci în 1967, prin care "profetizasem" căderea comunismului numai după încă vreo 20-30 de ani de existenţă! Pentru a nu-mi închipui că glumeşte, tov-ul în chestie m-a ameninţat cu excluderea din toate liceele din ţară şi, ca bonus, cu 10 ani de închisoare (am citit mai tîrziu în *Primul cerc* de Soljeniţîn că era porţia penitenciară prescrisă de Stalin pentru liceeni; bunele obiceiuri nu se pierduseră, carevasăzică, sub gingaşul ceauşism, stalinist încă în 1968!). N-am replicat însă mi-am jurat să le plătesc securiştilor, securităţii şi regimului distracţia asta. M-am ţinut de cuvînt cît şi cum m-am priceput! (...)

Dar dvs. ex-ex-excelenţă, ce făceaţi cam între 17 şi 31-32 de ani, adică pînă să deveniţi deputat *ex nihilo*, bineînţeles, în afara strălucitelor studii liceale de la Focşani şi universitare de la ASE? Cum am aflat recent, aţi fost acuzat de a fi fost recrutat pe la începutul anilor '80 – aţi fi avut pe atunci 22 de ani aproximativ – ca informator al securităţii. Vîrsta generoasă a riscurilor ce te învaţă să te respecţi, dvs. o petreceaţi adică, pe lîngă alte petreceri, ca jalnic sicofant. Ignoram detaliul, l-am descoperit acum cîteva luni pe Internet.

1

Acuzatorul dvs., inenarabile, ar fi un anume Liviu Turcu[3], ce a condus, se pare, un serviciu din cadrul Centrului de Informaţii Externe (CIE). "*Dezvăluirea acestui detaliu de biografie –*

[3] Numele d-lui Liviu Turcu nu mi-e cu totul necunoscut, mai precis l-am întîlnit în "bibliografia" necesitată de articolele mele privind asasinarea profesorului Culianu (v. *Masca şi mesajul. Bilanţul unei "morţi anunţate"*, apărut în *Lumea liberă românească* din New York, în iunie 1996, pentru redactarea căruia am utilizat, între altele, articolul d-lui Cornel Nistorescu *Reportaj periculos. O crimă în dispută politică*, "Expres", nr. 27, 9-15 iulie, 1991). Iată, pentru mai multă comoditate, citatul în chestie:

"După părerea mea nu există nici 25% posibilitatea ca prin logica sa sistemul securităţii să pună la cale această crimă", declară d-lui Cornel Nistorescu "fostul important ofiţer de securitate Liviu Turcu, fugit în prima parte a anului 1989 în SUA". Să încercăm a trece peste tot ce are "naiv" această respectuoasă afirmaţie, contrazisă, de altfel, flagrant de declaraţiile generalului Pacepa, şi să ne permitem, la rîndu-ne, să-l întrebăm pe "fostul important ofiţer": *dar prin absurdul său, putea pune la cale sistemul securităţii această crimă?* Căci, la urma urmelor, organizaţiile criminale n-au numai "logică", mai au şi "absurd" – *de nu cumva tocmai absurdul e specialitatea organizaţiilor criminale!"* (Bilanţul…).

Nu cred ca din pasajul suscitat să transpară o încredere nemărginită în afirmaţiile personajului în chestie – fie spus în treacăt, îi ignoram, la data redactării articolului rangul de şef de serviciu în cadrul CIE (= DIE, actualmente SIE; în fine, cu toate schimbările astea de nume ai senzaţia unui criminal operînd sub pseudonim). Totuşi, asta nu înseamnă că sunt dispus să trec *a priori* peste declaraţiile cuiva, acesta sau altul, fără a încerca baremi să le evaluez cît de cît verosimilitatea.

citez din articolul **Vosganian a fost informator al Securităţii**, semnat chiar de Liviu Turcu, în *Jurnalul naţional online* din 27 octombrie 2006 – *arunca în aer "numirea" lui Varujan Vosganian (pentru postul de comisar european*". Şi ca să continui citatul, oricum, destul de marant ex-ex-excelenţă, nu credeţi? "*Dacă voi începe acest comentariu afirmând că a trăi în România de azi, mai ales în plan politic, înseamnă a experimenta direct şi nemijlocit tărâmul Absurdistanului* (mi se pare că termenul, la origine "pozitiv", descria Cehoslovacia lui Vaclav Havel, dar n-are a face n.m.) *este deja un lucru banal. Tocmai când eşti tentat să crezi că nimic nou nu mai poate veni din direcţia "laboratoarelor" nucleului puterii politice, altfel destul de agitat de lupta aprigă pentru reaşezarea pieselor pe tabla de şah, de fiecare dată eşti obligat să constaţi că realitatea depăşeşte cu brio, dacă nu ficţiunea, cu siguranţă orice anticipare de ordin analitic*".

Oricum mi se pare extrem de curios că unele elemente, baremi, ale chestiunii nu au răzbătut în CV-ul dvs. Nu ar fi fost, de pildă, firesc să aflăm că pe lîngă atîtea decoraţiuni şi titluri de tot felul, ce vă aseamănă nu doar cu un mareşal sovietic dar chiar şi cu cuplul prezidenţial de odioasă şi ridiculoasă amintire, unii (fie şi pe nedrept, dar într-un CV totul trebuie spus, tot ce contează în orice caz) ar fi pretins că aţi fi fost în situaţia de a vă agăţa cu onor şi binecunoscuta "condicuţă" de informator al securităţii?! Aţi fost calomniat – ziceţi dvs., inenarabile – foarte bine, nu trebuia totuşi să marcaţi punctul, afirmîndu-vă ritos inocenţa – mai ales într-o epocă în care s-a vorbit atît de "lustraţie" în sfera politică? Senatorul Constantin Ticu Dumitrescu ştia ceva în privinţa asta!

Tăcerea aceasta prudentă de pisicuţă opărită nu credeţi că pare suspectă? Nu credeţi că ea înseamnă că ceva vă jenează în toată această tenebroasă afacere, de vreme ce n-o includeţi în *drumul concret* (dar ştiţi baremi ce-i aia?) al devenirii dvs.? Jena, jena aceasta prudentă, atît de mizerabilă… Eu, în ce mă priveşte, inenarabilă ex-ex-excelenţă, am de gînd să vă includ în CV-ul meu în calitate de Mecena al calomniatorului – căci iată, nu sînteţi doar eventual calomniat, sînteţi şi calomniator sau co-calomniator (ori coco-), nu e ciudată această postură? ca sponzor al calomniatorului şi mult mai inenarabilului d-n Diradurian, unul din cei mai desăvîrşiţi ticăloşi din România, ţară ce nu duce totuşi lipsă nici de ticăloşie sinistră, nici de mîrşăvie bine pîrguită! Pentru că eu unul, inenarabile d-le Vosganian, n-am nimic de ascuns şi nimic nu mă jenează. Am devenit anti-comunist la 15 ani şi duşmanul securităţii la 17, însă "geanta" securistă nici n-a visat măcar că ar putea să se apropie de mine cu asemenea propuneri obscene. (...)

Desigur, nu-mi revine mie să decid dacă da sau nu aţi fost informator al obscenei instituţii, cum se afirmă. Ci doar să încerc a vedea dacă "soluţionarea" chestiunii, aşa cum apare ea acum, e coerentă, altfel spus, de comportă contradicţii sau nu. Punctul de plecare l-a constituit, cum am văzut mai sus, "*desemnarea de către partea română a candidatului Varujan Vosganian pentru postul de comisar al Uniunii Europene*". Nu trebuie să mai subliniez, tocmai eu, importanţa acestei "desemnări" – nu, nu pentru preadecorata dvs. persoană, inenarabile, ci pentru România şi, într-un sens, pentru comunitatea armeană, nu numai din această ţară. O să vă surprindă, poate, dar zvonul acestei candidaturi, căci am auzit mult mai devreme de ea decît de pricina mai mult decît deranjantă pentru care a fost respinsă, m-a bucurat. Căci meschinăria şi perfidia, inenarabilă ex-ex-excelenţă, *mie* îmi sunt cu totul străine!

Iată însă că citesc şi citez (din articolul susmenţionat semnat de Liviu Turcu în *Jurnalul naţional*): "*Prima direcţie analitică este sub aspect factual cât se poate de simplă: domnul Varujan Vosganian a fost informator al Securităţii. A fost recrutat la începutul anilor '80 de către unul din ofiţerii aflaţi direct în subordinea serviciului pe care l-am condus în cadrul*

Centrului de Informaţii Externe. Pentru moment, în cadrul prezentei analize, alte detalii sunt nesemnificative. Cum domnul preşedinte Traian Băsescu a declarat public că a dat ordinul ca întreaga arhivă a fostelor servicii ale Securităţii să fie urgent transferată la CNSAS, gândesc că intervenţia mea poate fi o contribuţie la evitarea unui scandal internaţional în momentul în care informaţia de mai sus va fi confirmată. Un scandal care ar implica nu numai autorităţile române dar şi Comisia şi Parlamentul Uniunii Europene. În plus, în condiţiile în care pagina întâi a ziarelor şi radio-tv continuă să fie ţinută de "rezultatele" pe cât de laborioase pe atât de lamentabile ale CNSAS în cadrul vestitei "dosariade", acest eveniment capătă conotaţii cu totul speciale. Întâmplarea face ca exact în această săptămână Jurnalul Naţional să publice în formă serializată analiza fenomenului colaboraţionist din România. O potenţială bază de pornire pentru evaluarea obiectivă tocmai a activităţilor ce sunt cunoscute sub numele de "dosariadă". […] Mai toată lumea, inclusiv în cadrul comentatorilor mass-media, a ajuns la concluzia că desemnarea domnului Varujan Vosganian este rezultatul compromisului realizat în cadrul negocierilor între preşedintele Traian Băsescu şi premierul Călin Popescu Tăriceanu".

Iată un element extrem de interesant, ce nu poate, îmi închipui, decît să şocheze insul neavizat. Trebuie să precizez că la "inşii neavizaţi" mă pot include pe mine însumi, dezinteresat de o bună bucată de vreme de dedesubturile murdare ale politichiei româneşti, mai ales de cînd am constatat, fără tăgadă posibilă, obstinatul, criminalul refuz al autorităţilor române de a rezolva, în spiritul adevărului, oribilul caz Culianu, asta deşi comanditarii şi principalii organizatori ai asasinatului nu mai sunt demult la putere[4]. Căci dacă desemnarea dvs. – fie ea ratată – inenarabile, pentru postul de comisar al Uniunii Europene, e pur şi simplu rodul unui brutal compromis politic, fără nici o legătură cu recunoaşterea vreunor eventuale merite, altele, desigur, decît ale gîndăcăriei politice de care cetăţeanul trebuie să fie sătul, ce ne garantează atunci că şi celelalte ornamente agăţate de pereţi sau pe pept n-au fost obţinute (în chip real, de astă dată) în acelaşi fel! Alte elemente, din păcate de aceeaşi natură combinardă, ne aprofundează stupefacţia:

"*Potrivit acestei interpretări, pentru a obţine "lumina verde" pentru trimiterea senatorului liberal la Bruxelles, Partidul Liberal a trebuit să dea satisfacţie preşedintelui renunţând la postul de ministru al Apărării, care are acum în fruntea sa un reprezentant al Partidului Democrat. Cum conflictul dintre ministrul Atanasiu şi preşedintele Traian Băsescu era deja de notorietate, iar ultimele decizii de ordin juridic conduceau spre sifonarea imaginii prezidenţiale, iată că soluţia finală pare a fi o ieşire publică onorabilă a Palatului Cotroceni dintr-un conflict aproape pierdut. Exceptându-i pe "opozanţii" de sorginte politică ai candidaturii domnului Varujan Vosganian care au invocat o relativ lungă listă de incompatibilităţi, fie de ordin politic, fie de ordin diplomatic, nimeni nu a luat în considerare ipoteza că "scorul" în meciul dintre Palatul Cotroceni şi Palatul Victoria nu este de fapt de 1-1, ci de 2-0 pentru cel dintâi*".

[4] À propos, inenarabilă ex-ex-excelenţă, spuneţi-mi vă rog, v-aţi pus, fie şi în treacăt întrebarea dacă n-ar fi cumva util să încercaţi a contribui, de pe piscurile înaltelor dvs. funcţii, cît de cît, la soluţionarea acestei mai mult decît tenebroase afaceri? Ideea simplă de a vă exprima baremi indignarea în faţa cinicei asasinări a unuia dintre cei mai străluciţi intelectuali români din ultimii cincizeci de ani v-a bîntuit fie şi pentru o clipă? Şi ca să pun întrebarea finală, îl *percepeaţi* măcar pe Ioan Petru Culianu de pe Everestul găunoşeniei dvs. sau îl găseaţi, cum să vă spun, *nu destul de titrat ca să merite osteneala*?!

Nu ştiu despre ce fel de listă, lungă sau scurtă, de incompatibilităţi de ordin politic sau diplomatic este vorba (textul nu le menţionează cu toate că ar putea să aibă un oareşicare raport cu unele afirmaţii ale d-lui Tăriceanu ori chiar ale dvs., inenarabile, citate mai jos), deşi ce altceva în afara apartenenţei dvs., ex-ex-excelenţă, la spornica breaslă a informatorilor securităţii ar fi putut să se pună împotriva numirii unui om politic atît de prestigios într-un înalt post european; oricum, în ciuda relativei neclarităţi a textului, reţin contextul[5]. Respectiva desemnare reprezentînd o ieşire din criză a prea simpaticului prezident Băsescu, cel cu rînjetul aproape tot atît de expresiv ca cel al lui Ion Iliescu – e chiar curioasă această asemănare, ca de vechi soţi, a preşedinţilor români, de parcă funcţia ar fi reprezentată de măşti, nu de oameni! ca şi mania rânjetului, cu o mică excepţie pentru d-l Emil Constantinescu –, ce izbutea astfel să capteze pentru partidul său un post ministerial important, debarasîndu-se *par la même occasion* de un ministru vădit incomod. De ce însă, iată ce rămîne încă obscur, autorul articolului, care vă denunţă în chip atît de implacabil, pare să creadă că prin această manevră politicianistă simpaticul moştenitor al rînjetului iliescan ar fi dat o dublă lovitură, împuşcînd, cum se mai spune uneori, doi iepuri deodată ?!

"*Se ştie că preşedintele ţării controlează deja discreţionar serviciile de informaţii româneşti. În prezent, în fruntea SIE se află fostul său consilier prezidenţial Claudiu Săftoiu, şi asta nu este chiar o întîmplare oarecare. Este, de asemenea, o presupunere elementară că, în plină desfăşurare a procesului "dosariadei", preşedintele Traian Băsescu i-a cerut fostului său subordonat – ca preambul al discuţiei cu premierul Tăriceanu pe tema desemnării candidatului la postul de Comisar European – să verifice statutul dosarului de Securitate al candidaţilor aflaţi pe "lista scurtă". Procesul în sine, avându-se în vedere nivelul de informatizare a evidenţelor operative din CIE, moştenite de SIE, este de ordinul secundelor şi nu putea decât să confirme statutul de informator al domnului Varujan Vosganian. Această informaţie de ordin strategic avea să răstoarne radical balanţa în "jocul" competiţiei dintre preşedinte şi premier în favoarea celui dintâi. Drept rezultat, vai, ce surpriză, preşedintele lasă impresia unui meci politic nul, când de fapt a câştigat controlul discreţionar atât asupra Ministerului Apărării, mai exact victoria eliminării celui ce a îndrăznit să-l confrunte (ministrul Atanasiu), dar şi asupra domnului Varujan Vosganian, adică asupra viitorului comisar european, care este complet vulnerabil la capitolul biografie. În acest context, toate comentariile apărute sau difuzate, unele dintre ele cât se poate de lacrimogene despre "preeminenţa consensului naţional" şi "victoria raţiunii" în defavoarea intereselor egoiste ale grupurilor de interese divergente reprezentate de preşedinte şi premier, sunt în cel mai bun caz ridicole, dacă nu total diversioniste*".

Interesnîi, ocin interesnîi! Fondul întregii chestiuni, inenarabile, consta deci într-o extensie *de facto* a puterii prezidenţiale, dvs. şi străluminaţii dvs. colegi de partid jucînd rolul nu prea de invidiat al "fazanului". Mai exact, aflîndu-se într-o postură destul de penibilă din cauza atacurilor ministrului Apărării de atunci, d-l Atanasiu, preşedintele Traian Băsescu iese din încurcătură speculînd cu abilitate vanitatea şi stupiditatea dvs., inestimabilă ex-ex-excelenţă, ca şi pe cea a colegilor dvs. de partid, oferindu-vă "pe tavă" desemnarea pentru postul de Comisar European în schimbul unei minuscule trădări, oh, atît de obişnuite în mediul dvs.! Debarasîndu-l pe clonul lui Ion Iliescu de "spinul din carne", d-l Atanasiu, vă şi vedeaţi, inenarabile lăfăindu-

[5] Nedumerirea mea era perfect justificată în această fază a analizei. Pentru mai multe detalii ajunge să vedem *infra.*

vă şezutul în fotoliul de funcţionar european, cu, oh!, cîte noi oportunităţi de distincţii şi medalii, suficiente ca să vi le lipiţi şi pe chelie! Ce vă păsa că, în schimb, preşedintele Băsescu cel cu numele atît de sugestiv avea să acumuleze puteri cvasi-dictatoriale (să controlezi în chip nelimitat serviciile secrete + armata, cam la asta revine), atîta timp cît dvs. vă puteaţi satisface "mareşalita", adăugînd vechilor "ordine" ale născocitorilor de nasturi cu nasul de sticlă, altele şi altele, clasa întâia, mai încape îndoială!

Mărturisesc, şi sper că n-o să vă simţiţi insultat, (o spun, de altfel cu tot regretul), nu vă credeam în aşa hal imbecil!!! Necinstea, însă, vai, lucrul e demult constatat, abrutizează intelectele cele mai acute, inteligenţa, inenarabile, hai să v-o spun şi pe-asta, fiind, în realitate, *indisociabilă de spiritul adevărului*. Cît despre faptul că sînteţi orice, numai cinstit nu, asta rezultă cu strălucire din însăşi calitatea dvs. de Mecena al calomniatorilor, căci în fine, nu poţi finanţa publicarea unor abjecte calomnii şi ale unor incalificabile injurii la adresa subsmnatului (pe care le-am demascat în *Scrisoarea deschisă I*) şi continua a te pretinde "om cinstit", independent de realitatea sau irealitatea acuzaţiilor privind o anume "condicuţă" şi o anume colaborare cu vespasiana securistă.

În ce constă "imbecilitatea"? O ştiţi, deja, pe piele proprie, inenarabile, dar fie, v-o spun, din pură generozitate şi compasiune intelectuală (căci lucrurile, pentru mintea normală, sînt deja limpezi din simpla lectură a pasajului suscitat). De vreme ce preşedintele Băsescu controla discreţionar serviciile secrete la data "pactului", asta prin intermediul "babei Safta" (v. *supra*), nu-i mai rămînea decît să "verifice", faptul e elementar, "statutul dosarului de securitate" al candidaţilor vizaţi[6], obţinînd astfel *gratis* avantajul nesperat al concentrării absolute a puterii. Căci dacă, aşa cum s-a afirmat, fără ca dvs. să puteţi infirma aserţiunea în cauză, fuseseţi, o, inenarabile, sicofant lubrifiat al prea pudicei securităţi, soarta dvs. era pecetluită, fie că virtuosul prezident decidea să reţină deocamdată informaţia, transformîndu-vă din comisar european în marionetă băsesciană, fie, aşa cum a făcut în cele din urmă, că vă "ardea" în prag de desemnare, obţinînd, în plus de gratuitea concentrării dictatoriale a puterii, şi o delicioasă scîrnăvire a partidului rival! 2-0? Ba cel puţin vreo 20-0, cam ca la un meci cu naţionala Arabiei Saudite! Dar mă rog, un imbecil fericit rămîne un imbecil fericit, iar un Mecena al calomniatorilor nu diferă de precedentul…

Am putea adăuga la acestea că în plus de piciorul în – ahh! ezit să numesc zona anatomică vizată – aţi devenit *oricum* inestimabile o banală marionetă băsesciană, de vreme ce T.B. continuă să vă aibe la mînă, chiar şi acum. Cum? Pentru a pricepe mai bine să urmărim ciudatele meandre ale circuitului dvs. politic. Pentru aceasta să citäm (tot de pe Internet) comunicatul d-lor D. Galantonu şi L. Pîrvu pe situl ***HotNews.ro*** **la aceeaşi dată, 27 octombrie 2006,** în articolul inittulat **Vosganian neagă colaborarea cu securitatea**:

"*Varunjan Vosganian a respins, vineri, acuzaţiile*[7] *care i s-au adus privind colaborarea cu securitatea, iar SIE a comunicat că liberalul nu are dosar. Vosganian crede că este vorba*

[6] La drept vorbind, în condiţiile date, nu văd ce l-ar fi obligat să aştepte pentru asta încheierea pactului, mai simplu fiind ca "pactul" însuşi să depindă de o verificare prealabilă.

[7] Acum, între noi, d-le Vosganian, arătaţi-mi un om politic contemporan care nu "respinge", chiar dacă l-ar îneca probele, ba mai adăugînd de la el că acuzaţia reprezintă o manipulare politică etc. etc. – ştiţi dvs. mai bine, inenarabile! Asta nu-l împiedică pe acelaşi om politic, eventual, să finanţeze, din vindictă, invidie idioată sau mai ştiu eu ce alte cauze oculte, publicarea celor mai abjecte injurii şi calomnii ce au văzut lumina tiparului în România (şi, trebuie să ştiţi, în materia aiasta concurenţa e dură!), fără să-i pese nici de terfelirea

despre o manipulare care a apărut în contextul nominalizării sale pentru funcţia de comisar european: «Eu am probleme la Bruxelles cu reprezentanţii României, nu cu cei ai UE». Reamintim că Liviu Turcu, fost ofiţer al serviciilor externe de informaţii în perioada comunistă, a afirmat în "Jurnalul Naţional" de vineri, 27 noiembrie, că un fost subaltern al său l-a racolat pe Vosganian în anii '80. În afara acestei informaţii seci, Turcu nu a furnizat niciun fel de dovezi sau detalii. În pofida explicaţiilor, candidatul Bucureştiului a fost subiectul unor intense dezbateri în cercurile europene, pe fondul acuzelor că nu este o personalitate cunoscută şi ar fi avut legături cu oameni de afaceri controversaţi. În şedinţa Delegaţiei Permanente a PNL de vineri dimineaţa au fost dezbătute rezervele oficialilor europeni şi informaţiile apărute în presă conform cărora Varujan Vosganian a colaborat cu securitatea. La finalul discuţiilor, atât Vosganian, cât şi liderul PNL, Călin Popescu Tăriceanu, au negat vehement acuzaţiile, catalogându-le de «neîntemeiate şi răuvoitoare». «Nu am avut niciodată nici un fel de colaborare cu nici un fel de organ al Securităţii, aşa cum şi CNSAS şi SIE au spus nu există nici un fel de document care să facă trimitere la vreo colaborare a mea cu fosta Securitate sau cu Direcţia de Informaţii Externe. E o tentativă de manipulare. De altfel, aceasta vine cu mare promptitudine pentru a crea probleme în cadrul nominalizării şi audierilor». În legătură cu presupusa finanţare primită de la omul de afaceri Sorin Ovidiu Vântu, Vosganian a spus că după 1990, singurele sale venituri au fost reprezentate de salariile primite în calitate de senator, de la Uniunea Armenilor, de la Uniunea Scriitorilor şi de la cele două microîntreprinderi unde este acţionar. «Nu am fost niciodată salarizat de altcineva sau de vreo firmă privată. Nu am fost niciodată consilier al unui om de afaceri sau al unei instituţii. Am evitat orice implicare în acest sens», a explicat Vosganian.

Nominalizatul pentru funcţia de comisar european a explicat că informaţiile legate de averea sa stau la baza unor declaraţii ale lui Traian Băsescu de pe vremea când era contracandidat în campania în 2000. De asemenea, Vosganian a dat lămuriri şi despre suspiciunea deturnării de fonduri de la Uniunea Forţelor de Dreapta. Tăriceanu a declarat, la ieşirea de la Delegaţia Permanentă, că joi seara a cerut în mod special SIE să verifice dacă există un dosar cu numele lui Varujan Vosganian. «Aseară, (joi seara – n. red.) generalul Predoiu a transmis telefonic că nici nu este nevoie să caute în arhivele SIE, pentru că ne poate confirma pe loc că este absolut o speculaţie fără nici un fel de bază. Iar persoana care pare să fi scris articolul, acel domn Turcu, nu se află la prima încercare de a face astfel de intoxicări», a spus Tăriceanu. SIE a transmis un răspuns oficial la cererea premierului, anunţând că nu deţine informaţii privind presupusa legătură a lui Varujan Vosganian cu Centrul de Informaţii Externe. Tăriceanu s-a arătat deranjat de atitudinea preşedintelui Traian Băsescu şi a politicienilor români care nu au susţinut public candidatul la postul de comisar în scandalul declanşat de informaţiile apărute în presă. «M-aş fi aşteptat ca persoanele care au poziţii înalte în România – şi mă refer atât la preşedintele Traian Băsescu, cât şi la celelalte persoane politice, inclusiv liderul PSD – să aibă o atitudine fără echivoc, pentru că Vosganian nu mai este membru PNL, ci reprezentantul României», a declarat liderul PNL".

---

imaginii celui vizat ca şi a altora, antrenaţi în procesul de murdărire deliberată, nici de trauma psihologică pe care un asemenea "procedeu" o poate produce, nici de dauna morală şi nu numai provocată pe aceeaşi cale. Subzistă doar întrebarea: de ce credit se mai poate bucura *acelaşi* om politic cînd susţine că el, la rîndu-i , a fost calomniat! Iar dacă operaţia vizîndu-l pe acesta din urmă *a precedat* josnica calomniere a inocentului, cum să nu ne întrebăm dacă acuzaţiile sub care s-a prăbuşit un animal politic în aşa hal devorat de imoralitate nu sunt, în fond, întemeiate şi dacă, colac peste pupăză, nu avem de-a face cu un fel de *dublă* răzbunare…

Se pare că preşedintele Băsescu v-a auzit, inenarabile, după cum l-a auzit şi pe d-l Tăriceanu, şeful dvs. politic (à propos, acesta din urmă este oare la curent au ba cu activităţile dvs. de Mecena al calomniatorilor, activităţi ce vă distrug – mai este nevoie să subliniez? – orice urmă de credibilitate…) de vreme ce s-a decis să vă ia apărarea printr-o declaraţie de tot interesul pentru fesul dvs., mai ales că supurînd superb, ea, declaraţia prezidenţială, asemeni unui cochet furuncul, nu! mai degrabă al unui somptuos abces, de cea mai prestigioasă ambiguitate (citäm din acelaşi articol):

"*Preşedintele Traian Băsescu a declarat, vineri, la Hunedoara, că Varujan Vosganian nu are dosar de informator al Securităţii, relatează NewsIn. «Vă garantez că nu există un asemenea dosar. Am întrebat şi înainte şi după apariţia articolului referitor la faptul că Varujan Vosganian ar fi fost colaborator al Securităţii. Aceste informaţii au apărut după ce Vosganian a avut discuţia cu Manuel Barosso (Jose Manuel* ***Barroso*** *inestimabile d-le preşedinte n.m.). Acest lucru nu a influenţat, însă, discuţia cu Barosso (sic!). Varujan Vosganian era pe avion (călare? cam ca vrăjitoarea pe mătură? penibilă poziţie! n.m.), se întorcea la Bucureşti, când informaţiile respective au apărut. Vă pot spune, referitor la acest subiect, că Varujan Vosganian nu are dosar la Securitate.* ***Asta, în măsura în care Serviciile îşi pot permite să nu-mi spună adevărul. Dar acest lucru ar fi foarte grav****», a declarat Băsescu*" (s.m.).

Deci nu sînteţi, nu aţi fost şi, e de sperat, nici nu veţi fi informator al securităţii, ne-o jură un general sec cu memoria prodigioasă şi ne-o garantează (mai puţin pentru viitor) preşedintele Băsescu în persoană, adversarul dvs. politic ce v-a fraierit atît de strălucit (v. *supra*), atît că nu e sigur că "Serviciile" nu l-ar fi minţit, chestie foarte gravă, în care caz, bineînţeles, n-o spune dar se înţelege de la sine, el nu mai garantează nimic! Cînd vă spuneam că sunteţi un dulce imbecil! N-o să-mi spuneţi acum că vă simţiţi insultat! Pentru că din două una: ori "baba Safta" e realmente la ciubota prezidenţială pe care o linge vajnic şi atunci inestimabilul d-n Băsescu nu poate fi minţit de un SIE pe care-l controlează "discreţionar", ori SIE face joc dublu (multiplu), pupă, pe de o parte, cioarecii prezidenţiali dar se ţine şi de posteriorul altor oameni politici *just in case* iar preş. Băsescu are bănuieli. În toate cazurile, cineva minte, sau mini-dictatorul Băsescu care se face că nu e sigur, sau SIE care prea se face că e. Dar dvs.? Ştiu, dvs. minciuna vă este cu totul străină, inenarabile, şi nu vi se-ntîmplă decît aşa, din nebăgare de seamă, s-o finanţaţi! Adică s-o practicaţi *prin interpuşi.* Las' că şi-n direct (v. *infra*)!

Dară să continuăm, căci mai avem a citare: "*Comisia europeană păstrează tăcerea. Dincolo de presupusa sa colaborare cu securitatea sau de legăturile cu unii oameni de afaceri controversaţi, la Bruxelles se discută despre competenţele europene ale lui Varujan Vosganian. Propunerea României devine astfel problematică, având în vedere că pentru a fi comisar este necesară experienţa în gestionarea unui minister. Tăriceanu şi Vosganian cred că recentele acuzaţii nu au afectat părerea Comisiei Europene şi nu au anulat nominalizarea făcută de România. Varujan Vosganian a explicat că preşedintele CE, Jose Manuel Durao Barroso (dvs. baremi ştiţi să ortografiaţi aproape corect numele personajului! n.m.), nu i-a făcut nici un reproş, ci doar i-a cerut să-i ofere toate argumentele ca să poată contracara informaţiile vehiculate în presă. Vosganian a spus că nu a dat explicaţii presei joi seara pentru că acest lucru i-a fost cerut de oficialii europeni. Şi premierul Tăriceanu a precizat că în acest moment procedurile se desfăşoară normal: «Nu am primit nimic de la Comisia Europeană. În acest moment, procedurile sunt normale». Tăriceanu a explicat că validarea propunerii României*

întârzie pentru că, spre deosebire de Meglena Kuneva – ministru al Integrării Europene timp de şase ani în Bulgaria – Vosganian nu este atât de cunoscut pe plan european" (*ibidem*).

Cam contradictoriu, nu credeţi! Pe de o parte, preşedintele CE, Jose Manuel Durão Barroso vă cere să-i oferiţi "toate argumentele ca să poată contracara informaţiile vehiculate în presă", pe de altă parte "oficialii europeni" (cine? mister profund!) vă cer la rîndu-le să staţi cuminte şi nu cumva să furnizaţi explicaţii presei, în legătură tocmai cu respectivele acuzaţii, îmi închipui. Deci, inenarabile, dvs. tăceţi! Fără a vă da, după toate aparenţele, seama că urmînd exigenţele unor oficiali neprecizaţi contraveneaţi exigenţei explicite a preşedintelui CE în persoană. Încă o dată, nu vi se pare cam contradictoriu? O să-mi spuneţi că d-l Barroso nu v-a cerut să vorbiţi presei ci exclusiv domniei sale. Nu sînt convins. Căci pe de o parte, nu rezultă de nicăieri că dvs., inestimabile, v-aţi fi executat, aducînd preşedintelui CE argumentele dezvinovăţitoare, ba chiar, din tăcerea dvs. mai mult decît prudentă în această privinţă, rezultă că n-aţi adus absolut nimic (nu cumva pentru că nu aveaţi ce?), pe de altă parte, iarăşi de nicăieri nu rezultă că d-l Barroso v-ar fi interzis să vă adresaţi presei, dimpotrivă, de vreme ce domnia sa tocmai presei voia să-i răspundă utilizînd argumentele pe care dvs. ar fi trebuit să i le furnizaţi – ceea ce, încă o dată, n-aţi făcut! De altfel, de ce "oficialii europeni" neprecizaţi ar fi vrut să contrazică exigenţa naturală şi limpede formulată a preşedintelui lor? Iarăşi misterul contradicţiei! Doar dacă intervenţia "oficialilor" în chestie – cam vagă, nu credeţi? parcă îmi aminteşte ceva din declaraţia unui anume Iliescu privind un anume înalt demnitar american, tot neprecizat… – nu e cumva, ia aşa, niţel inventată pentru a vă furniza, cum să vă spun, un alibi, tăcerea dvs. inenarabile, explicîndu-se, poate, mai simplu prin faptul că nu aveaţi ce argumente aduce!

Permiteţi-mi să mă indignez! Ce! şi declaraţia telefonică ritoasă a generalului Predoiu cum că "*nici nu este nevoie să caute în arhivele SIE, pentru că ne poate confirma pe loc că este absolut o speculaţie fără nici un fel de bază*", această declaraţie bizuită exclusiv pe memoria d-lui general, oh, cu cît mai precisă decît arhivele, să nu mai însemne nimic?! Aşa, deodată? Peste poate! Ce! şi declaraţiile conjugate ale dvs., inenarabile, şi ale d-lui Tăriceanu, ditamai premier şi preşedinte al PNL (totuşi!) ce catalogau, nu-i aşa, acuzaţiile ca "neîntemeiate şi răuvoitoare", tot acest superb efort retoric – în vânt?! Nu, nu vreau să spun, vă rog să mă credeţi, în Vântu, eu nici nu ştiu cine e d-l acesta, nici ce hram poartă, vă asigur! Dvs. poate că da! Dar declaraţia atît de clară a SIE (recitez): "SIE a transmis un răspuns oficial la cererea premierului (tot săritorul d-n Tăriceanu, îmi pare, cel mai ferm apărător al cauzei dvs. n.m.), anunţând că nu deţine informaţii privind presupusa legătură a lui Varujan Vosganian cu Centrul de Informaţii Externe", această declaraţie incontestabilă – subit, vânare de vânt şi-alt nimic?! De ce – de ce n-aţi furnizat presei occidentale, ca argumente de nedisputat, aceste categorice declaraţii atît instituţionale cît şi ilustru personale… Salvînd în acelaşi timp demnitatea României al cărei reprezentant eraţi în prag de a fi – ah! cum mă mîhneşte, inenarabile, poltroneria dvs. – cît şi onoarea dvs. de armean get-beget, ca şi a comunităţii armene din România pe care, în calitatea dvs. de preşedinte al U.A.R. (salarizat pe deasupra, nu benevol!) o reprezentaţi cu vigoare de peste două decenii. Dvs. şi contul dvs. bancar! Nu, e de neînţeles! Cu atît mai mult cu cît aţi mai fi putut lansa în direcţia dubitativilor precum şi în aceea a presei vizibil dezinformate şi declaraţia prestigioasă a preşedintelui Băsescu, cea mai înaltă instanţă a României, la urma urmelor, ce "garanta" inexistenţa unui "asemenea dosar". Şi cu o sucire de limbă de iliescană amintire preşedintele, "garantul" onoarei dvs. de reprezentant cinstit, continua: "*Am întrebat şi înainte şi după apariţia articolului referitor la faptul că Varujan Vosganian ar fi fost colaborator al Securităţii. Aceste informaţii au apărut după ce Vosganian a avut discuţia cu Manuel Barosso* (sic! cum mai văzut). *Acest lucru* (care lucru? ah lucrurile astea şi preşedinţii

români cari le vehiculează…) *nu a influenţat, însă, discuţia cu Barosso* (re-sic!). *Varujan Vosganian era pe avion* (re-re-sic!), *se întorcea la Bucureşti, când informaţiile respective au apărut. Vă pot spune, referitor la acest subiect, că Varujan Vosganian nu are dosar la Securitate.* ***Asta, în măsura în care Serviciile îşi pot permite să nu-mi spună adevărul****. Dar acest lucru ar fi foarte grav*", ne declară d-l preşedinte Traian Băsescu (s.m. bis).

Pricepeţi dvs., inenarabile, toată subtilitatea "garanţiei" hîtrului d-n preş. Traian Băsescu ce, s-ar zice, că nu vă întinde prăjina pe care să vă aşezaţi decît ca să v-o retragă (ştiţi vorba!), implicînd cum că, vai!, şi declaraţia telefonică a d-lui general Predoiu, cel cu memoria superioară arhivelor pe care găseşte inutil să le mai consulte, ba, am putea spune, superioară chiar borgesianului Funes (aţi citit, îmi închipui), şi declaraţia oficială a însuşi SIE, ce, ca insituţie ce se cheamă, trebuie să-şi fi consultat cît de cît arhivele – *ar putea fi false*, falsificarea aceasta constituind, cum e de înţeles, un "lucru … foarte grav…"… Nu, eu, în ce mă priveşte, sînt complet depăşit!

În ce priveşte celelalte "acuzaţii" – veţi aprecia, sper, ghilimelele! – privind relaţiile dvs. cu S.O.V. ca şi cu alţi oameni de afaceri nu prea recomandabili, precum şi, mai ales, eventualitatea unor retribuţii mai puţin avuabile, fără să mai vorbim "despre suspiciunea deturnării de fonduri de la Uniunea Forţelor de Dreapta" situaţia e complet diferită, de vreme ce nu avem şi nici nu putem avea, în acest caz, nici declaraţiile CNSAS, nici cele, adevărate sau false, ale SIE, nici măcar cele ale noului Funes, l-am numit pe d-l gen. Predoiu, ci numai pe ale dvs., numai şi numai "lămuririle" dvs., o, inenarabile! Credeţi-mă, în ce mă priveşte, mult aş vrea să vă cred. Dar pot? Puneţi-vă o ţîră în locul meu. Acoperit de noroi prin graţia sponsorizării ce-aţi acordat calomniilor inomabile ale d-lui Diradurian, confruntat, prin urmare, cu declaraţiile unui Mecena al calomniatorilor ce altceva pot face decît să mă abandonez pradă îndoielilor. Cuvîntul dvs. poate oare să fie crezut de vreme ce în materie de calomnii puteţi deveni cu atîta uşurinţă complice (asta de nu sînteţi, cumva, comanditar v. *supra*)? De ce credit vă mai puteţi bucura, în absenţa oricăror probe complementare, de vreme ce, am văzut, minciuna, şi încă cea mai abjectă, e departe de a vă fi străină? Şi încă în ochii mei, ai victimei dvs.? Vă daţi oare seama ce efort moral şi psihologic perfectamente titanic îmi cereţi? Oh! un efort depăşind cu mult putinţele umane!

Ei bine, inenarabile, acest efort supraomenesc eu sunt dispus să-l fac şi asemeni judecătorilor infernului Minos, Aiakos şi Rhadamanthe – căci în pragul infernului vă găsiţi, sper că nu aveţi nici un dubiu în această privinţă – să vă ascult cu toată obiectivitatea de care mă simt în stare. Cuvîntaţi!

"*Nominalizatul pentru funcţia de comisar european a explicat că informaţiile legate de averea sa stau la baza unor declaraţii ale lui Traian Băsescu de pe vremea când era contracandidat în campania în 2000*" (o să mă scuzaţi pentru faptul că citarea e, prin forţa lucrurilor, niţel indirectă, dar asta am, pe asta lucrez). Ascult şi remarc. Remarc o ciudată alunecare semantică. *En effet*, dvs., inenarabile, voiaţi probabil să spuneţi – dar pot fi sigur? – că informaţiile legate de averea dvs. (deci, implicit, de relaţiile inavuabile pe care le-aţi fi avut cu unii oameni de afaceri nerecomandabili, ca să nu mai vorbim de "suspiciunea deturnării de fonduri de la Uniunea Forţelor de Dreapta" chestie în privinţa căreia pretindeţi că aţi fi dat "lămuriri") s-ar bizui pe unele declaraţii ale d-lui Traian Băsescu din epoca – iară nu **în** epoca – cînd acesta era contracandidat (sper că nu contracandidatul dvs.). Cu alte cuvinte, aceste declaraţii ar fi fost afectate de acel subiectivism propriu oamenilor politici cînd sînt "în campanie" – ca probă, diversele clipuri în care aceştia se acoperă cu cele mai imonde substanţe

verbale pentru a se pupa apoi dulce. À propos, sînteţi sigur că d-l G. Diradurian n-a fost angajatul dvs. cu o astfel de ocazie? Da, asta deduc eu, natură binevoitoare, debordînd de generozitate, dar nu asta rezultă din pasajul citat. Ci exact contrariul! Căci după declaraţia dvs. nu declaraţiile preş. T.B. par să stea la baza informaţiilor ci, în chipul cel mai net, *informaţiile stau la baza declaraţiilor.*

Recitez pentru a evita orice ambiguitate: "… *informaţiile legate de averea sa* – adică a dvs. n.m. – *stau la baza unor declaraţii ale lui Traian Băsescu de pe vremea când era contracandidat în campania în* (sic!) *2000* (s.m.)". Însă, în acest caz, e complet indiferent dacă declaraţiile preşedintelui Băsescu datează "de pe vremea când era contracandidat în campania în 2000" sau din orice altă perioadă, pentru simplul motiv că informaţiile *pe care se bazează respectivele declaraţii*, precedîndu-le, nu pot fi afectate de acel subiectivism propriu, cum am văzut, oamenilor politici (întotdeuna niţel peltici, nu dvs. o să mă contraziceţi!) cînd sînt în campanie, ba, uneori, chiar cînd nu-s. Altfel spus, şi asta urmînd în chipul cel mai strict reflectarea în comunicatul de presă din 27 octombrie 2006 *ale propriilor dvs. declaraţii* – or, dvs., inenarabile, veţi fi de acord că nu aveţi nici un interes să vă calomniaţi sau să vă dăunaţi în vreun fel – informaţiile stînd la baza afirmaţiilor preş. T.B. fiind independente (de vreme ce anterioare) de acestea din urmă, nu puteau în nici un fel fi afectate de subiectivismul prezidenţial, avînd, în consecinţă, toate şansele să se dovedească mai mult sau mai puţin *corecte*, sau, în orice caz, *libere de orice spirit partizan*.

Încă o dată, inestimabile, misterele contradicţiei! Şi atunci, eu pe cine să cred? Pe dvs. cînd spuneţi una, vrînd poate să spuneţi alta – dar cum să fiu sigur! – sau pe adversarii dvs. ce o ţin tot una şi bună, vrînd să vadă în dvs., pasămite, un soi de "corupt". Sau chiar un arhicorupt! Un veritabil Trimalhio al arhicorupţiei. Lucru pe care *ştiind ce ştiu* şi *suferind prin grija dvs. tot ce am suferit*, pot oare să-l contest?! (În fond, s-ar zice că avem a face cu o strălucită aplicaţie a vorbei româneşti, îmi pare, "gura păcătosului adevăr grăieşte" după cum am mai putea spune pur şi simplu că "v-a luat gura pe dinainte"!). Căci iarăşi, cînd la tot haosul acesta semantic se mai adaugă ceea ce ştiu cu certitudine din proprie experienţă, anume că sînteţi, faptul poate fi oricînd documentat (vedeţi în acest sens şi Scrisoarea dintîi), un veritabil şi indiscutabil Mecena al calomniatorilor, nu, nu pe banii dvs. inenarabile, ci pe aceia ai U.A.R., adică, mai neted, ai contribuabilului român, foarte interesat, desigur, de vindictele dvs. personale sau de delirurile ăstui Thersit al ospiciilor (l-am numit pe protejatul dvs., d-l Diradurian pe care, mai recent, l-aţi ajutat financiar să se mai ouă de-un volum) – da, cum să nu-i cred pe adversarii dvs., ce, involuntar, mă confirmă, mai degrabă decît pe ex-ex-excelenţa voastră, ce vă apăraţi în chip atît de contradictoriu!?

Bineînţeles, acum, la vreo şapte ani după fapte (încă o dată, în raport cu data redactării rîndurilor, redactarea întregii scrisori întinzîndu-se pe o foarte lungă perioadă) ştim amîndoi, ştie şi optimistul d-n Tăriceanu că, invers decît îşi închipuia, invers decît speraţi pe atunci, probabil, şi dvs. "tăcerea" Comisiei Europene – de care tăcerea dvs. în faţa presei, indiferent de pricini, nu poate fi cu totul străină (unde vă erau *atunci* "lămuririle") – avea să ducă la anularea "nominalizării făcute de România" (o să-mi iertaţi uşoara adaptare stilistică), ceea ce înseamnă, inevitabil, cît mă doare ca armean şi ca fost cetăţean român să mă văd nevoit s-o spun, că CE a luat mai degrabă de bune acuzaţiile ce vi se aduceau iară nu silenţioasele dvs. argumente în apărare. Şi cum – cred că în calitatea mea de victimă sînt îndreptăţit să-mi pun întrebarea – evenimentele asupra cărora ne-am oprit mai sus au avut loc cu vreo cinci ani înaintea apariţiei inepţiilor şi dejecţiilor verbale diraduriene, nu s-ar putea spune că "vindicta" dvs. indirectă, de

complice al delictului, nu de autor, a constituit, cum să vă spun, *şi* un soi de compensaţie psihologică pentru eşecul suferit de vanitatea dvs. bolnavă de "mareşalită" în anul de dizgraţie 2006? Nu vă cer, neapărat, să-mi răspundeţi, presupun că ar fi, pentru dvs., prea de tot dureros (v. şi *supra* n. 7).

Nu că vreau să insist în felul indelicat al celor ce, fie şi cu îndreptăţire, vor să-şi ofere o crudă satisfacţie pe seama ipochimenilor ce i-au rănit fără scrupul şi fără să facă nici cea mai mică economie la capitolul abjecţiei (dvs. ca economist ar trebui să mă înţelegeţi), însă s-ar zice că există o cale de a vă exonera de acuzaţiile extrem de grave ce vi s-au adus, ba, am putea spune (v. *supra*), pe care vi le-aţi adus, paradoxal, singur. Vă rog să vedeţi, ex-ex-excelenţă, în cele ce urmează exclusiv o tentativă de a vă lua apărarea, într-un sens, chiar şi împotriva dvs.!

Re-citez: "*Comisia europeană păstrează tăcerea. Dincolo de presupusa sa colaborare cu securitatea sau de legăturile cu unii oameni de afaceri controversaţi, la Bruxelles se discută despre competenţele europene ale lui Varujan Vosganian. Propunerea României devine astfel problematică, având în vedere că pentru a fi comisar este necesară experienţa în gestionarea unui minister*". Şi: "*Tăriceanu a explicat că validarea propunerii României întârzie pentru că, spre deosebire de Meglena Kuneva – ministru al Integrării Europene timp de şase ani în Bulgaria – Vosganian nu este atât de cunoscut pe plan european*" (*ibidem*). Deci nu "acuzaţiile", nu afacerile cu S.O.V. şi Compania, nu posibilitatea, ferm contestată de sectorul interesat al securităţii (SIE) – à propos, asta înseamnă, inenarabile că veţi fi fost spion? un soi de James Bond? palpitant! (pe cînd filmul…) – au determinat respingerea candidaturii dvs. de către CE. Nu, lucrurile-s mult mai simple şi cumva mai inocente. Pur şi simplu, din perspectiva d-lui Barroso şi a celorlalţi comisari europeni dvs., ex-ex-excelenţă, vă dovediţi nimic mai mult decît un guguştiuc! Un biet Tândală prea prost pentru post. Altfel spus, în ciuda rezultatelor dvs. strălucite de la ASE, aţi căzut la examen, inenarabile! Nu este asta cu mult preferabil? Decît respins ca informator al securităţii ori pentru matrapazlîcuri cu maţe-fripte şi moftangii prea plini de vidul lor etic!

Nu ştiu dvs., dar în ce mă priveşte – *respir!* De altminteri, nu vă spusesem eu deja, în legătură cu păguboasele dvs. combine de partid cu d-l Băsescu că vă dovediseţi – adaug, laolaltă cu şeful dvs. de partid, d-l Tăriceanu – un dulce imbecil? Şi n-am precizat că d-l preş. Băsescu era un coţcar (vezi "Moş Nechifor coţcariul" de nemuritorul Ion Creangă) mult prea hîtru pentru alde dvs.? "Il vous a baisé" v-ar spune amuzat un francez, dacă l-aţi pune la curent cu afacerea, ceea ce nu înseamnă tocmai că v-a dat un pupic dulce! Incompetenţa, însă, (vă amintiţi că o evocasem ca o posibilitate şi în *afacerea noastră*, unde rolul d-lui Traian Basescu l-ar juca, în acest caz, d-l G. Diradurian – simt că îl flatez!) nu reprezintă ea, mai cu seamă în mediul dvs. politic de care, moral vorbind, m-am ţinut întotdeauna la o respectuoasă distanţă, aproape singura formă de inocenţă posibilă (în afara cîtorva cazuri, şi prea celebre, şi prea rare ca să le mai precizez). E doar regretabil că un orgoliu greşit înţeles vă împiedică să demisionaţi din nişte funcţii cu care şi prin nivelul dvs. intelectual, şi prin structura dvs. de Tândală vă dovediţi eminamente incompatibil. Vă împiedică "remuneraţiile"? Cumulard delicios!!!

2

Din păcate, lucrurile nu se limitează doar la atît! Într-adevăr, înciudat, nu spun că pe nedrept, de a fi fost constrîns să renunţaţi la faimoasa nominalizare (altfel spus, aţi fost "demisionat" nu din post, ar fi fost prea frumos, ci din posibilitatea postului, din "catindatură", inestimabile) şi, pe deasupra, victimă a unei vanităţi comprehensibile, poate, dar complet inoportune, nu v-aţi

mulţumit să trataţi lucrurile cu o resemnare filosofică intensificată de iertarea creştină (în privinţa asta aţi putea lua exemplu de la mine, ce mă strădui cu atîta osîrdie a vă lua apărarea chiar şi împotriva dvs., cînd vă acuzaţi singur cu savuroasă sinceritate v. *supra*). Nu! Ci luîndu-vă justiţiar avînt aţi tras în justiţie şi ziarul ce vă făcuse pocinogul, publicînd gravele acuzaţii la care ne-am referit mai sus, intitulat (el, ziarul) ca aproape tot ce se publică în România *Jurnalul naţional – România Mare* face o glorioasă excepţie, dar pe dos! – precum şi pe fostul ofiţer al CIE, intentîndu-le un futil proces!!! Ce nu vă putea în nici un caz aduce înapoi de la groapă postul european ci, cel mult, aprofunda şi, ca să zic aşa, orchestra suspiciunile, meritate au ba! Dar… Mai bine să citäm cu doliu în suflet (tot din presa *online*, din 9 iulie 2010):

"Vosganian a pierdut procesul împotriva Jurnalului Naţional, care l-a acuzat de colaborare cu Securitatea"

„Varujan Vosganian a pierdut procesul în care cerea daune de 300.000 de euro lui Liviu Turcu şi lui Marius Tucă – vous n-allez pas de main morte, cum s-ar spune în Franţa: cît ar fi trebuit, cît *ar trebui* să vă cer eu dvs. şi celuilalt inomabil, d-l Gabriel Diradurian, pentru calomniile şi injuriile pe care le-aţi deversat asupră-mi? 3.000.000??? n.m. – *pentru publicarea în "Jurnalul Naţional" a unui articol potrivit căruia liberalul ar fi fost agent al Securităţii, deşi CNSAS a stabilit că politicianul nu a fost informator.*

Tribunalul Bucureşti a respins joi, acţiunea lui Varujan Vosganian, apreciind-o drept neîntemeiată, însă decizia poate fi atacată în apel.

Pentru a putea lua o decizie în acest caz, în 12 mai, instanţa ceruse jurnalistului Marius Tucă să depună la dosar înscrisurile ce au stat la baza articolelor de presă publicate în "Jurnalul Naţional", ce privesc afirmaţiile referitoare la Vosganian.

Procesul a fost intentat în 2006, după ce liberalul a fost propus pentru postul de comisar european".

Şi, mai detaliat:

"Vosganian a pierdut procesul împotriva unui fost ofiţer CIE şi a lui Marius Tucă"

„*Varujan Vosganian a pierdut procesul deschis în noiembrie 2006 după ce, joi, Tribunalul Bucureşti a decis să respingă ca neîntemeiată acţiunea fostului ministru al Economiei şi Finanţelor împotriva fostului ofiţer al Centrului de Informaţii Externe (CIE), Liviu Turcu, a lui Marius Tucă şi a Editurii Intact. Decizia instanţei nu este definitivă şi poate fi atacată cu apel*.

Varujan Vosganian a înaintat acţiunea de chemare în judecată în data de 29 noiembrie 2006, după ce i-a acuzat pe Liviu Turcu şi Marius Tucă de calomnie în legătură cu publicarea unui articol în "Jurnalul Naţional", în care se spunea că actualul senator PNL ar fi fost agent acoperit al Securităţii. Fostul ministru a cerut daune în valoare de 300.000 de euro.

Varujan Vosganian, în prezent vicepreşedinte al PNL şi senator, a renunţat la nominalizarea pentru postul de comisar european din partea României în urma scandalului generat de un articol publicat de fostul spion al Centrului de Informaţii Externe (CIE), Liviu Turcu, în Jurnalul Naţional, în care era acuzat că a fost agent al fostei Securităţi.

Ulterior, Varujan Vosganian a primit de la Colegiul Naţional pentru Studierea Arhivelor fostei Securităţi (CNSAS) decizia de necolaborare cu Securitatea în care se arată că nu există nici un dosar pe numele său în evidenţa Direcţiei de investigaţii a colegiului şi în arhivele Securităţii. "Domnul Vosganian Varujan nu figurează în bazele de date ale Direcţiei de

Investigaţii a CNSAS, este necunoscut în evidenţele create de securitate şi nu au fost identificate informaţii/dosare/documente întocmite pe numele său necesare pentru stabilirea calităţii de agent sau colaborator al poliţiei politice comuniste", se arată în documentul menţionat, semnat de fostul preşedinte al CNSAS, Claudiu Secaşiu (alt "Claudiu"! în plus, "fost"! n.m.).

Deşi CNSAS dăduse deja un verdict de necolaborare cu organele de poliţie politică în cazul lui Varujan Vosganian, ***această instituţie a făcut o nouă cerere*** (s.m.; nu numai TB nu pare să pună mare temei pe afirmaţiile CNSAS, dar nici măcar CNSAS nu are încredere în CNSAS, ceea ce e sensibil mai grav! n.m.) *către arhivele serviciilor secrete spre a-i preda orice informaţie legată de trecutul lui* (v. *supra* dubiile preşedintelui Băsescu privind veridicitatea informaţiilor transmise de "servicii"). *Toate serviciile secrete româneşti care au primit solicitarea Colegiului au răspuns că nu au în evidenţele lor informaţii care să ateste că Vosganian a colaborat cu Securitatea* (în privinţa aceasta v. *infra*).

Varujan Vosganian a declarat la acea vreme că "surse de la Bruxelles" i-au dezvăluit că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare a sa odată cu propunerea lui pentru fotoliul de Comisar European. «Acele momente au constituit o încercare neobişnuit de grea pentru mine. *A fost o campanie de denigrare fără precedent* (cine vorbeşte!!! n.m.) *asupra unei persoane care, nu numai că era cunoscută, dar făcea politică de 16 ani de zile* (nu e, neapărat, un merit! n.m.). *În câteva ore, am fost acuzat că aş fi spion, extremist, rasist* (tiens! asta n-o mai ştiam; trebuie oare s-o apropiem de informaţia de pe Wikipedia conform căreia aţi fi condus un mic partid de extremă dreaptă? n.m.) *şi aşa mai departe. Au fost informaţii rău voitoare* (pe dvs., în schimb, vă animă întotdeauna numai bunăvoinţa cea mai imaculată! n.m.) *dintre care, o parte, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles. Eu purtasem o discuţie cu aceştia şi existau mari şanse să fiu acceptat pe acel post. Am asigurat reprezentanţii Comisiei Europene că vom desfiinţa acuzaţiile prin dovezi* (vom desfiinţa acuzaţiile sau *îi vom desfiinţa pe acuzatori* – nota mea, desigur: oricum CE n-a primit nimic în acest sens din partea dvs.), *ceea ce am şi făcut ulterior* (hm!). *Aceeaşi* (sic! vă consiliez forma "aceiaşi") *reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles», a declarat Vosganian. Acesta a mai spus că prezenţa sa la Bruxelles ar fi dat mai multă credibilitate PNL iar cineva dorea să arate că PNL eşuează* (acest "cineva" machiavelic n-o fi cumva preşedintele Băsescu? cînd vă spuneam, inenarabile, că d-l preşedinte e un coţcariu prea hâtru pentru domniile voastre, dvs. înşivă şi credinciosul dvs. susţinător, d-l Tăriceanu! n.m*.). «Acest atac a fost organizat de adversarii PNL sau chiar de aliaţi (ah, perfizii! cum trebuie să fi fost rănit în inocenţa dvs., imaculat Mecena al calomniatorilor! n.m. mereu) care doreau slăbirea partidului din care fac parte», a declarat Varujan Vosganian.*

Ulterior, Vosganian a anunţat că îi va da în judecată pe Marius Tucă şi pe Liviu Turcu. «Toate afirmaţiile calomnioase (sînteţi sigur că îndrăzniţi să folosiţi această sintagmă? n.m.) *la adresa mea s-au dovedit a fi o făcătură* (parcă am mai auzit undeva expresia asta, n.m.). *De altfel CNSAS a dat un verdict unic în istoria sa în care a spus că nicăieri nu există nicio referire la o astfel de activitate pe care aş fi dus-o şi nu am făcut parte din nicio structură represivă din România* (sînteţi sigur că sînteţi scriitor, d-le Vosganian? v-o spun pentru că am impresia că împărtăşiţi cu Ion Iliescu şi alţii asemenea aceleaşi probleme cu pronumele relativ şi cu gramatica limbii române, asta ca să nu mai vorbim de logica propoziţiei în ansamblu, n.m.) (…) *Am înaintat actele pentru a-i da în judecată pe Marius Tucă de la "Jurnalul Naţional" şi pe Liviu Turcu», a spus Vosganian.*

Vosganian fusese propus iniţial pentru ocuparea postului de comisar european la Bruxelles însă, la scurt timp după nominalizare, la adresa acestuia au apărut o serie de acuzaţii. Premierul Călin Popescu Tăriceanu a înaintat Comisiei Europene o nouă propunere, Leonard Orban" (şi tu, Brutus! n.m.) (finalul articolului).

Coincidenţă penibilă! Şi Comisia Europeană, şi Tribunalul Bucureşti nu par să pună bază pe declaraţiile repetate ale CNSAS, ca să nu mai vorbim de SIE ori de noul Funes (a nu se confunda cu genialul actor comic francez Louis de Funes!), d-l gen. Predoiu, cel ce-şi aminteşte fără a mai recurge la arhive că dvs. inenarabile n-aveţi dosar, altfel spus "condicuţă" la fosta securitate (e drept, nu ne spune nimic de cea nouă, dar nimeni nu e perfect). Mai mult, în termeni acoperiţi, fiind domnia sa foarte hâtru, şi preşedintele Băsescu pare să implice, am văzut cu mîhnire mai sus, cum că "serviciile" vă trag în piept ("trag tunuri", aşa spuneţi acum dvs.?), ascunzîndu-vă situaţia propriului dosar. De fapt, că n-aţi avea deloc, *tocmai asta-i ciudat*, pentru că, *ar trebui s-o ştiţi mai bine ca mine, toată lumea are de vreme ce toţi am fost urmăriţi (unii mai sîntem) de securitate (mai veche, mai nouă, ce contează!).* Totul e ***ce fel de dosar****!* ***De urmărit ori de urmăritor.*** SIE şi CNSAS spun însă că nu aveţi ***deloc***! Dvs., de asemenea, dacă ceilalţi spun, ce să faceţi, spuneţi şi dvs. ca ei. Peste poate! Adică în toată România toţi (pînă şi V.C. Tudor despre care se spunea mai demult că şi l-ar fi cumpărat, aşa ca să-l răsfoiască în seri nostalgice) au, iar dvs., inenarabile, nu?! Sau dosarul dvs. conţinînd şi alte lucruri, menite să rămînă secrete, îl negaţi *in toto,* ca să nu poată fi cercetat în parte, mai ales *în părţi*. Nu vă daţi seama că tocmai această negaţie masivă a unui fapt elementar vă acuză mai abitir? Din cauza asta sau din alta, în orice caz faptul e cert: nici Comisia Europeană, nici Tribunalul Bucureşti *nu v-au crezut.* Prima trebuie că a găsit neîntemeiată nominalizarea dvs. pentru funcţia de Comisar European, de vreme ce v-a respins fără multă vorbă, al doilea, faptul e dureros, ştiu, v-a respins acţiunea ca neîntemeiată. Ce să însemne asta? Că în ciuda multelor şi prestigioaselor declaraţii de inocentare, CE şi TB acceptă afirmaţiile ce vă inculpă mai degrabă decît pe cele ce vă disculpă? La prima vedere, aşa s-ar zice! Altfel cum să înţelegi formula asta: "Tribunalul Bucureşti a respins, joi, acţiunea lui Varujan Vosganian, apreciind-o drept neîntemeiată…"

La asta s-ar mai adăuga două nelămuriri, poate mă limpeziţi dvs., inenarabile, dulce Mecena al calomniatorilor. Citim, re-citînd:

"*Domnul Vosganian Varujan nu figurează în bazele de date ale Direcţiei de Investigaţii a CNSAS, este necunoscut în evidenţele create de securitate şi nu au fost identificate informaţii/dosare/documente întocmite pe numele său necesare pentru stabilirea calităţii de agent sau colaborator al poliţiei politice comuniste, se arată în documentul menţionat, semnat de fostul preşedinte al CNSAS, Claudiu Secaşiu*", ni se spune. Declaraţia, cum vedeţi, e semnată de d-l Claudiu Secaşiu, *fostul preşedinte al CNSAS.* Ce vreau eu să înţeleg e dacă d-l în chestie şi-a semnat foarte importanta declaraţie *după* ce încetase a mai fi preşedintele CNSAS ori *înainte*? Altfel spus, dacă a semnat-o în prestigioasa calitate de "fost" a domniei sale ori dacă avem a face cu afirmaţiile unui preşedinte în funcţiune şi mai ales dacă respectivele aserţiuni *prezintă acelaşi grad de validitate* într-un caz ca şi în celălalt. Nu de alta, dar în afacerea asta figurează cam mulţi "foşti": dvs. ca "fost ministru al Economiei şi Finanţelor", d-l Liviu Turcu ca "fost ofiţer al Centrului de Informaţii Externe (CIE)" şi acum, colac peste pupăză, şi d-l Claudiu Secaşiu ca "fost preşedinte al CNSAS". Hotărît, prea mulţi şi toţi cu pretenţii!

Acum, altă nelămurire.

"*Deşi CNSAS dăduse deja un verdict de necolaborare cu organele de poliţie politică în cazul lui Varujan Vosganian* – se zice –, ***această instituţie a făcut o nouă cerere*** (s.m.) *către arhivele*

serviciilor secrete spre a-i preda orice informaţie legată de trecutul lui. Toate serviciile secrete româneşti care au primit solicitarea Colegiului au răspuns că nu au în evidenţele lor informaţii care să ateste că Vosganian a colaborat cu Securitatea".

Admir conştiinciozitatea CNSAS-ului ca şi a serviciilor secrete solicitate (tot acelea pe care Ioan Petru Culianu le felicita pentru imbecilitatea lor epocală, ce stabilea un soi de nou record mondial în ce priveşte "inteligenţele"?) însă nu vi se pare că atîtea întrebări reluate trădează aşa, ca o neîncredere, în validitatea răspunsului? Hâtra afirmaţie a d-lui preşedinte Băsescu, ce combina astuţios "garanţiile" cu posibilitatea ca "serviciile" *să-l fi mînţit* – pe domnia-sa, darmite pe de-alde noi sau de dvs. – pare să meargă în aceeaşi direcţie.

Dar lucrurile nu se limitează la atît. Într-adevăr, continuînd citarea aflăm:

"*Varujan Vosganian a declarat la acea vreme că "surse de la Bruxelles" i-au dezvăluit că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare a sa odată cu propunerea lui pentru fotoliul de Comisar European. «Acele momente au constituit o încercare neobişnuit de grea pentru mine. A fost o campanie de denigrare fără precedent asupra unei persoane care, nu numai că era cunoscută, dar făcea politică de 16 ani de zile. În câteva ore, am fost acuzat că aş fi spion, extremist, rasist şi aşa mai departe. Au fost informaţii rău voitoare dintre care, o parte, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles. Eu purtasem o discuţie cu aceştia şi existau mari şanse să fiu acceptat pe acel post. Am asigurat reprezentanţii Comisiei Europene că vom desfiinţa acuzaţiile prin dovezi, ceea ce am şi făcut ulterior. Aceeaşi reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles», a declarat Vosganian*".

Desigur, compătimesc, la urma urmelor, eu însumi am fost victima unor atacuri cam de acelaşi fel, numai că mult mai grave (e drept, conţinutul acuzaţiilor diferea oarecum nimeni neavînd încă ideea obscenă să mă trateze de "informator", dar mai ştii, pofta vine mîncînd iar securitatea are mai multe pofte ca o prostituată în luna a noua), deşi, poate nu ştiţi, însă niciodată n-am candidat la postul de comisar european, nici n-am visat la aşa ceva. Şi totuşi! "A fost o campanie fără precedent…" glăsuiţi dvs., inenarabile. Vă propun să recitiţi mîrşăviile pe care mi le adresează d-l Diradurian şi să le comparaţi cu ce se va fi spus ori scris despre domnia voastră şi după aceea să vă pronunţaţi – aş fi chiar curios să-mi spuneţi care-s mai abjecte şi, mai ales, mai neîndreptăţite, cele adresate dvs. ori cele destinate mie! O să-mi răspundeţi: "nu pot şti dacă acuzaţiile ce vă sînt adresate ar fi sau nu neîndreptăţite". La asta nu pot decît să vă invit să citiţi *Scrisoarea dschisă I*, în fond, adresată chiar dvs., inenarabile, ce demontează, sper, suficient, mecanismul injuriilor şi calomniilor diraduriene. Iar dacă pe de altă parte, dvs. aţi persista în a vă afirma ignoranţa, aş putea să vă răspund că nici eu nu ştiu, la urma urmelor, dacă acuzaţiile ce vă sînt adresate sînt sau nu îndreptăţite – nu declaraţiile unor securişti de la SIE or să mă convingă sau caraghioslîcurile vădit ambarasate ale d-lui general Predoiu! – şi, cu toate acestea, n-am finanţat publicarea sau difuzarea lor. Ca dvs. în ce mă priveşte!

Aş merge chiar mai departe şi aş spune că personal nu pot să cred, fără probe concludente, cum că aţi fi rasist sau extremist. De altfel, pot să mă înşel, însă profilul psihologic al acestora nu vă corespunde, rasiştii şi extremiştii fiind, în genere, fanatici cu agresivitatea pripită, cu violenţa sinucigaşă, psihopaţi practic lipsiţi de simţul riscului, nu poltroni hiperprudenţi ca dvs. care aţi aşteptat 12 ani pentru o copită şi aceea oblică (de măgar, se înţelege!). Şi totuşi! Ce-i cu partiduleţul cela de extremă dreaptă de care se vorbeşte şi pe care l-aţi fi condus?!! Cît despre faptul că aţi fi cunoscut ca făcînd politică de 16 ani de zile, eu nu m-aş lăuda prea mult în locul dvs. cu asta. În Franţa, cînd vine vorba de oamenii politici, bieţi îngeraşi în raport cu omologii

lor români (mă refer la cetăţenie!) se spune în genere (nu invent nimic): *tous pourris!* Deci vă consiliez prudenţa!

Acum, în ce priveşte "sursele din Bruxelles" cu care vă lăudaţi, mărturisesc că nu prea înţeleg. Pe de o parte, s-ar zice că ar fi vorba realmente de nişte surse, de vreme ce vă comunică informaţii pe care daţi impresia de a le fi ignorat. Pe de altă parte, impresia e totuşi aceea a unor "ecouri" – gen "ne parvin ecouri din Bucureşti" nouă, comisarilor europeni din Bruxelles şi vi le împărtăşim şi dvs. pentru a vă cunoaşte reacţia". În acest caz, termenul de "surse" nu mi se mai pare adecvat, cu atît mai mult cu cît informaţiile par să vă fi fost cunoscute deja din altă parte, din alte "surse", de vreme ce sînteţi în stare a vă pronunţa asupra caracterului lor incomplet ("Au fost informaţii rău voitoare *dintre care, o parte*, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles", s.m.).

Evident, inenarabile, ar fi dificil să nu apropiem declaraţia dvs. suscitată: "*Aceeaşi* (mereu sic! – forma corectă e "aceiaşi" d-le prim-vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor!) *reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles" de o alta, cumva mai sibilinică: "Eu am probleme la Bruxelles cu reprezentanţii României, nu cu cei ai UE*". După cum "oficialii europeni" ce v-ar fi cerut să nu daţi explicaţii presei – asta în ciuda faptului "că preşedintele CE, Jose Manuel Durao Barroso", care nu vă făcuse nici un reproş, vă ceruse explicit să-i oferiţi "toate argumentele ca să poată contracara" tocmai "informaţiile vehiculate în presă" – nu par să se găsească prea departe de mult citatele "surse". Numai că aici mai apare un hic sau, mai degrabă, un hîc.

En effet, în prea puţin coerentele dvs. declaraţii, alegru contradictorii (lucru curios la un personaj ce pretinde a exprima cel mai pur adevăr), prezentaţi evenimentele în două forme, net diferite.

a) "Au fost informaţii rău voitoare dintre care, o parte, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles" spuneţi dvs. În acest prim caz, avem a face cu o *informaţie auditivă*, "reprezentanţii de la Bruxelles", altminteri, s-ar zice, binevoitori de e să vă credem, *au auzit* "informaţiile răuvoitoare" în chestie, de vreme ce acestea le-"au ajuns la urechi". La drept vorbind, sursa acestor "informaţii răuvoitoare" nu ne e precizată, însă credeţi că ne-am avansa prea mult dacă am defini-o prin sintagma "informatori răuvoitori"? Asta cu atît mai mult cu cît chiar dvs., inenarabile, spuneţi cu nedezminţită vigoare: "Eu am probleme la Bruxelles cu reprezentanţii României, nu cu cei ai UE" şi "Aceeaşi (re-re-sic!) reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles" (v. şi *supra*). Putem dară preciza: "informaţiile răuvoitoare" provin, indiscutabil şi inexcuzabil (încă o dată, urmez în chipul cel mai strict informaţiile pe care chiar dvs. le furnizaţi) din partea "anumitor persoane politice" române pe care le putem califica ca "informatori răuvoitori" *puisque* au dus o "campanie de denigrare" în contra dvs., campanie a cărei oroare n-o putem aprecia decît furnizînd, încă o dată – dar e vreodată *prea mult* cînd în joc e restituirea adevărului – citatul integral: "A fost o campanie de denigrare fără precedent asupra unei persoane care, nu numai că era cunoscută, dar făcea politică de 16 ani de zile. În câteva ore, am fost acuzat că aş fi spion, extremist, rasist şi aşa mai departe. Au fost informaţii rău voitoare dintre care, o parte, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles. Eu purtasem o discuţie cu aceştia şi existau mari şanse să fiu acceptat pe acel post. Am asigurat reprezentanţii Comisiei Europene că vom desfiinţa acuzaţiile prin dovezi, ceea ce am şi făcut ulterior. Aceeaşi reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles". Nu ştiu cum vedeţi dvs. lucrurile, dar în

ce mă priveşte îmi vine pur şi simplu să spun – îmbrăţişîndu-mă în această direcţie cu premierul Tăriceanu – cum că acestor "persoane politice" pretins române le lipseşte, pur şi simplu patriotismul!

Bun, în primul caz, deci, "informatori răuvoitori" vehiculînd pe cale orală informaţii nu mai puţin răuvoitoare. În plus, aceşti informatori, autori ai unei "campanii de denigrare fără precedent" a cărei victimă inocentă indiscutabil sînteţi (îmbrăţişez aici întru totul punctul dvs. de vedere, o, inenarabile!), de profesie politicieni şi de origine români se dovedesc nu doar nişte indivizi complet fără scrupule ci şi lipsiţi de cel mai elementar sentiment patriotic[8] – deh!

b) Dar în al doilea caz? Aici e buba! Pentru că al doilea caz sau, mai degrabă, a doua versiune nu mai comportă nici cea mai vagă referinţă la răuvoitorii ceia de origine română dar de o crasă lipsă de patriotism ci exclusiv la presa occidentală. Ne amintim. Preşedintele CE, Jose Manuel Durão Barroso, ce nu vă făcuse, altminteri, inenarabile, nici un *reproş* (s.m., curios termen pentru nişte *calomnii*, cum prezentaţi dvs. acuzaţiile ce v-au privat totuşi de post) v-ar fi cerut numai să-i oferiţi "toate argumentele ca să poată contracara informaţiile vehiculate de presă". De *presă,* vehicul eminamente vizual, nu de inşi înscrişi la "bîrfitorul anonim" ori la "clubul calomniatorilor capitalei" – ca dvs. ex-ex-excelenţă sau ca preaabjectul d-n Diradurian, protejatul dvs. – (vehicul auditiv, de data asta). Ştiţi oare să faceţi diferenţa, inestimabile? Ce faceţi, însă, dvs.? Lucrurile astea le-am spus deja mai sus, dar se potrivesc foarte bine şi în contextul prezent. *Nimic!* ***Absolut nimic!!!*** Aduceţi, dvs., victimă inocentă a calomniilor susmenţionate, d-lui Barroso vreunul din acele argumente indispensabile pe care indulgentul preşedinte al CE vi le solicitase tocmai pentru a vă "albi" în faţa unei prese prea puţin tolerante, s-ar zice? Nicidecum! Vă adresaţi dvs. înşivă voracei prese occidentale ce îşi împodobea deja paginile cu zdrenţele nevinovăţiei dvs. însîngerate? Scalp şi alte prăzi vînătoreşti… Nici atît! De ce? Pentru că v-ar fi cerut-o "oficialii europeni". Îmi daţi voie să vă spun că rolul acestor "oficiali europeni" e cel puţin neclar? De altfel, sînt ei diferiţi de "reprezentanţii de la Bruxelles" "la urechile" cărora ar fi ajuns acele "informaţii răuvoitoare" la care ne-am referit mai sus şi la care ne vom referi şi mai jos? Sau de acele "surse", tot de la Bruxelles, ce v-ar fi "dezvăluit că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare" contra dvs., campanie declanşată de nominalizarea feselor ce cu onoare vă poartă "pentru fotoliul de Comisar European" (pe cînd nişte decoraţii posterioare nu doar exclusiv anterioare, inestimabile! sper că n-o să vă plîngeţi de vulgaritate, nu dvs., Mecena calomniatorului Diradurian!). Personal optez pentru identitatea tuturor acestor referenţi (oficialii = reprezentanţii = sursele) deşi sînteţi liber să contestaţi această opţiune.

Dar în acest caz, de ce v-ar fi sfătuit "oficialii" să acţionaţi (la drept vorbind, să acţionaţi… prin inacţiune) într-un sens opus blîndelor exigenţe ale blajinului Preşedinte al CE, Jose Manuel Durão Barroso? Pentru că prezentîndu-vă în faţa presei riscaţi, tocmai dvs., inocentul calomniat, să vă compromiteţi în chip mai mult sau mai puţin grav? Mai degrabă mai mult decît mai puţin, s-ar zice… Ori pentru că prezenţa dvs., inenarabile, în faţa implacabilei prese risca, în plus, să

[8] Vezi mai sus declaraţia d-lui Tăriceanu: "M-aş fi aşteptat ca persoanele care au poziţii înalte în România – şi mă refer atât la preşedintele Traian Băsescu, cât şi la celelalte persoane politice, inclusiv liderul PSD – să aibă o atitudine fără echivoc, pentru că Vosganian nu mai este membru PNL, ci reprezentantul României". Evident, d-l Tăriceanu, ca premier, nu se sfieşte a numi direct pe unii din "informatorii răuvoitori" – să fie vorba de însuşi preşedintele Traian Băsescu? se sparie gândul! – lucru pe care dvs., ex-ex-excelenţă nu vi-l permiteţi, probabil ca mai mic în grad: "Acest atac a fost organizat de adversarii PNL sau chiar de aliaţi care doreau slăbirea partidului din care fac parte" declaraţi, modest, dar cu mult schepsis, dvs.

declanşeze un scandal ce-ar fi afectat nu doar persoana dvs., în fond insignifiantă, ci şi CE?! Această ultimă eventualitate ne confruntă şi cu o altă întrebare, extrem de tulburătoare. Ignora d-l Preşedinte Barroso intervenţia "oficialilor" sau era perfect la curent cu ea şi, atunci, "blîndeţea" domniei sale era doar expresia unei indulgenţe proprie firii sale ori o tendinţă de a "calma jocul" pentru a vă îndepărta mai eficace de periculosul front al expresiei publice? Mărturisesc, că-mi e absolut imposibil să răspund la aceste perturbante interogaţii. Remarc numai că "sfătuit" sau nu, dvs. inenarabile *nu* aţi înfruntat cu inocenţa dvs. imaculată şi cu argumentele dvs. imbatabile lumina crudă a unei necesare (nu! indispensabile!!) conferinţe de presă, necesare, indispensabile, nu exclusiv pentru mărunta dvs. persoană ci mai ales pentru onoarea ţării pe care fuseseţi (imprudent sau, mai degrabă, calculat, aş zice) nominalizat să o reprezentaţi *pe plan european.* Necesar, ba chiar indispensabil *şi* din punctul de vedere al identităţii armene pe care, tăcînd, n-o puteaţi decît păta.

Cum însă, după toate aparenţele, nu vă păsa nici de una nici de cealaltă, dvs., inenarabile, aţi ales, după obicei, "cauza" propriei epiderme prin mijlocirea unei poltrone tăceri. Tăcere ce nu putea decît confirma acuzaţiile vehiculate de presă şi, deci, submina sensibil ideea unei simple manipulări calomnioase venite din partea rivalilor din şi din afara PNL. Idee ce vă aparţine (citez): "*Acesta* (dvs. inestimabile, n.m.) *a mai spus că prezenţa sa la Bruxelles ar fi dat mai multă credibilitate PNL iar cineva dorea să arate că PNL eşuează. «Acest atac a fost organizat de adversarii PNL sau chiar de aliaţi care doreau slăbirea partidului din care fac parte», a declarat Varujan Vosganian*".

Da, ştiu: "*Ulterior, Vosganian a anunţat că îi va da în judecată pe Marius Tucă şi pe Liviu Turcu. «Toate afirmaţiile calomnioase la adresa mea s-au dovedit a fi o făcătură. De altfel CNSAS a dat un verdict unic în istoria sa în care a spus că nicăieri nu există nicio referire la o astfel de activitate pe care aş fi dus-o şi nu am făcut parte din nicio structură represivă din România. (...) Am înaintat actele pentru a-i da în judecată pe Marius Tucă de la "Jurnalul Naţional" şi pe Liviu Turcu», a spus Vosganian*". Dar în primul rînd chestia cu "făcătura" nu fusese deloc dovedită cînd TB v-a respins acţiunea ca "neîntemeiată", şi, cu siguranţă, nici cînd, poate mai mult în urma atitudinii dvs. laşe decît în urma acuzaţiilor ca atare, atitudine ce, s-ar zice, le confirma, CE v-a refuzat nominalizarea. Sintaxa "declaraţiei" n-o mai discut…

Mai trebuie să mai spun că prudenta "alegere a terenului", adică faptul că refuzînd confruntarea directă cu reprezentanţii presei occidentale, confruntare ce ar fi putut limpezi imediat situaţia, salvîndu-vă poate chiar şi nominalizarea – asta, bineînţeles, dacă aveaţi realmente argumentele cu care vă lăudaţi – aţi deplasat lupta pe teren românesc unde, vorba dvs. nu numai că eraţi cunoscut, dar făceaţi politică de 16 ani de zile, nu merge tocmai în direcţia unei consolidări a credibilităţii ci taman dimpotrivă… Ca probă înfrîngerea dvs., ex-ex-excelenţă, în faţa TB! Hotărît, discernămîntul politic nu vă caracterizează.

3

Desigur, vă rămînea recursul. Recursul la care, după deja 4 ani de proces (2006-2010) nu puteaţi să renunţaţi. Şi cum vă înţeleg, inenarabile.

Eu însumi am trecut printr-un proces complicat, în aparenţă contra Editurii Academiei doar, în esenţă, contra regimului comunist, proces pe care l-am cîştigat pe chiar teritoriul politic al dictaturii şi totalitarismului (elemente ale afacerii au fost publicate în "Ararat", nr. 23-24 din decembrie 2007, sub titlul *Un conglomerat al durerii şi dezgustului*, însă precizez că varianta publicată reprezintă un fragment doar al unui text mai vast, de peste 20 de pagini); pierzînd în

prima instanţă, am cîştigat în apel. Apoi, cum editura a obţinut recurs extraordinar din partea procuraturii, am fost nevoit să mai cîştig o dată în faţa Tribunalului Suprem. În fine, de data asta singur, fără avocat, am cîştigat, de două ori, în prima instanţă şi împotriva apelului editurii, procesul pentru despăgubiri (vreo 20.000 de lei). Deci, pricep perfect necesitatea luptei intransigente, implacabile, a luptei ce nu poate fi oprită decît de victorie, cînd în joc e cauza dreptăţii, mai mult, cînd printr-un paradox dureros, propria persoană devine o cauză. Dar avem de a face cu aşa ceva în cazul dvs.? Să vedem.

Mai întîi de toate, însă, să ne concentrăm asupra elementului factual fundamental. De astă dată, după eşecul ruşinos în faţa CE, a reprezentanţilor europeni şi a preşedintelui Barroso, în faţa presei occidentale, mai ales, după înfrîngerea nu mai puţin penibilă în faţa TB, aţi cîştigat, inestimabile.

"**Justiţia admite cererea lui Varujan Vosganian de executare silită a trustului Intact**, *după ce Jurnalul Naţional a publicat, în 2006, un articol care îl acuza că a colaborat cu securitatea*".

Sentinţa e datată din 14 septembrie 2012, ceea ce înseamnă că v-aţi judecat, *en tout et pour tout*, vreo şase ani. Dar să detaliem citările:

"*Judecătoria sectorului 3 a admis vineri cererea senatorului PNL Varujan Vosganian de executare silită a trustului Intact, aflat în proprietatea familiei lui Dan Voiculescu. Hotărârea instanţei este executorie, anunţă Realitatea TV.*

Varujan Vosganian i-a dat în judecată, pentru calomnie, pe Marius Tucă, Liviu Turcu şi editura Intact, după ce Jurnalul Naţional a publicat un articol, în urmă cu şase ani, în care se afirma că acesta ar fi colaborat cu securitatea. În urma acestui articol, Vosganian a renunţat la nominalizarea pentru o funcţie de comisar european (eu rămăsesem cu impresia, din documentele citate anterior, că "aţi fost renunţat", inestimabile, nu că aţi fi făcut-o "de bună voie şi nesilit de nimeni"; dar mă rog, percepţiile pot diferi… n.m.). Potrivit unei decizii a CNSAS publicată ulterior, Vosganian nu a colaborat cu poliţia politică a comuniştilor.

Senatorul PNL a cerut magistraţilor să admită executarea silită pentru toate conturile bancare, bunuri mobiliare sau imobiliare ale trustului de presă, pentru suma de 40 de mii de euro".

Staţi puţin! Staţi, să ne înţelegem! Eu, inenarabile, reţinusem că dvs. solicitaseţi justiţiei 300.000 de euro, nu … 40.000!!! Adică, dvs. cereţi o sumă şi justiţia vă acordă cam 13%… Asta-i victorie? Cam pe sponci! Eu, singur, fără avocat, fără nici un sprijin, nu ca dvs. cu tot PNL-ul în spate, am cîştigat exact cît am cerut, ba chiar am aflat ulterior – dar dacă nu era nimeni să-mi spună… – că aş fi putut obţine *mai mult.* Dreptatea mea, chiar în plin totalitarism, chiar după ce semnasem apelul Goma şi-mi exprimasem nu o dată sentimentele profund anticomuniste, a fost recunoscută integral. De ce? Pentru că *un om drept* cîştigă chiar şi în plin comunism, chiar şi în plin nazism, întoarce armele totalitarismului împortiva sistemului pe care acestea sînt făcute, normal, să-l slujească, *dacă sentimentul dreptăţii îi e întemeiat pe un inalterabil sentiment de libertate interioară.* În cazul dvs., inenarabile, în ciuda "pilelor" (vom vedea mai jos), ce victorie ciuntită, ce victorie scremută… Dar să revenim:

"*De asemenea, se cere şi poprire pe conturile personale şi salariile directorului Jurnalul Naţional, Marius Tucă, şi a veniturilor colaboratorul(ui) trustului, Liviu Turcu*".

Sentinţa Judecătoriei sectorului 3, ce privea, vizibil, exclusiv partea financiară, a fost precedată de o alta, a Curţii de Apel Bucureşti, din (dacă am înţeles bine) 16 martie 2012, deci anterioară cu vreo şase luni sentinţei mai sus citate.

Pentru ca nimic să nu tulbure în inestimabilii dvs. ochi, o, inenarabile, impresia celei mai depline obiectivităţi din parte-mi vreau să redau, în chipul cel mai exhaustiv cu putinţă, imaginea triumfului dvs., aşa cum îl înregistraţi cu neascunsă satisfacţie pe propriul sit:

"**Agenţiile de presă: Varujan Vosganian a câştigat runda a doua a procesului cu Marius Tucă, Liviu Turcu şi Editura Intact**. *Varujan Vosganian trebuie să primească 40.000 de euro de la Marius Tucă.*

Liberalul Varujan Vosganian a avut câştig de cauză la Curtea de Apel Bucureşti în procesul de calomnie intentat jurnalistului Marius Tucă şi editurii Intact în urmă cu şase ani. Curtea de Apel Bucureşti a decis că Varujan Vosganian trebuie să primească despăgubiri de 40.000 de euro în procesul de calomnie intentat jurnalistului Marius Tucă şi editurii Intact.

Fostul ministru al Economiei a intentat un proces pentru calomnie în urmă cu şase ani, când a fost nevoit să renunţe la o funcţie de comisar european din partea României din cauza unor informaţii apărute în presă, potrivit cărora ar fi colaborat cu Securitatea. În timpul procesului, martorul lui Vosganian a fost chiar fostul premier Călin Popescu Tăriceanu*, care a afirmat că nu s-a găsit nici o dovadă privind implicarea colegului său de partid în activitatea serviciilor secrete* (credeam că chestiunea privea, mai degrabă, ***implicarea serviciilor secrete în activitatea dvs.***, dar e posibil să mă înşel, cunoştinţele mele în domeniu fiind cu siguranţă net inferioare celor ale ex-premierului C. Popescu Tăriceanu n.m.).

Iniţial, Tribunalul Bucureşti a respins acţiunea prin care liberalul cerea daune de 300.000 de euro, dar Curtea de Apel i-a dat câştig de cauză. Totuşi, decizia nu este definitivă şi poate fi atacată cu recurs (se pare că recursul extraordinar n-a intrat în funcţiune n.m.)".

Totuşi, pentru că tot ce se petrece în România trebuie să sfîrşească cu un pupic dulce şi în afacerea dvs. şi a d-lui M. Tucă, Caragiale a răspuns prezent la apel (citäm cu deosebită plăcere din articolul **Condiţiile împăcării dintre Vosganian şi Tucă** din 16 Martie 2012, semnat de Virgil Burlă şi Cristian Şt. Vasilcoiu):

"*Varujan Vosganian se împacă cu Marius Tucă dacă, cel din urmă "aranjează" o emisiune la "Sinteza Zilei" în care să dezmintă informaţiile făcute în urmă cu şase ani, potrivit cărora Varujan* (chiar aşa, per-Varujan? inenarabile, vă declar solemn, eu, oricît v-aş detesta, şi vă detest, nu mi-aş permite! n.m.) *a colaborat cu Securitatea. Declaraţia comună ar trebui publicată şi pe prima pagină a "Jurnalului Naţional". În caz contrar, Vosganian continuă procesul de calomnie şi cere 300.000 de euro* (eu cred că bluffaţi, inestimabile, un nou proces, admiţînd că aţi fi putut lansa recurs extraordinar peste un apel cîştigat – am unele dubii –, n-ar fi fost în avantajul dvs., politic vorbind prelungirea scandalului mergînd împotriva intereselor dvs.; se pare însă că sînteţi mai hîtru decît d-l Tucă, căci cu un coţcariu de teapa d-lui preşedinte Băsescu nu cred că v-ar fi mers n.m. sau mai precis convingerea mea personală). *«Altfel, vreau o soluţie fermă care să taxeze amatorismul lui Tucă care a preluat fără profesionalism ceea ce a afirmat Vasile Turcu»* (pardon, pe Vasile îl cheamă de fapt Liviu! n.m.)*, a precizat senatorul. Tăriceanu are şi acum încredere în colegul liberal, un prieten din copilărie a afirmat că, de nouă ani se vede zilnic cu el*".

N-o să vă supăraţi dacă am să mă hazardez să afirm că, după opinia mea, elementul decisiv al afacerii a fost "prietenul din copilărie"? De ce? Evident pentru că n-avea nici o legătură cu nimic, pentru că nu proba absolut nimic, reprezentînd un testimoniu eminamente suprarealist deci imbatabil! Imparabil! Dar, pentru că de acum caragialismul este pe culmi, la fel ca şi emoţia mea, o! inenarabile d-le senator, am să încerc să iau lucrurile pe şart.

4

Am să folosesc, pentru asta, tocmai acest ultim articol din 16 Martie 2012 citat de pe Internet – hotărît, o invenţie nemaipomenită ce ne permite să aflăm tot soiul de lucruri dintre cele mai ciudate, unele de-a dreptul neplăcute de altfel, ca veştile despre acel prieten din facultate cu dublu pseudonim agăţat de "condicuţă", sau despre acel Ilustru cu lustru şi pseudonim unic, poziţionat la fel (dar nu despre ei vreau să scriu acum). Să începem dară a citare, nu din alt motiv decît acela de a intra mai adînc în atmosfera ăstui proces extraordinar, impregnat pînă dincolo de limită de atmosfera literară proprie strămoşului teatrului absurd.

"*Penultimul termen al procesului de calomnie dintre senatorul Varujan Vosganian pe de o parte şi Marius Tucă, Editura Intact şi fostul securist Vasile Turcu*[9] *pe de altă parte s-a consumat cu audierea lui Călin Popescu Tăriceanu* ***şi a celui mai bun prieten al lui Vosganian*** *(s.m.). Primul a susţinut că a primit de la SIE o notă potrivit căreia Vosganian nu a colaborat cu Securitatea înainte de 1989. Al doilea a declarat, înspre încîntarea judecătoarei, că în ultimii nouă ani s-a întîlnit zilnic cu senatorul liberal*".

Permiteţi-mi, inenarabile d-le senator să remarc că lucrurile nu apar atît de limpezi pe cît le-ar vrea, poate, d-l Tăriceanu. Pe de o parte, mărturia e parcă ştearsă, lipsită de culoare, în raport cu alte prestaţii ale aceluiaşi. În orice caz, incompletă! *En effet*, unde e "verdictul unic în istoria sa" dat de CNSAS în ceea ce vă priveşte? Unde e, mai ales, indefectibila memorie a d-lui general Predoiu, ce nici n-avea nevoie să mai consulte arhivele pentru a putea afirma, fără putinţă de tăgadă, cum că nu aveţi dosar la SIE? O să-mi spuneţi, şi voi fi constrîns să vă aprob, că mărturia CNSAS-ului se bizuia exclusiv pe cea a SIE, neaducînd, în sine, nimic nou. Problema e că SIE e securitatea, adică instituţia direct interesată în problemă. Lipseşte o anchetă independentă care să constate veridicitatea aserţiunilor securiste. Sau nu! Căci vedeţi dvs., inenarabile d-le Vosganian, sîntem un anumit număr în România şi în afara graniţelor ei, ce nu credem, nu putem să credem în adevărul afirmaţiilor securităţii, oricum şi-ar vopsi ea blana, fiind chiar convinşi cum că adevărul şi securitatea (SRI, SIE, CIE, DIE şi oricum şi-ar mai spune) *ça fait toujours deux!*

Pe de altă parte, permiteţi-mi inenarabile d-le senator să remarc că mărturia d-lui Tăriceanu prezintă o curioasă ambiguitate, ce lipsea în alte dăţi. Sau poate mi-a scăpat mie atunci dar mă frapează acum. Anume, d-l Tăriceanu afirmă (recitez): "*că a primit de la SIE o notă potrivit căreia Vosganian nu a colaborat cu Securitatea înainte de 1989*". "Înainte de 1989" nu înseamnă *niciodată.* Altfel spus, d-l Tăriceanu nu garantează că n-aţi fi colaborat cu SIE *după*

[9] Din pricini obscure articolul îl rebotează pe Liviu Turcu "Vasile", cu excepţia ultimului paragraf, ce revine pe şest la "Liviu" (va fi avînd d-l în chestie un dublu prenume ori s-a încurcat cineva în paşapoarte – n-am ştire). Ce m-a frapat îndeosebi n-a fost, însă, atît această încîlcire a prenumelor cît stilul franc, despovărat de inutilele farafastîcuri al jurnalistului. Astfel, în ce priveşte statutul d-lui Turcu nu ni se mai vorbeşte de DIE, CIE, SIE, MIE, ŢIE ci se spune direct, verde-n faţă: "fostul securist". Aferim, d-le jurnalist, în ce mă priveşte, ador! Tot aşa despre toţi!!! Foşti sau în funcţie.

această dată. Remarcaţi, în ce mă priveşte nu afirm deocamdată nimic, mă ţin doar de litera textului citat. Totuşi, dacă ar fi să afirm şi eu ceva, bazîndu-mă pe amintiri, mărturisesc, nu foarte sigure, ale unor lecturi jurnalistice din perioada discuţiilor din jurul legii "lustraţiei" preconizate de senatorul Constantin Ticu Dumitrescu – vă mai amintiţi, poate – îmi pare că securiştii nu dezvăluiau, eventual, decît statutul informatorilor lor "la pensie", nu acela al informatorilor lor *încă activi.* Era tocmai una din problemele, dacă-mi amintesc eu bine – dar contez pe dvs. să-mi împrospătaţi memoria – legate de aplicarea legii sus-menţionate. Altfel spus, astfel stînd lucrurile, asta înseamnă că dacă, de pildă, dvs. ori altcineva aţi fi fost "informator" al respectivei instituţii (nu afirm că aţi fost, discut doar o pură ipoteză) înainte de 1989, începînd de a mai fi după aceea, existau şanse ca aceasta să vă dezvăluie statutul, mai ales dacă o astfel de dezvăluire ar fi aranjat-o în vreun fel. Dimpotrivă – sîntem tot în domeniul purei ipoteze – dacă aţi fi activat pe tărîmul condicuţei şi înainte şi după, normal, instituţia v-ar fi acoperit, contestînd apartenenţa dvs. la patria "organelor" (nu ştiu dacă mă înţelegeţi).

Oricum, cu asta revenind la d-l Tăriceanu, domnia sa nu afirmă că n-aţi fi la ora actuală, de pildă, un 007 ocult şi nici nota la care se referă dumnealui nu afirmă aceasta, de e să-l credem pe d-l ex-premier. Însă tocmai nespunînd nimic despre prezent, aici e toată coţcăria, inenarabile, nota, deci implicit şi d-l Tăriceanu, involuntar, de vreme ce mărturia-i nu e decît o expresie a notei, subminează ce-a afirmat în legătură cu perioada anterioară datei limită (1989). Nu ştiu dacă sînt clar!

Dar ar mai fi un punct, nu foarte important, dar care pe mine, în orice caz, mă jenează într-o oarecare măsură. Poate şi pe dvs., mai ales pe dvs. dacă binevoiţi, o, inenarabile, a-i acorda atenţia pe care, după părerea mea, o merită. Căci să stăm strîmb şi să judecăm drept! Ce eraţi dvs. înainte de 1989 (după se ştie: deputat, senator, ministru etc. etc.)? Ia, mai nimic, un pîrlit de merceolog acolo[10]! Voi reveni mai tîrziu asupra chestiunii. Or, spuneţi şi dvs. inestimabile (că de stimă nu poate, în nici un caz, fi vorba): ce să cate un merceolog printre James-Bonzi?!! Nu c-aş vrea să vă jignesc, dar dacă posesor de "condicuţă" aţi fi fost – discutăm într-un plan pur teoretic – ca *merceolog* locul dvs. ar fi fost la SRI nu la SIE, dosarul dvs. trebuind, în această perspectivă, să fie căutat în arhivele instituţiei dintîi, nu în ale celei de pe urmă. Într-adevăr, nu e oarecum o expresie a maniei grandorilor să vă daţi, dvs., minuscul merceolog apt mai degrabă a-i spiona pe autohtonii fără paşaport de cît pe alogenii cu – aşa, de ce nu pe extratereştri! – să vă includeţi printre zero zero şepţi în loc de zero zero şepci?!? Puţintică modestie, inestimabile!

Ştiu, o să spuneţi că nu dvs. v-aţi inclus, că dvs. aţi protestat cu toată energia! Că vinovat e doar d-l Liviu/Vasile Turcu (de, turcu' tot turc! se dă mereu la armean!!). Poate! Totuşi, în ce mă priveşte, eu tot nu-s satisfăcut căci ancheta independentă tot lipseşte. Şi-apoi, dacă tot teoretizăm, ce ne garantează că SRI nu v-a pasat la SIE, aşa, dintr-un şut, în perspectiva devenirilor dvs. ulterioare pe care ea, seCuritatea (dacă tot trebuie să punem o majusculă undeva s-o punem baremi unde trebuie!) le putea lesne anticipa de vreme ce tot ea avea să le provoace.

---

[10] Pentru cei ce, asemeni mie, habar n-au ce-i aia, le dau definiţia DEX-ului. "Merceolog" = "specialist în merceologie". Iată-ne perfect lămuriţi! Şi "merceologia" atunci, ce-o mai fi (aşa, intuitiv, eu aş fi avut tendinţa s-o confund cu "merceria", dar cît mă înşelam!). Ei bine, merceologia e disciplina "*al cărei obiect îl constituie studierea proprietăţilor fizice şi chimice ale mărfurilor în vederea stabilirii calităţii lor şi a condiţiilor de păstrare*". Mărturisesc că, ţinînd seama de natura studiilor dvs. (ASE-ul absolvit cu atîta strălucire deşi cu o uşoară întîrziere, parcă) mă aşteptam la altceva, economist sau contabil, dar mă rog, nu pretind să mă pricep.

În fine, misterele seCURităţii sînt profunde ca şi prostia-i! De altfel, la toate acestea vom reveni argumentat mai la vale.

Să le lăsăm, dară, deocamdată, în plata Domnului şi să revenim la textul articolului citat mai sus. D-l Tăriceanu, ni se spune, "*a susţinut că a primit de la SIE o notă potrivit căreia Vosganian nu a colaborat cu Securitatea înainte de 1989*". Am comentat mai sus implicaţiile aspectului cronologic al chestiunii. Subliniem încă o dată, de altfel, că a spune ceva despre perioada anterioară datei de 1989 nu înseamnă a spune acelaşi lucru pentru perioada posterioară datei în chestie. Pentru că, lucrul e evident, tocmai fiind numit în postul de comisar european aţi fi putut dvs., de ar fi fost cazul, exercita funcţia ocultă de James Bond carpatin, ba chiar dîmboviţean, de nu focşănean, precum, lucru de asemeni evident, tocmai pentru a para această penibilă eventualitate CE v-a refuzat numirea. Mai trebuie să mai adaug că n-am auzit să-l fi atacat în justiţie, inenarabile – însă mă veţi corecta –, pe d-l Jose Manuel Durão Barroso, preşedintele CE, vă reamintesc, după cum n-am habar de vreun proces intentat de dvs., partea lezată, vreunui jurnal occidental din cele ce vă vor fi pus la îndoială integritatea…

Pe de altă parte, *cum putea SIE să afirme că nu aţi colaborat cu "Securitatea" în general cînd SIE nu-i decît un serviciu al acesteia???* Desigur, nu exclud relaţiile oculte dintre diversele servicii, însă nu văd cum, într-o notă oficială adresată primului ministru, d-l Tăriceanu, reamintesc, SIE s-ar fi putut referi la ansamblul securităţii şi nu doar la arhivele proprii. Din acest punct de vedere, mă tem, nota în chestie e lipsită de orice valoare probatoare. Dar există ea? Desigur, nu pun în discuţie onorabilitatea d-lui Tăriceanu, însă într-un proces, pe cîte ştiu, se lucrează cu documente, iar acolo unde probele scrise există, ele trebuie incluse în dosar. Nu pare să fie cazul! Şi nu rezultă că d-na judecătoare ar fi solicitat documentul.

În ce priveşte, însă, nota SIE mai există un aspect al problemei, poate nu chiar atît de neglijabil pe cît s-ar părea la prima vedere. Căci înainte de 1989 *SIE NU EXISTA!* Prin urmare, chiar afirmînd că Varujan Vosganian nu aparţinea cadrelor SIE înainte de 1989, nota n-ar fi spus nimic, de vreme ce apartenenţa la o instituţie încă inexistentă e, pur şi simplu, imposibilă. D-l Liviu Turcu afirma, pe cîte-mi amintesc, că în perioada în care, după domnia sa, aţi fi fost recrutat, instituţia vizată se numea CIE. Nici o notă de la CIE nu pare să mai fi parvenit d-lui ex-premier şi asta pentru bunul motiv că *CIE nu mai există*. Cred deci că dacă cineva avea intenţia să se joace cu adevărul, manipulînd opinia, atunci acel cineva nu putea decît să profite, în chipul cel mai fericit, de toate aceste modificări ale etichetei instituţionale ca şi de aceste confuzii sinecdocale (*pars pro toto* inversat) dintre excrescenţe şi mătrăguna întreagă.

"*Al doilea* (cel mai bun prieten al dvs. inestimabile n.m.) *a declarat, înspre încîntarea judecătoarei, că în ultimii nouă ani s-a întîlnit zilnic cu senatorul liberal*". *En effet*, e cred timpul să ne ocupăm niţel de acest "cel mai bun prieten" atît de oportun scos la iveală – dar de ce aşa tîrziu?! De-abia la şase ani după începutul procesului! Pînă la această dată de ce l-aţi ţinut ascuns? Şi mai ales, de ce e dat anonim? Căci de nicăieri din textul articolului nu rezultă cine este şi cu ce se ocupă, cum se numeşte, ce vîrstă are (una apropiată de a dvs. presupun deşi lucrul nu e neapărat sigur), în fine nimic din toate acele detalii la care dvs. ca scriitor ar trebui să fiţi cu osebire sensibil. Cu atît mai mult cu cît "prietenul" în chestie jucînd, în cadrul procesului, rolul a ceea ce se cheamă "un martor de moralitate" – altfel, sincer vorbind, chiar nu prea văd ce caută – ar fi fost normal să ne asigurăm întîi, o ţîră, în privinţa moralităţii *dumnealui.*

Dar cum vom mai reveni asupră-i, să continuăm, urmînd, bun înţeles, firul articolului, prezentarea procesului atît de glorios cîştigat de dvs.

"*Regula de bază a oricărui proces care se respectă este că niciodată nu se ştie când începe şi cât durează. Cutuma a fost respectată şi în cazul de faţă, având în vedere că dosarul de calomnie în care Vosganian cere 300.000 de eur*o (din punctul acesta de vedere victoria nu se vădeşte tocmai strălucită, inestimabile 13% n.m.) *era ultimul pe listă, în condiţiile în care şedinţele încep la ora 9. Senatorul s-a prezentat încă de dimineaţă şi a aşteptat o vreme în sală până s-a "prins" că o să dureze câteva ore până să-i vină rândul la judecată. După aproximativ o oră a apărut şi fostul premier. S-au întreţinut în faţa uşii zeci de minute, flancaţi de doi avocaţi care îi aprobau pe cei doi politicieni. Într-un final, obosit de atâta stat în picioare, Tăriceanu s-a rezemat de o coloană privind din jos în sus la interlocutorii săi care discută intens". Trec peste mărunta incoerenţă a textului ce face ca d-l Tăriceanu, sprijinit de o coloană de parcă ar sta pe scaun, să-şi privească "din jos în sus (sic) la interlocutorii săi care discută intens"* – re-sic de vreme ce d-l Tăriceanu e pus să privească în calitate de simplu spectator la "interlocutorii săi care discută intens" fără a se ţine cont de faptul elementar că interlocutori fiindu-i, se cheamă că şi d-l Tăriceanu participă oarecum la conversaţie! Mă rog, detalii fără importanţă!

Desigur, aveţi toată compasiunea mea pentru fastidioasa aşteptare – se pare că v-aţi alungat plictisul recurgînd la resursele "tehnologiei", ca şi d-l Tăriceanu, de altminteri –, dar ce vreţi, astea-s riscurile cînd te aşezi la coadă, nu la pui, de pildă, ci la dreptate, dacă dreptate urmăreaţi să obţineţi şi nu doar o reparare a imaginii. Cam murdărite, ce-i drept!

"*Se făcuse orele prânzului* (hm! n.m.) *când au intrat în sală cu convingerea că nu are cum să mai dureze mult. Protagoniştii se aşează în penultima bancă şi ascultă atenţi pledoaria unui avocat cu burtă şi plete. Aşa au aflat că o casă din Bucureştiul anului 1946 era ipotecată la bancă, astfel încât actualul moştenitor nu mai are drept asupra ei. Speţa i-a plictisit rapid pe cei doi liberali, aşa că Vosganian a scos din geantă o tabletă iPad şi a început să citească presa. Mai conservator, Tăriceanu şi-a scos tacticos ochelarii şi a făcut acelaşi lucru, conectat la internet prin telefon*".

Trec peste insensibilitatea la păsurile altora, frumos indiciu asupra calităţii umane a unor aleşi ce baremi, profesional ar trebui să dea dovadă de atenţie, fără să mai vorbim de faptul că eraţi în public, deci observabili inestimabililor. Şi mă concentrez asupra procesului propriu-zis.

"*După aproximativ jumătate de oră vine rândul dosarului cu numărul 12* (al dvs., dacă înţeleg bine n.m.). *Fostul premier înaintează şi i se pune în vedere că trebuie să jure pe Biblie. Întrebat dacă-i creştin ortodox, fostul premier corectează arătând că este catolic după care jură că va spune adevărul. Urmează câteva întrebări uşoare din partea avocatului lui Vosganian din care am aflat că, în 2006, înainte de a face propunerea pentru funcţia de comisar european al României la Bruxelles, a cerut de la Serviciul de Informaţii Externe o informare privind persoana lui Varujan Vosganian. Din adresa primită a rezultat că armeanul nu a colaborat cu fosta Securitate. Ulterior, a negat că ar fi făcut presiuni asupra SIE să primească acel răspuns şi a arătat că nota Serviciului secret era cât se poate de veridică*".

Detaliul e interesant! Deci a existat ideea că d-l Tăriceanu ar fi făcut presiuni asupra SIE, în calitatea dumisale de premier, pentru ca acesta să vă scoată basma curată. D-l ex-premier neagă faptul, susţinînd că nota ar fi fost "cît se poate de veridică", iar noi, sprijinindu-ne pe credinţa catolică a d-lui Tăriceanu (şi fiul meu a fost botezat catolic, prin urmare simpatizez!) putem să nu-l credem? Totuşi, cu toată simpatia, am arătat deja mai sus că nota (absentă din documentele dosarului, factor în sine jenant, căci oricare ar fi buna credinţă presupusă a martorilor, o probă materială suplimentînd declaraţiile ar fi fost, desigur binevenită, ba chiar necesară), *nu putea fi veridică, pentru simplul motiv că SIE nu se putea referi la ansamblul securităţii, cum o face în*

notă, de e să-l credem pe ex-premierul Tăriceanu, ce jurase, la urma urmei, pe Biblie. Ne găsim, îmi pare, în faţa unei imposibilităţi de principiu, deci fie d-l Tăriceanu spune adevărul şi SIE minte prin extensiune, iară nu cum se mai spune, prin omisiune, fie, invers, nota SIE se referea cuminte doar la informatorii serviciului, iară d-l Tăriceanu, din neglijenţă ori din excesivă amabilitate, în acest din urmă caz, indubitabil foarte rău înţeleasă, întinde sfera inocenţei dvs. presupuse la securitate *in toto*. Vedeţi acum cît de rău e să n-avem nota la dosar, inenarabile? Căci citind-o şi citînd-o ne-am fi lămurit imediat şi toate ambiguităţile ar fi fost instantaneu spulberate. Aşa cum se prezintă însă lucrurile, mărturia d-lui ex-premier, ce jurase nici mai mult nici mai puţin decît pe Biblie, stă rău de tot! Asta, cu atît mai mult cu cît, conform d-lui Tăriceanu, nota SIE ar afirma cum că "armeanul nu a colaborat cu fosta Securitate" – foarte amuzantă această nuanţă comunitaristă, fie că vine de la SIE ori de la autorul articolului, o găsesc însă delicioasă în context –, uitîndu-se că SIE, inexistent ca atare înainte de 1989, n-ar fi fost în măsură să se pronunţe, şi din acest motiv, asupra eventualelor dvs. relaţii pline de păcat cu registrele fostei Securităţi. Dublă imposibilitate deocamdată! Asta fără a mai ţine cont de absenţa materială a notei în chestie din dosarul cauzei.

Dar să vedem mai departe. Căci urmînd firul articolului susmenţionat, orice s-ar zice, destul de instructiv, mai aflăm: "*Întrebat cine a decis retragerea candidaturii lui Vosganian pentru înalta funcţie politică europeană, fostul premier a arătat că senatorul s-a retras din proprie iniţiativă, după ce premierul a avut o discuţie cu preşedintele Comisiei Europene, Manuel Barroso. Pentru ca imaginea României pe plan extern să nu aibă de suferit, Vosganian s-a retras şi, drept recompensă, a fost numit de Tăriceanu în funcţia de ministru al Economiei. O altă întrebare a vizat poziţia Preşedinţiei în raport cu propunerea României pentru ocuparea funcţiei de comisar european. Motivând că a trecut mult timp de atunci, fostul premier a arătat că nu-şi aduce aminte care a fost poziţia lui Traian Băsescu faţă de candidatura lui Varujan Vosganian*".

Deci, după d-l ex-premier Tăriceanu, iniţiativa retragerii candidaturii pentru funcţia de Comisar European v-ar aparţine, inestimabile d-le Vosganian. Dvs. şi numai dvs., asta numai pentru ca "imaginea României pe plan extern să nu aibă de suferit" – din pur patriotism, carevasăzică, de altfel autorul articolului introduce paragraful mai sus citat prin subtitlul cît se poate de adecvat "În numele patriei"! Dar aveaţi oare de ales[11]? Şi imaginea României nu

[11] Pentru împrospătarea memoriei dau cîteva citate semnificative, deja analizate v. *supra*. "Comisia europeană păstrează tăcerea. Dincolo de presupusa sa colaborare cu securitatea sau de legăturile cu unii oameni de afaceri controversaţi, la Bruxelles se discută despre competenţele europene ale lui Varujan Vosganian. Propunerea României devine astfel problematică, având în vedere că pentru a fi comisar este necesară experienţa în gestionarea unui minister. Tăriceanu şi Vosganian cred că recentele acuzaţii nu au afectat părerea Comisiei Europene şi nu au anulat nominalizarea făcută de România. Varujan Vosganian a explicat că preşedintele CE, Jose Manuel Durao Barroso, nu i-a făcut nici un reproş, ci doar i-a cerut să-i ofere toate argumentele ca să poată contracara informaţiile vehiculate în presă. Vosganian a spus că nu a dat explicaţii presei joi seara pentru că acest lucru i-a fost cerut de oficialii europeni. Şi premierul Tăriceanu a precizat că în acest moment procedurile se desfăşoară normal: «Nu am primit nimic de la Comisia Europeană. În acest moment, procedurile sunt normale». Tăriceanu a explicat că validarea propunerii României întârzie pentru că, spre deosebire de Meglena Kuneva – ministru al Integrării Europene timp de şase ani în Bulgaria – Vosganian nu este atât de cunoscut pe plan european".

"Varujan Vosganian a declarat la acea vreme că «surse de la Bruxelles» i-au dezvăluit că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare a sa odată cu propunerea lui pentru fotoliul de Comisar European. «Acele momente au constituit o încercare neobişnuit de grea pentru mine. A fost o campanie de denigrare fără precedent asupra unei persoane care, nu numai că era cunoscută, dar făcea politică

avusese deja serios de suferit atît prin acuzaţiile pe care candidatura dvs. le prilejuise cît şi, mai ales, prin atitudinea dvs. poltronă în faţa presei occidentale pe care aţi evitat-o cu atîta îndemînare? De altfel (vezi şi în notă şi *supra*, citatele din **Vosganian neagă colaborarea cu securitatea**), nu precizase "premierul Tăriceanu că în acest moment (în *acela* n.m.) procedurile se desfăşoară normal: "*Nu am primit nimic de la Comisia Europeană. În acest moment, procedurile sunt normale*" (oare? n.m.)" explicînd cum că "*validarea propunerii României întârzie pentru că spre deosebire de Meglena Kuneva – ministru al Integrării Europene timp de şase ani în Bulgaria – Vosganian nu este atât de cunoscut pe plan european*"? Deci "procedurile se desfăşurau normal" dar "validarea propunerii României" întîrzia. Şi asta numai pentru că nu eraţi tot atît de cunoscut pe plan european ca o Meglena Kuneva, iară nu pentru că aţi fi fost acuzat de exersarea unor oareşicari activităţi cumva *prea* patriotice, ca să rămînem în ton. Şi exclusiv din această perspectivă a ignorării dvs. "pe plan european" vă exprimaţi dvs., inenarabile, împreună cu d-l Tăriceanu optimista opinie "*că recentele acuzaţii (nu) au afectat părerea Comisiei Europene şi nu au anulat nominalizarea făcută de România*"! Nu credeţi că, în joc era tocmai faptul că, în urma acuzaţiilor, deveniseţi *prea cunoscut*, ca un cal breaz, cum s-ar spune, şi că, tocmai, informaţiile vehiculate de presă influenţaseră în chip decisiv atitudinea CE în ce vă priveşte! Să mai insistăm asupra faptului că preşedintele CE, Jose Manuel Durão Barroso, ce nu v-ar făcut nici un "reproş", v-a cerut, totuşi, să-i oferiţi "toate argumentele ca să poată contracara informaţiile vehiculate în presă"… Argumente pe care, în epocă, v-aţi ferit să i le aduceţi, după cum v-aţi ferit a furniza presei explicaţiile necesare atît în vederea reparării onoarei dvs. de armean cinstit cît şi mai ales, în vederea reparării imaginii României, eficace pătate de candidatura dvs., şi asta pentru futilul motiv că nişte oareşicari "oficiali europeni" neprecizaţi, v-ar fi cerut acest lucru. În aceste condiţii, mai puteţi afirma, inenarabile şi, împreună cu dvs. d-l Tăriceanu, că aţi fi avut iniţiativa retragerii candidaturii iar nu că, mai degrabă, aţi fost împins politicos spre ieşire?! (Nu mai discut, în context, "răsplătirea" dvs. prin postul de ministru al Economiei, căci prea e bizar – imoral? – …).

Dar să reluăm firul procesului în apel din 12 martie 2012, în relatarea celor doi reporteri (**Condiţiile împăcării dintre Vosganian şi Tucă**):

"*O altă întrebare a vizat poziţia Preşedinţiei în raport cu propunerea României pentru ocuparea funcţiei de comisar european. Motivând că a trecut mult timp de atunci, fostul premier a arătat că nu-şi aduce aminte care a fost poziţia lui Traian Băsescu faţă de candidatura lui Varujan Vosganian*". Deci acolo unde îşi aduce aminte, d-l Tăriceanu îşi aminteşte prost, ba chiar foarte-foarte eronat, iar în rest nu-şi aminteşte pur şi simplu. Astfel că sper că nu mă veţi contrazice, inenarabile d-le Vosganian, cînd voi afirma că martorul dvs. dintîi se dovedeşte pur şi simplu amnezic. Asta ca să nu punem în discuţie buna credinţă a d-lui ex-premier ce, în virtutea credinţei sale catolice (mi se pare că v-am spus deja că şi fiul meu fiind botezat catolic, nu pot decît să simpatizez, mai ales că am cunoscut cîţiva catolici foarte stimabili, dintre care unul mi-a povestit nişte lucruri extraordinare în oribil despre executarea monseniorului Vladimir Ghica) jurase pe Biblie, element nu tocmai neglijabil pentru un

---

de 16 ani de zile. În câteva ore, am fost acuzat că aş fi spion, extremist, rasist şi aşa mai departe. Au fost informaţii rău voitoare dintre care, o parte, au ajuns la urechile reprezentanţilor de la Bruxelles. Eu purtasem o discuţie cu aceştia şi existau mari şanse să fiu acceptat pe acel post. Am asigurat reprezentanţii Comisiei Europene că vom desfiinţa acuzaţiile prin dovezi, ceea ce am şi făcut ulterior. Aceeaşi reprezentanţi mi-au spus că anumite persoane politice din România au condus o campanie de denigrare împotriva mea la Bruxelles», a declarat Vosganian".

credincios! À propos, post-mortem, mizaţi pe Purgatoriu, inestimabile d-le Tăriceanu, ori direct pe Infern? Simplă curiozitate.

Ştiu, e cam tîrziu acum, dar aş putea să-i amintesc d-lui Tăriceanu unele fapte şi declaraţii ce poate acum, în al 25-lea ceas, cum s-ar zice, poate-poate îi vor împrospăta memoria. De pildă, cu o ocazie, în orice caz în plină perioadă a polemicilor legate de înalta dvs. Numire, o! Inenarabile, d-l Tăriceanu, încă prim-ministru, nu doar un ex- ca acum, declarase cu ifos:

"*M-aş fi aşteptat ca persoanele care au poziţii înalte în România – şi mă refer atât la preşedintele Traian Băsescu, cât şi la celelalte persoane politice, inclusiv liderul PSD – să aibă o atitudine fără echivoc, pentru că Vosganian nu mai este membru PNL, ci reprezentantul României*" (**Vosganian neagă colaborarea cu securitatea**).

Deci, d-l prim-ministru nu era tocmai mulţumit de atitudinea prezidenţială, pe care o găsea explicit "echivocă" – laolaltă cu cea a "celorlalte persoane politice, inclusiv liderul PSD" (mă scuz pentru lejera adaptare gramaticală a citatului n.m.) – asta cu atît mai mult cu cît în joc nu era Vosganian ca "membru PNL" ci acelaşi ca "reprezentant al României". Oricum, mi se pare nemaipomenit de curios, tocmai din perspectiva acestei retorici, ca d-l Tăriceanu să-şi uite cu atîta uşurinţă declaraţiile – declaraţii ce vizau, cum singur explică, nu pur şi simplu persoana dvs. vosganiană, cu toate tinichelele, pardon, defectele inerente unui individ, mai ales trecut prin 16 ani de politică, ci, solemn, demnitatea României! – afirmînd senin, ba chiar cam lejer, cum că ar fi uitat. Oare timpul poate şterge convingerile oamenilor politici, în speţă români, căci de o veritabilă *profesiune de credinţă* era vorba în declaraţia mai sus citată, nu cred că d-l Tăriceanu mă va contrazice, şi asta în contextul unui jurămînt efectuat în cadru legal, ba încă al unui *jurămînt pe Biblie*, în care convingerea politică, sensul personal al justiţiei şi credinţa religioasă se vădesc inextricabil legate, nu! de-a dreptul *identificate.* Fuzionînd în dimensiunea transcendentă a spiritului uman!!!

Dar iată şi o altă declaraţie, de astă dată emanînd (ah "emanaţii" noşti de altădată şi "mineriadele" lor nu tocmai "zburătoare"…) direct din sursă prezidenţială, declaraţie ce ne va permite să apreciem nemijlocit poziţia Preşedinţiei în legătură cu chestiunea sus-pomenită – sper că nici dvs., inenarabile, nici d-l Tăriceanu, în ciuda memoriei extrem de fragile a domniei sale, n-aţi uitat încă care.

"*Preşedintele Traian Băsescu a declarat, vineri, la Hunedoara, că Varujan Vosganian nu are dosar de informator al Securităţii, relatează NewsIn. «Vă garantez că nu există un asemenea dosar. Am întrebat şi înainte şi după apariţia articolului referitor la faptul că Varujan Vosganian ar fi fost colaborator al Securităţii. Aceste informaţii au apărut după ce Vosganian a avut discuţia cu Manuel Barosso* (sic! v. *supra*). *Acest lucru nu a influenţat, însă, discuţia cu Barosso* (re-sic!!). *Varujan Vosganian era pe avion* (re-re-sic!!! v. *supra*), *se întorcea la Bucureşti, când informaţiile respective au apărut. Vă pot spune, referitor la acest subiect, că Varujan Vosganian nu are dosar la Securitate.* ***Asta, în măsura în care Serviciile îşi pot permite să nu-mi spună adevărul. Dar acest lucru ar fi foarte grav***», a declarat Băsescu" (*ibidem*; s.m.).

Concluzia e limpede! D-l Băsescu garanta cu îndoieli. Era sigur de inocenţa dvs. cu condiţia ca "Serviciile" – ce n-o să spunem că erau la cizma dar, în mod cert, la pantoful domniei sale – să nu-şi fi permis neadevăruri, circumstanţă, evident, de-o gravitate extremă, ce l-ar fi absolvit pe d-l preşedinte de orice răspundere. Imparabil!!!

Şi să mai spună cineva că nu există unele amnezii foarte oportune.

La amnezie însă se mai adaugă un factor care, ţinînd seama de funcţiile prezente şi trecute ale martorului – d-l Tăriceanu – ne face să ne cutremurăm. Dar să citǎm mai întîi:

"*Pus în situaţia de a citi şi semna declaraţia dată în faţa judecătorilor, Tăriceanu a recunoscut că nu înţelege scrisul grefierei. "Mă depăşeşte", murmură uşor stingherit deputatul liberal, în timp ce grefiera îi citeşte la ureche propria declaraţie*" (**Condiţiile împăcării dintre Vosganian şi Tucă**).

Acest "factor", dar este el unul, da, dacă admitem existenţa unor factori negativi ca pe cea a numerelor negative, de pildă, este, cum desigur aţi ghicit, *analfabetismul*.

Cu cîtă jenă, pur şi simplu paralizat de discreţie, mă văd silit să bat la ordinator cuvîntul infamant. Că şeful unui partid ca PNL, ex-premier al unei ţări ca România, membră a Uniunii Europene – ar fi **a n a l f a b e t** pare peste putinţa crezării! Şi totuşi, cum altfel să interpretez faptele. Desigur, s-ar zice că în cazul d-lui Tăriceanu avem de-a face numai cu un cvasi-analfabetism de vreme ce litera imprimată, de bine de rău, e în stare a o citi (re-citǎm): "*Speţa i-a plictisit rapid pe cei doi liberali, aşa că Vosganian a scos din geantă o tabletă iPad şi a început să citească presa. Mai conservator, Tăriceanu şi-a scos tacticos ochelarii şi a făcut acelaşi lucru, conectat la internet prin telefon*" (*ibidem*; s.m.). Să fie oare la mijloc o oareşicare dificultate privind *semnarea* iară nu *lecturarea* ca atare a declaraţiilor? Nu îndrăznesc a mă pronunţa.

Să trecem însă la al doilea martor al acestui proces bizar la extrem, l-am putea numi martorul-surpriză:

"*Urmează un alt martor adus în apărarea lui Vosganian, «cel mai bun şi vechi prieten al meu», după cum ţine să precizeze senatorul liberal. Din declaraţiile date în faţa instanţei am aflat că cei doi se ştiu din clasa I, de pe vremea când erau vecini la Focşani. Cât au fost despărţiţi, prietenii se întâlneau săptămânal. De când vecinul s-a mutat în Bucureşti, se văd zilnic. Şi asta de 9 ani, lucru care a impresionat-o pe preşedinta de complet.*

Prietenul de 50 de ani a arătat că după terminarea facultăţii, Vosganian a lucrat ca merceolog la fabrica de bere Rahova, loc unde-l vizita foarte des. A jurat că a sa cunoştinţă (*à sa connaissance?* întrebarea mea) *nu a plecat din ţară înainte de 1989 şi că nu a găzduit niciun străin în propria casă. Întrebat de stilul de viaţă al politicianului, prietenul din copilărie l-a caracterizat drept un «om cumpătat, cu care vorbea în şoaptă înainte de '89 despre diferite chestiuni politice şi care provine dintr-o familie de cheaburi* (sic)[12]*, fiindu-le confiscată averea*»" (*ibidem*).

Este evident că avem de-a face, în speţă, cu ceea ce în genere se cheamă un "martor de moralitate".

---

[12] Pe cîte ştiu şi pe cît ştiu şi dicţionarele (DEX-ul şi Dicţionarul de sinonime) forma "cheabur" e inexistentă, forma corectă fiind, bineînţeles "chiabur". Dacă adăugăm la aceasta şi foarte ciudata formă pentru limba română "a sa cunoştinţă" – cf. cu francezul "à sa connaissance" – s-ar zice că "prietenul", de altfel, anonim, a cam uitat limba ţării în care s-a născut (ori n-a ştiut-o niciodată prea bine). Să avem de a face cu o persoană emigrată de multă vreme în Franţa cum calcul limbistic de mai sus pare să indice? Peste poate, de vreme ce prietenul, ce s-a mutat la Bucureşti vă întîlneşte zilnic. Obscură afacere! E adevărat că aproape nici un element cronologic nefiind furnizat, nu putem şti dacă între epoca focşăneană şi cea bucureşteană n-a existat şi una, să zicem, pariziană.

Într-adevăr, inenarabile, un ins ce, asemeni dvs. – cel puţin cam în aceşti termeni au fost prezentate lucrurile în instanţă –, rămîne fidel unei prietenii de 50 de ani, asta în ciuda spectaculoasei dvs. cariere politice ce umple de mîndrie inima oricărui armean naiv (mă refer, bun înţeles la membrii comunităţii armene din România) sau, dimpotrivă, complet lipsit de naivitate, poate fi el suspectat de a fi exercitat, înainte de 1989, o activitate atît de mîrşavă ca cea de informator al securităţii? Al odioasei mafii psihopate ce rebutează de decenii poporul român, subminînd sistematic, prin teroare sau corupţie, temeiurile înseşi ale fiinţei lui? Al sinistrei confrerii a crimei cu patria unică în mizerabilele ei conturi bancare, de cele mai multe ori expatriate şi acelea? Al cinicilor asasini ai unei strălucite generaţii intelectuale putrezite prin lagărele de exterminare şi de tortură comuniste? Peste poate, nu-i aşa?!

Problema cu aceşti "martori de moralitate", vedeţi dvs. ex-ex-excelenţă, e că perspectiva implicată de mărturia lor e dublă. Adică, la mărturia foarte pozitivă a unui astfel de "martor" poate fi opusă, cît se poate de lesne, o alta, de semn contrar. Unei mărturii întru totul pozitive i se poate opune deci una întru totul negativă. De ce? Pentru că în aceste "mărturii de moralitate" elementul factual *verificabil* e redus la minimum sau chiar lipseşte cu desăvîrşire. Foarte bine, "prietenul" dvs. din copilărie, "cel mai bun şi vechi prieten al meu" cum vă exprimaţi dvs., vă cunoaşte din clasa I (deşi nici un element, document şcolar, mai ştiu eu, nu verifică asta, cel puţin la nivelul procesului, în plus prietenul dvs. n-are nume, în orice caz, articolul-sursă la care am avut acces nu menţionează vreunul). Cum să verifici, în aceste condiţii, faptele, cum să poţi fi sigur că nu ai a face cu simple braşoave?! Sau astalaltă: "Cît au fost despărţiţi, prietenii se întîlneau săptămînal". Cine poate asigura o asemenea frecvenţă, chiar cu o persoană ce ar locui în aceeaşi localitate? Şi apoi, cînd se petreceau astea? Înainte sau după 1989? Nici cea mai vagă precizare. E drept, prietenul afirmă, ceva mai jos cum că "după terminarea facultăţii, Vosganian a lucrat ca merceolog la fabrica de bere Rahova, loc unde-l vizita foarte des". Adică el pe dvs., nu invers! Problema e că "foarte des" e vag şi nu corespunde, în nici un caz, cu "săptămînal". "Foarte des" reprezintă o evaluare pur subiectivă, depinzînd doar de ce consideră "des" persoana în cauză. De pildă, poţi întîlni o persoană lunar sau chiar mai rar şi ţie să ţi se pară că-l vezi "des", ba chiar "foarte des". Prin urmare, nimic nu-l verifică pe acel "săptămînal" avansat mai sus.

Dar ceastalaltă! "De cînd vecinul s-a mutat în Bucureşti, se văd zilnic. Şi asta de 9 ani, lucru care a impresionat-o pe preşedinta de complet". Dacă ar fi fost mai puţin impresionabilă, preşedinta de complet ar fi remarcat un lucru simplu şi anume că 6 din cei nouă ani sînt cuprinşi în chiar perioada procesului. E un fel de a spune că pe perioada procesului dvs. şi "cel mai bun şi vechi prieten" al dvs. vă vedeaţi zilnic, avînd tot timpul, cum se zice, să puneţi ţara la cale!

Şi-apoi, chiar luînd în considerare toţi cei 9 ani, ce obţinem? Perioada dintre 2003 şi 2012! Cînd în chestie, dacă-mi amintesc eu bine, era perioada anterioară lui 1989!!! Nimic nu indică, de pildă, că între 1982 şi 1989 (1982, reamintesc, reprezentînd data terminării strălucite a ASE-ului de către dvs., inenarabile, ASE-ul, această pepinieră de genii!) v-aţi fi văzut zilnic, ba nici măcar săptămînal. Ştim doar atît: că în perioada în care aţi lucrat la fabrica de bere Rahova – de unde, imediat după 1989 v-aţi luat zborul asemeni unei acvile spre cariera pe care o cunoaştem cu toţii, chit că nu pricepem *cum* aţi realizat-o! – prietenul vă "vizita", conform propriei lui declaraţii, "foarte des". Vom vedea, de altfel, cevaşi mai la vale, că în raport cu fabrica asta de bere "foarte des" vizitată de "prieten", mai apare o problemă, destul de jenantă.

Dar prietenul acesta al dvs., inenarabile, mai afirmă ceva, pardon "jură", anume că: "a sa cunoştinţă nu a plecat din ţară înainte de 1989 şi că nu a găzduit niciun străin în propria casă".

Presupun că trebuie să înţelegem cum că "jurămintele" vă privesc. Adică dvs., inenarabile nu aţi plecat din ţară înainte de 1989 şi tot dvs. nu aţi găzduit niciun străin în propria casă. Foarte cuminte din partea dvs., ţinînd seama de epocă. În ce mă priveşte, uite că eu n-am fost aşa de cuminte şi am făcut în 1969 – deci înainte de 1989! – clasica excursie Kiev – Leningrad – Moscova (George Călinescu a scris chiar o foarte amuzantă carte cu titlul ăsta, un veritabil pamflet unde menţiona, între altele, "pasul de gâscă" al soldaţilor sovietici – vă mai amintiţi soldaţii cărei armate erau celebri pentru "pasul" ăsta?). Ba m-am întîlnit cu prieteni şi rude venite din ţări capitaliste, fără să mai vorbim de faptul că am şi găzduit cînd un unchi, cînd o mătuşă[13]! Şi mama, şi ea şi-a primit prietene venite din Israel – ţară capitalistă sadea! –, ba a făcut pentru ele chiar ceva mai mult decît doar să le primească! Aş mai putea da exemple, dar nu eu sînt în cauză, inestimabile. Bineînţeles, în 1983, deci tot înainte de 1989, am părăsit, din pricini politice, România ceauşistă, pe care, chiar de la distanţă, am continuat s-o combat.

Prin urmare, eu da, dar dvs. ba! Ce să vrea însă să însemne chestia asta? "A jurat că a sa cunoştinţă nu a plecat din ţară înainte de 1989 şi că nu a găzduit niciun străin în propria casă". Trec acum peste "a sa cunoştinţă" la care m-am referit, oricum, mai sus. De ce să jure prietenul ăsta al dvs. că nu aţi plecat şi că nu aţi găzduit? Sensul, deşi implicit, nu poate fi decît unul singur. Anume că nu aţi fi putut, chiar de-aţi fi vrut, chiar dacă un patriotism mizerabil înţeles ori poate goana după anumite avantaje v-ar fi împins în direcţia asta, să funcţionaţi ca informator al SIE înainte de 1989. Informator al SIE? Imposibil! De ce? Pentru că "prietenul din copilărie" ne jură că n-aţi fi putut întîlni nici un străin pe care să-l spionaţi, nici în afara graniţelor ţării, de vreme ce se jură că n-aţi părăsit patria socialistă în perioada incriminată, şi nici înăuntrul lor, de vreme ce tot el se jură că nu aţi fi găzduit picior de străin sub acoperişul dvs. loial comunismului. E drept, nu spune că n-aţi fi *întîlnit* nici un străin în afara domiciliului propriu. În fond, s-au mai văzut cazuri, cineva o poate face pe James Bond şi la cafenea. Ori în vreun părculeţ simpatic. Sau chiar sub acoperişul propriu, căci faptul că nu aţi găzduit persoane în posesia unui paşaport străin nu înseamnă că nu le-aţi fi primit baremi în vizită!

Dar şi jurămintele astea au şi ele schepsisul lor. Pentru că prietenul dvs., inenarabile, nu jură cum că în chip absolut şi indiscutabil nu aţi plecat şi nu aţi găzduit – posibilitatea simplei întîlniri, tot atît de utilă pentru a vă împlini, ipotetic, misia n-o menţionează deloc – ci *jură că a sa cunoştinţă* n-aţi fi comis "crimele" menţionate mai sus. Admite, cu alte cuvinte, implicit măcar, o zonă de ignoranţă a sa ce v-ar fi permis, totuşi, să găzduiţi, ba chiar să şi plecaţi. Şi tot cu alte cuvinte, se dovedeşte în afacerea aiasta cam tot atît de hâtru ca d-l preşedinte Traian Băsescu în chestia inexistenţei dosarului dvs. de informator al securităţii; adică, bine chibzuind, *în aceeaşi chestie!* De altfel, cînd e vorba de agenţi SIE, trebuie să recunoaşteţi, inenarabile, că plecările astea şi ce ştiu prietenii, fie şi cei mai buni, despre ele, sînt lucruri extrem de complicate! Căci un astfel de agent, James Bond fiind, poate să spună că n-a plecat deloc şi totuşi să plece fulger, cu cine ştie ce misiune, fără ca apropiaţii, poate cu excepţia nevestei (a dvs., lucru curios, lipsea, s-ar zice, de la proces; or, ce martor de moralitate mai bun aţi fi putut găsi?) să aibă habar de ce învîrte el. Mă rog, să nu mai intrăm în detalii, altfel o să sfîrşim prin

[13] Mi se pare că în scrisoarea pe care v-am scris-o în legătură cu *Cartea şoaptelor*, scrisoare pe care-o regret profund şi pe care cu siguranţă n-aş fi scris-o de-aş fi ştiut, în momentul redactării, cum am aflat puţin timp după, cu ce otreapă de Mecenă al calomniatorilor aveam, în realitate, de-a face, în scrisoarea aceea superbă şi curată deci, pe care cu nici un chip n-o meritaţi, am menţionat întîlnirea cu Gaiane Canaian, a doua soţie a lui Dro, cumnata unchiului mamei mele. Venită din cele Americi, ba şi anti-comunistă convinsă!

a turna un film, mai ştii (film imposibil, în condiţiile inocenţei dvs. confirmate de justiţie; vinovat, aţi fi devenit celebru nu doar în România!). Eu zic să mai reflectaţi!

Dar iată că lucrurile nu se limitează la doar atît. Într-o declaraţie aproape solemnă pe care am citat-o mai sus spuneaţi deja în chipul cel mai convingător (cel puţin, cu tonul convingerii):

"*Toate afirmaţiile calomnioase la adresa mea s-au dovedit a fi o făcătură. De altfel CNSAS a dat un verdict unic în istoria sa în care a spus că nicăieri nu există nicio referire* (interesant caz de dublă negaţie n.m.) *la o astfel de activitate pe care aş fi dus-o şi* (că?) *nu am făcut parte din nicio structură represivă din România*" (cf. supra, **Vosganian a pierdut procesul împotriva unui fost ofiţer CIE şi a lui Marius Tucă**).

Sublinierea, bun înţeles, îmi aparţine. Ca şi corecturile. Desigur, nu prea ştiu cu ce ocazie s-au dovedit toate acele afirmaţii, pretins calomnioase, "o făcătură", nici nu-i prea limpede a cui. A d-lui preşedinte Traian Băsescu, carele, s-ar zice că nu vă ţine tocmai la inimă? A altor factori politici? Totul e posibil, din păcate nimic nu-i clar! Dar să admitem. Problema e însă următoarea. Dacă "CNSAS a dat un verdict unic în istoria sa" afirmînd (trec peste tenta megalomană implicită, inevitabilă la un bolnav de "mareşalită", ca şi peste agramatism) "că nicăieri nu există nicio referire la o astfel de activitate pe care aş fi dus-o" – adică pe care aţi fi dus-o dvs., doar dvs. şi nimeni altcineva decît dvs., nu vă neliniştiţi – "şi (că) nu am făcut parte din nicio structură represivă din România" – sînteţi convins că nu e vorba de o preteriţie? – dacă, prin urmare, inocentîndu-Vă, CNSAS a dat un *verdict istoric* (unde mai găseşti un VIP ca DVS. Inenarabile!!!) de ce, atunci, Vă întreb cu toată umilinţa, aţi mai considerat necesar a recurge la serviciile "prietenului din copilărie"? Iată ce nu înţeleg! Trec, deocamdată, peste faptul, la drept vorbind nu chiar atît de insignifiant, că aceste prestaţii, oricît prieteneşti, s-au dovedit de o rară stîngăcie. Şi mă concentrez asupra faptului nud. Cum adică, inenarabile, verdictul istoric al CNSAS-ului, acest "verdict unic în istoria sa" nu vi s-a părut suficient dar, în schimb, mărturia "prietenului din copilărie", da?!

De ce, în cazul acesta, de ce – vă întreb în chipul cel mai solemn – ca reprezentant al României *jignite* de acuzaţiile oribile ce vi se aduceau, căci trebuie oare să ezităm a numi un informator al securităţii, necum un securist plin, o canalie şi un monstru, mai mult, o *execrătură?*! – nu aţi făcut apel la serviciile acestui nepreţuit prieten, producîndu-l fără ezitare în faţa jurnaliştilor străini care vehiculau acele incredibile acuzaţii, din păcate prea mult şi prea lesne crezute??? De ce cu pieptul gol, inima neînfricată şi cel mai bun prieten alături – eventual şi cu verdictul CNSAS-ului în mână, ştiţi, aşa, ca un scut, pentru orice eventualitate – n-aţi înfruntat neînfricat, eroic chiar, gloanţele, verbale desigur, ale presei internaţionale, cîştigînd astfel o bătălie sublimă, nu o luptă din acelea ce risipesc în jur ciozvîrte anatomice şi rîuri de hemoglobină ci, nu-i aşa, o bătălie pură, o bătălie a spiritului, o bătălie a onoarei răzbunate împotriva calomniilor… Aici însă stau şi mă scarpin în cap! Căci puteaţi? Eraţi îndreptăţit oare, dvs., viitor – dar, cine ştie, poate ***deja***, în alte cazuri, necunoscute mie – viitor, spuneam, Mecena al calomniilor, să protestaţi împotriva eventualelor calomnii ce vă erau adresate – şi atunci, cu ce credibilitate, cu ce forţă a adevărului?!!

Problema, de altfel, e de tot interesul căci poate calomniatorul să se considere victimă a calomniilor, poate criminalul dovedit (în sens generic de călcător al legii şi al principiilor etice)

să-şi pledeze statutul de victimă ca şi cum "nici usturoi n-a mîncat nici gura nu-i miroase"[14]? Poate sicofantul să se plîngă de defăimările altor sicofanţi ce, poate, de altfel, din punctul lor de vedere, acela al "sfintei delaţiuni", îndeplinesc şi ei o "activitate patriotică"[15] . Iar pe de altă parte, putem oare considera că actele viitoare, crimele, păcatele contra umanului adică *împotriva spiritului*, se înscriu ele în noi, pregătindu-se, realizîndu-se deja după o lucrătură ascunsă?

Oricum ar sta, însă, lucrurile în privinţa schiţată mai sus, dvs., inenarabile, lucrul e cert, n-aţi făcut apel la serviciile nepreţuitului dvs. prieten, pentru a vă salva nominalizarea, fie că aţi găsit ideea aceasta ridiculă, fie că vi s-a părut, pur şi simplu, că nu v-ar fi dus nicăieri un asemenea demers. Ci aţi aşteptat cuminte, consolat cu un post ministerial de fidelul d-n Tăriceanu, reîntoarcerea în patrie, pentru a face apel, numai în faţa acestei justiţii patriotice care, ce putea să facă ea, să confirme "sentinţa" presei occidentale şi a comisarilor europeni – a d-lui Barroso, implicit, oricît ar fi evitat, domnia sa, din delicată politeţe diplomatică, să vă formuleze reproşurile în faţă –, peste poate!, pentru ca doar atunci să vă referiţi la acest prieten a cărui mărturie, direct, nu putea dovedi nimic, dar indirect era aptă a crea o atmosferă favorabilă în ceea ce vă priveşte, în faţa unei instanţe deja prevenite favorabil în această privinţă. Şi totuşi,

---

[14] Întrebarea e, la drept vorbind, mai mult retorică, pentru că, evident, dacă din punct de vedere moral faptul că vreun Thersit modern ar putea deveni, la rîndu-i ţinta unor injurii şi defăimări analoge cu cele pe care se pricepea atît de bine să le distribuie-n jur n-ar deranja, cred, pe nimeni, ba chiar mulţi s-ar bucura de o atare întorsătură, din punct de vedere juridic nimeni nu poate interzice unui Thersit inocent (ce oximoron, totuşi!), baremi într-o anumită privinţă, să se apere. Dificultatea survine cînd acelaşi Thersit ori vreun complice sau sponsor de-al său, poate-l cunoaşteţi, inenarabile d-le Vosganian, cufundat pînă dincolo de nări în abjecţia şi dejecţiile propriei ticăloşii perfect dovedite, fie că şi-ar ţipa inocenţa – admiţînd c-ar mai putea să mai deschidă gura – , fie ar pretinde ca numai el să se apere împotriva vreunei eventuale injustiţii, nepăsîndu-i, însă defel de situţia celor pîngăriţi de mîrşăviile *lui*. Ca să nu mai vorbim de cazul cînd clamîndu-şi o inocenţă fictivă ar organiza şi finanţa, în acelaşi timp, calomnierea şi injurierea unor oameni nevinovaţi. Mai trebuie să mai adaug că societatea ce acoperă un astfel de ipochimen cu indiferenţa şi tăcerea *ei* nu valorează mai mult decît el? Mai cu seamă cînd o asemenea societate se vădeşte adînc infiltrată de o organizaţie criminală de tipul securităţii…

[15] Vezi, în această privinţă, declaraţia acuzatorului dvs. de la CIE, d-l Liviu Turcu (re-citez): "Prima direcţie analitică este sub aspect factual cât se poate de simplă: domnul Varujan Vosganian a fost informator al Securităţii. A fost recrutat la începutul anilor '80 de către unul din ofiţerii aflaţi direct în subordinea serviciului pe care l-am condus în cadrul Centrului de Informaţii Externe. Pentru moment, în cadrul prezentei analize, alte detalii sunt nesemnificative. Cum domnul preşedinte Traian Băsescu a declarat public că a dat ordinul ca întreaga arhivă a fostelor servicii ale Securităţii să fie urgent transferată la CNSAS, *gândesc că intervenţia mea poate fi o contribuţie la evitarea unui scandal internaţional în momentul în care informaţia de mai sus va fi confirmată. Un scandal care ar implica nu numai autorităţile române dar şi Comisia şi Parlamentul Uniunii Europene. În plus, în condiţiile în care pagina întâi a ziarelor şi radio-tv continuă să fie ţinută de "rezultatele" pe cât de laborioase pe atât de lamentabile ale CNSAS în cadrul vestitei "dosariade", acest eveniment capătă conotaţii cu totul speciale. Întâmplarea face ca exact în această săptămână Jurnalul Naţional să publice în formă serializată analiza fenomenului colaboraţionist din România. O potenţială bază de pornire pentru evaluarea obiectivă tocmai a activităţilor ce sunt cunoscute sub numele de "dosariadă"* (s.m.). […] Mai toată lumea, inclusiv în cadrul comentatorilor mass-media, a ajuns la concluzia că desemnarea domnului Varujan Vosganian este rezultatul compromisului realizat în cadrul negocierilor între preşedintele Traian Băsescu şi premierul Călin Popescu Tăriceanu". "*Un scandal care ar implica nu numai autorităţile române dar şi Comisia şi Parlamentul Uniunii Europene*"... Nu credeţi, inestimabile, că "oficialii europeni" pudic menţionaţi mai sus, ba şi d-l Tăriceanu cu, fie vorba între noi, cam echivocele explicaţii ale domniei sale, ba chiar şi dvs., carele vitejeşte aţi evitat confruntarea cu reprezentanţii presei occidentale, grăbindu-vă să renunţaţi indignat la candidatura dvs. pentru postul de comisar european – toţi, cu alte cuvinte, aţi confirmat prin atitudinea dvs. analiza mult hulitului domn Liviu Turcu?!!

nici măcar în faţa justiţiei patriei, într-o ţară unde, nu-i aşa, eraţi cunoscut ca un cal breaz în calitatea dvs. de om politic cu multiple faţete, n-aţi îndrăznit, inenarabile, a vă produce amicul, ci numai după ce aţi pierdut în prima instanţă, cînd eraţi deznădăjduit, apelpisit la culme, cînd nu mai aveaţi nimic de pierdut, numai atunci aţi îndrăznit să recurgeţi la această metodă, cu adevărat disperată, aducînd în faţa instanţei de apel un ins care, iertaţi-mă, pare să nici nu vă cunoască prea bine, asta în plus de limba română pe care n-o cunoaşte deloc. Căci, după el aţi proveni dintr-o familie de "cheaburi" a cărei avere ar fi fost confiscată, pe cîtă vreme, pe cît ştiu, tăticul dvs., departe de a fi "cheabur" era omul de încredere al mătuşicii dvs., pre numele ei de basarabeancă rusificată, Tamara (o persoană, nu vreau să insist acum, *extrem* de nerecomandabilă, ce se măritase, ştiu de la mama, Ecaterina Şişmanian, cu averea foarte considerabilă a bătrînului Spengian, sau mai degrabă tinereţea şi eventuala ei frumuseţe se măritaseră cu averea respectivului; aş mai putea da triste detalii, dar nu vreau). De altfel, chiar chiabur să fiţi, cu dosarul curat ca lacrima şi "averea" confiscată – ar trebui să consultăm în direcţia asta baremi *Cartea şoaptelor*, dar poate şi alte documente, la care, personal, nu pot avea acces – ce ar proba asta împotriva acuzaţiilor ce vi se aduc? Iar că aţi fi fost un "om cumpătat, cu care (prietenul n.m.) vorbea în şoaptă înainte de '89 despre diferite chestiuni politice", nici asta n-ar proba mare lucru, căci sînt convins şi chiar cred a şti că şi cei ce încercau a da informaţii despre mine (nu-i numesc din scîrbă!) ascultau "Europa liberă", ba mă împingeau şi pe mine să ascult, evident, ca să mă asculte, îmi vine să cred, nu doar din motive profesionale ci, aşa, din excitaţie intelectuală şi pentru că-şi puteau permite fără risc! Fără risc, ba poate şi cu profit! (...)

5

Ca să revenim la "procesele" dvs., inenarabile d-le Vosganian, cu ce rămînem, la urma urmelor! Cu un ins acuzat de sicofantism, care în loc să-şi ţipe spre toate punctele cardinale inocenţa, dacă inocent era, se ascunde în găoace, evită întîlnirea cu reprezentanţii presei, se dă la fund, carevasăzică, cu aere de mare complotist, îşi dă în judecată acuzatorii şi după patru ani pierde, atacă decizia în apel şi cîştigă – dar cum? Prezintă doi martori, unul un ex-premier suspect de semi-analfabetism, de vreme ce refuză să-şi semneze depoziţia. Re-citäm: "Pus în situaţia de a citi şi semna declaraţia dată în faţa judecătorilor, Tăriceanu a recunoscut că nu înţelege scrisul grefierei. "Mă depăşeşte", murmură uşor stingherit deputatul liberal, în timp ce grefiera îi citeşte la ureche propria declaraţie". "Mă depăşeşte", nu "e ilizibil" ceea ce pare să însemne că d-l ex-prim-ministru nu poate citi decît, eventual, litera tipărită. Care-i vor fi fost rezultatele şcolare în clasele primare deja – ne întrebăm. Asta de nu cumva d-l ex-premier căuta o cale pentru a nu-şi semna declaraţiile făcute sub jurămînt (pe Biblie!). Într-adevăr, deşi grefiera i-a citit propria depoziţie la ureche, nu rezultă de nicăieri că, în cele din urmă, d-l Tăriceanu şi-ar fi semnat în fine, mărturia. Şi ce mărturie! O însăilare de elemente inexacte cum ar fi acela că v-aţi fi retras "din proprie iniţiativă" (haida-de! aţi fost îmbrîncit politicos dar ferm spre ieşire) şi asta în ce condiţii? Ei bine, "după ce premierul a avut o discuţie cu preşedintele Comisiei Europene, Manuel Barroso". Nu-i comic? Deci d-l Tăriceanu are o discuţie cu preşedintele Comisiei Europene *în urma căreia* dvs., d-le Vosganian vă retrageţi "din proprie iniţiativă"?! Scenariul real e evident cu totul altul, stimate personaje ale teatrului absurd. D-l Tăriceanu încearcă, probabil, să vă salveze miza, inestimabile, în cursul unei ultime discuţii pe subiectul candidaturii dvs. cu preşedintele Comisiei Europene, d-l Manuel Barroso, discuţie în urma căreia, înţelegînd inanitatea oricăror eforturi, vă comunică rezultatul cerîndu-vă să salvaţi faţa, "renunţînd" la o candidatură oricum imposibilă, asta pentru a evita agravarea unei situaţii,

oricum penibile sau, cum foarte diplomatic se exprimă d-l Tăriceanu, "pentru ca imaginea României să nu aibă de suferit". Iată, desigur, condiţiile reale în care aţi evitat a vă mai prezenta în faţa reprezentanţilor presei, prezenţă ce ar fi constituit pentru cariera dvs. un fel de "pluton de execuţie". "Drept recompensă" pentru docilitate şi pentru că, aparent, trebuia să fiţi numit undeva, fără să vă ceară, în prealabil, să vă "albiţi" printr-un proces, cum aţi făcut-o cu atîta strălucire ulterior, d-l prim-ministru vă "bombardează" aşa, pe încredere, ministru al Economiei (tot făcuseţi dvs. ASE-ul, ba fuseseţi şi merceolog la fabrica de bere Rahova).

Problema e că în plus de probabilul semi-analfabetism şi de inexactităţile flagrante din depoziţie, d-l ex-premier, martorul dvs. principal, inenarabile, se mai vădeşte, pe alocuri, şi amnezic. Să vă reamintesc, în acest sens, răspunsul d-lui ex-premier la întrebarea vizînd "poziţia Preşedinţiei în raport cu propunerea României pentru ocuparea funcţiei de comisar european" (desigur, de către dvs., inenarabile, altfel n-ar avea nici un haz!)? Iată-l: "Motivând că a trecut mult timp de atunci, fostul premier a arătat că nu-şi aduce aminte care a fost poziţia lui Traian Băsescu faţă de candidatura lui Varujan Vosganian". Nu-şi aducea aminte… Pardon, dar dacă nu-şi aducea aminte, de ce s-a mai prezentat la proces, de vreme ce prezenţa sa acolo tocmai pe *memoria* domniei sale se bizuia. Ce valoare pentru limpezirea unei cauze poate avea, vă întreb, inenarabile, o mărturie ce se limitează, practic, la auto-recuzarea martorului. Asta doar dacă d-l ex-premier n-a utilizat amnezia ca un pretext, pentru a evita să se auto-citeze (cf. declaraţiilor din 2006, consemnate de presă): "M-aş fi aşteptat ca persoanele care au poziţii înalte în România – şi mă refer atât la preşedintele Traian Băsescu, cât şi la celelalte persoane politice, inclusiv liderul PSD – *să aibă o atitudine fără echivoc*, pentru că Vosganian nu mai este membru PNL, ci reprezentantul României" (**Vosganian neagă colaborarea cu securitatea***;* s.m.). Deşi formularea comportă o anume imprecizie diplomatică, ea se vădeşte, nu mai puţin, extrem de clară în fond. Căci dacă d-l prim-ministru (pe atunci încă în funcţie) "s-ar fi aşteptat" – adaptarea citatului e minimă şi inevitabilă – ca… preşedintele Traian Băsescu "să aibă o atitudine fără echivoc" asta nu poate decît să însemne că o găsea, în epocă, echivocă, ba chiar, probabil, foarte echivocă, altfel n-ar mai fi subliniat, rănit în sentimentele-i patriotice, cum că dvs., inestimabilă ex-ex-excelenţă, n-ar fi trebuit să mai fiţi privit ca simplu membru PNL, ba chiar deloc astfel, ci, pur şi simplu, ca "reprezentantul României". Mă rog, nu chiar reprezentant plin ci, mai degrabă, catindat la respectiva reprezentanţă.

Nu, realmente nu înţeleg, şi dacă aş mai fi cetăţean român, ceea ce nu mai e cazul de peste trei decenii, aş spune că neînţelegerea mea se asociază unei profunde indignări patriotice! Cum e posibil ca un prim-ministru să "uite" nu simple fapte fără interes, evenimente curente pe care timpul le erodează implacabil, ci o luare de poziţie de o asemenea importanţă, esenţială nu numai pentru d-l Tăriceanu ci, îndrăznesc să afirm, pentru definirea deontologiei profesionale a *oricărui* om politic, nu neapărat român. Căci a şti să te ridici deasupra strîmtelor interese de partid, a etricatei identităţi partinice, chiar, mai ales în faţa unor imperative superioare, nu e aceasta misiunea însăşi a omului politic de vocaţie, a celui pentru care simpla *alegere* a drumului politic se confundă cu o veritabilă *investitură*?!! Şi o astfel de expresie decisivă a unei "*prise de conscience*" fundamentale pentru cariera sa, am putea spune – nu! pentru cariera oricărui om politic ce se respectă – o "uită" d-l Tăriceanu?? Mi-e imposibil să mai comentez!

Desigur, dacă "amnezia" ex-premierului-martor n-a fost tocmai o amnezie ci un act perfect deliberat, menit să evite un testimoniu neconvenabil pe care, însă, orice jurnalist l-ar fi putut face în locul său, citînd, pur şi simplu, asemeni mie, cuvintele de aur ale prim-ministrului de-atunci, ne găsim în faţa unei situaţii de o gravitate extremă nu doar în plan politic ci şi în plan

juridic, cu atît mai mult cu cît ex-excelenţa sa depunea sub jurămînt, şi încă pe Biblie, compărînd, astfel, nu doar în faţa justiţiei umane ci, concomitent, ***în faţa Justiţiei divine.*** Am simţit nevoia să subliniez.

Amnezic, semi-analfabet, refuzînd sau dovedindu-se incapabil să-şi exercite corect funcţia de martor, refuzînd sau dovedindu-se incapabil ("mă depăşeşte") să-şi citească baremi depoziţia pentru a o valida prin semnătură (din articol nu rezultă dacă d-l Tăriceanu ar fi semnat-o au ba)… Să vă mai amintesc oare, inenarabile, că o depoziţie neasumată prin semnătură nu poate fi considerată ca valabilă, prezenţa la proces a d-lui Tăriceanu pierzîndu-şi, juridic, orice sens, ba chiar devenind acuzatoare pentru dvs.! Ca şi pentru domnia-sa!

Interesant, totuşi, dacă amnezia d-lui ex-premier cuprinde o zonă esenţială a mărturiei domniei sale, aceea a poziţiei prezidenţiale în faţa candidaturii vosganiene (a dvs., inenarabile) – aş numi asta ***nucleul deontologic al testimoniului*** ce, din păcate, cum am văzut, lipseşte! – ea nu se extinde, şi putem să ne felicităm pentru asta, în direcţia altei zone esenţiale, aceea privind relaţiile d-lui prim minsitru cu SIE. Re-citãm:

"Întrebat dacă-i creştin ortodox, fostul premier corectează arătând că este catolic după care jură că va spune adevărul. Urmează câteva întrebări uşoare (sic!) din partea avocatului lui Vosganian din care am aflat că, în 2006, înainte de a face propunerea pentru funcţia de comisar european al României la Bruxelles, a cerut de la Serviciul de Informaţii Externe o informare privind persoana lui Varujan Vosganian. Din adresa primită a rezultat că armeanul nu a colaborat cu fosta Securitate. *Ulterior, a negat că ar fi făcut presiuni asupra SIE să primească acel răspuns şi a arătat că nota Serviciului secret era cât se poate de veridică*" (s.m.). Nici întrebarea, nici răspunsul n-au, după părerea mea, nimic "uşor", chestiunea fiind, din toate punctele de vedere, de o extremă gravitate, după o declaraţie atît de solemnă tot ce-mi rămîne să sper fiind că d-l Tăriceanu *şi-a semnat-o*.

Acum, ca să revenim la depoziţia "martorului de moralitate", "prietenul" dvs. din copilărie, inenarabile, mă văd constrîns să remarc că aceasta nu pare nici mai consistentă, nici, cît de cît, mai logică decît aceea a colegului de partid. Căci, oricît ar fi impresionat completul de judecată fidelitatea unei prietenii de aproape 50 de ani, sensul concret al mărturiei rămîne cel puţin vag. Şi asta pentru raţiunea simplă că întîlnirile celor doi prieteni, fie şi "zilnice", din ultimii 9 ani nu aduc nici cea mai mică informaţie privind eventualele activităţi sicofantice ale unui dintre ei, anterior lui 1989. Iar întîlnirile "foarte dese" (săptămînale?) din restul perioadei reprezintă un factor de evaluare prea subiectiv pentru a se dovedi pertinent. Restul bazaconiilor, căci nu se desluşeşte, în afara agramatismelor, nimic serios în toată poliloghia asta, nu-s mai puţin impertinente.

Reamintim: "*A jurat că a sa cunoştinţă* (franţuzism bizar la cineva ce n-ar fi părăsit nici o zi solul patriei, altfel cum să vă întîlnească cînd săptămînal, cînd zilnic n.m.) *nu a plecat din ţară înainte de 1989 şi că nu a găzduit niciun străin în propria casă. Întrebat de stilul de viaţă al politicianului, prietenul din copilărie l-a caracterizat drept un "om cumpătat, cu care vorbea în şoaptă înainte de '89 despre diferite chestiuni politice şi care provine dintr-o familie de cheaburi fiindu-le confiscată averea*". (Despre "cheaburimea" familiei dvs. am sugerat cîte ceva mai sus, fără să mă mai refer la relaţiile sulfuroasei dvs. mătuşici, patroana tăticului dvs. cu oareşicari funcţionari ai epocii!). Evident, "martorul de moralitate" încearcă să vă prezinte ca pe un om serios, subversiv cu prudenţă de vreme ce vorbeaţi dvs. despre "diferite chestiuni politice" cu "prietenul", însă "în şoaptă" – poate chiar în pivniţă sau în cavou ca bunicul dvs. cu prietenii săi – mă rog, într-un chip lipsit de eroism dar ce ar trebui să excludă eventualitatea

vreunei munci pe terenul informării securităţii Statului. Oare? Păi, d-le Vosganian, în România o ştiau şi copiii "cînd trei vorbesc, unul e securist" (estimaţie pe care o găsesc extrem optimistă, personal aş zice "cînd vorbeau zece, unu, poate, nu era", prin securist înţelegînd nu neapărat un angajat al respectivei instituţii ci chiar şi simplul informator, cu "condicuţă" sau doar "în aşteptare"). Ceea ce înseamnă, nu cred c-o să mă contraziceţi, că şi "informatorii securităţii" discutau "diferite chestiuni politice", ba, mai ales ei, altminteri cum să fi "informat"!

Tot astfel, că veţi fi părăsit au ba solul sfânt al patriei nu prezintă nici un interes în raport cu afacerea în curs de vreme ce nimeni nu v-a acuzat vreodată că aţi fi fost ofiţer de securitate, ca unul pe care l-am cunoscut în copilărie şi care pretindea că merge în China ca să-şi ascundă misiunile occidentale, cu alte cuvinte *spion* – cînd v-am numit mai sus "James Bond" glumeam, sper că aţi înţeles – ci doar *informator*. Prin urmare, dacă înainte de 1989 n-aţi făcut niscaiva excursii baremi prin ţările "lagărului", ca mine, de pildă (Basarabia de două ori, la 6 şi la 10 ani, Kiev – Leningrad – Moscova o dată şi bună), cu atît mai rău pentru dvs., inenarabile, oricum, în planul "acuzaţiilor" asta nu spune nimic, poate doar atît, că sunteţi un dulce imbecil, sterp de orice curiozitate culturală. Idem, că aţi fi "găzduit" sau nu străini la domiciliu – iarăşi, ca mine, inenarabile – nu exprimă întru nimic o eventuală inocenţă ci înseamnă doar că 1) nu aveaţi rude în Occident şi 2) nu aveaţi nici prieteni, altfel pe cine să "găzduiţi". Însă ăst vid relaţional, demn de merceologul unei fabrici de bere, nu implică faptul că fie în domeniul profesional, fie, pur şi simplu, în cel social nu veţi fi avut întîlniri interesante care, *le cas échéant*, v-ar fi putut face să ciuliţi urechile. Mică paranteză: expresia "a ciuli urechile" raportată la securişti şi afiliaţi nu e o simplă metaforă ci poate fi constatată la propriu, nu ca un tropism auricular, ci dimpotrivă, ca un fel de înţepenire a urechii externe ce s-ar zice că se separă de cap, tînjind să se întoarcă toată spre sursa informaţiei (tot un fel de tropism, prin urmare, însă exprimat, paradoxal printr-un fel de imobilitate accentuată). Am recunoscut, nu o dată, securiştii după această reacţie, se pare irezistibilă, a urechilor. Am putea vorbi de o imobilizare exclusiv psihologică a aparatului auditiv, totuşi vizual sensibilă.

În fine, "prietenul" dvs. din copilărie are indiscutabil, inenarabile, "cultura" dosarului[16] , căci vorbeşte de apartenenţa dvs. la o familie de "cheaburi" cu tonul cu care ar fi spus altădată că vă trageţi din ţărani săraci. E de altfel cazul?

Cu aceasta ating punctul din urmă al perplexităţilor mele provocate de ăst proces demn de Caragialepolis. *En effet*, pe cîte ştiu – nu sînt jurist şi pot să mă înşel – la nivelul unui apel nu se mai judecă fondul afacerii respective, ce s-a judecat, oricum, în prima instanţă, ci numai se evaluează juridic sentinţa precedentă, altfel spus, se reanalizează procedura şi corectitudinea aplicării ei, fără a se reveni asupra faptelor nude. Or, apelul acesta s-ar zice că seamănă mai mult cu un proces în primă instanţă decît cu un apel. Din darea de seamă a procesului, cel puţin,

[16] Ajunşi la acest punct, mă văd silit să pun o mică întrebare: dacă, să admitem, "prietenul" dvs. din copilărie e "martor de moralitate" pentru ex-ex-excelenţa voastră, cine e pentru el? Pentru că, veţi fi de acord, darea de seamă a procesului nu ne furnizează nici un element asupra identităţii personajului: nici nume, nici vîrstă (deşi aceasta o putem oarecum deduce), nici profesie, mai ales. În condiţiile astea, scuzaţi-mă, dar "prietenul" ăsta al dvs. ar putea să fie şi general la SIE, securist carevasăzică, după cît sîntem de informaţi. De asemeni, la acest vid identitar se adaugă cel procedural: baremi acest martor a binevoit să-şi semneze depoziţia – nu ni se comunică – sau i s-a părut inutil? Desigur, pentru toate aceste carenţe l-am putea acuza exclusiv pe autorul dării de seamă a procesului, dar întrebarea e *este cazul?* ori, pur şi simplu, omul a reprodus, cum a putut, informaţiile ce i s-au dat. În cazul din urmă, atîta mister înconjurînd identitatea "prietenului din copilărie" nu poate să nu intrige.

nu transpare nici cea mai palidă referinţă la procesul precedent, pierdut de dvs., inenarabile, ţin să vă amintesc, ca şi cum acesta nici n-ar fi existat măcar, totul concentrîndu-se, pe cît am putut să înţeleg, exclusiv în jurul mărturiilor, mărturii, de altfel, în parte cel puţin, noi, sau noi cu totul; într-adevăr, nimic nu indică cum că l-aţi fi produs pe "prietenul" dvs din copilărie în prima instanţă, după cum nu e clar dacă amnezia şi analfabetismul d-lui Tăriceanu datează deja de atunci sau nu. În caz contrar, ne putem mira că n-au fost consultate documentele procesului precedent unde mărturia, tot întărită prin jurămîntul pe Biblie, îmi închipui, exista foarte probabil. În fine, un detaliu birocratic, veţi zice, dar care are preţul lui: decalajul de timp, s-ar zice excesiv dintre procesul în primă instanţă şi apel. Nu vreau să insist asupra unei tehnicalităţi, totuşi faptul mă surprinde şi ar merita, poate, o explicaţie.

După toate cele de mai sus mă minunez numai, inestimabile, că odată procesul în apel cîştigat, nu v-aţi grăbit să vă ţineţi de cuvînt (vă mai aduceţi aminte? "*Am asigurat reprezentanţii Comisiei Europene că vom desfiinţa acuzaţiile prin dovezi, ceea ce am şi făcut ulterior*") şi nu v-aţi grăbit să anunţaţi – ba nu! să trîmbiţaţi! – reprezentanţilor Comisiei Europene, d-lui Manuel Barroso în special, victoria dvs. juridică, altfel spus că desfiinţaseţi "acuzaţiile prin dovezi" şi, mai ales, *cum*!

6

E, însă, cred timpul să relatăm epilogul procesului, intitulat de autorii dării de seamă "Apel la raţiune". Citez:

"*Într-un final, judecătoarea a adunat părţile în faţa prezidiului şi le-a întrebat dacă, înaintea ultimului termen, nu ar fi rost de împăcare. Vosganian a precizat că scandalul politic declanşat de fostul ofiţer DIE* (parcă ştiam CIE, n.m.) *Vasile* (parcă era Liviu) *Turcu, fugit*[17] *în America înainte de 1989, i-a adus mari prejudicii de imagine. Astfel, el a povestit că în urmă cu doi ani, jurnaliştii de la Euronews i-au luat un interviu în calitate de vicepreşedinte al Uniunii Scriitorilor, cu ocazia decernării premiului Nobel, Hertei Muller*. ***Din cauza suspiciunilor care încă mai planează asupra trecutului său, interviul nu a mai apărut*** (s.m.). *Cu toate acestea, senatorul ar putea ajunge la o înţelegere cu Marius Tucă şi cu Editura Intact dacă "domnul Tucă se întâlneşte cu mine, ne punem de acord asupra unei declaraţii comune şi, pe post, în timpul emisiunii "Sinteza Zilei", o difuzăm. Aceeaşi declaraţie va trebui publicată pe prima pagină a cotidianului "Jurnalul Naţional", şi-a expus condiţiile îngropării conflictului senatorul liberal. "Prejudiciul adus poate fi acoperit printr-o emisiune la Antena 3, la "Sinteza Zilei", în care domnul Tucă să explice de ce a tăcut în aceşti şase ani", a repetat Vosganian*.

Ultimul termen al procesului a fost stabilit pentru 25 mai, "pentru ca părţile să aibă timp să se întâlnească şi să se înţeleagă", după cum a încheiat judecătorul (parcă "judecătoare" pînă acum, n.m.). Termenul lung l-a nemulţumit pe Vosganian care a precizat că, dacă există disponibilitate, înţelegerea se poate face în 24 de ore şi nu înţelege de ce este nevoie de două luni pentru atâta lucru. A plecat pe jos, însoţit de prietenul din copilărie, fiind ignorat de jurnaliştii prezenţi pentru un alt eveniment" (**Condiţiile împăcării dintre Vosganian şi Tucă**).

[17] Antipatia faţă de "fugiţi", adică faţă de cei ce au ales libertatea sub forma exilului voluntar, indiferent dacă "cu aprobare de la poliţie" (vorba lui Paul Goma) au ba, pare să persiste voioasă şi în plină eră post-ceauşistă, ca să nu mai spunem post-comunistă!

Deci, deocamdată, în loc de sentinţă, o pupătură, ce-i drept, forţată, în piaţa Endependenţii, plus o amînare de două luni. Trebuie însă să-mi exprim o nedumerire. Din pasajul de mai sus nu rezultă că aţi fi obţinut, baremi, cei 40.000 de euro despăgubire. Dimpotrivă, s-ar zice că dvs. aţi fi acceptat să renunţaţi la orice pretenţii în schimbul declaraţiei comune publice precum şi emisiunii la "Sinteza Zilei". Ei bine, iluzie! Re-citäm notiţa d-lor Burlă şi Vasilcoiu:

"*Varujan Vosganian se împacă cu Marius Tucă dacă, cel din urmă "aranjează" o emisiune la "Sinteza Zilei" în care să dezmintă informaţiile făcute în urmă cu şase ani, potrivit cărora Varujan a colaborat cu Securitatea. Declaraţia comună ar trebui publicată şi pe prima pagină a "Jurnalului Naţional". În caz contrar, Vosganian continuă procesul de calomnie şi cere 300.000 de euro. "Altfel, vreau o soluţie fermă care să taxeze amatorismul lui Tucă care a preluat fără profesionalism ceea ce a afirmat Vasile Turcu"* (sic! din nou prenumele e schimbat), *a precizat senatorul. Tăriceanu are şi acum încredere în colegul liberal, un prieten din copilărie a afirmat că, de nouă ani se vede zilnic cu el*" (*ibidem*).

Totuşi, mărturisesc că-mi pasă prea puţin dacă aţi obţinut, în cele din urmă, cei 40.000 de euro sau nu, chit că din rîndurile de mai sus asta pare să rezulte. Ce mă interesează e confirmarea ideii mele că, de fapt, bluffaţi, un nou proces nefiind deloc în interesul dvs. Altfel, v-aţi mai fi exprimat nemulţumirea pentru cele două biete luni de amînare? Un nou proces – admiţînd că ar fi fost posibil să obţineţi recurs extraordinar peste un apel cîştigat, doar pentru a vă manifesta, încă o dată, cupiditatea – nu v-ar fi adus mare lucru, ba poate că judecătorii, mai puţin "încîntaţi" de prestaţia "prietenului din copilărie", ar fi redus şi mai mult cifra despăgubirilor, cine ştie, poate la nivelul euroului simbolic la care, în genere, e condamnată presa. Pe de altă parte, prelungirea scandalului neputînd decît să vă dăuneze în plan politic. Merge în acelaşi sens evocarea, ca mare "prejudiciu de imagine", a istoriei cu interviul jurnaliştilor de la Euronews, nepublicat, în cele din urmă, *din cauza suspiciunilor care încă mai planează asupra trecutului dvs., inenarabile*?! Pe cîte ştiu, veritabilul prejudiciu pe care l-aţi suferit constă în ratarea ireversibilă a funcţiei de Comisar European, detaliu pe care nici măcar nu l-aţi mai menţionat, pe cîte văd. Mulţumindu-vă să vă plîngeţi de o lezare minoră vizînd funcţia dvs. de biet vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor – *sic transit gloria mundi*. Mîine-poimîine, o să vă plîngeţi de mai ştiu eu ce legat de funcţia de preşedinte al U.A.R., apoi n-o veţi mai avea poate nici pe asta. Un singur titlu, inestimabile, vă garantez că nu-l veţi pierde, ba chiar, am să mă îngrijesc eu de asta, veţi fi îngropat cu el cu tot: ***acela de Mecena al calomniatorilor***!!! Credeţi-mă, atîrnă chiar mai greu decît acela, pe care nimic nu garantează că l-aţi pierdut, de *sicofant*.

7

Probă? Blogul d-lui Andrei Bădin intitulat **De ce ascunde Varujan Vosganian în CV-ul oficial ce a făcut înainte de decembrie 1989** (la data actuală blogul nu mai există, dar conţinutul articolului figurează într-un articol mai vechi, contemporan cu faptele, semnat de **Christian Levant şi Andrei Bădin** pe 28 octombrie 2006: **Monica Lovinescu spune ca Magureanu avea dosarul lui Vosganian**, preluat de fapt de pe situl ziarului Adevărul). Articolul de pe fostul blog al d-lui Bădin datează din 4 septembrie 2012, fiind, deci, posterior procesului în apel, atît de glorios cîştigat de inenarabilitatea voastră. Mă grăbesc să citez:

"*CV-ul oficial al lui Varujan Vosganian ascunde multe mistere. Născut în 25 iulie 1958, Varujan Vosganian nu are în biografia sa oficială dinainte de 1989 decât un singur amănunt: absolvirea ASE în 1982. În rest, în '90, îl regăsim în primul plan al politicii. Multe mistere. Într-un interviu într-o revistă acum mai mulţi ani, Vosganian a mărturisit în treacăt că ar fi*

lucrat la Fabrica de bere Bragadiru înainte de decembrie 1989 (s.m.). *În CV-ul oficial nu a trecut nici o activitate profesională dinainte de decembrie 1989. De ce?*

În 2007, când a fost desemnat comisar european din partea României, Varujan Vosganian a fost acuzat de fostul ofiţer DIE, Liviu Turcu, care a cerut azil politic în SUA în 1989, că ar fi fost colaborator al fostei Securităţi. Niciodată, însă, Varujan Vosganian nu a lămurit public ce a făcut înainte de decembrie 1989.

Dezvăluirile Monicăi Lovinescu. La pagina 241 din volumul trei al "Jurnalului" celebrei voci a "Europei Libere", Monica Lovinescu, este prezentat un episod care ar fi avut loc la sfârşitul lui 1996, după ce CDR şi Emil Constantinescu câştigaseră alegerile. ***«Primele proiecte ale Convenţiei au explodat din pricina dublei bombe aduse amabil, la domiciliu, de Măgureanu: două dosare. Primul al lui Radu Vasile, ce urma să fie numit prim-ministru (unii îl considerau dinainte suspect, ajunsese straniu de repede dintr-un post în provincie într-un altul la Bucureşti, iar soţia lui fusese secretară la Comitetul Central). Dosarul va fi suficient de încărcat pentru ca, în locul lui, să fie numit azi spre seară primarul Bucureştiului, Ciorbea, gospodar cumsecade. (…) Al doilea, Vosganian, cel care crease o alternativă intelectuală ce-i reuşise atât de puţin încât o cedase după un an Convenţiei, spre a dobândi un loc în parlament. Acum se pare că pe cel de ministru în orice caz caz nu-l va mai avea»,*** *scria Monica Lovinescu*".

Iată, inenarabile, că şi alţii, nu doar umilul de mine, se minunează de fulguranta dvs. carieră "post-revoluţionară" ca şi de misterele traiectoriei anterioare datei de 1989. Deja în cazul d-lui Radu Vasile, ce a atins, în cele din urmă, cum ştim, piscurile prim-ministeriale, simplul fapt că "ajunsese straniu de repede dintr-un post în provincie într-un altul la Bucureşti" combinat, ce e drept, cu veştile privind funcţia de secretară la Comitetul Central a soţiei, se dovedise suficient pentru a nutri, îndreptăţite sau nu, persistente suspiciuni, de vreme ce au determinat înlocuirea sa cu d-l Victor Ciorbea, proaspăt ales primar al Bucureştiului contra lui Ilie Năstase, mi se pare. Însă ce-i d-l Radu Vasile comparat cu dvs., inestimabile, dvs. care nemulţumit să reveniţi în trombă din postul dvs. de merceolog la fabrica de bere din…

Tiens! Iată-mă forţat să mă întrerup în plină frază, în chipul cel mai neconvenabil cu putinţă pentru a deschide o mică paranteză. Căci pînă şi un lucru atît de simplu ca localitatea unde se afla fabrica asta de bere unde exercitaţi cu onoare înalta funcţie de merceolog, pînă şi un lucru atît de simplu se dovedeşte a fi nu chiar atît de simplu! Pentru că, vă amintiţi, după "prietenul" dvs. din copilărie, cel care vă vizita "foarte des", ba chiar "săptămînal" acolo, fabrica asta de bere s-ar fi găsit în Rahova; după jurnalistul citat mai sus, însă, ar fi vorba de o fabrică de bere din Bragadiru. Cine se înşală? Dacă cel ce se înşală ar fi jurnalistul, lucrul n-ar fi extrem de grav. Dar dacă cel ce se înşală e prietenul, cel ce vă vizita la locul de muncă "foarte des"/"săptămînal", chestiunea se schimbă radical! Pricepeţi, în cazul din urmă, asta ar însemna că "prietenul" a minţit şi încă că ar fi minţit în chipul cel mai stupid – stupiditatea incluzîndu-vă şi pe dvs. – fiind complet imposibil ca cineva ce vă vizita cu frecvenţa mai sus menţionată să se fi înşelat în privinţa *destinaţiei*. Sîntem amîndoi de acord că Bragadiru şi Rahova sînt două puncte geografice perfect distincte, deşi relativ apropiate. Prin urmare, fabrica de bere în chestie, aceea unde Varujan Vosganian ocupa înalta funcţie de merceolog, nu se putea găsi, simultan, în ambele puncte vizate. Deşi, teoretic, nu e imposibil să existe o fabrică de bere la Rahova şi o alta la Bragadiru, una făcînd apel la competenţele lui Varujan Vosganian iar cealaltă ba, sau, tot teoretic, însă nedovedit, n-ar fi absolut imposibil ca V.V. să fi funcţionat ca merceolog întîi (să zicem) la fR, iar apoi la fB – toate aceste ipoteze, totuşi, pe lîngă dezavantajul legat de

caracterul lor pur ipotetic, prezentînd gravul inconvenient de a pulveriza mărturia "prietenului". *Vă cunoştea, prin urmare, acesta chiar atît de bine sau cam tot atît cît mă cunoaşte pe mine d-l Diradurian (alt "prieten din copilărie")?* În cazul din urmă, "prieten din copilărie" fiind sinonim cu "specialist în amintiri falsificate".

Cu asta, revin la CV-ul dvs. Ziceam deci: Însă ce-i d-l Radu Vasile comparat cu dvs., inestimabile, ce nemulţumit să reveniţi în trombă din postul dvs. de merceolog la fabrica de bere din… Rahova/Bragadiru, oricum, un nume ilustru şi o repartiţie nu prea îndepărtată de Capitală (faţă de Focşani…), pentru a deveni încă din 1990, *n'est-ce pas*?, membru în Consiliul Provizoriu de Uniune Naţională. Nu-i de mirare că respectivul Consiliu a avut, atît de rapid, nevoie de înaltele dvs. competenţe de merceolog specializat în bere! (Era, baremi, bună?) Ca şi cum asta n-ar fi fost suficient, fundaţi, dvs., un personaj ilustrissim, inenarabile, Uniunea Armenilor din România, auto-bombardîndu-vă preşedinte. Asta la frageda vîrstă de 32 de ani (poate nici atît măcar), ca şi cum n-ar fi existat în toată România un armean mai experimentat, mai meritoriu şi mai cunoscut decît domnia voastră! Şi să nu fiţi suspectat? Tocmai dvs., ce nu eraţi atunci decît la începutul unei cariere pe cît de strălucite, tot pe-atît de fulgurante! Spun la începutul carierei, dar ar trebui, în cazul unui neo-nomenclaturist de soiul dvs., să spun la începutul listei, *pentru că în acelaşi an*, 1990 carevasăzică, reprezentaţi minoritatea armeană şi ca deputat. O carieră ce s-ar fi putut distribui la cel puţin vreo zece armeni, nu neapărat lipsiţi de merit, se concentrează pe capul dvs., inestimabile. Pentru ce merite? Mister! Sau mai exact: Neant!

Deputăţia devenindu-vă prea strîmtă şi meritele dvs. inexistente acumulîndu-se, fundaţi şi Partidul Alternativa României, de data asta nu singur şi nici în compania vreunui consângean ci împreună cu Adrian Iorgulescu şi Laurenţiu Ulici. Hotărît, ţinteaţi să depăşiţi orizontul prea limitat al comunităţii armene! Data creerii PAR-ului fusese aleasă cu schepsis (1996 "puţin timp înaintea alegerilor parlamentare", citez din CV) şi cum, după obicei, v-aţi descurcat să deveniţi preşedintele formaţiei nou create (căreia i-aţi schimbat, tot cu schepsis, numele din Partidul Alternativa României în Uniunea Forţelor de Dreapta, ca şi cum le-aţi fi diriguit pe toate deodată ca un veritabil Mesia politic – hm! vi-l amintiţi pe Mesia Hacerian? dar pe Tamara Spengian, născuta Vosganian, bunînţeles, mătuşica dvs. bună? – altfel spus, asemeni unui autentic om providenţial pe care toată suflarea, nu doar armeană ci şi română, îl aştepta de-atîta amar de vreme), asta v-a permis să promovaţi de la deputat la senator, de data asta, aproape non-stop, pînă în zilele noastre. Şi tot să nu fiţi suspectat?

Desigur, cum sînteţi, orice s-ar spune, un ins extrem de abil, vid de orice talent veritabil însă apt, prin mimetism (am vorbit despre asta mai sus), de a juca, practic, orice rol (există un banc cu "actorul de compoziţie" pe care poate c-o să vi-l spun cândva), n-aţi lăsat din mână cartea minorităţilor, devenind, *faute de mieux*, membru al Consiliului Minorităţilor Naţionale – remarcaţi extensia subtilă de la minoritatea armeană la *toate* minorităţile – în '93, ba şi ditamai Lider al Grupului Parlamentar al Minorităţilor Naţionale (1992-1995). Dar să oprim aici instructiva enumerare a etapelor carierei dvs., la drept vorbind, inenarabile, cu atît mai mult cu cît curioşii le pot consulta pe internet. Ce contează, în fond, nefiind, pur şi simplu, faptele ci sensul lor.

Vreau doar să vă reamintesc, inestimabile, că taman acestei epoci permeate de glorii îi aparţin şi declaraţiile dvs. de un înalt interes privind restituirea sau mai degrabă nerestituirea bunurilor, în special imobiliare, confiscate de comunişti. Vă mai amintiţi? Acele declaraţii ale dvs. ce, venind din partea preşedintelui (na, că era să spun secretarului general) al Uniunii

Forţelor de Dreapta, sunau mai mult decît paradoxal şi, care, de altfel, v-au atras nu puţine atacuri în presă (deja!), inclusiv şfichiul acela jurnalistic din partea subsemnatului ce v-a usturat, pasămite, destul, pentru ca peste ani (12, ca să fim exacţi) să vă răzbunaţi, termenul nu este prea tare, cred, finanţînd publicarea inepţiilor şi injurioase şi calomnioase ale d-lui Diradurian, cu retorica lor de ospiciu.

Declaraţii cu atît mai curioase cu cît venind din partea descendentului unor "cheaburi" confiscaţi (eu nu vă ştiam astfel, dar să preluăm, deocamdată, "amintirile din copilărie" ale "prietenului"). Sincer, nu pricep de ce "Forţele" astea "de Dreapta", trebuiau să semene, în practică, cu PDSR-ul iliescului de nimic, omul mineriadelor, între altele, şi în ce mai constau ele de vreme ce trebuiau să protejeze, tot în practică, interesele ex-nomenclaturiştilor şi ale mai ştiu eu căror otrepe securiste îmbogăţite… E drept, unele dintre ele de origine armeană!... Ce ţi-e şi cu "patriotismul" ăsta comunitarist, pîrdalnicul!... De altfel, cîţiva ani mai tîrziu, aţi trocat UFD-ul falit pentru un loc în Biroul Permanent al Partidului Naţional Liberal, plus alte vreo două funcţii ce vă permiteau să vă plasaţi în poziţia centrală de coordonator al strategiei PNL-iste şi chiar al alianţei PNL-PD.

Ca să fim mai exacţi, aţi creat, dară, o ficţiune politică cu denumire sforăitoare (Partidul Alternativa României – nici mai mult, nici mai puţin! –, transformat rapid în aşa zisa Uniune a Forţelor de Dreapta), formaţiuni cu care nu vota practic nimeni, pe de o parte pentru a putea pătrunde în Parlament pe o cale lesnicioasă, pe de alta, pentru a troca susnumitele ficţiuni pe locuri reale în partide politice reale. Singura dvs. politică, inenarabile, fiind oportunismul neruşinat! Iată, deci, cum se devine din merceolog, ministru şi cum un ins cu trecutul neguros pentru că interesatul evită cu grijă să-l nareze (de ce? pentru că e "inenarabil"?) izbuteşte să devină din "opozant în şoaptă" – de unde "cartea şoaptelor" cea atît de bine numită – prezident al "Uniunii Forţelor de Dreapta" etc. Scopul dvs. veritabil, o, inenarabile, fiind acela de a deveni ceea ce aţi şi devenit în chipul cel mai indiscutabil, un vajnic mareşal al oglinzilor, bun înţeles, decorat cu «ordinul născocitorilor de nasturi cu nasul de sticlă» clasa întâia – de a vă ridica, cu alte cuvinte, cum aţi şi reuşit şi cu cîtă strălucire încă, la rangul demn de invidie de Mecena al calomniatorilor! Ba, ca şi cum doar atît nu v-ar fi fost de ajuns, şi la acela, într-un sens, mult mai strălucit, de Trimalhio al tuturor arhicorupţilor din "ţărişoară"!

Dar să revenim puţintel la afirmaţiile regretatei Monica Lovinescu din volumul III al Jurnalului domniei sale (p. 241!). Recitim:

"*Primele proiecte ale Convenţiei au explodat din pricina dublei bombe aduse amabil, la domiciliu, de Măgureanu: două dosare. Primul al lui Radu Vasile, ce urma să fie numit prim-ministru (unii îl considerau dinainte suspect, ajunsese straniu de repede dintr-un post în provincie într-un altul la Bucureşti, iar soţia lui fusese secretară la Comitetul Central). Dosarul va fi suficient de încărcat pentru ca, în locul lui, să fie numit azi spre seară primarul Bucureştiului, Ciorbea, gospodar cumsecade*. (…) *Al doilea, Vosganian, cel care crease o alternativă intelectuală ce-i reuşise atât de puţin încât o cedase după un an Convenţiei, spre a dobândi un loc în parlament. Acum se pare că pe cel de ministru în orice caz caz nu-l va mai avea*".

Într-adevăr, *atunci* nu l-aţi mai avut. Şi este de tot interesul, cred că veţi concede şi dvs., faptul că ratarea nominalizării pentru funcţia de comisar european nu reprezintă primul eşec al carierei dvs. legat de acest tip de acuzaţii ci, cel puţin, cel de al doilea. Diferenţa – personal o găsesc semnificativă, nu ştiu cum comentaţi – constă, nu ştiu cum să mă exprim altfel, în sensul sicofantismului. Orientat spre victime exterioare ţării, cetăţeni străini cum s-ar zice, ceea ce vă

apropia de statutul cît de cît mai onorabil de James Bond autohton (sau de informator al vreunui James Bond cu epoleţii cusuţi sub costum), acuzaţia din urmă, care, de fapt, pare sensibil mai veche face din dvs., mizerabile, o banală ureche a vechii securităţi (SRI-ul neexistînd încă), ţinta indiscreţiilor dvs. interesate (*à propos*, eraţi plătit? aveaţi desigur "condicuţă" şi vreun nume de cod, "Iuda", poate) fiind în acest caz cetăţenii români. Sînteţi sigur că mai vreţi să contestaţi acuzaţiile d-lui Liviu Turcu?

O altă diferenţă, mizerabile, e că acuzatorul dvs. mai vechi, Virgil Măgureanu, ar fi produs, *apud* Monica Lovinescu, ale cărei afirmaţii n-au fost, pe cîte ştiu, contestate de cineva, de dvs. cel mai puţin, *ca probă materială*, un frumos dosar – două, dacă-l luăm în considerare şi pe celălalt mizerabil, Radu Vasile – adică exact ce lipsea aserţiunilor lui L.T. pentru a fi perfect credibile. Desigur, în cazul din urmă, ambigutăţile prezidenţiale băsesciene ca şi preteriţiile d-lui Tăriceanu (plus accesul domniei sale de analfabetism acut v. *supra*) pot sugera existenţa unor oareşicari presiuni şi obnubilări interesate, dar, în fine, o probă e o probă şi e, desigur, totdeauna mai bine s-o avem decît să nu! Mai mult! Tocmai acest frumos dosar v-a făcut, vai, mizerabile, să rataţi sub preşedintele Emil Constantinescu, altfel, destul de indulgent de felul lui, postul de ministru. Cît despre d-l Radu Vasile, cum ştim, ratarea funcţiei prim-ministeriale n-a fost decît temporară, odată jena produsă de revelaţiile măgurene tasată şi Victor Ciorbea compromis în condiţii asupra cărora nu voi reveni acum, R.V. devenind liber să strălucească cu ocazia mineriadei corespunzătoare (m-am ocupat de asta într-un articol intitulat *Mineriada 5 = Neantul instituţiilor*, apărut în *Vatra*, nr. 2/1999, pp. 72-76).

În fine, o ultimă diferenţă o constituie absenţa oricărui demers juridic apt a vă albi de *aceste* acuzaţii. Vă amintiţi, de altminteri, poate că, mai sus, găsisem oarecum bizară integrarea unui umil merceolog de la o făbricuţă de bere în personalul ilustru al james bonzilor daco-romani, mai logică părîndu-mi-se colaborarea dvs. cu cealaltă branşă a vechii securităţi. Ei, iată că s-a adeverit! Aceste afirmaţii *necontestate juridic* rămînînd perfect valide – căci, în orice caz, eu, n-am auzit, inenarabile d-le Vosganian, ca dvs. s-o fi dat în judecată pe Monica Lovinescu pentru compromiţătoarele, în ce vă priveşte, afirmaţii ale domniei sale, ba, vreţi să vă spun ceva foarte curios, nici măcar pe Virgil Măgureanu, sursa, la urma urmei, a întregii afaceri, nu l-aţi acuzat vreodată de "calomnie"...

Găsesc această prudentă atitudine extrem de instructivă, mai ales din partea unui ins ce a ţipat ca din gură de şarpe – curioasă expresie, căci, la urma urmelor, n-am auzit ca şerpii să ţipe! – preţ de vreo şase ani, atunci cînd acuzaţiile d-lui Liviu Turcu i-au furnizat ocazia. Desigur, şi atunci, cu extremă prudenţă – nu degeaba sînteţi dvs. autorul *Cărţii şoaptelor* – adică exclusiv în interiorul graniţelor ţării, ferindu-vă ca de foc să vă expuneţi penibilelor interogaţii ale presei occidentale.

8

Problema cu dvs., inenarabile, stă în faptul că vă dovediţi mereu o cutie de nesecate surprize. Sau, mai precis, asta pentru a parafraza *Sertarul cu aplauze* al Anei Blandiana, un foarte celebru şi extraordinar roman[18], sînteţi ca un birou cu două sertare, unul cu huiduituri şi altul cu aplauze,

[18] Nu o "făcătură", ca al dvs., fabricat din împrumuturi literare vădite, pe care le-am şi semnalat deja, şi existînd exclusiv prin exploatarea unor evenimente şi personaje marcante ale comunităţii armene de care un ins de teapa dvs., sulfuros Mecena al calomniatorilor, n-ar trebui să aibă dreptul moral să se apropie măcar!

fără să fie cu totul clar nici care vă dezvăluie mai odios, nici care-l maschează ori, mai ştii, îl potenţează pe celălalt.

Căci scormonind din nou prin Internet am descoperit un nou document, nou nu în sine ci în raport cu posibilităţile mele de informare, oricum destul de reduse căci una este să respiri aerul pestilenţial în care involuaţi, unde totul vă acuză chiar şi, mai ales şi tot ce vă scuză (prea gros sau prea ambiguu), şi alta să încerci a reconstitui de la peste 2000 de kilometri distanţă, prin mijloacele aseptizate ale informaticii, o realitate ce nu poate fi înţeleasă decît prin mare-ca-josul (alfel spus, mlăştinosul, mefiticul, meandricul) contact direct.

E vorba de dezvăluirile pe care Liviu Turcu, trecut la vest în ianuarie 1989, ultimul defector important al vechii securităţi – cît despre cea nouă, ea pare să facă un interesant joc dublu ce-ar merita analizat mai strîns odată şi odată – le-a făcut în ediţia specială "Marius Tucă Show" (nostim oximoron!), pe 7 noiembrie, data Marii Revuluţii zise din Octombrie, 2006! Adică, alt paradox numerologic, la exact 89 de ani de la Marele Eveniment!! Celebrarea involuntară era, însă, cam cu cîntec, pentru că ce aflam, naivul de mine, atît de respectuos faţă de personalităţile politice, în principiu imaculate, ale Noii Românii! Cum că Gelu Voican Voiculescu, ins mult mai sulfuros chiar decît dvs. – unii pretind că l-ar fi lichidat în persoană pe Odios, ca să nu mai vorbim de rolul lui mai mult decît probabil în asasinarea lui Ioan Petru Culianu – da, insul cu barbă paternalistă şi cu veleităţi de *tantrika*, ar fi obţinut *manu militari* "lista unor informatori străini din Occident". Cum? Punînd pur şi simplu la zid "o unitate militară a Serviciului Român de Informaţii Externe" şi somînd-o să-i furnizeze – lista sau moartea – "reţeaua de informatori străini din Occident". Pe "listă" se găseau diverşi nomenclaturişti cu pridvor ca, de pildă Năstase-patru-case (a colecţionat, cu siguranţă, mai multe între timp), pe punctul de a fi expediat ofiţer în afara fruntariilor (deşi nu se precizează cînd, îmi închipui că în preajma lui decembrie '89), Radu Vasile, tovarăşul dvs. de dosar cum unii prizonieri de lanţ (v. *supra*), fost "ofiţer de obiectiv", mărturisesc că aş fi preferat un limbaj mai transparent, nu atît de flagrant "jargonistic", sau Teodor Meleşcanu căruia Liviu Turcu în persoană i-ar fi semnat "un ordin de misiune". Evident, n-am deloc intenţia să intru în toate detaliile expuse de "profesorul Liviu Turcu" (alt oximoron semnificativ), interesaţii putînd consulta direct "docomentul". Mie preocupant mi s-a părut doar faptul că cei 11 politicieni prezentaţi în cadrul emisiunii de numitul L.T. n-ar fi reprezentat decît un palid eşantion, totalul persoanelor publice ce ar fi colaborat cu securitatea ridicîndu-se la mai multe sute (sic!).

La mai multe sute! Realizaţi implicaţiile, inenarabile? Ce mi se pare fascinant e că nici unul din cei 11 menţionaţi doar ca simplu eşantion, nici d-l Radu Vasile, nici d-l Meleşcanu, nici măcar G.V.V. care, sincer, nu văd cum ar fi putut protesta, nici vreun altul din ceilalţi 8-9 n-au piscuit, n-au reacţionat, cu alte cuvinte, *ils ont avalé la couleuvre*, cum ar spune francezii, sau, mai pe românește, au înghiţit găluşca disciplinat şi în tăcere, fără scandal inutil şi de prost gust şi, mai ales, fără procese! Numai dvs., inestimabile, ars de o inocenţă incandescentă, cu verbul (altminteri cam agramat) învîlvorat de sfîntă mînie, v-aţi lansat pe periculoasa pantă a contestărilor.

Vă întreb, sincer, politic vorbind, aţi cîştigat ceva? V-a crezut cineva? N-am impresia! Dimpotrivă, cu cît v-aţi zbătut mai mult, cu cît aţi ţipat mai tare, tot pe atît aţi inspirat o suspiciune mai profundă. Asta, pe de o parte, pentru că nimeni nu crede în puritatea omului politic, nu neapărat român, ceea ce face ca politicienii mai avizaţi şi mai discreţi să vrea să evite a contesta opinia populară. În tăcere, par ei să creadă, acuzaţiile lunecă precum apa pe penele gîştii, sfîrşind prin a trece fie în uitare, pur şi simplu, fie într-un fel de canalizare psihică formată

din indiferenţă, descurajare şi o vagă complicitate amuzat-dezgustată nu prea depărtată de banc. Dvs. însă, care nu sînteţi român şi care, după părerea mea, nu-i cunoaşteţi pe români decît pe o latură (nu neapărat cea mai bună), v-aţi repezit ca prostu' la proces şi, evident, în planul opiniei, aţi pierdut. Vă mai amintiţi cum ieşind după glorioasa dvs. victorie din apel, vreau să spun, din Caragialepolis, v-aţi lovit de indiferenţa masivă a jurnaliştilor ce se găseau, ca din întîmplare, pentru a se ocupa de o altă afacere!? Vă reamintesc, cu întristare, momentul: "*A plecat pe jos, însoţit de prietenul din copilărie, fiind ignorat de jurnaliştii prezenţi pentru un alt eveniment*".

Şi totuşi, dvs. ca om politic cinstit, cel puţin după sentinţa instanţelor din Caragialepolis, mă veţi înţelege. Nu e absolut îngrozitor? Sute de oameni politici, nu doar banali informatori ai odioasei securităţi, sicofanţi cu "condicuţă" ca dvs. – cel puţin în planul suspiciunii populare pe care pot, eu, om din popor, baremi uneori, să n-o împărtăşesc? – ci, de-a dreptul, ofiţeri[19], James Bonzi cu epoleţii cusuţi de căptuşeala costumului. Pricepeţi diferenţa dintre dvs. şi *ei*, inestimabile? Ei, tăcînd, s-au menţinut în sfera interogaţiei "or fi – n-or fi", dînd impresia că nu numai nici usturoi n-au mîncat nici ştiţi dvs. singur foarte bine mai departe ce, dar că nici nu ştiu prea bine ce-i aia usturoiul, dacă pricepeţi ce vreau să spun. Asta se cheamă, inenarabile, să fii *au dessus de la mêlée*, să sugerezi, cu alte cuvinte, că şi vinovat dacă ai fi, *tu aparţii unei onorabilităţi superioare* cu criterii, desigur, *secrete*.

Şi-apoi ce mai atîta zarvă! N-a "dezvăluit" Liviu Turcu în persoană ce ştiau şi copiii, anume că "*mare parte din informatorii fostei Securităţi au fost trecuţi în baza activă a noilor servicii de informaţii*"? "*S-ar putea – "punctează" acelaşi – ca acela care a fost expus să fi făcut infinit mai puţină poliţie politică decât acela care a fost preluat*". Şi tot după el: "*nu e pentru nimeni un secret că fosta clasă politică ceauşistă s-a reciclat ideologic, peste noapte, problema complicându-se în momentul în care avuţia naţională moştenită de la fostul regim s-a împărţit între grupurile de interese ale acestei nomenclaturi*". Clasa politică actuală (în mare parte, cel puţin, "sute", vă reamintesc) = nomenclatura ceauşistă reciclată ideologic "peste noapte". Se sparie gândul!

III. Dosarul "Poşta Română" şi gazul rusesc sau corupţia la putere

Acum, nu pretind, inenarabile, că în această modestă scrisoare deschisă aş putea acoperi totalitatea afacerilor în care aţi fost implicat de presă (chit că într-un caz, baremi, v-aţi dezimplicat oarecum cu ajutorul justiţiei române şi a fermei loialităţi a d-lui Tăriceanu – spun "oarecum" pentru că n-am impresia că presa însăşi s-a lăsat prea mult influenţată de asta, dar şi pentru că o sumă de puncte, punctuleţe şi aspecte de gravităţi diverse au rămas complet neanalizate cu prilejul discuţiilor prilejuite de lungul proces), nici că un om simplu ca umilul de mine ar putea să lămurească tătă complexitatea unei personalităţi meandrice ca a dvs.! Nu, nu pretind asta!!! Şi totuşi, voi încerca să abordez un nou aspect, neinclus în CV, al activităţilor

[19] Vă reamintesc un element interesant din articolul d-lor Carmen Vintilă şi Gabriela Antoniu, citez: "Un alt obiectiv pe care Liviu Turcu şi l-a propus prin publicarea listei a fost de a acoperi evoluţia unei persoane în sistemul informativ: informator – membru de partid – colaborator – referent – ofiţer acoperit – ofiţer deplin conspirat. Potrivit lui Liviu Turcu, lista sa acoperă toate aceste categorii, dar nu este exhaustivă, existând sute de persoane în situaţia celor 11 despre care ştia că au colaborat cu Securitatea încă înainte de 1989". Cum vedeţi, nu dvs. eraţi primul vizat, ba apăreţi, mi se pare, ca simplu informator, sicofant de rînd nu ca ceilalţi, ofiţer acoperit ori ditamai ofiţer deplin conspirat. De altfel, inestimabile, în privinţa conspirativităţii v-aţi ars rău de tot cu scandalul pe care l-aţi făcut deja, fără să mai vorbim de cel pe care sînteţi pe cale de a-l stîrni în înalta calitate, total descoperită aceea, de Mecena al calomniatorilor!

dvs., ori, în orice caz al activităţilor pe care presa română şi, pînă la un punct, justiţia, *vi le atribuie*.

Dar, înainte de orice, un mic suvenir: "*Ultimul termen al procesului a fost stabilit pentru 25 mai, «pentru ca părţile să aibă timp să se întâlnească şi să se înţeleagă», după cum a încheiat judecătorul. Termenul lung l-a nemulţumit pe Vosganian care a precizat că, dacă există disponibilitate, înţelegerea se poate face în 24 de ore şi nu înţelege de ce este nevoie de două luni pentru atâta lucru. A plecat pe jos, însoţit de prietenul din copilărie, fiind ignorat de jurnaliştii prezenţi pentru un alt eveniment*". Trist, cumva – ce vreţi, neînţelegerea, gustul de cenuşă al succesului. Şi toate astea, pentru ce? Pentru ca la abia două luni şi două zile după această melancolică scenă, demnă de finalul unui film (nu discut calitatea): "eroul pleacă, ignorat şi victorios, însoţit doar de fidelul său prieten din copilărie, Oreste şi Pylade", da, la abia la două luni şi două zile după finalul virtual al acestui film ce nu va fi turnat niciodată (poate pentru că eroul se vădise un "turnător", cel puţin pentru necruţătoarea conştiinţă publică, poate pentru că, Trimalhio de duzină, se dovedise, indiscutabil, un mişelnic Mecena al calomniatorilor, în orice caz al calomniatorului eroului autentic – comparaţi-ne traiectoriile), da, încă o dată, la abia două luni şi două zile "după cădere", după "triumf", vreau să spun, pe exact 27 mai 2012, iată că ziarul *Atac* publică un foarte interesant articol, sub semnătura d-lui Nicu Sandu, articol intitulat, ţineţi-vă bine, o inenarabile: **Dispare Varujan Vosganian din politică?**

Nu că n-ar fi o idee interesantă să vă retrageţi nu doar din politică dar şi din viaţa laică, de nu din altă pricină, măcar pentru "spălarea păcatelor" – personal, pentru păcătoşi de soiul dvs., adversari marecajoşi a tot ce e adevăr, nu cunosc alt "detergent" decît călugărirea, în afară de sinucidere, bineînţeles.

1

Să dăm însă citării articolul pricinaş, căci alt chip de a aborda discuţia aceasta vechi-nouă nu cunosc.

"*Procurorii au legat de gâtul liberalului Vosganian, un dosar greu, ca o piatră de moară. Senatorul liberal de Iaşi Varujan Vosganian nu a prins nici un oscior important de ros în Guvernul Ponta din cauza Dosarului "Poşta Română" dar şi a relaţiilor din trecut, extrem de strânse, cu Maica Rusie. Surse din anturajul unor politicieni de Bahlui, dar cu mare influenţă la Centru, ne-au informat că parlamentarul Vosganian, fost ministru al Economiei şi Finanţelor pe vremea premierului Călin Popescu Tăriceanu, ar fi căzut în dizgraţia actualilor tartori ai USL. Din spusele acestora, problemele ieşeanului cu origini armene* (sic! în realitate fiind dvs. focşănean pe cît îmi pare) *s-ar datora tocmai dosarului în care acesta a fost cercetat alături de fostul ministru al Justiţiei, Tudor Chiuariu, şi de fostul ministru al Comunicaţiilor, Zsolt Nagy, cât şi de fosta conducere a Poştei Române. Mai mult, o mai veche informaţie oferită de fostul spion al Centrului de Informaţii Externe (CIE), Liviu Turcu* (iară nu Vasile! n.m.*), îl plasează pe Vosganian în structurile fostei Securităţi, din poziţia de fost agent sub acoperire. Potrivit aceluiaşi Turcu, Varujan ar fi fost recrutat în anii '80 de către unul dintre subordonaţii săi care a lucrat la CIE, precursorul SIE. În toate apariţiile publice, senatorul ieşean a negat însă orice fel de colaborare cu vechea Securitate, după care l-a criticat aspru pe spionul român şi l-a acţionat în judecată*".

Primul element şi cel mai frapant, insaţiabile, cum îmi vine să vă numesc de acum încolo, e că nu vă mai săturaţi de "afaceri". Cele vechi se combină cu altele noi, unele complet

neaşteptate, într-o ţesătură inextricabilă. Cum totul e suspect ori de-a dreptul putred în toate poveştile astea, şi-n cele demult cunoscute, şi-n cele, deocamdată, ştiute mai puţin, am putea vorbi, cred, fără exagerare, de o veritabilă vocaţie a dezonoarei urmată cu un încîntător aplomb. Nu păreţi, de altfel, a constitui un caz izolat, dimpotrivă, deşi, cu deosebit interes, discern în al dvs. unul din cele mai pilduitoare. Încît mă întreb! Cum mai toţi, sau o bună parte dintre dvs. liberali sau de alte culori, aţi fost, înainte de "cădere", tot soiul de şefuleţi sau şefi în UTC ori, baremi, în partid (eu, umilul de mine, am refuzat să fiu chiar şi membru acolo unde alde dvs. v-aţi cocoţat a deveni ditamai "organe"), mă iau ca prostul la întrebări şi-mi zic că pentru unii – nu îndrăznesc să afirm că pentru dvs. personal – prăvălirea în rîpă a "convingerilor comuniste" a reprezentat ocazia unei degringolade în cinism, a unui bîldîbîc în depresiunea profundă a afacerismului fără scrupule, ce n-ar fi, la o mai adîncă scrutare, decît un înalt idealism grav contrariat!!!

Al doilea element, mai puţin şocant dar foarte deranjant totuşi, constînd în lipsa totală de respect pe care v-o arată presa, lipsă de respect ce pare să indice credibilitatea zero de care vă bucuraţi. De pildă, comparaţi: v-am tratat eu, oricît, pe drept, v-aş dispreţui, de "Varujan", am părăsit, fie şi pentru o clipă măcar, pluralul, vă vorbesc altfel decît cu dvs. şi d-le? În fond, chiar cînd circumstanţele se vădesc constrîngătoare, o propoziţie în aparenţă paradoxală ca aceasta "Sînteţi, indiscutabil, o canalie, domnule!" rămîne perfect onorabilă, de vreme ce, în alte timpuri, atît de diferite de degeneratele noastre "timpuri noi", ar fi fost urmată de o palmă cu mănuşa albă peste obraz şi de o ieşire pe teren cu consecinţe inevitabil fatale. Însă familiarismul acesta, ăst' detestabil familiarism de porci păscuţi împreună… Nu, d-le Vosganian, e cert, n-am păscut împreună porcii, cu atît mai puţin porcăriile!

În al treilea rînd, pot spune că m-au surprins unele imprecizii. Într-adevăr, ştiu bine că treceţi drept liberal şi presupun că vă şi prezentaţi ca atare – dar sînteţi realmente? Ne reamintim amîndoi prea bine, îmi închipui, poziţia dvs. prea puţin liberală, am putea spune, cu o ţîră de sarcasm, curat pedeseristă, ca să nu zic fesenistă, în chestiunea mult dezbătută a restituirii bunurilor, în special imobiliare, vechilor lor proprietari, expropriaţi de comunism. Că o sumă întreagă de profitori cu "condicuţă" roşie (carnet de partid de data aceasta) şi-au umflat patrimoniile inexistente cu bunuri ce nu le aparţineau – mulţi dinte ei armeni; aş putea chiar să numesc cîţiva – chestia e, din păcate, indiscutabilă. Că dvs. însă, co-fondatorul Partidului Alternativa României (PAR), devenit Uniunea Forţelor de Dreapta (nici mai mult, nici mai puţin), pe care l-aţi trocat, de altfel, "pentru un loc în Parlament" (v. *supra*), devenind un membru de frunte al ierarhiei liberale, aţi luat poziţie în favoarea acestui jaf organizat de comunişti (de "bolşevicioşi" cum mă exprimam în articolul mai sus citat, formulă ce e departe de a exprima sinistra realitate a bolşevismului născut monstruos, ba chiar ostil oricărei forme de umanitate, exact în aceeaşi măsură ca şi nazismul, bestialităţii căruia i-a adăugat, totuşi, un cameleonism cinic inimaginabil pentru intelectul normal, chit că deloc şocant pentru psihopaţi), iată ce găsesc complet inacceptabil, după cum nu reuşesc să-mi explic în ce fel, într-o societate baremi post-comunistă de nu, cum s-ar cădea, radical anti-, un "liberal" de soiul dvs. a putut ocupa funcţiile pe care le-aţi ocupat şi pe care continuaţi să le ocupaţi, asta independent de multiplele acuzaţii de corupţie şi de sicofantism securist.

Dar să vedem, mai îndeaproape, despre ce e vorba în articolul mai sus menţionat. Recursul la citare e, încă o dată, inevitabil (articolul susmenţionat din ziarul *Atac*).

"*Liberalul ieşean Varujan Vosganian, fost ministru al Economiei şi Finanţelor, a ajuns a-5-a spiţă de la roata căruţei PNL, şi a n-şpea* (sic!) *la cea a căruţei USL. În opinia analiştilor*

dar şi a jurnaliştilor specializaţi în cârcoteală, bârfărie şi sforărie, retragerea armeanului Vosganian (încă o dată faceţi ruşine naţiei, inenarabile! n.m.) *din primele eşaloane ale USL s-ar datora în primul rând Dosarului penal "Poşta Română" cât şi fostelor sale relaţii din trecut, cu vecinii noştri rusnaci* (sic!!!). *Deunăzi, pe la urechile senatorului liberal de Iaşi, nu mai ţinem minte care, stânga ori dreapta*[20], *a trecut foarte de aproape, un glonte. Mai precis, fostul preşedinte al Consiliului de Administraţie şi director general al Companiei Naţionale Poşta Română (CNPR), Dan Mihai Toader, cercetat în acelaşi mega-dosar, a fost condamnat la şase ani închisoare cu executare pentru un prejudiciu de 4 milioane euro* (4.000.000 € nu lei băştinaşi! n.m.). *În respectivul caz, omul de afaceri Maricel Păcuraru a primit opt ani de închisoare cu executare, iar Emanoil Lepădatu, fost director economic executiv în cadrul CNPR şi Niculae Pintilie, administratorul societăţii SC Continental Asig SA, au fost condamnaţi la câte şase ani de închisoare cu executare. De asemenea, Andrei Marinescu, fost director executiv al Direcţiei de Dezvoltare Strategică a CNPR, Iulian Ditcov, administrator la SC Genius Network SRL, Daniela Moisă, administrator la SC Pronova SRL şi Lucian Beşchea au primit pedepse de câte cinci ani de închisoare cu executare. Practic, procurorii anticorupţie au disjuns cercetările din Dosarul Poşta Română, în ceea ce-i priveşte pe foştii miniştri Dan Nica şi Varujan Vosganian, aceştia fiind acuzaţi acum de abuz în serviciu. În dosarul cu pricina au mai fost trimişi în judecată, tot în urma unei disjungeri, un alt ieşean, Tudor Chiuariu, cât şi Zsolt Nagy, respectiv fostul ministru al Justiţiei şi [cel al] Comunicaţiilor. Iniţial, "dosarul mamă" i-a avut ca protagonişti principali ai escrocheriilor pe Dan Mihai Toader, preşedintele Consiliului de Administraţie şi director general al Companiei Naţionale Poşta Română SA (CNPR), în perioada 2005-2009, pe ex-directorul economic, Emanoil Lepădatu, şi nu în ultimul rând pe fostul director al CNPR, Andrei Marinescu*".

N-o să încercăm acum să vedem a cîta spiţă, exact, aţi ajuns dvs., inenarabile, fie din pdv al PNL, fie din cel al USL, căci e indiferent. Oricum, din punct de vedere etic, mizerabile, n-aveţi rang, cum o ştiţi, de altfel, prea bine. Semnificativ rămîne faptul în sine al implicării dvs. într-o afacere ce a antrenat (citäm) "un prejudiciu de 4 milioane euro". Afacere în care diverşii ştabi (susmenţionaţi) ai CNPR au primit pedepse de 5 pînă la 8 ani de închisoare "cu executare" (în Franţa formula e *prison ferme*). În context, pare relativ mai puţin important faptul că "procurorii anticorupţie" v-au "disjuns", împreună cu d-l Dan Nica, alt ministru găinar pe grătar, acuzaţia de abuz în serviciu nesemănînd tocmai cu un constat de inocenţă. Să mă mai mir, umilul de mine, preasulfuros d-n V.V. (W carevasăzică!) că la multiplele dvs. titluri din sfera sicofantismului patriotic şi corupţiei băştinaşe, vi l-aţi adăugat şi pe acela de Mecena al calomniatorilor (în orice caz, al calomniatorului G. Diradurian)?!!

Dar să detaliem, mai departe, faptele!

"***Un şir de acte nelegale, parafate de Vosganian, Nica, Chiuariu şi Nagy***.

Procurorii DNA au reţinut că, în perioada 2005-2007[21], *printr-un şir de acte nelegale, reprezentanţii Poştei Române au contribuit la trecerea unui imobil din proprietatea publică a*

[20] Aluzie la lamentabila dvs. versatilitate politică, inestimabile?

[21] Extraordinar mi se pare faptul că implicaţia dvs. în mefitica afacere penală "Poşta Română" datează practic din perioada celuilalt proces, menit să vă albească de acuzaţia de sicofantism caracterizat ce vă costase, între

statului, în proprietatea privată a SC Imopost Developments SA. În acest mod, susţin anchetatorii, statul român a fost prejudiciat cu suma de 8.169.787 euro. SC Imopost Developments SA s-a constituit la data de 26 iulie 2005, fiind creată ca un partenariat între CN Poşta Română SA, SC Procema SA, SC Comnord SA şi două persoane fizice (nenumite! n.m.). Scopul constituirii SC Imopost Developments SA a fost demolarea de către societate a clădirilor existente pe terenul din Bucureşti Calea Victoriei nr. 133-135 (respectiv a casei Vernescu, sediul Uniunii Scriitorilor! n.m.) şi edificarea unui imobil cu funcţiuni multiple. La data de 19 iulie 2005, conducerea Poştei Române a aprobat ca imobilul respectiv să fie adus de CN Poşta Română SA ca aport în natură la capitalul societăţii nou înfiinţate mai arată anchetatorii. Procurorii anticorupţie susţin că în tot acest demers s-a urmărit, de fapt, favorizarea concernului SC Procema SA – SC Comnord SA astfel că, în 2005, sprijinul acordat concernului s-a realizat concomitent pe două planuri: ignorarea faptului că imobilul din Calea Victoriei este bun proprietate publică a statului şi subevaluarea acestuia. «Astfel, cu ocazia aportării imobilului la SC Imopost SA, Dan Mihai Toader, Emanoil Lepădatu şi Andrei Marinescu, în calitate de director general, director economic executiv şi, respectiv, director al Direcţiei de Dezvoltare Strategică, au subevaluat imobilul din Calea Victoriei nr. 133-135, stabilind cu intenţie o valoare diminuată faţă de valoarea comercială reală a imobilului», se menţionează în rechizitoriul DNA. Dacă fosta conducere a Poştei Române a fost trimisă după gratii pentru următorii 6-8 ani, în ceea ce-i priveşte pe foştii miniştri Tudor Chiuariu şi Zsolt Nagy, dosarul a fost trimis spre judecare la Înalta Curte de Casaţie şi Justiţie. Referitor la Varujan Vosganian şi Dan Nica, procurorii DNA continuă cercetările" (*ibidem*).

Văzute mai îndeaproape faptele, nu eu trebuie să vă povestesc, inenarabile, ai zice că trimit la scenariul vreunui film axat pe activităţile mafiote ale clasei politice. Dvs. plus încă alte trei excelenţe veţi fi participat, conform articolului, la trecerea abuzivă a unui imobil de pe Calea Victoriei (citez) "din proprietatea publică a statului, în proprietatea privată a SC Imopost Developments SA". Cum? "printr-un şir de acte nelegale", abuzive carevasăzică, ce au uns calea ăstui pasaj, nelegal şi abuziv şi el, nu mai încape îndoială!

Stoarse strîns, faptele sînt sensibil mai încurcate, de parcă şi dvs. şi colegii v-aţi fi încuscrit cu diavolul, inestimabile, nici mai mult nici mai puţin. Beneficiarul principal al operaţiei, în plus de actorii direcţi, e, conform articolului, concernul SC Procema SA – Comnord SA (s-ar zice că avem deja de-a face cu o fuziune) cu care concern CN Poşta Română SA plus încă două persoane fizice nenumite în text (doi ipochimeni de soiul cel mai miasmatic, mai încape vorbă, oricare ar fi silabele onomastice alcătuitoare) ar fi constituit SC Imopost Developments SA. Formal, am fi confruntaţi cu un partenariat, în practică SC Imopost Developments SA nereprezentînd decît faţada unei manopere frauduloase. Cum vine asta? Destul de simplu, din păcate!

Un partenariat e oarecum ca o căsătorie *à l'ancienne* (poate şi acum lucrurile se petrec tot aşa). Adică, mireasa trebuie să aducă o zestre iar mirele trebuie să posede şi el ceva. În cazul de faţă, "mirele", la drept vorbind cei doi "miri" (caz de bigamie calificat, deşi nesezisat de justiţie e reprezentat de dublul concern SC Procema SA – Comnord SA, "mireasa" e, desigur, CN Poşta Română SA, zestrea miresei fiind constituită de imobilul nr. 133-135 din Calea Victoriei. Aparţinea, însă "zestrea" miresei? BA! "Zestrea", inestimabile, era de furat! "Zestrea"

---

altele, postul de comisar european pentru care, cuminte al compromisului, demisionat la ordin, n-aţi îndrăznit să luptaţi.

aparţinea Statului român. O să spuneţi, inenarabile, cu logica dvs. imbatabilă, ce e al tău e şi al meu, imobilul aparţinea Statului, CN Poşta Română SA aparţine şi ea Statului, deci ce aparţine întregului poate aparţine şi părţii: *pars pro toto*! Sau, mai degrabă, *totum pro parte*! Imparabil, sînt convins că veţi fi de acord. *Aşa* gîndiţi dvs., *aşa* gîndesc complicii dvs. economici şi mai ales cei politici, dar, din fericire, *nu aşa* gîndeşte Justiţia, şi ea tot română, dar nu la ordinul domniilor voastre, mizerabililor!!!

Acum, trebuie să recunosc, articolul comportă un element nu cu totul clar, ba chiar, în aparenţă, contradictoriu. Astfel, mai pe la început ni se spune: "*fostul preşedinte al Consiliului de Administraţie şi director general al Companiei Naţionale Poşta Română (CNPR), Dan Mihai Toader, cercetat în acelaşi mega-dosar, a fost condamnat la şase ani închisoare cu executare pentru un prejudiciu de 4 milioane euro*", pentru ca mai pe urmă să întîlnim propoziţia următoare: "*printr-un şir de acte nelegale, reprezentanţii Poştei Române au contribuit la trecerea unui imobil din proprietatea publică a statului, în proprietatea privată a SC Imopost Developments SA. În acest mod, susţin anchetatorii, statul român a fost prejudiciat cu suma de 8.169.787 euro*". Ori sînt 4, ori sînt 8! Diferenţa e de la simplu la dublu. Explicaţia, destul de tulbure, admit, s-ar putea să se găsească în alt pasaj (citez): "*sprijinul acordat concernului s-a realizat concomitent pe două planuri: ignorarea faptului că imobilul din Calea Victoriei este bun proprietate publică a statului şi subevaluarea acestuia. «Astfel, cu ocazia aportării imobilului la SC Imopost SA, Dan Mihai Toader, Emanoil Lepădatu şi Andrei Marinescu, în calitate de director general, director economic executiv şi, respectiv, director al Direcţiei de Dezvoltare Strategică, au subevaluat imobilul nr.133-135 din Calea Victoriei, stabilind cu intenţie o valoare diminuată faţă de valoarea comercială reală a imobilului», se menţionează în rechizitoriul DNA*". "Subevaluarea", dacă pricep eu bine, revine la a preţălui imobilul respectiv nu la 8.169.787 euro, cît valora în realitate, ci numai la 4.000.000. Asta ar explica pasajul dintîi: 8.169.787 – 4.000.000 = 4.169.787 euro, adică, prin rotunjire, 4.000.000!

Numai că, dacă subevaluare a fost, logic a fost şi vînzare (baremi proiectată). Altminteri de ce şi-ar fi subevaluat "mireasa" zestrea proprie ce trebuia să-i asigure un mariaj fericit. Cine să fie cumpărătorul? Mai e vorbă? SC Procema SA – Comnord SA, desigur! Atunci, fie şi "subevaluaţi", unde au mers banii? În vistieria Statului? Peste poate! Ne amintim acuzaţia: "*sprijinul acordat concernului s-a realizat concomitent pe două planuri: ignorarea faptului că imobilul din Calea Victoriei este bun proprietate publică a statului şi subevaluarea acestuia*". *Pe două planuri.* Asta înseamnă că dacă imobilul în chestie, încetase, în urma unor acte abuzive şi nelegale (aici începe rolul dvs. şi al colegilor dvs., mizerabile) să mai apară ca proprietatea statului, nici proiectata vînzare nu-l mai putea avea ca beneficiar.

Să refacem calculele. Dacă reconstituirea mea e corectă (şi nu prea văd cum ar putea să nu fie) avem 1) deposedarea ilegală a Statului român de un imobil în valoare de 8.169.787 euro; şi 2) o vînzare (ce-i drept, din fericire, nerealizată, dar intenţia contează!) de 4.000.000. E limpede, în acest caz, că nu la o scădere trebuie să recurgem, ci la o adunare: 8.169.787 + 4.000.000 = 12.169.787 euro! Nu-i aşa că-i mult mai frumos?

Faptul că operaţia a ratat nu e în cauză. Cum v-am mai spus, inenarabile: intenţia contează!

Un alt punct rămîne încă incomplet elucidat. Ce naiba voia să facă SC Procema SA – Comnord SA cu imobilul nr.133-135 din Calea Victoriei? Cu o casă veche, cu valoare mai degrabă istorică? Mai e vorbă? S-o demoleze! Re-citäm pasajul cheie în privinţa aceasta: "*Scopul constituirii SC Imopost Developments SA a fost demolarea de către societate a clădirilor existente pe terenul din Bucureşti Calea Victoriei nr. 133-135 şi edificarea unui*

imobil cu funcţiuni multiple". Deci scopul căsătoriei, căreia dvs. şi colegii dvs., miniştri de aceiaşi teapă cu dvs. i-aţi fost "naşi" (prin escrocherie şi furt, dar parcă mai contează!) acesta era: demolarea imobilului, nu utilizarea lui directă.

Aici intervine un detaliu deosebit de abject, un amănunt ce pare să fi scăpat vigilenţei procurorilor, poate pentru că e vorba mai degrabă de o crimă morală, nu atît de o ilegalitate "fizică" (ca niscaiva semnături avînd drept consecinţă deposedarea Statului român de un imobil ce îi aparţinea, în valoare de 8.169.787 euro). Despre ce este vorba? Vedeţi dvs., mişelnică ex-ex-excelenţă (mă refer la momentul faptelor, căci, după cum ştiţi, dar voi reveni, lucrurile s-au schimbat oarecum), *pe atunci* nu eraţi numai ministru ci şi vice-preşedintele (sau prim-vice-preşedintele) Uniunii Scriitorilor. (Sînteţi încă? Trist, trist, trist…) ***Or sediul acesteia era tocmai imobilul pe care voiaţi să-l demolaţi, nr. 133-135 din Calea Victoriei***. Aţi pomenit ticăloşie mai abjectă? Anume ca în calitate şi de vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor, "scriitor" şi dvs., vezi Doamne, în demna descendenţă a lui Dumitru Popescu-Dumnezeu, impostorul ale cărui romane nulissime erau regulat recenzate de d-l Nicolae Manolescu, preşedintele năpăstuitei instituţii, să-i complotaţi demolarea numai pentru a vă putea umple în tihnă pozunarele! Există oare o limită a cinismului dvs., nemernice d-le Varujan Vosganian??? Neprihănit Trimalhio al arhicorupţilor! Să mă mai mir, după toate astea, că aţi participat, cu lipsa de onoare ce vă caracterizează, ca Mecena al calomniatorului G. Diradurian, la abjecţiile deversate de ăst ins lichefiat de rău asupră-mi?!! Ha, ăst Zoil al zoilor!!!

Dar, ca să luăm lucrurile niţel altfel, hai, confesaţi-vă mizerabile, există mîrşăvie perpetrată în România de după 1989 la care să nu fi participat cu vreo semnătură strîmbă sau baremi cu vreun aviz scălîmb?!!! Eu unul cred că nu lipsiţi în nici un punct din peisajul corupţiei româneşti, asta, desigur, ca să dezonoraţi şi poporul român, pe care-l jefuiţi cu cinism, şi pe cel armean pe care l-aţi pătat cu scrisul dvs. făţarnic! Căci un nemernic n-are dreptul moral să scrie despre o tragedie pe care n-o poate decît profana cu ipocrizia-i bufonă, tot aşa cum un ticălos n-are dreptul să menţioneze evenimente ce-ar trebui să-i ardă buzele pîngărite de înşelăciuni, falsităţi şi minciuni.

2

Înainte de a continua analiza datelor furnizate de articol, o scurtă paranteză, nu lipsită de interes. În condiţii asupra cărora voi zăbovi mai la vale, o inenarabile, vrînd să vă salvaţi o onoare pe care oricum n-o aveţi, aţi, cum ştiţi prea bine, chit că aţi regretat cîteva zile mai tîrziu, demisionat din funcţia de ministru al Economiei, mi se pare, trecînd de la statutul de ex-ex-excelenţă la unul meritînd un ex- în plus: la mai mic, ex-ex-ex-excelenţa voastră!

Şi-acum să revenim la oile noastre tunse, c-aveţi dvs. grijă. Bombă, deci!

"*Oficiali ai Ambasadei SUA: «Vosganian, fostul ministru al Economiei* (ce coincidenţă, deja, de-atunci, tot fost, şi tot al Economiei n.m.), *are relaţii mult prea strânse cu Rusia». Ceea ce foarte mulţi bănuiau de ani buni, pare-se a devenit aproape o certitudine. Într-o telegramă oficială clasată drept "confidenţial" şi semnată de oficiali din cadrul Ambasadei SUA la Bucureşti, în 2008, se arată că fostul ministru al Economiei şi Finanţelor în Guvernul Tăriceanu, româno-armeanul Varujan Vosganian* (cînd vă spuneam eu, inestimabile, că aţi ajuns dezonoarea naţiei noastre… n.m.), *are relaţii mult prea strânse cu Rusia. Potrivit acestui document, «Vosganian continuă să susţină relaţii cu Moscova şi a minimalizat public faptul că* ***România plăteşte unul dintre cele mai mari preţuri din Europa pentru importurile de gaze din Rusia***» (s.m.). *De altfel, într-o conferinţă de presă din 28 februarie 2008 privind preţurile*

la energie, Vosganian ar fi încercat să respingă criticile privind creşterea preţurilor interne prin compararea preţului de import al României (370 dolari / mia de metri cubi) cu preţul plătit de Marea Britanie pentru gazele naturale lichefiate (aparent, 407 dolari / mia de metri cubi). De asemenea, fostul ministru al Economiei şi Finanţelor în Guvernul Tăriceanu ar fi un critic constant al poziţiei dure a preşedintelui Băsescu faţă de Rusia, criticându-l adesea pe preşedinte pentru că stă în calea unor relaţii bune cu Moscova. În timp ce Vosganian pare că este un critic pe la spate al proiectului Nabucco, poziţia sa publică a fost aceea că proiectul ar putea furniza României o pârghie pentru a negocia preţuri mai bune pentru importul de la Gazprom se menţionează în telegrama oficialilor americani" (*ibidem*).

După *Cotidianul* (articolul lui Cristan Oprea din 27 martie 2011, **Telegramele Wikileaks deschid Cutia Pandorei**), subiectul telegramei HotNews.ro a ambasadei americane la Bucureşti este:

"*România rămâne pe poziţii în problema securităţii energetice dar se teme de izolare. «În timp ce elita politică a României rămâne ataşată diversificării surselor de aprovizionare văzută drept cea mai bună metodă de sporire a securităţii energetice, o minoritate semnificativă a fost vocală în apelurile sale pentru îmbunătăţirea relaţiilor cu Rusia. Una dintre cele mai puternice voci în acest sens a fost ministrul Vosganian, un greu al PNL şi membru al minorităţii armene», se arată în telegramă. Telegrama mai notează poziţia comună a preşedintelui Băsescu şi a premierului Tăriceanu: «… doi oameni care rar sunt de acord pe vreo problemă au rămas susţinători constanţi ai unei strategii energetice bazate pe căutarea de surse alternative. Oricum, recentele succese ale Gazprom în regiune, fie ele reale sau efemere, au crescut nivelul de anxietate legat de posibilitatea ca România să fie scoasă din schemă pe măsură ce noi reţele energetice se dezvoltă în jurul ei»".*

Pe fond, din punctul de vedere al problemelor energetice ale României se degajă două dimensiuni complementare: cea economică şi cea politică. ***Or, şi din punct de vedere economic şi din punct de vedere politic ar fi profund nesănătos ca România să depindă exclusiv de gazul rusesc***, asta independent de preţul, eventual umflat, cum rezultă din document, al gazului în chestie. Astfel, poziţia dvs., d-le Vosganian, în ceea ce priveşte proiectul Nabucco[22], tipică pentru un politician "cu curul între două luntri", cum se spune popular, sau, mai tehnic vorbind, demnă de pefidia unui castrat bizantin[23], se caracteriza printr-un superb echivoc de vreme ce pe faţă susţineaţi că "*proiectul ar putea furniza României o pârghie pentru a negocia preţuri mai*

[22] Fără a intra în prea multe detalii, numele cu rezonanţe verdiene se referă la proiectul unui gazoduc legînd surse iraniene şi azerbaigeaneze de Europa centrală. Susţinut de Uniunea europeană, al cărei comisar n-aţi devenit (pe merit, cum se vede!), pe lîngă diversificarea surselor de aprovizionare europeană, prin evitarea Rusiei, diversificare de loc inutilă unei ţări ca România, – proiecte concurente, voite de ruşi: *Nord Stream* (fluxul de nord) şi *South Stream* (fluxul de sud), gazoducuri al căror principal avantaj (pentru ruşi, bineînţeles) constă în evitarea tranzitului prin Polonia şi Ucraina – proiectul ar fi permis slăbirea posibilităţilor de presiune politică ale Rusiei, ţară vădit revanşardă, cu permanente obiective imperialiste. Recent lucrul a devenit flagrant prin brutala anexare a Crimeii de către Putin, noul mini-Hitler zonal, ca şi prin atitudinea mai mult decît ameninţătoare a Rusiei, în imediat faţă de Ucraina, dar, pe termen mai lung, trădînd ambiţii imperialiste indiscutabile ce ar putea declanşa, într-un viitor nu foarte îndepărtat, ceva ce are toate şansele de a semăna foarte cu un al treilea război mondial! Măsuraţi roadele politicii dvs. criminale, inenarabile?

[23] Ştiţi, desigur, cu erudiţia dvs. zdrobitoare de absolvent ASE, cum că în perioada de decădere a Imperiului Roman şi, mai cu seamă, în epoca bizantină, castraţii jucau un rol politic de seamă, uneori şi un rol militar, asemeni faimosului Nerses (după unii de origine armeană), înlocuitorul nefericitului Belizarie.

bune pentru importul de la Gazprom", cum se scrie în telegramă, în timp ce pe la spate criticaţi acelaşi proiect, făcînd tot ce vă sta în putinţă pentru a torpila aderarea la el a României. Hotărît, sînteţi un prieten periculos, inenarabile d-le Vosganian, vă prefer ca duşman, iar ca ministru al Economiei, un veritabil adversar al intereselor ţării pe care o reprezentaţi şi o slujiţi atît de strîmb!

Permiteţi-mi, de altfel, cu această ocazie să vă exprim profunda mea uimire. Eu credeam că, în cel mai rău caz, aţi putea fi un "James Bond" sau, poate, informatorul vreunui James Bond din umbră şi aflu că, în realitate, sînteţi un veritabil "Philby"!!! Sau, în fine, ar trebui, eventual, să fiţi considerat astfel, de-aţi fi împătimit de oină cam cît acela de crichet. Ba pe deasupra, un "Philby" apărat cu strășnicie de Parlament, cum vom vedea mai la vale, un "Philby" care, chiar demascat, vorbeşte cu cinism de "onoare" – karagöz infam! – înfruntînd cu scelerată seninătate acuzaţiile, sigur de imunitatea ce-l fereşte de proces şi puşcărie. Nu, mă înşelam şi în privinţa aceasta: în realitate, dvs. aţi putea să-i daţi lecţii chiar şi răposatului Philby ce, în raport cu dvs. mizerabile, începe să-mi apară ca un candid copil de cor bisericesc. Căci, pentru a pune punctul pe i, mie cel puţin, un agent de influenţă mi se pare considerabil mai toxic decît un simplu spion! Mai ales, un agent de influenţă *guvernamental*, cazul dvs., de e să acceptăm informaţiile conţinute în telegrama americană mai sus citată.

Desigur, n-am cum să ştiu dacă, da sau nu, asemeni modelului dvs. britanic, furnizaţi, pe deasupra, Rusiei informaţii secrete, legate eventual de integrarea României în structurile NATO, de pildă, căci telegrama Ambasadei americane nu menţionează nimic în acest sens – ca să fiu sincer, mă îndoiesc, baremi pentru că o asemenea activitate ar comporta prea multe riscuri pentru preţioasa dvs. epidermă – dar mi se pare indiscutabil că dacă pînă acum aţi fost omul ruşilor în guvernul român, deşi cam "ars", veţi persista probabil a rămîne omul Imperiului Răului (vă mai amintiţi formula?) din Parlamentul unde se pare că beneficiaţi încă de o considerabilă influenţă. Cu atît mai mult, în această situaţie critică în care se găseşte Imperiul Răului după anexarea Crimeii, prima etapă, desigur, dintr-un sistem anexionist în pregătire, mai mult decît deleter nu doar pentru securitatea Ucrainei ci şi pentru cea a României şi, la termen, a întregii Europe!

Vă sfătuiesc să observaţi în acest sens, cu cea mai mare atenţie, schiţatul război civil din zona Donbasului, recent "votata" "republică Doneţk", aprig încurajată de zavistnica Rusie, situaţie ce aminteşte straşnic tulburările din 1938, din regiunea Sudeţilor, perfid alimentate de zîzaniile naziste. Fără a uita, în acelaşi context, felul în care şi-au împărţit Polonia Hitler şi Stalin – probă flagrantă a identităţii de fond a naţional-socialismului cu "comunismul" – în anul de dizgraţie 1939.

Încă o dată (v. *supra* n. 22), potenţialul de război mondial conţinut de actuala situaţie geopolitică e departe de a fi neglijabil. Agresorul, şi în acest caz, fiind Rusia putinistă (de crimele răs-putinitului în martirizata Cecenie, crime despre care am scris cu alte ocazii, nu voi mai vorbi acum). De pe aceste poziţii v-aţi permis să vă manifestaţi ca "*un critic constant al poziţiei tot mai asertive a preşedintelui Băsescu faţă de Rusia, criticându-l adesea pe preşedinte pentru că stă în calea unor relaţii mai bune cu Moscova*", relaţii, cum se vede, şi cum s-ar vedea şi mai mult dacă "sfaturile" dvs. ar fi urmate, extrem de toxice pentru interesele economice şi, evident, politice ale României. De fapt, nu doar toxice, ci pur şi simplu nimicitoare! Expresii ale unei incompatibilităţi politice radicale.

Dar ce vă pasă dvs. de interesele României, mizerabile; dvs. vă pasă, exclusiv, de interesele dvs. personale. Contestaţi? Nu că v-ar lipsi temeritatea scelerată! De altfel, aşa cum o arată

unele din fotografiile dvs. recente – à propos, e uimitor ce bătrîn arătaţi, inenarabile, dvs., un "puşti" de abia vreo 55-56 de ani – depresiunea profundă a ticăloşilor a început să vă lichefieze chipul, asemeni mutrei diraduriene ce a luat-o demult spre conductele de canalizare. Căci, poate nu ştiaţi, sufletul prea încărcat de minciună şi rău tinde să-şi piardă forma, alunecă-n amorf, iar la urmă se scurge ca un lichid cleios şi murdar, gros de dejecţii.

Dar să încercăm să vedem mai de aproape, o! minunat ministru al Economiei (şi Finanţelor? vai de biata ţară!) poveştile dvs. despre preţuri şi gaze. Mărturisesc cu toată sinceritatea: în privinţa asta sînt complet incompetent, mai ales în raport cu un strălucit absolvent al ASE-ului şi, prin urmare, voi fi nevoit să folosesc logica lui 1 + 1 = 2, nu 3, nu 5 şi nu 10. Cu atît mai mult cu cît toată chestiunea aceasta a energiei s-a transformat într-un adevărat labirint, mai inextricabil ca cel dedalic. Nu, insuficient! Într-un veritabil război, ***războiul energiei***, ce pare să se substituie vechiului "război rece". Într-adevăr, prin gazoducurile sale, Gazprom pare să se fi preschimbat într-o veritabilă caracatiţă prin care imperialismul putinian se străduie să controleze, deocamdată, Europa (vezi şi proiectele *Nord Stream* şi *South Stream* cf. *supra*, notă), jocul preţurilor, cînd arbitrar imense, cînd arbitrar extrem de scăzute, ca şi controlarea complet abuzivă a fluxurilor, funcţionînd ca un fel de recompensă (sau, după caz, sancţiune) a docilităţii politice (ori a indocilităţii) ţărilor concernate.

Şi iarăşi, inestimabile, dvs., omul de onoare susceptibil, răspundeţi-mi cu toată onestitatea: oare rolul unui ministru al Economiei nu e de a favoriza, tocmai, economia ţării pe care o serveşte – dar, iată deja hic-ul, care-i aceea: România ori Rusia; să fim caritabili şi să zicem că România – şi de a obţine, prin urmare, în diversele contracte pe care le parafează, termenii cei mai favorabili pentru interesele acesteia? Un ministru român, chit că de origine armeană, trebuie oare să obţină cele mai bune condiţii pentru România, ori pentru Rusia? Pentru România o să-mi răspundeţi, nu mă îndoiesc, cu patriotismul care vă caracterizează, o inenarabil senator încă român, minunată ex-ex-ex-excelenţă. Numai că atunci, de ce graţie patriotismului dvs. România a importat în 2008 gazul rusesc cu unul din cele mai ridicate preţuri din Europa (370 dolari / mia de metri cubi)? Atunci cînd în acelaşi an Ucraina, în ciuda relaţiilor ei furtunoase cu Rusia, n-a plătit decît 250 de dolari mia de metri cubi? Aud?

De altfel, de călătorim în timp nu mai departe de 2007, constatăm că România nu plătea pe atunci decît 270 $ / mia de metri cubi (într-un an a făcut deci un salt de 100 $, de vreme ce în 2008 a plătit 370 $), ceea ce era deja, totuşi, un preţ superior mediei europene a epocii, anume 265 $ / mia de metri cubi. Că britanicii plătiseră mai scump (407 $ / mia de metri cubi)? Ce au aici a face britanicii? Poziţia asta aşa de patriotic competentă a dvs. îmi aminteşte logica elevului codaş: "Varujan, de ce ai luat 4 la aritmetică?" "Garabet a luat 3!". Putem să punem în locul lui "Varujan" pe "Georgel", în locul lui "Garabet" pe "Gabi", asta nu schimbă mare lucru. Dimpotrivă, faptul că acest "4 la aritmetică" al lui Varujan costă României sume importante (evident, mă simt incapabil să precizez cît, deşi ceva îmi spune că dvs., inenarabile, aţi fi perfect capabil să cifraţi), pe deasupra, în dolari, schimbă, parcă, ceva.

*En effet***,** în cazul de faţă, inestimabile (vă las să ghiciţi: "nepreţuit" sau "nedemn de stimă"?), nu cît plăteşte Marea Britanie mia de metri cubi ar trebui să vă intereseze, de vreme ce Marea Britanie nici nu achiziţionează direct gazul rusesc de la ruşi ci de la germani, e deci firesc ca acolo unde există un intermediar preţul să fie mai mare. Asta pe de o parte. Iar pe de altă parte, factorul distanţă şi insularitatea Angliei intervenind e bine să reamintim că englezii importă gaz lichid, soluţia maritimă a transportării gazului, prin metaniere (un fel de cargouri destinate pentru transportarea gazului lichid) şi terminale portuare de lichefacţie a gazului vădindu-se

extrem de scumpă (cf. unui articol de pe Wikipedia, "Pisc gazier" ce traduce expresia *Peak Gas*, referindu-se la momentul cînd producţia mondială de gaz natural ar atinge punctul cel mai înalt iar rezervele mondiale ar fi pe jumătate consumate – simpatică perspectivă). Prin urmare, orice comparaţie între situaţia gazieră a României şi cea a Marii Britanii, inestimabile, trebuie considerată ca vidă de sens.

Pentru că să fim limpezi, dacă România plăteşte mai mult decît media europeană, cum pare să fie cazul, contraargumentul dvs. nerezistînd, cum s-a văzut, analizei, faptul, nu vreau eu să-l calific, e grav (ba chiar termenul "grav" nu e, mă tem, decît un dulce eufemism) şi ar trebui să daţi acatiste la biserică ca să scăpaţi doar cu demisia. Iar dacă în toată Europa doar britanicii plătesc mai mult decît românii situaţia nici nu se poate descrie! Şi-apoi, nu pretind că mă pricep, dar poate în cazul Marii Britanii mai intervin unele condiţii, să le numim, diplomatic, politice, care explică preţul mai ridicat plătit de aceasta. Într-adevăr, nu e deloc exclus ca englezii să le fie ruşilor foarte antipatici, poate din pricina tradiţionalei aroganţe britanice, poate din cauza relaţiilor speciale ale Angliei cu SUA, dar, şi mai abitir, e extrem de probabil ca ruşii să le fie şi mai antipatici englezilor, poate din cauza agresivităţii şi barbariei lor de origine mongolă (ştiţi vorba francezului: *grattez le russe et vous trouverez le tartar*), poate din pricina imperialismului lor cinic şi sadic de nu mai ştiu ce origine, această tensiune acumulată de ambele părţi reflectîndu-se cumva şi-asupra preţului gazului rusesc sau, mai degrabă, a gazului putinian; însă trebuie oare să v-o amintesc, inenarabile, tensiunile ruso-engleze nu justifică preţul extrem de ridicat plătit de români şi nici nu pot constitui un soi de alibi pentru reaua dvs. gestiune (iar utilizez eufemisme).

Desigur, chiar dvs., inenarabile, recunoşteaţi, s-ar zice, gravitatea situaţiei – pierderile uriaşe ale României, provocate, în acest caz, nu atît sau nu în primul rînd de prezenţa intermediarilor cît de presiunile moscovite pentru a pune mîna pe Romgaz – cînd declaraţi, tot în anul de dizgraţie 2008, cum că: "*Noi trebuie să avem o discuţie serioasă cu Moscova pentru a regla această problemă*", însă n-am impresia că aceste înţelepte cuvinte au dat roadele scontate. Nu ştiu, care-i opinia dvs.? Nu cumva eşecul acesta se datorează şi precauţiunii zadarnice de care daţi dovadă în situaţie de criză, ba, mai grav, dedulcitei dvs. dorinţe de colaborare cu tartorul a cam 70% din toate relele ultimilor 70 de ani?!

IV. O demisie de formă, sau scutul complicităţilor

Şi acum, inenarabile, să ne ocupăm olecuţă de condiţiile glorioasei dvs. demisii. Făcînd astfel, ştiu, va trebui să perturbăm ordinea cronologică a faptelor, lăsînd deocamdată în suspensie ceea ce, după părerea mea, reprezintă cea mai spectaculoasă prestidigitaţie economică (alături de tehnica evanescenţei utilizată în cazul celor 11 miliarde – dar despre asta mai jos) de care aţi fost pînă acum în stare. Desigur, mă refer la datele cunoscute, deşi nu incluse în CV, ale carierei dvs., ale uimitoarei, extraordinarei, parafrazînd un titlu de film, ale fabuloasei dvs. cariere (***Fabuloasa carieră a lui Varujan Vosganian*** – ce bine ar suna acest titlu, mai ales dacă, pe afiş, ar fi barat de gratii!), fără a îndrăzni să exclud posibilitatea altor, multor altor isprăvi extraordinare, cu atît mai extraordinare cu cît, iată!, nu s-au zvonit la urechile publicului.

Deci, cum desigur ştiţi mult mai bine ca mine, cum ştie, în fond, toată lumea, inestimabile, pe 7 octombrie 2013 (combinaţia de 7 şi 13 mi se pare deja numerologic semnificativă, dar dacă mai trebuie să adăugăm că 7 + 13 = 20 atunci data îmi pare de-a dreptul fatidică) ei, da! d-le Vosganian, ex-ex-excelenţa dvs. a demisionat, transformîndu-se, cum speram demult, în vajnică ex-ex-ex-excelenţă. Într-adevăr, aflăm dintr-o notiţă jurnalistică, preşedintele PNL, d-l

Crin Antonescu "*a anunţat, luni, că interimatul la Ministerul Economiei va fi asigurat de vicepremierul Daniel Chiţoiu, în urma demisiei din Executiv a lui Varujan Vosganian. Antonescu a menţionat că propunerea de titular pentru Ministerul Economiei va fi făcută probabil în termen de o săptămână*".

La această declaraţie oarecum expeditivă s-au adăugat, laborioase şi cam inutile, explicaţiile dvs., inenarabile, care, după de-acum clasica metodă vosganiană, v-aţi scremut să faceţi, vorba poporului, "din rahat, bici". Vă citez: "*În urma declaraţiei pe care am făcut-o în plenul Senatului, am avut întîlnire cu liderii USL şi am explicat din nou care este motivaţia declaraţiei mele şi, în acelaşi timp, pentru a înlătura orice posibilă ambiguitate, orice posibilă controversă privind activitatea Guvernului, am explicat de ce este utilă prezentarea* ***demisiei mele de onoare*** (s.m.) *din funcţia de ministru al Economiei. Aceasta, în contextul în care, pe de o parte, votul din Senat a dovedit nevinovăţia mea* (sic!) *şi în plus a arătat încrederea de care mă bucur în rândul clasei politice, iar pe de altă parte moştenirea pe care o las în Ministerul Economiei în care mai toate dosarele* (nu chiar toate, prin urmare! vom vedea şi cum n.m.) *sunt aproape de scadenţă, cred că este o confirmare a faptului că mi-am făcut datoria la Ministerul Economiei*", şi: "*Eu, dacă am prezentat demisia, eu am prezentat-o, nu am cerut acceptul pentru ea, am prezentat demisia*".

Dincolo de stilul lălîu şi redundanţele care îl caracterizează, ce aflăm, în fond, din toate aceste matamorice palavre? Practic nimic altceva decît faptul demisiei însuşi, demisie prezentată în chip destul de absurd ca *demisie de onoare*. De ce *de onoare*? Mister! Absurditatea formulei "demisie de onoare" în contextul ăstui vid factual rezultă din aceea că de-ar fi s-o luăm în serios, odată cu restul "explicaţiilor" interesatului, am fi nevoiţi să admitem că în România oamenii politici se văd puşi în situaţia de a demisiona doar pentru că şi-au "făcut datoria" în împlinirea funcţiei lor, oricare ar fi aceea, ca şi pentru că se bucură de încredere "în rândul clasei politice" din care fac parte. Imparabil!

Un pic mai devreme, înaintea *demisiei de onoare* dar totuşi după gloriosul vot senatorial, declaraţiile dvs., inenarabile, lăsau să răzbată, deşi foarte aluziv, ceva mai multe elemente informative. Citez iarăşi: "*Sunt pregătit să-mi depun demisia de onoare* (cum se spune, aveţi idei puţine dar fixe!) *dacă aceasta va fi concluzia consultărilor împreună cu colegii mei din Guvern şi împreună cu prim-ministrul Victor Ponta* (s.m.)". Fie spus în paranteză, asta cam modifică ideea spontaneităţii absolute a demisiei în chestie (vă amintiţi: "*Eu, dacă am prezentat demisia, eu am prezentat-o, nu am cerut acceptul pentru ea, am prezentat demisia*"). Nu aţi cerut "acceptul"? Ba l-aţi cerut de vreme ce în declaraţia cronologic mai veche, deci cumva mai aproape de intenţiile dvs., spuneaţi taman contrariul, anume că eraţi pregătit să vă depuneţi "demisia de onoare", "***dacă aceasta va fi concluzia consultărilor împreună cu colegii mei din Guvern şi împreună cu prim-ministrul Victor Ponta***" (tot s.m.).

Şi iarăşi, cu neabătutul devotament, la adresa aceluiaşi premier (d-l Tăriceanu şi "prietenul din copilărie" par uitaţi acum, şi totuşi, ce frumoasă mărturie ar fi putut aduce şi ei!): "*Îl încredinţez* (ai jura că-i vorba de Partid şi de Ceauşescu n.m.*), încă de pe acum, că sunt pregătit să îmi dau demisia de onoare* (demisia simplă n-ar fi mers? chestiunea mea) *dacă acest lucru va fi în onoarea ţării noastre* (pentru un Mecena al calomniatorilor şi multe altele, tot aşa de dezonorante, nu vă daţi prea multă importanţă, inenarabile? ch.m.). *Mă pun la dispoziţia colegilor mei din Guvern, rămân în continuare solidar cu ei şi discuţia mea cu colegii mei, cu prim-ministrul va arăta care va fi concluzia acestui* ***gest de onoare*** (s.m.) *pe care îl fac în acest moment, de a fi pregătit să îmi dau demisia de onoare dacă în ce priveşte considerentele care*

se pot invoca privind activitatea mea sau ecourile acestei înscenări cu iz juridic ar putea să dăuneze ţării mele". Încă o dată, nu frizaţi, pe lîngă ridicol, şi agramatismul, inenarabile? Am mai văzut pasaje din astea, niţel confuze sintactic, ba şi semantic, mai la deal. Altminteri, foarte interesant şi cît se poate de caracteristic pentru o personalitate dubioasă, intens contestată, tot ce vă acuză e, fără veritabil contraargument, sau "făcătură" sau "înscenare". Şi dacă sînteţi silit să spălaţi putina călare pe mătură se cheamă că aţi făcut "un gest de onoare". Dacă demisia dvs. forţată (v. *supra*) e o *demisie de onoare* ce-i aia, atunci, dezonoarea, inenarabile?

Despre ce e, însă, la urma urmei, vorba şi ce a declanşat toată poliloghia aiasta din care nici măcar n-am citat tot? Iată faptele nude (citez din aceeaşi sursă): "*Procurorul general al Parchetului ICCJ a solicitat, în 2 septembrie, Senatului şi, respectiv, şefului statului declanşarea procedurilor pentru formularea cererii de începere a urmăririi penale în cazul lui Varujan Vosganian şi, respectiv, Adriean (sic) Videanu, pentru complot şi subminarea economiei naţionale.*

Solicitările au fost trimise Senatului şi şefului statului de către procurorul general al Parchetului de pe lîngă Înalta Curte de Casaţie şi Justiţie în urma cererii primite de la şeful DIICOT. Dosarul în care DIICOT a cerut aviz pentru începerea urmăririi penale a lui Videanu şi Vosganian este desprins din cel în care, în decembrie 2011, procurorii au început urmărirea penală în cazul a 40 de persoane cu funcţii de conducere din Romgaz, Ministerul Economiei şi Agenţia Naţională de Reglementare în Domeniul Energiei, ***pentru complot şi subminarea economiei naţionale***" (s.m.). Pardon, dar unde intră onoarea în afacerea asta, mizerabile?!!

Ce găsesc eu scandalos, pe lîngă retorica dvs. de bazar (a se compara cu elocinţa de ospiciu împănată cu limbuţie de maidan a Diradurianului, deja, binecunoscut), e că în aceste condiţii, şi dacă tot era să vă daţi "demisia de onoare", n-aţi dublat-o pe cea din postul ministerial cu cea din poziţia senatorială, oferindu-vă nud spre cumpănire Justiţiei ţării dvs. Ce e onorabil în această laşă fugă sub protecţia mandatului senatorial?

La aceasta se adaugă, foarte regretabil şi, la prima vedere, cam inexplicabil, cam paradoxal, răspunsul Senatului la respectiva solicitare: "*Rezultatul oficial al votului Senatului în cazul solicitării privind începerea urmăririi penale în cazul ministrului Varujan Vosganian a fost anunţat în plen, fiind înregistrate 126 de voturi "împotrivă" şi 25 de voturi "pentru". Votul a fost secret cu bile, fiind exprimate 151 de voturi*". NO COMMENT!!!

1

Să vedem însă acum un alt material, pe aceeaşi temă, articolul d-lui Sebastian Zachmann şi al d-nei Mădălina Mihalache ce poartă titlul sugestiv: "**Varujan Vosganian, demisie de operetă**". "***Senatul a blocat anchetarea fostului ministru al Economiei Varujan Vosganian. Demisia sa din Guvern are doar valenţe de imagine, pentru că ancheta rămâne în continuare blocată".***

Desigur, dvs., inenarabile, vă închipuiţi că Senatul v-a făcut un mare serviciu blocînd ancheta procurorilor, ba chiar fantasmaţi cum că votul în chestie v-ar fi "inocentat" (citez): "*Votul din Senat a dovedit nevinovăţia mea şi în plus a arătat încrederea de care mă bucur în rândul clasei*

politice"[24]. Încrederea ca încrederea, însă de dovadă a nevinovăţiei nu poate fi vorba de vreme ce aceasta nu putea să decurgă decît din libera anchetă a Justiţiei. Blocarea anchetei nu rezolvă prin urmare nimic! Cu atît mai mult cu cît imunităţile nu sunt pe viaţă! Căci e evident! Dacă voiaţi cu adevărat un verdict de nevinovăţie, de-aţi fi vrut realmente să vă probăluiţi inocenţa, ar fi trebuit să începeţi prin a renunţa la imunitate, demisionînd nu numai din postul de ministru ci şi din funcţia de senator, oferindu-vă, cum v-am mai spus, nud, protejat doar de nevinovăţia dvs. feciorelnică, acţiunii Justiţiei române. Aşa, ce-aţi făcut? ***V-aţi sustras justiţiei, inenarabile***! Şi mai îndrăzniţi să vorbiţi de "demisie de onoare"…

Şi de ce v-aţi sustras justiţiei? Simplu! Sau pentru că vă ştiaţi vinovat, temîndu-vă, prin urmare, să vă expuneţi unei anchete obiective (şi trebuie să spunem că vă cad în jur părtaşii sub condamnări ca muştele!), sau (vedeţi, sînt dispus să admit pînă şi asta) pentru că, totuşi, nevinovat şi neprihănit ştiindu-vă, n-aveaţi încredere în Justiţia ţării dvs.

Permiteţi-mi, de altfel, să remarc că atribuind votului senatorial puterea faptului judecat, dvs., inenarabile, nu doar vă sustrageţi alegru justiţiei patriei dar aveţi aerul de a ignora sensul separării puterilor în Stat. Căci, să ne înţelegem, confirmîndu-vă imunitatea, votul senatorial a exprimat, în ciuda probelor şi cererii explicite a procurorilor, a actanţilor justiţiei carevasăzică, o lamentabilă solidaritate de castă, care în sine nu dovedeşte nimic. Ba da! frica de răspundere şi complicitatea laşă ce animă întregul corp senatorial! De altfel, în privinţa aceasta am să vă citez chiar pe dvs. cu o parte din discursul pe care l-aţi pronunţat înaintea respectivului vot. Conform articolului susmenţionat: "*Înaintea votului, Vosganian le-a spus colegilor săi că procurorii "desconsideră" Senatul. «În România, drepturile exclusive de a începe urmărirea penală aparţin Senatului, care răspunde* ***politic şi moral*** (s.m.). *Am luat o decizie politică şi astfel am ajuns subminator. Ţinta nu e ministrul din 2008 Varujan Vosganian, ci ministrul din 2013 Varujan Vosganian. Eu nu sunt un fricos, colegii mei o ştiu. Sunt îngrijorat de rezultatul acestui vot», a spus Vosganian, în plenul Senatului*".

Curajos dvs., inenarabile? Nu vă contest tupeul, tupeul formidabil ar zice unii, tupeul disperării, al celui ce ştie că nu mai are nimic de pierdut şi se lansează, zic eu. Dar curaj? Curaj ar fi însemnat să înfruntaţi ancheta şi, eventual, procesul şi să-l cîştigaţi, probîndu-vă nevinovăţia, ca şi, implicit sau explicit, vinovăţia acuzatorilor dvs., cum am făcut eu în plină Românie ceauşistă, cînd l-am înfruntat în justiţie şi l-am învins pe directorul de atunci al Editurii Academiei, un analfabet, fost portar al aceleiaşi instituţii, sau cam aşa ceva, susţinut de securitate, susţinut de Manea Mănescu, prim-ministrul de-atunci, imbecil pe care-l publica editura, susţinut, spuneau unii, de Ceauşescu însuşi, dementul naţional, cu care s-ar fi cunoscut cu ocazia "colectivizării" – da, cînd am învins sistemul cu armele chiar ale sistemului ***pentru că nu-mi păsa de nimic altceva decît de adevăr***.

Dar dvs., mizerabile? Ce faceţi, ce aţi făcut altceva în demagogicul dvs. discurs decît să exploataţi anxietăţile latente ale senatorilor, opunînd Senatul însuşi Justiţiei, pretinzînd că Justiţia "desconsideră" Senatul, cînd, în realitate, lucrurile stăteau tocmai pe dos, Senatul plasînd un vinovat notoriu, pe dvs., mizerabile, deasupra Legii, sub pretextul unei imunităţi ce

[24] După vot, brav Caţavencu armean, aţi îndrăznit chiar să declaraţi: "Mă încearcă un sentiment de emoţie şi cred că nu există după o activitate politică de aproape un sfert de veac un gest de solidaritate şi de încredere mai mare decît acesta. Încă o dată, vă mulţumesc din inimă". Lipsea numai "fraţilor"!

riscă să se transforme în sfidare obscenă a principalei dvs. victime, mizerabilissime, ***poporul român!!!***

În orice caz, o spuneţi singur: Senatul răspunde ***politic şi moral***, nu juridic, or, juridic, numai justiţia vă poate inocenta. Sau nu! Cît timp vă sustrageţi însă justiţiei, inestimabile, nu puteţi vorbi de inocenţă ci doar de blocarea acţiunii, blocare ce poate cădea fie cu ocazia unui nou vot, cred că nu ignoraţi detaliul, fie începînd cu clipa în care mandatul dvs. ar înceta.

Lucru semnificativ, unul din aliaţii dvs. a lansat o frază plină de *à propos* afirmînd: "*Cei care vor vota împotriva d-lui Vosganian merită să păţească la fel*". "Să păţească la fel", tare hâtră vorbuliţă, nu credeţi, inestimabile? În ce mă priveşte, în orice caz, oh Mecena al calomniatorilor (asta ca să nu vă închipuiţi că am uitat *afacerea noastră*, mizerabile), cît timp rămîne efectul unui privilegiu de castă, şi ca atare, netestată de Justiţie, singura îndreptăţită să se pronunţe în chestiune, "inocenţa" asta a dvs. nu-i altceva decît un paravan de mucava!

2

Acum, ca să facem o mică paranteză, dintre cele mai utile, ne vom ocupa niţeluş de unele ecouri produse de gesticulaţia dvs. politicească, oh! inenarabile, şi anume, taman în sfera prezidenţială, nu de alta, dar ca să vedem nu doar cum reflectaţi dvs. Justiţia în opoziţie cu Senatul, ci şi pentru a putea aprecia cum vă reflectaţi dvs. înşivă în ochii Şefului Executivului, d-l Traian Băsescu în persoană. Şi ca să nu ziceţi că din pricini cunoscute, adică pentru că aţi finanţat pe banii U.A.R., astfel încît întreaga comunitate armeană din România să fie cumva implicată, aruncarea zoilor zoilului diradurian[25] asupră-mi, ooo Trimalhio, pardon, Mecena al calomniatorilor – deşi, tehnic vorbind, era mai degrabă vorba de calomnii injurioase sau de injurii calomnioase, cum vă e placul, iară nu de înjurături cinstite ori de calomnii pur şi simplu – iată că n-am să reproduc numai ceea ce v-ar fi acut defavorabil, ca să vedeţi că-n ciuda multelor şi grelelor dvs. păcate, eu nu vă vreau răul ci, dimpotrivă, binele, spre îndreptarea păcătosului ţintind, am să încep cu următoarea declaraţie hâtru milosârdnică a d-lui Preşedinte.

La clipe numai după ce, sub dezonorante presiuni, v-aţi dat "demisia de onoare" – căci, la drept vorbind, aţi cam fost demisionat, inestimabile, în ciuda fasolelii şi fasoanelor – d-l Traian Băsescu v-a "salutat" gimnastica politică cuvântând acestea (cf. presei ce a reprodus sub titlul **Demisia lui Vosganian, un gest de bun simţ**): "*Este un gest de bun-simţ. În nicio ţară din Europa nu există miniştri cu probleme penale.* ***Dacă Vosganian a luat decizia să demisioneze, nu înţeleg de ce a mai trebuit să compromită Senatul***" (s.m.).

Deci, "demisia dvs. de onoare" nu era în realitate decît un banal gest de bun-simţ politic, "compromiterea Senatului" apărînd în context, în opinia prezidenţială, ca un act nu numai inutil ci şi incomprehensibil. Acum, noi ştim şi d-l preşedinte ştie şi el că dvs. n-aţi "compromis Senatul" decît pentru a vă salva pielea, blocînd ancheta Justiţiei – în fond, ***nu se cheamă asta a face obstrucţie Justiţiei***, chit că obstrucţia aceasta e validată de sistemul politic (nu peste tot)?

Desigur, milosârdia prezidenţială nu e fără limite, acest *bien joué* adresat, cam din vîrful buzelor, gestului dvs. "de bun-simţ" fiind însoţit de un rapel al unei declaraţii anterioare privind felul în care votul Senatului avea să se reflecte în raportul MCV.

[25] Specie zoologică încă nerepertoriată în afara Spitalului nr. 9.

Iată şi respectivă declaraţie: "*Începând de astăzi avem o respingere a unei solicitări DIICOT pentru începerea urmăririi penale a ministrului Economiei. Nu e treaba mea să fac aprecieri dacă este îndreptăţită sau nu solicitarea Parchetului, dar cred că această blocare a accesului Parchetului la un membru al Guvernului este o greşeală, la fel cum o greşeală este menţinerea lui Dragnea în Guvern. USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil.* ***Politicul este o frână pentru România spre Schengen*** (s.m.). *Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*".

Cu alte cuvinte, şi ca să punem punctul pe i, nu "procurorii", vectori indispensabili ai Justiţiei, desconsideraseră Senatul prin cererea lor, cum aţi afirmat dvs. cu tupeul binecunoscut, inenarabile – după părerea mea, contactul cu literatura d-lui Diradurian v-a contaminat oarecum, mă refer, cum ştiţi probabil, la "Cabotinul" care devine în cursul timpului "Scelerat" – ci, s-ar zice, în versiunea prezidenţială, taman invers, blocarea prin votul senatorial, abil incitat de dvs., a anchetei susnumiţilor actanţi ai Justiţiei riscă s-o fi desconsiderat pe aceasta din urmă, şi asta nu doar pe plan intern, unde atîtea se peticesc sub stoice bancuri, ci şi pe plan extern, acolo, carevasăzică, unde blocarea cam prea entuziastă – cred că şi asta a fost o greşală, un scor mai strîns, "la baionetă", să zicem, 76 la 75 în favoarea dvs., ar fi reflectat un calcul mai abil! – poate să doară şi să coste. Să coste, mai ales! Nu, nu pe dvs. ci, aproape că mi-e şi jenă s-o mai zic, Ţara – mizerabile!!!

Dar ce contează costurile, cît timp pielea dvs. se găseşte la adăpost! Ne-o spune cu accente suferinde în glas, însuşi d-l Preşedinte. Reiau: "*USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil. Politicul este o frână pentru România spre Schengen. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*". De unde rezultă, ori nu mai ştiu eu să citesc, că acuzaţiilor de complot şi subminare a economiei naţionale, ce, ele însele, se adaugă, la un lung şir de "tinichele" malsonante, li s-ar mai adăuga şi aceasta: că reprezentaţi o frînă "pentru România spre Schengen", altfel spus, pentru deplina integrare a României în Uniunea Europeană, "întîmplările din Senat", ce vă privesc direct, cît şi cele "din Guvern", rotitoare, acelea, în jurul d-lui Dragnea, antrenînd aprecieri negative pe plan internaţional şi, mai ales, un raport MCV rău!

Dar hâtrul d-n Preşedinte nu s-a oprit aici. Ca şi cum cele de mai sus n-ar fi fost suficiente, ca şi cum Dispersiei (sensul cuvântului Diasporă, poate ştiaţi!) armene din România nu i-ar fi ajuns ruşinea multiplelor matrapazlîcuri acumulate ale Preşedintelui Uniunii ei, iată că d-l Traian Băsescu mai adaugă o roşeaţă la *stacojiu,* declarînd finalmente că s-ar fi "păcălit" cu ocazia precedentei declaraţii a domniei sale – ştiţi, cînd găsise că "demisia dvs. de onoare" (sic!) ar fi reprezentat "un gest de bun-simţ", baremi. "*E un act de profundă laşitate şi poate ne gândim cum au evoluat politicienii*", s-a exprimat de data aceasta d-l Traian Băsescu (declaraţie reprodusă de presă: **Demisia lui Vosganian, un act de profundă laşitate**). Deci, nu un gest de bun simţ ci "*un act de profundă laşitate*". *Du sublime au ridicule…*

Desigur, am putea socoti, eventual, noua declaraţie a preşedintelui ca un soi de "coţcărie" à la Moş Nechifor. Am putea şi nu prea, pentru bunul motiv că afirmaţia recentă băsesciană conţine o observaţie de bun simţ, pe care a făcut-o şi umilul de mine, şi au făcut-o, foarte probabil, mulţi alţii, sensibil mai competenţi în cele politiceşti. Anume, nu numai că faimoasa "demisie de onoare" – pentru un ins acuzat de "complot şi subminarea economiei naţionale",

ca să nu mai vorbim de celelalte istorii cu cîntec şi descîntec, chiar şi pentru unul ca mine, foarte înclinat a vă măsura ticăloşiile cu un ochi tolerant, şiroind de bunăvoinţă, pare totuşi prea mult – cum o botezaţi dvs., n-are nimic excepţional de vreme ce "*În nicio ţară din Europa nu există miniştri cu probleme penale*", dar în plus trebuie considerată ca curat demagogică.

Deja în precedenta declaraţie, d-l Preşedinte nu uita să sublinieze cu fin schepsis: "*Dacă Vosganian a luat decizia să demisioneze, nu înţeleg de ce a mai trebuit să compromită Senatul*". Asta parcă pentru a pregăti terenul pentru a doua, de-a dreptul asasină, în care, după ce se pocăia pentru candoare, afirmînd cum că "s-a păcălit", adăuga cu o "mîhnire" pe care n-o pot numi decît *carnasieră* (re-citez): "*E un act de profundă laşitate şi poate ne gândim cum au evoluat politicienii*". Acum, cîntărită cu imparţialitate, formularea nu se vădeşte prea fericită din punct de vedere gramatical, semn că agramatismul nu e doar privilegiul dvs., inenarabile, cu atît mai puţin al predecesorului d-lui Traian Băsescu, d-l Ion Iliescu, monstru politic chiar mai odios decît Ceauşescu şi consoarta, ce a scăpat de vreun veac de singurătate prin mult meritate temniţe doar abuzînd, neasemuit mai mult decît dvs., inenarabile, ce comparativ apăreţi ca un biet iepuraş ce a mîncat numai prea mulţi morcovi, de imprudent acordata imunitate[26]. Probabil că şeful statului român a vrut să spună: "*E un act de profundă laşitate* (cu asta sînt perfect de acord şi sintactic şi semantic n.m.) *ce-ar trebui să ne îndemne să ne gândim la felul în care au evoluat ori mai degrabă involuat oamenii politici în decursul timpului*". Sau, niţicuş mai literar: "*să ne îndemne să cugetăm asupra felului în care* etc.".

De altfel, nu e exclus ca în acest context de înaltă pedagogie politică, d-l Preşedinte să fi vizat, pe lîngă indispensabila integritate morală, sobrietatea (într-atît opusă gargariselilor dvs., inenarabile), asta mai ales dacă reflectăm la modul subtil în care a înţeles să se dea pe sine de pildă generaţiilor politice mai tinere şi mai crude, cu alte cuvinte membrilor mai juni (nici o analogie cu "junii corupţi" eminescieni) ai tagmei politiceşti. Citez: "*Şeful statului a amintit că, în '95 sau '96, a demisionat din Parlament fiindcă era acuzat de Corpul de control pentru vânzarea ilegală a unor nave, «fără să-i fi cerut niciun procuror şi niciun poliţist». «Azi vedem un Varujan Vosganian care ar fi dat şi zece funcţii de ministru numai să nu-şi piardă imunitatea. Proastă calitate, de politician desigur».Preşedintele a mai spus că, din punctul său de vedere, justiţia şi-a făcut treaba (datoria? remarca mea) şi că vor fi rezultate pozitive, dacă nu vor apărea observaţii cu privire la ICCJ, DNA sau DIICOT*".

Ce vreţi să mai spun după acestea, inenarabile! Comparat cu "demisia dvs. de onoare", cam dezonorantă, nu numai după părerea mea, *căci calculat incompletă*, comportamentul d-lui Preşedinte, dacă relatarea dumisale corespunde cu faptele, e un pur model de profesionalism politic. Că aţi fi dat "şi zece funcţii de ministru" numai să nu vă pierdeţi imunitatea, ne mai putem îndoi, cînd vedem cum vă agăţaţi de scaun (de scaunul senatorial, evident) doar ca să scăpaţi de gratii?! "Proastă calitate de politician"? Desigur!

Ah! dacă asemenea fecioarelor din antichitate, o Ifigenia, sau, vizavi, pe ţărmul troian, o Polixena, ce mergeau netulburate la altar, gata de sacrificiul suprem, aţi fi înţeles să vă expuneţi, nudă, despuiată de inutile, deletere şi pîngăritoare "imunităţi", inocenţa, cercetărilor cathartice ale Justiţiei! Ori, schimbînd sexul şi contextul cultural, dacă asemeni unor Isaac, Şunaşepa (faţă

[26] Ar trebui să existe crime, ca "mineriadele", de pildă, care să anuleze automat orice "drept" la imunitate, la *impunitate*, mai exact – în fapt, un jalnic privilegiu, complet nemeritat de clasa politică –, indiferent de rangul trecut sau prezent al personajului în cauză.

de care mă scuz pentru foarte aproximativa transliterare a numelui) sau Naciketas v-aţi fi apropiat de ochii orbi ai Dreptăţii cu docilitatea impregnată de adevăr a Mielului – cum ar fi ţîşnit din dvs. Lumina, scăldîndu-vă şi scăldînd, cu această ocazie, şi biet oropsita Dispersie armeană din România, ce tare ar fi avut nevoie de o atare îmbăiere aletheic-fotică!

Dar, vai, inenarabile, nu v-aţi învrednicit şi nu ne-aţi învrednicit, strîngînd din răsputeri la piept jalnicul scăunel senatorial şi drapîndu-vă în mizerabila dvs. imunitate care, împiedicînd mersul înainte al Justiţiei, mai mult vă acuză decît vă scuză!!!

3

Acum, că am văzut, într-o oarecare măsură, cum se reflectă "demisia dvs. de onoare" în ochii şefului executivului, să ne întoarcem niţel la ecourile presei, pentru a putea evalua cu nepărtinire dacă, da au ba, i-aţi convins pe jurnalişti. Şi pentru că tot trebuie să purcedem de undeva, să debutăm cu articolul d-nei Andreea Udrea semnificativ intitulat: "**Demisia "de onoare" a lui Varujan Vosganian din Guvern, praf în ochii electoratului**".

Şi cum, în ce mă priveşte, nu pot face altceva decît să comentez informaţiile furnizate de alţii, mai direct implicaţi în labirinticele dvs. afaceri, inestimabile şi, în fond, ca jurnalişti profesionişti, sigur mai competenţi, sînt constrîns să fac ceea ce am mai făcut, adică să citez.

"*Spiritul justiţiar al lui Crin Antonescu s-a trezit de vreo câteva zile. Mai întîi, vinerea trecută i-a bătut obrazul premierului în legătură cu situaţia creată de revocarea procurorului Lucian Papici de la DNA, spunând că «este inacceptabil» ca Victor Ponta să dea mesaje în numele procurorului general"*[27]. *Ieri, a părut că şi-a luat mâna de pe Varujan Vosganian şi a facilitat demisia acestuia din Guvern, în contextul în care în aceeaşi zi, vicepremierul Liviu Dragnea a rămas nestingherit în Executiv, chiar dacă a fost trimis în judecată. Cu alte cuvinte, demisia lui Varujan Vosganian reprezintă un act exemplar de onoare, fostul ministru al Economiei s-a pus la dispoziţia Justiţiei*". În fine, aţi putea spune, cineva care ştie să aprecieze valoarea gestului dvs., a "demisiei dvs. de onoare" – nu cumva a demisiei *de la onoare*, inestimabile d-le Vosganian? Eroare, de *n* ori eroare!!! Căci iată ce scrie mai departe autoarea articolului.

"*Departe de adevăr! Pentru că nu a demisionat şi din Parlament, Vosganian îşi păstrează imunitatea. Rămâne senator, colegii săi respingând în proporţie covârşitoare cererea Parchetului de pe lângă ÎCCJ privind începerea urmăririi penale.* ***Potrivit unor surse din USL, demisia lui Varujan Vosganian din Guvern a fost, de fapt, trocul ca PSD să voteze în Parlament împotriva cererii sale de urmărire penală****. Astfel, Vosganian rămâne la adăpostul imunităţii şi se alege cu respingerea urmăririi penale. În timp ce PSD, dar mai ales Victor Ponta scapă din cabinetul său de un ministru cu probleme cu legea* (s.m.). *În schimb, Liviu*

[27] Dacă sezisez bine chestiunea, pare să fie vorba de niscaiva ilegitime, de nu cumva ilegale, interferenţe ale actantului politic în trebile Justiţiei, deşi detaliile lipsesc. Şi ca să precizăm un i căruia nu i-am pus poate destul de apăsat punctul. Nu puteţi, inenarabile d-le Vosganian, fără dezonoare, să afirmaţi cum că Justiţia "desconsideră" ceva sau pe cineva (Senatul, pe sulfurosul Varujan Vosganian, nu contează!) doar pentru că-şi face, simplu, meseria, ori, mai literar întors, pentru că-şi împlineşte neabătută menirea. Dimpotrivă, cel sau cei ce se opun, abuzînd de unele privilegii ce ar trebui, eventual, reevaluate, luînd exemplu şi de la alte ţări, realizării acestei vocaţii a Justiţiei de a scoate la lumină adevărul şi de a-şi împlini sensul cathartic, acela sau aceia se poate spune pe drept că desconsideră nu doar Justiţia însăşi ci întreaga societate în care pretind că trăiesc!

Dragnea, trimis ieri în judecată în dosarul fraudelor de la referendum nu se lasă convins să repete gestul său. Dar influenţa numărului doi din PSD la nivelul partidului şi al Guvernului (stranii rezonanţe… n.m.) *nu este nici pe departe comparabilă cu cea a lui Vosganian*".

Comentariile se dovedesc aproape inutile. Căci se discerne limpede din text cît de zadarnică e toată această retorică a dvs. a "demisiei de onoare" şi pe ce ridicul temei de falsificare trudnică stă toată această lamentabilă palavră. Într-adevăr, nici stilistic detestabilă frază: "*Eu dacă am prezentat demisia, eu am prezentat-o, nu am cerut acceptul pentru ea, am prezentat demisia*" nu pare să corespundă adevărului, de vreme ce mult auto-lăudatul dvs. gest "de onoare" a făcut în realitate obiectul unui "troc" (v. *supra*). Şi nici cealaltă "idee" majoră a "apologiei vosganiene", adică pretinsa dovadă de "inocenţă" pe care votul Senatului ar constitui-o în favoarea dvs., onorabile, n-are sens, de vreme ce votul însuşi se dovedeşte a fi, "potrivit unor surse din USL", cealaltă faţă a trocului: demisie contra vot! Recitez pentru a evita orice ambiguitate: "*Potrivit unor surse din USL, demisia lui Varujan Vosganian din Guvern a fost, de fapt, trocul ca PSD să voteze în Parlament împotriva cererii sale de urmărire penală. Astfel, Vosganian rămâne la adăpostul imunităţii şi se alege cu respingerea urmăririi penale*". Mi se pare clar! Şi în acelaşi timp, extrem de dezonorant! Aşa că, plecînd de la cele de mai sus ar fi mai potrivit să vorbiţi de "demisia dvs. de dezonoare", nu credeţi, inestimabile?!!

Cît despre situaţia paradoxală a d-lui Dragnea, expediat în judecată dar menţinut în guvern, putem spune că aceasta constituie problema imaculatului premier Victor Ponta[28], nu a dvs. A dumisale, dar şi a d-lui Crin Antonescu şi, prin urmare, a PNL. Îmi veţi permite, sper, să citez. "*În planul imaginii, PNL mai încearcă să dreagă busuiocul în faţa propriilor votanţi. Pentru un partid de Dreapta – aşa cum se revendică liberalii – apărarea valorilor Justiţiei trebuie să se afle printre temele sale principale*[29]*. Potrivit unui sondaj CSOP publicat la începutul lunii septembrie, doar 7%* (sic!!!) *dintre respondenţi au afirmat că PNL este partidul cel mai preocupat de lupta anticorupţie, doar 10% că este mai apropiat de valorile europene în comparaţie cu alte partide şi doar 7% că are oamenii cei mai competenţi. Liberalii au deci o mare problemă din acest punct de vedere. Cel puţin teoretic aşa stau lucrurile. La nivel practic, ca să fim cinici, românilor nu prea le pasă cine este «mai curat».*

Nu ştiu dacă românilor le pasă sau nu de starea morală a oamenilor lor politici, însă există o regulă mult mai veche decît formaţiunea dvs. politică (PNL, parcă), mai veche decît partidele în genere, probabil mai veche decît istoria însăşi: anume că ori de cîte ori capul împuţit nu-şi plăteşte împuţiciunea, o plăteşte întreg peştele. Sau mai tehnic spus, cînd reprezentantul vinovat scapă, structura cade! Şi, bineînţeles, cade cu reprezentant (sau reprezentanţi) cu tot… De reflectat!

---

[28] Să mai reamintesc, în acest context, afirmaţiile hâtrului d-n Preşedinte? "În nicio ţară din Europa nu există miniştri cu probleme penale. (…) Nu e treaba mea să fac aprecieri dacă este îndreptăţită sau nu solicitarea Parchetului, dar cred că această blocare a accesului Parchetului la un membru al Guvernului este o greşeală, la fel cum o greşeală este menţinerea lui Dragnea în Guvern. USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil. Politicul este o frână pentru România spre Schengen. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat".

[29] Aici autoarea articolului pare să facă o confuzie între "partid de dreapta" şi "partid al dreptăţii", altfel spus, între formă şi conţinut, însă chiar şi aşa, această confuzie, de este una, o onorează!

4

Alte articole… Să începem cu **Demisia lui Varujan Vosganian nu rezolvă nimic** al d-lui Romulus Georgescu, care, am putea spune, precizează mai net datele faptice cît şi cele legate de "regula jocului". În primul rînd, o confirmare: nu din proprie iniţiativă v-aţi dat "demisia de onoare", inenarabile ci sub presiune externă, după autorul articolului, "*la solicitarea preşedintelui PNL, Crin Antonescu. Liberalii au vrut să demonstreze în acest fel, că, spre deosebire de Liviu Dragnea, miniştrii PNL cu probleme sunt dispuşi să părăsească Executivul*".

Precizările legate de "regula jocului" pe care desigur o cunoaşteţi dar pe care, în ce mă priveşte, abia o descopăr, ar trebui să vă facă plăcere, din păcate. *En effet*: "*Potrivit Constituţiei, numai Camera Deputaţilor, Senatul şi Preşedintele României au dreptul să ceară urmărirea penală a membrilor Guvernului pentru faptele săvârşite în exerciţiul funcţiei lor* (pînă aici nimic nou n.m.). *Potrivit unei decizii a Curţii Constituţionale, acest articol din legea fundamentală se aplică şi foştilor miniştri, nu doar celor aflaţi în funcţie*". Iată ce anulează complet sensul politic al "demisiei dvs. de onoare", de vreme ce demisionînd din postul de ministru, vă conservaţi, în fapt, nu doar imunitatea senatorială ci şi pe cea ministerială! Demagogie pe toată linia, cum s-ar zice!!!

Mai mult! Pentru a evita începerea "urmăririi penale (…) în dosarul de subminare a economiei naţionale şi de favorizare a firmei Inter-Agro în detrimentul companiei Romgaz" (detaliu interesant, Romgaz e firma pe care năzuieşte s-o fagociteze Gazprom), rezultă că votul senatorial nu vă era necesar. Aţi fi putut demisiona spectaculos din Senat cum aţi demisionat din Guvern, conservîndu-vă, totuşi, imunitatea de ex-excelenţă! Asta cu posibilităţi incomparabil amplificate în planul demagogiei şi retoricii de bazar. Abia atunci am fi aflat şi noi ce înseamnă "o demisie de onoare"!!! Dublă!!![30]

5

Mă văd nevoit, inenarabile, să abordez un aspect neobişnuit al afacerii dvs., nu atît nou cît iluminant şi spectaculos. Cel puţin după, umilă, părerea mea. Dar, mai întîi, citatul!

"*Invitat, marţi seară, la emisiunea* **"Jurnalul de seară"** de la **Digi24**, *Varujan Vosganian a răspuns acuzaţiilor şi a explicat votul colegilor săi din Senat: «Camera Deputaţilor şi Senatul nu sunt ghişee cu dicteu automat* (sic!), *ci instituţii care trebuie respectate de mine, ambasada SUA şi preşedintele României. Senatul a respectat legea». Mai mult, liberalul a menţionat că nici nu trebuia să demisioneze din Guvern, dar a făcut-o pentru imaginea Executivului: «Nici*

[30] Cît despre relaţiile dvs. "tensionate" cu premierul Victor Ponta şi rolul lor în faimoasa "demisie de onoare" iată cîteva elemente, deloc noi. "*Într-o declaraţie publică, Vosganian a legat, ieri, demisia sa de relaţia tensionată pe care o are cu Victor Ponta* (hotărît, vă plac contradicţiile, inenarabile n.m.). "*Nu vreau să complic situaţia unui Guvern care are şi-aşa o situaţie complicată. Am ales această variantă pentru că nu pot să risc în numele poporului român* (dacă aţi fi raţionat la fel şi în alte cîteva împrejurări! v. *supra* n.m.). *Sigur că Victor Ponta nu s-a simţit niciodată în largul lui cu mine în preajmă, aşa că demisia mea rezolvă şi alte probleme colaterale care nu sunt ale mele*". Dar rezolvă, probabil şi unele "probleme colaterale" care vă aparţin, conform declaraţiei! Deocamdată, e mai ales de reţinut generozitatea (faţă de d-l Victor Ponta, faţă de poporul român…). "*El a refuzat să dea detalii, afirmând că o va face în memoriile sale*". Adică nemulţumit să sponsorizaţi inepţiile, injuriile şi calomniile conţinute în *Memorialistică II* a d-lui Diradurian, vreţi să ne cadorisiţi cu propriile dvs. "memorii"??? Pentru un Mecena al calomniatorilor nu se poate spune că vă lipseşte tupeul, deşi vă lipseşte, cu siguranţă, gaura de şoarec în care să vă ascundeţi, mizerabile!!!

n-ar fi trebuit să demisionez. Din moment ce Senatul a stabilit că sunt nevinovat, n-aş fi avut motiv să demisionez».

Întrebat de ce nu demisionează şi din Senat, Varujan Vosganian ***a fost uşor iritat*** (sublinierea nu-mi aparţine n.m.) *şi a spus că nu înţelege întrebarea. Apoi* ***a explicat*** (idem n.m.) *că are mandat din partea alegătorilor din 42 de comune, care aşteaptă să facă ceea ce a promis în campanie*".

Nu mă-nnebuniţi că ameţesc, inenarabile! Deci, ca s-o luăm de la coadă la cap, căci peştele de la cap se-mpute – nu pricepeţi? nici eu! dar v-am spus că sunt sensibil… – dvs. ziceţi… Adică nu, la început nu ziceţi nimic, sînteţi doar uşor iritat – cît de uşor? nimic grav, sper! – şi-apoi abia vă pronunţaţi, dar asta doar ca să afirmaţi că … nu înţelegeţi întrebarea! Nu credeţi că e nedemn de dvs., nedemn de "demisia de onoare" pe care am discutat-o oleacă mai sus? Nu înţelegeţi! Dvs.! Un om cu CV-ul dvs. plus un sfert de veac (aproape) de activitate politică! Peste poate!!!

Personal, îmi permit să cred că aţi înţeles foarte bine. Atît doar că *eraţi uşor iritat*. Şi e de înţeles! În fond, prin această impertinentă întrebare era pusă la îndoială buna dvs. credinţă, buna credinţă a unui om despre care d-l Preşedinte, hâtrul d-n Traian Băsescu, afirmase deja: "*Azi vedem un Varujan Vosganian care ar fi dat şi zece funcţii de ministru numai să nu-şi piardă imunitatea. Proastă calitate, de politician desigur*". Buna credinţă a membrului de frunte al unui partid – PNL, desigur – despre care, cum preaştiţi, cu ce doză de iritare, rămîne de văzut: "*Potrivit unui sondaj CSOP publicat la începutul lunii septembrie, doar 7%* (sic!!!) *dintre respondenţi au afirmat că PNL este partidul cel mai preocupat de lupta anticorupţie, doar 10% că este mai apropiat de valorile europene în comparaţie cu alte partide şi doar 7% că are oamenii cei mai competenţi".* Ei, da! 7%, 10% şi iarăşi 7% – cam puţin!

Numai că, vedeţi dvs. ce se spune despre partid (îmi aduc parcă aminte că în calitate de şef al liberalilor d-l Radu Câmpeanu atinsese pe vremuri frumoasa cotă de 2%, deci loc mai este!) se spune, inevitabil, şi despre membrii acestuia, mai cu seamă despre membrii cu vază, de rang senatorial şi ministerial, chit că demisionaţi! Prin urmare, aplicîndu-vă sondajul de mai sus cel mult 7% dintre respondenţi (spun "cel mult" pentru simplul motiv că nu toţi membrii importanţi ai PNL au probleme cu Justiţia, din fericire!) afirmă că aţi fi omul politic cel mai preocupat cu lupta anticorupţie, doar 10% îşi închipuie că aţi fi mai apropiat de valorile europene în comparaţie cu membrii altor partide, în fine, iarăşi doar 7% că aţi face parte dintre bărbaţii politici cei mai competenţi. Se mai justifică în atari condiţii "iritarea" dvs.? Vă las jude!

Desigur, nu eu trebuie să vă învăţ, o! inenarabile, chestiunea aceasta a "iritării" pe care o manifestaţi atît de imprudent se poate interpreta şi altfel. Mai sus, încercam să sugerez că această "iritare" ce semăna atît de bine cu un lăstar de aroganţă se dovedea nejustificată în contextul imaginii electorale a partidului dvs. şi a dvs. personal, o Mecena al calomniatorilor! o, Trimalhio al arhicorupţilor! Că, prin urmare, olecuţă de modestie nu v-ar fi stricat şi, pedagogic, vă lăsam judecător în această chestiune, în realitate pentru a provoca o trezire a conştiinţei. Re-citînd, însă, pasajul împricinat s-ar putea să descoperim şi alte aspecte hermeneutice, nu nedemne de expresie. Vă invit, dară, să recitim împreună: "*Întrebat de ce nu demisionează şi din Senat, Varujan Vosganian* ***a fost uşor iritat*** (sublinierea nu-mi aparţine n.m.) *şi a spus că nu înţelege întrebarea*. Apoi ***a explicat*** (*idem* n.m.) *că are mandat din partea alegătorilor din 42 de comune, care aşteaptă să facă ceea ce a promis în campanie*".

Deci, întrebat de ce nu dublaţi "demisia de onoare" ministerială printr-una încă şi mai onorabilă senatorială[31] dvs., în loc să răspundeţi radios că aveaţi mandat din partea alegătorilor din 42 de comune, alegători pe care nu vă puteaţi permite a-i dezamăgi, ***aţi fost uşor iritat***, arătînd destul de clar că ***întrebarea nu vă convenea***, asta în ciuda triumfului din Senat, indiciu cert, cum ar spune francezii, de *mauvaise conscience*, apoi, ca şi cum atît n-ar fi fost de ajuns, aţi pretins că ***nu înţelegeaţi întrebarea***. Un pic cam ca d-l Tăriceanu, carele nu-şi înţelegea depoziţia iar, ca martor, nu-şi prea amintea. Iertaţi-mă, dar subterfugiul e trivial, inestimabile! Căci ce era de neînţeles pentru intelectul normal, necum pentru superbul dvs. intelect politic, exersat prin aproape un sfert de veac de activitate neîntreruptă. La drept vorbind, presa formulase deja răspunsul în locul dvs.: "*Potrivit unor surse din USL, demisia lui Varujan Vosganian din Guvern a fost, de fapt, trocul ca PSD să voteze în Parlament împotriva cererii sale de urmărire penală. Astfel, Vosganian rămâne la adăpostul imunităţii şi se alege cu respingerea urmăririi penale*". Şi nu numai presa, ci şi preahâtrul d-n Preşedinte: "*Azi vedem un Varujan Vosganian care ar fi dat şi zece funcţii de ministru numai să nu-şi piardă imunitatea. Proastă calitate, de politician desigur*". Ceea ce probează că întrebarea era, cum se spune, "retorică".

A pretinde, în context, a nu înţelege o asemenea întrebare cristalină, nu doar inevitabilă dar şi, cumva, elementară, revine la ceea ce în sport (mai ales în fotbal) se cheamă "a trage de timp". Cu alte cuvinte, cu toată experienţa dvs., ce-i drept, inenarabilă, căci prea des narată, cu toate că tocmai întrebarea *aceasta* era nu doar elementară ci şi *inevitabilă*, rezultă din foarte bizara dvs. atitudine, cam dezonorantă, veţi conveni, dar, mai ales, paradoxală, cum că interogaţia jurnalistică v-a luat prin surprindere, că nu vă aşteptaţi ca tocmai această întrebare să vă fie pusă, sau, mai bine zis, că în înalta vanitate a domniei voastre, vă închipuiseţi, speraseţi (wishful thinking) că nimeni nu avea să îndrăznească a v-o pune. De unde "iritarea" dublată, inoportun, de "neînţelegere".

Bun, cam atît în ceea ce priveşte "recursul la metodă". Căci, la drept vorbind, problema reală nu constă în această tehnică cam naivă a dibuirii cuvintelor prin prelungirea timpului de gîndire, simplu indiciu, cel mult, al sincerităţii ori nesincerităţii dvs. eventuale, inenarabile, sau, dacă vreţi, a stării dvs. psihologice, nu, problema reală constă în sensul sau nonsensul propoziţiei ca atare. "*Apoi **a explicat** că are mandat din partea alegătorilor din 42 de comune, care aşteaptă să facă ceea ce a promis în campanie*". Raţionamentul acesta e de tot interesul şi dacă nu m-aş teme că n-o să-mi înţelegeţi admiraţia, dvs. care nu pricepeţi nici cele mai simple întrebări, v-aş spune că văd în dvs., inestimabile, un campion contemporan al celei mai pure sofistici.

De-ar fi să vă credem, faptul de a fi fost ales senator de alegătorii "din 42 de comune" v-ar împiedica să răspundeţi exigenţelor Justiţiei, iară nu frica de închisoare! Promisiunile dvs. de campanie, cam nelămurite, căci nu ni le precizaţi, legîndu-vă oarecum şi ele, mai mult decît

[31] Într-adevăr, îmi vine să spun din nou: vă las jude! Gîndiţi-vă numai un pic! După triumful dvs. (125 la 26), în ciuda faptului că, *n'est-ce pas*, colegii dvs. din Senat v-au permis să blocaţi glorios ancheta impertinenţilor procurori mai sus menţionaţi, dvs., magnanim, renunţaţi la (şi) la imunitatea senatorială, prezentîndu-vă drapat numai în inocenţă pură în faţa Justiţiei ţării dvs., asta *deşi formal nimic nu vă obligă*!!! Nu, vă daţi seama de splendidul efect. Realizaţi în ce măsură *această demisie* s-ar fi vădit o "demisie de onoare"!!! Terminate, astfel, insinuările hâtrului d-n Preşedinte, la coş sondajele – Vosganian îşi înfruntă acuzatorii cu capul sus, *droit dans ses bottes*, neprihănit şi fără teamă (*sans peur et sans reproche).* De ce n-aţi făcut gestul, sublimul gest, o! inenarabile, gestul ce i-ar fi silit pe inimicii dvs. să se ascundă ruşinaţi în gaură de şarpe. Eu, în locul dvs. l-aş fi făcut. E drept, însă, că eu aş fi fost, indiscutabil, inocent!

chiar votul Senatului, ce a blocat ancheta şi începerea urmăririi penale, solicitată, contra dvs., de procurorul general al Parchetului ÎCCJ! Admirabil! Imparabil! Chestiunea fiind de cine vă bateţi joc, inenarabile, de alegători, de Justiţie sau de dvs. înşivă??? Cum adică, pentru că aţi fost acuzat de Parchet, împreună cu d-l Adriean (sic) Videanu "pentru complot şi subminarea economiei naţionale", vă închipuiţi că alegătorii dvs. vă mai vor o clipă baremi senator? Tentativa de a-i plasa, obiectiv, în postura de "complici" ai malversaţiilor dvs. mai mult decît probabile, mi se pare, în sine odioasă, echivalentă cu calomnierea colectivă a întregului electorat al celor 42 de comune pe care, sofistic, vă "sprijiniţi". De fapt, în context, această referinţă neruşinată, ce aminteşte, însă în mult mai abuziv, manevra cu "prietenul din copilărie", ar trebui să vă fie socotită ca delictuoasă! Într-adevăr, nu veţi îndrăzni să susţineţi că atunci cînd v-au ales, alegătorii celor 42 de comune l-au ales cu bună ştiinţă pe individul ce avea să fie acuzat de Parchetul ÎCCJ de "complot şi subminarea economiei naţionale". Iar dacă faptele în cauză le-aţi comis după alegere, lucrurile sînt cu atît mai grave. În ambele cazuri, făcîndu-vă vinovat de înşelăciune şi impostură faţă de alegătorii înşişi, cu inconceptibilă impertinenţă.

Prin urmare, dacă aţi avea un strop din onoarea la care vă referiţi cu insolenţă la tot pasul, aţi demisiona din funcţia senatorială, tocmai pentru a vă elibera alegătorii de ruşinea de a vă fi ales, fără să ştie pe cine alegeau în realitate. Şi în orice caz, de acum înainte, vă sfătuiesc să renunţaţi a mai invoca nişte alegeri ce ar trebui să constituie o nouă pată pe CV-ul dvs., la interogaţiile presei privitoare la faptul că nu v-aţi dat "demisia de onoare" şi din Senat, răspunsul dvs. cinstit trebuind, mai degrabă să fie: "de frica închisorii"!!! Lucru pe care, în ce vă priveşte, îl ştie oricum toată lumea. Nimeni, nici în România nici în afara ei nefiind, la urma urmelor, obligat să vă suporte clovneriile cinice.

6

Să aprofundăm acum, o ţîră, pasajul median al notei de actualitate politică. Citez din nou: "*Mai mult, liberalul a menţionat că nici nu trebuia să demisioneze din Guvern, dar a făcut-o pentru imaginea Executivului. «Nici n-ar fi trebuit să demisionez. Din moment ce Senatul a stabilit că sunt nevinovat, n-aş fi avut motiv să demisionez»*".

Iertare, inenarabile, dar în ocurenţă vi se cam potriveşte vechea zicală (misogină) românească: "Poale lungi şi minte scurtă"! Ştiu, ştiu, nu trebuie să vă indignaţi, dvs. nu purtaţi "poale" ci nişte pantaloni de comandă, croiţi în stofă englezească, presupun, şi nici de scurtimea minţii nu pare să fie la propriu vorba – deşi, cum am văzut în chip repetat, mai sus, în hîtră isteţime nu vă puteţi măsura cu Moş Băsescu coţcariul, ca armean regret că trebuie să v-o spun, ba chiar, prin preocupările dvs. de Mecena al calomniatorilor, ocupaţie demnă de Trimalhio, personajul grotesc al *Satiriconului* lui Petroniu (de n-aţi citit romanul, aţi văzut baremi filmul fellinian), v-aţi dovedit de-a dreptul imbecil, nu pot evita dulcele termen – ci, mai degrabă, de cea a memoriei.

Într-adevăr, inestimabile, e posibil să fi uitat: *"Potrivit unor surse din USL, demisia lui Varujan Vosganian din Guvern a fost, de fapt, trocul ca PSD să voteze în Parlament împotriva cererii sale de urmărire penală. Astfel, Vosganian rămâne la adăpostul imunităţii şi se alege cu respingerea urmăririi penale*". Trocul… Trocul... Troc fără de care Senatul n-ar fi respins, poate, cu atîta zel cererea procurorului general, lăsînd Justiţia să-şi urmeze cursul. Trocul, adevăratul chip al Inocenţei dvs. senatoriale!

Oh! inenarabile! oh! inenarabile! ***Inenarabil tocmai pentru că atît de insuportabil de des narat…*** Oricum, ex-ex-ex-excelenţă, mă bucur că aţi ajuns la vorba d-lui Preşedinte, ce,

salutîndu-vă, într-o primă etapă demisia ministerială afirma (vă reamintesc): "*Este un gest de bun simţ. În nicio ţară din Europa nu există miniştri cu probleme penale. Dacă Vosganian a luat decizia să demisioneze, nu înţeleg de ce a mai trebuit să compromită Senatul*". Pe de altă parte, nu doar d-l Victor Ponta, premierul în funcţie cu care s-ar zice că vă înţelegeţi mult mai puţin bine decît cu d-l Tăriceanu, martorul dvs. în procesul sicofantic (v. *supra*), v-a îmbrîncit ghinişor afară din Guvern, nu doar d-l Traian Băsescu găsea normală ("de bun simţ") plecarea dvs., ci şi d-l Crin Antonescu (vă) înclina în aceeaşi direcţie, de e să credem presa (articolul d-lui Romulus Georgescu din 9 Octombrie 2013): "*Varujan Vosganian şi-a dat demisia din postul de ministru al Economiei, la solicitarea preşedintelui PNL, Crin Antonescu. Liberalii au vrut să demonstreze, în acest fel, că spre deosebire de Liviu Dragnea, miniştrii PNL cu probleme sunt dispuşi să părăsească Executivul*"(s.m.). Păcat că nu şi Senatul! "Troc", "solicitat", "de bun simţ"…

Nu credeţi, inenarabile, că dacă aţi demisionat asta s-a întîmplat, mai cu seamă, pentru că fuseseţi demisionat în prealabil? Adaug, la cele de mai sus, ambarasata dvs. declaraţie ce pare să indice aceeaşi direcţie: "*Nu vreau să complic situaţia unui Guvern care are şi-aşa o situaţie complicată. Am ales această variantă pentru că nu pot să risc în numele poporului român. Sigur că Victor Ponta nu s-a simţit niciodată în largul lui cu mine în preajmă, aşa că demisia mea rezolvă şi alte probleme colaterale care nu sunt ale mele*". Ne-aţi promis însă revelaţii ulterioare, după cum ne comunică jurnalistul: "*El a refuzat să dea detalii, afirmând că o va face în memoriile sale*". Oricare ar fi analogiile cu "memorialistica" sponsorizatului dvs., G. Diradurian, aşteptăm cu interes "detaliile" dvs.!

Deci, cînd afirmaţi cu indescriptibilă candoare: "*Nici n-ar fi trebuit să demisionez. Din moment ce Senatul a stabilit că sunt nevinovat, n-aş fi avut motiv să demisionez*", s-ar zice că sînteţi victima unei crize de amnezie acută, îngrijorătoare pentru starea sănătăţii dvs. cerebrale (senilitate precoce?). Căci un "demisionat" nu putea să nu demisioneze, votul din Senat, cu care vă lăudaţi atît, nefiind, pe cîte se afirmă, decît vulgarul rezultat al unui "troc".

"*Din moment ce Senatul a stabilit că sunt nevinovat"…* Altă incoerenţă! Vă reamintesc, inenarabile, ceea ce vi s-a mai spus în repetate ocazii (nu doar în cadrul acestei scrisori deschise, ci mai ales în articole de presă demult publicate): votul senatorial nu v-a stabilit inocenţa, nici n-ar fi avut cum, a blocat numai mersul Justiţiei, producînd, oarecum, efectul invers, o culpabilitate ori o inocenţă, o foarte improbabilă inocenţă, dar mă rog…, *în suspensie*! N-aţi uitat, poate, articolul d-lui Sebastian Zachmann şi al d-nei Mădălina Mihalache, sugestiv intitulat: "***Varujan Vosganian, demisie de operetă***": "*Senatul a blocat anchetarea fostului ministru al Economiei Varujan Vosganian. Demisia sa din Guvern are doar valenţe de imagine, pentru că ancheta rămâne în continuare blocată*". Ei bine, naivă ex-ex-ex-excelenţă (naivă *intelectual* vreau să zic, căci moral…), articolul acesta defineşte foarte bine situaţia***: o anchetă blocată***, nu dusă pînă la capătul ei firesc, pînă la concluzia ei argumentată şi demonstrată cu probe, o demisie cu "valenţe doar de imagine". Sau, mai crud spus, o "demisie de operetă", chipul real al "demisiei de onoare" cu care ne asurziţi. Da, inestimabile, Senatul n-a stabilit că aţi fi nevinovat! Nici n-ar fi putut!

"Nici n-ar fi trebuit să demisionez", "n-aş fi avut motiv să demisionez"! Parcă, aşa ne povesteaţi, demisia dvs. era o "demisie de onoare", nu avea un caracter strict pragmatic. Pătată de bănuieli şi acuzaţii nu chiar gratuite probabil, onoarea dvs. nu putea fi spălată decît prin demisie. (Mă rog, în locul dvs., Piotr Arkadievici Stolîpin, celebrul om politic rus, ultima stea a ţarismului, şi-ar fi provocat, după toate probabilităţile, acuzatorii în duel, lăsînd rudelor

datoria dureroasă a funeraliilor, dar dvs., şoricel mizerabil, nu sînteţi Stolîpin, cel mult un Trimalhio, şi-acela "de operetă"). E drept, spălată doar pe jumătate sau pe sfert, de vreme ce "demisiei de onoare" ministeriale v-aţi ferit ca de foc a-i asocia şi o "demisie de onoare senatorială", onoarea dvs. nu poate fi decît una fracţională: 1/2, 1/3, 1/4, 1/n mai ales… Altfel spus, un fragment, o frîntură, o fărîmă de onoare, şi aia demagogică!

7

Abordez acum, la urmă, pasajul dintîi al notei de actualitate politică din 9 octombrie 2013, ce urma declaraţiilor Dvs. Citez, dară, din nou: "*Invitat, marţi seară, la emisiunea* **"Jurnalul de seară"** de la **Digi24**, *Varujan Vosganian a răspuns acuzaţiilor şi a explicat votul colegilor săi din Senat: «Camera Deputaţilor şi Senatul nu sunt ghişee cu dicteu automat* (sic!), *ci instituţii care trebuie respectate de mine,* (de) *ambasada SUA şi* (de) *preşedintele României* ("de" căci deocamdată, pe cît ştiu, n-aţi devenit nici "preşedintele României", nici "ambasada SUA", jalnic Trimalhio al agramatismelor, remarca mea, desigur). *Senatul a respectat legea»*".

Întîi, o nedumerire ce nu se adresează sulfurosului om politic ci, de bine de rău, scriitorului. Spuneţi, cu un aplomb nemaipomenit: "*Camera Deputaţilor şi Senatul nu sunt ghişee cu dicteu automat*…". Opresc citarea aici şi îmi permit să vă întreb: ce înseamnă, pentru dvs., inenarabile d-le Vosganian, "dicteu automat". Vă întreb pentru că exact astfel este numită o tehnică literară a suprarealiştilor, evocabilă printr-o formulă des citată a lui Théophile Gautier (romantic acela, pentru orientarea dvs.): "*La Raison écrivant les mémoires de la Folie sous sa dictée*". A nu se confunda cu "memorialistica", altminteri pasabil demență a d-lui Diradurian, generos sponsorizată de dvs., în ciuda sau tocmai din pricina delirantelor calomnii şi injurii cuprinse acolo. Ori între această fereastră deschisă spre abisurile şi avisurile (termenul îmi aparţine, vezi poezia mea) inconştientului şi felul dvs., inenarabile, de a concepe "dicteul automat" ca un soi de activitate birocratică (cf. "ghişeelor cu dicteu automat" sic!!!) nu se poate nici măcar vorbi de diferenţă. Pur şi simplu, nu există nici un raport. Desigur, aţi putea afirma că sintagma însăşi ("ghişee cu dicteu automat") e suprarealistă, şi nu pot decît să vă aprob incandescent în această privinţă, însă atunci ea îşi pierde pertinenţa contextuală, doar dacă nu vreţi să includem sub eticheta de suprarealism ansamblul pasajului! În acest caz, propoziţia lui Th. Gautier aplicîndu-vi-se întocmai, deşi cu sens niţel schimbat. Pot pricepe, atunci, mult mai lesne afinitatea dvs. cu locuitorul celui mai mare ospiciu din România – l-am numit pe d-l G. Diradurian – ca şi pasiunea dvs., inestimabile, pentru perfectul non-sens, ca atunci cînd denumiţi "demisie de onoare" o biată demisie forţată, provocată de acuzaţii ce numai onorante nu sunt!

Deci: "*Camera Deputaţilor şi Senatul nu sunt ghişee cu dicteu automat, ci instituţii*". Pînă aici suntem perfect de acord, deşi sensul acordat de dvs. "ghişeelor cu dicteu automat" rămîne obscur. Continui: "*care trebuie respectate de mine, ambasada SUA şi preşedintele României*". Aici lucrurile se complică sensibil, nu, bineînţeles, din cauza ideii respectului (într-adevăr, sîntem amîndoi de acord că Senatul şi Camera Deputaţilor au un caracter instituţional eminamente respectabil – ceea ce nu înseamnă, cum ştiţi prea bine, că *toţi* senatorii şi *toţi* deputaţii reflectă adecvat acest eminent caracter instituţional) ci din pricina buclucaşei de apoziţii. Presupun că vă mai amintiţi, din anii şcolarităţii, faimosul exemplu "Traian, împăratul romanilor". Tot aşa şi dvs. (am arătat mai sus): "(Vosganian), ambasada SUA şi preşedintele României". Or, punînd în legătură primul membru al apoziţiei cu afinităţile dvs. diraduriene (ştiţi, ospiciul…), al doilea, "Vosganian, preşedintele României" trădează aspiraţii şi ambiţii de care probabil nu izbutiţi să vă debarasaţi nici măcar cînd vă radeţi şi vă pomponaţi în faţa oglinzii!

Pe de altă parte, corectînd propoziţia în sensul de mai sus (*de* ambasada…, *de* preşedintele…), vedem bine că nu puteţi uita acuzaţiile lansate împotriva dvs. de ambasada americană, acuzaţii ce făceau din dvs. omul ruşilor din Guvernul României. Ne amintim delicata chestiune legată de preţul excesiv plătit de România pentru gazele ruseşti. Citez: "*Vosganian continuă să susţină relaţii cu Moscova* ***şi a minimalizat public faptul că România plăteşte unul dintre cele mai mari preţuri din Europa pentru importurile de gaze din Rusia***".

Cît despre referirea la Preşedintele României, corectînd, obţinem apoziţia mult mai comprehensibilă "(Traian Băsescu), Preşedintele României", Preşedinte căruia, tot aşa de vădit, nu-i puteţi ierta poziţia cel puţin echivocă din perioada cînd grele bănuieli privind o mai veche activitate sicofantică apăsau asupra carierei dvs. politice, făcîndu-vă, de altfel, să rataţi numirea în postul de comisar european. Nu mă îndoiesc că vă amintiţi; de nu, citiţi mai sus!

8

Iată însă că "victoria" din Senat nu-şi face efectul scontat de dvs. nu doar în rîndul jurnaliştilor, ce vă tratează ca pe un soi de politician de operetă, un demagog ridicul cu absurde pretenţii de onorabilitate – *Vosganian, omul de onoare* e, în plan retoric, un oximoron, cam ca Moartea însărcinată a carnavalurilor medievale –, ci şi în clasa politică. Ştiţi, desigur, că (citez):

"**PDL solicită demisia lui Vosganian din Senat** ***pentru ca justiţia să poată investiga cazul acestuia.*** *Partidul Democrat Liberal solicită demisia de urgenţă a senatorului Varujan Vosganian din Parlament pentru ca organele de anchetă să poată să-şi facă datoria, a explicat, joi, vicepreşedintele PDL Alin Tişe. «Avînd în vedere că USL a refuzat să ridice imunitatea senatorului Varujan Vosganian, PDL solicită în regim de urgenţă demisia acestuia din Senat. Considerăm că, prin atitudinea avută în Senat, USL a afectat democraţia, statul de drept, viitorul Raport MCV şi aderarea României la Schengen», a afirmat Tişe. Acesta consideră că Vosganian trebuie să demisioneze şi să se pună la dispoziţia organelor de anchetă ca aceasta (?; probabil "acestea") să-şi poată face datoria, transmite Mediafax. Tişe a mai arătat că dincolo de interesul personal, Vosganian ar trebui să se gândească la interesul României, pentru că un Raport MCV negativ influenţează aderarea României la Schengen*".

Cum răspundenţi dvs., inenarabile, la aceste patriotice şi foarte drepte cuvinte? Prin, deja, obnişnuitele sofisme şi inepţii (citez):

"Fostul ministru al Economiei Varujan Vosganian a subliniat faptul că nu ar fi trebuit să demisioneze din funcţie, după votul din Senat, adăugând că nu îşi va da demisia din funcţia de senator "tocmai din onoare".

«Dacă ar fi fost un vot la baionetă, aş fi crezut (?), dar când a fost 126 la 25… Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară (sic!). *Nu se poate ca Parlamentul să fie respectat în anumite decizii şi să nu fie respectat în alte decizii. Senatul a considerat că procedura nu trebuie continuată. Eu nu demisionam decât în calitate de om care a recăpătat încrederea unor oameni* (?). *Eu nu ar fi trebuit să demisionez din moment ce Senatul a reconfirmat încrederea în mine şi a confirmat că nu sunt vinovat. Aproape 85 la sută dintre*

senatorii prezenţi au considerat că nu a fost decât o procedură juridică (???)», a declarat senatorul PNL, marţi seara, la Digi 24"[32].

---

[32] Am impresia că, ţinînd seama de agramatismul şi confuzia semantică în creştere a intervenţiilor dvs., inenarabile, unele clarificări se impun (n-am mai fost constrîns la o asemenea operaţie delicată de la o anume luare de cuvînt a lui Ion Iliescu). "*Dacă ar fi fost un vot la baionetă, aş fi crezut, dar cînd a fost 126 la 25…*" afirmaţi senin. "Aţi fi crezut" ce? Mister profund! Aţi fi crezut în Dumnezeu "dacă ar fi fost un vot la baionetă"? Asta voiaţi să spuneţi? Şi victoria dvs. în Senat v-a făcut să vă îndoiţi de înţelepciunea Providenţei, provocîndu-vă o criză a conştiinţei religioase? În acest caz, mai că v-aş înţelege! Totuşi, după toate probabilităţile, nu la "credinţă" voiaţi să vă referiţi dvs. în propoziţia incriminată, În cauză fiind, mai degrabă, o banală confuzie lexicală, dictată (vă mai amintiţi de "ghişeele cu dicteu automat" la care v-aţi referit în cadrul emisiunii "Jurnalul de seară" de la Digi24?), pur şi simplu, de flagranta dvs. necunoaştere a limbii române, o, d-le prim-vice-preşedinte al nefericitei Uniuni a Scriitorilor (la concurenţă cu Popescul-Prea-Divin, unul din favoriţii d-lui Nicolae Manolescu, nu tot atît cît răposatul Alexandru Ivasiuc ce ne dădea la toţi lecţii de marxism în *România literară*, dar totuşi…). Al aceleiaşi Uniuni a Scriitorilor al cărei sediu ţinteaţi a-l vinde la jumate preţ! Corectez, deci, şi completez, caritabil, foarte incorecta propoziţie a domniei voastre, inenarabile. "Dacă ar fi fost un vot la baionetă", adică, dacă rezultatul votului senatorial privind ridicarea imunităţii dvs. la cererea Parchetului ar fi fost *extrem de strîns*, "aş fi crezut", de fapt *aş mai fi înţeles* (iată poanta, aţi luat nonşalant un cuvînt drept celălalt) să se pună problema demisiei mele voluntare din Senat! Luaţi lecţii de limba română, inestimabile, şi dacă tot o faceţi, asociaţi-vi-l şi pe celălalt ignorant, d-l G. Diradurian, că tot sînteţi dvs. Mecena calomniatorului în chestie.

Dar să mergem niţel mai departe. "*Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară*" – pardon, dar ce-au a face "partidele"? La legi sau la principii constituţionale ar fi trebuit să vă referiţi, mai degrabă, dvs. – dar de! "*Eu nu demisionam decât în calitate de om care a recăpătat încrederea unor oameni*". Asta, cel puţin, nu mai e confuză ci neguroasă de-a dreptul. *En effet*, cu cea mai extremă bunăvoinţă, ce naiba vreţi să spuneţi, inestimabile? Întrucît calitatea dvs. de om intră în discuţie? A invocat-o cineva? Era mi se pare vorba de o acuzaţie de complot şi de subminare a economiei naţionale, nu de calitatea dvs. umană! Pe de altă parte, în raport cu cele la care tocmai ne-am referit, urmărind, după puteri, îmbîrligata dvs. logică de glorios absolvent al ASE-ului ne vedem proiectaţi în cea mai penibilă contradicţie. Pentru că ceva mai sus, poate că vă mai amintiţi, susţineaţi, hiperconfuz, ca şi aici, cum că problema demisiei dvs. "de onoare" şi din Senat – oare prea multă onoare, nu doar prea multă minte, strică? – nu se punea din pricina votului prea larg în favoarea dvs. Re-citez pentru mai multă claritate: "*Dacă ar fi fost un vot la baionetă,* ***aş fi crezut*** (s.m.), *dar când a fost 126 la 25… Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară. Nu se poate ca Parlamentul să fie respectat în anumite decizii şi să nu fie respectat în alte decizii. Senatul a considerat că procedura nu trebuie continuată*". Or, iată că acum schimbaţi brusc macazul, afirmînd taman contrariul: "*Eu nu demisionam decât în calitate de om care a recăpătat încrederea unor oameni*". Ceea ce vrea *probabil*, să spună – dar cu dvs., omul nu poate fi niciodată sigur, ba se mai şi pierde în labirint (în labirintul indescriptibil al inepţiei dvs., inenarabile!) – că n-aţi fi demisionat decît ca om ce a recăpătat încrederea colegilor săi şi anume nu doar în calitate de senator ci ca om pur şi simplu. Frumoasă probă de încredere umană în lumea, orice s-ar spune, echivocă, a politicii!!! Să fim drepţi! Ideea aceasta, deşi foarte rău exprimată, nu se vădeşte numai extrem de nobilă, într-adevăr făcînd cinste omului de onoare, ci este şi foarte coerentă, în felul ei. Căci odată demonstrată, şi încă cît de strălucit, încrederea pe care Senatul o acordă calităţilor dvs. politice, desigur, dar mai ales umane, ce ar fi fost mai înălţător şi mai firesc pentru omul de onoare ca la "demisia de onoare" din Guvern s-o adauge pe cea şi mai onorabilă din Senat. Parcă vrînd a spune: "Iată, nimic nu mă obliga să demisionez după un vot ce-mi era favorabil cu circa 85% – e exact ceea ce spuneţi ceva mai jos, dar parcă altfel… – şi totuşi eu o fac pentru a arăta întregii ţări respectul meu faţă de Justiţie, pentru a da prin imaculata concepere a Inocenţei mele virginale o înaltă lecţie de moralitate politică, în această epocă dificilă, de îndoieli şi suspiciuni, de suferinţă şi precaritate economică, dar, la drept vorbind, mai ales morală". Da, dar problema este că dvs., inenarabile, nu aţi făcut-o, nu aţi demisionat şi din Senat, în ciuda acestei superbe idei extrem de stîngaci formulate, ba aţi regretat şi demisia dvs. din Guvern, pretinzînd: "*Eu nu ar fi trebuit să demisionez din moment ce Senatul a reconfirmat încrederea în mine şi a confirmat că nu sunt vinovat. Aproape 85 la sută dintre senatorii prezenţi au considerat că nu a fost decât o procedură juridică*". Mă văd silit, cu adîncă mîhnire, să vă reamintesc, inestimabile: Senatul nu e tribunal pentru a stabili nevinovăţia dvs., el n-a făcut altceva decît să blocheze procedura pe durata imunităţii dvs. senatoriale, nu mai mult. Nu are, prin urmare, nici un rost să vă montaţi singur vorbind de nevinovăţie cît timp vă obstinaţi să vă

Întrebat de ce nu demisionează şi din Senat, acesta a răspuns: "Tocmai din onoare"[33]. *«Eu am mandat pentru 42 de comune din România, cu 200 de mii de locuitori. Ce sentiment de onoare m-ar face să întorc spatele acestor oameni? Încercaţi să respectaţi voinţa acestor oameni. Nu am absolut niciun motiv să demisionez din Senat. Eu trebuie să respect mandatul dat de locuitorii din Iaşi», a precizat Varujan Vosganian*".

În discursul dvs., inestimabilă ex-ex-ex-excelenţă, regăsim aceleaşi delicioase note de cabotinism şi demagogie (sînteţi sigur că nu l-aţi luat pe thersitul diradurian în calitate de consilier?) ca şi mai sus. Cu diferenţa că imparabilul argument cu cele 42 de comune, venise iniţial ca o inspiraţie salvatoare în condiţiile unei întrebări banale în sine însă mereu iritante: de ce n-aţi demisionat şi din Senat? Pe cînd acum avem de a face cu un raţionament bine rodat, pe care, pe deasupra, îl mai şi înfloriţi (nu sunt doar 42 de comune, "umanist" nevoie mare precizaţi c-ar fi în joc voinţa a 200 de mii de locuitori!). Şi dezvoltaţi retoric, deloc iritat de data aceasta ci vădit încîntat: "*Ce sentiment de onoare m-ar face să întorc spatele acestor oameni? Încercaţi să respectaţi voinţa acestor oameni. Nu am absolut niciun motiv să demisionez din Senat. Eu trebuie să respect mandatul dat de locuitorii din Iaşi*".

Toate astea sunt, cum se spune, bune şi frumoase. Problema, inenarabile d-le Vosganian, intervine în momentul în care tocmai dvs. ignoraţi cu total nepăs voinţa acestor 200.000 de oameni care poate că n-au chef să fie reprezentaţi de un individ suspectat de corupţie, ba, mai grav, de un ins acuzat de Parchetul ÎCCJ "***pentru complot şi subminarea economiei naţionale***" (s.m.). Sau pretindeţi că erau la curent cu faptele ori, cel puţin, cu eventualitatea comiterii lor, în momentul alegerii? Cu alte cuvinte, cum, conform presei, "demisia de onoare" cu care vă lăudaţi n-a fost în realitate decît o "demisie de operetă", dacă numai votul Senatului v-a salvat de o inculpare cu consecinţe, probabil, fatale pentru cariera dvs., inenarabile, ce vă face să credeţi că cei 200.000 de alegători ar mai fi vrut un senator cu probleme cu Justiţia, cînd pentru a da satisfacţie exigenţelor unui întreg popor aţi fost nevoit să demisionaţi din funcţia ministerială? Oare cei 200.000 de oameni, la care vă referiţi cu mult patos, să gîndească şi să simtă altfel decît poporul din care fac parte? Nu prea-mi vine a crede! Deşi nu mă îndoiesc că ne veţi da, în curînd, la toţi, cu pedagogia dvs. deja bine cunoscută, o nouă şi foarte paradoxală "lecţie de patriotism", niţel ca-n Eugen Ionescu. Şi ca să revenim împreună la o interogaţie anterioară pe care, sper, n-aţi uitat-o, fiind ce sunteţi şi ştiind că sunteţi ce sunteţi, comiţînd faptele pe care le-aţi comis, fapte de consecinţele cărora doar votul senatorial vă mai salvează

---

drapaţi în faldurile unei precauţiuni probabil zadarnice. Cît despre faptul că: "*Aproape 85 la sută dintre senatorii prezenţi au considerat că* ***nu a fost decât o procedură juridică*** (s.m.)", permiteţi-mi să-mi exprim profunda nedumerire în legătură cu nonşalanţa (foarte eufemistic vorbind) faţă de Justiţie pe care o trădează această propoziţie. Aşa de jos trebuie plasate, în opinia dvs., acţiunile justiţiei naţionale, încît să vi se conceadă, în plus de imunitate, dreptul de a vorbi despre ele cu neacoperită condescendenţă?! În Italia, Berlusconi avea, poate, aceeaşi opinie cu dvs. dar a fost nevoit să şi-o schimbe! Alţii, printre prea mulţii, vai! braconieri politici (scuzaţi formula) – iară printre ei, poate, şi dvs. – vor fi, sper, siliţi să-i urmeze exemplul.

[33] "Tocmai din dezonoare" vreţi să ziceţi. Pentru că aşa cum am arătat şi mai sus şi voi dezvolta mai jos, nu prin "onoare" se caracterizează prudenta conservare a imunităţii ci, tocmai, prin absenţa ei! Am afirmat mai sus că şi dvs. şi celălalt inenarabil, d-l Diradurian vă caracterizaţi prin mimetism. El încercînd să-l imite pe Dostoievski sau, mai degrabă, să i se substituie, cum alţi locuitori ai aceluiaşi ospiciu unde d-l Diradurian îşi face veacul (Spitalul nr-ul 9, pe care-l foloseau cîndva securiştii pentru matrapazlîcurile lor sinistre) se cred, eventual, Mahomeţi, Cristoşi sau Napoleoni, dvs., mai modest în aparenţă şi, în orice caz, mai pragmatic, mulţumindu-vă să vă substituiţi unui ipotetic "om de onoare", ale cărui exigenţe morale se pare, din păcate, că vă vine destul de greu să vi le imaginaţi.

– altfel, dacă aţi fi fost sigur de inocenţa dvs., mizerabile, aţi fi demisionat şi din Senat, în ciuda votului sau, cumva, un veritabil om de onoare m-ar înţelege, *tocmai* din cauza lui – vă mai închipuiţi, calomniindu-i implicit pe alegătorii pe care îndrăzniţi să-i invocaţi, că aceştia v-ar mai fi ales în funcţia din care refuzaţi, sfidînd cu aroganţă Justiţia, să demisionaţi??? Nu aveaţi nici un motiv să o faceţi? Un om de onoare autentic, nu o "făcătură" de soiul dvs. mizerabil, ar fi ştiut că miza demisiei constă tocmai în probarea indiscutabilă a inocenţei, prin singura "ordalie" posibilă în condiţiile date: acceptarea anchetei Justiţiei. Altfel, la drept vorbind, care mai e sensul împăunării cu "demisia de onoare" din funcţia ministerială! Căci aceea ar fi fost cu adevărat o "demisie de onoare", biet impostor clovnesc ce sunteţi, doar dacă v-ar fi expus direct cercetărilor pe care vă străduiţi să le evitaţi, în condiţiile în care vă mai păstraţi o imunitate de rezervă (ba chiar două!), putîndu-se, cel mult, vorbi nu de vreo "demisie de onoare", o, nu! ci, cum presa a făcut-o deja, exclusiv de o "demisie de operetă"!!!

Odată lămurite confuziile semantice ale pasajului ("aş mai fi înţeles" în loc de rău utilizatul "aş fi crezut" etc., v. *supra*, notă), să vedem ce vreţi să spuneţi şi, mai cu seamă, dacă ce vreţi să spuneţi, oricît de detestabilă ar fi exprimarea, are, cît de cît, vreun înţeles.

Or, din punctul de vedere al *onoarei* pe care o invocaţi constant – tocmai dvs., inenarabil Mecena al calomniatorului Diradurian, specialist al injuriei suprarealiste şi Trimalhio cu veleităţi literare al tuturor arhicorupţilor ce bîntuie ţara – argumentul domniei voastre se dovedeşte impertinent, d-le Vosganian. Căci ziceţi cu pertinenţa care vă caracterizează mai toate aserţiunile: "*Dacă ar fi fost un vot la baionetă, aş fi crezut, dar când a fost 126 la 25*…". Vrînd, prin această delicat formulată şi extrem de corectă propoziţie, să ne sugeraţi că un vot foarte strîns, evident, tot în favoarea dvs. căci altminteri chestiunea demisiei nu s-ar mai pune (să zicem 76 la 75 sau, poate, 77 la 74, 81 la 70?), ar mai fi justificat (admir tonul concesiv) o asemenea secundă "demisie de onoare", pe cînd larga dvs. victorie, inenarabile, ar exclude-o! Aşa să stea oare lucrurile? Impresia mea este că dvs., ex-ex-ex-excelenţă, mixaţi cu o abilitate discutabilă (*vous mélangez tout* cum ar spune francezii!) criteriul sever al onoarei cu cel mult mai elastic al raportului de putere. Cu alte cuvinte, ce ne comunicaţi dvs., aproape fără a vă da seama, nu e că în cazul "votului la baionetă" ar fi fost foarte onorabil să demisionaţi ci că s-ar fi putut dovedi *oportun* să acţionaţi astfel pentru a preveni, la nivelul opiniei publice, o drastică răsturnare şi, mai cu seamă, pentru a evita o eventuală înfrîngere, în cazul în care, revenind la atac, Parchetul ar fi cîştigat un eventual vot secund. Oportun / onorabil, onorabil / oportun – nu ştiu de ce, alternativa aceasta îmi aminteşte un vechi cîntec al surorilor Kessler (ce creaturi superbe erau pe vremuri!).

Dar dvs. vorbiţi de onoare… Permiteţi-mi să vă spun că din punctul de vedere strict al onoarei ar fi fost incomparabil mai bine să demisionaţi tocmai după această victorie "largă", cînd nimic nu vă obliga, mai mult, cînd, în caz de contra-atac, Parchetul părea să aibă prea puţine şanse de victorie. "Messieurs les Anglais, tirez les premiers" se spune că ar fi răspuns comandantul gărzilor franceze, contele d'Anterroche, omologului său englez, lordul Charles Hay, ce-i invita pe francezi să deschidă focul cu ocazia bătăliei de la Fontenoy din 1745. Ce pricepe însă din onoare o lamentabilă caricatură politică de soiul dvs., mizerabile d-le Vosganian!

Continuarea textului se dovedeşte, de altfel, mult mai derutantă decît tot ce precede, de vreme ce bizarului amestec dintre criteriul oportunităţii (legat de principiul raportului de putere) şi criteriul onoarei, dvs., inenarabile, îi adăugaţi, neaşteptat, criteriul legalităţii – spun neaşteptat pentru că deşi mulţi par a fi deplîns făţiş sau *in petto* blocarea anchetei juridice ("Aproape 85%

dintre senatorii prezenţi au considerat că nu a fost decît o procedură juridică" afirmaţi cu suficienţă dispreţuitoare), nimeni nu a pus în discuţie, pe cîte ştiu, *legalitatea* votului senatorial. Nimeni, cu excepţia poate, a unuia dintre "apărătorii" dvs., inenarabile d-le Vosganian. Însă înainte de a dezvolta acest aspect, să vedem, încă o dată, ce aţi asertat concret. Re-citez:

"*Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară. Nu se poate ca Parlamentul să fie respectat în anumite decizii şi să nu fie respectat în alte decizii. Senatul a considerat că procedura nu trebuie continuată*". Cred că veţi fi de acord: noul unghi de atac e cel puţin neaşteptat. Într-adevăr, ce caută aici, de pildă, partidele, de ce ar căuta cineva "alte partide" în contextul dat. O altă legislaţie, mai puţin generoasă cu parlamentarii suspectaţi de corupţie, nu zic nu, însă "alte partide"? (Mă rog, doar dacă declaraţia dvs. nu ascunde, cumva, o "autocritică" *la nivel de partid*, eventualitate pasionantă pe care, totuşi, mă abţin s-o comentez).

Evident, în cadrul legislaţiei actuale nimeni nu pune, cred, în discuţie ca atare votul senatorial ci doar efectele lui *în plan moral toxice şi în plan politic deletere.* Re-citez declaraţia d-lui preşedinte Traian Băsescu în legătură cu votul în chestie: "*Începând de astăzi avem o respingere a unei solicitări DIICOT pentru începerea urmăririi penale a ministrului Economiei. Nu e treaba mea să fac aprecieri dacă este îndreptăţită sau nu solicitarea Parchetului, dar cred că această blocare a accesului Parchetului la un membru al Guvernului este o greşeală, la fel cum o greşeală este menţinerea lui Dragnea în Guvern. USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil. Politicul este o frână pentru România spre Schengen. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*".

Cred că avem, aici, de a face cu două viziuni despre patriotism, aceea a d-lui preşedinte şi a dvs. inenarabile. Căci scrutate mai cu atenţie, pateticele dvs. voroave despre "respect" şi despre "ţară" par să amestece, din nou, două planuri distincte şi, cumva, incongrue, în context. Anume, cum am mai spus, cel legal, cam absurd invocat, pentru că, pe de o parte, nimeni nu pusese în discuţie, ca atare acest aspect, pe de altă parte, deoarece conform unui deja bine stabilit obicei al retoricii dvs., folosiţi un cuvînt în locul altuia şi, aţi ghicit, cel politic, nu mai puţin "delocalizat". *En effet*, afirmînd: "Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară", dvs., brav campion al confuziei semantice şi al haosului semiotic, voiaţi vădit să spuneţi "alte *legi*", însă în ultimul moment, cum se spune, aţi virat spre "partide", fie din pricini care vă sînt proprii (nu vorbeşti de funie în casa spînzuratului, atunci, cu atît mai puţin, spînzuratul însuşi…), fie pentru că, într-adevăr, anume deosebiri terminologice vă rămîn obscure. Scriitor, de, ba pe deasupra, colac peste pupăză cum spune vorba celebră, prim-vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor…

Acum, independent de diversele confuzii semantice sau semiotice, datorate ignoranţei, unor cauze psihologice ori oricărui tip de cauze, o întrebare se impune, o întrebare căreia rîndurile citate mai sus nu-i răspund în nici un fel, anume *cui se adresează, în fond, aceste propoziţii cu vădit caracter acuzator*? Dacă expeditorul lor e cunoscut, dvs., o, inenarabile, *cine le e destinatarul*? Un răspuns posibil ar fi hîtrul, prea hîtrul, pentru gustul dvs., d-n preşedinte Traian Băsescu. În care caz, s-ar putea bănui că-l îndemnaţi pe preşedintele României să-şi caute o altă ţară, cu alte partide (legi?), asta în ciuda văditei, dar pasămite, zadarnicei precauţiuni a interesatului.

O altă posibilitate: oamenii politici în dezacord cu respectivul vot, de pildă PDL şi, în special, vicepreşedintele acestuia, d-l Alin Tişe, ce afirma: "*Avînd în vedere că USL a refuzat să ridice imunitatea senatorului Varujan Vosganian, PDL solicită în regim de urgenţă demisia acestuia din Senat. Considerăm că, prin atitudinea avută în Senat, USL a afectat democraţia, statul de drept, viitorul Raport MCV şi aderarea României la Schengen*". Persoanele din partidele adverse ar fi, deci, ţinta îndemnurilor Dvs. de a "căuta o altă ţară, cu alte partide": cu alte cuvinte, afară din România cu adversarii politici! Mai ales, ca din întîmplare, cu adversarii politici *români!* Pentru cei ce ar putea fi tentaţi să vadă în dvs., influenţat şi de puternicele dvs. simpatii pro-ruse (v. *supra* – nu rezist citatului: "*Vosganian continuă să susţină relaţii cu Moscova şi a minimalizat public faptul că* ***România plăteşte unul dintre cele mai mari preţuri din Europa pentru importurile de gaze din Rusia***", s.m.), un cripto-naţionalist armean, eu însumi, armean get-beget, batjocorit public prin grija dvs., reprezint un convingător contra-exemplu.

Ajunşi la acest punct, am putea considera, inestimabile, că mai degrabă dvs. ar trebui să vă căutaţi "o altă ţară cu alte partide", de vreme ce cele existente nu vă satisfac. Poate o a treia posibilitate ar fi presa. Într-adevăr, nu puţini jurnalişti, cum am văzut şi cum vom mai vedea, au părut mai mult sau mai puţin nesatisfăcuţi (dezamăgiţi?) de menţinerea imunităţii dvs. şi de blocarea anchetei lansate de Justiţie ca urmare a votului senatorial. Încă o categorie socio-profesională ce trebuie să recurgă la exil, dacă ar fi să ţinem seama de declaraţiile dvs. S-ar zice, inestimabile, că în acest punct sînteţi victima propriei dvs. culturi comuniste, altfel spus, că sînteţi influenţat de unele concepţii, desigur, reziduale, cu iz totalitar, ce continuă totuşi să vă modeleze reacţiile. Ne amintim că faţă de opozanţi, comuniştii se dovedeau tot atît de implacabili ca şi naziştii, cînd nu-i lichidau pur şi simplu sau cînd considerau arestarea directă ca o soluţie, din diverse pricini, prea incomodă, recurgînd dumnealor fie la internarea psihiatrică, pe principiul "cine nu-i cu mine e nebun", fie la brînciul exilic, cea mai "tolerantă" formă, pentru cei de teapa lor, de a se debarasa de un adversar. Am cunoscut şi eu asta – după cum am cunoscut-o, la nivelul unei tentative ratate, şi pe precedenta, bizuită aceea pe sceleratul decret 12/1965 al preademnului de ospiciu Ceauşescu –, dar şi alţii, de o mult mai mare notorietate decît mine. Vreţi oare să urmaţi acest strălucit exemplu, mizerabile?!

În ce priveşte o parte din supoziţiile formulate mai sus, confirmarea îmi vine chiar de la dvs., inenarabile. Vă amintesc: "*Invitat, marţi seară, la emisiunea "Jurnalul de seară" de la* ***Digi24****, Varujan Vosganian a răspuns acuzaţiilor şi a explicat votul colegilor săi din Senat: "Camera Deputaţilor şi Senatul nu sunt ghişee cu dicteu automat* (sic!)*, ci instituţii care trebuie respectate de mine, ambasada SUA şi preşedintele României. Senatul a respectat legea*".

Senatul a respectat legea, dar dvs. îmi pare nu prea respectaţi instituţiile ţării, reducînd totul numai la ce vă convine. Încît, cineva mai puţin înţelegător decît mine ar putea spune că vi s-a urcat votul la cap, inestimabile! Astfel, la preşedintele României, definit după funcţie nu după numele tranzitiv al persoanei ce o exercită în acest moment, adăugaţi şi Ambasada Statelor Unite pe care vă permiteţi s-o interpelaţi într-un chip extrem de nediplomatic, mă întreb de pe ce poziţie, oare de pe aceea de senator-dictator? Sau doar de obraznic Mecena al calomniatorilor!

"*Ori căutăm o altă ţară cu alte partide, ori respectăm această ţară*…". O a patra categorie căreia ar putea să i se adreseze această interesantă propoziţie – după preşedintele în funcţiune al României, adversarii politici şi eventual jurnaliştii ce nu par să vă aprecieze, după, deci, preşedinţie, partidele politice adverse (curios, nu?) şi presă – ar putea fi cea formată de

reprezentanţii Justiţiei, în special, ca tot ce atacă sacra persoană a senatorului-dictator, "procurorii".

"*Înaintea votului, Vosganian le-a spus colegilor săi că procurorii «desconsideră» Senatul*" (v. articolul din 7 octombrie 2013 semnat Sebastian Zachmann şi Mădălina Mihalache). Bizară afirmaţie, şi totuşi caracteristică pentru mentalitatea "omului de onoare" ce implicaţi şi pretindeţi a fi! Deci Justiţia, onorabile, prin însăşi îndrăzneala de a-şi exercita funcţia, "desconsideră" Senatul! Mai exact, vă "desconsideră", mai cu seamă, pe dvs.! Poziţie tipic totalitară a insului ce se plasează, *din principiu*, deasupra legilor. Căci dvs. nu reproşaţi Justiţiei, în speţă Parchetului, o acţiune exercitată după votul senatorial şi în contradicţie cu acesta ci una ce-i era anterioară, deci perfect legală. Or, dacă nu ilegalitatea o reproşaţi procurorilor, atunci ce? Vă închipuiţi oare că aţi devenit senator de drept divin şi că orice acuzaţie vizîndu-vă, indiferent de îndreptăţire, ar reprezenta în sine o "desconsiderare" a înaltei dvs. funcţii? De ce nu o blasfemie? Cred că într-adevăr votul vi s-a suit la cap şi că ar fi timpul să vă treziţi din fantasmele dvs. totalitare!

"*Mă pun la dispoziţia colegilor mei din Guvern, rămân în continuare solidar cu ei şi discuţia mea cu colegii mei, cu prim-ministrul va arăta care va fi concluzia acestui gest de onoare pe care îl fac în acest moment, de a fi pregătit să îmi dau demisia de onoare dacă în ce priveşte considerentele care se pot invoca privind activitatea mea sau ecourile acestei înscenări cu iz juridic ar putea să dăuneze ţării mele* (s.m.) ". Hotărît, respectul pentru justiţie nu vă sufocă! În fond, ce fel de "iz" aţi dori să aibă o cerere de începere de urmărire penală lansată de Parchet, dacă nu, ei da, "juridic"? Ce aţi vrea dvs. să spuneţi dar nu sînteţi în stare ori nu îndrăzniţi ar suna, mai degrabă, astfel: "ecourile acestei înscenări cu *iz politic*". E ceea ce fac colegii dvs. din alte ţări cînd se văd încolţiţi de Justiţie: evocă un proces cu *substrat politic*. Numai că "substratul politic" v-ar fi pus în conflict cu o bună parte din colegi, caz în care poate că n-aţi mai fi beneficiat de votul acela favorabil ce vi s-a urcat, cum spuneam, la cap, inenarabile!

Ca să stăm strâmb şi să judecăm drept, încă o dată, nu vi se pare, inestimabile, că nu atît procurorii desconsideră Senatul, cît dvs. desconsideraţi Justiţia? Ba mai mult, că atribuiţi Senatului funcţiile înseşi ale Justiţiei? Dau numai cîteva exemple: "*votul din Senat a dovedit nevinovăţia mea*", Senatul a dat un "*verdict de nevinovăţie*", "*din moment ce Senatul a stabilit că sunt nevinovat*"... Deşi uneori daţi dovadă de moderaţie, exprimîndu-vă oarecum mai precis: "*Senatul a considerat că procedura nu trebuie continuată*" – la care adaug: temporar, pe durata imunităţii, de vreme ce, pe cîte ştiu, nu aţi fost ales senator pe viaţă. Din păcate, accesul de moderaţie nu durează cum vedem din felul pripit în care reveniţi la marota dvs.: "*Eu nu ar fi trebuit să demisionez din moment ce Senatul a reconfirmat încrederea în mine şi a confirmat că nu sunt vinovat. Aproape 85 la sută dintre senatorii prezenţi au considerat că nu a fost decât o procedură juridică*".

Hotărît, inenarabile, nu vă place Justiţia!

9

Probabil cea mai bună sinteză a unei bune părţi a activităţilor dvs. – deşi contribuţia domniei voastre, inenarabile d-le senator, la propăşirea calomniei şi injuriei demente (preferaţi să vorbim de delir injurios?) pe plaiurile româneşti, rămîne, în genere, necunoscută – e furnizată de

articolul d-nei Andreea Paul[34]: "**USL sacrifică economia apărându-şi infractorii. PDL cere demisia ministrului Vosganian acuzat de DIICOT**". Posted on October 3, 2013.

Textul, exploziv, face ceva mai mult decît să pulverizeze (implicit, căci explicit nici nu o ia în seamă, nu ca mine, indulgentul) ridicula dvs. retorică de bîlci: demască, succint însă extrem de eficace, un întreg mecanism al corupţiei politico-economice în România. Mi se pare dificil să fac altceva decît să-l citez:

"*În conferinţa de presă susţinută azi la Parlamentul României am declarat că USL sacrifică economia şi implicit, ţara, dacă acest cuvânt mai are vreo semnificaţie pentru Ponta şi USL. Încăpăţânarea USL de a submina justiţia este revoltătoare. În numai 24 de ore am asistat la asaltul USL asupra justiţiei – cazurile Vosganian şi Dragnea. Propria mafie şi apărarea ei cu orice preţ sunt mai importante decât orice, chiar şi decât propria economie. PDL cere demisia lui Varujan Vosganian şi a lui Liviu Dragnea. Mă voi referi în continuare la cazul Vosganian*".

Urmează o analiză triplu argumentată a cercetătoarei ştiinţifice (pînă în 2008) a Institutului de Economie Naţională de pe lîngă Academia Română, pe care îmi face plăcere s-o citez (sublinierile îmi aparţin):

"*1. Economia se prăbuşeşte sub ploaia de infractori din fruntea USL. PNL şi PSD îl protejează pe ministrul Economiei, Varujan Vosganian* (ex- îmi permit să precizez n.m.), *acuzat de DIICOT de subminarea economiei naţionale.* ***Cu votul lor majoritar din Senat USL îl sustrage pe ministrul Vosganian de la judecată în instanţă***. *DEMISIA l-ar ajuta să înfrunte adevărul. Fuga lui de lege şi de răspundere este caraghioasă. Investitorii şi-au pierdut încrederea şi răbdarea*.

2. *"Liberalul" Varujan Vosganian susţine singura "strategie" economică a USL – creşterea taxelor şi a impozitelor pentru a susţine propria Mafie.* ***"Liberalul" Varujan Vosganian girează hoţia USL***. *Schema de minimis pentru finanţarea nerambursabilă a IMM-urilor a fost transformată de USL în puşculiţă de partid. Rezultatul? Tot nevinovaţii plătesc – valoarea maximă a ajutorului pentru IMM-uri a fost înjumătăţită de la 200.000 de euro la 100.000 de euro, odată adusă sub autoritatea ministerului economiei*.

3. *Marile "realizări" ale ministrului Economiei sunt: falimentul Oltchim şi Roşia Montană. În proiectul Roşia Montană Varujan Vosganian are o succesiune de opt declaraţii publice din categoria «am o opinie, dacă o am nu v-o spun, iar când o spun nu sunt de acord cu ea».* ***Fuga de lege şi de decizie, lipsa de soluţii, incompetenţa, inconsistenţa declaraţiilor şi laşitatea sunt***

[34] Citez pasaje din CV-ul, am putea spune, argumentat al d-nei Andreea Paul, găsindu-le preferabile unui rezumat sec: "Extrem de curioasă din fire, mi-am dorit să fac cercetare încă din facultate. Aşa se face că lucrez de la 21 de ani (!) într-un Institut al Academiei Române. (…) Cercetarea m-a învăţat că hazardul favorizează numai o minte pregătită. Şi, dinamică fiind, am considerat firesc să încerc să-mi transpun în practică ideile. Prin urmare, m-am angajat consilier la Preşedenţie. (…) Funcţia de consilier la Parlamentul European m-a atras oarecum firesc. Voiam să văd cum funcţionează maşinăria supranaţională cu sediul la Bruxelles. Experienţa câştigată m-a făcut să înţeleg că "tehnocraţii", profesioniştii şi "specialiştii" nu au de ce să stea departe de politică şi să-i lase pe alţii să ia decizii care ne privesc pe toţi. Prin urmare, am decis să mă implic în redactarea programului de guvernare al PDL". La acestea se adaugă un CV mai "tradiţional", naiv orgolios şi strălucit, din care nu reţin decît reperele politice: membră PDL din 2008, prim-vicepreşedintă a Organizaţiei de Femei a aceluiaşi partid (2011), 2012-2013: vicepreşedintă PDL precum şi membru în Biroul Politic Naţional, tot din 2012 deputat PDL, ales în circumscripţia electorală nr. 32 Satu-Mare, colegiul uninominal nr. 1, prim-vicepreşedintă din 2013, în fine, tot din 2013, preşedintă a Comisiei Economice pentru ţările din Iniţiativa Central-Europeană (ICE).

motive întemeiate pentru demisia domnului Varujan Vosganian. *Decât un ministru debusolat, mai bine unul demisionat".*

Orice comentarii sînt, în context, inutile.

V. Subminarea economiei naţionale şi deturnarea Fondului Naţional de Dezvoltare!...

Ca o paranteză, precedînd abordarea ultimei părţi a prezentei scrisori deschise, e interesant de remarcat că independent de afacerea ce v-a atras ponosul "demisiei de onoare" pe care atît de amar aţi regretat-o mai tîrziu, demisia dvs., nu prea onorantă, la drept vorbind, din funcţia ministerială fusese solicitată în chipul cel mai energic, încă din mai 2013, pe pricini complet diferite.

Citez după *Gazeta de Dimineaţă*, nr-ul din 15 mai 2013, din articolul **PP-DD cere demisia miniştrilor care conduc Energia şi Economia,** al d-nei Rodica Muntoi Mîrza:

"*Grupul parlamentar PP-DD va depune, săptămâna viitoare, în Parlament o moţiune simplă prin care cere* ***demisia sau demiterea*** (s.m.; remarcaţi formularea precum şi dificultatea de a stabili vreo relaţie valabilă între aceasta şi cealaltă, v-o amintiţi, desigur, "demisia de onoare", ai zice "medalia de onoare", "diploma de onoare" sau vreun titlu ca "doctor honoris causa" n.m.) *miniştrilor Constantin Niţă (Energie) şi Varujan Vosganian (Economie). Motivaţia moţiunii este dată de situaţia gravă în care se află mineritul în Valea Jiului şi măsurile greşite pe care le-au adoptat cei doi miniştri*".

Conform articolului, conceptoarea moţiunii e deputata PP-DD Monica Iacob Ridzi care "*a luat în serios situaţia gravă în care se află mineritul în zonă*", cerînd, susţinută în acest demers de colegii de partid şi de parlamentarii PDL, demisia miniştrilor Niţă şi Vosganian.

"*Indiferent însă de decizia domniilor lor – afirmă moţiunea – ca parlamentari, ca oameni politici responsabili, avem datoria de a stopa această situaţie catastrofală în care se află industria termoenergetică românească, economia ţării în general, prin* ***demiterea miniştrilor incompetenţi Varujan Vosganian şi Constantin Niţă*** (s.m.)".

Ce mi se pare extraordinar de interesant şi, mai cu seamă, semnificativ, inenarabile, este faptul că după iniţiatorii moţiunii, "*deciziile nefavorabile mineritului din Valea Jiului*" – zonă extrem de sensibilă, politic vorbind, mai trebuie oare să v-o reamintesc? – luate de dvs. înşivă, lamentabilă ex-ex-ex-excelenţă, pe cînd eraţi încă în funcţie, desigur, precum şi de colegul dvs., tot atît de competent, dacă doar de incompetenţă era vorba, "*pot fi încadrate la subminarea economiei naţionale*". Pe cît îmi pare, dar poate o să mă îndreptaţi, această măgulitoare categorisire intervine anterior celei ce justifica acţiunea Parchetului, aceea de "***complot şi subminare a economiei naţionale"*** (s.m.) – reţineţi nuanţa suplimentară: *complot* –, acuza concretă constînd în "*furnizarea de gaze ieftine pentru combinatele chimice ale omului de afaceri Ioan Niculae*" (cf. **Varujan Vosganian, demisie de operetă** de Sebastian Zachmann şi Mădălina Mihalache).

Aşa e cu "oamenii de onoare" – "de nimic" nu vi s-ar părea mai adecvat? am scris şi publicat cîndva un articol cam cu titlul ăsta – de soiul dvs., inestimabile d-le Vosganian, vînd cînd prea ieftin, cînd prea scump, dar întotdeauna în defavoarea naţiunii pe care o reprezintă şi în favoarea, fie a vreunei puteri străine, candide şi deloc imperialiste, eventual asasine, Rusia de pildă (lista crimelor lui Vladimir *Platonovici* Putin e mult prea lungă şi, în fond, prea bine cunoscută pentru a o mai relua aici), fie a Cutărui sau Cutărui om de afaceri pur, inocent şi virtuos, deloc veros,

deloc generator de corupţie. Ce? Dumnezeu ştie ce, sau poate, mai bine, Diavolul, orice, numai bani să iasă!

1

Dar să vedem mai îndeaproape în ce constă acuzaţia în această nouă afacere unde "materia primă" o constituie nu delaţiunea, nu sediul Uniunii Scriitorilor, nu gazele, ci cărbunele. Citez după articolul Gazetei de Dimineaţă din 15 mai 2013, semnat de d-na Rodica Muntoi Mîrza:

"*Încă din primele zile ale guvernării (...) subalternii domnului ministru Constantin Niţă autorizau achiziţia unei cantităţi de 300.000 de tone de huilă din import pentru termocentrala Mintia Deva. Importul masiv de cărbune făcut de CEH la finele anului 2012 a creat un stoc inutil de cărbune care, în luna mai 2013, odată cu scăderea vânzării de energie în piaţă de către CEH, a generat practic imposibilitatea de a mai prelua cărbunele produs la minele din Valea Jiului. În faţa unei astfel de situaţii, conducerea CEH invocă o serie de criterii economice, forţând practic cele două societăţi miniere să vândă cărbunele la un preţ subevaluat cu aproape 30% faţă de preţul reglementat stabilit şi avizat de Guvern (...), ceea ce, în opinia noastră, constituie o altă probă de subminare a economiei naţionale*".

Mărturisesc, inenarabile d-le Vosganian, că mă simt destul de încurcat de toată povestea asta stranie. Vedeţi dvs., eu n-am făcut ASE-ul, nu sunt un strălucit absolvent al acestei importante facultăţi şi nu mă pot simţi prea la largul meu, intelectual vorbind, dar şi, nu ştiu cum să spun, în planul sensibilităţii personale, cu astfel de istorii trase din mediul afacerilor. Contrar prejudecăţilor curente, faptul de a fi armean nu mă ajută deloc, în ocurenţă, şi sper că veţi fi indulgent cu mine dacă am să-mi trădez prea flagrant ignoranţa, o ignoranţă mărturisită de la început, de altfel. Cum s-ar spune, păcatul mărturisit e pe jumătate iertat!

E drept că dvs., inestimabile, nu prea obişnuiţi să vă mărturisiţi păcatele, deci în cazul dvs. nu cred că se poate vorbi de iertare. Păcatul nemărturisit, ba chiar virulent negat se dublează! (Mică paranteză: se vorbeşte adesea pe la televiziune de *serial killers*, dar niciodată în aceşti termeni de ceea ce mi s-ar părea foarte potrivit a numi *serial sinners*, deşi emisiunile despre tot soiul de mari corupţi, pedofili monstruoşi etc. nu lipsesc.) Dar în fine, oricît de puţin aş fi eu obişnuit cu analiza combinaţiilor din mediul economic şi oricît aţi fi dvs. de puţin obişnuit cu analiza comportamentului din punct de vedere moral, prin urmare, chit că amîndoi vom fi siliţi să vorbim în limbi cu care sîntem practic nefamilirizaţi ori prea puţin, vorba lui Bonaparte la Toulon, vinul e destupat, trebuie să-l bem!

Înainte de a aborda direct chestiunea, o observaţie liminară. În pasajul citat mai sus numele dvs. nu este deloc menţionat. Cum însă moţiunea depusă de grupul parlamentar PP-DD la iniţiativa deputatei Monica Iacob Ridzi vă cuprinde, la parte egală, pe d-l Constantin Niţă şi pe dvs., mă văd silit să trec peste această lacună a textului şi să mă refer şi la dvs. Sper că nu vă veţi formaliza.

Deci, să reluăm niţel datele textului. "*Încă din primele zile ale guvernării (...) subalternii domnului ministru Constantin Niţă autorizau achiziţia unei cantităţi de 300.000 de tone de huilă din import pentru termocentrala Mintia Deva*". Re-citez pentru că nu văd ce aş fi putut reformula pînă aici. Presupun însă că subalternii dvs. (sau chiar dvs. personal), în fine, cineva trebuie să fi intervenit şi din direcţia ministerului Economiei ce cu atîta onoare aţi condus pînă la demisia dvs. de onoare, altfel nu prea văd de ce moţiunea s-ar referi şi la dvs. Să reluăm dară. Subalterni din ministerele Economiei şi Energiei, însă cu ştiinţa şi aprobarea miniştrilor de

resort, nu încape îndoială, au autorizat importarea unei importante cantităţi de huilă (300.000 de tone) în vederea alimentării termocentralei Mintia Deva. Deja ne putem pune întrebarea de ce s-a recurs la huila alogenă şi nu la huila autohtonă, probabil mai ieftină. Mai mult, supusă, ea, huila autohtonă, unui "*preţ reglementat, stabilit şi avizat de Guvern*". Iertaţi-mă, dar găsesc că se ascunde aici ceva extrem de bizar. Dacă un Guvern român reglementează preţul unei materii prime româneşti, asta pentru a evita, tocmai, fluctuaţiile arbitrare, nu înseamnă aceasta că Guvernul în chestie se angajează, explicit sau implicit, ca părţi din el, totalitatea, să ***nu*** ia, pe viitor, măsuri capabile să torpileze susmenţionata reglementare? Altfel, e de la sine înţeles, reglementarea fiind vidă de sens!

Cu alte cuvinte, mi se pare că nici dvs., nici colegul dvs. d-l Constantin Niţă, nici subalternii domniilor voastre **nu aveaţi dreptul** să autorizaţi susnumitul "*import masiv de cărbune făcut de CEH la finele anului 2012*" (reamintesc, 300.000 de tone). Altfel spus, nu eraţi autorizaţi să autorizaţi! O autorizaţie neautorizată, însă, se cheamă că e abuzivă, reprezintă un abuz şi, ca atare, ***o fraudă***. Mi se pare, prin urmare, că autorizaţia neautorizată emanînd de la ministerul pe care cu multă onoare şi competenţă îl conduceaţi ca şi de la acela condus *pareillement* de d-l ministru Constantin Niţă, contrară, pe deasupra, reglementărilor explicite ale Guvernului din care făceaţi ambii parte fiind, poate fi calificată, fără ezitare, de ***frauduloasă***.

Să vedem, acum, care au fost consecinţele autorizaţiei frauduloase în chestie! Preferaţi "scelerate" din simpatie literară pentru opul d-lui Diradurian, calomniatorul dvs. favorit? (Spun "calomniatorul dvs. favorit" nu în sensul în care G.D. v-ar fi calomniat pe dvs. înşivă, departe de el, *deocamdată*, asemenea pecabil gînd, ci mai degrabă prin analogie cu sintagme de genul "animalul dvs. de companie favorit", "căţelul" sau "pisoiul favorit", mă rog, după caz; unii ar putea vorbi de "calul favorit" ba şi de "şarpele favorit", de "dihorul" sau de "ornitorincul favorit", de absolut orice şi din orice specie, ovină, porcină, felină etc., inclusiv speciile acvatice!)

"*Importul masiv de cărbune făcut de CEH la finele anului 2012 a creat un stoc inutil de cărbune care, în luna mai 2013, odată cu scăderea vânzării de energie în piaţă de către CEH, a generat practic imposibilitatea de a mai prelua cărbunele produs la minele din Valea Jiului*". Iarăşi nu prea văd ce aş putea reformula, deci citez. Citez şi încerc să pricep. Cum e posibil? Desigur, ştiu că nu sînteţi prea hîtru, deşi o anume viclenie nu vă lipseşte, şi, în plus, sînteţi cam mitoman, ceea ce reprezintă mai întotdeauna o tară în planul intelectului. Dar, în fine, aţi făcut ASE-ul, ba şi Matematicile – cel puţin, aşa pretindeţi în CV-ul dvs. – trebuie aşadar să ştiţi cam cît fac 1 + 1 precum şi că de veţi permite importarea unei cantităţi importante de cărbune veţi crea "un stoc inutil" din aceeaşi materie primă, antrenînd, inevitabil, prăbuşirea preţurilor cărbunelui autohton (în cazul de faţă, cu 30%), aşa de frumos reglementate de Guvernul dvs., *adică şi de dvs. mizerabile*, cu gravele consecinţe economice, sociale şi politice pe care acest gest le implică.

Desigur, deşi armean, nu prea mă pricep la afaceri, totuşi, din diversele mele lecturi am învăţat că stilul acesta de sulfuroasă combinaţie se cheamă o speculaţie. În cazul acţiunilor, de exemplu, X om de afaceri vinde sau cumpără un număr important de acţiuni, provocînd, în funcţie de interes, scăderea sau creşterea preţurilor acţiunilor în chestie, uneori cu efecte colaterale asupra altor acţiuni. Ori băncile vînd un număr de "activuri putrede", practic fără valoare – ele numesc asta "produse" – iar pentru a le vinde, le achiziţionează pe mai nimic în prealabil. Cînd joaca aceasta toxică din periculosul mediu al afacerilor depăşeşte o anume marjă avem o drăgălaşă de criză economică. Alt prilej pentru abili de a-şi umple fraudulos buzunarele!

Asta poate pentru că gratiile nu sunt destul de severe cu astfel de nemernici, ce-ar trebui *zebruiţi* pe viaţă.

E însă rolul miniştrilor de a favoriza asemenea operaţii? Repet, frauduloase! Şi cînd fraudulos le autorizează, e oare moral să se poată adăposti în spatele unei imunităţi ce-i plasează, practic, deasupra legii? Poziţie din care-şi bat joc nu numai de lege dar şi de un popor întreg – mai îndrăznind să mai vorbească şi de "onoare"!!! Naiv dar limpede spus, ***iată problema!***

Care au fost consecinţele moţiunii? Citãm din articolul d-nei Rodica Muntoi Mîrza: "*PPDD-ul a găsit aliaţi, pentru susţinerea moţiunii, în rîndurile democrat liberalilor. «Noi am strâns deja toate semnăturile de la parlamentarii PP-DD şi am înţeles că şi cei de la PDL le-au strâns deja. Astfel avem în momentul de faţă 51 de semnături, suficiente pentru a depune săptămâna viitoare moţiunea*», a declarat miercuri pentru GDD, Monica Iacob Ridzi, deputat PP-DD pe colegiul Petroşani-Petrila-Aninoasa. Moţiunea simplă a celor de la PPDD şi PDL nu are susţinători în coaliţia de la guvernare, nici măcar în rândul parlamentarilor din Valea Jiului. «*Eu nu susţin această moţiune. Consider că este doar o declaraţie politică, care nu are niciun sens*», a declarat pentru GDD, Cosmin Nicula, senator de Valea Jiului. Cu toate acestea, iniţiatorii acestui demers spun că nu vor renunţa şi vor cere la unison demisia sau demiterea celor doi miniştri".

Ştim, desigur, că indiferent de soarta moţiunii, problema îndepărtării dvs. din Guvern, inenarabile, a fost definitiv rezolvată prin demisia dvs. "de onoare". Felicitări!

2

Nu, nu pretind, inenarabile d-le senator ori, mai degrabă, beneficiar frisonant al imunităţii senatoriale (deocamdată), să pot detalia totalitatea afacerilor în care sînteţi implicat sau în care jucaţi, ca în nişte piese de teatru, de cele mai multe ori, rolul principal. Principal, principal, dar din umbră! Cu diferenţa majoră că dacă unui actor talentat rolurile îi aduc notorietate şi glorie, îl onorează, carevasăzică, unui ins cu talentele dvs. "rolurile" nu-i pot aduce decît notorietate şi ruşine, dezonoare, deci, în ciuda persistentei retorici. Rangurile, de asemeni, pentru un ins cu aptitudinile şi, mai ales cu inaptitudinile dvs., atît de des acuzat de complot şi subminarea economiei naţionale, funcţionează ca un soi de stînci tarpeiene, măsurînd nu atît înălţimea ascensiunii cît profunzimea prăbuşirii inevitabile.

Elementele factuale evocate mai sus, uneori doar sugerate rapid, alteori analizate, pe cît posibil, în detaliu, nu reprezintă, sînt convins de asta, decît o parte, probabil o modestă parte a activităţilor dvs. atît de complexe! N-are a face – partea exprimă întregul şi referindu-mă fie şi numai la cît mi-a fost imediat accesibil (n-am descoperit, totuşi, pe internet o altă tentativă de a vă prezenta global traiectoria, în afară de a mea, ce am, ce-i drept, avantajul de a vă demasca şi ca sponsor şi poate chiar comanditar al zoilor calomnioase şi injurioase proiectate asupră-mi de Zoilul diradurian, Zoilul zoilor, cu alte cuvinte, deşi nu pretind că acesta din urmă ar fi avut nevoie de prea multe încurajări pentru a se deda la meseria-i preferată; am analizat această posibilitate *în Scrisoarea deschisă I*), sper că am putut schiţa suficient de exact conturul general al personajului pe care vă străduiţi cu atîta lamentabil succes să-l jucaţi.

Acestea fiind zise e, cred, timpul să abordăm împreună, căci vrînd-nevrînd, mă însoţiţi, deşi nu tocmai ca Virgiliu pe Dante, inestimabile d-le Vosganian, în astă coborîre în abjectul infern al corupţiei, cea mai colosală afacere în care aţi fost implicat. Să nu credeţi că o spun cu admiraţie, nu, ci doar cu stupefacţia scîrbei şi cu o uimire asemeni, probabil celei a omului din

popor care v-ar striga în faţă: “Cum de te ţine pământul, netrebnicule!” El, omul din popor, v-ar striga asta, v-ar striga, poate, şi multe altele. Eu, însă, mă mulţumesc să încerc să înţeleg (“să înţelesc” cum spunea biata tanti Zica, răposata Zvart Eriţpohanov, v-am mai vorbit eu de ea într-o perioadă naivă cînd nu vă bănuiam ticăloşia), pentru că, vedeţi dvs. inenarabile, *eu nu sunt* omul din popor. Deşi am multă înţelegere pentru suferinţa lui…

Despre ce este vorba… Mă simt aproape jenat să v-o spun, da, mi-e ruşine mie pentru dvs. şi pentru nerușinarea cu care îndrăzniţi a vă mai referi la “onoare”, dar, în fine, *le vin est tiré…*, iată, dară, povestea, atît cît am putut-o culege de pe internet.

În 2006, an cu bucluc pentru dvs., a fost creat – nu vă comunic nimic nou – Fondul Naţional de Dezvoltare (FND), carele, cum numele-i o indică limpede şi cum prevedea şi legea lui de funcţionare, era menit exclusiv investiţiilor. FND îşi trăgea resursele din banii rezultaţi din diverse privatizări (BCR, Electrica Muntenia Sud şi altele), suma totală ridicîndu-se la circa 11.000.000.000 de lei ceea ce ar corespunde cam cu 3.200.000.000 euro!!! S-ar putea să mă înşel, însă celelalte afaceri ce se puteau lăuda cu implicarea dvs. nu păreau să se apropie, financiar vorbind, de un asemenea nivel. De unde, o a doua stupefacţie: cum se explică tăcerea Justiţiei în acest din urmă caz. Pentru că acuzaţiile, foarte gravele acuzaţii, n-au lipsit…

Să reluăm. Fondul Naţional de Dezvoltare era destinat dezvoltării economiei române, între altele, cum vom vedea mai la vale, dezvoltării infrastructurilor de care ţara avea / are o crîncenă nevoie. Ce s-a întîmplat însă cu fondurile Fondului? Uimitor de simplu: au dispărut! Citez după internet, din articolul **Cine este Varujan Vosganian** semnat de d-na Claudia Pîrvoiu, pe 19 decembrie 2012: “*Destinaţia reală a celor 11 miliarde de lei a fost însă un mister. Declaraţiile oficialilor au sugerat că banii, destinaţi exclusiv investiţiilor – potrivit legii – ar fi acoperit deficitul bugetar în perioada 2007-2008. Chiar şi un raport al Curţii de Conturi arată că «înfiinţarea Fondului Naţional de Dezvoltare a fost urmată de un mod de aplicare restrâns, temporizat şi ezitant, care a vizat mai degrabă prezervarea disponibilităţilor din privatizare gestionate de Ministerul Finanţelor Publice, decât introducerea lor în circuitul investiţional»*”.

Cine, însă, se găsea la cîrma economiei româneşti în perioada misterioasei dispariţii? Ei bine, dvs., inestimabile! dvs., inenarabile! dvs., mizerabile! Nimeni altul!!! Nu e uimitor? Ori de cîte ori apare numele dvs. într-un oarecare context economic ne pomenim, invariabil, cu o istorie cu parfum de matrapazlâc – şi invers! Cu “parfum” spun? Nu, cu duhoare! Dar să citãm, inenarabile, să citãm pentru a ne indigna împreună cît mai argumentat. Căci n-am nici o îndoială! Ca “om de onoare” ce sînteţi farmazoniile netrebnicului ăluia de Vosganian vă indignează şi pe dvs.!

“*Liberalul Varujan Vosganian (54 ani), a fost propus pentru funcţia de ministru al industriei şi competitivităţii* (eu l-aş fi propus pentru funcţia de ministru al incompetenţei şi sabotajului economic n.m.). *Ca fost ministru al economiei şi finanţelor, în perioada guvernării Tăriceanu* (premierul dvs. favorit, inenarabile), *a atras o serie de critici din cauza deficitului bugetar foarte mare* (5,7%; cam dublu, faţă de pretenţiile UE; dezvoltarea notei îmi aparţine) *din 2008. În plus, a atras atenţia prin faptul că în 2007-2008, sumele provenite din privatizări* (11 miliarde de lei = peste 3 miliarde euro, vă reamintesc, adaosul meu), *bani care trebuiau să ajungă în investiţii, au fost cheltuite pentru acoperirea deficitelor de Trezorerie*”.

La cele de mai sus, aş mai vrea să mai ajutez (îmi veţi scuza “barbarismul”) două titluri, deloc nesemnificative: **“Unde s-au dus 11 miliarde de lei din Fondul Naţional de Dezvoltare? Deturnare de fonduri sau inginerie contabilă pentru acoperirea deficitului**

bugetar", din 11 martie 2010, şi **"Curtea de Conturi: Cei 11 miliarde de lei din privatizări au fost folosiţi pentru acoperirea deficitelor din Trezorerie. Nereguli în cazul investiţiilor făcute cu bani din Fondul Naţional de Dezvoltare"**, din 12 martie 2010 – ambele semnate de d-na Claudia Pîrvoiu.

Să rezumăm datele de mai sus. Deci: 1) Fondurile Fondului de Dezvoltare au fost deturnate de la menirea exclusivă stabilită de chiar Legea de funcţionare a FND – anume, investiţiile; această deturnare funcţională s-a făcut contra legii, fiind, prin urmare, complet ilegală. 2) Cei 11 miliarde de lei, sumă obţinută din privatizări, adică din vînzarea, legală aceasta, a unor bunuri publice, au fost folosiţi pentru acoperirea (în perioada 2007-2008) a deficitelor din Trezorerie.

O remarcă liminară: nimeni nu pare în stare să precizeze de unde apar şi cum aceste deficite? Şi, mai ales, nimeni nu poate proba destinaţia reală a banilor! Detalierea originii lor, în contextul unui scandal ca acesta, mi se pare a ţine de necesitatea elementară, tocmai pentru a evita eventuale şi legitime suspiciuni suplimentare. Pe de altă parte, mă mir, inestimabile, că în ciuda devierii ilegitime şi ilegale a miliardelor mai sus menţionate în direcţia tot mai sus menţionatei Trezorerii, deficitul bugetar a rămas de 5,7%, asta în condiţiile în care UE (*à tort ou à raison*) a stabilit limita admisibilă a deficitului ţărilor membre la 3%. Dar e curat gaură fără fund Trezoreria aceea a dvs. dacă, absorbind 11.000.000.000 de lei (mă doare pe mine mîna să bat zerourile!) deficitul rămîne practic dublu faţă de exigenţele europene!

Ori, cum a fost reacţia dvs. în această mefitică afacere ce vi se datorează întrucîtva? Senină. Citez cu fidelitate. "*Întrebat în urmă cu doi ani* (adică în 2010, articolul fiind din 19 Decembrie 2012 n.m.) *ce s-a întîmplat cu banii din FND, Vosganian a spus că sumele au fost utilizate temporar* (cum adică "temporar"? n.m.), *iar fondul poate fi refăcut prin emiterea unor titluri de stat*". Adică printr-un soi de hocus-pocus, pentru că, oricare ar fi fascinaţiile virtualului, ştiţi vorba: "mortul de la groapă nu se mai întoarce". Titlurile celea, ca să devină productive, nu trebuie să le cumpere cineva? Cu ce bani? Cine? Şi-apoi, chiar aşa fiind, alte combinaţii pentru a le masca pe cele precedente? Combinaţii ce ar face Statul dator pentru nişte bani obţinuţi din privatizări, *banii lui*, doar pentru că banii au dispărut fără urmă, Statul văzîndu-se constrîns să se îndatoreze prin vînzarea titlurilor în chestie? Nu sunt sigur că înţeleg, dar nu mă îndoiesc că un fost ministru al Economiei, chit că sponsor al calomniatorului Diradurian (pe banii U.A.R.-ului, mai încape vorbă), trebuie să fie în stare a furniza o explicaţie!...

"*Unde s-au dus 11 miliarde de lei din Fondul Naţional de Dezvoltare? Deturnare de fonduri sau inginerie contabilă pentru acoperirea deficitului bugetar?*" se întreabă d-na Claudia Pîrvoiu pe HotNews.ro pe 11 martie 2010, titlu la care adaugă cu schepsis: "***Se caută 11 miliarde de lei***".

Şi pentru că fantasma sau mania fondurilor de investiţie pare să bîntuie România (noroc cu dvs., inenarabile, că-i treziţi pe români la dura realitate a sărăciei lucii, făcînd să dispară peste noapte miliardele…), iată un altul (fond, vreau să spun):

"*Premierul Emil Boc a anunţat că Executivul vrea un fond naţional de investiţii care să poată pune la dispoziţie resurse financiare pentru proiecte majore. Problema e că, în acest moment, România mai are un instrument similar: Fondul Naţional de Dezvoltare (FND), creat în 2006. Un fond alimentat cu 11 miliarde de lei din privatizarea BCR şi alte privatizări. Destinaţia reală a celor 11 miliarde de lei este însă un mister. Declaraţiile oficialilor sugerează că banii, destinaţi exclusiv investiţiilor – potrivit legii –, ar fi acoperit deficitul bugetar în*

ultimii trei ani. Rămîne ca autorităţile în drept să stabilească dacă este vorba de o uriaşă deturnare de fonduri sau dacă banii au fost mutaţi de la investiţii către plata salariilor şi pensiilor printr-o inginerie contabilă legală."

Deci la Fondul Naţional 1, Executivul a vrut să adauge Fondul Naţional 2, soarta primului, practic resorbit de "buget" – teza oficială, neconfirmată, deocamdată, sîntem în 2014, de nici o anchetă independentă – înainte de a fi putut funcţiona conform legislaţiei, compromiţînd, la nivelul destinului probabil (cam ca în meteorologie), posibilitatea creerii celui de al doilea (de fapt, se pare, al treilea v. *infra*). Căci, evident, un prim fond fiind înghiţit de "deficitul bugetar", fără ameliorare vizibilă a situaţiei, de vreme ce acesta a continuat să se cifreze la aproape dublul exigenţei europene în materie, nimic nu interzice ca Tartarul bugetar să devore şi un al doilea fond, ba şi un al treilea etc., asta pînă la totala istovire a fondurilor şi aducerea României la Faliment Naţional, acela, în fine, stabil. Am putea numi asta "argumentul celui de-al treilea fond" prin analogie (deşi în uşoară discordanţă cu faptele) cu "argumentul celui de-al treilea om", popularizat de Aristotel în cadrul polemicii sale anti-platonice. Nu mă îndoiesc că unuia ca dvs., "om de cultură" cam tot atît cît "om de onoare", întreaga problematică vă este perfect familiară, aşa că nu mai insist (în caz că suvenirurile dvs. filozofice s-au mai şters, vă puteţi reinforma, nu vă spun unde căci ar însemna să vă insult!).

Oricum, pentru a reveni la oile noastre, o succintă informare în 6 puncte rezumă perfect destinul nefast al FND nr-ul 1:

"*1. FND a fost constituit în 2006, de Guvernul Tăriceanu, pentru a direcţiona către investiţii banii rezultaţi din privatizări.*

2. Suma prevăzută pentru alimentarea FND se ridică la cel puţin 11 miliarde de lei.

3. Legea de funcţionare a FND prevede că banii pot fi traşi doar pentru lucrări de investiţii.

4. Un calcul simplu, realizat pe baza tuturor HG-urilor prin care s-au tras bani din Fond, arată că doar circa 700 de milioane de lei au fost alocaţi pentru investiţii. În 2009, ordonatorii de credite nu au solicitat sume din acest Fond (mă tem că n-ar mai fi avut din ce! n.m.).

5. Diferenţa de peste zece miliarde de lei nu este asumată de nici un reprezentant al ultimelor 3 guverne.

6. Ministerul Finanţelor susţine că banii din Fond au fost folosiţi pentru acoperirea deficitului bugetar".

Punctele 1, 2, 3 şi 6 se referă la fapte deja menţionate mai sus: crearea FND-ului din banii rezultaţi din privatizări (aflăm că suma s-ar ridica la *cel puţin* 11 miliarde de lei) şi orientarea lui *exclusivă* în direcţia investiţiilor. Dimpotrivă, nimic din Legea de funcţionare a FND-ului nu prevedea utilizarea fondurilor pentru a colmata eventualele găuri bugetare. Or, tocmai la aceasta *susţine* Ministerul Finanţelor că ar fi fost folosiţi "banii din Fond".

Acum, "susţinerile" fără acoperire ale Ministerului Finanţelor sau ale unor persoane lucrînd în cadrul acestui minsiter, indiferent de funcţie, sînt în sine indiferente, ori, am putea spune, nule şi neavenite, *cît timp nu se sprijină pe documente detaliate şi precise.* Or, ciudat lucru, nici una din ştirile evocate pînă acum – şi precizez, inenarabile d-le Vosganian, că spre deosebire de dvs. ce cunoaşteţi, desigur, lucrurile în direct, în ce mă priveşte nu beneficiez de altă sursă de informaţii în afara internetului – nu se referă la vreo probă documentară susţinînd "susţinerile" exclusiv verbale ale unora şi ale altora (în genere, aceste "susţineri" se bucură de cel mai deplin anonimat). De unde, indiscutabil, caracterul dubitativ al informaţiilor, ba chiar franc critic. Căci

de ce ar trebui jurnaliştii – şi eu odată cu ei – să-i creadă pe cuvînt pe funcţionari sau chiar pe miniştri (mai ales pe aceştia din urmă, ce atît de frecvent dansează pe funia fragilă a "afacerilor"?). 11 miliarde de lei au dispărut ca prin farmec *şi ni se spune* că ar fi fost utilizaţi la colmatarea găurilor negre bugetare! Imparabil!!

Punctele 4 şi 5, dimpotrivă, furnizează unele informaţii noi, în raport cu precedentele. Punctul 4 ne comunică, pe baza unei estimaţii, că din cele *cel puţin* 11 miliarde de lei doar 700 de milioane – respectiv 0,7 miliarde ori maximum 6,36% – ar fi fost "alocaţi pentru investiţii". Şi "restul" de 93,64%? Vezi *supra!* Continuarea punctului 4 şi punctul 5 sunt oarecum comice deşi ar trebui să ne facă să plîngem. Chiar şi pe dvs. mizerabile d-le Vosganian! Într-adevăr, citind punctul 4 pînă la capăt aflăm că "*în 2009, ordonatorii de credite nu au solicitat sume din acest Fond*". Pardon, dar din ce fonduri ale Fondului ar fi putut să solicite ordonatorii de credite vreo sumă în 2009, de vreme ce cele 11 miliarde se mistuiseră încă din perioada 2007-2008!

Cît despre punctul 5, ajunge să-l re-cităm: "*Diferenţa de peste zece miliarde de lei nu este asumată de nici un reprezentant al ultimelor 3 guverne*". Cu alte cuvinte, nu doar lipseşte şi cea mai vagă urmă scrisă privind soarta banilor lipsă dar nimeni nu ştie cu certitudine ce s-a întîmplat cu ei (sau nu spune)! Rămîn doar "susţinerile" anonime şi obişnuitele obrăznicii vosganiene, inenarabile!

Pardon, mai există şi un al şaptelea punct, însă mă tem că e vorba mai mult de o "dorinţă pioasă", de o năzuinţă fără mari şanse de realizare. S-o citătm, totuşi, din nou:

"7. *Fondul Naţional de Dezvoltare trebuie reîntregit, banii trebuie puşi la loc*".

De acord, în principiu. Dar cum să realizăm asta fără să-i punem după gratii pe iresponsabilii responsabili, vă întreb, inestimabile d-le Vosganian!

3

Toată această mult prea tenebroasă, mult prea sulfuroasă afacere n-a avut nici pe departe urmările normale într-un stat de drept, unde rolul Justiţiei ar trebui să se vădească incomparabil mai apăsat (vezi trista soartă a lui Silvio Berlusconi, ins *haut en couleurs*, cu care dvs., totuşi, biet d-le Vosganian, nu vă puteţi compara, oricît v-aţi strădui!).

Cu toate acestea, unele reacţii privind FND şi prodigioasa scamatorie financiară căreia acest Fond i-a căzut victimă n-au lipsit. Începînd cu aceea a inimicului dvs. tradiţional, inenarabile, preşedintele Traian Băsescu, ce a ţintit un degeţel acuzator în direcţia amicului tradiţional al domniei voastre, nu mai puţin inenarabilul d-n Tăriceanu, vă amintiţi, martorul ciudat în acel foarte ciudat proces (v. *supra*), carele a refuzat să-şi semneze depoziţia pentru că, chipurile, nu putea s-o citească (deşi pe internet, o ţîră mai devreme, putuse citi neîmpiedicat!). În fond, pînă la urmă, a semnat-o au ba (articolul sursă nu ne informează în această privinţă)?

Degeţelul prezidenţial, cam prea timid după umila-mi părere, s-a înălţat în direcţia Guvernului Tăriceanu cam pe la începutul Anului Domnului nostru Iisus Hristos 2009. Cam pe la aceeaşi dată şi-a înălţat degetul întrebător în direcţia fostului premier – l-am indicat, după cum aţi ghicit, pe acelaşi d-n Tăriceanu – noul premier, d-l Emil Boc. N-aţi uitat, poate, că d-l Emil Boc anunţase intenţia Executivului de a crea un nou Fond de Investiţii, nu mai puţin

naţional ca şi celălalt (mai devreme l-am denumit FN 2 deşi ar fi putut purta tot aşa de bine abreviaţia de FNI), intenţie deranjată de lamentabilul destin al Fondului precedent[35].

Consecinţele acestei intense activităţi deictice? Citez din acelaşi articol: "*În vara lui 2009 s-a vorbit chiar de formarea unei comisii de anchetă la nivelul Parlamentului. Comisia nu a mai fost înfiinţată şi nimeni nu a mai scos un cuvânt despre bani. Hotnews.ro a încercat să găsească urma banilor. Singurul indiciu găsit se referă la folosirea banilor pentru acoperirea deficitului bugetar*".

Vom vedea împreună, inenarabile d-le Vosganian, spre marea noastră tristeţe îngemănată, că povestea asta cu "acoperirea deficitului" e departe de a se vădi clară şi simplă şi că pentru a o descîlci ar trebui să-i scoatem din groapă pe bătrînul Iozefini, celebrul prestidigitator (nu sunt sigur că aşa i se ortografiază numele, însă epoca afişelor lui e atît de departe…) ca şi pe prodigiosul nostru conaţional, decedat şi el, de mult, Levon Mirahorian[36].

De fapt, problema simplă care se pune e următoarea: care a fost destinaţia reală a celor 11 miliarde de lei dispăruţi? Întîi de toate, citatul inevitabil.

"*Timp de câteva săptămâni, reporterii HotNews.ro au încercat să afle destinaţia reală a banilor din Fondul Naţional de Dezvoltare. Toate interpelările adresate actualilor sau foştilor oficiali guvernamentali au primit răspunsuri ambigue*". Există cazuri cînd ambiguitatea se dovedeşte o formă de sinceritate iar echivocul dezvăluie indirect practici dubioase. După cum, dimpotrivă, răspunsul tranşant, rigid şi băţos nu exprimă altceva decît refuzul de a lămuri o situaţie scandalos de obscură. Să începem întîi cu răspunsul "oficial" al organismului concernat.

"Ministerul Finanţelor, de pildă, a spus sec: Banii au fost utilizaţi pentru finanţarea deficitului bugetar. ***Problema e că legea care prevede înfiinţarea fondului spune că banii***

---

[35] Pe vremuri de iliescană amintire îmi pare că dispăreau prin faliment subit băncile (pentru detalii contez pe memoria dvs. inenarabile, ca mai tînăr). Acum, modă nouă, a venit rîndul "fondurilor". Naţionale, evident! Să mai adaug că în plan literar – sînt sigur că dvs. ca scriitor mă veţi înţelege – României îi lipseşte o reînnoire a caragialismului din perspective conjugînd pregnanţa analitică balzaciană cu un acut simţ al absurdului. O literatură de demascare, dacă pricepeţi ce vreau să spun. În plan economic, financiar şi politic lipsindu-i, aceleiaşi ţări, doar o solidă echipă de oameni politici competenţi şi cinstiţi! Să fie un oximoron?

[36] Omul care a ridicat, pe teren românesc, hipnotismul la rang de ştiinţă. Citez din *Bogdan Căuş, "Figuri de armeni din România. Dicţionar",* Editura "Ararat", 1998 (ediţia a-II-a revăzută şi adăugită): "*Iniţial a vrut să urmeze Belle Arte, dar o întîlnire întîmplătoare i-a schimbat destinul. Încă înainte de terminarea facultăţii a dovedit interes pentru parapsihologie, care se concretiza prin experienţe făcute în clinica doctorului Ioan Minea, primul care i-a "deschis ochii" în acest domeniu. Debutul oficial se produce în anul 1925 (22 mai), când susţine conferinţa "Magnetismul uman", însoţită de două experimente reuşite de hipnoză la distanţă. Este o dată istorică, deoarece până atunci o asemenea experienţă nu mai fusese realizată la noi într-un mediu oficial şi medical. La 25 martie 1926 publică în ziarul "Adevărul" din Bucureşti articolul "Din cuceririle ştiinţei moderne", în care notează: "În zilele noastre o nouă ştiinţă tinde să se ridice deasupra tuturor, căci ea are ca ţintă cercetarea cât mai adâncă a energiei creatoare. Este ştiinţa metapsihică inaugurată în anul 1922 de către ilustrul neurolog Charles Richet, în una din şedinţele solemne ale Academiei Franceze". Astfel s-a implementat Parapsihologia şi în ţara noastră*" (p. 247). Şi: "*Încă din anul 1934 a preconizat robotul medical pe baza bionicei, care a fost realizat efectiv în anul 1968. Dovedirea experimentală a faptului că undele telepatice nu sunt de natură electromagnetică, ci de altă natură. Experimentul doveditor a avut loc la clinica medicală a spitalului Colţea în toamna anului 1955, în prezenţa prof. dr. Bazil Teodorescu, prof. dr. Const. Păunescu, dr. Ciorapciu,, dr. Viorica Stoenescu-Boerescu, dr. Paul Florescu şi dr. Seropian. O bolnavă, în stare hipno este introdusă într-o cameră Faraday (cu pereţi de plumb). Aici i s-a modificat tensiunea arterială şi a fost determinată să execute anumite mişcări. Este prima experienţă de acest fel făcută în lume…*" (p. 249).

trebuiau folosiţi pentru investiţii" (subliniat în text). Viciul logic al răspunsului "oficial" e contradicţia. Banii au fost *poate* utilizaţi pentru finanţarea deficitului însă menirea FND nu era aceasta. Viciul logic atrage în cazul de faţă şi un viciu legal. De vreme ce "*legea care prevede înfiinţarea fondului spune că banii trebuiau folosiţi pentru investiţii",* ***a-i folosi în alt scop revine, pur şi simplu, la a încălca legea***. "Unde-i lege, nu-i tocmeală" spune o vorbă românească pe care, ca armean, e posibil, d-le Vosganian, să nu o cunoaşteţi, deşi funcţionarii Ministerului Finanţelor n-au neapărat aceeaşi scuză. Utilizarea fondurilor Fondului în altă direcţie decît cea fixată iniţial de legea ce a prezidat constituirea acestuia reprezintă, tot aşa dc sec, un act ilegal.

Există însă şi un răspuns "oficios", foarte interesant, acesta, venind din aceeaşi direcţie. Să citǎm ca să chibzuim mai bine. "*Oameni apropiaţi Finanţelor au declarat pentru HotNews.ro, sub acoperirea anonimatului:* ***«banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi. Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar»*** (subliniat în text)".

Nu e uşor de scos un sens din rîndurile de mai sus. Tot ce ne rămîne de făcut, inenarabile d-le Vosganian, e să încercăm împreună, după puteri, să le pricepem. Întîi şi întîi, cine vorbeşte? "*Oameni apropiaţi Finanţelor au declarat pentru HotNews.ro, sub acoperirea anonimatului*". "Oameni apropiaţi Finanţelor", adică Ministerului de Finanţe, sintagma, extrem de prudentă, nu poate denota decît unii funcţionari ai respectivului minister vorbind, însă, de data aceasta "sub acoperirea anonimatului", cu alte cuvinte, în chip neoficial. Desigur, o să-mi retorcaţi dvs. – şi pot să nu vă dau dreptate? – şi cînd cuvîntau la modul cel mai oficial, tot sub acoperirea anonimatului o făcuseră! Mai înţelege ceva!

Şi ce ne spun în chip neoficial funcţionarii anonimi ai Ministerului de Finanţe (ex-subordonaţi de-ai dvs., inenarabile, atenţie!)? Nu mare lucru, în aparenţă. Singura diferenţă constînd pe de o parte în ton, pe de altă parte, şi aici lucrurile devin cu adevărat interesante, într-un mic "se pare" şi nişte şi mai minuscule ghilimele, extrem de preţioase dacă sînt de origine! S-o luăm pe şart.

"*Banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi*". Prima propoziţie a "oficioşilor" reia, s-ar zice, literalmente poziţia oficială. Cu două mici deosebiri, totuşi, atît de neînsemnate încît ar putea lesne trece neobservate. Prima diferenţă: nu se mai spune clar *la ce* au fost folosiţi banii. Desigur, putem, fără nici o greutate, completa propoziţia: banii au fost utilizaţi, pardon, folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar. Exact poziţia oficială. Aici intervine, din păcate, a doua, foarte mică, deosebire. "*Banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi*". Trebuie să concedeţi, inestimabile, că pentru un profan, formula e destul de enigmatică. Cum adică "folosiţi, nu cheltuiţi"? Dacă au fost "folosiţi", nu se cheamă c-au fost *şi* cheltuiţi, *par la même occasion*? Ei bine, nu, din punctul de vedere al anonimilor non-veneţieni. Căci, fiind trecuţi de la capitolul "dezvoltare" la cel bugetar, banii au dispărut, ce-i drept ca prin miracol – Puf! – ba chiar au dispărut fără urmă, fiind Dumnealui Bugetul un Abis fără fund, mai ceva decît Tartarul vechilor greci, da, dar *fără* să fie, *pour autant*, cheltuiţi. Subtil! Numai că, atunci, la ce bun menţionarea necheltuirii? De ce să nu afirme anonimii, dâmboviţeni, după toate probabilităţile, precum oficialii ce după toate aparenţele-s tot ei: "Banii au fost folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar"?...

Ca de obicei, cu domnii de la Finanţe, lucrurile nu-s aşa de simple. La un prim nivel, s-ar putea spune că delicatul "nu cheltuiţi" e menit pur şi simplu să sublinieze primul membru al frazei (pe vremuri, Paul Goma vorbea de "frăzulici", mă rog!). Să completăm, pentru mai multă

claritate. “Banii au fost folosiţi [pentru finanţarea deficitului bugetar], nu cheltuiţi [pentru mai ştiu eu ce machiaverlîcuri oculte]”. La un prim nivel, numai. Pentru că, vedeţi dvs. inenarabile d-le Vosganian, nu doar dvs. sînteţi tehnician, cam agramat la drept vorbind, al argumentaţiei sofistice şi al echivocurilor de tot soiul ce fac din dvs. un “om de onoare”, cam de operetă, după opinia unor jurnalişti, cînd mai degrabă tocmai de dezonoare ar fi vorba – nu, şi colegii dvs. de la Finanţe se pricep ghinişor la trebuşoara aiasta. Pe deasupra, în retorică, poate ştiaţi, poate nu, există un fel de “uite popa, nu e popa” carele se cheamă “preteriţie”. Foarte interesantă trebuşoară, “ocin interesnîi” cum ar spune amicii dvs. ruşi!

En effet, conform procedeului, cînd vrei să spui ceva poţi să o faci afirmînd că nu vrei, eventual, nu vrei cu nici un preţ, să spui asta – dar o spui, ca să zicem aşa, la modul negativ. De pildă, dacă d-l Liviu Turcu ar fi fost mai subtil, ar fi putut spune, înainte sau după enumerarea argumentelor: “Desigur, nu vreau să spun că d-l Varujan Vosganian ar fi un informator al securităţii, dar…”

E drept, anonimii nu sunt tocmai aşa de subtili pe cît ar fi putut fi d-l Liviu Turcu, căci nu există nici o menţiune privind intenţia în “frăzulica” lor. Domniile lor, sub pecetea anonimatului, zic neted: banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi. Mai îmbîrligaţi, adică mai dedaţi cu cele retoriceşti, ei ar fi putut glăsui de pildă astfel: “Indiscutabil, banii (sau sumele) au fost utilizaţi exclusiv pentru acoperirea deficitului bugetar, ceea ce nu înseamnă în nici un fel că am vrea să afirmăm cumva că ei ar fi fost de fapt cheltuiţi în vederea realizării vreunor oareşicari manevre politico-economice oculte”. Vedeţi diferenţa? Totuşi, în felul lor cam frust, domnii anonimi, foarte pe drept neveneţieni, vor să spună pînă la urmă, după toate probabilităţile, tot ceva de acest gen. Cum? Păi, foarte simplu, prin nuda evocare a ceea ce nu li se ceruse, deşi plutea în aer, cu alte cuvinte, a posibilităţii că banii ar fi putut fi utilizaţi şi la altceva decît la candida colmatare a găurilor negre bugetare, operaţie, cum ştie orice fizician, perfect imposibilă.

Preteriţie, deci! Să vedem acum ce spun anonimii mai departe, pentru a putea aprecia în ce măsură precedenta analiză se verifică sau nu. Dacă repetiţia e mama studiului, citatul e, cu siguranţă, tatăl exactităţii, să citäm dară.

“*Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care* ***se pare că au fost «folosiţi»*** *pentru finanţarea deficitului bugetar*” (s.m.). Propoziţia aceasta, cum că cei „*11 miliarde de lei se pare că au fost* ***«folosiţi»***” e de tot interesul … bugetar! Am văzut mai sus că preteriţia, în măsura în care analiza noastră s-ar dovedi exactă, părea să sugereze un alt tip de utilizare a fondurilor decît cea oficial afirmată fără nici un tremolo sau echivoc. Şi în faţa descoperirii ce-şi scobea beanţa (id est hăul) în faţa privirilor noastre bete de perplexitate (nici o legătură cu alcoolismul, d-le Diradurian!) ne întrebam împreună, inenarabile d-le Vosganian, dacă vedeam bine şi dacă într-adevăr banii – 11.000.000.000 totuşi – fuseseră criminal irosiţi în direcţii inavuate şi inavuabile. Or, ce rezultă din cea de-a doua propoziţie a anonimilor? Rezultă, în primul rînd, un ton! “*Discutăm aici despre 11 miliarde de lei…*” Cred că sînteţi perfect de acord, şi un orb ar putea să discearnă tonul interpelativ. Sentimentul de urgenţă, de gravitate a situaţiei! “*Discutăm aici despre 11 miliarde de lei*”, adică nu-i de joacă, suma e imensă, dispariţia ei comportă un impact economic major – negativ, bineînţeles! – “*…care se pare că au fost «folosiţi» pentru finanţarea deficitului bugetar*”. Nu mai e vorba în cazul de faţă de vreo preteriţie, ce, ca simplu procedeu retoric, mai lăsa, cumva, loc dubiului rezonabil. Mai ales, o preteriţie cam expeditivă, cam frustă ca cea utilizată de anonimi. Acest “se pare”, acele ghilimele asasine ce aparţin indiscutabil sursei anonime, cum întreg contextul indică, exprimă neted o atitudine ironică, nu! sarcastică, faţă de dogmatica poziţie oficială (aparţinînd, probabil, aceleiaşi surse, cu atît mai mult cu cît

nici în acest prim caz nu se indică vreun nume, sursa oficială e şi ea anonimă, cum am avut plăcerea să subliniez mai sus) pe care o contestă în chip decisiv. Căci să stăm strâmb şi să judecăm drept. Da, d-le Vosganian, iară nu cum faceţi dvs. adesea, adică să stăm drept ca să judecăm strâmb!

Chiar admiţînd teza oficială conform căreia banii ar fi fost folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar, problema rămîne că legea care prevedea înfiinţarea FND îl destina exclusiv pentru investiţii, Fondul însuşi numindu-se, vă reamintesc, căci ştiu cum stau lucrurile cu amnezia la români, ca să folosim celebra sintagmă a lui Paul Goma, ba, poate mai ales, îmi permit să precizez, la unii armeno-români, Fondul Naţional *de Dezvoltare*, nu de acoperire a găurilor din buget. FND nu FNAGB!!! Deci chiar rămînînd la linia oficială (de ce-mi vine să spun la "litania"?), ca ministru aţi comis o gravă ilegalitate, d-le Vosganian, da inenarabile, o ilegalitate flagrantă de care nici o "imunitate", de orice soi ar fi ea, nu vă poate spăla.

De trecem însă la teza oficioasă ce "sugerează" neted cum că banii n-ar fi fost nici măcar folosiţi pentru finanţarea bugetului, ci cheltuiţi, mai bine zis irosiţi întru umplerea cu totul altor găuri, mult mai obscure şi mai fără fund decît cele strict bugetare, situaţia dvs., mizerabile, apare incomparabil mai gravă!

Să mai apăsăm pe cîteva dureroase detalii. În 2008, adică după aşa zisa utilizare "bugetară" a Fondului, utilizare, oricum, perfect ilegală, v-o reamintesc, deficitul bugetar era cifrat la 5,7% (cifră aproape dublă faţă de exigenţele europene ce nu admit decît un deficit de 3%, presupun că o ştiţi), asta în ciuda faptului că cele 11.000.000.000 lei reprezentau 2,2% din Produsul Intern Brut (PIB). Atunci, întrebarea se pune, la cît se ridica deficitul înainte de dispariţie, la 7,9%? Nu e cam mult, chiar şi pentru România? Şi nu sugerează asta că banii n-au putut fi folosiţi în direcţia pe care o afirmă teza oficială dar o infirmă teza oficioasă?

Apoi, o să spuneţi că sunt naiv, însă eu, ca scriitor autentic, nu o "făcătură" ca dvs., se întîmplă să fiu foarte sensibil la limbaj. Or, o propoziţie din cele de pe internet mă frapează ciudat. În propoziţia aceea se spune că banii, cele 11 miliarde, ar fi fost *folosiţi*, nu *cheltuiţi*, "*pentru acoperirea deficitelor din Trezorerie*". O să spuneţi, Buget, Trezorerie, totuna! Nu tocmai! Bugetul e mai funcţional şi mai abstract, Trezoreria, carele altădată se numea Vistierie, are un aer mult mai concret, şi-mi amintesc că, pe vremuri, cînd Vistiernicul – omologul dvs., numai că boier, nu un maţe-fripte de neo-ciocoi cu ifos; francezii v-ar numi *un parvenu* – îşi făcea mendrele cu Vistieria ţării, soarta lui nu era de invidiat, fiind, în acele crude vremuri de justiţie sumară, politicos vorbind, *executat*. Şi vă garantez că nici un fel de imunitate nu l-ar fi salvat de la asta! Da, aşa se petreceau lucrurile pe acele vremi… Iar dacă, pe deasupra, v-ar fi împins Aghiuţă să favorizaţi financiar vreun scrib ce să răspîndească zvonuri injurioase, atunci, înainte de a fi descăpăţînat, vi s-ar fi tăiat şi nasul, nasul dvs. inenarabil… Interesant, ce ziceţi?

Desigur, vremile s-au schimbat, ne-am civilizat cu toţii şi nu mai tăiem nasul şi capul vinovaţilor (deşi în Arabia Saudită mă tem că aţi fi avut unele probleme cu mîinile... *charia oblige*!), s-au schimbat dar nu s-au strîmbat, sper, pînă într-atît încît, în loc să-i pedepsim, să acordăm culpabililor medalii şi distincţii… Ba, mai ştii? Şi premiul Nobel… Ar fi necesar un text aparte pentru catindatura asta a dvs. la "nobelizare", o ruşine arzătoare pe obrazul celor ce au favorizat-o!

Alt detaliu, şi tot dureros. Citez cu tot regretul, din articolul d-nei Claudiei Pîrvoiu **Cine este Varujan Vosganian, propunerea pentru functia de ministru al industriei si competitivitatii: Cum a fost pus numele sau alaturi de cel al lui Sorin Ovidiu Vântu** (din

19 decembrie 2013). "*Fostul premier Călin Popescu Tăriceanu l-a propus în octombrie 2006 pe Vosganian – pe atunci senator PNL – pentru un post de comisar european. Imediat după această nominalizare, în presă au apărut informaţii despre presupusa colaborare a acestuia cu Securitatea. După o intensă dezbatere publică şi amînarea unei decizii din partea Comisiei Europene, Vosganian a renunţat la nominalizare. În locul său a fost nominalizat Leonard Orban, care a primit portofoliul Multilingvism. Nominalizarea lui Varujan Vosganian pentru postul de comisar european a produs nemulţumire şi la Bruxelles. Parlamentarii europeni nu au văzut cu ochi buni faptul că în conducerea UE va intra o persoană despre care nu au auzit altceva decât că a fost plătit de Sorin Ovidiu Vântu. Grupul Socialiştilor Europeni şi-a manifestat public poziţia critică faţă de Vosganian, iar Grupul Popularilor a fost foarte iritat de această nominalizare.*

«Candidatul bulgar este bine-cunoscut pentru atitudinile sale europene şi implicarea politică, în timp ce candidatul român este necunoscut. Ceea ce se ştie despre el este că aparţine dreptei politice şi că se află pe statul de plată al unor mari afacerişti», se arată într-o declaraţie comună din acea perioadă a doi lideri ai grupului socialist, Hannes Swoboda şi Jan Marinus Wiersma". Precizare suplimentară: "*Numele lui Vosganian a apărut şi într-o telegramă Wikileaks în care se arată că Varujan Vosganian a primit susţinerea financiară de la Vântu în anii 1990 pentru un partid de centru-dreapta*".

Toate acestea nu sună prea bine, nu sună deloc bine pentru cineva căruia i-au dispărut fără urmă – în orice caz, fără urmă scrisă – 11 miliarde de lei. Vă reamintesc, în acest sens, cîteva propoziţii de pe HotNews.ro: "*Destinaţia reală a celor 11 miliarde de lei este însă un mister. (...) Rămîne ca autorităţile în drept să stabilească dacă este vorba* ***de o uriaşă deturnare de fonduri*** (s.m.) *sau dacă banii au fost mutaţi de la investiţii către plata salariilor şi pensiilor printr-o inginerie contabilă legală* (pe cîte ştiu, pînă-n prezent nimic n-a fost stabilit n.m.). (…) *Un calcul simplu, realizat pe baza tuturor HG-urilor prin care s-au tras bani din Fond, arată că doar circa 700 de milioane de lei au fost alocaţi pentru investiţii. În 2009, ordonatorii principali de credite nu au solicitat sume din acest Fond* (mă tem că nu mai aveau din ce n.m.). *Diferenţa de peste zece miliarde lei* (cel puţin 10.300.000.000 lei n.m.) *nu este asumată de nici un reprezentant al ultimelor 3 guverne*".

Şi dvs., inenarabile, care era punctul dvs. de vedere în această privinţă? M-am referit, fugitiv, la el mai sus, cred însă că merită o analiză mai aprofundată. Interesant, n-aţi încercat să negaţi, pe cît am putut să-mi dau seama, dispariţia miraculoasă a banilor, n-aţi invocat nici "onoarea" şi nici nu v-aţi acuzat acuzatorii de "calomnie". La urma urmelor, cele 11 miliarde se mistuiseră, incontestabil. "Soluţia" dvs., prin urmare, ţine, formal, de scamatoria financiară cea mai cinică iar esenţial, de cel mai abject egoism. Căci aţi încercat să folosiţi o situaţie monstruoasă şi, sub orice unghi am privi-o, perfect ilegală, creată sub ministeriatul dvs., pentru a vă recupera fără scrupul şi fără jenă postul de ministru. Sincer, mi-e ruşine că sunt armean, dacă trebuie să fiu conaţionalul dvs. – deşi îmi vine să cred că pe lume, traversînd etniile, nu mai există decît două "naţiuni" posibile: "naţia" criminalilor şi corupţilor şi cea, din ce în ce mai disparentă, a oamenilor cinstiţi; pe de altă parte, mi s-ar părea de tot interesul un studiu al carieristei diaspore armene din România (mă refer, bineînţeles, în esenţă la cei "rămaşi", pentru că cei cît de cît mai de treabă şi mai oneşti, cu rare excepţii, au plecat de îndată ce comunismul decadent a permis-o; sau au fost persecutaţi). În ce consta ea? Re-citez: ***"Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să arăt cum poate fi reîntregit fondul".*** Ca şi cum nu tocmai de la prezenţa dvs., mizerabile, în respectivul minister, s-ar fi tras toată dăndănaia!

Totuşi, tehnic, despre ce este vorba, în ce constă, în fond, "scamatoria" dvs.? Pentru a înţelege mai bine, e necesar a da citatul complet. "*Fostul ministru al finanţelor, Varujan Vosganian, susţine că sumele au fost utilizate temporar pentru operaţiuni de trezorerie* (cîtă pudoare! n.m.*), iar fondul poate fi reîntregit prin emiterea unor titluri de stat. «Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să reîntregesc fondul» este răspunsul lui Vosganian la o întrebare adresată de HotNews.ro*". N-am să mai revin asupra semnificaţiei de-a dreptul imorale a unei asemenea operaţiuni şi am să mă mulţumesc numai să vă întreb: oare fondul, astfel "reîntregit", n-ar fi putut să dispară din nou, tot pentru realizarea vreunor oareşicari "operaţiuni de trezorerie", d-le ex-vistiernic? Şi apoi, din nou, şi din nou, şi din nou… pînă la secătuirea deplină a naţiunii!

Iar, pe de altă parte, sinistru karagöz, dacă sumele fuseseră utilizate "temporar", de ce n-au re-emers ulterior? Chestia e că dacă utilizarea banilor a fost "temporară", dispariţia lor e definitivă!

Dar dacă, Inenarabile, în loc de a recurge la emiterea titlurilor de stat *după dispariţia celor 11 miliarde*, aţi fi făcut-o *înainte*? Altfel spus, dacă, în loc de a utiliza, fondurile din FND pentru delicat numitele "operaţiuni de trezorerie", aţi fi emis titlurile de stat în acest scop, păstrînd fondurile intecte, disponibile pentru ţelul lor legal: DEZVOLTAREA???

E soluţia pe care pare s-o preconizeze un coleg de-al dvs., ministru de finanţe prin anii '90, d-l Daniel Dăianu. Citez, *apud* HotNews.ro (art. citat al d-nei Claudia Pîrvoiu, 11 martie 2013), dintr-o declaraţie a susnumitului: "*La vremea respectivă, dacă nu s-ar fi folosit banii din FND, statul ar fi avut două căi: ori să renunţe la finanţarea unor lucrări, adică să reducă deficitul bugetar, fie să emită obligaţiuni pe piaţă şi să ridice bani de pe piaţa internă sau de pe piaţa externă. În loc să emită obligaţiuni, a utilizat bani din FND. Eu nu discut utilizarea banilor, eu discut aspecte de tehnica finanţării şi de opţiuni în execuţia bugetară*". Problema e că, în fond, *tocmai de utilizarea banilor e vorba*. Concluzia anterior citată rămîne stringent actuală: ***"Rămîne ca autorităţile în drept să stabilească dacă este vorba de o uriaşă deturnare de fonduri sau dacă banii au fost mutaţi de la investiţii (…) printr-o inginerie contabilă legală".*** Am putea spune, cel mult, legitimă ori legitimabilă, căci, ţinînd seama de legea de funcţionare a FND, legală n-are cum fi.

Întrebarea e ***cînd*** va putea fi limpezită situaţia şi, mai ales, ***cum***, atîta timp cît dvs. şi cei ca dvs. vă puteţi adăposti în spatele "imunităţii", dînd de acolo cu tifla unui popor întreg!

4

Dacă pînă acum diferenţa de interpretare a misterioasei dispariţii a fondurilor Fondului depindea cumva de statutul surselor (oficială sau oficioasă, ex-ministru de finanţe recent, direct implicat în tenebroasa afacere, ca să balzacienizăm niţel, ex-ministru de finanţe din anii '90, neimplicat), de acum încolo contradicţiile eventuale se vădesc intrinseci discursului monolitic (nu mă gîdilaţi, inenarabile) al unei unice surse: Ministerul de Finanţe al României.

Hm-da!!! E drept, HotNews.ro, care a realizat palpitanta anchetă, veritabil thriller logic, titrează pasajul: "***Cum explică surse din Ministerul de Finanţe utilizarea banilor*"** (*ibidem*). Surse – ca şi cum ar fi mai multe, toate, însă, de la acelaşi misterios minister. Mă tem, doar, că pluralul e mai mult retoric, căci nu se discerne o veritabilă diferenţă de sens, poate cel mult de ton, între "diversele" surse citate. Şi iarăşi, inestimabile, mă văd constrîns să remarc că nu se

precizează dacă de data aceasta avem de a face cu surse oficiale sau oficioase. Oricum, chiar de am şti exact, nu cred că ar conta prea mult.

O precizare preliminară citării nude cred că se impune pentru lectorul candid (*I'm afraid*, eu însumi sunt unul, deci precizarea mă priveşte şi pe mine – în ce vă priveşte, inenarabile, nu îndrăznesc să mă pronunţ). Am vorbit mai sus de logică, o logică a paradoxului, cum vom vedea. Sunt convins că d-l Sorin Vieru ne-ar putea spune lucruri extrem de interesante în această direcţie. Şi totuşi, la o privire mai atentă, aş fi tentat să vorbesc de ***mentalitate.*** O mentalitate tehnocratică, inconştient cinică şi narcisic fascinată de propria ei futilitate. De felul acesta lunecos iresponsabil prin care raţionamentul vid al sofisticii contabile poate justifica orice, camufla orice. Un specialist în materie, pe care l-am cunoscut întîmplător cîndva, îmi spunea, zîmbindu-mi neîncrederea, că ar fi putut, dacă ar fi vrut, să facă sub nasul meu o scamatorie dintre acestea, să-mi explice chiar ce vrea să facă, fără ca eu să fiu în stare să descopăr clenciul sau să găsesc vreo eventuală neregulă. Atunci mi s-a părut absurd, acum sunt tentat să-l cred şi să mă îngrozesc de ravagiile pe care le poate provoca vidul conştiinţei, cînd e dublat de o veritabilă competenţă tehnică.

Desigur, sistemul filosofic Sāṃkhya, de care nu mă îndoiesc că aţi auzit, inenarabile, avertizează că, în procesul eliberării spirituale, cea mai dificilă distincţie e cea dintre intelectul în sine inconştient şi conştiinţa pură. Ceea ce pare să însemne că cei ce se lasă fascinaţi de narcisismul cu necesitate catoptric al intelectului se rătăcesc în schemele labirintice ale inconştientului. În fine, scuzaţi-mă, mă îndoiesc că dvs. sau "sursele" din ministerul de finanţe aţi putea fi interesaţi de o asemenea perspectivă.

Să citäm şi să ne minunäm, deci, cu un gînd la Pristanda mai degrabă decît la sistemul filosofic, indian evident, Sāṃkhya.

1) "*Ei* – banii, cele 11 miliarde, desigur n.m. – *sunt în contabilitate, dar nu mai existau ca şi sold nefolosit în cont. Se puteau folosi pentru investiţii, dar atâta timp cât nu erau folosiţi, atât timp cât erau în contabilitate, erau în cont la bancă, era în regulă şi puteai să-i foloseşti altădată. Dar problema ridicată de premier şi preşedinte e că nu erau într-un sold disponibil în contul din bancă, ci erau folosiţi pentru finanţarea deficitului. Pe parcurs s-a făcut finanţarea deficitului prin alte împrmuturi, de la FMI, de la Comisie, şi banii au revenit. Erau în jur de 11 miliarde de lei. Erau în trezorerie şi au fost folosiţi. În contabilitate sunt, dar fizic nu mai erau ca sold disponibil pentru că erau folosiţi pentru finanţarea deficitului. Pot să rămână în trezorerie să finanţeze deficitul la o adică, dacă ai probleme*".

Înţelegeţi ceva, inenarabile? Eu, deocamdată, nu, şi sper să nu pricep cu adevărat pînă la sfîrşitul vieţii. Voi cita, dară, mai departe, în căutarea, mă tem, mai mult a unor tenebre (*obscurum per obscurius*) decît a vreunor oareşicari lumini.

2) "*Potrivit acestora* – "surselor", adică, reporterul cuvântează n.m. –, *principala destinaţie a veniturilor din privatizare este finanţarea deficitului. «Dar* ***în acelaşi timp*** *poţi să iei din ei şi să dai la investiţii», au precizat sursele menţionate* (s.m.). *Acest lucru pare surprinzător în condiţiile în care actul normativ privind înfiinţarea FND precizează că banii din privatizare sunt folosiţi pentru investiţii. Reprezentanţii ministerului spun altceva: Principalul scop scris în lege este finanţarea deficitului. Să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului* (bani, desigur, însă *virtuali* sau *reali*? n.m.). *Şi acum poţi să foloseşti şi pentru dezvoltare cât îţi permite spaţiul fiscal şi deficitul, dar destinaţia acestor venituri din privatizare pentru asta sunt – finanţarea deficitului*". Hm! *Destinaţia pentru asta sunt…*

3) "*Reprezentanţii de la Finanţe mai spun că banii folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar înainte de 2009 au fost «puşi la loc». «Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc, dar problema este că nici nu poţi să te apuci să-i cheltui acum pentru că asta ar însemna creşterea deficitului, pentru că veniturile bugetare nu sunt considerate venituri bugetare anuale, iar cheltuiala e cheltuială»*".

Încă o dată – înţelegeţi ceva? O primă remarcă mi se pare absolut clară. Încercînd să priceapă, reporterul s-a contaminat, la rîndul lui, de această dialectică a confuziei (voite?), rătăcindu-se şi rătăcindu-ne şi pe noi fără să vrea. O a doua remarcă priveşte tehnica hermeneutică, vreau să spun, interpretativă ce trebuie folosită pentru a descîlci cît de cît labirintul acesta paralogic. Anume, nu cred, şi sînt convins că mă veţi urma în aceasta direcţie, inenarabile, că afirmaţiile ministeriale trebuie abordate direct ci, mai degrabă, cumva oblic, pornind de la premize cu caracter general, simple, poate, dar necesare, dacă vrem să ştim despre ce vorbim. Încă o dată, luminile d-lui Sorin Vieru ne-ar putea fi, în acest încurcat caz, extrem de preţioase, însă cum nu sîntem în situaţia de a putea recurge la ele va trebui să ne descurcăm cum putem.

Desigur, pare evident că tot aşa cum anumite figuri geometrice nu pot fi analizate prin geometria lui Euclid, propoziţiile "surselor" sînt ireductibile la o logică de tip aristotelic. Principiul non-contradicţiei, cu osebire, pare să le fie complet necunoscut de vreme ce fondurile sînt descrise simultan ca existente şi non-existente, neant şi fiinţă, apărînd ca disparente şi dispărînd exclusiv ca aparente. Astfel, vidul financiar e definit ca o plenitudine recurentă, inaccesibilă, totuşi, pe căi empirice, o transcendenţă goală – formula, vă reamintiţi, d-le Vosganian, aparţine lui Hugo Friedrich, chit că se aplica la poezie, nu la misterioasele finanţe – plină exclusiv de virtualitatea ei funcţională.

Chibzuind la această dialectică a evanescenţei, ne-am putea, fireşte, pune întrebarea de sîntem confruntaţi aici cu simplul paralogism ori cu perfida sofistică. După cum e tentant să aplicăm aici paradoxul pisicii lui Schrödinger. Acum, sigur, cît timp sunt în joc numai pisici, astfel de coincidenţe ale vieţii şi ale morţii, astfel de splendide incertitudini ale fiinţei şi neantului ne pot umple de jubilaţie meditativă. Dar cînd, dincolo de exerciţiul abstract financiar, se găsesc şi vieţi şi destine ce depind dramatic de astfel de petreceri ludice, lucrurile se schimbă oareşicum. Şi-ţi vine să te întrebi dacă un tratament cu caracter penitenciar n-ar fi benefic "surselor" ce, ele, nu beneficiază, pe cîte ştiu, de vreo imunitate oarecare.

"***Ei sunt în contabilitate, dar nu mai existau ca şi sold nefolosit în cont***". Dincolo de stilul administrativ, cred că avem aici esenţa chestiunii. Ce constă, vădit, în substituirea realului prin virtual, a fondurilor fizice şi banilor concreţi printr-un simplu artificiu contabil. Şi banii? Tocmai, banii au dispărut. Unde? Pentru a finanţa bugetul, ni se spune, buget ce, la analiză, se dovedeşte finanţat tocmai prin această substituţie a realului prin virtual. Şi banii reali – unde-s? Iată ce "sursele" evită cu obstinaţie să ne precizeze.

"*Se puteau folosi pentru investiţii, dar atâta timp cât nu erau folosiţi, atât timp cât erau în contabilitate, erau în cont la bancă, era în regulă şi puteai să-i foloseşti altădată. Dar problema ridicată de premier şi preşedinte e că nu erau într-un sold disponibil în contul din bancă, ci erau folosiţi pentru finanţarea deficitului*". Din nou această dialectică a "fiinţei" virtuale şi a "neantului" fizic. Cît timp banii îşi conservă virginitatea contabilă cine poate contesta posibilitatea reutilizării lor indefinite? Infinite chiar! Virtual, chiar şi pentru investiţii, cu condiţia de a rămîne în domeniul virtualităţii pure, a cazului de şcoală teoretic, al ataraxiei financiare netulburate de vulgare aplicaţii practice ce ar pîngări perfecţiunea contabilă. Independent de orice suspiciune de matrapazlâc, ne găsim aici în sfera divorţului absolut al

economicului, ce tocmai astfel de "vulgare aplicaţii" pretinde pentru a-şi asigura dinamica dezvoltării, de meontologica finanţă. Banii nu există ca vector economic ci doar ca temei al unor proiecţii de topologie financiară nedepăşind conturul epurat al virtualului şi nealunecînd din sfera intangibilă a transcendenţei pure. Aş spune chiar a dialecticii negative ce se sustrage etern determinării. Din acest punct de vedere argumentul bugetar al "finanţării deficitului" nici nu trebuie înţeles în sensul unei operaţii concrete, de vreme ce, în ciuda mult invocatei finanţări, se recunoaşte prezenţa indefinită "în cont la bancă", ci exclusiv ca un soi de nume de cod al acestei substituţii a realului prin virtual şi al inerţiei pe care o implică. *Far niente*, iată sursa adevăratei bogăţii din perspectiva tehnocraţilor ministerului de finanţe.

Numai că, vedeţi dvs. inenarabile, d-l preşedinte Traian Băsescu şi d-l premier (presupun) Emil Boc – că doar n-o fi vorba de fidelul dumneavoastră amic, d-l Tăriceanu – nu par să se fi dovedit sensibili la atari subtilităţi. Iată ce complică, nu-i aşa, considerabil problema. Domniile lor nu se mulţumeau cu perfecţiunea contabilă abstractă a unor conturi imaculate ci pretindeau "sold disponibil", adică bani concreţi, concret folosibili, exact ce nu puteau (nu *mai* puteau?) furniza tehnocraţii de la ministerul de finanţe. În asemenea condiţii, numele de cod "finanţarea deficitului" devenea singura soluţie, unicul răspuns posibil la toate şicanele. Dimpotrivă, de îndată ce presiunile indiscrete scădeau sau încetau cu totul, banii erau liberi să reapară, chiar fără renumirea dvs. ca ministru de finanţe, inenarabile, şi asta nu într-o lună ci într-o clipă, iar basmul contabil să se depene.

Apoi, la temă, se puteau adăuga şi delicate variaţiuni. "*Pe parcurs s-a făcut finanţarea deficitului prin alte împrumuturi, de la FMI, de la Comisie, şi banii au revenit. Erau în jur de 11 miliarde de lei* (foarte interesant, nimic nu lipseşte, nici măcar cele 700 de milioane realmente cheltuite cu dezvoltarea!!! vedeţi copilaşi ce bine e cînd sînteţi cuminţi şi-l ascultaţi pe moşul!!! nota mea, desigur). *Erau în trezorerie şi au fost folosiţi*". Asta zic şi eu exces de zel, exact ce interzicea Talleyrand. Un om căruia mă îndoiesc că domnii de la Finanţe i-ar fi putut povesti moşi pe groşi. Deci, happy end. "Pe parcurs", banii au reapărut "prin alte împrumuturi", "de la FMI, de la Comisie". Toţi, cum ziceam, chiar şi cei irosiţi, pardon, cheltuiţi pe "dezvoltare", scopul iniţial, singurul legal, al creerii FND. "*Erau în trezorerie şi au fost folosiţi*". Fizic? Ei asta-i acum! După atîta risipă de subtilitate, după ce v-am servit şi un splendid happy end mai vreţi şi "fizic"! Păi tocmai că fizic… "***În contabilitate sunt, dar fizic nu mai erau ca sold disponibil pentru că erau folosiţi pentru finanţarea deficitului. Pot să rămână în trezorerie să finanţeze deficitul la o adică, dacă ai probleme***".

Iată-ne întorşi *à la case de départ* cum ar spune francezii. Cerc vicios? Ba virtuos, desigur, pentru prestidigitatori! Numai că, de vreme ce deficitul a fost finanţat "prin alte împrumuturi", ceea ce a antrenat, cum singure mărturisesc sursele, revenirea banilor, a *tuturor* celor 11 miliarde de lei, asta înseamnă că *fizic* nu mai vorbim de misterul dispariţiei a doar 11.000.000.000 de lei ci a *cel puţin* 22 de miliarde!!! Şi morişca se poate învîrti la nesfîrşit… Curat *perpetuum mobile…* Că doar banii "pot să rămână în trezorerie să finanţeze deficitul la o adică, dacă ai probleme". Şi cînd nu le ai!

În acelaşi sens, hiperconciliant: "*Potrivit acestora* ("surselor" n.m.), *principala destinaţie a veniturilor din privatizare este finanţarea deficitului. «Dar în acelaşi timp poţi să iei din ei şi să dai la investiţii» au precizat sursele menţionate*". Am văzut mai sus că tocmai asta pare cam dificil de vreme ce banii nu se găsesc "într-un sold disponibil". Punctul jenant însă nu mai e acesta din urmă, de vreme ce misterele ministerului de finanţe au fost deja evocate – ne-am obişnuit – ci o drăgălaşă de inversiune de tip nou, destul de perversă la o adică. Ce vrea să zică

asta "*principala destinaţie a veniturilor din privatizare este finanţarea deficitului*"? Parcă toată lumea ştia cum că "*legea de funcţionare a FND prevede că banii pot fi traşi doar pentru lucrări de investiţii*". Prin urmare nu "şi" ci *exclusiv*. Surpriza noastră pare s-o împărtăşească *şi* jurnalistul de la HotNews.ro de vreme ce afirmă neted: "*Acest lucru (inversiunea de mai sus n.m.) pare surprinzător în condiţiile în care actul normativ privind înfiinţarea FND precizează că banii din privatizare sunt folosiţi pentru investiţii. Reprezentanţii ministerului spun altceva: Principalul scop scris în lege este de finanţare a deficitului. Să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului. Şi acum poţi să foloseşti pentru dezvoltare cât îţi permite spaţiul fiscal şi deficitul, dar destinaţia acestor venituri din privatizare pentru asta sunt – finanţarea deficitului*" (sic!!!).

Nu sunt sigur dacă pasajul de mai sus se limitează la citarea alegaţiilor tehnocraţilor de la MF sau, dimpotrivă, exprimă o străduinţă în direcţia sintezei (ghilimelele lipsesc), ce mi se pare însă extrem de clar e că ele reprezintă, dincolo de spectaculosul agramatism, o netă evoluţie faţă de toate celelalte afirmaţii, oficiale sau oficioase, emanînd de la acest minister. De data aceasta, inenarabile, s-ar părea că răspunderea nu mai e doar a dvs. ci că avem de a face cu un punct de vedere dogmatic, cu un fel de *credo* ultra-paradoxal. Pentru că toată povestea aceasta cu scopul principal "scris în lege", anume finanţarea deficitului, ce implică necesarmente un scop secundar, dezvoltarea, pune o problemă foarte gravă privind alfabetizarea cadrelor superioare şi a clasei politice din România. Ştim cît de mult s-au ocupat sau au pretins că s-au ocupat comuniştii cu această pecingine ce atingea pe atunci o imensă masă a populaţiei. Se pare că reuşita n-a fost tocmai la rendez-vous cum spun francezii, de vreme ce, am văzut mai sus în această scrisoare deschisă şi, nu mă îndoiesc, inenarabile, că vă reamintiţi episodul, d-l Tăriceanu, ex-premierul bine cunoscut, amicul dvs. fidel şi statornic, avusese serioase probleme de lectură cu propria depoziţie, probleme ce-l determinaseră, cel puţin într-o primă etapă, să refuze a o semna. Articolul nu precizează cum s-au terminat lucrurile, dacă depoziţia a fost pînă la urmă semnată sau nu, faptul însă rămîne că grefiera a fost nevoită să-i citească d-lui ex-premier la ureche întregul text. Mă rog!

Aici, însă, ne vedem confruntaţi cu un fenomen colectiv complex de analfabetism alternativ. Căci fie unii, fie ceilalţi, fie tehnocraţii de la ministerul de finanţe, fie aceiaşi tehnocraţi, ceva mai devreme, cînd adoptau linia "oficioasă", fie jurnaliştii care au scris despre problemă, precum şi, ce ştiu eu, d-l Traian Băsescu, d-l Emil Boc, poate chiar şi dvs. inenarabile, pentru că n-am citit că aţi fi adoptat punctul de vedere finanţist în ce priveşte legea de funcţionare a FND – cineva, în orice caz, nu ştie să citească. Personal n-am avut ocazia să parcurg în direct textul legii, deci îmi vine cam greu să mă pronunţ, nu pot decît să analizez eventualele incoerenţe ale unora şi ale altora. Or, poziţia celor din urmă, a celor, de altfel, mult mai numeroşi, s-ar zice, ce afirmă că scopul unic al creerii, din fondurile rezultate din privatizare, a Fondului Naţional de Dezvoltare ar fi fost tocmai… ***dezvoltarea, iară nu finanţarea deficitului***, e stabilă, nu prezintă nici o fluctuaţie, nici o incoerenţă. Pe cînd poziţia dvs., domnilor tehnocraţi de la finanţe, variază şi pe verticala oficial / oficios, şi pe orizontala timpului. De altfel, cum am mai spus şi alte ori, să stăm strâmb şi să judecăm drept. Un fond carele se cheamă Fond Naţional de Dezvoltare nu e firesc să fie consacrat *dezvoltării înseşi*? Dacă aşa cum spuneţi, conform citatului, dvs., inenarabililor, "principalul scop *scris în lege* este de finanţare a deficitului" (sublinierea îmi aparţine, căci unde-i lege nu-i tocmeală, cu condiţia să fie *într-adevăr scris*), n-ar fi fost firesc, arhi-firesc, ca numele fondului să se inspire din *scopul său principal* – finanţarea deficitului, în versiunea dumneavoastră! Fondul ar fi trebuit să poarte, în acest caz, numele de Fond Naţional de Finanţare a Deficitului (FNFD) iară nu cel de Fond Naţional de

Dezvoltare (FND). Vă lipseşte un F domnilor, cît despre D, acesta se referă la un cu totul alt termen.

Şi mai interesant este punctul trei al "explicaţiilor" furnizate de "surse". Citez în continuare după HotNews.ro: "*Reprezentanţii de la Finanţe mai spun că banii folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar înainte de 2009 au fost "puşi la loc". «Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc, dar problema este că nici nu poţi să te apuci să-i cheltui acum pentru că asta ar însemna creşterea deficitului, pentru că veniturile bugetare nu sunt considerate venituri bugetare anuale, iar cheltuiala e cheltuială»*". Cum ar spune un cuplu de îndrăgostiţi: "noi ne-am certat mai mult ca să ne împăcăm" sau chiar "noi am divorţat mai mult ca să ne recăsătorim"!

Nu pretind, inenarabile că totul îmi este clar în această ultimă explicaţie care parcă le întrece din punctul de vedere al paradoxului pe celelalte, totuşi, un punct, îmi pare, trebuie semnalat de la bun început. Anume, după cum puteţi constata şi singur, tehnocraţii de la finanţe n-au avut deloc nevoie de dvs. drept călăuz în fruntea domniilor lor, pentru că declară ritos cum că "*banii folosiţi pentru finanţarea deficitului bugetar înainte de 2009 au fost «puşi la loc»*". Splendid! Atunci unde mai este problema? De vreme ce banii au fost "puşi la loc", fie şi după doi ani, îmi pare că ei pot fi, în fine, utilizaţi pentru scopul lor iniţial, singurul legal, de altfel: D E Z V O L T A R E A!!!

Ba, foştii dvs. subordonaţi din vremea în care mai eraţi ministru la ministerul în chestie, mai şi nuanţează. "*Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc*…". Să ne oprim oleacă aici şi să sughiţăm cu deliciu în faţa splendorii paradoxului. Nu, dar înţelegeţi dvs. inenarabile toată frumuseţea, nu, ce spun eu "frumuseţea", tot *sublimul* acestei subtilităţi?!! Nu pot să nu mă repet cu extaz! E ca şi cum un îndrăgostit ar spune: "Nu mă certam cu iubita mea decît pentru bucuria împăcării!" Ori un soţ delicat: "N-am divorţat de soţia mea decît pentru bucuria recăsătoriei!" Ce "finanţare", ce "deficit", acestea nu erau decît pretexte! Motivul real, motivul unic al dispariţiei misterioase a banilor (nu cîţiva lei, nu ceva mărunţiş, acolo ci 11 miliarde – să nu frisonezi?) consta, pur şi simplu, în voluptatea inefabilă a regăsirii, a, îmi vine să spun, îmbrăţişării după o lungă despărţire. În *Avarul* lui Molière e ceva oarecum asemănător însă incomparabil mai slab! Căci putem compara furtul unei biete casete cu singurul ţel de a face presiune în vederea unei mizere căsătorii cu splendoarea manevrei dvs., inenarabililor, şi nişte prăpădiţi de 10.000 de scuzi (cam 30.000 de franci ai epocii, desigur, sensibil mai mult în banii actuali, dar totuşi…) cu cei 11.000.000.000 de lei ai dvs.! Spun bine "ai dumneavoastră" căci am impresia că nu vor fi niciodată ai altcuiva. Deie Domnul să mă înşel!

Ca să pricepem, însă, mai bine tătă splendoarea operaţiunii dvs., inenarabililor – desigur, nu vreau să vă simţiţi exclus de la aceasta, d-le Vosganian, doar dvs. le eraţi ministru, baci, cum s-ar spune – să ne închipuim o clipă că nu Cléante şi La Flèche ar fi furat faimoasa casetă (de fapt, în termeni stricţi, fiul avarului devine doar beneficiar şi complice al furtului deja efectuat de valet) ci că Harpagon şi-ar fi furat-o singur[37] pentru pura plăcere a regăsirii. Doar imaginînd

[37] E ceea ce, de altfel, pare să creadă el însuşi în delirul lui. Pentru plăcerea rememorării inenarabililor (atît mioriţele de la finanţe cît şi dvs., păstorul lor temporar, d-le Vosganian) vă dau, în original desigur, citatul:

"Au voleur! au voleur! à l'assassin! au meurtrier! Justice, juste ciel! je suis perdu, je suis assassiné; on m'a coupé la gorge: on m'a dérobé mon argent. Qui peut-ce être? Qu'est-il devenu? Où est-il? Où se cache-t-il? Que ferai-je pour le trouver? Où courir? Où ne pas courir? N'est-il point là? N'est-il point ici? Qui est-ce?

o asemenea situaţie şi încercînd să intrăm în sufletul avarului arhetipic al literaturii universale am avea o şansă de a putea înţelege sensul gestului dvs.!!!

Problema e că cele mai frumoase intenţii, cele mai nobil erotice, îndrăznesc să spun, comportă un inevitabil hic (hîc – precum sughiţul?). Reiau de mai sus ca să nu pierdem firul. "*Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc…*" "*dar problema este că nici nu poţi să te apuci să-i cheltui acum pentru că asta ar însemna creşterea deficitului, pentru că veniturile bugetare nu sunt considerate venituri bugetare anuale, iar cheltuiala e cheltuială*". Mă tem că revenim la deja clasica noastră dihotomie, domnilor, dintre virtual şi real. Virtualul e bun, pentru că el permite o recuperare infinită sau, în orice caz, indefinită, realul e rău căci "cheltuiala e cheltuială"! Cu alte cuvinte, oricît aţi recupera dvs., la modul inefabil, fondurile evanescente, ele vor rămîne în veci fizic indisponibile pentru scopul lor legiuit, investiţia în dezvoltare. Şi tot din pricina acestei logici pur "capitaliste" – paradoxal pentru o ţară pînă nu demult vajnic comunistă, ce credeţi?! – sensul uman al investiţiilor, ce ar trebui să antreneze, de ar fi totuşi efectuate în ciuda fricii mistice de "cheltuială", o anume scădere a şomajului, mereu o problemă în timpurile noastre, drumuri mai bune, căi ferate renovate, poate ceva mai multe spitale pentru bolnavi, şcoli pentru elevi, condiţii de deplasare şi de cazare mai puţin penibile pentru turişti etc. etc. – pe scurt, dacă îmi pot permite şi lua îndrăzneala, o viaţă mai bună pentru oameni, dar poate vi se pare prea mult! – acest sens uman al investiţiilor din sfera dezvoltării este, el, complet irosit! Nu mai vorbesc de toate întreprinderile mici şi mijlocii a căror creaţie ar fi putut fi încurajată cu aceste fonduri rezultate – mai trebuie să vă reamintesc? – din privatizare, nu din vaste şi mai ştiu eu cum subtile combinaţii financiare.

Două remarci se mai impun, inenarabile, în acest context. Căci dacă sofistica ex-subordonaţilor dvs. m-a şocat oleacă, n-aş vrea să vă închipuiţi, o! mare maestru satiriconic al tuturor combinaţiilor, o! inenarabile, o inestimabile, o! mizerabile, o! să nu uităm, căci de aici am pornit, Mecena al calomniilor şi injuriilor, nu, n-aş vrea să credeţi că am uitat o clipă responsabilitatea dvs. indiscutabilă (şi) în această tenebroasă afacere!

Cea dintîi priveşte statutul extrem de fluctuant pe care-l atribuiţi sau pe care-l atribuie funcţionarii ministerului pe care cu dezonoare l-aţi "păstorit", prea mult timp, după părerea mea, FND-ului. Căci dacă ceva mai la deal funcţionarii ministerului în chestie – ce, ei, nu beneficiază,

---

Arrête. (A lui-même, se prenant le bras) **Rends-moi mon argent, coquin… Ah! c'est moi! Mon esprit est troublé, et j'ignore où je suis, qui je suis, et ce que je fais** (m.s.). Hélas! mon pauvre argent! mon cher ami! on m'a privé de toi; et, puisque tu m'es enlevé, j'ai perdu mon support, ma consolation, ma joie: tout est fini pour moi, et je n'ai plus que faire au monde. Sans toi, il m'est impossible de vivre. C'en est fait; je n'en puis plus; je me meurs; je suis mort; je suis enterré. N'y a-t-il personne qui veuille me ressusciter, en me rendant mon cher argent, ou en m'apprenant qui l'a pris? Euh! que dites-vous? Ce n'est personne. Il faut, qui que ce soit qui ait fait le coup, qu'avec beaucoup de soin on ait épié l'heure; et l'on a choisi justement le temps que je parlais à mon traître de fils. Sortons. Je veux aller quérir la justice, et faire donner la question à toute ma maison (id est torturer m.n.); à servantes, à valets, à fils, à fille, **et à moi aussi** (m.s.). Que de gens assemblés! Je ne jette mes regards sur personne qui ne me donne de soupçons, et tout me semble mon voleur. Hé! de quoi est-ce qu'on parle là? de celui qui m'a dérobé? Quel bruit fait-on là-haut? Est-ce mon voleur qui y est? De grâce, si l'on sait des nouvelles de mon voleur, je supplie que l'on m'en dise. N'est-il point caché là parmi vous? Ils me regardent tous, et se mettent à rire. Vous verrez qu'ils ont part, sans doute, au vol que l'on m'a fait. Allons vite, des commissaires, des archers, des prévôts, des juges, des gênes (instruments de torture / torture m.n.), des potences et des bourreaux. **Je veux faire pendre tout le monde; et, si je ne retrouve mon argent, je me pendrai moi-même après**" (m.s. encore).

cred de imunitate parlamentară, justiţia i-ar putea deranja, prin urmare, fără nici o dificultate, cerîndu-le oareşicari socoteli – pretindeau a rescrie legea de funcţionare a Fondului[38], punctul trei al "explicaţiunilor" (îmbîrligate la culme, cred că sunteţi de acord) prezintă "misterele" miliardelor evanescente, prezente doar ca dispărute, însă disparente de îndată ce se îndrăzneşte utilizarea efectivă, într-un chip incomparabil mai modest, ca un simplu "împrumut". Un împrumut extrem de paradoxal ("Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc…" mai mult? cum adică?), dar împrumut, nu drept scris în legea de funcţionare a FND. Mărturisirea e ambarasată, tonul extrem de jenat, ba de-a dreptul spăsit. Ce să-i faci? Subordonaţii tot subordonaţi! N-au tupeul dvs. magnific, inenarabile!!!

Acum, a doua remarcă. Mult mai sus, aproape de izvor în ce priveşte confesiunile tehnocraţilor, sursa oficioasă spunea (să re-citäm): "***Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar***". "Se pare", "folosiţi" între ghilimele. Am interpretat mai sus sensul întregului pasaj aşa cum mi se prezenta mie, cel puţin. Indiscutabil aici e eclerajul mai mult decît dubitativ pe care-l aruncă sursa oficioasă (provenind de la acelaşi minister, nici vorbă!) atît asupra utilizării efective în direcţia "finanţării deficitului" a celor 11 miliarde – citind ai mai degrabă impresia că fondurile au "finanţat" oareşicari interese speciale private şi cam inavuabile – cît şi asupra "dreptului" pe care şi-l arogă ministerul de a dispune de bani, adică, potenţial, de un segment extrem de important, de-a dreptul uriaş al sectorului economic, după propria sa fantezie "bugetaristă". Nu eu vorbesc ci chiar dvs. domnilor vă faceţi, sub pecetea anonimatului, o caragialescă autocritică!

Ultimul punct al "explicaţiilor" ce, vădit, nu sunt prezentate decît pentru a face ca lucrurile să apară complet inexplicabile e prea obscur administrativ şi, din punctul meu de vedere, prea neverificabil pentru a permite comentariul.

4) "*Reprezentanţii Ministerului Finanţelor invocă OUG 146/2002 privind formarea şi utilizarea resurselor derulate prin trezoreria statutului*[39] *ca justificare în ceea ce priveşte utilizarea banilor din FND pentru finanţarea deficitului bugetar*".

Încă o dată, nu pot comenta validitatea invocării OUG 146/2002 cît timp nu am textul complet sub ochi. Pot şi mă văd însă obligat să remarc incorectitudinea formulării "*în ceea ce priveşte utilizarea banilor din FND pentru finanţarea deficitului bugetar*". Formularea sugerează utilizarea unor sume limitate cînd, în realitate, e vorba de cvasi-totalitatea FND-ului (minus cele 700.000.000 lei utilizate, de bine de rău, pentru dezvoltare, vom vedea mai jos, în detaliu, cum).

Şi pentru că tot suntem la detalii tehnice, să detaliem, în măsura posibilului, în plan tehnic, tocmai, pricinile înfiinţării FND, pricini pe care vi le voi enumera, inenarabile, după sursa mea, HotNews.ro (art. citat al d-nei Claudia Pîrvoiu, 11 martie 2013).

---

[38] Vă mai amintiţi? "**Principalul scop scris în lege este de finanţare a deficitului**. Să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului. Şi acum poţi să foloseşti pentru dezvoltare cât îţi permite spaţiul fiscal şi deficitul, dar destinaţia acestor venituri din privatizare pentru asta sunt – finanţarea deficitului" (s.m.). Propoziţii ce provocaseră nu numai uimirea mea ci şi a jurnalistului de la HotNews.ro: "Acest lucru pare surprinzător în condiţiile în care actul normativ privind înfiinţarea FND precizează că banii din privatizare sunt folosiţi pentru investiţii".

[39] "Derulate", nu controlate de respectiva trezorerie.

Citez, după obicei, cu singura diferenţă a introducerii unei numerotări pe puncte, practică deja utilizată mai sus (sublinierea, previn, îmi aparţine).

1) "*necesitatea asigurării prompte şi transparente, începând cu anul 2007, a finanţării proiectelor de investiţii în infrastructură, a necesităţilor provocate de retrocedarea/restituirea activelor imobiliare, precum şi suplimentării fondurilor necesare derulării unor programe/proiecte care beneficiază de finanţare din fonduri europene*"

2) "*asigurarea unui mecanism de utilizare a veniturilor existente şi viitoare încasate din procesul de privatizare*"

3) "*faptul că destinaţiile prevăzute a fi finanţate nu beneficiază de resurse bugetare suficiente, fiind necesară asigurarea surselor de finanţare corespunzătoare începând cu exerciţiul aferent anului 2007*"

4) "*precum şi faptul că veniturile din privatizare existente în contul curent al Trezoreriei Statutului sau în contul în valută deschis la Banca Naţională a României constituie surse de finanţare lichide şi utilizabile imediat, care nu au asociate alte costuri, fiind practic cele mai ieftine surse de finanţare avute la dispoziţie, în temeiul art. 115 alin. (4) din Constituţia României, republicată*".

La acestea cred că ar trebui adăugate şi prevederile OUG 113/2006 în conformitate cu care FND se aprobă anual prin legea bugetului de stat şi are trei subdiviziuni:

1) "*fondul destinat finanţării proiectelor de investiţii în infrastructură şi a altor proiecte prioritare;*"

2) "*finanţarea cheltuielilor generate de construcţia de obiective în cazul în care s-au efectuat retrocedări;*"

3) "*fondul destinat suplimentării fondurilor necesare derulării unor programe sau proiecte care beneficiază de finanţare din fonduri europene*".

Acum, formula "necesitatea asigurării prompte şi transparente" e cam cu cîntec, de e să credem asigurările date de d-l Călin Popescu Tăriceanu, pe cînd mai funcţiona ca prim-ministru, cu ocazia înfiinţării FND. Citez după aceeaşi sursă:

"*Guvernul Tăriceanu a emis în octombrie 2006 Ordonanţa de Urgenţă 113 privind înfiinţarea Fondului Naţional de Dezvoltare (FND). Potrivit actului normativ, banii proveniţi din privatizări urmau să fie folosiţi pentru investiţii. Şeful Executivului de atunci, Călin Popescu Tăriceanu, a dat asigurări că banii obţinuţi din privatizare vor fi cheltuiţi* ***în mod transparent de data aceasta****, nu aşa cum se proceda în trecut (exemple negative fiind privatizări precum Petrom sau Romtelecom)*" (s.m.).

Deci, cum ştiţi incomparabil mai bine decît mine, inenarabile, fie ca actor direct, fie ca martor proxim al evenimentelor, au mai existat privatizări urmate de cheltuirea opacă, să nu spun de dispariţia "misterioasă" a fondurilor rezultate (Petrom, Romtelecom), ceea ce face din ex-subordonaţii dvs. nişte tehnocraţi bizari, dedulciţi, ca şi dvs., la sofisme ieftine cu pretenţie de paradox, iară din ex-excelenţa sa, d-l Tăriceanu, omul promisiunilor călcate şi al depoziţiilor nesemnate – decît, mă rog, *poate* după ce grefiera i le zicea la ureche, vorba poetului "Azi zi-mi-l stins, încetinel, / La spartul nunţii, în cămară" – un personaj, în ciuda rangurilor, foarte, dar *foarte* puţin creditabil. În directă concurenţă cu dvs., inenarabile!

Alt punct interesant. Între ţelurile fixate de legea de funcţionare a FND, pe lîngă unele, corespunzînd în mare cu propria mea viziune a lucrurilor şi altele, prea tehnice pentru modesta mea capacitate de înţelegere, în fine alături de niciunele vizînd vreo eventuală finanţare a deficitului (ptiu, drace! că m-am molipsit şi eu de la îmbîrligarea dvs. semantică d-lor tehnocraţi de la finanţe), mai există un punctişor, un punctuleţ, ba chiar, am putea spune, o punctuliţă dintre cele mai interesante. Anume, e vorba în document de finanţarea, nu, încă o dată nu, de trei ori nu, a deficitelor bugetare ci de aceea a **"*necesităţilor provocate de retrocedarea/restituirea activelor imobiliare*".** Am subliniat cu aldine pasajul – deşi, mărturisesc cinstit, nu pricep şi nu se precizează la ce necesităţi se poartă gîndul legiuitorului – pentru că-mi aminteşte de ostilitatea dvs., inenarabile, tocmai faţă de asemenea retrocedări şi restituiri, ostilitate extrem de paradoxală la un liberal şi, în genere, la un om de dreapta ce ar fi trebuit, tocmai, să susţină cu pasiune despuierea profitorilor comunişti de bunuri la care au avut acces şi cu care s-au împroprietărit (pe mai nimic, se pare) în urma unei operaţii, mai mult, pe temeiul unei operaţii complet ilegale. A unui abuz, a unui jaf – unul dintre multele făptuite de bandiţii comunişti (ca să nu mai vorbim de escrocul sadic Lenin, a se vedea în *Cartea neagră a comunismului* epistolele monstrului!) – nu numai ilegal dar şi moral inacceptabil. Or, dvs., mizerabile, eraţi, încă o dată, ostil acestor retrocedări ceea ce v-a şi atras din parte-mi şfichiul de bici jurnalistic ce a constituit, probabil, începutul, declanşatorul splendidei dvs. cariere de Mecena al calomniilor şi al injuriilor, pe lîngă aceea mai veche de Trimalhio al arhicorupţilor. Nu e interesant, vă întreb, că cineva prin definiţie ostil restituirilor a născit o operaţie graţie căreia finanţarea retrocedărilor s-a văzut substituită prin indetectabila şi mult, ba chiar prea-paradoxala (v. *supra*) finanţare a deficitelor bugetare? Vă las să reflectaţi, după cum îi invit să reflecteze pe eventualii cititori ai scrisorii deschise.

Găsesc, de altminteri, extrem de interesant punctul retrocedării activelor imobiliare ce ocupă poziţia a 2-a în OUG 113/2006 (recitez cu o plăcere sporită de faptul că mi se risipesc astfel nelămuririle semnalate mai sus): "*finanţarea cheltuielilor generate de construcţia de obiective în cazul în care s-au efectuat retrocedări*". Ceea ce ar putea să însemne, dacă mă dumiresc eu bine, că ar fi vorba de finanţarea, în cazul că imobilul retrocedat adăpostea vreo instituţie oarecare, construcţiei unui imobil de substituţie unde instituţia în chestie să poată continua a-şi desfăşura activităţile. Factor, indiscutabil, extrem de important. Adică ar fi fost extrem de important dacă cele 11 miliarde – pardon, cele 10,3 miliarde de lei, 0,7 fiind totuşi investiţi în ceva – n-ar fi dispărut în Tartarul Bugetului în veci Deficitar. TBD sau TBVD – cum vă place! Proiectate acolo de tartorii, pardon, de tartaraoţii de la finanţe!

Să rezumăm însă cele de mai sus. Deci, datorită dvs., inenarabile, precum şi a subordonaţilor dvs. nu mai puţin inestimabili, precum şi graţie *eventualei* (cred că apreciaţi sublinierea) "uriaşe deturnări de fonduri" (v. *supra*) concotate *poate* de dvs. (sensul e colectiv), chestiunea promptitudinii şi transparenţei zburînd în ţăndări (cf. *supra* asigurărilor d-lui Călin Popescu Tăriceanu), ***nu*** au putut fi finanţate (sper că apreciaţi şi mai mult sublinierea textului din noul context) proiectele de investiţii în infrastructură, de asemeni ***nu*** au putut fi finanţate nici cheltuielile generate de construcţia de obiective în cazul efectuării retrocedărilor, ceea ce ar putea să însemne şi că procesul – o! cît de necesar al restituirilor – s-a văzut, într-o oarecare măsură, frînat[40] după cum, indiscutabil, a trebuit să se renunţe la "suplimentarea fondurilor

[40] Spre înalta dvs. satisfacţiune, căci am văzut îndestul, cu alte ocazii, în ce măsură eraţi opus acestui complement necesar al lichidării comunismului! Aţi remarcat, poate, că am preferat, în acest punct, textul

necesare derulării unor programe/proiecte care beneficiază de finanţare din fonduri europene" (cu excepţia unei foarte lejere adaptări, citatul este riguros).

Cum vedeţi, tocmai dvs., inenarabile, pe vremuri catindat nefericit la postul de Comisar european – din pricini tulburi pe care nu le voi re-evoca acum, prea ar fi dureros! – vă vedeţi în postura (în lipsă de post…) unui veritabil perturbator al cooperării europene, de vreme ce fondurile destinate a suplimenta finanţarea din fonduri europene a unor programe şi proiecte necesare, presupun, dezvoltării economiei române şi-au făcut, cum ar spune francezii, cufărul! Şi atenţie, mă văd, inestimabile, nevoit să subliniez că nu e vorba aici doar de perturbarea unor programe şi proiecte cu caracter economic ci, poate într-o şi mai mare măsură, de o primejdioasă diminuare (am putea vorbi chiar de o politică economică de obstrucţie) a prezenţei europene a României! Oare şi pentru asta există imunitate mizerabile d-le Varujan Vosganian?!!

Un alt punct, de imensă importanţă, mă frapează nu prin prezenţa ci prin completa sa absenţă. Căci am văzut mai sus – dvs. parcă mai prudent, n-am remarcat să vă fi pronuţat în această direcţie – că în elanul lor sofistic şi cam în pană de argumente, tehnocraţii nenumiţi, din păcate, ai MF afirmaseră cu un extraordinar aplomb cum că (re-citez): "*Principalul scop scris în lege* (legea de funcţionare a FND n.m.) *este de finanţare a deficitului. Să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului*" (independent de aberaţia intrinsecă a rescrierii legii de funcţionare a FND, nu vi se pare cam bizar, comic, în orice caz, ca "principalul scop scris în lege" să fie "să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului"?). D-le Vosganian, inenarabile, cred că veţi fi de acord cu mine asupra faptului că nicăieri în motivaţiile înfiinţării FND (luaţi-vă de reporterii HotNews.ro, dacă vreţi, însă eu nu pot citi ce nu văd!), nici ca punct principal, nici baremi ca punctuleţ secundar, terţiar măcar, bref, absolut nicăieri nu apare vreun cuvînt, vreo silabă, vreo literă, vizînd finanţarea deficitului din fondurile FND.

Altceva scrie acolo! Anume e vorba de (citez şi subliniez cu aldine) "***asigurarea unui mecanism de utilizare a veniturilor existente şi viitoare încasate din procesul de privatizare***". Mecanismul în chestie privind, însă, cum am arătat în repetate rînduri, dezvoltarea, nu deficitul. Acum, eu sunt de acord, ca sponsor al calomniilor de toată mâna, mai ales al celor abject injurioase – formula de "Mecena al calomniatorilor" sper că vă place! – dvs. trebuie să vă fi familiarizat cu neadevărurile şi inexactităţile de tot soiul. Totuşi, cred că pînă şi dvs. trebuie să aveţi cumva senzaţia că ex-subordonaţii dvs. au sărit, cum spune vorba poporului, bine de tot peste cal!

Ca să pricepem mai bine problema să ne reamintim de unele propoziţii ale domniilor lor. Re-re-citez: "*Reprezentanţii ministerului spun altceva: Principalul scop scris în lege este finanţarea deficitului. Să ai bani tot timpul pentru finanţarea deficitului. Şi acum poţi să foloseşti şi pentru dezvoltare cât îţi permite spaţiul fiscal şi deficitul, dar destinaţia acestor venituri din privatizare pentru asta sunt – finanţarea deficitului*". Şi: "*Noi asta am făcut. Noi ne-am împrumutat mai mult ca să-i avem puşi la loc*". Altfel spus, i-am sustras ca să-i avem puşi în cont, în chip virtual, se înţelege! Sau s-o luăm altminteri, să presupunem că într-un cont de 11 miliarde ne-au mai rămas, prin ce operaţii n-are importanţă, zero lei; ei bine, nimic nu ne împiedică să multiplicăm acest zero prin 9 – tot zero rămîne – rescriindu-l, nu real ci tot virtual, fireşte, 000.000.000, precedînd apoi jucăria asta contabilă de un mic 11, tot atît de virtual. Dar:

---

atribuit de reportaj OUG 113/2006, mai clar, după părerea mea, simplei enumerări de motivaţii ale înfiinţării FND.

"*dar problema este că nici nu poţi să te apuci să-i cheltui acum pentru că asta ar însemna creşterea deficitului, pentru că veniturile bugetare nu sunt considerate venituri bugetare anuale, iar cheltuiala e cheltuială*".

Sezisaţi diferenţa, inestimabile? Ca ex-excelenţă a Finanţelor ar trebui! Iat-o! Pentru ex-subordonaţii dvs., o ţîră prea subtili, după obicei, domniile lor ar fi – ca să rămînem în litera legii – asigurat crearea unui mecanism de utilizare a veniturilor existente şi viitoare tocmai prin ceea ce am putea numi "metoda evanescenţei fondurilor". Cu alte cuvinte, Fondul (FND, carevasăzică, urmăriţi-mă strîns că altfel ne pierdem amîndoi în labirintul argumentar) ar fi fost umplut doar ca să fie golit (prin finanţarea deficitului bugetar, firește) *doar în acest fel* fiind asigurat mecanismul de utilizare a veniturilor atît în direcţia finanţării deficitului deja finanţat cît şi în aceea, totdeauna mai problematică, dar totuşi posibilă în proporţia, mereu neprecizată, permisă de "spaţiul fiscal", a "dezvoltării". Deficitul rămînînd, după aceşti inestimabili "principalul scop scris în lege". "Scris" dar de negăsit, după aceeaşi metodă a evanescenţei, s-ar zice, *transferată de la fonduri la texte*.

Legea însăşi de funcţionare a FND se vădeşte, prin comparaţie, mult mai terre-à-terre. "*Asigurarea mecanismului de utilizare a veniturilor existente şi viitoare" se realizează exclusiv prin "procesul de privatizare*". Paradoxala exploatare a finanţării deficitului ce creează un inepuizabil fond contabil virtual, fără urme fizice, e cu totul inexistentă în textul candid al legii. Ca şi orice aluzie la respectiva finanţare. Mai tehnic spus, teleologia finanţării indefinite a deficitului – curat *perpetuum mobile* – se vădeşte un mecanism vid, după cum, tot din punctul de vedere al legii, dar nu, din păcate, al tovarăşilor, pardon, domnilor de la Finanţe, metoda evanescenţei perpetue n-ar fi putut să facă dispară decît vidul, transferîndu-l neostoit din vid în vid. Splendid model metafizic, cred că veţi fi de părerea mea, inestimabile!

De fapt, un anume raport cu bugetul se găseşte înscris în textul legii, însă are un caracter eminamente negativ. Citez: "*Faptul că destinaţiile prevăzute a fi finanţate nu beneficiază de resurse bugetare suficiente, fiind necesară asigurarea surselor de finanţare corespunzătoare începând cu exerciţiul bugetar aferent anului 2007, precum şi faptul că veniturile din privatizare existente în contul curent al Trezoreriei Statutului sau în contul în valută deschis la Banca Naţională a României constituie surse de finanţare lichide şi utilizabile imediat, care nu au asociate alte costuri, fiind practic cele mai ieftine surse de finanţare avute la dispoziţie, în temeiul art. 115 alin. (4) din Constituţia României, republicată*".

Încă o dată: sezisaţi diferenţa? ***Nu numai că FND n-a fost creat în vederea finanţării deficitului bugetar*** – acesta ar fi fost mult mai eficace finanţat prin reducerea risipei, "degresarea" maşinii Statului şi reducerea veniturilor dvs., inestimabililor ce beneficiaţi – Dumnezeu ştie de ce! – de o foarte nemeritată imunitate de care abuzaţi nonşalant – ***dar înfiinţarea lui e datorată tocmai gravei insuficienţe de resurse bugetare consacrate (aţi ghicit!) taman dezvoltării***. Cu palavrele sofistice ale tehnocraţilor de la finanţe – prin urmare şi cu ale dvs., inenarabil Mecena al calomniilor, injuriilor şi minciunilor de toată mâna, cu ale dvs., ministrul lor în epoca "miracolului" evanescenţei fondurilor Fondului, păstorul lor, baciul lor, sameşul lor ce-ar fi trebuit să-şi dea seama şi-ar trebui, mai ales, *să dea seamă* – ajungem, *I'm afraid*, la o flagrantă răstălmăcire a textului legii de funcţionare a FND mai sus citate, deoarece nu doar că sensul veritabil al înfiinţării organismului financiar dedicat dezvoltării este suveran ignorat dar semnificaţia articolelor este inversată. *En effet,* absenţa sau insuficienţa resurselor bugetare consacrate dezvoltării se metamorfozează misterios în finanţare a deficitului bugetar. FND, organism creat tocmai pentru a acoperi un vid, vidul de fonduri consacrate

dezvoltării, se vede preschimbat în organism destinat acoperirii tot a unui vid, însă cu totul altul, acela al deficitului bugetar, mormîntul tuturor iniţiativelor economice ale Statului!

Să recitim un pic situaţia. Deficitul bugetar, indiferenţa, lipsa de iniţiativă sau, mai ştii, inenarabile, în anumite cazuri "afacerismul", patima bâldâbâcului pentru matrapazlâc, în fine, toate astea şi nu mai ştiu cîte din "capitalismul cumetriilor", vorba d-lui Ţepeneag, au dus la o remarcabilă paralizie în domeniul investiţiilor cerute de dezvoltarea economică (destinaţiile au fost deja menţionate mai la deal). Bugetul, el însuşi deficitar, nu putea, din pricini de ftizie financiară, sau nu voia – finanţiştii ce răspundeau de el fiind deja prinşi în mrejele jocului de-a v-aţi ascuns (reminiscenţă a copilăriei sau regresiune infantilă de tip psihanalitic, nu se ştie) prin care banii dispar real din cont dar persistă virtual în socotelile contabile, creînd un veritabil *perpetuum mobile* – să finanţeze dezvoltarea de care orice ţară, deci şi România printre ele, are cea mai stringentă nevoie, tocmai în această perioadă echivocă de triumf capitalist şi criză economică, am putea spune, ***de criză echivocă a economiei capitaliste.*** Da, de criză echivocă… Ce e de făcut atunci? ca să citäm vorba de aur a bătrînului Cernîşevski. Aducem banii în circulaţie altfel, îi procurăm prin privatizări. Nu s-a mai făcut oare asta? Ba s-a mai făcut! Cu ce rezultat? Cu nici unul, banii mistuindu-se în infernul gluton al opacităţii. Cazuri cunoscute de irosiri misteriosofice a banilor produşi de privatizări: Petrom şi Romtelecom. Însă, d-le Vosganian, mai demult, pe mine memoria mă lasă dar contez pe dvs., mai tînăr, de! şi respectuos cu cei (mai) vîrstnici, nemaipomenit! n-au existat, şi mai demult, niscaiva falimente cam frauduloase ale unor bănci, o Bancă de Investiţii, parcă, pentru deţinătorii de valută şi o alta… Na, că-mi stă pe limbă! de la bănci, la fonduri rezultate din privatizări – distanţa nu-i chiar aşa de mare!

Totuşi, spirit temerar, prietenul de credinţă, chiar dacă nu din copilărie, ca celălalt prieten al dvs. şi mai ales ca al meu, Zoilul Diradurian, Thersitul Tuturor Zoilor, mă refer acum, nu vreau să existe confuzii, la d-l Călin Popescu Tăriceanu (Tăriceanu ca Greuceanu, voinicul din poveste, şi Călin ca în Eminescu – în fine, Popescu ca Popescu; numele, cum ştiţi, e extrem de răspîndit la români, de vreme ce pînă şi din Dumnezeu au făcut un Popesc, ştiţi, modelul dvs. din era ceauşistă) a îndrăznit să creeze FND, jurîndu-se, cum poate vă mai amintiţi şi cum am mai spus mai sus, că banii vor fi cheltuiţi în chip transparent. Şi chiar că transparenţi au devenit!

Cu ce fonduri, căci pînă şi un Fond, ca să existe, are nevoie de niscaiva. Sprijinul bugetar lipsind din pricini de deficit, cum am mai văzut, această absenţă fatală putea fi compensată, în mare, în două feluri. 1) Fie printr-un împrumut pe lîngă un organism bancar mai degrabă internaţional decît naţional, cu dezavantajele cunoscute (dobîndă, ritmul pervers al plăţilor ce multiplică, practic, datoria iniţială prin 2 sau 3, de nu prin 10). 2) Fie printr-o nouă privatizare. Dezavantajul metodei din urmă era că mai fusese încercată fără nici un succes (v. *supra*). Avantajul, evident, de vreme ce (re-citez): "veniturile din privatizare existente în contul curent al Trezoreriei Statutului sau în contul în valută deschis la Banca Naţională a României constituie surse de finanţare lichide şi utilizabile imediat, care nu au asociate alte costuri, *fiind practic cele mai ieftine surse de finanţare avute la dispoziţie*, în temeiul art. 115 alin. (4) din Constituţia României, republicată" (s.m.). Deci, nici un fel de dobînzi, nici un fel de alte costuri aferente, doar un capital nud şi disponibil. Desigur, exista, existase deja, pericolul opacităţii cheltuielilor. D-l Tăriceanu al cărui nume consună cu cel al voinicilor din poveste prevăzuse primejdia şi jurase transparenţă. Ce nu prevăzuse însă, domnia sa, era că pericolul putea veni şi de la transparenţa însăşi cînd aceasta, devenind excesivă, ar fi devenit indiscernabilă de evanescenţa celor mai ieftine surse de finanţare avute la dispoziţie, ajunse, prin paradox, cele mai scumpe.

Habent sua fata libelli… Dacă, însă, cărţile au soarta lor, cărţile de conturi să facă oare excepţie? Fie şi proiectate pe ordinator… Vedem bine că nu, fatalitatea deficitului planînd, ineluctabil, asupra dezvoltării economice. Căci nemulţumit să blocheze, prin chiar prezenţa sa, posibilitatea susţinerii bugetare a investiţiilor – într-un sens, cea mai normală – iată că deficitul hulpav se interpunea acum între Fond şi fondurile înseşi, privîndu-l pe cel dintîi de cele din urmă şi captîndu-le pe acestea spre o destinaţie neprevăzută de legea de funcţionare – el însuşi! (El însuşi, da, însă real sau virtual?) Iată unde duce mitomania deficitului, proprie, s-ar zice, tehnocraţilor din domeniul finanţei ce-şi închipuie sau *vor să-şi închipuie* – lucrul n-a putut fi pînă acum lămurit, deşi eu cred că este vorba de ceva din amîndouă atitudinile – că de vreme ce totul trebuie să sfârşească, totul trebuie, cu necesitate, să înceapă cu dînşii şi anume cu marota lor preferată, deficitul bugetar.

Or, pe de o parte, deficitare sînt (aproape) toate ţările din lume, poate cu excepţia Chinei, inevitabil de vreme ce băncile cîştigă întotdeauna un multiplu al capitalului împrumutat, pe de altă parte deficitul acesta, în fond o consecinţă, nu o cauză, nu trebuie să blocheze investiţiile şi să paralizeze au să penalizeze dezvoltarea economică, absorbind, asemeni unei găuri negre, toate forţele unei naţiuni. În concluzie, nici un fel de considerente *aşa zis bugetare*, căci neprobate de nici un document şi documentate doar de un set de afirmaţii clar sofistice, cînd nu de-a dreptul eronate, cu alte cuvinte, false, nu pot permite deturnarea literei şi spiritului unei legi de funcţionare a unui Fond legal constituit, substituidu-i scopurile explicite prin altele, de fantezie. Dumneavoastră ca ministru al finanţelor ar fi trebuit să ştiţi acestea, inestimabile d-le Vosganian. Şi n-ar fi trebuit să permiteţi utilizarea deficitului ca pe un fel de pretext universal. Mai ales cînd în joc mai intrau şi unele prevederi ale Constituţiei, astfel încălcate[41]!

Se vede cît de colo, inenarabile, că, în ciuda faptului că sînteţi mai tînăr decît mine, rămîneţi un ins format sub vechiul regim ceauşist! Ca şi tehnocraţii nonşalanţi din ex-subordine.

5

Acum, că am văzut, sper, destul de bine cum pot să dispară 10.300.000.000 lei şi cum legea transparenţei se poate transforma în metodă a evanescenţei, să analizăm o ţîră, ţinîndu-ne tot de excelentul material furnizat de HotNews.ro, ce s-a întîmplat, ce-a putut să se întîmple, cu cei 700.000.000 lei, de bine de rău "investiţi".

Înainte de toate, însă, mi se pare firesc să reamintesc principiile directoare ale întemeierii FND. "*Potrivit legislaţiei, fondul se repartizează, la propunerea unor ordonatori principali de credite ai bugetului de stat şi ai bugetelor locale, pe baza de Hotărâri ale Guvernului. Cu sumele alocate din Fond se suplimentează bugetele ordonatorilor principali de credite, care*

[41] Situaţia de faţă îmi aminteşte un episod dintr-o şedinţă de la Editura Academiei de altă dată, condusă pe atunci de o fosilă stalinistă, pre numele ei (cam aranjat, -eanu nefiind de origine) de Constantin Busuioceanu, insuportabilă chiar şi pentru condiţiile, deja insuportabile, ale ceauşismului, de vreme ce contesta pînă şi dreptul constituţional la concedii medicale. Cînd i-am amintit tăios – cîştigasem un proces împotriva ipochimenului, în ciuda susţinerilor lui securisto-partinice; între alţii, Manea Mănescu, premierul de atunci, îşi publica "opurile" la editură – că pretenţiile lui semnificau, nici mai mult, nici mai puţin decît o încălcare a Constituţiei ţării, mi-a răspuns cu un ton tulbure: "Nu trebuie, totdeauna, să ne ţinem de Constituţie". "Ia te uită ce ne propune tov. director, să încălcăm Constituţia!" am izbucnit eu sarcastic, provocînd plecarea caraliului directorial şi a sinonimului lui tehnic.

vor fi evidenţiate distinct şi nu vor putea fi utilizate decât pentru destinaţiile pentru care au fost aprobate".

Splendid! S-a aplicat ceva din toate acestea? Neant! Sau, mai degrabă, da, cum am văzut abundent mai sus, s-a aplicat exact invers. Dar să continuăm împreună, inenarabile, această melancolică recapitulare a ce-ar fi trebuit să fie, dar n-a fost. Ori, atît de puţin…

"*Ordonatorii principali de credite raportează lunar Ministerului Finanţelor Publice modul de utilizare a sumelor alocate*". Să nu te bufnească râsu'-plânsu', vorba poetului? "Vor fi realizate analize lunare ale contului şi Ministerul Finanţelor Publice va comunica în fiecare lună, public, situaţia contului, proiectele pentru care s-au utilizat sumele de bani", declara în 2006 ministrul Finanţelor, Sebastian Vlădescu[42]. Tot după d-l Vlădescu, FND urma să cuprindă "toate veniturile din privatizare", "direcţionarea sumelor către diferite domenii" trebuind să se facă exclusiv "prin hotărâri ale Guvernului". Ţinta, am putea spune, privilegiată a investiţiilor, evident, nu unica, fiind "infrastructura rutieră".

Nu strică, poate, nici să mai zăbovim oleacă asupra promisiunilor şi aserţiunilor d-lui Tăriceanu, pe atunci (în 2006) încă premier în funcţiune, chit că citarea se face, oarecum, la trecut.

"*Ex-premierul a precizat la vremea aceea că sumele obţinute din privatizarea BCR nu vor merge în consum, ca în trecut, ci către «ameliorarea stării infrastructurii». Tăriceanu a spus în mai multe ocazii că cele 2,25 miliarde de euro intrate în contul statului din privatizarea BCR*[43] *vor fi utilizate pentru proiecte de infrastructură. «Vrem ca aceşti bani să meargă spre proiecte concrete de infrastructură. Mă refer aici nu numai la infrastructura rutieră, ci şi la infrastructura din educaţie şi cea a sistemului sanitar», a afirmat fostul premier*".

Deci, dacă din 11 miliarde de lei doar vreo 700 de milioane lei (adică circa 207 milioane euro din 3.250 de milioane) au fost realmente "direcţionate" în vederea realizării scopurilor definite de legea de funcţionare a FND, să încercăm să vedem mai îndeaproape, inenarabile, ce s-a întîmplat cu aceste 700 de milioane (207 milioane în euro). Citez după sursă:

"*HotNews.ro a făcut un calcul aproximativ al sumelor alocate* (nu şi utilizate efectiv s.m.) *prin hotărâri de Guvern din FND pentru investiţii.* ***În anii 2007-2008, au fost alocate circa 700 de milioane de lei pentru diverse lucrări*** (subliniat în text). *Exemple: finanţarea proiectelor de investiţii în infrastructura de transport, infrastructurii de mediu şi gospodărire a apelor, reabilitare a sistemelor de alimentare cu apă şi canalizare, construcţii de locuinţe sociale, lucrări de construcţie a aşezămintelor culturale. Au mai fost alocate sume pentru proiecte precum reabilitarea stadionului naţional Lia Manoliu şi modernizarea Aeroportului Internaţional Iaşi*".

---

[42] Ei da! Căci, cum ştiţi prea bine, la data creerii FND nu dvs. eraţi ministrul Finanţelor ci d-l Vlădescu. Dvs., inenarabile, v-aţi dovedit, după obicei, ministrul aplicărilor, adică al încălcărilor, mai exact, al călcării în picioare a tot ce se hotărîse, nicidecum ministrul întemeierilor, al devastărilor poate (v. *supra* pentru baremi o parte din multiplele dvs. activităţi şi pentru epitetele laudative stîrnite de acestea: "laşitate", "incompetenţă", "inconsistenţă", "fugă *caraghioasă* de lege şi răspundere", "demisie *de operetă*" (sublinierile îmi aparţin) – e vorba de "demisia de onoare" cu care vă împăunaţi ca şi de frumoasa acuzaţie de "complot şi subminare a economiei naţionale" pe care a formulat-o Parchetul şi de care nu v-a salvat, deocamdată, decît votul colegilor din Senat!). De altfel, la d-l Sebastian Vlădescu vom mai reveni…

[43] La care, tot în euro, se mai adăuga un miliard rezultat din alte privatizări.

Este evident că practic toate proiectele de investiţii mai sus menţionate, atît cele vizînd infrastructura de transport cît şi cele privind gospodărirea apelor precum şi reabilitarea sistemelor de canalizare şi alimentare cu apă, cele consacrate construcţiilor sociale, probabil şi celelalte (construirea de noi aşezăminte culturale, reabilitarea stadionului naţional "Lia Manoliu" sau modernizarea Aeroportului Internaţional Iaşi) trebuie considerate ca proiecte de importanţă primordială, indispensabile într-o ţară ce aspiră să se modernizeze. Este tot atît de evident că această "listă" nu trebuie considerată ca exhaustivă şi că alte proiecte, de importanţă egală sau superioară îşi aşteptau rîndul. În fine, pare incontestabil că sumele alocate (ce s-ar putea, conform sursei, *să nu fi fost utilizate efectiv*, v. *supra* dar mai ales *infra*) nu s-au putut dovedi suficiente pentru ducerea pînă la capăt a proiectelor enumerate. În care caz, inenarabile, cum dvs. vă găseaţi la cîrma MFP în perioada respectivă, cred că vi se poate pe drept imputa subminarea economiei naţionale şi pentru această foarte tenebroasă afacere. Nu spun că numai dvs. …

Să vedem acum ce s-a întîmplat după ce "gaura neagră" a "deficitului bugetar" a traversat, în chip cu totul arbitrar, orice ar schelălăi sofiştii de la MFP, fondurile Fondului. Aţi ghicit, inenarabile: fondurile au fost absorbite, practic au dispărut!

Să citǎm împreună: "***În 2009, ordonatorii principali de credite ai bugetului de stat şi ai bugetelor locale nu au solicitat sume din acest Fond*** (subliniat în text), *susţine Ministerul Finanţelor*".

Nu credeţi, mai degrabă că nu mai aveau din ce? Să vedem, tot împreună:

"*În anul 2009 prin Legea nr. 18/2009 privind Legea bugetului de stat pe anul 2009 la titlul "Fondul Naţional de Dezvoltare" a fost prevăzută suma de 198.648 mii lei, iar în baza Ordonanţei de Guvern nr. 19/2009 cu privire la rectificarea bugetului de stat pe anul 2009, suma iniţială a fost diminuată cu 176.300 mii lei rezultând după rectificare suma de 22.348 mii lei. Ordonatorii principali de credite ai bugetului de stat şi ai bugetelor locale nu au solicitat sume în anul 2009 din acest Fond, iar suma rămasă neutilizată de 22.348 mii lei a fost anulată de drept la finele anului conform prevederilor art. 61 alin. 3 din Legea nr. 500/2002 privind finanţele publice. Pentru anul 2010 prin Legea nr. 11/2010 privind Legea bugetului de stat pe anul 2010 la titlul 7 Fondul Naţional de Dezvoltare a fost prevăzută suma de 4.950 mii lei" precizează Ministerul Finanţelor*".

Curat, cinstit, negustoreşte! Rar am văzut o mai frumoasă operaţie de *nettoyage*! E drept, că nu prea am experienţă, domeniile noastre, inenarabile, nu se intersectează decît prea puţin, şi-apoi, eu n-am făcut ASE-ul ca dvs., eminente domn, şi ca celelalte "eminenţe" de la MFB!

Într-adevăr, nici o silabă despre cele **11.000.000 mii lei**, nici o silabă privind faptul că întreaga sumă rezulta exclusiv din privatizări!!! Dimpotrivă, totul e prezentat ca şi cum sumele alocate, pardon, prevăzute ar avea temei bugetar, nu extra-bugetar, cum este de fapt cazul. Reamintesc amnezicilor (ce să fac!): "*faptul că destinaţiile prevăzute a fi finanţate* ***nu beneficiază de resurse bugetare suficiente****… precum şi faptul că veniturile din privatizare existente în contul curent al Trezoreriei Statutului sau în contul în valută deschis la Banca Naţională a României constituie surse de finanţare lichide şi utilizabile imediat, care nu au asociate alte costuri, fiind practic cele mai ieftine surse de finanţare avute la dispoziţie, în temeiul art. 115 alin. (4) din Constituţia României, republicată*" (sublinierile îmi aparţin).

Nu ştiu cum vedeţi dvs. lucrurile, inenarabile, ca ex-ministru al finanţelor, dar mie situaţia mi se pare extrem de interesantă, ba chiar palpitantă. Deci avem pe de o parte, o situaţie de fapt:

necesitatea ameliorării infrastructurilor, a creerii unor infrastructuri noi în domeniul transporturilor, gestiunii apelor, reabilitării sistemelor de alimentare cu apă, canalizării etc. Această situaţie de fapt se poate traduce prin sintagma "necesitatea modernizării şi dezvoltării economice a României" ceea ce implică, îmi pare, şi ameliorarea calităţii vieţii locuitorilor ei, de unde proiectele de investiţii în domeniile educaţiei, sistemului sanitar, dar şi al locuinţelor sociale, de pildă, ca şi în cultură şi sport (v. *supra*). Tot acest evantai de proiecte urma să fie finanţat din banii rezultaţi din privatizări (3,25 miliarde euro) iar nicidecum din fonduri bugetare, pentru simplul motiv, amplu recunoscut de dvs. ca ministru de resort în epocă precum şi de tehnocraţii din MFP, că bugetul era deja paralizat de un deficit record (5,7% din PIB). *Pas mal*! În ce priveşte MFP, acesta urma să joace un fel de rol releu: "*Ordonatorii principali de credite raportează lunar Ministerului Finanţelor Publice modul de utilizare a sumelor alocate.Vor fi realizate analize lunare ale contului şi Ministerul Finanţelor Publice va comunica în fiecare lună, public, situaţia contului, proiectele pentru care s-au utilizat sumele de bani*". Am citat declaraţia făcută în 2006 de ministrul MFP al epocii, ex-excelenţa sa d-l Sebastian Vlădescu. "*Ordonatorii principali de credite raportează… Ministerul Finanţelor Publice va comunica în fiecare lună*…"

Or, iată că MFP, dacă nu mă înşel, "prevede" pe anul 2009 la titlul 75 (cam la coadă!) pentru Fondul Naţional de Dezvoltare suma de 198.648 mii lei! Ori, acest Fond poseda propriul lui capital, anume de 11.000.000 mii lei, ca să vorbim şi noi ca tehnocraţii, inenarabile, capital răpit în al treilea cer de Sfântul Duh, pasămite, de vreme ce FND-ului ajunge să i se prevadă, la titlul 75 abia, sumuşoara de 198.648 mii lei fix! De ce atît şi nu baremi 200.000 mii lei rotunzi? Mister! Căile Domnului sânt misterioase? Asta-i nimic pe lîngă "prevederile" MFP! Totuşi, ce mă surprinde pe mine cel mai mult, nu ştiu pe dvs. inenarabile, poate că sunteţi mai obişnuit, e că nu se mai piscuieşte o vorbuliţă despre "finanţarea deficitului", după cum, bineînţeles, nici despre cele 11 miliarde de lei. "FND" apare doar la titlul 75 din buget. Asta-i tot!

Dar să ajungă oare? Ca şi cum s-ar fi considerat prea generos MFP – cine exact? nu cumva chiar dvs.? – "diminuează" suma iniţială, deja ridicolă, cu 176.300 mii lei reducînd-o la exact 22.348 de mii (acest 348 pare să placă îndeosebi finanţiştilor). Face "serios"? Şi cum, printr-o fericită coincidenţă, suma a rămas neutilizată, ce rămînea alt de făcut decît să fie anulată "în finele anului"? Pentru anul următor, 2010, la titlul 75 "Fondul Naţional de Dezvoltare" (nu ştiu pe dvs. dar pe mine "Naţional" mă încîntă mai ales) fiind prevăzută suma de… 4.950 mii lei. Adică ceva mai puţin de 5 milioane. Asta din 11 miliarde! Cînd vă spuneam că rar mi-a fost dat să văd o mai splendidă operaţie de *nettoyage*, inestimabile! Nu ştiu ce s-a întîmplat pe 2011, dar îmi vine să cred că suma a fost încă şi mai spornic diminuată, probabil la zero!

6

Aş vrea acum să vedem împreună, inenarabile d-le Vosganian, cum s-a reflectat în alte conştiinţe decît a dvs. şi a mea (şi, bineînţeles, decît în conştiinţa colectivă a finanţiştilor) toată această istorie. Dar, totuşi, pentru a nu avea aerul de a exclude pe cineva voi începe tot cu nişte lucrători pe tărîmul finanţelor. Anume, mai întîi, cu "oficioşii anonimi", curajoşi nevoie mare, care afirmau (recitez tot pasajul): "Oameni apropiaţi Finanţelor au declarat pentru HotNews.ro, sub acoperirea anonimatului: ***«banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi. Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar»"*** (subliniat în text). Nu ştiu dvs., dar mie mai ales ghilimelele de la ***"folosiţi"*** îmi plac! Evident, dacă au fost "folosiţi" în integralitate, cum de au mai putut fi "prevăzuţi" ulterior? Mister total!

Personal, deşi, evident pot emite unele opinii, mă simt absolut incapabil să remarc altceva decît contradicţiile. Cum spuneam, însă, mai sus, hai să vedem acum împreună cum au fost interpretate lucrurile de inşi, nu spun mai competenţi decît mine – asta-i la mintea cocoşului! – dar, pe alocuri, poate chiar mai competenţi decît dvs., inestimabile. Şi posedînd, sunt practic sigur, cel puţin diploma de absolvire a ASE-ului. Mai poetic spus – sunteţi, de bine de rău, şi "poet" îmi pare, ba chiar poet "premiat", ca porcii de competiţie – vă propun "un studiu al ecourilor".

Cea dintîi personalitate la care doresc să mă refer e d-l Sebastian Vlădescu, ex-excelenţă finanţistă, asemeni dvs., cumva direct implicat în afacere prin aceea că sub ministeriatul domniei sale a fost, în 2006, creat FND. Ce ne spune, prin urmare, d-l Sebastian Vlădescu în limbagiu-i înalt diplomatic. Citez (din aceeaşi sursă).

"*Într-un* interviu acordat HotNews.ro *în februarie 2010* (dată la care, din cele 11 miliarde de lei ale dotării extrabugetare iniţiale, FND nu mai era "prevăzut la titlul 75" decît cu modesta sumă, "remuneraţie mică de la buget, coane Fănică", de 4.950.000 lei, *o miime din suma iniţială s-ar fi ridicat, totuşi, la 11.000.000 lei* – las lectorul interesat să facă calculul n.m.; nu rezist: 0,045%! moi toujours), *ministrul Finanţelor, Sebastian Vlădescu a afirmat că banii au fost cheltuiţi legal, însă «problema este că exista în stoc o lichiditate, în trezorerie, care a fost cheltuită şi nu a mai fost refăcută». «Problema a fost de oportunitate. A fost bine că România a rămas fără nici o rezervă în trezoreria ministerului de finanţe? Opinia mea e că a fost o greşală şi trebuia finanţat acel deficit (...) Cheltuirea acelor bani fără punerea lor la loc a fost o eroare de decizie», a precizat ministrul*".

Înţelegeţi ceva? Banii au fost cheltuiţi legal, dar cu probleme. Cheltuirea, deşi legală, a fost o eroare de decizie! *Now*, în ce priveşte chestiunea legalităţii am văzut şi răsvăzut, finanţarea deficitului nu intra în nici un fel în legea de funcţionare a FND. Deci, dacă se insistă a se afirma cum că cheltuirea fondurilor n-ar fi fost ilegală, tot ce putem concede e că avem a face cu o exploatare extra-legală a fondurilor (sau para-legală, meta-legală, dacă preferaţi; şi cu aceasta, iată-ne reveniţi de la real, la virtual, sau, mai degrabă, de la fizică la metafizică).

Mai curios e altceva. Anume faptul că d-l Vlădescu întoarce finanţiştilor de la MFP propria lor argumentaţie (cf. mai sus) *ca şi cum aceştia n-ar fi folosit fondurile, cum pretind, pentru finanţarea deficitului* – e tocmai ce le reproşează, s-ar zice, d-l Vlădescu – ci i-ar fi cheltuit în alte direcţii, mai ştii, poate taman pentru investiţii în dezvoltare! Greu să te descurci printre atîtea raţionamente contradictorii. O explicaţie ar putea sta în faptul că d-l Vlădescu *ştie* că banii nu au fost utilizaţi în vederea finanţării deficitului, cum se pretinde, deşi evită diplomatic să precizeze direcţia, considerînd ca o eroare exact irosirea fizică a fondurilor pe care tehnocraţii de la MFP pretinseseră a o evita. Toate astea rămîn, bineînţeles, extrem de îmbîrligate, chit că rămîi cu impresia tenace, sper că n-o să mă contraziceţi, inenarabile – nu dvs.! – că ceva e putred în "Danemarca" finanţelor române!

Opinia, la drept vorbind mult mai puţin paradoxală, a unei alte ex-excelenţe din domeniul finanţelor am citat-o mai sus. "*La vremea respectivă, dacă nu s-ar fi folosit banii din FND, statul ar fi avut două căi: ori să renunţe la finanţarea unor lucrări, adică să reducă deficitul bugetar, fie să emită obligaţiuni pe piaţă şi să ridice bani de pe piaţa internă sau de pe piaţa externă. În loc să emită obligaţiuni, a utilizat bani din FND. Eu nu discut utilizarea banilor, eu discut aspecte de tehnica finanţării şi de opţiuni în execuţia bugetară", a declarat pentru HotNews.ro, Daniel Dăianu*".

Nici eu nu discut prudenţa diplomatică a d-lui Dăianu, mă mulţumesc să remarc că ideile domniei sale au sens, lucru rar, s-ar zice, la un finanţist.

7

Lucru curios, pe cît de subtile şi diplomatice dar şi labirintic imprecise se vădesc raţionamentele finanţiste, pe atît de directe, brutale chiar, dar extrem de clare, sînt propoziţiile "nefinanţiştilor". De altfel, parcurgîndu-le – şi vă garantez, inenarabile, că nu le citisem în prealabil – am fost uimit de rigoarea anumitor coincidenţe. Dar s-o luăm de la titlul de capitol al excelentului material furnizat de HotNews.ro (art. citat, *ibidem*), cu atît mai mult cu cît titlul nu face decît să articuleze două citate.

"*Traian Băsescu: "Erau 3,2 miliarde de euro, s-au risipit". Emil Boc: "Au fost făcuţi praf. S-au cheltuit la cazinoul politic*".

Vedeţi cîtă lipsă de rafinament, inestimabile d-le Vosganian! Nu ca dvs. sau ca ex-subordonaţii dvs., demni de toată lauda, de altminteri, care jucaţi un ping-pong logic de toată splendoarea, oscilînd între pisica lui Schrödinger şi demonstraţiile imbatabile ale vechilor sofişti (de la *sofos*, "înţelept"); ceea ce pare să însemne că dvs. şi subordonaţii tocmai asta sunteţi, nişte "înţelepţi" în vreme ce nici eu, umilul, nici personalităţi ca d-nii Traian Băsescu şi Emil Boc nu suntem deloc aşa ceva!

Dar înainte de orice consideraţii, cred că ar fi mai bine să intrăm în detaliul afirmaţiilor d-lor mai sus menţionaţi. Citez. "*În 2009, Emil Boc şi Traian Băsescu au acuzat guvernarea liberală că a risipit "trei miliarde de euro". Mai precis era vorba de 11 miliarde de lei care trebuiau să existe în Fondul Naţional de Dezvoltare. La începutul anului 2009, premierul Boc declara: «**Fondul Naţional de Dezvoltare este practic, în acest moment, golit din punct de vedere financiar. Nu există bani reali. Există numai bani fictivi. Banii din vânzarea BCR şi din alte privatizări au fost cheltuiţi.** Pe ce, numai el (fostul premier Tăriceanu – n. red.) poate să spună. Nu există banii aceştia, este o gogoaşă, o minciună!»*" (subliniat în text).

Vedeţi coincidenţa, inestimabile? Eu vorbesc de substituirea realului prin virtual, îmi bazez, cu alte cuvinte, argumentaţia pe dihotomia "real"/"virtual" (nu în chip arbitrar ci ţinîndu-mă strîns de afirmaţiile "înţelepţilor" ministerului de finanţe), d-l Emil Boc, mai direct decît mine, lansează opoziţia radicală "real"/"fictiv". "Nu există bani reali. Există numai bani fictivi" afirmă neted domnia-sa. Şi încă: "Nu există banii aceştia, este o gogoaşă, o minciună!"

Dar să citäm mai departe. "*În schimb, fostul premier Călin Popescu-Tăriceanu a spus că banii există, însă nu ştie Guvernul să caute. În FND s-au acumulat 11 miliarde de lei din privatizări şi aceşti bani pot fi utilizaţi pentru investiţii, a precizat atunci Tăriceanu. Câteva luni mai târziu, Boc a revenit cu acuzaţiile, spunând că «Liberalii au cheltuit 3 miliarde de euro din Fondul Naţional de Dezvoltare, ducând deficitul bugetar la 5,4%». În iulie, Emil Boc a declarat că va propune în şedinţa coaliţiei PDL-PSD, formarea unei comisii de anchetă la nivelul Parlamentului, pentru a se stabili cum s-au cheltuit trei miliarde de euro*".

Deci bunul dvs. prieten, d-l Tăriceanu, acela care nu şi-a semnat la proces depoziţia (în orice caz autorul articolului nu precizează că şi-ar fi semnat-o!) pe motiv, cum să vă spun, de cvasi-analfabetism temporar, un acces, o criză handicapantă, cum li se mai întîmplă uneori oamenilor politici, pretinde că banii există dar "nu ştie Guvernul să caute". Ciudată idee! Căci dacă banii trebuie să fie căutaţi, se cheamă că sunt ascunşi. Ceea ce, fie spus în treacăt, confirmă niţicuş şi chiar cam mult acuzaţiile d-lui Boc. Recitez: "*Banii din vânzarea BCR şi din alte privatizări au*

fost cheltuiţi. Pe ce, numai el (fostul premier Tăriceanu – n. red.) poate să spună". E drept că d-l Boc pretinde că banii n-ar mai fi iar d-l Tăriceanu (temerar ca Greuceanu voinicul, cum am mai văzut şi analfabet, tot ca el) c-ar fi. Însă acesta nu e decît un detaliu. Important, importantissim, e că în ambele cazuri numai d-l Tăriceanu *ştie*. Pe *ce* s-au cheltuit (ori irosit), într-un caz. *Unde* au fost ascunşi, în celălalt.

Dar să continuăm citarea. Trecînd, de astă dată, la celălalt acuzator, la preşedintele Traian Băsescu. "*În acelaşi timp, şi preşedintele Traian Băsescu a afirmat că este necesară formarea acestei comisii. «Oare de ce nu se anchetează cum s-au risipit în ultimele trei luni din fosta guvernare 3,2 miliarde de euro? Cred că şi acest lucru ar trebui anchetat. Fondul de Dezvoltare, rezultat din vânzarea BCR şi al unei distribuţii de electricitate. Erau 3,2 miliarde de euro, s-au risipit. Nu mai ştie nimeni. Probabil nu ne interesează cifrele mari (...) şi aceste lucruri ar putea face obiectul unor anchete parlamentare, pentru că sunt sume uriaşe în joc», a declarat şeful statului în luna iulie 2009.*

«Nu ştiu dacă vă daţi seama cum ar fi stat bugetul şi deficitul bugetar, dacă acei bani nu erau aruncaţi, cel puţin în prima fază, fără forme legale, fără să fi trecut printr-o lege. Deci, sunt lucruri care trebuie toate anchetate: de la suma foarte mică, până la cele mai mari. Se pare că ne-am obişnuit ca sumele mari să nu ne mai intereseze. Eu cred că toate trebuie anchetate. Şi suspiciunile care există acum şi cele peste care s-a trecut cu multă bunăvoinţă cu vederea, deşi vă pot spune că la formarea alianţei era o mare discuţie, PSD-PDL, ce s-a făcut cu cele 3,2 miliarde de euro, Fondul Naţional de Dezvoltare, bani rezultaţi din vânzarea BCR şi a distribuţiei Banat, mi se pare, distribuţiei de electricitate», a mai spus Băsescu".

Şi pentru a reveni din nou la d-l Emil Boc, cu atît mai mult cu cît, de astă dată, chestiunea vă priveşte direct, inenarabile d-le Vosganian: "*În ianuarie 2010* (cum trece timpul! n.m.), *în timpul unui discurs ţinut la finalul dezbaterilor generale referitoare la proiectul Legii bugetului de stat, Emil Boc a ridicat din nou problema banilor din Fondul Naţional de Dezvoltare* (indiscret totuşi! n.m.), *aducând acuzaţii dure la adresa fostului ministru al finanţelor. «Pentru că, în loc să avem în 2009 bani puşi deoparte, am avut datorii puse deoparte de către domnul Vosganian.* ***Domnul Vosganian a fost acela care a făcut praf banii din Fondul de Dezvoltare, bani care trebuiau să meargă în infrastructura ţării, în autostrăzi, în drumuri, în spitale, în şcoli, şi care să se întoarcă cu efecte benefice în economie. Au fost făcuţi praf. S-au cheltuit la cazinoul politic»*** (s.m.)"[44].

Mă întreb ce ar mai fi de adăugat. Poate numai un singur detaliu. Atît dvs. cît şi înţelepţii de la MFP, ba chiar şi foştii miniştrii finanţişti, toţi spuneţi în cor, inenarabile, cum că cele 11 miliarde (incorect: e vorba numai de 10,3 miliarde lei) ar fi fost utilizate pentru finanţarea deficitului. Or, ce ne spune d-l Emil Boc? Tocmai contrariul! "*Liberalii au cheltuit 3 miliarde de euro din Fondul Naţional de Dezvoltare, ducând deficitul bugetar la 5,4%*". Eu găsisem mai sus o cifră niţel mai pesimistă: 5,7% din PIB. Şi cum cele 11 miliarde reprezentau 2,2% (ceea ce înseamnă, după calculul meu diletant de poet şi istoric al religiilor, că cele 10,3 miliarde ar trebui să reprezinte 2,06%), mă întrebam la cît ar trebui să se ridice deficitul după dispariţia fondurilor Fondului. Ziceam la 7,9%, zic acum la doar 7,76%. Dar iată că aflu acum, nu şi dvs.,

[44] O notă a redacţiei HotNews.ro ne comunică cum că: "Fostul ministru al Finanţelor Gheorghe Pogea, fostul premier Călin Popescu Tăriceanu şi actuala şefă a Trezoreriei **nu au vrut să dea detalii despre acest subiect**" (subliniat în text). Altfel spus: NO COMMENT!!! Asurzitor, nu?

inestimabile, că tocmai cifra de 5,4% – respectiv de 5,7% – ar fi datorată metafizicii financiare a "înţelepţilor", deci mai ales a dvs. ca "înţelept-şef", *sofist* vreau să zic, ceea ce înseamnă că prin sustracţie, dacă banii ar fi fost realmente utilizaţi pentru finanţarea deficitului, cum afirmaţi şi cum d-l Boc contestă, acesta, deficitul, carevasăzică, nu s-ar fi ridicat decît la 3,34% sau 3,64%, în funcţie de estimaţie. Ceea ce ar fi plasat România, practic, la nivelul exigenţelor UE.

Cele de mai sus sînt confirmate, de altfel, de d-l Traian Băsescu, preşedintele în funcţiune al României (citez): "*Nu ştiu dacă vă daţi seama cum ar fi stat bugetul şi deficitul bugetar, dacă acei bani nu erau aruncaţi, cel puţin în prima fază, fără forme legale, fără să fi trecut printr-o lege*". Deci, nu numai că "acei bani" au fost "aruncaţi", vorba jefuitului popor, *pe fereastră*, dar asta s-a făcut în absenţa oricăror forme legale, fără nici o urmă documentară, ceea ce explică strania coincidenţă dintre promisiunea transparenţei şi metoda evanescenţei, dintre transparenţă şi evanescenţă – nu-i aşa, excelentissime domn Tăriceanu?

8

În cele ce urmează, mă voi baza pe articolul d-nei Claudia Pîrvoiu (HotNews.ro din 12 martie 2013) cu titlul:

Curtea de Conturi: Cei 11 miliarde de lei din privatizări au fost folosiţi pentru acoperirea deficitelor din Trezorerie. Nereguli în cazul investiţiilor făcute cu bani din Fondul Naţional de Dezvoltare. Documentul pe care se bizuie, la rîndu-i, articolul fiind Raportul Curţii de Conturi pe 2008.

Vă invit, inenarabile, să parcurgem împreună articolul, citîndu-l, pe cît posibil, pentru a cerne şi discerne cu grijă eventualele informaţii noi şi a le evalua în consecinţă.

"*Înfiinţarea Fondului Naţional de Dezvoltare a fost urmată de un mod de aplicare restrâns, temporizat şi ezitant, care a vizat mai degrabă prezervarea disponibilităţilor din privatizare, gestionate de Ministerul Finanţelor Publice* (carele, cum am văzut mai sus, le-a "gestionat" atît de bine încît şi le-a apropriat integral, reducînd suma globală iniţială la 0, 045% din ea – respectiv 4.950.000 lei, n.m.), *decât introducerea lor în circuitul investiţional. Aceasta este una dintre concluziile prezentate de Curtea de Conturi în raportul pe 2008. Potrivit raportului, sumele provenite din privatizări, adică 11 miliarde de lei, au fost folosite pentru acoperirea deficitelor din Trezorerie. În ceea ce priveşte sumele utilizate efectiv pentru investiţii din FND, circa 500 milioane de lei* (pe cîte ştiu, cifra apare pentru prima oară, în această poziţie a "afacerii", suma avansată pînă acum fiind de 700 de milioane de lei; dar vom vedea mai departe cum stau lucrurile n.m.), *Curtea de Conturi a sesizat o serie de nereguli şi prejudicii. Au fost sesizate organele de urmărire penală în cazul banilor alocaţi pentru investiţiile de la stadionul naţional Lia Manoliu şi aeroportul Băneasa*".

Ultimele două elemente sunt noi. La drept vorbind, inenarabile, simţeam demult că trebuie să fi existat nereguli şi la nivelul banilor pretins investiţi, independent de colosala operaţie de escamotare (nu pot s-o numesc altfel!) a celor 10,3 miliarde de lei, a căror destinaţie reală a rămas neelucidată. Vom vedea mai la vale în ce constau neregulile depistate de Curtea de Conturi. În schimb, vom putea vedea împreună, inenarabile, ritmul extraordinar în care au dispărut banii din FND. De ce vom putea vedea împreună aceasta? Pentru că pe perioada 2007-2008 dvs., inestimabile, aţi "gestionat" fondul în chestie. Cum de vi s-a încredinţat o asemenea misiune, iată ce nu înţeleg. În ce mă priveşte, nu v-aş fi încredinţat, dacă aş fi avut-o, nici măcar o puşculiţă, darmite ditamai Fondul de 11 miliarde de lei (chiar mai mult, cum vom vedea). E

drept că eu am ajuns să vă cunosc mai bine ca alţii. Mai cu seamă, în calitatea dvs. de Mecena al calomniatorilor (al calomniatorului G. Diradurian în orice caz), de protector al Zoililor şi de naş generos al Thersiţilor cu injuriile lor, tot calomnioase, evident! (Mă rog, între timp am ajuns să vă ştiu şi ca Trimalhio al arhicorupţilor, dar asta-i mai recent!) Căci cine finanţează minciunile şi injuriile calomnioase, cred că veţi fi de acord, întreţine cu ele raporturi ce-l descalifică în tot ce ar putea implica adevărul. Sau, vorba poporului jecmănit, "spune-mi cu cine te ţii ca să-ţi spun cine eşti"! De acord, mizerabile? Dar să citäm înainte, căci citatul e tatăl înţelepciunii.

"*Pe scurt: Banii care trebuiau să ajungă în investiţii nu mai există, fiind folosiţi pentru acoperirea deficitului. În 2008, a fost utilizată suma de 8,5 miliarde de lei, iar în 2007, suma de 2,6 miliarde de lei, totalul fiind de 11,1 miliarde de lei*[45] *. Fondul Naţional de Dezvoltare trebuie reîntregit*[46] *pentru ca acea sumă să poată fi utilizată pentru lucrări de infrastructură. Persoana care a gestionat fondul în perioada 2007-2008, Varujan Vosganian, susţine că sumele au fost utilizate temporar, iar fondul poate fi refăcut prin emiterea unor titluri de stat. «Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să reîntregesc fondul», este răspunsul lui Vosganian la o întrebare adresată de HotNews.ro. Rămâne în continuare întrebarea: Unde au ajuns cele 11 miliarde de lei?*"

Inenarabile, principiul non-contradicţiei vă va rămîne în veci străin (pentru cineva care se laudă a fi făcut matematicile, ce nu sînt decît o aplicaţie creatoare a logicii, lucrul mi se pare lamentabil). Căci dacă sumele au fost, cum afirmaţi, utilizate "temporar" înseamnă că exista din start un mecanism de restituire a banilor împrumutaţi. Asta fără a recurge la crearea unui mecanism suplimentar ("emiterea unor titluri de stat"). X împrumutînd de la Y o sumă Z, dacă e om cinstit, ştie că va avea mijloacele de a restitui într-un timp T suma în chestie. Dacă e un escroc à la Madoff ştie, dimpotrivă, că n-o va restitui. Acum, omul cinstit se poate înşela fără să vrea să înşele, însă atunci, dacă restituţia a devenit obiectiv imposibilă, omul cinstit plăteşte altfel: îşi consacră viaţa restituţiei ca César Birotteau ori se sinucide ca nu ştiu cîţi capitalişti ce au vrut să-şi salveze onoarea. Dvs. nu faceţi nici una nici alta. Dvs. propuneţi. Şi, mai exact, *vă propuneţi.* Însă dacă singura soluţie e emisia de titluri înseamnă că, în sine, operaţia iniţială, vidă de orice trasabilitate documentară, trebuie reamintit, nu era temporară ci definitivă.

Pe de altă parte, dacă ne concentrăm asupra emisiei de titluri de stat se degajează întrebarea (abia implicită în intervenţia colegului dvs. d-l Daniel Dăianu): de ce nu s-a recurs la această metodă a emiterii de titluri *în locul* vidării FND. Exista o problemă de deficit bugetar? Foarte

---

[45] Mi se pare evident, deşi în materie financiară am început să învăţ că nimic nu e mai echivoc ca evidenţa – altfel cum să explicăm succesul metodei evanescenţei, atît de naiv confundată cu promisiunile de transparenţă ale d-lui Tăriceanu? –, cum că cele două cifre menţionate mai sus ar trebui să cuprindă şi cele 700 de milioane (discutăm mereu în lei, firește) prevăzute pentru investiţii (totuşi!). În caz contrar, metoda evanescenţei, combinată subtil cu tehnica transformării realului în virtual şi invers, antrenînd umflarea sumei iniţiale de 11 miliarde la 11,7 sau chiar la 11,8, cu corectivul de 11,1 rezultat din raportul CC.

[46] Ideea aceasta a "reîntregirii" FND mărturisesc că mi se pare bizară şi, mai exact, inadecvată. Căci poţi reîntregi ceva din care o parte, indiferent cum şi cît, lipseşte, nu ceva ce a dispărut cu totul. Cît despre cealaltă idee, formal mai corectă, a "refacerii" fondului, ea mi se pare substanţial indecentă în context. X îşi poate reface averea pe care a pierdut-o, dar un fond escamotat, altfel spus, făcut dispărut fără urmă şi fără documente justificative trebuie *recuperat* pur şi simplu *de la cei ce l-au făcut dispărut,* cărora trebuie să li se dea în schimb sancţiunile, sper extrem de severe, prevăzute de lege! Căci nu trebuie, în nici un caz, să fim meschini.

rău, însă ar fi fost, în orice caz, mai logic (şi din toate punctele de vedere preferabil) să fie finanţat deficitul prin emiterea de titluri iară nu să fie finanţat fondul prin care a fost finanţat deficitul bugetar. Asta dacă admitem teza oficială carele, conform tezei oficioase (v. *supra*), ar trebui pusă între ghilimele.

Cît despre revenirea dvs. la putere cu care aţi avut neruşinarea de a-l "ispiti" pe preşedintele Traian Băsescu ("*Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să reîntregesc fondul*"), tot ce pot să spun e: să ferească Dumnezeu România de o asemenea grotescă eventualitate! Altfel mă tem că, într-adevăr, aţi reface fondul dar numai pentru a-l face să redispară şi nu o dată ci cel puţin de vreo zece ori!

În ce constă însă epilogul afacerii? Asta e, că nu prea constă ci doar costă. "*Atitudinea actualului Guvern faţă de modul în care au fost utilizate sumele este mai degrabă pasivă. Din când în când iese premierul Emil Boc şi mai aminteşte de acei bani, fără a întreprinde, însă, ceva concret. Ultima oară a vorbit de sumele din FND în urmă cu două zile* (deci pe 10 martie 2010 n.m.*), în cadrul unei vizite în judeţul Timiş.* «*Noi am luat 3,6 miliarde de euro până acum, Guvernul României, de la FMI şi Comisia Europeană. Dacă aveam banii în Fondul naţional de dezvoltare, de unde i-a cheltuit guvernul liberal, România nu ar fi avut nevoie de acord de împrumut pentru finanţarea deficitului. Dar când am avut creştere economică de 5, de 8%, am lăsat deficit de 5,2%. Ne-am finanţat deficitul de unde? Nu din împrumut extern, ci păpând banii de la privatizarea BCR-ului şi a altor privatizări.* ***Banii aceia din Fondul de dezvoltare, 4 miliarde şi ceva de euro*** (parcă numai 3,25 miliarde euro, însă nu asta-i problema reală! n.m.), ***în loc să fie trimişi la investiţii, unde le era locul, că de aceea am făcut privatizări, i-a cheltuit guvernul liberal pe bonusuri, prime şi cadouri electorale***», a spus Boc (s.m.)".

E drept, cifra avansată de premier e inexactă, eroarea ridicîndu-se la cam un miliard de euro, însă inexactitudinea pare mai mult efectul elanului retoric al discursului. În schimb, informaţiile din final constituie nişte acuzaţii extrem de precise şi de o extremă gravitate, acuzaţii la care pe cît ştiu, dar mă pot înşela, nici un membru al fostului guvern liberal, nici dvs., inenarabile, nici acel voinic din poveste, temerar ca voinicii şi analfabet tot ca ei (v. *supra* dacă mai e nevoie), l-am numit pe fermul dvs. prieten şi aliat, d-l Tăriceanu, n-aţi răspuns ceea ce, iertaţi-mă, dar mi se pare de-a mirările. Deci nu contestaţi că cele 11,1 miliarde de lei (= 3,25 miliarde de euro) ar fi fost cheltuiţi "***pe bonusuri, prime şi cadouri electorale***"!!! La drept vorbind, de e să ne luăm după ghilimelele tezei oficioase a finanţiştilor anonimi, sugestia ar fi tot cam aceasta. Reiau încă o dată integral citatul: "*Oameni apropiaţi Finanţelor au declarat pentru HotNews.ro, sub acoperirea anonimatului: «banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi. Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar»"***.** Este evident "se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar" exprimă un dubiu (*se pare … "folosiţi"*) ce tinde să anuleze contextual semnificaţia denotată.

Desigur, e o diferenţă între simplele ghilimele ce sugerează clar, dar sugerează numai, o fraudă (e drept că în propoziţia "*11 miliarde de lei care* ***se pare că au fost "folosiţi"*** *pentru finanţarea deficitului bugetar*" sugestia e dublu subliniată) şi o enumerare de acuzaţii determinate de tipul "*i-a cheltuit* (banii, cele 11 miliarde lei sau, în text, 3,25 miliarde euro n.m.) *guvernul liberal pe bonusuri, prime şi cadouri electorale*». După cum există o indiscutabilă diferenţă între exprimarea oarecum metaforică a aceluiaşi premier Emil Boc: "***Au fost făcuţi praf*** (e vorba de aceiaşi bani n.m.). ***S-au cheltuit la cazinoul politic***", şi acuzaţiile incomparabil mai precise ale aceluiaşi – deşi din aceste acuzaţii lipsesc încă numele beneficiarilor şi circumstanţele precise ale fraudei. Să reamintim împreună, inenarabile, şi

formula preşedintelui Traian Băsescu: **"*Erau 3,2 miliarde de euro, s-au risipit*"**. Un lucru, în orice caz, e limpede: nici în declaraţiile oficioşilor anonimi, nici în cele, metaforice au ba, ale d-lor Traian Băsescu şi Emil Boc, nu mai e vorba de finanţarea deficitului! După cum propria dvs. declaraţie, inestimabile ("*Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să reîntregesc fondul*"), are meritul de a recunoaşte, fără ocol, baremi un fapt: ***banii au dispărut.*** Interesantă mărturie a autorului însuşi al dispariţiei, îmi vine să spun, a făptaşului!

Probabil că oameni mai competenţi decît mine în domeniul finanţelor ar putea explica, de ar vrea, mult mai mult din această foarte tenebroasă afacere, una din multele, pe cîte am început să-mi dau seama, ce par să indice că "motorul", principalul "motor" al economiei române nu sunt investiţiile, cum ar fi normal, ci corupţia.

9

Am încercat să văd, mai sus, cum fuseseră cheltuiţi cei 700 de milioane lei, în principiu investiţi. Raportul Curţii de conturi pe 2008 îmi permite să circumstanţiez considerabil subiectul. Citez din acelaşi articol: "*FND a fost înfiinţat în 2006 fiind alimentat cu 11 miliarde de lei din privatizarea BCR şi alte privatizări. Potrivit OUG 113/2006, aceşti bani trebuiau să fie folosiţi pentru investiţii. Acesta a fost scopul principal al înfiinţării fondului. Numai din privatizarea BCR au intrat în contul statului 2,25 miliarde de euro. Câţi bani au fost utilizaţi efectiv pentru investiţii? Raportul Curţii de Conturi arată clar: 504 milioane lei. Aceasta este suma cheltuită, însă în bugetul de stat au fost prevăzuţi 700 de milioane de lei în perioada 2007-2008. Potrivit Ministerului Finanţelor, în 2009 nu a fost cheltuit niciun ban din FND*".

Iată un mic detaliu cu efect de bombă! Pînă acum absolut toate sursele menţionau 700 de milioane de lei reprezentînd suma, vădit insuficientă, ce ar fi urmat făgaşul legiuit al FND: investiţiile. Or, raportul Curţii de Conturi ne revelă, în orice caz îmi revelă mie inestimabile, probabil nu şi dvs., cum că suma real investită nu s-ar ridica decît la 504 milioane lei, deşi, ce-i drept, în bugetul de stat fuseseră prevăzuţi 700 de milioane lei în acest scop (pe perioada 2007-2008). Ce s-a întîmplat atunci cu *diferenţa*, cifrată, pentru oricine ştie să facă o scădere, la 196 milioane lei? Raportul Curţii de Conturi nu ne-o spune deşi, evident, chestiunea e centrală. Avem oare de-a face cu o revenire în forţă a metodei evanescenţei în miezul operator chiar al investiţiilor? Sau, mai neted, cu o deturnare secundă de fonduri, dar în acest caz, destinată cui? Un fel de "bacşiş" pentru servicii aduse? Şi dacă, într-adevăr, aşa stau lucrurile, dirijat spre ce destinatar? Interogaţiile s-ar putea multiplica, tulburător rămîne faptul că nimeni nu şi le-a pus, ori, în orice caz, nu pare a şi le fi pus vreodată. Misterul celor 11 miliarde de lei devine, astfel, realmente misterul celor 11 miliarde de lei şi nu doar al celor 10,3, cum credeam pînă acum, de vreme ce, parţial sau total, rămîne să vedem, ***şi cele 700 de milioane de lei par să se găsească sub semnul fraudei…***

Mai multe detalii? Iată-le! "*Raportul Curţii de Conturi confirmă că prin legile bugetare anuale au fost stabilite pentru FND valori modeste şi ponderi nesemnificative faţă de valoarea totală în "echivalent lei" a disponibilităţilor din privatizare: 5,1% la începutul anului 2007, respectiv 0,9% în 2008*[47]*. În ceea ce priveşte utilizarea efectivă a banilor din FND, raportul Curţii de Conturi ridică mai multe semne de întrebare. Potrivit raportului, nu a existat*

[47] Pentru 2009 procentajul a scăzut la 0,2%, dacă ar fi să mă opresc după prima zecimală (0,2031636364% pentru curioşi) iar în 2010, ştim deja, la doar 0,045%!

suficientă preocupare pentru efectuarea, la nivelul Guvernului, a unor analize şi evaluări periodice de tip feed-back asupra modului de derulare a finanţărilor din FND şi de implementare a proiectelor finanţate. Raportul mai arată că nu există argumente pertinente care să certifice că proiectele pentru care au fost repartizate sume din FND au fost cu adevărat prioritare".

Nu vi se pare extrem de interesant, inenarabile, că pe perioada ministeriatului dvs. nu numai că sumele investite reprezintă o proporţie minusculă, microbiană, din total dar că, colac peste pupăza vosganiană, "nu există argumente pertinente care să certifice că proiectele pentru care au fost repartizate sume din FND au fost cu adevărat prioritare". De ce oare?

"*Curtea de Conturi a constatat şi unele disfuncţionalităţi, pornind de la Ministerul Finanţelor până la beneficiarii banilor. Concluzia generală a auditului este că repartizarea sumelor din FND nu şi-a atins scopul pentru care a fost făcută, excepţie făcând sumele repartizate pentru Primăria Bacău*".

Nu credeţi, vai! mizerabile, că "concluzia generală a auditului" pulverizează palavrele "înţelepţilor" de la Ministerul Finanţelor, deci şi pe ale dvs.?!! Cum mai stăm cu retorica onoarei, inenarabile!!! Dvs., care în materie de "onoare", ba şi de onestitate elementară, aveţi exact atît cît încape între calomnie şi finanţarea publicării ei! Să ne mai mirăm – este cazul? – că cel ce abuzează de fondurile publice şi de imunitatea de care se bucură, va abuza şi de onoarea cetăţenilor ţării sale, ba chiar şi de aceea a unor cetăţeni străini (cazul meu, mizerabile!), murdărindu-le reputaţia prin persoană interpusă – şi ce persoană! un semi-nebun de la Spitalul nr-ul 9 – şi împroşcîndu-le, ca printr-un furtun al dejecţiilor, cu cele mai abjecte injurii. Căci să fim clari, mizerabile, responsabil pentru acest bâlci al calomniilor – exact cum s-a văzut mai sus, în cel financiar – pe dvs. vă consider, nu pe semi-nebunul sus menţionat. Mă refer desigur, pentru a evita orice ambiguităţi, la virusul cu pretenţii de scriitor, vag scrib, abia ceva mai alfabetizat decît prietenul dvs., d-l Tăriceanu, pe nume Gabriel Diradurian. Sincer, mă mir că nu l-aţi folosit în procesul dvs. contra d-lui Liviu Turcu, ar fi făcut un martor de moralitate extraordinar!

10

Să vedem acum, urmînd tot firul articolului d-nei Claudia Pîrvoiu, bizuit pe raportul aceleiaşi Curţi de Conturi, mai multe "***exemple de disfuncţionalităţi şi nereguli***". Citez căci citatul, vă amintiţi, inenarabile, e tatăl înţelepciunii (menţionez că în citatele ce urmează, cifrarea pe puncte, precum şi, eventual, o parte din segmentarea textului îmi aparţin).

"*La Ministerul Finanţelor Publice* (tocmai acolo! n.m.)*:*

1) nu au fost stabilite nici procedura nici criteriile de fundamentare, de către MFP, a nivelului FND propus în bugetul de stat;

2) au fost acceptate, ca pe economii bine-venite la FND, atât renunţările ordonatorilor principali de credite, cât şi sumele rămase neutilizate la sfârşitul anului, fără a fi cerute explicaţii referitoare la cauze, fără o analiză serioasă şi fără a fi informat Guvernul;

3) nu au fost solicitate ordonatorilor principali de credite prezentarea, conform legii, de propuneri de alocări de sume din FND, în vederea cuprinderii acestora în proiectul bugetului de stat".

Deci, dacă înţeleg bine, toată retorica cu "titlul 75 Fondul Naţional de Dezvoltare", datată, ce-i drept, din 2009, riscă să fie bizuită pe vînt, de vreme ce nu pleacă nici de la o stabilire clară a criteriilor de fundamentare, nici a procedurii operatorii, lucru vizibil, de altfel, din totalul hăiscea al alocării sumelor ce sar, fără motiv, de la 198.648.000 lei la doar 22.348.000 lei pentru acelaşi an, pentru a ajunge la microbiana sumă de 4.950.000 lei pentru 2010, iar apoi, probabil, la 0!

Tot în această foarte versatilă strategie a lipsei de strategie, cel puţin în planul dinamicii investiţiilor intră, desigur, şi acceptarea "*ca pe economii bine-venite la FND, atât a renunţărilor ordonatorilor principali de credite, cât şi a sumelor rămase neutilizate la sfârşitul anului*" (am adaptat minim citatul la context, n.m.), evident – se putea altfel? – "*fără a fi cerute explicaţii referitoare la cauze, fără o analiză serioasă şi fără a fi informat Guvernul*". Pe scurt, dacă pricep bine chestiunea, inenarabile, nici dvs., nici instituţia pe care o conduceaţi, în speţă MFP, nu v-aţi îndeplinit corect funcţia de "gestionari" ai FND, favorizînd "*un mod de aplicare restrâns, temporizat şi ezitant, care a vizat mai degrabă prezervarea disponibilităţilor din privatizare (...) decât introducerea lor în circuitul investiţional*". Problema gravissimă fiind că această aplicare timidă, temporizantă şi ezitantă a legii de funcţionare a FND, mai mult, am putea spune, *extrem de superficială* ("*fără a fi cerute explicaţii referitoare la cauze, fără o analiză serioasă şi fără a fi informat Guvernul*") s-a încheiat prin dispariţia masivă şi intrasabilă a cvasitotalităţii fondurilor Fondului, dispariţie pe care membri marcanţi ai executivului (premierul Emil Boc, preşedintele Traian Băsescu şi alţii) au calificat-o, practic, de fraudă.

Re-citez: "*Noi am luat 3,6 miliarde de euro până acum, Guvernul României, de la FMI şi Comisia Europeană. Dacă aveam banii în Fondul naţional de dezvoltare, de unde i-a cheltuit guvernul liberal, România nu ar fi avut nevoie de acord de împrumut pentru finanţarea deficitului. Dar când am avut creştere economică de 5, de 8%, am lăsat deficit de 5,2%. Ne-am finanţat deficitul de unde? Nu din împrumut extern, ci păpând banii de la privatizarea BCR-ului şi a altor privatizări. Banii aceia din Fondul de dezvoltare, 4 miliarde şi ceva de euro* (parcă numai 3,25 miliarde euro, însă nu asta-i problema reală!), *în loc să fie trimişi la investiţii, unde le era locul, că de aceea am făcut privatizări, i-a cheltuit guvernul liberal pe bonusuri, prime şi cadouri electorale*" (premierul Emil Boc). "*Au fost făcuţi praf. S-au cheltuit la cazinoul politic*" (acelaşi despre aceiaşi). "*Erau 3,2 miliarde de euro, s-au risipit*" (preşedintele Traian Băsescu).

Cît despre ultimul punct, punctul 3 ("*nu a fost solicitată ordonatorilor principali de credite prezentarea, conform legii, de propuneri de alocări de sume din FND, în vederea cuprinderii acestora în proiectul bugetului de stat*" mi-am permis să corectez din mers pasajul n.m.), acesta decurge "logic" şi "legic" – cel puţin în logica celor ce, asemeni dvs., inenarabile, calcă cu extrem apetit legile stabilite de Guvern, în speţă, legea de funcţionare a FND, făcînd dispărute peste 3 miliarde de euro – din cele de mai sus. E, deci, inutil a-l mai comenta.

Să continuăm examinarea „disfuncţionalităţilor şi neregulilor" semnalate în raportul Curţii de Conturi:

"*La ministerele beneficiare de sume repartizate din FND:*

1) nu a fost constituit prin dispoziţie a ministrului, la nivelul fiecărui minister, cu excepţia Ministerului Culturii şi Cultelor, grupul de lucru pentru elaborarea notelor de fundamentare şi a proiectelor hotărârilor de guvern;

2) propunerile de proiecte nu au fost rezultatul unei selecţii bazate pe proceduri interne şi criterii de eligibilitate, la fel şi introducerea la finanţare a unor proiecte propuse de entităţi exterioare ministerelor şi stabilirea cuantumurilor individuale de finanţare pe fiecare obiectiv şi entitate în parte (excepţie a făcut numai programul derulat de Ministerul Culturii şi Cultelor);

3) nerealizarea programelor finanţate, precum şi neutilizarea sumelor din FND au avut drept cauză principală atât fundamentările nerealiste, cât şi capacitatea tehnico-organizaţională insuficientă a unor entităţi beneficiare, de regulă primării".

Bun, pare destul de evident că nu avem de-a face aici doar cu incompetenţa dvs. proprie, inenarabile – pentru că orice s-ar crede, în genere, şi orice vă închipuiaţi dvs. înşivă cînd cu impertinenţa caracteristică vă ofereaţi serviciile pentru refacerea Fondului, necinstea este, şi ea, o formă a incompetenţei, nu vreo culme a abilităţii, vă spun asta mai mult pentru a risipi o iluzie extrem de înrădăcinată – şi poate nici măcar numai cu cea a "înţelepţilor", recte sofiştilor din MFP, ci cu o problemă mai complexă ce pare să vizeze (cu unica excepţie subliniată de raport a Ministerului Culturii şi Cultelor) incapacitatea de principiu a structurilor beneficiare, ministere, dar şi "entităţi exterioare" acestora, "de regulă primării", de a beneficia, tocmai, în chip eficace de finanţarea ce li se oferă. Problema e că incoerenţa funcţională şi organizatorică a ansamblului structurilor, în principiu, beneficiare a fost, cumva, încurajată sau, în orice caz, exploatată – v. punctele 2-3 ale citatului precedent, din care rezultă net că sumele rămase neutilizate la sfârşitul anului au fost considerate, în chipul cel mai superficial ca "economii", cînd, de fapt, traduceau disfuncţii, disfuncţii rămase, practic, neanalizate; la aceasta adăugîndu-se şi faptul, mă tem, extrem de grav, ex-ex-ex-excelenţa voastră că "nu a fost solicitată ordonatorilor principali de credite prezentarea, conform legii, de propuneri de alocări de sume din FND, în vederea cuprinderii acestora în proiectul bugetului de stat". Exploatată de cine? Vă las să ghiciţi singur!

Pe scurt, cum ar spune francezii "*vous avez laissez pourrir la situation"*, înecînd sub disfuncţii frumoasa dvs. metodă a evanescenţei financiare. Cu asemenea metodă, un Stat se poate îmbogăţi *la infinit* cu vidul fondurilor lui virtuale, ajungînd *simultan dar non-concomitent* dator vîndut şi chiar falit prin vidul fondurilor lui reale.

Dar să continuăm cu trecerea în revistă a „disfuncţionalităţilor şi neregulilor":

"*La entităţile teritoriale:*

1) au fost constatate unele abateri de la legalitate şi regularitate, suma totală a prejudiciilor estimate fiind de 20,3 milioane de lei, reprezentând 3,9% din FND repartizat, în perioada 2007-2008, entităţilor din eşantionul auditat;

2) abaterile de la legalitate se referă la plăţi nelegale sau nejustificate efectuate pentru lucrări de construcţii-montaj, la neconstituirea garanţiilor de bună execuţie, la aplicarea prevederilor legale privind achiziţiile publice.

3) în două cazuri, SN "Aeroportul Internaţional Bucureşti Băneasa – Aurel Vlaicu" – SA, respectiv Primăria Municipiului Bucureşti, actele de control au fost transmise organelor de urmărire penală, deoarece s-au constatat fapte pentru care există indicii că au fost săvârşite cu încălcarea legii penale.

Pentru Aeroportul Băneasa a fost alocată prin hotărâre de Guvern, în 2007, suma de 105 milioane lei, iar pentru stadionul naţional "Lia Manoliu" au fost alocate Primăriei Capitalei

79,4 milioane lei în 2007 şi 31 milioane lei în 2008. Curtea de Conturi: În cazul Municipiului Bucureşti nu au fost respectate procedurile legale cu privire la atribuirea şi încheierea contractelor de lucrări şi servicii şi au fost efectuate plăţi nelegale, în avans, pentru "organizare de şantier" şi pentru "proiectare" (prejudiciu estimat la 13.498,6 mii lei)".

Ce să zic, ce să mai zic, inenarabile? Din 11 miliarde de lei sfîrşesc prin a fi investiţi, *în teorie*, 700 de milioane de lei. În practică, doar 504 milioane, fără a se mai şti ce s-a întîmplat cu celelalte 196 de milioane (tot aşa cum se pierduse deja urma celorlalte 10,3-4 miliarde). Dar acum iată că pînă şi în sfera foarte puţinilor (proporţional) lei investiţi apar "abateri de la legalitate", altfel spus, fraude, suma totală a prejudiciilor fiind estimată la 20,3 milioane lei.

De altfel, detaliile malversaţiilor sînt explicit furnizate de citat, orice alt comentariu fiind inutil. Întrebarea care, cred, merită să fie pusă e însă următoarea. Cine e, instituţional şi personal, răspunzător pentru toate aceste matrapazlîcuri – să spunem lucrurilor pe nume – şi, eufemistic vorbind, disfuncţii? Instituţional, mi se pare clar, răspunsul se impune: MFP ca gestionar al FND.

În plan personal, lucrurile ar trebui limpezite şi stabilite fără ambiguităţi de o anchetă, care, însă, nu se va lovi – e de sperat! – de tot soiul de imunităţi şi palavre demagogice "de onoare" sau "de operetă" ce-i vor bloca desfăşurarea. Totuşi, chiar şi fără anchetă, nu văd cum s-ar putea evita concluzia că, de vreme ce instituţional răspunderea principală (nu pretind că exclusivă) aparţine MFP, în plan personal ea trebuie atribuită ministrului (miniştrilor) din perioada respectivă, precum şi principalilor subordonaţi subodoraţi ca complici ai acestuia (acestora), precizările documentare urmînd a fi aduse de cei în drept. Mai concret, cine ne-ar fi responsabilii? Păi, în principal, dvs., inenarabile, ministru al MFP exact în epoca incriminată, implicat deja în multe alte grave afaceri de care, deocamdată, numai "imunitatea" vă salvează (v. *supra*), acuzat deja ca "complotist" şi "subminator al economiei naţionale", ceea ce, în plan economic, nu cred să mă înşel, corespunde cu "înalta trădare" ce în Franţa i-ar trimite în faţa Justiţiei chiar şi pe preşedinţi, darmite pe un mic bulibaşă mizerabil de soiul dvs. – biet "Mecena" al semi-dementului Diradurian, patron trimalhic al injuriilor delirante ale aceluiaşi, acuzat de foarte onorabilul Virgil Măgureanu, cu "dosarul pe masă", cum rezultă din presă şi din Jurnalul regretatei Monica Lovinescu, de a fi funcţionat ca sicofant al drăgălaşei securităţi "interne", iară nu ca James Bond, cum vă răsfăţa Liviu Turcu, şi pe scurt, lăfăit în atîtea păcate încît, de nu sînteţi cumva un agnostic impenitent sau de nu vă e "inima împietrită", cum ar spune Biblia, asemeni Faraonului din Exod (Ramses al-II-lea după toate probabilităţile), trebuie să fiţi convins că vă aşteaptă un loc de onoare (în orice caz nu "de operetă") – hm! în Infern…

Ce să mai citez, inenarabile? Poate rîndurile acestea, în continuarea „disfuncţionalităţilor şi neregulilor" constatate:

"*La autorităţile administraţiei publice locale:*

1) sumele solicitate de către primării nu au avut un grad suficient de certitudine, deoarece nu au fost fundamentate pe date certe din evidenţa lor;

2) au existat cazuri în care sumele primite din FND au fost utilizate şi pentru efectuarea altor cheltuieli legate de proiecte, dar care trebuiau suportate din alte fonduri;

3) nu întotdeauna primăriile au ţinut o evidenţă financiar-contabilă distinctă pentru sumele primite şi utilizate din FND.

Concluzia generală a auditului este că, de regulă, interesul manifestat de primării, în faza de solicitare a finanţării, s-a bazat mai mult pe dorinţa de a obţine gratuit fonduri suplimentare de la buget, decât pe locul ocupat de programele respective printre priorităţile reale la nivel local".

Disfuncţii, disfuncţii, disfuncţii… La un capăt ministerele, în special ministerul-gestionar, MFP, la celălalt primăriile. Investiţii neefectuate sau investiţii efectuate prost, pătate şi la un capăt şi la celălalt de tot soiul de incoerenţe şi fraude, fraudele favorizînd incoerenţa şi incoerenţa, fraudele. Datele privind importanţa sau poate chiar realitatea investiţiilor locale se dovedesc incerte, banii sînt acordaţi nu prea se ştie bine în ce scop. La gestiune fictivă, teleologie fictivă a investiţiilor. La banii-fantomă bîntuind conturi virtuale ca pe nişte castele scoţiene, şi alea simplu decor dintr-o piesă imbecilă şi fără sens, scrisă de un cretin cu viclenia vidă, răspund obiective fictive ori supradimensionate pentru a favoriza cine ştie ce interese. Centrul dă pe sponci, în schimb nu prea verifică pe ce. Un fel de inerţie, amestec incert de idioţie şi complicitate dezarticulează toate iniţiativele. Singurul scop al manevrei – buzunarele obeze.

Sau, şi mai interesant. Fondurile acordate se pomenesc folosite pentru proiecte "care trebuiau suportate din alte fonduri". Ce înseamnă exact asta? Că pentru acelaşi proiect sunt furnizate două finanţări distincte din surse independente? *Non bis in idem* e un principiu fundamental în drept. Ar trebui, cred, să fie şi în economie.

Ei, şi-apoi, cacofonia clasică! Adică evidenţa financiar-contabilă confuză, permiţînd, în lipsă de supraveghere, toate malversaţiile. Cum spuneam mai sus, fraudele favorizînd incoerenţa şi, mai ales, incoerenţa fraudele. În condiţiile date, cifrarea acestora din urmă vădindu-se, de nu imposibilă, în orice caz extrem de dificilă.

Şi-atunci, revin şi zic. Gestiune oare nu înseamnă *şi* supravegherea felului în care sînt cheltuiţi banii? Verificarea realităţii proiectelor şi a felului în care sînt realizate? E drept, asta cere din partea ministrului-gestionar, dvs. sau altul, pe lîngă o absolută onestitate şi o competenţă niţel diferită de cea de prestidigitator financiar (specialitatea dvs. inenarabile). Să ne mai mirăm atunci că la mefitismul moral corespunde, vai, şi un mefitism economic! Sau nu trebuie să vedem oare, inestimabile, un simptom extrem de grav în mîrşăviile efectuate la "scară mică" de un demnitar ce nu se va priva, desigur, să le efectueze şi la scară mare.

Cine nu respectă demnitatea indivizilor, finanţînd publicarea de deliruri injurioase şi calomnii abjecte, nu se respectă, în fond, în ciuda balivernelor despre demnitate şi onoare, nici pe sine, dovedindu-se capabil, practic, de orice. Şi nu "imunitatea" senatorială sau ministerială o să vă spele "onoarea" ci numai adevărul, responsabilitatea asumată şi, odată cu ea, sancţiunea perfect meritată la care ar trebui să aspiraţi.

VI. În chip de concluzii

Îmi cer scuze, cu toată umilinţa, pentru toate afacerile, mai mult sau mai puţin sulfuroase, în care aţi fost implicat (şi de care v-aţi dezimplicat, desigur cu o minunată energie, în urma unor foarte probabile "declaraţii de onoare") şi la care nu m-am putut referi, sau la care m-am referit în chip prea de tot fugitiv. N-aş vrea să vedeţi în asta o marcă a lipsei de respect ci doar expresia slabelor mele capacităţi într-un domeniu în care excelaţi, inestimabile d-le Vosganian – de! doar nu degeaba aţi absolvit cu strălucire ASE-ul – mai mult, aş îndrăzni să zic, într-un domeniu în care vă vădiţi fabulos de prolific, lăsînd cu mult în urmă modestele mele aptitudini analitice!!!

După cum solicit indulgenţa dvs., o! inomabile, dacă mă simt absolut incapabil de a totaliza sumele cu siguranţă fabuloase pe care arta dvs. le-a deturnat de la făgaşul lor legiuit, sume, neîndoielnic, comparabile cu comoara lui Ali Baba şi-a celor (sînt convins c-aţi ghicit!) patruzeci de hoţi.

Vă mai amintiţi: "*Dosarul în care DIICOT a cerut aviz pentru începerea urmăririi penale a lui Videanu şi Vosganian este desprins din cel în care, în decembrie 2011, procurorii au început urmărirea penală în cazul a* ***40 de persoane cu funcţii de conducere*** *din Romgaz, Ministerul Economiei şi Agenţia Naţională de Reglementare în Domeniul Energiei,* ***pentru complot şi subminarea economiei naţionale***" (s.m.).

Şi-acum, ca să mai glumim un pic, după toată această zonă a acuzaţiilor pline de respect, vă rog să nu vă îndoiţi, prilejuite de multiplele dvs. isprăvi neînscrise în CV, nu altele decît acelea ce v-au atras din parte-mi dublul titlu, extrem de prestigios, de Trimalhio al arhicorupţilor şi de Mecena al calomniatorilor (am explicat mai sus abundent de ce) – personal cred că v-ar sta foarte bine, inenarabile, să fiţi pus la un drăgălaş de stîlp al infamiei (asemeni unui personaj, pe vremuri, destul de celebru, Titus Oates, las' că vă explic eu cu altă ocazie despre cine e vorba) unde să puteţi fi bombardat în voie cu nişte delectabile ouă stricate şi cu niscai, nu mai puţin delicioase, roşii putrede; aş arunca cu multă plăcere cîteva, din unele şi din altele – constat cu plăcere că proaspăta dvs. poziţie de "Philby" focşănean vă apropie *volens-nolens* de afirmaţiile lansate împotriva dvs. de Liviu Turcu (nu doar eu o spun, o spune şi autorul articolului sus citat, deşi nu chiar în aceşti termeni), ca şi, asta autorul articolului n-o mai spune, de cele vehiculate de fostul director al SRI, celebrul Virgil Măgureanu, şi reluate tranşant de regretata Monica Lovinescu în volumul trei al celebrului ei *Jurnal* (remarc că în *acest caz* "onoarea" dvs. pălmuită n-a crîcnit ci a înghiţit docil!).

No comment, desigur. *No comment*, n-aveţi teamă, atît că la multele flaterii pe care vi le-am adresat – "James Bond", "Philby", "Mecena" al calomniatorilor, desigur, "Trimalhio", personajul binecunoscut al lui Petroniu, carele-l viza astfel, nu pot să cred că nu ştiţi, pe paranoicul, pardon, vreau să spun pe magnificul Nero (în copilărie, mama avea o potaie feroce, de fapt, un cîine lup, cu numele ăsta, a cărei manie era – vă jur că nu invent, totul e absolut autentic – să-i răstoarne cu botul pe copiii ce se scremeau în curte, pentru a le înfuleca hulpav dejecţiile; e drept că a avut o moarte, am putea spune, eroică, împuşcat fiind de nazişti prin '41), suveranul suprem al oglinzilor, cu nasul de cristal – aş vrea să mai adaug una, modestă parafrază a aserţiunii unui foarte ilustru om de cultură contemporan, român desigur şi amator de paradoxuri, *de surcroît* – afirmînd cum că nu, nu dvs., inenarabile d-le Vosganian sînteţi un Walpole bucureştean (prin adopţie) ci, dimpotrivă, Walpole (mă refer la omul politic, nu la scriitor) a fost un Vosganian londonez *avant la lettre*, în plus, conte – dar las' că şi dvs. sînteţi "baron", asta ca să facem, pe deasupra, plăcere şi răposaţilor protocronişti.

Nu ştiu dacă vă mai amintiţi de "demisia" dvs. "de onoare" din postul de ministru al Economiei în guvernul d-lui Victor Ponta? Ca şi de strălucita dvs. victorie din Senat (125 la 26!), victorie ce v-a permis să vă conservaţi imunitatea, evitînd astfel problemele legate de acuzaţiile de "complot şi subminarea economiei naţionale" lansate de Parchet. E drept, dvs. aţi suprainterpretat, în chip eronat, votul senatorial ca pe un fel de "sentinţă" ce v-ar fi inocentat – ceea ce nu era şi nu putea să fie! – dar n-o să ne oprim acum la asemenea detalii.

"Pe frontul de vest, nimic nou" e titlul unui celebru roman de Erich Maria Remarque. Ei bine, pe "frontul" votului senatorial şi al "demisiei de onoare" la care tocmai am avut plăcerea să mă refer, veştile sînt din cele mai perturbante, "ranversante" chiar, îmi vine să spun! Cum

chestiunile au fost abundent discutate mai sus, nu intenţionez să mă lungesc cu noi referinţe, perfect inutile, ci am să merg drept la ţintă. Vă amintiţi, dară, că din presă, ca şi din declaraţiile unor personaje marcante ale peisajului politic românesc, rezulta limpede cum că faimoasa dvs. victorie senatorială se reducea, în ultimă instanţă, la un *troc* între dvs. şi d-l Victor Ponta. Adică dvs. vă dădeaţi "demisia de onoare" din postul de ministru, debarasînd guvernul de problematica dvs. prezenţă *penală*, domnia sa permiţîndu-vă în schimb să vă conservaţi imunitatea, evitînd, în ăst chip graţios, gratiile! Ei bine, iată că ştiri recente deschid noi perspective în această direcţie. Precizez că nu intenţionez acum, într-un simplu P.S., să evoc toate aspectele chestiunii. Pentru asta va trebui, mă tem, să mai adăstaţi oleacă, pînă la redactarea unei noi scrisori deschise, s-o numim Scrisoarea a-III-a, unde toate aceste noi unghiuri analitice şi factuale vor fi dezbătute pe şart. În cele ce urmează, voi încerca să separ analitic cele două chestiuni deşi, în fond, şi "votul", şi "demisia de onoare" nu sunt decît aspecte complementare ale aceluiaşi ansamblu.

Să începem cu demisia, pentru că, *après tout*, din necesitatea demisiei a purces şi necesitatea votului. De ce devenise necesară demisia, preschimbată ulterior de ţanţoşa dvs. retorică în "demisie de onoare"? Spiritele candide vor spune: "*solicitarea Senatului şi, respectiv, a şefului statului de către procurorul general al Parchetului ÎCCJ a declanşării procedurilor pentru formularea cererii de începere a urmăririi penale în cazul lui Varujan Vosganian şi, respectiv, Adriean (sic) Videanu, pentru complot şi subminarea economiei naţionale*". Pentru restul detaliilor tehnice a se vedea mai sus. Aşa ar spune spiritele candide, dar în realitate lucrurile nu stau chiar aşa. Pentru că deşi solicitarea Parchetului a reprezentat factorul declanşator, în sine ea putea fi parată cum a şi fost, prin votul Senatului. Chiar dvs., de altminteri, aţi regretat mai tîrziu a fi demisionat după strălucita dvs. victorie senatorială. Demnă de… Ei bine, nu-mi vine-n minte un exemplu. Pentru moment! Dar, la drept vorbind, aveaţi de ales? Nu prea, cu toate că la început, urmînd informaţiile de care dispuneam, mi-am închipuit că exclusiv din cauza presiunilor exercitate de d-l Victor Ponta (poate şi de d-l Crin Antonescu). Chiar şi unele declaraţii ale dvs., inenarabile, declaraţii pe care n-o să le reiterez, mergeau în acest sens. Şi totuşi, cît mă înşelam! Cît ne înşelam amîndoi!! Pentru că, în realitate, cum rezultă din noile informaţii, d-l Ponta v-a fost, poate, unul din cei mai energici susţinători, de fapt, nu doar al dvs. ci şi al celorlalţi miniştri "cu probleme", trei la număr, adică dvs. plus încă doi, d-nii Liviu Dragnea şi Relu Fenechiu. Cum ştim, dvs. aţi demisionat, d-l Fenechiu mi se pare că a demisionat şi el, numai d-l Dragnea s-a agăţat de post din pricini prea evidente ca să mai stăruim inoportun (frica politicianului român de graţioasele gratii ca şi de bonusurile aferente amintind panica pe care o stîrneau printre creştinii cu capul pe umeri, lipsiţi de patima morbidă a martirajului, arenele romane).

Vă mai amintiţi, poate, cuvintele de aur ale d-lui preşedinte Traian Băsescu. Dacă nu, vi le amintesc eu: "*USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil. Politicul este o frână pentru România spre Schengen. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*". Un raport MCV bun… Aici e cheia problemei! Să vă reamintesc, în acelaşi context, cuvintele bine simţite ale vice-preşedintelui PDL, d-l Alin Tişe: "*Avînd în vedere că USL a refuzat să ridice imunitatea senatorului Varujan Vosganian, PDL solicită în regim de urgenţă demisia acestuia din Senat. Considerăm că, prin atitudinea avută în Senat, USL a afectat democraţia, statul de drept, viitorul Raport MCV şi aderarea României la Schengen*". O să-mi spuneţi că aici e vorba, mai degrabă, de demisia dvs. din Senat, nu de cea din postul ministerial, ce avusese deja loc. Sînt

de acord. Şi totuşi, sensul declaraţiilor este acelaşi, constînd în caracterul toxic al exploatării unor privilegii politice pentru a împiedica mersul firesc al Justiţiei. Vom vedea, de altfel, cevaşi mai la vale dacă eticheta "demisie de onoare" convenea demisiei dvs. forţate din guvern. Să reţinem, deocamdată, sintagma "un raport MCV bun".

Dar ce e, la urma urmelor, un raport MCV? Constat că nu am abordat, încă, acest aspect esenţial. Să vă mărturisesc oare? Multă vreme, în cursul redactării acestei prea lungi scrisori deschise, habar n-am avut ce însemna aceasta "MCV". Intuiam desigur sensul general dar fără a fi în stare să decodez iniţialele. Vă permit să surîdeţi, inenarabile, sau chiar să rîdeţi de mine! Veţi înţelege, însă, ce eforturi a trebuit să fac pentru a mă descurca prin hăţişul matrapazlâcurilor dvs., eu, suflet candid, prea puţin iniţiat în toate aceste încurcate probleme. Dar dacă trebuie… Îmi zic, dară, că, mai ales la Vest, printre românii de acolo (adică de aici, cari mă vor citi, eventual) mai sînt şi alţii, neiniţiaţi în misterele siglelor. Pentru aceştia, mai ales, decodez: MCV = Mecanismul de Cooperare şi Verificare. Să mai precizez oare că pentru politicianul român mai ales verificarea e deranjantă, cooperarea, în special cea financiară, fiind întotdeauna binevenită? E, practic, ce pare să implice d-l prim-ministru Victor Ponta afirmînd cu un soi de nedumerire parcă: "*Probabil că e o eroare şi lucrurile astea se puteau îndrepta dacă Mecanismul era şi de Cooperare, nu doar de Verificare*". Şi, cu un ton sensibil mai iritat, dar, altminteri, în acelaşi sens, d-l Liviu Dragnea, unul din miniştrii pricinaşi: "*E destul de ciudat că apar şi comentarii politice. Acum câţiva ani, când a fost inventat acest raport, a plecat de la câteva domenii, iar acum se ocupă de orice*…". Ei, da, înţeleg foarte bine, dar aşa e cu integrarea asta europeană, nu poţi să-ţi mai bei ceaiul sau cafeluţa în linişte. Mai ales cînd ai ca coleg unul ca inenarabilul d-n Vosganian, carele nu ştie să se oprească la timp şi să se mulţumească cu multul ce-l are ci vrea, pe deasupra să se dea, curat ca un câine rău – tot e el născut sub zodia Câinelui – la bieţii oameni, asociindu-şi pentru asta un Porc zodiacal, specialist în dejecţii! De!

Ce a provocat toată această nedumerire iritată sau, poate, mai degrabă, astă iritare nedumerită şi stînjenită? Răspunsul nu poate fi decît un citat, căci, aşa cum am mai văzut, citatul este tatăl înţelepciunii.

"Raportul MCV a fost corectat: Doar 2 miniştri sunt cercetaţi pentru fapte de corupţie

Raportul Comisiei Europene adoptat în cadrul MCV şi dat publicităţii miercuri a fost corectat joi, menţionându-se că doar doi miniştri, nu trei, din guvernul Ponta sunt cercetaţi pentru fapte de corupţie. Astfel, în Raportul Comisiei către Parlamentul European şi Consiliu privind progresele înregistrate de România în cadrul Mecanismului de cooperare şi verificare publicat pe site, la capitolul "Integritate" se arăta:

«În luna noiembrie, rapoartele prezentate de Agenţia Naţională de Integritate (ANI) cu privire la unii miniştri şi înalţi funcţionari nu au dus la demisia acestora. Noul Guvern şi-a reiterat obiectivul de a lupta împotriva corupţiei, însă ***în rândul noilor miniştri există două cazuri confirmate de persoane care sunt cercetate penal pentru fapte de corupţie****».*

"În recomandările sale din luna iulie, Comisia şi-a exprimat speranţa că miniştrii vor da un exemplu în ceea ce priveşte respectarea aspectelor legate de integritate: acelaşi lucru este aşteptat şi în ceea ce priveşte acuzaţiile de corupţie.

Este esenţial pentru credibilitatea unui guvern ca persoanele care îndeplinesc funcţii ministeriale să se bucure de încrederea publicului, de exemplu prin prezentarea demisiei atunci când există împotriva lor un raport ANI în materie de integritate.

Cerinţele constituţionale, inclusiv suspendarea din funcţia de ministru în cazul trimiterii în judecată, vor trebui aplicate în integralitate".

Mie îmi spuneţi cît este de neplăcut să fii lovit peste degete cu ditamai joarda europeană, ba şi să te mai pomeneşti expediat la colţ pe coji de nuci ca în pedepsele aplicate pe vremuri copiilor! În plus, nici un aranjament posibil; într-adevăr, foarte penibil. De aici rezultă, asta e cel mai interesant, un fapt nou în raport cu cele accesibile pînă acum. Anume (citez din articolul d-nei Mioara Costin 2013-10-08 20:25): "**Demisiile miniştrilor penali, Fenechiu, Vosganian, Dragnea, prevăzute de raportul MCV din ianuarie 2013**".

Miniştri penali, dvs., inenarabile, un ministru penal! Ce dulce sună! E drept că mai apoi aţi fost scos de pe listă, dar, pînă la urmă, scos-scos, tot aţi fost nevoit să demisionaţi! Ce mi se pare *mie* interesant e că presiunile – din direcţia Comisiei Europene – au început încă din ianuarie 2013, "demisia de onoare" cu care atîta vă lăudaţi dovedindu-se o jalnică demisie forţată, ba chiar scremută, de vreme ce a fost nevoie de vreo nouă luni, ca pentru o naştere, ca să ajungă la bun capăt. O demisie cu forcepsul! În fine, nu trebuie să uităm rolul preşedintelui Comisiei Europene, d-l Jose Manuel Durão Barroso în toată această chestiune a raportului MCV.

Citez din ***Raportul MCV corectat***: "*Premierul Ponta a declarat că nu ştie la cine se face referire în raportul CE şi a criticat faptul că, în premieră, acesta nu a fost arătat şi părţii române înainte de a fi dat publicităţii, la Bruxelles. Premierul Victor Ponta se va întîlni luni cu preşedintele Comisiei Europene Jose Manuel Barroso şi tot atunci, probabil, se vor lămuri toate neclarităţile invocate atât de şeful Executivului român, cât şi de ministrul de Externe, Titus Corlatean*".

Mereu atent la tot ce situaţia dvs., inenarabile, comportă mai delicat şi mai penibil, nu pot să nu remarc, cu cîtă mîhnire, rolul pe care preşedintele CE, d-l Jose Manuel Barroso, la drept vorbind, inconturnabil în context, îl joacă şi cu această ocazie. Într-adevăr, cum să nu te simţi afectat de cea mai profundă mîhnire, ba chiar de obidă, cînd constaţi că o personalitate ca d-l Barroso, ce, reamintesc, nu vă făcuse, după cum pretindeaţi dvs., "nici un reproş" cu ocazia candidaturii aceleia nefericite la postul de Comisar European, obligîndu-vă doar, în urma unei întîlniri cu un alt premier, mi se pare, d-l Călin Popescu Tăriceanu, cu toată simpatia de altminteri, să vi-o retrageţi, contribuie, neîndoielnic, fără voia lui, dar în chip insistent şi decisiv, la ruinarea carierei dvs. ministeriale compensatorii. În fine, e trist...

Deci, inenarabile, "demisia de onoare" cu care vă lăudaţi, iată că se dovedeşte o demisie cu forcepsul, o demisie forţată, carevasăzică, nu atît sub presiunea premierul Victor Ponta, carele a cedat, el însuşi – cu cîtă repulsie! – unor constrîngeri, sau, după caz, "lămuriri" bruxelleze, ci, am putea spune, sub aceea plină de fermă delicateţe a d-lui Jose Manuel Barroso – vedeţi cum se schimbă perspectiva cînd îmbrăţişăm întreaga situaţie cu o împrospătată osîrdie euristică?!

Dar strălucita dvs. victorie din Senat, demnă de un Belizarie, de un Nerses (tot armean şi acela) parlamentari, de nu cumva de un Aetius, învingătorul, niţel echivoc, al lui Attila – cum s-ar prezenta ea oare, de ne-am apropia de dînsa cu aceeaşi reînnoită osîrdie? Să vedem!

"**MIŞCAREA POPULARĂ CERE COMISIEI JURIDICE A SENATULUI SĂ ADMITĂ ÎNCEPEREA URMĂRIRII PENALE A MINISTRULUI VARUJAN VOSGANIAN**

Partidul Mişcarea Populară face un apel către toţi membrii Comisiei Juridice a Senatului să încuviinţeze începerea urmăririi penale a senatorului Varujan Vosganian în dosarul de subminare a economiei naţionale.

În acest moment există informaţii potrivit cărora domnul senator Vosganian a cumpărat votul unor parlamentari din comisia juridică a Senatului pentru a se pronunţa împotriva începerii urmăririi sale penale.

Atragem atenţia că împiedicarea organelor judiciare de a începe urmărirea penală a unui membru al legislativului de către Parlamentul României este un fapt grav, care poate avea consecinţe negative asupra viitorului raport MCV. În cazul în care acest lucru se va întâmpla, aderarea României la spaţiul Schengen, preconizată pentru anul 2014 va fi serios pusă în pericol".

Textul e semnat de d-l Eugen Tomac, preşedintele PMP.

D-le Vosganian, cred că nu mai e nimic de zis. Calomniator sau, în orice caz, părtaş al delirurilor calomnioase ale lui Gabriel Diradurian, fantamemorialistul abject comparat de criticul literar Paul Cernat, contra cost, cu ilustrul Gabriel García Márquez, laureat al Premiului Nobel pe 1982 (aflu că v-aţi înfipt recent şi în această direcţie, sperînd pasămite nobelizarea – sînt convins că vom avea în curînd multe şi palpitante veşti şi de pe acest "front"), acuzat de Parchet de "complot şi subminarea economiei naţionale", prezent în mai tot ce e matrapazlâc în ţara românească, batjocoritoriu a tot ce e onoare şi demnitate omenească în spaţiul geografic pe care, cu persistentă dexteritate, îl poluaţi moral de mai bine de două decenii – iată-vă acum acuzat de coruperea unor parlamentari din Comisia Juridică în singurul scop al salvării epidermei proprii de răcoarea închisorilor. Remarc că pînă acum sclipitorul rezultat al votului senatorial era doar prezentat ca rodul, deja destul de scabros, al unui troc politic cu premierul Ponta (v. abundent *supra*). Acum însă întreaga chestiune se prezintă într-o formă incomparabil mai gravă. Rămîne o întrebare simplă, de tentă oarecum ciceroniană. Anume: pînă cînd veţi mai abuza, d-le Varujan Vosganian, de răbdarea a tot ce mai e onestitate şi onoare veritabilă, nu demagogică, în România – de răbdarea fără sfârşit jefuitului popor pe care, chipurile, îl reprezentaţi. (...)

Nu pot să închei prezenta scrisoare deschisă "cu stimă", căci de cînd am ajuns să vă cunosc mai bine nu poate fi vorba de aşa ceva, cu profund dezgust, deci, şi cu un dispreţ asemenea,

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN

21 mai 2014

ŞI NOUA ORDINE MONDIALĂ!

Comunismul şi neantul : un necrolog pentru perestroika

Comunismul a dispărut. De fapt, tot ce a mai rămas din comunism este exact atît: ***neantul***. Şi va rămine ca unul din paradoxurile cele mai profund comice ale istoriei sale sinistru hilare faptul că lovitura de graţie i-a dat-o nemijlocit nu strada, nu vreo revoltă populară sau o „revoluţie de catifea" ci, stupid, propria lui tentativă de a-şi conserva intactă aroganţa totalitară, el însuşi ca el însuşi, *chipul*, chipul lui. Putschul ca acces de narcisism politic!

S-a spus despre putsch-iştii conservatori ce i-au provocat sau, cel puţin i-au accelerat prăbuşirea că sînt primii complotişti din istoria omenirii pierduţi de propria lor imagine. Relativ redutabili cît timp rămîn în umbră, pulverizaţi de ridicol de îndată ce ies pe scenă, abandonîndu-şi "arma secretă" – *invizibilitatea*. Sensul acestei dezagregări prin imagine este, însă, altul. Nu al unei simple distribuţii politice lamentabile ci al unei fracturări definitive a comunismului în însuşi principiul lui teatral.

Bazat pe ameninţarea subiacentă a unei neîntrerupte prezenţe oculte, făcute din arestări secrete, dispariţii în noapte şi ceaţă (*Nacht und Nebel*), torturi şi zvonuri, derivîndu-şi puterea dintr-o abilă regizare a complicităţii şi lenei, a imaginarului şi groazei, construit integral pe o mitologie strategică a misterului şi nocturnului, *comunismul a supravieţuit cît timp a izbutit să se terorizeze pe sine însuşi*.

De data aceasta, însă, ieşirea în prezenţă, altădată mediată mistic de portrete şi amortizată de tribune, n-a mai avut defel caracterul unei puneri pe soclu a noului pantheon ci, drastic, a unei ieşiri în nimicnicie. Planarea ocultă se revela brusc ca ceea ce fusese, de fapt, dintotdeauna, o imensă absenţă, o carenţă, o nedesluşită carie. O mînă de neghiobi, năuci de frică şi nedumeriţi de propria lor temeritate, clipeau sub reflectoarele istoriei neştiind ce făceau, nici de ce existau. Iar dincolo de clipitul bufniţos al mutrelor lor tîmpe nu mai era nimic – nu mai era decît *nimicul*.

Şi cum trista adunătură de imbecili reprezenta prin funcţiile pe care le purta în cîrcă acele instituţii teribile şi-acele ministere sinistre ale omorului şi groazei : PCUS-eul, KGB-eul şi Armata Roşie, deodată, iată, kaghebeul, armata-roşie, peceuseul clipeau nedumerit, năuc şi tîmp – iar dincolo de clipitul ăsta oribil mai cu seamă prin *nulitatea* lui, nu mai era *nimic*. Şapte decenii de nimic piereau într-o secundă de revelaţie.

Marii posedaţi, bîntuiţi a căror prezenţă încărca aerul de tensiunea stranie a unei eschatologii a răului, dacă existaseră vreodată, dispăruseră cu desăvîrşire lăsînd în urmă un fel de drojdie sulfuroasă şi cretină, prea ineptă pentru a pune-n scenă măcar propria ei idioată turbare.

S-ar putea, totuşi, ca fenomenul real să fie oarecum mai complex. Căci la urma urmelor, care e explicaţia acestei *sinucideri a muribundului* ? În fond, în ciuda aparenţelor, regimul era destul de confortabil instalat in propria sa destabilizare, după cum nu era, la drept vorbind, pentru prima dată că izbutea să-şi transforme agonia în sistem.

Cauza putsch-ului trebuie, prin urmare, să fie mai degrabă de ordin intelectual decît moral şi constă, probabil, într-o incapacitate a comunismului de a se mai înţelege pe sine.

Există complicaţii în care, în cele din urmă, chiar şi labirinturile se pot rătăci. Pentru întîia oară în turmentata istorie a comunismului, între subtilitatea tacticii ghidului şi „aparat" se scobea un hiatus, apărea un decalaj de înţelegere pe care nici disciplina de partid, nici vreun alt

factor nu-l mai puteau umple. În aceste condiţii putsch-ul devenea mai mult expresia unui soi de bun simţ şi-a unei onestităţi nedumerite a brutei ce nu se revoltă decît pentru că nu mai poate pricepe – expresia unui exces de supunere mai degrabă decît a unei veritabile rebeliuni.

Desigur, în bizara lui istorie roşie comunismul – şi deci aparatul – mai cunoscuse nu puţine acrobaţii enigmistice; însă acestea repede compensate de o strîngere acerbă a şurubului, erau mai mult de natura căluşului decît a unei autentice jonglerii.

Practic, trei factori rămîneau ireductibil inasimilabili „aparatului", confruntîndu-l cu o adevărată dilemă de disciplină şi criză a putinţei de acceptare.

1) Faptul de a locui cu un dezechilibru nu opunîndu-i-te ci urmîndu-i cu seninătate meandrele. Această dublă domiciliere pe traiectoria iţelor şi totuşi dincolo de confuzia lor – esenţa perestroikăi – rămînea, pentru un aparat obişnuit să-şi facă sălaşul la sînul primitor al unei ordini de fier, definitoriu străină. A lăsa liber haosul ca pe un nou soi de ordine, ba chiar a-l stimula, a realiza cu mijloacele anarhiei şi cu pretextele democraţiei fireşte, pe nişte fundaţii mai mult sau mai puţin „scăldate în sînge" (dar nu asta era cel mai jenant), totuşi, o dictatură. A construi o „nouă societate" undeva, la cumpăna labilă şi mereu descumpănită, de altfel, a stalinismului, nep-ului şi războiului civil: iată idei ce, se pare, depăşeau chiar şi resursele de cinism, altminteri considerabile, ale nomenclaturii comuniste[1].

2) Transformarea, în condiţiile enumerate mai sus, a comunismului în capitalism de ochii capitalismului şi totuşi în fapt. E ce se întîmplase în China totuşi, ca să nu mai evocăm arhaicul NEP. În fond, această devenire-aparentă-în-fapt prin care cel mai pur cameleonism politic ajungea să-şi tragă temeiul din transformări sociale şi politice reale a constituit, ca să zicem aşa, „obstacolul suprem" în înţelegerea şi acceptarea de către conservatori a politicii „reformiste" gorbacioviene. Şi totuşi, nu era vorba, vai! decît de clasic jalnicele *divide et impera* şi *panem et circenses* prinse, însă, în haloul unui spectacol global.

3) Personalitatea lui Gorbaciov. Personalitatea lui Gorbaciov este personalitatea sistemului pe care l-a instaurat. *Gorbaciov este principiul de recombinare internă a comunismului, principiul conservării transformaţionale a sistemului comunist*.

Elementele strict psihologice sînt latente acestei situaţii şi dacă ele pot, evident, interesa pe psiholog, nu privesc decît subiacent analiza de faţă. Ca principiu de recombinare internă a comunismului, sistemul gorbaciovian şi, într-un sens, Gorbaciov însuşi, se bizuie pe o recuperare globală a teoriei şi practicii comuniste anterioare, pe o reintegrare de fond a „ereziilor comuniste" în „ortodoxia comunistă" sau, mai bine zis, pe dezvăluirea modelului dezvoltat al unei ortodoxii apte de a cuprinde în structura şi instrumentarul ei de luptă, atît „ereziile" cît şi ideile marginale sau „utopice". Din acest punct de vedere, reabilitarea unor „sfinţi părinţi anatemizaţi" ai revoluţiei ca Troţki (Goldstein din *1984* de Orwell), Buharin etc. nu constituie, evident, un eveniment gratuit. După cum e extrem de probabil că în noul tratat al

[1] Şi totuşi, la o analiză mai aprofundată, nu avem aici de-a face, dincolo de aparenţa derutei în faţa unei situaţii structural *noi*, cu incapacitatea *birocraţiei comuniste supravieţuitoare* de a înţelege natura totalitarismului în genere, cu versatilitatea lui instituţională, ce concentrează puterea golind de substanţă *formele* ei? În cazul acestui duel latent dintre birocraţie şi dictatură, prima fiind în genere jugulată şi jugulată *in nuce* de cea din urmă, victoria va fi permisă, de data aceasta *celei dintîi*, cazul riscă să fie fără precedent, ca un soi de *baroud d'honneur*.

Uniunii, ce a determinat, cel puţin în parte, putsch-ul, Gorbaciov va fi avut în vedere unele idei formulate de Lenin în faimosul său „Testament".

Dacă principiul recombinării interne a comunismului presupune prezenţa simultană în societate a tuturor elementelor acestuia, a întregii lui cronologii, avînd, prin urmare, un vizibil *caracter recapitulativ*, principiul conservării transformaţionale a sistemului comunist implică, mai cu seamă, introducerea unui *cod de lectură*, a unui *tabel de echivalenţe fictive* între reformele aşteptate şi anunţate („liberalizare", „economie de piaţă", „democraţie", „pluralism") şi materialul structural furnizat de principiul recombinării interne, respectiv între restructurările inevitabile şi vechile concesii tactice pe care în perioadele sale de criză comunismul se văzuse nevoit să le facă deja – căci „prezentul" comunismului e, întotdeauna, copia vreunui trecut. Astfel, practic nici unul din cele două principii nu presupune introducerea unor structuri noi ci, exclusiv, a unor *morfoze inedite*.

Rezultatul material al întregului proces nu putea fi, bineînţeles, decît un amalgam tipologic cu un puternic caracter recapitulativ şi regresiv adică, în planul structurilor comuniste înseşi, cu un pronunţat fond paseist. E unul din paradoxurile „politicii de reforme" iniţiate de Gorbaciov, să-l numim paradoxul ei constitutiv. În practică, funcţionarea sistemului era asigurată de două metode, derivate direct din principiile sus amintite şi conţinute de acestea : respectiv, metoda „haosului calculat", provenind mai degrabă din „principiul de recombinare", şi metoda „haloului inversat", depinzind preponderent de „principiul conservării transformaţionale".

Prin „haos calculat" (sau „perestroika") nu trebuie avută în vedere vreo „formă contabilă" ci ideea simplă conform căreia oricare ar fi migraţia elementelor dintr-un haos dat fie el finit sau infinit, structura generală va rămîne aceeaşi, indiferent de variaţiile în caleidoscop ale configuraţiei. Instituirea unui haos politic deliberat nu conduce, deci, necesarmente la dezagregarea sistemului respectiv, cu condiţia bineînţeles, impusă, de altfel mai degrabă, de limita umană decît de necesităţi configurative stricte, de a se întreţine, în mod eficace, iluzia unui centru şi a unui criteriu ferm de organizare. Cum, pe de altă parte, funcţia unui haos astfel calculat nu constă absolut deloc în a produce ceva nou – în chip matematic şi tematic el exclude noul – ci numai a secreta un *flux de metamorfoze*, rezultatul acestui gol de fond inedit al recombinării mecanice nu poate fi decît un perfect *imobilism structural*.

Un aspect oarecum liminar ar fi de amintit aici. Pe la începuturile „perestroikăi" s-a spus, însă apoi, sub presiunea evenimentelor, s-a uitat, sau lucrul a părut prea neverosimil, că aceasta nu ar fi decît un „tratament cosmetic" al sistemului comunist. Observaţia era simultan falsă şi adevărată. Adevărată, pentru că exista, neîndoielnic, o intenţie de a deruta: de la început perestroika s-a constituit ca un *mecanism al iluziei*. Falsă, totuşi, în măsura în care expresia „tratament cosmetic" presupune o distincţie clară între formă şi fond, între chip şi mască, între o structură de profunzime şi una de suprafaţă. Acest sistem definitoriu e inaplicabil perestroikăi ce introduce un tip de camuflare angrenînd *întreaga masă structurală a sistemului*.

Coexistenţa într-o singură masă configuraţională a unor elemente de tip stalinist, cu altele de tip „război civil" sau NEP etc. nu poate fi considerată ca o simplă tentativă de camuflare, ca o banală „tencuială politică", de vreme ce dezvăluie cel puţin în aceeaşi măsură în care învăluie – ci, mult mai degrabă, ca *modelarea unei neutralizări a societăţii civile*, ca o dezamorsare a valorilor rezistenţei şi contestaţiei, ca, deci, *construirea unei corupţii globale*, nu doar a redutelor psihologice sau, eventual, spirituale, în care represiunea clasică îşi „rupsese dinţii" deja, într-un sens, a comunismului însuşi.

În plus, şi într-o măsură deloc neglijabilă, perestroika a reprezentat potenţial, şi cît timp faptul nu e înţeles cu claritate, încă mai reprezintă, *şi* o tentativă de implicare a Occidentului în sistemul represiv al Imperiului Sovietic, dacă nu, desigur, la nivelul unei participări active, la acela, mult mai periculos, al unei complicităţi de tip propagandistic sau chiar ideologic. Eficacitatea acestei metode poate fi măsurată după intensitatea cu care Occidentul, cu o promptitudine de-a dreptul bizară, se grăbea să propovăduiască menţinerea la putere a lui Gorbaciov, în acele momente precise cînd acesta se dezlănţuia în odioase acţiuni represive – faţă de care crimele unui Ceauşescu apar retrospectiv ca nişte simple mezalianţe cu infantilismul – împotriva armenilor, georgienilor, lituanienilor, letonilor sau estonilor, împotriva a tot ce îndrăznea să se mişte, să existe, să trăiască, să încerce să afirme un drept la libertate şi o pretenţie la adevăr.

Astfel s-a ajuns la ciudata situaţie – s-o numim intolerabilă? – ca Occidentul să propage ideea necesităţii menţinerii tensiunii represive in URSS dacă nu explicit în orice caz implicit, ca garanţie (?) a menţinerii Uniunii Sovietice înseşi, ceea ce, dacă excludem o anume inevitabilă „ottomanizare" a situaţiei, singurul rezultat concret, e destul de abject la urma urmelor (să ne mai întrebăm, oare, ce s-ar fi intimplat dacă Aliaţii, sau cel puţin Anglia, s-ar fi coalizat cu Hitler, cum acesta dorea foarte ?).

Pericolul perestroikăi a constat, deci, încă de la început, în neutralizarea unor valori umane şi morale în numele „raţiunii de Stat" şi aceasta într-un moment în care exact aceste valori începeau să se afirme ca destabilizante pentru Imperiul Sovietic. Perestroika a constituit, cu alte cuvinte, cea mai insidioasă şi mai articulată replică a sistemului cornunist – deşi puţini atît la Est cît şi laVest au înţeles-o – la Declaraţia pentru Drepturile Omului, precum şi la întregul fenomen post-Helsinki. Cu aceasta am intrat, însă, în zona de cuprindere a celei de-a doua metode, strict complementară celei dintîi: metoda "haloului inversat".

Metoda „haloului inversat" (sau „glasnost") nu reprezintă o tehnică halucinogenă nouă decît, poate, prin ideea abstractă şi oarecum naivă a „transparenţei" planante în plin ocultism obtuz politic. La drept vorbind, metoda „haloului inversat", departe de a se confunda cu simplul „glasnost" – constituent mai degrabă ludic decît politic al strategiei gorbacioviene şi, în termeni stricţi, expresia unei petiţii de principiu mai mult decît o realitate efectivă – îl cuprinde ca pe o subordonată de sferă. Şi totuşi, „glasnost" nu e numai un constituent tactic gol, ornamentul poetic al camuflajului politic, ci reprezintă dimpotrivă, *factorul de legitimitate al sistemului gorbaciovian, ultima legalitate a comunismului ca orizont al negaţiei lui*.

Metoda „haloului inversat" este tehnica cvasi-bancară constînd din acumularea unui credit de concesii inevitabile, pe baza căruia deschiderea unui debit de false lecturi secunde, cu caracter retroactiv, se dovedeşte eminamente posibilă. Ori, în variantă generalizată, metoda „haloului inversat" reprezintă o constantă de climat formată din suma variabilelor celor mai convenabile de *iluminare regresivă* posedînd remarcabila însuşire (proprietate optică!) de a face invizibile, sau de a reduce pînă la totala insignifianţă, evenimente represive de speţa cea mai odioasă precum şi acte ce, în cea mai cuminte interpretare, nu pot apare decît ca expresia celei mai bestiale şi mai cinice dictaturi. Şi totuşi, o! efect miraculos al perestroikăi şi glasnostului, o! mistică a haloului, dictatorul este celebrat ca un sfînt, funambulul crimei e blagoslovit cu Premiul Nobel pentru Pace! „Haloul inversat" se dovedeşte mai rentabil decît operaţia „Orizont". Astfel, Marele Optician, autorul „haloului inversat", al „iluminării regresive" şi al transparenţei retorice totale se vedea încununat pe drept pentru realizările sale geniale atît de

utile omenirii şi păcii pe planetă – e doar regretabil că Premiului sus amintit nu i-a mai fost adăugat încă unul : Premiul Nobel pentru Fizică!

Desigur, a mai pomeni, în acest context, discipoli atît de mărunţi, şi totuşi, cît de fideli! ca Iliescu, taumaturgul „mineriadei", sau Roman, fakirul „democraţiei originale", poate părea o impietate – este, însă, nu mai puţin, o *impietate necesară*.

Pe de altă parte, iarăşi, nu e de neînţeles că recunoaşterea abruptă şi completamente benevolă, de către un Imperiu, sincer vorbind, încă suficient de redutabil, a unei superiorităţi (economico-militare, militare, îndeosebi) a Occidentului, superioritate de care Occidentul însuşi, în mare bunătatea sa, începuse să se cam îndoiască, nu e de mirare! îl va fi predispus pe acesta din urmă la o gratitudine euforică în care se înecau fără efort micile detalii jenante sau de-a dreptul neplăcute! Şi la urma urmelor, cu atît mai rău pentru nefericitele acelea de georgiene, dintre care vreo cîteva erau însărcinate, dacă fuseseră străpunse cu sape ascuţite de vajnicii veterani ai Afghanistanului, deghizaţi pentru circumstanţă în legionari romani, n-aveau decît să nu se găsească într-un loc atît de primejdios,1a naiba, ce căutau pe galeră! Cu atît mai rău pentru armenii imprudenţi că luînd de bune perestroika şi glasnostul îndrăzniseră să pretindă un pămînt ce le aparţinea din moşi strămoşi. Cu atît mai rău pentru lituanieni, letoni, estoni, georgieni, azeri, armeni, moldoveni, uzbeci, cu atît mai rău pentru toţi întemniţaţii „închisorii popoarelor", că voiau, că îndrăzneau să voiască să fie liberi. Liberi să-şi aparţină şi liberi să fie!

Cu atît mai rău pentru ruşi, în fond, că nu pricepeau, dar cu ce încăpăţînare blestemată, ce pleaşcă binecuvîntată pe capul unui popor este să se învrednicească de un imperiu[2]! Imperiul – acest destin şi acest dar al Providenţei! Acum cînd se putea bea şampanie, cît se poate de convenabil, pe ruinele zidului de la Berlin, cînd Pactul de la Varşovia, marea gogoriţă a „războiului rece", dispăruse ca prin farmec iar trupele sovietice se retrăgeau de peste tot din Europa „pe poziţii dinainte stabilite", desigur, ar fi reprezentat aproape o lipsă de gust să mai pretinzi ca democraţia să însemne şi altceva decît îndoparea popoarelor, cam prea ahtiate după libertate, cu plumbi şi alte obiecte metalice, în genere contondente, şi cu un procent destul de redus de calorii. (Dar parcă bravii soldaţi ai Armatei Roşii umblau, *şi ei*, în zdrenţe, parcă le era cam foame acestor eroi, şi lipăiau recunoscători supa dată pe bogdaproste de vreo matrionă mai inimoasă sau vreo matiuşcă mai de treabă, parcă apăruse şi o problemă a locuinţelor pentru aceşti invincibili ostaşi ameninţaţi cu bidonvilul, ei, nu, ce conta, ce mai conta că vreo cîteva zeci ceruseră azil politic în fosta ţară inamică şi prietenă, Germania? Nu, toate acestea rămîneau undeva la periferia retinei, erau detalii, simple coji insignifiante de ouă de la marea omleta comună europeană).

Şi totuşi ceva n-a mers! În ciuda haloului de sanctitate în care Gorbaciov înfăşurase ca-ntr-o clătită Dez-uniunea abia sovietică şi, în primul rînd, pe sine, încît de atîta transparenţă nimeni n-ar fi văzut nimic – garantat! – nici dacă Leninul de ceară din mausoleu s-ar fi înalţat în carne şi oase spre a ţine un discurs inopinat în Piaţa Roşie; nici dacă Stalin s-ar fi cocoţat din mormînt înapoi pe tron! ei da, în ciuda acestui halou cu proprietăţi remarcabile, aducînd foarte cu o „cortină de fier" ultraperfecţionaţă prin care se vedea tot ce nu se întîmplă şi nimic din ce se întîmplă, în ciuda haosului ordonat de sus numit perestroika şi în ciuda transparenţei oarbe numite glasnost, ceva n-a mers deloc, adică a mers prea departe! Ceva, mă rog, cît se poate de

[2] Pentru detalii privind această spinoasă chestiune vezi mai jos (în special) *Ce vor ei ?* (II) - partea a-3-a şi *Ce vor ei ?* (II) - partea a-4-a. "Rusia sub avalanşă".

insignifiant şi de care uităm totdeauna, adică am uita cu plăcere dacă ne-am aminti... Factorul uman! factorul-om, ca să zicem aşa... Iată punctul pe care Gorbaciov, optimist ca toţi calculatorii prea obsedaţi de propria lor formulă, nu că l-ar fi uitat, dar, la drept vorbind, nici nu credea că mai contează. Şi totuşi!

În primul rînd, din nişte pricini cu totul de neînţeles, nimeni nu mai voia să trăiaseă în haosul ordonat (sau calculat) de Gorbaciov. În primul rînd poporul (adică poporul rus, plus republicile Împăratului!), nerecunoscător, rău şi nesupus ca-ntotdeauna, se săturase[3]! Nu mai voia, cu alte cuvinte, reforme care nu se realizează chiar cînd se împlinesc – o invenţie colosală, demnă cel puţin de un Einstein! – ci voia, ca un prost, doar reforme de-astea care atunci cînd se realizează chiar se împlinesc. Reforme de soiul ăsta putea, însă, să facă toată lumea, unde mai pui că nu erau deloc, dar absolut deloc convenabile, pentru aşa ceva banal n-ar mai fi fost nevoie de-un Gorbaciov, zău că nu! Şi de ce-ar fi fost?

Problema era că din nişte motive complet nemotivate poporul (popoarele) nu-l mai voia nici pe el, pe Gorby! Puţin îi păsa poporului rău, prost si încăpăţînat că pe Gorby îl celebra Occidentul de dimineaţă şi pînă seară (ba chiar şi noaptea) pe toate canalele şi-n toate jurnalele – nu-l mai voia şi gata! Apoi, colegii lui reformişti, nişte intriganţi avizi de putere, şi în primul rînd pramatia aceea de Elţin, îl acuzau că tergiversează, că trădează perestroika – erezie! de parcă perestroika ar fi fost altceva decît tergiversare! –, în fine, îl părăseau, demisionau, aruncîndu-l literalmente în braţele conservatorilor (*bon débarras*!).

Aceştia din urmă erau singurii care, fără să-l înţeleagă – dar la ce bun! de altfel, uneori avea impresia că nu se mai înţelege nici el singur! – îl urmau cu o nedezminţită fidelitate, mîrîind disciplinat în surdină. Desigur, ar fi fost mai plăcut dacă „reformiştii" ar fi vrut să înţeleagă, sau, mai degrabă, să accepte adevăratul caracter al „reformelor", mai ales că acest guvern format exclusiv din conservatori, la care fusese constrîns cu neruşinare, îi compromitea, oarecum, tradiţionala politică de echilibru, de arbitraj suprem peste curente, pasiuni şi tendinţe. Era regretabil, însă, poate, într-un sens, preferabil.

Mai neplăcut era faptul că în ciuda liturghiilor mediatice şi a covoarelor de elogii, Occidentul perfid începea să se arate din ce în ce mai reticent eînd era vorba de ajutor economic. De mai multe ori pînă atunci reuşise să se întoarcă acasă cu sacul plin cu miliarde (de dolari, fireşte!), însă tocmai acum cînd, plănuind o lovitură în stil mare (ce? strict secret! mici cheltuieli militare...) se prezentase cu o teşcherea uriaşă ca de vreo sută de miliarde (de dolari, fireşte!), iată că Occidentalii obraznici îi închiseseră uşa-n nas. Adică, închiseseră uşa-n nas teşcherelei, pe el îl primiseră, bineînţeles, cu toate onorurile (auzi, „să-i interzică lui bufetul", ţi-ai găsit!): „membru al comunităţii economice mondiale" etc.; însă, la drept vorbind, mai c-ar fi preferat invers!

Şi deodată, fulgerul! furtuna! Conservatorii se dovediseră nişte trădători încă şi mai răi şi mai ingraţi decit „reformiştii"! (ah! Anatoli, Anatoli, şarpe încălzit la sîn!). Amurgul Perestroikăi năvăli în Istorie călare pe Putsch!

Lato sensu perestroika e comparabilă cu o carte formată din toate primele pagini ale exemplarelor din vreo bibliotecă municipală – din biblioteca municipală a oraşului Gorki, să

[3] Această saturaţie a popoarelor de regimurile cele mai dibaci concoctate e, din păcate, o problemă recurentă a dictatorilor umani sau divini (ignor cum stă chestiunea cu extratereştrii) de la Iuliu Cezar la Emmanuel Macron şi de la Jupiter la Mahomed!

zicem – sau, şi mai exact, cu un volum alcătuit exclusiv din pagini de gardă. Altfel spus, perestroika reprezintă regimul cel mai promiţător, cel mai gol, cel mai anarhic şi cel mai totalitar posibil – o structură simultan pseudo-capitalistă şi pseudo-comunistă, pseudo-reformistă şi pseudo-conservatoare. Pseudo...

Perestroika este din toate punctele de vedere o pseudo-morfoză, convenabilă exclusiv pentru dictatorul care a inventat-o, Deţinătorul Formulei, dar profund frustrantă pentru toate categoriile sociale, indiferent de poziţia lor sau de raportul de forţe dintre ele. Perestroika este, cu alte cuvinte, o tehnică de victimizare a societăţii în profitul unui singur individ şi singurul despotism modern de *tip magic* cunoscut pînă acum. Un despotism absolut fără complici.

Perestroika este o dictatură întemeiată pe o formulă la vedere cu deţinător unic (şi totuşi chiar şi acesta din urmă n-o „deţine" decît în măsura în care ştie şi că nu poate fi şi, mai ales, *cum* nu poate fi deţinută integral). Un sistem de catastrofe nici strict programate, nici strict accidentale, un ansamblu de destabilizare cu un singur locuitor structural, cu un singur centru deci, nici de tip pur represiv, nici de tip pur administrativ (acestea rămîn pentru dictatorul perestroikist simple mijloace) ci „gnostic".

Din acest punct de vedere este complet falsă ideea celor ce şi-au închipuit, la Est sau la Vest, că Gorbaciov şi-ar fi aşezat puterea pe KGB sau pe Armată. Dimpotrivă, niciodată acestea, utilizate ca simple instrumente de disuasiune şi represiune politică., iar în plan extern ca *argumente în cadrul unei vaste operaţii de şantaj*, n-au fost mai radical îndepărtate de la toate pîrghiile reale ale conducerii şi puterii, nu, fireşte, ca efect al vreunei „democratizări" ci ca o consecinţă a absolutei ignorări de către structurile comuniste tradiţionale (administrative, politice, represive sau strict militare – convergenţa dintre aceşti factori e prea elementară pentru a mai merita sublinierea) a labirintului de oglinzi cu pereţi mişcători în care erau puse să evolueze. De altfel, tocmai această situaţie şi profunda izolare pe care a antrenat-o s-a dovedit, în cele din urmă, fatală gorbaciovismului.

Dreptul la decizie nu se poate baza decît pe o ştiinţă a deciziei.

Or, dacă în goliciunea lui sîngeroasă de tip colectivist, comunismul tradiţional îşi bizuia „geniul literar" pe implacabilul *logos al lozincii*, perestroika, în solipsismul ei pestriţ unde sîngele nu este utilizat decît strict în calitate de colorant, îşi desfăşoară „geniul plastic" în domeniul, altfel satisfăcător, al publicităţii afişajului. Şi din acest punct de vedere, cea mai profundă afinitate o prezintă Gorbaciov cu celălalt dictator de farsă macabră, Nicolae Ceauşescu.

Diferenţa fundamentală dintre aceste dictaturi şi autocraţia tradiţionaIă de tip stalinist constă în faptul, defel neglijabil, că dacă în cazul din urmă puterea personală se întemeia pe o consolidare a structurii de emergenţă ce o făcuse posibilă (*tip monarhic*), în cazurile dintîi puterea personală a dictatorilor nu s-a putut realiza decît prin ruinarea totală a structurii de generare (*tip anarhic*). Într-adevăr, oricare i-ar fi fost atrocităţile şi trădările – trădări ridicate, am putea spune, la rang de sistem –, Stalin a lăsat un Imperiu incomparabil mai puternic şi mai stabil decît haosul pe care îl găsise; dimpotrivă, atît Gorbaciov cît şi Ceauşescu, în pofida intenţiilor lor, au abolit, practic, sistemul ce le-a dat naştere. Se confirmă, astfel, o idee în care puţini îndrăzneau să creadă, anume, că *orice tentativă de reformare a sistemului comunist echivalează cu desfiinţarea lui*. Ne găsim cu aceasta în faţa *constantei de perisabilitate a sistemelor totalitare*.

Dacă punctul de sprijin al politicii gorbacioviene a fost, prin urmare, *formula* şi, mai concret, convingerea obscură, straniu adîncită de degenerarea politică ce-ar fi trebuit, normal, să o infirme, că numai el se mai putea descurca, la urma urmelor, în haosul pe care singur îl generase, pe de altă parte, cauza putsch-ului constă în convingerea, simetrică cu cea dintîi şi mult mai limpede resimţită decît aceasta, vizînd *responsabilitatea luciferică a lui Gorbaciov în prăbuşirea definitivă a paradisului totalitar, în pierderea acestui paradis*.

Expresie a unei exasperări şi, poate, a unui soi de optimism disperat, a unei credinţe în totalitarism mai mult decît a unei evaluări precise a situaţiei, putsch-ul conservatorilor poate fi socotit, pe drept cuvînt, *putsch-ul păcăliţilor*. Păcăliţii, însă, nu au fost şi nu sînt numai conservatorii, poate nici măcar în primul rînd. Păcălitul principal rămîne Gorbaciov însuşi care, bolnav sau nu, pare să sufere, în orice caz, de cea mai periculoasă variantă a complexului lui Œdip : *complexul Ucenicului Vrăjitor*.

Evoluţia ultimelor evenimente riscă să adauge la funambulesca listă, un candidat suplimentar: Boris Elţin. Într-adevăr, atitudinea tot mai fluctuantă a acestuia riscă să-i deterioreze principalul atu: valoarea de alternativă la naufragiul gorbaciovian, diferenţa, puterea de diferenţă pe care se întemeiază orice nouă instituire. Insistînd ca şi Gorbaciov pe tratatul Uniunii într-un moment în care acesta, vizibil, nu mai are obiect, neîndrăznind să o rupă cu un fenomen politic deja decedat, Elţin tinde să-şi epuizeze noutatea înainte de a o exercita. Neînţelegînd sau neputînd (adică, din nou, neîndrăznind) să-şi înţeleagă rolul de gropar al Imperiului[4], Elţin va ajunge, astffel, în situaţia politică falsă în care, poate cu mai multă graţie, s-a complăcut Gorbaciov însuşi, în cea mai rea, în fond, pentru un nou conducător ce aspiră la credibilitate, în special pentru un conducător al fostului imperiu ex-comunist (situaţie eminamente fantomatică), anume *într-o situaţie politică suficient de indefinită pentru a putea fi considerată complice*. Finalmente, agăţîndu-se în chip prea ostentativ şi subit de decedata Uniune, evitînd sau ezitînd să-l constrîngă pe Gorbaciov la demisie, Elţin riscă să apară, mai mult decît Gorbaciov însuşi, ca girantul unei fantome sau, poate şi mai rău, în rolul deloc de invidiat al „încornoratului complezent".

În fine, un mic detaliu nu poate lăsa indiferentă o ureche familiarizată cu reverberaţiile semanticii neo-comuniste. Recent Elţin a făcut două afirmaţii extrem de curioase, prima nu foarte surprinzătoare, totuşi, a doua, însă, absolut extraordinară. Într-adevăr, dacă declarînd – dar de pe ce poziţii neo-dictatoriale? – că „vînătoarea de vrăjitoare nu va avea loc", într-un moment cînd ea este cum nu se poate mai necesară, înţelegem că Elţin va fi încercat să-şi asigure, într-un chip cît se poate de neinspirat, simpatiile mereu fluctuante şi anxioase ale KGB-ului şi ale părţii celei mai contaminate de totalitarism a armatei, în schimb declaraţia următoare, în care previne cu o virulenţă demnă cel puţin de Vîşinski, împotriva „dictaturii democraţilor ruşi" (sic!) are de ce să ne lase înfioraţi de stupefacţie.

Detaliu picant, acum cînd imperiile se prăbuşesc iar măştile cad, simpaticul Gorby s-a dat în sfîrşit la o parte, făcînd loc unui tiranozaur furibund de nuanţă neandertaliană ce urlă, bate cu pumnul în masă – pe cînd pantoful sau cizma – şi ameninţă vidul cu vidul.

---

[4] Pînă la urmă l-a înţeles, în felul său, şi într-o oarecare măsură, deşi criza cecenă, declanşată sub "domnia" lui, şi falsa ei soluţie militară, iniţial eşuată de altfel, dovedesc *limitele* acestei înţelegeri! Situaţie straniu analogă cu cea a lui Hruşciov, gropar, în principiu al stalinismului dar confruntat practic imediat cu Revoluţia ungară pentru reprimarea căreia a fost nevoit să recurgă tocmai la vechiul instrumentar stalinist!

La drept vorbind, fenomenul este mai larg şi, sub ameninţarea năruirii imperiului, pînă una alta, diferenţa dintre „reformişti" şi „conservatori" e cea eare se năruie. Cînd totul se va sfirşi, în ce Azil de Noapte, în ce fabulos Balamuc al fantasmelor se vor retrage oare pensionarii imperiului?

Curios e altceva. Cu cît imperialiştii sovietici în criză de lumbago se îndîrjesc să lipească cu forţa cioburile nelipibilului, cu atît inevitabila destrămare pare mai definitivă. Există o fază cînd represiunea încetineşte şi alta cînd accelerează. Un timp cînd e teribilă şi un timp cînd e ridicolă. Chiar „scăldate-n sînge" popoarele vor rîde. Şi spulberaţi de rîsul lor homeric ultimii demoni vor dispare-n nimicul din care s-au născut. Şi poate tocmai acum, la sfîrşit, e cazul să medităm, în fine, cu un început de seriozitate, la prăbuşirea tuturor acestor politici fundate pe ignoranţă, crimă, cinism şi groază, pentru a înţelege, odată pentru totdeauna, că singurul pragmatism e Adevărul, singurul ţel veritabil al politicii, Binele, singurul scop al Omului şi supremul lui Drept, Cunoaşterea de sine.

Cît timp, însă, nefericire a puterilor noastre nocturne ce nu ne aparţin, vom continua să refuzăm să înţelegem, să ne reamintim, adică să reînţelegem, istoria va continua să rămînă la rîndu-i acest lung complot tenebros al nimicniciei, masca de oroare dincolo de care se cască neantul absenţei de chip.

Ara Alexandru Şişmanian

PS Refuzînd să însoţească maieutic, fără banal obscurele subterfugii preaobişnuite şi în deplină bună credinţă, naşterea democraţiei pe care vechiul regim al fantomelor şi sistemul politic al morţii nu mai erau apte s-o împiedice, Gorbaciov, şi acum Elţin n-au făcut aItceva decît să-şi alieneze avantajele vizate, conservînd toate dezavantajele pe care voiau să le evite, plus încă vreo cîteva. Este, cu toate acestea, sigur că atunci cînd actul de deces al Imperiului, practic deja dezmembrat, va fi, în fine, semnat şi parafat[5] – al acestui Imperiu al paradoxului, cucerit nu de sabia napoleoneană ci de „casa comună europeană", nu de vreunul din războaiele planetei ci de „războiul stelelor" – cînd ultimele fantasme de statui, de densitate incertă şi formă necunoscută, vor fi definitiv debulonate de Istorie, Rusia, şi mai cu seamă Rusia eternă, va continua să joace un rol esenţial în zonă şi în lume.

Se poate, deci, dovedi extrem de probabil că fostele ţări limitrofe ce mai stăruie încă în neo-comunism, vor cunoaşte, foarte curînd, „noi transformărî radicale", actualmente dificil previzibile deşi nu chiar cu totul dincolo de posibilitatea oricărei prognoze.

E, de pildă, cazul României unde criminalul tandem Iliescu-Roman nu mai pare menit unei cariere îndelungate. Independenţa recentă a Basarabiei şi eventualitatea reunificării ei cu ţara complică, sau, după caz, simplifică datele problemei. Ar fi de asemeni, de sperat că nu va fi irosită ocazia creerii unei mătci de înţelegere şi pace în Caucaz. Armenia, Georgia şi Azerbaidjanul vor trebui ajutate să iasă dintr-o criză a cărei cronicizare nu poate sluji intereselor nimănui. Vechii pescuitori în turbulenţă şi sînge dispărînd, şi, in primuI rînd, recent

[5] Paradox suprem, între atîtea, ultimul partizan declarat al Imperiului, am putea spune fără ezitare, singurul lui teoretician modern e... Slojeniţîn (vezi în acest sens *infra* Ce vor ei ? (II) - partea a-4-a. "Rusia sub avalanşă").

răposata Uniune Sovietică, se poate paria că, într-un viitor istoric previzibil, alţi practicanţi ai străvechiului joc de-a dezbinarea şi stăpînirea nu-şi vor mai face apariţia[6].

Şi poate tocmai acum, la sfîrşit, cînd un capitol se încheie şi un imperiu dispare în naşterea unor democraţii, cînd, deci, o mutaţie de profunzime a gîndirii politice mondiale a devenit necesară, rezultă într-un chip mai evident, capătă o pregnanţă aproape „tactilă" ideea, în fond destul de simplă, că *divide et impera* este o maximă greşită, doveditoare, cel mult, a faptului că romanii nu şi-au inţeles, absolut deloc, rostu1 istoric, şi că cei ce se obstinează să o aplice, inepţi "alchimişti" ai mirajului puterii, nu obţin, la urmă, cînd totul se numără, se cîntăreşte şi se împarte, decît dezbinarea – şi nici un fel de imperiu.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, septembrie 1991

[6] Vai, cît de crunt mă înşelam în optimismul meu! Putin şi mai ales putinismul nu aveau să-şi mai întîrzie mult apariţia!

Le Communisme et le Néant. Un nécrologe pour la pérestroïka

Le communisme a disparu. Tout ce qui en subsiste, c'est ceci : le néant. Et il restera comme un des paradoxes les plus profondément comiques de son histoire sinistrement hilaire le fait que le coup de grâce lui a directement été donné non par la rue, par une révolte populaire ou par quelque "révolution de velours" mais, stupidement, par sa propre tentative de conserver intacte son arrogance totalitaire, par lui-même en tant que lui-même, par son visage. Par un pur accès de narcissisme politique !

On a en effet dit des putschistes conservateurs qui ont provoqué ou, du moins, accéléré l'écroulement du communisme soviétique qu'ils étaient les premiers complotistes de l'histoire à avoir été perdus par leur propre image. Relativement redoutables tant qu'ils restaient dans l'ombre, pulvérisés par le ridicule dès qu'ils sont sortis sur le podium, en abandonnant leur "arme secrète" : l'invisibilité.

Il ne s'agit pourtant pas, avec cette désagrégation par l'image, d'une simple gaucherie de distribution politique, mais d'une fracturation définitive du communisme dans son principe théâtral même.

Basé sur la menace sous-jacente d'une incessante présence occulte, faite d'arrestations secrètes, de disparitions nébuleuses (*Nacht und Nebel*), de tortures et de rumeurs, dérivant son pouvoir d'une habile mise en scène de la complicité et de la fainéantise, de l'imaginaire et de la terreur, bâti intégralement sur une mythologie stratégique du mystère et du nocturne, *le communisme a survécu tant qu'il a réussi à se terroriser lui-même*.

Par contre, cette fois-ci la sortie à la rampe, autrefois médiatisée mystiquement par des portraits et amortisée par des tribunes, n'a plus du tout eu l'aspect d'une mise sur le piédestal du nouveau panthéon mais, brutalement, d'une sortie dans la nullité. Le planage occulte se révélait brusquement comme étant ce que, au fait, il avait toujours été : une immense absence, une carence, une carie insidieuse.

Une poignée de nigauds, hébétés de peur et perplexes devant leur propre témérité, clignotaient sous les réflecteurs de l'histoire, ne sachant ni ce qu'ils faisaient, ni pourquoi ils existaient. Et au-delà de leur clignotement hibouesque et de leurs gueules idiotes, il n'y avait plus rien – il n'y avait plus que *le rien*. Et comme ce triste ramassis d'imbéciles représentait, par les fonctions qu'il endossait, ces institutions terribles et ces ministères sinistres de l'horreur et du crime : le Parti Communiste de l'Union Soviétique, le Ministère de l'Intérieur, le KGB et l'Armée Rouge, tout d'un coup, voilà, le k.g.b., l'armée rouge, le ministère de l'intérieur, le p.c.u.s. clignotaient désorientés et stupides – et au-delà de ce clignotement horrible par son vide il n'y avait plus rien. Plus d'autre chose que le rien. Sept décennies de rien s'évaporaient dans un instant de révélation.

Les grands possédés, les hantés dont la seule présence remplissait l'air de la tension étrange d'une eschatologie du mal, s'ils avaient jamais existé, s'étaient complètement évanouis, laissant à leur place une sorte de lie crétine, trop inepte pour mettre en scène au moins sa propre rage. Le baroud d'honneur de son ultime démence.

***

Il se pourrait quand même que le phénomène réel soit quelque peu plus complexe. Quelle est, en effet, l'explication de ce suicide du moribond ? Vu que, en dépit des apparences, le

régime était assez confortablement installé dans sa propre déstabilisation, et que ce n'était de toute façon pas pour la première fois qu'il réussissait à transformer son agonie en système.

La cause du putsch est probablement d'ordre intellectuel plutôt que moral et consiste dans l'incapacité du communisme de se comprendre encore lui-même. Car il existe des complications dans lesquelles même les labyrinthes peuvent s'égarer.

Pour la première fois dans l'histoire passablement tourmentée, d'ailleurs, du communisme, entre la subtilité de la tactique du "guide" et l'"appareil" se creusait un écart, survenait un décalage de compréhension que ni la discipline de parti, ni quelque autre facteur de cohésion ne réussissaient plus à combler. Dans ces conditions, le putsch apparaît comme l'expression d'une espèce de bon sens et d'honnêteté déroutée de la brute qui ne se révolte que parce qu'elle ne peut plus comprendre : manifestation, somme toute, d'un excès de soumission plus que d'une rébellion.

Bien sûr, dans sa bizarre histoire rouge le communisme – et donc l'appareil – avait déjà connu plus d'une acrobatie énigmistique; mais, rapidement compensée par un acerbe resserrement de la vis, elles étaient de la nature du bâillon plutôt que d'une authentique jonglerie.

Trois facteurs restaient, pratiquement, irréductibles, inassimilables pour l'appareil, en le confrontant à un vrai dilemme de discipline et à une crise de la capacité d'acceptation.

1) Le fait de cohabiter avec un déséquilibre non pas en s'y opposant mais en suivant avec sérénité ses méandres. Cette double domiciliation sur la trajectoire des ficelles et pourtant au-delà de leur confusion – qui faisait toute l'essence de la perestroïka – restait, pour un appareil habitué à se loger exclusivement au sein confortable d'un ordre de fer, strictement étrangère.

Donner libre cours au chaos, voire le stimuler; réaliser, sur des fondations d'ailleurs solidement ancrées dans le sang – ce n'était sans doute pas là le plus gênant –, et avec les moyens de l'anarchie et les prétextes de la démocratie, quand même, une dictature; construire une "nouvelle société" quelque part à la confluence labile et toujours incertaine du stalinisme, de la NEP et de la guerre civile : voilà ce qui, semble-t-il, dépassait même les ressources de cynisme, par ailleurs fort considérables, de la nomenklatura[1].

2) Le déguisement, dans ces conditions, du communisme en capitalisme – pour la frime, et, pourtant, de facto.

Au fait, ce camouflage réciproque de l'illusoire et du vraisemblable où le plus pur caméléonisme d'État se basait sur des transformations sociales et politiques réelles a constitué l'obstacle suprême dans la compréhension et l'acceptation par les conservateurs de la politique "réformiste" de Gorbatchev. Et pourtant il ne s'agissait – hélas ! – que des classiques méthodes du *divide et impera* et du *panem et circenses* de tous les impérialismes, et du communisme soviétique en particulier – mais comprises dans le halo d'un spectacle généralisé.

[1] Et pourtant, à une analyse plus approfondie, n'a-t-on pas affaire ici, au-delà de l'apparence de la déroute devant une situation structurellement *nouvelle*, à l'incapacité de la *bureaucratie communiste survivante* de comprendre la nature du totalitarisme en général, à cette versatilité institutionnelle qui concentre le pouvoir en vidant de substance *ses formes*? Dans ce cas du duel latent entre bureaucratie et dictature, la première étant généralement jugulée et jugulée *in nuce* par la dernière, la victoire sera octroyée, cette fois-ci à la première, le cas risque d'être sans précédent, comme une sorte de *baroud d'honneur*.

3) La personnalité de Gorbatchev. La personnalité de Gorbatchev est celle du système qu'il a instauré : Gorbatchev est le principe de recombinaison interne, le principe de conservation transformationnelle du communisme. Les éléments strictement psychologiques sont sous-jacents à cette situation structurelle, et s'ils peuvent, évidemment, intéresser le psychologue, ils ne concernent que de façon implicite la présente analyse.

Comme principe de recombinaison interne du communisme, le système gorbatchévien et, d'une certaine façon, Gorbatchev lui-même, se fondent sur une récupération globale de la théorie et de la pratique communistes antérieures, sur une intégration des "hérésies" communistes dans l'"orthodoxie" communiste, ou, plus exactement, sur le dévoilement d'un modèle déployé de l'orthodoxie, qui inclut dans sa structure et son instrumentaire même, ou peut-être surtout, les idées marginales, rejetées, utopiques. De ce point de vue la réhabilitation par Gorbatchev de certains "saints-pères anathématisés" de la révolution – Trotski (le Goldstein du *1984* de Orwell), Boukharine etc. – n'est sans doute pas un fait gratuit. Tout comme il est extrêmement probable que dans le nouveau "Traité de l'Union" qui a déterminé, au moins partiellement, la réaction des putschistes, l'artisan du "nouvel ordre de l'URSS" avait en vue certaines idées formulées par Lénine dans son fameux *Testament*.

Si le principe de recombinaison interne comporte la présence simultanée dans la société de la quasi-totalité des éléments structurels du communisme, ainsi que de son entière chronologie, le second principe, celui de la conservation transformationnelle du communisme, consiste à introduire un code de lecture et une table d'équivalences fictives entre les réformes attendues et annoncées ("libéralisation", "démocratie", "économie de marché", "pluralisme"), et, justement, les matériaux fournis par le principe de recombinaison interne – c'est-à-dire les concessions tactiques que le communisme s'était déjà, temporairement, vu obligé de faire, dans les périodes de crise de son histoire : car le "présent" du communisme est toujours le duplicata d'un passé ou d'un autre. De la sorte, aucun de ces deux principes, qui devaient par ailleurs être baptisés *pérestroïka* et *glasnost*, n'était appelé à introduire des structures nouvelles, mais, uniquement, des *morphoses inédites*.

Le résultat matériel de tout ce processus d'intégration idéologique ne pouvait être qu'un amalgame typologique ayant un fort caractère récapitulatif et régressif, c'est-à-dire, dans le cadre même des structures communistes, un prononcé *fond passéiste*. Ceci est un des paradoxes de la "politique de réformes" initiée par Gorbatchev : appelons-le son paradoxe constitutif.

***

En pratique, le fonctionnement du système était assuré par deux méthodes, developpées directement à partir des principes susmentionnés qui pourraient s'appeler à leur tour : la méthode du *chaos calculé*, provenant plutôt du principe de la recombinaison interne, et la méthode du *halo inversé*, relevant avec prépondérance du principe de la conservation transformationnelle.

Par "chaos calculé" – ou *pérestroïka* – on n'entendra pas quelque procédure comptable mais l'idée simple conformément à laquelle, quelque soit la migration des éléments dans un chaos donné, fini ou infini, la structure générale reste la même, sans égard aux variations caléidoscopiques de la configuration.

L'institution d'un chaos délibéré ne conduit donc pas nécessairement à la désagrégation du système en question, à cette condition près – imposée d'ailleurs par la limite humaine plutôt que par de strictes nécessités configuratives – d'entretenir l'illusion d'un "Centre" et d'un

critère organisationnel défini. Comme, d'autre part, la fonction d'un chaos ainsi conçu ne consiste absolument pas à produire quelque chose de neuf – mathématiquement et thématiquement il exclut l'innovation – mais seulement à secréter un flux de métamorphoses, le résultat de ce vide de fond inédit de la recombinaison mécanique ne peut être qu'un parfait *immobilisme structurel*.

Un aspect en quelque sorte liminaire devrait être rappelé ici. Aux débuts de la *pérestroïka* on a dit en Occident – mais par la suite, sous la pression des événements on l'a oublié, ou bien la chose a paru par trop invraisemblable – qu'elle ne serait qu'un "traitement cosmétique" du système communiste. La remarque était en même temps vraie et fausse. Vraie, parce qu'il existait, certainement, une intention de dérouter : dès le début la *pérestroïka* s'est constituée comme un *mécanisme de l'illusion*. Fausse, pourtant, dans la mesure où l'expression "traitement cosmétique" suppose une distinction nette entre fond et forme, visage et masque, structure de profondeur et structure de surface. Or ce système de description est inapplicable à la *pérestroïka*, qui introduit un type de "maquillage" engrenant la totalité sans distinction de la masse structurelle du système décrit.

La coexistence dans une et la même unité configurationnelle d'éléments de type staliniste avec d'autres de type "guerre civile", NEP etc., ne saurait être considérée comme une simple tentative de camouflage, comme un banal coup de peinture politique – puisqu'elle dévoile au moins dans la même mesure où elle voile. On a bien plutôt affaire à une technique vouée à modeler la neutralisation de la société civile, le désamorcement des valeurs de la résistance et de la contestation, la construction, par conséquent, d'une corruption globale: non pas seulement des redoutes psychologiques ou, éventuellement, spirituelles, sur lesquelles la répression classique s'était déjà cassé les dents, mais, dans un sens, du communisme lui-même.

De plus, dans une mesure non négligeable la *pérestroïka* a représenté – et potentiellement, tant que le fait n'est pas clairement compris, elle représente encore – une tentative d'implication de l'Occident dans le système répressif de l'Empire Soviétique; si ce n'était sans doute pas au niveau d'une participation active, au moins à la manière, beaucoup plus dangereuse d'ailleurs, d'une complicité de type propagandiste ou, même, idéologique.

L'efficacité de la méthode du chaos calculé peut en effet se mesurer à l'intensité avec laquelle l'Occident, en faisant preuve d'une promptitude absolument remarquable, s'empressait à prêcher le maintien au pouvoir de Gorbatchev, aux moments précis où celui-ci se déchaînait dans des actions répressives – à ce point odieuses que les crimes du règne de Ceauşescu faisaient à côté figure d'une simple mésalliance avec l'infantilisme – contre les Arméniens, les Géorgiens, les Lituaniens, contre tout ce qui osait bouger, exister, vivre, tenter d'affirmer un droit à la liberté et une prétention de vérité.

On est ainsi arrivé à la bizarre situation – appelons-la intolérable ? – où l'Occident propageait, si ce n'était pas explicitement du moins implicitement, l'idée du maintien de la tension répressive en URSS, comme garantie (?) du maintien de l'Union Soviétique elle-même, ce qui, si nous excluons une certaine "ottomanisation" inévitable des rapports – seul résultat effectif –, est en fin de compte assez abject (devons-nous nous demander encore ce qu'il serait advenu si les Alliés se seraient coalisés avec Hitler, comme celui-ci le souhaitait fort ?).

Le danger du succès de la *pérestroïka* à l'Ouest a consisté donc, dès le début, dans la neutralisation de certaines valeurs humaines et morales, au nom de la "raison d'État" – et cela, à un moment où précisément ces valeurs commençaient à s'affirmer comme étant capables

d'ébranler l'Empire Soviétique. Car, ne nous trompons plus, la pérestroïka a constitué la réplique la plus insidieuse et la plus articulée qu'ait donné le système communiste – quoique trop peu de gens, à l'Est comme à l'Ouest, l'aient compris – à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ainsi qu'à tout le phénomène post-Helsinki.

***

Avec cela on est pourtant entré dans la sphère de la seconde méthode – strictement complémentaire à la première: la méthode du *halo inversé*.

Le "halo inversé" ou *glasnost* – ne représente une technique hallucinogène nouvelle que, peut-être, grâce à l'idée abstraite et quelque peu naïve de la "transparence" planant en plein occultisme politique obtus. À vrai dire, loin de se confondre avec la simple *glasnost* – constituante ludique, plutôt que politique, de la stratégie gorbatchévienne et, strictement parlant, l'expression d'une pétition de principe plutôt que d'une réalité effective –, la méthode du halo inversé le comprend comme une subordonnée de sphère. Et pourtant, la *glasnost* n'est pas qu'une constituante tactique vide, l'ornement poétique du camouflage politique, mais représente, au contraire, le facteur de légitimité du système gorbatchévien, *l'ultime légalité du communisme comme horizon de sa propre négation*.

La méthode du halo inversé est la technique quasi-bancaire consistant dans l'accumulation d'un crédit de concessions inévitables, sur la garantie duquel l'ouverture d'un débit de fausses lectures secondes, à caractère rétroactif, s'avère éminemment possible. Ou bien, en version généralisée, la méthode du halo inversé représente la constante de climat formée par la somme des variables les plus convenables d'illumination régressive, possédant la propriété optique remarquable de rendre invisibles, ou de réduire jusqu'à la complète insignifiance, des événements répressifs des plus odieux, qui, dans la plus modérée des interprétations, ne sont que le fait d'une bestiale et cynique dictature. Et pourtant – ô, effet miraculeux de la *perestroïka* et de la *glasnost* ! ô, mystique du halo inversé ! – le dictateur est célébré comme un saint, le funambule du crime est gratifié du Prix Nobel pour la Paix ! Ainsi, le Grand Opticien, l'inventeur du "halo inversé", de l'"illumination régressive", ainsi que de la *transparence rhétorique totale* se voit-il couronné pour ses réalisations géniales, tellement utiles à l'humanité et à la paix sur la planète – et il est seulement regrettable qu'au Prix Nobel pour la Paix on n'en ait pas ajouté un autre : le Prix Nobel de Physique !

Sans doute, mentionner, dans cet illustre contexte, des disciples si insignifiants, mais combien fidèles, comme les néo-communistes roumains, Ion Iliescu, le thaumaturge des "minériades", ou Petre Roman, le fakir de la "démocratie originale", peut apparaître comme une impiété; ce n'est pas moins une impiété nécessaire.

D'autre part, il n'est pas incompréhensible que la reconnaissance abrupte et complètement bénévole, de la part d'un Empire à vrai dire encore suffisamment redoutable, de la supériorité, militaire surtout, de l'Occident – supériorité dont l'Occident lui-même avait, dans sa grande bonté, commencé à douter quelque peu – ait prédisposé celui-ci (et pourquoi s'en étonner) à une gratitude euphorique dans laquelle se noyaient facilement les petits détails gênants ou carrément fâcheux !

Et en fin de compte, tant pis, pour ces malheureuses de Géorgiennes, dont certaines étaient enceintes, si elles avaient été transpercées à la pelle pointue par les braves vétérans d'Afghanistan, déguisés pour la circonstance en légionnaires romains – elles n'avaient qu'à ne pas se rendre dans un endroit aussi dangereux que le parvis d'une église: que Diable allaient-

elles faire dans cette galère ! Tant pis, pour les Arméniens imprudents si, prenant au mot la *pérestroïka* et la *glasnost*, ils avaient osé réclamer une terre qui leur appartenait depuis toujours. Tant pis pour les Géorgiens, les Arméniens, les Lituaniens, les Lettons, les Estoniens, les Moldaves, les Ukrainiens, les Azéris, les Ouzbeks, (les Tchétchènes n'étaient pas encore entrés en ligne de compte!) tant pis pour tous les détenus de cette "prison des peuples" s'ils voulaient, s'ils osaient vouloir être libres. Libres de s'appartenir à eux-mêmes et libres d'être !

Et tant pis pour les Russes aussi s'ils ne comprenaient pas – mais avec quel entêtement maudit ! – quel bonheur béni du Centre était pour un peuple d'être gratifié de porter sur son dos un Empire... L'Empire – ce destin et ce cadeau de la Providence !

Maintenant, qu'on pouvait boire du champagne, de la manière la plus convenable, sur les ruines du mur de Berlin, que le pacte de Varsovie, le grand loup-garou de la "guerre froide", était disparu comme par miracle et que les troupes soviétiques se retiraient de partout en Europe sur des "positions antérieurement établies", bien sûr, ç'aurait été un manque de goût, presqu'une grossièreté, que d'exiger que la démocratie de la *pérestroïka* et de la *glasnost* représente autre chose que le gavage des peuples, par trop avides de liberté, avec des balles et d'autres objets métalliques, généralement contondants et comportant un pourcentage assez réduit en calories! (Mais les braves soldats de l'Armée Rouge ne se portaient-ils pas *eux aussi*! en haillons, n'avaient-ils pas faim, ces héros, et ne lapaient-ils pas la soupe donnée en aumône par quelque matrione au grand cœur ou quelque brave matiouchka, n'était-il pas apparu aussi un problème de logement pour ces invincibles soldats menacés de vivre dans des bidonvilles, n'y en avait-il pas qui avaient demandé – mais que-est-ce que cela pourrait nous faire ! – l'asile politique dans l'ex-double-pays ennemi et frère – l'Allemagne ? Non, tout ceci restait quelque part à la périphérie de la rétine, c'étaient des détails, de simples coques d'œufs sans signification tombées de la grande omelette commune européenne).

***

Et pourtant, malgré les principes et les méthodes, quelque chose n'a pas marché ! En dépit de l'aura de sainteté dont Gorbatchev avait fait entourer la dés-Union à peine Soviétique et, avant tout, soi-même – de sorte que, de tant de transparence, personne n'aurait plus rien pu voir, ni même si le Lénine de cire s'était élevé en chair et en os de son mausolée pour tenir un discours inopiné sur la Place Rouge, ni même si Staline en personne s'était hissé de sa tombe pour remonter sur son trône! –, eh bien, en dépit de ce halo à propriétés optiques remarquables, ressemblant fort à un "rideau de fer" ultraperfectionné à travers lequel se voyait tout ce qui ne se passait pas, et rien de ce qui se passait, en dépit de cette transparence aveugle et aveuglante appelée *glasnost* et de ce chaos dirigé d'en haut baptisé *pérestroïka*, quelque chose n'a marché guère : c'est-à-dire, ça a marché trop loin! Quelque chose, pardon, on ne saurait trouvé de plus insignifiant, quelque chose qu'on oublie toujours – au fait, qu'on oublierait volontiers, si jamais l'on s'en souvenait ! Le *facteur humain*... Le *facteur-homme*, pour ainsi dire! Voilà le point dont Gorbatchev, optimiste comme tous les calculateurs trop obsédés par leur propre formule, non qu'il l'aurait oublié, mais n'avait même pas pensé que cela puisse encore compter. Et pourtant...

Premièrement, pour des raisons complètement incompréhensibles, personne ne voulait plus vivre dans le chaos ordonné – ou calculé – par Gorbatchev.

Tout d'abord, le peuple (c'est-à-dire le peuple russe plus les républiques de l'Empereur!), ingrat, méchant et insoumis comme toujours, en avait marre[2]. Il ne voulait autrement dit plus de réformes qui ne se réalisaient ni même lorsqu'elles s'accomplissaient à merveille – une invention colossale, digne au moins d'un Einstein! –, mais voulait, tout bêtement, uniquement des réformes telles que lorsqu'elles se sont accomplies elles se soient aussi réalisées. Mais des réformes comme celles-là, pouvait en faire tout le monde, pour ne plus compter qu'elles n'étaient du tout, mais absolument pas du tout convenables ! Et puis, pour une chose pareille, tellement banale en effet, un Gorbatchev n'aurait point été nécessaire – ma foi ! Et pourquoi l'aurait-il été ?

Car là où le bât blessait avant tout c'était que pour des raisons tout à fait déraisonnables le peuple (= les peuples) n'en voulait plus de lui non plus, de Gorby ! Il s'en fichait, méchant, bête et têtu comme il l'était, que Gorby était célébré par l'Occident du matin au soir (même de nuit si besoin était !), sur toutes les chaînes et dans tous les journaux – il n'en voulait plus, un point c'est tout !

Ensuite, ses collègues réformistes, des intrigants avides de pouvoir, et avant tous cette crapule d'Eltsine, l'accusaient qu'il tergiversait, qu'il trahissait la perestroïka – hérésie ! comme si la pérestroïka avait été autre chose que, justement, de la tergiversation ! –, l'abandonnaient, enfin, démissionnaient, le projetant littéralement dans les bras des conservateurs (bon débarras !). Ces derniers étaient les seuls qui, sans le comprendre (rien à faire! c'est le sort malheureux des grands hommes politiques et des génies que de ne pas être compris par leur contemporains! – et puis, à quoi bon l'auraient-ils compris, puisqu'il lui arrivait, entre nous soit dit, de ne plus se comprendre lui-même...), le suivaient avec une fidélité indéfectible, tout en grognant, disciplinés, en sourdine.

Certes, il aurait été plus agréable si les réformistes, eux, avaient voulu comprendre, ou, pour mieux dire, accepter le vrai caractère des "réformes", surtout que ce gouvernement formé exclusivement de conservateurs, à la constitution duquel on l'avait contraint sans honte, compromettait, visiblement, sa traditionnelle politique d'équilibre, d'arbitrage suprême au-dessus des courants, passions et tendances. C'était regrettable, mais peut-être, dans un sens, préférable.

Plus fâcheux encore était le fait qu'en dépit des messes médiatiques et des tapis d'éloges, l'Occident perfide commençait à se montrer de plus en plus réticent quand il était question d'aide économique. Plusieurs fois jusqu'alors il avait réussi à retourner à la maison le sac plein de milliards (de dollars, bien sûr). Et maintenant, quand, en concoctant un grand coup (quoi précisément? strictement secret! – quelques petits investissements militaires, de rattrapage...), il s'était présenté avec une besace géante comme pour quelques cent milliards (de dollars, bien sûr), voilà que les Occidentaux impertinents lui avaient fermé la porte au nez. C'est-à-dire, ils avaient fermé la porte à sa besace ("lui interdire l'accès au buffet", quel affront !) ; lui-même, ils l'avaient accueilli, sans doute, avec tous les honneurs : "membre du Front Monétaire International" etc. Mais, à dire vrai, il aurait préféré l'inverse. Et tout d'un coup, l'éclair! la tempête! Les conservateurs s'étaient avérés des traîtres pires encore et combien plus ingrats que

[2] Cette saturation des peuples, même dans les régimes les plus habilement concoctés est, malheureusement, un problème recurrent des dictateurs humains ou divins (j'ignore comment les choses se passent avec les extraterrestres) de Jules César à Emmanuel Macron et de Jupiter à Mahomet!

les réformistes ! (eh, Anatoli, Anatoli, serpent réchauffé au sein!). Le crépuscule de la Pérestroïka fit irruption dans l'Histoire à cheval sur le Putsch !

***

Lato sensu, la *pérestroïka* ressemble à un livre formé de toutes les premières pages des bouquins de quelque bibliothèque municipale – de la bibliothèque de la ville de Gorki, par exemple –, ou, plus exactement encore, à un volume constitué exclusivement de pages de garde. Autrement dit, la *pérestroïka* représente le régime le plus prometteur, le plus creux, le plus anarchique et le plus totalitaire possible : une structure simultanément pseudo-capitaliste et pseudo-communiste, pseudo-réformiste et pseudo-conservatoire. La *pérestroïka* est de tous les points de vue une pseudomorphose, convenable exclusivement pour son inventeur et profondément frustrante pour toutes les catégories sociales, sans égard à leur position politique ou aux rapports de force existant entre elles. C'est une technique de victimisation de la société au profit d'un seul individu – et le seul despotisme moderne de type "magique" connu jusqu'à maintenant. Un despotisme absolument sans complices.

La pérestroïka est une dictature fondée sur une recette bien visible, à connaisseur unique. Et pourtant lui, le Détenteur de la Formule, ne la "détient" que dans la mesure où il sait et qu'elle ne peut, et comment elle ne peut être détenue intégralement. Un système de catastrophes ni strictement programmées, ni strictement accidentelles, un ensemble de déstabilisation à un seul habitant structurel, à un seul Centre – et par conséquent, ni de type purement répressif, ni de type purement administratif (ces deux logistiques du pouvoir restent pour le dictateur pérestroïkiste de simples moyens ludiques), mais de type pour ainsi dire "gnostique".

Est donc complètement fausse l'idée de ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, se sont imaginés que Gorbatchev aurait assis son pouvoir sur le KGB ou sur l'Armée. Au contraire, utilisés toujours comme des instruments de dissuasion et de répression politique – et, sur le plan externe, comme arguments dans le cadre d'une vaste opération de chantage –, ces anciens "piliers du régime" n'ont pas été moins radicalement écartés de tous les leviers réels du pouvoir: non, sans doute, par souci ou comme effet de quelque "démocratisation", mais par suite de l'absolue ignorance où se trouvaient les structures communistes traditionnelles {administratives, politiques, répressives ou strictement militaires – la convergence de ces facteurs n'a plus besoin d'être soulignée) vis-à-vis du labyrinthe de miroirs, aux murs mouvants, à l'intérieur duquel on les faisait évoluer. D'ailleurs c'est justement cette situation, et l'absolu isolement du maître du jeu qui en fut la conséquence, qui se sont avérés finalement fatales pour le gorbatchévisme.

Le *droit* à la décision ne peut être fondé que sur une *science* de la décision. Or, si dans sa nudité sanglante de type collectiviste, le communisme traditionnel puisait son "génie littéraire" dans l'implacable logos du slogan, la pérestroïka, dans son solipsisme bariolé où le sang n'est utilisé qu'en qualité de colorant, déploie son "génie plastique" dans le domaine autrement plus satisfaisant de l'affiche publicitaire.

De ce point de vue Gorbatchev présente la plus grande affinité avec l'autre dictateur de farce macabre qu'a produit le communisme post-stalinien : Nicolae Ceauşescu. La différence fondamentale entre ces deux dictatures et l'autocratie traditionnelle de type stalinien consiste dans le fait, nullement négligeable, que, si dans ce dernier cas le pouvoir personnel se fondait sur une consolidation de la structure d'émergence qui l'avait rendu possible, dans le premier, il n'a pu s'installer qu'à condition de ruiner progressivement la structure génératrice ; l'ancien communisme était de *type monarchique*, le "nouveau" – de *type anarchique*.

En effet, au-delà de ses atrocités et de ses trahisons, Staline a laissé derrière lui un Empire incomparablement plus puissant et plus stable que l'État en chaos qu'il avait trouvé. Par contre, tant Ceauşescu que Gorbatchev ont, en dépit de leurs intentions, pratiquement aboli le système qui leur a donné naissance. Se confirme ainsi une idée à laquelle peu de gens osaient croire: à savoir, que *toute tentative de réforme du système communiste équivaut à sa suppression*. Nous nous trouvons ici devant ce qu'on pourrait appeler *la constante de périssabilité des systèmes totalitaires*.

On assiste ainsi à un *qui pro quo* des intentions et des résultats qui fait tout le comique de cette fin de monde, où les adversaires ne s'affrontent que parce qu'ils n'ont pas saisi leur essentielle communauté de but. Si, d'une part, le point d'appui de la politique de Gorbatchev a été la conviction obscure – étrangement affermie par la dégénération accentuée de toutes les structures, qui normalement aurait dû l'infirmer – que ce n'était plus que lui qui pouvait encore sauver le système, se débrouiller dans le chaos qu'il avait généré lui-même, d'autre part, le mobile du putsch a consisté dans la conviction symétriquement opposée de la responsabilité luciférienne de Gorbatchev dans l'écroulement du paradis totalitaire, dans la *perte* de ce paradis. Expression d'une exaspération et, peut-être, d'une sorte d'optimisme désespéré, d'une croyance au totalitarisme plus que d'une évaluation concrète, le putsch des conservateurs peut, à juste titre, être considéré comme le *putsch des dupes*.

Mais les dupes ne sont pas que les conservateurs, peut-être même pas eux en tout premier lieu. La dupe principale reste Gorbatchev lui-même, qui, malade ou non, semble souffrir de la plus dangereuse variante du complexe d'Œdipe, le complexe de l'Apprenti-Sorcier.

***

L'évolution des événements risque d'ajouter à la funambulesque liste des trompeurs-trompés un nouveau candidat : Boris Eltsine.

En effet, l'attitude de plus en plus fluctuante du vainqueur des putschistes risque de lui détériorer l'image, en réduisant le poids de son principal atout : la valeur d'alternative au naufrage gorbatchévien, le pouvoir de différence sur lequel se fonde toute nouvelle institution. En ayant insisté, tout comme Gorbatchev, sur le Traité de l'Union dans un moment où, visiblement, celui-ci n'avait plus d'objet, en n'ayant pas osé rompre avec un phénomène politique déjà décédé, Eltsine épuisait sa nouveauté avant de l'exercer. Incapable – par suite d'incompréhension ou de manque de volonté – d'assumer jusqu'au bout le rôle de fossoyeur de l'Empire[3], Eltsine risque de se retrouver dans la situation fausse dans laquelle, avec plus de grâce peut-être, s'était complu et se complaît encore Gorbatchev lui-même: à savoir, dans une position politique suffisamment mal définie pour être considérée comme complice. C'est désastreux pour un nouveau dirigeant aspirant à la crédibilité, surtout quand il s'assied sur les ruines de l'empire ex-communiste.

En effet, en s'étant accroché de manière par trop ostentative et subite à la feu-Union et en ayant hésité ou évité d'en contraindre le Président à la démission, Eltsine est apparu, plus que

[3] En fin de compte, il l'a compris à sa manière, et dans une certaine mesure, bien que la crise tchétchène, déclenchée sous son "règne", et sa fausse solution militaire, initialement échouée d'ailleurs, prouvent les *limites* de cette compréhension! Situation étrangement analogue à celle de Khrouchtchev, fossoyeur, en principe du stalinisme mais confronté pratiquement immédiatement à la Révolution hongroise pour la répression de laquelle il a été obligé à recourir justement au vieux arsenal staliniste !

Gorbatchev lui-même – qui ne veut plus que conserver coûte que coûte son poste, n'importe quel en serait le contenu et n'importe les concessions fondamentales qu'il est amené de faire – comme le garant d'un fantôme, ou, peut-être pire encore, dans le rôle peu enviable du "cocu complaisant".

Enfin, un petit détail qui ne saurait laisser indifférente une oreille habituée aux réverbérations de la sémantique néo-communiste.

Récemment Eltsine a fait deux affirmations extrêmement bizarres, la première, non pas par trop surprenante, la seconde, absolument extraordinaire. En effet, le Président de la Russie a bien assuré, d'une part, que "la chasse aux sorcières n'aurait pas lieu"; or, en faisant cette déclaration dans un moment où justement il s'imposait d'ouvrir le Nuremberg tant attendu du système communiste – faute de quoi toute crédibilité et toute légitimité de l'institution de nouvelles structures sont a priori mises en question –, on comprend bien qu'Eltsine ait voulu s'assurer, dans un élan on ne saurait trouver de moins inspiré, les sympathies toujours fluctuantes et anxieuses du noyau dur de l'ancien système: le KGB et la partie la plus contaminée de totalitarisme de l'armée. Par contre, on ne trouve plus d'explication, soit-elle circonstancielle ou non, à la suivante déclaration, par laquelle Eltsine prévient avec une virulence digne d'un Vychinski – mais à partir de quelles positions néo-dictatoriales ? –, contre "la dictature des démocrates russes" (sic !). Cet avertissement a de quoi nous faire frémir de stupéfaction[4].

Autre détail, visant cette fois-ci le partenaire principal du couple issu de la bataille des trois jours : maintenant que les empires s'écroulent et les masques tombent, le fort sympathique "Gorby" a cédé la place à un tyrannosaure furibond de nuance néanderthalienne, qui hurle, frappe la table du poing – à quand de la chaussure ou de la botte ? – et menace le vide. À vrai dire, le phénomène est plus général et, sous la menace de l'écroulement de l'empire, pour l'instant et en attendant, c'est la différence entre "réformistes" et "conservateurs" qui s'effondre. Quand tout sera fini, dans quel Asile de nuit, dans quelle fabuleuse Maison des fous des fantômes totalitaires vont-ils se retirer, les pensionnaires de l'Empire ?

Chose curieuse, plus les impérialistes soviétiques de toutes les orientations, en pleine crise de lumbago, s'acharnent à coller de force les éclats de l'incollable, plus l'inévitable déchirement apparaît comme définitif. Il y a une phase où la répression s'accélère et une autre où elle est ralentie, un temps où elle est terrible et un temps où elle est ridicule. Même "baignés dans le sang", les peuples riront. Et balayés par leur rire homérique, les derniers démons disparaîtront dans le rien d'où ils sont sortis.

Et peut-être est-il maintenant grand temps de méditer enfin, avec un semblant de sérieux, à l'écroulement de tous ces systèmes fondés sur l'ignorance, le crime, le cynisme et la terreur, pour comprendre, une fois pour toutes, que le seul "pragmatisme politique" est la Vérité, le seul but véritable de la politique est le Bien, le seul but de l'Homme et son droit suprême, c'est la Connaissance de soi. Mais tant que – malheur dû à nos puissances nocturnes, qui ne nous appartiennent pas – nous continuerons à refuser de comprendre, de nous rappeler, c'est-à-dire

[4] Plus écœurante encore nous semble l'analogie de la position eltsinière avec celle du vieux prophète de l'anti-communisme: nous avons nommé Soljénitsyne en personne (v. *La Russie sous l'avalanche*, Fayard, 1998 et éventuellement, *infra Ce vor ei ? (II) - partea a-4-a: "Rusia sub avalanşă"*, en roumain).

de recomprendre, l'histoire continuera à son tour de rester ce long complot ténébreux de la nullité, le masque d'horreur au-delà duquel se creuse le néant de l'absence de visage.

PS En refusant d'accompagner maïeutiquement, sans les banalement obscures subterfuges pérestroïkistes, et avec parfaite bonne foi, la naissance de la démocratie, que ne pouvait plus empêcher le vieux régime des fantômes et le système politique de la mort, Gorbatchev et maintenant Eltsine n'ont réussi qu'à s'aliéner les avantages visés, tout en conservant les désavantages qu'ils voulaient éviter, plus encore quelques-uns. Il est néanmoins certain que lorsque l'acte de décès de l'Empire, pratiquement déjà démembré, sera enfin signé et scellé – de cet Empire du paradoxe, vaincu non par l'épée napoléonienne mais par "la maison commune européenne", non à la suite de quelque guerre planétaire mais par le projet de la "guerre des étoiles" –, quand ses derniers fantasmes et statues, de densité incertaine et de forme inconnue, seront définitivement déboulonnés par l'Histoire, la Russie, la Russie éternelle, continuera à jouer un rôle essentiel dans la région et dans le monde.

Il est donc fort probable que les pays limitrophes, qui persistent encore dans le néocommunisme, connaîtrons prochainement de nouvelles transformations radicales, actuellement difficiles à prévoir mais qui ne se trouvent peut-être pas hors toute possibilité de prognose. Prenons par exemple le cas de la Roumanie, dont le criminel tandem au pouvoir Iliescu-Roman ne paraît déjà plus voué à une carrière prolongée. La récente proclamation de l'indépendance par la Moldavie, qui ne s'est pas jointe pas à la "nouvelle Union", et l'éventualité de sa réunification avec le pays complique – ou, selon le cas, simplifie – les données du problème[5].

Il est aussi souhaitable que ne soit pas gâchée l'occasion de la création dans le Caucase d'une zone de bonne entente et de paix. L'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan devront être aidés à sortir d'une crise dont la chronicisation ne peut servir les intérêts de personne. Les anciens pêcheurs dans les eaux troublées par le sang une fois disparus avec l'enterrement de l'Empire soviétique, on devrait logiquement pouvoir parier que, dans un avenir historiquement prévisible, n'apparaîtront plus d'autres pratiquants de l'ancien jeu à la division et au règne.

Et peut-être justement en ce moment, quand un chapitre se termine et un empire s'évanouit dans la naissance des démocraties, quand, par conséquent, une mutation de profondeur dans la pensée politique mondiale est devenue nécessaire, apparaît-il avec une évidence qui saute aux yeux et avec une prégnance presque tactile le fait que, tout simplement, *divide et impera* est une maxime erronée, et que ceux qui s'obstinent à l'appliquer, ineptes "alchimistes" du mirage du pouvoir, n'obtiennent, à la fin – quand tout se compte, se pèse et se juge –, que la division, et nullement le règne.

Ara Alexandre SHISHMANIAN, octobre-novembre 1991

[5] Hélas, tout ce bel optimisme n'a pas été, comme on le sait, validé par l'Histoire. Tant il est vrai qu'une analyse lucide des possibilités de l'avenir doit tenir compte seulement des pires éventualités, sans se laisser porter par l'espoir, toujours futile, des "lendemains qui chantent"! Poutine et surtout le poutinisme n'allaient pas tarder d'apparaitre!

Grève et Utopie

Il y a au moins un point que partagent en commun toute grève et toute utopie qui se respectent : l'arrêt (temporaire ou définitif), la suspension du mécanisme social, économique et politique en place pour instaurer une situation autre, meilleure et, éventuellement, moins mécanique. Là la similitude cesse; car si la grève, utopie succincte, se contente, en général, de peu, le plus souvent d'une petite hausse salariale que le patronat *finissait par concéder,* secrètement heureux de s'en tirer à si bon compte, l'utopie, elle, technocratie idéale hypnotisée par un modèle structurellement négatif, toujours en retrait et, de ce fait, d'autant plus cohérent qu'irréalisable, monte les enchères au point qu'elle finit soit par s'enfermer "dans le cercle des idées disparues" soit par s'inventer une dictature qui tout en rendant possible sa forme, abolit son principe.

Telle se présente ou, plutôt, *se présentait* la situation avant, en tout cas, que la chute du "rideau de fer" et, surtout de l'"utopie communiste" n'amène la montée en puissance des divers "rideaux d'argent" et, parallèlement, l'émergence d'une "utopie capitaliste" potentiellement et à long terme aussi dangereuse que l'autre. Or, cette "utopie capitaliste" fondée, comme toutes ses semblables, sur une sous-évaluation des contraintes pesant sur ses espoirs théoriques, a, en plus, le mérite d'être *mimétique.* Fondamentalement, on pourrait presque dire qu'on a affaire à une expression du soulagement – et, partant, à une "unité de mesure" de celui-ci – provoqué par l'évanouissement des "structures de surface" du communisme, qu'on confond vraisemblablement avec une mort de ses "structures de profondeur", ainsi qu'à une confusion concernant les causes, les conditions et le caractère de ce processus, considéré *maintenant* comme inéluctable et irréversible, autrement dit, comme *acquis.*

Ce sentiment – car s'il s'agit d'une analyse, cette analyse est superficielle – repose sur une illusion. Loin d'avoir disparu, le rideau de fer n'est qu'occulté – comme preuve, l'incapacité de l'OTAN, malgré sa rhétorique et en dépit de l'accumulation de *toutes* les conditions favorisantes qu'on aurait pu souhaiter, d'opérer sa propre extension à l'Est[1]. Le communisme, devenu en partie indécelable par la dégénérescence acceptée et calculée de ses structures socio-économiques, demeure toujours présent comme réalité politique et militaire. Enfin, sur le plan idéologique même il est passé de l'état d'actualité creuse, complètement inefficace, à celui de *virtualité en extension* que, précisément, la récente "utopie capitaliste" – plutôt une "euphorie de système" qu'une véritable "utopie", tant ça manque de conviction et d'articulation eidétique, – rend particulièrement dangereuse.

On vit toujours une histoire obnubilée. Car ce qu'on oublie en ces moments de crise artificielle, provoquée plus par une béatitude de technocrates que par des contraintes économiques et politiques réelles, est entre autres la fragilité avérée des "grands systèmes", dans l'histoire récente, face à l'imprévisibilité tenace de l'"élément subjectif" – qu'il s'agisse d'un Soljenitsyne dont l'expulsion a constitué, sans doute, l'erreur majeure du régime soviétique, ce qui avait permis à l'Occident de bénéficier des services, peut-être du seul

[1] Évidemment, les choses se sont considérablement "bonifiées" depuis. Même si une éventuelle extension de l'alliance vers l'Ukraine demeure encore fort problématique. Ou, plutôt, comme les récents événements le prouvent, risque de nous placer sur le seuil de la troisième guerre mondiale, première guerre mondiale atomique, souhaitée, on dirait, ardemment par les bellicistes à l'Est comme à l'Ouest, s'il ne s'agit pas plutôt d'une macabre partie de poker menteur!

"prophète anticommuniste" des temps modernes, d'un Sakharov ou du phénomène de dissidence post-Helsinki, culminant, c'est facile de le dire maintenant, avec Lech Walesa et le syndicat "Solidarité" en Pologne, avec Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, ou le mouvement Goma en Roumanie (mouvement auquel le signataire de ces lignes a d'ailleurs adhéré), enfin de l'élection au siège pontifical de Carol Wojtyla, devenu pour l'éternité Jean-Paul II.

Tous les totalitarismes sont mimétiques. C'est ce qui fait qu'ils ont la vie si dure. La survie d'un modèle totalitaire par contamination au-delà de son idéologie spécifique, *surtout* sous la bannière d'une "idéologie contraire" n'est, donc, point, en soi, étonnante, même si le phénomène peut choquer. Inversement, pour des esprits modérément ou guère exercés à penser il semble parfaitement normal que la défaite d'un système entraîne l'exaltation exacerbée du système contraire considéré vainqueur. C'est ainsi qu'on arrive aux pires excès politiques par immaturité plutôt que par calcul. Et c'est aussi ce qui explique dans le cas présent *la continuation* de l'"utopie communiste" par ce que nous allons appeler faute d'un meilleur terme l'"utopie capitaliste".

A l'heure actuelle et telle qu'elle se présente, cette dernière semble représenter une "utopie psychologique" ou même "psychanalytique", un conglomérat passablement confus et poussiéreux d'anciennes frustrations et de récents triomphes – *reçus et non gagnés!* –, d'anachronismes teintés d'un secret désespoir et habités d'une "volonté de puissance" factice. C'est l'ère des panacées bureaucratiques et technocratiques. Ce qui correspond, assez paradoxalement, à un effritement des élites, ou de ce qui en reste, ainsi qu'à une bizarre euphorie dépressive des "faux-monnayeurs".

Et puisque même une "utopie psychologique" et, pour ainsi dire, à l'état d'aspiration, a besoin, à défaut d'une *idée propre,* au moins de la "forme vide", c'est-à-dire exclusivement technique, d'une "idéologie de substitution", on a donné à cette nécessité (vacuité apodictique) le nom de «Maastricht». Ou, si l'on préfère, d'Union Européenne.

« Maastricht » n'est, donc, qu'une "machine à critères" mixant fort convenablement l'"unité européenne" à un programme de rigueur économique – assez analogue à celui que le FMI impose ou tente d'imposer à quelque pays endetté du tiers monde – présenté, pour d'évidentes "raisons pédagogiques", comme fini dans le temps, ce qu'il n'est guère, constituant en réalité le "tuyau d'évacuation" définitive du modèle keynésien ou de ce qui en reste. On aboutit ainsi bien moins à un véritable programme économique, même de "rigueur" – d'ailleurs, en stricte contradiction avec la situation économique actuelle et la profusion d'opportunités qu'elle offre – qu'à un *programme de restriction des libertés politiques,* considérées désormais inutiles, fondé sur un programme assez malhabile de paupérisation progressive de pratiquement *toutes* les couches salariales, entraînant la déchéance de l'ensemble de l'être social. Pour l'instant!

Le phénomène « Maastricht », tel qu'il se présente actuellement, n'est, par conséquent, que *la forme* que se donne l'"utopie capitaliste" à la fois pour dissimuler temporairement ses buts et pour affirmer ses moyens – l'exploitation de l'idée de l'"unité de l'Europe" comme division des Européens.

La particularité de cette "utopie capitaliste" par rapport à d'autres, qui l'ont précédée – même par rapport à l'"utopie communiste" – consiste en son "déficit anthropologique" absolu, non pas au niveau de l'"application" (ceci est banal !) mais au niveau même des "principes". Car, alors que toute utopie qui se respecte se présente comme "libératrice" d'une partie (spécifiée par "classe", "race", "religion" etc.) ou de la "totalité" de l'humanité, l'"utopie capitaliste", elle,

ne se veut que "libératrice du capital". L'"utopie capitaliste" se résout, tout simplement, comme *utopie de la liberté du capital* au-dessus et contre la liberté de l'homme, du capital affirmant sa "liberté" comme conditionnement de la condition humaine, autrement dit, comme *destin.*

Mais, si cette "utopie capitaliste" post-communiste instaurant la première "démocratie totalitaire" du monde occidental désigne cette situation où "liberté du capital" et "fatalité du capital" s'affirment et s'étayent réciproquement – ***on revient à Marx !***

L'"utopie capitaliste" retombe sur l'"utopie communiste" qu'elle prétend dépasser mais avec laquelle, en fait, elle fusionne partiellement, en "dessinant", de la sorte, indépendamment de tout "mythe de l'éternel retour", le premier "cercle vicieux" structurel de l'histoire de l'humanité, condamnée désormais, si la tendance se confirme, à une redondance indéfinie des structures sinon des événements historiques, à l'enfer de sa propre circularité. C'est une catastrophe phénoménologique dépassant de loin l'horizon des technocrates qui la déclenchent, d'autant plus que la règle d'une telle circularité historique ne peut consister qu'en un "plus-totalitarisme" permanent et auto-dévorant ; appelons-la "la règle de l'ouroboros" définissant, pour la première fois, les conditions scientifiques et non plus "mythiques" d'une fin du monde humain (type « Métropolis », ou type « néant »).

Le cercle vicieux historique est un *cercle de chute.* Ainsi, la France chiraquienne et juppéiste – ou ce qui tente de passer pour telle – retombe, assez gauchement, sur une situation qu'en son temps a parfaitement connue la Roumanie de Ceauşescu (avec lequel Jacques Chirac sur le plan psychologique et Alain Juppé au niveau des méthodes ont plus d'un point en commun)[2]. En effet, Ceauşescu, qui gouvernait presque exclusivement à coups de décrets – tout comme M. Juppé espère le faire à coups d'ordonnances –, et parlait beaucoup de la "grandeur de la Roumanie", se souciant comme d'une guigne de la "liberté" et de l'"égalité" des Roumains – exactement comme M. Chirac qui dans un récent discours prononcé à l'occasion de sa non moins récente "campagne africaine" abrégeait dangereusement la devise de la République, en s'adonnant à une curieuse opération de substitution ("grandeur et fraternité" au lieu de la, sans doute, plus rassurante formule *liberté, égalité, fraternité* [3]; d'ailleurs, "grandeur" c'est vague et puis, tellement chiraquien!) –, Ceauşescu, enfin, qui bénéficiait de l'appui inconditionnel d'un "Parlement" à faire pâlir d'envie l'actuelle majorité et dont la docilité était souverainement garantie par l'absence absolue de toute opposition parlementaire conjuguée à la présence non moins pressante du "sceptre présidentiel" (que n'aura jamais M. Chirac), s'était mis en tête de payer "rubis sur l'ongle", à un rythme à vous couper le souffle, la dette externe de la Roumanie de l'époque (quelques 12 milliards de dollars), ce qu'il a réussi.

Mais à quel prix et pour obtenir quoi ? Une économie paralytique, une industrie vétuste et contre-compétitive, puisque tout réinvestissement aurait été synonyme d'une aggravation de l'endettement, un pays dévasté, un peuple – le plus patient, probablement, de la planète – terrorisé à la fois par la faim, le froid et la police politique, une totale dépendance de l'U.R.S.S. (à bon entendeur, salut !) avec, au bout, une révolution et la mort.

---

[2] Situation qui s'est aggravée depuis – oh! combien! – en traversant les présidences, de plus en plus destructrices pour le tissu de la société civile, de Sarkozy, de Hollande redicalisé par Vals, et dernièrement, celle d'Emmanuel Macron, cet Ubu roi de toutes les catastrophes sous le règne duquel la vérité est défigurée et le protestataire tué, premier président par ailleurs à avoir été honoré par une "baffe populaire"!

[3] ***Ou la mort*** – surtout n'oublions pas la mort, sans elle la liberté devient bien fade!

Tel est le désert politique, économique et *humain* du "budgétarisme". Or, le cas échéant, on peut même fortement douter que le "plan Juppé" aboutisse, vu que son auteur ne possède les moyens même pas du moindre dictateur communiste (ce qui est, quand même, fort heureux !). L'ennui est qu'en s'obstinant, *surtout en cas de succès, le pire danger à craindre,* l'on parviendrait à une économie structurellement affaiblie et plus que probablement dépendante des plus astucieux que soi (l'Allemagne, les États-Unis et le Japon, en l'occurrence[4]), à des déficits plus hauts que la Tour Eiffel et une Europe à jamais divisée – précisément *à cause du "plan Juppé"* et pour les mêmes raisons "maastrichtiennes" qu'on invoque maintenant en sa faveur.

Mais il y a bien pis ! Car si, se prenant, visiblement, pour le "Moïse", respectivement l'"Aaron" de la traversée du "désert budgétaire", MM. Chirac et Juppé menacent à l'envie la France et les Français, en "spenglerisant" involontairement, d'un irréversible "déclin" au cas où l'on s'aviserait de ne leur point obéir, ils semblent perdre un peu de vue qu'à notre ingrate époque la "construction", par voie d'"ascèse" (on comprend bien que M. Juppé s'en prend aux supermarchés !), d'un "peuple régénéré" ("sérieux et heureux") et autres "hommes nouveaux" n'est pas à la disposition du premier mégalo et que des "plus forts en thème", Staline et Hitler entre autres – excusez du peu ! –, s'y sont essayés avec le succès que l'on connaît.

D'ailleurs, faut-il, à tout prix, qu'à la "barbarie à visage inhumain" suive une "barbarie à visage technocrate" ? Ou que l'hystérie politicienne emboîte le pas à l'hystérie totalitaire ?

Cette "hystérie politicienne", sensible déjà dans le genre "rhétorique creuse" (spécialité présidentielle par excellence), dans les palabres de coulisses et, bien plus encore, dans la méthode de dresser les "usagers" (fort vraisemblablement des militants RPR et autres Rebuffels) contre les grévistes – pour ne rien dire de la rare abjection des "slogans" de ces "usagers": "FO = Fascisme ouvrier" (sic!), "Non au terrorisme syndical", "Usagers = otages de FO-CGT" (alors que s'il faut parler "otages" c'est au gouvernement Juppé (2) que l'on doit, plutôt, s'en prendre) etc. –, s'avère la plus profonde là où ses "symptômes" se laissent le moins saisir : dans la règle du *secret total* appliquée à la fois à l'encontre du public, des syndicats, franchement désinformés, et du gouvernement lui-même par une "équipe confidentielle" dépendant directement du Premier ministre, dans cette peur un peu inquiétante de toute "fuite", de la moindre "indiscrétion". C'est là où l'on hésite le plus entre une dérive totalitaire d'Alain Juppé et une "dérive psychotique" du Premier ministre (faut-il rappeler qu'au cours de ce siècle tous les individus présentant des "symptômes totalitaires" se sont avérés des "aliénés" ?).

Politiquement, néanmoins, il s'agit d'une faute aggravée par le recours aux ordonnances, non seulement parce qu'on donne, de la sorte, l'impression, justifiée, de vouloir éviter à tout prix la négociation et le dialogue et prendre les syndicats de vitesse – tentative qui s'est avérée un pur fiasco – mais surtout parce qu'on crée ou on consolide l'image d'un État RPR "embusqué" pour surprendre le peuple – auquel on restitue, inconsciemment, il est vrai, la cohésion de son identité –, d'un État peu scrupuleux lorsqu'il s'agit de choisir ses moyens et ses silences et confondant un peu trop l'"intérêt général" avec l'opinion de M. Gandois et les rebuffades de M. Rebuffel.

[4] J'oubliais à l'époque la Chine, pays pour lequel Jacques Chirac avait tout simplement le béguin...

C'est des "gaffes" qu'on ne pardonne pas en France : car, enfin, M. Juppé doit bien sentir qu'il vient de sacrifier sa carrière politique sur l'autel de ses "réformes".

Quant à la "réforme" proprement dite de la Sécurité sociale, elle est bien moins astucieuse que ne le pense son auteur – cette hypostase de "la compréhension rationnelle du monde" si cruellement rejetée par son peuple ignorant et surtout ingrat (l'on croirait avoir affaire au "Danube de la Pensée" en personne !) –, ou, plus exactement, sa seule astuce consiste dans sa profonde injustice. Dans son rationnement potentiel des soins médicaux et des médicaments, dans l'introduction d'un fonctionnement à deux vitesses dans l'ensemble de la société, dans la taxation préférentielle (ô, combien!) des plus démunis, dans l'insinuation, informatique aidant, d'une surveillance quasi-policière de la santé – pour l'instant, car il s'agit là de l'élaboration d'un modèle et d'une stratégie exportables ultérieurement vers d'autres domaines – assortie de pénalisations adéquates : bref, dans la transformation de la "fracture sociale" spontanée et, pour ainsi dire, sauvage en un véritable *"système de la cassure généralisée",* en une pure *"culture de la crevasse".*

Par contre, et il s'agit là presque d'une bourde, passer sous l'autorité du Parlement – c'est-à-dire non sous celle de l'actuelle "majorité" RPR seulement, quoique même avec cette très constitutionnelle réserve les dégâts (faire de M. Séguin une sorte de "Premier ministre-bis" par exemple) seraient loin d'être évités – met durablement la "Sécu" au centre de la lutte politique, vu qu'il sera toujours plus facile et plus profitable de re-réformer pour la *n*-ème fois, tantôt à droite, tantôt à gauche, au gré des "alternances", la Sécurité sociale que de maîtriser un chômage qui file toujours un peu plus, quoi que l'on fasse.

Mais, il se pourrait bien qu'avec encore un peu de bonne volonté de la part de l'intéressé, qui semble si bien parti dans cette direction, la droite ne voie *jamais plus* («Nevermore») la couleur d'un gouvernement ou d'une majorité parlementaire, n'en déplaise à M. Jacques Chirac qu'on ne pourrait assez louer pour avoir su soutenir si efficacement un Premier ministre tellement capable, "le meilleur d'entre nous", quoi!

Évidemment, pour tirer parti des velléités catastrotalitaires de M. Juppé[5] la simple exigence c'est que la gauche ne les ignore guère. Il n'est, donc, pas permis que M. Jospin – pour ne parler que de lui ; mais notre propos vise *tous* les "ténors" de la gauche et même les "basses"! – dépolitise le mouvement sous prétexte qu'il serait exclusivement "social", comme s'il y avait contradiction entre les deux, ou qu'il fasse état d'états d'âme quand il s'agit de participer à une manifestation, alors qu'au temps de l'affaire des "écoles privées" M. Chirac et Mme Simone Veil ne s'étaient pas tant gênés.

L'idée de "réforme" – tout comme celle de « Maastricht » – ne doit pas aveugler la gauche, du moins si elle entend rester conséquente avec elle-même, sur le jeu de plus en plus totalitaire de la "politique Juppé", le fameux "plan" n'étant, manifestement, qu'une "ouverture" (l'opéra suit), surtout si l'on se rappelle que le "plan Juppé" n'est que l'héritier des "projets Rocard". Finalement, l'idée d'une "connivence" de la gauche avec la droite, si elle parvenait à s'installer

[5] Largement dépassées, maintenant, par celles de M. Macron, cet éminent spécialiste en macro-désastres! Ou plutôt, le brillant représentant de la déstructuration de la Ve République, qui ne survit encore que par sa belle étiquette, processus achevé par les efforts conjugués d'au moins trois Présidents aux dents bien acérés (j'ai nommé MM. Chirac, Sarkozy et Hollande avec leurs premiers-ministres respectifs)!

dans les esprits, pourrait s'avérer plus qu'embarrassante à un moment où l'on est fort loin de penser que du bien de la "classe politique".

Après tout, casser en deux la société française au niveau des droits et au niveau des chances ("liberté, "égalité"...) – est-ce là une affaire *seulement* sociale ou *aussi* politique ? Peut-on se cantonner dans un point de vue aussi étroit ? Ne serait-ce quelque peu *inhumain ?* Persister dans une telle erreur et se tenir à l'écart du *mouvement social et politique le plus important du dernier quart du siècle, en France* pourrait coûter aux socialistes et à *toute* la gauche conventionnelle le réveil extrêmement douloureux devant un paysage politique radicalement renouvelé où elle n'aura plus de place[6].

D'ailleurs, ce que la gauche conventionnelle (la "gauche blanche" – le terme devient nécessaire en ces moments où l'on semble assister, à nouveau, à l'émergence d'une véritable "gauche rouge"[7]) hésite encore de comprendre et, surtout, d'affirmer, par crainte de "politiser" un mouvement *d'autant plus politique,* les grévistes l'avait compris et affirmé déjà.

"Nous qui sommes en bas de l'échelle, on en a marre de trinquer". "Cette société devient un cauchemar : d'un côté des spéculateurs et des magouilleurs... de l'autre toute une jeunesse condamnée au chômage et à la précarité". "En 1968 on avait des réacs en face ; c'était simple, on savait où on était. Aujourd'hui, on a en face des gens qui se disent "ouverts", partisans du dialogue. Si on dit qu'on n'est pas d'accord, ils répondent que "vous n'avez pas compris", comme s'il n'y avait pas d'idéologie, comme si les problèmes étaient techniques, et ils recommencent à nous 'expliquer'. Le clivage serait entre ceux qui comprennent et ceux qui ne comprennent pas. En fait, il n'y a qu'une idéologie : la leur". "On ne se bat pas seulement pour nos acquis... Mon père s'est battu pour la Sécu et les caisses de retraite. Moi je me bats pour que le régime progresse". "Juppé ment". "Ce discours veut diviser les salariés". "On cherche à nous domestiquer", on essaie "de diviser pour mieux régner". "Ah ! comme il a l'air de s'en foutre, le maire de Bordeaux !". "Et ça, ce n'est pas une question de rentabilité, c'est un choix de société. Remarquez bien par ailleurs, comme les socialistes sont discrets en ce moment. Ils auraient bien aimé faire le même plan que Juppé..." "On comprend pourquoi le PS est pâle. La rue est en train de remettre en cause tous les pantins institutionnels. Pendant dix ans les socialistes au pouvoir ont fait les restructurations industrielles que la droite avait rêvées sans oser les faire. Et maintenant c'est la droite qui nous propose des réformes que la gauche rêvait de faire si elle avait eu le temps". "Et plus ça dure, plus ça fait naître d'autres revendications". "La crise je l'ai toujours connue : c'est une fumisterie". "C'est infect de vouloir monter des RMI-stes ou des mecs en contrat emploi-solidarité contre nous. C'est infect et ce sont des mecs qui gagnent 1 million de francs par mois, qui font des fausses factures, licencient à tour de bras, par paquets de 10.000 au nom de la compétitivité et placent les bénéfices en Bourse au lieu d'investir. Ce sont ces patrons-là, les responsables du chômage, qui disent qu'on est des privilégiés ?" "La fracture sociale de Chirac, ça va être le Grand Canyon". "Ça va péter". "Faudra s'estimer chanceux si ça ne tourne pas à l'émeute". "Il va falloir des accords comme ceux de Grenelle ou c'est la révolution".

---

[6] On dirait que cela a bien fini par arriver, en fin de compte...

[7] "Gauche blanche", "gauche rouge" – opposition étrangement subminée par le dénominateur commun bien noir ***du caviar.***

Et le mouvement s'internationalise, en tout cas s'européanise. À tel point qu'il est bien possible que la première "Europe unifiée" ne soit pas celle de la "monnaie unique" mais bien celle de la "révolte unique". Au fond, M. Juppé peut bien s'en féliciter : ***il vient de relancer le communisme !***

Tout comme M. Chirac qui peut se vanter d'avoir presque parfaitement atteint ses objectifs : les Français sont, enfin, solidaires – *contre lui.*

Il est vrai que ni Jacques Chirac, trop choqué, encore, par son élection, ni son Premier ministre, trop traqué pour pouvoir penser, ni la "majorité", trop empêtrée dans le ridicule de ses petits calculs et de ses lâchetés de routine, ni le patronat, ankylosé dans ses peurs et profits n'ont vraiment l'air de comprendre la situation ou le processus en cours, qui est loin de se limiter aux grèves et au balancier des manifs – de plus en plus amples, quoi qu'en dise la police ! – : car il ne s'agit pas seulement de renverser un système, symbolisé en l'occurrence par le "plan Juppé", *mais aussi de le repenser.*

D'un côté, la suspension des grèves n'est, visiblement, qu'une "reprise d'haleine" – à travers les manifs c'est une grève générale, une immense insurrection tranquille, qui se prépare. D'un autre côté, les intellectuels commencent à entrer en résonance avec le mouvement tant par l'"Appel au soutien des grévistes" et des rencontres, comme celle du 12 décembre avec les cheminots de la gare de Lyon, que par le "combat des analyses" et une "déstructuration de l'"idéologie technocratique" et de l'"utopie maastrichtienne du capital". "*Ce qui est en jeu, aujourd'hui, c'est la reconquête de la démocratie contre la technocratie: il faut en finir avec la tyrannie des "experts", style Banque mondiale ou FMI, qui imposent sans discussion de verdicts du nouveau Léviathan, "les marchés financiers", et qui n'entendent pas négocier, mais "expliquer"; il faut rompre avec la nouvelle foi en l'inévitabilité historique que professent les théoriciens du libéralisme; il faut inventer les nouvelles formes d'un travail politique collectif capable de prendre acte des nécessités économiques notamment (ce peut être la tâche des experts), mais pour les combattre, et, le cas échéant, les neutraliser... je pense en effet qu'on ne peut combattre efficacement la technocratie nationale et internationale qu'en l'affrontant sur son terrain privilégié, celui de la science économique notamment, et en opposant à la connaissance abstraite et mutilée dont elle se prévaut, une connaissance plus respectueuse des hommes et des réalités auxquelles ils sont confrontés*" (extrait de l'intervention prononcée par Pierre Bourdieu devant les cheminots de la gare de Lyon, le 12 décembre 1995 à l'issue de la manifestation, d'après *Libération* du 14 décembre, p. 7).

L'incompréhension ou la *volonté d'incompréhension,* plus "policée" au sommet et très fruste au niveau des "usagers gouvernementaux" semble s'être concrétisée de la façon la plus choquante dans les propos d'un élu RPR, M. Jean-Michel Fourgous qui, à un moment où un certain élan gaullisto-bonapartiste semblait de mise, avait affirmé : "Il n'est pas question de continuer à négocier avec des gens qui ont montré dans quel mépris ils tiennent le pays. C'est une question de morale. Il va falloir que ces gens-là nous expliquent *à quelle race* ils appartiennent" (cf. *Le Monde* du 4 décembre p. 6; mon soulignement). Drôle de morale ! Car, on est confronté là à un phénomène extrêmement étrange et grave, à un "racisme social" incluant et dépassant le racisme "traditionnel", autrement dit, à un "racisme de la fracture sociale" glissant très nettement vers un "racisme de l'opinion" et prouvant, s'il en était encore besoin, que la dérive totalitaire de l'actuelle droite a pour noyau dur un extrémisme politique bien plus radical que celui du Front national.

Qu'on n'avait point affaire au simple "bouillonnement" d'un député à la bile un peu trop échauffée mais à un vrai problème politique mettant en cause l'"idéologie RPR", cela résulte de la publication dans le *Journal officiel* du 16 novembre, un jour après le lancement du "plan Juppé", d'un décret autorisant le fichage, par la gendarmerie, des informations concernant "directement ou indirectement, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ainsi que les appartenances syndicales" (*apud Le Monde* du 16 décembre, p. 12).

"Décret scélérat" portant atteinte aux libertés individuelles et aux droits de l'homme – selon plusieurs syndicats d'avocats, de magistrats et de policiers auxquels se joignent les associations de défense des droits de l'homme, notamment la Ligue des droits de l'homme et du citoyen – puisque visant, à côté des terroristes et de leur "entourage", *leurs victimes aussi,* c'est-à-dire, potentiellement toute la population de la France.

Il est presque trop facile de se référer, dans ce contexte, à l'Allemagne hitlérienne, l'Italie mussolinienne, au stalinisme ou… à l'Inquisition (sur le fonctionnement de cette dernière M. Juppé pourrait, éventuellement, recevoir certains éclaircissements de la part de son propre directeur de cabinet Maurice Gourdault-Montagne). En tout cas, la LDH envisage "d'attaquer ce décret dans les délais légaux" ; quant au Syndicat des Magistrats, il "exige le retrait de ce décret scélérat et souligne l'urgence d'une réforme de cette loi (du 6 janvier 1978 n.n.) qui ne permet pas, dans sa formulation actuelle, une réelle garantie des libertés individuelles" (*apud ibid.).*

Manifestement, M. Chirac n'est pas au bout de ses peines avec son "fusible".

En fait, la "patience présidentielle", pour ne pas dire le soutien systématique que le Président de la République ne finit de prodiguer à son Premier ministre – un Premier ministre dont le maintien au pouvoir devient une provocation pour toute une nation ! – risque de devenir un tantinet incompréhensible. Et cela non seulement parce que l'exportation d'incompétence de M. Juppé vers des domaines dont il n'a visiblement la moindre idée (spécialité des micro-dictateurs dilettantes) commence à devenir un peu pesante, ni même parce que les "gaffes" constantes du maire de Bordeaux peuvent éclabousser – comme elles l'ont fait déjà – le chef de l'État, ni même parce qu'au-delà d'un certain point, inévitablement, c'est une marque de faiblesse que de ne pas lâcher un Premier ministre aussi entreprenant (*trop* peut-être?) ; mais pour la raison très simple qu'aucun Président démocratiquement élu ne peut tolérer les pratiques totalitaires d'un Premier ministre nommé sans en endosser la responsabilité – et alors il *sort* de l'exercice démocratique qui l'a amené au pouvoir (on en connaît des exemples, aucun flatteur) –, ou, dans le cas contraire, sans donner l'impression de démissionner de ses fonctions.

Et aussi parce qu'aucun Président responsable ne peut admettre que son Premier ministre exerce une surveillance gendarmesque sur les opinions politiques, philosophiques et religieuses des citoyens sans devenir suspect, à son tour, d'ambitions dictatoriales ; ni qu'on traite comme des terroristes potentiels les "compatriotes" qui lui ont confié temporairement le pouvoir, dans les limites constitutionnelles du jeu démocratique, sans abolir lui-même le ***sens*** de cette investiture. Parce qu'enfin, en agissant ainsi contre la volonté de la grande majorité du peuple, il suspend ses prérogatives, se rendant inutile institutionnellement, tout en laissant surgir cette marque d'infamie des démocraties défuntes – non, non la "fracture sociale", mais quelque chose de bien pire : le divorce durable entre la société civile et le pouvoir censé la représenter.

Les conséquences d'une telle attitude sont toujours funestes. Le premier signe, pourtant, annonçant que quelque chose de terrible et de calme est dans l'air, est celui-ci : la majorité

parlementaire qui par sa lâcheté ou son indifférence ridiculement calculatrice permet cette conversion du pouvoir démocratique en pouvoir totalitaire, cessant de représenter réellement le peuple, devient une majorité parlementaire fantôme; l'opposition qui, pour des raisons analogues, se soustrait à l'exercice actif de sa fonction sous prétexte d'"impréparation" ou tout autre, cessant d'adhérer à sa structure et à sa fonction-même, devient exactement cela : une opposition fantôme ; le Premier ministre qui, en bafouant les libertés des citoyens et les droits de l'homme, essaie d'introduire un climat de méfiance et d'exercer un pouvoir totalitaire contre la démocratie qui l'a rendu possible et dont il *s'exclut,* devient un Premier ministre fantôme ; enfin, le Président, complaisant ou complice, sous la présidence duquel de tels phénomènes occurrent n'est, lui-même, qu'un Président-fantôme attendant, éventuellement, le fantôme du « Général ».

Ara Alexandre SHISHMANIAN, décembre 1995

Ce vor ei? (I): Post-comunismul sau complotul ciborgilor

Iniţial articolul acesta ar fi trebuit să se intituleze *"Ce vor sîrbii",* însă reflectînd, mi-am dat seama că titlul de mai sus, cu inutila, şi, în fond, falsa lui nuanţă xenofobă şi "reducţionistă", nu acoperea realitatea exactă a evenimentelor pe care le trăim, fie şi prin intermediul televizoarelor sau jurnalelor, pentru că în joc nu e intenţia unui popor ci o tehnică, binecunoscută, de a manipula psihoza naţionalistă în vederea, tocmai, alienării naţionale şi compromiterii morale a manipulaţilor. Căci naţionalismul, departe de a reprezenta, cum se mai crede, exaltarea identităţii naţionale, este, de fapt, cea mai abjectă metodă de represiune, prin care un popor devine prizonierul anxietăţilor şi idiosincraziilor sale, însă un prizonier benevol, *posedat* de iluzia propriei sale libertăţi. Naţionalismul prezintă, astfel, o dublă faţă, constituind, pe de o parte, în planul realităţii politice, substanţa tehnicii de auto-ocupaţie a unui popor, auto-ocuparea ca auto-alienare, o formă de schizofrenie colectivă, dar, pe de altă parte, în planul virtualului politic, o sechestrare a mentalităţilor individuale în spaţiul vid al propriilor fantasme sau al unor fantasme inoculate, camuflate şi, prin urmare, parazitare.

Din cele de mai sus se poate pricepe lesne că *ei* nu sînt, în nici un caz, "sîrbii" ci haita bestiilor, Miloşevici, "Arkan", Karadzici, Mladici şi acoliţii lor, nu "românii" ci Iliescu, Roman, Voican-Voiculescu, Măgureanu, V.C. Tudor şi ceilalţi ciborgi din securitate, nu "ruşii" ci Elţin, Primakov, Jirinovski şi tavarişcii lor din Compania "Kremlinul Roşu", chiar dacă "sîrbi", "ruşi" sau "români" ucid şi violează în Croaţia, Bosnia sau Kosovo, bombardează şi masacrează în Afghanistan, Lituania sau Cecenia, ori iarăşi atacă, ucid sau violează unguri şi români (românce) la Târgu-Mureş sau cu prilejul "mineriadelor". Şi tot *ei* sînt "maculiştii" kaghebişti şi maculatura securist-nomenklaturistă, pleşiţii şi pleşii, caramanii, brucanii şi şacalii, sau, de-o pildă, prea-sinistrul teoctist şi ananiile sale. Pentru că *ei* nu sînt doar otrepele opresiunii, cei ce asasinează, torturează, schilodesc sau "doar" spionează şi ameninţă, băgîndu-şi urechile în sufletele noastre şi anusul ochilor lor coprogeni în scrise şi, mai ales, în rescrise sau, de-a dreptul, nescrise – în scrisele nescriselor şi nescrisele rescriselor –, ci şi "directorii de conştiinţă" ce-şi putrefiază conştiinţele ("în viaţă încă sînt morţi fără să o ştie : le mai cresc doar unghiile şi părul" cum spunea I.T. citat de G.L. în J.d.P.) dînd la topit cărţile lui Paul Goma sau Om-enindu-l pe insul de nimic ion iliescu, precum şi sutanele cu epoleţi – ah! satanele! – ce asigură, de prea multă vreme, buna funcţionare a "inchiziţiei naţional-ortodoxe" sau, cu un termen al lui Ioan Petru Culianu, a ku klux klan-ului ortodox. Cu alte cuvinte, represiunea comunistă şi post-comunistă nu se realizează doar prin *opoziţia* dintre agenţii represiunii şi reprimaţi, dintre călăi şi victime ci, într-o mult mai perfidă măsură, prin *fuziunea* dintre torţionar şi preot – magistral deşi ambiguu descrisă, sub forma travestirii fiinţei şi camuflării rolurilor, de Vladimir Volkoff în *Le trêtre* – dintre licheaua de partid şi licheaua ex-intelectuală, tot aşa cum "moartea intelectualilor" nu e cea mai primejdioasă cînd vine *din afară*, sub forma glonţului sau răngii, ci *dinăuntru,* sub forma demisiei morale moralizatoare şi a diversiunii sofistice – *a des-sinerii ca paradigmă a vînzării*.

În ciuda aparenţelor, deci, *ei* nu sînt nişte identităţi, nişte prezenţe ci nişte absenţe, larve de aşteptare cu un uşor parfum de amorf, sufocate de ferocitatea propriei lor nefiinţe, un fel de extra-tereştri niciodată tereştri, paraziţi abstracţi incapabili de întîlnire în concretul unei manifestări care să le aparţină, *incapabili de fiinţă pentru că incapabili de proprietate, incapabili de propriu.* Din acest punct de vedere ar fi o naivitate să credem că naţional-comunistul Miloşevici, prin surogatele lui, "Arkan", Mladici şi Karadzici, ar fi urmărit,

masacrîndu-i şi izgonindu-i pe croaţi, bosnieci şi albanezi, "creşterea neamului sîrbesc şi a patriei mărire". "Serbia Mare şi Epurată" ca şi "România Mare", cu aceleaşi veleităţi vadimiote de "puritate etnică", nu reprezintă nişte proiecte politice valabile, de vreme ce o ţară nu poate fi mare sau mică înainte de a fi pur şi simplu, ci nişte abstracţii menite tocmai să mascheze *nefiinţa programată a naţionalismului,* suprimarea sensului veritabil uman al oricărei naţiuni în favoarea goalei relaţii de putere în cadrul căreia violenţa funcţionează ca criteriu de ierarhizare socială şi compensaţie a docilităţii rampante, altfel spus ca un "drept al neomului", ca o amnezie internaţională a bestiei.

Paradoxul situaţiei şi, dacă se poate spune astfel, *sensul* ei, nu constă, prin urmare, în chip exclusiv, în exploatarea, ca atare *aberabjectă*, a violenţei şi a fantasmelor imperialist-naţionaliste latente în sub-mentalul popular, în cazul de faţă preponderent "sîrb", ci în extraordinara funcţie a omisiunii şi falsului din reţeaua ideologică activată (sau, mai degrabă, reactivată) de complexul violenţei actualmente cu centrul în Kosovo. Şi ca întotdeauna cînd imaginarul politic o ia înaintea raţiunii – care, narcotizată, ne reamintim, naşte monştri –, contradicţii, altădată ireconciliabile, se văd complet devorate de spiritul partizan. Începînd cu această grotescă alianţă dintre revanşismul comunist, delirul pan-slavist-pan-ortodox în spatele căruia se desluşeşte limpede imperialismul rusesc, pînă încă nu demult sovietic, şi naţionalismul sîrb, pînă nu demult "iugoslav". Într-adevăr, faţă de poziţia fostei Iugoslavii titoiste ce mizase pe Occident pentru a evita integrarea în imperiul sovietic, poziţia strict contradictorie a lui Miloşevici, gata să sacrifice independenţa Serbiei pentru a împiedica autonomia unei regiuni se dovedeşte nu numai criminală ci şi absolut aberantă.

Căci ce vrea, în fond, Miloşevici? Să golească Kosovo de albanezi cu preţul alipirii Serbiei la Rusia şi al provocării unui nou război mondial, probabil cel de pe urmă, ce ar face din Serbia un pustiu şi din sîrbi, în cel mai bun caz, nişte mutanţi? Să-şi angreneze ţara într-un război paranoid ce o poate, pur şi simplu, şterge de pe hartă? Sau "numai" să prelungească dincolo de limitele *umane* ale posibilului un bestial şantaj, pariul impunităţii unui masacru (pariu deja cîştigat în Croaţia şi Bosnia) ? În varianta din urmă, ostatecul şi victima întregii manevre fiind poporul sîrb pe care acest satrap comunist îl "piteştenizează" supunîndu-l unei duble distrugeri, fizice şi morale, ce nu-i mai lasă nici măcar privilegiul compasiunii, privilegiul victimei, acesta nemaiputînd aparţine decît terifiant încercatului popor kosovar!

Dar ce vrea Elţin? Manipulator manipulat, depinzînd de ecoul dublei tragedii, serbe şi kosovare, postura ăstui agonizant cu o fesă pe tron şi alta pe catafalc nu poate fi decît odioasă şi ridiculă. Agăţat de nişte ameninţări demente din retorica gromîkoviană a războiului rece, elefantesc şi senil, încarnînd alianţa naţionalismului rusesc jirinovskian cu primakovismul kaghebist şi cu josnicia cea mai rebutată a comunismului, Elţin dă, tot mai mult, impresia unui scăpat din ospiciu ce s-ar crede Kutuzov. Politica funambulescă a acestui sforar alcoolic ce urăşte democraţia şi se teme de dictatură, deşi o practică, tot mai mult redus, de altfel, în ciuda raporturilor de forţă exterioare, la statutul de marionetă a lui Miloşevici – după cum Rusia-ce-nu-mai-ştie-ce-vrea se găseşte, practic, la remorca regimului serb, care îşi cunoaşte, în ceea ce-l priveşte, perfect scopurile bestiale – este cu atît mai iresponsabilă cu cît confundă fatal două necesităţi politice ireconciliabile : nevoia imediată de revanşă a imperialismului comunist înfrînt pe care doar o catastrofă mondială, fie şi sinucigaşe, l-ar mai putea satisface (la altceva nici nemaiputînd spera), şi nevoia de durată a imperiului rus, ce a detestat dintotdeauna precipitarea, chiar şi în situaţii aparent defavorabile, cînd aşteptarea părea mai degrabă să agraveze decît să rezolve o criză, căutînd în intimitatea solului propriu, veritabil rusesc, sursa

acelei stabilităţi supranatural naturale a naturii înseşi, singura ce poate da substanţă timpului politic. Ameninţînd, însă, infantil, Europa şi planeta cu războiul, fie şi retoric, Elţin a dovedit lipsa acelui instinct profund al îndreptăţirii adîncite în timp, pe care, într-o formă, cert, coruptă, îl mai poseda pînă şi-un Stalin, văzînd că pentru el vanitatea propriei salvări politice, vagă prelungire a unei stări comatoase, este singura "raţiune de stat" şi, pe de altă parte, punînd, fără să reflecteze, Rusia în situaţia de a lua apărarea unui regim întru totul asemănător, prin metode şi scopuri, Germaniei naziste[1].

Ce vor, însă, secii? Inexistenţi din orice parte i-ai lua şi oricum i-ai întoarce, prea ticăloşi pentru un veritabil scop politic şi prea meschini pentru a putea urmări altceva decît senile interese, *ei* ezită azi între ameninţările fostului stăpîn, ce-şi rînjeşte neputincios bombele atomice, şi groaza de nou; căci teroarea produsă de fiinţa intransigentă a libertăţii este mult mai profundă, abisală, la ăşti ciborgi cu mişelia programată decît obişnuita frică de pericol (chit că laşitatea cea mai abjectă nu le e deloc străină pleşiţilor cu mînă lungă şi minte scurtă!). De fapt, niciodată mai mult decît acum n-a apărut mai limpede pericolul mortal pe care aceşti fascio-securişti îl reprezintă pentru România, ca şi perversitatea absolută, structural nocivă pentru ţară, a discursului lor naţionalist, după cum niciodată nu s-a văzut mai clar, din perspectiva tragicelor evenimente din Kosovo – şi, în curînd, din Muntenegru –, semnificaţia complotului ciborgiac concretizat prin aşa-zisa mineriadă a-5-a, manevră prin care securitatea trădătoare n-a vizat nimic altceva decît livrarea ţării anexionismului imperialist rus. Într-adevăr, aderarea recentă a Iugoslaviei la Uniunea Rusia-Belarus sugerează că în spatele loviturii de stat numită "mineriada" 5 se găsea intenţia unei operaţii similare. De altfel, acest pericol, real încă înaintea adeziunii iugoslave devine extrem acum, în condiţiile unei Românii – punte potenţială între imperiul rus şi noile sale achiziţii.

Momentul Kosovo reprezintă, prin urmare, *pentru România,* nu, pur şi simplu, un complex de evenimente tragice la care îi e permis să asiste mai mult sau mai puţin pasiv, ci o şansă istorică absolut unică de a scurt-circuita reticenţele privind admisibilitatea sa în NATO ca şi propriile inerţii în această direcţie, o ocazie absolută de a se smulge definitiv din sfera de influenţă a regresivei Rusii şi din starea comatoasă a comunismului pentru a se afirma ca un constituent autentic al Europei, şi chiar, dacă autorităţile bucureştene îşi pot măcar o dată depăşi inepţia demagogică, pentru a deveni cel mai ferm şi mai fidel aliat al NATO din sud-estul european!

Ne mai putem, însă, întreba cu tot atîta îndreptăţire : ce vor spiritele debile? Desigur, nu includem printre spiritele debile manipulatorii de profesie – pe aceştia i-am categorisit mai sus – nici chiar cînd sînt purtători de sutană ortodoxă, de vreme ce ortodoxia a fost dintotdeauna *religie imperială,* fie că slujea basileusului bizantin, ţarului kremlinez sau mai modestului imperator cotrocean (ca să lăsăm în somn voievozii), şi nici de-ar fi să ne referim numai la arhiminerul local, cu atît mai mult cu cît apocaliptica tîrfă teoctistă pare deocamdată a bate mătănii mai mult spre Moscova; nu, şi nici, baremi, pe Ion Cristoiu, ţare-viciul (de nu viciul, pur şi simplu) presei de scandal, după, firește, execrătura naţională vadimiotă, ci pe "delicaţii" ce preferă să amalgameze "frăţietatea ortodoxă" cu un soi de complicitate politică, şi admiraţia pentru valorile culturale ale Serbiei cu omiterea crimelor comise de zbirii sîrbi. Iată de ce nu poate fi trecută sub tăcere recenta iniţiativă a grupului de intelectuali români al căror comunicat

[1] E, actualmente, situaţia Putinilor ce fac cu schimbul de cînd originalul, probabil, a decedat! Rolul "Germaniei naziste" fiind de astă dată jucat de Rusia însăşi.

în favoarea opţiunii euro-atlantice a României, veritabil manifest pentru democraţie, combate decisiv bigotismul de serviciu şi vigilenţa confuziei premeditate a unei bune părţi a presei româneşti, fie şi "independente", dependentă, adică, numai de propria imaturitate, nu exclusiv politică, şi de o anume larvaritate a discernămîntului, de incapacitatea funciară a asumării sinelui propriu şi a propriei in-dividualităţi intransigente *contra* condiţionărilor mentale, naţionale şi religioase, *contra* reflexelor pe care, pentru a se putea realiza, reflexivitatea e nevoită a le în-frînge.

Desigur, aceste observaţii nu-i vizează, ar fi şi absurd, doar pe români, ci se aplică, în mod incomparabil mai dramatic, serbilor înşişi. Şi iarăşi, nu mă gîndesc aici, în primul rînd, la zbirii lui "Arkan" şi Miloşevici, sau la cei ai lui Karadzici şi Mladici, ca şi securiştii mineroceri, tot nişte ciborgi, ci la sîrbii de rînd, îndobitociţi de îndoctrinare naţionalistă, la gospodina care pleacă să-şi facă cumpărăturile cu o puşcă pe umăr, pretinzîndu-se în pericol, cu o convingere obscură unde anxietatea absurdă, voinţa subiacentă de a se auto-înşela şi un fel de îndîrjire ignorant-agresivă se amestecă jalnic, la bizara atitudine a femeii serbe ce justifica epurările etnice în funcţie de ritmul procreativ (cinci copii în familiile kosovare faţă de numai unul în cele sîrbeşti), la exilaţii sîrbi ce avînd acces, spre deosebire de compatrioţii lor din Serbia, la informaţiile transmise de canalele mediatice occidentale, se agaţă exclusiv de făcăturile de la Belgrad, pentru ca apoi să conteste fără clipet realitatea epurărilor etnice precum şi a exacţiunilor şi vexaţiunilor suferite de poporul kosovar. Şi, într-o şi mai mare măsură, la intelectualii sîrbi, incapabili de a-şi construi o opţiune, paraziţi ai falselor dileme, negăsindu-şi calea între crimele lui Miloşevici, pe care pretind că-l detestă, şi presiunea naţionalistă în faţa căreia, finalmente, cedează din cauza aceleiaşi imaturităţi ce pare să-i perturbe, de exemplu, pe o bună parte din confraţii lor dilemolatrii din România.

Căci dacă intelighenţia reprezintă, într-un fel, laboratorul individuării unei naţiuni, prima datorie a intelectualilor nu e deloc să flateze fantasmele naţionaliste şi, cu atît mai puţin, să se plieze în faţa lor, ci tocmai dimpotrivă, nu să "venereze" ci să critice, nu să "simbolizeze" o democraţie mai degrabă de butaforie, participînd la un carnaval politic inept, ci să înfrunte efectiv şi intransigent *toate* fantasmele politice, naţionaliste sau comuniste, de extremă dreaptă sau stîngă, precum şi toate pre-judecăţile pe care statul totalitar sîrb, în cazul de faţă al lui Miloşevici, îşi bizuie puterea. Într-adevăr, rădăcinile derutei sau chiar ale realinierii pro-miloşeviciene a intelighenţilor din Serbia, orbi, deja, la masacrarea croaţilor şi bosniecilor, la epurările etnice deja efectuate, înainte chiar de declanşarea evenimentelor din Kosovo, la multiplele torturi şi la sistematicele violuri, la toată această politică de genocid post-comunist-post-nazist a unui regim criminal, ei, da, rădăcinile laşităţii şi complicităţii intelectualilor serbi depăşesc cu mult începutul bombardamentelor NATO, nefiind decît revelate, într-un chip ca niciodată clar, de ceea ce am putea numi *testul NATO* sau, mai deplin spus, ***testul Kosovo.*** Astfel, inconsistenţa, incoerenţa şi, la urma urmelor, abjecta poltronerie a intelighenţiei serbe, unidimensionale la extrem în percepţiile sale politice – asemenea, în aceasta, unei părţi importante a isteţei intelighenţii româneşti vecine şi prietene – par a o fi împiedicat să vadă faptul simplu de a fi justificat, direct sau indirect, puţin importă căci tot *colaboraţionism cu un regim criminal* se cheamă, în numele unor sentimente naţionaliste vetuste, metode şi scopuri ce nu-şi găsesc echivalentul decît în deportările în masă staliniste şi în "soluţia finală" nazistă, în ţelurile fără epitet ale tovarăşului Hitler şi ale kamaradului Stalin. Căci ce par să ignore cei ce-şi scriu "target" pe tee shirt, cînd o zvastică le-ar sta mult mai bine, e că Holocaustul şi Procesul de la Nürnberg au făcut inacceptabile genocidul şi epurarea etnică, persecuţiile şi exacţiunile, fie că ele vizează indivizii sau populaţiile, tot aşa cum căderea Zidului de la Berlin a consfinţit

Drepturile Omului ca pe un cod internaţional ce distinge sălbăticia pernicioasă şi trogloditismul viclean al regimurilor asasine de practica politică a naţiunilor civilizate.

Faptul că, pentru moment (un lung şi sîngeros moment) nici poporul sîrb, nici măcar inteligheţia serbă şi, cu atît mai puţin, regimul fascio-comunist al lui Miloşevici nu vor să vadă că soluţia politică a problemei se găseşte nu în "protestele" ce falsifică adevărul după reţete deja binecunoscute, echivalînd cu un *neonegaţionism,* ci în încetarea barbarelor crime din Kosovo precum şi în acceptarea fără rezerve a îndreptăţitelor, la drept vorbind, *minimalelor* exigenţe occidentale, constrînge la pesimism orice analiză actuală privind viitorul politic şi economic al Serbiei şi, în eventualitatea cea mai gravă, *posibilitatea pur şi simplu a unei Serbii viitoare.* Fără îndoială, reacţia recentă a lui Vuk Draskovici, vizînd moderarea discursului paranoid sîrbesc şi o atitudine mai realistă şi, mai cu seamă, veridică în raport cu sensul acţiunii NATO, ar putea părea oarecum încurajatoare. Dar, chiar dacă am lăsa deoparte faptul că Vuk Draskovici a fost, practic imediat, îndepărtat, antrenînd în căderea sa trei miniştri, şi am vrea să citim, numai, posibilitatea unor conflicte subterane din aparatul puterii (între serviciile secrete sîrbe şi armată? între "clica lui Arkan" şi eventuali generali "dizidenţi"?), fisura, deocamdată, nu se vădeşte majoră. Mai mult, nu putem exclude, în ciuda aparenţelor, o manevră a lui Miloşevici însuşi, binecunoscut pentru machiavelismul lui tactic, sau, oricum, a unor forţe ce nu au în nici un caz democraţia drept mobil, vizînd punerea în aşteptare a lui Draskovici, ce nu a uitat a-şi sublinia opţiunea anti-NATO, pentru a-l putea servi proaspăt ca partener de dialog Occidentului, la o adică! Este, *mutatis mutandis,* ce a făcut şi securitatea în cazul lui Petre Roman, scos din tabăra iliesciană şi "spălat" prin mineriada 4, pentru a putea fi servit, ulterior, CDR-ului ca inevitabil partener de coaliţie (această tehnică a "calului troian" ar putea să explice, între altele, "schimbarea la ochelari" a ofidianului Măgureanu ca şi subitele "liste" ale lui Adrian Severin).

În fond, intervenţia NATO în Kosovo, la un prim nivel, contra Serbiei, reprezintă un episod esenţial din lunga ofensivă declanşată în 1975, prin Conferinţa de la Helsinki, de democraţiile occidentale contra totalitarismului şi fundamentalismului, în special contra totalitarismului comunist, axial, pe atunci, şi, după cum se vede, şi acum, pentru coaliţia anti-umană şi anti-democratică ce încearcă pe toate căile să controleze planeta[2]. Căci complotul ciborgilor nu se limitează la cîteva mineriade organizate undeva într-o margine de imperiu, ci aspiră să compromită viitorul şi structura lumii în care trăim, *fiinţa ei veritabilă care e libertatea.* Şi tot el vizează propria noastră esenţă umană pe care ciborgii vor s-o altereze după chipul şi asemănarea lor. Pentru că ciborgii nu vor să ne lase lumea omenească ci să ne impună o lume de ciborgi din care omul şi fiinţa lui de libertate să fie absenţi.

Este deci adevărat, cum observa recent d-l Dan Pavel, în consens cu alţi comentatori, că "de ceea ce se întîmplă acum în Kosovo depinde soarta lumii pentru următoarele secole". De felul cum va fi trecut, sau nu, testul Kosovo depinde, de fapt, destinul democraţiei, pur şi simplu şi posibilitatea libertăţii umane, posibilitatea de a fi om pe acest pămînt, în cazul unei înfrîngeri a credibilităţii NATO democraţia devenind o afacere de extratereştri! E ceea ce a intuit opinia publică occidentală care, ea, a trecut cu strălucire testul Kosovo, atît prin implicaţia morală cît

[2] Mai recent, ne vedem confruntaţi, din păcate, cu o situaţie nu atît nouă cît formidabil înnoită tehnologic, aceea, profund orwelliană, a conflictului şi pînă la un punct imprecis a complicităţii dintre anume oligarhii occidentale cu pretenţii totalitare – avem, desigur, de-a face cu acel "totalitarism" deranjant şi diletant demult botezat "democratură" – şi totalitarismele profesioniste "clasice" (Rusia şi China, dar şi altele, mai mult delincvente decît diletante, bineînţeles, genocidara Turcie dar şi îndulcitul la terorism Iran).

şi prin imensa solidaritate concretă declanşată, net superioară expectanţelor guvernamentale, prin valul de mii de tone al ajutoarelor cît şi, numai în Franţa, prin cele peste 100 000 de oferte de găzduire a kosovarilor expulzaţi de barbaria serbă. Şi, de fapt, războiul contra barbariei naţional-comuniste sîrbeşti – căci ***război*** este, la urma urmelor! – a fost deja cîştigat, nu de bombe sau pe vreun cîmp de luptă, "victoria" aceasta vine totdeauna mai tîrziu, uneori mult mai tîrziu, ci, ca şi victoria împotriva nazismului, ca şi cea împotriva comunismului, în primul rînd în inimile bărbaţilor, femeilor şi, de ce n-am spune-o, ale copiilor ce au simţit cu intensitatea extremă a identificării cu victimele, cu bărbaţii ucişi, cu femeile violate, cu copiii mutilaţi, că monstruozitatea trebuie să înceteze, iar monştrii pedepsiţi. Căci, de vreme ce fiecare minut de încă-viaţă a Ciborgului Miloşevici costă, cel puţin, încă o viaţă omenească, este firesc ca Ciborgul să piară iar oamenii să trăiască independenţi şi liberi într-un Kosovo independent şi suveran!

Ajunşi aici, credem util să încercăm o precizare. Mai mulţi comentatori, deşi s-ar prea putea să fie vorba, numai, de o confuzie legată de o anume indecizie a expresiei, par să vadă o anume incompatibilitate între ideea drepturilor omului şi principiul suveranităţii statelor din sistemul politic mondial actual. Intervenţia chiar a NATO împotriva Serbiei s-ar înscrie, şi ea, în cadrul unui soi de "revizionism geopolitic". Or, este evident că, atît în cazul de faţă cît şi în altele, ce intră în discuţie nu e defel principiul suveranităţii statale ca atare – altminteri, cu oricîte distinguo-uri, analogia cu principiul "suveranităţii limitate", concept brejnevian menit să justifice, tocmai, imperialismul sovietic, devenind extrem de greu de evitat – ci *alibiul suveranist* invocat cu predilecţie de regimurile totalitare. De fapt, în măsura, chiar, în care cultivă amalgamul dintre suveranitate şi totalitarism, un stat totalitar încetează să mai fie un stat suveran, statul suveran incluzînd în substanţa sa conceptuală şi în posibilitatea sa politică respectul reciproc interstatal precum şi respectarea drepturilor cetăţenilor pe care-i reprezintă şi prin care există. Prin urmare, invers decît se afirmă, adesea, ingerinţa provocată de abuzurile şi crimele unui stat totalitar constituie o *restaurare a suveranităţii* iară nu o încălcare a acesteia. Sau, ca să spunem lucrurile pe şleau, *suveranitatea statelor încetează ori de cîte ori contrariază şi chiar calcă-n picioare fără scrupul suveranitatea supremă a oamenilor!!!*

Putem, desigur, regreta că intervenţia NATO, structural determinată atît de necesitatea asigurării drepturilor umane ale kosovarilor, cît şi, de-acum lucrul pare inevitabil, a independenţei Kosovo-ului, dar, în fond, într-o nu mai mică măsură, de imperativul restaurării suveranităţii Serbiei, adică a eliberării ei de monstruosul totalitarism miloşevist, nu a primit, cum s-ar fi cuvenit, mandatul ONU. Din păcate, ne găsim în faţa unor insuficienţe, dacă nu disfuncţii, provocate tocmai de prezenţa încă masivă pe planetă a statelor totalitare şi de ponderea lor politică (în speţă, dreptul de veto al Rusiei, aliata Serbiei miloşeviciene). Pătrunderea forţată a Rusiei într-un joc politic pe care nu putea decît să-l tulbure şi să-l complice, intrare determinată de iresponsabilele ei ameninţări privind declanşarea unui al-3-lea război mondial, periculoasă inepţie elţiniană, reluată mai recent şi de Viktor Cernomîrdin, e, fără îndoială, imorală, după cum e imorală şi iresponsabilă poziţia principalilor actori politici ruşi. Chestiunea are un aspect deosebit de scabros şi prin faptul că intervenţia politică rusească a fost considerabil facilitată de zarva stîrnită, mai ales în Occident, de vechile reţele de stînga, vădit reactivate de KGB, formaţiuni politice şi mişcări pacifiste, curios indiferente în faţa declaraţiilor hiper-belicoase ale unei ţări, binecunoscute, în trecut, pentru paşnicele ei sentimente – poporul cecen ştie ceva în privinţa asta! – chemate, culmea, pentru a media o pace pe care, în tot cursul secolului, a făcut tot ce i-a stat în putinţă ca să o tulbure.

De altminteri, stînd strîmb şi judecînd drept, la ce poate sluji, ca atare, această mult solicitată mediere rusească? Pentru că, fie Rusia vrea război şi atunci tentativele ei de "mediere" sînt nu numai perverse ci şi complet inutile, fie nu vrea, şi atunci, ţinînd seama de fermitatea NATO, eforturile ei de a fi băgată în seamă sînt nu numai futile dar şi patetice. Obiectiv, singurul lucru pe care ar mai putea să-l facă Rusia în actualele circumstanţe, pentru a-şi dauri blazonul şi imaginea, ar fi să contribuie decisiv la debarcarea lui Miloşevici, prinzînd din mers trenul condamnării Ciborgului de la Belgrad, şi, eventual, *conducerea* trenului. Este, de altfel, exact ceea ce a făcut acum vreo zece ani Gorbaciov, cert, mai inteligent decît "ţarul" Boris, cu Ceauşescu!

Am putea spera, atunci, să părăsim, în fine, această traiectorie tragică a secolului XX, traiectorie, ce, marcată de Auschwitz, Katîn, Bosnia şi Kosovo, a început, neştiută şi, cel mai ades, nerecunoscută, undeva în Anatolia…

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, aprilie 1999

Ce vor ei? (II) - partea 1: Amœba Rusia sau Imperiul Nevrozei

Ne-am mai pus această întrebare într-un articol publicat acum mai puţin de un an (*Lumea liberă*, nr. 556-557, mai 1999), pe cînd "epurările etnice" din Kosovo erau încă în toi şi kosovarii pe cale de a deveni, în cel mai bun caz, o "diasporă" – chit că atunci erau vizaţi, în primul rînd, sîrbii lui Miloşevici (dar şi ex-mentata Rusie elţiniană, asta ca să nu mai vorbim de biata cripto-Românie, mai cunoscută, deocamdată, sub firma "La securiştii veseli"), pe cînd acum, mai cu seamă, ruşii lui Putin. Desigur, înainte de a merge mai departe, ne-am putea întreba de-i bine oare să ne referim la "sîrbi", "ruşi", "români" şi alte pan-ortodoxe ex-comuniste naţionalităţi, în felul acesta direct şi crud, iară nu mai degrabă cu acea împăcată concilianţă plină de oncţiune cu care se grăieşte despre morţi şi alţi handicapaţi pe viaţă.

Problema e că falimentarea sistemului comunist european (în Asia partida fiind departe de a fi jucată) a atras şi falimentul unei anume concepţii a infantilismului naţional şi a minorării responsabilităţii populare. Într-adevăr, conceptul micului popor bun ca pîinea şi compresa, oprimat de un "tătuc-de-stat" fioros, cu matraca la brîu şi mitraliera-n dinţi – nu mai e la modă. Eliberate, popoarele răspund pentru căile politice pe care le aleg, de astă dată la propriu, prin vot. "Ocuparea internă" – a românilor de români, a ruşilor de ruşi, a sîrbilor de sîrbi, etc. – fenomen specific regimurilor totalitare, denunţat cîndva, în principiul său, de Paul Goma, nu mai are aceeaşi relevanţă acum, cînd posibilitatea opţiunii există, totuşi. Laşitatea nu mai constituie o scuză, chiar dacă preţul curajului rămîne ridicat!

De altfel, am mai spus-o, sensul însuşi al auto-ocupaţiei implică o auto-alienare prealabilă, o pierdere de sine locuită de fantasma sinelui pierdut, o substituire, deci, a valorilor devastate ale unei naţiuni, cu fantoma lor retorică. Precum vampirii, fără a fi *primită,* deja, puterea totalitară nu se poate *instaura* şi, cu atît mai puţin, *menţine.* Căci, retrospectiv, terifianţi nu sînt Hitler sau cestălalt satîr al umanului, Stalin, ori, încă, escrocul sadic poreclit Lenin – e interesantă toată această "cultură a pseudonimului" la tirani, parcă speriaţi de propria lor identitate satanică –, ci îngrozitoare e facilitatea cu care au fost urmaţi, uşurinţa cu care mulţimea votează cu bestialitatea şi delirul.

Şi dacă, mai încoace, Miloşevici nu e chiar Hitler, ci doar o reproducere aşa-şi-aşa, Putin, nu tocmai Stalin, ci numai un conţopist al crimei, periodic clonat, copiind sîrguincios capitolul despre genocid, iar pe alocuri mai dînd cu limba, să şteargă petele de cerneală (mă rog, de sînge!), ori – ca să venim mai aproape de ciudata zonă stilistică unde oaia e tematică şi, inevitabil, tema e ovină – dacă Ion Iliescu, deşi escroc după mîrşăviile politice, deşi, cert, sadic după "mineriade" şi, pe deasupra, Ilici (ca Şacalul!), nu e – nu! nu! – Tovarăşul Lenin, obstinaţia, în parte electorală, în parte nativă, cu care populaţiile respective i-au adus ori se pregătesc să-i aducă, sau, şi mai dezastruos, ca la români, să-i *readucă* la putere, nu se mai poate explica, mereu, sau, în orice caz, nu exclusiv prin metodele schizoide de schilodire a personalităţii introduse de comunism.

Fără îndoială, dacă trăieşti o viaţă întreagă într-un lagăr, în aer liber au ba, şi dacă, pe deasupra, lagărul în chestie se dovedeşte un ospiciu condus de nebuni, oricum ai intra e puţin probabil să ieşi sănătos. Însă ca să te laşi închis şi să accepţi ca raţiunea şi curajul să ţi se putrefieze, trebuie să ai deja în tine ceva din natura captivului, a ilotului şi a ieşitului din minţi. Oportunismul, aparent reflexiv, şi un anume soi de demenţă senilă cu conotaţii fanatice nu sînt incompatibile. În plus, şi e poate cel mai important, pe lîngă abjecţie şi teroare, sau, cumva, *prin* ele, comunismul a introdus şi un fel de ***vacanţă axiologică,*** extraordinar de perfidă, de care spiritul gregar a profitat din plin. După căderea comunismului, această vacanţă axiologică, unde nulitatea şi necinstea se răsfaţă-n voie, bazată, de astă dată, pe amalgamul dintre "inocenţă" şi

"suferinţă" ca şi pe cel dintre "libertate" şi "iresponsabilitate", a persistat şi s-a adîncit, cu atît mai mult cu cît, odată scăpată din carcanele comunismului, putea fi adoptată de toată lumea.

Nu-i mai puţin adevărat că exemplul recent al Austriei, unde complicitatea politicianismului şi populismului a adus extrema dreaptă la putere, probează că, în ciuda netelor diferenţe de condiţionare moral-politică, "lumea liberă" poate cunoaşte fenomene analoge cu cele ce bîntuie "lumea captivă" şi că, dacă ultima resursă a comunismului, conform unei celebre maxime politice, e naţionalismul, *recte* fascismul, ultima resursă a neo-nazismului şi a sechelelor sale, s-ar zice, nu se deosebeşte aşa mult de comunism.

Însă, dacă auto-ocupaţia înseamnă auto-alienare, dacă regimurile totalitare nu izbutesc să se instaureze, pur şi simplu, prin propria lor forţă ci sînt, cumva, *chemate* de chiar popoarele pe care ulterior le oprimă, sîntem nevoiţi să distingem cu extremă atenţie, fără a ceda impulsurilor retorice facile şi compasiunii ieftine, între victimele involuntare ale totalitarismului, singurele autentice, pentru care puterea totalitară constituie un corp străin organismului politico-social, un cancer de extirpat *cu orice preţ,* şi victimele, conştient sau inconştient, voluntare ale acestuia, ce resimţind, mai degrabă, ca pe un corp străin democraţia însăşi, tind să vadă în puterea totalitară, oricît represivă, o formă politică "naturală", comodă prin deresponsabilizarea pe care o introduce şi prin pachetul de certitudini minimale, în special economice, pe care îl oferă.

În plus, şi tocmai aici distincţia dintre cele două tipuri de victime ale totalitarismului se dovedeşte esenţială, electoratul care optează pentru instaurarea unor regimuri autoritare neocomuniste sau fascizante – încă o dată, nu luăm aici în considerare cazul despotismelor comuniste asiatice sau cel al misticii comuniste cubane unde, deocamdată, orice şansă de opţiune electorală veritabilă pare exclusă – e, îndeobşte, un electorat violent, ce-şi trăieşte rău libertatea (destul de aproximativă dealtfel), nu doar din pricina multiplelor manipulări cărora le cade victimă, ci, mai profund, pentru că libertatea politică implică şi explică necesitatea abandonării, sau măcar a limitării, unor frustrări şi resentimente, ca şi a unor veleităţi, practic constitutive pentru popoarele de la intersecţia imperiilor (rus, otoman, austriac) sau, în chip, desigur, şi mai intens, pentru cele ce au creat această intersecţie. "Ocupaţia internă" nu e, politic, decît premiza iar, psihologic, indiciul unei voinţe de "ocupaţie externă", după cum incubaţia naţionalistă, imperialismul intern, nu e, adesea, decît faza pregătitoare a imperialismului exterior. De regulă, carenţele identitare se manifestă ca exigenţe teritoriale ("România Mare", "Serbia Mare", "Rusia-niciodată-destul-de-Mare", pe curînd, cine ştie, "Austria Mare" etc.), după cum regimurile totalitare reprezintă tocmai transferul frustrărilor şi complexelor de inferioritate, în auto-exaltare dictatorială (cultul personalităţii fiind interpretabil nu doar ca demenţa pusă în sistem a unui individ, ci şi ca proiecţia compensatorie a unui fenomen paranoid colectiv).

Or, cu excepţia României, e flagrant că avem de a face cu exact "partenerii" declanşării primului război mondial. Şi oricare ar fi implicaţiile politice reale, e dificil să nu remarcăm coincidenţa dintre foarte rezistibila ascensiune a noului "Arturo Ui" şi fenomenele de resurgenţă masivă a tehnicilor naziste în ex-Iugoslavia şi Rusia post-comuniste. Dacă, însă, fragilizarea derapajului austriac, datorată atît fermităţii europene cît şi reacţiei propriei opinii publice, energic opuse play-boy-ului neonazist, împins spre putere de tulburi socoteli politicianiste, ne permite să pariem pe un fenomen, la urma urmelor, efemer, corelaţia dintre structura tradiţional genocidară a imperiului rus şi ororile paranoiei naţionaliste sîrbeşti nu poate fi evaluată cu acelaşi optimism.

În ambele cazuri avem a face cu nişte veritabile muzee ale atrocităţii, spaţii închise ale crimei unde orice şansă de uman e fie suspendată, fie definitiv abolită şi asta nu contra, ci cu aprobarea entuziastă a opiniei generale. Să ne reamintim manifestaţiile ca o liturghie neagră cu "target" pe tee shirt şi portretul lui Miloşevici purtat în băţ, declaraţiile anti-NATO unde ipocrizia

sumbră se combina atît de fericit cu furia imbecilă, extraordinara organizare mediatică a omisiunii şi falsului aliată cu refuzul sistematic al evidenţei la, tocmai, intelectualii sîrbi (conştiinţele naţiei, carevasăzică), refuz bun să se ia de toartă cu dilemolatria confraţilor români. Să ne reamintim afirmaţiile inconştient ori, de ce nu, conştient bestiale ale "omului de rînd", şi mai ales ale "femeii de pe stradă", mamă, totuşi, şi cumva, fiinţă umană, ce vedea în matricea albaneză concurenta, pur şi simplu mai prolifică, a matricei sîrbeşti şi generatoarea, prin urmare, a unui pericol demografic corectat prin masacru.

Părăsirea ulterioară în pubele a bolşevismului retronazist miloşevician şi întoarcerea manifestaţiilor împotriva ciborgului belgrădean nu au avut, din păcate, ca pricină vreo explozie de democraţie ori vreo conversiune subită la uman, constituind doar – vai! – expresia, cînd furibundă, cînd resemnată, a frustrării naţionaliste pentru pierderea Kosovo-ului. Vădit, pentru sîrbi, *pierzînd Kosovo* – iară nu făcînd din ei casapi de oameni, măcelarii propriei lor umanităţi – iată, ordura de Miloşevici *îi înşelase!* Ca şi cum Kosovo n-ar fi fost pierdut cu fiecare kosovar izgonit, torturat ori ucis, cu fiecare kosovară batjocorită de "fecundatorul" ei serb, cu fiecare metru de **pămînt-sînge** smuls prin umilinţă şi moarte, ci, taman dimpotrivă, de parcă eşecul ar fi fost efectul unei dezumanizări insuficiente, al unor masacre prea de tot mediocre şi al unei depopulări neglijabile!

Ne găsim, astfel, în faţa unei situaţii ciudate în care interiorul şi exteriorul se amestecă inextricabil, "ocupaţia internă" şi "ocupaţia externă" se substituie mereu una alteia, pierzîndu-şi şi regăsindu-şi alternativ funcţia şi diferenţele, "ocupaţii" părînd, finalmente, să le reproşeze "ocupanţilor" debilitatea represiunii, poltroneria politică şi inconsecvenţa, răul încă evitat mai mult decît răul deja comis, "ocupanţii", la rîndu-le, văzîndu-se prinşi, paradoxal, în capcana unei complicităţi, practic, contractuale. Prăbuşirea popularităţii lui Miloşevici, dar şi surdele vendette din sfera puterii, implozînd în reglări de conturi mafiote, ca, între mai multe, lichidarea sinistrului "Arkan" sau a ministrului apărării, Bulatovici, nu se pot explica, din păcate, decît prin acest bizar "contract al complicităţii", ce se vădeşte un veritabil contract al crimei, între populaţia contaminată nu atît de ideologia comunistă cît de fondul de bestialitate al acesteia, intensificat de o fascizare dirijată a mentalităţii, şi o putere a cărei barbarie nu mai poate ţine pasul cu propria ei retorică.

Totuşi, oricare ar fi mărimea în sinistru a rinoceritei sîrbeşti şi oricît de profundă fuziunea dintre delirul popular şi fanatismul afişat al regimului, insensibilitatea ermetică la oroare nu poate echivala, în cazul Serbiei, hiperfragilizate economic, politic şi militar, cu un drept paralel la impunitate. În condiţiile noii ordini internaţionale, exemplul Irakului saddamist fiind, deja, net în acest sens, a persista în sfidarea celor mai elementare norme ale umanului nu putea fi decît fatal pentru reveriile naţionaliste şi chiar pentru integritatea teritorială presupusă a unei ţări ca Serbia, ale cărei veleităţi debordează cu mult mijloacele reale. Într-adevăr, la ora actuală, numai statele totalitare – şi ele sînt două : Rusia şi China – capabile să răspundă, la eventuale sancţiuni militare ale NATO, prin declanşarea celui de al treilea (şi probabil ultimul) război mondial – îşi mai pot permite, nu fără serioase riscuri economico-politice, să încalce aceste norme[1].

[1] La drept vorbind, nu mai sînt atît de sigur, evenimentele în curs şi numai ele urmînd a arăta, dacă şi anume în ce măsură am avut dreptate formulînd pesimista mea propoziţie geo-politică! Dacă da, dacă pesimismul meu se va dovedi justificat, nu ne va mai rămîne decît să ne plimbăm, într-un viitor nu prea îndepărtat, sau prin paradisul relativ al pauperizării acute, sau prin paradisul absolut, dacă expresia mi se va permite, al parcurilor nucleare, nu pentru a culege splendide corole atomice ca cele din finalul doctorului "strange love" al lui Stanley Kubrick, ci, vai!, doar pentru a fi culeşi de ele!

Dar de ce Rusia ? Pentru că încă din faza ei formativă, coextensivă perioadei luptelor de eliberare contra imperiului mongol, asimilat de inconştientul colectiv cu practic toţi adversarii ei ulteriori, Rusia s-a constituit pe temeiul paradoxal al identificării naţionalismului extrem cu imperialismul extrem şi, prin urmare, a celui din urmă cu un anti-imperialism nu mai puţin radical, ca un ***contra-imperiu.*** Acum însă Rusia nu mai înfruntă, ca altădată, un imperiu mai mult sau mai puţin analog, pentru a se putea desfăşura în voie ca un contra-imperialism soteriologic, ci un ***model democratic*** faţă de care nu se mai poate afirma decît ca imperialism gol: de unde şi decăderea ei!

Astfel, invaziile Rusiei au căpătat, de la început, iară nu exclusiv din perioada finală a celui de al-II-lea război mondial, caracterul, intenabil la o analiză obiectivă, însă foarte satisfăcător pentru mentalitatea populară ca şi pentru retorica, mereu aceeaşi, a puterilor succesive, unor "războaie patriotice" de "eliberare". Este ceea ce explică, pe tărîmul mentalităţii ruseşti întîi şi întîi, completa fuziune dintre "ocupaţia internă" şi "ocupaţia externă", între "înăuntru" şi "înafară". Pandantul indisociabil al acestora, "contractul de complicitate" dintre populaţie şi putere este, de asemeni, extrem de puternic, reprezentînd, nemărturisit, substratul indispensabil al oricărui "contract social" şi premiza absolută a stabilităţii interne.

În fond, cu Rusia avem a face cu cea mai nevrozată putere şi cu cel mai nevrozat mental popular din istorie. Imperiul Răului al lui Ronald Reagan, Imperiul Maculist al lui Ioan Petru Culianu, veritabil imperiu al ororii, fără îndoială, e, înainte de toate, Imperiul Nevrozei. Desigur, chestiunea aceasta a "nevrozei obsesionale politice" trebuie abordată cu o anume prudenţă, principala diferenţă dintre nevrozatul individual şi o macroputere politică nevrotică constînd în capacitatea celei din urmă (ce o apropie de primitiv) de a-şi proiecta în real fantasmele. Elementul auto-prohibitiv se va dovedi, în acest caz, aproape nul, tendinţa de satisfacere, potenţial maximă, cu atît mai mult cu cît nutrită de şi nutrind o intensă retorică a salvării naţionale (vezi respectivele "fronturi" proiectate în jur), deviată mai mult sau mai puţin din creştinism şi constituind un justificativ energic şi extrem de agresiv al tuturor abuzurilor suveraniste ce decurg, în chip destul de firesc, din acest "alibi".

Pe de altă parte, clasica limită, de multe ori destul de ambiguă, dintre nevroză, bazată pe tulburări psihice conştiente, şi psihoză, unde alterările psihice sînt inconştiente, devine şi mai fragilă într-un domeniu unde manifestări conştiente de ordinul celei mai depline ipocrizii şi ale celui mai atroce cinism sînt alimentate de motivaţii inconştiente, pe care "conştientul politic", simplă zonă de interfaţă, le proiectează şi le realizează. Vom putea, astfel, fără teamă de contradicţie, vorbi de "psihoza războiului de apărare", abil întreţinută de propaganda politică, şi căreia ultimul război mondial i-a furnizat o formidabilă justificare, corelînd-o direct cu ceea ce am putea defini ca proiecţia politică, structural imperialistă, a fobiei contactului, specifică nevroticilor, magistral analizată de Freud în *Totem şi Tabu.*

Fobia contactului, ne învaţă Freud, nu trebuie înţeleasă doar ca tendinţă refulată de atingere a propriului trup, respectiv a propriilor organe genitale, deşi un raport profund cu această tendinţă-prohibiţie există neîndoielnic, ci trebuie luată în sensul cel mai larg ca o respingere globală şi oarecum nediferenţiată a tot ce reprezintă expresiile "a intra în legătură" sau "a veni în întîmpinare" : finalmente, fobia contactului e o fobie a comunicării. Fenomenul e cu atît mai interesant cu cît pare să afecteze, în plan colectiv, paradoxal, structurile de tip intranzitiv : triburile, în planul socio-mental arhaic, şi, mai încoace, naţiunile totalitare. Or, dacă ultimele se bizuie, de regulă, pe un colectivism agresiv, acesta, la rîndul său, nu se realizează defel, cum s-ar putea crede, printr-un fel de ştergere a diferenţelor individuale, printr-o compresiune fuzionantă a entităţilor într-o unică magmă comună, ci, dimpotrivă, prin izolarea strictă şi circumscrierea absolută a fiecărui individ, adică, mai vulgar, prin *supraveghere.* Iată de ce "poliţiile secrete" trebuie interpretate nu doar ca instrumentul prin excelenţă al *puterii totalitare*

ci, mult mai grav, ca liantul indispensabil al *societăţii totalitarizate,* indisociabil de o tribalizare în profunzime a naţiunii.

Nu există, prin urmare, nimic mai dezesperant solitar decît mulţimea totalitară, contiguitate de indivizi incomunicanţi, unificaţi numai din exterior de retorica totalitară simbolizată de figura "conducătorului" sau a "şefului", concentratul violent al acestei retorici, şi reduşi prin supraveghere totală la forma celei mai despuiate intensiuni, la substituirea fiecărei personalităţi în parte prin golul tern al unei represiuni perfect resorbite, asimilate, intrate în metabolism. Departe de a fi un paradox, "ocupaţia internă" sau "auto-ocupaţia" constituie, prin urmare, structura, mai mult, substanţa însăşi a naţiunii totalitare, o componentă existenţială determinată politic.

Pentru insul totalitarizat, metabolic represiv, obiectul fobiei contactului e, în primul rînd, un alt ins totalitarizat, nu semenul ci contiguul lui, relaţia, fatalmente supravegheată, cu acesta reprezentînd prima şi cea mai imediată sursă de pericol.

Sensul acestei absolute tabuizări a relaţiilor interumane şi a acestei tribalizări a naţiunii totalitarizate stă în reducerea colectivităţilor umane la nivelul unei simple însumări a contagiunilor posibile, la o contiguitate extatică a abaterii[2]. Într-adevăr, insul totalitarizat, metabolic represiv, definindu-şi identitatea printr-o relaţie exclusivă, formal sau substanţial mistică, cu retorica totalitară şi cu fantoma acestei retorici, "conducătorul", "şeful", simplu concentrat redundant de propoziţii goale şi de interese subterane sumbre, nu poate vedea în "celălalt", în "contiguu" decît o primejdioasă aberaţie ce-şi fuge numele, o încălcare subcutanată a "dogmei", precum şi, mai grav încă, o insidioasă sursă de perversiune ideologică, un focar de contaminare doctrinală. Ortodoxia fiecăruia devine, astfel, erezia tuturor.

Iată ce explică şi, la drept vorbind, impune *impregnarea constitutivă* a societăţii totalitare, prin totalitarizarea fiecărui individ strict delimitat, cu elementul de supraveghere al poliţiilor politice. Pentru insul metabolic represiv al sistemelor totalitare "supravegherea" nici nu mai reprezintă, în fond, banala activitate opresivă a unei organizaţii politice prin excelenţă criminale, ci structura propriului lui organism, începînd de la epidermă şi mergînd, prin "organele interne", semnificativ asociate echipamentului politic de stat al "ocupaţiei interne", pînă la celule (alt termen semnificativ) şi la organizarea cromozomială. Rectitudinea ideologică afirmîndu-se ca normă genetică şi, desigur, în chip încă şi mai vădit, ca normă a sănătăţii mental-psihice a insului totalitarizat, şansele de subzistenţă şi supravieţuire ale acestuia vor fi definite în funcţie de doi vectori, de forţe teoretic egale : vectorul identificării cu pachetul propoziţional închipuit de "conducător", şi vectorul identificării cu schemele de supraveghere întruchipate de poliţiile politice respective. Astfel, dacă "dictatorul" nu e decît o fantasmă de limbaj – chiar dacă, în anumite cazuri, fantasma de limbaj riscă să strivească ori baremi să obnubileze interesele subterane –, insul totalitarizat e numai fantoma tehnicilor de supraveghere.

Putem imagina, acum, succint, modelul oarecum scheletal al societăţii totalitare totalitarizate. O contiguitate indefinită de "indivizi", paradoxal separaţi de propria lor vecinătate, circumscrişi de o reţea de înaltă tensiune a violenţei şi fricii, distingîndu-se unul de celălalt nu prin gînduri, sentimente, valori umane şi alte deşeuri, ci printr-o electricitate a suspiciunii ce le ţine loc de epidermă şi de a cărei intensitate depinde dreptul fiecăruia la mizerie, adică la subzistenţă, şi la viaţă, adică, mai mult sau mai puţin, la o anume supravieţuire. Orice scădere a acestei tensiuni, delimitînd contiguităţile vidate ale acestor morţi pretextîndu-se în viaţă, ale acestor produse în serie ale sistematizării neantului, echivalează nemijlocit cu suprimarea fizică sau socială, fizică

[2] În chip paradoxal, actuala pandemie planetară *şi totalitară*, foarte probabil provocată de laboratoare chinezeşti, Covid-19, reprezintă o perfectă expresie şi un incredibil suport viral al acestei fobii a contactului.

şi socială – totuna, de vreme ce, oricum, moartea morală constituie aici condiţia însăşi a existenţei.

Societatea totalitară totalitarizată – că o numim "comunism" sau "fascism", ori că dăm oricare alt nume camuflajelor ei "neocomuniste" = "neonaziste", sinonimie terifiantă, căci perfect banală – e, ne mai putem îndoi, societate concentraţionară. Pentru a supravieţui, "individul", redus la expresia celei mai abjecte vacuităţi – "individ" aparţinînd cărei specii?! – trebuie să devină propriul său "microlagăr", societatea însăşi definindu-se ca funcţia de continuitate şi contiguitate a tuturor "microlagărelor" represiv determinate. A înceta să mai fii propriul tău lagăr, rezultat pernicios al unor sechele de umanitate, înseamnă să fii trimis automat în lagăr, a vomita represiunea înseamnă a-i cădea imediat victimă.

Dar "celălalt", semenul, vezi bine?! Pentru lagărul-individ, el nu poate reprezenta decît o alteritate/alterare contiguă trădîndu-i, odată cu lipsa de conţinut, *forma,* o imagine sau o oglindă a propriei vacuităţi captive şi, prin urmare, nu doar o "zonă interzisă", apăsată de tabuul comunicării, ci sursa unei demascări posibile şi obiectul unui denunţ necesar. Într-adevăr, dacă toate regimurile totalitare, monarhice sau republicane, au aplicat, cu mai multă sau mai puţină îndemînare, vechiul principiu latin *panem et circenses* – pudic tradus, în genere, prin "pîine şi jocuri", cînd "jocurile", formă indirectă a umilirii şi masacrării sclavilor sau făţişă a martirizării creştinilor de către ego-ul roman triumfător, nu erau altceva decît o tehnică de bestializare a mulţimii prin sînge, şi pe care ne permitem a-l reda, în consecinţă, prin sintagma semantic considerabil mai adecvată de "pîine şi sînge" (cu cît mai puţină pîine, cu atît mai mult sînge, se-nţelege!) – ca metodologie infailibilă a corelării hranei cu dezumanizarea, acesta nu putea, în nici un caz, lipsi maşinăriilor totalitariste moderne, în speţă comunismul şi fascismul, desigur, cu adaptările şi, mai cu seamă, amplificările creatoare de rigoare. "Jocul de-a războiul" substituindu-se cu succes jocurilor de gladiatori!

Dacă la nivelul structurilor sociale şi al relaţiilor interindividuale "fobia contactului" generează o veritabilă schizofrenie colectivă, la nivelul structurilor politice, cu inevitabilul lor corolar militar, ea pare a lua, mai degrabă, aspectul unui delir paranoiac. Modelul cel mai interesant, analitic, dar şi cel mai şocant, moral, rămîne cel al totalitarismului rus, în special al totalitarismului rus actual (pentru care "democraţia" nu reprezintă, în cel mai bun caz, decît un precar tratament cosmetic), în măsura în care fuzionează, dar se şi diferenţiază în el două modele totalitare distincte, şi, din anumite puncte de vedere, chiar opuse : totalitarismul doctrinal (de tip comunist) şi totalitarismul tradiţional al vechiului Imperiu al Ororii.

Fireşte, fenomenul e departe de a fi unic, lectura halucinantei *Cărţi negre a comunismului* fiind suficientă pentru a releva afinitatea profundă dintre diversele regimuri comuniste şi tradiţia totalitară locală : lucrul se vădeşte, îndeosebi, în cazul comunismelor asiatice, unde se pot urmări cu precizie atît "influenţa orizontală", de la un comunism la altul, cît şi cea "verticală", de la solul totalitar la "planta de sistem", şi asta nu numai în planul doctrinelor şi practicilor social-politice respective ci chiar şi în cel, extrem de particularizat, al tehnicilor de tortură. Diferenţa esenţială constă în faptul că spre deosebire de statele tradiţionaliste asiatice, structuri închise, evacuînd exteriorul în nefiinţă, Imperiul Rus, ca şi Imperiul Otoman, cu care prezintă destule analogii, a funcţionat, de la bun început, pe "principiul amœbic" al închiderii ce se deschide doar spre a se extinde.

Desigur, ca şi în cazul relaţiilor interindividuale, factorul de contiguitate joacă un rol decisiv. Tot aşa cum în cazul insului totalitarizat o epidermă de electricitate părea să separe prin suspiciune şi să unească prin violenţă şi delaţiune membrii societăţii totalitare, la fel, însă în chip incomparabil mai intens, o electricitate de mefienţă paranoidă şi de agresivitate învăluie Rusia. Şi tot aşa cum, pentru insul totalitarizat, "celălalt", "semenul" nu putea constitui decît sursa unei ameninţări, contiguitatea unei demascări posibile, imediateţea unui pericol, pentru

Rusia simpla relaţie de vecinătate, contiguitatea, contactul au constituit dintotdeauna o insuportabilă provocare. Astfel, aplicarea sistematică a "principiului amœbic" al închiderii ce se deschide mereu spre propria ei substanţă, al exteriorului permanent înghiţit de un interior ce se vomită, al reducerii vorace a celuilalt la o identitate ce nu-i aparţine şi care, într-un sens, nu-şi aparţine nici măcar sieşi, nu reprezintă atît un efect de program cît expresia unei anxietăţi substanţiale, a unei carenţe identitare funciar abjecte, suprimînd diferenţa unde nu se reflectă, prin identitatea unde nu se regăseşte.

Se profilează, în felul acesta, o deosebire semnificativă între totalitarismul social, bazat pe izolare, şi cel militar-politic, bazat pe absorbţie. Dar se eliberează, nu mai puţin, corelaţia profundă dintre "fobia contactului" şi "principiul amœbic", altfel spus, dintre "psihoza războiului de apărare" şi extrem de bizarul **patriotism imperial rus.** Într-adevăr, comparat cu patriotismul naţional, respectiv cu patriotismul legitim, peratologic definit, al unei naţiuni, "patriotismul", peratologic indeterminat, structural imperialist, al ruşilor comportă un paradox intolerabil. Cînd vechea U.R.S.S., substituită prin CSI (Comunitatea Statelor Independente), această pastişă a Uniunii Europene şi astă parodie de Commonwealth, cuprindea, pe lîngă Rusia însăşi, alte 14 "republici", unite mai mult cu tancul, de la Ucraina, Bielorusia, Armenia, Georgia şi Azerbaigian pînă la Estonia, Letonia, Lituania ori Moldova, trecînd, desigur, prin Turkmenistan, Uzbekistan, Tadjikistan, Kazahstan şi Kirghizia, cînd Rusia, ce-şi zice "federaţie", include, foarte mai alături de ruşi, atîta nămet de popoare (nu ca simple minorităţi ci cu teritorii în regulă) : ceceni (kosovarii Rusiei), inguşi, daghestanezi, cerchezi, oseţi (de nord, cei din sud hîrjonindu-se cu georgienii), kabardini, balcari, evenci, iacuţi, ciukci, coriaci, iamali, neneţi, comîşi, buriaţi, samoiezi, ceremîşi, udmorţi, ciuvaşi, mordvi, tătari ("deplasaţi" pe Volga, capitala Republicii Tătare fiind, astfel, Kazanul, leagănul rusităţii, carevasăzică : ei, ce-or să facă ruşii dacă se revoltă tătarii, or să bombardeze Kazanul?, or să-l bombardeze, or să-l bombardeze!), başchiri, calmuci şi cîţi alţii, te poţi întreba, nu fără un fior de groază, unde începe şi unde se termină, la urma urmelor, Rusia! Căci vădit, dacă vechiul imperiu rus era poreclit, pe bună dreptate, "închisoarea popoarelor", odată cu comunismul şi, mai recent, cu neocomunismul, Rusia aspiră feroce să devină gulagul planetei. Nu doar, ci Amœba universului!

Totuşi, pentru a înţelege mai bine structura acestui "patriotism imperial", ce face din ruşi patrioţii tuturor ţărilor pe care le ocupă, iar din acestea, simple momente ale *dezvăluirii teritoriale a Rusiei,* e necesar să ne aplecăm cu mai multă atenţie asupra mecanismului psiho-politic de producere a imperiului, fără a ne simţi în stare, însă, să stabilim o limită fermă între "valoarea adăugată" prin ocupaţie – pardon, prin eliberare! – şi valoarea teritorială originară, altfel spus, între Rusia imperială şi Rusia naţională. De altfel, pericolul pentru cea din urmă s-ar putea să stea tocmai în dificultatea distingerii de cea dintîi!

Cum poate, însă, o putere politică nevrotică să-şi bizuie fanatismul patriotic pe nevroza însăşi? Şi cum se poate transforma "fobia contactului" în "principiu amœbic", deşi ultimul reprezintă, neîndoielnic, taman contrarul celei dintîi? Scenariul psiho-politic pare destul de simplu. Căci, orice relaţie de contiguitate teritorială definind pentru Rusia, sau mai degrabă pentru imperialismul atavic rusesc, sfera exactă a atentatului la siguranţa naţională (confundată total sau aproape total cu cea imperială), suprimarea, ca atare, a sursei pericolului, şi asta indiferent de atitudinea politică reală a ţărilor în cauză şi, bineînţeles, fără ca problema suveranităţii *lor* naţionale să se pună o clipă măcar, reprezintă pentru puterea nevrotică un imperativ politico-militar categoric. "Fobia contactului" descărcînd agresivitatea sub forma militarizată a "legitimei apărări" şi ofensiva reală camuflîndu-se psihologic într-o defensivă fictivă, invadarea teritoriului altuia devine pentru psihicul imperializat nu doar premiza, ci chiar substanţa protejării teritoriului propriu!

Altfel spus, statul contiguu constituind pentru psihicul politic nevrotic o sursă de pericol pentru "patria-mamă", eliminarea şi zdrobirea lui prin invazia cea mai arbitrară şi mai sălbatică devine fatalmente sinonim cu *eliberarea* patriei materne de pericolul fictiv ce o ameninţă; iar cum orice eliberare a patriei nu poate fi decît *eliberare teritorială,* ocuparea patriei străine sfîrşeşte, în modul cel mai firesc, prin a fi asimilată cu eliberarea patriei proprii. Astfel, permanenta extindere teritorială a imperiului rus făcîndu-se, prin substituţie, sub semnul eliberării nemijlocite a Rusiei, procesul acestei agresivităţi transferate şi al acestei posibilităţi fantasmatice nestăvilit transpuse într-o realitate dementă, ce-şi găseşte justificarea în chiar anxietatea pe care resimţind-o o inspiră (şi invers), nu se poate decît intensifica cu fiece progres al unei ocupaţii externe definite în replică la un pericol identitar proiectat. Ideal, deci, văzută dinspre Rusia, întreaga planetă se prezintă ca o succesiune de entităţi politice potenţial sau actual contigue, adică *real periclitante,* şi mai precis, ca teritoriul ei înseşi, temporar ocupat şi identitar substituit de un mozaic de puteri străine uzurpatoare[3].

Reîntîlnim, în chip şi mai convingător, din perspectivă de astă dată macrostructurală, paradoxala fuziune dintre "ocupaţia internă" şi "ocupaţia externă", dintre "înăuntru" şi "înafară", analizată deja din unghi microstructural. O criză psiho-identitară, incapabilă de a se recunoaşte ca atare, eşuează lamentabil într-o criză politică, ce neexprimînd-o corect, o exacerbează şi-i furnizează, totodată, singura satisfacţie pe care nevroza imperialistă o poate concepe.

Ce se întîmplă, însă, cînd, ca urmare a structurii nevrotice a sistemului imperial, transferul crizei psihice în criză politică nemaiputînd fi rezolvat prin extensie teritorială, cum este, cu siguranţă, cazul cam din 1989 încoace, imperiul intră în implozie? Rusia naţională, constituindu-se, din raţiuni istorice, *prin* Rusia imperială, pe o bază substitutivă, cea din urmă nu poate exprima versatilitatea peratologică sau indeterminarea de contur a celei dintîi decît proiectînd-o pe aceasta într-o serie de "micro-rusii" (uneori, teritorial şi cultural extrem de importante), desfăşurîndu-se, astfel, ca un mozaic monocolor de "patrii negre", adică de entităţi naţionale deznaţionalizate, golite violent de specificul lor propriu, în virtutea mecanismului psiho-politic descris mai sus.

În fond, avem de-a face, aici, cu un *export de vid,* un export de carenţă identitară realizat prin forţă, cu alte cuvinte, cu un extrem de bizar *colonialism catoptric,* ce permiţînd mentalului rus să se contemple în oglinda propriei sale agresivităţi, sfîrşeşte prin a ridica vacuitatea carenţei identitare la rang de normă, de "normalitate", de "firesc", chiar, însă "firesc" represiv. În condiţiile implozării politic-teritoriale a imperiului, corespunzătoare unui reflux al "ocupaţiei externe" şi, deci, unei concentrări a represiunii, mecanismul "ocupaţiei externe" ca atare, departe de a dispare, se adaugă "ocupaţiei interne", de care e, oricum, indisociabil, o intensifică şi o "dublează", tehnicile represiunii militare fuzionînd complet cu cele ale poliţiei politice. Contiguitatea adormită a "patriilor negre", deja înghiţite de imperiu, se trezeşte, "fobia contactului", oricum intensă faţă de ţările neocupate militar şi netransformate încă în "raiale ruseşti", ia forme demenţiale cînd, întoarsă înăuntru, trebuie să se reactiveze împotriva unor teritorii rusificate deja. Ceea ce la sîrbi, captivi ai delirului lor naţionalist, se limita, dacă se poate spune astfel, la "doar" Croaţia, Bosnia şi Kosovo, ia la ruşi, prizonieri de veacuri ai naţionalismului imperial, dimensiunea unui întreg continent.

Întoarsă înăuntru, "fobia contactului" generează, mai cu seamă, o contradicţie insuportabilă, de vreme ce, pentru întîia oară, obiectul ei nu mai e "străinul", "celălalt", principiul extern al

[3] Îşi mai aminteşte cineva de *Solaris* ? Şi nu atît de romanul lui Stanislaw Lem cît de filmul lui Tarkovski. Ei bine, Solaris e Rusia!!!

alterităţii "uzurpatoare", ci Rusia însăşi sau, în orice caz, ceva ce pentru puterea nevrotică apare astfel[4]. Fenomene politice ce, pentru orice percepţie obiectivă n-ar reprezenta altceva decît simple şi comprehensibile tentative de recuperare a independenţei şi identităţii naţionale, explicabile, în parte, tocmai prin slăbirea puterii centrale provocate de criza structurală a imperiului, cu nimic diferite, la urma urmelor, de luptele anti-colonialiste pe care, la vremea ei, U.R.S.S. le susţinea cu atîta ardoare, se prezintă mentalului rus nevrozat ca o monstruoasă conspiraţie internaţională, ca o încercare de a infecta dinăuntru substanţa însăşi a rusităţii. Ispita de a rerusifica, prin mijloace exterminaţioniste amintind "soluţia finală" nazistă, aceste "patrii negre", încorporate artificial, se impune de la sine, fără a se sezisa că escaladarea violenţei nu poate avea, pe termen lung, altă consecinţă decît intensificarea dezastruoasă a fenomenului imploziv, cu corolarele inevitabile în planul catastrofării economice, calamitării oricăror veleităţi de credibilitate şi imagine internaţională, şi extinderii zonelor de conflict. O epidermă ciudată, internă de astă dată, o suplimentează pe cea externă, separînd nu organismul de mediul său înconjurător, ci organele între ele, ce generează, fiecare în parte şi toate laolaltă o formidabilă fobie a contactului.

Declanşarea, şi, mai cu seamă, desfăşurarea celui de al-II-lea război anti-cecen ilustrează perfect cele de mai sus. Bombardat, pe 9 august 1999, prim-ministru de Elţin, după Primakov şi Stepanşin, Vladimir Putin n-avea, la început, alt merit decît acela de a fi al-3-lea şef al KGB-ului, pardon, al FSB-ului, propulsat, în mai puţin de un an, la conducerea guvernului. Curînd, s-a putut constata că nu era singurul. În august, apoi în septembrie ale aceluiaşi an, grupuri armate cecene pătrunseră în Daghestanul vecin. Colac peste pupăză, pe 31 august o bombă explodă în chiar centrul Moscovei, urmată îndeaproape de alte trei atentate, nu mai puţin sîngeroase, ce ridicară numărul victimelor la 293. Fără să-şi mai bată capul cu vreo anchetă sau să aştepte recoltarea vreunor oareşicari dovezi, operaţiune, se ştie, pe cît de inutilă, pe atît de păguboasă, Putin, urmînd, în aceasta, mai vechi tradiţii ale instituţiei la care lucrase pînă nu demult, se grăbi să-i acuze pe "teroriştii ceceni", secundat cu mult zel de încă-preşedintele Elţin, subliniind, chiar, cu aceeaşi teribilă nonşalanţă, că doi din comandanţii ceceni, Basaiev şi Khattab, "sînt suspecţii nr-ul 1", fără a ţine seamă, bineînţeles, de protestele şi negaţiile interesaţilor.

Exponent, ca şi Elţin – aparacik senil, ameninţînd, nu de mult planeta cu un al-III-lea război mondial – al nevrozei imperialiste ruseşti, Putin avea să dea, pe 28 septembrie, semnalul dezlănţuirii delirului colectiv. Rusia era în pericol, sau, mai exact, "Rusia e victima unei agresiuni a terorismului internaţional". Cum? Prin intermediul micii dar extrem de periculoasei Cecenii, devenite peste noapte, "cuib de terorişti" finanţaţi de străinătate, gata să smulgă din trupul sfînt al Rusiei (mai exact din "trupul sfînt" al imperiului) un teritoriu "mergînd de la Marea Caspică la Marea Neagră". Evident, făcînd aceste declaraţii, Putin, ce se mai crede, lucrul e clar, pe vremea marii Uniuni Sovietice, etern ameninţată, aceea, de sumbrele comploturi ale agenţilor imperialismului, "uita" cel puţin trei elemente, nu chiar lipsite de importanţă.

Primo, absenţa, mereu stînjenitoare, a dovezilor (ei, da!), privind *realitatea* unor atentate cecene la Moscova şi Volgodonsk. Dimpotrivă, conform unor suspiciuni generalizate atît de presa occidentală cît şi de analizele politologilor, autorii atentatelor nici n-ar fi cecenii ci, tocmai, serviciile secrete ruseşti. Am fi, astfel, confruntaţi cu un "scenariu diabolic" (termenul aparţine jurnalistei franceze Véronique Soulé), ca fost şef al FSB-ului (= ex-KGB-ul), fost preşedinte

[4] Din acest punct de vedere, cu siguranţă adversarul cel mai apt a stimula delirul nevrotic al Rusie imperiale este Rusia însăşi, în ipostaza sa democratică!

interimar şi recent preşedinte ales al Rusiei, Putin găsindu-se în demna de invidiat situaţie de comanditar al atentatelor pe care le "răzbună".

Astfel, conform politologului rus Andrei Piontkovski : "Atentatele au avut un rol determinant în formarea opiniei publice. Războiul precedent n-a fost aprobat niciodată de populaţie, 70% dintre ruşi îl condamnau". De asemeni : "În primul rînd, nu ne-a fost furnizată nici o dovadă implicîndu-i pe ceceni. În al doilea rînd, se ştie cum au fost exploatate aceste atentate pentru a influenţa opinia publică. În al treilea rînd, cecenii nu aveau nici o nevoie de aceste explozii şi ele nu le poartă marca". Oarecum mai precaut, dar tot atît de ferm, în fond, politologul german Alexander Rohr de la Institutul german de politică externă afirma la rîndul său : "Analiştii serioşi refuză, pentru moment, să accepte ideea că serviciile secrete ruse ar fi comanditat aceste atentate. Aceasta ar însemna că puterea rusă ar face dovada unui cinism neegalat (de la Hitler şi Stalin încoace, n.n.). Într-o bună zi, adevărul va sfîrşi prin a ieşi la lumină, şi atunci, să-i ferească Dumnezeu pe potentaţii de la Kremlin!".

Circumstanţă agravantă pentru necrototalitarismul ciborgiac cu centrul la Moscova, intrarea, chiar, a cecenilor în Daghestan ar fi fost "încurajată", de nu cumva orchestrată de aceleaşi servicii secrete ruseşti, asta, bineînţeles, înainte ca respectivele să fi pus la cale, în contul cecenilor, *atentatele teroriste împotriva propriei populaţii* al căror secret îl mai deţin doar neocomuniştii deocamdată. Or, curios lucru, straniu de tot, dacă probele implicînd responsabilitatea cecenă în atentate lipsesc cu desăvîrşire – desigur, dacă omitem isteria "patriotică" orchestrată de blajinul Putin –, cele permiţînd stabilirea unor conexiuni cel puţin compromiţătoare între clanul politic elţinian, căruia îi aparţine, nu e nici un mister, şi Putin, şi "teroriştii" ceceni nu încetează să iasă la iveală. Ca, de pildă, stenograma, recent publicată, a unei conversaţii telefonice dintre magnatul Boris Berezovski, membru de frunte al "clanului" şi susţinător, de nu cumva "creator" al lui Putin, şi Movladi Udugov, un responsabil cecen. Se vorbeşte chiar de o întîlnire, undeva în sudul Franţei, între acelaşi Berezovski şi comandantul Şamil Basaiev. Astfel încît, fie că atentatele au fost doar comanditate de "clanul" elţinian, cu contribuţia neprecupeţită a FSB-ului de sub controlul lui Putin, fie că au fost de-a dreptul *comise,* într-un acces de patriotism paradoxal, de respectivele "servicii", în ambele situaţii, asasinarea ruşilor de către ruşi constituie pretextul masacrării cecenilor de către asasinii legitimaţi de propriile lor crime.

Într-un interviu relativ recent, Serghei Stepanşin, ex-prim-ministru, i. e. ex-"delfin" elţinian, furniza o versiune şi mai interesantă. După el, hotărîrea secretă de a ataca Cecenia fusese luată de Kremlin deja din martie 1999, evenimentele din Daghestan determinînd, însă, amînarea proiectului iniţial. Oricare ar fi variaţiunile de scenariu, declaraţiile unui ins, încă la putere în martie 1999 (momentul elaborării proiectului de invadare a Ceceniei), ca şi la începutul evenimentelor daghestaneze, nu pot decît să consolideze teza premeditării atentatelor de segmentele de vîrf ale mafiei statale. Ceea ce înseamnă că trebuie să vedem în ansamblul "operaţiei", deja atît de "speciale", nu o simplă crimă ci un *genocid cu premeditare!*

Secundo, acelaşi Putin, cu memoria la pubelă, "uită" sau se face, că, în momentul atentatelor, Cecenia nu se mai găsea sub jurisdicţie rusă, conform acordurilor semnate în 1996 de Kremlin cu Republica cecenă, rezolvarea spinoasei chestiuni a statutului Ceceniei fiind amînată, pe baza respectivelor acorduri, pînă în 2001. Astfel, atacarea Ceceniei sub pretextul cu izuri rasist naziste, că, atenţie!, caucazian, iară nu pur şi simplu cecen, ar fi sinonim cu "bandit" sau că Cecenia ar fi, nici mai mult nici mai puţin, decît un "cuib de terorişti" – nu sîntem prea departe de celebrul "cecen rău" lermontovian, vajnic reprimat de rusul bun ca pîinea, mai încape vorbă! –, corespunde unei violări a sus-ziselor acorduri. Pe de altă parte, declanşarea unor măsuri genocidare, vizînd un întreg popor sau o întreagă regiune, o ţară sau o "rasă" – rasa caucaziană, "banditescă", *apud* Putin – nu se poate justifica în nici un fel, şi asta indiferent de statutul politic

al entităţilor etnic-teritoriale în chestie, constituind, pur şi simplu, **crime contra umanităţii.** Altminteri, condamnarea planetară şi intervenţia militară NATO, stîrnite de practicile genocidare analoge ale sîrbilor în Kosovo, n-ar avea, în chipul cel mai strict, nici o valoare, riscînd, cel mult, să se întoarcă împotriva celor ce, definind, fie şi prin forţă, o normă politică de valabilitate universală, ar ezita, dintr-o falsă prudenţă, calcul politic sau subită indiferenţă, să-i asigure aplicarea.

Tertio, puterea psihotică a Kremlinului scapă complet din vedere un element esenţial, anume că pentru mentalul popular rus, net mai lucid decît cel al guvernanţilor, *Cecenia nu e Rusia, ci un teritoriu străin.* Rezultă de aici nu doar extrema precaritate a poziţiei lui Putin în caz de derapaj militar şi chiar psihologic, aproape inevitabil dacă ţinem seama de versatilitatea tradiţională a ruşilor, ci un fapt mult mai dureros pentru Imperiul Nevrozei, respectiv că, oricare ar fi desfăşurarea pe mai departe a conflictului şi oricît de eclatante "victoriile", războiul cu Cecenia şi, pe termen lung, războiul cu Caucazul e, deja, pierdut. "Cel mai crud război al planetei" – pentru a cita declaraţia organizaţiei recent nobelizate "Medici fără frontiere" – se dovedeşte, astfel, şi cel mai inutil.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, martie 2000

Ce vor ei ? (II) - partea a 2-a: “Bine aţi venit în infern”...

Declanşat pe 1 octombrie 1999, cînd, după 25 de zile de intense bombardamente aeriene, menite să dovedească planetei că aviaţia rusă nu era cu nimic mai prejos decît cea NATO, trupele ruseşti invadară teritoriul Ceceniei, al II-lea război anti-cecen avea ca ţel afişat crearea unui “cordon sanitar” jur împrejurul “bandiţilor”, ce, izolîndu-i, într-o primă etapă, trebuia să încununeze acţiunea sufocînd încă din faşă, ca să zicem aşa, “terorismul islamist”. La propriu, dacă se poate! De altminteri, schema şi retorica reamintesc straşnic metodele utilizate cîndva de securitate împotriva “rezistenţilor din munţi”, sau de Ceauşescu însuşi contră ţăranilor de la Vadu Roşca, orice formă de luptă patriotică pentru libertate fiind, pentru forţele represive ale regimurilor (neo)comuniste, se ştie, banditism curat!

Uluitor – dar, în fond, trebuie să ne mai mirăm, oare ? – e impactul imediat pe care declanşarea războiului îl avu asupra cotei de popularitate a lui Putin. Ilustru necunoscut, beneficiind, îndată după ungerea în postul de prim-ministru, de un infim 1% în sondaje, fostul patron al FSB-ului obţinea, pe la începutul lui octombrie, 15%, cocoţîndu-se în luna noiembrie la peste 50% din intenţiile de vot şi măturînd net şansele electorale ale celorlalţi 14 rivali, în frunte cu Evgheni Primakov, deşeu kaghebist elţinian, testat o clipă prin funcţia de prim-ministru, însă eşuînd în pubela învinşilor la Kosovo. Cum se explică, totuşi, ascensiunea fulgurantă, în preferinţele electorale ale ruşilor, a unui ins aparţinînd, nu mai puţin decît alţii, clanului detestat al lui Elţin, şi pe care scandalurile financiare kremlineze ar fi trebuit, în principiu, să-l vulnerabilizeze ? Transformarea peste noapte a “garantului” mafiei elţiniene într-un soi de “justiţiar”, “răzbunător” al umilinţelor naţionale şi, te joci!, “consolidator al societăţii” are, într-adevăr, de ce să mire! Căci se ştie : schimbînd scaunul prim-ministerial cu cel prezidenţial (fie el şi de preşedinte interimar), Putin îşi plătise datoria printr-un “ucaz”, punîndu-i la adăpost pe Elţin şi pe membrii familiei sale împotriva oricăror urmăriri viitoare, procedeu amintind îndeaproape delicatele atenţii ale proaspăt alesului Emil Constantinescu faţă de infect compromisul, atunci şi acum, Iliescu. Acţionînd astfel – observa Alexander Rohr – Putin nu-l protejează numai pe Elţin ci pe toţi succesorii potenţiali ai acestuia şi, în primul rînd, pe el însuşi, Putin. Încercînd să-şi explice incredibila priză electorală (ras)putiniană, acelaşi politolog adăuga : “Cred că fiecare rus îşi face o idee diferită despre Putin, e o pagină albă : primul îl consideră un reformator, al doilea, un democrat, al treilea un nou mare conducător al ţării, al patrulea, un militarist, al cincilea, un om ce va pune capăt corupţiei. Fiecare are propria sa imagine despre Putin şi asta nu face decît să-i sporească popularitatea”[1]. În fine, confruntat la rîndul său, cu acelaşi paradox al putinismului triumfător, Andrei Piontkovski preciza : “Popularitatea lui Putin se explică prin faptul că echipa lui a pus în mişcare lucruri ascunse adînc în inconştientul colectiv al ruşilor. În cursul ultimilor zece ani, oamenii au cunoscut decepţii crunte, e un lanţ al ratării, pentru ei şi pentru Rusia, şi s-au săturat”.

Sintagma cheie aici e “inconştientul colectiv al ruşilor” iar elementul axial, recuperarea represiunii totalitare ca opusă “lanţului ratării”. Pradă fie şi numai unei “democraţii cosmetice”, insul totalitarizat se sufocă de libertate, abandonat pe pămîntul liber organismul represiv încetează să funcţioneze ca un extraterestru fără costum de protecţie. Dacă însă “ocupaţia

[1] Între timp, odată cu decedarea mai mult decît probabilă a Putinului original, în ce condiţii, nu e clar, multiplicităţii imaginilor a ajuns să-i corespundă şi o multiplicare a persoanelor puse să joace acelaşi rol!

internă", structurală pentru supravieţuirea ca atare a insului totalitarizat, e premiza "ocupaţiei externe" ca "ocupaţie internă" generalizată, şi, dacă, la rîndul ei, "ocupaţia externă" se vădeşte extazul, oarecum, al "ocupaţiei interne", reduse etern la beatitudinea monotonă a propriilor repere şi, mai ales, eliberată de anxietatea posibilităţii existenţiale a altora, înseamnă că există o zonă psihologică profundă, obnubilată de normele conştientului însă subminîndu-le fără încetare, unde masochismul inevitabil al celei dintîi se preschimbă în sadismul necesar celei din urmă.

Să recapitulăm : în numele unei serii de atentate organizate, după toate evidenţele, de FSB – şi, cînd spunem FSB, ne gîndim, în primul rînd, la "preşedintele" acestuia, Vladimir Putin –, Cecenia este pe cale să fie rasă de pe suprafaţa pămîntului, redusă *la* suprafaţa pămîntului. Asasinîndu-şi compatrioţii, călăul Putin, cu complicii lui din diversele nivele ale mafiei politice ruseşti şi cu colaborarea entuziastă a generalilor, vrea să nimicească un popor întreg, folosind un pretext de sînge pentru a revărsa o mare de sînge. De sînge? Rachetele şi tunurile construiesc, înainte de toate, un infern bîntuit de un suflu satanic. Îmbuibaţi de sînge şi vodcă ca nişte vampiri de sfîrşit de lume, soldaţii ruşi omoară cu o ferocitate mecanică, morţi ucigînd viul, ciborgi eliminînd umanul. Cu fiecare bombardament coşmarul invadează străzile, nefiinţa striveşte casele, amestecînd molozul cu membrele umane zvîrlite-n bucăţi de magmă roşie, bucăţi de carne de copil, bucăţi de carne de mamă, familii întregi făcute bucăţi, amestecate cu pămîntul ca şi cum mormintele s-ar îngropa în cadavre. Ca şi cum cadavrele ar vrea să ne dezvăluie o altfel de moarte decît doar a lor, o moarte a umanului. Terorişti ? Nu, pur şi simplu a trecut pe aici canibalul Putin, canibalul mecanic Putin ca un resort descreierat al morţii.

"Fiul meu Iusup şi vecinul lui, Umar – povesteşte una din nenorocitele supravieţuitoare (deocamdată) ale măcelului – plecaseră să se joace în uliţa mare a satului nostru. De abia ieşiseră afară că am auzit zgomotul artileriei ruse. Am început să urlu, presimţind ce se întîmplase. În drum, la o sută de metri de uşa mea – o viziune de oroare : braţe, picioare, bucăţi de carne, trupuri… Mi-am văzut copilul în sînge, cu cele două picioare explodate de impact". "I-am fi putut salva picioarele dacă, baremi, frontiera ar fi fost deschisă – adaugă medicul cecen Umar Mairsultanov – ; tot aşteptînd, cangrena s-a declarat şi a trebuit să ne gîndim mai mult la viaţa copilului decît la picioarele lui".

Nu ne găsim, de fapt, aici în miezul infernului ci numai undeva pe la marginea lui, nu în Cecenia martiră ci în Inguşia martirizată, mai precis, în satul Sujenskaia, la circa 10 kilometri de graniţa cecenă. La centrul de traumatologie local, numai copiii, sufocaţi de mulţimea unde vizitatorii nu se mai disting de internaţi şi de aerul viciat, ocupă, cîte doi, vreo patruzeci de paturi. Pe coridoarele înţesate de paturi, de tărgi şi de lume amestecată de-a valma normele igienice cele mai elementare sînt complet absente. Într-o cameră, trei bărbaţi cu bandajele de la mîini şi picioare îmbibate de sînge, victime ale unor rachete sol-sol în piaţa centrală din Groznîi. "Vedeţi bine că-i masacrează pe terorişti! Teroriştii sîntem noi!" repetă mereu, cu faţa convulsionată, Ahmed, parcă fascinat de propriile lui cuvinte. Folosind culoarele în chip de "saloane", cu răniţii grav operaţi fără anestezic, lipsit de medicamente şi, practic, fără personal, centrul de traumatologie din Sujenskaia funcţionează mai mult ca un centru de refugiaţi decît ca un spital. "Cei răniţi uşor sînt trimişi la Nazran şi noi îi păstrăm pe ceilalţi, cei ce nu pot să suporte drumul", spune Umar, doctorul venit din Cecenia. "Majoritatea au fost răniţi de rachete sol-sol sau de tunuri. De două săptămîni n-am văzut pe nimeni rănit de glonţ, ceea ce dovedeşte că în acest război nu au loc aproape nici un fel de confruntări directe cu soldaţii ruşi". Cît

priveşte situaţia spitalelor din Ingușia “peste tot e aproape acelaşi lucru : nicăieri nu găseşti nimic. Medicamentele, chiar şi cele de bază ca aspirina ori penicilina, lipsesc demult”.

Toate aceste informaţii, precum şi multe altele, i se datorează unei jurnaliste franceze veritabil eroice, Anne Nivat, ce a coborît pînă în străfundul infernului, la Groznîi, pentru a ne aduce de acolo, cu riscul vieţii, cîteva imagini, clişee ascunse într-o gheată. Sustrase beznelor bestialităţii celei mai sălbatice, mărturii şi imagini sînt ca nişte fragmente de transparenţă ce ne dezvăluie fermentaţiile delirante ale coşmarului, zone de păbuşire în inuman. De la trei mii de kilometri, lacrimile ţîşnesc din ochi în faţa semnelor tipografice ale sîngelui. Spre deosebire de Bosnia sau Kosovo, unde cadavrele erau ascunse cu grijă în gropile comune, în Cecenia cadavrul pare o realitate extrem de banală, e obstacolul peste care trebuie să treci dacă vrei să mergi. Poate de aceea, Anne Nivat a preferat să ne arate în fotografiile ei furtive, nu oroarea ci singurătatea suferinţei, degradarea deliberată a umanului, da, dezumanizarea cu premeditare, cea mai gravă crimă : **căci cu o crimă împotriva umanităţii avem, neîndoielnic, de-a face.**

Ca, de pildă, cea reprezentînd un cadavru rătăcit, parcă, printre gunoaie. Cadavrul unui soldat (rus? cecen?), zăcînd pe un colţ de pămînt, rest printre resturi, întors spre sine printr-un soi de abandon, părăsindu-se şi, astfel, oferindu-se cu simplicitatea unui obiect dintr-o expoziţie a pîngăririi, locuindu-şi absenţa şi locuindu-ne cu absenţa lui înfricoşătoare. Sau, poate, ceastalaltă, unde ne priveşte, dintre ruine, un copil, tot atît de solitar, tot atît de stingher ca şi cadavrul soldatului cu care aduce, de altfel, în chip izbitor : nu asemănarea exterioară, ci cea profundă, a morţii. Căci tot ce e mort, într-un fel sau altul, seamănă, moartea seamănă cu moartea şi cu pămîntul ce-o poartă. Da, semenii pe care trebuie să-i iubim ca pe noi înşine sînt deocamdată morţii – deocamdată sau poate mereu. De altfel, nu trebuie să fii *fizic mort* ca să te asemeni cu morţii. Copilul care ne priveşte fără privire din fotografia lui Anne Nivat nu e clinic mort, nici măcar rănit, ci, întocmai ca şi cadavrul soldatului, mai adînc decît cadavrul soldatului, părăsit de viaţă. Ruinele şi gunoaiele, sinistre excremente ale bombardamentelor, poartă aceeaşi privire, exprimă acelaşi abandon, aceeaşi suferinţă despuiată ca şi reziduurile fiinţelor. Copilul nu priveşte în jur şi, în ciuda impresiei perspectivistice, nu priveşte înainte. Nu priveşte nicăieri pentru că nu este nimic de privit – pentru că în jur nu-i decît neantul şi pentru că el nu-i decît neantul. Pentru că privirea lui nu-i decît neantul şi noi, “priviţii”, de asemenea. Nimicirea nu distruge fiinţe, nu distruge lucruri ci numai asemănarea şi deosebirea ce le face să stea laolaltă într-o lume zîmbindu-şi existenţial. Distruge fenomenitatea subtilă prin care, deschizîndu-se spre sine, fiinţa se acceptă, lăsînd în urmă golul cu simplicitatea lui moartă de exponat din muzeul neantului.

Dar poate cea mai zguduitoare e imaginea unui rănit întins pe un pat de spital, scufundat în durere ca într-un somn abisal. Nici o grimasă nu-i deformează chipul impregnat de o seninătate absentă de mistic în extaz, însă de sub cuvertura grosolană, tivită cu cusături mari şi rare, se iţesc, brutale ca o realitate paralelă, două picioare monstruoase : unul retezat mai sus de gleznă ne fixează cu ciotul lui roşu de gît decapitat, celălalt, neverosimil, uriaş, inflamat de cangrenă şi urmînd, probabil, a fi amputat, dă, deja, impresia de lucru străin, desprins de corpul căruia încă-i mai aparţine. Şi unul şi celălalt au aerul ciudat al unor feţe ale morţii placate artificial pe o viaţă agonică.

Rănitul, mortul, copilul – trei figuri ale suferinţei paraumane, imagini ale unei transcendenţe vide, de dincolo de ezitare sau credinţă, ale unei absenţe radicale în faţa căreia, în jurul căreia şi binele şi răul se dezagregă, se sfărîmă. Căci în Cecenia, teritoriu abandonat de indiferenţă şi crimă morţii şi neantului, Cristos e mort şi suferinţa e atee!

Cînd se simte ameninţată, bizar, fiinţa se multiplică. Nicăieri ca în Cecenia, tărîm mortifer unde, s-ar zice, infernul a pogorît peste oameni, nu se pot întîlni mai multe femei însărcinate. Multiplicarea nu se reduce, însă, la zămislire ci se transformă, uneori, într-o căutare disperată a imaginii. Moartea însăşi se exhibă, descoperind în multiplicarea fotografică, în multiplul tipografic al mărturiei, forma ultimă a procreaţiei. Ca la Adly, unde femeile şi-au interzis, în ciuda constrîngerilor rituale, vreme de cinci zile să-şi îngroape morţii, trupuri oribil masacrate de părinţi, soţi, copii, vecini chiar, aşteptînd, aşteptînd mereu, aşteptînd zadarnic apariţia vreunui fotograf occidental ocazional care să capteze cheagurile groazei în oglinzi de hîrtie. Căci dacă răul e ocult, făptuindu-se în noapte şi ceaţă, obscuritate de sînge şi umbră, durerea, această monstruozitate a umanului înstrăinat prin violenţă şi complicitate de sine, e catoptrică.

Bandiţi? E, cel puţin, părerea ce-o nutreşte despre ceceni, şi, ca să nu fim prea modeşti, despre caucazieni în genere (numai?), blajinul Putin, căruia, fără îndoială, mămica (mămica Rusia, se-nţelege! de nu cumva tăicuţul KGB, ulterior FSB; pe mama lui biologică Putin, călăul, a uitat-o în mizeria unui sat din Georgia) îi va fi cîntat sau recitat în copilărie faimosul "cîntec de leagăn" lermontovian despre "cecenul cel rău" ce, nu-i aşa, îşi ascute-n umbră cuţitul independentist. Desigur, "copchilaşul" nu trebuia să se neliniştească, tăticu', "rusul cel bun", carevasăzică, urmînd să-l bombardeze curînd-curînd pe răul de cecen, pînă n-avea să mai lase piatră peste piatră şi acoperiş peste zid în Groznîi şi-n celelalte oraşe şi sate rebele. Au nu declarase, în aplauzele electorale generale ce-l agăţaseră de putere încă din primul tur, însuşi Putin : "dacă trebuie, o să-i lichidăm pe terorişti şi la umblătoare", reactualizînd, prin aste nemuritoare vorbe, cîntecelul în chestie?! Şi ca să fie mai clar : "Pe cei ce-şi anunţă solidaritatea cu bandiţii sau sînt ei înşişi bandiţi va trebui să-i strîngem de gît". Iată ce se cheamă să ai o inimă simţitoare şi, în plus, să fii un bun patriot! De altfel, sentimental ca toţi ruşii – sufletul slav, mie-mi spui! –, mereu cu grijă pentru soldat şi dînd, pe de altă parte, dovadă de un incomparabil spirit practic, Putin s-a gîndit să vină în ajutorul celor mai bravi dintre bravi, răsplătindu-i public pentru vitejie şi făcîndu-le, cu aceeaşi ocazie, şi un cadou util : cîte un splendid cuţit de vînătoare, garantat inoxidabil, cu care să-i poată hăcui în voie pe ceceni, chiar şi la umblătoare la o adică, în vederea îndeplinirii măreţei misiuni încredinţate de patrie. Negreşit!

Plîngînd, Leila Hagimuradova povesteşte. Refugiată în Inguşia pe 21 februarie, revenise pe furiş la Groznîi, strecurîndu-se printre posturile ruseşti pentru a aduce provizii fratelui şi cumnatului ei, rămaşi în oraş din lipsă de acte. "Pe unele străzi cadavrele zac vraişte, pe jumătate mîncate de cîini. Alte străzi sînt complet blocate, ruşii înlătură trupurile, fac curăţenie". Paznici groteşti ai şobolanilor şi molozului, tancuri şi soldaţi controlează prin distrugere, metoda cea mai sigură, un oraş cu majoritatea cartierelor oricum în ruine. "Acolo unde locuiesc, clădirile nu s-au prăbuşit încă, dar pe străzile vecine incendiază casele sau le aruncă în aer". Peste tot, mizeria ocupanţilor dublează şi adînceşte mizeria ocupaţilor. Flămînzi, căci dacă Putin le dă cuţite, nu le dă şi hrană, soldaţii cer de mîncare localnicilor, se încălzesc zmulgînd uşile şi ferestrele caselor, dînd foc mobilelor. Cum apa potabilă e rară, Putin învrednicindu-se, de-abia cu ocazia alegerilor, să trimită locuitorilor, din care jumate ruşi, o cisternă, luată rapid cu asalt, soldaţii o vînd, asta cînd nu jefuiesc, luînd cu japca, oriunde găsesc, bijuteriile şi banii : "seara sau noaptea intră în case şi iau ce vor, dacă cineva rezistă, trag. Vecinului meu i-au luat televizorul şi magnetoscopul, altora covoarele. Totul e încărcat în camioane "Ural" sau în tancuri".

Şi totuşi, într-un oraş unde libera circulaţie a devenit ceva de ordinul imposibilului, locuitorii, refugiaţi, asemeni Leilei, prin satele învecinate, încearcă să se întoarcă "pentru a obţine veşti despre ai lor şi a mai salva ce mai e de salvat". De cele mai multe ori, însă, numai pentru a-şi îngropa morţii în morminte improvizate prin curţi sau pe maidanele de lîngă ruinele dezolate, transformînd, involuntar, capitala muribundă într-un cimitir ascuns. Groaznică la Groznîi e, mai cu seamă, situaţia răniţilor, lăsaţi să moară fără a primi cele mai elementare îngrijiri medicale, în tăcerea pivniţelor şi a autorităţilor ruse. Leila însăşi ar fi auzit răniţi agonizînd "prin pivniţi. Unele sînt astupate de ruine. De altfel, soldaţii ne împiedică să ne apropiem, spunînd că totul e minat". Alte mărturii confirmă şi completează relatările Leilei. Astfel, Zara Zakaieva, locuitoare din Goiti, localitate aflată nu departe de capitală, şi unde s-au refugiat mii de groznîieni. "Alţii au venit din munţi, nici nu se mai poate intra în Goiti cu maşina de atîta lume, poate 30.000, 40.000 de persoane. Am văzut zeci de locuitori din Groznîi, toţi spun că ruşii ard casele, omoară, multe femei au fost violate".

Principala preocupare a celor ce n-au putut scăpa încă din Groznîi, precum şi a celor ce-au izbutit, de bine de rău, să se pună la adăpost prin împrejurimi rămîne, desigur, aceea de a evada, respectiv de a-şi recupera rudele şi prietenii din această sinistră maşinărie a morţii. "Mijloacele" sînt disperate şi precare, ca acea listă, probabil inutilă, afişată de mai multe familii refugiate şi purtînd numele a 39 de persoane deţinute într-un "lagăr de filtrare" instalat în clădirea NGDU-ului, un institut de cercetări petroliere din Groznîi. Aflată într-un lagăr de refugiaţi din Inguşia, Koka povesteşte cum a izbutit să fugă din Groznîi, numai puţin înainte de instalarea blocadei, pentru a-şi salva fiul în vîrstă de şaptesprezece ani. Straniu, acest război al femeilor cecene declarat războiului, această victorie a vieţii mijlocite de moarte : moneda de schimb oferită în schimbul libertăţii Kokăi a fost un cadavru : "A trebuit să le furnizăm corpul unui ofiţer rus pentru a putea trece de post". Mai departe, lucrurile iau înfăţişarea oarecum "standard" cu care ne-au obişnuit şi mai vechile relatări ale refugiaţilor din Kosovo. Traversînd o pădure, Koka şi fiul ei sînt opriţi de o patrulă. "El (fiul Kokăi) n-avea acte, dar am putut să-l salvez, răscumpărîndu-l pe 10.000 de ruble. Acum, nimeni nu mai poate părăsi oraşul, ruşii ascund ce sînt pe cale să facă".

Nu toată lumea are norocul Kokăi. O coloană de refugiaţi ce încerca să treacă graniţa în Inguşia a fost bombardată de aviaţia rusă, singura supravieţuitoare (straniu, tot o Leila, aceeaşi? alta? mereu aceeaşi-alta, desigur), cu toată partea stîngă a corpului grav rănită, găsindu-şi, în cele din urmă, refugiul la centrul de traumatologie din Sujenskaia, despre ale cărui lamentabile condiţii de funcţionare am vorbit deja.

Oricît precare, însă, chestiunea condiţiilor medicale din spitalele inguşe e pusă în umbră de o alta, incomparabil mai gravă, privind soarta, chiar, a răniţilor din Cecenia. "90% din bolnavii noştri sînt răniţi ceceni, însă de zece zile n-am mai primit alţii, cu excepţia unui băieţaş de nouă ani, cu mîna amputată" spune un medic de gardă al spitalului din Nazran. Declaraţie confirmată de Zina Ashabanov, medic-şef adjunct la spitalul din Sleptsovsk, ce-şi exhibă registrele : din 12 februarie, cînd sînt înregistraţi doi răniţi, n-au mai apărut alţii. "Toată lumea spune că posturile ruseşti nu-i mai lasă să treacă, or, nu există nimic pentru a fi îngrijiţi în Cecenia. MVD-ul (ministerul de interne rus) a venit aici pe 11 februarie, au luat listele cu bolnavi, fac anchete. Răniţii sosiţi la începutul lunii erau, adesea, atinşi de cangrenă din cauza lipsei de îngrijire medicală, imaginaţi-vă care trebuie să fie situaţia acum". "Răniţii nu mai trec", atestă şi Mogamed Zanghiev, directorul unui mic spital de 60 de paturi. "Singurul ce mi-a fost trimis e un rus bătrîn, sosit alaltăieri, aproape mort de foame şi frig şi atins de cangrenă. Marele val a

venit după bombardamentele din ianuarie. Am văzut oameni într-o situaţie îngrozitoare, înfometaţi, murdari, după săptămîni petrecute prin pivniţi".

Martirajului civililor îi corespunde eroismul războinicilor. "Ei sînt mii, noi nu sîntem decît zeci, ţinta noastră e să doborîm cît mai mulţi posibil înainte de a muri" spune Ilias, un tînăr "kamikaze" cecen. "Bombardamentele sînt intense – întăreşte Beslan – dar soldaţilor ruşi le e teamă de contactul direct. Dacă vor să cîştige războiul ăsta, vor trebui să execute toată populaţia masculină a Ceceniei". E tocmai scopul lui Putin!

Într-un sat cecen, o înmormîntare. Oamenii ies fără grabă de prin case integrîndu-se procesiunii. Din fruntea cortegiului se ridică, lent, un cîntec funerar. Omorît pe cînd încerca să iasă din Groznîi, Zahid Abdulaev, un luptător pentru libertate, în sensul reaganian al termenului, în vîrstă de 37 de ani, tată a cinci copii, e condus la mormînt de toată suflarea satului. Pericolul foarte real al proximităţii ruseşti, nu i-a împiedicat pe combatanţii ceceni, soţii de luptă ai celui căzut, să participe discret la ceremonie. Unii observă cerul cu îngrijorare. "Nu trebuie să rămînem pe-afară. De la începutul războiului, ruşii trag sistematic în înmormîntări. Vor să ne elimine pînă la ultimul", spune Ibrahim.

Evocînd retragerea din capitala cecenă, un adevărat culoar al morţii ce costase viaţa a sute de luptători ceceni, Naim povesteşte. "Aveam un culoar de securitate de 80 de centimetri lărgime, dar ruşii ne-au mitraliat pe neaşteptate. Cei ce erau în faţă au sărit pe mine. Însă coloana era deja angajată, nu puteam face altceva decît să înaintăm". Husein, un tînăr de vreo 25 de ani, ce apăra cu o sută de oameni un cartier din Groznîi, intervine. "Trebuia să ieşim din oraş. Oamenii erau obosiţi, muniţiile lipseau. Trebuia să ne punem la adăpost răniţii. În ultima săptămînă, ruşii şi-au utilizat tot arsenalul, inclusiv armele interzise. În 24 de ore am numărat o ploaie de 58 de rachete sol-sol". Adică, o cadenţă de o rachetă la mai puţin de 25 de minute. Conversaţia e întreruptă abrupt de o explozie. Husein iese o clipă, apoi, odată întors, observă hîtru : "Un misil Grad tocmai a căzut în pădure. S-ar zice că ne caută pe bune!" Redevenind grav. "Groznîi nu mai e decît un morman de ruine cu cadavre de soldaţi ruşi. Şi acum, ruşii se împăunează, cînd, de fapt, ***le-am lăsat*** oraşul. Ce mai victorie! Pentru noi s-a încheiat doar prima fază. Trecem acum la a doua".

Într-adevăr, s-ar zice că *Groznîi se mută în munţi*, unde se reorganizează rezistenţa cecenă, deşi expediţii-fulger împotriva vreunei localităţi ruseşti sau a alteia, ca, în războiul trecut, cea de la Budionovsk, nu sînt excluse. Ajutaţi şi susţinuţi de tot satul, veritabilă bază logistică a forţelor de rezistenţă cecene, luptătorii se pregătesc de plecare. "Am suferit prea mult din partea ruşilor ca să nu-i ajutăm pe ai noştri" spune Zendi, unul din organizatorii rezistenţei cecene din primul război, pierdut de ruşi. "Însă nu trebuie ca luptătorii să întîrzie prea mult, sau altminteri, represiunea va fi teribilă". Incontestabil, nu există lege militară sau umană pe care să n-o batjocorească în Cecenia armata rusă. Săptămîna trecută, un "obuz pierdut" a omorît patru copii şi a rănit 18 persoane. Comandantul rus al sectorului a venit să se "scuze", pretextînd că pilotul elicopterului ar fi fost beat! Cu toate acestea, trei zile mai tîrziu, un om era rupt în bucăţi de o grenadă pusă în prag de soldaţii veniţi să-i jefuiască casa.

Exasperarea a ajuns atît de mare, încît mamele cecene, chiar, îşi îndeamnă fiii să intre în rezistenţă. Una dintre acestea, Tamara, spune : "Prefer ca fiul meu să moară luptînd pentru libertatea noastră decît să fie omorît de un obuz întîmplător tras de ruşi". Cu arme şi muniţii cumpărate de la soldaţii în sfîrşit de misiune, luptătorii ceceni îşi încheie ultimele pregătiri înaintea retragerii în munţi. "Putin clamează peste tot că războiul s-a isprăvit, dar în realitate abia începe" strigă Husein.

Vrea, însă, Putin sfîrşitul războiului? Cum am putea-o crede! Obişnuit cu tehnica KGB-ului de a crea şi menţine "pericole" şi "tensiuni" artificiale pentru a-şi dovedi cît mai din plin utilitatea, tovarăşul locotenent-colonel nu se va priva, ne mai putem îndoi, de un război pe care l-a stîrnit cu atîta dificultate. La aceasta se mai adaugă şi un factor personal. Ca orice aparacik ce, în fine, a răzbit, mult mai mult decît un simplu aparacik, Putin începe să se descopere! Constrîns pînă acum de o prudenţă mecanică şi de o autodisciplină tot astfel la o inhibiţie permanentă, spionul-dictator e pe cale de a-şi găsi o "personalitate", cu atît mai scumpă lui cu cît, vai, perfect inexistentă. Iată-l, deci, înainte de alegeri, călărind extatic un avion de vînătoare (Suhoi 27), cu cască, bluzon şi mască de oxigen la gît, ba, după zbor, mai şi sugerînd că preţ de vreo cîteva bune minute ar fi pilotat el însuşi aparatul. Mesaj : în Putin, Rusia va avea (între timp, îl are deja!) un preşedinte tînăr şi dinamic, opus, carevasăzică, senilului agonic Elţin, ba, în plus, implacabil cu duşmanii dinăuntru şi dinafară. Pentru a sublinia mai bine ideea, preşedintele interimar luase, chiar, cu el inestimabila "valiză nucleară", conţinînd codurile secrete necesare declanşării arsenalului nuclear : "Apocalypse now!", cum s-ar spune. Gestul aminteşte, într-o formă, o, cu cît mai convingătoare, iresponsabilele ameninţări Elţino-Cernomîrdiene cu un al-3-lea război mondial, nuclear, vezi bine, agitate pe timpurile deja idilice ale războiului din Kosovo.

Impresia reală, cu siguranţă contrară celei intenţionate, e mai degrabă aceea a unui infantilism belicos, ridicol la un oarecine, inadmisibil la preşedintele unei ţări, fie ea şi Rusia, de ciborg detracat, gata la primul pretext, şi chiar făr' de, să arunce în aer planeta. Probînd, de mai era nevoie, militarismul intrinsec al politicii ruseşti, gestul ciborgului kremlinez se lasă citit şi la scară redusă ca panoplie a ameninţărilor cu care ***este şi poate fi confruntată Cecenia.*** "Dacă bombele şi rachetele nu-şi vor atinge scopul propus, acela al îngenunchierii poporului cecen – pare să vrea a spune ciborgul asasin – voi folosi împotriva Ceceniei armele nucleare". *Numai* împotriva Ceceniei?

Bine-bine, dar nu este aşa, niţel inuman să bombardezi 24 de ore din 24 tot ce suflă sau poartă acoperiş în Cecenia, să distrugi oraşele, să razi satele (ca, de pildă, Katîr-Iurt, distrus în proporţie de 80%, 360 de morţi, Zakan-Iurt şi Şami-Iurt) să sfîrteci, fără discriminare, cu bombele şi rachetele sol-sol, bărbaţi, femei şi copii (ba pe ultimii/ultimele să-i/să le mai şi violezi o ţîră, că doar nu s-or lăsa ruşii mai prejos, în Cecenia, decît sîrbii în Kosovo!), să asasinezi răniţii, măcar împiedicîndu-i să primească îngrijiri medicale pînă dă cangrena-n ei, să jefuieşti, nici nu mai vorbim, dar să-i mai pui jefuitului şi o grenadă în prag ca să bată recordul la săritura în înălţime, să tragi pînă şi-n cortegiile funerare, arătînd limpede că n-ai să te apuci, tocmai tu, care nu respecţi nici viaţa, să respecţi moartea pe care o distribui cu atîta generozitate – şi toate astea (numai astea?) pentru nişte atentate pe care le-ai organizat au baremi provocat tot tu?!! Nu-i cam mult? Cumva, chiar foarte! Cum nu, curat inuman, ne răspunde pe dată locotenent-colonelul preşedinte, luîndu-ne un pic prin surprindere, cu o singură condiţie : aceea ca cecenii să fie, mă-nţelegi, ca noi ruşii, ***să fie oameni!*** Păi nu sînt? te minunezi tu. Nu, ţi se răspunde ritos, ***cecenii nu sînt oameni, cecenii sînt animale***[2].

[2] Chiar şi aşa, n-am auzit încă ca animalele să fie deliberat bombardate, vreau să spun, ca *ţintă*, nu ca "victime colaterale". A auzit de aşa ceva cineva ? Dar poate că lucrurile stau exact invers – dacă tot trebuie să ne lăsăm guvernaţi de paradox – poate că în realitate ***animalele bombardează oamenii!*** Guernica şi Groznîi – două exemple ale ororii, cel dintîi reprezentîndu-l tot mai mult şi pe cel din urmă…

Într-adevăr, întrebat cu privire la soarta lui Salman Raduev, un comandant cecen, fostul şef al FSB-ului îşi exprima, nestînjenit, încîntarea de a fi văzut la televizor "un animal închis la închisoarea din Lefortovo. "Vreţi să spuneţi, Raduev" încercă s-o dreagă jurnalistul ce-i lua interviul, cam nedumerit. "Vreau să spun, animalul care se prezintă ca Raduev. Sînt încă multe animale de soiul ăsta în Cecenia"…

Iată ce schimbă radical datele problemei, ba chiar şi punctul de vedere afişat, pînă nu de mult, de însuşi Putin. Căci acum nu mai e vorba de "bandiţii" şi "teroriştii" de la început ci de ceva cu totul nou şi de neimaginat. Nu de "rusul-cel-bun" ce-l bombardariseşte şi, dacă se poate, îl mai şi înjunghie oleacă pe "cecenul-cel-rău" cu pretenţiile lui independentiste ***ci de rusul-om ce-l vînează pe cecenul-animal!*** Pur şi simplu!

Animale? Asta să explice oare de ce fiecare cecen-animal a fost pus între doi soldaţi şi obligat să voteze Putin! "Prepararea alegerilor se petrece bine – declara nu demult Alexandr Veşnikov, preşedintele comisiei electorale – am impresia că mulţi ceceni aşteaptă alegerile ca pe o sărbătoare căci vor să se simtă cetăţeni ai Rusiei". Deci "animalele" lui Putin, strînse bine între baionete, asta după un îndelung dresaj cu bombe, "aşteaptă alegerile ca pe o sărbătoare", arzînd de nerăbdare, vezi bine, să-l aleagă preşedinte pe călăul ţării lor, asasinul copiilor, mamelor şi taţilor lor, numai şi numai ca "să se simtă" cît mai repede "cetăţenii unei Rusii" ce-i căsăpea de şase luni! Cinismul poate atinge astfel de abisuri ale abrutizării, inaccesibile fie şi celui mai patent imbecil!

Animale? Asociaţia Human Rights Watch, ce a publicat o listă cu 62 de civili expeditiv executaţi de forţele ruseşti pare oarecum de altă părere. Ca şi locuitorii din Adly, jefuiţi şi ucişi de comandourile de voluntari (*kontrakniki*) ce au incendiat şi masacrat fără să cruţe nici bătrînii, nici femeile, nici copiii. Să mai spunem că după efectuarea unei aşa-zise anchete, parchetul militar a explicat senin că soldaţii ruşi nu erau "în nici un chip implicaţi în aceste omoruri de civili" comise – auzi dumneata! – de "oameni deghizaţi în militari", adică, mai e vorbă, de ceceni răuvoitori, ahtiaţi să compromită glorioasa armată rusă? La ce bun!

Animale? "Musa" e de altă părere. Cine e "Musa" ("Musa" e un pseudonim, menit să-l pună la adăpost de riscurile identificării) ? Un "miraculat", salvat contra cost din lagărul de tortură din Cernokosovo (sau Cernokozovo). Formula "lagăr de tortură" sau, poate mai bine, "lagăr de mutilare", în vastele arhipelaguri ale încarcerării torţionare, rămîne totuşi, fără precedent, pentru că niciodată, nicăieri, pînă acum, după ştiinţa noastră, de la lagărele de exterminare naziste la gulagurile sovietice şi, mai departe încă, la lagărele de "reeducare" chineze, modelul represiunii comuniste asiatice, tortura, constantă de oroare a imperiilor răului, n-a constituit, atît de făţiş, ţelul unic, cinic asumat, al barbariei de stat ca în Cecenia martiră. Că scopul acestor lagăre ale groazei – lagărul de la Cernokosovo, cu nume atît de sugestiv, nefiind decît unul, nici măcar cel mai sălbatic dintre ele – e torturarea şi exterminarea naţiunii cecene i-a devenit limpede lui "Musa" de la prima întîlnire cu anchetatorul rus. "Mi-a citit textul unui decret ce se afla pe masă, în conformitate cu care 150.000 de ceceni trebuiau să treacă prin lagăre de filtrare. Mi-a spus că scopul era ca toţi cei ce ar mai scăpa cu zile să rămînă invalizi pe viaţă".

Desigur, analogia cu fenomenul Piteşti s-ar zice că se impune, în realitate, însă, comparaţia riscă să se dovedească superficială atît prin scara mult mai modestă, chiar dacă socotim şi "extensiile", cu şanse variabile, din alte închisori, ale fenomenului piteştean cît şi structura lui intenţională ("reeducativă", nu de-a dreptul exterminativă). În plus, caracteristica definitorie a Piteştiului, intertorturarea deţinuţilor, lipseşte aici cu desăvîrşire. Pe de altă parte, analogia cu încă foarte recentele "epurări etnice" din Bosnia şi Kosovo – justificată, parcă, şi de sintagma

"lagăre de filtrare" – se vădeşte şi ea parţială. În primul rînd, nu e clar că "filtrarea" ar fi exclusiv etnică, nici că importanta populaţie rusă din Cecenia ar beneficia de vreun "tratament de favoare". Bombardaţi laolaltă cu cecenii, cu care împart moartea şi ruinele, ruşii-ceceni, formînd cam jumătate din populaţia infernului Groznîi, n-au fost mai puţin masacraţi decît cecenii-ceceni. De altfel, din raportul Federaţiei internaţionale pentru drepturile omului, prezentat, la începutul lunii aprilie, la sediul respectivei organizaţii de preşedintele ei, d-l Patrick Baudoin, rezultă că profilul "filtratului" se rezumă, pur şi simplu, la o formulă de tipul "bărbat adult, capabil să poarte o armă". Citäm : "Astfel procurorul general al forţelor armate, Iuri Diomin, declară (…) "că nu e uşor să distingi un terorist de un civil", precizînd criteriile acestei distincţii: "teroriştii sînt oameni de 25-40 de ani, solizi, cu obrazul proaspăt ras şi/sau cu semne indirecte de port armă". Într-un asemenea sistem, confesiunea individuală, sistematic obţinută prin acte de tortură, maltratări şi bătăi, constituie principalul element probator de care pot dispune anchetatorii şi judecătorii de instrucţie pentru a dovedi apartenenţa preveniţilor la grupările armate".

În al doilea rînd, deşi scenariul exodului (200.000 de refugiaţi în Ingušia şi 100.000 de deplasaţi interni), al vexaţiunilor şi al execuţiilor arbitrare e comun ambelor operaţii genocidare, cea pusă la cale de ciborgul belgrădean şi cea organizată ciborgoputinul moscovit, bestialitatea rusă a depăşit în 6 luni pe cea demonstrată de sîrbi în mai mult de şase ani[3]. În fine, în al treilea rînd, nici un NATO n-a sărit în ajutorul cecenilor, casapul Putin culegînd felicitările şi creditele cam în acelaşi ritm în care casapul Miloşevici primea sancţiunile şi bombele, ceea ce probează, de mai era nevoie, că, de îndată ce se scapă din vedere, guvernele şi organismele politice occidentale îşi regăsesc rapid mult îndrăgitul lor reflex müncheno-yaltez!

Însă, neîndoielnic, oricare ar fi diferenţele, în cazul poporului-martir cecen ca şi în cel al poporului-martir kosovar sau al musulmanilor din Bosnia, o naţiune întreagă e ameninţată cu exterminarea doar pentru a fi îndrăznit să fie liberă, modelele indelebile ale acestor explozii de barbarie militaristă rămînînd, cronologic vorbind, genocidul armean şi shoah[4].

Şi pentru că şobolănimea torţionară e, ca întotdeauna, laşă, torţionarii din Cernokosovo preferă şi ei să-şi desfăşoare macabra activitate numai la adăpostul nopţii şi ceţii (***Nacht und Nebel***), pe cît posibil "sub efectul alcoolului şi al drogurilor". Se cunosc chiar unele detalii. Astfel, echipa torţionarilor ar fi formată din 48 de "voluntari" sub contract (*kontrakniki*), cazaci originari din Rostov, Volgograd sau Vladikavkaz şi plătiţi cu "1000-1200 de ruble pe zi". Chemate una după alta, victimele se transformă în urlete. Punct comun cu Piteştiul, torturaţi

[3] Fără îndoială, ororile din Cecenia "are dwarfed" cum ar spune americanii de super-ororile la scară mult mai vastă din Siria, super-orori în cea mai mare parte "made by Russia", direct sau prin marioneta lui Putin, Başar el-Assad, deşi Erdogan va fi profitat de ocazie pentru a se asemui cu Talaat, de astă dată pe socoteala kurzilor, complici şi auxiliari altădată ai Turciei în masacrarea poporului armean. De, bîtele au totdeauna două capete, aliatul de ieri preschimbîndu-se inevitabil în duşmanul de azi! În fine, războiul din Ucraina, diferit prin rezistenţa ucrainienilor ca şi, mai ales, prin dimensiunea fără exemplu a ajutorului occidental – ajutor de care nici armenii pe vremuri, nici cecenii, nici sirienii nu se poate spune c-ar fi beneficiat –, deşi deja bine pornit pe căile coşmarului şi ale ororii, nu pare să-şi fi dat încă în privinţa aceasta deplina măsură!

[4] Termen cu care înclin a nu fi de acord, căci holocaustul fiind un sacrificiu şi sacrificiul comportînd nişte preoţi-oficianţi şi o divinitate beneficiară, te întrebi ce Dumnezeu ar fi putut accepta un asemenea oribil sacrificiu şi cum, pe de altă parte, pot fi ridicaţi naziştii, implicit desigur, dar inevitabil, la rangul de "preoţi"! Metafora holocaustului îmi pare, prin urmare, nu doar periculoasă ci profund eronată, personal preferînd sintagma simplă dar precisă de genocid evreu!

noaptea, în timpul zilei deţinuţii trebuie să stea în picioare, cu mîinile ridicate, "eliberarea" venindu-le numai, temporar, de la vreun leşin şi, definitiv, de la moarte. Violurile sînt banale. "Violurile sînt practicate în proporţie de 100%, bărbaţii trebuie să se tîrască în coridor. Printre deţinuţi se aflau un băiat de 10 ani şi sora lui de 13 ani, arestaţi pentru "lipsă de documente". Băiatul a fost bătut, fata violată". O deţinută e vizitată de mama şi cele două fiice ale ei, ce plătesc "privilegiul" cu 5000 de ruble. Li se permite să se vadă 5 minute (1000 de ruble minutul). Apoi, bunica şi una din fete trebuie să plece, cealaltă, în vîrstă de 14 ani, fiind reţinută. "A fost bătută şi violată timp de patru zile, se auzea totul, a fost eliberată pe jumătate moartă, după trecerea unui soi de comisii". Aceeaşi "comisie" ("grup de inspecţie") a făcut în ianuarie turul celulelor. Fiecare trebuia să spună "sîntem bine hrăniţi, nu sîntem bătuţi", conform unei vechi reţete carcerale comuniste ce constă în a impune deţinuţilor ce ar putea avea vreun contact cu exteriorul, dar nu numai, tăcerea în legătură cu torturile şi vexaţiunile suferite : căci tăcerea victimei e inocenţa călăului. Ceea ce înseamnă că victima e singura conştiinţă a torţionarului, el, altminteri, neavînd niciuna.

Nemaiputînd, totuşi rezista la tortura prin neadevăr, adăugată celei fizice, un bătrîn a îndrăznit să ridice cămaşa tînărului său vecin, dezvelindu-i corpul contuzionat. "După ce a plecat comisia, au fost bătuţi îndelung". Alte cazuri. Unii deţinuţi capătă dreptul, scump plătit de rude, de a primi pachete. Fără îndoială, din pachetele în chestie nu ajunge la ei mai nimic însă, pentru ca totul să fie în regulă, fiecare e obligat să scrie cum că "totul merge bine, n-am de ce să mă plîng". E exact ce a făcut şi Zura Bitieva, fostă participantă la un "marş al păcii", deşi din celula aflată vizavi de cea a fiului ei Idris, un băiat slăbuţ, de 16 ani, nu putea ignora torturile la care era supus. "E negru de lovituri şi dinţii i-au fost piliţi" povesteşte "Musa".

Oricît de cumplită ar fi situaţia "la suprafaţă", infernul "celulelor ascunse", prin care "Musa" a trecut parcă pentru a da mărturie, rămîne incomparabil. "Acolo toţi aveau coastele rupte, degetele sau urechile tăiate, timpanele sparte. Oficial, deţinuţii aceştia nu mai există. Sînt lăsaţi să le crească barba pentru a fi apoi schimbaţi, ca luptători, pe prizonierii ruşi. Unul dintre ei a sfîrşit prin a semna o mărturie cum că ar fi luptat în precedentul război. L-au scos şi l-au bătut îndelung, apoi l-au dus. S-a auzit o împuşcătură. Apoi, ca să se acopere, gardienii au lansat zvonul că încercase să evadeze". Bunele obiceiuri torţionare comuniste nu se pierd : smulsă prin tortură, mărturia e întotdeauna fatală celui ce o face. "Musa" era, şi el, cît pe ce să "mărturisească", conform comenzii, că i-ar fi cunoscut pe comandanţii Cutare şi Cutare. Din fericire, în ultimul moment a izbutit să păstreze tăcerea. Dacă nu, ar fi fost cu siguranţă ucis, sau mai rău, trimis în lagărul de la Mozdok, din Osetia de Nord, de unde nu se mai întoarce nimeni. O excepţie, un tînăr readus de la Mozdok la Cernokosovo în schimbul a 5000 de dolari povestește că după torturile de acolo "nimeni nu se mai poate căsători, nu mai poate avea copii". În clar, asta înseamnă că la Mozdok prizonierii sînt castraţi. Un progres cert faţă de naziştii naivi, ce se mulţumeau să sterilizeze.

Miracol în miracol! "Musa" a fost consultat de un medic ce i-a găsit numai contuzii majore pe tot corpul şi în special în zona toraxului şi a coloanei vertebrale, la care se adaugă doar traumatismele craniene. Hrănit cu crupe de trei ori pe săptămînă, suferind permanent de sete, "Musa" a slăbit cu vreo 10 kilograme. În plus, pentru a completa meniul, fără îndoială, gardienii căpătaseră obiceiul să trimită jeturi de gaze lacrimogene în celule. În consecinţă, "Musa" s-a ales cu o tuse rebelă, fleac faţă de ceilalţi deţinuţi, dintre care cei mai în vîrstă ajunseseră să scuipe sînge.

La Piteşti, tortura izbutise să sufoce în deţinuţii români pînă şi ultimul rest de umanitate. La Cernokosovo deţinuţii mai tineri şi mai viguroşi s-au organizat pentru a fi cu schimbul "şefi de celulă". Nu în vederea vreunor avantaje personale, cum s-ar crede, ci pentru a-i proteja pe bătrîni şi pe bolnavi. Căci, la Cernokosovo, "şeful de celulă" e cel mai crunt bătut deţinut. Solidaritate mută, poate, în "lagărele de filtrare" prizonierii neavînd dreptul să vorbească, cel mult să geamă, însă solidaritate sublimă. Da, din toată umanitatea carceralizată, torturată, batjocorită în închisorile comuniste şi post-comuniste, putiniste şi răsputiniste, umanitatea cecenă e cea mai frumoasă. Se poate spune fără paradox, în abisala lor nenorocire, prin infernul torturii şi al unei bestiale ocupaţii străine, ridicat prin sublima sa solidaritate, prin invincibilul său curaj deasupra suferinţei şi ororii, poporul-martir cecen e cel mai fericit popor de pe pământ, cu siguranţă, incomparabil mai fericit decît poporul rus torţionar[5].

Război şi lagăr, violenţa militar-politică şi cea militar-socială, fuzionează în societatea totalitară a cărei structură o constituie, în conştiinţa, discursul şi acţiunea insului totalitarizat. Un exemplu al acestei fuziuni dintre represiunea totalitară şi războiul total, reprezentate de întreg exportul rus de oroare, e şi Komsomolskoe, un sat de 3000 de locuitori din sudul Ceceniei, făcut zob de "ordinea şi legea", haosul şi fărdelegea lui Putin. Pe 5 martie, în faţa iminenţei atacului armatei ruse, locuitorii încearcă să fugă, însă sînt încercuiţi şi mînaţi exact ca nişte animale, conform formulei ciborgoputinului, într-un soi de uriaş ocol, lagăr în aer liber carevasăzică, unde pentru a se apăra de frig nu se pot încălzi decît cu obuze. "Eram trataţi ca nişte vite. Nu aveam nimic de mîncat, copiii scormoneau pămîntul pentru a culege ierburi, locuitorii satelor din împrejurimi încercau să ne trimită pîine". Pentru a bloca orice tentative de evaziune, soldaţii ameninţă să tragă. Scopul mărturisit al acestui delir criminal fiind acela de a-i utiliza pe locuitori ca "scuturi umane" împotriva unor eventuale contra-atacuri ale luptătorilor ceceni. Opunînd spiritul acestor atrocităţi inutile şi ridicole, oamenii, aşezaţi conform tradiţiei în cerc (*zikr*), cîntă cîntece religioase. Contradicţia cu focul infernal al tirurilor e frapantă. Pînă să-i utilizeze ca "scuturi umane" împotriva unor combatanţi ceceni ce nu mai apar, ruşii îi folosesc, deocamdată, ca ţintă. Schijele omoară prunci, femei şi bărbaţi sînt asasinaţi în masă.

A treia zi, surpriză! Umani nevoie mare, ruşii propun să elibereze femeile şi copiii, însă, atenţie! "nici un bărbat între zece şi şaizeci de ani". Simţind capcana, femeile refuză să-şi părăsească soţii, părinţii şi copiii ce urmau, altminteri, să fie inevitabil masacraţi. În ziua a cincea, şeful satului, înţelegînd inutilitatea acestei staţionări sub obuze, cheamă la spargerea barajului : "Toţi împreună, şi dacă trag, continuaţi să înaintaţi". Ideea se dovedeşte salvatoare datorită sosirii pe teren a miliţiilor cecene "pro-ruse" ce opresc genocidul. "Dacă deschideţi focul, tragem" ameninţă acestea soldăţimea dezorientată.

Înfrîngerea, căci despre nimic altceva nu este vorba, suferită de hoardele haosului şi nevrozei în faţa unor oameni înarmaţi doar cu disperare, un curaj nebunesc şi o sublimă solidaritate dovedeşte fragilitatea infernului cînd confruntat cu valori veritabil umane. Dovedeşte, mai ales, că o putere bazată numai pe arme şi pe nici un principiu e sortită eşecului. Că, în fine, chiar şi pe acest lugubru pămînt, politica crimei nu mai rentează.

[5] Dacă la Piteşti s-ar fi găsit ceceni, canalia ţurcano-nicolskiană, putem fi absolut siguri, şi-ar fi rupt nu doar colţii ci şi gingiile în ei!

Pe un post de control de la intrarea în Groznîi, povesteşte Leila Hagimuradova, stă scris cu vopsea : "Bine aţi venit în infern". Dacă, însă, porţile infernului s-au mutat, deocamdată, la Groznîi, cheile infernului se găsesc, în permanenţă, la Moscova.

***

Pentru redactarea prezentului text ne-am bazat pe următoarele articole de presă : Anne Nivat, "Les hopitaux ingouches en détresse", *Libération*, 29-30 ianuarie 2000 ; Didier François, "Braves jusqu'à la mort", *ibidem* ; André Glucksmann, "Clichés arrachés à la nuit tchétchène", *Libération*, 28 februarie 2000 ; Véronique Soulé, "Opération Poutine. Comment le Premier ministre se sert de la campagne tchétchène pour asseoir ses ambitions politiques", *Libération*, 29-30 ianuarie 2000 ; Europaeus, "Carta securităţii secolului XXI", "Naţiunea", 4-10 februarie 2000 ; François Bonnet, "La capitale tchétchène «nettoyée» avant l'arrivée d'un émissaire du Conseil de l'Europe", *Le Monde*, 29 februarie 2000 ; François Bonnet, "La guerre en Tchétchénie sert d'argument de campagne à Vladimir Poutine pour la présidentielle", *Le Monde*, 22 martie 2000 ; Natalie Nougayrède, "En Tchétchénie, «la loi et l'ordre», selon Vladimir Poutine", *ibid*. ; Sophie Shihab, "Moscou aurait prévu de faire passer 150 000 Tchétchènes par les «camps de filtration»", *Le Monde*, 15 februarie 2000 ; Hélène Despic-Popovic, "Tchétchénie : Eltsine et Poutine coupables. Un rapport de la FIDH dénonce les crimes de guerre", *Libération*, 4 aprilie 2000.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, aprilie 2000

Gotov je!

Ciborgul de la Belgrad a explodat! Acumulînd la eşecurile şi la monstruoasele lui crime – din Croaţia, dar mai cu seamă din Bosnia, prin surogatul lui, Karadzici, "psihiatrul nebun", şi din Kosovo, unde se bizuise pe o altă figură de panoplie paranoidă, Arkan (recent eliminat) – o fraudă electorală de proporţii, măturat, în fine, de o revoluţie a restabilirii în drepturi a societăţii civile, Miloşevici a fost constrîns la "soluţia" la care recursese acum aproape 11 ani Ceauşescu : fuga!

Reziduu tardiv al erei totalitare evacuate în 1989, toate reflexele lui Slobodan Miloşevici rămîn cele ale aparacikului comunist. Bătut la urne, în ciuda falsificării rezultatelor – după o primă versiune a acestui meci electoral, prea vădit măsluită (44% la 41% în favoarea lui Miloşevici!), CEF se va fixa la 48,96% contra 38,62% în favoarea lui Voislav Koştuniţa, cu obligaţia unui al doilea tur de scrutin –, contestat din ce în ce mai virulent de o Opoziţie cu care ajunsese să se identifice întregul popor serb, pînă acum redus la lamentabilul rol de ostatec al unui obsedat al manipulării, de complice chiar al unui fanatic politic cu onestitatea de escroc impenitent, ciborgul belgrădean, păcălit de propriul lui cinism, a crezut că îşi putea permite cacealmaua supremă de a anula, pur şi simplu, alegerile (amînîndu-le pentru 23 iunie 2001!!) cu sprijinul neprecupeţit al unei "Curţi constituţionale" lingătoare de cizme, menite, asemeni omoloagei ei române – graţie căreia, în batjocura Constituţiei, Ion Iliescu va putea candida nestingherit pentru a treia oară – mai mult să legitimeze abuzurile decît să le preîntîmpine.

Actul scelerat al batjocoririi voinţei unui întreg popor şi al sfidării megalomanice a democraţiei, prin care alegerile erau transformate în farsa unei dictaturi agonizante de însăşi instituţia avînd ca vocaţie asigurarea funcţionării lor corecte, a fost denunţat, de altfel, şi de vice-preşedintele Alianţei civice a Serbiei, Dragor Hiber, consilier juridic al platfomei comune a opoziţiei democratice (DOS), ce afirma : "E o lovitură de Stat constituţională prin care un regim la ananghie se străduie să cîştige timp! Curtea (constituţională) nu dispune, juridic vorbind, de puterea de a anula pur şi simplu scrutinul. Competenţa sa se limitează la examenul tehnic al rezultatelor proclamate de comisie (comisia electorală federală, CEF n.m.). Singurul lucru pe care ar fi putut legal să-l facă ar fi fost să ceară comisiei modificări ale cifrajului ei sau chiar anunţarea unui nou scrutin într-un termen legal de cincisprezece zile". "Nu vom accepta niciodată decizia Curţii constituţionale, judecători sceleraţi ce vor să refacă scrutinul" declarară, fără menajamente, şi muncitorii din Ceaceak, localitate unde opoziţia anti-miloşeviciană e cel mai solid implantată.

Sarcastic, pentru un maniac al manipulării de teapa lui Miloşevici, capcana ce avea să permită eliminarea de pe scena politică – să sperăm că pentru totdeauna – a sanguinarului ciborg belgrădean i se datorează chiar lui în întregime. Într-adevăr, rău sfătuit, evaluînd, în orice caz, greşit capacitatea de mobilizare a unei opoziţii pe atunci divizate, casapul iugoslav a cărui politică genocidară provocase moartea a peste 250 000 de oameni în Croaţia, Bosnia, Kosovo şi, firește, în Serbia, modifică, printr-o manevră în care se poate presupune că nu vedea decît o ficţiune democratică în plus, Constituţia, introducînd, în iulie trecut, pentru prima oară în Iugoslavia, alegerile prezidenţiale prin sufragiu universal. Comitea, astfel, o greşală întru totul analogă mitingului popular ce declanşase, pe 22 decembrie 1989, prăbuşirea regimului lui Nicolae Ceauşescu, cu consecinţele binecunoscute. Mai mult, contînd pe absenteismul unei populaţii desensibilizate politic de acumularea dezamăgirilor, adîncirea precarităţii economice şi persistenţa eşecurilor politice, mizînd, probabil, în chip, la drept vorbind, cam naiv, pe

succesul unei campanii ce încerca să facă din opoziţie un fel de coloană a-5-a a NATO ce ar fi nutrit, vezi bine, sumbrul proiect de a plasa nu doar oropsita Iugoslavie ci întreaga Balcanie sub control occidental, Miloşevici suprimă regula cvorumului ce fixa participarea electorală la 50% din totalul înscrişilor pe listele electorale.

Fatală orbire a dictatorilor! Contrar calculelor de alcov ale lui "Slobo" şi ale Mirei Marcovici, această versiune cam tot pe-atîta de sinistră, a Elenei Ceauşescu, opoziţia îşi găsi un candidat nemaculat de complicităţi şi afaceri, în persoana lui Voislav Koştuniţa, jurist de formaţie ca şi Miloşevici, iar participarea la urne depăşi, parcă-n bătaie de joc, 75%, probînd, încă o dată, că răsturnarea tiranilor rămîne un incitativ decisiv chiar şi pentru popoarele cele mai puţin obişnuite cu libertatea. La Belgrad, unde se opuneau voinţa populară şi voinţa dictatorului decăzut, susţinut, într-o primă etapă, mai mult de inerţia şi ezitările maşinăriei totalitare, luate prin surprindere, decît de activitatea acesteia, mulţimea crescu spectaculos de la vreo 40 000 de manifestanţi pe 25 septembrie, imediat după prima tentativă de falsificare electorală a CEF, la peste 300 000 pe 5 octombrie, cînd, provocată de decizia infamă a Curţii constituţionale, manifestaţia organizată de opoziţie deveni de-a dreptul insurecţională. Rînd pe rînd, Biserica ortodoxă, ultranaţionaliştii serbi şi chiar presa oficială, altminteri abject aservită regimului, indicară ciborgului drumul pubelei. O depeşă a ultratotalitarei agenţii de presă Taniug sună ca o mărturisire a păcatelor : "Începînd cu acest moment, agenţia e cu poporul ţării sale (pînă acum, vădit, nu era! n.m.) şi va începe imediat să furnizeze informaţiile pe baza unor criterii profesionale, obiective (e inutil a mai insista asupra "criteriilor" anterioare acestei lăudabile decizii; tot n.m.)". Fireşte, nu trebuie să ne mirăm, înainte vreme, criteriile erau cu totul altele! La rîndul ei, agenţia independentă Beta transmitea, după o sursă a înaltei ierarhii militare (hm!), cum că armata avea să rămînă în cazarme "respectîndu-şi rolul constituţional".

Lumea pe dos! În loc să oropsească, precum pînă mai ieri, ziarele şi editurile opoziţiei, unica uzină de hîrtie de ziar a Serbiei, "Matroz", s-a trezit să anunţe că tocmai editurile şi jurnalele controlate de Stat înţelegea ea, de-acum încolo, să le năpăstuiască, lipsindu-le de hîrtie. Altă surpriză! Hagi-Dragan Antici, directorul cotidianului colaboraţionist (căci a colabora cu "ocupantul intern" tot colaboraţionism se cheamă, e bine ca jurnaliştii lingălăi ai iliescului să n-o uite!) *Politika*, un fel de "Scînteia" întîrziată, s-a pomenit pe biroul dumisale cu o scrisoare semnată de 50 de ziarişti, reclamînd, nici mai mult, nici mai puţin, decît o schimbare radicală a politicii redacţionale (bineînţeles, a concediat el pe loc trei dintre "rebeli", însă, ce folos, răul era făcut!). "Rebelii" fură urmaţi de confraţii lor din "presa vorbită", mai exact de la postul de radioteleviziune tot aşa de original denumit ca şi cotidianul în chestie, precum şi, oroare! de cei de la Radioteleviziunea de Stat serbă (RTS), atît de fidelă, altădată. Lucrurile nu s-au oprit însă aici.

Din păcate, minerii nu-i iubesc totdeauna pe dictatori, cum îşi mai închipuie, poate, Ion Iliescu. Nici nu apucase bine Zoran Gingici să cheme, pe 28 septembrie, populaţia la neascultare civică că, deja pe 29 septembrie, cei 7 500 de mineri din Kolubara, "carnea regimului" miloşevician, răspundeau primii la apel, intrînd în grevă. "Nu-l mai puteam suporta o zi în plus pe vampirul ăsta!" exclamară ei, cu violenţa unor proaspăt treziţi din dictatură, ce, fără a-şi găsi încă reperele politice, probau că nu le pierduseră, totuşi, definitiv pe cele morale. De altfel, opoziţia se vădi cea dintîi surprinsă de această reacţie. "Pînă în prezent, contestaţia izbutea cu greu să depăşească mediul social urban, intelectual. Kolubara a fost primul semn tangibil că clasa muncitoare, populară, unul din cele mai importante sprijine ale lui Miloşevici, îl părăsea

de-acum. Nu ne vine nici nouă să credem" spunea Goran Zalici, membru al alianţei democratice (DOS).

Pe drept cuvînt! La urma urmei, minerii din bazinul Kolubara, reputaţi "mai comunişti decît Tito" şi mai "belicoşi" decît însuşi Miloşevici, de altminteri decoraţi de dictator ca "eroi naţionali" pentru a fi restabilit curentul electric în timpul bombardamentelor NATO, reprezentau zona socială cea mai intens totalitarizată a societăţii iugoslave. De regulă, insul totalitarizat îl iubeşte pe dictator, văzînd în el *norma*, "normalizarea" şi chiar legitimarea propriilor sale fantasme politico-naţionaliste. Tot astfel, minerii din Kolubara îl iubeau pe Miloşevici. Am putea spune, cu pasiune. "Toţi serbii îl iubeau – ne povesteşte Zoran, unul din minerii "treziţi ca dintr-un vis" de înfrîngerea electorală a Ciborgului –. Era un adevărat conducător, capabil să ne transforme vieţile în epopee. Totul ni se părea mare cu el, ar fi putut să ne conducă oriunde ar fi vrut". Deja, din momentul decorării minerilor ca eroi naţionali, pe vremea bombardamentelor NATO, ceva-ceva, parcă, se detracase. "Ar fi trebuit să fim foarte mulţumiţi dar deja nu mai avea acelaşi gust. N-aş putea s-o explic, însă între noi şi Miloşevici e ca între un bărbat şi o femeie : deodată, nu-l mai iubeam". Insul totalitarizat, "femeia" dictatorului; e greu să nu vezi în asemenea "declaraţii de amor" rezultatul unor tehnici de manipulare a maselor analoge celor preconizate cîndva de Adolf Hitler! Pentru alţii, explicaţia acestei "cotituri" a minerilor din Kolubara e mai puţin misterioasă, în orice caz mai puţin sentimentală : "Uitaţi-vă ce a făcut din noi, cei mai viteji lucrători ai Serbiei, prinţii muncitorilor (sic!). În buzunare nu mai avem decît un tichet de cantină şi ţigări ieftine".

Oricare ar fi fost motivaţiile simbolice sau simplu practice ale "prinţilor muncitorilor" – şi oricît de instructivă s-ar putea dovedi analiza acestei revoluţii anticomuniste întîrziate, aparţinînd nu mai puţin seriei celor din 1989, în planul fenomenologiei politice şi al psihologiei maselor – importanţa imediată a grevei de la Kolubara în succesul, nu în alegeri, acelea fiind deja cîştigate, ci în finalizarea insurecţiei organizate, volens-nolens, de opoziţie nu poate fi subliniată suficient. Într-adevăr, Kolubara e cheia energetică a Serbiei, cei ce menţinuseră curentul electric în timpul bombardamentelor NATO putînd oricînd să scufunde Belgradul în întuneric şi să paralizeze întreaga maşinărie totalitară a Ciborgului sîrb. Totuşi, în ciuda imensei tensiuni ce scurtcircuitase regimul, provocînd trecerea în opoziţie a unei ţări întregi, ţinute în cumpănă doar de masivitatea terorii posibile şi a mijloacelor de represiune acumulate (poliţie, forţe speciale, armată), demoralizaţi de cei treisprezece ani de totalitarism miloşevician şi de deceniile de titoism, belgrădenii nu păreau capabili să impună politic avantajul electoral. Răsturnarea insurecţională a depins, deci, de intrarea în joc a unui partener neaşteptat : "Serbia profundă".

Situaţia a fost admirabil sezisată de Goran Marcovici, cineast, autorul documentarului clandestin *Rezistenţii din umbră*, într-un interviu dat lui Marc Semo în *Libération* din 6 oct. a.c. "Astăzi, atmosfera din Belgrad mi-o aminteşte pe cea din 1968, din timpul "primăverii de la Praga", pe care am trăit-o pe cînd studiam cinematografia în capitala cehă. E acelaşi amestec de nerăbdare, irealism şi ideal. O pagină a fost cu adevărat întoarsă. Trebuie să se întîmple acum sau puţin mai tîrziu. Oricum, Miloşevici e terminat. Sîntem pe cale să ne întoarcem la civilizaţie". De ce, în planul opoziţiei politice, provincia s-a dovedit mai radicală decît Belgradul? "La sfîrşitul bombardamentelor îmi luasem camera de filmat pentru a relata mişcările din oraşele mici ale Serbiei centrale ca Ceaceak, Kraguievaci sau Kralievo. Ca mulţi intelectuali belgrădeni, credeam că aveam de a face cu bastioane ale conservatismului, cu oameni manipulaţi şi îndoctrinaţi de regim. Or, era exact contrariul. Provincia […] era şi rămîne

în fruntea luptei, cum se vede din nou şi acum. Puterea lui Miloşevici se concentrează asupra capitalei. Desigur, acolo există ultimele mass-media libere dar, în acelaşi timp, societatea civilă a Belgradului a fost laminată şi demoralizată în timpul celor treisprezece ani ai regimului, mai ales începînd cu 1991. Oraşul s-a vidat de o mare parte a forţelor sale vii prin emigrarea spre ţările europene ca şi spre Canada, Australia sau Noua Zeelandă a vreo 400 000 de persoane, studenţi, ingineri, cadre dintre cele mai calificate ce căutau aiurea un viitor. Oraşul s-a schimbat, populat de cei ce trăiesc de pe urma sistemului, printre care numeroşi mafioţi şi criminali. În provincie, oamenii sînt mai puţin blazaţi şi mai morali. Oameni ce nu sînt militanţi s-au arătat capabili de veritabile acte de eroism individual. Reţelele societăţii, familia în primul rînd, au rezistat mult mai bine. În aceste orăşele fiecare ştie totul despre fiecare. Presiunea grupului e foarte puternică. Asta a putut constitui altădată un atu pentru regim. Această societate a basculat acum şi de cel puţin trei-patru ani face bloc împotriva regimului. Serbia profundă se îndreaptă împotriva Belgradului, şi trezeşte capitala".

Într-adevăr, o formidabilă maree umană, o colosală masă de fier se îndreptă împotriva regimului. Oamenii veneau mai cu seamă din Ceaceak, oraşul rebel, dar şi din Kolubara sau Niş, practic din toate localităţile "Serbiei profunde", aducînd cu ei, împotriva barajelor represiunii miloşeviciene, deodată extrem de fragile, "fierul", o desfăşurare teratologică a maşinilor, a muncii înseşi revoltate şi "militarizate", o procesiune fabuloasă a excavatoarelor, buldozerelor şi macaralelor gata să strivească cea mai vagă tentativă de rezistenţă a unei poliţii oricum delegitimate şi în derută. Impresia e, poate, mai puţin cea a "revoluţiei" decembriste cît a unei "mineriade" pe dos, antitotalitare şi anticomuniste, ce-ar fi venit să-i sprijine, iar nu să-i mătrăcească, pe opozanţii din Piaţa Universităţii. Nu fără a emite unele rezerve. "Mă mîhnesc aceşti oameni din Belgrad care, de o săptămînă, sînt incapabili să facă ceva serios" ofta careva de pe unul din aceste "excavatoare ale libertăţii". La propriu! Eroul incontestabil al zilei rămîne, însă, un bătrîn de 76 de ani, bineînţeles, tot din Ceaceak, ce, călare pe un buldozer, răsturnase toate barajele poliţiei ce blocau accesul centrilor nevralgic-simbolici ai muribundei puteri miloşeviciene, în special sediul televiziunii şi Parlamentul.

Dar formidabilă nu e doar mobilizarea acestei "Serbii profunde", pînă mai ieri în adoraţia Ciborgului, ce-şi manifesta acum frustrarea şi mînia contra manipulărilor inepte ale unui regim autist ci, într-un sens, şi mai impresionantă s-a dovedit solidarizarea, am putea spune fraternizarea, fie şi temporară, a practic tuturor "taberelor" şi "clanurilor" politice ale Serbiei. Adversari, în principiu inconciliabili, se pomeneau, nu prea se ştie bine cum, "soţi de arme", ca studenţii din organizaţia democratică "Otpor" ("Rezistenţă") şi ultranaţionaliştii, fervenţi ciborgofili în timpul masacrelor din Bosnia şi Kosovo, ajunşi în postura de "avangardă" a insurecţiei anticomuniste, ceea ce nu-i împiedica, de altfel, pe cei din urmă să strige din răsputeri "Jos NATO". Explicaţia ? "Miloşevici era, de fapt, un agent al americanilor. Să eliberăm Serbia" se avîntă, cam nesigur, unul din "cetnici".

Totuşi, în acel 5 octombrie 2000 al revoluţiei nu numai anticomuniste ci şi antineocomuniste serbe – ultima revoluţie anticomunistă, însă *cea dintîi* revoluţie antineocomunistă, în plus, victorioasă! –, pe la amiază, lucrurile erau departe de a se prezenta idilic. Piaţa Parlamentului, centrul insurecţional al zilei, e neagră de lume, străbătută, parcă, de o încordare ce-şi refuză explozia, de o aşteptare în care s-a instalat tacit deja moartea unui regim. Într-un sens, atît mulţimea, ce nu mai e decît o uriaşă acumulare de tensiune care-şi presimte descărcarea, o revoluţie în suspensie, cît şi poliţia poziţionată în faţă, dînd impresia că ar apăra fantoma unei

puteri defuncte, deja abolite de alegeri, simt că joacă într-o piesă cu deznodămînt anunţat, că reprezintă mai mult nişte roluri decît veritabile forţe în conflict.

Parcă pentru a depăşi, dar şi exprima cumva această stranie tensiune vidă, mai insuportabilă decît violenţa însăşi, la 12 şi 10 minute cineva din mulţime nu mai rezistă şi aruncă spre forţele de poliţie nimic mai periculos decît o sticlă goală. Imediat poliţiştii replică lansînd grenade lacrimogene. Dezlănţuiţi, manifestanţii asaltează Parlamentul. Peste tot strigăte de *Hai'mo! Haide! Svi u napad!* (Haidem! Haide! Toţi la atac!) şi mai ales de *Gotov je!* (E terminat! cu aplicaţie, bineînţeles, la Miloşevici) se amestecă cu fumăria lacrimogenelor. Pentru a se proteja, manifestanţii îşi pun pe faţă fulare umede, unii strigă : "Rămîneţi cu noi! O să vedeţi : n-o să ne lăsăm bătuţi. Ne-am săturat! Am trăit sub domnia fricii vreme de zece ani, acum nu ne mai temem. El, Miloşevici, trebuie să plece, noi n-o să ne mai lăsăm bătuţi!"

Cu toate acestea, primul asalt e respins. Haosul e general. Deasupra Parlamentului se ridică enormi vălătuci negri. Incendiu? Printre manifestanţii descurajaţi mulţi cred mai degrabă într-o provocare a poliţiei. "Am pierdut, acum avem de ales între încă zece ani [de dictatură miloşevicianã] şi o baie de sînge" murmură cineva. Discursurile oratorilor ce persistă să-l proclame preşedinte pe Koştuniţa se topesc în deprimarea generală. Vădit, panica nu e provocată atît de energia represiunii, relativ palide, cît de confruntarea prea brutală, pentru această mulţime încă prea totalitarizată, cu alternativa libertăţii.

Descurajarea, însă, nu durează mult. Studenţii înarmaţi cu bătătoare de base-ball revin la atac, antrenînd mulţimea galvanizată. Trei maşini, parcate imprudent în dreptul intrării Parlamentului, sînt incendiate, ferestrele sparte. De data asta, forţele speciale ripostează cu gloanţe reale, însă tăvălugul uman e covîrşitor. Intră în funcţiune şi simbolurile religioase. Printre primii manifestanţi ce urcă treptele Parlamentului luat cu asalt, un popă ortodox în mare ţinută. Sub dubla presiune a furiei populare şi a crucii poliţiştii cedează, refugiindu-se în clădirea Parlamentului de unde mai încearcă oarecum să opună rezistenţă. Vreo cincizeci dintre ei fraternizează cu mulţimea. Strîngerile de mîini şi îmbrăţişările ar putea părea, la limită, caragialeşti, de n-ar exprima un sentiment autentic de eliberare. La balcoanele etajelor superioare apar tineri salutînd mulţimea cu V-ul victoriei. Zvîrlite pe ferestre, portretele oficiale ale lui Miloşevici sînt imediat călcate în picioare de o mînie ce amestecă cioburile cu lacrimile şi cu treisprezece ani de dictatură. La orele 16 şi 30 de minute Parlamentul iugoslav era cucerit tocmai de poporul pe care în principiu avea vocaţia să-l reprezinte, punîndu-se astfel definitiv capăt la aproape şase decenii de ocupaţie internă titoistă şi miloşevicianã.

E drept, ca şi victoria, devastarea este şi ea completă. Clădirea Parlamentului e nu atît incendiată, cum s-ar fi putut crede cu cîteva ceasuri mai devreme cît inundată. Revărsîndu-se prin ţevile de canalizare sparte, apa a invadat toate etajele. Nimănui nu pare să-i pese, însă. Ca la căderea Zidului de la Berlin, fiecare vrea să zmulgă un "suvenir", o bucată de scaun, o frîntură de pupitru, hîrtii, lambriuri. Nu lipseşte mult ca clădirea Parlamentului iugoslav să se preschimbe în pavaj de piaţă ca altădată Bastilia! Pînă una alta, pe peluza din faţa intrării principale un fotograf a instalat imensul fotoliu roşu al preşedintelui adunării; cine vrea poate să se aşeze şi să se pozeze. De îndată, se formează o coadă. Un întreg arsenal poliţienesc de matrace, bîte, scuturi, căşti etc. răsare ca prin minune declanşînd un adevărat carnaval al represiunii învinse. După Parlament, comisariatele sînt la rîndul lor luate cu asalt. O unitate a forţelor speciale cu mîinile pe cap (un gradat poartă chiar cătuşe) străbate străzile, escortată de mulţimea batjocoritoare. Pe strada Takovska manifestanţi înarmaţi cu bîte gonesc ca pe o potaie un vehicul blindat al poliţiei. "Redutele" puterii miloşeviciene se predau una după alta.

Manifestanţii sînt pur şi simplu invitaţi să ocupe sediile regimului de către chiar cei ce le păzesc ca la cotidianul *Politika* unde la căderea nopţii paznicul deschide porţile mulţimii electrizate spunînd doar : "Intraţi. Inutil să folosiţi forţa : ne aşteptam rîndul".

Astfel, la orele 21 Voislav Koştuniţa putea să lanseze deja faimoasa sa proclamaţie : "Dragă Serbie eliberată, sînt mîndru de a fi fost ales preşedintele Iugoslaviei…". Proclamaţie ce constata, în fapt, decesul celui mai represiv regim balcanic al secolului, al ultimei tentative, deocamdată, de implant nazist pe planetă (dacă lăsăm deoparte "experienţa" putinistă din Cecenia).

Şi Miloşevici? Ei, da, "ciborgul"! Primele ştiri privind fuga dictatorului îl dădeau bunkerizat la Bor, localitate din sud-estul Serbiei, lîngă graniţele română şi bulgară (schepsisul e evident!). Însă agenţia independentă Beta semnala, la rîndul ei, decolarea a trei avioane Antonov, pe unul din care s-ar fi aflat Miloşevici, iar ABC, citînd surse ale serviciilor de informaţii americane, afirma că România (ne puteam aştepta la mai puţin?!) ar fi dat drept de intrare în spaţiul ei aerian pentru ziua de vineri unor avioane militare venind din Iugoslavia. Dacă astfel, într-adevăr, stau lucrurile, şi, din păcate, nu avem pricini de îndoială, noul test de duplicitate trecut cu strălucire de guvernanţii români, perpetuu complici cu "opoziţia" pe care sînt pe cale să o readucă la putere, ce ieri încă îşi deschideau, cu mult tapaj, spaţiul aerian aviaţiei NATO, iar mai azi monstrului celui mai abject zămislit în Balcani, după Ceauşescu-kon-soarta, bineînţeles, îndepărtează durabil România de ţelurile afişate cu atîta vervă prin televizii (intrarea în NATO sau, cealaltă glumă bună, în Uniunea Europeană!), demonstrînd imparabil, cui nu o credea încă, cum că tărîmurile valahe rămîn fidele mitologiei totalitare şi messianismului dictaturii, de nu cumva, regretîndu-l pe Ceauşescu, securitatea nu va fi vrut să "expieze", salvîndu-l pe Miloşevici.

Oricum ar sta lucrurile în această privinţă, chestiunea luă rapid o întorsătură mult mai puţin dramatică. Recunoscîndu-şi, probabil, în Miloşevici "sfîntul patron", modelul, adică, al masacrelor perpetrate de el însuşi în Cecenia, transpirînd de frica TPI şi temîndu-se, desigur, de o soartă similară, în cazul în care l-ar fi abandonat pe tiranul sîrb furorii populare, Putin părăsi în catastrofă India, expediindu-l la Belgrad, după o rapidă consultare, pe ministrul de externe al Rusiei, Igor Ivanov. Intervenţia lui Ivanov într-o situaţie în sine clară, unde Rusia nu avea practic nici un temei de amestec, nici vreo legitimitate în calitate de "arbitru" al unui proces electoral dintr-o ţară străină relevă, pe de o parte, profunda ambiguitate a politicii ruse ce nu poate renunţa nici la "fiefuri", nici la reflexele ei imixtionist imperialiste, pe de altă parte, însă, şi mai adînca ambiguitate a statutului politic al Serbiei ale cărei schimbări de putere par să depindă, în chip decisiv, nu de voinţa poporului sîrb – în ciuda unui naţionalism şi unui suveranism fanatic afirmate, mergînd pînă la comiterea unor atrocităţi indescriptibile, perfect comparabile cu ororile nazismului şi cu cele mai bestiale excese ale stalinismului sau ale comunismelor asiatice, chit că, în privinţa asta, nici cu sadismul comuniştilor români n-are de ce să ne fie ruşine – ci de voinţa "Sublimei Porţi" moscovite.

În acest context, faptul că venirea mesagerului Moscovei l-a determinat pe Miloşevici să iasă din bîrlog, fie că părăsise Belgradul, cum credea toată lumea, fie că nu (conform unor speculaţii), abia de mai are vreo importanţă. Deocamdată, politic, soarta sa e pecetluită, rămînînd de văzut doar dacă, în ciuda repulsiei afişate de Koştuniţa faţă de TPI, monstropreşedintele sîrb va fi, da sau nu, predat instanţelor internaţionale odată cu ceilalţi asasini, în principal Karadzici şi Mladici, în vederea indispensabilului proces al (neo)comunismului iugoslav, cealaltă posibilitate constînd în judecarea pe loc, în Serbia însăşi, a criminalilor. Sarcina lui Voislav

Koştuniţa nu se anunţă, deci, prea uşoară, atît în planul curat politic cît şi în cel al evacuării ideologiei şi simbolicii miloşeviciene. Succesul economic depinzînd, evident, de capacitatea de regenerare politică, restabilirea încrederii occidentale, fără de care Serbia, chiar scăpată de embargo, nu poate funcţiona, e direct proporţională cu aptitudinea noii puteri de a eradica structurile totalitare şi restaura democraţia în ceea ce se mai numeşte încă Iugoslavia. În caz contrar, penalitatea constînd, firește, în desprinderea din "federaţie" a Muntenegrului şi, eveniment deloc imposibil, a Kosovoului. Mai ales din acest punct de vedere, judecarea şi condamnarea efectivă, iar nu într-un mini-Nürnberg de operetă, pentru crime împotriva umanităţii, a sinistrei triplete Miloşevici-Mladici-Karadzici (con compania) posedă o valoare simbolic-politică ce se dispensează de explicaţii. Cu îndeplinirea acestor condiţii, e posibil ca Serbia să iasă din tunelul ororii în care se aruncase singură, intrînd în fine pe calea reconstrucţiei umane şi a prosperităţii.

Dar România? Ţară vecină şi prietenă de o incredibilă fidelitate, cel puţin cît timp ciborgul belgrădean se mai afla la putere, şi, am văzut, chiar şi după ce o pierduse, situaţia României faţă cu revoluţia democratică serbă e dintre cele mai interesante. Şi asta, poate în primul rînd, pentru că acum, diverşii nostalgici ai erei ceauşiste pot afla răspuns direct la torturanta (pentru ei cel puţin!) întrebare : "ce s-ar fi întîmplat dacă Ceauşescu ar fi supravieţuit loviturii de stat iliescane?" Într-adevăr, românii, splendid plasaţi în primele loji geopolitice, au imensa şansă de a putea contempla în direct şi pe săturate "viaţa paralelă" a unei naţiuni cu care prezintă, orice s-ar zice, enorme similitudini structurale şi situaţionale, a unei naţiuni ce, tocmai eliberate de "Ceauşescul" ei, la drept vorbind mult mai odios decît "odiosul", dacă e să calculăm după numărul cadavrelor livrate, e pe cale de a se elibera de propria ei fatalitate totalitară, fără complezenţele atît de dragi inimii româneşti, ci dimpotrivă, cu o "cruzime" pe care un Cioran, cel puţin, ar fi aprobat-o pe de-a întregul. "Imaginile televiziunilor arătau fete machiate şi credeam că toate astea erau propagandă – povesteşte Miriana, vînzătoare într-un "butic" de modă –. Cînd NATO a bombardat Belgradul, le-am înţeles pe fetele din Saraievo. Şi eu mă îmbrăcam în fiecare dimineaţă elegant şi mă machiam cu grijă înainte de a ieşi. A rămîne demnă era singurul chip de a suporta situaţia. Era adevărat pentru noi ca şi pentru ele". "Avem cea mai mare concentraţie de criminali de război din Europa – acuză Borka Pavicevici, regizoare de teatru, fondatoarea Centrului de decontaminare unde se reuniseră puţinele asociaţii opuse războiului –. E necesar ca sîrbii să afle ce au făcut unii dintre ei. Întreaga societate trebuie să fie *decontaminată* şi *decriminalizată* (s.m.). Prea multe persoane şi-au închipuit că crima e singurul mod de viaţă şi că rentează". "Va fi necesară o foarte puternică presiune pentru a obliga DOS (Opoziţia democratică sîrbă) să examineze un trecut care deranjează şi-i compromite pe unii din liderii săi" adaugă ea. "Astăzi, situaţia e mai rea decît după al-II-lea război mondial – explică Nikola Barovici, apărător al drepturilor omului în Serbia –. Pe atunci se mai putea spune că pricina masacrelor dintre popoarele Iugoslaviei fusese ocupaţia nazistă. Viitorul nu era mort. De data asta, totul a izbucnit în momentul chiar cînd societatea tocmai începea să se liberalizeze după o jumătate de secol de comunism. Din noi şi numai din noi înşine s-a născut tragedia. O să păstrăm mereu în noi teama că ar putea să se reproducă. Cum să judeci aceste elite intelectuale ce au predicat naţionalismul şi ura (inter)etnică? Şi cum să judeci pasivitatea gregară a unei întregi societăţi ce a făcut posibilă oroarea?". "Germanilor le-a trebuit un sfert de secol şi o schimbare de generaţie pentru a înfrunta cu adevărat chestiunea (culpabilităţii lor în cel de al-II-lea război mondial n.m.). Invectivele morale nu servesc la mare lucru. Cel mai urgent e să le facem cunoscute oamenilor faptele, să-i confruntăm cu ceea ce s-a petrecut realmente în Croaţia, în Bosnia sau în Kosovo" observă şi Drinka Goikovici, scriitoare şi

traducătoare serbă. “Nu reuşesc să facă legătura între ce au suportat şi votul pe care l-au dat incitatorilor la război – îşi analizează compatrioţii psihiatrul Vladimir Jovici –. Am consultat multe victime, soldaţi traumatizaţi şi chiar cîţiva probabili criminali de război atinşi de tulburări grave, dar niciodată unul singur măcar din acei intelectuali ce au predicat, în cursul anilor, naţionalismul şi războiul”. “Elita sîrbă e, în primul rînd, responsabilă – întăreşte şi Veran Matici, fondator al postului de radio B2-92 şi preşedinte al Asociaţiei de media electronice independente –. Eu însumi ca sîrb, şi deşi adversar dintotdeauna al regimului, nu pot decît să mă simt responsabil pentru ceea ce s-a petrecut. Însă responsabilitatea colectivă, care este un dat sociologic şi cultural, nu e sinonimă cu culpabilitatea colectivă, ce e o absurditate”. Partizan al judecării urgente a criminalilor de război, în primul rînd, bineînţeles, a lui Miloşevici, Matici remarcă judicios : “dacă procesul se va ţine la Haga, sîrbii vor zice că nu e un adevărat proces, însă dacă va fi judecat numai de un tribunal din Belgrad, victimele bosniace, croate sau albaneze vor considera că nu li s-a făcut cu adevărat dreptate”, sugestia lui constînd în crearea unui tribunal deschis, permiţînd colaborarea judecătorilor sîrbi cu TPI-ul şi cu magistraţi veniţi din Saraievo, Zagreb şi Priştina.

Cealaltă soluţie fiind – desigur, ne mai putem îndoi? – alegerea Ciborgului, izgonit cu ruşine din Serbia ce se vrea “decontaminată” şi “decriminalizată”, ca preşedinte al unei Românii ce nu mai nutreşte demult asemenea ambiţii, caz în care pînă şi Ion Iliescu ar fi de acord să se dea la o parte pentru a face, în fine, loc unui asasin mai mare decît el! Dînd astfel, pe deasupra, prilejul unui electorat, oricum buimac, să reexperimenteze pe epidermă proprie, de vreme ce a uitat, ce idee bună poate fi comunismul şi cît de bine poate fi ea aplicată.

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, octombrie 2000

Ce vor ei ? (II) - partea a 3-a: Războiul lui Putin sau genocidul drept campanie electorală

Imitaţie paradoxală, prin bestialitate şi lagăre, a sinistrelor războaie miloşeviciene, iar prin mijloacele tehnice, strategie şi armament a intervenţiei NATO ce a pus, tocmai, capăt, respectivelor războaie, războiul declanşat de Putin împotriva Ceceniei s-ar zice că e unic în istoria "scăldată'n sânge" a Rusiei.

Unic, pentru că mijloacele militare au fost subordonate unor metode tipic KGB-iste, pentru că e, din toate punctele de vedere, un război al KGB-ului, pus la cale nu exclusiv de Putin, o marionetă, în fond, a sîngerosului imperialism rus, ci de segmentul obscur ce conduce "conducerea" acestei organizaţii ciborgiac asasine, pentru că Armata Roşie, cu toată generălimea ei fanatic paranoidă, n-a avut altceva de făcut decît să aplice, extrem de stîngaci, un scenariu conceput "de la A la Z" de "comisariatul nocturn" al KGB-ului, al FSB-ului, mă rog. De asemeni, pentru că în acest război, cinismul cel mai brutal, mai abject şi mai sadic şi-a propus şi, intern, utilizînd un conglomerat inomabil de calomnie şi crimă, a reuşit să "justifice" masacrarea unui popor, poporul-martir cecen, prin pervertirea, asasinarea şi înşelarea deliberată a altuia, poporul rus, împins, prin atentate avîndu-şi sursa în zona cea mai sumbră a puterii necrototalitare, în rolul nefast de călău de popoare[1]. Dar şi pentru că în acest război, un pogrom, de fapt, în sensul etimologic al termenului, de 'distrugere totală' (< po-gromit') a unei comunităţi, a unei naţiuni – iată, acum, după poporul evreu, dur persecutat de imperialii ruşi mult înaintea naziştilor, poporul cecen, analogie confirmată şi de prezenţa căzăcimii în echipele torţionarilor din lagăre (semn că bunele obiceiuri din vremea ţarismului nu s-au pierdut chiar de tot) – torturile contează tot atît ba chiar şi mai mult decît tancurile, asasinatele covîrşesc avioanele iar bombardamentele nu sînt altceva decît un caz al declinării lagărelor. În fine, pentru că în ăst război al terorii şi infernului, destinat parcă să stîrnească oroarea planetei şi prin faptul că toate formulele injurios retorice ce se potriveau aşa de bine asasinilor – "terorişti", "bandiţi", ei da, "animale"! – au fost sistematic proiectate asupra celor asasinaţi, nici o lege militară sau civilă, umană sau divină nefiind respectată altfel decît în batjocură, de barbaria invadatorilor, nici viaţa, masacrată, nici moartea, bombardată, nici copilăria, violată, nici bătrîneţea, flagelată. E ceea ce rezultă şi din raportul de 55 de pagini prezentat de FIDO, ce, evocînd situaţia "la limita catastrofei umanitare" – în realitate, mult dincolo de această limită – a celor 100 000 de deplasaţi interni, ca şi a celor 200 000 de refugiaţi ceceni din Inguşia, bombardarea spitalelor şi a convoaielor, între altele a unei coloane de refugiaţi cărora autorităţile ruseşti le promiseseră un "coridor securizat", conchide : "Mărturiile culese asupra bombardării satelor cecene relevă fie absenţa oricărei somaţii, fie refuzul de a negocia ieşirea populaţiei civile într-un coridor umanitar înainte de începerea bombardamentelor sau, atunci cînd un astfel de acord este totuşi stabilit, răstimpul prea scurt acordat refugiaţilor, ce nu permite ieşirea din perimetrul vizat a refugiaţilor. Toate aceste informaţii confirmă că bombardamentele sînt masive şi oarbe, provocînd moartea a sute de persoane".

[1] *Mutatis mutandis* cele de mai sus pot fi aplicate în chipul cel mai strict, deşi la o scară incomparabil mai mare, Siriei unde jumătate din populaţie (cam 12 milioane) a fost forţată la exil extern, în vreme ce cealaltă jumătate (alte vreo 12 milioane) rătăceşte prin labirintul ororii într-un fel de exil intern. Asta încă azi. Rîndul cui mîine? Bielorusia, Ucraina, Ţările Balte, Republica Moldova – sau chiar România, Polonia, Slovacia, Cehia?... Spre ce pustiu planetar ne îndreaptă Rusia, cu "coada" ei, China sovietică?...

Parcă vrînd să dea sînge şi trup abstracţiei acestor analize ale ferocităţii, Luiza Mikaeva, o refugiată din Alhan-Iurt, povesteşte : "La 3 dimineaţa, Ramzan a bătut la uşa noastră şi ne-a povestit că soldaţii ruşi îl omorîseră pe Hanpaşa Dudaev. Mai întîi, au aruncat o grenadă… Au văzut că mai trăia încă şi atunci au folosit un aruncător de flăcări şi l-au ars de viu spunînd : "Ticălosule, mai trăieşti!". Apoi au deschis gazul. Cînd au plecat, Ramzan a fugit. Pe cînd ne povestea asta am auzit casa bătrînului explodînd. Apoi, au mai ars 5 sau 6 case. Trăgeau în orice, şi în animale. Spuneau : "Avem ordin ca în trei zile să nu mai lăsăm nimic viu aici"."[2]

Unic, de asemenea, pentru că e singurul caz din istorie – şi, cu atît mai mult, din istoria Rusiei, stat cu "democraţia" infantilă – cînd un război, sau, ca să spunem lucrurilor pe nume, un genocid funcţionează pe post de *campanie electorală.* Jocul de-a masacrul sfîşeşte într-un joc mediatic mai sălbatic decît cel dintîi. Tragedia lagărelor şi a distrugerii sistematice a unui popor se transformă în comedia abjectă a declaraţiilor pompieristice şi a sloganurilor. Demn moştenitor al senilităţii militariste elţiniene şi al psihozei imperialiste ruseşti, Putin (al cîtelea ? căci manechinele astea au o durată de viaţă limitată, numai numele subzistă, agăţat de-o pioneză în cîte un clon), ridicol avorton cocoţat pe piedestalul morţii, încerca, încă de pe 14 decembrie (ca din întîmplare, cu ocazia unui misil balistic), să dea genocidului cecen dimensiunea unui avertisment, obscur, în plan politic, însă destul de limpede în cel al agresivităţii naţionaliste, adresat, indirect, Occidentului. "Rusia nu va permite să i se vorbească limbajul forţei, noi posedăm un scut nuclear" (adică spre deosebire de sîrbi, pentru Putin Kosovo fiind, probabil cam tot atît de rusesc ca şi Cecenia!). "Ceea ce faceţi e necesar ţării", întărea el pe 1 ianuarie, încurajînd soldăţimea genocidară "e vorba de a recupera onoarea şi demnitatea Rusiei (prin masacru, curat "onoare" şi "demnitate" n.m.), dar şi de a pune capăt dezastrului Rusiei". Episodul electoral cu Putin "pilotînd" un Suhoi 27, ba mai transportînd, pe deasupra, "valiza nucleară" merge, negreşit, în acelaşi sens.

Obsesia ce transpare prin aste fantasme verbale e aceea a unei "Rusii puternice", potenţial expansioniste, ca şi ideea perfect absurdă, produs caracteristic al unei logici strîmbe, că o catastrofă a umanului ar putea stăvili catastrofele politice ale unei ţări, din păcate, specializate în dezastru. Senilizate de catastrofă. Deşănţat "argument electoral", genocidul devenit, în codul putinian post-sovietic sinonimul "normalizării", sau mai degrabă "normalizarea" însăşi – altădată s-ar fi spus "pacificare" – nu e decît o proiecţie sovietică a "soluţiei finale" naziste. "Societatea s-a unit în faţa noii ameninţări. Am devenit mai puternici" clamează Putin, căruia, hotărît, îi convine să-şi interpreteze crimele la modul defunctei URSS ("bastion al păcii e!", ca, bunînţeles, luptă împotriva "imperialismului internaţional". Îi convine sau, tîrît de limba de lemn, nu poate face altfel.

Îi convine lui – sau mai degrabă convine segmentului de putere ce-l manipulează, ca orice dictator, Putin nefiind decît o convenţie politică, o fantomă de limbaj – în măsura în care identificarea independenţei cecene cu un "complot capitalist mondial", cu o "conspiraţie", carevasăzică, vizînd nici mai mult nici mai puţin decît integritatea patriei, paterne după

[2] E discursul unei armate de fantome, armata unui popor de zombii, a poporului rus complice. Căci în ce mă priveşte, nu mai cred demult în inocenţa popoarelor ce atrag ca magnetul dictaturile, singurele sub care, s-ar zice, complet deresponzabilizate, se simt bine, în ciuda suferinţelor. Într-adevăr, există ceva mai mizerabil decît Rusia, această ţară locuită majoritar de alcoolici, ce se crede mare imperiu şi ceva mai mizerabil ca ruşii, ăşti "imperialişti" de crîşmă! Pe care vodca, mai mult decît orice altceva, vodca ca o pocăinţă, e pe cale să-i extermine...

etimologie dar materne după gen şi sentiment, permite, pe de o parte, tratarea în consecinţă a oricăror veleităţi analoge de pe teritoriul "Federaţiei", pe de altă parte, însă, poate cel mai important, pentru că deschide calea militarizării unei societăţi delicvescente şi a unei restalinizări a Rusiei ce nu e nici măcar obligată să-şi spună numele. În felul acesta, orice revolte viitoare, mai mult decît probabile într-o ţară unde corupţia absorbind aproape integral bogăţiile dinăuntru şi ajutoarele dinafară, rubla nu mai ajunge pentru plata salariilor şi întreprinderile tipăresc "monedă proprie", orice tentative disperate de a obţine libertate sau, ca să spunem aşa, pîine pot fi, în chipul cel mai comod, asimilate vreunei maşinaţiuni trădătoare de oligarhie şi matrie şi reprimate, după obicei, cu tunul, tancul, bombardierul sau lagărul.

Este, în fond, extrem de curios! Deşi în Rusia salariile se plătesc, de cele mai multe ori, în cuie, cîrnaţi, pingele şi altele[3], în funcţie de specificul întreprinderii în chestie, "achiziţiile", cîte erau, făcîndu-se, pur şi simplu, prin troc, un paznic de noapte al oligarhiei elţiniene – el însuşi băgat pînă-n gît în matrapazlîcuri ca cel datînd, deja, din 1991, cînd, chipurile pentru a aproviziona Petersburgul, organizase un troc grandios, materii prime în valoare de 122 milioane de dolari fiind schimbate pe … 2 cargouri cu ulei de bucătărie! – fără alt program decît adăpostirea mafiei din care face parte îndărătul unui tabu ideologic, comunist ieri, naţionalist azi, ajunge să fie perceput ca un simbol al legii şi ordinii, al luptei anti-corupţie şi al justiţiei, ca "salvator al naţiei", carevasăzică, pentru sinistrul motiv de a fi ridicat genocidul la rang de principiu politic şi de a fi făcut din vărsarea torenţială de sînge un fel de compensaţie a catastrofei economice, oferind unui popor redus la mizerie spectacolul unui popor redus la neant. Asta deşi anihilarea poporului-spectacol – poporul-martir cecen vădit destinat de Putin exterminării – reprezintă anticiparea şi modelul tehnicilor şi masei represive cu care ar urma să fie confruntat poporul-spectator de-ar îndrăzni să-şi dea în petec, cerîndu-şi, de pildă, drepturile politice, economice şi umane sau persistînd, inoportun, în vreo mişcare socială nedorită de oligarhie. Război electoral, războiul anti-cecen e, de asemeni, şi nu în ultimul rînd, război de antrenament.

Să se fi înşelat, dară, romanii? Şi sîngele, doar, – mă rog, "jocurile", adică, jocul de-a războiul în special! – fără plicticoasa de pîine, să fie suficient pentru guvernarea satisfăcătoare a unui popor? Cel puţin, a poporului rus! Un fel de eucaristie în care bei fără să mai mănînci...

Dar, poate, nu putea face altfel! Într-adevăr, produs al formei celei mai acute a Imperiului Nevrozei, cea sovietică, ba chiar, neoţar sovietic, cum îl arată "încoronarea" recentă, într-o mult mai mare măsură decît însuşi Elţin ("ţarul Boris") – Gorbaciov aparţinînd unui model diferit, oarecum intermediar, al puterii nevrotice –, Putin *nu putea* să nu recurgă la arsenalul retoric al stalinismului, mai mult decît la al "sovietismului" pur şi simplu, pentru motivul elementar că pentru el, ins totalitarizat, deci metabolic represiv, înainte de a fi devenit dictator totalitar (i.e. fantomă lingvistică a naţiunii totalitarizate), ca şi, de altfel, pentru majoritatea electorală a ruşilor, modelul "ocupaţiei interne" reprezenta singurul pe care sistemul imperial, funciar anti-democratic, era în stare să se replieze, recuperîndu-şi încă, nealterate, coordonatele. Regăsim, astfel, pe altă cale, sau poate pe aceeaşi, ideea oribilului "contract al complicităţii" sau, mai net, a "contractului crimei", specialitate proprie "ocupaţiei interne", dintre puterea totalitară şi comunitatea totalitarizată, contract iniţiat, desigur, de cea dintîi însă *vrut,* adesea cu obstinaţie, de cea din urmă. Trebuie să ne mirăm, oare, că personajul (în ocurenţă, Putin însuşi) ce resimţise

[3] Ca altădată, în România, în mere...

implozia totalitarismului sovietic ca pe "o boală incurabilă : paralizia puterii" se va fi grăbit să restabilească, cu cea dintîi ocazie, ăst "contract" dintre "putere" şi "popor", parafat, bineînţeles, cu sîngele victimelor cecene – cum altfel nici n-ar fi fost posibil! Ne-o spune în chipul cel mai neted chiar Putin : "Cînd puterea face dovadă de nehotărîre, poporul nu i-o iartă".

Sîntem, la drept vorbind, destul de departe de ideea sîngelui ca "joc". Locul gladiatorilor, expresie a bestialităţii ludice şi, în fond, rituale romane, îl iau naţiunile, cel al arenelor de circ, ţările înşile : mai ieri, Afghanistanul sau Transnistria generalului Lebed, azi Cecenia, mîine întreg Caucazul sau alte "Cecenii"[4]. Sîngele însuşi e, în aceste condiţii, mai puţin "spectacol" cît un numitor comun al crimei, un soi de liant nutritiv întemeind un pact de vampiri. Vampirismul de stat al Imperiului Rus. Altfel spus, pentru a se face acceptată de "masele populare" de pe întinsul Rusiei, "ocupaţia internă" (auto-ocupaţia, carevasăzică) nu trebuie defel argumentată, legitimată, justificată ci doar, însă de data asta imperativ, să treacă un test al ferocităţii, o încercare monstruoasă a cruzimii prin care masa totală a abuzului să ocupe complet nu doar spaţiul oricărei revendicări umane posibile, nu numai întregul volum social, politic sau, ca să zicem aşa, juridic ci "sufletul" şi "mintea" fiecărui ins al comunităţii totalitare totalitarizate, pînă şi frica.

E cît se poate de clar! Pentru ca societatea totalitarizată să se supună puterii totalitare – şi ce putere ar mai fi aceea de n-ar fi totalitară! – e indispensabil ca aceasta din urmă să-şi probeze, cumva, capacitatea de dăunare şi distrugere, aptitudinea represivă, mă rog, luînd ca ţintă fie un segment social (e ceea ce a făcut, fără însă să se oprească la unul singur, stalinismul), fie (tot asemeni stalinismului, fără îndoială) să ia la refec, dar fără sentimentalism inutil, vreuna sau alta din etniile, oricum mereu nesupuse, ce dau atîta culoare imperiului rus, "închisorii popoarelor", pardon, "federaţiei"[5]! Adică exact ce s-a grăbit să facă Putin, om, pe bună dreptate, providenţial ce a înţeles că pentru restabilirea coeziunii sociale şi a încrederii era nevoie – nu, nu de reforme economice, oricum imposibile, ce ar fi antrenat, cel mult, o scădere a beneficiilor "familiei" – ci, aţi ghicit, de o mică mare de sînge, oricum nu mai mult decît necesar pentru ca omul-rus să-şi poată compara avantajos situaţia (şi vă rog, spuneţi-mi ce altceva e bunăstarea decît comparaţie) cu cea bombardată, torturată, asasinată a neomului nerus dat de exemplu! Hotărît, de n-ar fi existat, poporul cecen ar fi trebuit inventat, dar şi Putin!

Poate, însă, că cea mai bună explicaţie a *necesităţii* – iată-ne deveniţi concilianţi, ba chiar de-a dreptul în-ţe-le-gă-tori! – sociale, nu-i aşa, dar şi politice şi, mai cu seamă, educative a războiului II anti-cecen, piatră de temelie a construcţiei Rusiei noi, puternice, putiniene, o găsim, fie şi în chip indirect, în *Arhipelagul Gulag* de Soljeniţîn. Episodul e cunoscut. Devenit celebru, în prag de premiu Lenin (te joci!), Soljeniţîn încearcă, destul de timid, la drept vorbind, a-şi uza proaspăta influenţă pentru a obţine o anume ameliorare a situaţiei "locuitorilor" arhipelagului (z/k, abreviere de la *zakliucionnîi,* deţinut), pomenindu-se, oarecum prin surprindere, primit într-o audienţă pe care n-o solicitase de însuşi Igor Ivanovici Karpeţ, directorul Institutului de studii ale cauzelor criminalităţii, ba şi vicepreşedinte, precum colacul de deasupra pupezei, al Asociaţiei internaţionale a juriştilor democraţi (sic!).

[4] Siria, deocamdată, cum ştim – dar poate că mîine întregul Pămînt!

[5] Vezi *infra* "Rusia sub avalanşă" unde ne referim la proiecţia neo-soljeniţiană a imperiului rus ca tapiserie multicoloră!

"Se ridică să mă întîmpine cu un aer de ostilitate dispreţuitoare (cele cinci minute, cît a durat conversaţia noastră, cred că le-am petrecut în picioare) ca şi cum aş fi insistat teribil să obţin această întrevedere şi el ar fi sfîrşit prin a mi-o acorda ca să scape de mine. Figura lui exprima, în primul rînd, bunăstarea omului ghiftuit, în al doilea rînd, fermitate, în al treilea rînd, dispreţul (asta pentru mine). Fără să-i pese că-şi strică bunătate de costum, purta, înşurubată la piept ca o decoraţie, o insignă mare, reprezentînd o spadă verticală al cărei vîrf străpungea ceva, şi pe care se puteau citi trei litere : MVD. … "Ce e? despre ce e vorba?" Şi-şi încruntă sprîncenele. N-aveam nici o nevoie să-i vorbesc, dar, pentru că intrasem, repetai, mai mult din politeţe, ce le explicasem şi celorlalţi. "Ah, ah!". Juristul democrat părea să ştie tot ce nu-i spuneam. "Să liberalizăm? Zăhărel pentru z/k?!". Şi, dintr-o dată, cînd nu mă mai aşteptam, primii toate răspunsurile pe care le căutasem în zadar printre marmuri şi oglinzi.

Să ridicăm nivelul de trai al deţinuţilor? *Imposibil!* Căci muncitorii liberi, cu care intră în contact, ar duce-o, atunci, mai rău decît ei, ceea ce nu se poate admite.

Să acceptăm ca pachetele să fie frecvente şi voluminoase? *Imposibil!* Căci asta ar avea o influenţă proastă asupra supraveghetorilor, ce nu primesc, ei, provizii din capitală.

Să dojenim personalul supraveghetor, să-l educăm? *Imposibil!* Ţinem prea mult la el! Nimeni nu mai vrea să facă meseria asta, ori nu putem plăti salarii mari şi avantajele au fost suprimate.

Nu aplicăm deţinuţilor principiul socialist al remunerării muncii? S-au şters singuri din societatea socialistă!

Bine, dar scopul nostru nu este, totuşi, acela de a-i readuce la o viaţă normală?… "Să-i readucem la o viaţă normală ???…" strigă "purtătorul-de-spadă", pe culmile uimirii. Lagărul nu e făcut pentru asta. Lagărul este o PEDEAPSĂ! … Arhipelagul a fost, Arhipelagul este, Arhipelagul va fi!" (traducerea mea după *L'archipel du Goulag,* Seuil, 1976, tome 3, pp. 432-433)[6].

Dacă, pînă acum, monstruozitatea şi cinismul măcelului anti-cecen ne plonja în cea mai terifiată perplexitate, pornind de aici putem, în fine, pricepe resorturile gîndirii putiniene, exact ca şi cum noul Karpeţ ne-ar fi primit, inopinat, într-o audienţă pe care n-o solicitasem, decis să ne răspundă la întrebări pe care nu i le-am fi pus niciodată. Iată!

Să punem, pur şi simplu, capăt acestui război dement, conceput în "laboratoarele" KGB-ului (pardon, FSB-ului) ? *Imposibil!* Dacă am face-o, lipsit de derivativul cecen, poporul rus s-ar întoarce asupra lui însuşi şi ar vedea mizeria fără sfîrşit, umană întîi dar şi materială în care l-au cufundat jafurile şi nemernicia noastră (nu trebuie uitat că "Putin" vorbeşte n.m.), aşa că, pînă la urmă, ca să ne păstrăm privilegiile şi profiturile, am fi nevoiţi să-i măcelărim pe ruşi în locul cecenilor.

Să reducem monstruozitatea războiului, să-i dăm un caracter cît de cît mai conform convenţiilor internaţionale, respectînd, cumva, legile umane şi divine? *Imposibil!* Doar îmbătaţi de bestialitate, doar drogaţi cu cruzime, soldaţii noştri îşi pot face, fără crîcnet şi fără să-şi vomite maţele inima şi ficatul, "datoria". De altfel, dacă am încerca să le stimulăm sentimentele umane (ce sînt alea?!) şi-ar da seama de ce sîntem pe cale să le facem în primul rînd lor înşile :

---

[6] Mă tem că autorul *Rusiei sub avalanşă*, spre deosebire de cel al *Arhipelagului Gulag* riscă să fie pe deplin de acord cu Igor Ivanovici Karpeţ!

să-i transformăm din fiinţe umane în bestii asasine, în fiare sanguinare adică, pe drept cuvînt, în "animale".

Bine-bine, dar dacă tot îi căsăpiţi pe ceceni – şi-i căsăpiţi, am înţeles, *în chip necesar*, pentru a-i menţine *pe ruşi* sub narcoză, altminteri urmînd să vă căsăpească ei, ruşii, poporul, pe voi, oligarhii şi guvernanţii, sau voi pe ei, după caz – n-aţi putea, cum să spun, să vă moderaţi o ţîră retorica, *să-i asasinaţi cu un minimum de respect* (şi poate într-un chip mai puţin bestial!).

Res-pect?! Respect pentru animalele de ceceni?? Pentru teroriştii şi bandiţii pe care soldaţii noştri sînt gata să-i lichideze, vorba ceea, şi la umblătoare, dacă e nevoie (cu cuţite de vînătoare, un cadou prezidenţial extra, pe cît de simbolic pe atît de util) ??? *Imposibil!* Soldatul rus nu asasinează oameni, vînează animale, stîrpeşte terorişti şi bandiţi, scursurile planetei, deşi după părerea mea cecenii nici nu sînt de *aici* – cine, aici, pe pămînt, ne-ar rezista *nouă* – ci nişte extratereştrii paraziţi, 50% organici, 50% mecanici, nişte viruşi, ca-n informatică, numai că muuult mai sofisticaţi! Şi-apoi, numai călcîndu-i în picioare psihologic şi moral pot soldaţii noştri – care, dacă lăsăm deoparte drogurile şi vodca sînt extrem de umani, umanitatea fiind chiar o trăsătură specifică a noastră, a ruşilor – pot, zic, să-i calce sub cizme *şi fizic* pe bestiile de ceceni[7]. Sau, altfel ce-aţi vrea, să recunoaştem că bestiile sîntem *noi* iar oamenii, *ei, cecenii* ? Haida-de!!!

Violurile, jafurile? Vă rog, să nu ne enervăm, să ne păstrăm mintea limpede, altfel nu ne mai înţelegem. Întîi şi întîi, "jafurile" cum le numiţi – eu, "Putin", aş vorbi, mai degrabă, de redistribuirea populară a bunurilor, ştiţi ca-n Octombrie (mă rog, Noiembrie) – sînt absolut indispensabile! Altminteri, cum aţi vrea ca soldatul nostru rus să nu se simtă umilit cînd vede cît de bine o duc, ce înstăriţi sînt – cu ce bani, vă întreb! – *animalele de ceceni.* Şi cum vreţi ca un soldat umilit, obidit de bogăţia arogantă a teroriştilor, a mafioţilor de ceceni – bogăţie provenită, tocmai, din jaf, din exploatarea nemiloasă a poporului rus, a maselor largi, proletare – să-şi mai poată face datoria?! Cît despre violuri… nici nu merită să vorbim… *dacă* violuri sînt… (lucru de care mă îndoiesc)… Ce soldat e ăla care nu violează!!!

Pachete? Mai multe pachete pentru deţinuţii ceceni şi pe deasupra "nevămuite"?? Suprimarea torturilor în lagăre, la Mozdok, la Cernokosovo[8]? Desfiinţarea "echipelor de torţionari" pe deasupra? Şi mai ce? Planeta Marte n-o vreţi? Dar credeam că toate astea au fost deja lămurite demult-demult de predecesorii mei! *Ţinem* – ei, da! – prea mult la personalul de supraveghere (nu există "echipe de torţionari", astea sînt basme sau, mai bine zis, invenţiile duşmanilor) ca să-l mai batem la cap cu tot soiul de fleacuri. Nu-i aşa de uşor să găseşti voluntari pentru meseria asta păcătoasă şi pe deasupra prost plătită – *mai ales de cînd s-au suprimat avantajele* – aşa că sîntem nevoiţi să mai închidem ochii oleacă. În plus, pachetele ar introduce o discriminare insuportabilă între bietul temnicer, redus la un salariu de nimic şi o mită de mizerie, şi deţinutul insolent, sfidîndu-l cu merindea lui occidentală.

Cînd o să se termine războiul? Ce întrebare! Odată cu "victoria finală", bineînţeles! De altfel, războaiele nu se fac ca să se termine ci ca să dureze (să vă spun un secret : victoria ca atare contează mai puţin, ba chiar încurcă lucrurile – cum să continui un război pe care l-ai cîştigat!). Cît? Cît timp sînt populare şi-şi realizează 100% (sau baremi 80-90%) funcţia electorală. Adică,

[7] Nu trebuie uitat cîntecelul de leagăn al lui Lermontov! Cel cu cecenul cel rău şi cu tătucul rus cel foarte bun care, cînd va veni, îi va arăta el cecenului... independenţă!

[8] Kosovo-cel-Negru cu alte cuvinte...

atît timp cît va dura şi putinismul… eu, carevasăzică. Că doar n-o să renunţăm peste noapte la un *război victorios* ce ne-a costat atîta trudă. Gorbaciov a inventat perestroika, Elţin, democraţia tunului, eu, Putin, am inventat *politica războiului victorios perpetuu.* Pricepeţi? Războiul victorios nu trebuie să se termine, altfel la ce bun să mai înceapă, decît cel mult, la încheierea mandatelor mele prezidenţiale. Chiar dacă, *mai ales dacă* poporul recunoscător, într-un elan, nu-i aşa, de neţărmurită gratitudine m-ar numi dictator pe viaţă. Ca pe Cezar!… sau Brutus… nu ăsta parcă l-a omorît pe Sulla, în fine, ceva ca-n istoria romană!… Nu, războiul victorios perpetuu trebuie să umple de mîndrie pieptul rusului în aşa fel încît să nu bage de seamă că i se golesc, în acelaşi timp, buzunarele (bineînţeles, cu mici ajustări, metoda poate fi aplicată şi altor naţionalităţi…). Singura problemă ar fi… – nu, nu cecenii, nu, cît timp putem sacrifica zece ruşi pentru un cecen şi anunţa invers… dacă n-ar exista, cecenii ar trebui inventaţi, ca să zicem aşa! – singura problemă ar constitui-o, pînă la urmă, tot ruşii! Dacă s-ar trezi cumva, dacă ar pricepe că *Rusia lor* n-are nimic în comun cu *Imperiul nostru,* dacă ruşii ar sfărîma cuşca imperiului, cuşca mentală a imperiului… atunci, să ne ferească Dumnezeu şi Augustin Buzura!

Ca şi gorbaciovismul sau elţinismul, putinismul e un sistem cu două viteze, una economică, mafiot-liberală, cealaltă politică, de esenţă totalitară. Că un Anatoli Ciubais, şeful reformiştilor liberali, perceput ca unul din cei mai corupţi inşi din Rusia, dar şi Lujkov, primarul Moscovei, Serghei Kirienko, Boris Nemţov sau Egor Gaidar s-au raliat cu destulă uşurinţă unui Putin victorios (cam la limită), ce şi-ar datora succesul, conform opiniei unui expert, faptului de "a fi ştiut să reunească ideea de patriotism (sic!) cu aceea a liberalismului (sic!!)", n-are, deci, în sine, nimic surprinzător. Paradoxul aparent al adeziunii electorale la putinism a partidelor "liberal-democrate" – ce trebuie, de altfel, văzută în cadrul prestaţiei pasabil abjecte a aproape întregii clase politice ruse, dedate la o adevărată paradă a supunerii, penibil exhibiţionism servil – se bazează, în fond, pe o dublă confuzie, pe de o parte, între acest liberalism mafiot şi liberalizarea autentică a structurilor economice şi, pe de altă parte, între democraţia structural şi funcţional indisociabilă de existenţa unei economii deschise, liber concurenţiale, şi "democraţia" cosmetică cu care obişnuieşte să se fardeze liberalismul mafiot. Corolarul real al ăstui liberalism e totalitarismul nu democraţia. Tot aşa cum militarizarea treptată a societăţii ruseşti, tradiţional represive, camuflate destul de abil prin războiul anti-cecen, nu e decît consecinţa inevitabilă a invaziei corupţiei şi a pauperizării masive a populaţiei, fenomene gravide de riscuri majore de derapaj social. Prin urmare, paradoxul, ca atare, căci există unul, nu operează în zona corelaţiei, perfect banale, dintre liberalismul mafiot, el însuşi, la analiză, totalitar şi totalitarismul politic, cît în cea a sferei confuziilor interpretative, extrem de complexe, pentru că afectînd chiar vîrfurile puterii, declanşate de această corelaţie, în sine, repetăm, dezesperant banală, însă opuse reprezentării populare standard a termenilor interactivi (în ocurenţă, camuflaţi, totalitarismul fiind rebotezat isteţ "patriotism") şi, mai ales, comportînd tensiuni şi pericole vectoriale ascunse, încă insuficient experimentate probabil de viaţa politică rusească[9].

Esenţialul dimensiunii populare a acestei confuzii constă, bunînţeles, în messianizarea electorală a lui Putin, expresie a diversiunii sociale reprezentate de actualul război anti-cecen.

---

[9] Sau poate ruşii nu sînt atît de naivi sau obnubilaţi intelectual pe cît ne vine să credem, avînd mai degrabă o problemă cu conceptul revoltei – dificultate pe care s-ar zice că o împărtăşesc cu românii, deşi... – ori, anvizajînd lucrurile într-un plan teleologic, cu cel al libertăţii; în special dimensiunea thanatică a libertăţii revoluţionare pare să le fie străină ("*liberté, égalité, fraternité ou la mort", "vom muri şi vom fi liberi"*). Dacă şi-ar regăsi sinele propriu şi s-ar debarasa de mania asta de a supravieţui cu orice preţ, mai ales cu preţul conştiinţei proprii, popoarele în genere, nu numai ruşii, s-ar preschimba într-un taifun moral-politic!

Un exemplu, printre altele : două băbuşti ducîndu-se să-l voteze pe singurul "om care merită osteneala", Putin evident, pe motiv că, ne mai putem îndoi, a încercat să facă ordine (parcă am auzi un slogan electoral sau pe Putin însuşi) la "aceşti ceceni care trăiesc mai bine ca toată lumea dar nu sînt niciodată mulţumiţi"! Lucru interesant, dacă justificarea agresiunii anti-cecene furnizată de puterea nevrotică rămîne prizoniera teoriei comploturilor teritorialiste, nevroza anti-cecenă populară, reală totuşi, e, mai ales, de tip economic. Vizibil, animozitatea anti-cecenă e, aici, abia un succedaneu al ostilităţii mult mai serioase a populaţiei faţă de clasa politică rusă în ansamblul ei. "Dacă le-am da pensia noastră ca să trăiască cu ea n-ar mai părea aşa falnici" remarcă sarcastică una din băbuşti în faţa paradei de surîsuri fotografice a candidaţilor prezidenţiali. Să voteze comunist? "Nici vorbă! "Îmi amintesc prea bine foametea. Îmi amintesc că am fost pedepsită pentru că am cules spice căzute, de pe cîmp. Ştiu ce înseamnă să mori de foame". Aceleaşi cauze produc, însă, s-ar zice, efecte opuse, de vreme ce "tocmai din pricina trecutului, care era mult mai bun" decide să voteze comunist (i.e. ziuganovist) Liza, o infirmieră cochetă, încă, în ciuda celor 50 de ani bătuţi pe muchie, căreia cele 1200 de ruble lunare (circa 820 000 de lei) nu par să-i trezească o încredere deosebită în Putin. Tot ziuganovist votează Roza Alexeievna, deşi, de data aceasta, e vorba, mai degrabă, de un "vot negativ", favoritul ei fiind un alt ex-şef al ex-KGB-ului, Evgheni Primakov, între timp retras din cursa prezidenţială, ba şi devenit un intens susţinător al lui Putin. "Era un Înţelept" oftează ea. Radical în aparenţă dar şi mai dezorientat, în fond, Vladislav, fiul Rozei, un "tînăr furios" de 29 de ani a votat "contra tuturor" căci "nici un candidat nu-mi place". Nici reformatorul Grigori Iavlinski, singurul democrat autentic, deci fără şanse, al jocului electoral rus, unicul adversar consecvent, de altfel, al lui Putin şi al putinismului, pentru că "îşi trece timpul spunînd alb cînd toată lumea spune negru" (de fapt, lucrurile stau exact pe dos, ins lucid, Iavlinski fiind oarecum pesimistul de serviciu al Rusiei). Şi nici Putin despre care "nu se ştie de unde iese" (din păcate, se ştie prea bine!).

Prezenţa masivă a votului negativ la ultimele alegeri din Rusia, succesul chiar al lui Putin ca şi opoziţia anti-putinistă funcţionînd, aproape exclusiv, pe acest tip de logică electorală, deruta profundă, raportarea permanentă, deşi de semn opus, la comunism, ridicat la rangul de traumă referenţială ca şi incapacitatea intelectuală sau voliţională de a recunoaşte camuflajele aceluiaşi la originea traumatismelor politico-economice ale prezentului, în fine, "democraţia hranei" ca cvasi-unică substanţă criterială, temei tenebros al comprehensiunii social-politice, toate testează dificultatea extremă a insului totalitarizat de a-şi depăşi reprezentările totalitare, metabolismul represiv şi respirul kafkian al "libertăţii".

Totuşi, această fixaţie totalitară a reprezentărilor e departe de a lua întotdeauna forma unui blocaj mental (cu excepţia, bineînţeles, a nostalgicilor de profesie şi a altor gargarisitori gregari). De fapt, cel mai adesea, incapacitatea funciară a depăşirii mentalităţii totalitare se asociază, la insul totalitarizat *inteligent* (deşi foarte slab reprezentată, categoria există totuşi), cu o abilitate aiuritoare de a elabora scheme interpretative sofistice şi camuflaje ce eludînd sau, poate, mai degrabă refulînd modelele totalitare standard, oricum perimate, şi introducînd între act şi idee o distanţă participativă prudentă permit o stocare mult mai profundă a tendinţelor nevrotice precum şi perpetuarea pulsiunilor totalitare celor mai abjecte prin elaborarea unei veritabile culturi a alibiului. Astfel, cameleonismului totalitar al puterii nevrotice, eminent simbolizat de putinism, ajunge să-i corespundă un cameleonism paralel al nevrozei populare totalitarizate, simbolizat de segmentul, eventual majoritar, al populaţiei ce l-a consacrat politic pe Putin. În fond, înşelători şi înşelaţi se fabrică unii pe alţii!

Auto-înşelător înşelat, Alexei, 29 de ani, consultant financiar priceput în marketing şi informatică, ce a lucrat la o bancă new yorkeză şi se bucură, în prezent, de un venit mai mult decît îndestulător (3 500 de dolari/lună), face parte din această categorie cameleonică la care reflexele totalitare profunde sînt aproape complet obnubilate de un mental pragmatic, de unde o anume luciditate formală nu s-ar putea spune că lipseşte. Putin? "Un om politic talentat, care n-a făcut nici un pas greşit şi pare foarte bine susţinut. E puternic, capabil să ia decizii" şi "toţi oligarhii şi capitaliştii de Stat (sic!) îl susţin pe Putin". "Trecutul sovietic şi ghebist" al fostului şef al FSB-ului "nu-l deranjează". Dimpotrivă, "cunosc multă lume din KGB, sînt toţi diferiţi. Se spune despre el (de Putin, adică, n.m.) că ar fi naţionalist, nu cred, funcţia îl obligă să vorbească despre măreţia patriei, e şi un joc electoral ca să ia voturi comuniştilor". Desigur, "informaţiile privind Cecenia sînt controlate", însă războiul este inevitabil căci "cecenii trăiesc ca în Evul Mediu, coboară din munţii lor ca să se facă bandiţi (iată că informaţia n-a fost ea "controlată" chiar degeaba n.m.). Rusia nu are de ales, trebuie sau să-i nimicească, sau să construiască un zid de beton jur împrejur"[10]. Jur împrejurul Ceceniei? al Rusiei? Nu e clar, însă fobia contactului e vădită!

În ce priveşte viitorul, pragmatic, Alexei nu-şi face iluzii, deşi, tocmai de aceea, vede în Putin omul situaţiei : "Vor trebui luate măsuri impopulare, micşorate pensiile, suprimate privilegiile. Putin va şti să facă [şi] asta"! Lucru interesant, în plan economic adept al reformelor (însă, ca să spunem aşa, sub egida "capitalismului de Stat", adică, vădit, a oligarhiei mafiote ruseşti), în plan politic Alexei abhoră pe democraţi, preferînd impotentei democraţii un regim autoritar condus de vreo mînă de fier cu epoletu-n palmă. În orice caz, pentru democratul Iavlinski n-are, s-ar zice, decît un solid dispreţ căci "Iavlinski mi-a părut întotdeauna candidatul acelei intelectualităţi întristate care a ratat totul".

Bine zis! Şi mai ales ce bine gîndit! Căci frapante şi, vai! cît semnificative pentru implozia continuă şi, oarecum, fatală a structurii mentale şi chiar simplu umane ruse – a întregii structuri est-etice, probabil – nu sînt poziţiile naiv oportuniste cu tristul lor teribilism filistin, nici candoarea acestui arivism sălbatic sau "pragmatismul" feroce şi amoral (acestea ar mai putea fi cumva explicate prin situaţia obiectiv catastrofică în care se găseşte Rusia, deşi, la o analiză mai atentă, tocmai asemenea "găuri negre" constituie principala cauză a delicvescenţei societăţii ruseşti, definindu-i "regimul de scufundare") ci camuflajele prin care conservatismul totalitar şi pulsiunile totalitare parvin să se adapteze noului peisaj "liberal-democratic", expulzînd, cu aceeaşi ocazie, valorile democraţiei şi ale economiei deschise în favoarea etatismului gol al "capitalismului mafiot", a demagogiei genocidare "federaliste" şi a dictaturii naţionaliste proprie kaghebismului reformat. După cum, bizară la culme şi oarecum comică e travestirea temeiului real al stalinismului putinist – obstinaţia bestială a imperiului rus de a asasina independenţa naţiunilor[11], în speţă a naţiunii cecene, barbarie agravată de implozia ireversibilă a Imperiului Nevrozei – într-o versiune renovată a "cecenului rău" lermontovian, nu, nu chiar a "cecenului-animal" opus "rusului-uman-ca-lagărul-şi-bomba" a lui Putin ci

[10] Şi de ce nu să le acorde independenţa ? Aşa, toată lumea ar fi mulţumită…

[11] Căci "închisoarea popoarelor" e tot mai mult pe cale să se transforme într-un "lagăr de exterminare" al tuturor, fără deosebire, în ultimă instanţă ruşii înşişi nefiind mai puţin vizaţi decît cecenii. Tehnicile exterminaţioniste ale unui anume Stalin, "autor" al unui "best-seller" de circa 50 de milioane de morţi, dacă socotim pierderile tuturor războaielor, războiul civil + războiul ruso-finlandez (cca 2 milioane de morţi) + războiul 2, + mai ales războiul continuu dus contra societăţii ruseşti, sovietizate au ba, sînt în acest sens paradigmatice!

numai a "cecenului medieval", "înapoiat", carevasăzică, de care "rusul-cel-civilizat" nu se poate apăra decît sau înconjurîndu-se de ziduri (soluţie nesigură şi nu prea economicoasă) sau optînd curajos pentru "soluţia finală"!

Şi-atunci? Totalitarizarea societăţii totalitare ruse să fie oare totală? Sau, formulînd altfel, totalitarizarea societăţii totalitare ruse să fie oare o boală mai teribilă decît toate pandemiile, chiar decît cele create în laborator?!! Şi nimic, chiar nimic să nu se mai opună "culturii alibiului" elaborate de nevroza insului totalitarizat? În momentul în care deprimarea peratologică e pe punctul de a ne face să cedăm în faţa (răs-)putinismului fără frontiere, de undeva, din miezul Moscovei, de la numai cincisprezece minute de Kremlin se iveşte Sokol. Ce e Sokol? Un paradox! Aşa cum în benzile desenate semnate de Goscinny şi Uderzo un sat de gali ireductibili sfidează magic triumfurile totalitare ale cezarismului, tot astfel, ruşii ireductibili din ăst sat moscovit de numai 6 străzi şi 119 case, creat în 1923 de însuşi Lenin pentru a adăposti, ca într-un limb, oareşicari responsabili partinici ai epocii, artişti şi chiar niscaiva scriitori, se opun prezidenţierii KGB-ului, deocamdată putinist (cu unele excepţii, Alexei, de-o pildă, fiind şi el "sokolian", însă de dată recentă, un intrus, cum s-ar spune). "Putin, nu, niciodată!" – exclamă Galina, "sokoliană" de cinci generaţii – "Sîntem categoric contra KGB-ului, satul nostru a suferit prea mult din cauza lui. KGB-ul nu se schimbă niciodată."

Într-adevăr, victimă a epurărilor staliniste, Sokol e tradiţional opus nu numai comunismului ci şi tuturor deghizărilor totalitarismului. Candidatul favorit e aici democratul Iavlinski, deşi unele dubii legate de degradarea calităţii vieţii se fac, totuşi, simţite. "Am strîns [pentru Iavlinski] încă 170 de semnături de susţinere – spune Galina – am votat totdeauna pentru el, însă acum încep să am îndoieli, viaţa e din ce în ce mai rea". De fapt, ca şi fiica ei, Tatiana, o ingineră de 37 de ani, Galina s-a decis să voteze "contra tuturor". "Ne trebuie responsabili noi, un Stat deasupra oricărei bănuieli" pune punctul pe i Tatiana. "Nu avem nici o alegere, totul e aranjat dinainte. Cît despre Cecenia, nici nu mai pot să mă uit la televizor, e insuportabil, dincolo de raţiune". Cea mai tranşantă dintre sokoliene rămîne însă Marina, chimistă la pensie şi "eternă opozantă". "Putin va fi ales, oamenii nu obişnuiesc să gîndească prin ei înşişi în ţara asta". De altfel, adaugă ea, "ce pot să am în comun cu cineva care explică că, mic deja, visa să-şi denunţe vecinul şi să slujească KGB-ul? Putin e Dracula al nostru, rus, victoria amoralităţii".

Hotărît, Andrei Codrescu are dreptate, mitul lui Dracula, cod ficţional veridic al unei realităţi politice valahe etern atroce, rămînînd, la Vest ca şi la Est, principalul vector al transformării reveriilor totalitare în realitatea onirică, intens coşmardescă, a societăţii totalitarizate.

În fine, se poate spune că războiul II anti-cecen declanşat de Putin e unic în istoria Rusiei, şi cumva în a lumii, deoarece, pentru întîia oară o campanie electorală "democratică" realizîndu-se, ei, da!, cu delicatele mijloace ale KGB-ului, ca *genocid*, tot pentru întîia oară "valorile" totalitarismului, în primul rînd, tocmai *genocidul* adică, au ajuns să definească total sfera funcţională a valorilor democraţiei, substituindu-li-se, practic, acestora din urmă. Această *inversare totalitară a criteriilor democraţiei caracteristică demosului totalitarizat* nu rezultă numai din impozantul succes electoral al genocidului – căci de ce altă campanie mai poate fi vorba! – provocat de un necunoscut bombardat preşedinte prin bombardament şi masacru ci, cert, mai durabil, din chiar structura şi practica puterii nou instalate. De fapt, privită mai atent, puterea sub Putin e oglinda războiului. Instrumentării kaghebiste a acestuia îi corespunde, mai ales, instrumentarea kaghebistă flagrantă a aparatului de Stat. Să mai enumerăm? Nikolai Patruşev şi Victor Cerkasov (ultimul, vechi prieten al dictatorului, de la al cincilea departament de luptă contra disidenţei, implicat în organizarea, după reţete binecunoscute, a procesului lui

Alexandr Nikitin, ecologist incomod acuzat de spionaj), plasaţi amîndoi la conducerea FSB-ului tocmai părăsită de Putin; Serghei Ivanov, fost spion, fost coleg, mda, ca ştim noi cine cu ştim noi cine, al putinităţii sale la academia, apt numită, Andropov (şcoala de spioni, carevasăzică), pus, în locul aceluiaşi V.V. Putin, în fruntea Consiliului de securitate (pînă aici nimic neobişnuit); Leonid Reiman, "urechile" preşedintelui, FSB-ist vomitat peste noapte ministrul telecomunicaţiilor (adică, s-o mai spunem, al supravegherilor telefonice). Dacă Alexandr Voloşin, om al clanului Elţin şi, încă şi mai mult, al extrem influentului, deocamdată, Boris Berezovski[12] a fost menţinut, pînă la noi ordine, la şefia administraţiei prezidenţiale, concesia e răscumpărată din plin prin escortarea strictă a aceluiaşi de trei din cei mai fideli complici ai lui Putin : Victor Ivanov, fost (?) kaghebist petersburghez, ex-şef al departamentului securităţii economice fesebiste, săltat, între timp, şef al cadrelor kremlineze, Igor Secin, fost adjunct al (Ras)putinului la comitetul petersburghez de relaţii externe (cu frauda, pasămite) adus să sporească luminile cancelariei, în vreme ce Dmitri Medvedev, jurist cu frumos trecut kaghebistic, organizatorul din umbră al campaniei electorale *pro forma* a spionului-preşedinte (campania adevărată, electorală se-nţelege, petrecîndu-se, evident, în Cecenia, undeva între lagăr, bombe, urna funerară şi urna de votare).

Caracteristica principală a regimului iniţiat de Putin – fie că vedem în eroicul "turnător la cincisprezece ani" un machiavelic manipulator sau un inept manipulat –, e limpede pentru oricine, constă în faptul simplu că de la venirea lui la putere, *KGB-ul e Statul*, nu o banală "forţă ocultă" urzind din umbră ca biet SRI-ul carpato-dîmboviţean, ci Statul, cu toată substanţa lui politică formală şi întregul său conţinut real de putere, adică, simultan, Statul instituţional şi "Statul" mafiotic, temeiul de violenţă indispensabilă al acestei dictaturi ce încă îşi ezită numele fiind, bunînţeles, războiul cecen. Semnul sigur al intensificării mafiotizării statale, al "cecenizării" societăţii declanşate de prezidenţierea lui Putin e, între altele, recentul război al "clanurilor", opunînd, în aparenţă, doi oligarhi, mă rog, "naşi", de prim plan : Boris Berezovski şi Vladimir Guzinski. Într-adevăr, pe la începutul lunii mai, sediul grupului Media Most, cel mai puternic grup de presă al opoziţiei, aparţinînd lui Guzinski, a fost invadat subit de poliţişti mascaţi, în ţinută de camuflaj şi cu kalaşnikovurile în cumpănire, indiciu semnificativ al politicii de stare de asediu, pe curînd, de război civil, preconizate de Putin. Pretextul, pur şi simplu grotesc, avînd în vedere protecţia putinistă întinsă asupra "Familiei" elţiniene ca şi propriile isprăvi ale ipochimenului, fiind un mandat al Procuraturii generale din cadrul unei anchete privind matrapazlîcurile unei ex-groase-legume din ministerul de Finanţe.

Cît priveşte motivele reale, acestea pot fi divizate pe trei nivele, cu grad variabil de importanţă politică. Nivelul cel mai superficial, cu gradul de interes politic cel mai redus, vizează deja menţionatul război al clanurilor oligarhice, respectiv conflictul dintre Berezovski şi fostul său complice Guzinski. Sensul celui de al doilea nivel a fost destul de bine definit de numărul doi din Media Most, Igor Malaşenko. "E un act arbitrar vizînd media libere. E o răzbunare pentru articole şi reportaje care au displăcut (dar mai ales pentru marioneta reprezentîndu-l pe Putin din emisiunea satirică *Kukli!*) şi o tentativă de intimidare pentru a împiedica publicarea de anchete despre corupţia la nivel înalt a puterii", printre acestea, Malaşenko semnalînd atitudinea diferită, oarecum mai critică faţă de războiul din Cecenia – devenit dogmă politică fundamentală a noului regim –, un articol ce denunţa promovarea unui

[12] Între timp asasinat, după ce constrîns la exil, evident, din ordinul aceluiaşi Putin. Astfel, toate urmele sînt şterse şi omul care ştia prea multe scos din circulaţie.

general fesebist corupt şi, mai cu seamă, o anchetă privind rolul FSB-ului într-un simulacru de atentat la Riazan, în ajunul declanşării războiului din Cecenia, element esenţial în probarea originii putinist-kaghebiste a atentatelor ce au furnizat pretextul genocidar. Dacă nivelul 2 al motivaţiilor politice reflectă tendinţa clasică a oricărei dictaturi, insinuate la putere prin prestidigitaţii "democratice", de a lichida libertatea presei, primă etapă pe calea eliminării libertăţilor individuale şi a transformării statului de drept şi a societăţii civile în simple convenţii de limbaj, nivelul 3 vizează ostilitatea profundă a "monarhiei" dictatoriale faţă de orice formă de diversificare a puterii, fie şi numai oligarhice, ca şi, probabil, ostilitatea, nu mai puţin tenace, a aparatului kaghebisto-militar, de formaţie, finalmente, sovietică faţă de prea marea independenţă a clanurilor financiare ale mafiei de Stat, precum şi, *last but not least*, tendinţa firească a clanului putinist de a-şi subordona sau de a elimina definitiv celelalte clanuri.

Din acest punct de vedere, asaltarea cu kalaşnikovul în cumpănire a imperiului mediatic guzinskian nu reprezintă, obvios, decît primul act, deocamdată, nu prea violent al distrugerii sistemului oligarhic de către cel dictatorial, principala ţintă, în spatele lui Guzinski, fiind, paradoxal, Berezovski însuşi, iar dincolo de Berezovski, Elţin & "Familia". Căci principalii adversari ai unui dictator nu sînt duşmanii oficiali – în speţă cecenii – ce, dimpotrivă, definesc prin chiar existenţa lor dogma regimului pe care îl combat, sîngele lor fiind cerneala cu care satanismul dictatorial îşi redactează "comandamentele", ci aliaţii recenţi, ce-i limitează putere şi-i divid interesele, silindu-l să împartă şi ameninţîndu-l să-l despartă de bazele autorităţii pe care i-au conferit-o.

Arbitrul acestui conflict inevitabil şi extrem de ciudat dintre dictator şi "demiurgii" săi oligarhici e, hilar dar adevărat, cel mai înşelat participant la sistemul totalitar, demosul totalitarizat, în măsura în care, prin chiar orbirea sa, ajunge să dea substanţă, după caz, fie fantasmelor lingvistice dictatoriale, fie iluzionismului "pragmatic" oligarhic. În ciuda putinizării electorale recente, în Rusia opţiunea aceasta rămîne, deocamdată, în suspensie, deşi nu poate fi ignorată reacţia unei celebre execrături kaghebiste, Vladimir Jirinovski, ce saluta atacul *manu militari* al grupului Media Most ca un semn al "întoarcerii KGB-ului la putere"!

Vrînd, desigur, să pregătească terenul, trecîndu-şi şi Justiţia în subordine, Putin precedase, de altfel, asaltul poliţisto-militar al presei printr-o acţiune nu mai puţin strălucită, avînd, de astă dată, ca ţintă însăşi Procuratura generală ce avea să-i furnizeze pretextul punerii opoziţiei mediatice la pas. Procuratura generală sau, mai degrabă, un procuror general. Într-adevăr, pe 19 aprilie Putin reuşi acolo unde eşuase Elţin, determinînd – cu ce mijloace? – Consiliul federaţiei să ratifice eliberarea din funcţie a procurorului general, Iuri Skuratov, detestat şi temut de clanul elţinian în urma unei serii de anchete avînd în centru imensul scandal legat de întreprinderea de construcţii helvetică Mabetex. Cum se ştie, în schimbul unor comisioane substanţiale bine plasate – la care "familiuţa" constantinesciană nu poate decît, cel mult, să viseze – firma în chestie obţinuse mai multe contracte de reabilitare imobiliară, între care a Kremlinului însuşi, apucîndu-se, pe deasupra, parcă spre a face în ciudă "tripletei de aur" a PDSR-ului de altădată (ei, ce timpuri…) Iliescu – Năstase – Meleşcanu, să albească bani pentru zilele negre ale "Familiei", se-nţelege care. Ce complică niţel peisajul e că justiţia elveţiană, tot aşa de indiscretă în această privinţă ca, mai încoace, cea franceză în afacerile pedeseriste corespunzătoare, a lansat, încă din ianuarie, un mandat internaţional contra lui Pavel Borodin, patronul, pe atunci, al matrapazlîcurilor financiare şi imobiliare kremlineze, dînd astfel prilej lui Putin să-şi joace rolul de "terminator" al corupţiei prin numirea aceluiaşi Borodin, ca secretar al Uniunii Rusia-Belarus, o pedeapsă, pe drept cuvînt, nepilduită!

Alte afaceri suculente scoase la iveală de inoportunul fost procuror general, ca de exemplu plasarea unei părţi a rezervelor Băncii Centrale a Rusiei la o societate off-shore, Fimaco; afacerea cărţilor de credit a fiicelor lui Elţin dăruite acestora, ca o delicată atenţie, de inconturnabilul Mabetex (să fie ăsta oare motivul recentei debarcări a Tatianei Diacenko, mezina lui Elţin, din funcţia de consilier prezidenţial ? sincer, ne cam îndoim!). Dar delictul de iniţiere implicînd nu mai puţin de 780 (!) de funcţionari ruşi, dar acuzaţia de evaziune de capital şi "spălare" de fonduri prin intermediul, de astă dată, al companiei aeriene Aeroflot şi al firmei Andava lansată, nici mai mult nici mai puţin decît împotriva ţarului tuturor Mafiilor ruse, Boris Berezovski în persoană. "Dosarele Mabetex şi Aeroflot-Andava sînt suficient de avansate pentru ca o acuzaţie să poată fi formulată" afirma, nu demult, intrepidul fost procuror general, optimist, pasămite, şi în privinţa celorlalte anchete dintre care "niciuna nu a fost închisă pînă azi, presiunile sînt numeroase însă ele (anchetele adică n.m.) progresează, chiar şi dificil". În realitate, în ce priveşte afacerea Mabetex lucrurile se arată mult mai puţin roze decît le-ar vrea Iuri Skuratov, patru anchetatori, deocamdată, abandonînd fără explicaţii cercetările, soluţionarea sau ne-, după caz, a afacerii Aeroflot-Andava fiind, pe de altă parte, interpretată ca un "test" al relaţiilor dintre Vladimir Putin şi Boris Berezovski, adică al raportului de forţă dintre Statul dictatorial kaghebist şi oligarhia mafiotă.

Interesantă prin implicaţiile ei şi prin explicaţiile pe care le comportă e şi tehnica utilizată pentru debulonarea din post a lui Iuri Skuratov : exhibarea subită a unei casete (traficate? lucrul n-ar avea de ce să mire din partea ex-(s)pionului prezidenţial, ce, vădit, nu şi-a pierdut sau n-a fost lăsat să-şi piardă bunele obiceiuri) prezentînd un ins destul de asemănător cu procurorul în chestie, pe cale de a-şi perfecţiona educaţia sexuală în compania a două prostituate cu epoleţii în vulvă. Metoda e, prin urmare, cum nu se poate mai simplă, reducîndu-se la clasică alternativă, subiacent freudiană, a băţului şi morcovului : fanilor, Putin le dăruieşte, beat de generozitate, cuţite de vînătoare pentru vitejie anticipată, permise de corupţie liberă şi de escrocherie deschisă cu, la cheie, contracte mustoase sub formă de jaf organizat, autostrade de-a lungul şi de-a latul "statului de drept" în vederea mafiotizării depline a "societăţii civile", jurnaliştilor fideli, pentru felul în care "acoperă" genocidul eliberator din Cecenia – populaţia eliberată fiind mutată din locuinţele bombardate direct în cimitire, unde, oricum, e loc mai mult iar poluarea e considerabil mai redusă – prinzîndu-le de piept decoraţii şi generalilor furnizîndu-le manuale şcolare asortate de alte ajutoare umanitare pe care să le distribuie cecenilor din morminte sau, eventual, din lagăre. Dimpotrivă, adversarilor – definirea acestora riscînd, ce-i drept, să se deplaseze, în funcţie de progresele dictaturii şi regresele Rusiei, pînă la a cuprinde cvasi-totalitatea "fanilor" actuali – li se oferă casete trucate, calomnii la tavă, un sortiment mereu lărgit de lagăre, bombe şi gloanţe, după caz, mult sînge "patriilor negre", iar turmei totalitarizate, îndobitocite de imperialism funest, ucazurile mizeriei şi un foarte leninist canibalism de Stat!

Exemplul cel mai flagrant de vindictă prezidenţială răs-putinistă – veritabil model de tenebroasă afacere ex-kaghebistă post-sovietică – e, fără îndoială, cazul lui Andrei Babiţki, jurnalist independent, odios, deci, prin definiţie, totalitarismului imperialist rus, corespondent, pe deasupra, la Radio Svoboda, antena rusă a Europei Libere, a cărui unică crimă era aceea de a fi dat mărturie despre starea de masacru decretată de Putin în Cecenia. Pretextul încarcerării lui Babiţki reaminteşte tehnicile erei ceauşiste. Într-adevăr, la începutul anului, *martirul,* ei, da, martorul Babiţki a fost arestat pentru "folosire de paşaport fals". În realitate, paşaportul eliberat pe numele unui cetăţean azeri dar purtînd fotografia lui Babiţki îi fusese remis acestuia, conform propriilor lui declaraţii, "de necunoscuţii care l-au adus cu forţa în Daghestan". Avem, de fapt, a face cu o clasică "răpire" a unui opozant de către elemente ale poliţiei secrete ruse, acţiune

teoristă ce, fără ecoul occidental al afacerii, ar fi fost rapid încununată cu un asasinat, evitat *in extremis,* pasămite, în urma intervenţiei personale a lui Putin, organizatorul din umbră, fără îndoială, al "cazului". În continuare, lucrurile au luat un curs dintre cele mai confuze, demonstrînd, cel mult, deruta puterii totalitare odată abătute de la matca ei mortiferă. Plasat, într-o primă etapă, în "lagărul de filtrare" de la Cernokosovo – unde jurnalistul a fost bătut, conform mărturiei lui "Musa", ce putuse să-l vadă într-o celulă cu 30-40 de persoane, ca şi unui film difuzat la televiziune şi unde corespondentul de la Radio Svoboda, aflat în interogatoriu, prezenta mai multe cicatrice pe faţă, în special sub ochi – lui Babiţki i s-ar fi propus să fie predat comandantului cecen Turpal Adgheriev, un apropiat al preşedintelui Mashadov, în schimbul unor prizonieri ruşi. "M-am gîndit – povesteşte Babiţki – cel puţin zece minute şi am acceptat pentru că îl cunoşteam pe Adgheriev. Şi pentru că mi se spusese că Adgheriev îmi garanta libertatea după schimb". "Schimbul", cum s-a văzut imediat, nu era decît o stîngace tentativă de dezinformare mediatică, fapt confirmat şi de declaraţia la Radio Svoboda a jurnalistului Kusov, prieten cu Babiţki. "Cînd Andrei şi-a dat seama că oamenii mascaţi care îl aşteptau nu erau cei ai lui Adgheriev a încercat să refuze, dar nu era liber". Vădit victima unui montaj putinist, Babiţki s-a văzut sechestrat într-o casă cecenă, păzit şi, eventual, brutalizat de necunoscuţi ce nu erau, în nici un caz, membri ai rezistenţei cecene. Transportat, în fine, la Mahacikala, capitala Daghestanului, în portbagajul unei maşini, după o detenţiune în cursul căreia, conform declaraţiilor avocatului său, "se temuse în fiecare zi să nu fie ucis", Babiţki era cît pe ce să cadă victima unei alte manipulaţii, însoţitorii săi obligîndu-l să treacă graniţa din Daghestan (i.e. din Federaţia Rusă) în Azerbaigian, tentativă ratată, se pare, din cauza opoziţiei autorităţilor locale. "Această metodă, ce constă în a obliga pe cineva să violeze o lege oarecare pentru a-l zdrobi ulterior cu aparenţele legalităţii este caracteristică pentru KGB şi pentru succesorul acestuia, FSB. Ecologistul Nikitin a fost, astfel, menţinut în închisoare un an şi jumătate" observă un fost dizident, Andrei Mironov, subliniind astfel continuitatea de sistem a erei comuniste cu dictatura lui Putin.

Seria crimelor din uzinele sîngelui Federaţiei ruse continuă, desigur pînă la secătuirea definitivă a materiei prime...

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, 2000 (inedit)

Ce vor ei ? (II) - partea a 4-a: Soljeniţîn: “Rusia sub avalanşă”

Asurzitoare, în contextul recursului la metodele totalitarismului sovietic prin care calibanismul de stat îşi înzorzonează crimele cu pretexte naţionaliste iar intelighenţia, cînd nu preia contra cost tezele oficiale ale regimului, pare, cu rare excepţii, pur şi simplu narcotizată de retorica intraimperialistă a putinismului, se vădeşte tăcerea patriarhului rezistenţei anticomuniste, Alexandr Soljeniţîn. Nici o luare de poziţie recentă, nici o emisiune radiofonică sau televizată şi nici un articol nu ne permit să depistăm urmele unei oareşicări condamnări a stalinismului putinist – deşi, lucrul e de notorietate publică, modelele politice ale lui Putin sînt, tocmai, Stalin şi… Petru cel Mare (probabil prin compensaţie la Putin cel mic; bine, oricum, că nu Ivan cel Groaznic, Ivan Groznîi, carevasăzică) –, a vreunei demascări a genocidului electoralist din Cecenia (bomba şi urna, glontele şi votul) ori a “lagărelor de filtrare”, în fapt, a lagărelor de torturare şi mutilare a poporului cecen (viol pentru femeile cecene, castrare pentru bărbaţii ceceni!), atitudine absolut incomprehensibilă şi inacceptabilă din partea autorului *Arhipelagului Gulag,* cu atît mai mult cu cît, văzută din perspectiva alegerilor din martie, tăcerea lui Soljeniţîn nu putea să însemne altceva decît o veritabilă campanie electorală pentru instalarea la putere a unui agent al KGB-ului, pentru kaghebizarea nemijlocită a Kremlinului precum şi a tuturor instituţiilor, formal democratice, încă, din Rusia, pe scurt, pentru totalitarizarea definitivă a resturilor societăţii civile în numele unei fantasmări naţionaliste extreme.

Exagerăm oare? Din păcate, confirmarea directă, la drept vorbind, mult agravată, a celor de mai sus a furnizat-o, în urmă cu numai doi ani, Soljeniţîn însuşi, prin volumul *Rusia sub avalanşă*[1]. Fără îndoială, nu putem găsi într-o carte apărută în 1998 elemente de atitudine vizînd nemijlocit un război declanşat de-abia pe 1 octombrie 1999. Dimpotrivă, referinţele privind primul război cecen – încheiat în 1996 în defavoarea Rusiei – abundă, exemplificînd şi modelînd aproape dominanta ideologică, rus-imperială sau naţional-imperială, a cărţii.

Cecenia – “un membru bolnav” al Rusiei?...

Într-adevăr, referinţelor “izolate”, risipite cam peste tot prin volum, li se adaugă un capitol special, extrem tendenţios, dedicat problemei cecene (capitolul 13). Aflăm, astfel, că în timpul războiului civil – istoricul ocupării Ceceniei de Imperiul ţarist neintrînd în linia “reconstituirii” lui Soljeniţîn – cecenii i-ar fi susţinut pe bolşevici, masacrîndu-i pe cazaci, şi, ca urmare a deportării acestora, văzîndu-se recompensaţi de Dzerjinski însuşi, cu o extensie teritorială cuprinzînd malul drept al Terekului (obsesiile teritorialiste, evacuînd aproape orice alt fel de preocupări, pentru respectarea drepturilor omului, de pildă, sînt centrale pentru demersul soljeniţînian v. *infra*). Culme a generozităţii sovietice, de altfel culpabile, în 1929, Groznîi, oraş populat aproape integral de ruşi şi ţinînd de Caucazul de Nord, e trecut, de Stalin de astă dată, aceleiaşi, vai, nerecunoscătoare Cecenii. În 1942 deja, după atîtea binefaceri, ingratitudinea cecenă devine flagrantă, căci profitînd cu neruşinare de înaintarea trupelor hitleriste, cecenii, ba şi verişorii lor, inguşii, se răscoală, aspirînd, pasămite, să-şi recucerească independenţa, pricină pentru care Stalin-cel-drept, din nou el, avea să se decidă, învingîndu-şi, nu fără temei, la urma urmei, indulgenţa binecunoscută, să-i deporteze. Din păcate, imprudentul Hruşciov îi

[1] *La Russie sous l’avalanche,* Fayard, 1998, traducere din rusă de Georges Philippenko şi Nikita Struve, prescurtat *RSA* în cursul acestui text (traducerile în română îmi aparţin).

readuse însă, în 1957, exact la un an de la faimoasa destalinizare, concedîndu-le, pe deasupra, şi malul stîng al Terekului, parcă pentru a face în ciudă ruşilor ce prosperau paşnic pe malul drept (chestiunea aceasta a malurilor Terekului obsedează gîndirea soljeniţînianã cam tot atît ca cea a malurilor Nistrului pe analiştii politici români!).

Ciudat lucru, pentru Soljeniţîn cecenii nu sînt deci, cum am fi putut cu naivitate crede, un popor căzut victimă, ca atîtea altele, confuziei interesate dintre "ocupaţia internă" şi "ocupaţia externă" a unui imperiu preocupat să-şi exporte frontierele şi să importe teritoriile vecinilor, şi încercînd, după puteri şi în funcţie de împrejurări, să-şi recîştige independenţa pierdută, ci o naţie de colaboraţionişti (Putin încă n-a mers pînă acolo!), dîndu-se cînd cu bolşevicii, cînd cu naziştii, deşi, pentru că veni vorba, Cecenia, parcă, n-a semnat pacte cu Hitler, nici n-a împărţit Europa cu acelaşi (tu o parte din Polonia, eu o parte din Polonia, tu Franţa, eu Finlanda, tu Transilvania, eu Basarabia şi Bucovina) ca Uniunea stalinistă sovietică.

Incorigibili, nevrînd să ţină seama nici de tradiţionala mansuetudine rusă nici de faptul că, pe nesimţite, ajunseseră aproape minoritari în propria ţară (abia vreo 700 000 la nu mai puţin de jumate de milion de ruşi), cecenii reveniră la practicile lor rebele definite cu dulceaţă de Soljeniţîn ca "pogromuri, jafuri, masacre ale populaţiei non-cecene" (p. 146), profitînd, desigur, de puciul moscovit din 1991 şi de prăbuşirea U.R.S.S. (bastion al... ce oare?), fără a izbuti, de altfel, să-l clintească din loc, prin practicile lor teroriste, pe rusul îndeobşte răbdător. "Luaţi pe nepregătite – ne povesteşte Soljeniţîn –, incapabili să analizeze situaţia în perspectiva sa istorică, conducătorii ruşi reacţionară impulsiv, instaurînd legea marţială în Cecenia; însă neputincioşi în a impune respectarea acesteia, fură nevoiţi să renunţe la ea două-trei zile mai tîrziu, acoperindu-se de ridicol" (*ibidem*). În plus, ca un făcut, "comandamentul militar rus cedă ***Ceceniei autoproclamate*** (sublinierea noastră) o mare cantitate de armamente diverse, inclusiv avioane!" (pp. 146-147). Mai trebuie să ne mirăm, după asta, că în războiul anti-cecen de acum, soldaţii ruşi în sfîrşit de misiune îşi vindeau echipamentul rezistenţilor ceceni, urmînd exemplul de incoruptibilitate al superiorilor lor? (Ne întrebăm *pentru cît* ar fi acceptat să întoarcă armele în loc doar să le vîndă! Şi ca să punem o chestiune de principiu: e oare Armata Roşie de vînzare?)

E limpede, deci, că dacă Soljeniţîn "denunţă", uneori în termeni virulenţi, primul război anti-cecen, cauza nu stă, dar absolut deloc, în vreo simpatie deosebită pentru poporul cecen ca atare, şi cu atît mai puţin pentru "Cecenia autoproclamată", ci, exclusiv, în slăbiciunea Rusiei, în teama surdă ca, întinzîndu-se, conflictul cecen să nu declanşeze cumva dezagregarea ireversibilă a imperiului, iar, dacă totuşi catastrofa ar fi fost evitată, în anxietatea nu mai puţin tenace ca războiul să nu se transforme într-un spectacol al impotenţei imperiale, într-o epifanie a ruşinii[2]. "Din primele zile ale conflictului cecen (1991) – ne povesteşte Soljeniţîn –, era clar că, pentru o Rusie destabilizată, traversată de o multitudine de curente politice, sociale şi naţionale, confruntarea militară cu Cecenia nu putea decît să suscite enorme dificultăţi. Mai mult : consideram ca lipsit de orice perspectivă proiectul de *a pacifica* (sic!!!) Cecenia. După părerea mea, soluţia rezonabilă ar fi constat în *a recunoaşte* imediat independenţa Ceceniei, a desprinde această ramură din trunchiul Rusiei, a-i da ocazia să cunoască experienţa

[2] E ceea ce se întîmplă acum, în mare parte, pornind însă nu de la războiul contra Ceceniei, acela s-a terminat demult, nici măcar de la cel împotriva Siriei, ruşinos trădată ruşilor şi turcilor de Occidentul moralizator, în special de Premiul Nobel pentru Pace Barack Obama, ci de la cel, cu soartă încă foarte incertă, peste care al III-lea război mondial planează paşnic, ornat de probabilele lui paradisuri nucleare, dirijat împotriva Ucrainei.

independenţei (sic!!!), dar, în acelaşi timp, în a se separa de ea printr-un cordon solid de frontiere supravegheate de armată, păstrînd, bineînţeles, malul stîng al Terekului" (p. 147). Şi : "**A renunţa la Cecenia însemna a-şi amputa un membru bolnav** (s.m.): Rusia ar fi ieşit din operaţie însănătoşită şi fortificată. În vreme ce şirul eşecurilor militare a redus Rusia la nimic şi a provocat dispreţul lumii întregi – era cea mai sigură cale de a conduce *toată* Rusia la ruină" (p. 151). În fine, pentru ca tabloul să fie complet, "pentru Ceceni expediţiile de jaf cu luarea de ostateci, capturarea de sclavi şi răpirea turmelor reprezintă o formă de *producţie,* dat fiind nivelul scăzut al economiei lor" (p. 147), motiv pentru care "migranţii ceceni, o bună sută de mii, ce se dedau, în întreaga Rusie, la traficuri criminale, trebuiau declaraţi străini, după cum trebuia să li se pretindă fie să furnizeze dovada utilităţii pentru Rusia a activităţii lor (sic!!!), fie să plece fără întîrziere (sic!!!)" (p. 148).

Pur şi simplu nu-ţi vine să crezi că autorul rîndurilor de mai sus e cel ce a scris cîndva *Arhipelagul Gulag, Primul cerc* sau *O zi a lui Ivan Denisovici,* cu care începuseră şi chiar se sfîrşiseră atîtea. Mai degrabă ai impresia că ai a face cu un eşantion al "gîndirii" lui Alexei, micul oportunist ultraputinist ce preconiza fie nimicirea medievalilor de ceceni (soluţia finală ras-putiniană,), fie, întocmai ca Soljeniţîn, a cărui concepţie, poate, o dezvolta creator (*Rusia sub avalanşă,* reamintim, apăruse deja din 1998), încercuirea Ceceniei cu un zid de beton (v. *supra*, *Ce vor ei? (II)* – partea a doua). Cu diferenţa că, departe de a se reduce la palavrele din beţe rupte ale unui cameleon isteţ, nu mai puţin delirant, totuşi, în fibra profundă, discursul soljeniţînian reprezintă nici mai mult nici mai puţin decît un plan transmis telefonic încă din iunie 1992 de patriarhul din Vermont "ţarului" Boris în persoană![3] Toate obsesiile profunde ale insului totalitarizat sînt prezente în planul soljeniţînian : şi ideea fixă a încercuirii – mai ales, stabilirea unui "solid cordon frontalier" în jurul Ceceniei (idee, de-acum, putinistă; Alexei era mai direct : a unui zid de beton!), revenind la o izolare, în fapt, a Rusiei de toţi vecinii ei "contaminaţi" –, şi cea a strictei supravegheri individuale, ideea constrîngerii străinilor, în speţă a cecenilor, de a-şi dovedi rapid utilitatea pentru Rusia sau, în cazul contrar, de-a spăla urgent putina[4], depăşind cele mai extatice fantasmări de extremă dreaptă. Trebuie să ne mai mirăm, în acest context, că ceva mai mult de o sută de pagini mai încolo, Soljeniţîn (ei, da! tot el!) denunţă "cultul «drepturilor omului»", asimilîndu-l, s-ar zice, cu "cultul personalităţii"?!! Citez: "… noi credem că a exagera importanţa persoanei – ceea ce a dat astăzi cultul «drepturilor omului» (sic!!!!!) – nu e mai puţin dezastruos pentru dezvoltarea istorică : persoana, de asemenea, cunoaşte deasupra ei instanţele spirituale. Totuşi, în ciuda insistenţei sale obositoare, acest cult nu suscită nici un reproş (sic!!!!!!!)" (p. 269).

În privinţa reproşurilor, Soljeniţîn ar fi trebuit să-l chestioneze pe Nicolae Ceauşescu, ce identifica lupta pentru drepturile omului cu neonazismul! Altminteri, cu excepţia substituirii instanţelor politice cu cele spirituale, ce funcţionează aproape ca un alibi, mai nimic nu deosebeşte "excedarea" soljeniţîniană de premizele atîtor evanghelii totalitare. Să mai subliniem conotaţiile sinistre ale acestei "pacificări", fără perspectivă atunci, dar, vai, nu şi acum, ce aplicate unui popor sau unei ţări îşi trădează rapid valenţele genocidare? Sau strania

[3] În exilul său american (1974-1994), Soljeniţîn a petrecut 18 ani la Cavendish, o mică localitate din statul Vermont.

[4] Cu cît mai bine, de-ar fi fost posibil, s-ar fi dovedit "spălarea" definitivă a Rusiei de Putin însuşi, nu doar de Putin ca persoană ci de orice idee de Putin, de orice fantasmă totalitarizată de Putin, eliberîndu-se astfel Rusia de *lagărul rus*, demn moştenitor al sovietelor calibanice.

dezaprobare cu care Soljeniţîn pare să privească "experienţa independenţei" naţionale ca şi condiţiile libertăţii individuale, adoptînd, vădit, o atitudine amintind mai mult pe Marele Inchizitor dostoievskian decît pe adversarul Inchiziţiilor comuniste?

Bizară la extrem e şi "psihoza amputaţionistă", formă radicalizată şi oarecum caricaturală a "fobiei contactului", după cum trebuie considerată ca perfect ineptă ideea depistării, în lupta pentru independenţă a Ceceniei, a simptomelor vreunei "maladii", "prezumţia cecenă" cum o numeşte la p. 208 Soljeniţîn – deşi de pe poziţiile intelectuale ale insului totalitarizat astfel de aberaţii, în cel mai bun caz, excentrice, par aproape fireşti! Căci pentru maladiile totalitare starea de normalitate morală şi politică – mai simplu zis, umană – ce cuprinde constitutiv independenţa naţiunilor şi libertatea indivizilor, reprezintă o provocare insuportabilă. Cît despre închipuirea că delicvescenta Rusie, putrefiată de secole de totalitarism, şi-ar putea regăsi "sănătatea şi vigoarea" prin despărţirea de Cecenia (iară nu mai degrabă invers!), "bolnavă", vezi bine, de independentism, ne găsim aici, pur şi simplu, la limitele grotescului. La drept vorbind, binişor dincolo de ele...

Dar Soljeniţîn afirmă că populaţiile non-cecene din Cecenia (mod delicat de a-i desemna, bun înţeles, pe ruşi) ar fi fost victimele pogromurilor dezlănţuite din primăvara lui '91 de cecenii îmbătaţi de veleităţile lor independentiste. Acum, cuvîntul "pogrom", Alexandr Soljeniţîn o ştie prea bine, vine din rusul *po-gromit* 'a distruge în întregime'. A fost distrusă *de către ceceni* populaţia rusă din Cecenia? La pagina 149, devenit oarecum mai scrupulos, Soljeniţîn precizează : "… în cursul primelor şase luni ale regimului lui Dudaiev, *un locuitor din trei* (s.a.) – non-cecen, se-nţelege de la sine – a fost victima unor violenţe". Acum, simplele "violenţe" şi distrugerea integrală sau, baremi, masivă a unei populaţii parcă nu sînt acelaşi lucru. Totuşi Soljeniţîn persistă : "Nu era nimic altceva decît *o purificare etnică,* cum se spune astăzi, însă cea din Bosnia a fost cunoscută de întreaga lume, cea din Cecenia de nimeni. Nici de ONU, nici de CSCE, nici de Consiliul Europei" (*ibid.*). Cinism sau absurditate? Falsificare deliberată a adevărului sau incoerenţă specifică debutului de senilitate? Oricare ar fi răspunsul şi oricum s-ar bifurca eventualele noi întrebări, nu putem spune altceva decît că extrem de rar am văzut o inversare mai flagrantă şi mai temerară a datelor reale ale situaţiilor politice invocate.

Purificarea etnică, e curios că tocmai Soljeniţîn ignoră lucrul (sau poate *vrea* să-l ignore), nu se exprimă prin violenţe mai mult sau mai puţin izolate, mai mult sau mai puţin sporadice – regretabile, desigur, dar explicabile prin identificarea, pînă la un punct, legitimă a desovietizării cu derusificarea, prezenţa masivă a ruşilor în cadrul unor entităţi naţionale distincte de Rusia, uneori în proporţie superioară naţiunii "titulare" înseşi, fiind, cum ştie oricine numai Soljeniţîn nu, efectul vechii politici de *rusificare*, deci de *înglobare etnică,* pomenită vag şi neconvingător la pagina 224 a *Rusiei sub avalanşă* –, ci este *un asasinat de sistem,* un genocid de Stat, ca să zicem aşa, nu violenţele interetnice intermitente (admiţînd ca reale faptele) ce fisurează, eventual, comportamentul unei părţi a populaţiei cecene, caracterizînd respectiva "purificare", ci *masacrul deliberat declanşat de un regim*. Căci violenţele populare, ca atare, prin definiţie sporadice, nu au nici continuitatea genocidului, nici tehnologia şi nici coerenţa lui ideologică, accesul la mass media lipsind, practic, cu desăvîrşire. Ele nu folosesc nici intoxicarea televizuală, nici presa pervertită, nici rachetele sol-sol, nu bombardează, nu înfiinţează "lagăre de filtrare", nici nu transformă viaţa politică a unei ţări într-un carnaval al crimei. Să mai amintim că în Bosnia ca şi în Kosovo, unde situaţia era analogă, umanul nu a avut a deplînge, în primul rînd, erupţiile violenţei populare sîrbeşti ci masacrele seriale perpetrate de cele două State serbe, cu capitalele la Belgrad şi Pale, gropile comune umplute cu cadavre de forţele

militare şi paramilitare serbe, lagărele, am putea să le numim, deja, de "filtrare", ca şi exodurile organizate de ciborgul belgrădean, Miloşevici, ca şi de celălalt ciborg sîrb bosniac, Karadzici şi de inseparabilul lui acolit, Mladici.

"Epurare etnică" în Cecenia? Desigur, însă a "naţiunii titulare" de către hoardele ruseşti invadatoare, a populaţiei ocupate de populaţia de ocupaţie, a Ceceniei înseşi izgonite din Cecenia şi a cecenilor alungaţi din propria lor fiinţă naţională, cînd nu din fiinţă, pur şi simplu. De altfel, oare de ceceni au fost masacraţi ruşii sau tot de ruşi – cum vrînd-nevrînd o recunoaşte şi Soljeniţîn în lamentoul său imperialist –, da, da, de "ruşii-cei-buni" ce i-au condamnat pe ceilalţi "ruşi buni" – dar cecenizaţi! – laolaltă cu cecenii înşişi, la moarte prin bombardament, la moarte prin lipsă de îngrijiri medicale, la moarte prin cangrenă, adică la mai multe morţi într-una, şi oare nu de ceceni, da, da, tocmai de "cecenii-cei-răi", au fost îngrijiţi ruşii aceştia condamnaţi de "ruşii-cei-buni" la atîta moarte cîtă suferinţă poate provoca descompunerea trupului lor, poate cuprinde putrefierea lor de vii! Ei, da, "copchilaşule" lermontovian, s-ar putea să descoperi că "rusul-cel-bun", tătucul tău kremlinez, vine pentru moartea cecenului tot atît cît pentru moartea ta – dacă nu chiar *mai mult* pentru moartea ta, dezrădăcinatule, trădătorule, căci de "cecenul-cel-rău", "rusul-cel-bun" s-ar putea să mai aibă nevoie, baremi ca "naţiune titulară"!

Pentru a conchide, deocamdată, căci subiectul se poate preta, cum sperăm a arăta cu altă ocazie, la multiple dezvoltări, regretabil dar incontestabil, pare faptul că pentru Soljeniţîn, pe cale de a deveni (sau devenit deja) ideologul încă neoficial al imperialismului rus post-comunist şi, poate, cine ştie, "vizirul" ocult al putinismului putred – situaţie de care a fost în cele din urmă salvat prin deces – nici tragedia bosniacă nu furniza mai mult decît materia unei argumentaţii retorice[5].

Schimbarea la faţă sau şomajul eroului...

Cum se explică oare această dublă calozitate morală la unul din cele mai înalte spirite ale rezistenţei anti-comuniste, la singurul scriitor din al XX-lea veac demn de a fi pus alături de titanii literaturii ruse – evident, Dostoievski şi Tolstoi?!! La prima vedere, s-ar zice că ne vedem confruntaţi cu o problemă nu doar perturbantă sau extrem de paradoxală, ci de-a dreptul inexplicabilă. Ba chiar cu o contradicţie profundă a fiinţei care inversează toate datele unei traiectorii nu doar morale ci spirituale fără echivalent depistabil. Căci nimeni nu a demonstrat mai pregnant capacitatea spiritului de a răsturna inerţiile mortifere ale unui regim ce părea definitiv încrustat în istorie şi nimeni mai eficace ca el nu a arătat aptitudinea literaturii – a marii literaturi, trebuie subliniat – nu doar de a înfrunta cu succes dar de a spulbera pur şi simplu ceţurile gravide de crimă, nebulele genocidare ale totalitarismului comunist.

Nu trebuie niciodată uitat, prin scrisul lui, Soljeniţîn, într-un chip mai radical şi mai abisal decît un Boris Pasternak sau chiar decît un Vladimir Nabokov, ne-a pus în faţă infernul concret al gulagurilor, cu toate cercurile sale, un infern extras din imaginarul religios pentru a fi proiectat în oroarea istoriei, punînd în scenă – căci opera lui, a acestui Balzac negru, e un imens

[5] Lucru vădit nu numai din falsificarea deliberată şi interesată a structurii reale a situaţiei cît şi din simpla confruntare cu alte pasaje din carte, unde victimele "epurării etnice", deplînse atît de convenabil, sînt privite cu indiferenţă brutală, cînd nu cu netă ostilitate xenofobă şi islamofobă, de "ortodoxul" Soljeniţîn. Însă, cum am mai spus, la toate aceste elemente, ce debordează subiectul prezentului articol, ne vom putea referi mai pe larg cu o viitoare ocazie.

spectacol al celei mai lungi şi mai apăsător monstruoase utopii – răul radical, răul absolut pentru că absolut banal, răul pe care-l trăieşti pentru că te videază zilnic de tot ce erai şi de tot ce credeai că eşti, răul pentru care nu puteai să fii nici măcar victimă pentru că oricînd deveneai un călău la ordin, un fel de călău fantomă bîntuit de alţi călăi fantomă – sau poate şi mai exact, un ciborg.

Şi-atunci, din nou, cum se explică o asemenea reacţie reacţionar aberantă – nu sînt un partizan al termenului "reacţionar" însă în contextul acesta ce parcă-ţi paralizează înţelegerea mi se pare dificil de evitat – la unul din spiritele cele mai lucid eroice ale timpurilor noastre?! Nu ştiu dacă trecutul "sovietic" al lui Soljeniţîn trebuie neapărat invocat aici – ofiţer în Armata Roşie, arestat pentru că într-o scrisoare ironizase nulitatea în plan militar a "mustăciosului" (într-adevăr, ca orice bun seminarist, în fine, nu chiar aşa de bun, Stalin nu ştia să încarce o puşcă...) – sau faptul că, practic imediat după expedierea în lagăr, încercase să facă "ordine" printre ceilalţi arestaţi, din fericire, cum povesteşte singur, fără a fi luat în serios.

Mai degrabă trebuie anvizajat un alt fenomen, acela al vidului cu care se vede confruntat luptătorul lăsat, cum s-ar spune, la vatră, şi asta mai ales după o luptă victorioasă. Şomajul eroului, cu primejdiile sale... Căci bătăliile pierdute ocupă altfel spiritele, angajează altfel, într-un chip mult mai obsesiv, memoria. Bătăliile cîştigate, însă, te lasă singur cu tine însuţi, singur, mai ales cu consecinţele victoriei tale – desigur, nici o victorie nu e rezultatul unui efort solitar ci cum ar spune poate Tolstoi, al unui număr incalculabil de factori care, de obicei, scapă atenţiei; intervine însă aici un narcisism ce este explicabil, în ciuda faptului că falsifică involuntar datele – consecinţe asupra cărora, iată, nu mai ai nici un control. Căci vectorii ce convergeau cu tine într-o unică direcţie – cel puţin asta era impresia pe care o dădeau – se dispersează sau se organizează în alte direcţii, la care, eventual, nu aderi. Te vezi prin urmare, de regulă, confruntat cu o situaţie nouă pe care nu doar nu ai prevăzut-o, deşi ţi-ai proiectat întregul voinţei pentru a o crea, ci în care refuzi pur şi simplu să te recunoşti. Paradoxal te simţi – se poate întîmpla – ca un "ucenic vrăjitor" al cărui joc a declanşat un proces resimţit ca ameninţător ori haotic, o mişcare browniană pe care nu doar n-o poţi controla dar care te poartă chiar şi pe tine spre o lume diferită de proiecţiile tale, o lume stranie şi toxică – toxică într-un mod asupra căruia nu mai ai nici o reprezentare posibilă.

Nu asta a fost, din fericire, situaţia mea; desigur spun asta fără a intenţiona nici o comparaţie de mărime cu Soljeniţîn. Haosul mercantil ce a urmat căderii ineluctabile a comunismului, extazul corupţiei eliberate, sînt fenomene pe care le prevăzusem încă din ziua cînd am semnat apelul Goma. Bineînţeles, cele mai multe dintre evenimentele subsecvente îmi scăpau – nu chiar toate, însă; de pildă am prevăzut posibilitatea războiului în Iugoslavia, după cum prevăzusem posibilitatea războiului din Afghanistan, sau presimţisem, fără a şti măcar că exista ca persoană, venirea la putere a lui Homeiny (sau, în orice caz, a unei dezorientări magico-religioase în Iran, cu foarte "amuzantele" ei pericole), ca şi dispariţia lui, cu o precizie ce m-a stupefiat şi pe mine, iar anterior, prăbuşirea lui Zia, şi altele, oh! ce multe sînt însă cele pe care nu le-am prevăzut niciodată! Dimpotrivă, după cădere – căderea comunismului, desigur – Soljeniţîn pare a fi rămas, ca să reiau o formulă poetică mai veche de-a mea, *la fereastră cu singur.*

E posibil totuşi să nu fi realizat că prăbuşirea inevitabilă a Uniunii Sovietice – prăbuşire pe care am presimţit-o şi am dorit-o încă din aprilie 1990, cînd detestabilul Gorbaciov se distra expediindu-şi forţele speciale în Lituania – avea să antreneze într-o mare măsură prăbuşirea imperiului sovietic? Mi se pare, deşi nu imposibil, totuşi destul de greu de crezut.

Problema reală e alta şi cu siguranţă ea nu se limitează numai la Soljeniţîn. Anume aceea a proiectului societal al dizidenţilor, în măsura în care un asemenea proiect societal a existat. Desigur a intra într-o analiză de fond a chstiunii e impracticabil aici şi debordează oricum ţelurile noastre imediate. Exista, deci, un asemenea proiect? Nu identic, distinct în fiece caz. Pun chestiunea în principiu. Sau trebuie să încadrăm pur şi simplu lucrurile în binomul suferinţă – revoltă? Impresia mea, dar afirmaţia nu mă angajează decît pe mine, este că un asemenea proiect n-a existat, practic, niciodată. Sau dacă da, n-a depăşit, în genere, nivelul fantasmării, al "fantapoliticii" individuale. Fac o excepţie, bineînţeles, pentru Carol Woityla, respectiv Ioan-Paul al II-lea, care, în calitatea-i de Papă, era cuprins în teleologia creştină, în speţă catolică, ţelul religios fiind, ca să spunem aşa, un efect profesional. Însă ceilalţi? Soljeniţîn, Zinoviev, Goma şi atîţia alţii... Cît timp subzista comunismul lucrurile erau relativ simple. Căci dizidenţa, mai radicală în fapt decît orice opoziţie, nu putea anvizaja în raport cu totalitarismul comunist decît arhitectura unei imense negaţii. Nu reformarea comunismului o vizau dizidenţii – în ciuda termenului precaut – ci demolarea tuturor regimurilor cu etichetă comunistă, tot aşa cum, ceva mai devreme, atîtea mii de rezistenţi ţintiseră nu "reformarea" nazismului sau a fascismului ci distrugerea lor.

Însă lupta aceasta revenea în primul rînd la a smulge controlul ideologic al Moscovei, control exersat nu exclusiv în interiorul "lagărului", ci din păcate, mult mai mult, în afara lui. Căci dacă în interiorul "lagărului" populaţiile alergice la comunism – termenul e eufemistic – mai puteau fi ţinute exclusiv prin brutala teroare şi printr-o supraveghere, tehnologic, mult mai primitivă decît actuala supraveghere satelitară denunţată de Snowden, însă practic, incomparabil mai represivă, Occidentul, pe de altă parte, era putrefiat de "coloane a 5-a" pacifiste, goşiste, structuraliste sau anti-structuraliste etc., asta ca să nu mai vorbim de partidele comuniste ale epocii, fără comparaţie cu cele actuale, sau de diversele mişcări teroriste de stînga – înlocuite cu succes, între timp, de terorismul islamist – de la Brigăzile roşii la "Banda lui Bader". Ca să fac o mică paranteză, au dispărut aceste "coloane a 5-a" în timpurile noastre? Nu sînt convins, ba chiar am impresia că au luat forme mult mai insidioase şi mai "politic corecte", deci mai dificil de demascat şi de combătut decît altădată. Vizibil putinismul a regăsit, în context schimbat, vechile agenturi de influenţă ale erei sovietice, cînd nu a inventat altele noi.

În fapt, lupta aceasta era atît de complicată şi, ţinînd seama de imensele mecanisme ce se ţineau atomic la respect una pe alta, atît de vastă, încît nu părea probabil să-i vedem sfîrşitul prea curînd. E drept, în ce mă priveşte, cu gîndirea mea tranşant analogică, îi implicasem prăbuşirea undeva cam între 1987 şi 1997, dar mă tem că eram singurul – şi-apoi ce eram eu în 1967, cînd lansasem ideea, ce s-a dovedit "profetică", altceva decît un adolescent teribilist, "vizionar" ca toţi adolescenţii.

Cum ar fi fost posibil atunci ca cineva să-şi mai bată capul cu eventualităţile de "după cădere" altfel decît, poate, oniric?!

La limită ne putem pune întrebarea dacă strania coincidenţă dintre "vizionarismul", destul de schematic în plan analitic, al unui adolescent, şi realitatea factuală, aiuritor de exact cronometrată, e realmente rodul hazardului sau mai degrabă simptomul unei probleme cu mult mai neliniştitoare. Căci pentru ca un adolescent, chiar foarte intuitiv sau "strălucit", cum se mai spune în chipul cel mai flatant, să poată prezice cu o atît de paradoxală exactitate frontierele unui fenomen totalitar determinat, şi de fapt, ale oricărui fenomen politic, trebuie să existe o coincidenţă structurală între mentalitatea adolescentă, în genere "apocaliptică", şi mecanismele "reale" ale puterii, fie ea totalitară sau nu. Sau, pentru a personaliza dar şi parodia oarecum, e

dificil să nu suspectezi existenţa unui infantilism la limitele patologicului iar, uneori, mult dincolo, în forma intelectuală şi sensibilitatea, dacă au vreuna, a "oamenilor politici" – adică, mă tem, a psihopaţilor ce ajung să controleze, cu complicitatea altor psihopaţi asemenea, masele prealabil pauperizate la sînge iar, pe acest fond de isterie colectivă, îndoctrinate cu propriile lor clişee şi cu propriile lor frustrări – precum şi existenţa unor scheme de selecţie disfuncţionale, ce favorizează, desigur, şi în raport cu un anumit loc şi o anumită epocă, tocmai astfel de psihopaţi infantili şi schematici a căror activitate este, în plus, ocult "stimulată" (se ştie, de pildă, că Hitler era practic în permanenţă drogat de medicul său personal!). Or limitele fenomenelor extreme, schematizate prin chiar extremismul lor, pot fi mult mai lesne prezise, mai ales cînd "profetul", prin mentalitatea proprie vîrstei, resimte mai mult sau mai puţin acut această accelerare a schematismelor istorice ca şi insuportabilitatea lor. O anume "lipsă de scrupule" peratologică, tipic adolescentă, ce se regăseşte şi în clasicele fantasme ale adolescenţilor, dar şi în ale unor indivizi niţel mai vîrstnici – cazul lui Emil Cioran care pe la 22 de ani lansase celebra lui formulă "Nu pot să iubesc decît o Românie în delir, cu destinul Franţei şi populaţia Chinei", e prea bine cunoscut pentru a mai merita popasul – facilitează astfel de proiecţii cognitive, unde analiza şi intuiţia joacă un rol non-neglijabil, însă ce păstrează caracterul oarecum oniric al unor fantasmări istorice. Fantapolitice! Interesant, cum am mai spus, e cînd asemenea proiecţii se dovedesc exacte, soluţia simplei coincidenţe fiind prea comodă pentru a fi considerată credibilă.

Fără a intra acum într-o "psihanaliză a puterii" – ca şi, mai ales, a schemelor de accesiune la ea[6] – şi mai cu seamă în acea insensibilitate peratologică proprie structurilor totalitare pentru care "totul e permis", e suficient să remarcăm caracterul inevitabil pernicios al acesteia, puterea ca drog, provocînd "*tripul"* posibilist. Căci puterea, fenomen arhaic rareori supus unor reglementări eficace şi într-o imensă proporţie, ocult, favorizează degradarea barierelor dintre intenţie şi acţiune, antrenînd, odată cu senzaţia impunităţii, bagatelizarea, chiar afişată, a eventualelor obstacole morale sau juridice. Nu e vorba aici de simplul cinism, ci mai degrabă cinismul reprezintă masca şi cumva alibiul unui fenomen de tip nevrotic sau chiar al unor derive paranoide, evidente şi oprimante în societăţile totalitare[7].

Bineînţeles, însă, a prevedea iminenţa prăbuşirii unui fenomen politic, erodat de prea îndelung refulate contradicţii şi antrenat de un fel de euforie ideologică extrem de ridiculă (dacă n-ar fi să ne referim decît la faimoasa "întrecere" economică cu Occidentul, obsesiv evocată de megafoanele comuniste) spre un neant dacă nu neapărat precis calculabil în orice caz inevitabil, nu era şi nu putea fi sinonim cu elaborarea unor modele viabile sau, baremi, verosimile pentru societăţile eventual post-comuniste. Cronometrul abisului nu implica şi un tempo previzibil al reconstrucţiei ci, mai degrabă, un soi de vid, destul de neliniştitor. Tot ce apărea, pînă la un punct, ca analitic posibil şi chiar necesar, se limita la efortul de a evita derive totalitare camuflate prin care tot ce fusese abolit să se relanseze sub un alt pospai ideologic, la menţinerea,

---

[6] Vezi totuşi, pentru a ne limita numai la aceste două exemple: Sigmund Freud, *Totem et tabou* (Petite bibliothèque Payot, 1983, pp. 184-185) şi C.G. Jung, *Psychologie du transfert* (Albin Michel, 1980, pp. 200-201).

[7] Lucru interesant, în faimoasele sale *Mythologies,* Roland Barthes vorbeşte de "natura *previzibilă* a răului", observaţie ce merge în sensul remarcilor noastre vizînd schematismul puterii, în special cel al puterii totalitare, schematism rezultat dintr-o prea facilă exploatare a posibilului, o exploatare aproape de tip infantil, căci copilul mizează adesea pe un soi de impunitate rezultată din neatenţia sau indulgenţa adultului, ca şi dintr-o depreciere a limitei dintre intenţie şi act. Comportament ce făcea regimurile comuniste extrem de previzibile.

deci, a unei anume tensiuni negative ce consolidînd libertăţile obţinute, în special libertatea de expresie şi "eliberarea memoriei", ce s-au şi dovedit vectorii cei mai importanţi eliberaţi de eliminarea comunismului, să prevină "mafiotizarea" noilor paradigme societale. Din păcate, ultimul deziderat n-a fost atins. Exact dimpotrivă.

Acum, oricare ar fi fost capacitatea predictivă a dizidenţilor în genere privind viteza de erodare a comunismului şi evoluţia societăţilor în principiu eliberate din era post-comunistă şi, în special, oricare ar fi fost capacitatea predictivă a lui Soljeniţîn însuşi în aceste două privinţe, pare imposibil ca autorul *Arhipelagului Gulag* şi al atîtor alte volume unde un *insight* politic cu echivalent exclusiv tolstoian interacţiona cu o expresie literară unică, prima, nu pur şi simplu reflectare ci replăsmuire a totalitarismului în literatură, pare imposibil deci ca o asemenea personalitate să nu fi sezisat simbioza abisală dintre totalitarismul comunist şi imperialismul rus, devenită cu osebire clară de pe la începutul anilor '30 sau, pentru a fixa un fel de dată limită, de la 1934 – data asasinării lui Kirov ce consfinţeşte generalizarea schemelor totalitare la întregul sistem –, precum şi rolul reformator şi incitator al celui dintîi asupra celui din urmă. O asemenea "scăpare" pare cu atît mai dificil de admis cu cît valoarea extrem toxică a binomului în chestie fusese sezisată pînă şi de Richard Nixon, preşedintele american preferat al lui Nicolae Ceauşescu.

Nevroza radicalizată sau monoschizofrenia de Stat

Într-adevăr, relativa facilitate cu care Rusia a absorbit nu atît comunismul ca ideologie cît totalitarismul aferent probează nevoia profundă a nevroticului imperialism rus, esenţialmente anxiogen căci bazat pe "fobia contactului", de radicalizare. Felul în care Rusia post-comunistă, dar defel post-imperialistă, a anexat Crimeea şi de facto, o parte din Donbas, şi ca reacţie la veleităţile de democratizare ale Ucrainei, ce încerca tocmai să se afirme ca structural *alta*, şi, pînă la un punct, deşi aici intervin şi alţi factori, "cecenizarea" la o scară incomparabilă a Siriei, testează *fenomenul de radicalizare*, dar şi necesitatea imperativă de a-şi descoperi un *centru ideologic fondator*, un *nou mit*, de data aceasta nu naţionalist ci internaţionalist, alibi pentru o nouă dimensiune a crimei dar şi legitimare de noi anexiuni, la scară nemijlocit planetară, de astă dată.

Autrement dit, internaţionalismul rus, pardon, sovietic, trebuie interpretat ca o nouă formă, trecută prin filtrul ideologiei comuniste, a vechii "fobii a contactului", însă a unei fobii a contactului inversate, întemeiate pe o legitimitate revoluţionară strucural proiectivă, nu anxiogenă ci euforică, glorios paranoidă, transformînd, am putea spune, *genetic*, vechea "misiune" imperială rusă, spoită cu fanatism naţional-religios, într-o misiune revoluţionară *toute neuve*, har căreia orice anexiune e robust rebotezată fie "revoluţie", fie, mai modest, "război de eliberare"[8].

[8] E cu atît mai straniu să vezi cum acest imperialism renovat, acerb combătut de Soljeniţîn într-o perioadă în care drepturile omului nu-i apăreau chiar aşa de iritante cum au devenit în *RSA*, recade într-un soi de "imperialism parohial" al "Planului Divin". "Am avut, deja, ocazia să scriu, nu o dată, că orice cultură naţională e binecuvîntată. Că naţiunile sînt culorile umanităţii (toate în afară de ruşi, naţiunea incoloră, "urzeala" ce le cuprinde pe toate – n.m.); dacă acestea ar dispare, umanitatea ar deveni de o lugubră uniformitate, ca şi cum toţi oamenii ar avea aceeaşi înfăţişare, acelaşi caracter. E neîndoielnic că existenţa, de la origine, a unor popoare diferite face parte din Planul Divin" (pp. 199-200). Desigur, după această binecuvîntare "coloristică" a planetei incluse într-un Plan Divin cu care mai cu osebire ruşii, în frunte cu Soljeniţîn însuşi, par a fi la curent, gîndul patriarhului se precizează oarecum. "Conştiinţa imperială

Doctrina "războiului de eliberare", în ciuda modestiei ei aparente, răspundea foarte exact implicaţiilor psiho-politice generate sau mai degrabă "degenerate" de "fobia contactului", necesităţii am putea spune obsesive de a preschimba orice teritoriu, indiferent de apartenenţa naţională, în "pământ rusesc", eliberînd "maica pământ" de obscurele ocupaţii ce-i alienaseră matca. Căci din perspectiva, desigur, nemărturisită, a imperialismului nevropat rus orice "eliberare", indiferent de tesitura vocală teoretică şi de vocalizele ideologice, oricît de "revoluţionară" e sinonimă cu *rusificarea.*

Pământul e o substanţă rusească – iată intuiţia mai mult decît numai obsesia imperialismului rus, parte explicabilă prin faptul că Rusia moscovită s-a constituit – spre deosebire de Rusia kieveană de pildă – întîi prin colaborarea neruşinată, apoi prin conflictul cu ocupantul tătar. Această geneză echivocă prin colaborare şi război e decisivă desigur pentru înţelegerea mentalităţii ruseşti structurate în jurul unui complex al impostorii, al nelegitimităţii originare proiectate în jur ca demascare a unei imposturi ambientale presupuse, a cărei eliminare nu se poate realiza decît prin (re)cucerire, resimţită ca o obscură formă de restituţie. Fobia contactului reducînd paradoxal Rusia, în ciuda intuiţiilor anteice, la statutul de simplă frontieră – o frontieră prin definiţie anxiogenă însă, în permanenţă gata de atac!

Din păcate, una din consecinţele extrem de grave – o analiză exhaustivă a acestora fiind evident imposibilă în acest prea limitat context – a metamorfozării Rusiei imperiale în U.R.S.S.

---

deformează conştiinţa naţională şi-i dăunează, loveşte în chip grav în dezvoltarea spirituală. Nu, nu în calitate de "naţiune imperială" au devenit ruşii, în decursul veacurilor, un popor tutelar (vădit, "poporul tutelar" al "naţiunilor titulare" n.m.), urzeala unei tapiserii multinaţionale (ceea ce e departe de a constitui un fenomen etnic curent) ci prin rolul pe care l-au jucat în formarea Statului şi prin diferitele lor migraţii geografice. *Pentru ruşi, în cursul istoriei lor, aceasta s-a transformat în povară, în fatalitate"* (s.m.) (p. 197). Cu alte cuvinte, pentru ruşi imperialismul n-ar fi expresia unei voinţe politice determinate ci o "fatalitate", o "povară", un destin deci, prin însăşi "moştenirea lor istorică" ruşii fiind "naţiunea sortită să le înglobeze pe celelalte" (p. 222). Iată cum fobia contactului se transformă în *messianism imperial* al naţiunii sortite de chiar Planul Divin "să le înglobeze pe celelalte".

Pentru a înţelege însă mai bine, fără a relua inutil compartimente analitice deja traversate, sensul real al acestei "pedagogii conştientizante", în măsura în care aceasta comportă nu doar abstracţii goale şi alte zadarnice vorbe de clacă bune numai pentru a menţine o naţiune parohială sub efectul narcozei ei totalitare, e preferabil să abordăm pasajele directe, unde polemica şi pamfletul cedează locul propunerilor şi proiectelor politice concrete. Şi mai întîi, să revenim, mai pe larg la pasajul citat anterior, unde, între altele, autorul *RSA* denunţa, sub formă de paradox, "prezumţia cecenă", altcumva, "veleitatea" Ceceniei de a-şi obţine independenţa. "Printre deţinătorii puterii nu vedem pe nimeni care să înţeleagă că, în cursul secolului XX, dezvoltarea naţionalităţilor şi cea a Statelor au luat, în genere, direcţii divergente : conştiinţele naţionale se afirmă într-un mod din ce în ce mai fracţionat, în timp ce Statele (fie şi sub forma uniunilor între State) se extind incontinuu. Pentru o naţiune mică, a trăi ca Stat independent a devenit aproape imposibil. *Şi în ceea ce mai rămîne din corpusul Rusiei* (las la o parte, aici, prezumţia cecenă sau pe cei ce nu contează decît pe banditism şi parazitism) *nici o naţiune nu mai are nici posibilitatea, nici pretenţia de a face secesiune şi de a trăi în afara unei uniuni cu poporul rus"* (*ibid.* p. 208). Numai că, în acest caz, e poate util să fim cît mai precişi: cele două războaie anti-cecene – cel elţinian şi cel putinist, mai ales acesta (e imposibil să nu ne referim mai ales la acesta din urmă, chit că cronologic anticipăm) – nu ar reprezenta altceva decît formele extreme ale aceleiaşi "pedagogii conştientizante" prin care spiritul totalitar al Rusiei se străduie să limpezească naţiunilor mici obscura chestiune a propriei lor imposibilităţi statale!

stă în caracterul indelebil al acestei metamorfoze. Desigur, nu ideologia comunistă este aici determinantă ci o anume metodologie a puterii bazate pe generalizarea fobiei contactului, nu doar în raport cu exteriorul – cu statele şi, de ce n-am spune-o, continentele "vecine", conceptul de vecinătate încetînd să mai exprime atît o realitate geografică, cît un orwellian calcul geo-politic – ci şi cu interiorul, uneori, *mai ales* cu interiorul. Se ajunge astfel (în special de la Putin sau Putini încoace, spre disperarea punctată de decese a democraţilor ruşi) la o ocupare a Rusiei de către ruşi, analogă şi bineînţeles anterioară, dacă urcăm la binomul Lenin-Stalin, acelei Românii ocupate de români de care vorbea Paul Goma.

En effet, oricare i-ar fi culoarea ideologică, roşie, verde, albastră sau galbenă, totalitarismul – sau chiar numai cripto-totalitarismul ce nu e un "totalitarism inferior" ci numai un totalitarism în aşteptare, *en attendant Godot*, oricare ar fi acela – este o forţă de ocupaţie a propriei ţări şi a propriei naţiuni, a propriului popor, tratat ca "inamic". Din acest punct de vedere, fobia totalitară a contactului ca sintagmă de frontieră, încetînd să se mai instaleze exclusiv la nivelul graniţelor geografice, aidoma simplului imperialism, pentru a se instala la nivelul limitelor dintre regimul politic şi tot ce-l înconjoară (elementele vechii aparaturi de stat, inerţial încă prezente, personalităţi de tot soiul, clase sociale şi, *last but not least*, oropsitul popor terorizat de fantasmele ce i se atribuie). Uneori, ca în cazul lui Stalin, fobia contactului instalîndu-se la nivelul limitei dintre dictator şi tot ce-l înconjoară, şi în primul rînd, ceea ce poate părea paradoxal, propriul lui aparat, aparat prin care-şi exercită puterea şi de care, tocmai de aceea, se debarasează periodic.

Acum, pentru a reveni la ideea schiţată mai sus, de vreme ce simbioza dintre totalitarismul comunist şi imperialismul rus nu-i putea scăpa unui Soljeniţîn, mai mult, dacă pericolul arbitrarului nemărginit pe care încrustarea ideologiei internaţionaliste comuniste în messianismul imperial rus risca să-l comporte nu se putea nici atît sustrage lucidităţii scriitorului (inutil, în context, de a mai invoca argumentul operei), cum se explică atunci această implozie eidetică, reprezentată ca text dar şi ca simbol de *Rusia sub avalanşă*? Pînă la urmă a invoca o carenţă predictivă sau chiar o simplă incorerenţă a concepţiei mi se pare foarte insuficient. Căci avem aici de-a face cu un element al voinţei ce debordează sincopa cognitivă, cu un factor mai degrabă ideologic decît propriu-zis eidetic ce frolează obsesia şi poate chiar cu o formă abia refulată de expiere retrospectă din cele mai stranii. Într-adevăr, ce poate fi mai perturbant decît să-l vezi pe patriarhul anti-comunismului căzînd virtual în braţele lui Igor Ivanovici Karpeţ, directorul Institutului de studii ale cauzelor criminalităţii, ba şi vicepreşedinte, cum am mai arătat, al Asociaţiei internaţionale a juriştilor democraţi (baremi cu numele), sau în orice caz în braţele ideilor lui. Şi printr-o bizară anticipaţie, căzînd, încă şi mai vîrtos, în braţele lui Putin şi-n cele ale patrioţilor putinişti de toată mîna!

Totuşi, ce a determinat această conversiune a autorului *Arhipelagului Gulag* în cel, derutant la extrem, al *Rusiei sub avalanşă* ? Cu o veche formulă, foarte succintă: *horror vacui.* E vorba, bineînţeles, de vidul politic provocat de cele două prăbuşiri succesive ale imperialismului sovietic, prima provocată de Gorbaciov prin *perestroika* şi *glaznost*, a doua, mult agravată, de Boris Elţin. Lichidatorul comunismului în Rusia şi creatorul unei Federaţii ruse debarasate de toate vechile "republici unionale", reduse prin CSI (Comunitatea Statelor Independente) la un vag statut ce se voia analog cu *Commonwealth*-ul britanic. În practică, autorul unui plonjon complet inedit pentru Moby Dick-ul imperial rus în oceanul istoriei, antrenîndu-l spre zone ce se apropiau ameninţător de democratură – un formidabil efort de democratizare pentru cel mai

pietrificat totalitarism de pe planetă – zone de care doar un putinism intransigent a mai putut să-l salveze.

Nu ştiu exact care a fost prima reacţie a patriarhului din Vermont faţă de toată această mutaţie dar e cert că de la un punct încolo – punct documentat de *RSA* – atitudinea lui a devenit virulent negativă. Scufundarea în istorie, inevitabilă în vederea unei normalizări societale şi statale, după decenii de fals politic, societal şi economic, îi apărea, vădit, ca un plonjon în vid; amputarea dimensiunii totalitare ce structura maşinăria imperială luînd pentru el forma unei iresponsabile curse spre catastrofă. Ce nu atît nu înţelegea cît refuza acest nou Soljeniţîn, plămădit din anxietăţile profund refulate ale celui dintîi, era că drumul înainte al ieşirii definitive din totalitarism nu putea în nici un caz fi o şosea confortabilă şi fără riscuri, cu premiul virtuţii la capăt, ci comporta cu necesitate enorme dezlănţuiri, cu atît mai violente cu cît ar fi fost jugulate, o colosală nemulţumire pe care lungile decenii de terorism de stat nu o puteau defel ocoli. După imensul naufragiu camuflat al comunismului, după falsificarea flagrantă a realului prin lagăre şi oroare, îndepărtarea haoticei schele a groazei nu putea lăsa decît spectacolul unei Rusii devastate de răni hidoase, a unei monstruoase maşinării de sadism imbecil şi corupţie, ce nu funcţionase, de bine de rău, decît prin afişajul unor funcţii imaginare lipit peste disfuncţiile reale, o fantomă mecanică ce părea să mai meargă doar prin perpetua ei prăbuşire. Comunismul ce începuse ca o fantomă fără cadavru termina ca un hoit!

Or, oroarea acestui totalitarism în descompunere pare pînă la urmă mai oribilă lui Soljeniţîn, ce s-ar zice că uită propriul rol în această privinţă, decît oroarea totalitarismului însăşi "în acţiune", chiar dacă nu vom întîlni nicăieri în chip direct o asemenea mărturisire[9]. Desigur, contemplînd lucrurile de la o anume distanţă, o asemenea atitudine se vădeşte mai puţin surprinzătoare dacă ne amintim că Soljeniţîn, ofiţer al Armatei Roşii mult înainte de a deveni marele prozator dizident, trebuie să fi fost la origine un spirit destul de profund totalitarizat, al cărui nivel critic nu depăşea dispreţul subţire pentru incompetenţa în plan militar a "mustăciosului", adică a semninaristului Stalin. E de altfel probabil că pentru un rus – asta independent de plăsmuirea totalitară sovietică – ins a priori dependent în plan psihologic de orizontul imperiului cu care, am putea spune, e concrescut, spiritul naţional şi imperialismul fără să-i apară neapărat ca identice se dovedesc, mai ales în circumstanţe critice, dureros indisociabile. În orice caz, pe Soljeniţîn dezagregarea imperiului, sensibilă odată cu venirea la putere a lui Boris Elţin îl confrunta cu un vid pe care nu era pregătit să-l accepte. Căci nu posibilitatea reînnoirii democratice a unei ţări anchilozate de secole de imbecilitate ţaristă şi decenii de idioţie turbată comunistă i se profilează paradoxalului autor al *RSA*, ci perspectiva terorizantă a unei demantelări şi mai adînci, prin actualizarea multiplelor conştiinţe naţionale, pînă atunci strivite, ce s-ar fi putut, în noile condiţii, trezi din seculara lor ocultare.

Independentismul cecen, dar nu numai el, constituia din acest punct de vedere un simptom din cele mai alarmante pentru o Rusie gata să-şi reverse infernul asupra Ceceniei – de fapt, asupra oricărei ţări pe care nevroza ei o defineşte ca o ameninţare – abolind orice rezervă umană, pachiderm tenebros resimţind ca pe o insuportabilă provocare cea mai fragilă manifestare a spiritului.

[9] Sau poate că da! La pagina 337 a *RSA* întîlnim această ciudată frază la care vom mai reveni: "*Noi n-am distrus numai sistemul comunist, noi sîntem pe cale de a desăvîrşi distrugerea a ce mai rămîne din temelia vieţii noastre*".

Cel mai ciudat, în reacţia post-comunistă a lui Soljeniţîn, nu este însă panica, la urma urmelor instinctivă, ci tendinţa deliberată de a regresa istoric, spre formele vetuste ale unui soi de ţarism utopic, cum vom vedea, dar şi spre anumite idiosincrazii de tip sovietic, ca obsesiva "teorie a complotului", a "imperialismului american" atunci, al Statelor Unite şi Ucrainei acum (nu trebuie să uităm că Soljeniţîn anticipă aici nu doar asupra lui Putin, ce, politic, nu exista încă, dar şi asupra situaţiei mult mai recente ce a dus la anexarea Crimeii şi de facto, a unei părţi a Donbasului, prima cel puţin dorită cu ardoare de autorul *RSA*).

Iată deci Rusia devenită – în viziunea ex-patriarhului vermontian, ce vrea să uite ca pe un insuportabil coşmar lunga perioadă în care infama Americă îi acordase azil – ţinta unui complot urzit de Statele Unite şi… Ucraina – desigur, cu scopul ascuns de a contracara Planul Imperial Divin! – de vreme ce "infama lege americană «asupra popoarelor oprimate» (PL 86-90 din 1959) fusese dirijată contra *ruşilor»,* «formularea ei fusese suflată Congresului tocmai de naţionaliştii ucrainieni (congresmenul L. Dobrianski)", *ibid.* p. 136. Vădit, cu asta intrăm în miezul complotului! Însă complotul americano-ucrainian nu se limitează la textul "infamei legi" ce exclusese, nu-i aşa, pe ruşii persecutaţi dintre popoarele *oprimate* de ei înşişi[10], ameninţînd prin "ingerinţa făţişă a Statelor Unite" în treburile Rusiei bucăţi din trupul sfînt al Patriei (imperiale, se-nţelege!). "Şi cine n-a fost martor în decursul acestor ultimi ani, la ingerinţa făţişă a Statelor Unite în treburile noastre? Cum să uiţi declaraţia preşedintelui Bush, făcută *înainte* de referendum, pentru a încuraja independenţa Ucrainei? Cum să nu-ţi aminteşti că printre primele voci care s-au ridicat pentru a proclama cu vehemenţă : «Sevastopolul este al Ucrainei!» s-a făcut auzită cea a ambasadorului Statelor Unite la Kiev, apoi, şi nu o dată, pînă la necuviinţă, pînă la inacceptabil, cea a Departamentului de Stat? America susţine pe cît poate, toate tendinţele anti-ruseşti din Ucraina. Cum să nu faci paralela între imensa indulgenţă de care dau dovadă Statele Unite faţă de Ucraina (şi încă şi mai mult faţă de republicile din Asia centrală cărora le sînt iertate atît reprimarea disidenţelor lor cît şi trucarea alegerilor) şi severitatea implacabilă manifestată faţă de Bielorusia, îndîrjirea pe care o arată pentru a frînge cea mai mică tentativă de uniune (a acesteia) cu Rusia? Motivul e simplu : Bielorusia e pe cale de a dejuca un plan bine concertat, compromiţînd proiectul unei «Uniuni de la Baltica la Marea Neagră» – de la Estonia la Crimeea – altfel spus, al unui «cordon sanitar» orientat contra Rusiei" (pp. 57-58)[11].

Ca să vezi! Parcă acum cîtva timp era vorba de un alt culoar, al Danzigului îmi pare, chestiune la rezolvarea căreia nu s-ar putea spune că Uniunea Sovietică n-a participat oarecum, prin faimosul "pact", unii mai romantici ar spune cu "diavolul"! Asta dacă în realitate Diavolul nu s-ar fi găsit de ambele părţi ale Pactului!

De altfel chestiunea "anexării" Sevastopolului (de Ucraina, carevasăzică, preschimbată în ţară invadatoare a firavei Rusii), nu e abordată numai din perspectiva "documentelor juridice

---

[10] Ar fi preferat oare Soljeniţîn să se vorbească de poporul rus ocupat şi oprimat chiar de ruşi? Punct de vedere cu atît mai legitim cu cît orice putere totalitară sau cripto-totalitară e drept a fi considerată ca o forţă de ocupaţie a propriei naţiuni, în primul rînd, şi mai precis ca forţa de ocupaţie cea mai cinică, cea mai crudă şi cea mai lipsită de scrupule, beneficiind în plus de sofisme odioase ca suveranitatea, de care totalitarismul tocmai despoaie naţiunea sau naţiunile oprimate, non-ingerinţa, ba chiar şi patriotismul naiv al celor striviţi! La drept vorbind, credem că Soljeniţîn era ultimul căruia ar fi trebuit să i se explice toate aceste prea banale elemente ale sistemelor crimei.

[11] Citite *acum* aceste rînduri aparent paranoide, în ciuda indiscutabilei isterii, capătă cumva o rezonanţă neaşteptată, sensibil mai stranie...

sovietice" ci mai ales din aceea a "sîngelui vărsat", altfel spus, a "ruşilor căzuţi acolo", modestia acestei abordări "juridice" fiind compensată din plin, cîteva pagini mai departe unde descoperim ăst giuvaier: "Cîţi ruşi au fost indignaţi şi scandalizaţi de abandonarea Crimeei, în decurs de 24 de ore, fără nici o discuţie, contestaţie sau protest de molateca diplomaţie de atunci; apoi, de trădarea ei ori de cîte ori apărea vreun conflict; ca şi de cedarea Sevastopolului, ***acest giuvaier al gloriei militare ruse*** (s. n.), fără cea mai mică obiecţie, fără cel mai mic demers politic! Aceste acţiuni scelerate au fost perpetrate de puterea pe care am ales-o noi înşine, dar noi înşine, *cetăţeni,* n-am ştiut să reacţionăm la timp" (*ibid.* pp. 141-142). Hotărît, dacă fiecare bucată de pămînt unde o armată "s-a acoperit de glorie" ar trebui să integreze *patrimoniul teritorial,* pentru că exact despre asta e vorba, al ţării în cauză, graniţele n-ar mai defini limitele dintre state ci haosul naţiunilor, fitece "giuvaier" atrăgînd după sine nevoia de alte "giuvaiere" de acelaşi soi!

E dificil să nu vedem în această teorie a complotului ce articulează liber Statele Unite şi Ucraina, dar a cărei elasticitate extremă ar putea include cam orice, de la Albania la extratereştri, o planetarizare şi deci o globalizare a fobiei contactului, ce pare să întemeieze, am arătat-o în repetate rînduri, nevroticul imperialism rus. Fobia nemaiţintind vecinii imediaţi ci totalitatea geopolitică resimţită ca un pericol.

De altfel, problema structurală a imperiilor, cu atît mai mult a imperiilor abisal nevrotice – din acest punct de vedere, Rusia nefiind, cum s-a mai spus, un Imperiu al Răului, ci mai cu seamă o formă statală bolnavă, prizonieră a propriei patologii – stă în incapacitatea de a întreţine veritabile relaţii amicale, independente de relaţiile de vasalitate sau de intenţii mai mult sau mai puţin presante de fagocitare politică. Mai mult, în incapacitatea, dacă ne putem exprima astfel, de a întreţine relaţii amicale cu ele însele. Căci oricît ar părea de paradoxal, regimurile totalitare se urăsc pe ele însele şi se devoră în permanenţă – totalitarismul stalinist reprezentînd în acest sens cel mai net exemplu – după cum, în chipul cel mai evident, îşi detestă popoarele de care se tem şi asupra cărora îşi exercită sălbatica anxietate abuzivă. Atingem cu aceasta punctul cel mai sensibil, terorismul totalitar, ca şi imperialismul fobic cu care fuzionează ori de cîte ori are ocazia, camuflînd sub dementul lor despotism dubla lor impostură. *En effet*, imperialismul pretins rus nu are altă relaţie cu Rusia decît aceea a unui monstruos parazit cu "organismul-gazdă", după cum mentalitatea totalitară, mult mai periculoasă, la drept vorbind, decît totalitarismul politic, nu e altceva decît coronavirusul formei statale şi psihologiei colective pe care le infestează. Două miraje parazitare ce au dus inevitabil la ilotizarea spiritului rus.

Îmi permit aici să deschid o mică paranteză. Căci dacă mecanismul fobic al imperialismului rus, în sensul unei agresivităţi nutrite în permanenţă de fobia contactului, cu consecinţele pe care le-am analizat deja, mi se pare dificil de contestat, intervine poate aici şi o caracteristică oarecum mai generală privind structura imperialismului ca atare, şi anume natura organică ori mai degrabă psiho-organică a imperiilor. Mărturisesc, sînt tentat să identific pulsiunea imperialistă, dacă de o pulsiune, eventual psihotică, certissim psihică este vorba, undeva la joncţiunea pulsiunilor erotice şi thanatice interpretate cîndva de Freud[12], cu ceva în plus, însă, un fel de obsesie unilaterală şi unilateralizantă a *creşterii*. S-ar putea defini oare imperialismul în sine ca o formă extrem de bizară de *monoschizofrenie sistemică*, în direcţia sistemelor

[12] În plan individual, acest bizar sincretism psihic, îndelung analizat de Sade în romanele sale, a fost denumită într-un film relativ recent – un film-cult, cum se mai spune, în epoca noastră de haos terminologic – *basic instinct.* Personal, găsesc formula aceasta extrem de fericită!

politice, bun înţeles, eventual ca o *monoschizofrenie de Stat?!* Poate, nu sînt întru totul convins. Pentru că e în natura imperialismelor ceva din aviditatea oarbă a anumitor organisme pentru care creşterea perpetuă e sinonimă cu viaţa iar staza e o formă de moarte sau cel puţin o anticipare a ei. O sete obscură de fagocitare continuă sugerînd monstruoase şi tenebroase amœbe, cum biologia nu cunoaşte încă.

Extensia inerţială a imperiilor trebuie prin urmare să fie considerată ca o condiţie indispensabilă a existenţei lor şi chiar a supravieţuirii lor pur şi simplu. Fenomen ce poate, efectiv, să coincidă cu devenirea istorică a celor mai multe dintre ele[13], dar răspunde, mai ales, experienţei resimţite de insul imperializat, cu osebire cînd acesta a trecut şi prin filtrul totalitarizant (indiscutabil, cazul lui Soljeniţîn). Avem atunci de-a face în mentalul imperial, fie el individual sau sistemic, cu un triplu ori chiar cvadruplu sincretism eidetic sau, după preferinţă, ideologic, între "spiritul" imperializat, cel totalitarizat, şi contrariile lor simetrice – căci imperialismul post-comunist include în cazul Rusiei şi reforma lui totalitară, dar şi pulsiunea ce a combătut şi învins atît imperialismul ţarist cît şi totalitarismul comunist, deşi *nu încă* imperialismul totalitar dublu vaccinat!

Instinctul amœbic al creşterii şi fobia contactului: oricît ar putea părea de diferite aceste "diateze" ale puterii, e flagrant că, în ciuda diferenţei şi chiar opoziţiei lor latente, ele se stimulează reciproc! Numitorul comun al ambelor "amœbe", cea aparent retractilă şi cea evident expansivă, constă evident în această bizară structură psiho-organică, la liziera conştiinţei şi totuşi plonjînd himeric în inconştient, combinînd atenţia anxiogenă şi ferocitatea predatoare, panica avidă în faţa formelor prea cristalizate, prea individuate şi un fel de complexă oroare în vecinătatea amorfului, singurul de care se teme şi în care se recunoaşte. Cum s-a putut vedea uneori mai sus şi cum se va mai putea analiza în cele ce urmează, pe măsură ce Rusia, identitar şi structural, se străduie să evolueze, fobia contactului – însă ar fi eronat să limităm acest fenomen exclusiv la Rusia, progresul tehnologic l-a planetarizat! – se mută spre interior sau se dedublează, reducînd zona realmente nevrotică la o fîşie de sistem, la o manie obsesivă imperialistă angoasată şi îngustată de propria ei monoschizofrenie.

Paranoia ca imperialism sau „poporul de tutelă"...

Revenind la Soljeniţîn această simbioză dintre totalitarismul comunist şi vechiul imperialism rus – reamintim fobia imperialistă a contactului, intensificată de comunism ca reformă a imperialismului erodat de democratizarea elitelor şi de cosmopolitismul ţarismului crepuscular ca să nu mai vorbim de relansarea fenomenului de sovietizare allofobă sub Putin, în forme net agravate – emerge în forme surprinzătoare în acelaşi timp prin vetusteţea concepţiei şi prin sofistica cinică a formei argumentative.

Citäm: "Chiar acest prurit al «deschiderii către lume» a determinat Rusia, în plină perioadă de reconstrucţie, să susţină Statele Unite cînd acestea au cerut la ONU aprobarea operaţiilor lor militare, apoi, într-un moment cînd propria noastră armată era exsanguă, să trimită un detaşament de soldaţi ruşi în «Forţa de intervenţie» din Bosnia, operaţie costisitoare, îndreptată împotriva unor populaţii slave şi contrară intereselor noastre" (p. 53). Şi pentru că atît nu era de ajuns : "… e posibil ca Statele Unite să regrete amar într-o zi faptul de a fi desfăşurat atîtea

[13] Situaţia imperiilor coloniale francez şi britanic, ce au renunţat, în cele din urmă, "spontan" la coloniile lor, trebuie considerată ca excepţională, deşi asta nu înseamnă că impulsul imperialist francez şi, eventual, britanic ar fi dispărut!

eforturi pentru constituirea unui solid bastion al islamismului în Bosnia – în plină Europă" (p. 59).

Calozitatea autorului *RSA*, impermeabilitatea lui la contextul politic şi uman al intervenţiei occidentale în Bosnia, ulterior şi în Kosovo – asta dupa nesfîrşite şi criminale temporizări provocate în mare parte tot de Rusia – e totală. Nici un cuvînt despre tragedia poporului bosniac, despre masacrul de la Srebreniţa, despre călăii Karadzici şi Mladici, orchestraţi din umbră de Miloşevici. Mii de oameni ucişi, pentru a fi pitiţi rapid în obscurul gropilor comune, situaţii ce amintesc dureros atîtea masacre sovietice şi naziste prea bine cunoscute de Soljeniţîn. Toate alunecă pe percepţia umană a patriarhului vermontian ca apa de ploaie pe impermeabil, de fapt nu putem spune că alunecă de vreme ce pentru el pur şi simplu nu există. Se reţine doar, cu tulbure compasiune, evocarea unei Armate Roşii "exsangue" – te întrebi în urma căror ruinătoare războaie recente, nu cumva ca o consecinţă a abjectei agresiuni contra Afghanistanului? De altfel, expedierea detaşamentului în chestie, prin care Armata Roşie cea atît de sîngeroasă risca să fie vidată definitiv de preţioasa hemoglobină – în ce lupte? – avea bineînţeles un sens politic ce pare să-i fi scăpat prozatorului, Rusia vrînd să-şi afirme cumva prezenţa chiar şi într-o situaţie pe care practic n-o mai putea controla.

De altfel, "indignarea" autorului *RSA* – pe care mărturisim că ne vine cam greu să-l identificăm cu Soljeniţîn! – e cu atît mai bizară cu cît cu doar cîteva pagini mai devreme afirma senin: "Tocmai Noua Rusie e cea care a contribuit la efectuarea acestei cotituri istorice a conştiinţei universale, datorită căreia, de acum încolo, intervenţia militară a unei mari puteri, în orice punct al globului, nu mai e definită ca o «agresiune» ci ca un «efort în favoarea reîntoarcerii păcii»" (p. 53). De ce se mai plînge atunci Soljeniţîn? Atitudine cu atît mai absurdă cu cît vădit pune în ecuaţie imperialismul rus cu datoria de ingerinţă în contextul unor populaţii în pericol ca bosnieicii sau kosovarii, de pildă! Căci trupele NATO n-au ocupat Bosnia sau Kosovo şi n-au încercat să masacreze pe sîrbi ci doar să împiedice, cu prea mare întîrziere, din păcate, noi genocide, noi crime împotriva umanităţii de care trebuie spus că mentalitatea totalitară e, vai, atît de nesăţioasă.

Adevărul e că nu prea ştii cum să iei astă succesiune de aberaţii paranoide. Detaşamentele ruse, impuse Occidentului de "Noua Rusie", vectori ai unei "cotituri istorice a conştiinţei universale"? Nu e cam excesiv? Şi inexact, la urma urmei, dacă ne amintim că, în contextul kosovar de pildă (ei da, posterior cărţii, dar parcă asta mai contează în faţa unei "cotituri istorice" a, nici mai mult nici mai puţin, "conştiinţei universale", ce n-ar putea, nu-i aşa, să fie afectată de o circumstanţă atît de futilă!), "Noua Rusie" a contribuit la "marea cotitură", dar poate tocmai ăsta-i clenciul, ameninţînd planeta cu un nou război, atomic. Pe de altă parte, nu poţi să nu te minunezi de extraordinara abilitate sofistică a autorului *RSA*, ce machiază imperialismul rus prezentîndu-l ca pe o "cotitură istorică a conştiinţei universale" – măi să fie, dar virtuos s-a mai făcut dracul! – asta în dreaptă linie a "războaielor de eliberare" ce constituiseră imperiul sovietic, în epoca publicării cărţii relativ recent dus de rîpă.

E poate aici locul să ne reamintim un pasaj (*ibid.* p. 208), citat mai sus, ce consună straniu cu, nu-i aşa, "cotitura istorică a conştiinţei universale" la care Noua Rusie a contribuit într-un chip decisiv, cotitură graţie căreia "intervenţia militară a unei mari puteri, în orice punct al globului, nu mai e definită ca o «agresiune» ci ca un «efort în favoarea reîntoarcerii păcii»".

"Printre deţinătorii puterii nu vedem pe nimeni care să înţeleagă că, în cursul secolului XX, dezvoltarea naţionalităţilor şi cea a Statelor au luat, în genere, direcţii divergente : conştiinţele naţionale se afirmă într-un mod din ce în ce mai fracţionat, în timp ce Statele (fie şi sub forma

uniunilor între State) se extind incontinuu. Pentru o naţiune mică, a trăi ca Stat independent a devenit aproape imposibil. *Şi în ceea ce mai rămîne din corpusul Rusiei* (las la o parte, aici, prezumţia cecenă sau pe cei ce nu contează decît pe banditism şi parazitism) **nici o naţiune nu mai are nici posibilitatea, nici pretenţia de a face secesiune şi de a trăi în afara unei uniuni cu poporul rus***"* (*ibid.* p. 208)*.* Am subliniat pasajul pentru a pune în evidenţă echivocul structural al afirmaţiei şi mai ales extensia ei latentă. Căci dacă prin prima ei parte fraza pare să se limiteze la afirmarea monolitismului imperial rus în limitele actualei "Federaţii" ("ceea ce mai rămîne din corpusul Rusiei" – de remarcat tonul nostalgic al sintagmei), prin cea de a doua se întrevede net un imperialism fără frontiere fixe, ce pare a tinde să recupereze teritorial nu doar defuncta Uniune Sovietică, de astă dată botezată "Federaţie" (în special Ucraina şi Bielorusia s-ar zice că sînt vizate) ci orice ţară, pardon "naţiune", pe care Rusia ar putea-o rîvni. Să izolăm pentru o clipă această porţiune de frază: "Nici o naţiune nu mai are nici posibilitatea, nici pretenţia de a face secesiune şi de a trăi în afara unei uniuni cu poporul rus". Fascinant! Căci luată doar astfel aserţiunea îşi trădează sensul veritabil, acela al unei uniuni planetare virtuale, carevasăzică al unei Rusii întinse pe întreg pămîntul, uniune din care nici o naţiune nu mai poate avea nici posibilitatea nici, baremi, pretenţia de a face "secesiune", a trăi în afara unei uniuni cu poporul rus dovedindu-se de-acum imposibil!

Extra Ecclesiam nulla salus! Cu diferenţa că ar trebui să înlocuim, în cazul de faţă, "Biserica" prin Rusia însăşi ca unic suport, autorul *RSA* ar fi, sînt convins, perfect de acord, al salvării naţiunilor, ba chiar a omenirii întregi! Delicioasă paranoie, savuros imperialism totalitar!

Se verifică astfel remarca noastră mai veche, anume că pentru nevroticul imperialism rus, Rusia nu e Rusia ci întreaga planetă, după cum pentru naţionalismul totalitarizat rus, rus e întreg pămîntul, substanţa, nu doar întinderea lui. Din acest punct de vedere Adam însuşi ar trebui văzut ca un rus *avant la lettre*, plămădit dintr-un material ce nu avea să-şi găsească, nu-i aşa, legitimitatea religioasă şi spirituală decît ca Rusia! Sînt sigur că dacă autorul *RSA* m-ar fi putut citi, m-ar fi aprobat entuziast, fără a sezisa baremi sarcasmul. Prin urmare, dacă evreii se pot considera, pe temeiul Bibliei, poporul ales, ruşii, pe temeiul propriei lor nevroze paranoide, se pot considera ca locuitorii singurei ţări "legitime" de pe planetă, o ţară faţă de care noi ăştilalţi: armeni, români, francezi, germani, americani, irlandezi, britanici etc., asta ca să nu mai vorbim de prezumţioşii ceceni ori de sirieni, bosnieci, kosovari, şi alţi "necredincioşi", sîntem cu toţii nişte bieţi rebeli secesionişti pentru care orice veleitate sau posibilitate chiar de a exista în afara unei uniuni cu poporul rus e, pur şi simplu, imposibilă. Mort sau viu, Dumnezeu însuşi trebuie să se resemneze a-şi recunoaşte grabnic naţionalitatea rusă, ideea "Dumnezeului rus" neavînd de altfel nimic original!

Cu atît mai surprinzătoare pare ideea conţinută în pasajul subsecvent unde s-ar zice că Soljeniţîn dă cu toată modestia înapoi, bun înţeles, dacă nu avem de-a face cu o retragere strategică pe poziţii dinainte stabilite. "Sînt un adversar hotărît al «panslavismului» : această ambiţie a fost întotdeauna mai presus de puterile Rusiei. N-am aprobat niciodată solicitudinea noastră faţă de destinul Slavilor de Vest (anexarea Poloniei a fost o gravă eroare a lui Alexandru I; cît despre Cehi, sînt departe de noi) sau de Sud unde protecţia şi sacrificiile noastre au fost răsplătite cu nerecunoştinţă, ca în Bulgaria, ori ne-au amestecat într-un război fără necesitate pentru noi, însă cu consecinţe funeste, ca în Serbia" (p. 133). Admirabilă "solicitudine" ce duce la – cînd nu constă, pur şi simplu, din – anexarea Poloniei (fie şi de către Alexandru I; lucrurile începuseră, parcă, cu Ecaterina a-II-a, dar nici asta n-are prea multă importanţă), minunată

"protecţie" şi sublim spirit de sacrificiu, din păcate rău plătite de nerecunoscătorii de bulgari. Cît despre Cehi, aceştia "sînt departe de noi". Să ne lămurim, departe *deocamdată*[14].

Admirabilă solicitudine dar şi mai admirabilă preteriţie, ce afirmă o înflorire imperială la nivelul vechiului imperiu sovietic şi asta, culmea, avînd aerul că tocmai neagă pînă şi cea mai vagă pretenţie. Neagă enumerînd, cu cîtă nostalgie, teritoriile pierdute sau poate doar visate de solicitudinea imperială rusă ca Polonia, "***grava*** eroare a lui Alexandru I", nerecunoscătoarea Bulgarie, Serbia, cu consecinţe atît de funeste pentru imixtiunea rusă, ori prea lontana Cehie, menţionată doar din plăcerea benignă de a completa "lista". Lontană pentru Federaţia rusă dar parcă nu pentru cu nerecunoştinţă uitata Uniune Sovietică (vezi nota de mai sus).

Dar atunci, staţi un pic să ne lămurim, cînd "tătucul", Stalin carevasăzică (nu, vă rog, lămuriţi-mă şi pe mine de ce ne-am opri la ţari de vreme ce istoria modernă e atît de fertilă în exemple), anexa, ba în tovărăşia lui Hitler, ba pe cont propriu, cînd o bucată din Polonia, cînd Basarabia, cînd Karelia (ce a costat sovietelor circa 2 milioane de soldaţi), cînd Ţările Balte, şi apoi, cu hulpăvnicie reîmprospătată, de-a dreptul, Polonia în întregime, România tot aşa, nerecunoscătoarea Bulgarie, îndepărtata Cehie – care nu ştiu prin ce miracol se apropiase grozav de tancurile sovietice! –, plus Slovacia, ba şi nesupusa de Ungarie (tot slavă şi asta?), ba şi cam jumătate de Germanie, nu dădea ***el*** dovadă de solicitudine, protejînd, ba chiar sacrificîndu-se! Vă rog să mă credeţi, se poate argumenta istoric! Dar… dar…, în acest caz – nu *noul* Soljeniţîn ne va contrazice, de altfel, nici n-ar avea cum –, şi gulagurile, amar denunţate de Soljeniţîn cel vechi (n-o să ne mai încurcăm cu el aici, am putea spune de ex-Soljeniţîn), tot din "solicitudine" au fost umplute cu z/k, căci, inevitabil, trimiţînd în lagăre şi deportînd "clase sociale" şi popoare întregi din, oricum, penitenciarul sovietic, Stalin le *proteja,* ba chiar, nu trebuie să ne fie frică s-o spunem, *se sacrifica* pentru ele! Mda!

Privind lucrurile oarecum mai de sus, două direcţii par să se degaje din adesea haotica avalanşă ce reprezintă lectura neo-soljeniţînianã a Rusiei post-comuniste.

Una, nu îndrăznim a spune prima, într-atît ne găsim prinşi în inextricabilitatea unei labirintice interacţiuni de afirmaţii, cel mai des gratuite, sentinţe aiuritoare, ţipete umorale ridicole şi planuri politice fantasmatice ce ar fi trebuit să-l trimită pe autor la cultivarea trandafirilor pentru restul turbulentei lui bătrîneţi – planuri fantasmatice cînd nu de-a dreptul fantastice, contrazicînd, nu! abjurînd cu un cinism naiv un întreg drum al celui mai important dizident nu doar rus, însă în practică atît de absurde încît n-ar fi trebuit să poată îngrijora conştiinţa lucidă, costrînsă, totuşi la un zîmbet cam crispat, dacă Rusia însăşi n-ar fi devenit, în urma eşecurilor ei totalitare, neurmate de necesara transformare democratică, pe care ruşii, aceşti specialişti ai speranţei, nu sînt deocamdată capabili s-o vectorializeze, un tărîm al fantasmelor periculoase pe care avalanşele de armament rău sau deloc controlat riscă să le preschimbe în fiece clipă-n oroare şi ireversibil coşmar – una/prima deci din direcţiile "gîndirii" neo-soljeniţîniene ar viza impunerea unui monolitism politic dur, ce travesteşte stîngaci, sub limbajul naţionalist, triste ticuri cu tancuri sovietice.

[14] Deşi invadarea în 1968 a Cehoslovaciei de majoritatea ţărilor Pactului de la Varşovia – cu excepţia notabilă şi îndelung notată a României ceauşiste – cu, în frunte, U.R.S.S. (bastion al...) trebuie să-i fi apropiat sensibil pe Cehii aceştia rebeli..., pardon, "îndepărtaţi". Din fericire, autorul *RSA* pare a suferi, cel puţin în această privinţă, de o binecuvîntată amnezie...

Cealaltă, a doua, deşi tot prima în fond, se apleacă asupra retro-reformării unei Rusii care numai de-o regresiune în plus – şi încă dintre cele mai grave în plan instituţional – nu avea nevoie. Putin încă imprezent în echipele la putere – Putin ori poate mai exact putinismul bazat pe-un clonaj multiplu – este anticipat, ba uneori depăşit, căci are şi putinismul, oricît scufundat în oroare, precauţiunile lui, ce noului Soljeniţîn nu-i par necesare. La retro-reforma instituţională – o vom detalia mai la vale – adăugîndu-se, ca un fel de bonus, exact ce numisem mai sus "abjurare" a propriei traiectorii moral-politice, în fapt, veritabil spirituale şi, de ce n-am spune-o, a propriei vocaţii literare, indisociabilă de conştiinţa acelei teleologii anti-totalitare ce era cîndva, şi pentru mulţi – dar sigur nu pentru autorul *RSA* – mai este încă Soljeniţîn, abjurare concretizată printr-un atac în regulă împotriva sensului însuşi al luptei antitotalitare. Citäm pasajul complet : "Or, fără un sentiment naţional capabil să ne reunească, noi, ruşii, în vastele noastre întinderi, ne vom resorbi ca un material etnic privat de înfăţişare, o masă amorfă. Ni se va replica evocîndu-se primejdia de a exagera importanţa naţiunii, a apartenenţei naţionale. Nu avem defel această intenţie, cu atît mai mult cu cît deasupra naţiunii, intuim tot ce relevă de Cer. ***Mai bine zis, credem că a exagera importanţa persoanei – ce a dat naştere în zilele noastre cultului «drepturilor omului» – nu e mai puţin dezastruos pentru dezvoltarea istorică: persoana cunoaşte de asemenea, deasupra ei, instanţele spirituale. Cu toate acestea, în ciuda insistenţei sale obositoare, acest cult nu suscită nici un reproş***" (*ibid.* p. 269, sublinierea aparţinîndu-ne).

Iată dară, după drepturile omului strivite de totalitarismul comunist, aceleaşi drepturi ale omului batojocorite în numele unui totalitarism de drept divin şi reduse la statutul unui "cult", evident condamnabil, de ce nu la cel al unei "secte"!

Cum se prezintă însă acest Stat rus "monolitic" în viziunea neo-soljeniţîniană? Ei bine, mai întîi ca eşec. "Trebuie să avem curajul de a recunoaşte toate aceste eşecuri şi a construi un CSI şi un Stat rus puternic, căci în această direcţie totul rămîne încă de făcut şi nimic nu e sigur" (*ibid.* p. 74). Prin această unică frază, Soljeniţîn îl anticipează pe Putin şi, probabil, îl depăşeşte! Sau cel puţin depăşeşte putinismul actual, încă prea puţin axat pe recuperare masivă a imperiului deşi semnele încurajatoare în această privinţă nu lipsesc : Donbasul, Crimeea, Siria mai ales ca fereastră la Mediterana, probează, nu-i aşa, vitalitatea imperialistă a imperiului[15]. Totuşi în epoca *RSA* lucrurile nu ajunseseră încă acolo şi tonul autorului e mai degrabă depresiv.

Fapt semnificativ, această toamnă psihologică a patriarhului pare să întîlnească o formă de depresiune colectivă ce e de astă dată a ruşilor în ansamblu. Într-adevăr, document psiho-politic inestimabil pentru înţelegerea exasperării ce domina în epocă Rusia, *RSA* permite diagnosticarea, deja, a aceleiaşi stări de spirit ce, după politologul Andrei Pionkovski, a determinat ulterior venirea la putere a lui Putin. Re-citäm : "Popularitatea lui Putin se explică prin faptul că echipa lui a pus în mişcare lucruri ascunse adînc în inconştientul colectiv al ruşilor. În cursul ultimilor zece ani, oamenii au cunoscut decepţii crunte, e un lanţ al ratării, pentru ei şi pentru Rusia, şi s-au săturat (v. *supra* "Bine aţi venit în infern"). Vădit se săturase şi Soljeniţîn[16]!

---

[15] Şansele, acum, în decembrie 2021, ca Federaţia rusă să declanşeze invadarea Ucrainei, ca, în 1938, Hitler invadarea Cehoslovaciei, sînt foarte considerabile. De fapt, cu puţin noroc, n-ar fi deloc exclus ca Rusia să declanşeze pur şi simplu al treilea război mondial!

[16] Pentru "atmosferă" cîteva citate: "Ruşilor nu le mai pasă de propria lor cultură. Şi dacă nu salvăm cultura, nu vom salva naţiunea". "Poporul rus va şti oare să-şi prezerve identitatea spirituală?" "Statul nostru n-ar

Chiar simpla convenţie a "federaţiei", în cazul Rusiei, mască fragilă a unui imperialism flagrant de vreme ce unitatea respectivei "federaţii" e menţinută prin forţa armelor, nu prin expresia liberă a popoarelor, pare să-l perturbe profund pe autorul *RSA*, ireversibil scufundat în obsesiile lui totalitare, căci : "Nu, noi am auzit elita conducătoare repetînd cu voluptate sloganurile federalismului, fără să înţeleagă că federaţiile nu pot exista decît graţie forţelor centripete şi nu a celor centrifuge. Astfel am ascultat faimoasa invitaţie (adresată Tatariei) : «Luaţi atîta suveranitate cîtă puteţi să înghiţiţi!» (Şi ea s-a grăbit să ia.) Alte entităţi autonome au urmat în chip deliberat această reţetă, apoi, la exemplul lor, entităţi şi teritorii ruseşti numite în zilele noastre «regiuni». *Acest proces e dintre cele mai primejdioase, căci o ţară atît de întinsă ca Rusia nu poate exista fără o putere centrală unică şi puternică; în situaţia de precaritate şi confuzie ce se eternizează, ar risca să se sfîrşească prin prăbuşirea Statului rus*" (*ibid.* pp. 208-209; sublinierea mea).

E, desigur, inutil a mai sublinia sensul represiv, respectiv "imperialist" al unor asemenea pasaje, ca şi gravele pericole pe care le comportă acest tip de mentalitate paseist-autistă. "Forţele centripete" neputînd culmina decît prin suprimarea convenţiei federative în favoarea unei reveniri nu doar factuale ci şi direct instituţionale la forma imperiului, un imperiu naţional după formă dar totalitar prin metodă.

Desigur, ne putem finalmente interoga asupra rolului concret pe care texte de genul *Rusiei sub avalanşă* îl pot avea dacă nu în formarea, în orice caz în consolidarea şi intensificarea stării de derută sistematică ce a dus, la vreo doi ani de la apariţia cărţii, la alegerea în funcţia de Preşedinte al Rusiei, a unui personaj sinistru de teapa lui Vladimir Putin, tristă combinaţie de birocrat sovietic şi aventurier politic. Pentru că pare evident că prin alegaţiuni conţinînd un profund dezchilibru tipologic şi etic între duplicitate şi sinceritate, simplu spus, între *adevăr* şi *minciună*, conştiinţa publică în general şi, în special, cea rusă, oricum confruntată cu o extraordinară confuzie a valorilor şi o teribilă erodare a criteriilor şi speranţelor, se vede, oarecum, întîmpinată şi preluată de o veritabilă *ideologie a exasperării* ce, venind tocmai din partea celui mai celebru luptător contra totalitarismului comunist, condamnă orice cale de scăpare din sfera unui totalitarism funciar, dublu identificat cu lupta anticomunistă şi cu conştiinţa naţională – ba chiar şi religioasă! – rusă.

Noua Rusie şi... "cotitura istorică a conştiinţei universale"!...

E timpul să revenim, într-o formă sensibil mai dezvoltată, la un pasaj deja citat ce are aerul straniu al rescrierii "războiului rece" *apud* Soljeniţîn şi deci al unui revanşardism, mai mult literar deocamdată în epoca apariţiei *RSA*, militar şi politic, ba chiar, prin intrarea tot mai hotărîtă în arenă a Chinei, economic şi... medical (vezi recenta pandemie de laborator lansată de puterea virală extrem-asiatică):

"Tocmai Noua Rusie e cea care a contribuit la efectuarea acestei cotituri istorice a conştiinţei universale, datorită căreia, de acum încolo, intervenţia militară a unei mari puteri, în orice punct

---

trebui să fie ortodox?" "Fără Dumnezeu, nu e nevoie de Rusia; fără Rusia, nu e nevoie de libertate". "Dacă nu facem penitenţă, nu dau un ban pe Rusia". "Nu, ortodoxia, astăzi, nu susţine destul Statul, este fragilă". "Ruşii sînt bruscaţi peste tot. Dar cînd încearcă să se apere, sînt trataţi de fascişti!" "Nu se poate oare aştepta nimic din partea poporului rus?". Şi în fine: "Spuneţi-mi: ce înseamnă astăzi *să fii rus* ?" (*ibid.* pp. 22-23; subliniat în text). *Vox populi...* Curioşii ce şi-ar putea procura cartea pot descoperi multe alte "panseuri" populare în capitolul 1 al cărţii, ce-i serveşte de introducere.

al globului, nu mai e definită ca o «agresiune» ci ca un «efort în favoarea reîntoarcerii păcii». Sîntem îndreptăţiţi să gîndim că exact această terminologie e cea care se va impune în secolul XXI şi e foarte posibil ca Rusia să-i experimenteze efectele într-un viitor apropiat sub forma, de pildă, a unei «acţiuni în favoarea păcii» în ţara noastră şi pe restul planetei, [«acţiune»] constînd în a ne obliga să renunţăm la forţa noastră nucleară; americanii au lansat deja unele avertismente în acest sens. (Şi asta se va face cu «aprobarea comunităţii internaţionale», întocmai ca operaţia «Furtună în deşert»; asta poate chiar să se continue printr-o împărţire a Rusiei – Antanta nu se pregătea oare să o facă fără cea mai mică ruşine în timpul războiului nostru civil ?)" (*ibid.* pp. 53-54).

Iată-ne întorşi "fără cea mai mică ruşine" la epoca, ba şi la mentalitatea sovietică a demult defunctului "război civil"! Idei fixe documentînd un militarism primitiv dublat de un fel de manie a persecuţiei politice domină mentalul unui ins ce ar fi trebuit mai degrabă să-şi orienteze eforturile în direcţia unui plus de democraţie, singura capabilă să asigure stabilitatea internă şi externă a unei Rusii, flagrant ameninţate tocmai de pahidermismul ei imperialist!

Atingem, de fapt, aici, o problemă complementară celei analizate, deja, mai demult (v. mai sus *Ce vor ei? (II)*, partea întîi). Într-adevăr, identificînd sursa nevrotică a imperialismului rusesc şi definind structura "«patriotismului imperial», ce face din ruşi patrioţii tuturor ţărilor pe care le ocupă, iar din acestea, simple momente ale *dezvăluirii teritoriale a Rusiei"*, prin metamorfoza, aparent paradoxală, a "fobiei contactului" în ceea ce numeam "principiul amœbic", conchideam : "Altfel spus, statul contiguu constituind pentru psihicul politic nevrotic o sursă de pericol pentru "patria-mamă", eliminarea şi zdrobirea lui prin invazia cea mai arbitrară şi mai sălbatică devine fatalmente sinonim cu *eliberarea* patriei materne de "pericolul" ce o ameninţă; iar cum orice eliberare a patriei nu poate fi decît *eliberare teritorială,* ocuparea patriei străine sfîrşeşte, în modul cel mai firesc, prin a fi asimilată cu eliberarea patriei proprii. Astfel, permanenta extindere teritorială a imperiului rus făcîndu-se, prin substituţie, sub semnul eliberării nemijlocite a Rusiei, procesul acestei agresivităţi transferate şi al acestei posibilităţi fantasmatice nestăvilit transpuse într-o realitate dementă, ce-şi găseşte justificarea în chiar anxietatea pe care resimţind-o o inspiră (şi invers), nu se poate decît intensifica cu fiece progres al unei ocupaţii externe definite în replică la un pericol identitar proiectat. Ideal, deci, văzută dinspre Rusia, întreaga planetă se prezintă ca o succesiune de entităţi politice potenţial sau actual contigue, adică *real periclitante,* şi mai precis, ca teritoriul ei înseşi, temporar ocupat şi identitar substituit de un mozaic de puteri străine uzurpatoare"[17].

Doar plecînd de la aceste premize, singurele ce permit, poate, depăşirea unei inevitabile "indignări" de primă instanţă, putem înţelege corect funcţia simptomatică, şi, ca să zicem aşa, valoarea de interfaţă dintre "imperialismul real" şi "imperialismul retoric", abundent reprezentat de *RSA,* care, în fond, nici nu este altceva decît "avalanşa" acestui "imperialism retoric", a acestei himere morbide pe care inerţia agresivităţii o revarsă mereu peste graniţele mai mult ale fobiilor şi nevrozelor proprii decît ale unei ţări bine determinate. Şi doar analizînd din această perspectivă datele problemei putem capta exact interacţiunea profundă dintre "imperialismul popular" şi cel "statal", indisociabil întreţesute în discursul neo-soljeniţînian, sau, mai precis, lămuri felul în care insul totalitarizat, odată liberat de totalitarismul formal al

[17] Cu alte cuvinte, de o "tapiserie" virtuală planetară ce s-ar adăuga "tapiseriei multinaţionale" actuale a Federaţiei, "tapiserie" a cărei "tramă" n-o poate, desigur, constitui decît "poporul tutelar", am numit poporul rus, mai încape vorbă! (vezi în acest sens *ibid.* p. 197, şi *infra*).

unei dictaturi comuniste perimate, se vede pe sine însuşi, întîi izolat în vidul acestei năruiri, apoi, printr-un fel de fenomen de compensaţie totalitară, ca demiurg al unui regim totalitar "ameliorat" de chiar experienţa luptei lui antitotalitare anterioare, şi, simultan dar desigur non-concomitent, ca "redactorul", de nu cumva "profetul" unui "imperialism literar", cu atît mai radical cu cît în locul sîngelui, el costă doar silabe, precum şi bizar impregnat de voluptatea unei sofistici la urma urmelor destul de abjecte.

Astfel, dacă "sinonimia" introdusă de discursul soljeniţînian între "solicitudine", "protecţie" şi "sacrificiu", pe de o parte, şi "anexiune", pe de altă parte, nu poate fi despărţită de o anume "demagogie imperialistă" şi, bineînţeles, de o profundă duplicitate sofistică, ar fi imprudent şi inexact să fie redusă la simpla denunţare a unei banale "ipocrizii", oricît vectorul "cinismului" ar fi de activ aici. Mai degrabă, în miezul acestei duplicităţi extrem de complexe, ce-şi cuprinde denunţarea ca moment, putem descifra elementele autoportretului psihologic, moral şi, eventual, "spiritual" al insului totalitarizat, un document excepţional al nevrozei reflectîndu-se pe sine! Într-adevăr, dacă modulul "imperialismului real" se caracteriza prin trecerea paradoxală de la "fobia contactului" la "principiul amœbic", modulul "imperialismului retoric" se caracterizează prin fenomenul incomparabil mai spectaculos al *metamorfozei hermeneutice* a "principiului amœbic" în ***messianism imperial***, acelaşi messianism imperial la care ne-am referit deja mai sus, deşi, de data aceasta, nu neapărat asociat dimensiunii religioase proprii oricărui populism post-comunist confortabil.

Altfel spus, putem degaja, independent de orice butaforie pseudo-religioasă, un "messianism laic", strict politic, rezumîndu-se la nimic altceva decît la teleologia proprie oricărui imperialism, indisociabil de fantasmele milenariste, prin care conştiinţa alienată a unei naţiuni ori a unui grup de indivizi (constituiţi în "partid", "sectă" etc.) se prezintă şi se reprezintă pe sine în calitate de concluzie şi scop – sau, pentru a aristoteliza, drept cauză formală şi finală – a procesului istoric. Mania de a introduce un soi de *happy-end* în chip de codicil testamentar neavînd vreun raport real cu structura catastrofistă a messianismelor imperialist-totalitare ci constituind, mai degrabă, un rezidu psihologic, fragmentul persistent al unui clişeu.

O remarcă ce ne obligă să reluăm un citat livrat anterior în alt context, care poate surprinde oarecum. "Conştiinţa imperială deformează conştiinţa naţională şi-i dăunează, loveşte în chip grav în dezvoltarea spirituală. Nu, nu în calitate de "naţiune imperială" au devenit ruşii, în decursul veacurilor, un popor tutelar (vădit, "poporul tutelar" al "naţiunilor titulare" n.m.), urzeala unei tapiserii multinaţionale (ceea ce e departe de a constitui un fenomen etnic curent) ci prin rolul pe care l-au jucat în formarea Statului şi prin diferitele lor migraţii geografice. *Pentru ruşi, în cursul istoriei lor, aceasta s-a transformat în povară, în fatalitate"* (s.m.) (p. 197). Am putea vorbi aproape de o autocritică a reprezentării imperialiste a Rusiei în acest pasaj care s-ar zice că opune "conştiinţa imperială" şi "conştiinţa naţională", mai mult, ce vede în cea dintîi un factor perturbator, "deformator" chiar al celei din urmă. Observaţie profundă ce dusă pînă la ultima consecinţă ar revela funcţia distrugătoare a imperialismului pentru conştiinţa rusă şi chiar pentru coerenţa şi supravieţuirea ei statală. Căci dacă Rusia moscovită s-a construit, cum am mai văzut şi cum vom mai vedea, ca un fel de *contra-imperiu*, ea nu poate subzista tot astfel ci numai cu preţul unei normalizări democratice, oricît dureroase, pe scurt, vindecîndu-se de fobia imperialistă a contactului, ***vindecîndu-se de imperialism.***

Din păcate nu tot astfel pare să vadă lucrurile Soljeniţîn pentru care, s-ar zice, "conştiinţa imperială" constituie un cadru prea elastic şi prea larg, comportînd o anume dezintegrare a monolitismului naţional prin masa concesiilor inevitabile pentru un imperiu şi locul prea vast

pe care îl degajează pentru identitatea altor naţiuni. Termenul adoptat de autorul *RSA* fiind de "popor tutelar", cum am remarcat deja "popor tutelar" al "naţiunilor titulare". Naţiuni titulare însă *a ce* în textul şi contextul Rusiei monolitice, unde nu pot exista şi nu pot subzista *decît ruşi.* Efortul persistent al acestei cărţi-program ce este indiscutabil *RSA* constînd tocmai în elaborarea unor metode cît mai abile şi în aparenţă cît mai puţin violente de "detitularizare" a naţiunilor nu doar ocupate ci absorbite, a *naţiunilor fagocitate* mai exact, şi poate, într-o şi mai covîrşitoare măsură încă, în definirea unei legitimităţi în numele căreia *naţionalizarea celorlalte naţiuni ale imperiului*, pardon, ale Rusiei unice şi indivizibile să apară cumva ca înţelegerea melancolică a unei necesităţi de neocolit. Că "poporul tutelar" e prezentat ca "urzeala unei tapiserii" multietnice nu trebuie să înşele. Căci "urzeală" înseamnă desigur substratul, factorul întemeietor, substanţa în sine a rusităţii faţă de care celelalte naţiuni sînt nişte vagi fenomene, biete pete de culoare de pe "tapiseria" imperiului, ornamente doar pe o ţesătură străină, singura la care vidul lor ontic mai poate pretinde. Căci "egalitatea naţiunilor" – a "naţiunilor titulare" cu "naţiunea tutelară", poate?! – din Imperiu tocmai cu asta debutează : cu negarea peremptorie a fiinţei istorice a acestor naţiuni "egale", altfel spus cu anihilarea lor *teritorială* ("Rusia" în locul fie şi convenţionalei "Federaţii" ruse) şi *naţională* (de vreme ce fiinţa istorică a acestor, totuşi, non-ruşi e fiinţa istorică rusă!).

Să reluăm, căci urzeala aceasta argumentativă stranie nu e uşor de urmărit pentru minţi naive, neantrenate cu labirinturile rusităţii, ca a noastră. "Nu, nu în calitate de "naţiune imperială" au devenit ruşii, în decursul veacurilor, un popor tutelar, urzeala unei tapiserii multinaţionale (ceea ce e departe de a constitui un fenomen etnic curent) ci prin rolul pe care l-au jucat în formarea Statului şi prin diferitele lor migraţii geografice. Pentru ruşi, în cursul istoriei lor, aceasta s-a transformat în povară, în fatalitate". Pe cît ne putem da seama e vorba aici, în primul rînd, de a evita o confuzie, anume confuzia, altminteri facilă, dintre "naţiunile imperiale" (în fond, au fost atîtea...), animate de un egoism istoric avid – avid de ce? de noi teritorii *străine*, bineînţeles, de o putere obţinută exclusiv prin uzurpare – şi *misiunea naţională rusă*, sincer nu vedem cum am putea-o numi altfel, ce poartă şi cumva întemeiază toată această vastă "tapiserie multinaţională", furnizînd acestui conglomerat mai mult sau mai puţin aleatoriu – din ce în ce mai puţin aleatoriu, la drept vorbind – unitatea şi structura statală. Aleatoriul a devenit organic? Cum oare, dacă nu tocmai prin ruşi, într-un sens, poporul cel mai persecutat, cel mai neînţeles, Hristoforul purtător nu doar al lui Crist ci purtător şi făcător de istorie. Mai trebuie oare să ne minunăm că "pentru ruşi, în cursul istoriei lor, aceasta (această tragică funcţie istorică, nu trebuie să ne temem să spunem lucrurilor pe nume! n.m.) s-a transformat în povară, în fatalitate"? Vădit, Big Brother e o victimă a tristului său destin!

Oarecum mai neclară totuşi, după sublima recapitulare a rolului ruşilor în fabricarea Statului lor imperial – totuşi, cum remarcam mai sus, nu trebuie să ne temem să spunem lucrurilor pe nume! – rămîne chestiunea, mda!, delicata chestiune a "diferitelor lor migraţii geografice". Mărturisesc, nu mi se pare întru totul clar, aceste "migraţii geografice", mai neted spus, extensii teritoriale, cuceriri, carevasăzică, tot pentru ei erau "împovărîtoare" sau pentru ceilalţi, pentru prea fericiţii cuceriţi, încîntaţi sa ducă în spate "poporul tutelar", cu tutela lui statală cu tot!

Desigur, înţelegem, pentru ruşi imperialismul nu e, ar fi aproape blasfematoriu s-o credem, expresia unei voinţe politice determinate, un vulgar imperialism, ca atîtea altele, ci o "fatalitate", o "povară", împingînd lucrurile la extrem, un "blestem", **un destin deci**, prin însăşi "moştenirea lor istorică" ruşii fiind "naţiunea sortită să le înglobeze pe celelalte" (p. 222). Care celelalte pot oare refuza o astfel de "înglobare"? Cum, cum să rezişti destinului, mă rog frumos?

Cum să rezişti, la urma urmelor, providenţei, misterioasei dar desigur inflexibilei voinţe divine?!

Or, am observat deja cu o altă ocazie (v. *Ce vor ei? (II),* partea întîi) că *negaţia noţiunii de imperiu e indisociabilă de structura ca atare a imperiului rus :* "… încă din faza ei formativă, coextensivă perioadei luptelor de eliberare contra imperiului mongol, asimilat de inconştientul colectiv cu practic toţi adversarii ei ulteriori, Rusia s-a constituit, pe terenul paradoxal al identificării naţionalismului extrem cu imperialismul extrem şi, prin urmare, a celui din urmă cu un anti-imperialism nu mai puţin radical, ca un ***contra-imperiu".*** Naţiune imperială şi chiar imperialistă, ruşii nu se pot accepta ca atare, tot aşa cum, din perspectiva insului totalitarizat, Rusia n-ar fi decît un "imperiu fără voie"! Un Big Brother involuntar!

Şi totuşi, atîtea crime, simplă fatalitate involuntară, ce fac din ruşi unul din cei mai mari asasini colectivi din istorie! Sau lăsîndu-l laoparte pe Stalin, acest Putin! Putini, poate! E într-adevăr regretabil! Ori această carte-program a noului Soljeniţîn!

Desigur, odată chestiunea acestui "popor tutelar" destinat să le includă pe toate celelalte – poporul rus, se înţelege! – aşa cum esenienii şi poate nu numai ei tindeau spre excluderea "popoarelor de neant", asta ca să nu mai recurgem la exemple istorice atît de evidente încît pot părea unora uzate (comunismul, nazismul, într-o mai mică măsură fascismul mussolinian etc., de fapt orice totalitarism religios ori doar politico-ideologic), da, odată poziţiile limpezite şi temeiurile puse, nu se poate spune că Soljeniţîn ar fi lipsit de o anume bunăvoinţă faţă de noi ceilalţi, "incluşii", modestele pete de culoare de pe tapiseria urzită de ruşi. Îndrăznesc a cita: "Am avut, deja, ocazia să scriu, nu o dată, că orice cultură naţională e binecuvîntată. Că naţiunile sînt culorile umanităţii (toate în afară de ruşi, naţiunea incoloră, "urzeala"); dacă acestea ar dispare, umanitatea ar deveni de o lugubră uniformitate, ca şi cum toţi oamenii ar avea aceeaşi înfăţişare, acelaşi caracter. E neîndoielnic că existenţa, de la origine, a unor popoare diferite face parte din Planul Divin" (pp. 199-200). E măgulitor să ne vedem în situaţia de a aduce niţică diversitate în "lugubra uniformitate" a imperiului rus, de a mai înveseli oarecum tapiseria aceasta prea de tot înroşită de crime şi asta pe temeiul consolator al Planului Divin, Plan Divin al cărui profet e, ne mai putem îndoi, însuşi Soljeniţîn!

Acum, nu vreau să am aerul de a căuta nod în papură, mai ales în papura urzită de un atît de prestigios autor, autor pentru care pînă la lectura *RSA* nutream cel mai profund respect, respect pe care mă văd însă de la o vreme nevoit să-l limitez la opera anterioară acestor mistice dezvăluiri ale "avalanşei", totuşi fapt e că lectori mai opiniatri ar putea invoca în context faimosul Turn Babel de la care s-a şi început "încurcarea limbilor", ce reprezenta, parcă, o catastrofă pentru umanitate constînd în pierderea unităţii iniţiale, şi o *pedeapsă* în plan divin, nu o "binecuvîntare" (de altfel, capitolul din care face parte citatul de mai sus se intitulează, tocmai, "încîlcirea naţiunilor" – curios, nu?). Cu alte cuvinte, e cît se poate de evident cum că Dumnezeu nu apreciază şi n-a apreciat niciodată aceste trufaşe construcţii umane (turnuri sau tapiserii, nu cred să conteze), pedepsindu-le printr-o împestriţare destinată să le năruie, iară nu cum îşi închipuie prea optimistul Soljeniţîn, să le învioreze coloristic. Roşul sîngelui vărsat – îmi vine acum în minte titlul unui vechi roman tradus îmi pare de un poet, "Rusia scăldată-n sînge"[18] – fiind sperăm o pată suficientă pe urzeala imperiului!

[18] Autorul este Artiom Vesiolîi, iar traducerea românească aparţine lui Marcel Gafton şi Mihail Chitiş (Editura pentru literatura universală, 1967).

Să încercăm să cîntărim semnificaţia pasajului în planul, nu, nu al divinităţii, ci doar al retoricii politice neo-soljeniţîniene. Imperiul Rus e "Imperiul ales", "tapiseria", în principiu a tuturor naţiunilor, soarta amară a ruşilor, popor sacrificat în vederea împlinirii ţelului Divin, fiind tocmai aceea de a constitui "urzeala", substanţa etnică integratoare şi purtătoare a celorlalte, *a tuturor celorlalte*, solul însuşi din care ţîşnesc şi peste care se leagănă lanurile binecuvîntate ale naţiunilor (iată-mă şi pe mine umil contributor la metaforica neo-soljeniţîniană; dar la urma urmelor, poporul meu, poporul armean, n-a făcut parte atît amar de vreme şi în fond nu continuă să se integreze tapiseriei versicolore a imperiului?).

De o parte, Binele, de cealaltă – Răul. Imperiului Rus, imperiu prin excelenţă benefic, la armonizarea căruia naţiunile – cele federate, deocamdată; cît despre celelalte, vai vouă, culori fără urzeală, plutind în vid! – îşi aduc, fiecare, după capacităţi şi specific, contribuţia identitară, i se opun – se putea altfel? –, imperiile "uniformităţii lugubre", replică neo-soljeniţîniană la faimosul "imperiu al răului" (*evil empire*) lansat tocmai la adresa Rusiei, pe atunci încă sovietice, de Ronald Reagan.

"Vedem că la sfîrşitul acestui secol, tăvălugul nivelator trece din ce în ce mai inexorabil peste particularităţile, caracterele proprii, originalităţile culturale şi conştiinţele naţionale şi, atît cît se poate, reduce toate aceste particularităţi individuale la etalonul modelului mondial (american, anglo-saxon). Acţiunea acestui tăvălug ameninţă să stingă toate culorile paletei umanităţii, toată complexitatea sa spirituală, toată vigoarea sa. Acest proces de standardizare este de fapt entropic. Erodînd diferenţele potenţiale, el slăbeşte capacităţile umanităţii de a se dezvolta spiritual şi, în consecinţă, de a se dezvolta în orice alt domeniu" (p. 199).

Cu alte cuvinte, imperiului rus, imperiu de drept divin, ostil "obositorului" "cult al «drepturilor omului»" prin chiar vocaţia sa spirituală, i se opun statele democratice, practicante impenitente ale respectivului "cult", "standardizînd", "erodînd diferenţele" etc., constrîngînd, adică, dictaturile "divine" şi alte "imperii celeste" – căci şi China e pe cale, într-un chip pe care Soljeniţîn l-ar fi apreciat mai puţin, să participe la acest joc al urzelilor cînd prea pestriţe, cînd prea lugubre – să-şi trădeze structura totalitară, permanentul amalgam dintre ideile, de la o vreme, religioase, "sublime", şi afacerile politice cele mai sordide.

Totuşi, această "subordonare teologică" a politicului la care insul totalitarizat (şi ca autor impenitent al *RSA,* Soljeniţîn se dovedeşte indiscutabil unul) nu recurge decît *in extremis* – adesea prin intermediul unei "teologii de ocazie" – e departe de a-l satisface deplin, tendinţa profundă fiind de a substitui principiului divin, inevitabil universal, o versiune, exacerbată sau moderată, după caz, a propriilor lui pulsiuni naţionalist-totalitare. Asemeni fanaticului, a cărui variantă cameleonică este, insul totalitarizat se substituie inconştient unui Dumnezeu, oricum, redus la funcţia de simplu alibi politic. Totalitarismul "de drept divin" devine, astfel, prin chiar exercitarea activităţii sale represive, "totalitarism providenţial".

Insul totalitarizat ca profet al totalitarismului mesianic

Desigur, lupta pentru libertate a popoarelor din imperiul rus şi lupta pentru independenţă şi suveranitate naţională a ţărilor din conglomeratul rus nu echivalează deloc, Soljeniţîn, tocmai el, ar trebui să priceapă *măcar asta,* cu vreun "complot al Occidentului", reprezentînd o tendinţă firească a naţiunilor oprimate care refuză să mai rămînă simple "culori" pe tapiseria imperială rusească. După cum a încuraja şi a susţine – pînă la "necuviinţă"? ei, nu! pînă la "inacceptabil"? nu mă-nebuni! – dreptul unei ţări şi al unui popor la independenţă şi integritate teritorială, fără a asorta, de altfel, respectivele "încurajări" şi "susţineri" cu oareşicari sancţiuni, baremi

economice, cum ar fi fost poate cazul, nu constituie nici măcar o veritabilă expresie a dreptului la "ingerinţă" – acel drept ori, mai degrabă, acea datorie ce ne constrînge moral să salvăm victima eventuală dintr-un pericol de moarte – ci, pur şi simplu, o banală manifestare a dreptului la *opinie.*

Incapacitatea insului totalitarizat de a exista intelectual şi moral în afara sistemului totalitar ce îl produce, dresajul mental ce-l menţine sub regimul opiniei unice, reflex condiţionat al beculeţului partidului unic, îl determină să anvizajeze cu infinită repulsie orice formă de decompresiune politică, chiar şi pluripartismul sau parlamentarismul, oricît formale, în genere, orice luare de poziţie consecventă politic ce riscă să ameninţe controlul lui mental. Paradoxul, în cazul de faţă, constînd în faptul că insul totalitarizat de care e vorba se dovedeşte a fi tocmai patriarhul luptei anti-totalitare.

În aceste condiţii o întrebare foarte simplă se impune. Anume în ce constă în fond această obsesivă "salvare a Rusiei"? În reconstituirea perfect redundantă a imperiului, a unui imperiu ce nu poate duce decît în cel mai bun caz la eşec iar în cel mai rău la o catastrofă mondială? Sau exact dimpotrivă la demantelarea definitivă nu doar a acestui foarte toxic imperiu ca atare ci a principiilor politice şi psiho-morale ce produc în genere imperialismul, acest dublu al totalitarismului. Dublu, căci totalitarismul nu e altceva decît imperialismul intern, imperialismul, adică totalitarismul extern, dezvăluindu-se ca totalitarismul de export al unui totalitarism intern cu randament excesiv de ridicat, ce caută a ne face să ne înfruptăm cu toţii din "binefacerile" lui alienante şi abjecte.

Şi dacă lucrurile stau exact invers? Dacă salvarea noastră în genere şi a Rusiei în special n-ar depinde de darurile imperialiste ale unei fertilităţi totalitare debordante *ci din sterilizarea definitivă a totalitarismului,* din totala substituire a pseudo-metodelor lui cu simpla şi în acelaşi timp vai, atît de complexa democraţie! Astfel, idee poate prea limpede şi simplă pentru a fi înţeleasă şi aplicată deocamdată, "salvarea Rusiei" nu stă într-o perpetuare a totalitarismului şi a metodelor lui iresponsabil dictatoriale şi nici într-o exacerbare paralelă a unui naţionalism de carnaval şi a unei "ortodoxii" bezmetice, ci în detotalitarizarea în profunzime a cetăţeanului, premiză a instaurării unui Stat de drept intransigent democratic şi infexibil ataşat respectării drepturilor naţiunilor şi a drepturilor omului. Ei da, tocmai a "cultului" acestuia mult detestat de prăfuitul "nou" Soljeniţîn. Or, taman dimpotrivă, pe profundul refuz de a pune în discuţie *principiul* "ocupaţiilor" externe şi interne, ba chiar şi numai de a delimita definitiv sferele lor respective, se bazează întreg demersul neosoljeniţînian.

Anticomunismul însuşi al lui Soljeniţîn, definitoriu pentru opera sa mai veche, devine la autorul *RSA* echivalentul unei reîntemeieri a imperiului, astfel încît anticomunismul soljeniţînian se dovedeşte, cel puţin în teorie, mai "imperialist" decît comunismul istoric, unghiul critic sub care e orientat tirul anticomunist-antisovietic al *RSA* fiind, în principal, cel al incompetenţei gestiunii imperiale iar nu cel al ruinării durabile a şanselor de democraţie în Rusia.

Se denunţă, astfel, "caracterul artificial al frontierelor dintre republicile URSS, inventate de Lenin şi succesorii săi" (*ibid.* p. 28) ca şi nepăsarea "clicii" elţiniene încă la putere (critică ce se întîlneşte, în esenţă, cu poziţiile latente ale putinismului ulterior) : "Şi iată : încă o dată, la ora cînd se joacă destinul Rusiei, o clică se constituie în grabă şi nu se gîndeşte decît la un singur lucru : la putere, acest dar căzut din cer! *Frontierele* Statului, ce le păsa lor de asta? – Vicepreşedintele de atunci fu imediat trimis la Kiev, apoi la Alma-Ata pentru a semna actul abandonării a vreo zece **regiuni** (s.m.) cu dominantă etnică rusă, ceea ce revenea la a se

dezinteresa de soarta a 18 milioane de persoane. Această capitulare a fost reiterată, şi nu numai o dată, prin recunoaşterea frontierelor interne ale URSS ca frontiere de Stat, aşa-zis sub egida acordurilor de la Helsinki din 1975" (*ibid.* p. 29).

Nu e, de altfel, unicul pasaj din carte unde acordurile de la Helsinki sînt interpretate prin dubla prismă a creaţiei artificiale a URSS – ca şi cum URSS ar putea fi văzută, cu seriozitate, ca o tentativă de dezmembrare a imperiului rus şi nu de *consolidare* a lui! – şi a ideii aberante a unui "complot al Occidentului" (în special al Statelor Unite : atingem aici cauza veritabilă, nu cea invocată, de ordin "spiritual", a antipatiei profunde a lui Soljeniţîn pentru "obositorul «cult al drepturilor omului»", identificat, în fond, pe drept cuvînt, cu începutul sfîrşitului imperiului). "Această dezmembrare anarhică sfîrşeşte prin instaurarea unor frontiere artificiale, ignorînd realităţile etnice, moştenire a decupajelor administrative operate de Lenin, Stalin şi Hruşciov; frontiere pe care ţările occidentale, observatoare mereu la pîndă, le puseră imediat sub garanţia acordurilor de la Helsinki. Cît despre guvernul rus, indiferent şi dezinvolt, acesta capitulă fără nici o rezistenţă, în august şi decembrie 1991, lăsînd în afara graniţelor Rusiei o populaţie aproape tot atît de numeroasă ca cea pierdută pe ansamblul Uniunii Sovietice în cursul celui de al-II-lea război mondial" (*ibid.* p. 66).

Putem, din cele de mai sus, reconstitui schema generală a "complotului" fantasmat de Soljeniţîn. Acordurile de la Helsinki, inclusiv "obositorul" – fel de a spune "iritantul"? – «cult al drepturilor omului»", completîndu-se oportun cu "infama lege americană" PL 86-90 din 1959, prin care ruşii sînt definiţi ca naţiune opresoare, nu, vai!, oprimată (din păcate, sub orizont totalitar aceste noţiuni se completează, nu se opun, nimic ne-împiedicîndu-i pe ruşii totalitarizaţi să fie o naţiune oprimată opresoare sau invers, fără neutralizarea partenerilor semantici). E ceva surprinzător în asta şi trebuie să ne minunăm că tehnicile de altădată ale "perfidului Albion" se vor fi rafinat şi extins, capturînd în nadele sale elastice naiva şi generoasa Rusie?

Să detaliem, chiar cu riscul de a ne repeta oarecum (căci fără repetiţie nu există studiu temeinic!): "Pe măsură ce Rusia slăbeşte şi se înfundă în haos, Occidentul civilizat îşi ascunde tot mai puţin intenţiile faţă de noi şi unii duşmani juraţi ai Rusiei precum Kissinger şi Brzejinski le-au exprimat cu cea mai mare francheţe («Rusia nu-şi are locul» pe harta lumii) … Că guvernul Statelor Unite a dorit arzător, vreme de decenii, înfrîngerea şi prăbuşirea Uniunii Sovietice e normal. Dar puţini cunosc la noi legea PL 86-90, votată în 1959 de Congresul american : ea îmi ajungea în fiecare an la urechi prin bruiajul posturilor străine de radio, sub forma unei promiţătoare «săptămîni a naţiunilor **oprimate».**

S-ar fi zis că ni se promitea tuturor sfîrşitul jugului comunist. Tuturor? Nu, nu chiar : ruşii nu figurau printre naţiunile oprimate enumerate de această lege. Dimpotrivă, aceasta defineşte foarte clar ca opresor (inclusiv al Chinei, al Tibetului) nu comunismul internaţional ci Rusia, ci ruşii! Şi în directa continuare a declaraţiilor anti-ruseşti ale lui Kissinger-Brzejinski şi compania, această lege instigă pe faţă America nu împotriva comunismului ci împotriva Rusiei! (Şi ea este încă în vigoare *pînă în ziua de azi,* n-a fost abrogată de Congres. Să fie vorba de o neînţelegere? Oh, nu s-ar zice : în 1997, încă, Statele Unite organizau o «Săptămînă a naţiunilor oprimate de Rusia». Nu poate fi vorba de o scăpare, nu, asta are mai degrabă aerul unui program pentru viitor)" (*ibid.* pp. 54-55).

Acum, cu riscul de a ne repeta, dacă în cadrul "infamei legi americane PL 86-90 ruşii ar fi fost incluşi printre "naţiunile oprimate" asta nu s-ar fi putut face decît cu preţul unor formule de genul "ruşilor ocupaţi de ruşi" sau "poporul rus oprimat de statul rus", formule corespunzînd

în chipul cel mai strict adevărului celui mai atroce – nu nutrim nici cea mai vagă îndoială în privinţa aceasta – dar care, intuim cu durere, n-ar fi corespuns probabil intenţiilor acestui nou Soljeniţîn, atît de paradoxal, cel puţin în raport cu personajul închegat din operele sale anterioare. Într-adevăr, cu imperialismul de drept divin nu te joci, după cum cu "totalitarismul teocratic" al autorului *RSA* hotărît, nu e de glumit.

Încurcătura cu acest tenebros complot urzit de Occident în general şi de Statele Unite în special, complot a cărui ţintă devenise candida Rusie, stă în faptul că, departe de a se limita la adversarii oarecum clasici ai acesteia (S.U.A., NATO, detestabila oligarhie politico-economică occidentală, "agenţii imperialismului" cu alte cuvinte), el includea şi o ţară cunoscută ca prima patrie a rusităţii (Rusia kieveană, ne amintim), asta cu mult înainte ca statul moscovit să evolueze în imperiu, anume Ucraina. Alianţă monstruoasă, complot scelerat şi abject, odioasă asociere a prietenei de mai ieri cu inamicul tradiţional. Mai mult, simbioză contra-naturii, perfidă şi perversă, menită a contracara tocmai Planul Imperial Divin – carevasăzică, cu scopul ascuns, eminamente diabolic, de a încîlci căile şi aşa destul de misterioase ale dumnezeirii – de vreme ce "infama lege americană «asupra popoarelor oprimate» (PL 86-90) atît de flagrant "dirijată contra *ruşilor",* "fusese suflată Congresului tocmai de naţionaliştii ucrainieni (congresmenul L. Dobrianski)", *ibid.* p. 136. Vădit, abia cu această dezvăluire intrăm cu adevărat în miezul complotului!

Însă complotul americano-ucrainian nu se limitează la textul "infamei legi" ce exclusese, nu-i aşa, pe ruşii persecutaţi dintre popoarele *oprimate* de ei înşişi, ameninţînd prin "ingerinţa făţişă a Statelor Unite" în treburile Rusiei bucăţi din trupul sfînt al Patriei (imperiale, se-nţelege!). "Şi cine n-a fost martor în decursul acestor ultimi ani, la ingerinţa făţişă a Statelor Unite în treburile noastre? Cum să uiţi declaraţia preşedintelui Bush, făcută *înainte* de referendum, pentru a încuraja independenţa Ucrainei? Cum să nu-ţi aminteşti că printre primele voci care s-au ridicat pentru a proclama cu vehemenţă : «Sevastopolul este al Ucrainei!» s-a făcut auzită cea a ambasadorului Statelor Unite la Kiev, apoi, şi nu o dată, pînă la necuviinţă, pînă la inacceptabil, cea a Departamentului de Stat? America susţine pe cît poate, toate tendinţele anti-ruseşti din Ucraina. Cum să nu faci paralela între imensa indulgenţă de care dau dovadă Statele Unite faţă de Ucraina (şi încă şi mai mult faţă de republicile din Asia centrală cărora le sînt iertate atît reprimarea disidenţelor lor cît şi trucarea alegerilor) şi severitatea implacabilă manifestată faţă de Bielorusia, îndîrjirea pe care o arată pentru a frînge cea mai mică tentativă de uniune (a acesteia) cu Rusia? Motivul e simplu : Bielorusia e pe cale de a dejuca un plan bine concertat, compromiţînd proiectul unei «Uniuni de la Baltica la Marea Neagră» – de la Estonia la Crimeea – altfel spus, al unui «cordon sanitar» orientat contra Rusiei" (pp. 57-58). "Cordon sanitar" nu integral inutil ca să fim sinceri, mai ales dacă adăugăm la cele de mai sus şi evenimente necunoscute pe atunci autorului *RSA* ca ocuparea de facto a unei părţi a Donbasului şi a Crimeii, asta ca să nu mai vorbim de anexarea în curs a Siriei! Le-ar fi aplaudat oare autorul "Arhipelagului gulag"? Mă întreb cu sinceră îngrijorare!

Desigur, pasiunea colectivistă (excesele naţionalismului gol, întotdeauna prea plin de inevitabilul lui vid retoric, concepţiile imperiolatre ca şi lătrăturil atît de ostile democraţiei şi drepturilor omului, fără respectarea riguroasă ale cărora nici o democraţie veritabilă nu e posibilă), *populismul* cu alte cuvinte, potenţial sau actual fascizant şi xenofob, trădează o carenţă psihologică profundă, o *deficienţă identitară* destul de paradoxală în raport cu pretenţiile discursului celor ce tocmai de *identitate* fac un atît de fantastic caz. Or, orizontul

deficienţei identitare e utopia identitară, cu lubrice tendinţe megalomanice, tot aşa cum temeiul criticii ţintind vreo utopie la putere sau pe cale e, vai!, adesea, o utopie subiacentă.

E limpede acum: "Rusia sub avalanşă" e Rusia nămeţită de comploturile americano-ucrainiene, dar, lucru curios, şi de iritantul "cult" al drepturilor omului, "cult" la constituirea căruia autorul *RSA*, dacă nu e amnezic nu poate ignora faptul, avusese el însuşi o participare deloc insignifiantă. Să fie deci cartea o formă de expiere, o foarte slavă ciocnire a frunţii de pocăite răscruci ale drumurilor? Ne-am mai pus deja, oleacă mai sus, această pioasă întrebare...[19] Asta ca stare de spirit!

Ca document *RSA* reprezentînd o carte-program, ca atîtea altele mult mai notorii, şi încă şi mai exact o carte de propagandă. Propagandă a ce? Am spus-o deja – nu, nu vreun program al maoismului ori vreun manifest al origo-fantomaticului partid comunist, nici al altor monstro-himerice -iste sau -isme – ci pur şi simplu aceea a încă unui foarte naţionalist totalitarism teocratic, nu fără peturbante exemple în lumea contemporană şi, în orice caz, strîns înrudit cu putinismul cu prea multe capete, şi a unui prea patriotic imperialism utopic, de drept divin se-nţelege!

Se detaşează, în felul acesta, un conglomerat naţional-totalitar bine temperat, de nuanţă net paseistă, bizuit pe asocierea profundă şi, deşi nu în chip constant, pe identificarea Rusiei cu Imperiul rus (eroarea fatală a insului totalitarizat care *se crede rus*, pierzîndu-se, în realitate, într-un imperialism fanta-imperialist fără identitate[20]) şi combinînd în chip destul de incoerent un soi de metafizică şi, la limită, de teologie patriotico-naţională (am putea vorbi, aproape, de un complex al "absolutului naţional": naţiunea rusă ca substrat substanţial destinal unic faţă de care toate celelalte naţiuni nu sînt, potenţial şi/sau actual, decît simple atribute sau accidente, "culori", cum am mai văzut, pe vasta tapiserie imperială rusă), cu o concepţie identitară rigidă, ce-şi maschează cu destulă stîngăcie carenţele, şi cu o antipatie indiscutabilă, mergînd pînă la complotomanie, pentru orice formă consecventă şi eficace de libertate a opiniei şi a expresiei.

Fără îndoială, e extrem de comod ca de pe poziţiile hagiografiei naţionaliste totalitare (tripla "sanctificare" a Statului rus – v. relativ recenta sanctificare a ţarului Nicolae al-II-lea, a familiei imperiale şi a încă peste 1000 de persoane, victime ale comunismului, *no doubt*, dar încă şi mai mult simbol al unei reconcilieri a actualei puteri cu vechiul Stat imperial rus –, a Poporului rus, în practică atît de crunt oprimat, şi a Rusiei ca atare în numele falimentului lor structural şi funcţional şi, mai cu seamă, pe temeiul, oarecum şi mai absurd, al unui faliment identitar profund) să expediezi în bolgii orice tentativă, stîngace, poate, excesivă, la limită, dar *necesară* de a repune în discuţie tocmai acest ***triplu faliment sanctificat***, de a laiciza gîndirea orbită de ortodoxism primar pentru a elibera luciditatea critică indispensabilă oricărei mutaţii. Numai printr-o repunere în discuţie identitară şi politică perfect liberă şi printr-o nimicire sistematică a tabuurilor mentale poate ajunge poporul rus să-şi răspundă la întrebări – aceleaşi ce formează

[19] "Noi n-am distrus numai sistemul comunist, noi sîntem pe cale de a desăvîrşi distrugerea a ce mai rămîne din temelia vieţii noastre" (*ibid.* p. 337). Pentru acelaşi citat, reluat de mai multe ori în articulul nostru, vezi *supra* p. 233, n. 125.

[20] E şi eroarea comisă cîndva de Emil Cioran cu a sa "Românie în delir, cu populaţia Chinei şi destinul Franţei", fantaproiecţie bonapartistă, oportun hiperbolizată, care cu România ca tărîm identitar autentic n-are nimic de-a face!

şi baza mărturisită a *Rusiei sub avalanşă* (cf. *ibid.* pp. 7-23) – şi Rusia însăşi să se elibereze de demonii dubiului, de falia identitară ascunsă a cărei falsă soluţie rămîne, deocamdată, imperiul.

Din acest punct de vedere, mobilizarea pulsiunilor populiste şi a sentimentelor naţional-totalitare – intensificate, în insul totalitarizat, de eşecul previzibil al totalitarismului – împotriva tentativelor, insuficiente însă, uneori, surprinzător de acute, de simptomatizare a crizei identitare ruseşti, reprezintă eroarea fatală a autorului *RSA.* Nu e nimic blamabil în sine în propoziţii ca "Rusia se găseşte mereu acolo unde era în urmă cu un secol – în minciună" (*ibid.* p. 245), "Totalitarismul este rodul unei propensiuni ruse atavice", sau, încă, "La ruşi totul s-a clădit întotdeauna pe oase şi sînge, poporul rus e incapabil să facă uz de Bine" ori, chiar "A vorbi de patriotism rus într-o astfel de ţară e, pur şi simplu, necinstit, indecent" (*ibid.* p. 247). De asemeni, pentru a reveni la idei ale anilor '60-'70, citate critic de Soljeniţîn (v. *supra*), în propoziţii ca "Timp de veacuri îndelungate Rusia a suferit de o psihoză maniaco-depresivă…", "poporul întreg se topeşte într-o masă reacţionară", "a miza pe adevărul poporului e o momeală", [în Rusia] "profunzimile creştine se învecinează aproape întotdeauna cu abisurile josniciilor morale", în fine, "Rusia a adus lumii mai mult Rău decît oricare altă ţară" (*ibid.* p. 241). Şi asta pentru motivul elementar că nu pot fi, în nici un caz, blamate sau supuse oprobriului, tentativele sincere de a identifica, fie şi cu o anume cruzime, rădăcinile unui rău transformat de inerţie, timp şi tradiţie într-un monstru respectabil, ba chiar sacru (nu trebuie să se creadă că ce spunem aici despre Rusia s-ar aplica numai ei şi nu de pildă României, Serbiei, de fapt întregului spaţiu ex-iugoslav, Ungariei sau, din perspectiva unui fundamentalism catolic, Poloniei de pildă, asta ca să rămînem la spaţii creştine; căci hagiografia ca şi propensiunile cripto-totalitare sînt hidre cu foarte multe capete!). Esenţialul în aceste afirmaţii, vădit, resimţite de autorul *RSA* ca nişte acte de terorism moral, nu este "blasfemia naţională", absolut inexistentă, ci efortul real şi decis de a identifica structura crizei identitare, a "cutremurului identitar" ce zgîlţîie Rusia – şi, odată cu ea, toată Europa de Est, deocamdată, deşi Occidentul e departe de a fi ferit de seisme ale oamenilor, ca să reluăm oarecum vechea formulă a lui Paul Goma –, eliberînd Rusia însăşi de vechile ei nevroze, de pulsiunile ei atavice, şi poporul rus, de adevăratul său duşman secular : ***imperiul, cancerul secular al Rusiei***. Privite cu luciditate şi compasiune, chiar expresiile cele mai "triviale", în care se lăfăie voluptuos facila indignare soljeniţîniană, nu sînt decît manifestarea aceleiaşi exasperări ce ţîşneşte ***şi*** din enorma masă de suferinţă interogativă, colectată de Soljeniţîn în *Introducerea* cărţii sale.

Două întrebări îşi răspund, mai cu seamă, la vreo douăzeci de ani distanţă în timp şi la peste două sute de pagini de carte : "Ruşii nu sînt cumva un popor care aparţine trecutului, care nu mai există?" (*ibid.* p. 247) şi "Spuneţi-mi vă rog : ce înseamnă, astăzi, *să fii rus* ?" (*ibid.* p. 23). La ambele s-ar putea răspunde că o naţiune tradiţional totalitară e un non-sens desfăşurat în istorie, cu atît mai adînc non-sensul cu cît mai lungă istoria, şi, ca atare, ***e mereu la trecut fără să fi fost vreodată la prezent.*** Căci prin carenţa lor identitară profundă, mai mult, prin ***neantul lor identitar***, naţiunile totalitare (oricare, nu neapărat Rusia) ***n-au fost încă niciodată şi nu există decît ca istorie a acestei nefiinţe.***

Desigur, nu putem fi decît de acord cu Soljeniţîn cînd exclamă, parafrazîndu-l oarecum pe Bertold Brecht: "Vai de ţara unde numele de "patrioţi" şi de "democraţi" sînt considerate ca nişte injurii!…" (*ibid.* p. 248), după cum incapacitatea frapantă a inteligheţiei ruseşti (şi nu numai ruseşti) de a se mobiliza eficace împotriva resurecţiei fascio-comuniste nu e doar deplorabilă ci riscă, în plus, să pună încă o dată în pericol planeta. Din păcate, ceea ce Soljeniţîn, şi nu doar el, pare, la rîndul său, incapabil să înţeleagă e că a combate comunismul (sau

neocomunismul) fără a învinge, în acelaşi timp, obsesia imperialistă rusă şi, în genere, *tendinţa de a proiecta asupra "întregirilor teritoriale" deficienţele identitare*, transformă tentativele de democratizare ale Rusiei – ori ale oricărei ţări cu trecut totalitar, adică *fără prezent* – într-o simplă camuflare a totalitarismului, într-o *criptare* a lui; după cum, numai înţelegînd absurditatea decalajului axiologic instituit de mentalitatea totalitarizată între colectivitate şi individ, în neta favoare a celei dintîi, poate fi înţeleasă, de asemeni, imposibilitatea existenţială a vreunor "colectivităţi sublime" formate din indivizi abjecţi, ajungîndu-se a se evalua corect rolul formator decisiv al culturii individului asupra culturii colectivităţii şi, corelativ, importanţa "cultului drepturilor omului", atît de "obositor", pentru funcţionarea *mereu perfectibilă* nu, nu a vreunei utopice societăţi ideale cu tancul la brîu şi bombardierul pe umăr ci a unei societăţi civile reale, **drum concret** al împlinirii fiecărui individ.

Dimpotrivă, menţinerea colectivităţii totalitare ca simplă totalitarizare a indivizilor, mai mult, "pastificarea" indivizilor, pe temei religios şi/sau politic, reduşi la o solitudine abjectă şi transformaţi într-o simplă substanţă experimentală a chimiei sociale, e indisociabilă de *minciuna totalitară,* de o repulsie funciară pentru orice valoare de adevăr. Un exemplu al acestui tip de distorsiune, de care mentalitatea totalitară nu se poate debarasa, şi, implicit, a "disperării" căreia, ca să zicem aşa, îi cad pradă, în absenţa tranchilizantei minciuni totalitare, creierele totalitarizate (ruseşti sau de alte naţionalităţi), e şi următorul pasaj unde falsitatea autojustificativă a insului totalitarizat atinge veritabile culmi : "Aceşti ani văzură masacrele masive ale populaţiilor din Azerbaigian, Transcaspia (sic), Kirghizia, Tadjikistan, Karabah, Osetia de Sud – toate în afara Rusiei şi fără cea mai mică participare rusească. Acestea nu împiedicară presa sovietică şi radioul american să tune şi să fulgere contra "rasismului rus", contra patriotismului rus ce «nu miroase a bine»" (*ibid.* p. 247).

Destul de curios – capcană a retoricii în divorţul ei involuntar cu logica –, obstinîndu-se să nege, prin tehnici caracteristic demagogice, tendinţele fascizante ale naţionalismului rus, autorul *RSA* izbuteşte să revele, mult mai grav, fascio-demagogia intrinsecă Statului rus în contextul primului război anti-cecen : "Înţeleptul nostru Preşedinte al Rusiei (e, desigur, vorba de Elţin, nu încă de Putin, n.m.) reacţionă atunci cu rapiditate. La mijlocul lui ianuarie 1995, imediat după lamentabila noastră înfrîngere din Cecenia, în sîngele şi plîngerile locuitorilor în pericol şi al combatanţilor înşişi, fu convocat la Moscova pentru a lupta împotriva teribilei creşteri a ameninţării un Forum antifascist mondial. Şi, în scrisoarea sa din februarie către Adunarea federală, Preşedintele nu ceru să se termine cu baia de sînge din Cecenia, nu, ci a invitat procuratura şi tribunalele să protejeze Rusia de ideologia fascistă. A unei ideologii care n-a existat niciodată în Rusia şi n-o ameninţa nicicum" (*ibid.* pp. 254-255). Ce – ce să admiri mai întîi? Demascarea lui Elţin sau autodemascarea lui Soljeniţîn? Demagogia unui Stat asasin ce-şi maschează practicile fascizante printr-o retorică anti-fascistă, sau demagogia unui fost dizident (opozant?) în derivă, ce crede că a disimula fascizarea naţiunii ruse, tradiţional totalitare, prin criticarea ipocriziei elţiniene şi a unui comportament statal fascist, diminuează în vreun fel, în loc de a o consolida, percepţia fascizării globale a Rusiei totalitare! Fascizare cu cît agravată de scufundarea în naţionalismul imperialist putinist[21]!

[21] Poly-putinist mai exact, ţinînd seama de clonarea indefinită a decedatului Vladimir Platonovici Putin (numele veritabil al personajului, "Vladimirovici", ce face din dictator propriul său tată, nefiind decît un pseudo-patronim)!

Desigur, e dificil să nu fim de acord cu finalul pasajului soljeniţînian**,** anume că denunţarea goală a "fascismului rus" riscă să interzică conştiinţei ruse orice şansă de renaştere. Exclusivismul, chiar cel mai bine intenţionat şi mai motivat, nu-i niciodată o soluţie, după cum combaterea totalitarismului, a răului în general, fie el "fascist" sau "comunist" (mixt, mai degrabă) ori de orice alt tip, nu se poate limita la dimensiunea strict negativă a demersului, de altminteri indispensabilă, ci trebuie să se însoţească cu deschiderea unor veritabile alternative, opţiuni şi culoare de comunicare (fără nici un raport cu obstrucţia intelectuală de tip utopic), singurele prin care incomunicabilitatea totalitară, intelectual şi instituţional combătută, poate fi psihologic învinsă.

Paradoxal, la aceeaşi concluzie pare să ajungă şi Soljeniţîn la capătul metamorfozelor discursului său simultan sofistic şi delirant, deşi un raport strict logic între aceste concluzii şi restul "argumentaţiei" nu există (după toate aparenţele avem a face şi aici cu expresia acelei "dedublări" a personalităţii auctorale soljeniţîniene la care ne-am referit deja mai sus) : "Da, formele intransigente luate de orice naţionalism de pe planeta noastră, fără nici o excepţie, constituie o boală. Şi naţionalismul patologic e primejdios, în primul rînd, pentru propriul său popor. Însă nu printr-un potop de injurii intolerabile *ci printr-o pedagogie conştientizantă* poate şi trebuie să fie transformat într-un naţionalism pozitiv, creator. Fără de care nici un popor din istorie nu şi-a construit existenţa" (*ibid.* p. 256). Din păcate, apelul acesta la o "pedagogie conştientizantă" se blochează la nivelul simplei petiţii de principiu, reducîndu-se la o formă goală, cît timp, aşa cum am putut constata de prea multe ori deja, aşa-zisa "pedagogie conştientizantă" persistă să se bizuie pe o serie de confuzii şi presupoziţii false, ce nu pot antrena decît perpetuarea indefinită a schemelor totalitare tocmai denunţate şi "demonizarea" inevitabilă a naţiunilor care le adoptă.

Sofismele supra-naţionalismului şi teocraţia panrusă

Una din cele mai tenace, cel puţin la nivelul *RSA*, dintre aceste confuzii rezultă din chiar tehnicile polemice aplicate de autor în această carte (de nu cumva, ceea ce e destul de verosimil, tehnicile polemice neo-soljeniţîniene înseşi nu sînt expresia şi simptomul unui confuzionism radical şi al unei derute profunde, indisociabile de nevroza totalitară).

Într-adevăr, juxtapunînd formulele critice intransigente desigur, dure chiar, însă defel "insultătoare", cu altele, cărora disperarea, dezamăgirea, exasperarea exacerbată le dau "semnalmentele" injuriei, nu şi sensul, cu intenţia vădită de a crea confuzie în mintea posibilului cititor, determinîndu-l să le amalgameze, autorul *RSA*, s-ar zice, cade în capcana propriului procedeu. Or, a respinge dimensiunea critică, chiar *acerb critică* – ceea ce n-are, bineînţeles, nimic de a face cu ipoteticul "potop de injurii" – a "pedagogiei conştientizante" înseamnă a o reduce la un banal protocol al compromisului.

Confuzia aceasta între analiză critică şi injurie le exprimă perfect pe toate celelalte şi le agravează. Şi pe cea, oarecum mai vagă, însă tenace, dintre naţiunea totalitarizată şi naţiunea specifică – chip reprezentativ al universalului –, şi pe cea, fără îndoială, mult mai gravă, dintre naţiunea determinată, singulară şi universalul însuşi (cf. complexului "absolutului naţional" şi întregii teleologii teologice a imperialismului rus, inevitabil totalitar, definite mai sus). Dacă, aşa cum metaforizează Soljeniţîn, vedantinizînd *sui generis*, naţiunile sînt culorile vreunei tapiserii, această "tapiserie" nu este în nici un caz Rusia, ea însăşi simplă pată de culoare, cam sîngerie şi sumbră deocamdată, ci universalul echidistant.

Pentru a înţelege însă mai bine, fără a relua inutil compartimente analitice deja traversate, sensul real al acestei "pedagogii conştientizante", în măsura în care aceasta comportă nu doar abstracţii goale şi alte zadarnice vorbe de clacă, bune numai pentru a menţine o naţiune parohială sub efectul narcozei ei totalitare, e preferabil să abordăm pasajele unde polemica şi pamfletul cedează locul propunerilor şi proiectelor politice concrete.

Şi mai întîi, să revenim, mai pe larg la pasajul citat anterior (v. *ibid.* p. 208), unde, între altele, autorul *RSA* denunţa, sub formă de paradox, "prezumţia cecenă", altcumva, "veleitatea" Ceceniei de a-şi obţine independenţa. De altfel, înainte de a continua, precizăm că în perspectiva noastră şi, desigur, în perspectiva inversată a autorului *RSA,* "prezumţia cecenă", atît de pervers denumită astfel, incomparabil agravată de cancerul geopolitic sirian, nu constituie doar aspiraţia legitimă la independenţă a unui popor terorizat, torturat şi asasinat tocmai din cauza asta, nu! nu reprezintă doar aspiraţia strivită sub bombe a unei naţiuni libere în conflictul ei cu unul dintre imperialismele cele mai ucigaşe de pe planetă (în concurenţă nu numai cu cel nazist dar şi cu cel otoman, respectiv june-turc) ci, deloc paradoxal, un extraordinar test de democraţie pentru Rusia însăşi, Rusie ce nu va putea fi liberă, nu va putea exista pur şi simplu cît timp nu-şi va spulbera "prezumţiile" imperiale şi nu le va risipi în cele patru vînturi! Ceea ce spunem nu se aplică de altfel exclusiv Rusiei – Soljeniţîn, din dimensiunea-i escatologică, oricare va fi fiind aceea, poate fi perfect liniştit în această privinţă – căci analiza democratică nu cunoaşte favoritismul, ci în egală măsură Chinei, Iranului, Turciei şi mai în genere, oricărei înjghebări politice de pe planetă, fie ea la Est sau la Vest.

Acum, pentru a reveni, citită din perspectiva contextului imediat, "prezumţia cecenă" a independenţei nu se mai prezintă exclusiv sub unghiul pejorativizării naţionale a unui popor de "bandiţi" şi de netrebnici ("trîntori", "paraziţi") – Putin a luat taurul de coarne : "animale"![22] – ci din cel al unui paradox politic. Nu, nu ruşii, "ruşii-cei-buni", vor să interzică Ceceniei independenţa, cîtuşi de puţin, ci, dimpotrivă, cecenii înşişi, s-ar zice, refuză să priceapă (în acest refuz constînd şi "prezumţia") imposibilitatea de principiu a vieţuirii statale independente a naţiunilor mici şi necesitatea, de-a dreptul ineluctabilă, pentru acestea de a se încorpora cît mai repede marilor naţiuni sau uniuni supra naţionale.

---

[22] «Si l'animalisation de l'autre apparaît ainsi constitutive de la définition de soi comme humain, la littérature coloniale ne manifeste guère d'élévation spirituelle et justifie bien maladroitement le dogme de la "mission civilisatrice" lorsqu'elle animalise les indigènes. […] la littérature coloniale demeure toujours plus idéologique que scientifique.» MANGEON, Anthony, op. cit., p. 59 «Des hommes et des bêtes sauvages : humanité/animalité chez les écrivains coloniaux», in Notre Librairie – Indispensables animaux, Paris : Notre Librairie, n° 163, 2006, *apud* Jean William Cally *La bête dans la littérature fantastique*, thèse dirigée par M. le Professeur des Universités Bernard Terramorsi, Université de la Réunion, 2007, p. 816.

În acelaşi sens: "L'homme face à la bête fantastique devient, par conséquent, comme ce pasteur d'Hawthorne que terrifie son propre visage voilé… Que sommes-nous réellement, sinon des êtres voilés, des « animaux dénaturés », des « bêtes fantastiques », que la simple découverte de nous-mêmes, de notre propre reflet, parvient à effrayer ?" (*ibid.* p. 831).

Animalizarea celuilalt apare deci ca una din strategiile preferate ale vechiului colonialism, de care imperialismul rus, în versiunea lui putinistă, mai ales, e departe de a fi străin, iar pe de altă parte ca o faţă voalată, ascunsă de data asta celorlalţi ca martori, dar şi nouă înşine, poate mai ales nouă înşine, un chip refulat dar cu atît mai primejdios prin autenticitatea lui indeniabilă. Ceea ce revine la inconfortabila recunoaştere că ***animalizarea celuilalt dezvăluie irezistibil propria noastră animalizare***!

Intrăm, cu aceasta, pe un nou maidan al confuziei totalitare, anume aceea între organisme şi structuri de tipul ONU sau al Uniunii Europene, şi imperii totalitare de genul imperiului rus sau deja al Chinei. Pentru că numai din perspectiva acestei confuzii poate analiza neo-soljeniţînană furniza fie şi o aparenţă de veracitate. Altminteri, fiind imposibil să înţelegem cum o epocă ce a văzut dezagregarea marilor imperii coloniale şi prăbuşirea definitivă a imperiului sovietic ca şi a mini-imperiului sîrb s-ar mai putea caracteriza prin această divergenţă minunată dintre "fracţionarea" conştiinţei naţionale şi extensia marilor State. Cînd fenomenele ultimelor decenii şi mai ales ale ultimilor ani par să indice, dimpotrivă, o fărîmiţare a marilor maşinării totalitare, o năruire a vastelor şandramale imperiale pe fondul, într-adevăr, al unei intensificări a conştiinţelor naţionale şi a unei consolidări şi precizări statale a naţiunilor, indiferent de dimensiuni, principalul (evident, nu unicul!) factor perturbant constituindu-l, tocmai, patria modernă a totalitarismului, Rusia, pînă nu demult, URSS. Altfel, cum să explicăm, pe lîngă emergenţa galaxiei lumii a treia, cea, mai recentă, a unor ţări precum Republica Cehă, Slovacia, Letonia, Estonia şi Lituania (recent independente), Croaţia, Macedonia, Bosnia (ei, da!) şi Slovenia, Republica Kosovo sau Muntenegrul, desprinse fie din ansambluri totalitare preexistente (URSS, Iugoslavia), fie dintr-o unitate oarecum artificială, cazul Ceho-Slovaciei (în ultimul caz desprinderea operîndu-se amical şi paşnic, în cele dintîi, prin grade diverse de violenţă). Chiar ieşirea explozivă, din sfera de influenţă sovietică, a unor state ca Ungaria, Polonia, Cehoslovacia, Bulgaria sau România (RDG dispărînd prin reunificarea Germaniei) ar rămîne inexplicabilă după teoria autorului *RSA.*

Desigur, orice Stat, faptul e elementar, şi asta oricare i-ar fi mărimea sau micimea, nu poate decît să aspire să facă parte din unul sau mai multe organisme suprastatale, începînd, bineînţeles cu ONU, însă, spre deosebire de "apartenenţa" la vreun imperiu, deghizat, eventual, în "federaţie" sau la altă structură totalitară de acest soi, ce invalidează orice existenţă naţională sau individuală independentă şi liberă (ori orice existenţă naţională şi individuală *pur şi simplu*), fiind rezultatul brutal al unei "ocupaţii externe" preschimbate în "ocupaţie internă", a unei "ocupaţii interne" lărgindu-şi în permanenţă "ocupaţia" şi "interioritatea", apartenenţa dintîi presupune absenţa prealabilă a ambelor tipuri de "ocupaţie", definind cadrul afirmării independenţei naţiunilor şi limitele interrelaţionale ale suveranităţii fiecărui Stat şi asigurînd dreptul la existenţă şi cooperare internaţională a unor entităţi statale ce, după logica neo-soljeniţîniană – logică totalitară prin excelenţă – ar fi, în sine, neviabile, neavînd altceva mai bun de făcut decît să ceară cît mai grabnic admisiunea în "Federaţia" rusă ori, baremi, în CSI!

Şi pentru a pune punctul pe i, structuri ca UE sau NATO – pentru a da numai două exemple, şi asta indiferent de criticile, uneori îndreptăţite ce li se pot aduce, poate pentru că oriunde apare o concentrare de putere tendinţa de a abuza de ea e co-prezentă, dar şi din cauza culturii, pînă nu demult determinante a statelor-naţiuni, cultură ce perenizează scheme psiho-mentale şi orizonturi intelectual-politice dificil de depăşit –, astfel de structuri supranaţionale au, prin urmare, vocaţia decisivă de a consolida, pe de o parte, democraţia pe o planetă din ce în ce mai exhaustiv regîndită politic (şi nu numai), dar, poate încă şi mai mult, de a constitui bariere dinamice tocmai contra unor imperii totalitare ca cele deja mai susmenţionate.

Iată de ce, fie spus în paranteză, riscurile unui totalitarism tehnologic şi ale unei psihoze a supravegherii – asta ca să nu mai vorbim de monstruoasele concentrări de putere din sfera imperiilor economice practic supra-statale – reprezintă fenomene extrem deletere, veritabile pandemii social-politice ce contaminează democraţia la nivelul chiar al structurilor care ar trebui să o asigure. Din acest punct de vedere, nu mi se pare deloc naiv să repet ce am afirmat

cîndva, anume că *libertatea este fiinţa lumii (the freedom is the being of the world)*, dacă lumea are realmente vreo fiinţă. La care adaug că puterea fără eliberarea sistematică a conştiinţelor constituie cel mai infernal penitenciar pentru cei, chiar, care o deţin!

Exageram? Ba deloc! Şi pentru a avea un exemplu al acestei "pedagogii conştientizante" cu foarte multe feţe, din păcate, toate greşit orientate, ce pare a sluji cînd pentru a amortiza atacurile dirijate contra "imperialilor", cînd pentru a convinge celelalte naţiuni să renunţe la "excesele" lor teritoriale, adică, mai în clar, la identitatea lor liberată de "tapiserie" şi la obstinaţia de a se dota cu o structură statală independentă de cea omniprezentă a Rusiei – numai Rusia fiind hărăzită de Domnul să-şi poarte cu umilinţă povara propriei sale identităţi naţional-imperiale – e suficient să citäm un pasaj, vizînd, de astă dată, o ţară soră Rusiei, Ucraina, pasaj unde e greu de spus dacă autorul *RSA* dă dovadă mai degrabă de o naivitate incomparabilă sau de un cinism nu mai puţin extraordinar:

"Fie ca Dumnezeu să ajute Ucraina să găsească succesul pe calea independenţei. Însă eroarea ce va apăsa asupra cursului lucrurilor e tocmai această acaparare excesivă de teritorii (formularea e totuşi ubuească dacă ţinem de faptul că Rusia moscovită s-a constituit ca stat exclusiv printr-o acaparare excesivă de teritorii, teritorii ce, evident, nu-i aparţineau şi a căror anexiune reprezintă, în planul legitimării, o grotescă impostură, n.m.) ce n-au aparţinut *niciodată* Ucrainei, înainte de Lenin : două regiuni ale Donului, toată fîşia meridională a Noii-Rusii (Melitopol – Cherson – Odesa) şi Crimeea. (A fi acceptat acest cadou de la Hruşciov relevă, deja, cel puţin de reaua credinţă, însă anexarea Sevastopolului, în ciuda – nu mai vorbesc de ruşii care au căzut acolo – documentelor juridice sovietice ţine de *tîlhăria de Stat.*) Această eroare strategică în alegerea unei politici de Stat va constitui un obstacol permanent în calea unei dezvoltări sănătoase a Ucrainei, această greşeală psihologică iniţială va avea, în chip necesar, consecinţe nefaste: reunirea artificială a provinciilor occidentale şi orientale ale Ucrainei, dublarea (şi de acum triplarea) ramurilor religioase, îndîrjirea în a combate limba rusă pe care 63% din populaţie o consideră încă ca limbă maternă. Cîte eforturi derizorii şi vane pentru a astupa aceste spărturi! Cum spune proverbul : *Cine îmbrăţişează prea mult strînge rău*[23]. Şi de cîte decenii o să mai fie încă nevoie pentru a ridica cultura ucraineană la nivel internaţional? La un astfel de nivel încît savanţii ucrainieni să nu mai trebuiască să-şi redacteze lucrările în rusă dacă vor să fie traduşi în străinătate? Tocmai pentru că încerc pentru Ucraina sentimente fraterne, pentru că o iubesc, nu-i doresc, *nu mai mult* decît Rusiei, un viitor de "mare putere". (De acelaşi gen de obstacol cultural se va lovi "puternicul" Kazahstan.) De-acum, deja, autorităţile ucrainiene au decis să combată limba rusă. Nu numai că au refuzat să o admită ca a doua limbă oficială de Stat, ci fac mari eforturi pentru a-i suprima utilizarea la radio, la televiziune şi în presă. Preţul abonamentelor şi al periodicelor ruseşti a fost decuplat. Se practică sistematic concedierea pe motiv de stăpînire insuficientă a limbii ucrainiene. La Universitate,

[23] Evident, comicul se îmbină cu grotescul în acest punct în care, vai, prea noul sau prea vechiul Soljeniţîn se-apucă să critice, cu un soi de candoare, prea marea hulpăvnicie teritorială a Ucrainei, admonestate pentru "îmbrăţişările" ei excesive şi "strînsorile" ei ratate de pe poziţiile – se sparie gîndul! – unei (să-i mai spunem?) ţări, ba la drept vorbind, ale unui imperiu macabru, celebru pentru "îmbrăţişările" şi "luările-lui-în-braţe" din păcate prea izbutite, un imperiu ce numai în forma lui actuală, mult redusă după catastrofa gorbacioviană şi carambolajul "puciului" ce l-a adus la putere pe Elţin, depăşeşte, dar poate Soljeniţîn traversa o criză de amnezie cînd aşternea neinspiratele rînduri de mai sus, 17 milioane de kilometri pătraţi, aproape suma suprafeţelor S.U.A. şi Chinei reunite!

de la examenul de admitere la diploma de absolvire, totul se face în ucraineană şi dacă terminologia ştiinţifică lipseşte, fiecare se descurcă cum poate. Limba rusă e cînd de-a dreptul exclusă din programele şcolare, cînd redusă la statutul de limbă «străină» facultativă; studierea istoriei Rusiei a fost complet suprimată; programele de literatură ignoră practic toţi clasicii ruşi. Se vorbeşte de «agresiunea lingvistică a Rusiei» şi ucrainienii rusificaţi sînt acuzaţi că formează o «a cincea coloană». Pe scurt, în loc de a se începe prin ridicarea metodică a nivelului culturii ucrainiene, se înăbuşă cultura rusă. S-a ajuns chiar la tentativa de renegare lingvistică ca scrierea ucrainienei în caractere romane, ceea ce revine la a batjocori întreaga istorie a Ucrainei. Biserica ortodoxă ucraineană, ce a rămas credincioasă patriarhatului din Moscova şi reuneşte 70% din ortodocşii ucrainieni, e supusă la presiuni neîncetate" (*ibid.* pp. 138-141; subliniat în text).

Cu alte cuvinte, a combate programul de rusificare intensivă la care Ucraina fusese supusă sub imperiul ţarist şi încă şi mai mult sub cel sovietic reprezintă "un obstacol permanent în calea unei dezvoltări sănătoase a Ucrainei", "această greşeală psihologică iniţială" urmînd să aibă "în chip necesar, consecinţe nefaste". Ce să mai zici despre ridicula "grijă" neo-soljeniţînianã pentru ridicarea culturii ucrainiene "la nivel internaţional". "La un astfel de nivel încît savanţii ucrainieni să nu mai trebuiască să-şi redacteze lucrările în rusă dacă vor să fie traduşi în străinătate". Ca si cum savanţii ucrainieni, ca şi mulţi dintre cei ruşi, presupun, n-ar şti suficientă engleză (de pildă!) pentru a-şi "internaţionaliza" comunicările. Culmile burlescului în materie de ipocrizie le atinge însă autorul *RSA* cînd face caz de "sentimente fraterne" faţă de o ţară atît de îndelung şi de feroce persecutată şi oprimată de cuceritorul rus: "Tocmai pentru că încerc pentru Ucraina sentimente fraterne, pentru că o iubesc, nu-i doresc, *nu mai mult* decît Rusiei, un viitor de «mare putere»". Iată o formulare în aparenţă surprinzătoare, în aparenţă numai, pentru că dacă *prezentul* de mare putere al Rusiei e, din păcate, indiscutabil – spunînd "din păcate" sunt, nu mă îndoiesc, în perfectă armonie cu autorul *RSA* – viitorul de "mare putere" al Ucrainei (să sperăm că şi al Rusiei) e mai mult decît discutabil. Sentimente fraterne, spune cu seninătate autorul *RSA*, sentimente de Big Brother ar fi desigur sensibil mai adecvat!

În orice caz, se conturează aici în chipul cel mai net sofistica naţionalistă, poate ar fi mai exact să spunem sofistica integraţionistă neo-soljeniţînianã. Lucru interesant, pentru a avea un aer cît mai convingător, această sofistică esenţialmente retorică favorizează procentele. Astfel, e "demascată" "îndîrjirea în a combate limba rusă pe care 63% din populaţie o consideră încă ca limbă maternă". Pe de altă parte, "biserica ortodoxă ucraineană, ce a rămas credincioasă patriarhatului din Moscova şi reuneşte 70% din ortodocşii ucrainieni, e supusă la presiuni neîncetate". Nu e acesta un fel de a spune că în Ucraina *majoritatea rusă* e supusă celor mai abjecte presiuni din partea *minorităţii ucrainiene!?* Întocmai ca şi *majoritatea ortodoxă*, altă victimă a naţionalismului ucrainian. Mai are în aceste condiţii vreo importanţă că aceste pseudo-majorităţi au fost obţinute după decenii de rusificare forţată, de genocid şi încă în forma cea mai teribilă, pe care a cunoscut-o intensiv şi poporul armean, în 1915 şi după, *înfometarea*, înfometarea totală ce lasă în urmă cînd nu pur şi simplu cadavre, *veritabile schelete vii*, de programe sistematice de desfigurare cu ciocanul ideologic şi de exterminare cu secera totalitară – de *pogromuri* naţionalist-imperialiste, căci pogromurile moderne sînt departe de a se limita, ca altădată, la poporul evreu, alienarea despotismelor şi dictaturilor a evoluat între timp considerabil în materie de crimă!

Dar "pedagogia conştientizantă" neo-soljeniţînianã – înţeleapta "pedagogie" a lui Big Brother, menită să ne facă pe toţi, individ cu individ şi popor cu popor, să devenim "conştienţi"

de inutilitatea oricărei rezistenţe în faţa "urzelii" divine, căci nu e Rusia nu doar rezultatul ci chiar Planul, Planul acela providenţial! – nu se opreşte aici, micile "ajustări teritoriale" cu duhul blîndeţii nefiind unicul ei scop :

"Nu, n-o să-i imităm pe naţionaliştii ucrainieni, ameninţările lor isterice şi ura lor (sic! de remarcat că dacă ucrainienii sînt "naţionalişti isterici", omologii lor ruşi de la *Pamiat* sînt daţi de "patrioţi" şi apăraţi cu străşnicie de acuzaţia de "fascism", n. m.). Trebuie să ne ferim să răspundem propagandei incendiare pe care o duc contra «moscalilor». Trebuie să luăm asta ca o formă de boală mintală (sic!!!) şi să aşteptăm să treacă. Din partea noastră nu ameninţări deşerte : ei nu aşteaptă decît asta! Cursul Timpului, cursul puternic şi capricios al Istoriei e cel ce o să-i readucă la raţiune. Şi degeaba ne vor blestema, n-or să ne poată îndepărta inimile de Sfînta Cetate a Kievului, ce e şi leagănul Marilor-Ruşi (ucrainienii fiind, adică, ruşii-cei-mici! n. m.), unde astăzi, încă, limba rusă n-a amuţit, unde nu o să amuţească niciodată. Să ne încălzim inimile la gîndul că **cele trei ţări slave ale noastre nu sînt decît o singură ţară** (s.m.). «Şi voi, ucrainienii, voi bieloruşii sînteţi oricum fraţii noştri!» Trebuie să propunem cu generozitate Ucrainei un «schimb cultural» intensiv. (Naţionaliştii o să-l respingă? Vor arăta astfel că limba şi cultura rusă sînt mai primejdioase pentru «marea» lor «putere» decît toate misilele din lume). Să ne înarmăm cu răbdare şi să aşteptăm pentru a vedea care dintre cele trei ţări ale noastre o să facă fericirea poporului său. Pentru fiecare dintre ele calea va fi lungă şi dificilă, semănată cu obstacole; şi pentru moment, nu se vede unde va conduce" (*ibid.* pp. 142-143). Evident poliloghia continuă, pe cît de neruşinată tot pe-atîta de lungă!

De altfel, nu este întregul volum o astfel de poliloghie de propagandă, ce tratează ţări perfect independente, exterioare imperiului, ca o interioritate nu pe deplin "conştientizată", ce refuză să-şi accepte apartenenţa la Rusia ca pe o sublimă menire, iar interiorul, conţinutul deja "federat" al statului rus, ca pe exterioritatea unui identarism mereu mai intens şi mereu insuficient asumat.

"Demult, Rusia a ales calea dificilă de a fi un stat multinaţional, ea nu poate, deci, renunţa la nici unul din *ai săi*" (*ibid.* p. 113; subliniat în text). După această logică profund isteroidă, toate teritoriile ex-imperiale (actualmente CSI) unde subzistă ruşi aparţin de drept Rusiei, ***sînt Rusia***, "patriile negre", vidate de conţinut propriu ale "Rusiei scăldate în sînge". (Unde am mai întîlnit oare o asemenea "analiză" ?) Ale Rusiei înnegrite de sîngele nu doar al ruşilor dar şi, mai ales, al tuturor celor ce refuzînd să înţeleagă fericirea incomparabilă de a fi ruşi, au murit din cauza acestui refuz. Dar s-ar mai putea înţelege şi că Rusia fiind un stat multinaţional îi aparţin ca *ale sale* toate naţiile ce i-au compus sau îi compun, încă, imperiul. "Patriilor negre" adaugîndu-li-se, "firesc", "naţiile negre", evacuate din propriul lor specific, vidate de ele însele şi locuite, doar, de vidul restant şi de substanţa rusităţii de substituţie ce le parazitează fiinţa.

Peste tot în carte, după o tehnică de compromitere a adversarului analizată deja, chestiunea independenţei naţiunilor totalitarizate de imperiul rus e juxtapusă construcţiei statale comuniste şi redusă, practic, la aceasta, activîndu-se, astfel, sofismul absurd şi, în fond, abject, după care independenţa naţională ar fi opusă democraţiei! "Construcţia bolşevică este cu atît mai mult unică în felul ei şi apasă cu atît mai greu cu cît în entităţile autonome (cu preşedinţii lor, cu constituţiile lor, cu drapelele şi imnurile lor), *practic peste tot, popoarele "titulare"* (cu excepţia Tuvei, a Ciuvaşiei şi a Ceceniei; în Daghestan lucrurile sînt mai complexe) *constituie minorităţi* (uneori extrem de nete, ca în Iakuţia, în Başkiria, în Carelia) deşi determină şi aparatul şi ideologia administraţiei. *Nicăieri într-o lume ce se pretinde democratică nu se poate imagina ca o minoritate să fie lăsată să domnească «legal» asupra majorităţii, peste tot se recunoaşte puterea majorităţii (ceea ce implică obligatoriu apărarea drepturilor minorităţii); se admite*

peste tot că o naţiune nu poate controla un teritoriu decît dacă este majoritară. Desigur, trebuie respectată egalitatea în drepturi, independent de naţionalitate. Însă această egalitate e batjocorită în entităţile noastre autonome prin privilegiile lingvistice şi administrative acordate naţiunii «titulare»" (*ibid.* pp. 215-216; s.m.).

Dar pentru că, la urma urmelor, toată chestiunea aceasta a drepturilor majorităţilor şi minorităţilor comportă echivocuri supărătoare pentru un autor al cărui implacabil spirit democratic îl face să nu recunoască decît un drept, al lui, şi o singură putere centrală legitimă, aceea a Moscovei, Soljeniţîn ia pur şi simplu taurul de coarne, afirmînd peremptoriu:

"În entităţile autonome nu se poate recunoaşte «naţiunii titulare», fie ea majoritară, dreptul de a dirija după propria voinţă ansamblul teritoriului, mai degrabă decît în sînul unei administraţii relevînd de un Stat comun şi în conformitate cu legile acestui Stat" (ibid. p. 216, sublinierea mea). Deci, dreptul la autogestiune: nul. Dreptul la autonomie, nul şi acesta. Ca să nu mai vorbim de dreptul la independenţă. Toate palavrele despre minoritate şi majoritate, toată sofistica aferentă se aruncă la prima pubelă. La primul closet şi se trage şi apa. Reamintim: "Nicăieri într-o lume ce se pretinde democratică nu se poate imagina ca o minoritate să fie lăsată să domnească «legal» asupra majorităţii, peste tot se recunoaşte puterea majorităţii (ceea ce implică obligatoriu apărarea drepturilor minorităţii); se admite peste tot că o naţiune nu poate controla un teritoriu decît dacă este majoritară".

Cele două pasaje se contrazic flagrant, la rînduri distanţă, fără nici o jenă. Pînă la urmă, unicul criteriu al "dreptului" rus fiind puterea goală, expresia cea mai brutală şi mai cinică a unui imperialism sătul să mai argumenteze şi de altfel incapabil s-o facă în mod coerent. Căci puterea în principiu şi mai cu seamă puterea totalitară, forma ei cea mai primitivă, şi asta indiferent cine o susţine şi cine se joacă de-a "ministrul propagandei" e expresia unei radicale alienări a umanului, mai mult, vectorul acestei alienări şi, ca atare, vectorul banalizării răului. Numai gravele carenţe în planul unei individuări libere permiţînd acestei bătrîne impostoare, puterea, să se instaleze ca garantă, prin violenţă bineînţeles, a securităţii şi a păcii sociale.

Ar fi, de altfel, extrem de naiv să ne închipuim, cum, formal, s-ar putea crede, că afirmaţiile de mai sus statuează exclusiv pentru teritoriile autonome deja cuprinse în "federaţia" imperială rusă, acelaşi tip de probleme în practic aceiaşi termeni – respingerea preponderenţei "naţiunilor titulare" faţă de "naţiunea tutelară" rusă în Statele CSI (v. *ibid.* pp. 107-157), de pildă – punîndu-se, practic, în raport cu toate statele naţionale altele decît statul naţional rus. Totul se petrece, şi am văzut că în alte contexte lucrul este afirmat direct, cu o totală lipsă de jenă, ca şi cum Statul rus ar beneficia de un fel de privilegiu politic-existenţial, de o "elecţie" destinală exprimată şi de messianismul imperialist rusesc dar şi de tendinţa pre- şi post-sovietică a Statului rus de a se prezenta ca un imperiu teocratic (vezi în acest sens şi recenta canonizare a ţarului Nicolae al-II-lea şi a familiei imperiale, în compania a încă vreo 1500 de alţi "martiri" şi "sfinţi" de dată recentissimă). Fobia contactului, specifică structurilor nevrotice (v. *Ce vor ei? (II)*, partea a doua, în *Dorul…*, p. 12), ia aici forma unui exclusivism identitar, a unei doctrine a excepţiei, bazate pe un "inclusivism" tipologic. E ceea ce explică şi afirmaţia analizată mai sus (v. *ibid.* p. 208) privind imposibilitatea existenţial-politică a statelor mici, neintegrate în corpusuri de tip imperial, în speţă, imperiul rus, ca şi propoziţia complementară după care nici o naţiune "aparţinînd" deja acestui "corpus" cu contururi şi scopuri indefinite "nu mai are nici posibilitatea, nici pretenţia – am putea spune dreptul existenţial, n. n. – de a face secesiune şi de a trăi în afara uniunii cu poporul rus". Evident, cu excepţia "prezumţioşilor

ceceni" şi, am putea adăuga, *mutatis mutandis,* a aproape tot atît de prezumţioşilor kosovari ce s-au sustras unei alte veleităţi imperialiste[24]!

Dacă, însă, "naţiunilor titulare", fie ele "majoritare" sau "minoritare", li se refuză peremptoriu dreptul la autodeterminare politică, respingerea principiului autodeterminării se extinde la cazul ruşilor înşişi, atunci cînd "identitarismul" e resimţit ca periculos pentru soliditatea monolitului multinaţional (evităm termenul de "imperial" pentru a rămîne, pe cît posibil, în acord cu terminologia autorului *RSA*). A se vedea în acest sens *ibid.* p. 225 : "Se aud voci strigînd : «Rusia, ruşilor!». Însă acest slogan e falacios, distrugător (ca şi «Tatarstanul, tătarilor» sau «Iakuţia, iakuţilor»). În acelaşi fel, «Republica rusă» în sînul Federaţiei ruse *ar împinge la schismă şi la debandadă*, căci pe ruşi stă datoria de a cimenta Statul. Fără ruşi, Rusia nu poate să existe. Palavrele privind «autodeterminarea» ruşilor sînt, deci, fără obiect … principiul autodeterminării îl neagă complet pe cel al «inviolabilităţii frontierelor» … în Rusia de astăzi, **autodeterminarea ruşilor ar însemna despărţirea lor de toate celelalte popoare ale Rusiei, adică prăbuşirea Statului actual** (s.m.). Iată de ce nu vom insista asupra acestui slogan. Cum am putea revendica pentru ruşi un Stat propriu dacă noi înşine am creat un Stat multinaţional".

Pot însă ele, aceste biete "naţiuni titulare" atît de dur tutelate – nu atît de ruşi, ei înşişi bine strînşi sub şurubul totalitar cît de "Statul multinaţional" şi totalitarismul teocratic lui asociat – pot deci ele avea, în limitele teritoriului lor naţional strict, dreptul de a-şi folosi liber propriile resurse economice măcar? *Niet* şi iar *niet*, căci, în viziunea totalitarismului neosoljeniţînian : "Entităţile teritoriale autonome pot, cu atît mai puţin, să se bucure de vreun avantaj economic în raport cu Statul – Statul imperial rus, evident! n.n. –, în nici un caz nu pot avea drepturi particulare şi exclusive asupra subsolului lor şi a resurselor lor energetice, cum li se permite prea mult astăzi" (*ibid.* p. 217).

Dar baremi dreptul la o cultură şi la un sistem educativ propriu – dacă nu independenţa politico-economică, baremi pe cea cultural-educativă! – o au oare populaţiile "entităţilor autonome" ? Răspunsul e, bineînţeles, totalitarizant-negativ, expresie perfectă a internalizării "ocupaţiei externe". "Şi, în sînul tuturor culturilor naţionale, e bine să asigurăm un echilibru rezonabil cu coeziunea Statului; în sistemul lor educativ, entităţile autonome trebuie să ţină seama de exigenţele comune ale întregului Stat. De exemplu, programele şcolare, în aceste entităţi, nu trebuie să fie concepute de parcă populaţia ar trăi în afara oricărei forme de Rusie. Ori, astăzi, în unele dintre ele, lucrurile stau astfel : limba rusă este redusă la rangul de «limbă străină», istoria rusă nu mai este decît un modest capitol al Istoriei universale; de-acum, deja, iată ce conduce la o sfărîmare a spaţiului educativ şi cultural într-o ţară indiviză, în detrimentul tuturor locuitorilor săi" (*ibid.* pp. 217-218).

Acum, termenul acesta de "ţară indiviză" constituie aplicarea la spaţiul politic a unui termen din dreptul proprietăţii, respectiv din cel succesoral şi reprezintă expresia cea mai "tehnică" dar, negreşit, şi cea mai absurdă a totalitarismului rus neosoljeniţînian. Căci, luată în serios, cum ar putea fi definită ca "ţară indiviză" o *federaţie* cu atît mai puţin un imperiu fatalmente multinaţional ca "Federaţia" rusă. Problema însăşi a "naţiunilor titulare" – "titulare" a *ce*, dacă Rusia indiviză le privează tocmai de "titlu" sau mai exact de *conţinutul lui*?! – n-ar mai avea

[24] Mai recent încă a foarte prezumţioşilor ucrainieni, cu ambiţiile lor suveraniste şi veleităţile lor deocratice! Ca să nu mai vorbim de sirieni si de pretenţiile lor de a se sustrage tiraniei asasine assade!

cum să-l mai neliniştească atîta pe autorul *RSA*, condamnînd la cea mai abisală inepţie (nici n-ar fi aşa rău!) lungile şi latele pagini în care Soljeniţîn se lamentează de situaţia ruşilor "metecizaţi" în cadrul acestor ţări şi al acestor naţiuni, desprinse, ce să-i faci, moral, ba şi politic din îmbrăţişarea "indiviză" a imperiului. Se exprimă, mai ales, (şi) în aceste rînduri, veleitatea imperialist-totalitară a ruşilor nu doar de a ocupa teritorii ce nu le aparţin ci de a o face, pe deasupra, în numele unei legitimităţi superioare, a unei "elecţiuni" naţional-statale ce i-ar îndreptăţi să formeze substratul global unic şi Statul unic (cîndva, partidul unic) al tuturor teritoriilor planetei : ne lovim, încă o dată, de complexul "absolutului naţional" analizat mai sus.

De fapt, nicăieri mai limpede decît în *RSA*, ideea acestei mutaţii a patriilor celorlaţi în "patrii negre" curat ruseşti (cf. *Dorul* nr. 125/aprilie 2000, p. 14) nu se vădeşte mai pregnantă şi mai complexă, vizînd substituirea radicală a tuturor structurilor unui teritoriu dat – de la "naţiunea titulară" şi Statul "titular" la limbă, cultură, instituţii, societate şi regim politic (v. *ibid.* pp. 107-156 din care am citat, pe alocuri, destul de abundent) – prin echivalentele lor totalitarizate furnizate de imperiu.

O chestiune subiacentă, ce pare atît de absurdă încît de nu ne-am găsi pe terenul unui incredibil fanatism propagandistic, abia camuflat de sofistica arogantă şi în fond destul de primitivă a autorului *RSA,* am fi aproape tentaţi să credem în vreo eroare de lectură, este însă aceasta: anume a raportului dintre structura demografică a unei ţări şi dreptul ei la existenţă independentă. Căci parcurgînd lungile şi latele deliruri neo-soljeniţîniene rămîi cu impresia apăsătoare că pentru autorul *RSA* simpla prezenţă a unui rus justifică rusificarea întegului teritoriu – o logică analogă, ne amintim a provocat, istoric vorbind, nu chiar aşa demult, cel de al II-lea război mondial şi ar putea, poate numai peste cîţiva ani să-l provoace pe cel de al III-lea! – cu atît mai mult a unei micropopulaţii. Şi e dificil să te sustragi impresiei că avem aici de-a face cu proiecţia în plan demografic a aceleiaşi nevroze, detaliat analizate mai sus, a aceleiaşi fobii a contactului, deplasată dinspre fantasmele frontaliere spre deliruri etnicoide separîndu-i pe ruşi de non-ruşi. Frapant, ai impresia că-i regăseşti pe islamişti, minus caricaturile!

Căci, mai la urma urmelor, prin *RSA* sîntem confrutaţi cu un monism politic de nuanţă providenţialist teocratică – asta, pentru a evita un termen ca "monarhie", evident, de drept divin, ce, luat în sens etimologic, s-ar aplica totuşi foarte exact situaţiei – un monolitism extrem de dur dar niciodată complet sustras criticii "profetului naţional(ist)", reprezentant al "conştiinţei populare" dar şi al teleologiei elective a Rusiei, singurul dotat, după toate aparenţele, în condiţiile acestui fundamentalism autocratic, cu o autoritate şi competenţă suficiente pentru a evalua pozitiv sau negativ, performanţele "puterii centrale" – orice altă formă de manifestare politică, opusă "forţelor centripete" federatoare şi tinzînd sau izbutind chiar să dea un conţinut real acestei opoziţii, fiind interpretată ca factor perturbant şi delegitimată ca incitatoare la dezordine şi haos. Practic, orice fenomen de pluralism politic autentic este tratat cu severitatea cu care monoteismul creştin s-a raportat întotdeauna – în ciuda multiplelor lui ambivalenţe neasumate ca atare – la dualism : ca la o erezie! Mai exact, ca la "erezia dualistă" independentistă stimulată şi, pînă la un punct, motivată, de un monism statal degenerat.

Puterea şi Poporul sau utopia unei mon-arhii populiste

Dar, cum vom vedea imediat, tehnic vorbind, legislativul însuşi se manifestă, în viziunea noului Mare Inchizitor, ca o erezie instituţioală în raport cu un executiv, potenţial, deşi nu chiar totdeauna actual, ortodox.

"Emergenţa unei veritabile a doua forţe politice s-a încarnat în Sovietul suprem al lui Hasbulatov. Braţul de fier ce l-a opus Preşedintelui (evident, Elţin! n.m.) a luat forma unui conflict legat de noua Constituţie, devenit, pe lună ce trece, din ce în ce mai ameninţător. Lucrările constituţionale avansau lent, însă lupta era feroce şi Rusia se regăsea sub un regim de *diarhie* (s.m.) cu atît mai periculos cu cît cei doi adversari se lansaseră în negocieri politice cu entităţile naţionale autonome pentru a-şi face cît mai mulţi aliaţi. Privilegiile regiunilor autonome fură ridicate în nori cu mare tapaj mediatic; ca urmare, **regiunile ruse, pentru a nu rămîne de căruţă, s-au apucat să se autoproclame, una după alta şi cu o egală zarvă, republici** (s.m.). O adevărată bătaie pe ciolan ale cărei consecinţe puţini erau în stare să le măsoare; însă mie, ce-n anul acela mă găseam încă în străinătate, mi s-a impus cu forţa evidenţei certitudinea că această dualitate a puterilor, această «cursă după republici», ameninţa Rusia cu dezintegrarea, dacă nu în săptămînile, în orice caz în lunile următoare. Se asista la o reeditare a haosului generat de guvernul provizoriu al lui Kerenski (nici mai mult, nici mai puţin, oricum, interesantă poziţie candid "sovietică" ca să nu spunem ocult "leninistă" n.m.), iar integritatea Rusiei nu putea fi salvată decît dacă *se punea capăt imediat* diarhiei. Şi n-avea nici o importanţă cine, din cei doi adversari, ar fi cîştigat" (*ibid.* pp. 33-34; subliniat în text).

Oare? Ne întîlnim în orice caz, pentru a cîta oară, cu tehnica juxtapunerii compromiţătoare, Parlamentul "lui Hasbulatov" (ca şi cum Parlamentul ar putea fi proprietatea cuiva), ulterior bombardat de Elţin pe baza unui "decret" mîzgălit în taină de sceleratul preşedinte – "bombardamentul" constituind vădit esenţa "democraţiei prezidenţiale" din Rusia, dar şi a unităţii monolitice a "ţării indivize" – fiind asimilat senin cu guvernul provizoriu condus de Kerenski, răsturnat de bolşevici cu ocazia faimosului asalt al Palatului de Iarnă, poate tocmai pentru că autorul *RSA* pare incapabil să realizeze că echivalarea termenilor dintîi atrage inevitabil echivalarea analogă a termenilor din urmă; căci Hasbulatov nu poate juca aproximativ acelaşi rol cu Kerenski fără ca antagonistul său, Elţin să nu se vadă pus cam în aceeaşi poziţie, funcţional vorbind, cu blajinul Lenin! De altfel, dincolo de opoziţia formală dintre Parlament şi Preşedinţie, "diarhia" soljeniţîniană transpune opoziţia fundamentală, într-adevăr insuportabilă în cadrul aceluiaşi sistem, dintre democraţia însăşi şi totalitarism, cu o opţiune acuzată a autorului *RSA* în favoarea celui din urmă. *Căci haosul şi pericolul de dezmembrare a Rusiei fiind declanşat de emergenţa celui de al doilea centru de putere, Parlamentul*, este clar că păcatele "diarhiei" trebuiau să aparţină, în tendenţioasa lectură politică a lui Soljeniţîn, îndeosebi acestuia din urmă, ca factor perturbant, chiar dacă autorul *RSA* are aerul de a rămîne *au-dessus de la mêlée*, concentrîndu-se numai asupra efectelor pe care respectivul conflict l-ar fi putut avea, nu-i aşa, asupra Rusiei.

Am văzut cu o altă ocazie că *definirea* Rusiei e dintre cele mai problematice pentru nevrozata conştiinţă totalitarizată – şi e extrem de straniu că tocmai Soljeniţîn se configurează ca un reprezentant al acesteia – *poate tocmai pentru că Rusia nu e o ţară* – ***şi încă o "ţară indiviză"*** *– decît în măsura în care s-a constituit ca imperiu.* De altfel, nu era pe vremuri ţarul definit nu ca "ţar al Rusiei" (la singular) ci ca "ţar al tuturor Rusiilor" (pluralul imperial) ? Să mai amintim şi faimoasa formulă "Rusia, închisoarea popoarelor" ?

Iată de ce nici identitatea învingătorului – deşi instituţional şi tradiţional simpatiile autorului *RSA* par să se îndrepte, mult mai degrabă, spre "ţarul Boris" –, nici măcar problema mijloacelor folosite în aşa zisa polemică politică (bombele ca dezintegrator silabic al instituţiei parlamentare şi bombardamentul ca discurs imperial) nu par să-l intereseze pe analist, prizonier el însuşi al

confuziei dintre patriotismul naţional şi cel imperial, absorbit cum e, exclusiv, de chestiunea monolitismului teritorial şi totalitar.

Punct destul de curios, tocmai această indiferenţă sau această orientare univocă a atenţiei îl fac pe Soljeniţîn să ignore ceea ce în mod normal ştia perfect de bine, anume că ceea ce dă forţă paralelismului, altminteri destul de artificial, dintre Parlamentul hasbulatovian şi guvernul provizoriu condus de Kerenski constă exact în acest element al *mijloacelor*, în ambele cazuri violente, utilizate de totalitarismele respective (cel bolşevic şi cel elţinian), ambele confruntate cu criza propriei lor emergenţe uzurpatoare, ţinta fiind mereu înlăturarea prin arme a fragilei şi extrem discontinuei democraţii din Rusia. Or, trebuie remarcat că atît timp cît ruşii nu se vor debarasa definitiv de veleităţile lor imperialiste şi vor refuza să iasă din confuzia sistematică dintre Rusia-ca-imperiu şi Rusia ca simplu stat-naţiune, concretizarea formulei democratice nu va putea reprezenta pentru ei altceva decît o asimptotă a utopiei.

Mai mult, cum veritabilii factori de dezmembrare naţională şi haos politic se vădesc, în lectura neosoljeniţîniană, tocmai reprezentanţele democratice, se eliberează, abia implicit, legitimarea bombardamentului elţinian *şi* a asaltului bolşevic, adică a totalitarismului imperial *şi* a celui sovietic, oricît ar anatemiza autorul *RSA*, în alte cotloane ale cărţii, spiritul imperial şi sistemul comunist (v. *ibid.* p. 253 unde genocidara politică bolşevică e denumită "crimă cosmică", ce lasă "asupra comunismului o pată indelebilă").

Ideea din spatele acestor confuze afirmaţii şi obscure implicaţii, reciproc contradictorii, idee pe care autorul cărţii nu îndrăzneşte s-o înfrunte direct, este aceea a democraţiei corupătoare, producătoare de haos iar, în cazul "federaţiei" ruse, generatoare de pericol naţional. Lucrul răzbeşte dintr-un alt pasaj, unde bagatelizarea iluziilor democratice se asociază, semnificativ, cu o preferinţă vădită pentru o "politică de forţă":

"Entuziasmul internaţionalist, ce a cuprins, începînd cu sfîrşitul anilor '80, toată Moscova intelectuală, nu avea aproape nimic de invidiat celui al primilor bolşevici. Liberalii şi radical-democraţii ruşi au crezut că, de acum încolo şi pentru totdeauna, se deschidea o eră de fericire pentru întreaga planetă : acum, toate popoarele, toţi oamenii politici aveau să se inspire exclusiv din *valorile universale*, şi toţi, mînă în mînă, aveam să servim această nobilă cauză. *Decurge de aici că orice politică externă un pic mai fermă a Rusiei ţinea de imperialism sau de non-sens şi că o putere forte în Rusia nu poate fi decît tiranică*"(s.m., *ibid.* p. 51).

De va fi citit aceste rînduri, Putin nu putea decît să le aplaude! Căci iată, genocidul cecen iar mai recent dezintegrarea Siriei unde numărul *real* al morţilor – producţie directă a uzinelor violenţei sau indirectă, a stării de haos – rămîne necunoscut, practic întreaga populaţie fiind afectată fie de migraţie internă, fie de imigraţie, altfel spus ***genocidul ca o constantă tehnică a puterii ruse***, se vede rebotezat "politică externă un pic mai fermă" iar bombardamentul ca metodă democratică e dată ca expresie a unei "puteri forte", legitime altminteri.

Problema ce se degajă din cele de mai sus este totuşi mai gravă decît ar putea rezulta dintr-o simplă critică, oricît de acerbă, de altfel, în genere îndreptăţită, a practicilor parlamentare şi a corupţiei extrem toxice care domină de cele mai multe ori, din păcate, respectiva instituţie, indiferent de culoarea naţională pe care o reprezintă pe textura planetei – vizînd unul din principiile fundamentale ale democraţiei moderne, anume separarea puterilor în stat. Căci ce-l deranjează pe autorul *RSA* nu sînt doar disfuncţiile concrete sau chiar, mai generic vorbind, structurale, ci ceea ce numeşte el, *diarhia*, faptul însuşi al existenţei a două puteri distincte în stat. Bun, de fapt, ele sînt cel puţin trei, puterea legislativă, parlamentul carevasăzică, puterea

executivă, guvernul, şi cea juridică, cea mai fragilă, la drept vorbind, dar uneori extrem de eficace, ca în Italia, de pildă, acum cîtva timp.

Pasajul de la *triarhie* la *diarhie* – asta ca să nu mai evocăm *cea de a patra putere*, ce-i drept neinstituţionalizată, *presa*, cea mai apropiată, totuşi, prin caracterul ei, în principiu tribunician, de opinia publică şi de ceea ce mai rămîne din societatea civilă şi desigur, tocmai din această cauză, furnizînd cel mai important lot de personalităţi asasinate – ar reprezenta, deci, deja, o concentrare nedorită a puterii. Din păcate, Soljeniţîn gomează complet dimensiunea juridică, practic ca şi cum aceasta nici n-ar exista, nici n-ar trebui să existe, asta în condiţiile în care numai o putere juridică eficace poate să eradicheze corupţia ce-l disperă pe patriarhul vermontian şi contestă orice legitimitate dimensiunii legislative, puterea preconizată de el fiind, indiscutabil, o putere "forte", axată exclusiv pe executiv şi unde Parlamentul nu poate juca decît un rol pur decorativ, conform mai vechii formule de "parlament-ştampilă".

Or, evocînd un discurs ţinut de el însuşi la Duma în 1994, în condiţiile unui total şi vexant dezinteres ("deputaţii discutau între ei, lucrau pe ordinatorul lor portabil, căscau, dormeau"), s-ar zice că Soljeniţîn ţinteşte a exemplifica tocmai inanitatea instituţiei. "Voiau astfel să mă ridiculizeze?" se întreabă cu îndurerat sarcasm scriitorul. Pentru a conchide: "de fapt, se ridiculizau pe ei înşişi" (*ibid.* pp. 83-84). În ce constau însă în fond revelaţiile furnizate de autorul *RSA* şi vinovat ignorate de deputaţi? Citäm selectiv: "Am vorbit încă şi mai mult în vid cînd am spus că sistemul electoral actual nu permite expresia forţelor vii ale naţiunii (sic), că poporul nu reprezintă în ochii partidelor politice decît un material electoral şi nimic altceva". Remarcă perfect justificată, deşi pierdută în vagul unei indigenţe moral-politice planetare, nu doar ruse – într-adevăr, practicile electoraliste româneşti, franceze, japoneze sau braziliene nu sînt, desigur, diferite – şi mai ales foarte departe de a constitui în sine o noutate. Mai degrabă, un truism politic, de unde, probabil, plictisul auditorilor.

Mai perturbant şi percutant se dovedeşte un alt punct, ce-ar fi trebuit să-i trezească pe deputaţi, în care, în locul mult aşteptatei revoluţii morale, Soljeniţîn atacă ceea ce numeşte el "votul direct", sufragiul universal cu alte cuvinte: "alegerea cu sufragiul *direct* a celor mai înalte instanţe, în absenţa la noi a unei conştiinţe politice suficient de dezvoltate, *nu poate* să ducă la desemnarea unor autentici reprezentanţi ai poporului, nu e decît o înşelătorie" (*ibid.* p. 84; subliniat în text). Pe ce motive? Pe de o parte: "Acest sistem (reamintim, al "sufragiului direct" n.m.) exclude din competiţia electorală pe cei ce fac probă de discreţie, demnitate, moralitate, cultură, adică pe cei mai buni", favorizînd, cu alte cuvinte, ciurucurile, inşii tapajeuri, lipsiţi de simţul onoarei, în ciuda unei retorici contrare, imorali şi desigur inculţi; mă rog, singurii ce pot spera să obţină favorurile plebei, plebe nenumită ca atare decît atunci cînd e ridicată-n slăvi – nu! nu ca "plebe", un astfel de termen, clar implicat totuşi prin dispreţul pentru "sufragiul direct", nici n-ar trece de vîrful peniţei soljeniţîniene – ci ca "popor ales", în care se adună celelalte popoare. Şi pentru ca lucrurile să fie absolut clare şi fără nici un echivoc: "noi sîntem structural sortiţi să nu-i alegem pe cei de care avem cel mai mult nevoie" (*ibid.* p. 85).

În fine, concluzia finală ce elimină orice altă discuţie: "Se vorbeşte de indiferenţa poporului. Dar, dacă acesta este cazul, înseamnă că nu este copt pentru parlamentarism şi că trebuie căutate forme de reprezentativitate mai bine adaptate" (*ibid.* p. 86).

Odată clarificată chestiunea sufragiului şi a incompetenţei electorale a poporului rus, căci dincolo de toate floricelele, despre asta e vorba, sau, încă mai net, *de punerea lui sub interdicţie* – dar atunci nu s-ar putea trage pur şi simplu această concluzie extraordinară că pentru a realiza veritabila democraţie trebuie exclus poporul, *demosul,* tocmai el, din procesul electoral şi

practic, din cel politic, altfel spus, că demo(s)-craţia, "puterea poporului" carevasăzică, nu poate consta decît dintr-o putere populară egală cu zero?!! – era firesc ca autorul *RSA* să se ocupe de instituţia parlamentară ca atare, nu de defectele şi disfuncţiile ei, ci de existenţa ei pur şi simplu. Chestiunea fusese atinsă tangenţial în propoziţia citată mai sus: "trebuie căutate forme de reprezentativitate mai bine adaptate". Pentru a fi dezvoltată ulterior, într-un pasaj în care, după ce denunţă "travaliul legislativ rahitic şi lent", "rasolul" proiectelor de lege stîngaci redactate şi discutate superficial sau deloc, de vreme ce erau adesea "votate de la prima lectură", Soljeniţîn afirmă nu fără dreptate (parlamentarii români se vor recunoaşte, nu mă îndoiesc, în colegii lor ruşi):

"Unii deputaţi (...) sînt absenţi de la trei sferturi din şedinţe – lucrurile îşi urmează cursul, salariul vine la dată fixă, la ce bun să-ţi mai baţi capul. De altfel, cîţi dintre ei nu provin dintr-un mediu spiritual pietrificat. Şi cîţi dintre noi, după ce le-am văzut şi revăzut interviurile de culoar, n-am fost frapaţi de nu ştiu ce înţepeneală mecanică în ţinuta şi în tonul vocii lor. (...) Fraze convenite, inexpresive, fără suflet. N-ai aproape niciodată impresia că deputaţii se interesează *realmente* de destinul celor care, la celălalt capăt, vor fi atinşi de consecinţele acestei proceduri parlamentare conduse cu atîta dezinvoltură. *Reprezentanţii poporului...* (...) De altfel, după Constituţia din 1993, Duma (Parlamentul rus) nu reprezintă nimic mai mult decît un accesoriu decorativ al veritabilei puteri politice. Zdrobirea cu lovituri de tun a adunării precedente, Sovietul suprem, a lăsat de asemeni sechele psihologice. (...) Atunci, mi se va obiecta, ar trebui deci să ne lipsim de Dumă? Şi de ce nu? *În lipsă de sturzi mănînci mierle.* Sistemul reprezentării naţionale trebuie să exprime clar, cît mai aproape de urechea puterii, opinia poporului, nu cea a partidelor sau a politicienilor de circumstanţă, ci o opinie pe care puterea n-ar putea s-o neglijeze. Cunoaştem de asemenea un sistem de reprezentare bazat pe alegeri cu mai multe trepte şi garantînd existenţa unei legături autentice între candidaţi şi viaţa poporului[25]. (...) Cunoaştem exemple de Parlamente cu o singură cameră (ca şi cu trei camere, de altfel). Avem în plus Consiliul Federaţiei; el seamănă din ce în ce mai puţin cu Duma şi manifestă stabilitatea vieţii regiunilor. (...) Avortonii legislativi care au rezultat nu lasă nici o marjă de libertate pentru a pune pe picioare o autogestiune cu o bază financiară semnificativă. Această ratare nu e întîmplătoare: o veritabilă autogestiune populară (adevărata democraţie) nu poate decît să facă o concurenţă primejdioasă Dumelor ca şi guvernului. Autogestiunea locală, neizbutită înainte de revoluţie, apoi zdrobită de bolşevici (mereu concurenţa) nu constă în nimic altceva decît în **z e m s t v e**. Iată puterea poporului. Numai zemstvele pot permite poporului să respire liber şi să se obişnuiască treptat cu democraţia. Şi o Instanţă etică la nivel de Stat? Un vis? În ritmul în care mergem, vom fi vreodată destul de copţi pentru aceasta?" (*ibid.* pp. 88-91; subliniat în text).

Năucitor în citatele de mai sus e haosul de remarci incoerente şi clişee contradictorii, unde desigur, observaţiile judicioase nu lipsesc, însă sînt reduse la neant de falsitatea raţionamentului şi pe alocuri de inexactitatea factuală a analizei. Deci poporul acesta, prea imatur pentru a alege un parlament şi pentru a-şi exprima liber voinţa prin alegeri ("sîntem structural sortiţi să nu-i alegem pe cei de care avem cel mai mult nevoie"), poporul acesta "necopt... pentru parlamentarism" şi care are nevoie de *zemstve* (sic) pentru a se obişnui abia, şi încă "treptat", cu democraţia ar fi totuşi copt prin autogestiune locală să... ce? Să aibă "urechea puterii" prin

[25] Ai ciudata impresie, citind rîndurile acestea, că Soljeniţîn ignoră pur şi simplu realitatea procesului electoral, cu diversele lui etape, şi că limitează totul la alegerea deputaţilor pentru parlamentele respective!

jalbe şi plocoane, să constrîngă irezistibil puterea, executivul cu alte cuvinte, să ţină seama de păsurile lui, "formele de reprezentativitate mai bine adaptate" ce ar trebui căutate, fiind în realitate deja găsite în zemstve!

Cu alte cuvinte, structura politică ideală a Rusiei ar trebui să se limiteze la executiv (ţarul, preşedintele autocrat în caz de republică) şi la poporul jelalnic şi jălbar! La împărat şi la adunarea poporului articulată local de "sistemul" zemstvelor, Parlamentul, pentru alegerea căruia poporul nu e, oricum, destul de copt, şi care în plus se dovedeşte structural futil, atît prin caracterul pur decorativ al instituţiei cît şi prin mizerabila calitate umană a deputaţilor, urmînd a fi desfiinţat pur şi simplu. Se evită astfel pericolul "diarhiei", al dublei puteri, ce pare să-l obsedeze într-atît pe autorul *RSA*.

Într-un sens, Soljeniţîn vrea să cadă victimă, căci de o veritabilă naivitate politică e dificil să vorbim în cazul lui, unei iluzii destul de răspîndite, anume aceea a formulei politce-miracol, a structurii ocultate de toată lumea, deşi atît de evidentă, ce ar rezolva sau baremi ar permite rezolvarea, hai să nu spunem fulgurantă, dar temeinică şi definitivă, a mai tuturor problemelor puse de sistemele actuale. Pe scurt, politica panaceului cînd nu de-a dreptul politica-placebo!

Ne grăbim să spunem că o asemenea formulă, de altfel mai mult politicianistă decît veritabil politică, nu există. Putem desigur ameliora, în sensul unei mai mari apropieri de societatea civilă, schemele existente, fără a putea spera în coborîrea din rai sau din străluminile eterice a reformei minunate, a formulei panaceu, teriac al tuturor boleşniţelor politichiilor naţionale şi mondiale. Singurul efort de făcut, oricum singurul care mai are un vag sens, nu poate consta decît tot în pacientul travaliu negativ, prin care subminînd critic toate tendinţele, luxuriante, la dreptul vorbind, de a preschimba timidul liber arbitru legitim în deşănţat liber arbitrar să încercăm, noi, puţinii ce mai gîndim sub această cupolă a iraţionalităţii şi a inconştientului triumfător de a menţine cît mai deschise structurile existente şi eventual de a le ameliora cu prudenţă, căutînd filoanele spiritului prin acest steril al unei naturi ostile şi absurde, al acestei energii fără scop plămădite din anxietate şi furie, sau mai simplu din idioţie turbată, al acestei forţe turbulente ce nu ştie nici să creeze, nici să distrugă, ci numai să imite în gol principii pe care nu le poate nici măcar contempla.

Pentru a reveni însă la autorul *RSA*, incoerenţa discursului propagandistic soljeniţînian se vede imdiat dacă încercăm să-l urmăm în dezideratele sale. Căci eliminînd diarhia, adică legislativul, înlocuit cu ineficientele zemstve, ce obţinem? Un Stat ce s-ar rezuma la executiv şi care de jelalniile bietului popor n-ar ţine în nici un fel seama, statul monarhic chiar fără monarhie, o monarhie republicană, adică în lipsă de Stalin, pe Putin şi substituţii – Clovnul feroce şi clonii – sau pe scurt, statul totalitar! Şi atunci, la ce bun toată truda anti-comunistă, dacă proorocul demolării puterilor faraonice ale dictatorilor cade, pînă la urmă, tot în vaginul primitor al fantasmei totalitare!

Cade, crezînd baremi în virtuţile puterii unice şi în fond ale partidului unic – căci Putin e mai puţin o persoană cît o formă de guvernămînt ? Să vedem!

"Între Putere şi Popor s-a scobit un abis, şi Puterea vrea să-l ignore şi refuză să ia în considerare faptul că nu multiplicînd regimentele de unităţi speciale îşi va conserva ea autoritatea. Astăzi, Puterea centrală rămîne oarbă şi indiferentă la procesele destructoare în acţiune în ţară, şi nu trăieşte decît *prin ea însăşi pentru ea însăşi.* Şi îşi imaginează că asta va dura. Da, sub regimul actual, sîntem complet înlăturaţi de la orice influenţă asupra acţiunii (ori inacţiunii) conducătorilor noştri. Dar degeaba se rup ei de ţară, nu vor putea să se sustragă

efectelor stării profunde ale societăţii ruse. De-ar fi ca aceasta să se mai degradeze încă, înaltele sfere ale Statului ar îndura consecinţele distrugătoare ale unei atari situaţii. Dacă ţara aceasta pe care infinita răbdare a poporului său o face atît de lesne de guvernat, şi ale cărei milioane şi miliarde sînt atît de comod de exportat, dacă ţara aceasta, deci, ar sfîrşi prin a se sfărîma, atunci cei ce se găsesc la cîrma ei vor trebui să se prăbuşească de asemenea. Ori vor căuta poate vreun refugiu dincolo de mări?"[26] (*ibid.* p. 95).

E inutil să ne oprim aici prea în detaliu (vezi pp. 95-99) asupra a ceea ce am numi "puterile complementare": puterea juridică, tratată expeditiv şi distant (sînt evocate pasivitatea Parchetului general, lipsa de mijloace ce împinge direct la corupţie, dar nu se insistă deloc asupra carenţei structurale ce blochează, mai ales ea, posibilitatea unei "triarhii", atît de necesară într-o veritabilă democraţie – de altfel, chestiunea e mai vastă, nelimitîndu-se în nici un fel la vechile "democraţii" comuniste), puterea presei[27] şi, evident, capitalul (se citează mai cu seamă formula demult decedatului Boris Berezovski, imprudentul şi impudentul susţinător al lui Putin: "**La noi, capitalul e la putere**"; nu numai la voi, îmi vine să zic!).

În fond, sensul anxioasei propagande neo-soljeniţîniene, al panicii generatorare de sofisme disperate şi contradicţii haotice, se găseşte poate într-o frază aruncată spre sfîrşitul cărţii, frază ce confirmă riguros intuiţiile noastre formulate la începutul prezentului text. "Noi n-am distrus numai sistemul comunist, noi sîntem pe cale de a desăvîrşi distrugerea a ce mai rămîne din temelia vieţii noastre" (*ibid.* p. 337).

Or, o asemenea frază, aş spune, o asemenea îngrijorare nu poate apare decît într-o gîndire ce confundă cu aplicaţie imperiul cu statul naţiune, cînd ar trebui să facă totul pentru a le disjunge, populismul cu democraţia – primul, sol predilect al dictaturilor –, precum şi substanţa existenţială a unei ţări cu o istorie mai mult decît tulbure cu turtirea identităţilor naţionale distincte de ea, reduse la rangul de simple "pete de culoare pe tapiseria imperiului", precum şi cu reactivarea unei politici imperialiste dintre cele mai pernicioase, desigur, pentru toate naţiunile ce comit imprudenţa de a nu-şi lua necesarele măsuri militare, dar mai cu seamă politice pentru a-şi asigura o "bună" vecinătate cu Rusia, dar în ultimă instanţă pentru Rusia însăşi, naţiunea agresoare prin excelenţă a timpului nostru, ce-şi asumă riscuri stupide şi inutile cari nu pot sfîrşi prin a nu o costa foarte scump!

Pentru a reveni însă la vitregita dimensiune a "legislativului" – cauză a abominabilei "diarhii" – ce soluţii preconizează ex-patriarhul vermontian, atît de îndelung familiarizat cu instituţiile celei mai vechi democraţii moderne de pe planetă, democraţia americană, după care ar fi putut, nu-i aşa, să se inspire, baremi într-o oarecare măsură. Am văzut mai sus, soluţia radicală a autorului *RSA* constă în abolirea Parlamentului, înlocuit de un sistem de administraţie locală de pe vremea ţarilor, sistem datînd, după cum ne informează Soljeniţîn, de prin secolul XVI... Zemstvele! Nu mi se pare inutil de a re-cita, aproape integral, pasajul-cheie:

---

[26] Indiscutabil, căci aşa cum remarcam cu o altă ocazie şi-ntr-un alt context, patria veritabilă a politicaştrilor, securistolaştrilor şi a efesbeşilor de toată mîna e *patria conturilor lor bancare* – de preferinţă *off-shore!*

[27] Electrocutată sarcastic de autorul *RSA*: "Un loc aparte, deşi e vorba de acelaşi mediu, revine celei de-a Patra Puteri, cu accesele sale de febră, cînd împotriva odioasei «armate federale», cînd în favoarea combatanţilor şi teroriştilor ceceni, cînd aruncînd anatema asupra reunificării Rusiei şi Bielorusiei" (*ibid.* p. 96).

"De altfel, după Constituţia din 1993, Duma (Parlamentul rus) nu reprezintă nimic mai mult decît un accesoriu decorativ al veritabilei puteri politice. Zdrobirea cu lovituri de tun a adunării precedente, Sovietul suprem, a lăsat de asemeni sechele psihologice. (...) Atunci, mi se va obiecta, ar trebui deci să ne lipsim de Dumă? Şi de ce nu? *În lipsă de sturzi mănînci mierle.* Sistemul reprezentării naţionale trebuie să exprime clar, cît mai aproape de urechea puterii, opinia poporului, nu cea a partidelor sau a politicienilor de circumstanţă, ci o opinie pe care puterea n-ar putea s-o neglijeze. Cunoaştem de asemenea un sistem de reprezentare bazat pe alegeri cu mai multe trepte şi garantînd existenţa unei legături autentice între candidaţi şi viaţa poporului[28]. (...) Cunoaştem exemple de Parlamente cu o singură cameră (ca şi cu trei camere, de altfel). Avem în plus Consiliul Federaţiei; el seamănă din ce în ce mai puţin cu Duma şi manifestă stabilitatea vieţii regiunilor. (...) Avortonii legislativi care au rezultat nu lasă nici o marjă de libertate pentru a pune pe picioare o autogestiune cu o bază financiară semnificativă. Această ratare nu e întîmplătoare: o veritabilă autogestiune populară (adevărata democraţie) nu poate decît să facă o concurenţă primejdioasă Dumelor ca şi guvernului. Autogestiunea locală, neizbutită înainte de revoluţie, apoi zdrobită de bolşevici (mereu concurenţa) nu constă în nimic altceva decît în z e m s t v e. Iată puterea poporului. Numai zemstvele pot permite poporului să respire liber şi să se obişnuiască treptat cu democraţia" (*ibid*. pp. 89-91).

De fapt, nu-i tocmai aşa, de "sturzi", adică presupun de Parlament, ruşii urmînd să se lipsească voluntar tocmai pentru a se putea îndestula cu "mierle", cu zemstve, carevasăzică! Totuşi, îmi permit la rîndu-mi să spun, o inepţie nu devine subit o extraordinară găselniţă numai pentru că o proptim în parul unui proverb. Pentru că inima mea sîngerează să mă văd nevoit a-l contrazice pe ditamai Soljeniţîn, pardon, dar de cînd "opinia poporului" reprezentată de nişte organe de autogestiune locală ar "avea" urechea Puterii mai mult decît bun-răul sistem parlamentar cu care, conform unei alte vorbe populare, îşi făcea treaba populaţia.

Nu vreau să se creadă că aş fi vreun apărător al *statu-quo*-ului politic şi al stabilimentelor sale cît se poate de bordelice. Însă sînt convins că nu recurgînd la zemstve, zemstve menite să dilueze pînă la dispariţie odioasa diarhie, s-ar putea rezolva ceva, mai cu seamă într-o ţară atît de îmbîcsită de totalitarism ca Rusia. (Las' că nici cu România nu-mi e ruşine; cît despre Franţa macronistă, niciodată n-am contemplat cu mai multă melancolie amurgul democraţiei într-o ţară ca acum).

Pe de altă parte, fără a voi să contrariem în exces, mai ales la atîta timp după deces, umbra autorului *RSA*, structuri de tipul autogestiunii locale chiar în ţări ce n-au cunoscut binecuvîntata rînduială a zemstvelor, necum în politica mlăştinoasă a Rusiei, riscă să fie lovite de ineficacitate, căci ce lipsesc nu sînt fantomele administrative ci tocmai *mijloacele*, oportun absorbite de Puterea centrală, cea cu urechea atît de sensibilă la păsurile nevoiaşului popor! Dar asta e o cu totul altă problemă în discutarea căreia nu ne vom lansa aici. În fine, lucru de care Soljeniţîn era perfect conştient, toată această înmierire a organului auditiv al Executivului prin zemstve, chiar realizîndu-se, şi lui Boris (Elţin) pe-atunci, lui Vladimir (Putin) şi Serghei (Lavrov), mai încoace, amintindu-li-se pe această cale cum că la urma urmelor tot de la coada vacii se trag – oare zemstvele acestea reconstituite, de oropsitul popor ar fi fost conduse, nevoile *lui* le-ar fi exprimat, ori dimpotrivă şefia ar fi revenit unor oareşicari potentaţi locali, ciocoi noi şi mai voraci, şi mai feroci decît ciocoii vechi.

---

[28] V. *supra* n. 140.

Cum ar putea însă oare nişte simple organisme de autogestiune populară locală, chiar în afara unor eventuale disfuncţii legate de incompetenţă şi/sau corupţie, să ia locul pur şi simplu unei structuri naţionale ca Parlamentul? Ei bine, prin "verticala zemstvelor"! Adică? "În Rusia imensă şi atît de diversă – ne comunică autorul *RSA* –, puterea centrală ce se răspîndeşte de sus în jos nu e în măsură să asigure prosperitatea poporului. O acţiune de sens contrar, de jos în sus, este indispensabilă" (*ibid.* p. 323).

Şi pentru nedumeriţii, printre care nu ezităm să recunoaştem, ne numărăm, Soljeniţîn precizează: "Acum patru secole (unde eşti tu Farfuridi?!), în Rusia moscovită funcţiona sistemul «scrisorilor contractuale» între un loc dat (sat, regiune etc.) şi puterea supremă; obligaţiile locului, ce datora Statului, şi în schimb, obligaţiile puterii. Aceste scrisori au fost publicate, lectura lor miră şi instruieşte (asta acum, dar care era situaţia într-un popor care la data "scrisorilor" în chestie nu putea fi decît, în cvasi-totalitatea sa, analfabet! n.m.); cu cît eram noi mai avizaţi acum patru sute de ani, mai responsabili, mai cu încredere unii în ceilalţi. (Puterea actuală şi-ar pune bucuros semnătura, dar ar respecta-o ea?)" (pp. 323-324).

Cu alte cuvinte, nici nu şi-a formulat bine reformatorul reforma că-i şi discerne imposibilitatea. Căci un popor ce-ar funcţiona pe baza acestei "verticale a zemstvelor" ar fi incomparabil mai vulnerabil la abuzurile puterii, şi asta cu-atît mai mult cu cît nici n-ar şti cu precizie în ce constă "contractul social" ce-l leagă de un Stat oricum autocratic, condiţiile putînd fi citite sau baremi interpretate în multiple feluri, interpretate sau, la nevoie impuse! Căci gradul în care o asemenea reformă ar dezlega mîinile executivului, mult dincolo de nivelul pe care cea mai docilă Dumă ar putea-o permite, nici nu mai trebuie amintit. Fărîmiţarea intereselor ar fi, de altfel, de aşa natură încît luarea vreunor măsuri coerente în plan naţional ar ţine de utopie[29]. Fără a mai "critica" ceea ce se lichefiază de la sine, nu poţi decît să rămîi perplex în faţa aberaţiilor zămislite de un spirit atît de acut. "Puterea actuală şi-ar pune bucuros semnătura, dar ar respecta-o ea?". Ce să mai spui după o asemenea afirmaţie şi de unde să scoţi oamenii politici ideali necesari aplicării unor atari fantasme utopice, sau şi mai bine, "împăratul ţăran" à la Eminescu care să îngrijească de popor cam ca prisăcarul de stupii de albine!

Autocraţia verticală şi modelul dictatorial-despotic

Din păcate, lucrurile nu se limitează la atît. Nemulţumit să propună desfiinţarea unui Parlament incompetent, "rahitic", pentru a-l înlocui printr-un soi de utopie narodnicistă ca atare inaplicabilă – asta cu atît mai mult cu cît punerea ei în funcţiune ar depinde de bunăvoinţa şi bunacredinţa aceleiaşi clase politice, adică a aceleiaşi adunături de "clovni", de "avortoni" şi de corupţi de practicile căreia tocmai se declarase scîrbit (termenii în ghilimele îi aparţin lui Soljeniţîn) –, reformatorul atacă, vom vedea imediat pe ce baze, şi criteriul decizional al majorităţii.

"Altă distincţie de principiu a zemstvei: deciziile care sînt luate în cadrul ei nu se bizuie pe un decompt mecanic al numărului de voturi, ci pe confruntarea calitativă a punctelor de vedere (sic!) precum şi pe luarea în considerare a intereselor tuturor grupelor sociale reprezentate în funcţie de contribuţia lor la viaţa cotidiană a locului. Aceasta diferă de practica actuală, dar

[29] Singurul mod ce ar putea permite reformatorului utopic să întrevadă, baremi, posibilitatea vreunei realizări în sensul reformei sale ar merge în direcţia unei fragmentări paralele cu aceea a acestui "legislativ popular" a executivului însuşi, cu dezagrementul, pentru autorul *RSA*, că în loc de diarhie s-ar pomeni cu ditamai polyarhia! Dacă nu, de-a dreptul, cu anarhia! (Consecinţa cea mai probabilă).

corespunde vechii tradiţii ruse în materie de discuţii şi decizii: de la comunitatea rurală pînă la guvernul panrus, trebuie cîntărită justeţea argumentelor şi nu numărul de voturi; opiniile rezervate nu trebuie să fie pur şi simplu sufocate prin vot, trebuie căutată o majoritate care să nu fie doar matematică. Bineînţeles, condiţia primordială e ca relaţiile reciproce să fie impregnate de bunăvoinţă, e ca să ştim să-l ascultăm şi să-l înţelegem pe celălalt. Fără asta, nu merită să începem; fără asta, nimic bun nu va creşte vreodată la noi" (p. 325).

Splendid! Mai demult, un gînditor politic român propunea revenirea la votul cenzitar. Mai diplomat şi mai cu milă de bietul popor, Soljeniţîn propune substituirea principiului votului – căci în esenţă despre asta este vorba – prin aceeaşi "pedagogie conştientizantă", nenumită aici, prin care, ceva mai devreme tenta instituirea unui "naţionalism pozitiv, creator" (p. 256). Trebuie recunoscut că termenul acesta de "pedagogie" cu izuri de Big Brother, aplicat celor mai impopulare măsuri, se bucură şi de favoarea politicienilor francezi, indiferent de partid.

Pentru că sensul tuturor acestor propuneri şi reforme pe fond de propagandă populistă unde mult înţeleptul popor e prea imatur chiar şi pentru a vota, iar principiul "matematic" al majorităţii e substituit printr-o foarte neclară "confruntare calitativă" unde "justeţea argumentelor" e "cîntărită" – de cine? De autorul *RSA* poate?

"Trebuie cîntărită justeţea argumentelor şi nu numărul de voturi; opiniile rezervate nu trebuie să fie pur şi simplu sufocate prin vot, trebuie căutată o majoritate care să nu fie doar matematică". Minunată tehnică de a elimina cea mai vagă urmă de democraţie (adică de *putere a poporului*) pe baza unei "para-democraţii" stranii bizuite pe "vechea tradiţie rusă în materie de discuţii şi decizii". Măi să fie, a naibii tradiţia asta rusă!

Carevasăzică legislativul (corupt etc. – nu contestăm deşi disfuncţia n-ar trebui să elimine funcţia, în speţă instituţia, ci să provoace corectarea ei) e dat pur şi simplu la o parte pe motiv că poporul n-ar fi suficient de matur pentru vot. Locul majorităţii "matematice" ce permite totuşi singură de a măsura direcţia voinţei votanţilor fiind luat de "vechea tradiţie rusă în materie de discuţii şi decizii". Iarăşi, foarte bine! Însă, la urma urmelor *cine sau ce tranşează?* Direct "vechea tradiţie..." pe care să o invocăm făcînd apel la vreo necromantă de genul vrăjitoarei din Endor? Căci, indiscutabil, vechea tradiţie, oricît de venerabilă ori mai degrabă tocmai din cauza asta a murit, ca să zicem aşa demult[30] (ca şi bravul autor al *RSA*, fie spus în paranteză, autor pe care nu prea ne vine a-l numi Soljeniţîn deşi nu prea ştim bine cum altfel...). Indirect, făcînd appel la niscaiva "specialişti"? Mă tem că ceva în genul acesta va fi avut în vedere autorul *RSA*. Altminteri o "frăzulică" precum aceea ce conchide cam misterios capitolul 7 intitulat cam sarcastic *Parlamentarismul nostru* pierzîndu-se în neguri: "Şi o Instanţă etică la nivel de Stat? Un vis? După ritmul în care merg lucrurile vom fi noi vreodată destul de copţi pentru asta?" (*ibid.* p. 91). În practică tot Executivul urmînd să decidă, căci puterea e vai, totdeauna destul de "coaptă" – mai exact, destul de scelerată şi de cinică – şi pentru a decreta şi pentru a aplica tot ce i se năzare[31]!

---

[30] Nu e greu de depistat în logica neo-soljeniţîniană un mod de gîndire foarte analog cu cel al lui Cicikov, personajul principal al *Sufletelor moarte* de Gogol! Mă rog, de nu cumva va fi anvizajat autorul *Avalanşei...* vreo "democraţie originală" ce ar fi inclus în *majoritatea avizată* (ne permitem a utiliza sintagma fără teamă de a deforma în vreun fel gîndirea avalanşardă) votul fantomelor!

[31] Evident, pe temeiul "vechii tradiţii ruse în materie de discuţii şi decizii", "bineînţeles, condiţia primordială" rămînînd "ca relaţiile reciproce să fie impregnate de bunăvoinţă", "să ştim să-l ascultăm şi să-l înţelegem pe

Desigur, pentru a înţelege mai bine sensul acestei, pentru noi, stranii idei a verticalei zemstvelor n-ar fi inutil să-i analizăm succint organizarea. Global autorul *RSA* distinge patru grade de auto-administrare: locală, districtuală, regională şi panrusă. Structura electorală normală, bazată pe votul majoritar, fiind aplicabilă doar celei dintîi. Dimpotrivă, la nivelul districtelor, structura profesională (şi etnică?) a populaţiei diversificîndu-se, Soljeniţîn recomandă folosirea "sistemului cunoscut din Antichitate al «curiilor», care este o structură profesională şi corporativă: un grup omogen de electori îşi trimite instanţei alese reprezentantul" (*ibid.* p. 327). Fără a intra în prea multe inutile detalii, trebuie remarcat un element important, de nu cumva esenţial al acestei fanta-retro-politici, anume faptul că întregul sistem se bazează aproape exclusiv pe benevolat. Într-adevăr, membrii adunărilor zemstvelor "nu sunt remuneraţi pentru participarea lor, nu sunt funcţionari ci voluntari preocupaţi de bunăstarea locală; acesta e sensul acţiunii lor, şi numai organul executiv, consiliul zemstvelor, este compus dintr-un mic număr de angajaţi remuneraţi" (p. 327). Situaţia aceasta idilică se reproduce bineînţeles şi la nivelul superior al adunărilor regionale în contrast cu parlamentele echivalente, unde parlamentarii sînt plătiţi, în ultimă instanţă, din banii contribuabililor, ca orice funcţionari.

Sistemul benevolatului, eminamente patriotic, are şi un sens moral, ba chiar, în ultimă instanţă, unul soteriologic, fiind menit să dezvolte dezinteresarea cetăţenilor "capabili să-şi dedice forţele şi timpul salvării ţării în care trăiesc". Într-atît pare mai simplu recursul, pentru mentalitatea insului totalitarizat, la fantasmele unui devotament ideal, cu pronunţate tente misticoide, decît la simpla corectitudine, la banala onestitate şi la aproape uitata integritate, criterii etice laice, dezbărate de demagogie populistă şi de supralicitări cu izuri religioase.

Totuşi sistemul acesta al zemstvelor ascunde şi o faţă mai obscură, ce pare să reprezinte miza lui reală, anume consolidarea şandramalei multinaţionale precum şi ocultarea, sub magiunul tradiţionalist al somnambului totalitar şi al funambului imperialist, a acestei irepresibile agresivităţi avîndu-şi originea, cum am mai arătat în repetate rînduri, în fobia politică a contactului. Căci sensul ei politic veritabil constă, neîndoios, în fărîmiţarea extremă a unităţilor teritoriale, ceea ce ar permite o subminare confortabilă a criteriilor naţionale acolo unde intră în joc populaţiile non-ruse, cu pretenţiile lor, sau cum foarte neted se exprimă autorul *RSA* : "Acest sistem al zemstvelor rezolvă radical încurcăturile naţionale: caracterul său realmente supranaţional înlătură orice selecţie a administratorilor pe un criteriu de apartenenţă naţională, spre deosebire de ceea ce se practică astăzi în numeroase entităţi autonome, chiar cînd naţiunea titulară este minoritară; dimpotrivă, acolo unde este concentrată o etnie numeroasă, din ea emană natural auto-administraţia locală" (p. 328). Tehnică ce permite, mai trebuie oare să subliniem faptul, o rusificare administrativă din cele mai comode a unui teritoriu non-rus, pe de o parte prin încurajarea unei imigraţii ruseşti, mai rapidă sau mai lentă, dar continuă, iar pe de altă parte prin golirea aceluiaşi teritoriu de populaţia autohtonă prin transmutare, diverse persecuţii şi chiar prin genocid – tehnică sau mai bine zis ansamblu metodologic abject ce nu-i putea fi necunoscut unui Soljeniţîn.

Sensul totalitar, mai bine zis naţional-imperial al acestei sofistici sau, eventual, al acestei ignorări voluntare a realităţii geo-politice a "Federaţiei" ruse, ce antrenează un autor ce se lupta altădată pentru libertate să se păruie, nu prea se ştie bine cu cine, pentru maluri de rîu (malul drept sau stîng al Terekului!), rezultă cît se poate de limpede dintr-un pasaj pe care parţial l-am

---

celălalt". "Fără asta – se ştie –, nu merită să începem; fără asta, nimic bun nu va creşte vreodată la noi". Nimic bun, se ştie – şi asta nu neapărat numai în Rusia!

citat deja: “Timp de decenii, noi am plătit pentru catastrofa din 1917; acum plătim pentru a ieşi din catastrofă. Noi n-am distrus numai sistemul comunist, noi punem capăt distrugerii a ce mai rămîne din temelia vieţii noastre” (p. 337).

În ce mă priveşte – şi cred că mulţi, mai ales din cei ce au îndurat teroarea comunistă, gîndesc astfel – eram convins că temeliile vieţii, indiferent ale cui, tocmai de totalitarismul comunist – de totalitarism în genere, indiferent de culoare, putem spune – fuseseră nimicite; dar se vede că mă înşelam. Că e dificilă ieşirea din totalitarism, lucrul e neîndoielnic. Căci numai ieşind din el poţi înţelege un lucru ce poate părea, la prima vedere, ciudat. Anume că totalitarismul nu e doar o maşinărie hiper-opresivă ci, în chipul cel mai straniu, şi o fabrică de miraje. Poate mai mult decît Statul magician definit de Culianu, Statul poliţist are şi el magia lui, bazată pe o cvasi-totală ocultare a discernămîntului, numai “după cădere” devenind limpede dezastrul, deşertul în care fiecare, aproape fără a şti, locuia.

Pentru că luptînd contra comunismului, chiar cei mai avizaţi îşi închipuiau ceva de genul “viitorurilor cîntătoare” ce bîntuie gîndirea în genere utopică a fiinţei umane. O îmbrăţişare generală, o recunoaştere, triumful recompensat al victoriei. Ha! Evident, tot ce se obţine prin prăbuşirea totalitarismului e doar prăbuşirea iluziei – şi mult, mult moloz. Mult moloz şi nici măcar o mătură. Fără a mai vorbi de dezlănţuirea cupidităţii “aparacicilor” pe care de-acum nimic nu-i mai reţine.

Totul se inversează. Corupţia se afirmă pentru unii ca singura “umanitate”. Puţinii încă drepţi sînt consideraţi un fel de imbecili de nu cumva nişte nebuni periculoşi. Cinismul rînjeşte – şi-n România se cheamă Iliescu. În Rusia, Putin. În locul sistemului odios dinainte cetăţeanul λ se vede plonjat în plin nimic. Şi-ncepe să regrete. Asta-i normal. Anormal devine faptul cînd cetăţeanul λ în chestie se cheamă Soljeniţîn. Şi cum Rusia nu-i doar o simplă ţară orfană de totalitarism ci, în plus, un imperiu, ultimul de soiul lui de pe planetă (să sperăm!), problemele politico-economice se văd ridicate la putere de dificultăţile naţionale. Cu panica unui imperiu în perpetuă dezagregare ce devine, prin idioţie turbată şi dementă senilă politică, sinonimă cu descompunerea în vid a statului-naţiune.

Unde intră aici zemstvele? Pentru a sezisa mai bine chestiunea trebuie să recurgem din nou la citat: “Orice privilegiu sau orice constrîngere ascultînd de criteriul naţional subminează principiul însuşi al zemstvelor” (p. 329). Ceea ce, inversînd, pare să însemne că principiul zemstvelor, proiecţie extremă şi cumva extremistă a faimosului *divide et impera*, vizează o concentrare a puterii în direcţia exclusivă a executivului, nu doar în plan instituţional (numim asta totalitarism cosmetic, coafat sau nu de o dictatură personală) ci şi în cel naţional, statul multinaţional federativ rus devenind, prin fantapolitica baghetei magice, un fel de himeră, un stat multinaţional mononaţional, unde “tapiseria” combină abil partidul unic – inevitabil în cadrul unui monolit politic redus la nudul executiv – cu ceea ce am putea numi poporul unic, unic nu ca realitate etnică ci exclusiv prin concept. Fără a putea elimina posibilitatea, căci autorul *RSA* asertiv nu merge pînă acolo, ca un regim putinist, deja criminal, sau post-putinist să radicalizeze “pragmatic” lucrurile prin genocid. Recursul la un eventual al III-lea război mondial reprezentînd, din păcate, o metodă tehnic posibilă.

Şi totuşi, acest principiu al zemstvelor, al cărui scop determinant evadează discursul pseudo-democratic populist spre scopul lui real: consolidarea instituţională şi noţional naţională a imperiului – şandrama atît de fragilă dacă lăsată în voia dezarticulării ei inevitabile! –, chiar şi acest binecuvîntat principiu al zemstvelor ce reduce democraţia la un fel de politică a izbelor prezintă grave pericole, pe care acest bizar nou Soljeniţîn nu le putea totuşi ignora.

"Dacă vreodată sistemul zemstvele se reconstituie realmente, el va fi supus, cu trecerea timpului (local sau la o scară mai mare: de exemplu o Mişcare rusă a zemstvelor, cîteva Uniuni ale zemstvelor locale), la noi ameninţări: unele încă imposibil de prevăzut, altele previzibile, ba chiar deja manifeste. Primul pericol: utilizarea interesată a zemstvelor de partidele politice sau de personalităţi politice izolate ca un posibil rezervor de voturi (se percep deja semne). Al doilea pericol: utilizarea termenului, dar cu o finalitate diferită. Al treilea pericol: ca puterile locale să utilizeze forţa şi ameninţările pentru a devia mişcarea în sensul lor" (p. 329).

E dificil de imaginat o mai clară simultaneitate, ce-i drept non-concomitentă, a unei utopii cu realismul care o anulează. Astfel de reforme ce pretind să schimbe totul schimbă doar cadrul, pentru a simplifica sarcina celor ce vor să-l exploateze mai confortabil. Departe de a fi anulat, răul e adîncit, aservirea populaţiei devine ireversibilă tocmai pentru că formele acestei aserviri sînt mai primitive. Local şi naţional, executivul debarasat de orice control autentic se preschimbă, mai mult ca oricînd, într-o fabrică de abuzuri, abcesul alienării de stat transformîndu-se într-o furunculuză de despotisme difuze, indiferente în plan identitar şi dominate exclusiv de fragmentarismul intereselor.

E ceea ce spune în fond chiar Soljeniţîn: "Cînd, în cursul periplului meu siberian, îmi exortam auditorii să nu comită erori baremi în alegerile locale – căci, în scrutinele naţionale, necunoscînd candidaţii, s-ar fi înşelat cu mai multă uşurinţă – mi se răspundea: «În alegerile locale, ne e frică să ne exprimăm; riscăm să ne pomenim încolţiţi în văzul tuturor». Încă un pericol: ţinînd seama de relaxarea actuală a moravurilor, auto-administrarea poate deveni ici şi colo (oare doar ici şi colo? n.m.) o formă de putere autocratică". Şi: "Bineînţeles, acestui sistem ca şi oricărui altul propus i se va obiecta: «Nu contează cum, tot carieriştii şi hoţii or să profite pînă la urmă»! Dar asta-i o filosofie a disperării: în acest caz, nu mai trebuie căutat absolut nimic, nu mai trebuie întreprins nimic, nu ne mai rămîne decît să încrucişăm braţele – sîntem pierduţi" (pp. 330-331).

Spargerea autocraţiei centrale într-o puzderie de autocraţii locale, iată singurul rezultat realist al miunatei substituiri a sistemului actual cu toate defectele sale prin fantasma retropolitică a zemstvelor. Departe de a ieşi consolidată şandramaua imperiului văzîndu-se redusă în ţăndări[32].

E, de altfel, consecinţa firească a renunţării la disocierea democratică a puterilor ca şi a imprudentei despuieri a populaţiei "imature" de orice posibilitate veritabilă de a influenţa jocul politic altfel decît prin această democraţie de operetă!

Căci într-un regim în care în ultimă, ba chiar şi-n primă instanţă, doar Executivul decide, fără nici o concurenţă posibilă din partea Legislativului abolit, cu atît mai puţin, din partea Juridicului, totalmente aservit şi neluat în seamă, ba mai mult, o ţară unde Presa tribuniciană e mercenarizată sau băgată la închisoare, cînd, bineînţeles, nu se recurge la foarte confortabila asasinare a jurnaliştilor, poporul, în fine, pe care se bizuie toată gargara, preaînţeleptul popor, fiind pur şi simplu pus sub interdicţie ca iresponsabil, mă rog, necopt, sau minorat şi supus unei tutele permanente – un astfel de regim, deci, se defineşte indiscutabil şi foarte limpede ca regim totalitar, regim totalitar iar nu banala democratură care se întinde ca o pecingine cam peste tot în Occident, poate în primul rînd în Franţa macronistă.

[32] Cf. polyarhiei denunţate mai sus, v. n. 74.

O asemenea ţară, pe de altă parte, şi cu asta revenim deocamdată la Rusia (cît despre totalitarismul prusac al Chinei, el nu intră aici în discuţie), caracterizîndu-se, la rîndu-i, printr-o totală şi iremediabilă totalitarizare, fie că numim respectivul totalitarism "nazism", "comunism", naţional-imperialism ori altfel (cutia cu sintagme şi termeni nu e încă închisă).

Şi-acum, orice joc de-a perplexitatea pus deoparte, oare autorul *RSA* chiar să nu fi priceput atîta lucru? Cum că un popor ce nu poate sau nu este lăsat să iasă de sub cupa unor regimuri ori mai rău a unei psihoze totalitare, e un popor bolnav, de nu îmbolnăvit cu de-a sila fie de terorismul poliţiilor politice, fie de fantasmele înţelepţilor cu bărbi lungi şi minte scurtă, ce nu pot renunţa la imperialismul copilăriei şi la nălucile unei adolescenţe ce nu putea iubi decît o Rusie în delir. Idem, cum că "pedagogia conştientizantă" – decerebrantă, mai degrabă, căci de o spălare propagandistică a creierului e în realitate vorba – care privează un popor, odată cu responsabilitatea, devreme ce prin sine însuşi nu-i destul de "copt" pentru democraţie, adică pentru propria lui putere politică, fiind redus la condiţia roiurilor de albine din stupii prisăcarului, îl privează, simultan, deşi ce-i drept non-concomitent, şi de libertate, făcînd din el un popor-marionetă, un popor-fantoşă, nu numai etatizat cu pistolul în ceafă, nu numai naţionalizat, ca altădată întreprinderile, dar şi imperializat, adică aservit unui imperiu ce-i fură numele şi identitatea, mai mult chiar decît popoarelor cucerite.

Pentru că e bine să nu ezităm a gîndi şi, prin urmare, a recunoaşte: un imperiu nu e niciodată o entitate naţională, reprezentînd interesele şi spiritualitatea unui popor. Un imperiu e format de banda la putere, care aservind şi cucerind poporul îi fură numele şi fiinţa, pentru a stăpîni prin pistoale şi cuvinte oameni şi a-şi legitima pretenţiile faţă de alte popoare, la fiinţa, numele şi identitatea cărora banda aceasta de vagabonzi-tîlhari n-are, bineînţeles, nici un drept.

Şi ca să facem niţică istorie a religiilor, statele derivă din practicile arhaicelor *Männerbünde* ce jefuiau cam ca în *Cei şapte magnifici* sau în *Şapte samurai,* satele – bineînţeles, e vorba de perioade mult mai reculate decît cele din filme; banda lui Romulus şi Remus reprezentînd un foarte frumos exemplu – "bande de bărbaţi", moştenite între altele şi de mafiile moderne, ce parazitau prin violenţă populaţiile, fără a avea o identitate sau baremi o entitate proprie. Căci interesul ce le aduna, le dispersa de cele mai multe ori fără urmă. Asta pînă cînd le-a venit, din păcate, ideea nu doar să jefuiască ci să şi stăpînească, iar mai tîrziu să guverneze, nu doar să bîntuie să rodeze şi să racketeze suflaţi de vînturile toanelor lor schimbătoare şi de pulsiunile lor psihopate ci să se instaleze ca "seniori", dezvoltîndu-şi treptat absurdul în concept şi demenţa într-o ideologie de tip *Herrenvolk*.

E totuşi straniu ca tocmai un Soljeniţîn, ce a combătut cu o asemenea energie totalitarismul, să cadă în cele mai banale clişee totalitare, abia camuflate de un fel de fantapolitica regresivă şi depresivă, bazată pe reactivarea unor formule tradiţionale vetuste, care probabil că nu funcţionaseră prea bine nici măcar în epoca ce le zămislise. Şi e şi mai curios cum un personaj cu experienţa lui politică, avînd în urmă vreo 30 de volume de denunţare anti-totalitară, strict articulate documentar (ne gîndim, bineînţeles, în primul rînd la *Arhipelagul Gulag*, dar şi la *Primul cerc*, *Viaţa lui Ivan Denisovici*, *Pavilionul canceroşilor* şi la atîtea altele), nu pare să realizeze că izolarea structurală şi instituţională a Executivului, debarasat de control parlamentar (oricît de formal) şi juridic, ba în plus cu o presă mercenarizată şi complet aservită fanta-propagandei, era menită să declanşeze o ascuţire sălbatică a tensiunilor din interiorul puterii, la o cursă a eliminărilor reciproce, mai mult sau mai puţin violente, ce nu putea decît să conducă sistemul deja totalitarizat prin exclusivism şi populism la secretarea abcesului politic final – **dictatorul totalitar** personaj ce nu trebuie confudat, Hannah Arendt a arătat lucrul în

chipul cel mai convingător, cu dictatorul sistemelor numai despotice. Diferenţa principală constînd în substituirea structurală a instituţiilor, sau mai exact a realităţii lor funcţionale, printr-un fel de clonare pseudo-organizatorică a dictatorului, el însuşi întrupare a dogmei eidetice şi a nebuloaselor regresive, tradiţionaliste şi religioase în care-şi scufundă o activitate ce, pusă-n lumină, nu s-ar putea dovedi decît ineptă în planul eficacităţii şi criminală în plan etic.

Iată de ce partidele politice totalitare, deja aberante conceptual, partidul implicînd co-prezenţa, cu alte cuvinte pluralismul, evident imposibil într-un regim totalitar, acoperă, în realitate, Mişcări, dinamici pseudo-instituţionale browniene unde puterea nu se găseşte niciodată acolo unde e titularizată, nici ierarhia reală acolo unde e în principiu definită (găsim şoferi care dau ordine ambasadorilor şi vigili ce devin peste noapte directori, ca să nu mai vorbim de locotenenţii în faţa cărora generalii se pun în poziţie de drepţi). Din acest punct de vedere, deşi nu vrem să insistăm, calificarea utopiei zemstvelor ca Mişcare (v. p. 329) poate nelinişti oarecum, mai ales pe acest fond de abolire retro-structurantă a instituţiilor, ce nu poate decît să intensifice nemăsurat, mai cu seamă într-o ţară tradiţional haotică ca Rusia, haosul abuzurilor.

Acum, nu garantez că autorul *RSA* avea deplin conştiinţa, deşi o primejdioasă intuiţie desigur nu-i lipsea, în ce priveşte faptul că, în genere, două direcţii se degajează din aplicarea consecventă a unor concepţii totalitare unitare: eliminarea şi exterminarea.

Întîi, eliminarea a ceea ce e inutil. Or, totul pare inutil pentru voinţa unică ce se găseşte în poziţia unei transpuneri doctrinale integrale: şi instituţiile (ministere, schelete administrative, structuri securizante ca poliţia şi chiar ca armata etc.), şi articulaţiile politice diverse ca partidele sau eventual sectele, asociaţiile de orice fel, sindicatele etc., şi cea mai minimă formă de prezenţă independentă (cercuri profesionale, vocaţionale ca cenaclurile etc.): orice formă de viaţă asociativă şi de conştiinţă liberă deci, şi în primul rînd, societatea civilă şi opinia publică cît de cît liberă, deci presa.

Desigur, toate nu pot fi suprimate din start, unde supresiunea directă se dovedeşte riscantă recurgîndu-se *temporar* la vidare. O simplă firmă, o vagă faţadă e încă deranjantă desigur pentru că menţine ideea diversităţii şi deci forma goală a societăţii vechi, formă în spatele căreia se pot adăposti multe nostalgii. Tradiţionalismul e mai convenabil, însă numai în măsura în care regimul totalitar e văzut ca unica lui împlinire posibilă; nu "domnitorii" ce dădeau raportul "secretarului general", adică lui Ceauşescu, ca nişte căţeluşi cuminţi, dotaţi pînă la un punct cu darul vorbirii, dar numai în foarte stricte limite, or să ne contrazică!

Exterminarea e mai radicală, mult mai satisfăcătoare, şi mai simplă. Teoretic putem extermina tot. În primul rînd inamicii politici, opozanţii, cei ce gîndesc altfel, cei ce gîndesc la fel, dar încă cu capul lor, cei ce gîndesc... Cei ce aparţin unor categorii determinate (inutil de a le numi) şi cei ce nu le aparţin – primii pentru că da, ceilalţi pentru că nu. De altfel, categoriile acestea sînt mobile, căci tot ce e eliminabil şi exterminabil e mobil în totalitarism.

Sensul acestei duble tendiţe a teleologiei totalitare e, în sine, cît se poate de simplu. Căci, în ciuda haosului ca tehnică de descompunere a sistemelor precedente şi de vid funcţional ce permite puterii efective, acestui executiv devenit semi-nomad, să ocupe, ca nişte camuflaje, poziţiile cele mai neaşteptate şi într-un sens, neliniştitoare, simpla competenţă profesională fiind tot mai mult resimţită ca un soi erezie de sistem, *simplitatea* e termenul-cheie al regimurilor totalitare. Simplitatea, sau mai degrabă *simplificarea*, adică, încă o dată, *eliminarea*, oportun secundată de *exterminarea* personalităţilor deranjante, fie prin asasinat, în faza de

fragilitate a puterii, fază în care totalitarism şi terorism sînt practic sinonime, totalitarismul nefiind altceva decît un terorism la putere, terorismul, la rîndul lui putînd fi foarte precis definit ca un totalitarism de opoziţie – fie, odată puterea totalitară bine instalată şi mai riguros cosmetizată, prin eficientele, rentabilele şi foarte productivele lagăre.

Or, prima formă a acestei simplificări a structurilor statale, preconizată de orice sistem totalitar care se respectă, coincide în chipul cel mai penibil cu proiectul autorului *RSA* de eliminare, camuflată au ba, a dimensiunii legislative, dinamica totalitară prezentîndu-se din start şi fără complexe ca anti-parlamentară.

Tehnica argumentară totalitară, căreia din păcate Soljeniţîn îi sacrifică un discurs cel puţin imprudent, constă prin urmare din tratarea unor disfuncţii, în sine grave, desigur, dar provocate mult mai degrabă de corupţia indivizilor, maladie pe care nici o reformă politică nu o poate vindeca[33], decît de deficienţele instituţiei ca atare, altminteri perfectibilă ca orice înjghebare umană, ca simptome ale unei decadenţe *a priori*, ale unei degenerări a aptitudinii decizionale, aptitudine ce numai prin intermediul unei personalităţi de excepţie, dictatorul, şeful, leaderul fantomatic al unui regim bîntuit de frustrări şi ireductibile carenţe ar putea fi eludată. Căci totalitarismul, văzut de aproape, permanentizează şi agravează deficienţa pe care pretinde să o rezolve, în genere prin mijloace radicale, deci violente. Ca un efect al acestei pseudo-concepţii de sistem şi nu doar ca o consecinţă a unui narcisism personal, dictatorul etalîndu-se ca "geniu", cu toate anexele geografice de rigoare ("munte", fluviu", eventual "ocean", de înţelepciune mai ales etc.) şi asta în ciuda unei reducţii mintale model curent ori în cazurile mai grave a unor forme de demenţă nu arareori senilă, ce ar schimba cu profit palatul prezidenţial (Kremlinul de-o pildă sau mai modest, Cotroceniul, uneori, în cazuri mai rare, Casa Albă) cu un foarte ospitalier ospiciu.

Astfel, caracteristica izbitoare a dinamicii totalitare constă în oportunismul ei instituţional fără limite şi fără scrupule. Eliminarea oricărei disocieri a puterilor în Stat antrenînd o concentrare a puterii ce devine faptul unei bande sau al unei clici, ea însăşi aservită singurei surse decizionale posibile, dictatorul bineînţeles, realitatea puterii se retrage din formele care-ar trebui să o exprime şi să o definească căutînd o ocultare ce eliberează abuzul, de cele mai multe ori criminal, de orice restricţie. Dogmatică şi extrem de rigidă în esenţa ei, puterea totalitară fuge de orice posibilă încadrare, nu doar din cauza unui indiscutabil oportunism teleologic ci şi din pricina unui veritabil gust pentru conspirativitate ce-i trădează originea teroristă. Sensul ultim al acestei fluidităţi abia structurale constînd în asigurarea unei funcţionări cît mai lipsite de obstacol a voinţei unice a dictatorului. Mai mult, în convergenţa tuturor voinţelor sistemic accesibile într-o voinţă fuzională unică. În ultimă instanţă e vorba mai degrabă de fagocitare decît de aservire.

Totalitarismul constă în perpetuarea şi dezvoltarea unei singularităţi principial ireductibile: voinţa-doctrină. În mod paradoxal, totalitarismul suprimă Statul pe care într-o primă fază, s-ar zice că-l consolidează, suprimă orice formă de participare şi chiar cooperarea cea mai sinceră, adeziunea cea mai devotată. În chip ideal totalitarismul nu poate avea aderenţi: totalitarismul extrem e un nulitarism! Orice formă totalitară încă instituţionalizată, oricît de dură, e prin urmare un compromis.

---

[33] Altfel decît prin suprimarea pur şi simplu a imunităţii parlamentare şi prin utilizarea fermă a bisturiului juridic!

Desigur, încă o dată, e puţin probabil ca autorul *RSA* să fi conceput pînă la ultimele lor consecinţe aceste tendinţe politice, ele sînt însă nu mai puţin prezente, subiacent ori uneori chiar explicit, în premizele ce-i articulează textul, text indiscutabil de propagandă, ale cărui multiple contradicţii, de fapt mai mult aparente, doctrinal volumul afişînd o formidabilă unitate de fond, nefiind decît consecinţa acestei volatilităţi oportuniste a afirmaţiilor, a totalei indiferenţe faţă de o veritabilă structură a acestei dinamici doctrinale, pentru care diversele restructurări destructurante ce dilapidează democraţia nu se vădesc, ele însele, decît un rău temporar necesar şi deci numai temporar acceptabil.

Unde s-ar fi putut eventual opri setea de "reformă" a autorului *RSA*, ca şi a tuturor celor ce i se aseamănă? Nu îndrăznim a formula o ipoteză. Deşi din principiile generale expuse mai sus n-ar fi imposibil să fie deduse unele concluzii concrete.

Un aspect, credem, foarte important, ce pare să constituie un fel de numitor comun al schemelor totalitare în genere cu concepţiile destul de apăsat promovate de autorul *RSA* constă, în cadrul destructurării instituţionale generale avansate de ambele cadre propagandistice, în substituirea structurilor preexistente, ce articulează principalele obstacole ale executivului totalitar sau ale executivului ca formă unică de putere, cu regrupări locale şi regionale ad-hoc, de tipul zemstvelor (evident, denumirea, în acest caz, n-are nici o importanţă), lesne controlabile şi mai ales funcţionînd exclusiv ca relee ale executivului însuşi în plan teritorial. Astfel de structuri sînt relee complet dependente de puterea centrală şi aservite ei. Deşi, cum am mai arătat, chiar şi acest tip de organizare extrem-ancilară, ba chiar ilotică este resimţită de puterea totalitară, şi cum am văzut şi de autorul *RSA*, mai mult ca un rău necesar decît ca o formă pozitivă de structurare. Şi asta pentru simplul motiv că existenţa chiar a unor organisme intermediare, oricît aservite, dar regrupîndu-se inevitabil între ele şi sporindu-şi prin funcţionare autoritatea locală, riscă să reprezinte un filtru deranjant, ba chiar un obstacol, deşi prin definiţia lor pseudo-instituţională asemenea regrupări locale sau regionale aparţin tot executivului, un executiv ce absoarbe prin ele şi competenţele legislativului anulat, şi fantasmele reziduale ale juridicului redus la coaja lui zero.

Putem recunoaşte aici rolul primordial al *exterminării* ca factor de reorganizare periodică – metodă, cum se ştie, abundent şi riguros utilizată de Stalin – şi mai ales de "împrospătare" a cadrelor; tehnica exterminării ritmice prezentînd şi un alt avantaj, anume al dislocării birocraţiei, ce, prin inerţialitatea ei complice, tindea, cam ca mica-burghezie din viziunea lui Lenin, alt corifeu totalitar, să se regenereze "în proporţie de masă", reconstituind nucleal şi unităţi scheletale ale instituţiilor abolite. Din acest punct de vedere, birocraţia, atît de necesară pentru fagocitatea funcţională a celorlate două puteri – contul presei fiind reglat în chip mult mai eficace de poliţia politică – reprezintă un element de încetinire şi chiar de frînă a dinamicii totalitare şi a ferocei ei fluidităţi, şi asta oricît de "absolută" ar părea docilitatea ei faţă de ordinele primite de la centru. Căci nimic nu poate împiedica aglutinarea în jurul acestor relee de putere, totuşi reală, a unor grupuri de interese parazite în raport cu intenţiile dinamicii totalitare. Iată ce explică utilizarea masivă a destabilizării propriilor pseudo-morfoze structurale, mai confortabil prin lichidare decît prin simpla licenţiere a cadrelor. Sau, în alţi termeni, coincidenţa non-concomitentă a tehnicilor terorismului la putere cu cele, adesea conspirative, ale terorismului de opoziţie, şi asta chiar cînd utilizarea ultimelor pare inutilă de vreme ce terorismul în chestie a obţinut deja statutul de regim politic.

Dacă rîndurile de mai sus prezintă într-o destul de mare măsură un caracter digresiv, vizînd uneori schemele totalitare în genere mai mult decît volumul vizat, lucrul se datorează, cum am

încercat deja să arătăm, dificultăţii de a analiza textul fără context şi poate faptului că o carte de propagandă, cum este neîndoielnic *Rusia sub avalanşă*, antrenează irezistibil comentariul spre texte mai mult sau mai puţin analoge care, chiar dacă n-au fost direct menţionate, au trebuit, din păcate, să fie avute în vedere. Pe de altă parte, oricare va fi fost perplexitatea noastră morală faţă de un asemenea fenomen ce transformă unul din cei mai mari luptători anti-totalitari (poate cel mai mare) într-un susţinător pocăit al revenirii dacă nu de-a dreptul la comunism, la un regim ce prin ideile adesea şocante pe care le avansează tinde să configureze un para-sistem, ce n-ar avea nimic de invidiat faţă de cel mai exigent regim totalitar, faptul *realităţii* acestei conversiuni este ca atare indiscutabil şi trebuie tratat fără sentimentalism. Poate cu atît mai mult cu cît prin totalitarismul neo-soljeniţînian sîntem confruntaţi nu cu un totalitarism ultra-modern, ce ne avertizează împotrivă-i prin mitul tehnologic, făţiş dezumanizant şi flagrant periclitant ce-l însoţeşte, ci, cum am văzut, cu *un totalitarism cosmetizat prin "tradiţie"* – adaptîndu-se criteriilor noastre prin noţiuni familiare, chiar dacă vetuste, ce ne dezarmează prin acest aer retro de recuperare a unei identităţi străvechi.

Critica *„inteligheţiei ruse multinaţionale"* sau dezicerea de sine...

Totuşi, oricît de perturbante s-ar vădi asemenea construcţii ideologice unde sofismul şi reaua credinţă se întrec, unda de fanatism ce parcurge absurdul şi, de ce n-am spune-o, abjectul moral, făcîndu-te uneori să te simţi în universul ionescian al *Rinocerilor* – univers, însă, din care Béranger e absent, de nu cumva se va fi transformat, el însuşi, în rinocer – da, oricît de coşmardescă s-ar dovedi confruntarea cu megafonul ideologic al *Avalanşei...*, un alt factor pare să-l umbrească: anume, ceea ce aş interpreta ca o autocritică mai mult sau mai puţin indirectă a lui Soljeniţîn ca Soljeniţîn.

Desigur, nu e vorba de un atac în regulă vizînd propria literatură, chiar dacă acea frază, citată deja ("Noi n-am distrus numai sistemul comunist, noi sîntem pe cale de a desăvîrşi distrugerea a ce mai rămîne din temelia vieţii noastre" (*ibid.* p. 337) e neplăcut sugestivă în acest sens. De altfel, "noi", care "noi"? Soljeniţîn însuşi şi împreună cu el toată dizidenţa rusă? Numai rusă? Şi ce-i cu această "temelie a vieţii noastre" atît de vag dar şi atît de imprudent invocată? E totalitarismul temelia vieţii cuiva – în afara bestiilor constitutive care putem regreta că au supravieţuit. Desigur, nu alei mele! Invers, nu tocmai persistenţa mefitică a totalitarismului, chiar şi după prăbuşirea formelor totalitare, e nodul real al problemei? Rezolvăm pandemiile reînnoindu-le, în "valuri", precum Covidul de laborator al chinezilor? Ba asistîndu-le cu inutile vaccinări, mai toxice decît boala prin consecinţele lor imprevizibile?

Într-adevăr! Dacă ne-am fi dispensat bucuros de a mai examina, oricît de succint, tehnicile de manipulare ale opiniei utilizate de Soljeniţîn, la autorul *RSA* în orice caz, opinia reducîndu-se la o simplă opţiune fenomenologică a cărei structură e persuasiunea mai degrabă decît adevărul – iar, în ultimă instanţă, *propria ei difuziune* – din păcate, a lăsa neanalizate schemele ce le articulează poate funcţiona ca o confirmare implicită a retoricii de opinie vizate. Consecinţă lamentabilă şi inacceptabilă!

Or, ceea ce poate surprinde şi chiar şoca mai mult chiar decît conversiunea la totalitarismul imperial analizată mai sus este, prin aerul de demisie morală, atacarea *samizdat*-ului, adesea eroic, al anilor '60-'70?

Reamintim, dacă mai este nevoie, că *samizdat*-ul consta în ansamblul tehnicilor de "autoeditare" (cf. semnificaţiei înseşi a cuvîntului) prin care texte interzise de cenzura sovietică puteau găsi "ferestre de difuzare" clandestine, jucînd, astfel, un rol decisiv în formarea unei

mentalităţi democratice ca şi, bineînţeles, în combaterea propagandei comuniste din URSS, în ţări ca România ceauşistă, de o pildă, fenomenul *samizdat*-ului neavînd, practic, aproape nici un echivalent.

Ţinta fiind, mai bine zis, *decredibilizarea, discreditarea moral-politică a samizdat*-ului, prin ce tehnici înţelege Soljeniţîn a-şi atinge acest scop? Ca o observaţie prealabilă, e de remarcat că în nici un moment ideile citate de S., pe baza unei preselecţii tendenţios orientate, deci deja polemice, nu sînt atacate *direct.* Dimpotrivă, actanţii fenomenului, definiţi în chip extrem de semnificativ ca *"inteligheţia rusă multinaţională"* – pe cînd "inteligheţia rusă română", "inteligheţia rusă maghiară", "inteligheţia rusă poloneză", "cehă" sau de (multe) alte naţionalităţi, de vreo pildă, **"**inteligheţia rusă franceză**"**, "engleză", "germană", sau, culme a utopiei imperialiste ruseşti, "inteligheţia rusă americană"! din partea ex-patriarhului vermontian, devenit, între timp, panrus şi trans-siberian, nu ne-ar mira deloc!!! – sînt supuşi unui tir oblic de o mare virulenţă, vizînd, pur şi simplu, compromiterea acestei "inteligheţii ruse multinaţionale" atît de convenabil "încadrate".

Despre ce este totuşi vorba? Ei bine, despre "revirimentul cercurilor de intelectuali" din perioada brejneviană. Evident, în cele ce urmează vom folosi pasajele tendenţios selectate de autorul *RSA*, nu pentru că fenomenul *samizdat* s-ar fi rezumat la ele, cum s-ar putea crede din lectura *Avalanşei...*, ci pentru a intra mai profund sub orizontul acestui Soljeniţîn neaşteptat, deviant parcă în raport cu autorul *Arhipelagului*...

Acest reviriment priveşte nu inteligheţia pur şi simplu, fără coloratură etnică, ci dimpotrivă, apt denumita "inteligheţie rusă multinaţională". Deja sintagma poate părea destul de bizară, inteligheţia în chestie fiind, s-ar putea zice cu oarecare candoare, ori "rusă", ori "multinaţională", dar nu amîndouă deodată. O explicaţie a formulei ar putea să constea într-o banală stîngăcie a exprimării, locul inteligheţiei multinaţionale ruse luîndu-l de pildă inteligheţia multinaţională din Rusia, însă nu sînt convins că o asemenea "corectare" ar traduce exact intenţia autorului *RSA.* La bază găsindu-se mai degrabă incapacitatea acestui autor de a recunoaşte, factual iar nu doar să zicem în planul legitimităţi, altă etnie decît cea rusă. Obsesia tapiseriei multiplu colorate, exclusiv pentru evitarea monotoniei, dar cu urzeală unică, nu-i departe! Diversitatea etnică fiind pentru Soljeniţîn ornamentală, nu structurală. Avem, bineînţeles, aici un nou simptom a ceea ce definisem mai sus ca "fobia contactului", transpusă agravat în *fobia celuilalt.*

"În anii 20 şi 30 – o ia pe departe autorul – mii şi mii de noi intelectuali sovietici erau prin toate fibrele sufletului lor ataşaţi comunismului, participau cu ardoare la aparatul său, dar mai ales la propaganda sa, scriau, în special, cărţi, cîntece ce serveau la tîmpirea maselor, făceau «filme pentru popor», şi, deodată, unde au putut să treacă toate astea? Ataşamentul faţă de comunism a dispărut brusc, de parcă n-ar fi existat niciodată (la unii, disimulat, se înmuiase): reviriment al memoriei? Tendinţă de a uita? La sfîrşitul anilor 60 se scria pe şleau în *samizdat* : «Nu noi am ales această putere!»" (pp. 239-240).

S-ar zice, din pasaj, că trecerea în opoziţia anti-comunistă a acelor "mii şi mii de noi intelectuali sovietici", iniţial "prin toate fibrele sufletului lor ataşaţi comunismului", ba chiar ce, fără a se mulţumi cu aspectul emoţional al credinţei lor în comunism, "participau cu ardoare la aparatul său, dar mai ales la propaganda sa, scriau, în special, cărţi, cîntece ce serveau la tîmpirea maselor, făceau «filme pentru popor»", categorie în care e dificil să nu-l integrăm şi pe tînărul Soljeniţîn, ofiţer în Armata Roşie, mai ales dacă ţinem seama de anumite pasaje ale "Arhipelagului...", nu era, nu putea fi decît un act deliberat de oportunism politic. Altfel, cum

să explicăm pe acel sarcastic "şi, deodată, unde au putut să treacă toate astea?" Da, într-adevăr: "Ataşamentul faţă de comunism a dispărut brusc, de parcă n-ar fi existat niciodată (la unii, disimulat, se înmuiase): reviriment al memoriei? Tendinţă de a uita? La sfîrşitul anilor 60 se scria pe şleau în *samizdat* : «Nu noi am ales această putere!»"

Unde sînt cîntecelele pe care le cîntam cînd eram copii, ba şi mai tîrziu, poezioarele "mistice" gen "Partidul e-n toate, e-n cele ce sînt şi-n cele ce mîine vor rîde la soare...", unde, toată acea copilărie pionierească sau acea puberală adolescenţă ce strîngea cu entuziasm "fier vechi"... Ei da, *où sont les neiges d'antan...*

Înseamnă asta, oricît de dureroase ar fi despărţirile timpului, că trebuie să rămînem veşnic sub semnul infantilismului sau al "convingerilor" vîrstelor noastre mai fragede? Pe scurt, că nu putem evolua fără a fi acuzaţi de versatilitate sau de mai ştiu eu ce? Fără îndoială că nu! Conştiinţa, ce nu e altceva decît spiritul încă învăluit, dar spirit totuşi, nu ştie ce e recunoştinţa faţă de un regim caduc, ori complicitatea, ori politicianismul literar sau, cu preţul pleonasmului, pur şi simplu politic! Geniul nu are complici, conform cu o mai veche formulă a mea, e închis nu în vreun turn de fildeş ci în solitudinea inebranlabilă a convingerilor sale imuabile, imuabile nu neapărat din primul moment al vieţii de bine de rău conştiente – căci nimeni nu poate sări peste perioada propriei sale formaţii – ci din momentul în care le-a obţinut, nu uşor, ci printr-o sîngeroasă înfrîngere a prejudecăţilor proprii!

A arunca la urzici "formele de fier" comuniste prin care regimul, căci de fapt n-a fost întodeauna decît unul singur, se străduia să ne "captiveze" minţile, practicînd "captura mentală", nu era nici uşor, nici fără riscuri. Pe mine m-a costat o atroce solitudine pe care am sporit-o mereu, paralel cu descoperirea că mulţi din aşa-zişii mei prieteni deveniseră informatori ai securităţii, unii voluntari, alţii profesionişti, că părinţii mei erau complicii regimului, chiar dacă uneori făceau un fel de joc dublu, ba pentru a spune lucrurilor pe nume, că în România, cel puţin, nu puteam depista aproape nici un intelectual cu adevărat respectabil. Eram singur, sau mai precis dacă eram "condamnat să fiu liber" atunci solitudinea forma, inevitabil, o condamnare complementară.

De altfel, tonul acuzaţiilor pe care tirul neo-soljeniţînian îl concentrează asupra intelectualilor deveniţi, poate nu chiar aşa subit, anti-comunişti devine din ce în ce mai grav, atît de grav încît rămîi realmente perplex cînd încerci să evaluezi implicaţiile.

"Deodată aflăm că unicul responsabil de revoluţie e poporul rus în ansamblul său şi nimeni altcineva: «Ideea rusă e conţinutul esenţial al bolşevismului», «Poporul rus e un opresor, iată de ce n-are dreptul la naţionalism, care nu e nimic altceva decît o "rusitate rasistă"». A rezultat în curînd că această stare de spirit nu se limita la grupuscule. Din anii 70, ea se răspîndise în mediile intelectuale ale capitalei, se exprima în *samizdat*; graţie emigraţilor plecaţi în Occident, în cadrul emisiunilor în limba rusă ale staţiilor occidentale, ea s-a văzut demultiplicată în Uniunea sovietică prin intermediul a milioane de receptori radio. Fu atunci bucuros exploatată teza perversiunii înnăscute a poporului rus, teză care se trage de la menşevicii şi troţkiştii anilor 20, dezamăgiţi de turnura luată de revoluţie: ideea ar fi fost frumoasă, dar se putea oare, cu un asemenea popor, construi ceva ca lumea? «Timp de lungi secole, Rusia a suferit de psihoză maniaco-depresivă»; pînă la «nenumăratele cîntece lugubre» ale acestui popor, pînă la «monotonia melopeelor ruse» care reflectă stadiul iniţial al acestei tare psihice care loveşte naţiunea... Şi pe acelaşi registru: în această ţară «poporul întreg se topeşte într-o masă reacţionară»; «a miza pe adevărul poporului este o momeală»; în această ţară, «profunzimile creştine se învecinează aproape întotdeauna cu abisurile josniciei morale»; «Rusia a adus lumii

mai mult Rău decît oricare altă ţară» (pp. 240-241; nu trebuie totuşi uitată Turcia, model pentru Germania nazistă şi poate şi pentru ruşi! – n.m.).

În fine: "alături de remarci pertinente care dor («Rusia de azi se oglindeşte în vitrina unei crîşme»), am citit şi auzit următoarele: «Din fund pînă la capac această Rusie e umplută cu murdărie»; «o cocină de porci pentru oameni»; «o groapă de gunoi»; «iată ţara *voastră*, poporul *vostru*»... Sau sarcasme aruncate în treacăt: «Ţara netrebnicilor şi a neghiobilor», (...) şi alte remarci spirituale de acelaşi gen. Unele judecăţi erau încă şi mai tari (în special în publicaţiile occidentale ale autorilor sovietici emigraţi): «Adevărata Rusie e mama viciului»; «Ortodoxia e religia necioplţilor»; «Locuitorii rîioşi» ai Rusiei – ar fi superfluu să citäm alte exemple, într-atît sînt nenumărate" (pp. 241-242)

Dacă perioada '60-'70, în fond cea mai importantă din activitatea lui Soljeniţîn însuşi, pare să atragă, parcă tocmai din această pricină, cum am mai văzut, antipatia virulentă a autorului *RSA,* dizidenţa rusă şi *samizdat*-ul fiind reduse, cum am putut din păcate remarca, la nivelul unor simple reflexe menşevico-troţkiste, cînd nu proiectate, de-a dreptul, la cel al unor vulgare injurii, eforturile intelighenţiei democrate din dificila eră gorbacioviană de a ieşi din zona de aplatizare morală, din universul mono-mental al totalitarismului (sovietic şi imperial-rus) nu se bucură de mult mai multă simpatie din partea autorului *RSA*. Astfel, citim:

"Proclamat de Gorbaciov, *Glaznost'* a deschis îmbătătoarea posibilitate de a vorbi, însă nu fără pericol pentru vocile neaparţinînd *mediului cultural* acceptat. A vorbi tare (în Rusia ca şi aiurea) e întotdeauna soarta micilor grupuri social active, sau a vocilor şi condeielor profesioniste. Pentru a evalua caracterul nesănătos (sau sănătatea) unei societăţi, trebuie văzut în ce măsură acest strat subţire de activişti se dovedeşte străin (sau nu) de grijile şi nenorocirile masivului popular. Este oare nevoie să mai spunem că e greu de imaginat societate mai bolnavă decît este a noastră azi? Din momentul în care societatea sovietică instruită a obţinut libertatea de a spune tot ce poftea, s-au găsit de îndată «democraţi» şi «patrioţi» ce au pierdut orice măsură, toate aceste frîne interioare ce, singure, permit libertăţii cuvîntului să rămînă raţională. Extremismul galopant al celor două tabere i-a dezgustat pe ascultători, îndepărtîndu-i de cei ce vorbeau tare. Patrioţii (şi erau numeroşi, ca sudaţi de simpatia faţă de puterea comunistă în declin) n-au făcut nici un efort pentru a provoca prăbuşirea regimului totalitar ce sugruma Rusia de 70 de ani. Şi nu pentru evaluarea pierderilor noastre morale şi fizice, abisurile irosirii noastre spirituale din ultimele decenii, nici în scopul căutării temeiurilor etice fiabile în vederea renaşterii fiinţei şi sufletului Rusiei îşi cheltuiau ei febril truda şi saliva. S-au aruncat într-un extremism orb: căutînd vinovaţii pentru eşecurile Rusiei nu în noi înşine, ce ascultasem atît de docili îndemnurile lui Lenin de a jefui şi a înfige baioneta în pămînt, în loc să ne apărăm patria; nici în dinastia noastră, nici în elita noastră conducătoare care nu aveau nimic franc-masonic[34]; ci acuzînd de toate nenorocirile «sionismul», respectiv direct pe «evrei», dînd, de altfel, o prezentare caricaturală a evenimentelor. Răbufnirile patrioţilor se reduceau, de fapt, la atît. La care a venit să se adauge organizaţia *Pamiat* (născută nu se ştie unde, s-ar părea că fără existenţa vreunei intenţii provocatoare); minusculă ca forţă însă încinsă la roşu de pasiune, ea aţîţă focul şi suscită în întreaga lume, timp de doi ani, nu exagerez, o perturbare enormă, ce a mers pînă la

[34] Interesantă, deşi destul de paradoxală, această "săgeată parthă" lansată în direcţia franc-masoneriei, organizaţie, fără îndoială, anti-democratică însă neimplicată în nici un fel în discursul *RSA* şi al cărei rol în orchestrarea atacurilor radiale ale noului Soljeniţîn nu e deloc evident, afară doar de cazul în care menţionarea franc-masonilor nu are altă funcţie decît a completării tabloului! Cu preţul unei destul de subtile preteriţii.

o rezoluţie ameninţătoare a Parlamentului european. La rîndul său, partidul *democratic* a vărsat în cealaltă direcţie, nu mai puţin violentă: orice grup patriotic din URSS era tratat de «extremist», «şovin», «reacţionar», «nazist». «Rusofililor» le fură adăugaţi «rusiţii», formula «băşinoşii ăştia de ruşi» ieşi din nou la suprafaţă : această mică şi drăgălaşă expresie, în vogă acum vreo 60 de ani, în epoca de înflorire a comunismului, nu fusese uitată. În acelaşi timp, ei scăpau din vedere scopurile esenţiale ale democraţiei şi mai ales uitau cît de dură e calea ce duce de la totalitarism la democraţie[35]; pe deasupra se înşelară crezînd că obţinuseră deja o autoritate suficientă pentru a influenţa noua putere şi cursul reformelor. Totuşi, acelaşi *Glaznost'* făcuse posibil dialogul liber dintre vocile metropolei şi cele ale emigraţiei recente. De aici veniră să se adauge judecăţi tot atît de peremptorii : «Rusia se află tot acolo unde era acum un secol – în minciună»; «Auzim prea des (…) că poporul rus are dreptul să pretindă la propria sa dezvoltare identitară»; «Rusofilii de azi reprezintă o forţă importantă al cărei pericol este subestimat»; «Pentru a lupta împotriva acestei ameninţări, cea mai bună soluţie ar fi consolidarea [progresiştilor, a democraţilor] cu aparatul de Partid, KGB-ul şi structurile economice».

Numita «consolidare» nu a avut loc, însă matracarea «rusofililor» a continuat şi s-a amplificat : «Aşa-zisa renaştere rusă e un curent fascizant»… pînă şi scriitorii «ţărani» au fost trataţi, de-a dreptul, şi în repetate rînduri, de «incitatori la pogrom», de «fascişti» (atît în emisiunile de la *Radio-Liberty* cît şi în presă). Că Valentin Rasputin insistă asupra purităţii originilor ruse «nu miroase a bine». Apelurile patrioţilor la întărirea familiei, a moralei, la relansarea natalităţii şi la protecţia naturii – o revistă moscovită le-a tratat de «amestec grandilocvent»; chiar şi durerea încercată la ideea nenorocirilor şi distrugerilor pe care comunismul le-a pricinuit Rusiei nu e pentru ea decît «extazul masochist (…) al celui ce-şi sfîşie cămaşa pînă la buric». (Atac impetuos ce a fost susţinut şi dezvoltat în articolele presei americane.) *Radio-Liberty* a devenit în anii aceia asemeni unei staţii legale din interiorul URSS. Ea a lansat o serie de emisiuni intitulate «Ideea rusă», unde lua în bătaie de joc, înjosindu-le, şi istoria, şi gîndirea rusă, reclamînd, în mod expres, «o mutaţie a spiritului rus»; prin această matracare ea aducea la disperare creierele ruse, inculcînd anumitor auditori un sentiment de duşmănie faţă de ruşi. «Nu sunt ruşii un popor care aparţine trecutului, ce nu mai există?» O Rusie umilită şi disperată auzea spunîndu-i-se : «Totalitarismul este produsul unei propensiuni ruse atavice» (11 decembrie 1989); «La ruşi, totul e întotdeauna construit pe oase şi sînge, poporul rus e incapabil să uzeze de Bine» (27 octombrie 1989); «A vorbi de patriotism rus într-o asemenea ţară e pur şi simplu necinstit, indecent» (12 ianuarie 1989). (Aceste emisiuni erau retransmise cu atîta insistenţă şi convingere încît nu erau numai rodul directivelor date de comanditari ci exprimau, de asemeni, impetuoasele sentimente personale ale autorilor lor.) Aceşti ani văzură masacrele masive ale populaţiilor din Azerbaigian, Transcaspia, Chirghizia, Tadjikistan, Karabah, Osetia de Sud – toate în afara Rusiei şi fără cea mai mică participare

[35] Ar fi fost poate mai exact spus "calea ce duce de la totalitarism la democratură", căci nu putem califica altfel *Glaznost'*-ul gorbaciovian. Democratură şi încă, demarcarea de totalitarism dovedindu-se foarte departe de a fi decisivă ori baremi decisă. Să ne amintim printre isprăvile "chirurgului" – metaforă prin care Gorbaciov se desemna pe sine – intervenţia forţelor speciale sovietice într-o Lituanie ce-şi căuta independenţa proprie, mai devreme şi finalmente cu mai mult succes decît Cecenia (act disperat şi odios ce m-a făcut să înţeleg că regimul gorbaciovian era condamnat şi, odată cu el, Leviathanul sovietic), sau, ceva mai devreme, atacarea unui grup protestatar de femei georgiene de către soldaţi înarmaţi cu sape ascuţite; una din femei, însărcinată, a fost chiar spintecată cu acest soi de lance improvizată! Chirurgul... Evident autorul *RSA* nu pare nici măcar să bănuie aceste edificatoare evenimente!...

rusească[36]. Acestea nu împiedicară presa sovietică şi radioul american să tune şi să fulgere contra «rasismului rus», contra patriotismului rus ce «nu miroase a bine». O aspră dispută s-a desfăşurat, astfel, timp de mai mulţi ani, între diferitele ramificaţii ale societăţii sovietice. Democraţi şi patrioţi se acopereau de injurii unii pe alţii, în loc să se alieze **împotriva comunismului şi a spiritului comsomolist** (s.m.), viclean şi cît se poate de viu. Şi unii, şi alţii erau visceral incapabili de asta. Vai de ţara unde numele de «patriot» sau de «democrat» sînt considerate ca nişte injurii!… Între timp, nomenclatura comunistă se reorganiza cu succes ca «nomenclatură democratică», afaceristă, şi, în bună înţelegere cu acaparatori iscusiţi, ieri încă necunoscuţi ţării, punea mîna pe posturi şi capitaluri. Cîştigînd un timp preţios, acesteia nu-i mai rămînea decît să schiţeze un salut plin de recunoştinţă la adresa antagoniştilor, abandonaţi unii în faţa celorlalţi de o parte şi de alta a drumului : «Mulţumesc pentru Disputa voastră!» Această dispută nu a lăsat, modestelor şi respectabilelor gîtlejuri ale celor două părţi, îngrijorate de viitorul nostru în toată complexa sa întindere, posibilitatea de a emite fie şi cel mai slab sunet. Între polii încălziţi la roşu se constituise un spaţiu mort, unde propunerilor celor mai chibzuite şi mai fecunde le e silă să pătrundă. Dîra de păcură lăsată de această dispută continuă să ne polueze viaţa şi astăzi" (*ibid.* cap. 24, pp. 243-248).

Nu e prea dificil ca, în materialul argumentativ, mult mai complex decît cel exploatat în capitolul precedent, şi, cel puţin în aparenţă, mult mai eterogen, să putem distinge cele trei tehnici (sau linii de forţă) polemice vizitate deja, deşi ambivalenţa axiologică a atitudinii, oscilînd între agresivitate şi lamentaţie, dependentă, poate, şi de o anume "prudenţă", perturbă contururile şi pregnanţa direcţională a demonstraţiei. Contextul politic de referinţă e, de altfel, diferit.

Locul *samizdat*-ului, fenomen "subversiv", e luat de *glaznost,* ce deschidea "oficial", cel puţin în principiu, putinţa unei comunicări dezocultate, libere. Or, chiar dacă Soljeniţîn nu identifică net nou achiziţionata, pe atunci (şi pierdută, între timp, graţie lui Putin) libertate a cuvîntului, cu un soi de ebrietate libertară – deşi invocarea "îmbătătoarei posibilităţi de a vorbi" deschisă de *glaznost*-ul proclamat de Gorbaciov e departe de a fi inocentă, după cum opoziţia stabilită între "democraţia autentică", bazată pe "sistemul zemstvelor" şi cea "pur verbală" (cf. p. 328), probabil parlamentară, e de-a dreptul acuzatoare! –, faptul că restrînge această libertate şi, prin urmare, valabilitatea funcţională a *glaznost*-ului exclusiv la "vocile" aparţinînd "*mediului cultural* acceptat" (sic!), adică, s-ar zice, "micilor grupuri social active" precum şi "vocilor şi condeielor profesioniste", nu permite conservarea vreunei iluzii faţă de modul de raportare al autorului *RSA* la respectiva libertate. Căci reducerea libertăţii de expresie (nu-i aşa, a "îmbătătoarei posibilităţi de a vorbi"! delicat şi delicios!) la funcţia restrînsă a unui mediu social minoritar ("*mediul cultural* acceptat" : mass-media, diverse conventicule politice, etc.) nu are decît parţial valoarea unei "demascări" a gorbaciovismului, vectorul polemic vizînd cel mai intens tocmai caracterul extrem restrictiv, de *castă intelectuală,* al celor de către care libertatea în chestie putea fi exercitată "fără primejdie".

---

[36] Ar fi fost interesant de văzut cum ar fi comentat autorul *RSA* ororile provocate de Putin şi putinism în Cecenia (vezi în acest sens mai ales articolul *Ce voir ei? (II)*, partea a doua, subintitulat "Bine aţi venit în infern", cf. supra) şi, mai recent, în Siria. Justificîndu-le? De altfel, jocul de-a masacrul e departe de a fi încheiat şi aceeaşi Rusie putinistă, întărită de Bielorusia şi paradoxal, de Cecenia lui Kadîrov şi de Siria lui Başar, ca altădată Uniunea Sovietică de mai toate ţările Pactului de la Varşovia, cînd cu invazia Cehoslovaciei, se screme de cinci luni să ocupe Ukraina! "*Back to U.S.S.R. boys!*" spunea parcă un cîntecel cîndva! Deh! Totul se repetă şi nimic nu se învaţă! Ce-ar spune oare Soljeniţîn acum?

Ne lovim aici de cel puţin două implicaţii destul de stridente. Prima : casta intelectuală, "*mediul cultural* acceptat" ce poate exercita fără pericole gorbacioviana libertate a cuvîntului, se vădeşte, prin chiar acest fapt, custodele unei pseudo-libertăţi, "cu voie de la poliţie", în fond, a unei cripto-complicităţi deosebindu-se prea puţin (sau deloc) de bunul, vechiul oportunism al inteligheţiei sovietice. (Idee dezvoltată neted de tot cîteva rînduri mai jos : "Din momentul în care societatea sovietică instruită a obţinut libertatea de a spune tot ce poftea…"). Indiscutabil, sîntem confruntaţi cu o versiune a "soluţiei de continuitate fictive" dintre inteligheţia colaboraţionistă sovietică şi inteligheţiile libertare ale erei gorbacioviene (sensul *dual* iară nu simplu *plural* al "inteligheţiilor" se va limpezi mai la vale, de nu e deja clar pentru cei ce vor fi acordat o minimă atenţie citatului soljeniţînian de mai sus).

A doua implicaţie, în strictă complementaritate cu cea dintîi, vizează caracterul structural morbid, "nesănătos", al acestei caste intelectuale cripto-complice – ei, cu cine altcineva, dacă nu cu puterea imperială, fie ea şi sovietică! – şi, mai ales, rupte de "masivul popular", combinaţie interesantă între "mase" şi "popor", între reziduurile matracajului comunist şi un limbaj oarecum mai tradiţional. Iată o poziţie extrem de curioasă din perspectivă democratică, însă absolut naturală din punctul de vedere al insului totalitarizat, anume aceea a "elitismului" democraţiei – cîmpul de funcţionare al democraţiei limitîndu-se, social vorbind, la elitele, oricum duplicitare –, şi, agravant, a opoziţiei structurale dintre această democraţie a castei intelectuale şi "poporul teofor", purtător de Dumnezeu, deci, altfel spus, a democraţiei ca infestare şi corupere a temeiurilor sociale şi spirituale ale poporului!

Lucrurile sînt formulate cît se poate de limpede: "Pentru a evalua caracterul nesănătos (sau sănătatea) unei societăţi, trebuie văzut în ce măsură acest strat subţire de activişti (sic! deci "elitele" democratice tot la mult rodaţii activişti se reduc la urma urmelor! n.m.) se dovedeşte străin (sau nu) de grijile şi nenorocirile masivului popular. Este oare nevoie să mai spunem că e greu de imaginat societate mai bolnavă decît este a noastră azi?" (*ibid.* p. 243, v. şi *supra*). Am fi aproape tentaţi să credem că gîndirea lui Soljeniţîn are în vedere aici aceeaşi "parabolă subiacentă" (parabola îndrăcitului din Evanghelia după Luca 8. 26-39) pe care a fost construit şi *Demonii* lui Dostoievski. Sau, modernizînd, am putea spune că, aşa cum un ipocrit nemernic, el însuşi mental "contaminat", "virusează" ordinatorul unui prieten, sub pretext că-i ameliorează "sistemul de exploatare" informatică, tot astfel, prin exercitarea unei libertăţi democratice străine de nevoile şi grijile poporului, "stratul subţire al activiştilor" ca şi "adoratorii" primejdiosului, în orice caz, "obositorului" "cult al «drepturilor omului»" contaminează întreaga societate, semănînd, probabil, în solul sacru rusesc, valorile străine, o! cît de artificiale, ba şi cumva "demonice", ale perfidului Occident.

Desigur, avem toată înţelegerea faţă de suferinţa şi, eventual, indignarea pe care asemenea afirmaţii, fără îndoială, atroce – dar, lucrul n-ar trebui poate uitat, provocate de comprimarea conştiinţelor de aproape trei sferturi de veac de totalitarism ca şi de un prezent deprimant prin paupertate şi corupţie, toate astea *înainte* de venirea la putere a ogrului Putin – pot provoca patrioţilor convenţionali excesiv de sensibili şi, cu atît mai mult, hiper-sensibilului autor al *Rusiei sub avalanşă*, deşi, cred că am arătat-o suficient în paginile de mai sus, cartea însăşi a acestui neaşteptat Soljeniţîn – şi ne îngăduim a asigura eventualul lector că ne-am străduit să nu împingem la extrem critica pe care o astfel de carte ar fi permis-o sau chiar ar fi cerut-o – este sursa a nu puţine, nici insignifiante perplexităţi morale.

Totuşi, oricît de şocante ar părea şi, într-un sens, ar fi unele din formulările citate mai sus, nu cred că ele trebuie receptate altfel decît ca expresiile, extreme poate, ale unor conştiinţe

rănite, ale unor conştiinţe, am putea spune, spasmodice ce caută să iasă, prin violenţa verbală dar şi printr-un disperat efort de înţelegere, din veritabila abjecţie şi din veritabilul absurd, absurdul şi abjecţia totalitarismului comunist. Or, nu e neobişnuită în asemenea situaţii căutarea unui vinovat sau a unor vinovaţi.

În cazul de faţă, cel puţin în pasajele selecţionate de Soljeniţîn, vinovatul fiind cu precădere colectiv: Rusia ca simbol general, poporul rus... De altfel, nu trebuie să-şi închipuie cineva că ceea ce se poate spune despre Rusia sau poporul rus s-ar limita obligatoriu numai la acest popor şi la această ţară. Lucruri dure s-au spus şi, din păcate, se mai pot spune despre toate popoarele care au acceptat comunismul (sau, evident, nazismul sau fascismul; însă situaţia aceasta poate cuprinde, mai perfid, pe toţi cei ce acceptă psihoza totalitară sub una sau altaS din cameleonicele ei forme, inclusiv disciplinata vaccinare anti-coronavirus, da, această vaccinare ca tehnică de guvernare şi metodă de constrîngere) – care au acceptat, cu alte cuvinte, inacceptabilul.

Întrebarea care se pune şi asupra căreia nu vom insista acum e: pot fi considerate popoarele responsabile pentru instaurarea totalitarismului în genere (nazist, fascist, comunist, covidist etc.): da sau nu. Chestiune dificilă pe care nu putem pretinde s-o rezolvăm aici. Poate însă că lucrurile ar putea părea mai clare dacă am inversa datele problemei: *pot fi considerate popoarele iresponsabile de ceea ce li se întîmplă* ? De altfel, ce înţelegem prin "popor"? Pur şi simplu o masă de manevră inconştientă şi incultă, sensiblă la argumentele cele mai primitive şi la doctrinele bazate exclusiv pe spiritul revanşei sociale şi politice? Sau mai brutal, pe instinctul de conservare şi frică? Ar fi destul de deprimant dacă lucrurile ar sta astfel! Ori poate reptilele rampante ale oportunismului – ce constituie, lucrul e, din păcate, prea bine ştiut, armătura *oricărui* regim politic şi mai cu seamă armătura birocratică a totalitarismului, căruia îi supravieţuieşte de altfel, nu fără a conserva multe din practicile acestuia, astfel încît pînă la urmă nici nu mai şti în ce fel de ţară trăieşti, nici în ce soi de sistem politic ţi se încorsetează destinul – trebuie văzute ca un fel de constantă a banalizării răului radical, a persistenţei lui cosmetizate şi camuflate. În parte, pentru astfel de hibrizi a fost inventat termenul de "democratură", termen, în opinia mea, foarte insuficient. Din ce în ce mai insuficient... Evident, şi o astfel de definire a "poporului" riscă să se dovedească din cele mai deprimante. În fine, trebuie să înţelegem oare prin "popor" minoritatea, din fericire încă activă, a "idealiştilor" ce prin ceţuri nocturne îşi pipăie drumul, acest drum dureros, niciodată cert, chiar cînd traversează victoria, cale pe care, parcurgînd-o, ei, cei cîţiva ce aleg potecile înguste ale cavaleríei, neagă arbitrarului şi abuzului, la putere sau în opoziţie, infiltrat în politică sau economie, de multe ori în cultură, dreptul la existenţă... În opinia mea, desigur neîmpărtăşită de autorul *RSA*, deşi un lung timp tocmai lor, don quijoteştilor cavaleri ai ideii le-a aparţinut şi el, mai ales din aceştia din urmă e constituit *poporul veritabil.* Restul, vasta categorie a supravieţuitorilor ce refuză să existe şi refuză să fie, rezumîndu-se la dubla nebuloasă a manipulatorilor şi a manipulaţilor.

Încă o dată. Sînt şocante formulările citate ca nişte "blasfemii" de autorul *RSA* ? Indiscutabil! Sînt însă ele îndreptăţite? Corespund, cu alte cuvinte, unei realităţi mult mai şocante, prin concretul ei, decît toate cuvintele? Iarăşi da! Căci oricare ar fi fost forţa opresiunii – şi ea a fost uriaşă, ca şi cinismul neţărmurit al guvernanţilor, fie că e vorba de escrocul criminal Lenin sau de casapul Stalin, ca să ne limităm la totalitarismul comunist, fie că e vorba de numeroşii lor imitatori din ţările vasale şi prietene, între ei, bineînţeles, Gheorghiu-Dej şi Ceauşescu-Scorniceşti – un popor ce şi-ar fi pus libertatea deasupra fricii şi nevoia de a fi peste nevoia abjectă de a supravieţui cu orice preţ (cum spune un personaj al *Celui mai iubit dintre pămînteni*,

inenarabilul Ion Micu, *alias* Paul Georgescu) ar fi existat, şi ar fi existat liber. Căci un popor care refuză să fie complice, Mahātma Gandhi a arătat-o cu limpezime, năruie opresiunea care îl aserveşte, rămînînd liber cu *karmanul* său, oricare ar fi acesta. Un popor care, dincolo de acest refuz al complicităţii, învaţă să fie liber în adînc, nemaiputînd fi aservit nici măcar de destin. Necesitatea devenind libertatea *lui* înţeleasă.

Plecînd de aici, putem discerne sensul autentic al opţiunii cu care e confruntată nu numai Rusia ci conştiinţa umană în genere, fie ea colectivă sau individuală. Anume între ea însăşi, între propria ei fiinţă axiologică, de ne putem exprima astfel, şi prefabricatele inconştientului ce nu pot duce decît la o arhitectură a alienării, oricare ar fi fantasma, "Marele Arhitect" sau "Big Brother", ce cauţionează procesul.

Desigur, dacă discursul neo-soljeniţînian descrie formarea imperiului sau mai degrabă a contra-imperiului rus la intersecţia fenomenului migraţionist cu constituirea statală, în joc intră nevoia de deresponsabilizare şi deculpabilizare, mecanismul de autojustificare propriu insului totalitarizat, dar şi o tendinţă mai adîncă legată de faptul că structura carenţei sale identitare nu constă numai în substituţia identităţii naţionale prin cea imperială, ci mai mult încă, în ***etatizarea acestei identităţi*** ca etapă pe calea realizării scopului final al oricărui totalitarism : ***etatizarea completă a conştiinţei umane, substituirea definitivă a conştiinţei prin Stat!***

Idee primejdioasă între toate, ce substituie nu numai conştiinţa umană prin Stat ci şi identitatea unei naţiuni prin dimensiunile teritoriului, într-un chip oarecum asemănător, deşi mult mai sinistru, cu felul ridicul în care cîte un oarecine şi-ar măsura virilitatea după dimensiunile penisului.

Iată cum se poate ajunge la obsesii de genul malului stîng sau drept al Terekului, de care mărturisesc că pînă la lectura *Avalanşei...*, în ce mă priveşte, nici nu auzisem măcar şi, mai cu seamă, la fobii imperialiste de tipul fobiei contactului, ce combină în mod atît de nefericit anxietatea geopolitică, de mă pot exprima astfel, cu agresivitatea imperială şi poate chiar cu un soi de autoerotism, făcînd din frontiere un soi de epiderme hipersensibile, detestînd prezenţa oricărui "celălalt", nu în numele identităţii proprii, căci tocmai identitatea se pierde în asemenea cazuri în tenebre şi nebuloase impenetrabile, ci paradoxal, în numele unei repulsii de sine, a unei fugi permanente de propria fiinţă, abia camuflate de o demagogie decrepită şi de o retorică anacronică ce aspiră la punerea sub interdicţie a propriului popor, ca şi a tuturor celor aservite unui imperiu ce nu izbuteşte să fie altceva decît un abject penitenciar – totul sub semnul unei regresiuni istorice a metodelor şi instituţiilor care tinde să guverneze o Rusiae a secolului XXI după chipul şi asemănarea Rusiei secolului XVI! Cu consecinţele binecunoscute în materie de redundanţă destinală şi de circularitate indefinită a coşmarului.

"Cei ce nu pot să-şi amintească de trecut sînt condamnaţi să-l repete", spunea George Santayana în *The Reason in Common Sense* (tomul 1 din *The Life of Reason,*1905, p. 284).

Ce se întîmplă însă oare în cazul mult mai paradoxal al celor ce *vor să-şi amintească de trecut tocmai ca să-l repete...*

Ara Alexandru ŞIŞMANIAN, 2000; 2021-2022

ALTE FANTAPOLITICE

Mesaj adresat "golanilor" de către fraţii lor din exil

Fraţi „golani",

Cu două luni în urmă, cel ce avea să devină al doilea dictator din lume ales prin sufragiu universal (după un oarecare Adolf Hitler...) vă numea „vagabonzi" şi „golani". Proaspăt pebiscitat, graţie excelentei prestaţii a „băieţilor" – au făcut treabă bună, ba chiar cu ceva exces de zel! – noul Salvator al Naţiunii vă botează astăzi „elemente extremiste", „fascişti" şi „ireductibili". Ca mai devreme Nicolae Ceauşescu, ce-i trata de nebuni şi de nazişti pe luptatorii pentru drepturile omului! Şi se străduie cu orice chip, şi mai ales cu chipul gloanţelor, bîtelor şi răngilor de fier, să vă... re(e)ducă.

Biet nebun! Pradă unei duble iluzii, Ion Iliescu crede a fi putut escamota, pe hîrtie, 9 milioane de contestatari din totalul de 16 milioane de alegători, şi a fi reuşit pe deasupra să facă să dispară, pe stradă, spaţiul de libertate deschis în chiar inima ţării. Numai că, după cum cei 9 milioane de „golani" semnatari ai Proclamaţiei de la Timişoara nu pot cu nici un chip să reprezinte doar 14,37% din voturile prezidenţiale, tot aşa „zona liberă de neo-comunism" din Piaţa Universităţii nu mai poate niciodată fi rasă de pe hartă. Imposibilitatea aritmetică se întîlneşte cu o imposibilitate geografică. E vorba, ce-i drept, de o geografie spirituală.

Într-adevăr, dacă „imensa majoritate a românilor" ar fi fost, cum vor s-o prezinte rezultatele oficiale, de partea lui Ion Iliescu, plebiscitatul preşedinte n-ar fi avut nevoie, întru „Salvarea Naţională", de recurgerea la „fraţii" săi Glonţul, Bîta şi Ranga de Fier, nici la tatăl său Minciuna Sfruntată, nici la dumnezeul său Teroarea.

Nu, dragă Marian Munteanu, amărăciunea dumitale nu se justifică: dacă eşti astăzi arestat şi inculpat – fără îndoială, de gravele răni pe care ţi le-ai auto-administrat prin intermediul „minerilor"! – nu e pentru că Poporul Român s-ar afla alături de noul său despot, ci tocmai dimpotrivă. Iar pe de altă parte, chiar dacă voi, „golanii", n-aţi fi decât o mână de oameni, sau dacă n-aţi fi decât un singur individ, tot ireductibili aţi fi, ca şi zona însăşi pe care aţi instituit-o nu în vreun oraş, ci în conştiinţa însăşi a ţării.

Căci de acum înainte, datorită vouă, care aţi tăiat pentru prima dată după 45 de ani de dictatură, în tăcerea fricii şi a incomprehensiunii între surzi şi muţi, un Loc pentru Verb, datorită oglinzii pe care aţi instalat-o acolo, Poporul Român nu mai e turma gregară pe care se încearcă a o „mântui" FSN – alias Făcălăul Salvării Naţionale, acest moştenitor al comunismului *à la roumaine*. Poporul român e cu atât mai puţin Făcălăul însuşi, cu toate fantasmele pe care le suscită într-un inconştient de violenţă, ură şi frustrare, acolo unde bântuie „minerii", aceste victime-călăi hrănite cu propaganda minciunii şi mânate de „păstorii" securişti-terorişti, pentru a fi asmuţite, asenenea unor fiare sălbatice, împotriva tineretului şi intelectualităţii unei întregi naţiuni. Nu. Poporul Român sînteţi voi înşivă, „golanii" şi „ireductibilii", voi care aţi fost omorîti, răniţi de gloanţe, maltrataţi pînă la sânge, şi sânteţi acum urmăriţi, arestaţi, inculpaţi de delictul de libertate – iar numărul vostru nu are nici cea mai mică importanţă căci nu totalitarismul majorităţii, mai mult decât cel al vreunei minorităţi, este ceea ce fundează un popor, ci conştiinţa purtătoare de valori şi de sens, purtătoare adică a conceptului însuşi al acestui popor. Şi această conştiinţă este ireductibilă.

Dealtfel, fie ea încarnată într-un singur individ sau în 22 de milioane, tot ea este Patria – în timp ce toţi cei, mulţi sau puţini, care au ordonat, asistat la sau aplaudat ciomăgirea tinerilor, şi au reclamat, cu triviala violenţă a laşităţii, confortul somnului lor generator de monştri, rătăcesc în afara conceptului acestui popor, şi vor rămâne întotdeauna înafară – de oricâte decrete, parlamente şi senate se vor fi înconjurat – pentru a-şi da un aer de legitimitate şi a putea astfel, la adăpostul minciunii, să continue a fi – autorii, complicii sau, doar, spectatorii neputincioşi ai crimei.

Fraţi „golani", sântem cu voi, noi, toţi cei ce ne-am adunat, fiecare după voile şi nevoile destinului propriu, în acest spaţiu de libertate, adevăr şi sens ce este, de drept şi de fapt, conştiinţa acestui popor.

„Zona liberă de neo-comunism" este o zonă a spiritului, iar spiritul e intransigent cu istoria – fie aceasta tot atât de dispusă să se agaţe de timp pe cât se dovedeşte a fi „democraţia" bîtei reinventată ca unanimitate a totalitarismului, de Ion Iliescu şi acoliţii lui, aceşti ulltimi urmaşi ai „planetei maimuţelor" erei comuniste.

Nu vă descurajaţi deci în faţa teribilelor încercări pe care le-aţi îndurat sau pe care le veţi mai îndura: căci nu numai veţi învinge, dar aţi şi învins. Vă aparţin nu doar simplul **mâin**e, ci şi invincibilul **totdeauna** al acestui popor, ce se regăseşte în voi, nu în criminalii la putere.

Dana ŞIŞMANIAN, 19 Junie 1990

Le Communisme est mort, vive le communisme !

Depuis 18 mois déjà, l'Occident se félicite avec une belle constance, sur des tons, variant quelque peu entre l'euphorie et l'inquiétude, de ce qu'on considérerait presque comme une victoire embarrassante si elle n'était pas clamée avec autant de certitude : « la chute du communisme ». À peine si l'on se munit de la précaution d'un pluriel restrictif – car il s'agit en effet tout au plus de communismes, et non du communisme – ou de celle d'une spécification géographique. Encore que, même en se limitant à l'Europe, il faudrait admettre que ladite chute s'arrête « aux portes de l'Orient »... N'invente-t-on pas en effet à Bucarest le néocommunisme de transition ? Reste à voir vers quoi.

Pour embarrassante qu'elle soit, pourquoi ne doit-on pourtant pas douter de cette victoire, ni trop la spécifier géographiquement ? Tout d'abord, un calcul simple révélerait qu'à l'échelle planétaire elle n'est encore effective qu'à un peu plus de 3-4% des territoires concernés et des populations respectives[1]. Les conséquences à tirer de telles statistiques ne risqueraient-elles pas de faire taire l'enthousiasme, et d'augmenter l'inquiétude ? Mieux vaut une victoire de paroles qu'une bataille de fait, dont on ne maîtrise pas le cours ! Naïveté, rite propitiatoire, exorcisme, ou calcul à long terme ? Toujours est-il qu'à l'ombre des auto-félicitations de l'Occident, qui chante en chœur, les yeux fermés, le *Pax tibi* d'un communisme supposé enterré, celui-ci continue bel et bien de vivre, c'est-à-dire de tuer. Car la vie de tout totalitarisme est le meurtre.

Applaudissez, on tue !

Craigne-t-on, plus que toute chose, l'éclatement de l'URSS et acclame-t-on Gorbatchev, le premier Président d'Empire de l'histoire, à Paris, à Bonn, à Londres, à Washington et jusqu'au Vatican – le félicite-t-on à haute voix d'une *perestroïka* dont lui-même ne se souvient plus (et pour cause !) depuis pas mal de temps ? Tant mieux, cela empêche d'entendre les coups de canon et le roulement des chenilles des chars de l'Armée Rouge à Vilnius, sous les murs des institutions démocratiques lituaniennes (l'écrasement des corps étant déjà couvert par le bruit den engins), les voix des paysans arméniens massacrés au fusil et à la bombe en Haut-Karabagh, toujours par l'Armée Rouge, en même temps qu'une visite officielle d'un chef d'état occidental se déroule à Moscou, ou, pour remonter quelque peu dans cette nouvelle ère gorbatchévienne, les cris des femmes et des enfants tués à la pelle pointue sur les marches de l'église de Tbilissi par la même armée, rouge de sang depuis 74 ans.

Fait-on la cour à la Chine, qui s'est – comme nombre d'autres états dictatoriaux (mais qu'importe !) – rangé du bon côté dans l'histoire inachevée et maintenant inachevable du Golfe, lui enlève-t-on pour récompense les demi-sanctions infligées après le bain de sang de la place Tian'anmen ? Voilà la meilleure occasion pour Deng Xiao-Ping et Li Peng d'en finir avec ces fâcheux procès à huis clos, sans avocats ni instruction, en s'empressant de faire condamner publiquement et en vrac ceux parmi les défenseurs d'un printemps démocratique chinois qui n'ont pas déjà été déchiquetés au canon, fusillés, écrasés par les tanks, assassinés dans les prisons, par milliers, ou reconvertis en prisonniers de droit commun, auquel cas ils ont eu droit

[1] Le lecteur doit avoir à l'esprit le fait que ce texte est écrit quelques mois avant la chute de l'URSS en décembre 1991 ; à l'époque (juin 1991) seulement les pays « satellites » de l'Europe de l'Est s'étaient libérés de l'emprise de l'empire soviétique.

à une balle dans la nuque, décomptée aux familles en guise, sans doute, de critique et d'autocritique constructive...

Enfin, accueille-t-on en France, avec la courtoisie qui est celle de ce pays et avec un brin de plaisir en plus, un si rare oiseau qu'un fils d'ancien dignitaire stalinien parlant couramment deux langues, la langue de bois et le français – j'ai nommé, bien entendu, le premier ministre roumain, Petre Roman ? Parfait, puisque voilà, le lendemain même d'une répression sanglante en plein centre de la Capitale, d'une barbarie qui n'a de précédent que dans les temps sauvages de l'installation du communisme en Russie à travers la guerre civile, on a pourtant le toupet d'assurer au monde entier, de la hauteur d'une position officielle et au risque de laisser stupéfait, que le « processus de démocratisation » n'en est pas entravé... En dépit donc des exactions des mineurs guidés par le savoir-faire des anciens agents de la Securitate, et appelés, les uns comme les autres, par le Président élu du pays à faire la loi des singes en juin 1990 dans les rues d'une capitale dite européenne, la Roumanie de Ion Iliescu et de Petre Roman, elle, est reconnue être toujours « en voie de démocratisation »!...

Mais, qu'ils sont originaux, ces Roumains qu'on découvre enfin après des décennies de méconnaissance... jusque dans leur façon de marcher sur ladite voie : démocratiquement, gourdin, veine de bœuf, barre de fer ou pioche à la main ! Ce qui est sans doute censé prouver leur farouche détermination... Et, pour qu'on ne se trompe pas de cible et qu'on se rassure d'aller dans le vrai sens de ladite „démocratie", on avance aux slogans de : « À bas les intellectuels ! », « Nous travaillons, nous ne pensons pas ! », ou enfin : « Mort aux intellectuels ! » Parfait syllogisme « démocratique », dont la seule conclusion logique est : **Nous tuons, nous ne pensons pas**.

Décidément, les Roumains sont des démocrates, "originaux", mais démocrates – et la France aime les démocrates. Comme pour justifier par avance la suite de cette idylle, voilà que lors de l'accueil récent, en visite de retour – courtoisie oblige ! – de la France en Roumanie, les 18-19 avril dernier, en la personne de son Président même, François Mitterrand, l'ambassadeur en poste à Bucarest assure, quant à lui, le monde entier, au risque de le désinformer, que les Roumains ne s'intéressant qu'à leur ventre, il n'existe pas d'opposition au pouvoir en place. Comprendre : la population étant tant et si bien rassasiée (ou affamée !) par les successeurs de Ceauşescu, elle n'a pas de raisons (ou d'envie) de contestation ; seule subsiste une poignée d'opposants, « un groupe minoritaire d'intellectuels » (mais oui : ceux-là, justement, que la « démocratie » des matraques veut abattre… sans doute parce qu'ils lui font obstacle !)

Maintenant, poignée ou non, ce « groupe minoritaire » – qui dénombre par ailleurs quelques 50.000 membres constitués en association (L'Alliance Civique) et bientôt en parti politique, et avait rassemblé, quelques jours seulement avant la visite officielle du Président français, plus de 250 000 manifestants dans les rues de la Capitale – sert aussi aux caresseurs dans le sens du poil du régime bucarestois à alléguer que, s'il n'y a « pratiquement pas de contestation », il y a pourtant « démocratie » ! Il faut donc qu'ils existent eux aussi, ces intellectuels opposants, mais dans une proportion « minoritaire » – une « poignée » – pour qu'on puisse affirmer que le pouvoir en place est un pouvoir démocratique, à savoir susceptible de comporter une opposition, même minuscule, bien qu'en tant que démocratique, justement, il soit absolument incontesté par le peuple, et de fait, incontestable !

Voilà donc qu'on en invite un petit nombre, d'intellectuels s'entend, à une rencontre privée avec les représentants de la France, et qu'on supporte même qu'on soit conspué par une foule d'étudiants à Bucarest et à Iassy, pour montrer que oui, les manifestations d'opposants et les

contacts avec les étrangers sont autorisés dans cette jeune démocratie roumaine ! Ce n'est pas comme avant… Et si elle reste par ailleurs particulièrement originale, ladite nouvelle démocratie roumaine post-communiste, cela n'est plus notre affaire du tout !

En effet, quelques jours après leur rencontre avec la France, en la personne de son illustre Président, nombre de ces intellectuels opposants roumains sont sauvagement passés au tabac, en pleine rue ou dans des salles de conférences publiques... C'est vrai que ce n'était pas pour la première fois : depuis déjà les premières contre-manifestations en faveur de Ion Iliescu en janvier 1990, depuis ensuite la campagne électorale particulièrement violente du F.S.N. et de son candidat à la présidence, qui s'auto-valorisait avec fierté en se déclarant « despote éclairé », et surtout depuis l'invasion des mineurs à la mi-juin 1990, le matraquage des opposants – journalistes indépendants, écrivains, philosophes, étudiants, lycéens ou d'autres professions – fait si intimement partie de la jeune démocratie roumaine, qu'on est en droit de l'appeler de son vrai nom, pour mieux lui reconnaître le spécifique national, de nature néocommuniste et de souvenir bien plus ancien : matraco-cratie.

Les sentences de mort

Mais laissons à l'Occident le plaisir de cajoler en toute inconscience ses chouchous, Gorby en tête, et ne traumatisons plus, avec nos reproches insensés, les fans des présidents d'empire et des despotes de circonstance (orientaux ou seulement aux portes de l'Orient) : entre les intérêts des États et les droits des peuples, ce n'est pas nous qui allons leur imposer un choix, il est déjà fait depuis toujours. La « Realpolitik » se réactive et continue de plus belle !

Tournons-nous plutôt du côté de cette originale forme de gouvernement qui est celle de la Roumanie actuelle, et allons voir si elle est suffisamment caractérisée, ou s'il nous faut, pour mieux en rendre compte, creuser un peu plus en profondeur.

Tout récemment – en fait, toujours au mois d'avril – on a officieusement donné en Roumanie, dans une des trop nombreuses machines à projeter de la boue, des baves et du feu que sont les journaux d'expression quotidienne du pouvoir, une variante intéressante de ce que pourrait être la mise en pratique massive ou par tranches de cette belle devise : « Mort aux intellectuels ! » qui fut proclamée aux jours héroïques de la « minériade ». Il ne s'agirait en effet plus de ces outils de travail transformés démocratiquement en outils de mort – pioches, pelles et autres –, et même les traditionnels gourdins ou les matraques policières plus modernes, munies de courant électrique par exemple, seraient dépassés : on propose carrément le bûcher. Plus précisément, les professeurs des classes expérimentales à programme d'éducation non matérialiste (Waldorf), qui ont ébauché une activité en Roumanie après la révolution, ont été menacés dans la presse du F.S.N. d'être brûlé vifs, eux, leurs sympathisants et leurs élèves ! Pour un pays qui n'a pas connu l'Inquisition, ceci représente une innovation absolue par rapport à la tradition autochtone ; on récupérerait enfin, de cette manière, une partie au moins du grand retard qui a été celui de la Roumanie par rapport à l'histoire de l'Europe occidentale...

Cette blague sinistre n'est pourtant pas, hélas, la seule preuve que des visées plus radicales, sinon un plan d'extermination physique des indésirables dont on ne peut encore estimer l'étendue, président au matraquage d'entretien auquel le pouvoir nous a déjà habitués – et l'a fait à tel point qu'on ne signale même plus, ici en France, les agressions répétées et sauvages qui se multiplient, depuis un an, en Roumanie ou hors ses frontières, à l'encontre des opposants politiques. Parmi les milliers de manifestants de la Place de l'Université qui ont, à côté de simples passants, des vieillards et des femmes jusqu'aux enfants de 12 ans, été grièvement

blessés ou battus à sang, pour être ensuite arrêtés, le 13-15 juin 1990, il y en a qui ne sont jamais revenus de ce camp de mort qu'est devenu pendant des mois le campus du Centre de recherches de physique nucléaire de Măgurele, « goulag » improvisé et vieux haut lieu de la Securitate. Une centaine au moins des jeunes détenus sans jugement ont disparu, sans que leurs familles aient jamais pu en retrouver la trace depuis, si ce ne sont les dépôts massifs de cadavres dans des fosses communes, effectués de nuit à la fin août et en septembre 1990, dans les cimetières et lieux déserts des banlieues de Bucarest, qui témoignent de leur exécution (ou de la mort... naturelle entraînée par les blessures provoquées par les mineurs, ou suite aux tortures et mauvais traitements infligés par des gardiens « enquêteurs », dans lesquels beaucoup ont reconnus leurs anciens tortionnaires de la Securitate du temps de Ceauşescu, et notamment des premières heures de la révolution).

L'assassinat récent du professeur Couliano à l'Université de Chicago s'inscrit dans la lignée de ces meurtres, et est, probablement, le signe d'autres crimes qui risquent de se produire si la réaction n'est pas assez résolue pour en empêcher la propagation. Car l'assassinat de I. P. Couliano relève de l'exécution immédiate de cette sentence de « Mort aux intellectuels ! » criée dans les rues de Bucarest par les troupes de Ion Iliescu, excitées à la violence, et remerciées de l'avoir si bien utilisée.

Cet assassinat partage d'autre part, avec le volet « matraquage » de la répression, le fait d'avoir été précédé par une campagne de menaces meurtrières, ce qui est presque toujours le cas dans d'autres agressions, jusqu'à maintenant non mortelles, organisées contre les intellectuels qui n'entendent pas céder au traitement psychologique préalable. Il s'agit de ceux qui s'entêtent, comme l'avait fait le professeur Couliano lui-même, à continuer d'écrire des articles contre le pouvoir – ainsi l'écrivain et journaliste Banu Rădulescu, ainsi Petre Mihai Băcanu, rédacteur en chef du grand quotidien d'opposition *România liberă*, ainsi le philosophe, écrivain et hellénisant Petru Creţia, traducteur de Platon et éditeur du poète national Mihai Eminescu, qui dénonçait l'usurpation de la monarchie constitutionnelle en Roumanie par les trois dictateurs communistes successifs, à prétention de monarques absolus, Dej, Ceauşescu et Iliescu[2]. Il s'agit également de ceux qui, à l'étranger, démasquent, comme l'avait fait aussi I. P. Couliano, le vrai visage du pouvoir actuel roumain : ainsi l'ancien dissident Dumitru Mazilu, membre de la Commission permanente des Droits de l'Homme de l'ONU, ou le député Traian Ştefănescu.

Tous, et beaucoup d'autres encore, dont des journalistes étrangers, ont été agressés et sauvagement battus, parfois à plusieurs reprises, à Bucarest ou ailleurs, à Genève, à Bruxelles. Et si le professeur Couliano est le seul – ou le premier ? – à avoir été tué à la suite d'une campagne de menaces préalables, c'est qu'il pouvait rassembler, en une et la même personne, tout le pouvoir de symbole dont quelqu'un aurait eu besoin pour représenter complètement et de manière exemplaire la catégorie visée par ces menaces et, finalement, par cette sentence de mort. Le pouvoir roumain veut tuer les intellectuels – il l'a dit. Il en a peut-être tué un des meilleurs parmi ceux qu'a produits la Roumanie de l'après-guerre, et, sans doute, une des plus grandes personnalités scientifiques contemporaines.

[2] Dictateurs "rouges" qui faisaient suite à la dictature proprement royale de Carol II ainsi qu'à celle fascisante de Ion Antonescu, ce qui signifie que depuis 1938 jusqu'à présent (juillet 1991) la Roumanie n'a connu que des dictatures ou, au mieux, des crypto-dictatures !

Et ce, au moment même où, après une visite aux États-Unis du Premier-ministre Petre Roman en personne (coïncidence encore : c'était toujours en ce mois d'avril 1991 !), divers émissaires non officiels du Parlement roumain faisaient des pressions auprès du Congrès américain afin d'obtenir pour la Roumanie d'après Ceauşescu – sachant que oui, contre toute attente, la Roumanie de Ceauşescu l'avait déjà obtenu, et encore, pour de nombreuses, pour de trop nombreuses années – la clause de la nation la plus favorisée !...

Pour comprendre le pourquoi de cet assassinat, il faut se dire que le pouvoir qui recourt à la logique de la terreur et du crime, pour "raisonner" des gens aussi dépourvus de pouvoir que les intellectuels, doit en avoir pourtant terriblement peur.

Qui a peur de l'historien des religions ?

Le professeur d'origine roumaine Ioan P. Couliano, 41 ans, disciple, collaborateur et potentiel successeur de Mircea Eliade à la chaire d'histoire des religions de l'Université de Chicago, ancien conférencier à l'Université de Groningue (Pays-Bas), docteur de l'Université Catholique de Milan, docteur d'état de l'Université Paris IV-Sorbonne, a été assassiné le 21 mai 1991.

Le crime s'est produit en plein jour, à 13h05, dans les locaux mêmes de la Divinity School, sur le campus de l'Université. Le professeur Couliano a été tué dans une des toilettes du 3ème étage, à proximité de son bureau, d'une seule balle tirée de dos et d'en haut, à partir de la couchette voisine, et visant sa tête. L'assassin, qui n'a même pas utilisé un pistolet à amortisseur, n'a pas pu être arrêté quand, tout de suite après le coup, l'alerte a été donnée ; l'arme du crime n'a pas été retrouvée. Aucun vol d'argent ou de valeurs n'a été constaté sur la personne de la victime ; en revanche, ont disparu de son domicile, le jour même du crime et avant que la police n'investisse les lieux, son journal, ses manuscrits, les disquettes contenant ses travaux en cours et ses annotations personnelles, ainsi que tous documents et lettres datant des onze derniers mois, période pendant laquelle le professeur Couliano avait à plusieurs reprises fait part à son entourage, à ses amis et à sa famille de Roumanie, des menaces de mort qu'il recevait en langue roumaine, téléphoniquement ou par écrit.

Il avait notamment déclaré à l'un de ses étudiants, peu de temps avant son assassinat, qu'il se trouvait sur un « terrain dangereux » et craignait d'être tué, en ajoutant que ce danger avait trait à la Roumanie. « On me l'a notifié » – lui avait-il déjà dit en septembre 1990. On sait par ailleurs de source sûre que certaines de ces lettres de menace portaient la signature de Vatra românească (l'Âtre roumain), organisation nationaliste terroriste qui représentait une succursale des services politiques secrets de la Roumanie communiste et dont les leaders s'affichent actuellement en compagnie du Président Ion Iliescu.

Ce meurtre intervient quelques semaines après que le professeur Couliano ait été l'hôte du Roi Michel I à l'Université de Chicago, où il avait organisé l'accueil de l'ex-monarque roumain à la Divinity School et avait facilité des contacts avec des personnalités américaines. Par la suite il s'était longuement entretenu avec Michel I chez Madame Christinel Eliade. Un opérateur de la Télévision de Bucarest (organe entièrement asservi au pouvoir), censé couvrir l'événement pour le public de Roumanie, a filmé tous les épisodes de la visite royale à Chicago, y compris l'accueil dans les locaux de la Divinity School ; il s'est notamment assis à la table du professeur Couliano au banquet final, en compagnie d'un Roumain soupçonné par ailleurs d'être un collaborateur de la Securitate. Le reporter est reparti à Bucarest avec son film, qui n'a jamais été présenté à la Télévision roumaine. Détail significatif, un colis contenant ses ouvrages que

le professeur Couliano avait fait envoyer, quelques jours avant son assassinat, à la princesse Marguerite, en Suisse, est arrivé à la destination vide.

La campagne de menaces dont il était la cible s'était sensiblement intensifiée après sa rencontre avec le Roi, au point que, en croyant éviter que ces menaces ne se concrétisent, le professeur Couliano avait fini par renoncer à un voyage qu'il projetait de faire en Roumanie, après 19 ans d'exil, en compagnie de sa sœur et de son beau-frère, l'ancien dissident Dan Petrescu ; trois jours avant le meurtre, il avait annulé son billet d'avion.

Ioan Petru Culianu était un opposant de longue date du système politique au pouvoir en Roumanie, pays qu'il avait quitté en 1972, à 22 ans, après la fin de ses études universitaires (maîtrise d'italien et de français à l'Université de Bucarest). C'était un an après les « thèses de juillet », par lesquelles Nicolae Ceauşescu réintroduisait en Roumanie le stalinisme idéologique, mettant fin au berf dégel qui avait suivi la mort du précèdent dictateur communiste, Gheorghe Gheorghiu-Dej. Culianu venait de refuser de collaborer avec la Securitate en échange d'une carrière garantie – et c'est suite à ce refus qu'il s'était vu fermer toutes les portes. Il a profité d'une bourse pour participer aux cours d'été de l'Université de Pérouse, en juillet 1972, afin de quitter définitivement la Roumanie et s'installer d'abord en Italie, pour faire des études doctorales en histoire des religions sous la direction de Ugo Bianchi, à l'Université Catholique de Milan, ensuite, en Hollande, en tant que professeur de lettres à Groningen, et enfin, depuis quelques années, à Chicago, où l'avait appelé, pour un premier séjour d'enseignement, Mircea Eliade, disparu en 1986.

Après la révolution roumaine de décembre 1989, le professeur I. P. Couliano refuse de cautionner les successeurs de Ceauşescu, et n'accepte pas, de la part du gouvernement formé par le FSN, un poste honorifique à la tête d'un Institut d'études orientales, qui lui était proposé par le Ministre de la Culture, Andrei Pleşu.

Depuis les élections du 20 mai 1990 et surtout après la répression sanglante des manifestants de la Place de l'Université par les mineurs appelés à la rescousse par le président Ion Iliescu en juin 1990, I. P. Couliano s'en prend systématiquement, dans une série de plus de 30 articles extrêmement virulents, publiés dans la presse roumaine des États Unis *(Lumea libera românească*), au nouveau pouvoir roumain et à ses anciennes méthodes, héritées des polices politiques communistes. Dans sa rubrique permanente intitulée *Scoptophilia*, il attaque la Securitate et dénonce le détournement de la révolte populaire anti-communiste de décembre 1989 au profit d'un coup d'état néo-communiste, fomenté selon un scénario écrit par le KGB.

En déconsidérant les menaces qu'il avait commencé de recevoir juste après le premier de ces articles (*Viitorul României în unsprezece puncte / L'avenir de la Roumanie en onze points,* qui précède à vrai dire le cycle "scoptophilique" et, surtout avec les premiers de la série, *Dialogul morţilor / Le dialogue des morts*, *4 iulie/ le 4 juillet*, *Cea mai proastă inteligenţă / L'intelligence la plus bête* (au sens de « Intelligence Service », soit la police politique roumaine, Securitate), *Patriot? / Patriote ?*), il accentue ses critiques, en les faisant entendre à Bucarest même, dans une interview donnée à l'écrivaine Gabriela Adameşteanu dans les pages de la revue *22*, éditée par le Groupe pour le dialogue social (dont fait partie le philosophe Gabriel Liiceanu); parue en avril 1991, cette interview, intitulée « Le monde est-européen – une perte tragique de temps, d'hommes, d'énergies », est le dernier, en date, de ses textes politiques.

Tous les médias qui ont annoncé l'assassinat du professeur Couliano (*Chicago Tribune, Corriere della Sera, Tribune de Genève*, le quotidien d'opposition *România liberă* de Bucarest,

les revues indépendantes *22* et *Tinerama* également de Roumanie, *Lumea liberă* de New York, *Lupta* de Paris, ainsi que les radios BBC et Europe libre) ont en même temps fait état de l'hypothèse qui a été privilégiée dès le début de l'enquête, celle d'un assassinat politique, ordonné et/ou exécuté par la Securitate (la police politique du régime communiste roumain, toujours en activité sous le règne de Ion Iliescu et de Petre Roman; se rapporter à la découverte d'archives communes de l'ancienne Securitate et du nouveau Service Roumain d'Informations, faite le 18-19 mai par les journalistes de *România liberă*).

En effet, tous les indices – motivations politiques, violation du courrier, soustraction de documents, volonté d'effacer les traces, campagne de menaces etc. – concourent vers cette mise en cause du pouvoir de Bucarest, dont on reconnaît par ailleurs les méthodes dans d'autres attentats contre des opposants politiques, de l'intérieur comme de l'exil.

Le Service Roumain d'Informations, en la personne de son directeur, M. Virgil Măgureanu, ancien membre de la Securitate, dont la carrière a jailli de façon spectaculaire après la Révolution roumaine[3], fait actuellement des pressions pour avoir accès aux recherches menées par le F.B.I., chargé de l'enquête. Sans qu'un tel droit lui soit reconnu par les services fédéraux américains et alors qu'aucune déclaration concernant les conclusions provisoires de l'enquête n'a été faite, la police secrète roumaine affirme pourtant dans son officieux *Libertatea*, en s'inscrivant en faux, que le F.B.I. aurait publiquement écarté la thèse de l'assassinat politique[4].

Le Président Ion Iliescu s'est d'autre part indigné récemment, lors d'une conférence de presse donnée à Bucarest le 7 juin 1991, de ce qu'en Roumanie et ailleurs on met ce crime sur le compte de la Securitate, tout en évoquant ainsi publiquement l'assassinat du professeur Couliano – alors qu'aucun des médias officiels roumains, Télévision incluse, n'avait même pas annoncé sa mort. Tel est aussi d'ailleurs le cas des médias français, qui ont gardé jusqu'à ce jour un silence absolu sur ce meurtre. Ioan P. Couliano était pourtant un auteur bien connu en France, tant des milieux académiques (Sorbonne, Hautes-Études) que du grand public. De ses quinze livres, quatre ouvrages de référence sont parus à Paris, dont le *Dictionnaire des religions* (commencé par Mircea Eliade), primé par les libraires comme best-seller du livre de religion en 1990. Un des principaux collaborateurs de l'Encyclopédie internationale des religions, auteur par ailleurs de quelques 200 articles et études, dont une grande partie sont rédigés en français, écrivain – pour ce qui est de ses deux volumes de prose – d'expression exclusivement française, il était également un collaborateur constant de la *Revue de l'histoire des religions*.[5]

La raison du crime

À l'attention de ceux qui, en Roumanie comme en Occident, ont mis en cause la Securitate à propos de l'assassinat du professeur Couliano, ainsi qu'à l'intention de tous ceux qui se

---

[3] Certains soulignent son implication directe dans l'exécution de l'ancien dictateur communiste de la Roumanie, Nicolae Ceauşescu et de son épouse, Elena.

[4] La manie de la Securitate de poser en vierge immaculée, pucelle en détresse ployée sous le poids d'accusations calomnieuses, est bien connue!

[5] Bibliographie sélective : *Iter in silvis* (Messine, 1981) ; *Psychanodia* (E. J. Brill, Leyde, 1983) ; *Expériences de l'extase* (Payot, Paris, 1984) ; *Éros et magie à la Renaissance* (Flammarion, Paris 1984) ; *Gnoses dualistes d'Occident* (Plon, Paris 1990) ; *Dictionnaire des religions* (Plon, Paris 1990) ; *Out of This World. Otherworldly Journeys from Gilgamesh to Albert Einstein* (paru en mai 1991, quelques jours après la disparition de l'auteur).

seraient tout simplement demandé par qui il a pu être commandité et au profit de qui, le Président de la Roumanie, M. Ion Iliescu, vient spontanément, par sa conférence de presse du 7 juin, apporter des éclaircissements et des précisions.

Pris, d'un zèle bien explicable dans sa double qualité de lecteur assidu et de cible des pamphlets publiés dans la presse roumaine des États-Unis par le professeur Couliano, à l'adresse du pouvoir en place Bucarest, M. Iliescu entend sans doute apporter, par ses révélations, une contribution bénévole et précieuse à la marche de l'enquête... D'ailleurs son organe spécialisé, la Securitate renouvelée ou plutôt ravalée sous le nom de Service Roumain d'Informations, a déjà offert ses services, en prétendant avoir accès aux recherches ! L'actuel (ancien) chef de la police secrète roumaine, M. Virgil Măgureanu, doit avoir pensé que ses agents en poste aux États Unis (ils y sont très nombreux !) pourraient ainsi faire encore disparaître des traces, y compris des traces humaines, et multiplier les fausses pistes...

M. le Président, quant à lui, déclare, lors de ladite conférence de presse du 7 juin dernier – déclaration d'autant plus surprenante dans le contexte qu'aucun des médias officiels roumains n'a soufflé mot sur la disparition du professeur Couliano :

« On fait beaucoup de spéculations au sujet des réserves des États-Unis ou d'autres États occidentaux à notre égard... Nonobstant les difficultés que nous traversons dans certains moments de l'histoire, nous marchons irréversiblement vers la démocratie, parce qu'ainsi le veut le peuple roumain, parce que celle-ci est son option et non pour faire le plaisir des autres. Mais au sujet de ceci sont significatives les réflexions d'un haut dignitaire américain, qui a été interrogé au sujet de ces choses, qui en se référant aux soi-disant "services" que font à la Roumanie certains de ses citoyens qui dénigrent le pays à l'extérieur, disait que de tous les cas de paranoïa, qu'il connaissait, la variante roumaine lui paraissait la plus grave. Et, parmi d'autres, il se référait aussi au cas Couliano, le professeur tué à Chicago, ex-collaborateur de Mircea Eliade, dont il a dit qu'il était un exemple sur un tel comportement de certains milieux roumains de l'étranger, y compris les déclarations de l'ex-général Pacepa, comme quoi il voit, lui, la main de la Securitate dans son assassinat. »

Le sens obvie est difficile à suivre à travers la syntaxe décousue du discours présidentiel, qui achoppe irrémédiablement sur un agrammatisme incurable et à la limite, intraduisible, rappelant à tout Roumain de souche le parler savoureux d'ineptie des personnages du grand dramaturge et prosateur satirique I. L. Caragiale. Mais, si le raisonnement du Président n'est pas moins incohérent et nébuleux que sa grammaire, les intentions en échange en sont particulièrement transparentes, au point que, loin de nous convaincre, M. Iliescu fait plutôt figure de manipulateur manipulé par sa propre ruse.

Et de quoi au juste veut-il nous persuader dans son message à plusieurs niveaux de décodage que, pour notre bonheur, il délivre – pour mieux faire comprendre l'assassinat du professeur Couliano ?

Tout d'abord, M. Iliescu veut nous faire croire que le professeur Couliano souffrait de la paranoïa. Cette maladie consistait très précisément dans le « dénigrement de son pays (d'origine, n.n.) à l'extérieur ». C'était donc une maladie politique. À partir de là, l'assassinat du professeur Couliano n'est plus un fait divers et, définie comme « comportement » politique blâmable vis-à-vis de l'État roumain, la « paranoïa » du professeur exilé se transforme en motivation du crime. « Le cas Couliano » prend dans la bouche du Président de la Roumanie la double valeur d'aveu publique, et de menace d'en faire autant et mieux encore si la punition exemplaire que

représente cet assassinat ne suffit pas à endiguer la maladie dont « l'ex-collaborateur de Mircea Eliade » donnait sans doute, à la suite de son maître, lui-même banni par le pouvoir de Bucarest, un si mauvais exemple...

L'équivalence entre délit politique et maladie psychique ne date pas d'aujourd'hui. Apprise, comme nombre de points forts de la doctrine communiste du pouvoir, à l'école du KGB, l'idée a été particulièrement fertile en Roumanie. Ceux qui ont vécu les internements forcés de l'ère Ceauşescu savent que la critique des dirigeants fait partie d'une gamme de délits psycho-politiques caractérisés, allant de la « manie obsessive » à la « trahison à la patrie » et du « dénigrement de la patrie » à la « paranoïa ». L'innommable, « l'odieux » – comme on a commencé à désigner l'ancien président, déchu et exécuté le 25 décembre 1989, pour s'en départager par une rhétorique aussi agressive qu'hypocrite – l'avait même codifié par le fameux décret n° 12 de 1965, en vertu duquel nombre de « malades mentaux dangereux » – « traîtres », « dénigreurs » et autres récalcitrants – ont été "soignés" de leurs maux dans les sections pour irrécupérables des hôpitaux psychiatriques roumains, lieux géométriques de la taule, du mouroir et du labo d'expérimentation de tortures.

Ce qui est nouveau et original est autre chose. C'est que le néo-communiste Ion Iliescu nous livre l'héritage politique de ses prédécesseurs et de ses maîtres sous couvert de… « réflexions d'un haut dignitaire américain ». Tout dignitaire américain doit, s'il n'est pas à la solde de M. Ion Iliescu – ce qui serait sans doute scandaleux – se sentir indigné de se voir attribuer des propos selon lesquels le professeur d'histoire des religions de l'Université de Chicago, ainsi que d'autres intellectuels d'origine roumaine vivant en Occident, souffriraient de la paranoïa, en entendant par ceci qu'ils « dénigrent leur pays à l'extérieur »... Au passage soit dit, cette formulation ne pouvait venir que de l'intérieur du pays en question, en l'occurrence la Roumanie, autrement on devrait comprendre que le haut dignitaire accuserait le professeur Couliano d'avoir dénigré les États-Unis quelque part dans le monde, par exemple, à Bucarest !...

Nouveau encore, mais pas du tout original, est que le pouvoir actuel semble avoir fait l'économie de l'étape du traitement psychiatrique, au profit du "traitement criminel", plus radical et plus efficace. Le malade n'était de toute manière pas sous la main, pour être soigné dans son pays natal, aussi fallait-il agir avec les moyens disponibles sur place : à Chicago il n'y a pas d'hôpitaux psychiatriques pour les opposants roumains, mais il y a suffisamment de révolvers...

Deuxièmement, le Président Ion Iliescu veut nous rappeler une leçon encore plus ancienne que la précédente, puisqu'elle date des toutes premières heures du communisme mondial : « la main longue de la révolution ». En effet, le professeur Couliano avait beau fait de devenir citoyen hollandais 15 ans auparavant, et de résider depuis 1985 aux États-Unis : la patrie-mère le revendique toujours, en ne consentant à lui révoquer – ô, l'amour inflétrissable ! – ni la nationalité roumaine ni la qualité de sujet à la correction pour son « comportement »...

L'emprise absolue que l'État roumain se croit avoir sur les personnes d'origine roumaine établies en Occident prouve une volonté totalitaire et défiante de toutes lois internationales, qui entend répartir la vie et la mort, où que se trouvent ses ex-citoyens. L'assassinat du professeur Couliano n'en est que la dernière, non pas la seule preuve, parmi les nombreux attentats meurtriers, échoués ou réussis, qui ont été perpétrés en Occident à l'encontre de réfugiés politiques roumains ou de naturalisés occidentaux d'origine roumaine, sur l'ordre personnel du chef de l'État roumain en fonction. Le Président Ion Iliescu pouvait s'appuyer, sur ce point encore, sur une tradition éprouvée.

Troisièmement enfin, M. Iliescu veut assurer – cette fois-ci, au nom de ce redoutable « nous » qui se légitime de lui-même et se dit émanant de la « volonté du peuple », inventé après coup (on y retrouve les tics du discours communiste « populiste » de toujours) – qu'il dispose actuellement du soutien d'amis sûrs en Occident.

Non seulement en Europe, mais jusqu'aux Etats-Unis. Ce qui ne devrait surprendre, lorsque son haut protecteur de l'Est, qui l'a d'ailleurs amené au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev, en dispose également, et à plus haut niveau encore... M. Iliescu, lui, n'est pas encore parvenu, aux Etats-Unis, au sommet, comme il l'a réussi par ailleurs, mais le soi-disant « haut dignitaire américain » lui suffit pourtant pour agiter, d'un air menaçant à peine voilé, ses "lettres d'introduction".

Car, s'ils sont nombreux, ces « hauts dignitaires » de par le monde qui se font avec autant de fidélité les porte-parole de « Nous-Iliescu », en nous livrant de leurs bouches les propres idiosyncrasies communistes du nouveau président roumain, nous autres, paranoïaques et dénigreurs, « traîtres » et « golani »[6], devrions comprendre une fois pour toutes qu'on ne peut publier impuni, peut-être même qu'on ne peut plus publier du tout, dans les médias d'Occident, des articles défavorables à l'adresse du pouvoir de Bucarest et de la manière dont il se dirige vers la « démocratie »... tellement originale...

Vu que cette marche est, en dépit des « difficultés », tellement irréversible qu'elle écrase – comme elle l'a fait dans « certains moments de l'histoire » auxquels se réfère le Président – toute contestation, et rend par avance passible de jugement psychiatrique, voire de « jugement par les balles », toute critique. Il y a des démocraties intouchables, sous peine de mort... Une mort, nul doute, des plus originale...

Il reste pourtant un doute quant à l'identité réelle du « haut dignitaire américain ». En s'empressant – porté, pensons-nous, par un zèle un peu excessif – non pas seulement de blâmer le professeur tué à Chicago, mais aussi de blanchir de toute accusation ses assassins présumés, l'illustre personnage anonyme semble ranger également sous le même délit – la maladie de paranoïa – les suppositions de l'ex-général Pacepa, « *comme qu'il voit, lui, la main de la Securitate dans son assassinat* » (du professeur Couliano, n.n.).

L'ancien chef du réseau externe de la police secrète roumaine, passé à l'Ouest en 1978 (auteur du livre incendiaire de révélations traduit en français sous le titre *Horizons rouges*), avait déclaré en effet au directeur du journal roumain *Lumea liberă* (Le monde libre) de New York : « *En aucun cas l'hypothèse de l'assassinat (du professeur Couliano, n.n.) par la Securitate ne doit être ignorée, vu le calibre intellectuel des attaques proférées par le professeur Couliano à l'adresse du régime néo-communiste de Bucarest* » (le journal suscité, n° 139, 1er juin 1991, p. 24, fin de colonne, dans l'article « Le non-sens d'un assassinat odieux », de Cornel Dumitrescu).

Or, ces déclarations, nous ne savons pas que le général Pacepa les ait faites aussi à une autre occasion que celle que nous venons de citer. S'il n'est pas une simple projection mentale de M. Iliescu (le seul cas d'ailleurs où s'expliquerait ce fait bizarre qu'il pense et parle comme le ferait le Président roumain lui-même), le « haut dignitaire américain » est donc non seulement un

[6] C'est de ce terme, *golani* (voyous), que le Président Iliescu avait qualifié les manifestants de la Place de l'Université, avant d'envoyer contre eux les hordes des gueules noires qui cachaient mal sous leur déguisement de mineurs les inévitables épaulettes d'agents de l'ex-Securitate.

roumanophone, mais aussi et surtout un lecteur exhaustif (et critique !) de la presse roumaine de l'exil, notamment du journal *Lumea liberă* ! On dirait même qu'il passe son temps à éplucher les colonnes de cette publication, peine qu'on comprendrait chez un abonné passionné, mais dont on verrait mal le sens chez un partisan si fidèle du pouvoir de Bucarest, en plus, « haut dignitaire américain ». À moins qu'il ait ceci justement pour mission, de dépouiller ce journal particulièrement virulent à l'adresse du néocommunisme roumain, pour y trouver et signaler avec indignation, avant les déclarations du général Pacepa, les articles du professeur Couliano lui-même, parus toujours dans *Lumea liberă*... Ou, dans le cas inverse, que ce ne soit l'Ambassade de Roumanie – ou le Président en personne – qui l'en ait informé, en lui passant au besoin, avec le diagnostic politico-médical à appliquer, les traductions des textes incriminés !

Quoi qu'il en soit de l'existence et du statut du « dignitaire » dont M. Iliescu nous dit transmettre les « réflexions », toujours est-il que le codicille concernant le général Pacepa nous fait apprendre une quatrième leçon. Est en effet un « exemple » de « paranoïa » aussi bien le professeur Couliano, qui avait attaqué la Securitate, que quiconque accuserait la Securitate de son assassinat.

Cela prouve de la part du Président Ion Iliescu une solidarité indéfectible avec la bien connue institution, qu'il s'empresse de défendre aussi farouchement qu'il accuse ses accusateurs. Où est-il passé, sommes-nous en droit de nous demander, à plus d'un an et demi de l'abolition officielle du communisme en Roumanie et de sa police politique, le discours de jusqu'à hier sur les méfaits de « l'ancienne Securitate » ?...

Après tout ce qu'il vient de nous livrer, M. Iliescu veut nous convaincre, en cinquième et dernier lieu, de l'innocence de la Securitate – qu'elle soit l'ancienne ou seulement la même, fraîchement rénovée sous un autre nom – dans l'assassinat du professeur Couliano, tout en nous dissuadant d'en penser autrement – sous peine de représailles psychiatriques ou... autres, peut-être... Impossible ! Il a réussi plutôt à nous persuader – si nous n'en étions déjà convaincus – non seulement que cette agence de mercenaires du crime qu'est toujours la police secrète roumaine a frappé une fois de plus, mais qu'elle l'a fait sur l'ordre personnel et exprès de "Sa Majesté Nous-Iliescu" en personne.

La logique et les craintes du pouvoir

Il faut avoir vécu et souffert sous son emprise pour savoir que ce type de non-logique existe, qui mise justement sur la difficulté d'être scrutée – tellement elle est obscure – et sur la déroute où elle met le bon sens – tellement sont dépourvues de sens ses raisons et ses actions. On passe en effet trop souvent de la difficulté légitime d'admettre l'irrationnalité du crime, au doute concernant l'identité des auteurs et, finalement, l'événement du crime en tant que tel. L'exemple des contestataires des chambres à gaz est concluant dans ce sens.

Les actions du régime de Bucarest, et surtout la répression sanglante de juin 1990, qui a conduit quand même à l'isolation diplomatique partielle et, sur le plan économique, quasi-totale de la Roumanie « post-communiste », comme l'assassinat, sur le sol américain, du professeur I. P. Couliano, n'ont sans doute pas de sens dans une logique politique normale. Elles ne s'expliquent que dans les sous-sols d'une pathologie totalitaire qui a ses propres raisons et méthodes, et qui profite justement de la déroute qu'elle peut induire dans tout esprit cartésien. C'est la ruse du fou – et le plus important levier de la manipulation.

Mais le fascio-communisme roumain, dont le Président des minéro-sécuristes et son Premier-ministre, Petre Roman [7] doivent être reconnus comme étant, respectivement, l'inventeur et le prophète, a lui aussi ses dupes à lui… Il suffit, s'imagine sans doute M. Petre Roman, de déclarer, un an après les massacres impunis de juin 1990, que ceci était « du passé », pour accréditer ainsi une sorte de prescription automatique (et si possible, anticipée) des crimes politiques. N'avait-il pas demandé aux États-Unis, juste avant et juste après l'assassinat du professeur Couliano, la clause de la nation la plus favorisée ? Il ne lui reste donc qu'à éliminer par avance ses adversaires politiques en déclarant, dix jours après la création du Parti de l'Alliance Civique, qu'en Roumanie « il n'y a pas une opposition structurée » !...

Car là est aussi le piège pour le pouvoir lui-même, lorsqu'il revêt cette forme de terrorisme d'État. N'en sont dupes que ses propres complices, actuels ou potentiels. Et en jouant la confusion entre ses craintes réelles – la population, les intellectuels, la monarchie – qu'il exorcise par les vertus de la langue de bois, ou dissimule par le crime, et des craintes fictives, invoquées là seulement où il lui faut détourner l'attention, ou agiter le spectre de ce qui pourrait être considéré comme un « plus grand mal » – l'« ancienne » Securitate, l'« extrême droite », les « irrédentistes fascistes » etc. –, le pouvoir de Bucarest risque de se retrouver lui-même la proie du chaos politique qu'il entretient, pour cacher justement son appui dans la Securitate, son évolution accentuée vers l'extrême droite, son irrédentisme nationaliste. Il continue ainsi, en fait, et porte même à un nouveau point d'apogée, le « communisme à la roumaine » prôné déjà par Nicolae Ceauşescu. Aussi l'actuel « despote éclairé » multiplie-t-il les organisations parallèles de diversion et répression trouvées â sa solde. Les leaders de la nouvelle « România mare » (« Grande Roumanie »), ancienne officine de presse de la Securitate, et ceux de la spécialiste déjà fameuse du matraquage appelée Vatra Românească (l'Âtre Roumain), sont les amis du Président. Mais Ion Iliescu et ses acolytes ne pourront, pas plus que le précédent Ubu de Roumanie, empêcher l'histoire de « se séparer d'eux, en riant ». C'est la dernière – la seule vraie d'ailleurs – leçon que nous ait laissée papa Marx !

Ioan P. Couliano avait scruté les ténèbres dans sa rubrique *Scoptophilia*, tenue pendant plus d'un an dans le journal de l'exile roumain *Lumea Liberă* (Le Monde libre) de New York. Et l'avait fait en grand railleur, en mettant à nu l'énorme, la ridicule bêtise du pouvoir totalitaire. Car les dictateurs ont ceci de commun, de s'imaginer qu'ils sont toujours plus malins que les autres, parce que notamment ces autres n'ont pas leur pouvoir. Bêtise entretenue, il est vrai, par celle, jumelle et complice, de tous ceux qui se contentent, pour leur confort mental et physique, de subir ce jeu, sinon d'y participer et d'en tirer profit. Mais les sans pouvoir en ont pourtant un autre – et dans leurs têtes tordues les dirigeants totalitaires s'en méfient et le redoutent plus que toute chose au monde : le pouvoir de penser.

Pour vouloir tuer les intellectuels, pour en avoir tué un des plus brillants qu'ait produits la Roumanie, le régime de Bucarest doit en avoir eu terriblement peur. Témoignage qui nous survit, la parole de vérité est à jamais redoutable. Et si on nous tue à cause d'elle, c'est qu'elle a déjà atteint sa cible.

Dana SHISHMANIAN, juin-juillet 1991

[7] Fils de Walter Roman, bien connu idéologue communiste et un des créateurs de la Securitate !

Ultimul reportaj din Jormania sau fiziologia unei tenebre

Se ştie că urmarea reportajului "Intervenţia zorabilor în Jormania" apărut sub semnătura de Jules Bilstik – pseudonim al binecunoscutului istoric al religiilor şi jurnalist politic de origine jormană Ioan Petru Culianu, urmaş spiritual al lui Mircea Eliade şi profesor la Universitatea din Chichigan, ucis de agenţii Secan-ului, securitatea jormană, la ordinele exprese ale repauzatului preşedinte Sarman, pe care profesorul îl caracterizase drept "fost dictator în continuarea lui Gologan" – n-a fost publicată niciodată; mai precis, numărul 37 al revistei *Asmodeus* pentru care se anunţa publicarea urmării cu pricina n-a mai apărut[1]. Cauza este, desigur, moartea precipitată a profesorului, pe care de altfel el o prevăzuse; mai mult, din chiar indicaţia autorului, textul anunţat – ce trebuia să completeze perioada zorabilor şi a "revoluţiei florilor", dezvoltată în primul reportaj, cu perioada "restauraţiei" maculiste în Jormania – urma să trateze între altele tocmai despre crima ce avea să-i pună capăt vieţii. Profesorul prevestea într-adevăr perpetrarea în străinătate, de către organele puterii neo-maculiste, a mai multor asasinate criminale împotriva unor personalităţi jormane ce participaseră la tentativa de democratizare, printre care – citäm – "neobositul Boba" şi Bostan, "foarte activ în propaganda împotriva regimului Bulan" alias Sarman-Maman; sistemul de aluzii onomastice folosit de autor se va lămuri mai departe. Or, printre aceste personalităţi s-a aflat, cum bine se ştie, însuşi autorul textului anunţat în prelungirea "Intervenţiei zorabilor", profesorul Ioan Petru Culianu.

Indicaţia cu pricina, promiţînd relatarea acestor asasinate, se găseşte la pagina 99 a dactilogramei unice, purtînd corecturile autografe, a manuscrisului volumului *Ruloul diafan* – inedit în versiunea originală, franco-engleză[2] –, care, printr-o dovadă de încredere ce mă onorează, mi-a fost încredinţată de familia profesorului. Am crezut de la bun început în veridicitatea acestei indicaţii, neapariţia textului promis în *Asmodeus* – revistă scoasă de profesorul însuşi şi ce, firesc, a murit odată cu el – nefiind nicidecum sinonimă cu inexistenţa lui. Printr-o coincidenţă fericită, solicitat fiind a identifica prin comparaţie provenienţa eventuală de la acelaşi computer a altor pagini conţinînd texte ale profesorului Culianu, am descoperit, urmînd firul unor ipoteze personale, textul de faţă, ce conţine – o, surpriză! – urmarea anunţată, crezută pierdută, la "Intervenţia zorabilor în Jormania". Adică, relatarea anticipată a crimei.

Deşi datorez, esenţialmente, această descoperire credinţei în puterea ocultă a lui Ioan Petru Culianu – ce, scriindu-şi necruţătoarele pamflete împotriva neo-maculismului jormanesc, avea perfecta conştiinţă că-şi oficiază sacrificiul – mărturisesc că lectura înfrigurată a paginilor de faţă, dezgropate de pe o dischetă scăpată, ca prin minune, jafului ştergător de urme ce a avut loc la locuinţa profesorului în chiar ziua crimei, m-a cutremurat prin clarviziune. Am înţeles că "darul profetic" cu care ne-a uimit – şi ce se confirmă tragic mai cu seamă în acest, fără îndoială,

---

[1] Cf. *Ioan Petru Culianu. Păcatul împotriva spiritului*, ed. Nemira, 1999, pp. 17-32. De fapt, acest reportaj fictiv – ce ar fi trebuit să aibă o urmare – face parte din volumul *La Collezione di smeraldi*, aperut în martie 1989 la Milano, ed. Jaca Book.

[2] Construirea volumului trebuie să fi început în decembrie 1986 şi să fi fost terminată înainte de decembrie 1989; manuscrisul dactilografiat, al cărui unic deţinător, în chip pe cît de nemeritat pe atît de fortuit, este chiar autorul acestor rînduri, se intitulează *Le rouleau diaphane* şi este scris în franceză, cu excepţia unei singure proze, scurte, în engleză. Prima ediţie tipărită este o traducere a acestui manuscris în italiană, apărută sub titlul *La Collezione di smeraldi*, Milano, Jaca Book, 1989.

ultim text – nu e decît lectura ultrapenetrantă a adevărului istoric, dat şi ne-dat, cu toate intenţiile, planurile, scopurile, manipulările şi sensurile ce-i stau în faţă şi în spate; această lectură apare ca anticipativă în măsura în care e demascatoare. Am mai înţeles de asemeni că tocmai aceasta a jenat cel mai mult, şi că profesorul şi-a atras condamnarea la moarte nu în primul rînd prin criticile sale, oricît de virulente au fost ele, ci, tocmai, prezentînd evenimentele din Jormania ca cinic joc de sfori trase de la Mascota (alias Maculburg), şi emersia neo-maculiştilor jormani – preşedintele Sarman şi acoliţii săi, Maman, Borcan &Co, ca şi Marşan, Merlan şi alţi Secani – ca simplă ieşire la rampă a unor sinistre marionete politice. Într-adevăr, ce era supărător la culme, insuportabil şi intolerabil pentru serviciile secrete ale viciilor şi crimei, era scoaterea la lumină a urzelilor lor de (l)ilieci orbi şi sanguinari, dezvăluirea planurilor lor manipulate şi manipulante vizînd reîmpilarea popoarelor sub jugul imperialismului sovieto-maculist; ce era insuportabil pentru ei, era tocmai această întoarcere pe dos a mănuşii tenebrei, "spionarea" ei în plină zi – ea ce credea a spiona totul din bolgiile împîclelii ei mintale; de neiertat era "scoptofilia" ca demascare.

Redau acest text mai jos, însoţindu-l de note explicative minimale, cu speranţa că publicarea lui va contribui acum, în ceasul al doispezecelea, la trezirea – sau retrezirea – unor conştiinţe. Sacrificiul lui Ioan Petru Culianu nu poate, nu trebuie să rămînă inutil – şi o a treia venire la cîrma ţării a lui Ion Iliescu, omul roşu de crime şi negru de fum, acum, în pragul unui nou mileniu, nu poate, nu trebuie să mai fie posibilă. O ţară nu poate fi condusă la nesfîrşit de asasini – sub pedeaspa de a-şi transforma *toţi* cetăţenii în asasini, adică în propriile victime. Dar atunci nu mai e o ţară, e un Piteşti.

Dar să dăm citire acestui reportaj fictiv prin care profesorul dă anticipat mărturie, cu mai bine de un an înainte, asupra crimei ce avea se fie comisă împotriva lui de regimul neo-maculist instalat după executarea lui Nicolae Ceauşescu, sub directa comanditare a urmaşului „odiosului", Ion Iliescu, nu mai puţin odios el însuşi[3].

«Cititorii îşi amintesc probabil, din reportajul nostru anterior[4], că victoria facţiunii pro-neo-maculiste a guvernului provizoriu instaurat pe timpul "revoluţiei florilor" în Jormania a antrenat exilarea, pentru a doua oară, a acelora din "grupul celor 22" care nu acceptau ideea vreunui compromis cu vechea ideologie, ba demascau, dimpotrivă, înclinarea spre un astfel de compromis – justificat de promotorii lui prin raţiuni de oportunitate şi stabilitate internă şi externă – ca dovedind de fapt apartenenţa acestora dacă nu la aceeaşi clasă politică, cel puţin la acelaşi "plan" de restauraţie maculistă ca şi neo-maculiştii înşişi. Cu alte cuvinte, afiliaţi sau nu la neo-maculism, toţi cei care-i argumentau şansele îi făceau jocul, şi într-un anumit fel,

[3] Autorul acestor rînduri ţine a menţiona, cu modestie şi cu mândrie în acelaşi timp, că mesajul autodemascator al Liliescului revelîndu-se însuşi drept comanditar al crimei, prin conferinţa de presă dată la radio Bucureşti pe 7 iunie 1991, este demontat şi demascat în mod exemplar în articolul „Mesajul cu adrese multiple sau viclenia nebunului", apărut în *Contrapunct*, nr. 45, 8 noiembrie 1991, pp. 3, 11 (şi reprodus de asemenea în prezentul volum antologic).

[4] **„**Intervenţia zorabilor în Jormania",în *Asmodeus,* nr. 36, noiembrie 1989, text reluat în volumul *Le rouleau diaphane* (titlu original, cf. mai sus). Postdatarea autorului – anul 2004 – nu e un simplu procedeu literar, ci operatorul semantic pentru lectura unor timpuri paralele. Dimpotrivă, *Asmodeus* e numele de cod al unei publicaţii curajoase, editate la New York, în care profesorul şi-a publicat, număr de număr, sarcasticele cronici post-decembriste sub rubrica intitulată *Scoptofilia*, între ianuarie 1990 şi decembrie 1990, pulverizind una după alta fantasmele post-maculiste jormaneşti şi dedesubturile lor securisto-kaghebiste.

chiar opozanţii declaraţi făceau parte din "plan". Un "plan" în care Jormania însăşi, ca stat, nu era decît un teren de încercare, o "experienţă avansată"; dacă reuşea – şi a reuşit, chiar peste aşteptări! jormanii contribuind în mod decisiv la acest succes, cu lipsa lor totală de solidaritate, cu pasivismul tipic şi auto-deresponsabilizarea obişnuită a individului ca şi a comunităţii, în faţa puterii de orice fel, a puterii de stat şi de partid mai presus de toate – avea să-şi exporte modelul nu doar în fostele „colonii" ale imperiului maculist, care tocmai se desprinseseră din acesta, proclamîndu-şi independenţa, dar şi în ţările limitrofe fostului imperiu maculist, adică, trecînd dincolo de frontierele fostei sale zone de influenţă în Europa; ceea ce s-a şi întîmplat. Şi imperiul maculist a renăscut, nu numai la "centru" dar şi la "periferie", recîştigînd, într-o primă fază, pe calea "democraţiei", a "independenţei naţionale" şi a "alegerilor libere", tot ce luase cu japca în urmă cu 50 de ani, pentru a putea reveni, într-o a doua fază, la metode mai clasice, militare, binecunoscute de secole – dar de data aceasta, în mod cu totul inovant, căci avînd un efect şi un impact îndelung pregătite printr-o solidă implantare economică maculistă în întreaga Europă, prin livrarea de materii prime. Ca principal furnizor de energie, în toate domeniile, imperiul maculist îşi va fi aservit Europa înainte chiar de a o ataca militar! Ba mai mult, legitimat astfel în ochii Europei, el va fi intrat în ochii Europei, va fi devenit Europa.

Am tratat cu altă ocazie teoria noastră după care însăşi aşa-zisa „cădere a maculismului" – faimoasă mai mult prin metafora ei, zidul lui Merlin, ce împărţea artificial un oraş, o ţară, un popor, în drepţi şi stîngi, decît printr-o efectivă transformare a societăţilor – a fost gîndită şi prevăzută în planul de extensie planetară a maculismului însuşi[5]*. O aparentă „cădere" deci – deja, chiar la nivel formal, foarte parţială la urma urmelor, Asia rămînînd un bloc sino-maculist compact, neclintit în regulile lui – ce nu era de fapt decît extinderea potenţială a frontierelor, nu ştergerea lor. Nu URSA se retrăgea în Rosia ei istorică (deşi umflată cu tot ce fostul imperiu maculist îşi putea adăuga, ciupind din toate părţile), ci frontierele istorice ale URSEI în faza ei cea mai extinsă se diluau în marea piaţă comună europeană, pe care efluviile de energie ale imperiului o invadau nestingherit, sub aplauzele entuziaste ale „beneficiarilor" capitalişti, încîntaţi de facticea lor abilitate şi mîndri de presupusa lor victorie: bieţi nebuni paranoici ai banului, precum ceilalţi, maculiştii, ai puterii brute! Cine păcălea pe cine, cine profită de cine...*

Cînd războiul va izbucni, şi va pustii Europa, se va vedea că şi unii şi ceilalţi s-au înşelat, unii pe alţii şi fiecare pe sine, şi că populaţiile luate ostatece vor plăti, ca întotdeauna, orbirea lor endemică, gregaritatea, fanatismul lesne inflamabil prin cîteva şfichiuri de bici „patriotice", lipsa de discernămînt, oportunismul laş, abandonarea lucidităţii şi a judecăţii proprii în coşul comun al propagandei – de-o parte sau de alta – precum Orwell a demascat-o atît de bine, în zadar. Scriitorii demască, înţeleg, avertizează, anticipă, scutură conştiinţele, dar acestea, de se trezesc, nu pot răsturna blocurile masive ale tenebrei în care masa se complace. Şi demonii ce le mînă tăvălug peste milioanele de urlători la comandă, carne de tun după ce au servit de hîrtie de vot pentru ştergerea la fund a potentaţilor propulsaţi preşedinţi, se vor înfrunta de la continent la continent şi de la ocean la ocean, cu flăcări uriaşe de diferite culori, ca vrăjitorii

[5] Într-adevăr, ideea apare într-unul din textele volumului original inedit *Le rouleau diaphane*, text pe care l-am menţionat mai sus, anume „Intervenţia zorabilor în Jormania", căruia, după cum am opinat deja, prezentul inedit îi dă replica, continuîndu-l.

din poveste, pentru ca totul să cadă în cele din urmă în haosul distrugerii planetare. Nu acesta e, de fapt, „planul" lumii? Al erorii care a zămislit-o şi care o duce la pieire?

Mitul gnostic mi se pare singurul adevăr, şi iată, îl trăim din nou, din plin, de data aceasta însă, poate, pînă la capăt. Ca o catastrofă necesară eliberării spiritului.

Iată de ce cred că mă vor ucide... Nu că aş reprezenta, prin persoana mea, vreun pericol pentru ei – nu am, în planul în care se desfăşoară atrocele lor nebunii, nici o putere, şi nici măcar vreo influenţă, în orice caz, nu la nivelul maselor asupra cărora îşi exercită ei acţiunea. Nici că, prin vreo hărăzire excepţională, teoriile mele orwelliene fals futuriste şi asimilabile cu utopiile negre ale autorilor de SF, ar risca cumva să-i tulbure, pe ei sau pe milioanele de imbecili ce-i slujesc – în chip de carne de tun, şi/sau de hîrtie de vot higienică, asigurîndu-le astfel terenul de joc economico-financiaro-fantapolitic şi, din ce în ce mai des, mai continuu, mai generalizat, de sadice experienţe belicoase cu tot felul de noi armamente tehnologic perfecţionate, adică tot de joc. Nu, ştiu că nu-i pot tulbura, şi că nu pot schimba nimic din destinul orb ce pare şi-l pregătesc cu osîrdie. Dar îi irită cîte un cap ce se iţeşte pe deasupra milioanelor de spinări curbate sau de umeri falnici purtînd însemnele lor demoniace: cîte un cap gînditor de capul lui... Îl adulmecă de la mii de kilometri, îl abhoră, îl ţintesc cu pistolul după ureche, oriunde s-ar nimeri el purtîndu-şi trupul firav ca pe un fir de păpădie vorbitoare, şi oricînd i s-ar năzări lui să lanseze vechea chemare a Gnosticilor: „Out of this world"... Îi irită şi le este insuportabil, mai mult ca orice, căci ei pot orice pe lumea asta, inclusiv s-o distrugă – ceea ce şi fac în cele din urmă – numai să împiedice ieşirea din ea, nu. Şi ce ei nu pot, e sursă de invidie viscerală, cauză de crimă justificată: vinovatul de „lèse-majesté-le-Diable, prince de ce monde", trebuie şi este, va fi, întotdeauna, pedepsit.

Numai că el a plecat deja... „Le moment où je parle est déjà loin de moi". Cînd mă vor ucide eu voi fi deja dincolo.»

Sfîrşind reproducerea acestui preţios inedit, ne întrebăm, firește, ce s-ar fi întîmplat dacă discheta ce-l conţinea ar fi fost descoperită de criminalii cambriolori şi transmisă comanditarilor crimei: desigur, nimic special... Doar că, perpetrîndu-şi opera de distrugere, tenebra ar fi înghiţit tot, pînă şi această urmă de trecere a spiritului prin lume. Or, o singură certitudine victorioasă e posibilă împotriva ei, dintotdeauna şi pentru totdeauna, în pofida tuturor cosmogoniilor făcute/desfăcute/refăcute de demiurgii succesivi ai iluziei: urmele de trecere a spiritului prin şi dincolo de ele sînt nepieritoare.

Iată de ce n-au putut ei găsi discheta conţinînd acest text... ea trebuia să ne fie transmisă nouă, celor puţini care năzuim, ca şi autorul *Ruloului diafan*, la acelaşi drum dincolo de lume.

Ambrosie Lambru

Stagiar la Institutul de Biblioteconomie al Academiei Jormaniei Noi

În luna lui ianuarie, în anul de graţie 2000

Dana ŞIŞMANIAN, mai 1996; mai 2022

Sofismele şi zoofismele puterii sau despre marote, superstiţii şi... zorabi

Există sofisme ce sfidează orice alogism şi pe care nici un Aristotel n-ar fi în stare să le clasifice, necum să le refuteze. Căci substanţa lor nu este mentală şi nici un scop ludico-intelectual nu prezidează la producerea lor. Substanţa acestor sofisme pe care le vom numi aici *zoofisme*, spre a le indica originea sub-umană, este forţa ca fapt, *libido* a agresivităţii brute, iar scopul lor – impunerea forţei ca drept, adică *puterea*. De unde cinismul dublu al zoofismelor, ce-şi bat joc de inteligenţă în aceeaşi măsură în care calcă în picioare voinţa de umanitate, împărţind potenţial indivizii umani în victime, complici, şi călăi.

Dar sînt zoofismele niscaiva demoni abstracţi, ce-şi consumă eventualul substrat umanoid – transformîndu-l, după caz, în obiect de devorare (victima), în hlamidă (complicele) sau în glugă-pe-ochi (călăul)? Într-un fel, da, sînt nişte "demoni", dar această viziune, fiind incompletă, riscă să fie falsă şi în consecinţă imorală, căci responsabilizează şi deresponsabilizează în acelaşi timp, în aceeaşi măsură şi fără distincţie, toate cele trei categorii: călăul nu mai e altceva, în acest caz, decît o victimă a zoofismului, ca şi complicele şi, mai ales, ca şi victima însăşi! *De fapt, acesta e şi zoofismul suprem, fiind totodată scopul suprem al tuturor zoofismelor: să ne convingă că nimeni nu e niciodată de pedepsit, pentru că nimeni nu e vinovat, toţi fiind în egală măsură şi fără distincţie vinovaţi şi nevinovaţi!...*

Vom refuza deci categoric o reprezentare prea abstractă a zoofismelor, ce riscă – aparent paradoxal – să le prea autonomizeze, într-un fel, să le întărească, şi vom recurge mai degrabă la o tratare concret-animalieră, mai adaptată, figurînd zoofismele drept instrumente biologice de intervenţie semi-automate, produse, dirijate şi puse în serviciul unor forţe oculte sau ce se cred astfel, a căror identificare nu trebuie însă să işte nici o ambiguitate. Căci autorii şi utilizatorii zoofismelor aparţin unor categorii caracterizate, inconfundabile, ce singure pot aspira la calitatea de zoofismogen: sînt călăii şi complicii lor (pasivi sau activi).

Precizare indispensabilă : zoofismogenia este întotdeauna şi prin definiţie responsabilă, căzînd integral sub incidenţa judecăţii morale şi, după caz, a dreptului civil şi penal, naţional şi internaţional; nici un autor sau utilizator de zoofisme nu se poate legal prevala de vreo deresponsabilizare în favoarea "boxului" vreunui "bopor"... sau vreunui "zeu" (invocînd ca alibi adagiul curat demagogic: *vox populi, vox dei*...).

Acum, că lucrurile au fost plasate într-un cadru deontologic, să le studiem mai îndeaproape ontologia. Dar mai întîi, avem un *ontos*, o fiinţă de studiat? Putem adică, privind zoofistul dînd cu bîta, jefuind sau sărind la beregată ca un vajnic zorab ce este – un binecunoscut istoric al religiilor a fost asasinat de zorabi tocmai pentru că le prevestise invazia şi le demascase stăpînii – putem, aşadar, zice bătrîneşte ca badea Ion scărpinîndu-şi căciula: "Asta ori e ceva, ori se duce undeva..."?

Să dăm cîteva exemple. Astfel, sarcina analizei ne va fi mai uşoară, şi mai ales, cititorul se va putea mai lesne asocia la cercetarea noastră.

Cele mai celebre zoofisme istorice emană – şi se va înţelege astfel titlul studiului nostru ce face apel la o analiză extrem de pertinentă a istoricului asasinat de zorabi (Ioan Petru Culianu, *Religione e accresciamento del potere*, în *Religione e potere*, Torino 1981) – din sfera autorităţilor religioase şi pretind a încarna *"vox dei"*. Iată unul, faimos între toate: *"Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens!"*.

Se va fi înţeles : zoofismul e zorabul verbal, adică verbul „sacramental” al crimei, zorabul însuşi fiind braţul ei „secular”. O crimă nu vine niciodată singură : ea e purtată de unul sau mai mulţi zorabi, şi obligatoriu precedată sau urmată, sau precedată *şi* urmată, după nevoie, de unul sau mai multe zoofisme. Zoofismul, ca şi zorabul, nu *sînt* ceva şi nu *se duc* nicăieri: zoofismul, ca şi zorabul, reprezintă pur şi simplu instrumentele crimei, şi ca atare nu au nici o autonomie de fiinţă şi mişcare înafara zonei de influenţă şi de acţiune a crimei ce le animă. Căci crima – “elementul crimei”, ca să ne referim la un celebru film al lui Lars von Trier – e, la propriu, “viaţa” lor.

Cum rămîne atunci cu călăii şi complicii (activi şi pasivi)? Simplu : ca autori şi respectiv coautori ai crimei, ei sînt patronii zorabilor şi manipulatorii zoofismelor. Dar în pasiunea lor nestrămutată pentru acestea din urmă – căci atunci chiar cînd călăul va ucide însuşi, fără mercenariatul vreunui zorab de serviciu, el nu o va face fără a invoca un zoofism, după cum complicele, mai cu seamă cel pasiv, nu poate literalmente trăi fără zoofismul de rigoare care să-l scoată erou... al “realismului politic” – în această dependenţă, ziceam, a autorilor şi co-autorilor crimei faţă de zoofisme, se ghiceşte o profundă şi înrădăcinată superstiţie. Aceea că, fără “acoperire” verbală, crima ar putea fi... descoperită. Ca şi cum ea nu s-ar vedea cu ochiul liber! Crima este astfel, în acelaşi timp, învelită în zoofisme, şi indicată de ele – căci, fără „vox”, „boxul” nud nici nu se mai percepe!

Zoofismul maschează crima, în ideea oarbă ce şi-o fac despre ceilalţi criminalul sau complicele lui, în aceeaşi măsură în care o impune în ideea ce şi-o fac ei despre ei înşişi. Astfel cinismul şi anxietatea se aliază secret în impulsul primar al zoofistului.

Şi nu fără temei anxietatea subminează zoofismul în măsura chiar în care brutalitatea şi cinismul par a-l consolida, punîndu-i un acoperiş gros. Căci temelia stă pe vînt, şi acoperişul verbal, în loc s-o camufleze, descoperă crima, pentru simplul motiv că, labil şi portabil, el “acoperă”, ca un infailibil şi unic semn de recunoaştere, chiar de la mare distanţă, mai multe “case”...

Marea greşeală a zoofiştilor este că supraestimează disponibilitatea indivizilor de a se aduna sub acoperişurile fabricate de ei. Şi mai ales, că subestimează nevoia generală a indivizilor de a ieşi sub cerul liber...

Dar această greşeală e inevitabilă, ca tot ce ţine de destin: zoofiştii au o mentalitate tipic concentraţionară, sînt în fond nişte cîrtiţe perfect claustrofile, şi cu cît închid şi se închid mai mult, cu atît se demască, aducînd, din punctul acesta de vedere, cu funcţionarii din *Procesul* lui Kafka... Dar, atenţie: un zoofist demascat muşcă, agresivitatea şi anxietatea nemaifiind mediate de cinismul verbal; **un zoofist demascat e un zorab**. El trebuie arestat fără întîrziere şi depus direct în faţa tribunalului penal de la Haga. Căci, ca zorab, zoofistul făptuieşte prin definiţie crime contra umanităţii. Pardon, **este** o crimă contra umanităţii!

Dana ŞIŞMANIAN, iulie 1996

Preşedinţi, şobolani şi lăcuste

Contextul social, economic şi politic actual din România alegerilor post-prezidenţiale cîştigate, ce-i drept, de Opoziţie, este atît de complex – ca să nu zicem încîlcit – încît cere, de la participantul la viaţa politică şi chiar, dacă nu mai ales, de la observatorul independent, pe de o parte o sagacitate excepţională, pe de alta, o multidisciplinaritate fenomenală pentru a fi cît de cît descifrat.

Sub presiunea evenimentelor, am optat, în vederea unei abordări globale dar eşantionînd mijloacele, pentru disciplinele zoologice. Se impun net, dacă avem în vedere invazia Capitalei de către şobolani, a livezilor sucevene, de omizile fluturelui argintiu, şi a cîmpurilor, de lăcustele stepei ruseşti.

Nu vom aborda totuşi decît în treacăt problema rozătoarelor, şi asta deoarece Capitala, ca şi cele mai multe burguri ale ţării, au bune şanse să fie complet debarasate de şobolani, după recentele alegeri municipale. Succesul deratizării nu e garantat în nimic, desigur, dar cu perseverenţă, curaj şi abnegaţie – căci e o luptă ca cea din *Ciuma* lui Camus – noii primari şi alegătorii lor vor reuşi. E un contract, deci o metodă, deci o disciplină.

Ce ne facem însă cu mănoasele cîmpii?... Sătenii nu au mijloacele tehnice de a combate invazia lăcustelor. Logistica, insuficientă, abia le permite să ia cunoştinţă de discursul puterii, nepermiţînd pătrunderea altor cunoştinţe; de altfel, pe acela îl simt literalmente în coastă, nici n-au nevoie de televizor pentru a-l audia, tot aparatul executiv local, pe loc şi hotărît să stea locului, îl exercită zi de zi şi prin toate mijloacele. Unde să se găsească atunci specialiştii în entomologie? Şi încă în entomologia lăcustei...

Şi totuşi, un bun simţ ţărănesc atavic ar trebui să le indice direcţia unei sănătoase dezbărări de paraziţi, oricre ar fi aceia. Dar încrederea noastră în bunul simţ a dispărut de mult... şi tot ce se întîmplă şi se va mai întîmpla în jurul nostru, în politicăria nozeabondă a României sau de aiurea, mai aproape sau mai departe de graniţele ei actuale, ne va, vai, întări în trista noastră constatare că omul, înainte de toate, îşi pierde simţurile, începînd cu cel olfactiv!...

Dana ŞIŞMANIAN, iulie 1996

Religie şi putere sau o sutană mai scurtă, un picior mai egal

S-a observat deja similitudinea profundă între metodele de guvernare politică practicate de actualul regim din decembrie 1989 încoace[1] şi cele ale comunismului incipient din România anilor 1945-1949, cu sorginte – fireşte – în "experienţele revoluţionare" ale bolşevismului rus din anii războiului civil şi imediat următori. Sînt metode de manipulare de masă prin diversiuni, înscenări, aţîţări, corupţie: false manifestaţii contra celor adevărate, "contra-revoluţii" inventate, "apărări-ale-revoluţiei" măsluite, conflicte inter-etnice, inter-confesionale, inter-profesionale etc. în întregime regizate, beneficii din furt, jaf autorizat, falimente frauduloase mai spectaculoase ca cele balzaciene, fraudă electorală masivă, aparat juridic şi poliţienesc redus la rolul de instrument al puterii politice. Totul montat la scară naţională şi cu cît mai multă desfăşurare de violenţă posibilă, în dublul scop de a impune şi de a legitima o anumită putere politică. Căci simpla impunere, cu forţa şi fără nici o mască, nu mai e suficientă spre a consolida avantajele economice şi politice pe care o astfel de putere le vrea deductibile dintr-o instalare dublu legitimată, prin "revoluţie" urmată de "vot democratic". O asemenea legitimare pe de altă parte este indisociabilă de impunerea cu forţa, căci lipsind funciar, ea trebuie construită... Cercul perfect vicios se învîrte la nesfîrşit între ciomag şi buletinul de vot. La nesfîrşit ?...

Caracteristica dovedită a cercurilor vicioase e că, în ciuda mizelor de infinitate ce se pun în ele, acestea sfîrşesc întotdeauna prin a... sfîrşi! Ce e dezolant, e că, inspirîndu-se cu atîta entuziasm din "experienţa revoluţionară a înaintaşilor", actuala putere mai crede încă, în ciuda evidenţelor istorice pe care le are sub ochi, în perenitatea acelor soluţii, pe care le reaplică cu un zel demn de revizionismul cel mai fanatic. S-a greşit, pare ea să spună, s-a greşit la aplicare, s-a greşit tocmai prin lipsă de consecvenţă, dar metodele sînt eficace, ele dau, trebuie să dea, vom face noi să dea rezultatele scontate! La limită, rezultatele scontate fiind, dacă nu menţinerea eternă la putere, măcar menţinerea atîta timp cît... setea de sînge să ni se mai potolească, şi buzunarele să ni se mai umfle!...

Diferenţa, singura diferenţă intrinsecă între impunerea şi consolidarea regimului comunist în ’45-’49 şi cele ale neo-comunismului actual – în afară de modificarea quasi-completă a contextului istoric şi geo-politic, fapt pe care tocmai actuala putere preferă sau încearcă să-l ignore – este una de retorică ideologică. Minoră, şi aceea, căci esenţialul retoricii ideologice e preluat, în ciuda renunţării formale, de la comunismul doctrinar. Minoră, dar semnificativă... Căci e în joc însuşi argumentul autorităţii, pe care se bazează totul, adică toată similitudinea, altfel nestrămutată, între cele două momente politice.

E vorba de alunecarea acestei retorici, de la argumentul autorităţii lui "box populi", fără a-l părăsi complet pe acesta – dimpotrivă, integrîndu-l în cel de-al doilea –, alunecarea deci, cu din ce în ce mai mult aplomb, spre nici mai mult nici mai puţin decît argumentul lui "vox dei". Ei da, asta e o inovaţie! Etapele glisării se pot urmări cu uşurinţă şi dovedesc labilitatea totală ca şi cinismul ambelor retorici. Să începem cu "poporul", adică cu... "democraţia".

---

[1] Acest articol a fost scris în iulie 1996, pe vremea preşedinţiei lui Ion Iliescu ; astăzi, la 4 ani distanţă, din nou în preajma unei campanii electorale avîndu-l pe «dinozaurul» comunist drept candidat – şi pe deasupra, în contextul mult mai periculos decît cel din 1996, al unui preşedinte rus criminal de război ca Putin omorîtorul cecenilor –, textul de faţă îşi dovedeste o actualitate, vai, foarte acută. De altfel, el iniţiază o linie de analize pe tema alianţei post-comunismului cu ortodoxia colaboraţionistă (vezi mai departe *Religie şi putere II, III*).

Într-adevăr, *"democraţia originală"* a domnilor Iliescu-Roman (căci ar fi nedrept să uităm realizările comune ale acestui frumos "consorţiu" numai pentru că între timp el s-a destrămat), nu se revendica ea de la vocea şi voinţa poporului cînd, înarmată cu bîte, răngi de fier, topoare, şi alte unelte de muncă mai mult sau mai puţin "minereşti", "eradica" dictatura primejdioşilor "golani" din Piaţa Universităţii, ce ameninţau cu... contra-revoluţia? Şi aceeaşi *"democraţie originală"* nu era ea proclamată de domnul Iliescu ca singur responsabil de această dată, drept *"mers ireversibil pentru că aşa vrea poporul român"* – ireversibil, evident, de vreme ce constînd din expedierea în moarte a lui Ioan Petru Culianu, *"profesorul ucis la Chicago, fost colaborator al lui Mircea Eliade"*, ca reprezentînd *"dintre toate cazurile de paranoia (...), varianta (...) cea mai gravă",* pentru că *"este un exemplu despre un astfel de comportament al unor cercuri româneşti din străinătate (...) care denigrează ţara în afară"* ?

Poporul-la-stînga, poporul-la-dreapta, poporul-la-mijloc, Poporul cu majusculă, Poporul-Român: această gamă revendicată cu furie explică perfect numele expeditorilor diverselor scrisori de ameninţare cu moartea la adresa unor *"paranoici"* precum Ioan Petru Culianu ce *"denigrează ţara în afară"*, sau numele zeloşilor apărători cu bîta ai neamului ameninţat la Târgu-Mureş, precum şi numele vajnicilor apărători ai "revoluţiei" ce urlau pe străzi: *"Moarte intelectualilor!"* şi *"Noi muncim, nu gîndim!"*... Aceste nume, anonime, colective şi abstracte dar făcînd să ne crească pieptul de mîndrie patriotică şi istorică, sînt: *"Vatra Românească", "Fiii lui Avram Iancu", "România Mare", "Minerii din Valea Jiului", "Frontul Salvării Naţionale",* şi tot ce răsună într-una din aceste tonalităţi eroic-soteriologice, pe tot "spectrul politic" de la infraroşu la infraverde – numai naţional, popular sau rrromânesc să fie...

Iată însă că de la un timp "poporul" nu mai ajunge, autoritatea argumentului "democratic" apare din ce în ce mai fragilă în ochii puterii. Poate pentru că poporul nu se mai lasă cu aceeaşi facilitate împrumutat, ba riscă chiar să ceară socoteală pentru crimele comise în numele lui. Şi atunci, cînd se cere suspendarea din funcţie a preşedintelui şi anchetarea crimelor "minerilor" săi, a cui autoritate mai poate fi invocată de către putere – de data aceasta, în faţa şi, la nevoie, împotriva poporului însuşi ? A religiei! Hocus-pocus, "răsturnarea" e doar în aparenţă una, în fapt, e vorba de o simplă schimbare de cod. Se practică la toate casele, mai mult sau mai puţin regulat, din raţiuni de securitate...

Dacă într-o primă fază, codul securităţii se inspira din registrul laic, acum, fără a părăsi tonalitatea naţională dimpotrivă, îngroşînd-o, el trece în registrul sacru. Totodată, se sublimează. Nu mai e vorba propriu zis de Popor, nici de Poporul-Român, ci de Tradiţie, de Credinţă, mai precis, de credinţa-strămoşească, de tradiţia-românească, de ortodoxia-românească. Şi atunci, numele anonime, colective şi abstracte ale zeloşilor apărători de diverse cauze devin – era de aşteptat – *"Un-grup-de-fideli-ortodocşi", "Credincioşii-Bisericii-Române-Ortodoxe", "Tinerii-seminarişti-ortodocşi"* sau, mai organizat deja, cu ceva de ordin cavaleresc-monastic, *"Frăţia Ortodoxă Română"...*

Trecem astfel de la "democraţia originală" la o "teocraţie" tot astfel. E mai sigur. Dumnezeu are mai puţine şanse de a reclama vreunui parlament suspendarea din funcţie a vreunui preşedinte, sau, baremi, a vreunui coleg corupt, de a face greve şi manifestaţii antiguvernamentale, sau de a vota masiv contra vreunui partid şi a candidaţilor săi. Îl putem ambarca la ce vrem, de vreme ce Patriarhul bisericii e cu noi... Şi cum să nu fie, cînd a fost şi cu... precedentul? cu "odiosul" ? Şi cum să nu fie, cînd noi apărăm cu bîta bisericile devenite ortodoxe împotriva credincioşilor greco-catolici ce vor să-şi recupereze, legitim şi legal, locaşurile de cult confiscate de regimul comunist în 1948 ? Cînd noi umblăm, şi în pelerinaj

personal, şi prin intermediari, şi cu jalba, şi cu pumnii mardeiaşilor, să "rataşăm" biserica ortodoxă română din Paris la Patriarhia ţării mume sau măcar la o patriarhie vecină şi prietenă ? Cînd noi protestăm, prin aşa de prompt inventata "Frăţie ortodoxă română", împotriva martorilor lui Iehova cărora tot noi le-am dat autorizaţie să se instaleze în căminele studenţeşti, ca să chemăm mai apoi, tocmai, pe tinerii credincioşi la cruciada "contra păgînilor" ?...

Aşa se pregăteşte noul fundamentalism, prin trecerea fără ruptură de la "apărarea revoluţiei" la "apărarea religiei strămoşeşti". Doar şi alte fundamentalisme şi integrisme religios-politice – exemplul e bun de urmat oriunde e găsit – aliază "revoluţie" şi "vox dei"...

Deloc deosebită în tehnica ei organizatorică de precedentele înscenări de tipul "mineriadelor" sau a violenţelor inter-etnice de la Târgu-Mureş, cea care se pregăteşte în jurul congresului internaţional al iehoviştilor[2] are în plus, pe lîngă schimbarea de registru "spiritual", o acuzată latură materială. Nu e contradictoriu – de ce să fie? Corupţia participă din ce în ce mai legitim la guvernare... Închirierea localurilor (cu necesara dare afară a studenţilor înainte de vacanţă) nu se va fi făcut pe gratis; nici eliberarea de autorizaţii de tot felul. Martorii lui Iehova trebuie să fi umplut binişor anumite buzunare, personale sau de stat, sau şi-şi. Care buzunare de stat – aşa mizilic – trebuie că beneficiază deja de surplusul provenit din plata anticipată a chiriei de către studenţii evacuaţi înainte de termen. Dar, ce sacrificii nu merită să faci cînd eşti tînăr şi "Frăţia ortodoxă română" te îndeamnă să intri cu încredere în rîndurile ei, ca să lupţi împotriva "păgînilor"! Trebuie – religia strămoşească e în joc! – să te laşi jecmănit de puţinul tău de bursă sau ajutor familial, şi exclus din cămin, ca să poţi în schimb participa la o aşa de sfîntă cauză...

Dar nu răsar toate aceste "fronturi", "vetre", "fii" şi "fraţi" mai spontan ca ciupercile, nu doar după dar chiar înainte de ploaia marilor schimbări pe care puterea îşi închipuie a le manevra în chip exclusiv, arogîndu-şi vocea şi votul atît popular cît şi divin?

În perspectivă istorică, recurenţa unor fenomene de debut al unui regim politic nu poate avea decît un singur sens : de simptom al sfîrşitului. Un regim îşi repetă tehnicile de instalare cînd, tocmai, pierzînd teren masiv, tinde cu disperare să se reinstaleze : e un reflex de supravieţuire. Sau de senilitate. E convulsia agonică a monstrului (neo)comunist. Corupţia şi fundamentalismul sînt ultima, cea mai neputincioasă, armă aruncată în această zbatere fără speranţă, dar care – atenţie! – poate încă provoca victime şi face să curgă sînge. Fraţi golani, nu vă lăsaţi pe mîna "Frăţiei ortodoxe"!

... Care este diferenţa între o poliţie secretă? Are o sutană mai scurtă! Dar între o "Frăţie ortodoxă"?... Are un epolet mai lung.

Dar între o poliţie secretă şi o găină? O sutană mai scurtă, un picior mai egal...

Dana ŞIŞMANIAN, decembrie 1996

---

[2] Aflăm din ultimele ediţii că congresul iehoviştilor nu s-ar mai ţine, dar că, paradoxal, propaganda continuă în toată ţara împotriva acestui... *"cult satanic anticreştin"*, manifestele de chemare la luptă împrumutînd numele unor asociaţii ortodoxe existente sau inventînd altele, şi neuitînd să sfîrşească cu *"Să ne ajute Dumnezeu!"*. Probabil că rugăciunea este ascultată – inclusiv în latura materială, de vreme ce o forţă înaltă şi ocultă garantează eventualilor participanţi la cruciadă deplasarea gratuită...

Religie şi putere (II). «Dacă voi nu mă vreţi, eu vă vreu!»

Există un curios concept al caracterului naţional al unei instituţii în România. Se auto-proclamă «naţională», şi pretinde a fi legiferată astfel, instituţia ce asumă direct sau indirect puterea. «Naţional» înseamnă, pur şi simplu, ceea ce se impune cu forţa. Astfel, dacă armata a reprimat în decembrie 1989 sau în iunie 1990, se cheamă că armata e o instituţie naţională. Nu acea armată care s-a alăturat manifestanţilor, să ne înţelegem bine, nu aceea e «naţională», ci cea care a tras în tinerii de la Timişoara şi din Piaţa Universităţii. Nu protestează ea, ca probă de cît de naţională este, că-i sînt condamnaţi generalii pentru crimele comise împotriva manifestanţilor din decembrie 1989 ? Şi cine se mai poate îndoi că-i vorba de chiar Armata Naţională, de vreme ce protestează prin chiar capul ei suprem, Ministrul Apărării Naţionale ! Nu tot ea, armata, a protejat, sub acelaşi cap al apărării naţionale, hyper-naţionala... mineriadă a 5-a din ianuarie 99 ? Nu ameninţă ea, prin acelaşi ministru de iliescană amintire, Babiuc, că face grevă de la... apărarea naţională, pentru că-i sînt demascaţi «apărătorii» Stănculescu şi Chiţac ? Fiind în aceasta nu doar atotnaţională, ci şi inspirată de duhul sfînt, de vreme ce şi biserica ortodoxă la rîndu-i face grevă de la diriguirea duhovnicească a naţiunii, în semn de protest la nerecunoaşterea atotnaţionalismului teoctistiei sale...

Iată de ce armata şi biserica sînt proclamate instituţiile cele mai naţionale, şi ca atare sînt, zic anumite sondaje, plebiscitate de naţiune: au capii cei mai preţioşi, de aceea de îndată ce autocefalii ameninţă cu greva, naţiunea se topeşte de remuşcare şi nu se opreşte din plîns pînă nu-i aduce înapoi ! Aşa reveni teoctistia sa la patriarhie după căderea stăpînului Ceauşescu, să ne construiască acum Catedrala neamului în locul, fireşte, al multelor biserici dărîmate sub preafericiţii săi ochi. Nu lipseşte decît Rînjetul pentru ca trinitatea să înşface definitiv naţiunea : dar vie şi el, revie, Iliescul la preşedinţie... Alianţa-i gata, guvernul militaro-teocratico-minerist e gata compus, nu aşteaptă decît... lovitura de stat – sau de teatru, e tot una în România –, căci în alegeri nu mai poţi avea încredere în zilele noastre, cînd «naţiunea» e în pericol de a fi nealeasă de masa alegătorilor! Între timp, îi mai tragem un sondaj, în care 300 la sută din naţiune să sprijine întreita «naţiune» a baionetei, potcapului şi a răngii... Astfel sîntem siguri că la o adică putem şi dovedi Occidentului, cu procente, că naţiunea ne-a întreit chemat s-o salvăm de ea însăşi, şi am întreit venit, mult mai repede decît... Americanii! Iată de ce ne grăbim să ne mai frontuim oleacă întru cauza Salvării Naţionale....

Căci tot ce-i naţional în România poartă baionetă, potcap sau rangă, şi tot ce poartă baionetă, potcap sau rangă e nesmintit naţional. Această logică, preluată creator de la «dictatura proletariatului» şi extinsă omogen de la infra-roşu la infra-verde, face din totalitarism cea mai «naţională» formă de regim politic.

Să analizăm puţin situaţia, istoric.

În vara lui 1996, bine înainte de faimoasele alegeri ce ne-au adus neodemocraţia la putere, neocomunismul în floare flirta deja în public, de mai bine de 6 ani, cu teoctistodoxia, pe terenul comun, de duhovnicească comuniune, al apartenenţei la securitate a multor «cadre» de partid, de stat şi de... biserică. Teren bine pregătit încă de «odiosul», ba chiar cu mult înainte, de tătucul «odiosului», Dej, după modelul moşului Stalin (cf. revelatorul roman al lui Volkoff «Le trêtre», jucînd pe parţiala omonimie traître/prêtre). Teren bine exploatat de urmaşul Ion Iliescu, «despot luminat» şi «democrat original». Aveau tot timpul loc, în acei ani, atacuri cu bîta ale hăndrălăilor «seminarişti» şi alţi «fraţi» ortodocşi, împotriva uniaţilor greco-catolici, spre a-i

împiedeca să reintre în bisericile ce le fuseseră confiscate cu japca în 1948. Or, fapt semnificativ, urma să se ţină în august 1996 la Bucureşti un congres mondial al iehoviştilor, simultan agreat şi boicotat de putere – agreat via buzunare bine umplute cu bacşişuri de toate valutele, boicotat via frăţii ortodoxe dedate la ciomag –, congres ce finalemente n-a mai fost autorizat, fără îndoială, pentru că scopul fusese deja atins.

Am arătat într-un articol scris în iulie 1996 ce-a fost publicat după alegeri, în ianuarie 1997[1], că această alianţă neocomunisto-teocratică reprezintă o schimbare de retorică majoră în strategia generală a comunismului, marcînd o paranoie nouă: trecerea de la arogarea lui «vox populi», la arogarea lui «vox dei». Nu mai era rentabil a se autoproclama de la «popor» – mai ales că acesta dădea semne de oboseală, ceea ce s-a şi confirmat la alegerile din noiembrie 1996, cît pe ce să trebuiască a fi falsificate, dacă pactul constantinescian-măgurean nu intervenea la timp spre a salva simultan neodemocraţia şi securistocraţia. Puterea neocomunistă începea a se autoproclama public, fără reticenţe, de la Dumnezeu în persoană. Care risca mai puţin să trebuiască a fi falsificat la voturi, nevotînd Sfîntul de loc.

Această enormă rentabilitate a crescut cu anii, mai ales că după 1996 pactul s-a extins: toţi planeţii puterii, de aproape sau de departe gravitînd, au cădelniţat în jurul Teoctistiei sale, fără a se jena că preasfinţia sa era, precum moaştele în raclă, moştenită gata îmbălsămată de la «odiosul» dărîmător de biserici – pe acea vreme, a odiosului adică, nu se ajunsese încă, ce-i drept, la conceptul de «biserică naţională»... convertirea era incipientă! Dar între timp... Toţi politicienii de la ex-opoziţia prezidenţiată la ex-preşedinţia opoziţionată jură pe Catedrala neamului, împreună cu marele teoctitor însuşi, convertit de la de-ctitorit. Aşadar, domnul Constantinescu n-ar avea la drept vorbind nici un cuvînt ca să refuze teoctodoxiei rîvnitul, inventatul statut de «biserică naţională».

Probabil însă că anumite instituţii mai puţin « naţionale » în ochii românilor din sondaje – precum justiţia, cea mai antinaţională de vreme ce-i condamnă pe generalii naţionali, sau niscaiva organisme legislative, la fel de antinaţionale de vreme ce nu înţeleg originala coaliţie dintre potcapul cu epoleţi şi bîtă – au socotit că în nici o ţară democratică din lume nu există legalizarea conceptului de naţional, ca atribut exclusiv al unei instituţii cultuale, cu excluderea altora. Căci a declara prin lege, în speţă, legea cultelor, biserica ortodoxă drept «naţională» – prin delimitare implicită de celelalte biserici şi culte reglementate de legea în speţă, ce sînt astfel prin definiţie excluse de la recunoaşterea naţiunii, chiar dacă nu sînt explicit declarate în afara legii –, constituie un act grav de discriminare, un abuz şi o manipulare cinică a opiniei, un atac de fond la drepturile şi libertăţile fundamentale ale omului, de la care se revendică constituţia şi legislaţia oricărei ţări democratice din lume de vreo două sute de ani încoace.

Dar cine a pretins că România face parte dintre aceste ţări? Noi, nu; protestatarii, greviştii cu bîta, reclamatorii atotnaţionalismului de drept divin, da. Nu sînt ei toţi democraţi originali? Atît de originali, că astfel de legiferări ale unei religii şi biserici ca «naţională» nu-şi găsesc decît un singur model pe glob : integrismul islamic. Cu această simplă vocabulă aparent anodină

[1] *Religie şi putere sau o sutană mai scurtă, un picior mai egal*, în *Vatra* nr. 1, 1997, pp. 21-22. Prezentul articol, apărut la rîndu-i în *Vatra*, nr. 11/1999, precum şi în *Dorul*, nr. 4/2000, se înscrie în prelungirea aceluia şi intră într-o serie de analize pe această temă, inspirată de binecunoscutul eseu al lui Ioan Patru Culianu *Religione e accrescimento del potere,* în *Religione e potere,* de G. Romanato, M. Lombardo, I. Culianu, pp. 173-252, Torino : Marietti, 1981.

şi în realitate lipsită de orice fundament real, România basculează, din retorica democraţiei originale, în retorica fundamentalismului teocratic, iar sutanele securiste se revelă drept ceea ce sînt : nişte talibani.

Binecunoscutele alianţe ale BOR-ului cu PDSR şi alte instituţii naţional-securiste se proclamă astfel la lumina zilei, numitele instituţii, cu Ion Iliescu în frunte, sărind vajnic împotriva oricui ar persista în a nerecunoaşte dreptul la bîta naţională al tiarei teoctocratice. Căci aceasta – zice Iliescul naţional – nu e «*subordonată unor centre dinafara graniţelor*», ca bisericile romane vezi bine, ci... «*e singura biserică din România a cărei conducere se află în ţară*». Cum să nu, are dreptate Iliescul, BOR-ul nu răspunde decît conducerii securistocraţiei naţionale, cum să nu fie el naţional ! Pe cînd alţii... altele... nu doar că nu îşi au conducerea «înăuntru», «în-ţară», dar «înafara graniţelor» riscă să prezinte o imagine nu tocmai măgulitoare a... «înăuntrului». Iar asta, curat vorbind, nu e... «naţional» !

Ca de pildă Ioan Petru Culianu, «*profesorul ucis la Chicago, fost colaborator al lui Mircea Eliade»,* care suferea – ne revela pe 7 iunie 1991, într-o conferinţă de presă, pe atunci preşedintele Iliescu – de «*cea mai gravă variantă de paranoia, pentru că este un exemplu despre un astfel de comportament al unor cercuri româneşti din străinătate care denigrează ţara în afară*»... Într-adevăr, Ioan Petru Culianu «denigrase» demascînd, după mineriada din iunie 1990, întreita alianţă a securităţii – inclusiv în semi-deghizarea minerească –, ierarhiei bisericii ortodoxe şi extremei drepte cuibărite în instituţiile militare şi para-militare «naţionale». Or Iliescu acuza pe profesorul Culianu de «*cea mai gravă variantă de paranoie*» constînd din «*denigrarea ţării în afară*», la doar două săptămîni de la uciderea acestuia, pe care o pomeneşte cu neascunsă satisfacţie. Ca să ia aminte cine mai îndrăzneşte să sufere vreodată, «*înafara graniţelor*», de antinaţionala boală a criticii... «*conducerii din ţară*» !

Ţinem să asigurăm pe impenitentul re-re-candidat la «*conducerea din ţară*» a Ku-Klux-Klan-ului ortodox – formula e preluată din titlul unui articol al lui Culianu – că lecţia a fost reţinută: n-am uitat, şi am înţeles. Am înţeles cine a comanditat crima perpetrată împotriva profesorului Culianu[2]– crimă pe care urdorile vecevadimiste publicate în *România Mare* din 28 februarie 1992, abjecte variaţii pe tema furnizată de preşedinte în conferinţa de presă sus-citată, aveau să o urce la isterice praguri de apologie.

În contextul alianţei cu partidele neo-comuniste şi cu armata, în contextul exacerbării, ca în primii ani ai dictaturii comuniste, a autoritarismului « dinăuntru » împotriva oricărei critici « dinafară », în contextul categorisirii acesteia din urmă drept « *gravă variantă de paranoie* », declararea BOR-ului drept « biserică naţională » reprezintă un avans îngrijorător spre o nouă formă de totalitarism. E panta ce duce direct la reînvierea proceselor de vrăjitoare caracteristice anilor de după 1948, dintre care, cum se ştie dar se ocultă, o bună parte a vizat clerul şi comunitatea bisericilor neordodoxe, tocmai pentru că erau nemanipulabile de... « conducerea din ţară » pe care o exaltă încă, în cel mai pur stil stalinist, dinozaurul Iliescu după o jumătate de veac de infern din care nu mai ieşim[3].

---

[2] Am analizat conţinutul şi implicaţiile conferinţei de presă a lui Ion Iliescu din 7 iunie 1991 în articolul *Mesajul cu adrese multiple sau viclenia nebunului*, apărut în *Contrapunct*, n° 45, 8 noiembrie 1991, pp. 3, 12.

[3] Sorgintea stalinist-KGB-istă a «coabitării» între comunism şi biserica ortodoxă – după o primă perioadă de prigoană anticlericală, din epoca Lenin-CEKA – este indiscutabilă, ca şi «argumentele» acestei coabitări,

Mai mult decît atît, pretenţia BOR-ului de a fi declarată biserică naţională, invocînd pe deasupra istoria naţională, e o cruntă, sfruntată răsturnare a adevărului istoric. Această instituţie este, cel puţin de 55 de ani încoace, tot atît de puţin naţională pe cît a fost regimul comunist de import pe care, timp de 45 de ani, l-a servit cu cea mai deplină fidelitate, furnizîndu-i nu doar potcapuri votante în Marea Adunare – firește, Naţională – şi odăjdii cădelniţătoare de rugăciuni de viaţă lungă în bisericile la fel de naţionale, ci, ceea ce-i mult mai direct eficace, limbi, spioni de spovedanii şi de taine, propagandişti, mardeiaşi, gardieni, vînzători de oameni şi pîngăritori de suflet. A se declara biserică naţională, pe cadavrele adevăraţilor preoţi rezistenţi – între care mult prea puţini ordodocşi, faţă cu proporţia majoritară a fidelilor pe care altfel o afişează cu aplomb – şi pe temeliile furate ale bisericilor, minoritare ce-i drept, dar care au slujit cu adevărat interesele naţiunii, rezistînd pînă la martiriu şi dincolo de martiriu tăvălugului comunist, e încă o cinică bătaie de joc, un criminal dispreţ pentru victimele rezistenţei veritabil naţionale. Nu biserica ortodoxă, pentru care autocefal înseamnă autocratic – în acelaşi fel în care suveran înseamnă totalitar şi neingerinţă, impunitate, pentru regimurile comuniste şi neo-comuniste –, ci bisericile romane româneşti, cea catolică şi cea greco-catolică, au reînviat, au purtat şi poartă, şi nu doar de 55 de ani ci de trei secole încoace, aspiraţia naţională cea mai profundă şi credinţa originară a românilor, ***smulgîndu-ne mîlului slav în care ne-am zbătut purtaţi de presiunea imperiilor***.

Trebuie oare să dăm exemple ? Să comparăm atunci credinţa monseniorului Todea, episcopul greco-catolic ale cărui picioare s-au transformat în butuci vii încarnînd cătuşele în cei peste 20 de ani de temniţă comunistă, cu credinţa fostului torţionar de la Piteşti şi de la Gherla, emulul monstruosului Ţurcanu, devenit peste noapte «preotul opozant» Calciu, şi peste altă noapte, ca urmare a altei secrete convertiri, agent de influenţă al regimului neo-comunist în Occident – pentru a se inventa acum, retroactiv, nici mai mult nici mai puţin decît... co-fondator al mişcării pentru drepturile omului din 1977! Această enormitate a fost difuzată la Televiziunea Română în aprilie 1998, în cadrul unei emisiuni istorice, altfel onorabile, dedicate mişcării lui Paul Goma, emisiune intitulată, tocmai, *Memorialul durerii* – şi declaraţia frauduloasă a fost auzită de milioane de oameni ce, fie că aveau, fie că nu aveau cunoştinţă de adevăr, au fost astfel manipulaţi în sensul celei mai neruşinate minciuni ce-a putut fi inventată de 55 de ani încoace[4]. Veritabilul fondator al mişcării pentru drepturile omului în România, scriitorul Paul Goma, trebuia ocultat, uzurpat de un impostor ce nu se aflase nicidecum printre semnatarii apelului, iar acţiunea unică a lui Paul Goma, trebuia... «recuperată», şi nu oricum, ci sub chiar înalt-potcapul ex-torţionarului de la Gherla, închisoare pe unde tocmai trecuse scriitorul însuşi ! Aşa devine Biserica Ortodoxă Română «naţională», schimbînd bîta pe potcap, şi falsificînd memoria acestui popor.

Atîta timp cît Teoctist, Calciu şi cei ca dînşii vor continua să pîngărească cu minciuni istoria vie şi încă sîngerînd de răni a acestei jumătăţi de secol, refuzînd să ia partea victimelor

---

constînd în a opune biserica manipulabilă dinăuntru, comunităţilor religioase independente, acuzate de susţineri străine – de unde procesele de «spionaj» (a se vedea *Le livre noir du communisme*, ed. Robert Laffont, Paris, 1997, pp. 285-286). Or, aceleaşi «argumente» sînt re-folosite astăzi de stalinist-kaghebistul Ion Iliescu.

[4] Toate elementele istorice şi contextuale necesare pentru demascarea acestei sfruntate înscenări televizate sînt date şi comentate de Paul Goma în ultimul său Jurnal (*Jurnal de apocrif*..., VI, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1999, pp. 150-159).

represiunii totalitare şi pactizînd cu călăii – ca la mineriada din iunie 90, cînd nici un membru al ierarhiei ortodoxe n-a protestat împotriva barbariei, crimelor şi violurilor –, Biserica Ortodoxă Română nu poate privi în ochii naţiunii, necum a pretinde la... recunoaşterea vreunui atribut «naţional». Atîta timp cît Teoctist, Calciu şi cei ca dînşii vor continua (sau doar veleita) să uzurpe scaunele bravilor şi sfinţilor Varlaam, Dosoftei şi Antim Ivireanu, ei nu pot nici măcar pretinde a reprezenta biserica ortodoxă română, necum biserica ortodoxă română ca biserică «naţională». Căci aceia, la vremea lor, au întors, pe cît au putut în condiţiile istorice date, memoria neamului la origini, eliberînd-o de chingile de import, pe cînd aceştia o pervertesc fără scrupul. Aceia au fundat naţiunea, aceştia, o surpă.

Iată însă că biserica din Boţeşti, ce trebuia să fie sfinţită de preafericita teoctistie naţională duminică 12 septembrie, declarînd preateoctistia sa "grevă" în semn de protest că guvernul nu a aprobat încă formula de «biserică naţională» în proiectul de lege a cultelor, această nefericită biserică deci, ea singură între toate, deşi Biserică, deşi Ortodoxă, şi deşi Română, fără tăgadă, nu este totuşi, nu poate fi, o... biserică naţională. Păi cum să fie, dacă preacapul bisericii naţionale a refuzat s-o sfinţească ?! *Quod erat demonstrandum*.

Precedentul e făcut. Tot ce preateoctistia sa nu va agrea, nu va fi naţional, şi deci va fi pedepsit cu afurisirea, iar mai sigur şi mai înainte de toate, cu bătaia, ca maicile ce au denunţat abuzuri în ţară sau, înafara ţării, enoriaşii ce s-au plîns de preotul securist şi corupt, episcopului manipulat de patriarhie. Dealtfel noi ştim prea bine, din istoria îndelungată a ortodoxiei imperiale bizantine şi apoi ruseşti, ce înseamnă excluderea ortodoxă. Personal aş evoca un semnificativ dialog cu un preaortodox, preot fireşte, ce nu că a refuzat absoluţiunea la spovedanie – asta n-ar fi nimic – dar a ameninţat cu anatema, pentru, citez, «*cea mai periculoasă erezie a timpurilor noastre : ecumenismul*» !

Crezul preotului cu pricina era dealtfel foarte coerent. Odată ecumenismul afurisit, am aflat ceea ce trebuia să ştiu deja, anume că – iarăşi citez – «*numai ortodoxia e creştinism, toate celelalte biserici ce-şi zic creştine nu sînt creştine, sînt mai rele decît păgînismul, iar botezul lor e pierdere de suflet, nu există salvare decît în ortodoxie*» ! Cît despre preoţii securişti, «*tot ordodocşi sînt*» – adică salvatori de suflet de la păgînismul ecumenic –, căci... «*chiar dacă securişti, sînt miruiţi cu har*» !

Excepţie ? Poate, cred mai degrabă că acela exprima nestînjenit, deci inabil, şi într-un context cam nepotrivit, un punct de vedere real al unei anumite părţi a ierarhiei ortodoxe. Pretenţia agresivă la statutul de «biserică naţională» o dovedeşte. Cum o dovedesc atacurile, ce se înmulţesc lună de lună, ale unor enoriaşi ortodocşi împotriva bisericilor neortodoxe din localitate, atacuri constînd din spargeri, furturi şi alte acte de banditism calificat susţinute invariabil de discursul «*aici nu au loc decît ortodocşii !*»[5].

În acest context al luptei pentru biserica unică – *varianta post-comunistă a partidului unic* –, ce reprezintă atunci pentru BOR vizita Papei în România în mai al acestui an ? O pură operaţiune publicitară de mare anvergură, menită a profita, în acel moment istoric, de poziţia

[5] Violenţa organizată şi discursul scris lăsat la locul crimei de un recent «cruciat» ordodox, Mihai Mihalcea din Budeşti, judeţul Vâlcea, exprimă desigur un crez «naţional»... Mai trebuie spus cît de compromiţătoare sînt astfel de acte pentru ideea însăşi a ortodoxiei româneşti, şi pentru comunitatea veritabililor credincioşi ? Atîta timp cît nici o ierarhie ortodoxă nu condamnă şi nu se desolidarizează public de astfel de acte, ruşinea e totală.

circumstanţiată a Papei în conflictul cu Serbia, şi a trage astfel spuza pe turta ortodoxiei vecine şi prietene – în detrimentul ecumenismului de faţadă.

Dealtfel, aceeaşi retorică ultranaţionalistă, aceeaşi intoleranţă agresivă prin ricoşeu, aceeaşi revendicare ţîfnoasă a «leagănului naţional», leagă, într-adevăr, frăţiile ortodoxe, pe deasupra oricăror nefrăţii de neam – paradoxal, nu ? «Fraţii» noştri sîrbi întru ortodoxie trebuie să se fi simţit măguliţi de neprecupeţita noastră compasiune cu soarta lor de creştini persecutaţi, alungaţi din «leagănul ortodoxiei» de miile de kosovari ce nu mai terminau, căsăpiţi, arşi şi aruncaţi la gropile comune, a le răpi astfel pământul sfînt al Serbiei de baştină ! Doar dacă nu-şi vor fi amintit cumva «fraţii» noştri sîrbi că de drept şi de fapt, prin dacii de la care, spre a oculta Roma de papistăşească evocare nenaţională, cu mîndrie ne revendicăm, noi eram parcă, mai degrabă şi mai dinainte de a fi fraţi ortodocşi cu dînşii, fraţi de etnie curată chiar cu... albanezii din Kosovo! Încă un paradox... ce dacă! Aşa sîntem noi, naţiunile cu Biserică Naţională, fraţi cu... **acela, Nefârtatele,** pînă trece **el** puntea, că noi, sîntem deja **sub** ea !

Şi pentru că dă-i şi luptă ne reuşeşte totdeauna, iată că greva teoctistiei sale a avut efectul scontat şi BOR-ul a devenit, cel puţin în proiectul de lege aprobat de guvern, bor naţional. Dar care-i diferenţa între bor şi bor ? Are un chipiu mai fistichiu, o sutană mai avană, şi un lămpaş mai mineraş. Troiţa Naţională se pregăteşte să ne mai salveze o dată.

Din rărunchii anti-naţionalei instituţii a justiţiei strig : Jos labele de pe poporul român! Credinţa e în inimă, nu în tagma jefuitorilor.

Dana ŞIŞMANIAN, noiembrie 1999

Religie şi putere (III). Canoniţii canonizaţi sau cum se scufundă un imperiu

În fundul unei mine părăsite din Ural, servind drept groapă comună, au zăcut mai bine de 73 de ani resturile muritoare, ciuruite de gloanţe, ale ultimului ţar al Rusiei, Nicolae al II-lea, şi ale familiei sale, ţarina Alexandra şi 3 din fiicele lor ; a patra fiică, Maria, precum şi ţareviciul Alexei, abia un adolescent, n-au fost găsiţi la deshumarea din 1991, trupurile lor fiind, după unele mărturii, arse după masacrul din 17 iulie 1918 ; în fine, a cincea fiică, Anastasia, după alte mărturii, încă în viaţă, ar fi fost sustrasă înainte de aruncarea cadavrelor în mină (identificarea în Occidentul anilor interbelici a unei prinţese Anastasia ca fiind fiica salvată s-a bucurat de credibilitate, pînă ce dubla analiză ADN practicată asupra rămăşiţelor prinţesei decedate în anii 70, şi ale ţarului deshumat în 1991, să nege, cel puţin pe linia paternă, această filiaţie). Nouă ani de la această istorică deshumare, ţarul împreună cu peste 1000 de persoane ucise în prima perioadă a comunismului sovietic, au fost canonizaţi ca sfinţi mucenici, la capătul unui proces de mai bine de un an, cu binecuvîntarea dublă a patriarhului Alexei şi a lui... Putin. Acest eveniment poate entuziasma, poate surprinde, poate părea paradoxal, poate nedumeri... Nouă nu ne trezeşte nici exaltare nici stupoare. Ni se pare urmarea logică a ultimei invenţii a neo-comunismului, constînd din recuperarea tradiţiei, în scopuri populiste grosolane. Tradiţia, adică ţarul şi biserica, patria rusă, nu ? – iată ce-i lipsea comunistului de modă veche ca să fie iubit de popor! Dar comunistul de modă nouă a înţeles... Şi apoi, recuperarea unei biserici ortodoxe deja colaboraţioniste şi a unui ţar canonit, nu riscă a stîrni vreo obiecţie... Nu sînt Alexei şi Putin colegi de KGB ?

Tragedia acestui masacru, accentuată de contrastul dintre nobleţea victimelor şi sordidul aneantizării lor – mina ca loc de putreziciune evocă infernale amintiri şi anticipaţii –, a servit de preludiu deceniilor de teroare care au urmat. Rusia roşie, «Rusia scăldată în sînge», îşi asasinase ţarul, nu din vreo nevoie de democraţie – un astfel de concept era nu doar ideologic opus bolşevismului dar şi structural inaccesibil marii majorităţi a populaţiei ruse, – ci pentru a transfera o autoritate mai mult sau mai puţin totalitară, din sfera religiosului, precum conferită de tradiţie, în sfera laicului, infinit permisivă unui totalitarism fără limite, pentru că fără Dumnezeu. Astfel, după interludiul unui Lenin doar diabolic, ce refuza asumarea vreunui rol paternalist, dezvăluindu-şi cinic sofismele criminale, Rusia regăsi, sub «oblăduirea» totală a tătucului Stalin, informator, la vremea sa, al Ohranei ţariste (amuzant, nu ?), un «ţar» necontestat, cu cinismul perfid, nu atît ascuns cît prea sfruntat pentru a mai fi perceput, prea monstruos pentru a mai fi credibil în ordinea experienţei, oricît de încercate la tirani, a unui popor. Numai un astfel de răspopit ex-ohranist precum Stalin şi-a putut permite nu doar primenirea periodică a călăilor, în chip de «justiţie» pentru poporul servind simultan de victimă şi spectator, dar chiar şi refacerea parodică a structurilor imperiului, prin asocierea camuflată la putere a unei biserici ortodoxe perfect manipulate, şi dirijat manipulatoare.

Căci comunism şi imperiu nu sînt nicidecum exclusive, cum credea «dizolvantul» Lenin, ci, intim asociate, constituie aliajul cel mai indestructibil, singurul, de fapt, temei istoric solid al comunismului, ce fără Stalin ar fi rămas o utopie neagră inventată de visători de revoluţii franceze. Pentru a salva imperiul, trebuia adoptat comunismul ; pentru a perpetua comunismul, trebuia revitalizat imperiul. Or, secretul succesului acestei revitalizări este tocmai subtilul transfer al figurii «tatălui», cu o ambiguitate mereu întreţinută, de la religios la laic, exacerbînd în consecinţă funcţia de seducţie prin teroare : o teroare sacră, capabilă să dea poporului *panem et circenses*, ca pe un fel de sîngeroasă cuminecătură.... Este ceea ce a făcut Stalin timp de 30 de ani, cu un succes nedezminţit, de vreme ce modelul tinde să se repete. În ciuda răsturnărilor ce au avut loc între

timp. Ba chiar adaptîndu-se perfect la aceste răsturnări, ce, aparent, l-ar fi făcut nereproductibil pe veci.

Într-adevăr, urmaşii nefiind nici pe departe din acelaşi aluat, pierderile imperiului post-stalinist, din ce în ce mai considerabile, s-au asociat intim, au urmat sau precedat, după caz, pierderile comunismului însuşi. După extraordinara expansiune a anilor 60, ce pusese sub tutela ideologică, economică şi militară a comunismului rus, aproape jumătate din planetă, creînd pe drept cuvînt panica unui supra-imperiu mondial, regresiunea treptată şi apoi din ce în ce mai accelerată ce a urmat în ultimii 20 de ani, tinde să se confunde, finalmente, cu o adevărată implozie. Mai întîi, pierderea zonelor de dominaţie şi influenţă din Africa, Orientul mijlociu, America Latină – fireşte cu excepţia Cubei – şi Asia de sud-est ; apoi, prăbuşirea simultană şi miraculoasă a regimurilor comuniste din Europa centrală, de est şi de sud – cu notabila şi fatala excepţie a Serbiei... Hidra ruso-sovietică era astfel obligată să se restrîngă mai întîi în graniţele imperiale proprii, eurasiatice, retrăgîndu-se din cercurile concentrice pe care le investise în zonele extra-europene şi europene.

Desprinderea pe de altă parte a «republicilor» unionale sovietice – în fapt, state sau provincii alipite cu forţa la imperiu pe parcursul a două secole –, desprindere ce a avut loc, cu o implacabilă logică istorică, în ordinea cronologică inversă alipirii, începînd cu ţările baltice ce aveau încă proaspătă amintirea pre-comunist-imperială, continuînd cu Moldova, Armenia şi Gruzia, sfîrşind cu Ucraina şi Bielorusia, marchează implozia ca atare a imperiului rus tradiţional în interiorul propriilor graniţe istorice.

Sîntem acum în faza a doua – nu şi ultima – a acestei implozii : aceea ce afectează «cercul interior» al vechiului imperiu, ce odată desprins la rîndu-i – şi nu poate să nu se desprindă, inerţia mişcării centrifuge imprimate sporind exponenţial forţa şi viteza de proiectare –, din imperiul rus nu va mai rămîne, în fine! decît... Rusia : Rusia etnică, dacă nu şi Rusia istorică, ce n'a existat niciodată ca atare, fiind de la început o excrescenţă. Din acest «cerc interior» fac parte «republicile» Federaţiei Ruse, ce nu sînt la rîndu-le, ca şi «republicile» unionale ce formaseră «cercul exterior» al U.R.S.S., decît naţiuni aservite istoric de imperiu, începînd cu epoca lui Petru cel Mare, «exploratorul» Caucazului. Naţiuni etnic, cultural, şi religios nu doar complet distincte de ruşi, dar incompatibile temperamental cu aceştia. Căci cecenii – ca să dăm exemplul nu doar cel mai actual dar şi cel mai emblematic – au oroare de aservire; ruşii, aservind, s-ar zice că au oroare de libertate.

Atenţie, implozia va fi cu atît mai ireversibilă cu cît, regăsindu-se «singuri» – după ce, cu preţul a crîncene sîngerări şi în ciuda genocidarei politici duse împotriva lor, popoarele martire ca cecenii se vor fi eliberat complet din «federaţia» aşa-zis «rusă» –, ruşii se vor îngrozi atît de mult de ei înşişi, ca de un necunoscut neant istoric, încît se vor grăbi să-şi re-uite libertatea posibilă, contra unei imposibile şi fatal fanfaronice pretenţii de grandoare sinucigaşă : căci aruncîndu-se în cine ştie ce conflict mondial, cum ameninţă dintotdeauna, ei pot provoca fără îndoială o catastrofă, dar ce i-ar costa, precum un implacabil bumerang, propria şi totala dispariţie, în propria lor *horror vacui* ca fugă de sine.

Acest viraj istoric, pe cît de eliberator pe atît de primejdios pentru naţiuni, viraj al cărui start a fost incontestabil dat de reinventarea şi universalizarea drepturilor omului la Helsinki în 1975 – începutul sfîrşitului imperiului sovietic –, nu poate fi stăpînit decît printr-o profundă cunoaştere a imploziv-explozivului spirit rus, o cunoaştere spirituală, capabilă a opune un *sens* alunecării spre vid a masei acestei super-nove în fază de a se transforma în gaură neagră. Există un om ce a înţeles aceasta, şi a asumat contenirea fiarei, care a încercat de îndată să-l elimine, tocmai pentru că l-a simţit pe bună dreptate ca pe cel ce avea a o conteni : acest om, miraculat de crucea pe care

o purta pe piept în ziua atentatului, este papa Ioan-Paul al 2-lea. Polonezul ce avea să opună panslavismului, ecumenismul.

Or, nu e deloc inocent nici întîmplător faptul, tot mai remarcat, al re-orientării puterii, în Rusia post-comunistă, dinspre totalitarismul laic spre totalitarismul religios, dar cu tot «cîştigul» de cinism, perversitate şi violenţă acumulat graţie comunismului... Perpetuat prin transferul «tatălui» de la Rasputin la Stalin, imperiul încearcă să se salveze, astăzi, prin re-transferul «tatălui» de la Stalin la... Putin. Piosul, prea-ortodoxul Putin, omorîtorul de ceceni demascat ca criminal de război de Tribunalul Penal Internaţional, e, fără îndoială, primul «autentic» urmaş al lui Stalin. Cu adaptările de rigoare.

Dacă reproducerea modelului stalinist a eşuat sistematic pînă la Putin, culminînd cu dezmembrarea U.R.S.S. sub «ţarul» Boris (Elţîn), acesta, în ciuda sau, paradoxal, tocmai datorită degringoladei pe care a provocat-o, a făcut mişcarea de întoarcere ce singură putea restaura, altminteri iremediabil pierduta, imagine a «tatălui» în Rusia: deshumarea rămăşiţelor familiei imperiale şi reînmormîntarea lor cu toată pompa religioasă de rigoare, în contextul, firește, al unei apăsat afişate re-sursări a puterii post-comuniste la religia ortodoxă rusă. Era mişcarea ce anunţa, atunci în 1991, noul cult al ţarului-martir pe care îl instaurează, astăzi, «piosul» Putin. Sub cădelniţarea patriarhului Alexei, ex-kaghebist ca şi el.

Pactul bisericilor ortodoxe cu puterea prezintă o perfectă continuitate, de la Stalin la Iliescu, Miloşevici şi Putin. Sorgintea stalinist-KGB-istă a «coabitării» între comunism şi biserica ortodoxă – după o primă perioadă de prigoană anticlericală, din epoca Lenin-CEKA – este indiscutabilă, ca şi «argumentele» acestei coabitări, constînd în a opune biserica manipulabilă dinăuntru, comunităţilor religioase independente, acuzate de susţineri străine – de unde procesele de «spionaj» intentate clerului şi membrilor bisericilor neortodoxe (a se vedea *Le livre noir du communisme*, ed. Robert Laffont, Paris, 1997, pp. 285-286). Or, aceleaşi «argumente» sînt refolosite astăzi în ţările post-comuniste ortodoxe, ca Rusia, Serbia, România. Să ne amintim disputa pentru impunerea prin lege a Bisericii Ortodoxe Române ca «biserică naţională», pentru că – dixit stalinist-kaghebistul Iliescu – ea nu e «*subordonată unor centre dinafara graniţelor*», ca bisericile romane vezi bine, ci... «*e singura biserică din România a cărei conducere se află în ţară*». Într-adevăr... Teoctistia Sa, moştenită de la dictatura ceauşistă, nu răspunde decît conducerii securistocraţiei naţionale, cum să nu fie BOR-ul naţional !

Precum Teoctist în România, aşa şi Alexei în Rusia... Perfect infiltrată la toate nivelele de agenţii KGB-ului, biserica ortodoxă rusă n-a încetat de a combate, ca inamici ai comunismului imperial, bisericile romane – catolică şi greco-catolică –, ce prin natura lor se opuneau totalitarismului autohton. Recentul «conciliu» de la Moscova din 14 august, în mod principal dedicat canonizării ca «sfinţi-martiri» a membrilor familiei imperiale masacrate în iulie 1918, ca şi a altor 1147 «martiri şi mărturisitori», victime ale bolşevismului din prima sa perioadă, are şi un al doilea obiectiv, cel puţin la fel de strategic politic precum primul: acela de a întări linia dură, anti-ecumenică, a bisericii ortodoxe ruse şi a bisericilor ortodoxe din ţările ex-comuniste în general, ce continuă să refuze cu obstinaţie orice restituire de drepturi şi de lăcaşuri de cult către bisericile neortodoxe spoliate de comunism. Astfel, conciliul de la Moscova a relegat în mod explicit orice biserică creştină neortodoxă în rîndul «sectelor», nerecunoscîndu-le nici măcar... creştinătatea, dovedind astfel că pentru puterea re-sursată la ortodoxie, islamul, catolicismul şi, de-o pildă, secta teroristă japoneză Aum, sînt tot o apă şi-un pămînt : deopotrivă subversive... Într-adevăr, o aprobare specială a administraţiei de stat e necesară în Rusia «reîntoarsă-la-

creştinism» pentru a practica... creştinismul. Căci în Rusia «reîntoarsă-la-creştinism» doar ortodoxia rusă e ... creştină, adică autorizată prin lege.

Cercul se închide: noul pact al puterii putiniste neo-comuniste cu ortodoxia rusă cea mai reacţionară, pact sigilat pe temeiul comunei apartenenţe la ex-KGB a protagoniştilor, marchează în mod decisiv, pe fundalul masacrelor şi lagărelor de exterminare din Cecenia, re-instaurarea imperiului, sub semnul mîrşav abuzat al unui ţar canonizat de chiar urmaşii celor ce l-au canonit. Recuperarea politică cinică a figurii ţarului martir, transformat în «sfînt» pentru uzul şi abuzul de «paternalism» şi de false stindarde patriotic-religioase ale unui regim criminal, de pură sorginte totalitar-stalinistă, e o sfruntată blasfemie, de care doar ruşii nu se indignează. Nu l-au votat ei, fără falsificări, pe «tătucul» Putin ? Această dare a aramei pe faţă, ce scapă poate unora mai slabi de înger, duşi de nas şi de viscere de «reîntoarcerea-la-ţar-şi-la-biserică», pe noi nu ne surprinde peste măsură. Ne amintim ca de o simptomatică, prea revelatoare întîmplare dialogul, pe care l-am mai relatat o dată, cu un habotnic părinte ortodox – român acela – ce ne-a cerut penitenţă şi mai că nu ne-a afurisit, pentru «erezia», mai rea ca toate, la care mărturisisem a adera, de a crede că toate bisericile creştine sînt... creştine : aflam astfel de la fanaticul şi, din fericire, efemerul preot al unei mult încercate biserici române din exil, că «*numai ortodoxia e creştinism, toate celelalte biserici ce-şi zic creştine nu sînt creştine, sînt mai rele decît păgînismul, iar botezul lor e pierdere de suflet, nu există salvare decît în ortodoxie*» ! – şi că... «*cea mai periculoasă erezie a timpurilor noastre e ecumenismul*» ! Cît despre preoţii securişti, «*tot ordodocşi sînt*» – adică salvatori de suflet de la păgînismul ecumenic –, căci... «*chiar dacă securişti, sînt miruiţi cu har*»...

Îngropat cu pompă şi cu tot ritualul ortodox de rigoare la Sankt-Petersburg în iulie 1998, sub oblăduirea ultimului «ţar» laic, Boris (Elţîn), ridicat la rangul de sfînt martir de primul-nou «ţar» reîntors la religie, Putin, ultimul ţar al Rusiei se răsuceşte, desigur, neputincios, de ruşine şi oroare, în noul şi fastuosul său mormînt. Cel puţin în fundul minei, unde zăcuse fără înmormîntare ortodoxă, nu-l blasfemiase nimeni.

Pe fundul îngheţat al Mării Barentz, într-un coşciug metalic spart, zac marinarii submarinului atomic Kursk, ucişi de propriile torpile... explodate la bord, după ciocnirea cu chiar vasul ce dirija manevrele ! Fireşte, prezentat drept... vas de spionaj al NATO... Imperiul rus însuşi e scufundătorul auto-scufundat, cu echipajul mort şi comandantul dement, ordonînd funeralii în contumacie şi canonizînd pe cei canoniţi, ca o supremă, vană exorcizare a răzbunării istoriei, cu complicitatea tacită a unui fals Dumnezeu, a unui Tată uzurpat.

Dorita re-convertire a Rusiei la creştinism, în care şi-au pus speranţa toţi vizionarii secolului, n-a început încă. Ea nu va putea avea loc decît cu preţul găsirii de sine, adică a renunţării la imperiu. Şi Dumnezeu şi împărăţia preste popoare, nu se poate. Căci să nu ne amăgim, «pietatea» pan-rusă nu la Domnul, ci la Prinţul lumii acesteia se închină. Adică la Diavol! Cît despre «imperiul contra-atacă», din fericire, în implozia-explozia sa, noi ceştilalţi muritori ortodocşi şi neortodocşi, creştini şi necreştini, dar pămînteni, mai avem o speranţă de scăpare: soldaţii imperiului nu sînt plătiţi, iar pompierii imperiului, n-au cizme... Aşa s-a făcut că «turnul din Babel» al maşinii de propagandă şi spionaj ruse – am numit faimosul turn al televiziunii – a ars pînă aproape de temelii, fără ca bieţii pompieri să poată interveni: nu aveau destule cizme ignifuge... De vor vrea să stingă incendiul istoric ce-l vor aprinde singuri, la ei acasă, vor fi nevoiţi să ceară ajutor occidental : de n-ar fi decît pentru... încălţări !

Dana ŞIŞMANIAN, octombrie 2000

Un necrolog pentru România

Pentru cine muritu-ţi-au copiii, Ţară ? Pentru ce zac sub pămînt tinerii tăi puri din decembrie 89 ? Pentru care ţel « golanii » tăi eroi s-au zbătut cu sufletul pe mîini, prigoniţi, stîlciţi, mutilaţi la colţuri de stradă asasine şi complice cu asasinii ? Pentru ce sfîntă cauză au murit schingiuiţi în închisori şi spitale psihiatrice martirii tăi, Ţară, de o jumătate de secol încoace ? Pentru libertatea ta de a alege între asasinii nebuni şi nebunii asasini ? Pentru dreptul tău « democratic » de a vota cu călăii ce-ţi omorîră fiii – şi ce-ţi vor mai ucide încă tot ce-ţi închipui a mai avea, pînă cînd însăţi nu vei mai fi decît mocirlă şi sînge ? Sinucigaşă eşti astăzi, Ţară ce îţi votezi asasinii ! Ţară ce îţi omori copiii care s-au jertfit pentru tine ! Ţară ce te trădezi pînă şi în propria piele, Ţară ce te minţi pînă şi în propriul tău nume ! Căci nu Ţară eşti astăzi, ci mormînt, nu patrie ci sperietoare de ciori ruginită şi zornăitoare, nu mamă ci moarte, cînd numele ţi-l laşi luat în deşert de cei ce-ţi gătesc pieirea.

Păcatul sinuciderii îl asumi astăzi tu, alegînd între criminalul bufon şi bufonul criminal, Ţară rătăcită şi uitătoare de sine. Cu patimă oarbă te vinzi la doi tîlhari ca să te sfîşie mai bine, căci ură de tine e tot ce ţi-a rămas ca drojdie de suflet. Fie-ţi ţărîna uşoară, Ţară, copiii tăi pe care-i vinzi acum se vor înălţa din morminte la Învierea cea mare, fără de tine ! Căci Dumnezeul tău e uzurpat de criminali şi de bufoni, vîndutu-te-ai pe palavre şi pe pumni în piept, jurat-ai pe minciuni sfruntate şi pe imbecile fumuri de nebun, cruce făcutu-ţi-ai la demoni şi la monştri. Fie-ţi ţărîna uşoară, Ţară ! Şi cînd te vei răsuci în mormînt de obidă nu spune : N-am ştiut, căci ai minţi! Roagă-te atunci ca un drept măcar în lumea ce te va fi uitat să-şi amintească de tine, şi să se mai roage încă pentru răscumpărarea sufletului tău pe care astăzi însăţi îl dai ofrandă diavolului ce te roade. Fie ca suferinţa să-ţi fie anamneză. Căci cînd vei înţelege – dacă vei înţelege – vei şti că cei trădaţi au suferit deja înmiit, cu anticipaţie, umilinţa căderii tale.

Dana ŞIŞMANIAN, 29 noiembrie 2000

Un simbol al corupţiei în România postcomunistă : fostul ministru al economiei, Varujan Vosganian

Notă preliminară

Afacerile de corupţie evocate mai jos sînt legate de perioadele ministeriatului d-lui Varujan Vosganian: ministru al economiei şi comerţului (decembrie 2006 – martie 2007) şi ministru al economiei şi finanţelor (aprilie 2007 – decembrie 2008), în guverne conduse de Călin Popescu-Tăriceanu (PNL); din nou, ministru al economiei şi finanţelor (decembrie 2012 – octombrie 2013), în guvernul Victor Ponta II (PSD). Revelate, în cea mai mare parte, sub presiunea raporturilor Comisiei Europene, larg cunoscute opiniei publice prin presă şi alte media, cercetate de Direcţia Naţională Anti-corupţie (DNA) şi de Direcţia de Investigare a Infracţiunilor de Criminalitate Organizată şi de Terorism (DIICOT), sub acuzaţiile de participare la acte frauduloase, corupţie, complot şi subminare a economiei naţionale, în special în sectorul energetic, aceste afaceri au rămas, totuşi, neurmate de inculparea penală reclamată de Procuratura Înaltei Curţi de Casaţie şi Justiţie, d-l Vosganian fiind protejat de Senat, care în octombrie 2013 a votat împotriva punerii domniei-sale la dispoziţia justiţiei.

Articolul de faţă, scris în mai 2014, pune în evidenţă periculozitatea acestei situaţii pentru România, în condiţiile în care singura protecţie a ţării în faţa politicii expansioniste a Rusiei lui Vladimir Putin, în special pe plan energetic («războiul gazului») dar şi politic (în contextul anexării Crimeii şi a ameninţărilor la graniţele fostului imperiu sovietic), nu poate veni decît dinspre ţările de Vest, Uniunea Europeană şi Statele-Unite: ori această protecţie are ca supreme exigenţe eradicarea corupţiei, şi instaurarea durabilă a statului de drept. Exigenţe pe care, luînd ca exemplu cazul d-lui Vosganian, România nu le onorează. Simbol al unei lumi care nu mai sfârşeşte să dispară, d-l Vosganian a devenit o piedică în calea evoluţiei ţării spre un model de societate în care politicul să nu se mai opună justiţiei.

Suntem acum, la momentul completării acestei note, în iunie 2022, iar domnul Vosganian este încă senator. Sinecură pe viață, s-ar zice, care îi oferă nu numai subsidii ci și o imunitate politică nejustificată, ce îl protejează mereu – cât timp legile sunt concepute și votate pentru și de către cei care profită de ele – împotriva dărilor în judecată reclamate de autoritățile justiției din țara sa. Ferit de urmărirea penală, el își așteaptă timpul, visând probabil să se întoarcă la afaceri, dacă circumstanțele o permit! Căci cine poate garanta încetarea corupției în România post-post-comunistă, devenită europeană și *ipso facto*, etichetată ca democratică? Dar cine va garanta vreodată sfârșitul corupției, pur și simplu, în democrație ca în theo-, totalitaro-, sau cripto-totalitaro-crație! Acest virus este mai mutant decît Covidul sau Sida și circulă peste tot în lume, guvernând chiar, din umbră, pandemiile, foametele, rebeliunile, și războaiele! Da, mai ales, în cele din urmă, războaiele...

***

«*Comisia Europeană, care supraveghează îndeaproape reforma justiţiei şi lupta împotriva corupţiei în România, a îndemnat la demisie, în ianuarie [2013, n.n.], miniştrii români aflaţi sub anchetă sau urmăriţi pentru corupţie*.» (©AFP din 7 octombrie 2013 19h16).

E vorba de exigenţa exprimată în cadrul raportului *Mecanism de Cooperare şi Verificare (MCV) pentru anul 2012* al Comisiei Europene, publicat în ianuarie 2013, vizînd la origine mai mulţi miniştri ai guvernului Ponta. Mecanismul de Cooperare şi Verificare pune României o condiţie pentru *cooperare* : aceea a *verificării* însănătoşirii practicilor politice, şi mai ales, a eradicării corupţiei în sînul instituţiilor publice.

Să examinăm cîteva episoade semnificative.

Preţul energiei şi imunitatea senatorială

Al treilea ministru ce se afla încă în post nouă luni după publicarea raportului MCV pe 2012, d-l Varujan Vosganian (PNL), ce deţinea portofoliul economiei din decembre 2012, a demisionat în cele din urmă pe data de 7 octombrie 2013, sub presiunea DIICOT-ului (Direcţia de Investigare a Infracţiunilor de Criminalitate Organizată şi de Terorism), care cerea punerea sub urmărire penală pentru «complot şi subminarea economiei naţionale».

Această acuzaţie se baza pe actele comise de ministru în interesul omului de afaceri Ioan Niculae, proprietar al trustului SC Interagro SA., «*plasat într-o veritabilă poziţie de monopol prin vânzarea preferenţială de la Romgaz de gaze naturale în valoare de 500 de milioane de dolari, din care 92 de milioane au fost reduceri comerciale acordate ilegal, potrivit DIICOT*» (cf. *Realitatea.net* din 2 septembrie 2013).

Rechizitoriul procurorilor dădea următoarele precizări: în cei 4 ani ai ministeriatului lor, d-nii Varujan Vosganian (PNL), pentru perioada 2006-2008, şi Adriean Videanu (PDL), pentru perioada 2008-2010, «*în calitate de miniştri ai economiei, au aprobat, semnat şi susţinut în Guvern un număr de şase ordine, respectiv trei Memorandumuri, în scopul sprijinirii intereselor financiare ale grupului infracţional constituit de către învinuitul IOAN NICULAE şi au utilizat SNGN ROMGAZ SA (unitate naţională de interes strategic) în interesul privat al SC INTERAGRO SA, acordând discount-uri comerciale substanţiale la livrarea de gaze naturale către SC INTERAGRO SA, peste plafoanele practicate de SNGN ROMGAZ SA, precum şi gaze naturale doar din producţia internă, cu nerespectarea dispoziţiilor legale şi în condiţiile în care SC INTERAGRO SA înregistra debite mari la plata gazelor consumate, cauzând un prejudiciu de aproximativ 130 milioane USD*» (cf. *Realitatea.net* din 4 septembrie 2013). Proporţional, datoria trustului privat către societatea de stat Romgaz se ridica, precizează raportul, la circa 70% din bugetul anual al acesteia din urmă. Concluzia DIICOT este fără apel: «*Deopotrivă, prin acţiunile grupului infracţional a fost împiedicată desfăşurarea normală a activităţii SNGN Romgaz SA, creându-se astfel dificultăţi semnificative în buna desfăşurare a activităţii acestei societăţi.* ***Astfel, a fost creată o stare de fapt de natură să ameninţe bunul mers al economiei naţionale în domeniul gazelor naturale, dar şi în ansamblu, prin repercursiunile negative asupra întregii economii naţionale***» (*ibidem,*s.n.).

Era vorba deci de o afacere de corupţie la scară naţională, antrenînd deprecierea unei materii prime extrase din solul românesc, gazul natural, resursă energetică de importanţă strategică pentru ţară, pe cînd, la aceeaşi epocă, sub acelaşi minister al d-lui Vosganian, România cumpăra cu preţ mare, superior mediei europene, gaz rusesc… Asupra acestui ultim punct, presa românească revelase în 2011 existenţa unor telegrame ale Ambasadei americane la Bucureşti trimise în 2008, semnalînd că «*Vosganian continuă să susţină relaţii mai strânse cu Moscova şi a minimalizat public faptul că România plăteşte unul dintre cele mai mari preţuri din Europa pentru importurile de gaze din Rusia*» (*HotNews.ro* din 27 martie 2011).

Ambasada americană comentează astfel poziţia vădit pro-rusă a d-lui Vosganian: «*În timp ce elita politică a României rămâne ataşată diversificării surselor de aprovizionare, văzută drept cea mai bună metodă de sporire a securităţii energetice, o minoritate semnificativă a fost vocală în apelurile sale pentru îmbunătăţirea relaţiilor cu Rusia. Una dintre cele mai puternice voci în acest sens a fost ministrul Vosganian, un grec al PNL şi membru al minorităţii armene (...). Într-o conferinţă de presă din 28 februarie [2008] despre preţurile în energie, Vosganian a încercat să respingă criticile privind creşterea preţurilor interne, prin compararea preţului de import al României (370 dolari / mia de metri cubi) cu preţul plătit de Marea Britanie pentru*

gazele naturale lichefiate (aparent, 407 dolari / mia de metri cubi). El a fost de asemenea un critic constant al poziţiei tot mai asertive a preşedintelui Băsescu faţă de Rusia, criticându-l adesea pe preşedinte pentru că stă în calea unor relaţii mai bune cu Moscova» (*ibidem*).

Într-adevăr, pentru ambii ani ai ministeriatului d-lui Vosganian, preţul plătit de România pentru gazul rusesc a fost superior mediei europene: în 2007 România plătea 270 $ pe 1000 m^3, media europeană fiind de 254 $; în 2008 preţul României făcea un salt de 100 $, ajungînd la 370 $ pe 1000 m^3, pe cînd media europeană, iniţial estimată la circa 280$, era reevaluată la 345 $ (cf. studiului publicat pe situl *Perspectives ukrainiennes*, 7 ianuarie 2009). Cît despre Marea Britanie, comparaţia nu era posibilă: aceasta importa gaz rusesc lichefiat, prin furnizori intermediari, şi utilizînd transportul maritim, condiţii de preţ cu totul diferite de cele continentale.

Să mai menţionăm un fapt, pe cît de semnificativ pe atît de îngrijorător. Societatea de stat Romgaz, despuiată de omul de afaceri Ioan Niculae, cu concursul plin de solicitudine al celor doi miniştri succesivi ai economiei naţionale, era pîndită de mai mulţi ani de gigantul rusesc Gazprom, instrument politic în mâinile acaparatoare ale lui Vladimir Putin, «braţul său înarmat», economic vorbind, în cadrul unei politici vizînd dependenţa energetică a ţărilor Uniunii Europene faţă de Rusia, ceea ce are consecinţe şi pe planul politicii internaţionale – probă slabele reacţii ale ţărilor occidentale în conflictul sirian, ca şi în cel ucrainian din 2014 dealtfel[1]. Gazprom încerca de mai mult timp să absoarbă societatea producătoare românească, pentru a aservi complet Rusiei piaţa gazului la frontierele ex-sovietice; un proiect de «societate mixtă» a fost chiar promovat ulterior de d-l Videanu în 2009-2010 (cf. *Business24* din 24 mai 2010), şi a dăinuit pînă în noiembrie 2013 cînd a fost abandonat. Înţelegem astfel mai bine despre ce fel de «subminare» a economiei naţionale putea fi vorba...

De altfel, procedeul nu e singular. În timpul celui de-al doilea mandat de ministru al economiei naţionale, sub guvernul Ponta, d-l Varujan Vosganian a fost acuzat, împreună cu ministrul delegat la energie, d-l Constantin Niţă, de a fi pus societăţile de stat gestionare ale minelor declarate non viabile din Valea Jiului în obligaţia de a vinde în pierdere cu mai mult de 30% cărbunele extras din solul naţional, pentru a scurge astfel producţia internă, ca urmare a unor importuri masive, care nu erau necesare, autorizate cu cîteva luni în urmă de cei doi miniştri. Grupul parlamentar PP-DD, la iniţiativa d-nei deputat Monica Iacob Ridzi (care interpelase deja ministerul economiei asupra soluţiilor de viabilizare a microsistemului social-economic al Văii Jiului, pe baza unui raport de experţi reuniţi în colocviu la Petroşani în aprilie 2013, rămas fără nici un răspuns), reclamă atunci demisia d-lor Varujan Vosganian şi Constantin Niţă (cf. *Gazeta de dimineaţă* din 15 mai 2013). Cantitatea de cărbune importată la sfîrşitul anului 2012 de către fosta conducere a CEH în contul termocentralei Mintia Deva, cu concursul ministerului de tutelă – adică, al d-lui Vosganian –, fusese în realitate de 470 de mii de tone, ce costaseră 80 de milioane de dolari, acoperind capacitatea totală de stocare în

[1] Această apreciere priveşte, evident, situaţia din 2013-2014 – cu conflictele amintite în text – dar ea rămâne în parte valabilă şi astăzi, la mijlocul anului 2022, cînd, în ciuda escaladării militare în Ucraina, prin furnizarea masivă de armament şi prin sancţiunile fără precedent aplicate Rusiei agresoare, poziţia strategică a acesteia din urmă nu la Marea Neagră, ci, mult mai grav şi mai ameninţător, la Marea Mediterană, prin implantarea perenă a imperialismului rus în Siria, nu e contestată de nimeni ! Păi cum să fie, dacă ea se datorează unui ilustru… premiu Nobel pentru pace : Barack Obama ! Putin ar trebui să-i pupe mîinile şi să-i lingă picioarele ! A primit cadou de la America democrată ce n-au obţinut ţarii Rusiei în secole de visuri şi ambiţii bizantine !

silozurile termocentralei, şi nelăsînd astfel nici o posibilitate fizică de achiziţionare şi stocare a producţiei naţionale, decît în măsura consumului, ori deja stocul de import era supradimensionat; în plus, preţul impus de CEH minelor declarate neviabile era depreciat cu circa 34% faţă de cel stabilit prin lege (43 de lei în loc de 65 de lei: cf. articolul d-lui Daniel Guţă în *Adevărul.ro* din 19 iulie 2013).

Pe de altă parte, consecinţele erau dramatice şi pe plan social (aceasta după ce ministrul Vosganian se ilustrase deja prin anularea sporurilor salariale obţinute de minerii din Valea Jiului cu un an în urmă, în cadrul Actului Adiţional la Contractul Colectiv de Muncă – vezi *Mediafax* din 14 februarie 2013). Criza de supra-stock de cărbune produs de minele «non viabile», refuzat de cumpărătorul unic, CEH, care avea deja surplusuri provenite din stockul de import, a condus în mai şi iulie 2013 la puternice greve ale minerilor de la Paroşani, Petrila, Uricani, ameninţaţi cu şomaj tehnic şi pierderea locului de muncă (cf. *ibidem*). Achiziţionarea de către CEH a cărbunelui extras din aceste mine, cu o depreciere, în cele din urmă, de circa 12% (57 de lei) faţă de costul stabilit prin lege (65 de lei), a fost decisă în ultim recurs ca un compromis «aranjat» de ministrul Vosganian cu noua direcţie a CEH, care demonstrase dealtfel, în urma unui audit economic, că «importul de 455.000 de tone de cărbune (…) nu era oportun» (cf. *HotNews.ro* din 19 iulie 2013).

Rezultă, din acest nou exemplu, că d-l Vosganian a devalorizat în mod constant, pe piaţa internă, producţia de materii prime energetice extrase din solul naţional, strategice pentru ţară[2].

---

[2] Aflăm acum, revăzând acest text în vederea publicării în volum, că actele incriminate aici, cu consecinţe catastrofice pentru economia naţională, ale ministrului Varujan Vosganian în anii 2006-2008, nu sânt singurele. Astfel, un recent articol al d-lui Patrick André de Hillerin (catavencii.ro din 28 aprilie 2022 : https://www.catavencii.ro/tag/varujan-vosganian) revelă o afacere de proporţii şi cu urmări incomparabil mai grave decît precedentele: "*Cu 18 zile înainte de alegerile parlamentare din 2008, Guvernul Tăriceanu, în care Călin Popescu Tăriceanu era prim-ministru, iar Varujan Vosganian era ministru al Economiei, a acordat firmei Sterling Resources Ltd. din Canada drepturile de exploatare a zăcămintelor de gaze naturale și petrol din platforma continentală a Mării Negre. (...) Asta după ce, în 2006* (cînd tot d-l Vosganian era ministru al economiei, n.n.)*, Sterling Resources achiziționase* (deja, n.n.) *drepturile de explorare de la firme ce le deținuseră anterior*." O cesiune pe gratis, cu promisiunea unui partaj viitor al producţiei: "*Statul român nu a obținut bani din acordarea acestor licențe de explorare și exploatare pentru că urma ca explorarea să se facă pe banii companiilor, iar atunci când urma să înceapă exploatarea, făcută tot cu investiția companiilor deținătoare de licențe, România nu avea decât de câștigat (pur teoretic) prin împărțirea producției*".

Ori, această proastă socoteală constând în a miza pe o fişiuţă din pielea ursului din pădure – operaţie de cesiune vrednică de un minstru al economiei "patriot" pînă la despuierea de resursele ţării – sfîrşeşte acum, după 24 de ani, cu... cumpărarea, de către compania de stat Romgaz, a 50% din capitalul pe care-l deţinea finalmente firma texană ExxonMobil, în partenariat cu OMV Petrom – o firmă privată aşa-zis românească, deţinută în majoritate de OVM Austria – în urma vînzării între timp, de către firma canadiană Sterling Resources Ltd (devenită, din 2018, PetroTal Corp.), a licenţelor de explorare/exploatare achiziţionate pe gratis de la guvernele Tăriceanu-Vosganian: Romgaz e deci obligat, pentru a intra în capital, să cumpere o parte din aceste licenţe cedate ce, normal, îi aparţineau de drept! Şi la ce preţ îşi "răscumpără" ţara, în 2022, o parte din drepturile la rezervele de gaz natural şi de petrol din Marea Neagră, înstrăinate pe nimic în 2006-2008? La imensul preţ de 1 miliard de dolari*! "Acum, Exxon vinde partea sa din licență pentru un miliard de dolari, către Romgaz*." (*ibidem*).

Adică, România şi-a cedat pe nimic drepturile la aceste rezerve absolut strategice, care, în conjunctura geopolitică a imperialismului economic rus, i-ar fi putut deja asigura, dacă erau exploatate într-un cadru naţional, independenţa energetică, iar pentru a putea recupera după circa 14 ani o parte din producţie – ce-i fusese iniţial promisă! – şi eventual din beneficiile exploatării resurselor, e nevoită acum, prin compania de stat Romgaz – din nou, jecmănită prin corupţie şi furt – să plătească de peste 25 de ori mai mult decît preţul

Pentru succesorul d-lui Vosganian la Ministerul economiei, d-l Videanu, procedura judiciairă privind implicarea în afacerea Romgaz s-a putut pune în mişcare datorită preşedintelui Traian Băsescu, care a autorizat inculparea; astfel, încă de la sfîrşitul lui septembrie 2013, DIICOT punea sub sechestru bunurile d-lui Videanu. Procesul şi-a urmat de atunci cursul, ajungînd şi la multipla inculpare a omului de afaceri beneficiar al generoaselor remize ministeriale acordate asupra bunurilor publice, într-un domeniu atît de strategic şi sensibil ca cel al energiei naţionale: Ioan Niculae, aflat de fapt sub urmărire penală încă din ianuarie 2012, este pus sub acuzare în cadrul afacerii Videanu (cf. *Wall-Street.ro*), şi inculpat pentru acte ilegale legate de tentativa de a se sustrage justiţiei corupînd funcţionarii statului, imaginîndu-şi probabil că poate cumpăra întreaga ţară (cf. *b365* din 26 iunie 2014).

Dar, să revenim la d-l Vosganian. Spre deosebire de emulul său ministerial (căci d-l Videanu nu făcea decît să urmeze calea deschisă de predecesorul său), d-l Vosganian beneficia în plus, şi beneficiază încă, de imunitatea senatorială, punerea sub acuzare trebuind supusă spre autorizaţie Senatului. Ori, d-l Vosganian n-ar fi fost singurul reclamat de justiţie (DIICOT dezvăluise deja complicităţi în Senat, ca şi în diferite ministere, ale unui grup infracţional specializat în fraude bancare – vezi *România liberă.ro* din 2 noiembrie 2012)... şi nu trebuia sub nici un motiv, nu-i aşa, să se creeze cumva un precedent! Cu o majoritate de circa 85%, Senatul a respins deci cererea DIICOT de autorizare a inculpării ministrului economiei, preferînd să continue a-şi proteja membrii. Cea mai bună probă că senatorii se apărau, prin acest vot, de ameninţarea potenţială ce plana şi asupra altora dintre ei, este faptul că unul dintre «partizanii» d-lui Vosganian, Ioan Ghişe (coleg de partid PNL), a declarat : «***Cei care vor vota împotriva domnului Vosganian, merită să păţească la fel***» (reportaj în *Adevarul.ro-1* din 7 octombrie 2013, ediţia de dimineaţă, s.n.). Pe deasupra, senatorii fuseseră bine avizaţi de cel vizat, d-l Vosganian spunîndu-le că «*procurorii desconsideră Senatul*», că «*procurorul de caz uzurpă rolul Senatului*», şi îndemnîndu-şi astfel colegii de cameră a face front împotriva raportului MCV şi a reclamaţiilor DIICOT, «*pentru apărarea demnităţii Senatului*» (cf. *ibidem*) – «demnitate» pusă în primejdie, vezi bine, de justiţia propriei ţări… Dealtfel, Comisia juridică a Senatului avizase deja negativ cererea de autorizare a urmăririi penale a d-lui Vosganian, printr-un vot (consultativ) de 5 contra 5, datorat faptului (întîmplător?) al absenţei celui de-al 11-lea membru, senatorul UDMR, Pataki Csaba (vezi declaraţiile d-lui Alin Tişe în *România liberă.ro* din 1 octombrie 2013). După spusele d-lui Tişe (PDL), care a votat pentru, preşedintele Comisiei a votat împotriva cererii procurorilor; ori acesta nu era altul decît d-l Tudor Chiuariu (PNL), fost ministru al justiţiei, aflat el însuşi sub urmărire penală, şi ce avea să fie condamnat definitiv în ianuarie 2014, în afacerea Poşta Română – în care, cum vom vedea, implicat era d-l Vosganian însuşi... Deşi a trebuit să demisioneze ca preşedinte al acestei comisii,

---

de 39,25 milioane de dolari cu care Exxon a cumpărat licenţe de la Sterling, şi de peste 9 ori mai mult decît profitul de 111 milioane de dolari obţinut, prin vînzarea licenţelor primite pe gratis, de către Sterling însăşi, firma beneficiară a cesiunii! ("*Altfel spus, după ce a cumpărat cu 39,25 milioane de dolari o licență pe care statul român a dat-o gratis, Exxon vinde statului român aceeași licență la un preț de 25 de ori mai mare decât cel la care a achiziționat-o*"; "*Astfel, în final, cu o investiție de numai zece milioane de dolari, Sterling Resources a obținut un profit, numai din vânzarea licențelor, de 111 milioane de dolari. O rată de profitabilitate enormă, fără să extragă nici măcar un centimetru cub de gaz*": *ibidem*; vezi, pentru contextul proiectului botezat Neptun Deep, şi presa internaţională, de pildă *Romgaz to buy Exxon's stake in Black Sea gas project for $1.07 bn*). Nu e oare cazul să ne întrebăm ce "retrocesiune" – ca să nu spunem, mai balcanic, bacşiş – vor fi primit, la vremea *cesiunii*, ministrul de resort Vosganian şi sempiternelul lui protector, premierul Tăriceanu?

d-l Tudor Chiuariu i-a rămas totuşi membru (vezi *Hotnews* din 28 ianuarie 2014): «solidaritatea» senatorilor are motivaţiile ei...

Bine asigurat de protecţia Senatului, d-l Vosganian se grăbeşte în aceeaşi zi, cu ipocrită smerenie, să demisioneze din guvern: ce-i drept, nu se poate avea totul, renunţarea la minister e preţul de plătit pentru votul Senatului... convenit dealtfel cu primul ministru, şi reclamat, de mai bine de 9 luni, de supărătorul raport MCV. Dar, bravînd, ministrul demisionar declară că e vorba de o... «demisie de onoare» (cf. *Adevărul.ro-2* din 7 octombrie 2013, ediţia de seară), ca şi cînd ar fi de fapt o concesie făcută publicului spectator – ca să nu se creadă că el ar avea ceva de ascuns... căci, iată, n-are de ce să se teamă, are curajul de a înfrunta opinia publică, ba chiar Europa, dar... bine pus la adăpost sub cupola imunităţii senatoriale! «Demisie de operetă» o va numi, deci, presa (vezi articolul d-nei Mădălina Mihalache, *ibidem*): exerciţiul justiţiei fiind oricum blocat prin votul Senatului, nu-l mai costa nimic pe viteaz să demisioneze din guvern! La întrebarea de bun simţ pe care i-o pune jurnalistul Cosmin Prelipceanu în interviul televizat din 8 octombrie 2013, de ce nu demisionează şi din Senat – caz în care, bineînţeles, imunitatea nu ar mai fi funcţionat –, d-l Vosganian se irită, declară că nu înţelege întrebarea, şi invocă cele 42 de comune ale căror voturi le poartă… ce dezastru le-ar aştepta, pe bietele comune, dacă el, senatorul de Iaşi, le-ar priva de prezenţa lui sub acoperişul oblăduitor al Senatului! (vezi reportajul pe situl *DIGI24* din 9 octombrie 2013).

Dar ce este cel mai extraordinar, şi arată cît de departe merge nepăsul omului politic român faţă de lege, justiţie, instituţii, statul de drept, este faptul că d-l Vosganian nu ezită să considere, fără nici o umbră de reticenţă, că votul senatorilor îl inocentează, ca şi cum Senatul ar fi un tribunal capabil să dea decizii juridice: «***votul din Senat a dovedit nevinovăţia mea*** [în ce fel? n.n.] *şi în plus a arătat încrederea de care mă bucur în rândul clasei politice*» (cf. *Adevărul.ro-1* suscitat). Mai mult, el declară: «*Nici n-ar fi trebuit să demisionez. Din moment ce* ***Senatul a stabilit că sunt nevinovat****, n-aş fi avut motiv să demisionez*» (cf. *Adevărul.ro-2* suscitat). Altfel spus, e destul să ai colegi şi prieteni politici ca să obţii o «decizie» de achitare juridică! În fine, tratîndu-l drept «procurorul de caz», ca şi cînd ar fi vorba de un procuror oarecare afectat unui dosar, d-l Vosganian mai că nu-l ia de guler pe procurorul Înaltei Curţi de Casaţie şi Justiţie din România, acuzîndu-l de a fi... «jignit Senatul» cu cererea sa de aducere în faţa unei curţi de judecată a unui senator (cf. reportajul emisiunii TV pe situl *DIGI24* suscitat). Nu putem decît să ne întrebăm, în van: unde este principiul separării puterilor? Politicul decide, pe deasupra statului, nu doar cine trebuie judecat sau nu, ci direct, cine e vinovat sau nu! Nu era deja chiar regula constitutivă a societăţilor comuniste, de tristă amintire? Ce s-a schimbat atunci, în România zilelor noastre?... Deşartă şi penibilă întrebare.

Bineînţeles, jocul politic – tot el, şi nu, cum ar fi de dorit, decizia independentă a unui organ de stat – împinge grupurile de opoziţie la o luare de atitudine care, deşi perfect îndreptăţită pe fond, rămîne, formal, mai mult retorică, fără eficienţă în ordinea acţiunii. Într-adevăr, «***PDL solicită demisia lui Vosganian din Senat pentru ca justiţia să poată investiga cazul acestuia***», titrează presa, citînd declaraţiile d-lui Alin Tişe**:** «*Partidul Democrat Liberal solicită demisia de urgenţă a senatorului Varujan Vosganian din Parlament pentru ca organele de anchetă să poată să-şi facă datoria (...). "Considerăm că, prin atitudinea avută în Senat, USL a afectat democraţia, statul de drept, viitorul Raport MCV şi aderarea României la Schengen", a afirmat Tişe (...)*» (cf. *Mediafax* din 10 octombire 2013).

Preşedintele României, d-l Traian Băsescu, crede la fel: «*Începând de astăzi avem o respingere a unei solicitări DIICOT pentru începerea urmăririi penale a ministrului Economiei.*

Nu e treaba mea să fac aprecieri dacă este îndreptăţită sau nu solicitarea Parchetului, dar cred că această blocare a accesului Parchetului la un membru al Guvernului este o greşeală, la fel cum o greşeală este menţinerea lui Dragnea în Guvern. USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil. ***Politicul este o frână pentru România spre Schengen*** *[s.n.]. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*» (cf. *Mediafax* pe 7 octombrie 2013). Bineînţeles, subscriem – dar cine poate acţiona pentru a redresa această situaţie deplorabilă?

Dispariţia celor 11 miliarde de lei

Fapte încă şi mai năucitoare privind aceeaşi perioadă de exerciţiu a d-lui Varujan Vosganian la ministerul economiei (2006-2008) fuseseră readuse la lumină cu trei ani în urmă, sub semnătura d-nei Claudia Pîrvoiu (*Hotnews.ro* din 11 şi 12 martie 2010). Este vorba de dispariţia din trezoreria statului a mai bine de 11 miliarde de lei (echivalentul a 3,250 miliarde de euro), provenind din privatizări şi destinaţi printr-o lege specială, votată în parlament în decembrie 2006, unui Fond Naţional de Dezvoltare, extrabugetar, ce avea ca obiectiv investiţiile în infrastructuri – transporturi, educaţie, sănătate. Ori, se constată că numai 700 de milioane de lei din acest fond au fost bugetizaţi pentru dezvoltare în perioada anilor 2007 şi 2008, dintre care 504 milioane de lei efectiv investiţi. Pentru rest, diverse «surse din Ministerul finanţelor», sub acoperire de anonimat, dădeau explicaţiile cele mai fanteziste: banii ar fi fost «folosiţi» pentru a compensa deficitul bugetar… însă fără a fi fost «cheltuiţi»… deşi, fizic vorbind, ei nu mai erau totuşi în visterie! Cît despre posturile deficitare, cauzele acestor deficite, modul exact în care au fost utilizaţi cei aproape 11 miliarde de lei lipsă... nici un cuvinţel!

Citäm, ilogismul avînd rar exemple mai strălucite: «***banii au fost folosiţi, nu cheltuiţi.*** *(...) Ei sunt în contabilitate, dar nu mai existau ca şi sold nefolosit în cont. Se puteau folosi pentru investiţii, dar atâta timp cât nu au fost folosiţi, atât timp cât erau în contabilitate, erau în cont la bancă, era în regulă şi puteai să-i foloseşti altădată. Dar problema ridicată şi de premier şi de preşedinte e că nu erau într-un sold disponibil în contul din bancă, ci erau folosiţi pentru finanţarea deficitului. Pe parcurs s-a făcut finanţarea deficitului prin alte împrumuturi, de la FMI, de la Comisie, şi banii au revenit. Erau în jur de 11 miliarde lei. Erau în trezorerie şi au fost folosiţi. În contabilitate sunt, dar fizic nu mai erau ca sold disponibil pentru că erau folosiţi pentru finanţarea deficitului. Pot să rămână în trezorerie să finanţeze deficitul la o adică, dacă ai probleme*» (cf. *Hotnews.ro-1* din 11 martie 2010).

Aceste revelaţii extraordinare odată făcute, cine vine să «explice» presei artificiul cu «folosirea» fără «cheltuială» a celor 11 miliarde, afirmînd în acelaşi timp că-i poate oricînd pune la loc, dacă Preşedintele i-o cere – altfel spus, dacă e chemat din nou în guvern: d-l Varujan Vosganian, cine altul! «*Să mă lase Băsescu o lună la Ministerul Finanţelor şi o să arăt cum poate fi reîntregit fondul*», declară fostul ministru (cf. *ibidem*).

Mai puţin subtil, ministrul în funcţiune la data respectivă, d-l Sebastian Vlădescu, explicase deja, într-un interviu din februarie 2010, că «*banii au fost cheltuiţi legal* [sic!], *însă problema este că exista în stoc o lichiditate, în trezorerie, care a fost cheltuită şi nu a mai fost refăcută. (...) Cheltuirea acelor bani fără punerea lor la loc a fost o eroare de decizie*» (după *Hotnews.ro-1* suscitat). Deci, «folosiţi» înseamnă, de fapt, cheltuiţi, şi nepuşi la loc, cel puţin acest punct se clarifică!

Anumite rezerve asupra sensului «folosirii» se puteau dealtfel percepe şi din explicaţiile «anonime»: «***Discutăm aici despre 11 miliarde de lei care se pare că au fost "folosiţi" pentru finanţarea deficitului bugetar***» (*ibidem*). Dar ia să vină expertul Vosganian înapoi la finanţe... El i-a «folosit», făcîndu-i dispăruţi pentru a astupa un misterios deficit despre care nu se dă nicio explicaţie, el îi aduce înapoi, numai ministerul să-i revină! Nu cumva era vorba de deficite cauzate de d-l ex-ministru al economiei şi finanţelor însuşi, ca de-o pildă, prin afacerea gazului intern subplătit, şi a celui extern, supra-plătit, cumpărat de la ruşi?

În orice caz, nici măcar auditorii Curţii de conturi nu reuşesc să dea de urma miliardelor pierdute... Astfel, *raportul pentru 2008* identifică, puse la dispoziţia guvernului din Fondul Naţional de Dezvoltare, sumele de 600 milioane de lei pentru 2007, şi de 101 milioane pentru 2008, doar aceasta din urmă fiind detaliată în ce priveşte destinaţiile date (diferite proiecte regionale). În 2007 au fost realmente investiţi doar 458,8 de milioane de lei (76% din suma alocată); în 2008, 45 de milioane (45%). Pe de altă parte, raportul enumeră o serie de nereguli şi de ilegalităţi legate de opacitatea deciziilor privind utilizarea sumelor din FND – atît la nivelul Ministerului finanţelor (reprezentat, în epocă, de d-l Vosganian) cît şi la nivel local, unde fapte de natură penală sînt semnalate – şi face recomandări de remediere. Situaţia anului următor este şi mai confuză: *raportul privind 2009* menţionează FND-ul, dar fără a mai furniza vreun element cifric, indicînd numai că nu s-a prezentat nicio cerere de folosire a acestui fond. Raportul precizează că Ministerul de finanţe are doar sarcina de a administra aceste sume, şi nu mandatul de a le utiliza după voie, responsabilitatea hotărîrilor cu privire la destinaţia sumelor FND-ului revenind guvernului în ansamblu: instanţa de control deploră din nou opacitatea deciziilor şi face, iarăşi, recomandări executivului...

Reţinem deci că utilizarea FND-ului pentru investiţii, destinaţia sa structurală, e minimă: 700 de milioane de lei în 2 ani, dintre care 504 realmente investiţi, adică 72%. Dimpotrivă, după cum arată raportul Curţii de conturi, 2,6 miliarde de lei în 2007, şi 8,5 miliarde de lei în 2008 – totalul corespunzînd, stranie coincidenţă, tocmai cu valoarea iniţială a FND-ului – au fost retraşi din trezoreria statului – care era, tocmai, depozitara FND-ului –, pentru acoperirea unor deficite excedentare, care se adăugau celor deja prevăzute în buget – şi a căror valoare cumulată pe cei doi ani dădea, din nou, totalul FND-ului... Astfel, «*prevederile definitive ale deficitului au fost de 11.383 milioane lei. Deficitul rezultat la 31.12.2008 a fost de 19.735 milioane lei [deci, cu 8,3 miliarde peste deficitul prevăzut, n.n.], având ca principală cauză neîncasarea veniturilor la nivelul programat. Acoperirea deficitului bugetar pe anul 2008 s-a efectuat* ***din împrumut temporar din contul curent general al Trezoreriei statului***» (*raportul pentru 2008* suscitat, p. 43). Dealtfel, raportul arată (*ibidem)* o accentuare a creşterii deficitului în perioada 2007-2008, coincizînd cu ministeriatul d-lui Varujan Vosganian, ceea ce aruncă o lumină anticipativă şi asupra afirmaţiilor domniei-sale la momentul «demisiei de onoare» din octombrie 2013, cînd pretindea a fi lăsat ca «moştenire (...) o confirmare a faptului că mi-am făcut datoria la Ministerul Economiei» (cf. *Adevarul.ro-1* suscitat).

Apare evident, din raportul suscitat, nu doar că deficitul extrabugetar a fost acoperit cu sumele aparţinînd FND-ului şi aflate disponibile în trezoreria statului, unde erau depozitate, ci şi că acest deficit a fost *creat* astfel, în cei doi ani ai ministeriatului d-lui Vosganian, prin cheltuirea pur şi simplu a banilor destinaţi investiţiilor. Pentru a identifica însă aceste cheltuieli ar fi trebuit, desigur, altfel de investigaţii decît doar raportul Curţii de conturi, dar nicio anchetă nu fusese ordonată... şi nici nu va fi, după cum am văzut deja.

E drept, noul prim-ministru la epoca primei izbucniri a acestui scandal, d-l Emil Boc, se indignează şi acuză, în ianuarie 2009: «*Fondul Naţional de Dezvoltare este practic, în acest moment, golit din punct de vedere financiar. Nu există bani reali. Există numai bani fictivi. Banii din vânzarea BCR şi din alte privatizări au fost cheltuiţi. Pe ce, numai el (fostul premier Tăriceanu - n.red.) poate să spună. Nu există banii aceştia, este o gogoaşă, o minciună!*» (cf. *Hotnews.ro-1* suscitat). Înregistrînd această declaraţie în articolul său din 11 martie 2010, jurnalista notează cu tristeţe: «*În vara lui 2009 s-a vorbit chiar de formarea unei comisii de anchetă la nivelul Parlamentului. Comisia nu a mai fost înfiinţată şi nimeni nu a mai scos un cuvânt despre bani*» (*ibidem*). Şi constată că, la modul declarativ, subiectul a revenit anul următor, tot fără efect: «*În ianuarie 2010, în timpul unui discurs ţinut la finalul dezbaterilor generale referitoare la proiectul Legii bugetului de stat, Emil Boc a ridicat din nou problema banilor din Fondul Naţional de Dezvoltare, aducând acuzaţii dure la adresa fostului ministru al finanţelor. "Pentru că, în loc să avem în 2009 bani puşi deoparte, am avut datorii puse deoparte de către domnul Vosganian. Domnul Vosganian a fost acela care a făcut praf banii din Fondul de Dezvoltare, bani care trebuiau să meargă în infrastructura ţării, în autostrăzi, în drumuri, în spitale, în şcoli, şi care să se întoarcă cu efecte benefice în economie. Au fost făcuţi praf. S-au cheltuit la cazinoul politic"*» (cf. *ibidem*).

În fine, d-l Emil Boc revine încă o dată asupra subiectului, tot aşa de ineficace, din păcate, într-o altă declaraţie, făcută presei în martie 2010 : «*Noi am luat 3,6 miliarde de Euro până acum, Guvernul României, de la FMI şi Comisia Europeană. Dacă aveam banii în Fondul naţional de dezvoltare, de unde i-a cheltuit guvernul liberal, România nu ar fi avut nevoie de acord de împrumut pentru finanţarea deficitului. Dar când am avut creştere economică de 5, de 8%, am lăsat deficit de 5,2%. Ne-am finanţat deficitul de unde? Nu din împrumut extern, ci păpând banii de la privatizarea BCR-ului şi a altor privatizări. Banii aceia din Fondul de dezvoltare, 4 miliarde şi ceva de euro, în loc să fie trimişi la investiţii, unde le era locul, că de aceea am făcut privatizări, i-a cheltuit guvernul liberal pe bonusuri, prime şi pe cadouri electorale*» (cf. *Hotnews.ro-2* din 12 martie 2010). Din nou, jurnalista notează: «*Atitudinea actualului Guvern faţă de modul în care au fost utilizate sumele este mai degrabă pasivă. Din când în când iese premierul Emil Boc şi mai aminteşte de acei bani, fără a întreprinde, însă, ceva concret*» (*ibidem*).

S-ar zice că presa singură se bate, în România, cu morile de vînt. Cît despre Preşedintele însuşi, nu un rol de Don Quijote se aşteaptă de la domnia-sa; dar în România, puterea efectivă a preşedintelui, ce ar trebui să fie garantul statului de drept, este minimizată, şi d-l Traian Băsescu abia dacă-şi permite să opineze, fără nicio consecinţă în ordinea deciziei: «*Deci, sunt lucruri care trebuie toate anchetate: de la suma foarte mică, până la cele mai mari.* ***Se pare ca ne-am obişnuit ca sumele mari să nu ne mai intereseze. Eu cred că toate trebuie anchetate***» (cf. *ibidem*, s.n.; nu putem decît fi de acord...).

Dacă anchetele rămîn pure deziderate fluturate în focul duelurilor politice, pentru beneficiul de imagine, recoltarea de fonduri persistă: bani reali ce pot deveni fictivi după ce sînt folosiţi... pentru un deficit sau un altul! Iată deci că, din nou, se vorbeşte de crearea unui fond de dezvoltare... Actualul guvern Victor Ponta II preia ştafeta: a existat un FND, a fost spulberat, vom face un altul (deja cel creat în decembrie 2006 era nu primul, ci al doilea...). Noul proiect, dispus pe doi ani (cf. *Puterea.ro* din 16 februarie 2014), finanţat tot din privatizări, destinat tot investiţiilor pentru dezvoltarea ţării, şi în principal, a infrastructurilor – care tot nedezvoltate au rămas, fondurile succesive fiind golite pentru alte „cheltuieli", neidentificate –, are el, zece ani

mai tîrziu, mai multe şanse de succes decît precedentul? Aceasta depinde în mod crucial de voinţa factorilor politici de a curăţa piaţa publică şi a da mînă liberă justiţiei. Protejînd abuzurile, corupţia, iresponsabilitatea anumitor personaje ale vieţii publice, instituţiile politice din România se dovedesc incapabile să se desprindă de obiceiurile de clan încrustate în structurile lor genetice de vechiul regim comunist.

Poşta Română şi sediul Uniunii Scriitorilor

În momentul constituirii guvernului Victor Ponta I, în mai 2012, ies la iveală (vezi articolul d-lui Nicu Sandu pe situl ziarului *Atac.ro* din 27 mai 2012) alte două dosare explozive, ce aveau să amîne, pînă spre sfîrşitul lui decembrie al aceluiaşi an, revenirea la minister a d-lui Vosganian, precum cea a unui baron exilat, la fieful său domenial.

Primul dosar priveşte, ca şi cel ce avea să apară un an mai tîrziu ca urmare a anchetei DIICOT asupra afacerii Romgaz, un caz de corupţie. Colorat însă cu un oarecare cinism, căci, cunoscut şi ca scriitor, fiind chiar, de mai mulţi ani, prim vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor din România, d-l Vosganian şi-a dat în 2007 autorizaţia, ca ministru, pe un act de înstrăinare a sediului destinat Uniunii Scriitorilor, în profitul unei societăţi private, ce prevedea, pe baza unei achiziţii ilegale, raderea clădirii şi construirea în locul ei a unui complex hotelier de lux! Procurorii Direcţiei Naţionale Anti-corupţie (DNA) au acuzat pe d-l Vosganian, ca şi pe alţi miniştri din aceeaşi perioadă (d-nii Dan Nica, Tudor Chiuariu, Zsolt Nagy), de a fi favorizat, printr-o serie de acte ilegale caracterizate ca abuz în exerciţiul funcţiunii, trecerea frauduloasă a unui imobil cu valoare istorică situat în centrul Capitalei, cu complicitatea direcţiei Poştei Române, din proprietatea statului în aceea a societăţii private SC Imopost Developments SA. O afacere de deturnare de bunuri publice în beneficiul unor companii şi persoane private, imobilul cu pricina fiind «donat» de Poşta Română societăţii noi create, drept «aport în natură», în condiţiile în care preţul terenului era sub-estimat pe baza unei expertize falsificate, iar dreptul de proprietate asupra imobilului era revendicat de direcţia Poştei pe o bază pur fictivă, clădirea aparţinînd propriu zis statului şi aflîndu-se sub administraţia Ministerului Culturii, fiind destinată ca sediu al Uniunii Scriitorilor din România printr-o decizie guvernamentală din 1990, reînnoită în 2000; prejudiciul cauzat statului a fost evaluat la 8,6 milioane de euro.

Această relativ modestă afacere, comparată cu precedentele, unde prejudiciile pentru stat atingeau sume cu mult mai multe zerouri, a fost totuşi judecată, soldîndu-se dealtfel cu grele condamnări penale pentru membrii direcţiei Poştei Române (sentinţe definitive în noiembrie 2012). Printre miniştrii care autorizaseră operaţia, doi numai au fost, în cele din urmă, recunoscuţi vinovaţi şi condamnaţi, după mai mulţi ani de procedură, pentru abuz calificat în exerciţiul funcţiunii: d-nii Tudor Chiuariu, fost ministru al Justiţiei, şi Zsolt Nagy, fost ministru al Comunicaţiilor (sentinţe definitive pronunţate pe 24 ianuarie 2014). Dimpotrivă, d-l Vosganian, ministru de finanţe la momentul acestei tranzacţii frauduloase, a fost doar audiat ca martor în prima fază a procesului, pe data de 5 martie 2009, cînd a declarat a nu avea nicio cunoştinţă de faptele supuse judecăţii (cf. *România Liberă.ro* din 27 februarie 2011). Ori, imobilul cu pricina a fost trecut în proprietatea firmei Imopost Developments SA, printr-o decizie a guvernului din 27 aprilie 2007, pe baza avizului înaintat de Ministerul Economiei şi Finanţelor, sub semnătura d-lui Vosganian în persoană, ca ministru! Dar… el n-a ştiut… dacă semnătura domniei-sale se află pe document, el nu cunoştea totuşi conţinutul acestuia… în orice caz, n-a înţeles că... şi oricum, el nu era de faţă la şedinţa guvernului în care… pe scurt, dumnealui, deşi semnează ca ministru, nu e responsabil!... Astfel, în ciuda probei materiale şi

a explicaţiilor celorlalţi doi miniştri implicaţi (cf. *Lumea Justiţiei.ro* din 23 februarie 2011), d-l Vosganian a continuat, totuşi, a nu fi inculpat nici în această afacere...

Şi iată-l, ani după aceea, indignînd-se cu aplomb pe blogul său, în aprilie 2013, în calitate de prim vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor din România, de faptul că o moştenitoare a proprietarului de origine al imobilului cu pricina, cunoscut sub numele de «casa Vernescu» (Calea Victoriei nr. 133–135), vine să reclame, fără drept, retrocedarea acestuia (imobilul fiind achiziţionat de statul român în 1938, fără niciun raport deci cu exproprierile operate de regimul comunist, care dau dreptul la retrocedări sau despăgubiri în favoarea proprietarilor iniţiali). D-l Vosganian se indignează în 2013 faţă de acest caz de reclamaţie abuzivă… dar de ce nu a făcut-o şi în 2007, pe cînd, deja vice-preşedinte al Uniunii Scriitorilor, dar mai ales, ministru al economiei şi finanţelor, a autorizat sub propria semnătură ca ilustrul imobil să fie «donat» unei societăţi private, pentru a fi ras din temelii? Uniunea Scriitorilor din România, care ocupa pe atunci «casa Monteoru» (Calea Victoriei nr. 115), ce avea să fie expropriată în favoarea unor moştenitori recunocuţi ca legitimi, a trebuit să părăsească acest imobil în mai 2013, şi să se instaleze, cum era deja prevăzut, în «casa Vernescu» – dar într-o parte doar a clădirii, căci scăpînd demolării, dar dată în locaţie unui operator de cazinouri, aceasta fusese demult transformată în «Casino Palace» cu restaurant 5 stele la parter... (cazinoul «*plăteşte lunar o parte din încasări Uniunii Scriitorilor şi se pare că afacerea merge bine atât pentru administrator cât şi pentru chiriaş*», notează amar şi sarcastic *Casino magazin* din 30 martie 2012...).

Ne întrebăm, din nou, ce factori – politici şi/sau de altă natură – protejează pe d-l Vosganian de consecinţele propriilor acte săvîrşite în exerciţiul funcţiunii, acte ce ar trebui să-i atragă inculparea penală pentru sabotajul masiv al economiei naţionale în favoarea unei puteri străine, şi fraudă la bugetul statului agravată de corupţie şi abuz de putere. Explicaţia nu poate fi o eventuală scoatere din cauză juridic pronunţată, de vreme ce nicio retragere de către procurori a acuzaţiilor ca nefundate nu s-a produs pînă acum, şi nicio judecată, cu achitare sau anulare, n-a avut vreodată loc în faţa vreunei instanţe de drept. Ce se întîmplă atunci? Să încercăm să aprofundăm puţin sondarea trecutului politic al d-lui Vosganian. Ne aşteaptă cîteva surprize.

Sertarele Securităţii

Un alt dosar compromiţător revelat în mai 2012, în momentul constituirii guvernului Ponta I, întîrziind astfel cu cîteva luni revenirea d-lui Vosganian la Ministerul economiei naţionale pentru un al doilea mandat (cel care, s-o amintim, avea să sfîrşească cu «demisia de onoare» din 7 octombrie 2013), actualiza de fapt o afacere mai veche, datînd din toamna lui 2006, înainte de prima numire a d-lui Vosganian la Ministerul economiei.

Viitorul ministru tocmai fusese propus atunci, de mentorul şi colegul său de partid, primul ministru Călin Popescu-Tăriceanu, drept candidat la postul de comisar european pentru România, în contextul intrării acesteia în Uniunea Europeană la 1 ianuarie 2007. Numai că, iată, există unii care-i pun beţe în roate, afirmînd, cu siguranţa celor care ştiu, că, departe de a purta drapelul reînnoirii politice pe care ţara o aştepta, pe care Europa o aştepta de la viitoarea sa membră, candidatul fusese, încă din tinereţile sale, recrutat ca informator de Securitate! Dezvăluirile sînt făcute în presă de către un fost demnitar al serviciilor secrete române, d-l Liviu Turcu, trecut la Vest la începutul lui 1989: el se referă la recrutarea tînărului Vosganian de către un ofiţer aflat în directa sa subordine, la începutul anilor ’80 (cf. *Jurnalul Naţional* din 27 octombrie 2006).

Acuzaţia de colaborare cu fosta Securitate nu era, la drept vorbind, singurul impediment în calea candidaturii d-lui Vosganian. Parlamentarii europeni, în special grupul socialiştilor, printr-o declaraţie comună semnată de d-nii Hannes Swoboda şi Jan Marinus Wiersma, exprimaseră deja rezerve, căci d-l Vosganian se făcuse cunoscut la Bruxelles mai mult ca şef al partidului Uniunea Forţelor de Dreapta (fuzionat cu PNL în 2003), finanţat de un om de afaceri dubios, Ovidiu Vântu, decît printr-o activitate oarecare în serviciul Europei, cum era, de pildă, cazul candidatei bulgare, d-na Meglena Kuneva; acest simplu criteriu avea dealtfel să fie suficient pentru a determina respingerea candidaturii d-lui Vosganian în favoarea d-lui Leonard Orban (cf. *Evenimentul zilei* din 27 octombrie 2006).

Obligat să renunţe astfel la cariera internaţională la care mentorii domniei sale îl destinaseră probabil, d-l Vosganian va trebui să se mulţumească cu o carieră internă de ministru al economiei şi finanţelor – numirea avea dealtfel să fie anunţată în nici două luni, în decembrie 2006, abia timpul de a calma puţin scandalul stîrnit de revelaţiile d-lui Liviu Turcu. Cu toată compensaţia pe care i-o promitea astfel d-l Tăriceanu, d-l Vosganian era pe cît de frustrat de insuccesul său european pe atît de jenat de a trena de picioarele domniei-sale o piatră de moară ca aceea constînd într-o acuzaţie de colaborare cu Securitatea fostului regim. Atunci, pentru a-şi «spăla» imaginea, el proiectează o operaţie de lustraţie în regulă, şi la sfîrşitul lui noiembrie 2006 atacă pentru calomnie *Jurnalul Naţional*, pe jurnalistul Marius Tucă, care publicase articolul, şi pe autorul mărturiilor, d-l Liviu Turcu. Aici avea să se vadă cît de bine prind la cariera omului alianţele politice (şi nu numai...). Într-adevăr, dosarul acestui proces, pierdut de d-l Vosganian în prima instanţă (în iulie 2010), cîştigat în apel (în martie 2012), se bazează practic în exclusivitate pe declaraţiile unor persoane publice sau private, nicio investigaţie reală neapărînd ca fiind efectuată pe fond, asupra veracităţii acuzaţiilor aduse – şi în condiţiile date, nici nu avea cum să fie efectuată.

Încă din ziua publicării mărturiei d-lui Turcu, primul-ministru, d-l Tăriceanu, se lansase în apărarea colegului de partid prin dezminţiri orale, evocînd o conversaţie telefonică cu d-l Predoiu, general al Serviciilor de Informaţii Externe (SIE): «*Tăriceanu a declarat, la ieşirea de la Delegaţia Permanentă, că joi seara a cerut în mod special SIE să verifice dacă există un dosar cu numele lui Varujan Vosganian. "Aseară, (joi seara – n. red.) generalul Predoiu a transmis telefonic că nici nu este nevoie să caute în arhivele SIE, pentru că ne poate confirma pe loc că este absolut o speculaţie fără nici un fel de bază. Iar persoana care pare să fi scris articolul, acel domn Turcu, nu se află la prima încercare de a face astfel de intoxicări", a spus Tăriceanu*» (cf. *Hotnews.ro* din 27 octombrie 2006). Aşa funcţionează serviciile de informaţii româneşti, mai vechi şi mai noi, comuniste şi post: nici nu este nevoie să se caute în arhive, «serviciile» ştiu «pe loc» totul – la ce ar sluji dealtfel căutarea, căci ele găsesc, ele ascund! Ceea ce concordă cu dezminţirile împricinatului: «*La finalul discuţiilor, atât Vosganian, cât şi liderul PNL, Călin Popescu Tăriceanu, au negat vehement acuzaţiile, catalogându-le de "neîntemeiate şi răuvoitoare". "Nu am avut niciodată nici un fel de colaborare cu nici un fel de organ al Securităţii, aşa cum şi CNSAS şi SIE au spus nu există nici un fel de document care să facă trimitere la vreo colaborare a mea cu fosta Securitate sau cu Direcţia de Informaţii Externe. E o tentativă de manipulare" (...) a explicat Vosganian*» (*ibidem*).

Oamenii politici se bazează astfel pe asigurările orale furnizate de responsabilii serviciilor secrete, sau ai Consiliului Naţional pentru Studiul Arhivelor Securităţii (CNSAS), ceea ce revine la acelaşi lucru… căci numitul Consiliu nu are acces decît la ceea ce aceleaşi servicii au decis să-i pună la dispoziţie drept «arhive». Preşedintele însuşi nu face excepţie de la

imposibilitatea de a se încredinţa altor probe decît... declaraţiile Serviciilor: ele *spun*, d-l preşedinte ascultă şi repetă, ce altceva poate să facă?! D-l Băsescu afirmă deci la rîndu-i că Vosganian este «curat», dar cu o, totuşi, maliţioasă rezervă: «"*Vă pot spune, referitor la acest subiect, că Varujan Vosganian nu are dosar la Securitate.* ***Asta, în măsura în care Serviciile îşi pot permite să nu-mi spună adevărul. Dar acest lucru ar fi foarte grav****", a declarat Băsescu*» (cf. *Hotnews.ro* suscitat, s.n.). Nu ne putem abţine de a ne întreba totuşi cine are căderea şi puterea, în România, de a verifica spusele «serviciilor», şi ce consecinţe ar trebui trase din acea situaţie «foarte gravă» în care s-ar dovedi că ele ***nu spun adevărul***...

Ce valorează această «decizie», cînd se ştie că numeroase dosare au fost sustrase în momentul punerii la dispoziţia CNSAS-ului, în februarie 2006, a arhivelor SRI şi SIE, doar agenţii şi colaboratorii nepreluaţi de noile servicii, deci, inactivi la data punerii la dispoziţie a arhivelor, putînd fi «deconspiraţi», şi dosarele lor, «arhivate» pentru a fi astfel consultabile de CNSAS (vezi mărturiile d-lor Ioan Talpeş, în *România liberă* din 13 noiembrie 2006, şi Liviu Turcu, în *Jurnalul naţional* din 17 ianuarie 2007; se pare că arhiva reală a fost în întregime microfilmată şi pusă la secret). Citäm următoarea declaraţie: «*Liviu Turcu a dezvăluit că mare parte din informatorii fostei Securităţi au fost trecuţi în baza activă a noilor servicii de informaţii. "S-ar putea ca acela care a fost expus să fi făcut infinit mai puţină poliţie politică decât cel care a fost preluat", a punctat Liviu Turcu*» (cf. reportajul emisiunii TV «Marius Tucă Show», în *Jurnalul naţional* din 9 noiembrie 2006). În aceste condiţii, «decizia» CNSAS-ului, dată ca un fel de adeverinţă de serviciu, nu dovedeşte ca atare nimic, prin ea însăşi, asupra calităţii d-lui Vosganian de agent sau colaborator / informator al fostelor – şi eventual actualelor – servicii secrete române, la data eliberării documentului respectiv.

Cît despre procesul în calomnie intentat d-lui Marius Tucă, d-l Vosganian avea în cele din urmă să-l cîştige, tot în absenţa probelor, şi tot datorită unor declaraţii preţioase... Acestea veneau, în principal, din partea fidelului său protector, ex-premierul Călin Popescu-Tăriceanu, care avusese şi el nevoie de o «lustraţie» din partea CNSAS-ului, şi se pare că aceasta îi fusese de ajuns căci nu-i cunoaştem vreun proces intentat împotriva «calomniilor» ce-l vizau, şi pe domnia sa, ca fost informator al Securităţii... Îi era deci suficient să repete, în cazul Vosganian, că «serviciile» i-au spus că n-au găsit nici un dosar pe numele acestuia (cf. reportajul jurnaliştilor prezenţi la audienţa din apel, în *Evenimentul zilei* din 16 martie 2012).

Se simţea însă nevoia de a pune la contribuţie «poporul» însuşi, pentru a-şi apăra «aleşii»: d-l Vosganian nu reprezenta el, ca senator, 42 de comune ale judeţului Iaşi? El beneficiază astfel de sprijiul esenţial al unui... «prieten din copilărie» anonim, originar din Focşani. Acesta vine să depună în faţa curţii, sub jurămînt, că el se vede zilnic cu d-l Vosganian de 9 ani, de la instalarea sa, a depozantului, în Capitală. Într-adevăr, foarte convingător pentru un judecător chemat să se pronunţe asupra apartenenţei d-lui Vosganian la serviciile secrete înainte de 1989…sau chiar şi după! În orice caz, frecventarea unui prieten poate, la o adică, dovedi o activitate comună, dar nu o non-activitate. Poate că prietenul cu pricina avea activităţi comune cu d-l Vosganian?... Fapt semnificativ, acest fost «tovarăş», poate un pic cam zelos şi fără îndoială pierdut în noua ordine mondială, «*a jurat că a sa cunoştinţă [d-l Vosganian, n.n.] nu a plecat din ţară înainte de 1989 şi că nu a găzduit niciun străin în propria casă*» – adică tocmai argumentariul clasic de disculpare a unui cetăţean român pus sub acuzaţie de spionaj sub… fostul dictator de sinistră memorie, Nicolae Ceauşescu! (cf. *Evenimentul zilei* suscitat).

Pe baza acestor două singure «mărturii» – căci nu rezultă, din reportajul acestei şedinţe memorabile, că ar fi fost măcar produs ca «probă» documentul emis de CNSAS, ceea ce ar fi

pus problema unor investigaţii suplimentare, şi nimeni, aparent, nu avea chef de asta – d-l Vosganian este dat cîştigător, ca într-un meci de box trucat, şi jurnalistul, condamnat să-i plătească 40 000 euro de despăgubiri («onoarea» păgubită a ex-ministrului reclamase 300 000…). Această sentinţă ridică, iarăşi, chestiunea protecţiilor de care se bucură d-l Vosganian, inclusiv de natură a influenţa justiţia, care, în cazul său, pare ca şi paralizată.

Pentru a încheia această istorie privind «dosarul» d-lui Vosganian, un episod încă şi mai vechi aruncă o lumină revelatoare. Zece ani mai devreme, mult înainte ca «arhivele» să fie puse, în urma legii votate în februarie 2006, la dispoziţia CNSAS-ului, faimoasele dosare erau încă, exclusiv, în mîinile serviciilor secrete (SRI, SIE), nicio instituţie civilă nefiind prezentă pentru a stabili «certificate» şi a da «decizii» privind dosarele «neidentificate»... Dacă exista un dosar, şi dacă d-l Virgil Măgureanu, de pildă, directorul SRI, găsea oportun să-l scoată la iveală, el o făcea : se înfiinţa cu o copie a dosarului şi o prezenta persoanei pe care voia s-o facă să reacţioneze împotriva politicienilor compromişi de revelaţiile aduse (a se vedea în acest sens mărturia jurnalistei Ioana Lupea în *Evenimentul zilei* din 1 noiembrie 2006).

Avem o mărturie directă şi fără ambiguitate în această privinţă, din partea regretatei Monica Lovinescu (1923-2008), renumita jurnalistă a Europei Libere. Revenită la Bucureşti după victoria Convenţiei Democratice Române şi alegerea d-lui Emil Constantinescu ca Preşedinte al României în noiembrie 1996, Monica Lovinescu devenise membră a comisiei prezidenţiale pentru ancheta asupa dictaturii comuniste în România. Ori, în jurnalul ei din acea perioadă, apărut sub titlul *Jurnal 1996-1997* la editura Humanitas în 2005, jurnalista atestă (p. 241) că pe 19 noiembrie 1996, în perioada în care se purtau discuţii asupra numirilor în viitorul guvern, d-l Virgil Măgureanu, directorul SRI, i-a adus la domiciliu dosarele de colaboratori ai fostei Securităţi privind două personaje ale căror candidaturi erau, tocmai, propuse: Radu Vasile, presimţit pentru a fi numit prim ministru, şi… Varujan Vosganian, recomandat ca ministru al economiei şi finanţelor (după *Adevărul* din 28 octombrie 2006). Planul de carieră privindu-l (pus la cale de cine?) era deci în acţiune încă din 1996!

Acest episod, pe care nimeni nu l-a contestat, nici d-l general Predoiu, nici d-l Tăriceanu, nici CNSAS-ul, nici măcar SRI sau SIE, aruncă o lumină limpede şi crudă asupra realităţii dosarului d-lui Vosganian în arhivele fostei Securităţi. Foarte interesantă s-a dovedit reacţia d-lui Virgil Măgureanu, care, vrînd parcă să confirme principiul «amneziei la români», denunţat cîndva de Paul Goma, a putut declara, zece ani mai tîrziu, că nu-şi mai amintea cum s-au petrecut lucrurile… («*Întrebat dacă ştie dacă în cazul Varujan Vosganian s-a cerut un astfel de aviz, Măgureanu a precizat: "Nu mai ştiu dacă s-a cerut sau nu. Nu îmi aduc aminte acum"*», cf. *Adevărul* suscitat) – jocul de-a uitarea şi reamintirea, de-a pierderea şi găsirea dosarelor, ca o pereche de aşi din mîneca jucătorului de pocher trişor, făcînd parte din manejul politic dictat de circumstanţe. În fine, interesatul însuşi, d-l Varujan Vosganian, atît de sprinten, altminteri, în a intenta procese de calomnie, pare a-şi fi înghiţit demascarea, neîndrăznind nici măcar a schiţa vreo dezminţire sau vreo reacţie de protest la adresa binecunoscutei jurnaliste de la Europa liberă.

Corupţia pune în pericol viitorul României

O mişcare a societăţii civile, ca şi a unei părţi a clasei politice, se manifestă în ultimul timp, pentru a reclama Senatului şi Parlamentului – pînă acum, din păcate, fără succes – să-şi joace rolul conform vocaţiei pe care aceste instituţii o au într-un stat de drept, începînd de a proteja pe aceia din rîndurile lor care sînt acuzaţi de corupţie. Este revelator şi salutar apelul lansat de

cinci mari ONG române – Freedom House Romania, Grupul pentru Dialog Social (GDS), Expert Forum, Centrul Român pentru Politici Europene (CRPE) şi Societatea Timişoara: «**Încetaţi să mai fiţi scut al corupţilor contra justiţiei**» (cf. *Hotnews* din 6 iunie 2014).

De această dată lupta împotriva corupţiei nu mai este doar o condiţie de integrare în Europa, în special în spaţiul Schengen, obiectiv al acţiunii Mecanismului de Cooperare şi Verificare. Aceasta devine o exigenţă de supravieţuire naţională, în condiţiile în care marele vecin de la Est ameninţă din ce în ce mai făţiş fostele state satelite, prin intermediul războiului economico-comercial şi politic al gazului, dar nu numai, mizînd probabil pe susţineri interne încă vii într-o ţară ca România. Astfel, se vehiculează tot mai insistent teoria unui bloc eurasiatic economico-politico-ortodox condus de Rusia, cu centrul la Kremlin şi periferia cît se poate mai penetrantă înspre centrul şi sudul Europei, pe de o parte, Orientul mijlociu şi Asia Centrală pînă la China, pe de alta, reconstituind, cu asupra de măsură, vechiul teritoriu al imperiului sovietic (şi, subiacent, cu extinderi suplimentare, al Rusiei ţariste); bloc în care România şi-ar avea locul mult mai «natural» şi mai «profitabil», zic ei, decît în sînul Uniunii Europene... (vezi *Vocea Rusiei* din 7 iulie 2013 iar, la nivel european, revista italiană *Eurasia*). Agresivă, populistă, abilă, aliind *captatio benevolentiae* cu arătarea colţilor, această teorie, semnată de noul guru secretat de panslavismul neosovietic, Aleksandr Dughin, reprezintă faţada ideologică a politicii de expansiune a lui Vladimir Putin, şi există în România pericolul unei cangrene a trădării naţionale ce s-ar extinde peste cea, deja existentă, a corupţiei, aderenţii la «euroasiatism» fiind potenţiale cozi de topor ruseşti.

Cu ocazia unei vizite la Bucureşti, cu cîteva zile înainte de alegerile prezidenţiale din Ucraina, vice-preşedintele american, d-l Joe Biden, a adresat românilor un mesaj cheie, asigurîndu-i, în discursul ţinut la baza aeriană militară de la Otopeni, de sprijinul total al Statelor Unite în faţa ameninţărilor ruseşti: «*SUA a considerat România drept "un partener ferm şi serios" din prima zi. "Este o obligaţie sfântă să fim alături de dvs. şi de NATO, aşa că vă spun din partea preşedintelui SUA: Puteţi să vă bazaţi pe noi! (...) Agresiunea din Crimeea ne reaminteşte de ce avem nevoie de NATO. Rusia a violat nu numai suveranitatea Ucrainei, dar şi principiul fundamental din secolul XX. Graniţele Europei nu trebuie schimbate prin forţă. Condamnăm acţiunile Rusiei în Crimeea", a exprimat vicepreşedintele american poziţia SUA*» (cf. *Epoch Times România* din 20 mai 2014).

Ori, condiţia acestui sprijin total, condiţie pe care emisarul Statelor Unite a reafirmat-o cu toată claritatea şi convingerea, este aceea de a continua curăţarea ţării de «cancerul» corupţiei. «*Vicepreşedintele SUA, Joe Biden, a venit la Bucureşti cu misiunea de a aborda subiecte de actualitate precum relaţiile economice bilaterale, situaţia din Ucraina şi regiune, securitatea energetică, dar şi combaterea corupţiei şi întărirea instituţiilor democratice româneşti*» (cf. *Stirile ProTV* din 21 mai 2014). În ajunul vizitei, într-un interviu acordat agenţiei Mediafax, vice-preşedintele american declarase: *«"Ţările care nu au un stat de drept puternic, un sistem judiciar independent şi instituţii democratice puternice sunt vulnerabile la tipul de acţiuni pe care le desfăşoară Rusia în Ucraina" ; el conchidea că: "De la ultima mea vizită în România, în urmă cu cinci ani, s-au înregistrat progrese reale în România în ce priveşte consolidarea statului de drept şi tragerea la răspundere a demnitarilor pentru încrederea acordată lor de public. Dar mai sunt lucruri de făcut. Ştim că nu este întotdeauna uşor, iar Statele Unite susţin eforturile României de a rămâne pe drumul cel bun"*» (cf. *Mediafax* din 20 mai 2014).

În alocuţiunea finală la Palatul Cotroceni, d-l Biden s-a adresat astfel Preşedintelui, guvernului, parlamentarilor, magistraţilor, presei, societăţii civile româneşti: «***Corupţia***

reprezintă o altă formă de tiranie şi poate constitui un pericol nu numai pentru economia unei ţări, ci şi pentru securitatea naţională. *Există ţări care exploatează corupţia pentru a putea să exercite influenţe nefaste şi să submineze suveranitatea ţărilor din jur. Atunci când politicienii pot fi cumpăraţi, când tribunalele pot fi cumpărate, presa face propagandă, acolo veţi găsi o societate care poate fi manipulată din exterior, o societate care pierde controlul asupra propriului destin. Am văzut în Ucraina cum 15 ani de corupţie au subminat sistemul lor de instituţii militare şi capacitatea ţării de a se apăra. (...)* ***Lupta împotriva corupţiei este pur şi simplu patriotism***» (cf. *Epoch Times România* din 21 mai 2014, ss.n.). Din acest punct de vedere, «*oficialul american a lăudat activitatea Direcţiei Naţionale Anticorupţie şi a Agenţiei Naţionale de Integritate şi a pledat pentru independenţa instituţiilor judiciare. (...) "E important pentru economia dvs., pentru libertatea şi vieţile cetăţenilor care au dreptul să ştie că firmele lor pot să concureze fără să dea mită, că dosarele vor fi judecate transparent în instanţă, şi că nimeni nu e deasupra legii" a subliniat Joe Biden» (ibidem). În fine, citäm şi această ultimă recomandare a vice-preşedintelui american: «****Democraţia nu este o destinaţie, ci drumul pe care mergem*** *[s.n.]. Atât timp cât călătoriţi pe acest drum, nu veţi fi singuri, veţi avea alături Statele Unite şi multe alte naţiuni aliate, naţiunile prietene, pentru că ne confruntăm astăzi cu o altă ameninţare decât cea de acum un an chiar*» (consemnare extrasă din articolul ***Războiul pe care România trebuie să-l câştige*** al d-nei Ioana Ene Dogioiu, pe situl *ziare.com* din 22 mai 2014).

Jurnalista comentează astfel aceste declaraţii: «*Joe Biden ne-a spus simplu şi clar că avem o poziţie foarte bună, că avem premise excelente, dar că putem pierde tot pe mâna noastră dacă nu câştigăm războiul cu cel mai dur şi mai periculos dintre adversari. (...) Şi a spus-o cu sinceritate şi chiar cu o căldură pe care cei care am fost prezenţi la discursul domniei sale de la Palatul Cotroceni am simţit-o pe deplin. Fără superioritate, fără emfază, dar apăsat şi limpede. În 20 de minute, Joe Biden a pus România faţă în faţă cu ea însăşi, cu marele ei război şi cu marea ei încercare*» (*ibidem*).

Dar clasa politică românească nu se grăbeşte să adopte opţiunea justă, dimpotrivă. Deja, premierul Victor Ponta, impermeabil la discursul vice-preşedintelui american, declara la sfîrşitul vizitei, persistînd într-o denegare totală, ca şi cum n-ar fi auzit nimic: *«Nu a fost niciun fel de reproş legat de corupţie, nici în public, nici în particular*» (cf. *Ştirile ProTV* suscitat). Şi în fapt, protecţia corupţilor a continuat.

Prin refuzul, în iunie recent, de a se ridica imunitatea d-lor Marius Isăilă, Vlad Cosma, Laszlo Borbely, Victor Paul Dobre, Ion Stan, inşi acuzaţi de corupţie au fost din nou sustraşi acţiunii justiţiei, «*doar pentru că sunt parlamentari şi protejaţi de camarazii lor din Senat sau Camera Deputaţilor*», iar factori executivi, în frunte cu premierul Victor Ponta, au luat «*public apărarea unor inşi bănuiţi de corupţie şi investigaţi pentru fapte de corupţie (...), atacând instituţii ca DNA, care joacă un rol cheie în demascarea lor*» (vezi articolul ***Acest scut parlamentar pune în pericol viitorul României*** al d-lui Petre M. Iancu, pe situl *Deutsche Welle* din 8 iunie 2014). Jurnalistul trage concluzii ce pun în lumină cauzele şi gravitatea situaţiei: «*Refocalizarea atenţiei americane asupra fostei Europe comuniste ameninţate de ambiţiile imperiale ale Moscovei şi nu în ultimul rând asupra României a scos în evidenţă unele tare sistemice profunde. E vorba, în esenţă, de labilitatea unor societăţi est-europene dominate de oligarhii recrutate din fostele poliţii politice şi nomenclaturi comuniste convertite la capitalism, care au învăţat să se folosească de instituţiile democraţiei spre a submina durabil, poate chiar ireparabil, democraţia*» (cf. *ibidem*).

Este vorba într-adevăr de un risc major ce se confirmă, din păcate. Imediat după noul refuz al parlamentarilor de a lăsa justiţia să-şi exercite acţiunea legală, o altă vizită în România, de data aceasta, a trei senatori americani, a dat ocazia, în aceste condiţii, la un avertisment clar: «**Dacă Parlamentul RESTRICŢIONEAZĂ lupta anti-corupţie, relaţiile dintre România şi SUA vor fi AFECTATE**», titrează presa (cf. *Revista 22* din 9 iunie 2014). Citäm: «*Senatorul John McCain a susţinut că mesajul oficialilor SUA este acela că "respectă enorm persoana care conduce instituţia anticorupţie". "Cred că este un adevarat erou şi evident, dacă Parlamentul a acţionat în aşa fel încât să-i restricţioneze activitatea şi să o dea înapoi, asta ne afectează relaţiile. Nu încercăm să le spunem oamenilor de aici ce ar trebui să facă, dar avem anumite standarde universale pe care ne aşteptăm ca toată lumea să le respecte cât mai mult posibil. Ţara noastră nu este lipsită de corupţie, se întâmplă tot timpul, dar ne luptăm cu ea. Deci vrem să vedem progres în acest domeniu. Şi din nou, nu încercăm să interferăm, doar încercăm să spunem clar că ne afectează relaţiile cu România, dar şi cu alte ţări", a spus McCain. De asemenea, senatorul Christopher Murphy a afirmat (...): "Ideea că Parlamentul poate proteja de anchetare pe unii din membrii săi este complet străină pentru noi, în SUA. Dacă un procuror decide să deschidă un caz pe numele unui membru al Congresului, Congresul nu poate face nimic ca să protejeze acea persoană. Şi aşa este corect şi este un mesaj pe care îl susţinem. Vedem că se fac progrese şi vrem să sprijinim acest progres, dar această discuţie de a continua să permitem Parlamentului să se protejeze prin vot asupra propriei imunităţi ar fi o dezbatere de tot râsul în SUA", a susţinut Murphy*» (cf. *ibidem*).

În fine, sînt amintite raţiunile economice de bază care cer un sistem economic, social şi politic necorupt: «*În acelaşi timp, senatorul Ron Johnson a afirmat că singura situaţie în care un om de afaceri va fi interesat să investească în România este aceea în care va avea încredere că legile se aplică în mod corect. "Singura cale prin care un om de afaceri, străin sau de aici, îşi va asuma riscul să investească un capital este dacă va realiza că aveţi legi care se aplică tuturor în mod corect şi că există un sistem necorupt. Semnele încurajatoare pe care le-am văzut, fie că e vorba de ce s-a întâmplat pe Maidan în Ucraina, oameni tineri ieşind în faţă şi cerând un guvern mai puţin corupt, fie ce auzim aici în România – tineri care cer acest lucru, sunt semne care ne dau speranţă", a explicat Johnson*» (cf. *ibidem*).

Spre o nouă «imunitate» : Premiul Nobel

Încrederea în instinctul de conservare şi în spiritul identitar al românilor ne face să sperăm într-o cădere a blocajelor interne ridicate în calea justiţiei la nivelul mediilor economico-politice (şi/sau de altă natură). D-l Vosganian probabil se teme, tocmai, de o asemenea posibilitate. Ce s-ar întîmpla cu onorabilul senator de Iaşi, dacă «scutul» Senatului şi al Parlamentului nu l-ar mai proteja – fie că deputaţii şi senatorii, inclusiv din propriul lui partid, se satură să-l mai apere, fie că justiţia şi societatea civilă reuşesc să impună regulile statului de drept în sînul celor două camere... Speranţe în acest sens aduce proiectul de lege privind procedura de încuviinţare a ridicării imunităţii depus în Parlament de d-na Monica Macovei, deputată europarlamentară (cf. *Epoch Times România* din 26 iunie 2014). Cine l-ar mai oblădui atunci, pe el care n-a manifestat niciodată vreo consideraţie la adresa Europei, decît ca să obţină o funcţie! Oricum, Bruxelles e prea aproape, se află acolo inşi care vă cunosc istoria, ba chiar şi blestematul de «dosar»... Cît despre Statele Unite, nu blama ministrul economiei amestecul ambasadorului american în afacerile de corupţie ale senatorilor români? Ce-i drept, ar mai fi Eurasia... dar e un proiect încă utopic, şi poate, cam inavuabil...

D-l Vosganian a lansat de mai multe luni un alt plan, menit să-i confere o nouă protecţie, de nivel internaţional. El nutreşte, încă toamna lui 2013 – cînd se zbătea în îndoieli: să-şi dea «demisia de onoare» din Ministerul economiei, au ba? – un vis nobil şi grandios: Premiul Nobel... mizînd pe o carte pe care a publicat-o în 2011, ce evocă genocidul perpetrat de statul turc în 1915 împotriva poporului armean. Tristă manipulare a istoriei şi a tragediei unui popor, în scopul construirii unei măşti de onorabilitate, acoperind un putregai moral şi politic.

Astfel, încă de pe data de 4 septembrie 2013, cu o lună înainte de «inocentarea» de către Senat şi de «demisia de onoare» din minister, d-l Vosganian dă o conferinţă de presă la televiziune, pentru a se apăra de acuzaţiile procurorilor DIICOT de complot şi subminare a economiei naţionale – şi, ca un contra-argument suprem, confesează jurnaliştilor, sideraţi: «*Ministrul Vosganian a subliniat importanţa internaţională a muncii sale, care l-a propulsat spre o nominalizare pentru Premiul Nobel, fapt fără precedent pentru politicienii români: "Mă aflu pe lista propuşilor pentru Premiul Nobel. Am fost propus de organizaţii de scriitori din trei ţări, care mi-au trimis laudatio şi m-au întrebat dacă sunt de acord. Probabil că în clasa politică românească este fără precedent ca un om politic să fie propus pentru Premiul Nobel", a declarat Vosganian la România TV*» (cf. reportajul emisiunii pe situl *Epoch Times România* din 4 septembre 2013). Trecînd peste absurdul apărării – în ce fel faptul de a fi eventual propus pentru Premiul Nobel îl absolva de acuzaţiile aduse de DIICOT în afacerea de corupţie Romgaz? – presupunem, firește, că ministrul economiei vizează Premiul Nobel de literatură, de vreme ce evocă organizaţii de scriitori din trei ţări. Totuşi, e aici un hic: una dintre ele, în speţă, Uniunea Scriitorilor din România, l-a propus, într-adevăr, dar... 5 luni mai tîrziu (cf. *comunicatul de presă* din 27 ianuarie 2014). Fără îndoială, ca prim vice-preşedinte, d-l Vosganian avea preştiinţa acestei propuneri... adică, intenţia de a se auto-propune – nimic de mirare deci că el o ştia deja şi o anunţa public, la Televiziune, cu luni înaintea Uniunii înseşi!... La momentul potrivit, consiliul onorabilei societăţi de breaslă instalată de curînd, drept chiriaşă, într-o anexă a Cazinoului, avea, fără îndoială, să aprobe... jocurile făcute!

Dar e vorba poate de o neînţelegere, în conferinţa de presă din 4 septembrie 2013 ministrul viza poate nu premiul Nobel pentru literatură ci pur şi simplu, un Nobel pentru lucrări economice, de vreme ce invocă «*importanţa internaţională a muncii sale*» ca om politic, în speţă, ca ministru al economiei şi finanţelor, autofelicitîndu-se pentru a fi devenit astfel primul «*om politic propus pentru Premiul Nobel*»! Într-adevăr, cu experienţa domniei-sale în ingineria financiar-bugetară a «folosirii fără cheltuire» a miliardelor de lei din visteria statului, şi cu mîndria «datoriei» împlinite – cum avea s-o declare peste o lună – în misiunea de fapt, a furtului şi a jecmănirii resurselor naţionale, ar fi avut căderea să candideze la un Nobel în anti-economie!... Ei bine, declaraţiile următoare ne orientează spre o cu totul altă ipoteză: economistul-scriitor viza, de fapt, **Premiul Nobel pentru pace**!

Urmarea confesiunilor e într-adevăr demnă de statura unui om de stat, nu doar de cea a unui om politic, fie şi primul în istorie propus pentru Premiul Nobel!... Dar nu un om de stat oarecare, ci unul – o vicisitudini ale destinului ingrat! – acuzat de complot împotriva propriei ţări, ceea ce înseamnă de fapt, bine înţeles, că este el însuşi victima nevinovată a unui complot mîrşav… E soarta celor mai mari, nu-i aşa, şi la drept vorbind, unul singur în lume a mai fost ca el: «*Vosganian se simte victima unui complot şi se compară cu Nelson Mandela, pe care, însă, îl credea mort. "Numai Nelson Mandela a luat Premiul Nobel după ce a fost complotist [acuzat de complot – n.n.]. Dumnezeu să-l odihnească!", a mai spus Varujan Vosganian, care a fost*

atenţionat de către jurnalişti că Nelson Mandela nu a murit. "Atunci Dumnezeu să-l ţină!", a răspuns el» (*ibidem: Epoch Times România* din 4 septembre 2013).

D-l Vosganian se vrea deci un nou Nelson Mandela… viu sau mort, nu contează, dar în-nobelizat! La adăpost de grijile provocate de procurorii care «uzurpă» puterea Senatului… căci cine ar mai îndrăzni atunci, nu-i aşa, cînd el ar fi primul scriitor şi om politic român nobelizat? Şi ministrul îşi continuă elanul: «*Revenind la importanţa muncii şi personalităţii sale, Vosganian avertizează că cei ce îi aduc atingere, lezează în acelaşi timp şi prestigiul unor instituţii onorabile pe care el le-a reprezentat. Ministrul acuzat de subminarea economiei naţionale declară că în România nu sunt mulţi politicieni ca el. "Nu uitaţi, eu nu reprezint doar Ministerul Economiei, eu reprezint Uniunea Scriitorilor, reprezint Uniunea Armenilor din România, reprezint un colegiu onorabil. Adică prestigiul meu nu-i doar prestigiul meu! (...) că nu ştiu dacă în România există atâţia oameni politici! Cred că nu-s mai mulţi decât pelicanii din Deltă", a mai spus ministrul Economiei*» (*ibidem*). Cu această tiradă în acelaşi timp civică, lirică, ba chiar ecologică, d-l Vosganian ne-a convins: el vizează premii Nobel în multiple discipline. Ce-i drept, oamenii politici ce-i seamănă trebuie să fie mult mai puţini decît pelicanii!...

La acest punct al reportajului, jurnalistul nu se poate abţine de a cita definiţia din dicţionar a paranoiei, după situl http://psychologies.ro: «*Paranoia se defineşte ca delir cronic, bine structurat şi organizat, în care bolnavul manifestă un orgoliu excesiv determinat de hipervalorizare, de exces de autoapreciere. Paranoicul are tendinţa de a persevera în propriile judecăţi şi convingeri, fără nicio intenţie de a verifica valabilitatea lor*» (*ibidem*). Urmarea confesiunilor îi dă şi mai multă dreptate, cel puţin, din punctul de vedere al simptomatologiei: «*Dl. Vosganian a continuat: "Sunt un om care oriunde merg în ţara asta nu există ceva să nu fie legat de numele meu. Nu există comună sau oraş din România în care să nu existe ceva, o cărămidă pusă când am fost eu ministru", a mai zis ministrul, care s-a arătat gata să se bată în justiţie*» (*ibidem*). D-l Vosganian se lăsa, pesemne, purtat de acele amintiri şcolare din care cu toţii ne adăpăm («*Tot ce mişcă-n ţara asta, rîul, ramul*»...), comparîndu-se de astă dată, implicit, cu altă figură emblematică, voievodul de legendă cîntat de bardul naţional: Mircea cel Bătrîn se bătea cu turcii, iar d-l Vosganian, iată-l, e «*gata să se bată în justiţie*»... Totuşi, cum bine ştim, el şi-a temperat mai apoi vitejia, preferînd, în loc de a-şi înfrunta acuzatorii în faţa unei curţi de justiţie, să profite mai degrabă de protecţia Senatului...

Cît despre Uniunea Armenilor din România, pe care d-l Vosganian se laudă a o reprezenta, nu mai puţin dealtfel decît Uniunea Scriitorilor din România, evocarea numai a acestor «reprezentanţe» ne umple de tristeţe şi de un dezgust amar, cînd ştim în ce fel utilizează preşedintele şi respectiv prim-vice-preşedintele acestor instituţii atît mijloacele logistice cît şi bunurile materiale şi fondurile financiare ce le sînt atribuite. Pentru sediul Uniunii Scriitorilor, mai întîi donat în condiţii frauduloase, şi finalmente, trocat contra beneficii într-o afacere privată, am văzut deja. Să aruncăm o scurtă privire asupra folosirii fondurilor de stat pe care d-l Vosganian, ca preşedinte al Uniunii Armenilor din România, le primeşte din banii contribuabililor.

Avem cel puţin un exemplu, ce ni se pare însă mai mult decît semnificativ. În calitatea sa de preşedinte al Uniunii Armenilor din România, d-l Vosganian finanţează, de mai mulţi ani, publicarea volumelor de «amintiri» şi «memorii» ale unui scriitor veleitar, tot de origine armeană, d-l Gabriel Diradurian. Acesta, sub pretext de memorialistică, s-a specializat în defăimarea, insultarea, şi calomnierea, în paginile cărţilor domniei-sale publicate cu sponsorizarea d-lui Vosganian, a unor persoane pe care abia dacă le-a cunoscut, dar pe care, în

mintea înfierbîntată de ambiţie literară frustrată – şi/sau de alte, necunoscute nouă, ambiţii – le consideră rivale, ba chiar, cine ştie, responsabile cumva de eşecul carierei naţionale şi internaţionale a domniei-sale, ca scriitor şi nu numai. Căci, în plan politic (?), d-l Diradurian se crede spionat de CIA!... Din acest detaliu, confiat unor scriitori cam creduli, deducem statura magistrală pe care şi-o atribuie, în strînsă înrudire, în privinţa perceperii de sine, cu sponsorul său, d-l Vosganian, ce, mai puţin timid, se compară, cum am văzut, cu Nelson Mandela... În plan literar, «modestul» domn Diradurian se recunoaşte ca un nou Dostoievski, plasîndu-se astfel mult deasupra pretenţiilor de nobelizare ale protectorului său!

Dar, pentru a nu transforma articolul de faţă într-o polemică personală, ne vom limita a menţiona faptul că volumul *Memorialistică II* al d-lui Gabriel Diradurian, apărut la editura Ararat în 2011, cu indicaţia expresă a finanţării de către Uniunea Armenilor din România, şi cu o prefaţă elogioasă scrisă sub contract (adică cu plată) de un critic cunoscut, conţine un capitol întreg de mai bine de 40 de pagini format mare, plin de la început pînă la sfîrşit de insulte şi calomnii, de nereprodus aici, la adresa poetului şi istoricului religiilor Ara Alexandru Şişmanian (pentru detaliile acestei afaceri, aparent, private, trimitem la publicaţiile acestuia, pe siturile *Calameo* si *Asymetria*, precum şi, tot acolo, la articolul subsemnatei).

Deriva morală este pe cît de ridiculă pe atît de sinistră, cînd caricatura e animată de putere în ordinea acestei lumi. Din fericire, condiţiile nu sînt întotdeauna reunite pentru a face să explodeze acest cocktail surprinzător, dar riscurile există, şi este timpul ca această cursă spre corupţie şi demenţă să fie oprită, cît timp d-l Vosganian mai poate fi, încă, recunoscut responsabil de actele sale. Dar aceasta, numai justiţia o poate stabili, şi judeca. Nicio imunitate, nicio minciună, nicio veleitate deşănţată. Această ţară merită lămurirea aceasta, în memoria veritabilelor sale victime, cele ale deceniilor de dictatură comunistă, inclusiv cele din decembrie 1989. Şi o merită de asemeni, şi încă cum, poporul martir din care provine d-l Vosganian, poporul armean, victimă a primului genocid al secolului XX, popor căruia, departe de a-i aduce un omagiu, cum îşi închipuie, îi face, mai degrabă, ruşine.

Dana SHISHMANIAN, 15 iulie 2014

Dana Shishmanian

Un symbole de la corruption en Roumanie postcommuniste.

L'ex-ministre de l'économie, M. Varujan Vosganian

Notice préliminaire

Une brève notice introductive permettra au lecteur français peu familiarisé avec les sujets de politique roumaine de mieux suivre le présent exposé. Les affaires de corruption évoquées ci-dessous sont principalement liées à la période de deux ans où M. Varujan Vosganian (né le 25 juillet 1958) a été, successivement, ministre de l'économie et du commerce (décembre 2006-mars 2007), et ministre de l'économie et des finances (avril 2007-décembre 2008), dans des gouvernements ayant comme premier ministre M. Călin Popescu-Tăriceanu (Parti National-Libéral, comme M. Vosganian lui-même). Soit révélées à l'époque même (en particulier pour ce qui est de sa collaboration et complicité avec l'ancien régime communiste), soit ressorties ultérieurement (en 2010, en 2012), ces affaires ont fini par rattraper M. Vosganian sous la pression du rapport de la Commission Européenne concernant le respect par la Roumanie des conditions d'intégration dans l'espace Schengen, l'obligeant finalement à démissionner, en octobre 2013, de son troisième mandat comme ministre de l'économie de la Roumanie (et deuxième comme aussi ministre des finances), mandat qu'il détenait depuis décembre 2012, cette fois, dans le gouvernement Victor Ponta (Parti Social-Démocrate).

M. Varujan Vosganian reste néanmoins jusqu'à ce jour [juin 2014, date du présent article, et bien au-delà, puisque nous sommes maintenant, au moment où nous rédigeons cette note, en juin 2022], sénateur – et ce, depuis plus d'un quart de siècle, à savoir depuis 1996 (il a aussi été député au Parlement, depuis 1990 jusqu'en 2020…). Sinécure à vie, dirait-on, qui lui procure non seulement des subsides mais aussi une immunité politique indue : celle qui l'a protégé et le protège toujours – tant que des lois sont conçues et votées pour et par ceux qui en profitent – contre les mises en examen réclamées à son encontre par les instances juridiques de son pays, en particulier par le Parquet roumain chargé de la lutte contre la criminalité organisée (DIICOT). À l'abri des poursuites, il attend son heure, en rêvant probablement de revenir aux affaires, si les circonstances s'y prêtent ! Car qui garantira la fin de la corruption en Roumanie post-post-communiste, devenue européenne et *ipso facto*, labélisée démocratique ? Mais qui garantira la fin de la corruption, tout court, en démocratie comme en théo-, totalitaro-, ou crypto-totalitaro-cratie ! Ce virus est le plus mutant de tous, et circule partout dans le monde, régissant de l'ombre même les pandémies, les famines, les rebellions, et les guerres ! Oui, surtout, finalement, les guerres…

***

« *La Commission européenne, qui surveille de près la réforme de la justice et la lutte contre la corruption en Roumanie, avait appelé en janvier* [2013, n.n.] *à démissionner les ministres roumains sous le coup d'enquêtes ou poursuivis pour corruption.* » (©*AFP, 7 octobre 2013* 19h16). L'appel en question était formulé dans le cadre du *rapport Mécanisme de Coopération et Vérification (MCV) pour 2012* de la Commission Européenne[1], et concernait à l'origine plusieurs ministres du gouvernement roumain. Le troisième resté encore en poste neuf mois après, M. Varujan Vosganian, ministre de l'économie depuis décembre 2012, démissionna finalement le 7 octobre 2013, après force dénégations, atermoiements, et déclarations exaspérées à l'encontre de cette Europe qui se mêlait trop des affaires roumaines…

[1] On peut consulter sur le site France Diplomatie une bonne synthèse du sujet, y compris concernant le MCV (L'Union européenne et la Roumanie, dernière mise à jour : 11 avril 2014).

Un autre de ces ministres roumains visés par la Commission Européenne, M. Liviu Dragnea, ne déclarait-il pas le 3 février 2013, après la publication du rapport MCV : « *Il est assez étrange qu'il y ait aussi* [dans ce document, n.n.] *des commentaires politiques. Il y a quelques années, quand ce rapport a été inventé* [sic !], *il concernait quelques domaines, maintenant, il s'occupe de tout*. » (presse roumaine[2] : *ziare.com*). En effet, le rapport MCV s'occupait de la corruption au sein du gouvernement roumain… cela étant visiblement gênant pour le ministre en question (et pas seulement) ; la Commission Européenne ferait mieux, comprenons-nous – si nous lisons entre les lignes – de fermer les yeux et d'allonger les sous pour « aider » ce gouvernement, n'est-ce pas ? Ainsi le premier-ministre lui-même, M. Victor Ponta, pour défendre ses acolytes, s'exprimait-il sans ambages dans une réunion ministérielle, fin janvier 2013, à propos du rapport MCV : *« Il est probable qu'il s'agisse d'une erreur et cela aurait pu être corrigé, si le Mécanisme était aussi de Coopération, non seulement de Vérification* » (presse roumaine : *RL online*, *RTT*). En effet, le MCV pose, justement, une condition pour la *coopération* : celle de la *vérification* de l'assainissement des pratiques politiques, et tout particulièrement, de l'éradication de la corruption au sein des pouvoirs publics en Roumanie. Or, tout porte à croire que cela s'avère encore mission impossible. Du moins, jusqu'à la date présente. Récapitulons.

Le prix du gaz et l'immunité sénatoriale

« *Le DIICOT* ([Direction d'Investigation des Infractions de Criminalité Organisée et Terrorisme], *le Parquet roumain chargé de la lutte contre la criminalité organisée) avait demandé en septembre* [2013] *le feu vert du Sénat pour poursuivre M. Vosganian, accusé d'avoir autorisé la vente de gaz naturel à un producteur roumain d'engrais chimiques, Interagro, à des prix préférentiels, alors que ce groupe avait accumulé des dettes importantes envers la compagnie publique Romgaz pour le gaz déjà fourni. Ces faits remontaient à son précédent mandat à la tête du ministère (2006-2008), ont précisé les procureurs*. » (©*AFP, 7 octobre 2013*).

Il s'agissait donc d'une affaire de corruption à grande échelle, puisqu'elle concernait une matière première extraite du sol national dont le ministre de l'économie avait autorisé l'achat à prix cassé par un trust privé, actionnant comme un « *groupe infractionnel* » (cf. DIICOT) avec la complicité de dirigeants de la société nationale Romgaz ; et ce alors qu'à la même époque, sous ce même ministère de M. Vosganian (Parti National Libéral), la Roumanie achetait à prix fort, supérieur à la moyenne européenne, du gaz russe !…

Sur ce dernier point, la presse roumaine avait révélé dès 2011 des télégrammes classés « confidentiels » envoyés au gouvernement des États-Unis par l'Ambassade Américaine à Bucarest, pendant le ministère de M. Vosganian en 2008, signalant que « *Vosganian continue à soutenir des relations plus étroites avec la Russie, et il a minimisé publiquement le fait que la Roumanie paie l'un des prix les plus élevés d'Europe pour l'import de gaz de Russie* » (document cité sur le site *HotNews.ro*). Pour mémoire, en 2008 la Roumanie payait 370 $ par 1000 m^3, en faisant un bond de 100 $ par rapport au prix de l'année précédente, alors que la moyenne européenne de 2007 était de 254 $ et celle de 2008, estimée à environ 280 $, réévaluée

[2] Les citations provenant d'articles de la presse roumaine sont traduites en français par l'auteure du présent exposé.

ensuite à 345 $[3]. Quant au trust Interagro, M. Vosganian et son successeur au ministère, M. Videanu, l'ont « *placé en position de monopole, en autorisant la vente préférentielle de gaz naturel de la compagnie Romgaz, en valeur de 500 Millions de dollars, dont 92 Millions étaient des réductions commerciales accordées de manière illicite, selon le DIICOT* » (cf. *REALITATEA.NET* du 2 septembre 2013).

C'est pour cela que cette affaire du ***gaz roumain sous-payé***, du ***gaz russe surpayé***, et d'autres d'ailleurs, avaient recouvert, dans le dossier du Parquet, un intitulé bien plus tranchant qu'une « simple » corruption : le DIICOT accusait M. Vosganian de « *complot et sapement de l'économie nationale* » (cf. *REALITATEA.NET* du 4 septembre 2013). Cette accusation était fondée sur les actes illicites commis par le ministre dans l'intérêt de l'homme d'affaire Ioan Nicolae, propriétaire du trust SC Interagro SA.

Le réquisitoire des procureurs donnait ainsi les précisions suivantes : deux ministres de l'économie successifs, MM Varujan Vosganian, membre du Parti national libéral (PNL), pour la période 2006-2008, et Adriean Videanu, membre du Parti démocrate libéral (PDL, opposition), « *accusés de faits similaires remontant à la période 2008-2010* », ont, pendant les 4 ans cumulés de leur ministère, « *utilisé SNGN ROMGAZ SA (unité nationale d'intérêt stratégique) dans l'intérêt privé de SC INTERAGRO SA, accordant des remises commerciales substantielles à la livraison de gaz naturel vers SC INTERAGRO SA, au-delà des plafonds pratiqués par SNGN ROMGAZ SA, ainsi que du gaz naturel provenant uniquement de la production interne, en ne respectant pas les dispositions légales et dans des conditions où SC INTERAGRO SA enregistrait des manquements importants dans le paiement du gaz consommé, occasionnant ainsi un préjudice d'environ 130 Millions USD* ». Proportionnellement, la dette du trust privé envers la société publique Romgaz s'élevait, précise le rapport, à environ 70% du budget annuel de celle-ci, fait de nature à *« affecter gravement les principales activités de SNGN Romgaz SA, la société nationale étant transformée pratiquement dans un fournisseur d'un client privé privilégié, le système énergétique national étant ainsi mis en péril dans le secteur du gaz naturel* » (cf. source précitée).

Mentionnons aussi que la société publique Romgaz, spoliée par l'homme d'affaire Ioan Nicolae avec le concours complaisant des ministres de l'économie nationale, était lorgnée par le géant russe Gazprom, instrument politique anti-européen dans les mains accaparatrices de Vladimir Poutine, son « bras armé », économiquement parlant, dans le cadre d'une politique concernant la dépendance énergétique des pays de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie – ce qui a des conséquences également en termes de politique internationale, preuve les faibles réactions des pays occidentaux dans le conflit syrien, ainsi que dans le conflit ukrainien en 2014[4]. En effet, Gazprom cherchait depuis longtemps à absorber le producteur roumain, pour

[3] Cf. *Enjeux économiques de la nouvelle confrontation gazière entre la Russie et l'Ukraine*, étude publiée par l'économiste Sergiy Chukhno sur le site de l'association française Perspectives ukrainiennes du 7 janvier 2009.

[4] Cette évaluation concerne évidemment la situation en 2013-2014 – avec les conflits mentionnés dans le texte – mais elle reste en partie valable aujourd'hui, au milieu de l'année 2022, quand, malgré l'escalade militaire en Ukraine, par l'approvisionnement massif en armes et par les sanctions sans précédent appliquées à l'agresseur russe, la position stratégique de la Russie non seulement à la Mer Noire, mais beaucoup plus grave et menaçante, en Méditerranée, à travers l'implantation pérenne de l'impérialisme russe en Syrie, n'est, hélas, contestée par personne ! Et pour cause : n'a-t-elle été possible grâce à un illustre... Prix Nobel de la Paix : Barack Obama en personne ?! Poutine devrait lui baiser les mains et lécher les pieds ! Il a reçu de

asservir complètement à la Russie le marché du gaz à ses frontières ; un projet de « société mixte » fut même porté ensuite par M. Videanu en 2009-2010 (cf. *Business24*), et a traîné jusqu'en novembre 2013, quand il a finalement été abandonné. Nous comprenons alors un peu mieux de quel « sapement » de l'économie nationale il risque d'avoir été question à l'époque, en fin de compte... un sabotage à l'échelle nationale, au profit d'une puissance étrangère !

D'ailleurs le procédé n'était pas singulier. M. Vosganian a été accusé aussi d'avoir obligé les sociétés d'État de vendre avec une perte de plus de 30% le charbon extrait du sol national, afin d'écouler ainsi la production interne, suite à des imports massifs (non nécessaires) de charbon étranger qu'avaient ordonnés MM Varujan Vosganian, ministre de l'économie, et Constantin Niţă, ministre de l'énergie ; le groupe parlementaire PP-DD exigeait alors la démission des deux ministres en mai 2013 (cf. presse roumaine du 15 mai 2013).

Il résulte de ces deux exemples que M. Vosganian a constamment dévalorisé sur le marché interne les matières premières extraites du sol national, stratégiques pour le pays.[5]

---

l'Amérique démocrate un cadeau que n'ont pas obtenu les tsars de Russie dans des siècles de rêves et d'ambitions byzantines !

[5] Nous découvrons maintenant, en relisant ce texte pour la publication en volume, que les actes incriminés ici, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie nationale, du ministre Vosganian dans les années 2006-2008, ne sont pas les seuls. Ainsi, un article récent de M. Patrick André de Hillerin (catavencii.ro du 28 avril 2022 : https://www.catavencii.ro/tag/varujan-vosganian) révèle une affaire aux proportions incomparablement plus graves que les précédentes : « *18 jours avant les élections législatives de 2008, le gouvernement Tăriceanu, dans lequel Călin Popescu Tăriceanu était premier ministre et Varujan Vosganian ministre de l'Économie, a accordé à Sterling Resources Ltd. au Canada les droits d'exploiter les gisements de gaz naturel et de pétrole sur le plateau continental de la mer Noire. (...) Ce après qu'en 2006* (lorsque ministre de l'Économie était également M. Vosganian, n.n.) *, Sterling Resources avait acquis* (déjà, n.n.) *les droits d'exploration de sociétés qui en étaient auparavant propriétaires ».* Une cession gratuite, avec la promesse d'un partage futur de la production : « *L'État roumain n'a pas obtenu d'argent de l'octroi de ces licences d'exploration et d'exploitation parce que l'exploration devait se faire sur l'argent des entreprises, et quand l'exploitation devait commencer, faite également avec l'investissement des sociétés détentrices de licences, la Roumanie n'avait qu'à gagner (purement théoriquement) par le partage de la production* ».

Mais voilà : ce mauvais plan consistant à parier sur une mince bande de peau de l'ours dans la forêt – une opération de cession digne d'un ministre de l'économie « patriote » jusqu'à la spoliation des ressources du pays – se termine maintenant, après 14 ans, par... l'achat, par la société d'État Romgaz, de 50% du capital finalement détenu par la société texane ExxonMobil, en partenariat avec OMV Petrom – une société privée dite roumaine, détenue majoritairement par OVM Austria – à la suite de la vente entre-temps, par la société Sterling Resources Ltd (depuis 2018, PetroTal Corp.), des licences d'exploration/exploitation acquises gratuitement auprès des gouvernements Tariceanu-Vosganian : Romgaz est donc obligée, pour entrer dans le capital, d'acheter une partie de ces licences cédées qui, normalement, lui appartenaient de droit ! Et à quel prix le pays « rachète-t-il » en 2022, une partie des droits sur les réserves de gaz naturel et de pétrole de la Mer Noire, aliénées pour rien en 2006-2008 ? Au prix énorme de 1 milliard de dollars ! *« Maintenant, Exxon vend sa part de la licence pour un milliard de dollars, à Romgaz*. » (*ibid*.)

La Roumanie a cédé donc pour rien ses droits sur ces réserves absolument stratégiques, qui, dans la conjoncture géopolitique de l'impérialisme économique russe, auraient déjà pu lui assurer, si elles avaient été exploitées dans un cadre national, l'indépendance énergétique. Et pour pouvoir récupérer, quatorze ans plus tard, une partie de la production et éventuellement, des bénéfices de leur exploitation, elle est maintenant forcée, par l'intermédiaire de la société d'État Romgaz – encore une fois, spoliée par la corruption et le vol – de payer un prix d'au moins 25 fois plus grand que celui de 39,25 millions de dollars auquel Exxon a acheté des licences à Sterling, et de 9 fois supérieur au bénéfice de 111 millions de dollars obtenu, en vendant les licences reçues gratuitement, par Sterling elle-même, la société bénéficiaire de la cession! (« *En d'autres termes, après avoir acheté pour 39,25 millions de dollars une licence que l'État roumain avait donnée gratuitement, Exxon vend à l'État roumain la même licence à un prix 25 fois supérieur à celui auquel il l'a*

Pour le successeur de M. Vosganian au ministère de l'économie, la procédure judiciaire a pu se mettre en marche le 9 septembre 2013 – sans doute, grâce au Président roumain, M. Traïan Băsescu, à qui il incombait d'autoriser la mise en examen d'un ex-ministre ; ainsi, dès fin septembre 2013, le DIICOT mettait sous séquestre les biens de M. Videanu. Le procès a depuis suivi son cours, touchant récemment l'homme d'affaires bénéficiaire des remises ministérielles accordées sur les biens publics, dans un domaine aussi stratégique et sensible que l'énergie : depuis le 17 mars 2014, l'oligarque Ioan Nicolae, apparemment l'homme le plus riche de Roumanie – qui était en fait sous surveillance pénale dès janvier 2012 – fait l'objet d'une expertise ordonnée par DIICOT dans le cadre de l'affaire Videanu (cf. *Wall-Street.ro*). Notons seulement que, loin de s'en émouvoir, ce « nouveau riche » (fortune estimée à 1,2 Milliards de dollars) continue de défier la justice (peut-être s'imagine-t-il pouvoir acheter toute la Roumanie…) et fait beaucoup parler de lui par les grèves à répétition, grèves de la faim, et suicides des employés de ses nouvelles compagnies, qui doivent l'apprécier, eux, comme patron voyou !

Mais, revenons à M. Vosganian. À la différence de son émule ministériel (car, reconnaissons-le, M. Videanu ne faisait que poursuivre la voie ouverte par son prédécesseur), M. Vosganian, lui, bénéficiait de l'immunité parlementaire, étant, en tant que sénateur (il l'est toujours !), protégé par le Senat, qui seul pouvait autoriser, selon la constitution roumaine, sa mise en examen par le Parquet. Or, le Senat a mis au vote la demande du DIICOT, et – on peut encore être surpris, tant on s'accommode mal d'un pessimisme sans horizon, faisant des anciens pays communistes les représentants d'un modèle incapable de se transformer, d'accéder à la démocratie, à l'État de droit, et à la transparence dans les affaires publiques – la Haute Assemblée a préféré continuer de protéger ses membres ! Car sans doute, M. Vosganian n'aurait pas été le seul… et il ne fallait surtout pas créer un précédent, n'est-ce pas ?... La meilleure preuve que les sénateurs se défendaient, par leur vote, d'une menace potentielle pouvant atteindre d'autres parmi eux, est le fait que l'un des « partisans » de M. Vosganian, Ioan Ghişe (collègue de parti PNL), a déclaré : « *Ceux qui voteront contre M. Vosganian méritent de se retrouver dans la même situation que lui* » (reportage dans *Adevarul.ro* du 7 octobre 2013). Alors, bien avisés par le visé – M. Vosganian ayant dit à ses collègues d'assemblée que « *les procureurs méprisent le Senat* », en les poussant ainsi à faire front contre le rapport MCV et les injonctions du DIICOT (*ibidem*) – les sénateurs ont voté à une large majorité (environ 85%) de ne pas « livrer » leur collègue aux bras de la justice de leur pays… envers laquelle ils montraient ainsi un très grand respect, de même qu'envers la Commission Européenne !

Bien rassuré du côté du Senat, M. Vosganian s'empresse le lendemain, le 7 octobre 2013, de démissionner du gouvernement : oui, c'est quand même le prix à payer... vu que le rapport MCV le demandait, voilà, depuis plus de 9 mois. Mais, bravache, il déclare que c'est là une « *démission d'honneur* », comme s'il s'agissait d'une concession : non, il n'est pas frileux, il a le courage d'affronter l'opinion publique, ainsi que l'Europe, mais bien à l'abri de l'immunité

---

achetée » ; « Ainsi, au final, avec un investissement de seulement dix millions de dollars, Sterling Resources a réalisé un bénéfice, de la seule vente de licences, de 111 millions de dollars. Un taux de rentabilité énorme, sans extraire ne serait-ce qu'un centimètre cube de gaz » : *ibid.*; voir aussi, pour le contexte du projet baptisé Neptun Deep, la presse internationale, par exemple : *Romgaz pour acheter la participation d'Exxon dans le projet gazier de la mer Noire pour 1,07 milliard de dollars*). N'y a-t-il pas lieu de se demander quelle « rétrocession » – pour ne pas dire, en des termes plus balkaniques, quel bakchich – auront reçu, au moment de la cession, le ministre de ressort Vosganian et son sempiternel protecteur, le Premier ministre Tăriceanu ?

sénatoriale ! Car, comme on l'a vu, l'exercice de la justice était, de toute manière, bloqué par le vote du Senat… Alors, à la question de bon sens que lui posent les journalistes : *« Si vous n'avez rien à craindre, pourquoi ne démissionnez-vous pas aussi du Sénat ?* » – cas où l'immunité, s'entend, n'aurait plus joué –, M. Vosganian s'irrite, déclare ne pas comprendre la question, et invoque finalement les 42 communes dont il porte les voix… quel désastre les attendrait s'il venait à les priver de sa présence sous le toit protecteur du Senat ! (cf. émission à la télévision du 9 octobre 2013).

Mais ce qui est le plus extraordinaire, et montre à quel point la loi, la justice, les institutions, ne comptent pour rien en Roumanie, est que M. Vosganian n'hésite pas à considérer, de la manière la plus éhontée, que le vote du Senat l'innocente devant tout le pays : « *Ceux qui sont au Senat ont prouvé mon innocence* [comment? n.n.] *et en plus ont montré la confiance dont je jouis au sein de la classe politique* », déclare-t-il à la suite du vote (reportage dans *Adevarul.ro*). Autrement dit, le vote de ses comparses suffit pour « prouver » l'innocence de qui que ce soit ! On n'a plus besoin de tribunaux, ni de justice… Et que dire du principe de la séparation des pouvoirs ? Le politique s'érige en juge. Comme il s'approprie aussi le rôle du législateur et de l'exécutif en même temps.

Alors, le MCV n'a-t-il pas raison de déplorer que des rapports de l'Agence nationale pour l'intégrité (ANI), qui incriminent des ministres et de hauts fonctionnaires pour faits de corruption, n'aient pas systématiquement entraîné leur révocation, et n'est-il pas en droit d'alerter sur la corruption qui continue de gangréner la vie politique roumaine, en ruinant les efforts de la magistrature et du Parquet pour assainir cette plaie ?

Bineînţeles, jocul politic – tot el, şi nu, cum ar fi de dorit, decizia independentă a unui organ de stat – împinge grupurile de opoziţie la o luare de atitudine care, deşi perfect îndreptăţită pe fond, rămîne, formal, mai mult retorică, fără eficienţă în ordinea acţiunii. Într-adevăr, «***PDL solicită demisia lui Vosganian din Senat pentru ca justiţia să poată investiga cazul acestuia***», titrează presa, citînd declaraţiile d-lui Alin Tişe**:** «*Partidul Democrat Liberal solicită demisia de urgenţă a senatorului Varujan Vosganian din Parlament pentru ca organele de anchetă să poată să-şi facă datoria (...). "Considerăm că, prin atitudinea avută în Senat, USL a afectat democraţia, statul de drept, viitorul Raport MCV şi aderarea României la Schengen", a afirmat Tişe (...)*» (cf. *Mediafax* din 10 octombire 2013).

Preşedintele României, d-l Traian Băsescu, crede la fel: «*Începând de astăzi avem o respingere a unei solicitări DIICOT pentru începerea urmăririi penale a ministrului Economiei. Nu e treaba mea să fac aprecieri dacă este îndreptăţită sau nu solicitarea Parchetului, dar cred că această blocare a accesului Parchetului la un membru al Guvernului este o greşeală, la fel cum o greşeală este menţinerea lui Dragnea în Guvern. USL nu mai simte nicio responsabilitate pentru un raport MCV bun. Este mai important pentru ei să-şi apere oamenii, decât să permită ţării să aibă un raport favorabil.* ***Politicul este o frână pentru România spre Schengen*** *[s.n.]. Din cauza întâmplărilor din Senat şi din Guvern vom primi aprecieri negative pentru tot ce facem aici şi este păcat*» (cf. *Mediafax* pe 7 octombrie 2013). Bineînţeles, subscriem – dar cine poate acţiona pentru a redresa această situaţie deplorabilă?

La disparition des 11 Milliards

Le manège des prix du gaz roumain au bénéfice d'une personne privée – et par là, d'un jeu politique bien plus « engagé » auprès du grand voisin de l'Est – n'est que l'une des affaires

dans lesquelles s'est illustré M. Vosganian, celle qui a émergé le plus récemment, par le biais du rapport MCV pour 2012 de la Commission Européenne, que l'ex-ministre respecte tant…

Deux ans auparavant, en 2010, le même ex-ministre a fait l'objet, pour la même période d'exercice aux manettes de l'économie nationale roumaine (2006-2008), d'un déballage de faits encore plus ahurissants. Il s'agit de la disparition, pure et simple, de plus de 11 Milliards de nouveaux Lei roumains (l'équivalent, à l'époque, de 3,250 Milliards d'Euros), acquis par suite des privatisations, et destinés par une loi spéciale, votée au parlement, à un Fond National de Développement, structure extrabudgétaire, créée en décembre 2006, qui avait comme objectif des investissements dans les infrastructures – pour les transports, l'éducation, la santé. Or, en 2010, quand le scandale éclate, il est constaté que seulement 700 Millions de Lei de ce fond ont été budgétés pour le développement pendant les années 2007 et 2008, dont 504 effectivement investis. Pour le reste – près de 15 fois la somme budgétée, et 20 fois la somme réellement investie – les ministres de l'économie successifs (dont MM Vosganian et Videanu) donnaient les explications les plus fantaisistes : l'argent aurait été « utilisé » pour combler le déficit budgétaire… mais non « dépensé »… néanmoins, il n'existait physiquement plus ! Il n'était plus en trésorerie, là où il avait été déposé… « pour combler le déficit budgétaire » ! Quant aux postes déficitaires, à l'explication de ces déficits, et à la manière dont les 11 Milliards de Lei (soit 3,250 Milliards d'Euros) ont été « utilisés » pour les combler, sans pour autant être « dépensés », tout en faisant en sorte qu'il n'en reste rien… pas un mot de leur part !

Ces révélations extraordinaires sont faites dans la presse roumaine (voir par ex. les articles courageux et bien documentés parus sur le site Hotnews.ro, sous la signature de Mme Claudia Pîrvoiu, le 11 mars et le 12 mars 2010). Et, devinez qui vient « expliquer » aux journalistes la prestidigitation de l'« utilisation » sans « dépense », tout en affirmant aussi qu'il pourrait remettre en place la somme à tout moment, si le Président le lui demandait... comprendre : s'il était de nouveau appelé au gouvernement en tant que ministre de l'économie : M. Vosganian, nul autre ! C'est lui qui les a fait disparaître, c'est lui qui les fera réapparaître, pourvu que le ministère lui revienne... Il expliquerait ensuite qu'ils ont à nouveau été « utilisés » pour combler quelque déficit ! Ne s'agirait-il pas plutôt de déficits qu'il aura creusé lui-même, comme avec l'affaire de la dévalorisation du gaz roumain et de l'achat, au prix surélevé, du gaz russe, auprès du grand voisin ex-soviétique et au bénéfice direct du monopole d'État de Vladimir Poutine lui-même, patron indirect de Gazprom ?

Manifestement, le rapport MCV n'a pas creusé aussi du côté de l'ingénierie budgétaire du ministre de l'économie et des finances… et s'est limité à quelques faits saillants évoquant une affaire de corruption, voire de fraude, dont le préjudice apparent pour l'État ne s'élevait, somme toute, qu'à 130 Millions de dollars – ce qui revient à la somme plutôt modique de 95 Millions d'Euros, un petit rien par rapport aux 3,250 Milliards d'Euros qui ont disparu littéralement de la trésorerie de l'État ! Les auditeurs mêmes de la Cour des comptes, dans leurs rapports, n'arrivent pas à en trouver la trace.

Ainsi, le rapport de 2008 identifie les sommes de 600 Millions de Lei du Fond National de Développement mis à la disposition du gouvernement en 2007, et de 101 Millions en 2008 ; seule cette dernière somme est détaillée quant à ses destinations (différents projets régionaux). Pour 2007, 458,8 Millions seulement ont été réellement investis, soit 76% ; pour 2008, plus de 55% des sommes allouées n'ont pas été utilisées, l'investissement effectif s'élevant à env. 45 Millions. Par ailleurs, le rapport liste un ensemble d'irrégularités voire d'illégalités liées à l'opacité des décisions prises sur l'utilisation des sommes du FND, tant au niveau du Ministère

des Finances publiques (M. Vosganian, à l'époque) qu'au niveau local – où des faits de nature pénale sont signalés –, et fait des recommandations pour y remédier.

La situation de l'année suivante est encore plus floue : le rapport de 2009 mentionne le FND, mais sans plus aucun élément chiffré, indiquant seulement qu'il n'y a eu aucune demande d'investissement, donc d'utilisation de ce fond. Sur le principe, le rapport précise néanmoins que si c'était au Ministère des Finances que revenait la charge d'administrer les sommes, ledit Ministère n'avait pas mandat à les utiliser à sa guise, cette responsabilité revenant au gouvernement dans son ensemble : et l'instance de contrôle de déplorer encore l'opacité des décisions et de faire, à nouveau, des recommandations… Oui, mais personne, dans l'exécutif, n'en a cure.

Si l'utilisation du FND pour des investissements, représentant sa destination en propre, est minime – 700 Millions de Lei sur 2 ans, dont 504 Millions réellement investis, soit 71,8% de cette somme –, les rapports montrent, par contre, une mise à contribution effective de 2,6 Milliards de Lei en 2007 et de 8,5 Milliards de Lei en 2008, « pour réduire le déficit budgétaire », le total correspondant étrangement avec la valeur initiale du FND ! Pour 2008, les dépenses effectives ont créé un déficit excédentaire de, justement, 8 Milliards de Lei en plus du déficit de 11,8 Milliards de Lei initialement prévu au budget ; l'analyse poste par poste du déficit extrabudgétaire ne figure pas dans le rapport, mais il est indiqué explicitement qu'il a été ***imputé sur la trésorerie de l'État***, qui était, justement, dépositaire du FND. L'argent destiné aux investissements a donc bel et bien été mis à contribution dans le cadre des dépenses courantes, sans rapport aucun avec sa destination, et pris physiquement sur la trésorerie de l'État où il était déposé, puisqu'un déficit excédentaire est ainsi apparu qui, en cumul sur 2007 et 2008, les deux années, justement, du ministère de M. Vosganian, correspondait, justement, aux sommes appartenant au FND !… Sauf qu'on n'a pas le détail des dépenses correspondant précisément à ces sommes. Dommage.

Le nouveau premier ministre à l'époque de l'explosion de ce scandale, M. Emil Boc, s'indigne et accuse, en janvier 2009 – mais hélas, aucune enquête institutionnelle n'est engagée : « *Au lieu que nous ayons en 2009 de l'argent mis de côté, nous avons des dettes mises de côté par M. Vosganian. C'est M. Vosganian qui a anéanti les sommes du Fond National de Développement, sommes qui devaient être investies dans les infrastructures du pays, en autoroutes, en routes, en hôpitaux, en écoles, pour avoir un retour bénéfique pour l'économie. Ces sommes ont été anéanties. Dépensées au casino politique.* » Et dans une autre déclaration du même, en mars 2010 : « *Nous avons financé le déficit, à partir de quelle source ? Non pas par un emprunt externe, mais en consommant l'argent provenant de la privatisation de la BCR et d'autres privatisations. Cet argent du Fond de développement, au lieu d'aller aux investissements, où était leur destination, car c'était pour cela que nous avions fait des privatisations, a été dépensé par le gouvernement libéral* [PNL, le parti de M. Vosganian, n.n.] *en bonus, primes, et cadeaux électoraux* » (sources Hotnews.ro suscitées du 11 mars et 12 mars 2010).

Les bonnes intentions pourtant persistent… L'actuel gouvernement – sous la bannière du revenant Victor Ponta – reprend le flambeau, comme si de rien n'était. Il y a eu un FND, il a été anéanti, on va en faire un autre, pour pouvoir à nouveau le camoufler… (en toute rigueur, celui de 2006 n'était même pas le premier, mais le deuxième). Le nouveau projet, étalé sur deux ans (voir l'annonce sur *puterea.ro* du 16 février 2014), toujours financé par des privatisations, toujours destiné au développement du pays, aboutira-t-il plus que le précédent, dix ans après ?

Cela dépend crucialement de la volonté des facteurs politiques de faire place nette et de passer la main à la justice, quand cela s'impose. En protégeant les abus, la corruption, l'irresponsabilité de certains personnages de la vie publique, les institutions politiques de la Roumanie peinent à se déprendre des habitudes de clan ancrées dans leurs gènes par l'ancien système communiste.

La Poste Roumaine et le siège de l'Union des écrivains

Le rapport MCV de la Commission Européenne ignorait aussi d'autres affaires à possible coloration pénale rattachées à cette même période, 2006-2008 – courte, mais ô combien riche en rebondissements – où M. Vosganian s'est trouvé à la tête de l'économie et des finances roumaines. En faisant des mains et des pieds pour y revenir – nous l'avons vu qui promettait, en 2010, de refaire le FND en un clin d'œil, pourvu que le Président l'appelle au ministère – M. Vosganian a été rattrapé, au moment de la constitution du gouvernement Victor Ponta en mai 2012, par ces autres affaires, ce qui a retardé son entrée au nouveau gouvernement (ce ne fut que fin 2012, comme un cadeau de Noël, qu'il put enfin réintégrer « son » ministère, tel un baron en exil son fief… pour moins d'un an cette fois, puisqu'il allait être contraint, rapport MCV oblige, de quitter son poste en octobre 2013, par la « démission d'honneur » que nous avons évoquée dans la première partie de cet exposé).

De quoi s'agit-il ? Les journalistes rendent publiques à ce moment-là (voir *Atac.ro* du 27 mai 2012) deux autres dossiers explosifs. L'un va dans le même sens que celui qui sera révélé un an après, suite à l'enquête du DIICOT sur l'affaire Romgaz : il s'agit d'un cas de corruption, qui en l'occurrence, met en évidence un certain cynisme car, reconnu comme écrivain, étant même, depuis maintenant plusieurs années, premier vice-président de l'Union des écrivains roumains – voire, tout récemment, proposé par la direction de celle-ci (donc par lui-même, entre autres !) à la nomination pour… le prix Nobel de littérature 2014 (excusez du peu !) –, M. Vosganian a tout juste permis en 2006-2007 la « vente » du siège destiné à l'Union des écrivains, à prix cassé (encore), à une société privée qui prévoyait de le raser pour construire en ses lieux et place un complexe hôtelier de luxe ! En effet, les procureurs de la DNA (Direction Nationale Anti-corruption) qui ont enquêté sur cette affaire ont accusé M. Vosganian, ainsi que d'autres ministres de l'époque (MM Dan Nica, Tudor Chiuariu, Zsolt Nagy), d'avoir favorisé, par une suite d'actes illégaux caractérisés d'abus dans l'exercice de leur fonction, le passage frauduleux d'un immeuble à valeur historique et culturelle situé en plein centre de Bucarest, de la propriété de l'État dans celle de la société privée SC Imopost Developments SA. Celle-ci avait été créée en 2005 sur la base de deux sociétés privées et de deux personnes physiques anonymes, avec le « partenariat » de La Poste Roumaine… la direction de cette dernière étant partie prenante. Visiblement, une affaire de détournement de biens publics au bénéfice de compagnies et de personnes privées, l'immeuble en question étant « donné » par La Poste Roumaine à la société nouvellement créée, en tant qu'« apport en nature », alors que le prix du terrain était par ailleurs sous-estimé, sur la base d'une expertise falsifiée par usurpation d'autorité, et que le droit même de propriété de l'entreprise publique de la Poste sur l'immeuble, vraisemblablement, était fabriqué ; le préjudice causé à l'État a été estimé à 8,6 Millions d'Euros.

L'affaire, passée en jugement, a d'ailleurs abouti en novembre 2012 à de lourdes condamnations pénales pour les membres de la direction de la Poste Roumaine (plusieurs années d'emprisonnement ferme, sentences définitives en novembre 2012). Parmi les ministres qui ont autorisé ces opérations, deux seulement ont finalement été reconnus coupables et condamnés, après plusieurs années de procédure, pour abus qualifié dans l'exercice de leur fonction (MM Tudor Chiuariu et Zsolt Nagy, sentences définitives prononcées le 24 janvier

2014). Par contre, M. Vosganian, ministre des finances à l'époque de cette transaction, a seulement été auditionné comme témoin lors de la première phase du procès, le 5 mars 2009, quand il a déclaré n'en avoir aucune connaissance (cf. *Romanialibera.ro* du 27 février 2011). Alors que l'immeuble était passé dans la propriété de la firme Imopost Developments suite à une décision du gouvernement du 27 avril 2007, avisée par le Ministère de l'Économie et des Finances pendant le mandat de M. Vosganian en tant que ministre ! Mais… il ne l'a pas su… si sa signature se retrouve sur un document, c'est qu'il ne savait pas ce qu'il contenait… il n'avait pas compris que… n'était pas présent à la réunion du gouvernement où… bref, n'était responsable de rien ! Pourtant, les deux autres ministres impliqués ont bien expliqué à la cour que la note sur laquelle était fondée la décision du gouvernement d'autoriser la « donation » de l'immeuble avait été signée par eux trois, y compris par M. Vosganian, le seul néanmoins à ne pas avoir été inquiété pénalement… (cf. *Lumeajustitiei.ro* du 23 février 2011). En tout cas, il faut croire que son implication a été, là aussi, couverte (mais par qui ?), puisqu'elle n'a pas donné lieu à une mise en examen devant une cour de justice jusqu'à ce jour.

Et le voilà, pimpant, des années après, s'indignant sur son blog, en avril 2013, du fait qu'une héritière du propriétaire historique de cet immeuble, connu sous le nom de « la maison Vernescu », vient en réclamer la rétrocession, alors que l'immeuble avait été acquis par l'État roumain en 1938, et non lors des expropriations opérées par le régime communiste : oui, bien sûr, le prétendant au prix Nobel de littérature a raison de s'indigner aujourd'hui, dans ce cas de réclamation abusive… Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait aussi quand la « maison Vernescu » a été livrée en pâture, pour être rasée, à une société privée pour une affaire de grands sous ? Or, cet immeuble, situé Calea Victoriei n° 133–135, avait été donné en usage en 1990, par une décision du gouvernement, à l'Union des écrivains roumains, qui occupait à l'époque un autre immeuble non loin de là – la « maison Monteoru », Calea Victoriei n° 115. Cette dernière étant menacée d'expropriation en faveur des héritiers légaux, cette fois, non récusables, l'Union des écrivains a dû finalement la quitter en mai 2013, pour s'installer dans une partie de la « maison Vernescu », qui finalement aura été préservée de la démolition, mais dont la plus grande partie a bel et bien été transformée en une affaire à gros sous : un casino, restaurant et complexe hôtelier 5 étoiles... Alors, pour M. Vosganian, se présenter actuellement comme un défenseur de longue date du bien public, en l'occurrence le siège de l'Union des écrivains roumains dont, de surcroît, il était déjà à l'époque le vice-président, et comme un pourfendeur des abus et des intérêts particuliers, est purement et simplement indécent, quand on sait qu'en 2007 il a approuvé la donation dudit immeuble à une société privée, par un acte que la justice a, par ailleurs, caractérisé comme frauduleux. Mais M. Vosganian n'est toujours pas inquiété…

On en vient à se demander encore, et alors même qu'un vaste programme de lutte anti-corruption est à l'œuvre et fonctionne à plein régime au niveau des institutions juridiques du pays, quels facteurs – politiques et/ou d'autre nature – protègent M. Vosganian des conséquences de ses actes, puisque des chefs d'accusation répétés et aussi graves que ceux évoqués ci-dessus, qui vont de la corruption au sapement de l'économie nationale, en passant par la fraude, bien que largement connus de l'opinion publique par la presse et autres media, et spécifiquement investigués par le Parquet, n'arrivent qu'à faire l'objet d'enquêtes préliminaires, sans aboutir à une mise en examen par devant une cour de justice ? Tâchons de fouiller un peu dans le passé et la carrière de M. Vosganian. Quelques surprises nous y attendent.

Les tiroirs de la Securitate

L'affaire de la Poste Roumaine était l'un des deux dossiers compromettants qui ressortaient en mai 2012, pour retarder, de quelques mois encore, la seconde nomination de M. Vosganian aux destinées de l'économie roumaine (celle qui allait aboutir – rappelons-le encore – à la « démission d'honneur » du 7 octobre 2013).

L'autre dossier révélé alors, dont l'éclosion retentissante remonte en fait à 2006, juste avant le premier mandat de M. Vosganian comme ministre de l'économie et des finances, est lié, comme plus tard l'affaire du gaz évoquée au premier épisode du présent exposé, aux relations de la Roumanie postcommuniste avec l'Europe. Il s'agit en l'occurrence d'une candidature que M. Vosganian, en pleine force de son (encore) jeune âge politique, comptait transformer en carrière internationale, en œuvrant à se faire nommer au poste de commissaire européen pour la Roumanie dès l'entrée de celle-ci dans l'UE au 1er janvier 2007 : vaste et noble ambition…

Seulement, voilà, il y en a qui vous mettent des bâtons dans les roues, en affirmant, avec l'autorité de celui qui sait, que, loin de représenter une « nouvelle génération », d'être le flambeau du renouveau politique que le pays attendait, que l'Europe attendait de son futur membre, vous étiez, dès votre premier emploi au début des années '80, recruté par l'ancienne Securitate… du temps même du dictateur de triste mémoire déchu en décembre 1989, Nicolae Ceauşescu ! Quelle dégringolade… Les révélations sont pourtant faites dans la presse roumaine par un ex-haut dignitaire des services secrets roumains, M. Liviu Turcu, passé à l'Ouest en début d'année 1989, sous la protection des États-Unis, et il semble bien savoir de quoi il parle (voir *Jurnalul National* du 27 octobre 2006).

En fait, un autre journal roumain du même jour (*EVZ.ro*) dévoile que les parlementaires européens, en particulier le groupe des socialistes (déclaration commune portée par MM Hannes Swoboda et Jan Marinus Wiersma), avaient déjà exprimé des réserves quant à cette candidature, M. Vosganian s'étant fait connaître à Bruxelles bien plus par sa carrière d'ancien chef d'un petit parti roumain limite extrême droite, l'Union des Forces de Droite (UFD), fondé dans les années '90 et financé par un homme d'affaire douteux, Sorin Ovidiu Vântu, que par une quelconque activité au service de l'Europe, comme c'était le cas, par exemple, de la candidate bulgare, Mme Meglena Kuneva ; ce simple critère détermina d'ailleurs, finalement, le rejet de la candidature de M. Vosganian et la nomination de M. Leonard Orban comme premier commissaire européen pour la Roumanie.

Quant aux révélations liées à M. Vosganian comme collaborateur de l'ancienne Securitate, le président de la Commission Européenne, M. Jose Manuel Barroso, exige sur le champ du candidat, qui se trouvait à Bruxelles, de s'expliquer publiquement ; le prétendant au poste de commissaire européen s'esquive pourtant et attend d'être rentré à la maison pour préparer sa défense, se faisant aider en cela par le premier ministre de l'époque, M. Călin Popescu-Tăriceanu.

Fidèle soutien, celui-ci accompagne M. Vosganian pendant l'odyssée des six longues années de procédure qui s'en suivent. Car il est obligé de renoncer à sa candidature européenne et de ce fait à la carrière internationale à laquelle ses mentors l'avaient probablement destiné, pour se rabattre, de manière bien moins glorieuse sur un plan politique, mais ô combien plus lucrative, sur une carrière interne de ministre de l'économie et des finances – la nomination allait survenir d'ailleurs moins de 3 mois après, seulement le temps que le scandale soulevé par les révélations de M. Liviu Turcu se tasse un peu. Cependant, M. Vosganian était, malgré tout, un peu gêné de traîner un tel boulet… Alors, pour se refaire une virginité, il a besoin d'une lustration en bonne et due forme, à coups de décision judiciaire, et attaque *Jurnalul National*, son journaliste Marius

Tucă, ainsi que M. Liviu Turcu, pour calomnie ; mais il lui faut des contre-arguments. C'est là que les alliances politiques (et pas seulement) comptent…

Le premier-ministre, M. Tăriceanu, commence alors par défendre son collègue de parti (PNL) à coups de démentis prononcés du haut de sa position de représentant du pouvoir politique qui s'estime dispensé d'apporter de preuve. Il évoque dans ce sens une conversation téléphonique avec M. Predoiu, général des services secrets externes, SIE, lequel lui aurait dit qu'il n'y avait « nul besoin de chercher dans les archives, puisqu'on peut confirmer sur le champ que [cette accusation] est une spéculation sans aucune base »… ; ce qui va de pair avec les démentis de M. Vosganian lui-même : « *CNSAS et SIE disent qu'il n'existe aucune espèce de document faisant référence à quelque collaboration de ma part avec l'ancienne Securitate ou avec la Direction des Informations Externes* » (les citations proviennent de la même source, *Hotnews.ro* du 27 octobre 2006). En effet, les politiques se basent sur les assurances orales que leur donnent, généreusement, les responsables des services secrets, ou du Conseil National pour l'étude des Archives de la Securitate (CNSAS), ce qui revient au même… car ledit Conseil n'a accès qu'à ce que l'ancienne Securitate a bien voulu lui transmettre comme « archives », qui ont maintes fois été expurgées, arrangées, manipulées. Et le Président roumain lui-même ne fait pas exception : M. Băsescu se remet également aux déclarations desdits Services… il peut donc affirmer lui aussi que Vosganian est « propre », avec néanmoins la réserve suivante, bien maligne : « *Cela, dans la mesure où les Services peuvent se permettre de ne pas me dire la vérité… Mais une telle chose serait très grave* » (propos recueillis par les journalistes, cf. source suscitée).

Qu'avons-nous donc ? Un ex-haut dignitaire des services secrets, M. Liviu Turcu, qui témoigne de faits qu'il a connus pendant son activité, d'une part ; et d'autre part, des dignitaires des mêmes services, en place plus de vingt ans après, qui, invoqués par M. Tăriceanu, contestent. La crédibilité n'est évidemment pas la même. Quant aux preuves, consistant dans un possible dossier de collaborateur de M. Vosganian au sein des services secrets roumains (section externe selon M. Liviu Turcu), les dignitaires en place en nient l'existence ; le CNSAS va jusqu'à produire, en faveur de M. Vosganian, un « certificat » de bonne conduite, daté du 7 novembre 2006, attestant, sur la simple base des réponses produites par les services secrets héritiers de l'ancienne Securitate – le SRI (pour les internes) et le SIE (pour les externes) – que M. Vosganian « *ne figure pas dans la base de données de la Direction d'investigations*, *est "inconnu" des registres créés par la Securitate, et n'ont pas été identifiés* [sic !] *des informations/dossiers dressés à son nom, nécessaires pour établir la qualité d'agent ou collaborateur de la police politique communiste* ». Simple affirmation d'un manque de traces vaut innocence : le CNSAS décrète donc que « *M. Vosganian n'a pas été agent/collaborateur de la police politique communiste* ».

Que vaut cette « décision » quand on sait deux choses : d'abord, que de nombreux dossiers ont été soustraits lors de la mise à disposition du CNSAS, en février 2006, des archives du SRI et du SIE : les services héritiers de l'ancienne Securitate ont fait leurs tris ; ensuite, que seuls les dossiers concernant des agents ou collaborateurs non repris par ces mêmes services, donc, inactifs à la date de l'ouverture des archives, pouvaient être « dé-conspirés », et leurs dossiers archivés pour être mis à la disposition du CNSAS. Ces évidences, tous les responsables des services secrets les connaissent (voir les témoignages de M. Ioan Talpeş du 13 novembre 2006, et de M. Liviu Turcu du 17 janvier 2007). L'attestation du CNSAS ne prouve donc, en elle-

même, strictement rien concernant la qualité d'agent ou de collaborateur, ancien ou encore actif, de M. Vosganian à la date de cette « investigation ».

Le procès en calomnie intenté par M. Vosganian à M. Marius Tucă, le journaliste qui avait publié les révélations de M. Liviu Turcu, perdu en première instance au Tribunal de Bucarest (en juillet 2010), fut finalement gagné suite à un appel en cassation (en mars 2012), avec l'aide précieuse, comme au tout début, de son protecteur, ex-premier ministre maintenant, M. Călin Popescu-Tăriceanu. Celui-ci avait bénéficié lui-même d'une pareille « lustration » de la part du CNSAS, mais sans qu'un procès s'ensuive ; il lui suffisait donc de répéter, dans le cas Vosganian, que les « services » lui avait dit ne pas avoir trouvé de dossier…

Mais, comme si le « peuple » lui-même devait être mis à contribution pour défendre ses « élus », et non seulement un ancien politicien de l'exécutif, et de surcroît, sur le seul témoignage des services secrets, le sénateur Vosganian – ne représentait-il pas 42 communes ? – bénéficia aussi de l'appui essentiel d'un mystérieux « ami d'enfance » originaire de Focşani (ville de Moldavie). Celui-ci vint témoigner, ô surprise, qu'il voyait presque journellement M. Vosganian depuis son installation dans la Capitale neuf ans auparavant. Très convaincant pour un juge amené à se prononcer sur l'appartenance de M. Vosganian aux services secrets d'avant 1989…voir après ! Mais en quoi le fait que vous fréquentez un ami depuis neuf ans – donc depuis 2003, car on est en 2012 – prouve que vous n'exerciez pas une certaine activité avant cette date ? Rappelons que les accusations concernaient les années '80… En tout cas, la fréquentation d'un ami peut au plus prouver une activité commune… mais non une non-activité ! Peut-être l'ami en question avait-il des activités communes avec M. Vosganian ?… Mais, fait marquant, cet ancien « camarade », peut-être trop zélé et sans doute un peu perdu dans ce nouvel ordre mondial, au demeurant complexe – le syndrome « Good bye Lénine », peut-être –, a déposé sur serment devant la cour que M. Vosganian « *n'a pas quitté le pays avant 1989 et n'a jamais abrité un étranger sous son propre toit* », soit l'argumentaire classique pour disculper un prévenu accusé d'espionnage sous… l'ancien dictateur de sinistre mémoire, Nicolae Ceauşescu ! (cf. reportage de l'audience dans la presse roumaine du 16 mars 2012).

Bref, sur la base de ces 2 seuls « témoignages » – le reportage de cette séance mémorable ne mentionne même plus la « décision » du CNSAS du 7 novembre 2006, apparemment, il n'était plus besoin de la produire comme « preuve » (cela aurait soulevé peut-être la question d'investigations supplémentaires, et personne, manifestement, n'en avait envie) – M. Vosganian est reconnu gagnant, comme dans un match de boxe truqué, et le journaliste, condamné à lui verser 40 000 Euros de dommages et intérêts (l'« honneur » endommagé de l'ex-futur-ex-ministre en avait réclamé 300 000…). Cette sentence ahurissante soulève, une fois de plus, des questions sur les protections dont jouit M. Vosganian, y compris de nature à influencer la justice, qui dans son cas en particulier, semble comme paralysée.

Car, pour conclure cette histoire de dossier, un épisode bien plus ancien concernant M. Vosganian jette toute la lumière nécessaire pour comprendre ce qu'il en était vraiment. Dix ans avant que les « archives » ne passent, par suite de la loi votée début février 2006, dans les mains du CNSAS, les fameux dossiers étaient encore, exclusivement, entre les mains des services secrets (SRI, SIE), et il faut supposer qu'ils n'avaient pas encore été massivement expurgés. A cette époque, les responsables des services qui prenaient le relais de l'ancienne Securitate et en avaient repris en entier les archives, avaient, eux, toute la latitude de sortir ou non un dossier du tiroir, quand cela arrangeait ou pénalisait un politique notoire, selon le jeu des intérêts du moment. Non que ce jeu-là ait cessé par la suite, au contraire ; mais, en 1996, aucune institution

n'était là pour établir des « certificats » et donner des « décisions » concernant des dossiers « non trouvés »… Si le dossier existait, et si M. Virgil Măgureanu, par exemple, directeur du SRI (héritier des activités internes de l'ancienne Securitate), trouvait bon de le sortir, il le faisait : M. Măgureanu se pointait alors en personne avec une copie du dossier et la présentait à la personne qu'il voulait faire agir à l'encontre des politiques sur lesquels il apportait ses révélations (voir pour cela le témoignage de la journaliste Ioana Lupea dans *EVZ du 1er novembre 2006*).

De fait, nous avons aussi un autre témoignage sans ambages dans ce sens, de la part de la regrettée Monica Lovinescu, renommée journaliste d'Europe Libre, où elle a animé pendant près de trente ans les émissions littéraires et politiques sur le régime communiste en Roumanie. En effet, après la victoire de la Convention Démocratique Roumaine et l'élection d'Emil Constantinescu comme président en novembre 1996, Monica Lovinescu, revenue à Bucarest, était devenue membre de la commission présidentielle pour l'enquête sur la dictature communiste en Roumanie. Or, dans son *Journal 1996-1997* (paru aux éditions Humanitas en 2005), p. 241, elle atteste du fait que V. Măgureanu lui a apporté à domicile, le 19 novembre 1996, alors que les discussions portaient sur les nominations au premier gouvernement réellement démocratique de la Roumanie postcommuniste, les dossiers de collaborateurs de l'ancienne Securitate des deux principaux personnages dont les candidatures étaient, justement, proposées : Radu Vasile, pressenti pour être le premier ministre, et… Varujan Vosganian, déjà recommandé comme ministre de l'économie et des finances (d'après le journal roumain *Adevărul* du 28 octobre 2006). Le plan de carrière le concernant (fomenté par quels occultes milieux économico-politiques ?) était donc en place dès 1996… mais voilà, grâce aux révélations, à l'époque, du directeur du SRI, l'irrésistible ascension de M. Vosganian a été retardée de dix ans… puisque ce fut en décembre 2006 seulement, et cette fois, en dépit de l'explosion, pour la deuxième fois, de son affaire de dossier de collaborateur de la Securitate, qu'il put enfin prendre les rênes de l'économie roumaine… on a vu avec quels résultats !

Maintenant, devrions-nous comprendre qu'à l'époque, quand il fut présenté en décembre 1996, son « dossier » était… fictif et l'accusation, une « calomnie » ? Que sa candidature au ministère a simplement été écartée pour d'autres raisons, et non pour le motif que l'accusation du chef du SRI a bel et bien été prise en compte, considérée comme justifiée, et soutenue avec des preuves ? C'est vrai, M. Măgureanu a pu déclarer dix ans après (cf. article suscité) : « *je ne me rappelle plus exactement* »… (le pile ou face de l'oubli et du ressouvenir faisant partie du jeu politique, en l'occurrence le manège du dossier qui disparaît ou reparaît au gré des circonstances, comme une paire d'as dans la manche d'un joueur de poker). Cet épisode, que personne n'a d'ailleurs contesté, jette une lumière aussi éclairante que crue sur le dossier bien réel, mais désormais « caché », de M. Vosganian dans les archives de l'ancienne Securitate.

Vers une nouvelle « immunité » : le Prix Nobel

À la fin de cet exposé plutôt sommaire (car les détails rempliraient un livre), nous sommes perplexes devant tant d'inaction de la part des instances juridiques et des facteurs politiques du pays, dans des affaires où M. Vosganian était pleinement impliqué, par sa responsabilité directe de ministre de l'économie et des finances, sans pour autant être jamais réellement inquiété – alors que d'autres, tout autant ou même moins impliqués que lui, ont finalement été amenés à en rendre compte par devant la justice roumaine. Pourtant, un mouvement fort de la société civile, ainsi que d'une partie de la classe politique – exécutifs, sénateurs, parlementaires, responsables de partis politiques – se manifeste avec de plus en plus d'ampleur pour exiger du

Senat et du parlement roumain de jouer pleinement le rôle qui est le leur dans un état de droit, en cessant de protéger ceux parmi eux qui sont accusés de corruption. Dans ce sens, le récent appel des cinq ONG roumaines – Freedom House Romania, le Groupe pour le Dialogue Social (GDS), Expert Forum, le Centre Roumain pour les Politiques Européennes (CRPE) et la Société Timişoara – est révélateur : « *Cessez d'être le bouclier des corrompus contre la justice !* » (presse roumaine du 6 juin 2014).

Cette fois, la situation est grave, car la lutte contre la corruption n'est pas seulement une condition d'intégration à l'Europe, notamment pour rejoindre l'espace Schengen, objectif entre autres de l'action du MCV (comme nous l'avons mentionné au début du présent exposé). Cela devient une condition de survie nationale, dans les circonstances, sérieuses, où le grand voisin de l'Est menace de plus en plus ouvertement ses anciens satellites, guerre du gaz aidant, misant sans doute sur des soutiens internes encore vivaces dans un pays comme la Roumanie. Récemment, lors d'une visite à Bucarest dans le contexte de la crise en Ukraine, le vice-président américain, M. Joe Biden, a délivré un message clé aux Roumains, en les assurant du soutien total de son pays, de tous les points de vue, face aux menaces russes : « *Pour Washington, le moment est opportun afin de réitérer son soutien à Bucarest, et de lui offrir des garanties de sécurité dans le contexte de la crise en Ukraine. (…) Lors de son discours qui a eu lieu à la base aérienne 90 d'Otopeni, Joe Biden a affirmé que les forces américaines avaient trouvé un allié fiable en la Roumanie, cette dernière ayant été qualifiée de "partenaire sérieux et ferme depuis le premier jour". Biden a également ajouté que les USA avaient "l'obligation sacrée" d'être aux côtés de la Roumanie, tout en assurant que "les nations membres de l'OTAN ne sont pas seules" » (cf. Le petit journal de Bucarest* du 21 mai 2014). Or, la condition de ce soutien, condition que le dignitaire américain a encore clairement rappelée à cette occasion, est de continuer à nettoyer le pays de la pègre de la corruption : « *Mais Joe Biden a aussi tenu à mettre en garde la Roumanie contre la faiblesse de son État de droit. "Les pays qui ne possèdent pas un État de droit fort et un système judiciaire indépendant sont plus vulnérables au type d'actions mises en place en Ukraine par la Russie", a déclaré le numéro 2 américain lors d'un entretien avec l'agence Mediafax. Ceci étant, ce dernier a tout de même reconnu que la Roumanie avait enregistré de réels progrès en ce qui concerne la lutte contre la corruption, bien qu'il restait "beaucoup de choses à faire. (…) Les États-Unis vont soutenir la Roumanie afin qu'elle continue sur le droit chemin", a-t-il ajouté.* » (selon la même source).

Alors, si jamais les blocages internes contre la justice au niveau des milieux économico-politiques (et/ou d'autre nature) venaient à se fissurer, et que le « bouclier » du Senat et du Parlement roumains ne le protégeait finalement plus, que resterait-t-il à M. Vosganian, qui n'a jamais fait confiance au MCV agissant au nom de la Commission Européenne, et encore moins aux encouragements à la lutte anticorruption venus des États-Unis, pour lui offrir une nouvelle immunité ? Vers quelles instances protectrices se tournerait-il ? Eh bien, c'est tout décidé, et le nouveau plan est déjà en marche : M. Vosganian nourrit, déjà depuis l'époque des tourments moraux qui l'ont amené, n'est-ce pas, à sa démission d'« honneur » à l'automne 2013, un noble et grand rêve : il est candidat à la fois au Prix Nobel de littérature et, semble-t-il, de la paix ! S'adresser à l'Europe, viser un poste à Bruxelles, était un pari risqué, il l'a bien vu ; c'est trop près, il s'y trouve trop de gens qui connaissent vos histoires… D'autre part, les États-Unis sont loin, et il est bien improbable qu'un lobbying en sa faveur y soit efficace. Mais l'Académie de Suède, ou peut-être le parlement suédois ? Des milieux nobles, propres, neutres, qui sauront reconnaître ses mérites !

Ainsi, lors d'une conférence de presse du 4 septembre 2013, M. Vosganian évoque à l'encontre du DIICOT, pour se défendre des accusations de complot et sapement de l'économie nationale (rappelons le premier épisode du présent exposé), sa… stature internationale : « *Le ministre Vosganian a souligné l'importance internationale de son travail, qui l'a propulsé vers une nomination pour le Prix Nobel, fait sans précédent pour les politiciens roumains : "Je me trouve sur la liste des proposés [sic !] pour le Prix Nobel. J'ai été proposé par des organisations d'écrivains de trois pays, qui m'ont envoyé une laudatio et m'ont demandé si j'étais d'accord. Probablement dans la classe politique roumaine il est sans précédent qu'un homme politique soit proposé pour le Prix Nobel", a déclaré Vosganian à România TV* » (déclarations faites à la Télévision roumaine, parues dans la presse du 4 septembre 2013).

Nous supposons, naturellement, que le ministre de l'économie vise le Prix Nobel de littérature, vu qu'il évoque des organisations d'écrivains ; néanmoins celle de Roumanie – à savoir, l'Union des écrivains roumains, dont il est, rappelons-le, premier vice-président – ne l'a proposé, l'apprenons-nous, que près de 5 mois plus tard… (communiqué de presse du 27 janvier 2014). Mais sans doute, en tant que premier vice-président de ladite Union, il avait la prescience de cette proposition… enfin, l'intention, le projet, de s'auto-proposer, dès début septembre de l'année précédente, rien d'étonnant donc à ce que lui le sache, alors que ses collègues écrivains, pas encore !...

À moins qu'il ne s'agisse en fait d'une méprise, et que dans sa conférence de presse du 4 septembre 2013, le ministre de l'économie ne vise, en fait, tout simplement, un prix Nobel pour les travaux économiques, puisqu'il invoque « *l'importance internationale de son travail* » en tant qu'homme politique, en l'occurrence en tant que ministre de l'économie et des finances, s'auto-félicitant d'être devenu le premier « *politicien proposé pour le prix Nobel* »! En effet, avec son expérience dans l'ingénierie financière et budgétaire de « l'utilisation sans dépenser » de milliards de Lei des coffres de l'État, et avec la fierté – comme il allait le déclarer dans un mois – d'avoir accompli « sa mission » de « combler la dette », en exerçant, en fait, la mission de voler et à démolir les ressources nationales au profit des acolytes internes et externes de M. Poutine, il aurait eu toute latitude, n'est-ce pas, de se présenter comme candidat à un prix Nobel d'anti-économie... Eh bien, les déclarations suivantes nous renvoient à une hypothèse complètement différente : l'économiste-écrivain visait en fait ni plus ni moins que **le prix Nobel de la paix !**…

Nous oriente vers cette autre hypothèse la suite de ses confessions, qui se présentent comme dignes d'un homme d'État de stature internationale, ainsi qu'il vient de se définir – mais hélas, également accusé dans son propre pays de complot contre l'économie nationale, ce qui veut dire, bien entendu, qu'il est lui-même victime d'un complot… C'est le sort des plus grands, n'est-ce pas, et pour dire vrai, une seule comparaison existe dans le monde entier, et dans toute l'histoire, s'entend : « *"Seul Nelson Mandela a reçu le Prix Nobel après qu'il ait été comploteur* [comprenons : accusé de complot – n.n.] *– que Dieu le garde dans sa paix !" – a encore dit M. Vosganian* ». Le prétendant au Nobel se méprenant quelque peu sur l'état de santé de l'ancien président sud-africain au moment de ces révélations – les journalistes lui font savoir, en effet, que Mandela n'était pas mort – le ministre se corrige : « *"Alors, que Dieu le garde en vie !" – a-t-il répondu* ».

Oui, c'est sûr, M. Vosganian se veut un nouveau Nelson Mandela… vivant ou mort, n'importe, mais avec un Nobel ! À l'abri de tout souci… Et le ministre de poursuivre dans son envol : « *"N'oubliez pas, je ne représente pas que le Ministère de l'Économie, je représente l'Union des écrivains, je représente l'Union des Arméniens de Roumanie, je représente un collège honorable. À savoir que mon prestige n'est pas seulement mon prestige, au point que je ne sais s'il y a autant d'hommes politiques* [comme moi, entendons-nous – n.n.] *en*

Roumanie ! Je crois qu'il n'y en a pas plus que de pélicans dans le Delta [du Danube, n.n .]", *a encore dit le ministre de l'économie* » (même source). Décidément, vu le lyrisme coloré d'écologie, ainsi que l'évocation, encore, explicite de l'Union des écrivains, M. Vosganian visait les deux Nobel : et de la paix, et de littérature ! C'était pour cela qu'il ne le précisait pas… pour faire comprendre qu'il lui fallait les deux !

À ce point du reportage, le journaliste ne peut s'abstenir de citer la définition que donne le dictionnaire de la paranoïa. Mais la suite lui donne encore plus raison, du moins, dans l'ordre de la pure symptomatologie : « *"Je suis un homme qui, partout où je vais dans ce pays* [sic !], *il n'existe pas une seule chose qui ne soit pas liée à mon nom. Il n'existe pas une commune ou une ville en Roumanie, dans laquelle il n'existe quelque chose* [sic !], *une brique quelconque, posée lorsque moi j'étais ministre", a encore dit le ministre, qui s'est montré prêt à se battre en justice* » (même source). M. Vosganian pensait peut-être, culture scolaire oblige, à ce voïvode de légende du Moyen-âge roumain, chanté par le poète national, Mihai Eminescu (« *tout en ce pays, rivière, branche, est mon ami*… ») : Mircea l'Ancien s'était battu contre les Turcs, et M. Vosganian, voilà, est « *prêt à se battre en justice* »… Le ministre-héros a dû, depuis, trouvé qu'il valait pourtant mieux ne pas tenter le diable en affrontant les juges… mais profiter plutôt de l'immunité sénatoriale ! Et pour ses mauvais jours, s'en préparer une nouvelle, à la mesure, cette fois, de sa stature internationale de « comploteur », pareil au seul Nelson Mandela dans l'attente de la récompense nobélienne !...

Quant à l'Union des Arméniens de Roumanie, que M. Vosganian se vante de représenter, pas moins qu'il se fait le porteur de parole et de décision de l'Union des écrivains de Roumanie, l'évocation de ces seules « représentations » nous remplit de tristesse et de dégoût amer, quand on sait comment le président et, respectivement, le premier vice-président de ces institutions utilisent à la fois les moyens logistiques et les biens matériels et les fonds financiers qui leur sont affectés. Pour ce qui est du siège de l'Union des écrivains, nous avons déjà vu comment, grâce à et par l'entremise de M. Vosganian, il a d'abord été cédé dans des conditions frauduleuses, et enfin, troqué pour obtenir des avantages dans une entreprise privée. Jetons aussi un bref coup d'œil à l'utilisation des fonds publics que M. Vosganian, en tant que président de l'Union des Arméniens de Roumanie, reçoit de l'argent des contribuables.

Nous avons au moins un exemple, qui nous semble plus que significatif. En sa qualité de président de l'Union des Arméniens de Roumanie, M. Vosganian finance, depuis plusieurs années, la publication des volumes de « souvenirs » et de « mémoires » d'un écrivain velléitaire, également d'origine arménienne, M. Gabriel Diradurian. Celui-ci, sous prétexte de mémoires, s'est spécialisé dans la diffamation, l'insulte et la calomnie, dans les pages de ses livres publiés avec le parrainage de M. Vosganian, de personnes qu'il connaissait à peine, mais que – dans son esprit chauffé par une ambition littéraire frustrée, et/ou d'autres obscurs projets – il considère comme des rivaux, voire même, qui sait, comme en quelque sorte responsables de l'échec de sa carrière nationale et internationale, en tant qu'écrivain… et pas seulement. Car, politiquement (?), M. Diradurian se croit espionné par la CIA!... De ce détail, qu'il a confié à des écrivains plutôt crédules, on peut déduire la stature magistrale qu'il s'attribue, en étroite parenté, en termes de perception de soi, avec son parrain, M. Vosganian, qui se compare, comme on l'a vu, à Nelson Mandela... D'un point de vue littéraire, le « modeste » M. Diradurian se reconnaît comme un nouveau Dostoïevski, se plaçant ainsi, dans l'horizon de la littérature mondiale, bien au-dessus des prétentions de nobélisation de son protecteur, vice-président de l'Union des écrivains roumains !

Mais, afin de ne pas transformer cet article en polémique personnelle, nous nous limiterons à mentionner le fait que le volume *Memorialistică II* (*Mémoires II)* de M. Gabriel Diradurian, publié par la maison d'édition Ararat en 2011, avec l'indication expresse du financement par l'Union des Arméniens de Roumanie, et avec une préface élogieuse écrite sous contrat (c'est-

à-dire contre paiement) par un critique bien connu, contient un chapitre entier de plus de 40 pages de grand format A4, plein du début à la fin d'insultes et de calomnies, dont même pas des échantillons ne peuvent être reproduits ici, contre le poète et l'historien des religions Ara Alexandru Shishmanian (pour les détails de cette affaire apparemment privée, nous envoyons à ses publications, sur les sites *de Calameo* et *Asymetria*, ainsi que, *ibidem*http://www.asymetria.org/modules.php?name=News&file=article&sid=1235, à l'article de la soussignée).

La dérive morale est aussi ridicule que sinistre quand la caricature s'accompagne d'un semblant de pouvoir dans l'ordre de ce monde. Heureusement, les conditions ne sont pas toujours réunies pour que ce cocktail surprenant détonne, mais il est grand temps que la course de M. Vosganian vers la corruption et en fin de compte la folie soit arrêtée, tant qu'il peut encore être reconnu responsable de ses actes. Prenons-le au mot : voyons ce qu'il a fait en Roumanie pendant son ministère… et cela, c'est à la justice de l'établir. Pas d'immunité, plus de mensonge, plus de velléité éhontée. Ce pays mérite cet éclaircissement, ne serait-ce que pour la mémoire de ses véritables victimes – celles des quarante ans de communisme, y compris celles de décembre 1989. Et il le mérite aussi, et comment, le peuple meurtri dont est issu M. Vosganian, le peuple arménien, victime du premier génocide du XXème siècle, peuple à qui, loin de rendre hommage, comme il s'imagine, il fait honte.

Dana SHISHMANIAN, 15 juin 2014

Table des matières

INTRODUCTION 5

EN GUISE DE PRÉFACE 5
Préambule 5
La nouvelle guerre de 100 ans… et plus ! 7
Unde ira ? L'Ukraine et le monde face à l'ex-URSS 9
Une issue par la guerre ?... Le pari insensé 12
Les bonnes leçons de l'histoire ou comment contenir la folie 17
Une issue négociée figée dans des accords 20
Encore un peu d'histoire 24
La parole du sage 27
LIRE EN FRANÇAIS DANS CE VOLUME 29
NOTE D'ÉDITION / NOTĂ DE EDIŢIE 29

CRITICE 31

PE MARGINEA UNEI CĂRŢI DESPRE GEORGE CĂLINESCU 31
MARIN PREDA. ANALIZA LITERARĂ ..... **ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.**
CAZUL GOMA SAU CALOMNIA ORGANIZATĂ 57
«O găleată cu noroi»?... 57
Un denunţ de tip nou 58
«Un Soljeniţîn de substituţie»... 69
«Efectul radical»... 71
Apelul pentru drepturile omului: semnatari şi denigratori 75
«Generaţia culpabilizată»... 76
Unde ira? 78

I. P. CULIANU – IN MEMORIAM 81

CUM SE MĂSOARĂ O CRIMĂ? 81
SCOPTOPHILIA SAU SENSUL SACRIFICIULUI 84
MESAJUL CU ADRESE MULTIPLE SAU VICLENIA NEBUNULUI 86
ASASINAREA UNUI ISTORIC AL RELIGIILOR: IOAN PETRU CULIANU 94
MASCA ŞI MESAJUL. BILANŢUL UNEI "MORŢI ANUNŢATE" 106

POLITICALE INTERNE... 119

CRIMĂ FĂRĂ PEDEAPSĂ 119
QUI-PRO-QUO 123
SCRISOARE DESCHISĂ DOMNULUI VIRGIL MĂGUREANU 129
ROMÂNIA ŞI INTRAREA ÎN NATO 133
SCHIMBAREA LA FAŢĂ A D-LUI DORIN TUDORAN 135
MINERIADA 5 = NEANTUL INSTITUŢIILOR 140
ION ILIESCU, SAU OMUL-DE-NIMIC ÎN ANDROPAUZĂ POLITICĂ 148
Preambul 148
Omul-de-nimic 149
STATUL DE DREPT SAU ARMATA 153
SCRISOARE DESCHISĂ D-LUI VARUJAN VOSGANIAN – II 164
I. Preambul: Unde ira? 164
II. O carieră europeană compromisă ca fost informator al securităţii... 167
III. Dosarul "Poşta Română" şi gazul rusesc sau corupţia la putere 211
IV. O demisie de formă, sau scutul complicităţilor 221
V. Subminarea economiei naţionale şi deturnarea Fondului Naţional de Dezvoltare!... 244
VI. În chip de concluzii 285

ŞI NOUA ORDINE MONDIALĂ! 291

COMUNISMUL ŞI NEANTUL : UN NECROLOG PENTRU PERESTROIKA 291

LE COMMUNISME ET LE NÉANT. UN NÉCROLOGE POUR LA PÉRESTROÏKA 301
GRÈVE ET UTOPIE 312
CE VOR EI? (I): POST-COMUNISMUL SAU COMPLOTUL CIBORGILOR 321
CE VOR EI? (II) - PARTEA 1: AMŒBA RUSIA SAU IMPERIUL NEVROZEI 328
CE VOR EI ? (II) - PARTEA A 2-A: "BINE AȚI VENIT ÎN INFERN" 339
GOTOV JE! 351
CE VOR EI ? (II) - PARTEA A 3-A: RĂZBOIUL LUI PUTIN SAU GENOCIDUL DREPT CAMPANIE ELECTORALĂ 359
CE VOR EI ? (II) - PARTEA A 4-A: SOLJENIȚÎN: "RUSIA SUB AVALANȘĂ" 373
Cecenia – "un membru bolnav" al Rusiei?... ..... *373*
Schimbarea la faţă sau şomajul eroului... ..... *377*
Nevroza radicalizată sau monoschizofrenia de Stat *381*
Paranoia ca imperialism sau „poporul de tutelă" *387*
Noua Rusie şi... "cotitura istorică a conştiinţei universale"!... ..... *392*
Insul totalitarizat ca profet al totalitarismului mesianic *397*
Sofismele supra-naţionalismului şi teocraţia panrusă *404*
Puterea şi Poporul sau utopia unei mon-arhii populiste *412*
Autocraţia verticală şi modelul dictatorial-despotic *420*
Critica „inteligheţiei ruse multinaţionale" sau dezicerea de sine... ..... *429*

ALTE FANTAPOLITICE 439

MESAJ ADRESAT "GOLANILOR" DE CĂTRE FRAȚII LOR DIN EXIL 439
LE COMMUNISME EST MORT, VIVE LE COMMUNISME ! 441
Applaudissez, on tue ! *441*
Les sentences de mort *443*
Qui a peur de l'historien des religions ? *445*
La raison du crime *447*
La logique et les craintes du pouvoir *451*
ULTIMUL REPORTAJ DIN JORMANIA SAU FIZIOLOGIA UNEI TENEBRE 453
SOFISMELE ȘI ZOOFISMELE PUTERII SAU DESPRE MAROTE, SUPERSTIȚII ȘI... ZORABI 457
PREȘEDINȚI, ȘOBOLANI ȘI LĂCUSTE 459
RELIGIE ȘI PUTERE SAU O SUTANĂ MAI SCURTĂ, UN PICIOR MAI EGAL 460
RELIGIE ȘI PUTERE (II). «DACĂ VOI NU MĂ VREȚI, EU VĂ VREU!» 463
RELIGIE ȘI PUTERE (III). CANONIȚII CANONIZAȚI SAU CUM SE SCUFUNDĂ UN IMPERIU 469
UN NECROLOG PENTRU ROMÂNIA 473
UN SIMBOL AL CORUPȚIEI ÎN ROMÂNIA POSTCOMUNISTĂ : FOSTUL MINISTRU AL ECONOMIEI, VARUJAN VOSGANIAN 474
Notă preliminară *474*
Preţul energiei şi imunitatea senatorială *475*
Dispariţia celor 11 miliarde de lei *480*
Poşta Română şi sediul Uniunii Scriitorilor *483*
Sertarele Securităţii *484*
Corupţia pune în pericol viitorul României *487*
Spre o nouă «imunitate» : Premiul Nobel *490*
UN SYMBOLE DE LA CORRUPTION EN ROUMANIE POSTCOMMUNISTE 494
Notice préliminaire *494*
Le prix du gaz et l'immunité sénatoriale *495*
La disparition des 11 Milliards *499*
La Poste Roumaine et le siège de l'Union des écrivains *502*
Les tiroirs de la Securitate *503*
Vers une nouvelle « immunité » : le Prix Nobel *507*

TABLE DES MATIÈRES 513